

UNIVERSITÉ DE PARIS

DE
L'HUMANISME
A
L'ENCYCLOPÉDIE

Essai sur l'évolution des esprits dans la bourgeoisie bourguignonne
sous les règnes de Louis XIV et de Louis XV

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée

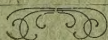
à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

par

Marcel BOUCHARD

Ancien Elève de l'Ecole Normale Supérieure

Agrégé des Lettres



PARIS. — Librairie HACHETTE & Cie

79, Boulevard Saint-Germain, 79

—
1929

UNIVERSITÉ DE PARIS

DE
L'HUMANISME
A
L'ENCYCLOPÉDIE

Essai sur l'évolution des esprits dans la bourgeoisie bourguignonne
sous les règnes de Louis XIV et de Louis XV

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée

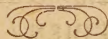
à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

par

Marcel BOUCHARD

Ancien Elève de l'Ecole Normale Supérieure

Agrégé des Lettres



PARIS. — Librairie HACHETTE & Cie
79, Boulevard Saint-Germain, 79

1929

UNIVERSITÉ DE PARIS

DE
L'HUMANISME
A
L'ENCYCLOPÉDIE

Thèse pour le Doctorat

présentée par M. J. BOUTIER

Thèse pour le Doctorat

présentée par M. J. BOUTIER

M. J. BOUTIER



A la mémoire
de mon père chéri
Charles BOUCHARD

A Monsieur Daniel MORNET

PRÉFACE

Les auteurs que dérange l'envie d'écrire partagent les jalousies des amoureux ; ils souhaitent trouver vierge l'objet de leur sollicitude. Quand ils reviennent de leurs longues courses à travers les documents du passé, ils voudraient, comme autrefois Ulysse lorsqu'il parvint chez Alcinoüs, étonner leurs auditeurs par des récits inouïs. Pour nous, nous ne nous flattons pas d'avoir eu ce bonheur : l'élue de nos curiosités a déjà connu bien des galants ; le chemin que nous suivons est battu comme une grande route, et sur le point d'étudier la vie des esprits à Dijon sous l'ancien régime, nous déplorons d'être venu trop tard dans un monde trop vieux. A chaque pas nous marchons sur les vestiges de nos devanciers, sur ceux de M. Jacquet, de M. l'abbé Deberre, de M. Lange, sur ceux plus anciens mais non pas effacés de des Guerrois, de Foisset, de Mamet et de bien d'autres encore dont les recherches ont été moins étendues. Nous sommes parti à la découverte par des voies semées de poteaux indicateurs, et peut-être tout en nous approuvant de nous y être promené, nous blâmera-t-on d'avoir pris le soin inutile de faire imprimer le compte rendu de nos pérégrinations. On nous reprochera de n'avoir produit ce gros livre que pour enfoncer les portes ouvertes par d'autres, que pour encombrer les rayons des bibliothèques publiques avec une marchandise éventée ; et l'on ajoutera que nos veilles et notre encre ont été bien mal employées à coudre l'une à la suite de l'autre des thèses déjà parues, à marier M. Jacquet et M. l'abbé Deberre en décrivant dans le même ouvrage le siècle de Louis XIV après celui-là, et le siècle de Louis XV après celui-ci.

Mais quoi ! tout se recommence sous le soleil, y compris les traités d'histoire littéraire, surtout quand ils s'éloignent assez de la perfection pour qu'on les puisse compléter ou corriger. Nous-même, nous ne prétendons point avoir rassemblé sur notre sujet une information sans lacunes ; outre les documents à jamais perdus, combien nous ont échappé qui dorment dans les armoires des collectionneurs ou qui se sont dispersés au hasard des ventes ou des héritages. Il nous a même été bien difficile d'atteindre ceux qui sont ensevelis à la Bibliothèque Nationale. Retenu en province par l'exercice de notre profession et ne pouvant aller à eux sans beaucoup de dépense et d'incom-

modité, nous avons demandé qu'on les laissât venir à nous; par malheur, à notre époque où les jeunes filles sortent seules, les manuscrits ne voyagent pas, un règlement barbare oblige M. le Conservateur de la Bibliothèque Nationale à couvrir ceux dont il a la garde, crainte sans doute qu'il en puisse éclore quelque chose. Mais grâce à la complaisance inlassable de M. Oursel, Conservateur de la Bibliothèque de Dijon, grâce à sa science bibliographique à laquelle nous n'avons jamais eu recours en vain, nous avons trouvé pour ainsi dire sous notre main de quoi assouvir nos curiosités. Quoique bien des chercheurs soient passés avant nous, nous avons grappillé même après leur vendange une récolte honnête de documents ignorés ou négligés par eux, nous en laissons encore à nos successeurs, car nous n'avons ni pu ni voulu tout emporter. Encore qu'à l'occasion nous ayons redressé les erreurs de nos aînés et comblé leurs ignorances, nous avons entrepris une autre tâche que de refaire leur ouvrage avec des matériaux plus abondants et plus solides et d'apporter à la science une érudition contrôlée et enrichie.

A Dieu ne plaise qu'on nous soupçonne de faire fi de l'érudition ! Non seulement nous redoutons de voir à nos trousses la gent irritable des érudits, mais nous venons de rendre hommage à leurs études non des lèvres, en consumant dans l'ombre des bibliothèques des années de notre jeunesse. Cependant, nous n'approuvons point les savants en quête d'inédit plus que de vérités importantes, qui vont furetant à travers les archives et croient avoir pris la nie au nid s'ils rencontrent les traces de quelque personnage inconnu et qui reposait en paix depuis des siècles. Ils vous l'exhument avec fanfare, racontent sa vie, louent ses mérites, le sacrent grand homme, s'indignent qu'on l'ait méconnu si longtemps et laissent entendre qu'il le serait demeuré toujours si leur flair subtil n'avait subodoré ses vertus. Mais foin de ces pratiques ! Ces panégyriques ne servent qu'à la gloire du panégyriste; les prétendus génies qu'on veut tirer de l'oubli y retombent, preuve que l'oubli leur était dû et le silence sous lequel on ensevelit la médiocrité. Si leur œuvre n'a pas duré, à quoi bon essayer de prolonger leur mémoire, sinon pour enfler des dissertations qui ne sont que vanité et poursuite du vent. Nous aurions pu sans peine et sans risque de nous égarer présenter ici une galerie de Bourguignons notables, tracer quelques portraits, citer quelques textes curieux et nous avouons que nous avons été tenté de le faire. Car parmi les Dijonnais d'autrefois, il ne manque pas de caractères sympa-

thiques ni d'esprits originaux, il ne manque pas même de génies singuliers comme les Bouhier et les de Brosses; mais plutôt que de décrire ceux-ci qui sont célèbres ou ceux-là qui ne le seront jamais, nous avons tâché, sans accorder trop d'attention aux individus, de ressusciter dans son aspect propre et dans sa continuité la vie intellectuelle de l'ancienne Bourgogne. Nous avons voulu étudier un milieu, non des hommes; les hommes ne sont à nos yeux que les représentants du milieu, par là peut-être aurons-nous aidé à mieux comprendre ceux qui sont déjà connus, et rien ne paraîtra plus légitime que notre sollicitude pour les médiocres, car autant et plus que les autres ils sont les représentants d'un monde.

C'est une habitude invétérée de la critique de se figurer la France comme un grand corps dont le cerveau se trouve à Paris, de lui supposer une telle unité de sentiments et d'idées que son âme s'exprimerait toute entière par les voix autorisées de la capitale. Cette unité n'existait pas au seizième siècle, quand les esprits les plus éminents résidaient partout excepté à Paris. Sous Louis XIV, parce qu'on voit rassemblés à Versailles les Boileau, les Racine, les Molière, les Bossuet, parce qu'on ne voit qu'eux, parce qu'on n'entend qu'eux, il ne nous vient pas à l'esprit que le reste du pays puisse être autre chose qu'un docile écho de ces grands génies. Mais si à côté de ces voix rententissantes, d'autres s'élevaient au fond des provinces qui ne rendaient pas le même son, si loin d'être organisée en un chœur la pensée française comprenait des intelligences indépendantes et originales, n'est-ce pas appauvrir notre patrimoine spirituel que d'en retrancher de parti pris toutes les tendances, toutes les aspirations qui ne sont pas celles de Paris? Nous avons entrepris de décrire les caractères propres de l'esprit bourguignon. Laissant donc de côté tous les hommes même les plus grands qui quoique nés en Bourgogne n'ont point vécu sur la terre natale, négligeant à propos des autres les détails qui ne prouvaient rien, sans nul souci de recenser les œuvres ni les ouvriers, nous ne nous sommes attaché qu'à faire connaître dans leurs traits essentiels l'âme, l'intelligence et les préoccupations de nos aïeux. Si nous y avons réussi, nous aurons éclairci l'histoire de la pensée française, expliqué l'apparition d'ouvrages qui étonnent si l'on ignore où ils ont germé; peut-être aussi aurons-nous projeté quelques clartés sur le progrès général des idées. Car si les provinces ont fourni à la France quelques grands hommes, elles constituaient surtout la majeure partie du public. Et peut-être sentira-t-on mieux l'originalité

des grands écrivains de Paris, peut-être appréciera-t-on avec plus d'exactitude le rôle qu'ils ont joué si l'on peut mesurer le retentissement de leurs œuvres, apercevoir ou deviner les réactions de l'opinion, et peut-être qu'à considérer non pas seulement quelques auteurs illustres mais la foule qui les accompagne, ou qui les conduit, ou qui leur résiste, nous suivrons avec moins de peine la chaîne qui relie le siècle de Louis XIV et celui de Louis XV.

C'est pourquoi, au lieu d'étudier en détail une seule époque, nous avons préféré embrasser, au risque de le mal étreindre, un grand nombre d'années. Le caractère des peuples est comme le visage des hommes, on le voit mieux avec le temps, à mesure que l'âge le découvre sous la fleur de la jeunesse, accentue les traits et laisse durer ceux-là seulement qui sont essentiels. Nos vastes ambitions nous ont empêché de tout citer et de tout dire ? Qu'importe, si n'ayant rien oublié d'important nous avons choisi à bon escient les documents qui caractérisaient le génie bourguignon. Notre érudition n'est pas toute entière inédite, et sans vergogne nous nous sommes paré de plumes arrachées à nos devanciers ? A vrai dire, nous n'avons presque rien reçu de seconde main et nous sommes toujours remonté aux sources, mais peu nous chaut si d'autres ont déjà publié les mêmes faits que nous avons utilisés (1). La question n'est pas de savoir si nous employons la même marchandise, mais si nous donnons une autre cuisine. L'histoire de l'intelligence bourguignonne est une dame un peu mûre et que plusieurs maris qui se sont succédés n'ont point satisfaite ; nous venons le dernier et sans prétendre n'imiter en rien nos prédécesseurs, nous espérons que notre épouse trouvera dans cette union autre chose que le recommencement de ses précédentes amours.

Quelques-uns cependant ont déjà entrepris d'étudier en Bourgogne non pas des individus isolés, mais le monde qu'ils représentent. Qu'on nous excuse de les juger, puisqu'aussi bien devant être jugé nous-même nous sommes dispensés de charité évangélique, puisque si nous sommes trop sévère, notre sévérité nous sera rendue au centuple bien avant le jugement dernier. On a vu paraître en 1886 une *Vie littéraire dans une ville de Province sous Louis XIV*, par M. Jacquet qui fut

(1) Nous n'indiquons dans nos références que les documents originaux. Quant aux ouvrages généraux de M. Rounpel, de M. de La Cuisine, de M. Jacquet, etc., ils sont assez connus ou assez faciles à trouver pour que nous nous soyons dispensé de les citer, sauf quand il s'agissait d'établir un fait important ou curieux.

couronné par l'Académie française, sifflé par les Dijonnais et fessé d'importance par M. Durandeau. Et ma foi ! M. Jacquet méritait la couronne car il écrit avec élégance, et s'il lui advient de connaître ce dont il écrit, ses réflexions ne manquent pas de sens et de finesse. Mais il méritait davantage encore les sifflets et les verges. S'astreignant à ne considérer que la vie littéraire, il s'interdit de parti pris la connaissance du génie bourguignon pour peu que la philosophie ou les sciences y aient étouffé le goût des lettres. Peut-être aussi s'est-il trop défié des excès de l'érudition ; savant à peu de frais, il n'a recueilli que quatre ou cinq documents qu'il n'a même pas utilisés tout entiers. Par dessus tout, il a voulu mesurer le génie provincial à l'aune de Paris. Il est arrivé tout rempli des souvenirs de Molière, il a cherché à Dijon des Monsieur de Pourceaugnac et en effet il en a vu partout. S'étant imaginé à l'avance que l'austérité des magistrats réprouvait le plaisir et la comédie, il a vu en effet des magistrats austères comme il les souhaitait. C'est un de ces esprits habiles à se tromper eux-mêmes et qui apercevraient des hommes dans la lune, s'ils venaient à supposer qu'il en existât. Nourri de ce préjugé que la province est une copie de la capitale, et ne voulant recueillir parmi les productions du terroir que celles qu'on aurait pu recueillir à Versailles, il s'est étonné de ne pas récolter grand chose. Comme cependant il ne peut méconnaître que les Dijonnais ne suivent que d'assez loin les modes de la cour, il donne cette explication que les provinciaux suivent les Parisiens avec quelques années de retard, sans s'inquiéter si ces retardataires ne vivaient pas à Paris une part notable de leur existence. Il lui a manqué de comprendre que ce prétendu retard pouvait être voulu, d'étudier le caractère des hommes dont il énumérait quelques ouvrages, de justifier par l'état et les goûts de la société les sympathies ou les répugnances des esprits. Au reste, depuis longtemps justice a été faite des sottises de ce rêveur ; M. Durandeau a fait le compte de ses erreurs et de ses ignorances. Annonçant une vie littéraire à Dijon, M. Jacquet, s'il eût été véridique ou conscient aurait intitulé son ouvrage *La littérature parisienne à Dijon*, car il n'a presque rien aperçu ni rien compris de ce qui faisait l'originalité du génie bourguignon (1).

(1) Quant à l'ouvrage spirituel amusant et d'une documentation originale qu'a publié M. Durandeau, nous lui devons bien davantage qu'à la thèse de M. Jacquet. Mais, M. Durandeau n'a voulu écrire qu'une satire et une réfutation de M. Jacquet, sans prétendre lui-même refaire le livre qu'il désapprouvait.

Mais paix à sa mémoire; il est toujours sans élégance de porter à un mort le coup de pied de l'âne. Loin de suivre l'exemple de ce rhéteur trébuché de si haut, M. l'abbé Deberre *videt meliora probatque* : il s'est voué à l'histoire du dix-huitième siècle sans parti pris et sans enfermer ses curiosités dans la seule littérature. Plein de scrupules qui lui font honneur, il n'a que le tort d'en trop avoir, et d'emprisonner son génie par timidité : son étude est de celles qui doivent distraire dans les limbes les âmes innocentes qui furent comme elle sans défaut et sans vertu. Crainte de répéter des Guerrois auquel il n'emprunte que quelques expressions heureuses pour orner son style, il s'abstient de toute vue d'ensemble sur le Président Bouhier; par compensation, il énumère les œuvres des disciples de Bouhier, décrit les imitations sans parler beaucoup du modèle, les effets en taisant la cause, et tombe dans le même inconvénient que s'il nous dépeignait les amis de Socrate assemblés en laissant le maître à la porte. Crainte de piller Foisset, il observe la même discrétion vis-à-vis du Président de Brosses. Crainte de faillir dans ses jugements, il s'abstient d'en porter et de laisser paraître une idée dans son livre; il lui suffit d'enfiler bout à bout des dates, des citations inédites, de rassembler des faits, mais il laisse au lecteur le soin d'en titrer une conclusion car lui-même n'en conclut rien. Dans sa *Vie intellectuelle*, on cherche en vain où sont la vie et l'intelligence, car des résumés bibliographiques ne font ni vivre un monde ni penser des esprits. Qui croirait, à le lire, qu'il décrit le siècle de Voltaire et de Rousseau et les temps avant-coureurs de la Révolution ? Passant tour à tour en revue les études françaises, les études latines, l'histoire et les sciences sans distinguer ni les époques ni les tendances, il s'est ingénié à ne rien voir, et en effet il n'a rien vu. Travailleur honnête, il a rendu au public les renseignements qu'il avait empruntés à la bibliothèque publique, mais trop avare de son bien, il n'a rien donné de son propre fonds.

Nous avons trouvé une mine plus riche dans l'ouvrage ancien déjà de M. Foisset sur le Président de Brosses. Pour la première fois, voici une peinture à la fois exacte et vivante de la vie bourguignonne, l'explication d'un génie par le milieu et les circonstances où il a grandi. Là même où nous ne sommes pas d'accord avec notre devancier, ses opinions nous ont toujours suggéré d'utiles méditations. Mais M. Foisset ne s'est occupé que du seul Président de Brosses, et encore beaucoup plus de la biographie de son héros et du rôle politique qu'il a joué, que des productions de son esprit. Il restait à décrire une

société plus large que le petit cercle où de Brosse recrutait ses amis et ses maîtresses, à montrer par quels liens étroits de Brosse se rattachait aux traditions et au caractère ancestral de sa race, pour quelles causes aussi, tout en la continuant, il s'est écarté des voies qu'elle semblait lui avoir tracées.

Même s'il ne restait plus de documents à mettre à jour, tout restait à faire ou à peu près dans l'histoire de la pensée bourguignonne. Dans l'héritage préparé par nos devanciers abondaient les vérités de détail et les faits, et même des vues justes sur la Bourgogne au temps de l'ancien régime, sur son caractère original, sur son indépendance spirituelle. Mais les raisons nécessaires qui quoique proche de Paris et avertie des modes de la cour la détournaient vers des goûts, des préoccupations, des travaux qui lui étaient propres, la source en un mot de son génie, on ne l'avait pas découverte. On connaissait une partie des faits sans avoir expliqué la cause. Nous avons essayé de trancher ce nœud gordien en rapportant la pensée à la vie, en étudiant la littérature comme un chapitre de l'histoire, en présentant les besoins et les soucis des intelligences comme une conséquence de la condition des individus. Notre point de départ, nous l'avons trouvé dans le beau livre de M. Roupnel sur « *les populations de la ville et de la campagne dijonnaise au dix-septième siècle* ». Le monde qui s'instruit et qui pense dans l'ancienne Bourgogne ne s'étend pas au delà d'une élite privilégiée par la fortune; on sait aujourd'hui, grâce à M. Roupnel que cette élite se rassemble dans les villes et surtout à Dijon, qu'elle est une bourgeoisie de robe accaparant dans le pays et la terre et les offices royaux. Née sur le sol bourguignon et vivant à son contact, s'isolant par défiance du pouvoir despotique, nous avons tenté de montrer que perpétuant les traditions de sa race, que défendant ses intérêts de caste, que menant la vie imposée par sa condition, elle devait être ce qu'elle a été, qu'elle a porté les fruits que sa nature la préparait à porter. Et quand dans le cours du dix-huitième siècle nous nous sommes aperçu d'un changement dans les esprits, nous nous sommes penché sur l'édifice social et nous y avons découvert une révolution déjà accomplie qui précédait celle qui s'est faite dans les intelligences comme celle-ci a précédé la révolution politique. Et cette observation nous a conduit à considérer la vie et la pensée de l'élite comme la conséquence de la place qu'elle tenait dans la province. Et derrière cette élite instruite qui paraissait à la lumière, nous avons entrevu les masses obscures de la plèbe, la cause profonde et cachée de tout le reste,

le peuple, qui, tantôt écrasé par la misère, tantôt se relevant et se poussant vers le soleil, ici se laisse conduire par ses maîtres et là les conduit.

Il est vrai, en même temps que l'histoire d'une province, nous avons écrit celle d'une aristocratie. Le monde intellectuel en Bourgogne est celui de la robe, et les documents ne nous ont pas manqué qui nous montraient dans d'autres provinces une société de magistrats assez semblables aux magistrats bourguignons, menant la même vie, leurs égaux par la condition, quelquefois leurs parents ou leurs amis, en tous cas obéissant à des intérêts identiques. Cependant quelques analogies que puisse entraîner la similitude des fortunes, la bourgeoisie bourguignonne, fille de la terre et vivant à son contact, nous semble avoir gardé en elle quelque chose d'original qu'on ne retrouve ailleurs ni avec la même force ni avec les mêmes nuances, l'âme antique de la race. Nous y rêvions aux vendanges dernières, quand la journée finie et le corps las nous descendions la Côte toute dorée par l'automne. L'année était mauvaise; trois mois auparavant la grêle avait emporté la récolte et le peu qui en restait, grappes saines et noires épargnées par les vers et comme remplies de soleil, exaspérait les regrets en faisant mieux sentir ce qu'on avait perdu. Cependant le coteau s'étendait devant nous labouré et pioché comme à l'ordinaire, pas une herbe au pied des ceps, pas une branche folle qui n'eût été rognée ou accolée. Tout cela fleurait bon l'ordre et le travail et la terre franchement remuée; et j'éprouvais je ne sais quel respect sacré devant cette religion du labeur, devant cette persévérance que rien ne déconcerte ni n'émeut, devant cette obstination que les échecs ne détournent pas de sa tâche pas plus que la prospérité.

Sur le chemin, d'autres bandes nous rejoignaient, tous les visages étaient joyeux. On donnait des bourrades aux plus jolies « layottes », on leur lançait des mottes de terre et de gais propos, le baril passant de bouche en bouche versait les dernières gouttes de son vin, on causait gaiement avec cet accent noble et traînant du bourguignon, et dans ce langage populaire, si juste en ses images, si vivant en ses perpétuelles créations qu'il semble parler aux yeux autant qu'à l'intelligence. Mêle gaieté qui durais après les fatigues du jour, rires qui éclairiez ces fronts hâlés par le soleil et la pluie, sérénité qui persistais dans ces cœurs déçus dans leurs espérances, oubli courageux des misères à venir et des peines passées, plus encore que le sol ingrat remué avec tant d'amour, vous m'avez révélé

les fortes vertus de la race. Vous m'avez fait sentir tout ce qu'elle porte en elle de joie de vivre saine et robuste, tout ce qui fermente en elle de sève et de jeunesse. Ce sont les mêmes vertus que portaient nos aïeux; et le labeur inlassable des Dijonnais d'autrefois, leur conscience à leur tâche, l'acharnement qu'ils mettent à travailler sans s'inquiéter de la récolte, leur patience qui persévère sans hâte vers son but, leur goût des œuvres solides et fortes, tout cela ils l'ont reçu de nos lointains ancêtres. C'est d'eux qu'ils ont reçu leur nature sensuelle et amie des plaisirs violents, leur penchant non pas aux polissonneries perverses qui parlent à l'esprit en respectant les oreilles, mais à ces plaisanteries épicées qui sont faites pour toucher les sens. Ces pensées qui nous venaient non pas sur le chemin de Damas mais dans un sentier qui serpentait au flanc de la Côte, ces mêmes pensées ont inspiré cet ouvrage, que nous avons consacré à l'histoire du génie bourguignon. Nous avons essayé non seulement de le décrire, mais de le comprendre, non seulement d'en exposer les œuvres mais de découvrir la source qui les faisait naître. C'est au public de décider si nous y avons réussi. En tous cas, à défaut de la gaieté de nos ancêtres, interdite par la gravité du sujet et l'austérité universitaire, nous avons tâché d'imiter leur labeur et leur conscience, et en cela du moins nous espérons qu'on ne nous jugera pas leur fils trop indigne.

LIVRE I

Le
Dix-septième siècle



PREMIÈRE PARTIE

La société dijonnaise à la fin du dix-septième siècle

Introduction

Pour l'historien qui limite l'histoire à l'étude des événements politiques sans pénétrer la vie des peuples, la Bourgogne cesse avec la Fronde son existence propre. Les dernières flammes de son glorieux passé s'éteignent tour à tour ; elle n'apparaît plus comme un être indépendant mais comme un membre de la monarchie. La paix intérieure, non moins que la sécurité de ses frontières, endorment pour ainsi dire sa conscience et l'anéantissent. Longtemps reléguée en sentinelle avancée aux portes du royaume, marche de la France en face de la Franche-Comté, présentant à l'ennemi ses villes comme autant de bastions, ses campagnes comme un glacis, elle avait souffert les invasions, les incursions de l'étranger, le brigandage de tous les partis. Ces épreuves stimulaient son énergie, car la lenteur ou la faiblesse des secours qu'elle recevait du souverain lui avaient appris à compter d'abord sur elle-même et à chercher dans son courage sa protection et son salut. Quant du haut des remparts les bourgeois regardaient brûler les villages d'alentour, les paysans épouvantés refluer vers leurs murailles, ils considéraient le conflit de la France et de l'Espagne comme leur affaire personnelle, comme une guerre particulière entre les deux Bourgognes. La nécessité arme les villes, les campagnards mêmes soulevés par l'excès de leur misère font face aux soldats pour prévenir leurs déprédations ou se vengent sur les trainards

et les fourrageurs. Ces longues hostilités qu'il soutenait - en grande partie par lui-même et contre le Comtois détesté (1) suscitaient dans le peuple des vertus viriles, l'habitude de l'initiative et de l'action; l'isolement de la province et ses dangers y faisaient naître des patriotes et des citoyens. Cet esprit national périt avec les circonstances qui l'entretenaient dès que le roi assumait à lui seul la conduite et le soin de la guerre, et l'annexion définitive de la Franche-Comté en écartant de la Bourgogne toute menace étrangère acheva de la confondre dans l'ensemble du royaume.

En même temps, l'ordre et le despotisme étouffaient peu à peu chez les bourguignons le génie politique et les antiques libertés. Le vent de Fronde soufflant sur la France entière avait rallumé dans leur âme des passions mal éteintes et qui couvaient depuis la Ligue. Sous Louis XIII même, des séditieux avaient crié « Vive l'Empereur ! » (2) comme si la province eût conservé le droit de choisir son maître. En fait, elle se montra loyale durant la minorité de Louis XIV, quand l'anarchie de l'Etat laissa aux sujets la licence de disposer à leur gré de leurs destinées; mais elle fut loyale parce qu'elle le voulut (3). La faiblesse du gouvernement met alors les affaires publiques à la portée de tous, des princes, des parlementaires et des bourgeois; les moindres cités s'administrent sans contrôle et s'érigent en puissances à la faveur de la confusion, ouvrant ou fermant leurs portes à qui il leur plaît, examinant le droit de chaque parti et la légitimité de ses prétentions, choisissant entre les factions contraires et décidant entre elles comme des arbitres suprêmes. Peut-être n'exagéraient-elles pas le poids

(1) Cette hostilité était récente, car durant longtemps les deux Bourgognes s'étaient rappelé qu'elles étaient les membres disjointes d'un corps autrefois uni. Elles demeuraient en paix quand la France et l'Espagne se battaient et les habitants de l'une n'étaient point réputés étrangers quand ils s'établissaient dans l'autre. Cf Bégouillet et Bib. div. ms. 911 (Plaidoyer de M. Bégat, Président au Parlement, de Bourgogne, qu'il ne peut y avoir d'aubaine entre les habitants du duché et du comté de Bourgogne).

Mais, peu à peu, ces souvenirs s'étaient éteints; ils avaient fait place d'abord sous la Ligue et surtout durant le règne de Louis XIII à une guerre acharnée comme le sont toutes les guerres entre parents.

(2) Cette révolte des vigneronniers dite des Lanturlus fournit à Charles Févret l'occasion de prononcer en plaidant devant le roi la cause des coupables son plus célèbre discours : Cf ce discours de Févret et pour le récit sommaire des faits : Courtépée et Bégouillet; I 285, II 72.

(3) Il y eut des frondeurs en Bourgogne surtout dans la haute aristocratie parlementaire, mais la population dans son ensemble resta fidèle au roi et à Mazarin. Cf De la Cuisine (Tome III, chapitre IX). Mémoires de Millotet, etc.

de leur intervention entre des adversaires qui tenaient campagne avec une poignée d'hommes ; Condé ne ménagea ni les présents ni les flatteries pour s'attacher les villes bourguignonnes qui pouvaient lui offrir une base d'opérations et un abri sûr à portée des secours espagnols. Dans de telles conjonctures, les élections des communes prennent aux yeux de leurs citoyens figure de grands événements ; il s'élève des tribuns (1) pour haranguer les foules et pour les conduire, les haines s'affrontent, les ambitions se heurtent, les intrigues se nouent, les séditions éclatent et s'apaisent, sans nulle contrainte du pouvoir royal qui profite parfois de ces mouvements mais ne les dirige pas. C'est le pays lui-même qui se garde au roi et à son ministre ; dans la défaillance de l'autorité monarchique, les maires, les Etats, les cours souveraines se substituent à elle pour la faire obéir et respecter ; ils la soutiennent, soutenus qu'ils sont eux-mêmes par l'opinion, et jamais la vie municipale ne parut plus active qu'en ces troubles où la province combattit pour se donner un maître. Dès que Louis XIV imposa et maintint la tranquillité et la paix, la flamme civique s'éteignit soudain. L'ordre régna et avec lui le silence ; les orateurs de carrefour se turent, les grandes affaires furent évoquées par le monarque et résolues par lui seul, les libertés populaires furent confisquées ; les bourguignons cessèrent de s'immiscer dans le gouvernement et ne conservèrent de ces temps héroïques qu'un souvenir qui survécut à l'indépendance.

Il leur en demeurait un autre monument durable lui aussi : les ruines que les désordres et les guerres avaient accumulées (2), une désolation qui faisait oublier les passions politiques et les submergeait sous des soucis plus pressants. Les armées étrangères avaient marqué leur passage par des traces ineffaçables, par un excès de deuils et de misères qu'après trois siècles la population se rappelle encore (3). Elles étendirent leur flot sur toute la contrée, pillant, rançonnant, incendiant, massacrant les uns, dispersant les survivants ; après elles, des bandes d'aventuriers moitié soldats moitié brigands exerçaient les mêmes ravages en prolongeant les déprédations et rendaient l'insécurité continuelle. Leurs hordes se jetaient sur le pays non pas comme une inondation brusque qui se retire et laisse les champs qu'elle a couverts renaître de leur limon, mais

(1) Par exemple l'avocat Calon, et Millotet.

(2) Cf ROUNDEL. Chap. I.

(3) On dit d'un être malfaisant « *c'est un vrai Gallas* », comme on dit aussi : « *c'est un Mandrin* ».

comme une marée infatigable qui ne s'éloignait que pour revenir et pour achever d'anéantir les débris qui subsistaient encore. Presque autant que les ennemis, les troupes royales épuisent le territoire au point de n'y plus trouver leur vie, les soldats maraudent, dérobent ou pillent au grand jour, insultent les femmes, tuent les hommes, autorisés qu'ils sont par le consentement ou l'impuissance de leurs officiers. Et comme si la guerre ne suffisait pas aux dévastations, la maladie et la famine ajoutent leurs horreurs à tant de pillages et de rapines; la peste prend pour ses victimes ceux que les armes ont épargnés, et après la peste, la fièvre pourpre, et après la fièvre pourpre la petite vérole et tout un long cortège d'épidémies. La faim guette les survivants à tant d'hécatombes, elle les poursuit à travers les terres désolées, incertains du lendemain, se soutenant au jour le jour de racines sauvages et de l'herbe des prés. Des hameaux, des villages sont déserts; ceux-là même ont durement souffert qui ont conservé quelque aisance. Partout des maisons abandonnées et des friches; la forêt s'avance à la conquête des guérets et y jette ses broussailles, les bas fonds jadis enlevés aux eaux redeviennent des marécages. L'ordre et la sécurité que ramène Louis XIV ne cicatrisent pas d'un coup tous ces maux, car de telles blessures ne se pansent et ne guérissent qu'à la longue. La campagne renaît au labeur, mais elle ne secoue ni la pauvreté ni la souffrance; jusqu'à la fin du règne elle traînera une existence précaire et difficile, quand le pillage des gens de guerre se continuera par les exactions des collecteurs de tailles, plus méthodiques sinon moins dures, quand des hivers comme celui de 1709 joindront leur inclémence aux rigueurs des hommes. Tout autre souci disparaît des âmes que celui de la conservation et la crainte de la disette. En même temps que la nature redevenait sauvage, la vie se faisait animale, les intelligences, incultes comme les terres; la barbarie y poussait ses racines, et l'excès des épreuves conduisait à l'abrutissement. Les noires carcasses qui peinent sur la glèbe ne savent guère qu'elles forment un peuple et seule persiste dans leur pensée obscure la conscience des misères présentes.

Au moins les villes ont échappé à leur sort et la vigueur de la race semble s'y recueillir. Au milieu de la mer d'infortune qui les entoure, elles surgissent comme des îles heureuses; la guerre est venue battre leurs murs sans les briser, les troupes ni les famines n'y sont point entrées ou les ont ménagées, mais la vie politique y est morte. Même Dijon a vu s'obscurcir sa splendeur depuis le temps de ses ducs, lorsque la destinée hésita si

elle en ferait la tête d'un grand Etat. De capitale, la cité est déchue à l'effacement d'un chef-lieu. La place que laissait libre l'absence de ses princes, des clercs ont essayé de la remplir; nulle part tant d'églises ne se resserrèrent en si peu d'espace (1), et leurs trente-deux clochers emplissent l'air de leurs carillons. On rencontre côte à côte une commanderie de Malte, les monastères des Chartreux, des Minimes, des Cordeliers, des Capucins, des Ursulines, bien d'autres encore, la plupart peuplés et florissants, et dans les environs, la maison mère de Cîteaux dont l'abbé siège au Parlement comme conseiller né. Une dijonnaise a fondé la Visitation et la patrie de Saint Bernard peut à bon droit se parer du nom de « sainte » (2), si toutefois l'on considère l'abondance des moines et leur richesse pour un indice de sainteté. A chaque pas se dressent des temples renommés : St-Etienne, la future cathédrale, Saint-Bénigne, la Chapelle aux Riches, la Sainte Chapelle dotée de privilèges honorifiques et lucratifs, sans compter les sept paroisses. Mais cette sainteté, vantée par les poètes, cette floraison des institutions ecclésiastiques ne compensent guère la grandeur perdue non plus que le fourmillement des soutanes et des frocs ne remplace la cour triomphale des Valois.

La maison du gouverneur en offre un pâle simulacre. De père en fils, les Condés représentent le roi auprès de la province comme ils la représentent auprès du roi. Les Dijonnais se sont attachés à leur nouvelle dynastie, ils s'admirent en elle et s'enorgueillissent de son éclat. Dans les fêtes qui accueillent les visites de Monsieur le Prince, dans la pompe et les acclamations qui l'accompagnent au Logis du roi, perce un sentiment plus noble et plus profond qu'un enthousiasme de commande : la survivance d'une conscience nationale et le regret du passé (3). Le grand Condé goûtait cette popularité et l'illusion qu'elle lui donnait d'une quasi souveraineté dans un apanage héréditaire, il affectait de parler le patois du pays et prodiguait à sa bonne

(1) Cf BÉGUILLÉ et COURTÉFÉE, *Description de la Bourgogne*. — Bib. Div. Fds BAUDOT 1 (p. 156, 172. — *Voyage littéraire de deux bénédictins*, 1^{re} part., p. 142.

(2) Les grammairiens dérivait Divio de divus.

(3) Philibert de la Mare, raconte en ses *Mémoires* (p. 67), que Louis XI fit brûler la Maison du roi afin d'étouffer l'affection des Bourguignons envers leurs princes. « Cette affection, ajoute-t-il, ne laissa pas de continuer dans les cœurs et a duré jusqu'à ce que feu M. le Prince fut fait gouverneur de Bourgogne, et alors la mémoire de ces grands princes commença à s'éteindre dans les cœurs des Bourguignons. »

ville les témoignages de sollicitude. Mais ces apparences ne trompaient personne; le gouverneur parlait et agissait au nom du roi, exécutait ses ordres en agent docile et tremblait de le mécontenter. Son rôle même de marionnette couverte d'honneurs et dénuée de volonté lui pesait; il n'apparaissait à Dijon que de loin en loin pour des parades solennelles et pour peu de temps, partageant son existence entre le service du maître et son palais de Chantilly. L'intendant gouverne en effet, simple fonctionnaire recevant du monarque sa puissance et son prestige, présent dans la province pour lui rappeler sa dépendance et pour l'assurer, organe destiné à transmettre l'impulsion venue de plus haut. Il se manifeste comme le symbole de l'autonomie perdue, celui des temps nouveaux et d'un gouvernement moderne, celui qui rappelle sans cesse à la ville que les âges sont révolus où la Bourgogne figurait parmi les nations. La capitale tombée de si haut a même perdu jusqu'à l'usage de ses institutions municipales. On a mué en officiers royaux une partie de ses magistrats; le maire, dont elle a racheté l'élection, reçoit en fait sa charge du souverain dont les votes des électeurs enregistrent les volontés; la cité défend à grand peine cette parodie de liberté, et elle en pénètre vite l'inanité; elle ne daigne même plus apporter ses suffrages dérisoires à son fantôme de vicomte mayor et le nombre des voix exprimées décroît d'année en année (1).

Ville ou campagne, la nation bourguignonne semble morte; on la dirait fondue dans la France, et son histoire paraît close. Elle partage la fortune de l'Etat, la bonne comme la mauvaise, les triomphes comme les revers, il ne se passe point de grand événement ni de grande calamité qu'elle ne les subisse en même temps que tout le royaume. Elle ne conduit plus ses propres guerres, elle paie les frais de celles qu'entreprend le roi; le gouvernement en ramenant l'ordre s'est saisi de toutes les affaires publiques et ne lui laisse même plus la connaissance des siennes, la misère a fait perdre aux campagnes la conscience d'elles-mêmes, la royauté a enlevé aux cités l'habitude et les moyens d'une existence autonome. Seules demeurent et s'étendent les institutions monarchiques. Dijon, l'antique capitale, n'est plus que la résidence des agents royaux, le centre d'une administration provinciale dont la tête se trouve à Versailles; son seul lustre c'est que la volonté du despote s'arrête un instant dans ses murs avant qu'on la transmette ailleurs. Un peuple

(1) A. THOMAS, *Une Province sous Louis XIV*. Les Communes, p. 342.

cependant ne s'effondre pas en un jour; même retranché de l'existence politique, il persiste jusqu'à ce qu'il renaisse ou s'émiette peu à peu; une race ne s'anéantit pas, elle prolonge à travers toutes les vicissitudes ses instincts et ses vertus, et elle ne sort pas de l'histoire parce qu'elle n'y paraît plus en protagoniste. La vie bourguignonne dure sous Louis XIV et se manifeste sinon dans les événements au moins dans la pensée; comprimée peut-être, on ne l'a pas étouffée. Si le despote commande aux volontés, il ne gouverne pas les esprits, et ce serait mutiler l'histoire de France que d'en retrancher l'activité provinciale. Celle de la Bourgogne mérite l'attention, elle échappe à nos yeux dans les campagnes ravagées et abruties, mais elle anime la société des villes. Dijon surtout, en dépit du pouvoir et grâce à sa bourgeoisie, demeure une capitale intellectuelle et sociale, la tête et le cœur d'un grand pays.

CHAPITRE PREMIER

LA CLASSE BOURGEOISE

1. — Les origines

Figurons-nous le Dijon du dix-septième siècle, une ville de vingt mille âmes (1) resserrée dans l'étroitesse de ses murs et dont le trop plein s'échappe en faubourgs jusque dans les campagnes. Auprès des remparts, un château massif tenu par les soldats royaux qui protège la cité et qui la menace; du dehors, il domine l'enceinte, symbole de l'autorité du prince à laquelle on ne résiste pas mais qu'on subit comme une souveraineté étrangère. Aux pieds de la citadelle, les rues étroites s'enchevêtrent en lacs inextricables, serpentent entre des pignons aigus pour aboutir au portail des églises, mais déjà un arc de triomphe, le Logis du roi, la Place Royale mêlent aux vestiges du passé leur architecture moderne et leurs pierres neuves. Dans le bourg s'entassent les boutiques et les ateliers; près des portes, les routes sont bordées d'hôtelleries et vers le faubourg Saint-Philibert, les escraignes des vigneron^s ont installé leur désordre et leur pauvreté rustiques à l'ombre même des demeures urbaines. Tous les siècles se sont rassemblés dans la ville, le moyen-âge l'a peuplée de ses échoppes, la Renaissance y a semé ses habitations bourgeoises, et la misère paysanne y abrite ses humbles retraites, qui sont aujourd'hui ce qu'elles étaient toujours, immuables comme l'âme de leurs habitants, ne portant point d'âge sur leurs pierres noircies non plus que n'en portent la face du laboureur ridé et hâlé dès la jeunesse, ni son corps tout de suite courbé vers la terre. Parmi cette foule de bâtisses diverses par leur condition comme par l'époque de leur naissance, surgissent les hôtels des parlementaires. Les maisons voisines sont écrasées par leur magnificence, comme elles sont dominées par les clochers, mais les églises au visage patiné par le temps rassemblent autour d'elles tout un quartier dont elles sont le centre et le cœur; les palais ont poussé au

(1) Au témoignage de Philibert de La Mare (Mémoires commencés en 1670, page 139), il n'y avait à Dijon que 500 feux ou environ en 1672. — Cf aussi ROUPNEL, 108.

hasard et comme par accident; on sent leur apparition toute récente, ils font figure de parvenus, sinon d'intrus. Plus nombreux près du Palais de justice, ils essaient partout; ils se sont fixés là où ils ont pu se faire une place au milieu de la plèbe. Mais cette humeur facile est faite de dédain; s'ils s'accrochent de tous les voisinages, leurs regards et leur vie se rassemblent dans leur cour intérieure protégée par de hautes murailles; ils se replient sur eux-mêmes et derrière leur façade orgueilleuse et sévère; ils s'isolent du populaire qui grouille auprès d'eux. Ils ne sont pas graves, ils sont fermés. Si leur front est sans sourire et sans ornements, ce n'est pas qu'ils ne contiennent ni luxe, ni gaieté, ni plaisirs, c'est que derrière un masque sévère ils dérobent leur âme, fidèle image des hôtes qu'ils abritent, des magistrats qui s'environnent en public de décence et de majesté, mais qui portent au fond de leur cœur des soucis et des sentiments humains.

Ces palais orgueilleux de leur splendeur neuve et dispersés parmi les demeures plus humbles nous représentent le symbole d'une bourgeoisie jeune, surgie du peuple et qui vit près de lui mais non pas avec lui. Car il existe à Dijon une bourgeoisie nombreuse et forte, une classe affranchie des travaux serviles et qui possède du bien à défaut de naissance. C'est par l'argent qu'elle s'est élevée et qu'elle se soutient, et quoiqu'elle s'ingénie à ennoblir sa richesse, elle donne ses premiers soins à l'acquiescer et à la préserver. L'aisance n'était pas rare à Dijon, ni même la fortune. Pendant que les campagnes tombaient en ruines, les artisans à l'abri des murailles poursuivaient leur labeur, les négociants, les hôteliers, jouissaient d'une sécurité relative et leur épargne persévérante entassait comme par le passé denier sur denier en même temps que le ravage des champs, les dangers et les misères qui s'acharnaient sur leurs habitants avaient achevé de précipiter vers les cités quiconque disposait des moyens de désertion la glèbe (1). Hormis quelques hobereaux trop pauvres ou trop grossiers pour briller ailleurs que parmi leurs vassaux, hormis les intendants des seigneurs, l'aristocratie villageoise a pris son vol vers les villes, vers Dijon de préférence, où elle constitue un monde considérable par le nombre et par les biens. On y rencontre des propriétaires qui vivent de

(1) L'origine paysanne de plus d'une des familles de la robe nous est un indice de cette désertion des campagnes; d'autre part, les registres d'impositions ne signalent pas de bourgeois dans les bourgs et dans les villages. Sur l'origine des familles de la robe, cf. le ms intitulé *otia parva Petri*.

leurs revenus, des commerçants enrichis, d'autres, apothicaires ou libraires dont le trafic d'ailleurs lucratif s'entoure aux yeux de l'opinion d'une certaine noblesse, des médecins (1) et des chirurgiens, ceux-ci bénéficiant d'une considération moindre que ceux-là. Elle comprend surtout une légion de possesseurs d'offices de toute importance et de tout rang, multipliés à l'infini par l'impécuniosité plus que par les besoins politiques de la monarchie. On achète les charges à prix d'argent, elles honorent ceux qui les remplissent; en sorte que leur nature même les rend désirables à la bourgeoisie et accessibles à elle seule. On en comptait environ deux mille six cents dans toute la province, et l'almanach (2) de 1684 en dénombre plus de six cents à Dijon. Si l'on ajoute aux officiers toutes les personnes qui vivent dans leur dépendance, leurs familles, leurs laquais, les suppôts de toute espèce attachés aux différents corps, et qui gravitent autour de la justice et de l'administration, on constate que la robe comprend une bonne part et la plus importante de la population dijonnaise soit dans son sein soit dans son entourage, et de même que toute la vie de la province semble s'être retirée vers sa capitale, que les campagnes se sont vidées au profit de la ville, la capitale elle-même semble se concentrer dans sa bourgeoisie, dans son immense personnel administratif et judiciaire. Non seulement la Bourgogne a pris l'aspect d'un corps débile dont la tête épuise la substance, mais sa capitale s'est modelée à son image, elle s'absorbe dans une seule classe, comme le pays se concentrait dans ses villes.

Toute l'élite aboutissait à la robe et s'y confondait; on n'y accédait que par la fortune, mais toute fortune y donnait accès, et l'on ne s'inquiétait guère de distinguer les magistrats d'après leur naissance non plus que de reconnaître dans la Saône tous les ruisseaux qui s'y sont jetés. Quelques-uns provenaient de souche dijonnaise, la plupart de toute la région ou même d'ailleurs; leur charge en faisait des Dijonnais (3). Certains

(1) Des libraires comme P. Palliot ou des médecins comme de Salins ne se trouvaient nullement déconsidérés par l'exercice de leur profession. Le père de Bossuet, apothicaire, était seigneur d'Aiserey (COURTÉPÉE, II, 310).

(2) Dès le dix-septième siècle, mais surtout au dix-huitième, les almanachs nous fournissent de précieux documents sur la vie dijonnaise, et sur les institutions. Selon M. ROUPNEL (p. 124), il y aurait à Dijon, près de 4.000 personnes vivant de l'administration, mais en comprenant dans ce nombre les officiers inférieurs, les suppôts de justice, et les magistrats municipaux. Selon Alexandre THOMAS (p. 111), il y a 2.479 officiers de finance et de justice dans la généralité de Dijon.

(3) ROUPNEL, II^e Partie, Chap. 3.

descendaient de nobles maisons : leur race avait brillé sous les ducs, elle s'était élevée aux plus hauts emplois civils ou guerriers, des revers l'avaient rejetée dans l'ombre; l'argent lui ouvrait les offices et les offices lui rendaient son lustre. Telle autre famille patricienne qui n'avait pas traversé les mêmes vicissitudes avait seulement préféré aux hasards des combats et à l'esclavage coûteux de la cour la tranquillité des magistratures. Au reste, nulle barrière ne sépare la noblesse de robe et la noblesse d'épée; on passe de l'une à l'autre sans heurts et de plain pied; des deux fils de Gaspard Quarrré d'Aligny (1), l'un deviendra soldat, l'autre avocat général; et tous deux suivront leur carrière avec un égal succès, celui-là sur les champs de bataille, celui-ci sur les traces de son père. Encore que l'on compte à Dijon une centaine de gentilhommes vivant noblement, c'est-à-dire à ne rien faire, c'est une nécessité pour beaucoup que de s'asseoir sur les fleurs de lys, un moyen sûr de sauvegarder leur prestige et leur fortune.

Par une marche semblable, des gens sans naissance parvenaient aux mêmes dignités et peuplaient les cours et les tribunaux; comme l'écrivait un journaliste de 1791 (2), il y avait souvent plus loin de tel noble à tel noble que de tel noble à tel roturier. Sous Louis XIV, l'antiquité de presque toutes les grandes maisons de la robe ne remontait pas bien haut, et point n'était besoin d'appeler un d'Hozier pour en découvrir l'origine. Elle était publique, et les robins n'en faisaient pas mystère, plus orgueilleux de leur condition présente que de leurs ancêtres, et fiers d'être partis de si bas pour parvenir si haut. On touchait encore à l'époque où le fils d'un marchand enrichi par le négoce ou par l'usure, d'un paysan dont le domaine s'était arrondi, avaient acheté un office pour ennoblir leur opulence. Le quinzième siècle ou le seizième avaient vu commencer l'ascension de leur famille à travers les honneurs. Elle s'était reposée un instant dans les charges médiocres d'une petite ville, et de degrés en degrés elle s'était élevée jusqu'aux magistratures de la capitale. Sous Louis XIV encore, des retardataires prenaient pied dans la bourgeoisie; si certains offices sont déjà encombrés, du moins y en a-t-il pour tous, et le roi ne se lassé point d'en créer et d'en vendre, non plus que la province de les acheter.

C'est ainsi que des sources diverses se sont confondues peu

(1) Cf. Bib. div. *Notice sur la famille Quarrré.*

(2) Cf. *Affiches dijonnaises*, année 1791, p. 184.

à peu dans une classe homogène. Toute la province et même l'étranger (1) ont contribué à la former; les campagnes se sont vidées à son profit, les petites villes et même les grandes, comme Châlon par exemple, ne retiennent pas leur élite; les grands emplois l'attirent vers la capitale. Toutes les conditions fournissent leur apport; noblesse et roture, citadins et campagnards se rencontrent sur les mêmes sièges et se fondent dans les mêmes corps. Sans doute, dans cette classe, on distingue sans peine des divisions et une hiérarchie, mais son unité n'apparaît pas moins, car elle se fonde toute entière sur l'argent et sur l'argent seul. Elle ne comprend dans ses rangs que la classe possédante, et sa force c'est d'y comprendre toute la classe possédante, de s'ouvrir par en haut et par en bas, de s'enrichir de toutes les richesses du pays. Rassemblée dans les cités et surtout à Dijon, elle y forme un tout cohérent, cependant que de sa résidence urbaine elle possède et administre tout le pays.

1. — La puissance bourgeoise, la terre

Presque toutes les familles bourgeoises aboutissaient aux offices royaux, mais nous nous imaginons volontiers et à tort qu'elles vivaient de leurs emplois. Un magistrat qui tire de sa charge tous ses revenus passe pour pauvre et presque indigent (2). Mettons à part l'état d'avocat ou celui de procureur, dont les bénéfices échappent à toute estimation, varient avec le talent de l'individu, mais quelquefois s'élèvent assez haut; le barreau enrichit souvent et la légendaire rapacité des vils praticiens appartient à l'histoire la plus véridique. Certains juges aussi trafiquaient de leur conscience sans plus de scrupules qu'un avocat vend sa parole (3); peut-être n'emportaient-ils pas comme Dandin les serviettes du buvetier plutôt que de rentrer au logis les mains nettes, mais ils tenaient compte dans leurs arrêts de la générosité plus que du bon droit des parties. Les mœurs autorisaient ces exactions malhonnêtes plus

(1) Les Brulart, par exemple, étaient originaires de l'Artois. Inversement, il arrivait que des Bourguignons achetassent des charges dans les Cours d'autres provinces : à Paris quelquefois et surtout à Metz. Il y avait un Bossuet au parlement de Metz, dans le temps où Jacques Bénigne y était prêtre; beaucoup de dijonnais en même temps que lui ou après lui exercèrent des emplois à Metz (Tassinot, Soyrot, Simony, etc., etc.).

(2) Au début du règne de Louis XIV, le doyen du Parlement était dans ce cas.

(3) Cf. LEGOUZ, sonnets : *Parlement à l'étable*.

communes encore dans les tribunaux inférieurs que près des cours souveraines; on a peine cependant à imaginer que quelles qu'aient été l'audace des voleurs et la nécessité des volés, ces rapines aient suffi à bâtir des fortunes. Quant aux profits licites, ils s'élevaient à peu de chose. Au Parlement par exemple, les ordonnances royales limitaient les émoluments des juges; le grand nombre des magistrats réduisait le nombre des causes rapportées par chacun, et la fonction de rapporteur était seule lucrative, rapportant au conseiller désigné pour la remplir la moitié des épices (1). Les gages que le roi promet à ses officiers ne les enrichiraient guère, même s'ils leur étaient payés, et ils cessèrent de l'être dès que les frais des guerres eurent ruinés les finances de l'Etat. Le Premier Président avait droit à 6.000 livres par an, les Présidents à 3.000 chacun, les conseillers à 1.500, le procureur général à 3.000, les avocats généraux à 2.000 (2). Cent ans plus tard, un conseiller au Présidial reçoit chaque année 80 livres, un secrétaire près la Chancellerie du Parlement 2.877 livres, une charge de conseiller correcteur à la Chambre des Comptes ne rapporte

(1) *De la Cuisine*, I 75.

(2) 1° Prix des charges au Parlement, d'après la déclaration du 17 septembre 1665 (*De la Cuisine*, I 68) : on estime à 120.000 livres une charge de Président à mortier, à 80.000 une charge de Président aux requêtes, à 60.000 celle de chevalier d'honneur, à 66.000 celle de conseiller laïque, à 52.000 celle de conseiller clerc, à 52.000 celle d'avocat général, à 120.000 celle de procureur du roi. A une époque où le denier seize passait pour un taux d'intérêt modéré, les gages ne représentent pas même l'intérêt du prix de la charge. Sur le montant des gages, Cf. de la Cuisine, I. 68 et pour plus de détails : Archives de la Côte-d'Or, B. 12.071 à 12.701 *ter*.

2° A la Chambre des Comptes, d'après l'édit de 1665, une charge de Premier Président rapporte par an 3.582 livres, celle de Président coûte 100.000 livres et en rapporte 2.737, celle de chevalier d'honneur coûte 24.000 livres et en rapporte 1.412, celle de Maître des Comptes coûte 24.000 livres et en rapporte 1.213, celle de Correcteur coûte 20.000 livres et rapporte 672 livres, celle d'auditeur coûte 7.000 livres pour un revenu de 416. La charge de Procureur général et celle d'Avocat général valent respectivement 32.000 et 16.000 livres et rapportent 1.296 et 679 livres (ms. 755).

3° Selon M. Alex. THOMAS (p. 411), les charges des 2.479 officiers de justice et de finance résidant dans la généralité de Dijon valaient au total 18.851.200 livres, rapportaient 312.453 livres de gages et 7.475.859 livres de casuel. Elles étaient assujetties à un droit annuel de 79.889 livres.

Mais ces chiffres ne doivent point nous faire illusion; le casuel était inégalement réparti et les offices les plus honorifiques n'étaient pas les plus lucratifs. Dans les Remontrances de 1764, de Brossette fait remarquer que les fonctions de juge coûtent plus qu'elles ne rapportent. Sous Louis XIV, le Comte de Rouvre, frère de Brulart, se juge assez riche pour vivre noblement à ne rien faire, trop pauvre pour soutenir la dépense d'une charge (cf. ms communiqué par M. le Comte de Saint-Seine).

en tout que 2.050 livres (1). Que l'on oppose maintenant aux revenus de la justice ce qu'il en coûtait pour acheter le droit de la rendre, le prix des offices, les taxes qui les frappaient comme par exemple le soixantième denier, le train de maison que devaient soutenir les officiers, et l'on comprendra que si les emplois publics se donnent à la richesse ils ne la donnent pas.

Aussi la bourgeoisie qui finit presque toujours par accéder aux honneurs ne s'y précipite pas; elle chemine avec lenteur dans sa carrière, son ambition sait travailler avec patience à sa grandeur future et en attendre la maturité. Elle a d'abord amassé sou à sou le capital nécessaire pour sortir de sa médiocrité originelle, et des générations persévérantes s'usent à recueillir les premiers écus. Avec cet argent, elle achète d'abord des terres et quelquefois elle s'en tient là. C'est le placement le plus sûr pour la fortune, le plus commun et le plus naturel à des parvenus proches encore de la vie rustique, celui qui consacre l'élévation sociale en vertu du vieux principe féodal que la terre fait l'homme (2). C'est aussi celui que conseillent les circonstances. La haute noblesse, dépensière, inhabile à gérer des propriétés où elle ne réside pas, exploitée et dépouillée par ses intendants vend ses fiefs pour payer ses dettes; le clergé cesse de s'embarrasser de champs qu'il ne peut ou ne sait cultiver, il aliène ses biens et les donne à cens (3). Les paysans ruinés par les invasions, obligés de reconstituer leur train de culture et de payer leurs tailles se sont endettés; pour les mêmes causes, les communautés rurales ont eu recours à de lourds et coûteux emprunts; les uns et les autres doivent céder le sol pour s'acquitter. Le bourgeois dijonnais, détenteur de toute la richesse prête sur bonne hypothèque au besoin des anciens nobles comme à la misère des paysans et se voit à la fois le seul créancier en même temps que le seul acquéreur possible. Impitoyable envers ses débiteurs, trop pratique pour leur faire largesse, il les réduit au désespoir et profite de leur dénuement; il fait vendre et il achète à la fois, et il achète sans concurrent et à vil-prix. Il n'a qu'à choisir parmi tant d'offres, qu'à abuser de tant de misères et cependant que le village n'abrite plus que des journaliers besogneux, la meilleure partie de la terre échoit

(1) Ces chiffres représentent une moyenne établie d'après les annonces de mise en vente qui figurent dans les *Affiches dijonnaises*.

(2) Pour le détail des mutations, Courtépée indique à propos de chaque localité les noms des anciens seigneurs et ceux des nouveaux.

(3) ROUPNEL, III^e partie, Ch. 1.

au citadin. Méthodique et patient dans sa conquête autant que dans le négoce où il s'est enrichi, celui-ci n'acquiert pas au hasard, mais par un plan délibéré, afin de réunir en un bloc compact de vastes étendues qui rappellent les latifundia de l'ancienne Rome et les fiefs de la féodalité.

Il achète un fief ou en fait établir un et l'arrondit aux dépens des terres voisines et de leurs possesseurs indigents. La propriété noble confère aux parvenus des honneurs qui flattent leur orgueil, mais surtout des droits utiles à qui sait explorer les chartes et les interpréter, ressusciter les coutumes périmées, reconstituer les terriers, à qui peut compter en cas de contestation sur la complicité des tribunaux. La mainmorte, les justices seigneuriales sont de bon rapport entre des mains habiles, et l'aristocratie nouvelle gère ses revenus avec un sens plus avisé que ne faisait celle d'autrefois, que ne fait encore celle qui s'est retirée vers la Cour. L'ancienne noblesse, toujours endettée, avait échangé les redevances en nature contre des redevances en argent à peu près équivalentes, fixées une fois pour toutes à une époque où le numéraire était rare et les produits agricoles peu coûteux; à mesure que montait le prix des choses et que s'abaissait la valeur de l'argent, les redevances devenaient moins lourdes. Souvent même le suzerain, pressé par la nécessité, avait été réduit à se dépouiller de ses droits, à vendre aux communautés son four ou son moulin banal. Les seigneurs bourgeois suivent une politique plus pratique et qui n'est point commandée par des besoins immédiats d'argent; les capitaux dont ils disposent leur permettent de mieux ménager leurs intérêts. Partout où ils le peuvent, ils exigent qu'on les paie en nature, ils ne laissent plus leurs vassaux se racheter d'aucune de leurs obligations, et abusant de leur pauvreté ils les accablent sous de nouvelles. Les communautés indigentes cèdent non seulement leurs pâturages et leurs bois, mais leur four banal que le seigneur rachète et qu'il exploitera désormais. Incapables d'acquitter le principal de leur dette, elles conviennent avec le seigneur créancier de l'amortir à tempérament, voire de la transformer en une rente annuelle et perpétuelle. Ces redevances qui reposent sur un contrat s'ajoutent à celles dont l'origine se perd dans le passé et ne tardent pas à se confondre avec elles (1). La nouvelle féodalité hérite de toutes les duretés de l'ancienne, elle les aggrave et les multiplie.

(1) ROUPNEL, III^e partie, Ch. 2.

Au moins les grands domaines, les latifundia, qui jadis perdirent l'Italie, sauvèrent la Bourgogne. C'est qu'ils n'étaient pas échus à un patriciat incapable, mais à une aristocratie plébéienne, proche encore de sa source et qui n'avait pas dégénéré. Elle les avait achetés par nécessité, pour recouvrer l'argent prêté, par soif de considération, en un temps où c'était encore la terre qui faisait l'homme, elle les avait achetés surtout parce que c'était la seule manière de placer sa fortune en sauvegardant le capital et les intérêts. Les grandes entreprises commerciales sont rares et on s'en défie, et il ne faudra rien moins que les ordres réitérés de Colbert pour que les parlementaires souscrivent en rechignant à la Compagnie des Indes (1); la grande industrie n'est pas née, et le provincial s'attache autant par nécessité que par goût aux biens palpables et à la propriété du sol. Mais la terre ne donne rien qu'au labeur et à l'intelligence; le bourgeois le sait, et n'épargne ni sa sollicitude ni ses soins, ni sa peine, ni celle des autres.

Trop fière et trop étrangère aux affaires pour daigner leur accorder ses soins, la noblesse vivait loin de ses tenanciers et ne s'en occupait guère; il lui suffisait de percevoir sur eux chaque année des censes fixes dont elle gaspillait le produit en plaisirs. A ce système, la paresse trouvait son compte beaucoup plus que la bourse, car les intendants et les juges du seigneur absent retranchaient de son revenu le montant de leurs gages et celui de leurs vols. Et les vassaux eux-mêmes ne gagnaient guère à ce que leur maître fût trop gentilhomme pour les tondre avec art, car il les écorchait sans intelligence, et leurs redevances étant égales tous les ans quand les récoltes ne l'étaient pas, une bonne année ne les enrichissait guère, une mauvaise année leur enlevait non seulement la récolte présente, mais leurs bœufs, leurs outils, le moyen et jusqu'à l'espoir de se relever désormais. Quoique d'un poids modéré, leur fardeau les blessait. Le propriétaire bourgeois au contraire savait qu'en attelant un cheval avec des harnais qui ne sont pas à sa mesure, qu'en jetant au hasard la charge à travers la voiture on épuise la bête pour un travail médiocre; il sut disposer avec art le faix qu'il fit supporter au paysan bourguignon. Le robin fait patienter son avarice et pour tirer parti de ses vassaux il en prend soin. Il leur consent des sacrifices avec l'espoir de les récupérer plus tard au centuple, il avance au

(1) Cf. BRULART : *Correspondance*, 19, 20, 21; et *De la Cuisine*, III, 101.

paysan ruiné et dénué de tout du bétail et un train de culture; aux censes il préfère le métayage qui proportionne à leurs récoltes les redevances des fermiers; au métayage même il préfère souvent l'exploitation directe qui laisse au propriétaire tous les soins, tous les revenus et tous les risques (1). Mais le bourgeois dijonnais est assez riche pour supporter une mauvaise année, assez intelligent, assez actif, assez paysan pour faire suer à la terre tout ce qu'elle peut produire de richesse. Sur ses domaines, l'œil du maître est partout présent. Presque tous les biens de la robe dijonnaise sont rassemblés dans le voisinage immédiat de la ville ou à sa portée; elle les gère, elle les surveille elle-même et les met en valeur pour ainsi dire de ses mains. Ce n'est pas un portrait inventé ni chargé que celui de ces citadins à demi rustres que nous a dépeints Pierre Legouz « qui sont tout à fait grossiers, qui ont toujours le visage noir et hâlé; qui laissent croître leur barbe comme les gens de la campagne; qui mêlent de l'ail et de l'oignon dans tous leurs potages et dont l'haleine le marque; qui éveillent eux-mêmes leurs valets pour aller à la charrue; qui ont plusieurs charrues attelées de bœufs et de chevaux qu'ils suivent eux-mêmes au milieu de leurs terres; qui trafiquent dans les foires, qui achètent et vendent du bétail et des ustensiles... » (2) Tous les magistrats n'étaient point taillés sur ce modèle, mais à tous l'amour du gain enseignait la sollicitude et la science des choses de la campagne. Le temps des vacances, tous les officiers le passent dans leurs châteaux à rentrer leurs récoltes et à surveiller leurs paysans, et le reste de l'année ils n'hésitent point à quitter la ville pour visiter leurs terres. L'intérêt de leur fortune leur a enseigné l'agriculture; ils savent tirer du sol tout ce qu'il peut produire, ils savent vendre aussi leurs bois, leurs blés et leurs vins (3). Pour eux comme pour les

(1) ROUPNEL, III^e partie, Ch. 2 et 3.

(2) LEGOUZ : *Caractères* (De la Rusticité).

(3) La bourgeoisie dijonnaise a pour une large part contribué à faire connaître au public l'excellence des vins bourguignons. Cf. la polémique sur les mérites du Bourgogne et du Champagne à la fin du dix-septième siècle. Le Bourgogne était déjà apprécié en Europe au temps d'Erasmus (BÉGUILLÉ : *Oenologie*, XXII) et Bourdelot dijonnais et médecin du roi, en fit la boisson ordinaire de Louis XIV. Mais Le Tellier et Colbert s'employèrent à mettre en réputation le vin de Champagne, parce qu'ils avaient de grands intérêts dans cette province. Les Bourguignons surent se défendre. On peut voir, d'ailleurs, par l'inspection des divers registres du Parlement, toute la sollicitude des magistrats pour favoriser la vente de leurs récoltes.

patriciens antiques, avant même les charges publiques, l'agriculture est l'occupation d'un honnête homme; ils apportent à la terre tous leurs soins, tous les capitaux amassés par le négoce des aïeux; et grâce à leur avarice intelligente ils ont sauvé de la ruine le sol bourguignon.

3. — La puissance bourgeoise. — Le pouvoir

L'acquisition d'un office achevait l'élévation des familles sur l'échelle sociale et la rendait sensible. Souvent elles s'attachaient dans l'obscurité de la vie privée, plus soucieuses d'accroître leur domaine et de l'exploiter que pressées de s'asseoir sur une chaise curule; mais tôt ou tard elles cèdent à l'ambition; tel demeure apothicaire toute sa vie, dont le fils sans rougir de son père préférera faire exécuter les ordonnances des rois plutôt que celles des médecins. La moindre petite ville de la province abonde en charges publiques, mais les plus éminentes en dignité se rassemblent dans la capitale où l'élite de la Bourgogne finit presque toujours par aboutir. A Dijon même, on peut parcourir toute la carrière des honneurs, depuis les plus infimes jusqu'aux premiers. Hormis les fonctions de gouverneur, d'intendant et de Premier Président dans les Cours Souveraines, toutes les magistratures sont à vendre auxquelles le roi délègue une parcelle, si minime soit-elle, ou si considérable, de son autorité; toutes celles aussi qui relèvent de la ville, des Etats et du clergé (1). Les moins nombreuses sont les charges financières, car l'assiette de l'impôt et sa perception sont à peu près abandonnées pour le détail au soin des communautés; dans chaque bailliage, les receveurs concentrent les deniers publics. Au sommet de l'échelle, le bureau des finances contrôle le mouvement général des fonds. Mais la multiplicité des impôts multiplie les emplois. Les deniers que perçoit la province ne passent pas par les mêmes mains que ceux qui vont directement à l'Etat, et pour chaque espèce différente de contributions, pour chaque sorte de dépense, on a recours à des officiers différents (2); à ceux des traites foraines, de la

(1) Le clergé aussi avait ses officiers et ses tribunaux. Les almanachs en donnent la nomenclature.

(2) Par exemple pour les dépenses qu'exige la réparation des fortifications, qui sont l'attribution d'un office spécial. Pour plus de détails, consulter aux archives départementales un mss. du XVIII^e siècle : *Etat sommaire de l'administration des Etats*. C 3.413.

marque des fers, du grenier à sel, des mortepayes, de la taille et du taillon. Mais la justice surtout a suscité une multitude d'emplois, une pléthore de juges et de basochiens de tous les degrés, trop nombreux pour les besoins réels du pays, même en tenant compte que, l'organe créant les besoins, les procès semblent avoir été plus fréquents autrefois qu'ils ne le sont aujourd'hui. Chaque tribunal est surpeuplé et la diversité des juridictions entraîne l'abondance des tribunaux. Justices particulières d'abord, comme celles des communautés ecclésiastiques de Saint-Bénigne, de l'abbaye de Saint-Etienne, de l'archiprêtre de Saint-Etienne, de la Sainte-Chapelle, comme celle de l'officialité; mais surtout justice de toutes les cours entre lesquelles s'émiette la juridiction royale, Cour des monnaies, Maîtrise des eaux et forêts, Table de marbre, Présidial. Au sommet de la hiérarchie, les Cours souveraines; le Bureau des finances, la Chambre des Comptes et le Parlement; à côté de la magistrature les notaires tabellions ou apostoliques, les procureurs attachés aux divers tribunaux et les avocats.

L'office conférait d'abord à son titulaire des privilèges variables avec la dignité des charges et leur nature (1). Ceux des Parlementaires les élevaient entièrement au-dessus du droit commun. Pontchartrain proclame leurs emplois patrimoniaux, ils en disposent à leur gré, en trafiquent ou les lèguent à leurs descendants. S'ils les résignent après vingt ans d'exercice, ils en conservent l'honorariat; la noblesse leur est acquise ainsi qu'à leurs héritiers mâles, et avec la noblesse toutes ses exemptions et ses avantages et d'autres mêmes dont le commun des nobles ne jouit pas. Non seulement on les dispense du franc fief, mais aussi de comparoir au ban et arrière-ban et de prêter l'hommage en personne. Leurs fiefs échappent aux taxes que la noblesse s'impose pour indemniser ses délégués aux Etats, les contributions ordinaires royales ou communales ne les atteignent pas, ils ne paient ni subsides, ni tailles, ni gabelles, ni droits sur le sel. Ils amènent librement leurs vins à la ville sans devoir ni péage, ni entrage; ils sont exempts de droits seigneuriaux dans toutes les transactions, soit qu'ils vendent, soit qu'ils achètent; dans leur résidence comme sur leurs terres, ils ne logent ni gens de guerre, ni la suite des princes qui

(1) Cf. De la CUISINE, I, 64, sqq. Bib div. ms. 766 à 771, 759 à 761, 772 à 776.

Consulter principalement sur les privilèges du Parlement le ms 773, qui résume les édits et les règlements dispersés dans les autres, et aux archives de la Côte-d'Or, les liasses 12,071-sqq.

passent à Dijon, ni « qui que ce soit à la venue du roi ou de son conseil ». L'Eglise même renonce à les excommunier. Une de leurs prérogatives les plus avantageuses, celle qui fera scandale en 1789 (1) et contre laquelle protesteront les cahiers du clergé aussi bien que ceux du tiers état, les soustrait dans les procès criminels aux formes ordinaires de la justice : le Parlement en corps, toutes chambres assemblées, peut seul instruire et juger leur cause. Dans les procès civils, les plus fréquents, le droit de *committimus* (2) les renvoie devant les Requêtes du Palais, c'est-à-dire devant une annexe de leur propre cour. Des marques d'honneur rendent plus sensible leur condition privilégiée (3) : la robe rouge qu'ils portent à la ville comme au Palais, les huissiers qui dans les cortèges les précèdent baguettes levées, les préséances qu'on leur concède aux cérémonies publiques, dans les *Te Deum* et les processions, les visites qu'échangent le gouverneur et le Premier Président, la faveur de complimenter le roi lorsqu'il vient à Dijon. Toutes les distinctions se rassemblent sur leur tête qui peuvent flatter la vanité, en même temps que tous les avantages solides qui protègent la personne et les biens ; mais surtout l'exercice de leur charge met en leurs mains la puissance.

Leur première fonction consiste à rendre la justice, et ils s'en montrent fiers, considérant l'état de juge comme supérieur à tous les autres, en importance et en dignité, supérieur même aux emplois guerriers, et le maintien de l'ordre comme plus glorieux que des batailles gagnées. La robe adopte pour sa devise le *cedant arma togæ* des anciens, et la toge méprise volontiers l'épée. « L'art militaire, prononçait Brulart (4), tout glorieux qu'il est, n'a pour but que d'arrêter et de vaincre tout ce qui s'oppose à l'ordre par une violence armée qui peut troubler le repos public. Mais la connaissance de ce qui est contre l'ordre n'est pas de son ressort. La seule exécution lui est confiée ; et les limites de ce pouvoir sont même si étroites qu'on peut dire qu'il n'a pas la libre jouissance de ses propres victoires, ne pouvant sans déshonneur exercer sur les vaincus sa haine, quoique juste, ni sa vengeance. Les emplois de la justice sont bien différents, et d'une autre étendue ; c'est d'elle

(1) De LA CUISINE, II : *Procès du Président Giroux*.

(2) Sur les inconvénients du *committimus*, voir au XVIII^e siècle les remontrances des Etats.

(3) Ms 772.

(4) Bib div. ms. 319. Harangues de N. BRULART : *L'administration de la justice est supérieure à la profession des armes*.

que les Etats tiennent leur être, leur ordre et leur durée; c'est d'elle que l'on tient l'honnêteté dans les mœurs et les règles de tous les devoirs; et c'est encore elle qui par des soins infatigables descend à chaque homme en particulier, entre dans le détail de ses affaires et de ses traverses et lui prête toujours son secours ». Cette fierté de la magistrature civile, sous le règne belliqueux du grand roi, se justifiait par sa puissance, car elle détenait à peu près sans contrôle efficace la disposition arbitraire des vies et des biens, Dangereux toujours quand il est la propriété d'une seule classe, le privilège de rendre la justice s'aggravait en un temps où le droit se pliait à toutes les interprétations, où les mêmes hommes rédigeaient le code et l'appliquaient. Même les édits royaux sont pour l'application interprétés par la Cour; dans la plupart des cas (1), elle juge d'après le *mos majorum*, d'après la coutume de Bourgogne. La royauté a concédé à la province le privilège de suivre ses lois particulières et ses traditions. Lois confuses, voire contradictoires dans leur rédaction primitive, en tous cas sommaires, suffisantes pour une époque à demi barbare, mais non pour un état moderne. Le Parlement les éclaire et les complète par ses arrêts, dont les recueils constituent sa jurisprudence, il appelle traditions de la province ses propres traditions et trop souvent les mesures qui lui dictent ses intérêts. Quand les précédents font défaut, il ordonne une enquête par turbe (2), c'est-à-dire qu'il rassemble des témoins de son choix, leur demande des documents oraux sur les usages du pays et conforme leurs dépositions au gré de ses désirs. Par un abus dont la Rome primitive nous offre un exemple, le patriciat qui juge selon le *mos majorum* s'est réservé la connaissance et la rédaction de la coutume; la justice devient entre ses mains moins une fonction publique qu'une arme, un moyen de domination et la base de sa puissance.

Mais la compétence (3) du Parlement ne se bornait pas à l'exercice abusif de la justice; chargé non seulement d'enregistrer mais de faire exécuter les édits et les coutumes, il comprenait dans ses attributions toute la police du pays. On le

(1) Ou bien on jugeait d'après l'équité, c'est-à-dire d'après l'arbitraire des juges. Cf. dans notre deuxième partie, le chapitre sur les œuvres de jurisprudence du Président Bouhier.

(2) Cf. BOUHIER : *Commentaire de la Coutume*. Introduction. Sous Louis XIV, on ne faisait plus guère de ces enquêtes, le droit étant à peu près établi. Presque toujours, on se réglait sur les arrêts précédents.

(3) Cf. ms. 1.258, 1.376 à 1.378, 1.304, 774 à 769.

voit édicter des mesures contre la contagion de la peste, réquisitionner et faire mettre en vente le vin que la mauvaise récolte a rendu rare et cher, veiller à la propreté des rues et à l'enlèvement des ordures, réglementer les tripots, les académies de jeux et les cabarets, réprimer les désordres des laquais, leur interdire à peine du carcan de porter cannes ou bâtons, restreindre aux gens de qualité le droit de porter l'épée, pénétrer jusque dans le collège pour discipliner la turbulence des écoliers. Il prend à l'occasion des décisions plus graves, réprime des émeutes, combat la cherté des vivres, approvisionne la ville en blés, empêche les céréales de sortir de la province, en punit et en prévient l'accaparement, fait fabriquer un pain économique, favorise l'ensemencement des terres. Dans les affaires militaires, il s'efforce d'arracher au maire la direction de la milice bourgeoise, se mêle du guet et de la garde des portes (1), et quand de graves dangers obligent ses membres à y participer en personne, il obtient qu'ils commandent aux portes. Le mot d'ordre se prend chez le Premier Président en même temps que chez le maire, et même quand il s'agit de troupes royales, le Parlement prétend en punir et en poursuivre les déserteurs. Il étend son autorité sur la religion, autorise l'Eglise à aliéner ses domaines, des religieux à rentrer dans le siècle (2), condamne les doctrines pernicieuses et censure même les mandements des évêques. Le roi ne signe aucun traité qu'il ne le communique à la Cour (3), laquelle enregistre toutes opinions prises et après délibération, elle est informée de toutes les victoires et en reçoit une relation officielle, elle se charge de faire respecter la trêve entre bourguignons et francs-comtois, et s'ingère dans les affaires les plus importantes. A son rôle de juge et de législatrice, elle ajoute le soin de toute l'administration; elle se compose d'un

(1) BRULART : *Correspondance*, II, 167.

-Quand la population prenait les armes, les parlementaires commandaient aux portes. Cf. De LA MARE : *Fausse alarme de Dijon* (Mémoires-commencés en 1673, p. 28) et ms. 774, art. Guet et garde : le maire et les échevins sont repris pour avoir fait faire la garde sans avertir le Parlement. — Le commandement des portes est ôté aux capitaines de la ville et donné à Messieurs du Parlement.

(2) Cf. ms. 1.304, 4 août 1703.

(2) Cf. ms. 774, art. Paix et Guerre. En 1635, le roi explique au Parlement les raisons de la rupture avec l'Espagne.

En 1665, « les opinions prises », la Compagnie enregistre le traité de paix avec la Hollande. On le voit aussi s'occuper de faire délimiter par ses commissaires les frontières de la Bourgogne et de la Comté.

Cf. également ms. 769.

corps de fonctionnaires à qui le roi a délégué ou laissé usurper la direction de la police. La faiblesse de la monarchie fut de croire qu'elle prêtait son autorité à des agents dociles quand elle la vendait à la bourgeoisie. Certes, ce n'était pas sans raison que le Parlement s'intitulait *senatus divionensis*, et d'autres analogies justifiaient ses prétentions que la ressemblance de la robe rouge et du laticlave, des huissiers à verge et des lieutenants. S'il ne réglait pas tout à lui seul, s'il se heurtait à des pouvoirs rivaux, du moins comme la curie antique portait-il ses regards partout en vertu d'une compétence mal définie et qu'il rendait illimitée; aucune loi, aucune mesure ne s'exécutait qu'enregistrée par lui, belle occasion, dont il savait profiter, de tout connaître et de tout discuter. Et si l'on songe que la puissance dont il disposait, les autres cours souveraines la possédaient chacune dans leur sphère, que les tribunaux inférieurs y participaient, on comprendra quelle imprudence la royauté avait commise en rassemblant toute l'autorité dans une seule classe, en en déléguant sinon la propriété nominale, au moins l'usufruit. Si le despotisme n'était pas en droit tempéré par des lois, sa souveraineté dépendait de l'obéissance des gens de loi.

Au Sénat romain s'apposaient les magistratures populaires; et pour ne point parler des municipalités abaissées et annihilées, au Sénat bourguignon on est tenté d'opposer les comices de Bourgogne (1) et de voir dans les Etats Généraux une représentation de toute la province en face de la domination bourgeoise. Jusqu'à la Révolution, ils maintiennent intacts leur existence et leurs privilèges reconnus et garantis par la monarchie lors de l'annexion du duché. Dépositaires de toutes les franchises du pays, ils votent sa contribution aux dépenses générales du royaume et ses dépenses particulières; fixent le total des contributions, les répartissent entre les communautés et les font lever, contrôlent l'administration, répriment les abus des officiers, s'occupent des travaux publics, des forêts, de l'industrie, étendant à tous les domaines une compétence légitimée par leurs attributions financières (2). Sans doute le

(1) De même que le Parlement s'appelait *senatus divionensis*, les états s'intitulaient *comitia Burgundiac*.

(2) A. THOMAS. *Une province sous Louis XIV* (Les Etats). — *Tablettes de l'abbé Richard 1754*. — *Recueil des Edits concernant l'administration des Etats de Bourgogne*, Dijon 1784-1707; in-4, 2 vol. — Ed BAUDOT, ms. 133. — Archives de la Côte-d'Or. *Etat sommaire de l'administration des Etats* (C 3413).

monarque leur arrache des concessions involontaires et des subsides qu'ils n'osent refuser ni à la puissance du roi triomphant, ni plus tard à la détresse de la France menacée, mais par le fait seul que dans les pays d'Etat le prince est contraint de demander pour obtenir, et parce que ses demandes sont publiques, il les modère par une sorte de honte ou de respect pour l'opinion. Quoi qu'on ait dit de la docilité ou de l'impuissance de ses députés, la Bourgogne était moins grevée d'impôt en 1789 que les provinces voisines; même sous Louis XIV les comices cèdent de si mauvaise grâce et après avoir tant marchandé que le pouvoir se lasse et souvent se résigne à traiter et à réduire ses exigences (1). Ils le réduisent à négocier autant qu'à ordonner, font payer leur obéissance, et quand ils n'auraient fait que soustraire le pays à l'exploitation des partisans on ne saurait mettre en doute ni leur force ni l'efficacité de leurs efforts. Incommodes parfois à l'absolutisme, leur autorité, loin de limiter celle de la bourgeoisie, la complète et la sert.

Pourtant, on vote par ordre aux Etats, mais dans chaque ordre, la robe s'est insinuée (2). Le clergé comprend quatre évêques, dix-neuf abbés, les doyens et les députés des cathédrales et des collégiales, des prieurs laïcs ou ecclésiastiques, en tout de cent à cent-vingt personnes dont nul représentant du clergé rustique ni des congrégations pauvres. Une bonne part des députés sont issus de la bourgeoisie, fils ou frères de robins, cadets de famille pourvus de profitables bénéfices, défenseurs nés de leur classe originelle autant que de leur corps. Parmi les députés de la noblesse figuraient tous les gentilhommes à quatre quartiers possesseurs d'un fief et l'on rencontrait dans leur nombre plus d'un des grands seigneurs de la robe, plus d'un de ces magistrats qui peuplaient les cours souveraines et même les tribunaux inférieurs. Le tiers état ne comprenait que soixante-douze représentants sur un total de quatre cent cinquante, encore aucun de ses membres n'était-il élu par le peuple. Car le privilège de représenter le Tiers appartenait aux magistrats municipaux des principales villes, et depuis que leurs charges avaient été converties en offices, la délégation des communes émanait seulement de la robe qui possédait à deniers comptants dans chaque cité les fonctions

(1) Cf. MARION. *Histoire financière*. Tome I. L'ancien régime (règnes de Louis XV et de Louis XVI).

A. THOMAS. *Une province sous Louis XIV*.

(2) COURTÉPÉE et BÉGUILLÉ. Tome I. 447. — *Tablettes de l'abbé Richard 1754*.

de maire ou d'échevin auxquelles la population nommait jadis par ses votes. Au reste, l'assemblée des Etats n'exerçait par elle-même qu'une part de ses prérogatives. Un cérémonial trop strict et des formes rigides y limitaient les initiatives particulières; le programme des délibérations était à peu près tracé à l'avance, encore des querellas de préséance, des visites de politesse ravissaient-elles une bonne part du temps et des soins que réclamaient les affaires publiques. Les députés se séparaient après une courte session, après avoir approuvé les comptes de l'exercice passé, répondu aux requêtes qui leur étaient présentées, décidé le chiffre total des subsides consentis au roi et des dépenses de la province. Dès leur départ, tous leurs pouvoirs passaient aux élus qui en disposaient pour trois ans, sans autre contrôle que celui des commissaires alcades (1); encore les alcades ne se réunissaient-ils qu'une seule fois et pour quelques jours avant chaque session des Etats.

Plus encore que les Etats, la Chambre des Elus est un fief de la robe. Elle se compose de l'Elu du clergé (2) qui y préside, de l'Elu de la noblesse (3), d'un Elu du roi dont l'office est héréditaire, de deux députés de la Chambre des Comptes, du maire de Dijon et d'un maire élu du tiers état (4), du Trésorier général des Etats et des secrétaires en chef qui sont choisis parmi les avocats. Sans doute, les deux maîtres des comptes ne disposent pour les deux que d'une seule voix, de même les deux élus du tiers Etat et leurs suffrages ne comptent que s'ils s'accordent; sans doute les secrétaires et le trésorier ne délibèrent pas, cependant la prépondérance effective revient aux officiers bourgeois. Les représentants de la noblesse et du clergé, le second élu du tiers Etat sont peu assidus à leurs devoirs, rarement on les voit prendre une part active aux affaires, toute leur activité se consomme à signer des procès-verbaux. Leur inexpérience de leurs fonctions, quelquefois aussi leur sottise naturelle les réduisaient à l'effacement. Mais rompus par état aux pratiques de l'administration et au gouvernement des finances, leurs collègues conduisaient la barque, mâchaient la besogne et ne leur laissaient que la peine d'ap-

(1) Il y a sept alcades dont deux du clergé, deux de la noblesse et trois du tiers Etat.

(2) Il est pris alternativement parmi les évêques, les abbés et les doyens de la province.

(3) Il est nommé par les députés de son ordre à la pluralité des suffrages.

(4) Quatorze villes qui forment ce qu'on appelle la grande roue ont le privilège de fournir à tour de rôle le second élu du tiers état.

prouver. Simples conseils et simples agents d'exécution, mais presque toujours capables et instruits, les secrétaires des Elus pouvaient les diriger en effet par l'ascendant de talents supérieurs. On le vit bien au dix-huitième siècle quand l'avocat Varenne entraîna les délégués des Etats, et les Etats eux-mêmes, à l'approuver et à le suivre dans ses entreprises hardies. La robe domine la Chambre des Elus, et par elle, toute l'administration de la province.

Car l'autorité des Elus était grande, et lors même qu'ils cédaient aux ordres du roi, il ne faut pas oublier qu'ils les exécutaient à leur guise. S'ils ne fixent pas le chiffre total des impositions, ils les répartissent entre les communautés, adressant à chacune un mandement qui indique la somme à verser au receveur du bailliage; ils imposent d'office les particuliers à qui leur condition confère le privilège de l'être et ceux qui par leur crédit ou par leurs menaces se font traiter avec trop de ménagement par les asseurs (1). Dans l'ordre des dépenses, ils règlent l'emploi des sommes affectées aux besoins du pays, ils traitent avec les entrepreneurs, ordonnent et surveillent les travaux, vérifient les mémoires et sans contrôle efficace utilisent les deniers publics (2). Depuis que les charges des maires ont été rachetées par la province, ils reçoivent les candidatures aux offices vacants et les font agréer par le roi (3). Il n'est que de parcourir les registres de leurs délibérations pour comprendre la multiplicité de leurs attributions; et non seulement ils dirigent les affaires, mais ils les gouvernent presque sans intermédiaires, déléguant des commissaires munis de pleins pouvoirs partout où le besoin s'en fait sentir. A leur gré, ils frappent ou épargnent la fortune des cités ou des individus, et dans un autre domaine, par d'autres voies que les Cours Souveraines ils sont les maîtres de la province (4).

Le peuple n'y gagnait pas grand chose, car si les pays d'états étaient moins imposés par le roi que les pays d'élection, les impôts y étaient répartis avec plus d'iniquité. Les contri-

(1) Les asseurs ou asseurs sont dans chaque village les particuliers désignés pour répartir entre les habitants la contribution imposée à l'ensemble de la communauté.

(2) Pour connaître en détail la compétence des Elus. Cf. Archives de la Côte-d'Or, les registres de leurs délibérations entre 1651 et 1789 (C 3.096 à C 3.243).

(3) Sur le rôle des Elus dans la nomination des Maires, Cf. Archives de la Côte-d'Or C 3503 sqq.

(4) BRULART (*Correspondance* I 180) se plaint qu'en vertu de leurs prérogatives financières, par la liberté où ils sont de taxer les communautés et les individus, les Elus soient les maîtres de la province.

buables aisés trouvaient sans peine des protecteurs à Dijon, et quand on établissait une taxe qui comme le dixième ou le vingtième devait peser sur tous les sujets, les Etats l'abonnaient moyennant une redevance fixe que les Elus répartissaient entre les seuls taillables. Les comices de la Bourgogne gouvernaient au nom de la province et dans l'intérêt de la classe bourgeoise. Celle-ci d'ailleurs les inspire et les soutient par son organe le plus audacieux et le plus puissant, par la voix du Parlement. Toutes leurs décisions sont soumises à l'enregistrement et par là-même à la critique du Sénat dijonnais. S'ils élèvent une protestation contre les exigences des ministres, il leur fait chorus. S'ils cèdent, s'ils reculent, s'ils hésitent, s'ils trahissent leur classe, il les reprend, les ranime et les réprimande. Non seulement l'assemblée provinciale est échue entre les mains de robins, mais le Parlement la contrôle, la surveille et la soutient (1). Loin de limiter la puissance de la robe, les Etats la prolongent et la complètent : le patriciat réunit en lui-même deux autorités opposées; celle qu'il tient du roi par les offices et celle qui lui revient comme au représentant de la province, comme au détenteur de ses droits et de son indépendance. Il s'est emparé de celle-ci, il a acheté celle-là, d'autant plus redoutable qu'à la force qui lui vient de l'argent, qu'à la force qui lui vient de la terre, qu'à la force qui lui vient des offices, il ajoute une force qui vient de lui-même et de sa structure solide et robuste.

4. — La force de la bourgeoisie

Autant et plus que les féodaux du moyen-âge, le patriciat bourguignon forme une classe agglomérée en un corps robuste, et c'est son unité qui lui permet de défendre sa puissance et de l'exploiter; un robin ne compte pas en face du pouvoir, mais la robe se fait craindre. Elle absorbe toute l'élite de la ville et de la province, et tout ce qui pourrait rivaliser avec elle vient s'y fondre ou s'y adjoindre; elle s'est grossie d'une

(1) Au sujet du contrôle que le Parlement revendiquait sur les Etats. Cf. les remontrances du Parlement en matière d'impôts. Ce sont les plus nombreuses, et les plus célèbres. Cf. particulièrement les recueils de mémoires ayant trait à l'affaire Varenne.

Sur les rivalités des deux corps et les prétentions du Parlement, cf. notamment ms. 942, *Contestations entre le Parlement et les Etats*.

bonne part de la noblesse, et elle s'accroît sans cesse de toutes les fortunes du tiers état. Ses honneurs séduisent les vanités, ses privilèges garantissent les personnes et les biens, tout incite à y entrer et l'entrée est accessible à tous. On ne tient compte ni de la naissance du candidat, ni des origines de sa richesse, ni de ses capacités, il suffit qu'il possède l'argent et qu'il en puisse vivre sans travailler de ses mains. Peu à peu, artisans, marchands, citadins et campagnards, toute l'aisance du pays est venue se jeter dans les offices; si quelques-uns résistent et restent fidèles à leur premier état, leur fils iront s'y jeter pour eux. Et quand ils ne s'uniraient pas à la robe par la confraternité de l'emploi, ils lui sont unis par la communauté des intérêts. Comme elle, ils sont riches, comme elles ils détiennent la terre, et nul préjugé aristocratique n'empêche le juge ou l'avocat de fréquenter un médecin de sa condition. Il n'existe pas deux bourgeoisies à Dijon, mais une seule à qui rien ne s'oppose parce qu'elle n'exclut rien, et la robe petite ou grande n'excite dans la classe possédante nulle jalousie parce qu'elle s'ouvre largement à toutes les ambitions; elle est une classe mais non point une caste. Le clergé même ne lui porte pas ombrage, car elle le tient dans sa dépendance. A part les ordres pauvres dont les religieux aident durant les vendanges à serrer les pressoirs pour gagner une écuelle de vin (1), elle peuple de ses enfants les couvents de la ville; elle leur réserve surtout les bénéfices lucratifs. Les clercs tiennent une grande place dans la vie spirituelle à Dijon; assurés du lendemain, n'ayant point à élever leurs enfants, ils peuvent donner aux muses toutes les heures que ne réclame pas le service de Dieu, et elles sont nombreuses. Mais leurs talents appartiennent à la bourgeoisie de robe, ces ecclésiastiques vivent avec elle dans une étroite union et lui sont apparentés. On retrouve leurs frères ou leurs neveux au Parlement ou à la Chambre des Comptes; le patriciat a conquis l'Eglise comme il a conquis la terre et les emplois. On le vit bien au XVIII^e siècle, quand il fut question d'annexer au siège épiscopal récemment créé les revenus de la Sainte Chapelle (2). Toute l'aristocratie prit feu et flamme comme si en supprimant les bénéfices on confisquait son patrimoine. Seule elle compte et domine à Dijon, elle ne redoute aucune rivalité extérieure, et ne se laisse point miner encore par ses dissensions intestines.

(1) Cf. *cahiers de doléances du bailliage d'Auxerre en 1789*.

(2) Cf. ms. 917, f. 36 sqq.

Car si la robe comprend à peu près toute la classe possédante et en tient le reste pour ainsi dire dans son ombre, nous n'ignorons pas, sans même recourir au témoignage de la Bruyère, les fissures ni les déchirements qui la divisaient. L'histoire locale les dénonce assez, et l'on risque d'en exagérer plutôt que d'en méconnaître l'importance. Que de rivalités d'abord entre les corps à peu près égaux en dignité ! Par négligence, par impuissance ou à dessein, la royauté en multipliant les offices et les cours n'a pas séparé par une démarcation nette leurs domaines respectifs. Une partie du contrôle financier échoit au Trésor, une partie à la Chambre des Comptes, une autre part demeure *res nullius*, c'est-à-dire *res omnium*. Il y a des procès où l'on doute non pas quel est le droit, mais quel est le juge, et par ambition aussi bien que par intérêt, chacun tâche de s'en approprier les épices, au grand plaisir du ministre, toujours prêt à envenimer les querelles pour se procurer une occasion de les trancher en arbitre souverain. Mêmes contestations entre le Parlement et la Chambre des Comptes (1) ; à laquelle des deux Cours seront déférées les causes criminelles qui mettent en jeu les deniers royaux ? De simples préséances déclenchent des guerres acharnées, on se dispute le premier rang dans les processions, la place d'honneur à l'église, on conteste si Messieurs des Comptes prendront de l'eau bénite après que tout le Parlement en aura pris, ou si à tour de rôle un Parlementaire et un maître des Comptes s'approcheront du bénitier (2).

Menace plus grave pour l'unité bourgeoise, la hiérarchie des offices tend à diviser les personnes ; le Président d'un tribunal s'estime au-dessus du conseiller, un substitut au Parlement plus qu'un substitut au présidial, encore que l'on ne s'accorde pas toujours sur la prééminence des emplois. Car à quel rang placer les procureurs ? Lequel assigner aux avocats, à cet ordre à qui l'on refuse la première place et qui ne se contente pas de la seconde ? Cependant des différences existent, et de considérables, entre les charges, dans leurs attributions, dans leurs honneurs, dans leurs privilèges, des différences sensibles qui résultent de leur nature même, mais que

(1) Cf. ms. 779 et 1324.

(2) *Correspondance* de BRULART, II, 256.

Et Messieurs des Comptes refusent d'enlever les ordures qui sont devant leurs portes pour le seul plaisir de désobéir au Parlement qui vient d'ordonner d'assainir la ville. Ce tas d'immondices leur semblent le symbole de l'indépendance de leur Compagnie. (BRULART, *Correspondance* II 8).

par une habileté inconsciente ou voulue la monarchie se plaît à aggraver. Ces inégalités par elles-mêmes ne pouvaient déplaire à la bourgeoisie avide de distinctions (1), elles l'auraient satisfaite si maintenant comme autrefois elles avaient été fondées sur des inégalités de condition. Longtemps en effet, de même qu'on n'arrivait aux emplois que par l'argent, le degré de la fortune déterminait l'élévation de la charge. Telle famille opulente débutait d'emblée dans la magistrature en achetant une présidence au Parlement, telle autre, d'une richesse médiocre demeurait éternellement dans les honneurs obscurs d'un présidial. Système choquant peut-être pour nous, mais système logique et cohérent, puisque la puissance de l'argent, une fois reconnue, l'argent décidait non seulement que l'on serait officier, mais encore dans quel office. Sous Louis XIV ce bel ordre s'altère. En 1684 (2), il y a des charges à vendre et qui ne trouvent pas preneur, preuve que l'offre surpasse la demande et que la robe reste ouverte à tous, mais on ne met en vente que des charges médiocres, une maîtrise des eaux par exemple, preuve que la haute robe se ferme (3). Nous voyons Taisand en quête d'un état, assez riche pour acheter celui qui lui plaira, tourmenté de l'angoisse de n'en pas trouver qui convienne à ses ambitions et à sa fortune. Des candidats attendent dix ans et davantage un siège au Parlement. Les magistrats en place laissent leur office à leurs enfants, les vacances se font rares dans les cours souveraines et pour y parvenir il faut patienter longtemps dans la basse robe (4), gravir un à un avec peine les échelons du cursus honorum. De plus en plus le bourgeois se voit rivé pour la vie, pour des générations peut-être, à la même dignité, et cela choque ses instincts. Aucun avantage, aucun privilège ne le révolte ni ne lui semble exorbitant si nulle ambition ne doit renoncer à les partager, il accepte une hiérarchie fondée sur l'argent, et pour s'y élever, il est prêt à s'enrichir, suivant le mot profond de Guizot; il s'irrite dès

(1) Encore la bourgeoisie se défiait-elle des différences que le roi voulait établir entre les officiers. Quand on accorda la noblesse aux seuls Présidents et aux Maîtres des Comptes, la Compagnie protesta. Elle sentait qu'il était contre l'intérêt de la robe de souffrir qu'on portât atteinte à son unité et qu'un fossé se creusât entre les premiers magistrats et leurs inférieurs. Cf. ROUNEL, 174.

(2) Cf. *Almanach* de 1684.

(3) Cf. ms. 545. Tome III des *Lettres* de TAISAND.

(4) Le ms. 1330 nous indique les titulaires successifs des différents sièges du Parlement. On peut constater que dans la majeure partie des cas le fils hérite du père.

que ses efforts persévérants ne suffisent plus à lui faire place au soleil. Dès qu'une caste se ferme aux hommes nouveaux, elle cesse d'être une bourgeoisie.

De là dans la société dijonnaise des haines et des jalousies féroces. Les grands se plaisent à humilier les petits, et les forts les plus faibles; le Parlement humilie ses suppôts (1); aux mercuriales, le Premier Président les traite en valets; pour la moindre faute, ils sont mandés à la barre, frappés de publiques réprimandes, heureux encore quand on n'exige pas pour preuve de leur contrition les amendes honorables les plus déshonorantes. L'union ne règne pas même entre les égaux, de mesquines jalousies soulèvent les haines; une femme de président bouscule une rivale à la messe (2), en voilà assez pour que de jeunes parlementaires armés de solides gourdins envahissent son logis et passent leur ressentiment sur le dos de son mari. Les membres du Parlement criblent d'épigrammes la Chambre des Comptes, « *sedes ubi fata quietas ostendunt* », ils raillent l'oisiveté de ses magistrats « *felices animas et corda oblita laborum* » (3). Mais l'envie surtout exaspère les rancunes. Les conseillers se moquent de leurs confrères, et plus encore de leurs Présidents : ils nous les montrent en des Noël's satiriques visitant l'étable de Bethléem et accueillis en frères par l'âne ou par le bœuf (4). Ils colportent leurs bourdes et s'en gaussent, publient qu'ils tirent leurs sottises de leur propre fonds, mais qu'ils empruntent leurs discours, et qu'à l'instar de Caligula qui fit un cheval consul, le roi fait des présidents avec des ânes : « Les consuls romains, écrit Pierre Legouz (5), descendaient quelquefois de leurs places pour défendre dans le barreau la cause de leurs amis, mais le contraire arrive souvent parmi nous, car ce sont les orateurs du barreau qui s'expliquent par la bouche des premiers magistrats dont ils composent les harangues ». Quant aux conseillers, les avocats les

(1) Cf. *Recueils alphabétiques d'arrêts*. Articles procureur, greffier, etc. Pour plus de détail, voir les *registres de la Grand Chambre*, principalement aux séances de rentrée de la Saint Martin.

(2) Affaire du Président Jacob (c'est le nom du bâtonné). Ses exécuteurs étaient les conseillers Berbis, Legouz et Malteste. Le Président Brulart régla le différend. (Cf. BRULART, *correspondance*, I 155).

(3) Cf. *Lantiniana* 83 : « M. de Chasans appliquait à Messieurs de la Chambre des Comptes de Dijon ce vers de Virgile : *Felices animas et corda oblita laborum* » et 38.

(4) Cf. *Le Parlement à l'Etable*.

(5) Cf. LEGOUZ. *Caractères*.

poursuivaient de leurs sarcasmes et faisaient passer leur nullité en proverbe. Ils font pleuvoir sur eux les anecdotes et les bons mots comme celui-ci qui vient de Paris mais que La Monnoye mit en vers à l'usage des Bourguignons : « M. le Premier Président demandait un jour à M. de Fourcroy, célèbre avocat, ce qu'il pensait faire de son neveu. M. de Fourcroy lui dit : Monsieur, si je vois qu'il devienne joli garçon, j'ai dessein d'en faire un avocat, mais s'il ne veut rien apprendre, je le ferai conseiller » (1).

Ces railleries, et même d'autres plus graves auxquelles on a trop prêté attention, ces rivalités de corps, ces haines d'individus nous permettent-elles de supposer comme un émiettement de la robe ? Sans doute la haute aristocratie se ferme, mais ses portes s'entr'ouvrent encore et c'est beaucoup. Les convoitises subissent de longs retards sans se heurter à des impossibilités, la patience bourgeoise s'accommode des difficultés qui la stimulent sans la désespérer; l'huissier souffre les dédains du conseiller en attendant de partager sa puissance. Parfois même on voit encore des hommes nouveaux s'élancer d'un seul bond au faite des honneurs; du moins un mouvement lent mais fort et continu fait communiquer les cours et les castes (2). Si les cours souveraines se combattent, elles ne pénètrent aussi, et le public ne distingue guère entre elles. Taisand se propose de devenir quelque chose dans la cité, mais quoi ? La chance en décidera, mais non sa vocation. Sera-t-il du Parlement ou de scomptes ? il rencontre ou plutôt il finit par découvrir une charge de trésorier, et le voilà au bureau des finances. On passe d'un corps à l'autre pour peu qu'on y trouve avantage; un conseiller au Parlement ne dédaigne pas une Présidence à la Chambre des Comptes, et il l'achète sans que ses anciens confrères crient à la trahison. De la basse à la haute robe, le passage reste fréquent; des procureurs deviennent avocats généraux; les avocats (3) qui daubent sur les conseillers achètent dès qu'ils le peuvent le siège de leurs victimes, et cette désertion du barreau déjà regrettée par Charles

(1) Cf. LA MONNOYE. *Œuvres. Edition Rigoley de Juvigny*, II, 379 et *Menagiana*, II 407. La Monnoye a mis cette anecdote en vers.

(2) Cf. ms. 755. Listes de Président, des Conseillers, etc., avec notes généalogiques. — Ms. 925. Succession chronologique des offices du Parlement de Bourgogne. — Ms. 1330.

(3) Les Févret par exemple désertent le barreau pour les fleurs de lys, de même les Lantin. De procureurs, les Genreau deviennent avocats généraux.

Févet se poursuit sous Louis XIV (1). Tant qu'il reste des charges à vendre en ces « enchères publiques » dont parle l'écrivain bourguignon, tant que le travail, l'habileté et l'économie peuvent acquérir de grandes richesses, tant que les grandes richesses peuvent conduire aux grands emplois, en dépit des entraves apportées à ce principe que tout s'achète, la bourgeoisie demeure une et indivisée parce que nul fossé n'en sépare les divers éléments, parce qu'elle reçoit encore toute la classe possédante sans la rompre par une hiérarchie trop rigide.

Elle est unie surtout par la communauté des intérêts et cela suffit à faire taire bien des jalousies et pardonner bien des rancunes. Tous ses membres possèdent fiefs et terres, et tel n'est au Palais qu'un petit officier qui compte parmi les hauts et puissants seigneurs (2). Avocats aussi bien que conseillers exploitent leurs domaines, vendent leurs récoltes, oppriment leurs vassaux : ils considèrent du même œil la politique agraire et commerciale et s'unissent contre les dangers qui menaceraient leur domination. Haute et basse magistrature profitent de la justice, en vivent et participent plus ou moins à ses privilèges. Désunis souvent, dès qu'une autorité étrangère porte la main sur les institutions où repose leur puissance, les robins serrent les coudes et oublient leurs dissensions. Les procureurs épousent les querelles du Parlement, le Parlement de son côté étend sa protection sur ses procureurs (3) comme s'il se réservait le droit de les brimer ; les Etats et les Cours souveraines cherchent sans cesse à empiéter sur leurs attributions respectives, mais dès qu'il s'agit de résister au roi, ils se retrouvent d'accord et les remontrances des uns et des autres se ressemblent comme des sœurs. Ne nous laissons pas tromper par les orages qui agitent la bourgeoisie, ce sont orages de surface qui ne troublent pas les profondeurs ; elle aime à laver son linge sale et à le laver avec bruit, mais elle entend le laver en famille.

Au reste, elle formait une famille plutôt encore qu'une

(1) Ch. Févet : *de claris fori divionensis oratoribus* (Lib. III) : « Cum enim duae sunt viae quibus se homines gloriae et honoris cupidi extra plebeiae sortis condicionem efferunt ; una aperta quidem et faciliior qua per amplas opes ad dignitatum fastigia conscenditur, altera sed honestior et multo difficilior, qua, per facultatis oratoriae laudes et scientiarum ornamenta, litterati se extra communem sortem extollunt, euenit ut scientiae nobilitate illustres, quia facultatibus et opum immensarum subsidiis destituuntur, jaceant et in pulvere saepius consenescent, cum alii qui facultatibus amplissimis abundant, earum ope, magistratus nummario pretio quasi in auctione publica consequantur.

(2) ROUNEL, p. 173.

(3) BRULART, *Correspondance*, I 295 sqq.

classe. La vie au dix-septième siècle conservait dans la province assez de simplicité pour ne point rendre trop sensible la différence des conditions. On se fréquente entre robins sans trop faire attention à l'état ni à la fortune de chacun, entre médecins, avocats et conseillers. Alexis Piron, fils d'un simple apothicaire et, qui plus est, presque pauvre, banquetait avec le Président Bouhier; Mariotte et Simon Foucher comptaient parmi les relations du conseiller Lantin. Le dédain des petits n'était sans doute pas rare chez les grands, mais il n'était pas encore devenu une habitude et comme une obligation de leur rang. Mais plus encore que le commerce quotidien les liens du sang unissaient la famille bourgeoise. Les parvenus qu'un office fixe à Dijon s'y marient, ils y établissent leurs enfants; au bout de quelques générations, pour peu qu'elles soient prolifiques, leur descendance s'apparente à toute la robe du pays (1). C'est moins un patriciat qu'une tribu qui domine la Bourgogne, une tribu groupée autour d'intérêts communs, et dont les magistrats du Parlement sont les chefs enviés souvent mais toujours suivis.

Cette solidarité des robins, dès l'aube du grand règne, Gaspard Quarré d'Aligny en apercevait déjà toutes les conséquences (2) : « L'union trop étroite, disait-il, des juges associés à une autorité commune apporte des inconvénients d'autant plus dangereuses qu'elles paraissent civiles et innocentes en prenant l'apparence d'une fraternité honnête : la justice qui préside à la paix semble favoriser cette union, et s'éloignant de la division et de l'inimitié penche plus naturellement à l'union et à la complaisance; l'alliance des charges concilie leurs esprits, l'exercice ordinaire d'une même profession concilie et entretient leur faveur mutuelle, et si les intérêts du sang se joignent et s'entremêlent avec l'amitié, ils dégénèrent incontinent en factions dangereuses et forment des ligues et des complots nécessaires ». La bourgeoisie était prête en faveur des siens à toutes les complaisances, mieux encore, à toutes les complicités; détenant à la fois l'argent, la terre et les emplois, consciente de sa force, elle forme un tout et un monde qui occupe une place à part à la tête de la province et en face de la monarchie.

(1) La plupart des Parlementaires sont parents. Quand dans une affaire où Brulart était intéressé, ont fait sortir ses parents, il s'en trouve 43. Et l'on n'était qu'au début du règne de Louis XIV, à une époque où il entrait encore des hommes nouveaux dans les Cours Souveraines. Cf. ms. 764, p. 44.

(2) *Plaidoyers et Harangues de M. Quarré* : Discours « Si les officiers d'une Compagnie doivent être unis ou divisés », p. 187.

CHAPITRE II

LA BOURGEOISIE DANS LA CITÉ

1. — La bourgeoisie et la province

La bourgeoisie sortait du peuple et elle le savait, ce qui ne signifie nullement qu'en souvenir de ses origines elle fit encore partie de ce peuple où elle avait pris naissance. C'est même le propre des parvenus que de mépriser et de maltraiter leur égaux d'autrefois qui sont demeurés dans la médiocrité. Ce n'est pas parmi les anciens valets qu'on recrute les maîtres les plus doux, ni les riches les moins insolents. Il y a toujours chez les gens partis de rien un dédain pour leurs voisins incapables ou malchanceux, et une dureté plus brutale et plus inhumaine que celle du vrai noble. Une longue patience, une longue ambition toujours regardant en haut et jamais en bas leur ont désappris la pitié; ils croient se relever eux-mêmes en humiliant et en opprimant ceux dont ils partageaient jadis la fortune. La bourgeoisie bourguignonne se conforme à ce type éternel, et jamais patriciat ne se rendit plus odieux à la plèbe.

Les paysans du dix-septième siècle ne nous ont pas laissé le témoignage écrit de leurs sentiments; ils ne nous sont connus que par leurs misères; souvent sans abri et sans pain, ruinés par les armées et maintenus dans la ruine par leurs dettes, ils s'étaient vus dépouillés de leurs champs, et même des bois et des pâturages communaux (1); une savante politique les avait réduits à la condition de simples manœuvres, condamnés à peiner durement au profit d'autrui sans espoir de jamais secouer leur fardeau de souffrances. Le bénéfice des bonnes années allait au propriétaire, les mauvaises apportaient la disette, même le peu de terre arrachée à l'usurier ne les enrichissait guère, dépourvus qu'ils étaient de capitaux, de cheptel et des outils les plus nécessaires, cependant que la

(1) Cf. les registres d'imposition. Le nombre des « laboureurs à soi » est infime.

meilleure part de leurs récoltes était dévorée par les redevances. Ils croupissaient dans le malheur et dans l'ignorance, sans autre appui spirituel que celui de leurs curés, souvent sans écoles (1); au moins n'en est-il pas question dans les archives de la Chambre des Comptes. Mais si misérables et si barbares que fussent les villageois, ils ne pouvaient pas ne pas envier et ne pas haïr cette aristocratie toute récente qui s'était élevée au milieu d'eux, qui avait grandi à la ville voisine et qui nourrissait son opulence de leurs sueurs et de leurs larmes. Ils la haïssaient d'autant plus qu'un fossé s'était creusé entre elle et eux, que la pauvreté uniforme des campagnes interdisait à ceux qui les habitaient de jamais s'élever au-dessus de leur condition, d'autant plus qu'on n'apercevait pas dans la population rurale de degré intermédiaire entre le dénuement des tenanciers et la richesse des propriétaires.

Mais la conduite de ceux-ci avait les colères de ceux-là, et irritait sans cesse leurs rancunes. L'aristocratie urbaine a sauvé la terre bourguignonne, elle l'a recueillie ravagée et mourante, elle l'a rendue à la culture, mais elle s'est dévouée à sa tâche patriotique par intérêt, la sollicitude qu'elle témoigne à ses vassaux ne procède pas plus du cœur que les soins que l'on prend d'une bête malade dans l'espoir d'utiliser ensuite ses services. La bourgeoisie se montra dure pour le paysan, plus dure que les féodaux du passé et plus odieuse; elle applique toute son ingéniosité, tout son sens pratique jadis exercés dans la peine à faire peiner les misérables, à épuiser leur substance, à augmenter leur fardeau jusqu'à la limite de leurs forces. Elle les assujettit aux anciennes charges, sans faire grâce d'aucune, elle ne souffre même pas qu'ils s'en rachètent lorsqu'ils le peuvent et il est rare qu'ils le puissent. Le sol qui est une fois entré entre ses mains n'en sort plus, elle ne le laisse pas échapper non plus qu'elle ne laisse échapper les hommes. Elle explore ses parchemins moins racornis que son cœur pour y découvrir des droits désuets et les titres d'une oppression nouvelle, et rarement ses recherches demeurent infructueuses. La domination des anciens seigneurs que le temps et l'usage avaient adoucie, elle en ressuscite les pires cruautés et elle les aggrave (2). A la tyrannie des anciens féodaux elle ajoute les

(1) Il y avait quelques écoles dans les villes (archives de la Ville de Dijon), encore n'étaient-elles pas toutes à l'usage du menu peuple, et le nombre considérable des écrivains publics atteste celui des illettrés.

(2) Cf. ROUPNEL. III^e Partie. Ch. 2 et 3.

exactions des Juifs et des Lombards; elle prête aux misérables, aux communautés comme aux individus, et profite de leur indigence pour leur prêter à gros intérêts. Créancière impitoyable, elle les dépouille pour recouvrer son dû, et la rareté de l'argent fait qu'elle le recouvre au centuple, et qu'elle retient pour un prix infime les terres qu'on lui a engagées. La terre même n'assouvit pas sa cupidité, et les emprunts qu'elle consent à des débiteurs incapables de rembourser le capital deviennent la source de redevances éternelles et lourdes. Encore son orgueil ne se contente-t-il pas des solides avantages de la domination, il se repait des avanies et des humiliations des humbles, exige non seulement les corvées, non seulement le respect, non seulement des places d'honneur à l'église, mais le guet et la garde de châteaux qui ne redoutent plus l'ennemi, le curage de leurs fossés, sans compter les présents des jeunes mariés contraints à chanter et à danser pour le plaisir du seigneur. Les signes tangibles de sa puissance, même les plus vains et les plus grotesques semblent lui dissimuler ses origines et les racheter, elle se plaît non seulement à régner mais à opprimer. La bassesse de ses commencements excite son besoin de tyrannie, comme elle attise les rancunes et les haines de ses vassaux. La terreur seule du châtiment les fait hésiter, encore les supplices atroces qui répriment la rébellion ne contiennent-ils qu'à demi une Jacquerie latente qui gronde et qui couvrera jusqu'à la grande peur de 1789. Même sous Louis XIV, l'assassinat du maître par ses tenanciers ne surprend personne, c'est un épisode de la guerre entre richesse et pauvreté, un accident de la conquête territoriale. Jamais dans l'histoire ne se creusa entre oppresseurs et opprimés, entre exploitants et exploités, un gouffre plus profond que celui qui sépara le peuple des champs et l'aristocratie qui sortait du peuple, jamais on ne vit d'une part plus d'avarice et de rigueur, de l'autre, de pareils trésors de haine amassés dans les cœurs.

Nul moyen ne restait aux faibles de secouer leur joug, pas même d'éviter les injustices les plus criantes. Car l'oppression du propriétaire se complique de l'iniquité des juges (1). La bourgeoisie détient les justices seigneuriales, elle peuple les tribunaux et les cours souveraines, elle étale et protège ses violences de la sanction des lois, elle écrase ses sujets au pré-

(1) Dans les attendus des tribunaux, on invoque sans cesse la nécessité des exemples « pour maintenir les peuples dans le devoir ». Cf. ms. 1502 passion.

toire aussi bien que sur la glèbe. Dure aux petits, elle exerce envers eux le ministère de la juridiction sinon avec cruauté du moins avec la même indifférence avec laquelle elle exploite ses vassaux. Le vol domestique et des violences excusables attirent sur la tête de leurs auteurs d'aussi rudes châtimens que la rébellion ou la profanation des hosties (1). L'emprisonnement et les galères sont les moindres supplices, la mort même satisfait rarement les juges, ils la compliquent d'amendes honorables et de tourmens. Dans l'interrogatoire des accusés, la question telle qu'elle se donnait en Bourgogne semble trop douce à quelques-uns (2), et pourtant on venait d'introduire à Dijon des tortures d'un genre nouveau. Non que le spectacle de la souffrance charme les robins, qu'ils estiment que cela fait toujours passer une heure ou deux, mais leur âme endurcie ignore la compassion. Elle devient féroce quand leur intérêt ou leur prestige est en jeu. Le plus grand crime est d'offenser le Parlement, le plus grand malheur de commettre un délit dont la connaissance de dispute entre plusieurs juridictions (3), car la cour viole la justice et accable les malheureux pour la seule satisfaction de faire pièce à l'intendant et de prendre des arrêts contraires à ceux qu'il a rendus. Par contre, elle réserve à ses membres ou à leurs pairs des trésors d'indulgence. Dans le procès du Président Giroux (4), elle ferme d'abord les yeux; quand on les lui ouvre de force, elle tempère sa sévérité et jusque dans le châtimement respecte la toge. A la fin du siècle, quand les scandales éclatèrent à Cîteaux et chez les religieuses de Molaise, il fallut l'intervention du roi pour que l'on sévît contre des coupables bien apparentés, encore ne se résigna-t-on à découvrir que ce qui était devenu public dans la France entière. La bourgeoisie exploite la justice comme un fief patrimonial, sans nul souci de l'intérêt général et à l'occasion pour servir ses propres intérêts. Elle maltraite le peuple au prétoire comme elle l'exploite sur le sol; elle tient

(1) Cf. Recueils d'arrêts 1.109, 1.110, 1.304 à 1.310. Pour vol domestique, le mss. 1.110 porte comme peine « pendu et étranglé ».

(2) BRULART par exemple (*Correspondance*, II, 151 : « Sous le prétexte de cette fausse charité qui sauve quelques coupables, le public est exposé et ne trouve pas sa sûreté qui consiste en partie dans la punition des méchants et dans l'exemple. Je me plains aussi que la question dont on se sert ici est inutile, comme trop douce pour tirer la vérité ».

(3) Il y a de nombreux exemples de ces conflits entre l'Intendant et le Parlement. Cf. BRULART, *Correspondance*, II, 16, 32, 35.

(4) De La Cuisine. Tome II, p. 343 sqq.

ses esclaves aux champs; au Palais elle possède un ergastule, et si elle demeure fixée dans la province et penchée sur elle, ce n'est que pour mieux l'opprimer. Elle la méprise et s'environne de haines impuissantes.

Longtemps du moins elle avait ménagé la population urbaine, parce que celle-ci représentait une puissance. Jusqu'au règne de Louis XIV la commune sauvegarde son autonomie, élit ses magistrats, administre ses finances et règle sa police. C'est le peuple qui dispose de l'autorité municipale et la délègue. Aussi voit-on toute la bourgeoisie, avocats, procureurs, membres des cours souveraines rechercher la faveur du bonhomme Dêmos et mendier ses suffrages. L'opinion populaire dispose des emplois, et l'on ne néglige rien pour se la concilier. La basoche et la robe composent à son usage des épigrammes et des chansons, elles prononcent des harangues; elles ne dédaignent pas même d'amuser la plèbe, elles parlent sa langue, des avocats écrivent les pièces de la *Mère Folle*, des Parlementaires paraissent aux fêtes populaires, président aux liesses qui accompagnent la libération de Condé. Ces grands seigneurs connaissent par leurs noms les artisans ou les vignerons influents dans leur quartier, ils s'intéressent à la vie du peuple et à ses besoins, ils se mêlent à lui parce qu'ils en espèrent quelque chose. Tout change dès que le roi entreprend de ruiner les municipalités. Non seulement la bourgeoisie s'isole et se replie sur elle-même, mais le Parlement et les Comptes s'associent à la guerre contre les magistratures urbaines, dans l'espoir d'hériter de leurs dépouilles (1). Loin de ranimer le zèle des officiers, le monarque en refrène plutôt les ardeurs inconsidérées, hésitant par un reste de pudeur à ruiner avec tant de précipitation d'antiques libertés. Mais le Parlement multiplie ses conflits avec la Chambre de ville et supplie le ministre de les trancher au dommage de sa victime; il ne trouve de cesse et de repos que lorsqu'il a conquis la commune. La robe désormais s'isole de la plèbe urbaine comme elle s'est isolée des campagnes. Elle reçoit dans son sein tout ce qui s'en élève, mais se sépare de tout ce qui y demeure. Il s'établit une démarcation très nette entre ceux qui vivent de leurs mains et ceux dont la fortune est assurée. La nouvelle Chambre de ville et le Parlement multiplient les privilèges des uns, les charges et les humiliations des autres; à l'antique

(1) Cf. A. THOMAS. *Une province sous Louis XIV*, 422 sqq — mss. 309, 774, et archives de la ville de Dijon.

coopération des classes succède la tyrannie aristocratique. La bourgeoisie oublie, jusqu'à la langue du peuple; elle la comprend encore, car elle l'entend dans les interrogatoires des accusés comme elle l'entend sur ses terres, mais elle la parle mal et ne l'emploie plus que par jeu (1). Il s'est formé à Dijon une société de parvenus qui rompent avec leur ancienne origine, une élite qui vit du pays, qui vit sur lui, mais qui ne vit pas avec lui, un monde que la province nourrit et enrichit mais qu'elle déteste, qui règne sur elle sans conteste et sans rival, et dont la toute puissance ne rencontre en face d'elle que l'autorité royale.

2. — La bourgeoisie en face du roi

En théorie, les officiers servent le roi, ils n'ont acheté des parcelles de son autorité que pour en user sous sa direction et dans son intérêt. Qu'ils appliquent les lois, qu'ils administrent les finances, qu'ils gouvernent les peuples, ils remplissent les fonctions essentielles de l'Etat. Le vice du régime fait qu'ils risquent de mal les remplir. Ils entrent dans le premier emploi que leur offre le hasard, sans vocation, et le pouvoir de l'argent fait qu'ils y entrent sans autre mérite que la fortune. L'incapacité de beaucoup était notoire, et la littérature française aussi bien que celle de la Bourgogne a trop souvent dénoncé la nullité des magistrats pour qu'il soit utile d'y insister. Rien de mieux fondé que les railleries des avocats à l'égard de certains conseillers, des conseillers à l'égard de certains présidents, et même en faisant la part des jalousies, des inimitiés et des exagérations plaisantes, les caricatures les plus bouffonnes de la robe ignorante si elles chargent la vérité ne la déguisent pas. L'expérience manquait aux uns, qui, tout jeunes, succédaient à leur père et commençaient leur adolescence dans la pourpre. En vain l'édit de 1679 remédiant à cet abus exigeait qu'au Parlement les conseillers fussent âgés de 25 ans et les présidents de trente; par de fréquentes dispenses, le roi annulait ses propres édits, et ce n'est pas pour nous un des moindres sujets d'étonnement que le spectacle de ces cours souveraines où les jeunes gens dominent (2) et aux heures de

(1) Cf. INFRA. *La littérature bourguignonne*.

(2) BRULART. *Correspondance*, I, 125, 133.

crise couvrent de leur turbulence la circonspection des anciens. L'ignorance, moins guérissable que l'inexpérience, la stupidité plus durable que la jeunesse, n'interdisaient à personne l'accès des honneurs. Pourtant la Grand Chambre du Parlement devait enquêter sur le mérite des candidats au siège fleurdelisé, mais la précaution était de pure forme, et l'enquête une parodie d'examen. L'urne où le futur magistrat tirait au sort la question à laquelle il devait répondre ne contenait que trois questions, toujours les mêmes et publiques dans tout le Palais (1). Le moins expert es sciences juridiques et le plus sot se tiraient avec honneur d'une épreuve où ils trouvaient pour juges des parents ou des amis, en tous cas des pairs bienveillants qui usaient à leur égard de la même indulgence dont ils avaient bénéficié jadis. A quoi bon d'ailleurs se montrer sévères ? en cas d'échec, le roi intervenait et contraignait la Cour à recevoir dans son sein ceux qu'elle déclarait indignes d'y entrer (2). Si encore la bonne volonté et le labeur des magistrats avaient compensé leur insuffisance ! Mais s'ils sont sensibles à l'honneur de servir le roi et aux avantages qu'ils en retirent, ils n'ont point acheté leur office comme un esclavage. Comme la satire le dit de Messieurs des Comptes, comme on peut le dire de presque tous les robins, ils recherchent des dignités paisibles, *otium cum dignitate* (3). Pourvu qu'ils portent la robe rouge, le bien public les inquiète assez peu. L'intendant Bouchu signalé au ministre la paresse des parlementaires (4) ; le ministre prie le Président de blâmer les coupables, le roi leur retranche leur part des épices, mais ils n'ont cure des réprimandes ni des sanctions ; ils ne se lassent point de retomber dans leurs fautes. Ou bien ils manquent au Palais, ou s'ils s'y laissent traîner, ils n'y font rien, ils tranchent les procès sans s'assujettir à de longues délibérations, comme le Président de Grosbois qui ne voulait voir que des questions de fait pour s'éviter la peine d'étudier des questions de droit (5). Le roi était

(1) *De la Cuisine*, I. Tome I, p. 79. — Legouz, *Miscellanea*.

(2) Ms. 766 à 771. *Délibérations de la Grand Chambre*. BRULART. *Correspondance*, II 10, 244.

(3) *Lantinianna*. 134 : « M. le Conseiller de Chasans disait que les Présidents avaient plus de loisirs que les conseillers et recevaient de plus grands honneurs sans les mériter : Il leur appliquait ce que dit Cicéron : *otium cum dignitate*.

(4) BRULART. *Correspondance*, I, 119. — *De la Cuisine*, I, 75, note, et le rapport de Bouchu où nombre de conseillers sont signalés comme peu assidus aux devoirs de leur charge.

(5) Maleteste. *Testament moral*. (Cité par M. de la Cuisine, Tome III, p. 179.

fort mal servi, et rien ne nous paraît plus vraisemblable que les notes confidentielles adressées à Colbert par l'intendant Bouchu, concernant les membres du Parlement (1). Les uns, il les déclare incapables, les autres capables mais peu appliqués, un bien petit nombre trouve grâce à ses yeux. On peut suspecter l'impartialité de Bouchu, ennemi juré et déclaré de la Cour, mais non pas supposer des calomnies systématiques et si contraires à la vérité que le ministre, connaissant de longue date l'inimitié de l'intendant et du Parlement, n'eût pas manqué de les pénétrer. On peut seulement s'étonner de rencontrer tant d'incapables dans une aristocratie jeune et dont une longue prospérité n'avait pas encore énérvé les vertus, qui mettait tant de force et d'habileté dans la conquête du sol et l'exploitation de sa puissance; on s'étonne surtout de rencontrer parmi les magistrats notés d'infamie pour leur manque d'application ou pour leur incapacité, des Dijonnais illustres dont la réputation ou les œuvres, en parvenant jusqu'à nous, ne laissent mettre en doute ni le savoir ni l'esprit. C'est que Bouchu les apprécie en administrateur, et que ces juges, gens de mérite par ailleurs, négligeaient leur métier.

Souvent inutiles au-roi, ils menaçaient aussi son autorité qu'ils servaient si mal. Languissant parfois dans l'exercice de la justice, le Parlement se ranime et se retrouve dès qu'il faut gouverner, dès que l'occasion s'offre d'évoquer les grandes affaires de la province ou de l'Etat. C'est que la bourgeoisie et le despotisme commencent à s'affronter. Longtemps ils s'étaient alliés et soutenus dans des luttes communes. Non seulement l'ambition bourgeoise avait suivi quand elle ne les précédait pas, les desseins du roi contre les communautés populaires, mais durant la Fronde encore, elle avait défendu avec fidélité la monarchie qui ne se défendait guère par elle-même. Les invasions et surtout les guerres civiles déplaisaient à une classe, toujours amie de l'ordre, mais plus que jamais attachée à la paix en un temps où toute sa fortune consistait en terres, où les désordres la privaient de ses revenus et compromettaient le capital. Ni la popularité, ni les avances du Grand Condé n'avaient pu la séduire dans son ensemble et la détourner de son instinct. Ses intérêts la dévouaient à la royauté, et l'absolutisme même ne la choquait pas, puisqu'elle bénéficiait de sa force et de la tranquillité qu'il imposait. Encore

(1) Le rapport de Bouchu a été publié dans le tome I, p. 315, de la *Correspondance* de Brulart.

le monarque lui revendait-il en détail son autorité puisqu'il ne l'exerçait que par les offices, puisque par ses charges elle régnait au nom du maître, mais non pas pour lui. Sans doute, l'union du prince et de la bourgeoisie s'était déjà heurtée à bien des difficultés, avait passé par bien des traverses, et leur accord avait subi de nombreuses éclipses. Comme disait Chamfort, s'il y a de bons mariages, il n'y en a point de délicieux, et dans ce mariage que la raison plus que l'amour avait noué, les querelles interrompaient la tranquillité sans désunir les époux. Sous Louis XIV, on s'achemine vers un divorce; le roi règne et veut régner en effet, et à mesure qu'il étend sa puissance, il inquiète et atteint celle de la robe.

Il la menace d'abord dans ses offices. Non qu'il lui en conteste la possession, mais il en restreint l'usage, et bien que la justice et l'administration soient la propriété des juges, il entend qu'elles soient mises à son service. Toutes les fonctions régulières du gouvernement sont entre les mains d'une bourgeoisie incapable ou indocile, on lui oppose l'intendant, un fonctionnaire qui ne possède pas sa charge, et choisi parce qu'on le sait obéissant et apte à le servir. Presque toujours en Bourgogne l'intendant est un homme remarquable par son intelligence et son activité (1). Ses fonctions mal définies le font rival du Parlement, car il prend soin de la police, rival de la Chambre des Comptes et du Trésor, car il connaît des finances; son existence même est un danger pour les Cours Souveraines, surtout quand il est animé et soutenu par un prince autoritaire et fort; sa compétence universelle et vague contrôle celle des magistrats bourgeois et la diminue. Tout ce qu'ils se sont arrogés dans la politique, l'intendant cherche à leur reprendre, il tâche au moins de le rendre inoffensif. Il est un organe tout moderne que le despotisme naissant tente de superposer sinon de substituer aux rouages imparfaits et malaisés à remuer de l'antique administration des rois. Et non seulement la bourgeoisie voit une part des finances lui échapper, mais de plus en plus le conseil du roi évoque les causes où l'on se défie de sa justice et enlève à sa juridiction et ses ennemis qu'elle voudrait perdre et ses favoris qu'elle voudrait sauver. A côté des magistrats ordinaires, un repré-

(1) Le 1655 à 1683, Bouchu; en 1683, de Harlay; en 1689, d'Argouges; en 1694, Ferrand; en 1705, Pinon de Quincy; en 1710, de Trudaine; en 1712, de la Briffe; en 1740, de Saint-Contest; en 1749, Joly de Fleury; en 1761, de Villeneuve; en 1764, Amelot de Chaillou.

sentant nouveau de l'autorité; contre les procédures ordinaires, des procédures extraordinaires; en face des offices provinciaux, les serviteurs du pouvoir central. Bravant les colères et domptant les résistances ouvertes de la robe, le roi montre de la fermeté et exige l'obéissance; le Parlement commença le règne par un exil à Perpignan, et s'il conserva l'habitude de protester contre les ordres, il perdit celle de désobéir. La monarchie ne réussit pas à asservir ses serviteurs rebelles, car il eût fallu qu'elle leur reprit les offices qu'elle leur avait vendus, car il eût fallu pour rénover le système gouvernemental autre chose qu'un agent surajouté aux emplois réguliers ou que des mesures d'exception; mais la bourgeoisie s'irritait de l'intention plus que des actes de cette politique, elle sentait qu'on la diminuait, qu'on la désarmait, qu'on voulait réduire et asservir sa puissance.

Sa vanité peut-être se serait résignée, mais elle craignait pour ses intérêts; elle sentait qu'aux yeux de Colbert le bien de l'Etat ne coïncidait pas toujours avec les intérêts des officiers, elle se défiait de l'esprit moderne et de ses réformes. Satisfaite du présent, comblée d'honneurs, d'autorités et de biens, tout changement lui paraissait suspect. Elle perd un peu de son omnipotence financière, et le contrôle absolu de la police; les ordonnances qui règlent la justice tempèrent l'arbitraire de ses arrêts, mais surtout, on l'atteint dans ses biens. Que le roi encourage le commerce et l'industrie (1), qu'il protège les paysans, qu'il réglemente l'exploitation des forêts, il lèse les intérêts de la bourgeoisie. Il les lèse davantage par ses besoins d'argent. Car sans parler des impôts auxquels ne peut échapper l'aristocratie et des retranchements de gages, elle souffre des exactions qui accablent la province et de ses misères. Tout l'argent qui va au roi n'entre pas dans sa bourse à elle, et s'il ne lui paraît point choquant qu'on pressure le paysan, elle entend se réserver le monopole de le pressurer. Surtout elle devine confusément, dans le pouvoir moderne qui naît et qui se cherche, la haine des privilèges et la nécessité où il va, d'abattre tout ce qui s'élève au-dessus du droit commun et tout ce qui limite ses volontés.

Elle peut cependant se défendre, parce que le pouvoir marche vers le progrès sans oser tout à fait briser avec le passé, parce que les institutions nouvelles demeurent incertaines, et coexistent avec les anciennes, elle est forte parce qu'elle détient

(1) Car la richesse de la robe est essentiellement agricole.

tout l'argent, toute la terre et qu'elle possède les charges. Mais dans cette lutte pour des intérêts, elle s'appuie sur un principe. A l'esprit de réforme, elle oppose la tradition, aux temps nouveaux, les exemples du passé, au despotisme naissant les vieilles libertés. Conservatrice par instinct parce que le présent ne lui laisse rien à désirer, elle se fait aussi conservatrice en théorie pour justifier ses résistances. Aux idées de progrès, elle répond en invoquant le *mos majorum* (1), aussi bien dans les décrets des Etats que dans les remontrances du Parlement. Elle légitime sa puissance par les anciens usages, mais par ceux de la province seulement : le Sénat et les comices de la Bourgogne doivent leur existence et leurs prérogatives aux privilèges de la Bourgogne et non au droit général de la France. C'est au nom de coutumes particulières que les robins s'élèvent contre les innovations, c'est comme leurs défenseurs naturels qu'ils s'opposent aux révolutions. Dans le pays, ils ont leur fortune, leurs terres, leurs vassaux, leurs offices et la toute puissance; à Versailles ils rencontrent un pouvoir hostile dont ils ne peuvent rien recevoir et tout craindre. Sans doute, Louis XIV se fera obéir et respecter, et les résistances s'assoupliront sous sa main de fer, mais les âmes lui échapperont. Les triomphes mêmes de l'absolutisme susciteront en attendant une opposition effective, un esprit d'opposition. Même en cédant aux ordres de Versailles, l'aristocratie bourguignonne ne subira ni les modes ni l'influence de la cour (2); aussi bien dans les œuvres de l'intelligence que dans l'action politique elle se repliera sur elle-même, sur ses traditions et sur son passé; elle vivra à l'écart, de sa vie propre, et développera sur la terre bourguignonne, mais sans contact avec le peuple bourguignon, les vertus et les faiblesses héritées de la race.

1) Cf. L'énumération des précédents et les attendus qui justifient les remontrances.

(2) Cf. Legouz. *Caractères* (De la ructicité). Polis et galants quand ils sont à Paris, à Dijon, les bourguignons ont des mœurs et des manières qui ne sont pas celles de la Cour.

CHAPITRE III

L'ESPRIT BOURGEOIS

1. — L'appel de la terre

La sauvegarde de ses intérêts égoïstes attachait la robe au sol natal. Dans la capitale, elle voit un despotisme ambitieux dont l'ombre s'étend jusque sur elle et menace de l'étouffer; autour d'elle, le pays où elle a conquis sa place au soleil, où elle domine, où elle est née souvent, où toujours elle a pris racine. Sans doute, le peuple qui l'entoure la hait et elle le méprise; elle en a délaissé la langue et les mœurs et quoique issue de la plèbe, elle s'isole de sa source originelle et s'en éloigne chaque jour davantage. De moins en moins elle vit avec les populations dont elle fuit le contact, dont elle raille les travers, dont la sépare son éducation. La ville est trop exigüe et les rues trop étroites pour que le magistrat, à chaque pas qu'il fait, n'y coudoie les humbles, mais il ne se confond pas dans leur multitude non plus que l'éclat de sa toge pourpre ne se perd et ne s'éteint parmi les vêtements plus ternes et plus sales des travailleurs. Le patricien tient à la terre, la terre le garde à la Bourgogne, elle le garde à ses origines, elle le garde à sa race et, sans qu'il en ait conscience, elle entretient entre le grand seigneur dédaigneux et la foule qui l'évite, à défaut de sympathie une similitude d'âmes et de soucis. Car le cep qui croît à l'écart se nourrit au même terroir que la vigne voisine, il se chauffe au même soleil, il pâtit des mêmes orages, et dans sa solitude il mûrit les mêmes fruits.

La fortune du bourgeois, son existence et sa raison d'être s'enferment entre les limites de la province, souvent même entre celles de la banlieue dijonnaise (1); il y rassemble ses châteaux, ses terres; c'est là que se trouvent ses tenanciers, ses débiteurs et partant, toutes ses amours. D'autres sans doute,

(1) Cf. ROUPNEL : III^e Partie, ch. 1.

nobles de race et paniers percés, abandonnent leurs domaines à des régisseurs et vont en dévorer ailleurs les revenus; mieux avisé et plus avare, le robin connaît quel pouvoir mirifique exerce l'œil du maître, il sait que par la seule vertu de sa présence les métayers se font honnêtes, les vaches fécondes, les champs fertiles, et que par son influence, malgré les gelées, la vigne laisse encore quelque chose au propriétaire. La soif de gagner le marie à la terre, et de ce commerce intéressé naît à la fin sinon l'amour, du moins l'habitude d'une longue fréquentation qui retentit sur le caractère. L'échine du patricien ne se courbe pas vers la glèbe, mais ses soucis sont penchés sur elle; il épie ses besoins, il suit le progrès des récoltes, il tremble pour leur salut, il leur donne son temps et sa peine, il leur attache ses craintes, il voit avec elles mûrir ses espérances, et quoiqu'il se garde de fréquenter les rustres, il communique avec eux dans les mêmes préoccupations; autant qu'eux il subit l'emprise toute puissante du sol. De retour des champs, il aura beau se retirer dans son palais : quiconque a mis un sarment en terre, quiconque a jeté un grain de blé dans un sillon, celui-là ne s'appartient plus; il est à sa vigne, il est à la race que le sol nourrit, ce sol dont l'âme obscure et puissante s'est à jamais répandue en son être.

Outre le domaine, l'office attache le bourgeois à la province, car la carrière des honneurs commence souvent à Dijon et s'y achève toujours. Un parvenu achète une charge pour être quelque chose, pour se distinguer parmi ses concitoyens, pour orner sa fortune de l'éclat des fonctions publiques. Devenu l'agent et le représentant d'un pouvoir étranger, devenu l'homme du roi, on croirait qu'il a rompu tous liens avec le peuple au milieu duquel il s'est élevé, peut-être le croirait-il lui-même; il s'est enraciné davantage dans la terre natale. Propriétaire d'un emploi déterminé et possédé par son emploi, le voilà rivé pour la vie au même tribunal. Astreint à la résidence, il ne s'absentera plus que rarement; et si par hasard il voyage, bien vite la Bourgogne le réclame. Juge, il reçoit ses justiciables des quatre coins de la Bourgogne et il prononce d'après la coutume de Bourgogne; chargé du gouvernement des affaires, il n'intervient que dans celles de la Bourgogne, les autres restent en dehors de son ressort. La province le réclame à chaque instant; toujours elle se présente à sa pensée; il n'est grand qu'en elle et par elle. Ignoré ailleurs, à Dijon chacun le salue; ici, il est sénateur, car il est tout puissant et sans proclamer comme César que mieux vaut être le premier

dans une bourgade que le second à Rome, notre bourgeois sent son amour propre chatouillé par la considération de ses concitoyens; il s'accommode volontiers de se fixer dans la cité, de s'y sentir connu et respecté, et tandis que la nation bourguignonne se contente de vivre, le patriciat pour se grandir soi-même ne manque pas une occasion d'affirmer l'existence et les droits particuliers de la nation qu'il gouverne et qu'il représente.

Et plus le despotisme s'applique à niveler les privilèges, à fondre en un tout homogène les peuples divers du royaume, plus la bourgeoisie menacée dans ses intérêts se fixe sur le sol natal et s'y appuie pour mieux résister. Il est vrai qu'elle représente le roi dans la province, mais elle se souvient qu'elle représente en face du roi les droits de la province, et le Sénat bourguignon défend ses sujets contre l'arbitraire du prince beaucoup plus qu'il ne s'applique à maintenir les sujets dans l'obéissance au prince. C'est parce que la Bourgogne ne se confond pas avec la France qu'elle a ses coutumes, ses Etats, son Parlement, et c'est parce qu'elle a des coutumes, des Etats et son Parlement qu'elle offre à la robe des offices et un prétexte pour se servir des offices contre la volonté du monarque. A mesure que le roi se fait plus puissant et plus redoutable, le patriciat se retire et se retranche dans sa province comme autrefois les seigneurs dans les fiefs. Plus on craint la servitude, plus on veut être bourguignon et l'opposition parlementaire en particulier n'a certes pas peu contribué à préserver et peut-être à accentuer l'originalité native de l'aristocratie dijonnaise.

On se représente parfois les milieux polis au dix-septième siècle comme une société de mondains, de citadins qui traversent à vrai dire parfois la campagne, mais qui ne s'y arrêtent point et ne la regardent guère. Et si quelques-uns, entre deux visites à Versailles, se sont promenés dans leur jardin d'Auteuil où sont allés batifoler dans les foins, ces fantaisies passent pour un événement et c'en était un en effet pour eux. Mais on se figure aussi trop volontiers que toutes les parties de la France, les yeux fixés sur la cour la suivaient de loin, toujours en retard d'une année ou d'une mode, du moins toujours avec docilité. Et voici que nous découvrons dans une province ce qu'on pourrait sans doute découvrir dans bien d'autres, une aristocratie proche de la terre et vivant sur elle, un monde de propriétaires fonciers habiles au ménage des champs, qui souvent font eux-mêmes et sous leur surveillance ensemer

leurs guérets et rentrer leurs récoltes, qui non seulement conversent avec leur jardinier, mais dirigent leurs ouvriers, et qui lors de la fenaison s'occupent plus utilement qu'à batifoler dans l'herbe. Nous voyons une société défiante ou rebelle devant l'influence qui émane de Versailles, une société non seulement provinciale, mais fière de l'être et qui veut l'être, et qui se replie sur soi-même et qui s'enracine au sol, une société dont la gloire et l'intérêt sont de défendre l'autonomie bourguignonne. S'il en fallait rechercher le modèle, ce n'est pas à Versailles que nous le trouverions, c'est dans le patriciat antique tout entier occupé par deux soins : l'agriculture et le gouvernement des affaires publiques. Mais l'aristocratie bourguignonne a cru d'elle-même sur la terre natale. Quoique isolée du peuple, ses fiefs et ses charges rurales la gardent à la Bourgogne, la gardent à son caractère original et lui font développer dans une existence indépendante les solides vertus de la race.

2. — Les vertus des parvenus

Le naturel de la bourgeoisie découle de ses origines plébéiennes. Sans les renier, elle les oublie; un léger vernis dissimule sa parenté avec les misérables en même temps qu'elle rompt tout commerce avec eux. Ils croupissent dans l'ignorance, et elle jouit de son instruction; ils peinent à des travaux serviles et elle s'en est affranchie; elle dédaigne de s'associer à leurs fêtes et à leurs plaisirs, elle s'environne de majesté et d'honneurs et cependant sous la robe du magistrat, sous l'orgueil du seigneur haut justicier on n'a pas de peine à découvrir le vassal d'hier. Les parvenus ne sont que déguisés sous la condition qu'ils viennent d'acheter, et pour nourrir leur génie natif, un afflux perpétuel de sang jeune et d'hommes nouveaux mêle aux bourgeois de l'avant-veille les bourgeois d'hier, et sans trêve apporte à la robe la substance du pays.

Le Bourguignon est un paysan que la terre a modelé à son image, mais une légende s'est formée qui transfigure l'aspect et l'âme de la terre bourguignonne. On imagine un pays de Cocagne fertile et gras, d'où jaillit l'opulence, un sol bienveillant et prodigue qui ne demande rien à l'homme et le comble de biens gratuits. On se figure l'habitant comme une réplique de Panurge et de Frère Jean tout à la fois, gros et gras, le teint

frais et la bouche vermeille, mangeant comme quatre, buvant comme six, jamais ne gardant son verre vide et jamais ne le gardant plein, grand joueur de quilles, grand trousseur de filles, grand dépendeur d'andouilles, aimant mieux pêcher avec dix jolies femmes qu'avec une seule vieille, toujours riant, toujours baguenaudant à travers les rues, disant des gaudrioles à tout un chacun et pour toute occupation ferrant les cigales et ouvrant la bouche pour y recevoir du ciel des alouettes rôties. La grâce, il est vrai, ne le défend pas souvent contre les concupiscences de la chair, mais quoi qu'ait inventé la légende, une rude et forte nature l'a pétri dans ses mains. Nature rude dans la plaine lentement arrachée aux eaux, où l'on a conquis pied à pied les guérets sur les marécages, où l'on a, au cours d'une longue guerre, repoussé la forêt envahissante, enlevé la glèbe aux souches et aux racines. Nature rude et avare sur les plateaux au sol ingrat, où la carcasse de roche perce à chaque pas la mince couche d'humus, où de maigres épis se poussent à grand effort dans les interstices des pierres. Tout le pays crie le labeur et la peine, et plus que tout autre ce canton qui fait rêver les amateurs du bien-vivre, l'étrôite bande où les rangs de vigne s'accrochent au flanc des coteaux pour y écrire le témoignage de la patience humaine. Quelle éloquence dans ces monceaux de laves où durant des siècles le vigneron a porté un à un tous les ossements du sol, dans ces murs qui retiennent mal la terre emportée vers la vallée par tous les orages de l'été et remontée à la hotte sous les brumes glacées de l'hiver. Quel monuments du labeur humain que l'existence même du cépage bourguignon créée et amendé à force d'essais infructueux et renouvelés. Et quels soins exige cette plante fragile qu'il faut en quelques mois tailler, accoler, émonder et durant toute l'année préserver contre l'herbe. La glèbe ne donne rien à la Bourgogne qu'au prix de la sueur humaine, et ses présents sont la conquête du travail. *Alma parens virum* avant que d'être *alma parens frugum*, elle a produit de mâles vertus qui ont fait mourir les moissons fécondes. La grandeur du paysan c'est qu'il sait vouloir, c'est aussi de savoir attendre, de laisser croître la récolte et de la cueillir à son heure. La terre ne compte pas le temps; il faut des années pour qu'un cep grandisse et produise, des lustres pour qu'un chêne s'élève au-dessus du taillis. La nature se transforme par un rythme lent où la vie des individus ne remplit qu'un moment imperceptible, et qui dévore des générations. Des siècles passent avant qu'elle esquisse un sourire sur son visage barbare, des éternités avant

qu'elle s'adoucisse, avant qu'elle change ses friches et ses rocailles en guérets, avant qu'elle cède au labeur ses marécages et ses forêts. L'humanité qui vit en commerce avec elle s'imprègne de sa rudesse et de son opiniâtreté. Comme cette nature obstinée, elle s'entête dans ses entreprises, elle persévère dans son caractère; en dépit des sollicitations étrangères son âme demeure immobile en ses profondeurs, elle marche vers son but de ce pas lent et ferme avec lequel elle suit la charrue le long des sillons. C'est de ce pas tranquille et sûr que l'aristocratie bourguignonne s'était avancée vers la puissance. Nul hasard, nulle précipitation dans sa fortune, elle l'avait bâtie peu à peu non comme un échafaudage éphémère et brillant, mais comme un édifice massif établi sur des assises de roches. Tour à tour et sans hâte, les aïeux et les petits-fils, avec une égale patience, s'étaient acharnés à la même œuvre; amassant les profits d'un humble métier, arrondissant des domaines et des fiefs, et leur splendeur récente n'était que l'épanouissement d'un long labeur. Ils demeuraient tels qu'ils avaient grandi, préférant la solidité à l'éclat, l'utile au gracieux, capables de sacrifier sans compter pour atteindre leur but et les années et les peines.

Sans doute dans sa lutte obstinée contre une nature avare et dure, le paysan se pénètre de dureté et d'avarice. Pas plus que les orages n'ont pitié de ses raisins, pas plus que les gelées printanières n'ont pitié de ses espérances, il ne se laisse attendrir par les misères des autres ni détourner de ses intérêts. Ses peines sont à lui seul, mais aussi ses profits et non plus que sa terre il n'aime à donner. Nulle grâce dans cet être fruste et robuste, taillé à coup de serpe dans le rouvre natal, nulle rêverie, nul enthousiasme, nulle délicatesse dans ce génie pratique trop occupé à la conquête des biens matériels pour se soucier des autres, nulle poésie en un mot, ou plutôt seulement cette poésie rude et vigoureuse des efforts virils et des volontés patientes. Et la place que le sentiment ne remplit point dans les âmes reste libre pour une intelligence claire et lucide, pour un robuste bon sens et pour une logique inflexible. Tout est mesure dans l'aspect de la Bourgogne; ici, la voilà plaine, et, vite, elle se lasse, et la voilà montagne, mais un ébauche de plaine et un raccourci de montagne. Ici, elle se couvre de roches, poussant à peine de rares genévriers entre les cailloux, et dans le vallon tout proche, une fontaine d'eau vive jaillit et les fleurs se pressent parmi l'herbe verte, à l'ombre des saules et des peupliers. Elle rassemble les plantes de tous les climats,

les futaies du Nord et les pins rabougris du Midi, la vigne et le houblon y croissent côte à côte, comme dans une patrie commune. Quand l'été s'apesantit sur les friches calcinées des côteaux, quand la lumière fait éclater la blancheur des rochers à pic, et que tout se tait hormis la chanson des cigales, on se rappelle les campagnes ensoleillées de la Grèce; et quand l'hiver couvre les mêmes solitudes de son ciel gris et lourd et de la mélancolie de ses horizons brumeux, lorsque la bise gémit dans les buissons décharnés, on croit errer avec Ossian sur les landes sauvages, où parmi les brouillards de vagues fantômes se balançaient sur les ailes des vents. Et quand on considère quel équilibre cette nature ménage entre tant de beautés et de grandeurs diverses, avec quelle mesure elle dispose ses montagnes qui n'écrasent point, ses plaines qui ne lassent pas, avec quelle sagesse elle évite tous les excès, on découvre sous sa diversité comme un épanouissement de la raison. De même qu'elle échappe à tous les infinis et se reprend toujours, sa race ignore les enthousiasmes démesurés; chez elle, tout est modéré, tout est réglé, tout est humain, sa seule passion est une immense aspiration vers le soleil et vers la clarté. Même dans ses cathédrales gothiques, elle laisse pénétrer la lumière plutôt qu'elle n'enferme les ombres du recueillement; même à l'église elle donnera plus de serviteurs utiles que de contemplateurs mystiques, sa raison l'arrête dans la poursuite de l'inconnaissable, et la retient loin des abîmes de l'extase, elle chemine vers le ciel par des chemins tout terrestres. Car sous un ciel changeant et sur un sol divers, il fallait une humanité non seulement laborieuse, mais capable d'un labeur intelligent, capable d'entendre les exigences de la nature et de se plier à chacune, de cultiver chaque climat comme il le demande et de lui donner les cultures qu'il appelle.

Il est vrai que ce bon sens demeure trop souvent terre à terre, et trop matériel dans ses buts. Comme ces paysans dont l'échine reste éternellement courbée et ne se relève pas aux heures de repos parce qu'ils vivent pliés vers le sol et asservis à ses besoins, l'âme aussi à force de se pencher vers la matière et vers des intérêts perd l'habitude de hausser ses regards vers d'autres horizons, elle devient impropre aux élans sublimes et aux folies surhumaines, elle se complait dans un idéal rabaisé à sa mesure. Le chef-d'œuvre des sculpteurs de l'école bourguignonne, ce sont les gargouilles de Notre-Dame, et plus tard les pleurants du tombeau ducal, non seulement vulgaires, mais grotesques dans l'expression de la douleur. Même les prophètes

du puits de Moïse nous apparaissent sous des traits humains, et le souffle divin qui les anime n'a pas transfiguré leur enveloppe terrestre. L'art a mis dans leurs traits plus de vie que d'idéal, il n'a pas regardé vers le ciel, il n'en a vu que le reflet sur la terre. Trop souvent le bon sens prosaïque confine à l'irrespect, et l'esprit bourguignon ne sait pas vénérer ce qui le dépasse. Le paysan appelait jadis son âne docteur, sans préciser de quel doctorat, il l'appelle aujourd'hui ministre; en religion il n'entre point dans les discussions de la théologie, mais il se gausse des sermons maladroits, des ridicules de son curé; il se fait de la cité céleste une vision vulgaire, il réduit l'infini aux proportions de son monde fini, il prête aux saints et à Dieu même son caractère et ses faiblesses.

La bourgeoisie bourguignonne ne trahit pas au dix-septième siècle la nature éternelle de la race. Elle a conquis la puissance avec patience et méthode en amassant l'apport des générations; elle a su l'organiser et la rendre durable, placer l'argent en terres, adjoindre à l'acquisition des fiefs celle des offices et fondre tout cela en une grandeur solide dont tous les éléments se soutiennent et s'étaient. Sachant attendre, elle a prolongé des siècles durant sa lente ascension vers la prospérité, cueillant à leur heure les conquêtes et les récoltes qu'elle a fait mûrir, prudente avant tout et ne laissant rien au hasard, ne risquant jamais les avantages acquis pour presser la fortune, mais s'élevant quand même d'un progrès sûr, à force de labeur et d'économie. Apre au gain et pratique, servant le roi quand il la servait, lui résistant dès qu'il la menaçait, elle ne sert et ne connaît que son intérêt; mais son égoïsme calculateur sauva la terre bourguignonne et prépara la résistance à l'absolutisme. Dans l'intelligence il manque à sa rudesse paysanne plus que les dons du cœur, plus que le sentiment et la faculté de s'attendrir; il lui manque ce désintéressement qui est à la source des grandes œuvres, et qui donne leur prix aux choses inutiles entre toutes, à l'art et à la beauté. Mais elle était capable des longs labeurs qui engloutissent les mois et les années; semblable à la terre natale si diverse en ses aspects, elle fut comme elle diverse en ses curiosités et capable de tout comprendre sinon de tout aimer. Mais ce serait méconnaître le caractère de ce monde de parvenus que de réduire toute leur existence à leurs occupations sérieuses, que d'oublier après la patiente application qui a fait croître leur fortune, l'ivresse des vendanges, la joie du triomphe et le besoin de jouir.

3. — Les plaisirs des parvenus

Si attaché qu'il soit à son labeur, et à cause même de ses longs labeurs, le paysan bourguignon aime à s'en détendre, il aime la joie, mais une liesse forte comme ses peines et robuste comme son tempérament. Epicurien rustique, il lui faut des plaisirs violents et même brutaux, matériels comme son âme et qui réveillent son corps engourdi par une longue misère. Ni raffiné, ni blasé, il suit avec simplicité les inclinations de sa nature. S'il fait la cour aux filles, c'est sans complications ni fioritures sentimentales, et il leur conte fleurette pour des satisfactions où le cœur tient peu de place. La bonne chère et le bon vin sont l'autre pôle autour duquel sè meut sa concupiscence, et l'ivresse même ne le scandalise pas chez les autres non plus qu'il ne la craint pour soi-même. Au demeurant, le meilleur fils du monde et donnant libre cours à ses instincts sans cynisme et sans pudeur. Dans ses mœurs, une licence sans perversité; dans ses plaisanteries, la grossièreté sans polissonnerie, en un mot un appétit de jouissance sans retenue peut-être, mais fort et sain comme la nature.

Comme toute leur race, les parvenus dijonnais se montrent avides de plaisir; et leurs goûts sensuels transparaissent dans leurs amusements. Non qu'ils manquent à la dignité de leur condition; la bourgeoisie sauvegarde les apparences et elle a d'autant plus soif de considération qu'elle n'en est point encore rassasiée. Seigneurs aux champs, sénateurs à la ville, les patriciens dijonnais se conforment avec gravité à tous les rites du cérémonial, ils accomplissent toute une part de leur existence dans une pompe qui ne semble pas leur avoir pesé. Ils promènent leur robe rouge à travers les solennités et subissent avec dignité l'ennui des *Te Deums* et des harangues. Même au Palais, dans la monotonie des séances ordinaires, ils ne se départent point de la gravitas senatoria; on dirait qu'ils révèrent leur fortune récente comme une étrangère avec qui la glace n'est pas rompue et qu'on traite avec les ménagements de la politesse. Si quelques jeunes écervelés courent les rues en habit gris, on les rappelle vite au respect d'eux-mêmes et de leur corps (1). Les magistrats qui jadis s'en allaient seuls par la ville se font tenir la queue par un page et suivre de leurs laquais (2), et même aux champs, les robins demeurent

(1) De la Cuisine, I, 147.

(2) Cf. *Souvenirs* du Président Bouhier.

distants et dignes. Jusque dans leurs faiblesses, ils sauvegardent la décence, étendent un manteau sur les fautes ou les vices de leurs confrères et tâchent d'enfermer les scandales dans leur monde. Leur existence privée comme leurs palais présente une façade nue et sans visage qui dérobe l'âme et la vie. Et même en soulevant ce voile de décence où ils s'enveloppent, ne nous attendons point à de folles prodigalités, aux vices coûteux de la haute noblesse. Le parvenu se souvient des temps difficiles, et même dans ses dérèglements il reste chiche. Il ne ressemble pas le moins du monde au financier (1), au partisan qui s'élève brusquement et par hasard de la livrée. Chez celui-ci, l'étonnement d'une fortune subite et facile déconcerte la raison et la porte à toutes les extravagances; la richesse du robin, fruit d'une conquête pénible, œuvre du temps et des générations s'impose à son respect comme un patrimoine sacré; il en use avec sagesse, plus porté à l'accroître par son avarice qu'à le dissiper. S'il se permet de grosses dépenses, c'est pour se bâtir un palais, un château, pour acheter des fiefs ou pour les aménager; son argent ne le quitte pas, il le conserve toujours sinon en espèces, au moins sous la forme de biens utiles et tangibles.

Mais sa morale est plus lâche que les cordons de sa bourse, ses vertus paysannes de décence et d'économie ne lui interdisant que le scandale et les frais excessifs. On ne le verra point entretenir des courtisanes ni des danseuses; de tout temps il a été plus économique et plus discret de partager les femmes des autres que d'en posséder que l'on paie au su de tout le monde. Le bourgeois se complait en des adultères bourgeois, et en échange des faveurs qu'il obtient, aux épouses de ses confrères ou des plaideurs il ne donne pour toute monnaie que des billets doux ou des complaisances qui ne coûtent rien à sa cassette et guère à sa conscience. Tel ce Lantenay si serviable aux belles :

Lantenay dit : pour nos amis
Je renverse lois et coutumes,
Mais c'est bien pis quand il s'agit
De servir la blonde et la brune (2).

Les époux, certains au moins, acceptaient d'une humeur assez facile qu'on leur rendit les mésaventures qu'ils infligeaient aux autres; et les dames trompaient sans mérite, et

(1) Il n'y avait point de partisans dans la société dijonnaise.

(2) Cf. *Le Parlement à l'Etable*.

j'imagine sans grande satisfaction, des maris philosophes, cuirassés contre toutes les disgrâces conjugales. Comme le Premier Président reprochait à un conseiller de souffrir chez lui et avec trop de bienveillance le galant de sa femme : « Monsieur, lui répondit-il, il n'y vient plus que de nuit. » (1)

La robe recherchait le cotillon, mais elle aimait aussi la bonne chère et le bon vin ; on se réunissait entre hommes pour boire et pour rire en des soupers qui annonçaient moins ceux de la Régence qu'ils ne continuaient ceux de tous les temps (2). C'est de ces rasades joyeuses que naquit un soir l'odé à Priape, péché de jeunesse non plus répréhensible que bien d'autres et qui ne fit plus scandale que par la malice des circonstances. Les Dijonnais, dès cette époque, rendaient leurs devoirs à la dive bouteille, comme ce Président grand avare et grand buveur que dépeint le Noël satirique :

De Norges fait comme Arlequin
Y vint en habit tout de pièces,
Mais n'ayant point trouvé de vin
Aussitôt il tourna les fesses (3).

Même dans le clergé, la grâce était insuffisante (4) quand la chair était tentée ; nous n'en voulons pour témoignage que les procès intentés aux ecclésiastiques et ces vers où Piron rappelait les moines à leur ministère consolateur qu'ils entendaient autrement que Jésus-Christ :

Voyant tant de maris ici
Dont les femmes sont à la ville,
Vous y devriez être aussi (5).

Peut être Piron exagérait-il, et portait-il sur le sacerdoce des jugements téméraires, mais nous devons le croire quand il nous décrit les gais repas des oratoriens de Beaune ; il y assistait en personne. Quelque fonction qu'ils occupent, et quelque respect qu'ils gardent pour sa dignité, les bourgeois descendus de la scène et délivrés de leur rôle de figurants se retrouvent francs bourguignons avec dans leur robuste appétit

(1) *Souvenirs* de BOUHIER — Durandean 187.

(2) On n'aperçoit guère en province les changements de règne, et la Régence ne semble pas avoir le moins du monde accru le libertinage. Si loin de la Cour, on ne s'inquiète pas des préférences du souverain.

(3) *Parlement à Véttable* (ms. 1330).

(4) Cf. les recueils de procès et les pièces relatives à l'histoire du quillotisme.

(5) Voyage de Piron à Beaune. Dijon Brugnot, 1831, p. 16.

de jouissances, un je ne sais quoi de rustique et de sain, un épicurisme grossier peut-être, mais exempt de dépravation (1).

Ils goûtaient d'ailleurs d'autres plaisirs que ceux des sens, et dans cette bourgeoisie si unie, fixée dans sa patrie et rassemblée sur elle-même, une vie sociale était née. L'office laissait des loisirs, même durant les jours ouvrables, et les officiers chômaient assez souvent, sans s'en plaindre, comme faisait le savetier de La Fontaine. Le théâtre leur apportait de fréquentes distractions. Ils couraient les fêtes, les bals, les mascarades qui se donnaient chez l'un ou chez l'autre, et le temps du carnaval portait la gaieté à son apogée. Le Carême entrant affublait les magistrats de déguisements plaisants ou grotesques, Madame la trésorière Bossuet conduisait un escadron de belles pénitentes en cagoule et débitait des petits vers de sa façon pour agacer ses adorateurs (2).

Comme elle avait ses plaisirs, la société avait ses salons. Bouhier nous assure qu'on se réunissait chez les dames, le Menagiana (3) prétend même qu'« à Dijon on dit le quartier de Madame une telle pour dire l'assemblée que cette dame tient chez elle; et chaque endroit de la ville a toujours quelque dame qui y domine ». Même durant les vacances, quand chacun se retire sur ses terres, la solitude pèse et l'instinct sociable de la bourgeoisie entretient de château à château un commerce de lettres, de visites et de réceptions (4). Dans ces compagnies, on cause, on colporte des potins, on échange des compliments et on médit du prochain, comme de juste; toutefois, si nous en jugeons par quelques échantillons de la littérature mondaine, la rusticité native perçait encore dans la société polie, on y décoche des épigrammes plus ordurières que malicieuses, et des madrigaux à la hussarde (5). Le conseiller Morisot, admis auprès de la reine Christine de passage à Dijon (6), et connaissant par oui dire son goût pour les plaisanteries grosses lui en servit tant et de si obscènes qu'il réussit ce tour difficile de la faire rougir. Depuis cette époque, le tact s'était affiné,

(1) Ils ne pratiquent guère en particulier les mœurs contre nature, alors si en honneur à la Cour. Cf. BUSSY RABUTIN : *France galante — La France devenue italienne avec les autres désordres de la Cour*.

(2) Les mauvais vers de Mme Bossuet se trouvent ms 1036.

(3) *Menagiana*, II 36. Cf. aussi dans le ms 538, p. 43, la pièce intitulée. Le quartier Compasseur au quartier du Breuil.

(4) Cf. *Lettres*, de TAISAND, Tome I, passion.

(5) Cf. les vers d'Etienne Moreau cités par Bouhier, *Souvenirs* 32 et ms 538, son madrigal à Iris.

(6) *Souvenirs* de Bouhier, 44.

on savait être comme Taisand précieux auprès des belles et grossier après boire, cependant même quand on s'applique à la politesse on conserve durant tout le grand siècle une liberté de langage et d'allures où transparait le génie gaulois hérité des origines plébéiennes et de l'influence du terroir. Jusque dans les relations mondaines la société préserve son originalité, tant parce qu'elle cède à sa nature propre que par une volonté consciente. Quand Bussy vint en Bourgogne et s'y frotta à la bonne société, il ne fut point trop mal reçu par les maris qui n'en étaient pas à quelques cornes près; il le fut honnêtement par des dames, par la Présidente Brulart en particulier, charmées de l'aider à enrichir *l'histoire amoureuse des Gaules*; cependant il ne fit pas fureur comme sa vanité l'espérait; quoique exilé et quoique bourguignon, on ne lui pardonne pas d'être courtisan. Les dijonnais tiennent par instinct à toutes leurs indépendances, à l'indépendance de l'intelligence et du goût comme à l'indépendance politique.

Aussi quand M. Jacquet a cherché en Bourgogne des œuvres, des curiosités, des aspects de la pensée sur le modèle de ceux de Paris, ne nous étonnons pas qu'il n'ait rien trouvé ou presque rien, et qu'il ait pu déplorer la « pauvreté sans nom » du génie provincial. On s'expose à de semblable déception quand on veut cueillir des citrouilles sur les chênes, et, dans un milieu qui vit de sa vie propre et qui veut en vivre parce qu'il est bourguignon et parce qu'il est de robe, découvrir l'imitation et comme un reflet de l'esprit de la cour. Loin de s'atténuer avec le temps, l'opposition des intelligences aux modes de Versailles s'accroît à mesure que grandit l'opposition politique; la pensée bourguignonne se recueille à l'écart et s'élabore, elle grandit sur le sol de la province et se nourrit dans le génie de la race en attendant qu'elle s'épanouisse en donnant à la France un Bouhier. Mais sous Louis XIV déjà, elle existe gonflée de sève et de vigueur, et par bonheur, au lieu de s'exercer à de médiocres copies des grands écrivains de Paris, les Dijonnais n'ont reçu leur inspiration que de leurs traditions et de leur propre nature. Bon ou mauvais, leur vin vient de leur propre cru, il n'a pas été importé; et c'est en restant eux-mêmes qu'ils ont enrichi le génie français.

DEUXIÈME PARTIE

L'originalité intellectuelle

SECTION I

Les influences extérieures

CHAPITRE IV

L'ÉDUCATION SCOLAIRE

1. — Les jésuites à Dijon

Il n'est pas sans intérêt de rappeler toutes les influences qui de l'extérieur agissaient sur l'esprit de la bourgeoisie dijonnaise; plus nous les trouverons nombreuses et fortes, mieux nous apprécierons l'originalité de la société provinciale. Car ses caractères propres auront leur source dans son génie, et non dans l'ignorance ou la connaissance imparfaite de l'étranger. Car si les idées ou les modes de Paris ou de la Cour se fraient un chemin jusqu'à Dijon pour se briser contre la cité inébranlable au milieu de leur flot, la puissance de leurs assauts prouvera à nos yeux la vigueur des résistances; les dijonnais nous apparaîtront non pas comme une cire molle et malléable à toutes les impressions, mais comme un monde antique et déjà formé, comme un marbre dur et impénétrable. Et de même qu'on n'aperçoit l'opposition politique que du jour où le despote veut plier à ses ordres toutes les volontés, de même la pensée ne se manifeste vivante et autonome que lorsque sollicitée par des goûts qui ne sont pas les siens, elle s'affirme en les combattant.

Or, dès sa jeunesse, le Bourguignon se trouvait en présence de l'institution la moins nationale qui soit, de la Société de Jésus, car non seulement dans toutes les provinces de France, mais par dessus les frontières et à travers les Etats, celle-ci demeure toujours semblable à soi-même et poursuit ses buts particuliers. L'enfant recevait d'elle seule sa première éducation; homme fait, il rencontrait sans cesse entre les murs étroits de sa petite ville ses anciens maîtres; à l'autorité que leur rôle de pédagogues leur conférait sur les intelligences naissantes, s'ajoutait auprès de la société cultivée le respect dû à leur savoir et à leur mérite en même temps que le souvenir des services rendus. Car durant tout le dix-septième siècle, et jusqu'en 1763, on ne reçoit que d'eux seuls les rudiments de la culture. Quelquefois au collège de Pont-à-Mousson où étudia Taisand; parfois à Louis-le-Grand, qui comptait parmi ses trois mille externes et ses cinq cents pensionnaires la fleur de la noblesse (1); le jeune Fyot de la Marche y fréquenta Voltaire et assista à ses côtés aux prélections comme aux tragédies du P. Porée et du P. Lejay. Mais la plupart des parents évitent à leurs fils l'ennui et à eux-mêmes les frais d'un exil lointain; ils les envoient au collège des Godrans, à l'établissement que la Compagnie possède à Dijon même. C'est là qu'étudièrent côte à côte deux grands orateurs, Bossuet et Brulart, que passèrent tour à tour Saumaise, Crébillon, l'abbé Nicaise, Rameau, Philibert de la Mare, Lantin, Bouhier, Piron, que l'on vit sur les mêmes banes de Brosses et Buffon, la même année disciples du P. Oudin. Aucune école rivale n'existait dans la ville, et qui n'aurait pas voulu goûter à la table des Jésuites le miel et le lait des muses aurait été contraint de s'en passer. Mais on faisait cas de leur éducation; on l'avait prouvé au seizième siècle quand leur concurrence avait d'abord vidé et fait dépérir jusqu'à la mort le vieux collège des Martins; on l'avait prouvé encore durant la Ligue, quand Henri IV expulsa les Pères et tenta de leur substituer de nouveaux maîtres dont la politique lui fût moins suspecte; les instances des Etats et de la population le contraignirent de fermer les yeux sur le retour des Jésuites jusqu'à ce qu'en 1603 il les rétablît par lettres patentes (2). Même les érudits

(1) DE LA SERVIÈRE. *Le P. Charles Porée*. C'est à Louis le Grand qu'étudia aussi Richard de Ruffey.

(2) Cf. MUTEAU: *Les Ecoles à Dijon avant 1789*, ms 821, 947, 977. *Histoire des collèges de Dijon*.

qui comme le père de Bouhier pourraient instruire eux-mêmes leurs enfants ou les faire instruire sous leurs yeux ne les gardent pas à la maison (1), et la discipline domestique, durant le premier âge, se réduit à peu de chose.

Le collège faisait figure d'une institution bourguignonne, et la faveur publique le soutenait comme elle l'avait fondé. Car la Compagnie, sans considérer comme une affaire commerciale l'éducation de la jeunesse, n'assumait pas tous les frais de l'entreprise. Si les élèves ne devaient aucune rétribution, sauf quand les parents étaient taillables à plus de cinquante sols, l'établissement naquit, subsista et prospéra grâce aux dons des particuliers, grâce aux subventions de la ville et des Etats. Ce système simplifiait la question financière, et comme on tient d'autant plus aux hommes et aux choses qu'on leur consent plus de sacrifices, la popularité du collège augmentait en raison même des largesses qu'on lui faisait. Fondé par un legs de l'avocat Godran dont il porta le nom, il ne disposait, quand il fut ouvert en 1587, que de 1.000 livres de revenu. Dès 1592, la ville lui assigne une pension de 1.200 livres, de 1584 à 1614, les Etats lui concèdent en diverses gratifications un total de 26.400 livres. Les libéralités accroissent son importance; en 1615, la ville donne 4.000 livres pour qu'on établisse une sixième; en 1618, moyennant une pension de 400 livres, elle obtient un second régent de philosophie. Les particuliers ne témoignent pas moins de sollicitude que les autorités; en 1649, le président Odebert fonde quatre chaires nouvelles; en 1698, une seconde chaire de rhétorique est créée par un legs de la veuve Bénigne Martin. Et quand on ne donne pas pour établir de nouveaux maîtres, on donne pour fonder des bourses, comme Odebert en 1661, pour acheter des livres aux régents comme Bernard Martin en 1632, ou des prix aux écoliers comme Jean de Berbisey en 1737. A défaut d'argent, on donne une bibliothèque ou des instruments de physique comme P. Févret en 1707, mais jamais les bienfaiteurs ne se lassèrent de donner, non plus que les Jésuites de recevoir.

Cette générosité des Mécènes dijonnais naissait de leur amour pour les lettres en même temps que de leur vanité, car le collège les récompensait par des honneurs. Tantôt on grave des inscriptions, on installe des monuments, on institue des cérémonies anniversaires pour immortaliser le nom et les mérites du donateur; tantôt on lui prodigue de son vivant les

(1) OUDIN : *Buherii vita* 7.

remerciements, les compliments hyperboliques, des louanges (1), des flatteries d'autant plus sensibles qu'elles ne passent point inaperçues dans une petite ville où son apothéose fait enrager ses voisins et les incite à rivaliser en libéralité. Si le Président de Berbisey aimait l'encens, il fut payé en fumée et au centuple, des prix qu'il avait offerts aux écoliers. Car outre la satisfaction qu'il eut d'orner de son nom et de ses armes les livres des rhétoriciens, outre l'avantage d'entendre des députations de petits grimauds lui exprimer leur gratitude, le théâtre du collège destiné à instruire comme à plaire instruisit à maintes reprises ses spectateurs de la munificence du Président. On ne la célèbre en 1739 que par une simple gratulatio en latin, mais l'année suivante dans un ballet mêlé de chant et de musique (2), la grammaire, la poésie, l'éloquence et la mémoire, personnifiées par une élite de nourrissons des muses, *a selectis musarum alumnis*, multiplient les éloges à l'adresse de Berbisey dont les présents n'ont rien moins, disent-ils, que sauvé le Parnasse.

Par ce commerce de bons procédés, les Jésuites donnant des louanges et prenant l'argent enrichissaient leur collège et l'avaient vite élevé au-dessus de ses modestes débuts. C'est l'honneur des Pères que l'on trouvât gloire à leur faire des dons, mais ces dons ne demeuraient pas stériles entre leurs mains. Encore que la maison des Godrans, comme le remarque un ennemi de la société (3), n'ait pas mérité la plus petite place dans la collection du P. Ribadeneira, elle prospérait, signe infaillible du respect qu'inspiraient ses maîtres. Les Jésuites devaient séduire le patriciat par leur caractère aristocratique, d'autant que, comme le remarquait Ménage (4), il y avait autant de différence entre eux et les autres religieux qu'entre la noblesse et la roture. D'autre part leur collège était devenu une institution nationale. Enrichis par des libéralités de toutes sortes, ils avaient, quoique célibataires de profession, placé leur argent en pères de famille et acheté des fiefs, en 1618 celui de Marsannay, en 1628 celui de Lichey, en 1650 celui de Poulans. C'était sauvegarder leurs revenus des coups du hasard, et dans un milieu où la fortune s'ennoblissait par le

(1) Cf. *Poésies* de Cl. PERRY et de FAURAS, orateurs ordinaires du collège dans la langue des Muses.

(2) *Illustrissimo Burgundici senatus praesidi J. BERBISEIO gratulatio. La reconnaissance du Parnasse, ballet mêlé de chants.*

(3) Boulllemier.

(4) *Menagiana*, III, 67.

sol, leur maison acquérait droit de bourgeoisie, prenait rang de puissance féodale et s'enracinait dans le pays. Mais leurs talents surtout les recommandaient au respect. Quelques-uns sans doute enseignaient sans vocation, c'étaient de jeunes scholastiques, pédagogues par intérim qui, suivant la règle de leur ordre, exerçaient une régence en attendant que l'âge leur fût venu de remplir une autre mission (1). Ils se sentaient, dit-on, comme emprisonnés dans leurs classes, rongant leur frein pendant que les années s'écoulaient trop lentes ; jeunes et inexpérimentés, ils ne prenaient guère d'ascendant sur leurs élèves, encore qu'ils les suivissent plusieurs années de suite à travers le cycle inférieur des études. Leurs ennemis les accusaient d'accomplir sans enthousiasme la besogne à laquelle on les attelait, « parcourant les humanités avec autant de dégoût que les écoliers » (2). En tous cas, il ne manquait pas de Pères éminents par leurs mérites, les uns coadjuteurs spirituels voués à l'éducation de la jeunesse, les autres qui n'enseignaient pas mais résidaient au collège. Les noms de plusieurs sont parvenus à la célébrité. Ce sont d'abord (3) des Bourguignons de naissance revenus un moment dans leur patrie, ou qu'on y laisse écouler leurs jours, comme Andoche Morel par la suite recteur à Aix et supérieur de Saint-Joseph à Lyon, comme Claude Vallon, prédicateur estimé, comme Etienne Thiroux, recteur à Charleville et à Ensisheim, puis professeur de théologie à Dijon. Les Godrans retentirent de la voix illustre du P. Daubenton, par la suite recteur à Strasbourg, provincial de Champagne, qui refusa le généralat, suivit Philippe V en Espagne et mourut confesseur de Sa Majesté catholique. Certains Pères revenaient de missions lointaines avec le prestige du voyageur et parfois celui du martyr. Tel le P. Guillaume de Moreau, celui-là même qui déchaîna la guerre contre le quietisme et qui avait passé onze ans en Amérique, tel surtout Marcel Leblanc (4), Régent de rhétorique en 1688 quand il professa les quatre vœux, sa vocation le portait vers les sciences et l'apostolat. Choisi par Louis XIV pour faire partie des quatorze mathématiciens qui se rendirent au Siam, il fut renvoyé en France pour annoncer que les Siamois avaient détrôné leur

(1) *Ratio studiorum*.

(2) Cette citation est empruntée à l'abbé Boullemier, ms. 947, p. 37.

(3) Cf. BOULLEMIER — *Bibliothèque des écrivains de la Société de Jésus*. — *Galerie bourguignonne*. — Papillon.

(4) Un manuscrit du P. LEBLANC est à la bibliothèque de Dijon ; ms 552 : Révolutions du royaume de Siam.

roi et chassé les Français. Pris par les Hollandais près du Cap de Bonne Espérance, et quelque temps interné à Middlebourg en Zélande, il revint professer les mathématiques à Dijon jusqu'à ce qu'en 1691 il s'embarquât pour la Chine et périt durant la traversée. Non moins illustres que ces Bourguignons furent les étrangers qu'une longue présence aux Godrans faisait Dijonnais; on cite parmi eux le P. Durand (1), auteur d'un traité d'architecture et de perspective, adversaire acharné des quiétistes, le P. Blandin si bien acclimaté au pays qu'il prêchait en patois à Saint-Philibert, le P. Meunier dénoncé en Sorbonne et condamné par le Pape pour avoir le premier en France soutenu le péché philosophique, le P. Thouliez, alias d'Olivet, le P. Lescalopier qui professa treize ans l'écriture sainte, et surtout Baltus qui parcourut à Dijon une bonne part de sa carrière, comme régent, comme bibliothécaire et comme recteur. Traducteur, apologiste de la religion, critique de Huet, adversaire de Fontenelle, il se fit un nom dans les lettres. Après lui, le P. Courtois professa la rhétorique jusqu'à l'expulsion de sa compagnie. Déjà apprécié pour un poème sur l'eau de goudron, *aqua picata*, il se conquist une renommée plus étendue et mieux justifiée en remportant à deux reprises le prix d'éloquence de l'Académie Française. La réputation de tous ces hommes célèbres forçait autant que leurs ouvrages l'attention publique. Quelques-uns semblent même se mêler de fort près à la vie dijonnaise, comme le P. Claude Perry, grand auteur de petites pièces de circonstances ou le P. Oudin, le maître et l'ami du Président Bouhier.

Au reste, il entraînait dans la politique des Jésuites non seulement d'éduquer la jeunesse, mais de présider à l'opinion publique. Ils ont fait de leur collège un personnage de la vie dijonnaise, un être collectif qui possède un passé et des traditions, qui s'est assigné dans la cité un rôle et non des moindres et qu'il remplit avec bruit. C'est un corps uni dont les régents sont l'âme, mais ils s'effacent assez volontiers; ils laissent la gloire de figurer à leur petit monde d'écoliers, c'est lui qui parle, quitte à répéter les mots qu'on lui a dictés, c'est lui qu'on produit et qu'on fait agir, quitte à provoquer ses mouvements et ses gestes comme ceux d'une marionnette dont un acteur caché tire les ficelles. Ces jeunes gens sont de bonne famille, ils sont du pays, ils paraissent devant leurs parents, attirent au collège qu'ils représentent toutes les sympathies dijonnaises.

(1) *Lantini*, 21.

Pour tribune, les écoliers ou leurs maîtres empruntent, suivant les occasions, la chapelle ou le théâtre du collège; c'est là devant l'autel ou devant les tréteaux qu'ils rassemblent l'élite de la cité et qu'ils font discourir tantôt un Père de la Société, tantôt l'élite de leurs disciples. Car le collège ne se borne pas à célébrer ses fêtes et ses événements et à y convier le public; il se mêle et de fort près à l'existence de la ville, et nulle circonstance n'y advient, qu'il ne s'en empare, nulle réjouissance ou nul deuil ne la troublent qu'il ne leur prête l'écho sonore de ses murs. N'est-il pas le sanctuaire des lettres, ses Pères ne sont-ils pas les sûrs gardiens de l'art de discourir et de versifier? Beau prétexte pour se faire le coryphée de toutes les lamentations et de toutes les allégresses, et l'interprète de la province. Pas un grand personnage que ne célèbre la scène des Godrans (1); le panégyrique est sa principale destination, les Condés ses héros ordinaires.

En 1671, on donne un drame allégorique, *Alcidalis in Delphis redivivus seu Ludovicus Borbonius princeps Condaeus*, en 1709 et en 1710, des *éloges funèbres d'Henri Jules de Bourbon*. Tous les genres servent à la louange, la tragédie aussi bien que l'églogue, la prose aussi bien que les vers, et, triomphe de la rhétorique, la pauvreté du sujet et la nullité des héros n'altèrent en rien l'éloquence abondante et fleurie. Le plus souvent, on invite les princes à écouter leur propre éloge; en 1700, Henri Jules de Bourbon assiste à un ballet (2) où les Muses françaises et latines célèbrent avec une égale impudence ses vertus imaginaires; les grands hommes de guerre de tous les temps dansent la pyrrhique en son honneur, un chœur d'arbres et de rochers conduit par Orphée bondit avec une égale agilité, des bergers vantent le prince en strophes alternées et les villes de la province se félicitent de l'avoir pour gouver-

(1) Cf. pour les programmes imprimés et le texte des représentations données aux Godrans : MILSAND. *Bibliographie bourguignonne*, p. 437 sqq.

(2) *Henrici Julii Borbonii laudes...* 1700 Dijon Ressayre. La musique est du sieur Capus, le sieur Hervelin fils a réglé les pas de danse. Voici les paroles de la ville de Dijon dans la saltatio III :

Me celebrent alii quia tot regina per urbes

Tollat adoratum Divio celsa caput.

Me celebrent alii, doctas quod Palladis artes

Musarumque choros semper amasse meum est;

Maenibus aut surgunt quod multa palatia nostris

Oreque quod nostro det sua jura Themis;

At decus unde mihi, mea laus, me judice, summa,

Cernere quod propius Principis ora datur :

Omnis enim virtus se tunc spectabilis offert,

Astraque tum pariter sponte minora cadunt.

neur en de beaux distiques, où rien n'est omis de ce qui peut flatter l'orgueil bourguignon. En d'autres circonstances, le collège prend un ton plus grave, il fait prononcer dans sa chapelle par son orateur le plus illustre, par le R. P. Daubenton une *oraison funèbre du grand Condé*, digne encore d'être admirée même après qu'on vient de lire celle de Bossuet. Tour à tour puéril ou grave, plaisant ou sévère dans ses accents, son rôle d'éducateur ne lui suffit pas, louant tour à tour les grands et les villes, participant à toutes les émotions publiques, il n'épargne ni sa peine ni les amplifications de la rhétorique pour s'ingérer dans la vie dijonnaise. Il se fait le chantre officiel de tous les événements importants, et il donne son mot sur les affaires politiques, voire sur les idées qui sont d'actualité et passionnent l'opinion. Il s'intéresse non seulement à la lutte contre les hérétiques dont il tire en 1641 un sujet de comédie, mais aux victoires de Louis XIV, aux naissances qui accroissent sa lignée, aux morts qui la désolent. Il salue la paix en 1714 (1) par la plume du P. Oudin et par le talent naissant de son disciple, du jeune Bauyn ; en 1715, il prononce l'éloge du défunt roi, et tour à tour célèbre l'érection d'un siège épiscopal à Dijon, la naissance d'un Dauphin, la guérison de Louis le Bien-Aimé, ses victoires pacifiques et sans conquêtes (2). Mieux encore, il s'adapte aux nécessités des temps, aux modes et aux curiosités changeantes de la société ; en 1759, regnante Rousseau, le P. Ancemot, régent de rhétorique, fait discuter par ses disciples sur le théâtre cette question : *de deux Princes proposés pour gouverner, lequel est préférable ; ou celui qui fait fleurir dans ses états les lettres et les arts, ou celui qui est zélé pour les intérêts de la vertu ou de la religion* (3). La politique et la morale sont entrées au collège comme dans les Académies, on consent à l'opinion tous les sacrifices, en même temps qu'on flatte avec habileté l'aristocratie dijonnaise. Car la discussion est traitée en manière de plaidoyer par deux avocats en herbe devant le tribunal puéril composé d'un Président, d'un rapporteur et de sept conseillers. Et crainte sans doute que l'intention de cette mise en scène échappe à leur public, les auteurs proclament dans leur prologue que séduits par la majesté du Parlement il se sont écriés de concert : « Pour atteindre jusque là, nous

(1) OUDIN. *Oratio de pace*. — BAUYN : *Pax, carmen*.

(2) *Ludovico XV victori pacifico. Dijon de Saint 1749. Episcopali sede Divioni addita. Aaron pontifex drama agitur 1732.*

(3) Le programme de cette dispute a été imprimé : de Saint 1759.

ne saurions commencer trop tôt ». Il est vrai que, signe de l'époque, le succès de couronna pas tout à fait leurs espérances ni celles de leurs régents; et cette invention dramatique fut jugée d'assez mauvais goût au moins par une partie de la ville (1); mais on ne saurait mettre en doute que les Jésuites s'évertuaient à plaire aux puissances de l'endroit et à participer à l'esprit public. Ils se distinguent des autres ordres religieux, et ne se bornent pas à enseigner le rudiment; ils représentent une force intellectuelle et morale dont le prestige fut grand et les ambitions immenses.

La faveur de la bourgeoisie soutenait leur établissement; par leurs fiefs, ils entraient dans la classe possédante et régnaient sur le pays; d'autre part, les talents des Pères forçaient l'admiration; tout Dijon possède en copie les discours du P. Courtois, comme si sa gloire rejaillissait sur la cité entière. Prédicateurs dans la chaire, auteurs dramatiques, panégyristes sur leur théâtre, les Jésuites semblent devoir exercer une influence considérable dans une petite ville où ils ne se laissent pas oublier. Pourtant, la société les tient à l'écart et les confine dans leur collège. Elle applaudit leurs discours et leurs vers, accepte leurs éloges et leur sait gré d'exceller dans leur métier de rhéteurs, mais elle les exclut même des réunions de gens d'esprit où ils figureraient pourtant avec honneur. S'ils y sont admis comme le P. Oudin le fut auprès du Président Bouhier, c'est par la faveur d'une amitié particulière, encore n'y entrent-ils qu'à condition d'y suivre les goûts et non de les diriger, comme des disciples plutôt que comme des maîtres, et même à ce prix on les accueille rarement. Par contre, dès qu'ils se mêlent des affaires publiques, tous leurs amis s'évanouissent et la province entière se dresse contre les hôtes suspects des Godrans, contre un ordre demeuré étranger même installé dans le pays, contre une puissance despotique et centralisatrice, semblable à la tyrannie royale et qui lui est alliée. Tout le prestige et toutes les flatteries des Jésuites demeurent vains et stériles, et glissent sur la bourgeoisie sans la détourner de son caractère, sans agir sur sa vie. Durant tout le cours de son histoire, elle ne souffre et n'apprécie en eux que d'habiles éducateurs de la jeunesse.

(1) *Mercurc dijonnais*, p. 116 (27 juillet 1759).

2. — L'éducation des jésuites

Ce n'est que par leur privilège de former et d'instruire la jeunesse que les Jésuites pouvaient agir sur l'esprit public. Ils prenaient les enfants dès la sixième, chose assez rare à l'époque, car on laissait d'ordinaire aux magisters le soin de faire réciter le rudiment; presque toujours, ils perdaient leurs disciples après la rhétorique : un petit nombre poussait jusqu'en philosophie, et ceux-là seuls qu'attirait la carrière ecclésiastique entraient en théologie. La gratuité de l'enseignement ouvrait le collège à toutes les conditions, générosité conseillée par la charité et par l'espérance de recruter pour la Société dans la classe pauvre des sujets d'élite et de futurs profès. Mais en fait, la bourgeoisie fournissait aux Jésuites presque toute leur clientèle. Qu'aurait fait de son bagage classique le fils d'un misérable quand toutes les charges allaient à la fortune, que le savoir sans la richesse n'avait cours non plus que monnaie qu'on décrie, en un temps où beaucoup d'argent dispensait d'acquérir beaucoup de science, où les fonctions publiques s'achetaient à deniers comptants. D'ailleurs, au sortir du collège, il fallait séjourner dans une université lointaine de médecine ou de droit, où les frais d'études et le prix des grades traversaient bien des carrières de difficultés infranchissables. Même dans le clergé, on recevait plus aisément le sacerdoce qu'un bénéfice profitable, on ne se poussait guère sans naissance et sans protections, sans obtenir de la faveur les avantages qui dans les emplois civils se vendaient à l'argent. Fils d'artisans, d'apothicaires ou de parlementaires, presque tous les écoliers appartenaient à la classe aisée ou riche, et leur ambition ne se proposait que d'exercer quelque jour un des offices de leur patrie.

Au reste, leur petit monde laisse dans son aspect transparent ses origines et reproduit avec fidélité l'image de cette bourgeoisie dont il sort et avec laquelle il vit. Il n'y avait pas d'internes à Dijon; on n'en rencontrait que dans les grands établissements où les élèves entretenaient de leurs deniers les répétiteurs, les précepteurs, les coadjuteurs temporels rendus nécessaires par leur présence. Il est vrai que ce n'était pas une mince gloire ni un aveu de pauvreté que de pouvoir écrire à la suite de son nom : *convictor in regio collegio Ludovici magni*. A Dijon, les écoliers vivent chez leurs parents ou comme pensionnaires chez des particuliers; ils restent en contact avec la ville, avec ses traditions, avec ses goûts, avec ses jalousies et

ses inimitiés. L'autorité du régent ne dépasse pas le seuil de sa classe; heureux encore quand elle s'étend jusque-là ! Au dehors, la censure du collège incombe au Parlement de concert avec la chambre de ville, et cette censure n'était pas une sinécure à en juger par les arrêts rendus au sujet des écoliers et par le tracas que leurs exploits causent à la police (1). Elèves révoltés contre leur régent et que la force réduit à la raison, pensionnaires qui consacrent à leurs plaisirs l'argent destiné à payer leur logeur, voilà les coupables contre lesquels sévit périodiquement la justice paternelle des magistrats. Elle tâche aussi de réprimer d'autres peccadilles qui semblent monnaie courante. Les collégiens se répandent dans les rues, insultent les dames, lutinent les servantes, rossent les passants, portent des épées ou des pistolets dont ils se servent à l'occasion, hantent les brelans et consacrent le plus possible de leurs loisirs et de leurs deniers aux tavernes et aux filles. En vain poursuit-on les cabaretiers, leurs jeunes clients ne les abandonnent pas; en vain bannit-on les femmes qui débauchent la jeunesse et complètent trop tôt son éducation, elles reviennent où il se découvre chez les Dijonnaises de nouvelles vocations pour leur succéder. Le Parlement se lasse de retrancher aux écoliers les occasions de pécher, plutôt que la nature de leur en fournir et leur ingéniosité d'en découvrir. Leur turbulence ne craint pas les coups; unis contre le prochain, faute d'adversaires, ils se battent entre eux et se livrent des batailles rangées où le grand Condé se distingua quelques années avant de vaincre à Rocroi (2). On peut s'étonner sinon de la brutalité au moins de la précocité de leurs vices; mais en un temps où, au dire de Molière, on passait pour barbon à quarante ans, les instincts et les passions de l'âge viril se déchaînaient plus tôt que de nos jours, et l'on prenait dès le collège des licences de conduite qu'on ne prend guère à présent qu'après qu'on est immatriculé à l'Université. Mais surtout, nous retrouvons dans ces débordements l'avidité de jouissance et la grossièreté robuste des parvenus. La bourgeoisie entraît au collège non par bribes, mais toute entière; non seulement elle y paraissait, mais elle le peuplait, mais elle l'emplissait, et la doctrine des Pères n'avait pas seulement à éduquer des individus, mais à discipliner toute une jeune aristocratie, compacte et déjà pleine de

(1) Cf. MUTEAU. *Collèges de Dijon et Registres de la Chambre de Ville*, passim.

(2) Cf. DURANDEAU, 159.

son caractère original. Sur les bancs de l'école, la société provinciale rencontre l'enseignement étranger.

Car l'enseignement des Jésuites était à Dijon ce qu'il était ailleurs. Leur maison ne comprenait à ses débuts qu'un petit nombre de régents pour initier les élèves aux lettres grecques et latines, outre un autre chargé des lettres françaises et de l'arithmétique et qui devait faire chaque semaine en français une leçon sur l'agriculture. Après la Ligue, elle ne se compose encore que de cinq régents, du recteur et de trois coadjuteurs. En un peu plus d'un demi-siècle, le régent d'agriculture et de lettres françaises se mue en régent de philosophie, par arrêt du Parlement et se voit bientôt secondé d'un collègue ; une sixième est instituée, et grâce au legs Odebert, le collège s'enrichit de quatre théologiens dont l'un fut remplacé en 1666 par un régent de mathématiques. La fondation d'une seconde chaire de rhétorique en 1698 complète le corps des professeurs ; si l'on n'enseigne aux Godrans ni l'hébreu ni le syriaque, ni les langues orientales, si l'on n'y forme pas de futurs missionnaires comme dans les grands établissements de la Société de Jésus, il suffit aux études de la bourgeoisie. Toute originalité lui est interdite par la minutie du *ratio studiorum*. L'intérêt de la foi primant tous les autres, même chez les maîtres les plus épris de littérature, l'humanisme cède à l'apostolat. Chargés du soin des âmes plus encore que de gouverner les intelligences, ils doivent inviter leurs élèves à prier et prier devant eux, les conduire à la messe et au sermon, les guider aux autels du Christ plus qu'au sanctuaire des muses profanes (1). Il les accoutument aux lectures spirituelles, les détournent des mauvais livres, veillent à ce qu'ils se confessent ; le vendredi et le samedi, ils font réciter la doctrine chrétienne et dispensent ensuite de pieuses exhortations. A chaque heure, à chaque instant, se multiplient à propos de tout les remarques faites en passant, les digressions qui gagnent les esprits mieux que les prédications, parce qu'elles sont plus inattendues, plus diverses, plus vivantes, moins impérieuses et comme voilées.

L'enseignement profane se limitait à l'étude du grec et à celle du latin. Le *ratio studiorum* traite en apparence les deux langues avec une égale faveur ; en fait ses préférences vont au latin, c'est avec lui qu'on se rend l'abord familier, c'est lui que l'on parle dans les classes, dans les récréations, et qui sert de véhicule ordinaire à la pensée. Aux Godrans, le grec n'est

(1) *Ratio studiorum*.

même pas admis comme parent pauvre; jusqu'à la fin du dix-septième siècle, on ne l'enseigne pas, et cette lacune de l'éducation première n'a peut-être pas été sans conséquences sur le génie de Bossuet. Tout le temps se consume à traduire et à lire les grands écrivains latins, et encore lit-on peu, compte tenu du temps dont on dispose; la fréquentation des anciens se borne à la connaissance approfondie de quelques hommes et d'un petit nombre d'ouvrages. Les exercices arrêtent longtemps l'attention sur un texte très court, et l'on préfère explorer un petit coin plutôt que parcourir de vastes espaces; écoliers et maîtres n'errent point au gré de leur caprice à travers la latinité, on ne leur permet que de longues stations dans des endroits choisis. C'est que le but des Jésuites n'est pas de faire pénétrer leurs disciples au cœur de la pensée antique, ils se proposent surtout et presque uniquement de leur inculquer les principes de la langue latine, de les habituer à la pratiquer, de leur en révéler les finesses et les grâces par le commerce des bons auteurs. La rhétorique est partagée entre deux chaires, celle de poésie et celle d'éloquence, et l'on y apprend surtout à discourir et à versifier. En prose, on revient toujours à lire Cicéron, car comme Gargantua, les Jésuites sont Cicéroniens; ils meublent les mémoires de ses développements, recueillent ses expressions et ses tours, découvrent les secrets de son argumentation, lui empruntent des exemples et des modèles. Avec ses dépouilles, *disjecti membra oratoris*, les rhétoriciens dissertent sur des sujets tirés de la vie moderne ou des suasoriae de Sénèque (1). Les classes sont divisées en camps rivaux dont les champions s'affrontent en des joutes oratoires, devant un auditoire attentif à marquer les coups. Les petits grimands

(1) *Ratio studiorum* et *De arte discendi*.

Cet enseignement de la rhétorique était à la fois fort loin et fort près de la réalité. Cf. *Rhetorica data a R. P. Duparc anno 1741*. Les sujets proposés sont : Pompeius de fuga deliberans. — Laus Sanctae Catharinae. — Sanctus Xaverius antiquis heroibus major. — Catilinae Roma fugienti gratulatio ironica. — Apes et papilioncs, fabula. — ou bien celui-ci : Ad Popilium Ciceronis interfectorem : « Quid agis, Popili ? quid moliris ? quid cogitas ? quid ille in oculis furor ? quid vultus minax ? quid arma in ictum pendentia ? O scelus inauditum ! Ciceronem prosequeris, impetis, prosternis, jugulas ! Nihil ergo a tam immani facinore te potuit detinere ! Nihil tanti oratoris fama, nihil verendi senatoris majestas, nihil antiqui consulis dignitas, nihil mortuo tanto viro jamjam moriturae reipublicae luctus et orbitas ! O scelus ! beneficiis cumulatus beneficium defensorem, civem civis, virum pium sceleratus, uno verbo Ciceronem. Popilius perculit.

Mais le R. P. Duparc enseigne aussi la pratique d'une éloquence vivante; l'art d'ouvrir la bouche ni trop ni trop peu, de tenir le corps, de mouvoir les pieds, etc., tous conseils plus utiles à de futurs orateurs qu'à de simples écoliers.

apprennent pour se produire, pour faire parade de leurs talents en classe devant leurs condisciples, parfois sur les tréteaux devant leurs parents, toute leur étude consiste à confronter des argumentations puériles et à exceller dans l'art de bien dire. Poètes autant qu'orateurs, ils fréquentent Virgile à l'égal de Cicéron, pour l'admirer mais aussi pour lui dérober des hexamètres ou des hémistiches et en bâtir dans sa langue et dans son style de nobles poèmes. Ils taquinent d'ailleurs des muses moins sévères; tournent des épigrammes, aiguissent des mots spirituels, tracent des portraits, rédigent des devises et des inscriptions, résolvent des charades ou des énigmes proposées par le régent, le plus souvent des énigmes allégoriques où derrière l'apparence l'ingéniosité s'applique à découvrir le symbole (1). Ils s'exercent en un mot à toutes les formes de l'art, aux genres les plus futiles comme aux plus graves, au style spirituel comme au style noble. De toute la latinité, ils étudient seulement les écrivains qui peuvent leur être des modèles d'élocution, et de leur long commerce avec l'antiquité ils retirent pour seul profit des talents tout littéraires, une connaissance approfondie de la langue latine et le goût de l'élégance.

Mais le collège faisait plus que guider les premiers pas des adolescents vers l'autel des Muses; il demeurait pour l'âge mûr la grande fabrique de divertissements oratoires et poétiques. Il faut imaginer les représentations qui se donnaient aux Godrans. Annoncées par des prospectus que le régent de rhétorique faisait porter aux gens considérables de la ville, elles avaient lieu quelquefois dans la salle d'honneur, plus souvent dans la grande cour du collège vers une heure ou deux de l'après-dînée, *si tempus favebat*, comme le spécifiaient les programmes. Là un théâtre était dressé devant lequel siégeaient outre le recteur et ses régents, les dames, les magistrats, tout ce qui comptait dans la ville par les dignités ou par la culture. On prévoyait même la présence d'une assistance ignare, car lorsque le spectacle se donnait en latin on en distribuait une analyse en langue vulgaire qui permettait au moins l'intelligence des gestes. On jouait des tragédies à sujet édifiant et souvent tiré de l'histoire sacrée, *Jonathas Apphus*, *Louis IX captif*, *Jephté*, *Pharaon*, *Polydore*, *Hérode* (2); pour délasser des pensées sérieuses, le drame s'accompagnait d'une comédie, le plus souvent écrite en français, comme celles-ci: *Gastri sym-*

(1) *De arte discendi*.

(2) Cf. sur les pièces écrites par le P. OUDIN, les *Mélanges* de Michault.

phora seu clades ventris comædia palliata, *Midas ou le nouveau riche*, *L'esprit*, *Le joueur*, *Les gendres dupés*. L'intrigue en est quelquefois originale (1) : tandis que l'âme d'un seigneur hindou se promène dans l'espace, celle de son serviteur, durant son absence, s'empare de son corps et ne lui laisse qu'un corps de valet. Il est vrai que le serviteur ne gagne guère au troc, car en dépit de son faste, son maître ne possédait rien. Cette littérature dramatique fait souvent place à des divertissements plus frivoles, à des idylles, à des pastorales en latin et surtout en français, à des odes, surtout à des chants et à des danses. Car pour diriger ces exhibitions, les régents s'adjoignent un musicien et un maître à danser, et à défaut d'autres talents, les collégiens bien nés peuvent au moins briller par leurs grâces naturelles et par la souplesse de leurs pas. On offrait également à la ville des attractions plus scolaires, on la conviait à des récita-tions, à des préle-ctions, à des plaidoyers; et à se retrouver au contact de l'école, les hommes faits sentaient se réveiller leur âme d'écolier. Je veux croire qu'ils riaient quand le régent pour célébrer la nativité faisait crier au coq de la passion *Christus natus est*, pendant que le bœuf mugissait *oubi*, que l'agneau bêlait *in Bethléem* et que l'âne répondait *hinhamus*, voulant braire *eamus* (2). Mais on s'intéressait avec gravité aux énigmes proposées aux rhétoriciens et qui devaient être résolues en séance solennelle. Les beaux esprits consacrent leurs loisirs à les résoudre et même à en faire imprimer la solution (3).

Les Jésuites ont donc eu l'occasion et les moyens de pétrir le génie bourguignon, de le former à la littérature, même en supposant que le désœuvrement et le besoin de distractions intéressaient ainsi le public à leurs jeux. Quelles lumières font-ils pénétrer dans les esprits ? à quelles habitudes les forment-ils ? Ils accoutument les enfants à suivre avec docilité les préceptes de l'Eglise, ils leur inculquent avec la connaissance du latin, l'art de discourir et de s'exprimer en termes choisis. Discipliné où l'on ne rencontre aucun caractère, aucune tendance bourguignonne, qui n'a été conçue ni pour

(1) *Le troc malheureux ou le valet devenu maître*. Imprimé à la suite de *Pharaon tragédie*. Dijon de Saint 1749.

(2) Cf. DURANDEAU — Aimé Piron.

(3) Ex. En 1673 : *Lettre à M. P.*, par Pierre Richard, sur le tableau de l'énigme qui doit être expliquée — 1694 : *Explication de l'énigme troisième sur la magie en rimes bourguignons* par Guy Cornille vigneron de Dijon — 1694, Aimé Piron. *Enigme de rhétorique*.

une classe, ni pour une province, ni pour une époque, ni pour une nation, mais toujours immuable à travers les temps et les lieux. S'ils avaient réussi à façonner l'esprit bourguignon, ils auraient formé des hommes adonnés aux divertissements des muses, des littérateurs épris de Virgile et de Cicéron, consacrant leurs loisirs à relire ou à imiter ces grands modèles. Mais si, comme l'a signalé M. Jacquet, la littérature bourguignonne est d'une pauvreté qui confine à l'indigence, si d'autre part elle s'éloigne des règles du bon goût et de l'imitation des grands modèles, alors, c'est que l'âme nationale échappe à l'emprise étrangère, c'est qu'elle résiste à l'influence de ses maîtres ou qu'elle se reprend, c'est que la rusticité bourgeoise trop grossière ou trop rebelle, cherche d'autres vertus que le sens de la beauté et l'élégance de la forme. En tous cas, ce n'était pas pour les acquérir qu'elle fréquentait le collège, témoin le P. Oudin écrivant au Président de Bourbonne : « *Arum non semel audivi tuum gratulantem quod suus non maluisset parens ipsum domi privata institutione quam publica in hoc patriae urbis Gymnasio litteris erudiri.* » Ainsi, on recherchait l'éducation du collège, mais pour quels profits ? Parce qu'on y rencontrait l'image de la société bourgeoise, parce qu'on y fréquentait comme condisciples ceux qu'on devait plus tard retrouver comme collègues « *Hinc assecutum ut eos nosset quos erat habiturus collegas in senatu et in urbe cives* » (1). Ensuite, on s'y accoutume à parler en public, devant un auditoire puéril, utile exercice avant de discourir au palais « *deinde ut assuesceret frequentiae hominum et cuidam velut imagini forensis strepitus* ». Surtout on y apprend le latin, la langue savante et la langue internationale, « *denique, (quod maxime ducebat) ut usum colligeret latini sermoni et stili, literato cum exteris eruditoque commercio in primis necessarium. Sit enim exiguum quod ejus generis e schola reportatur, at sementis est quaedam certe quam si prima non accepit aetas secunda negligere malet aut aspernari cum multis quam repuerascere* ». De tout l'enseignement du collège on n'appréciait que les choses utiles (2), des camaraderies où les maîtres n'étaient pour rien, et une éloquence toute pratique accoutumée aux assemblées tumultueuses. Le latin même ne semblait avoir

1) OUDIN. Buherii vita. 7 sqq.

2) Assurément les bourguignons conservaient de leur séjour au collège l'habileté à versifier avec élégance en latin et en français. Mais s'ils utilisaient souvent leur talent poétique, ils n'en faisaient pas grand cas.

de prix que comme un moyen d'études et d'informations. Quant aux grâces, quant à l'élégance, quant aux goûts littéraires, le P. Oudin n'en parle pas. Les Jésuites auraient pu former à Dijon des auteurs semblables par l'éducation à ceux de la Cour, mais le génie de la bourgeoisie ne retient de leur enseignement que ce qui convient à sa nature et à ses aspirations.

3. — L'étude du droit

Frais émoulu du collège, le jeune Dijonnais entrait en contact avec le monde extérieur quand il quittait sa petite patrie pour étudier le droit ou la médecine auprès d'une faculté et compléter par des connaissances utiles le bagage littéraire dont l'avaient pourvu les Jésuites. Jusqu'à la formation d'une Université à Dijon, en 1722, l'apprentissage de la jurisprudence oblige à l'exil. De jeunes Bourguignons poussent jusqu'à Toulouse (1), le plus souvent ils s'arrêtent à Orléans ou à Paris quand ils ne séjournent pas tour à tour dans chacune de ces deux villes. L'Université de lois d'Orléans se recommandait par son ancienneté et son renom (2); encore qu'elle eût vu s'obscurcir l'éclat qu'elle jetait au moyen-âge sur l'Europe entière, elle demeurait illustre, et son attraction s'exerçait jusqu'en des contrées lointaines et surtout jusqu'en Allemagne. Les Bourguignons avaient jadis formé l'une des dix nations dont elle se composait dans sa splendeur, ils lui demeuraient fidèles dans son déclin. Ses professeurs différaient de valeur et de conscience (3); les plaisants les classaient en trois espèces : *apes* ceux qui travaillaient, *fucos*, ceux qui s'enrichissaient, et *cra-brones* ceux qui déchiraient la réputation de leurs collègues, mais on comptait parmi les premiers des docteurs comme Jacques Delalande, régent dès 1733, et qui enseigna jusqu'à la fin du siècle, comme Guillaume Prousteau (1628-1715), juriste ami des belles lettres qu'il jugeait nécessaires à un homme de loi, comme le Dijonnais Florent qui un peu avant lui jeta quelque éclat (4).

(1) Comme TAISAND.

(2) Cf. BIMBENET. *L'université de lois d'Orléans*.

(3) Anecdote citée par le P. OUDIN et recueillie par MICHAULT. II, 30.

(4) C'est un des acteurs du dialogue de Févret, *De claris oratoribus*.

L'Université vivait à part de la ville ; les étudiants s'y répartissaient en quatre nations distinctes et douées d'une existence particulière. Chacune élisait un procureur qui la gouvernait et la représentait auprès des autorités ; chacune protégeait ses membres contre les étrangers, célébrait par des festins ses fêtes traditionnelles, possédait ses officiers, son bibliothécaire, son bedeau et son sceau. A dire vrai, l'égalité n'y régnait pas, la noblesse y conférait des honneurs et la fortune des avantages ; cependant, les amitiés se nouaient aisément, la solidarité était étroite et les étudiants, exempts « des impositions et des emprunts qui se faisaient sur ceux de la ville », autorisés à porter l'épée comme des nobles, relevant non de la juridiction roturière du prévôt mais de celle du bailliage, étaient unis par leurs privilèges et apprenaient à se connaître et à s'estimer. Comment supposer que les Bourguignons, logés chez l'habitant, couvoyant des condisciples et des amis venus non seulement de toute la France, mais de toute l'Europe n'aient pas appris à connaître d'autres hommes que leurs compatriotes, cependant que leurs maîtres ouvraient leurs esprits à la jurisprudence ?

Non qu'il faille exagérer la difficulté des études. L'édit de 1669 rendait les diplômes des facultés indispensables pour l'exercice d'un office de judicature ; mais il était difficile de ne pas les décerner à des fils de famille qui recevaient leur charge de la succession paternelle. L'Université faisait preuve d'indulgence dans la collation des grades, et les régents respectaient la condition des candidats. Ceux-ci répétaient par manière de plaisanterie le mot de Cicéron : « *Triduo me jurisconsultum esse profitebor.* » C'est qu'en ce temps-là les examinateurs avaient d'autres raisons de les recevoir d'emblée que la crainte de les examiner une seconde fois. Leur bienveillance de juges contribuait aux succès de leur enseignement et à ses profits, elle attirait les étudiants et chacun se séparait content, les maîtres de toucher les droits d'examen, les candidats d'en finir avec les études. On prêtait même aux professeurs cette maxime cynique (1) : *accipiamus pecuniam et remittamus asinum in patriam*, prenons l'argent et renvoyons l'âne dans sa patrie. Et les contemporains témoignent qu'ils renvoyaient beaucoup d'ânes chargés de diplômes.

Aux esprits studieux, la vieille Université offrait la matière

(1) Anecdote du P. OUDIN, recueillie par MICHAULT. *Mélanges*, II, 30. Cf. aussi BIMBENET, p. 374 :

« Moyennant finance,
Dans Orléans un âne obtenait la licence ».

de réflexions. La tradition la vouait au droit romain. Il était enseigné par des agrégés et par six docteurs dont trois commentaient le Digeste (*Vieux Digeste, Infortiat, Nouveau Digeste*) le quatrième le Code, dont le cinquième expliquait el titre *de verborum significatione*, et dont le sixième traitait du droit canon. On n'apprenait pas autre chose durant les deux années de baccalauréat et durant l'année de licence. En 1679, un édit royal complété en 1682 puis en 1700, introduit le droit français dans la troisième année des études. D'emblée on l'impose et on l'établit à la première place; le roi nomme le régent et les agrégés, alors que leurs collègues sont élus, il leur confère la présidence des examens de licence et un suffrage prépondérant dans les jurys « afin que les étudiants soient plus obligés de s'appliquer à l'étude de la jurisprudence française » (1). Détail d'administration, dira-t-on. Non, mais lutte entre deux forces, entre la tradition et l'esprit moderne, effort de l'absolutisme pour substituer au passé, aux enseignements de l'humanisme le droit qui s'élaborait dans les ordonnances. Aux volontés du prince, l'antique Université oppose un esprit indocile, elle cède à contre-cœur, et continue à emprunter tous les sujets de thèse au droit canon et au droit romain. Mais ses résistances précipitent sa déchéance; en 1700 elle ne réunit plus que vingt-trois étudiants pour la Picardie, la Champagne et la Bourgogne, et la déclaration de 1707 consacre son abaissement en réduisant à cinq le nombre des professeurs et de douze à huit celui des docteurs agrégés.

L'éducation du jeune Dijonnais s'achevait durant son séjour à Orléans; il s'y formait au contact du monde, dans une ville étrangère, en société avec des étudiants de toutes les patries. Il s'y trouvait spectateur d'un heurt entre deux mondes, entre une jurisprudence vénérable et une autre qui naissait; il contemplait jusque dans le domaine de la pensée ce duel du despotisme et de la tradition qui agitait sa province, placé pour ainsi dire à un carrefour il apercevait sans peine les diverses voies qui s'y rencontraient. Il faut donc écarter ce fantôme imaginaire d'un provincial imitateur tardif et mal informé de la capitale; dont les ignorances font toute l'originalité, qui ressemblerait au Parisien s'il le pouvait, et qui par l'effet de l'éloignement ne reproduit que la caricature de modes périmées. Les Jésuites lui donnaient la même éducation qu'ils dispensaient ailleurs, l'Université lui faisait connaître des

(1) BIMBENET, *l'Université d'Orléans*, 269 sqq.

hommes divers et des idées contraires, il s'ouvrait dès sa jeunesse à toutes les influences extérieures; s'il a choisi entre elles, s'il en a retenu ce qui lui plaisait, ce n'est pas contraint par la nécessité de ses ignorances, mais en vertu d'un libre choix. Aussi bien ses rapports avec le monde ne cessaient-ils pas avec ses premières années, et durant toute son existence il aperçoit un horizon plus large que les murs de sa ville natale.

CHAPITRE V

LE BOURGUIGNON A L'ÉTRANGER

1. — Le Bourguignon à Paris

En même temps qu'il réformait toutes les Universités, l'édit de 1679 établissait à Paris l'enseignement du droit romain et y créait une chaire de droit français. Dès lors, les Bourguignons que la Capitale avait toujours attirés y affluèrent de plus en plus. Même ayant acheté leurs grades à Orléans ou ailleurs, ils éprouvaient le besoin de venir passer au moins quelques mois à Paris, près de la première Cour du royaume. C'est là qu'avant de remplir une charge dans leur patrie, ils venaient s'initier à la pratique des lois; c'est là que, logés chez un praticien ou chez un avocat, les futurs jurisconsultes recevaient de leur hôte les conseils d'un homme de métier plus précieux à leurs yeux que les dissertations d'un régent. Ils se perfectionnaient dans la connaissance du droit en allant écouter quelques conférences; mais l'intention de leurs parents était surtout de les rompre au maniement des affaires. Ils fréquentaient le Palais comme au temps de Tacite les jeunes Romains fréquentaient le forum pour assister aux procès, pour écouter les orateurs en renom et « pour apprendre à combattre dans la bataille ». Un récit plus détaillé de leurs occupations peut sembler inutile; il faut cependant donner quelques indications supplémentaires depuis que certain historien a bâti tout un roman sur le séjour des provinciaux à Paris.

Accompagnons dans la Capitale le jeune Taisand (1), cousin de Bossuet, et qui vient d'achever ses études à la Faculté de Toulouse. Après avoir coulé quelques mois en Bourgogne à courtiser les belles, il débarque un beau jour à Paris et s'installe chez un procureur moyennant huit cents livres pour sa pension et pour celle de son valet. Certes, il n'est point venu pour le seul plaisir de voyager : fils d'un simple conseiller au

(1) Cf. *Lettres* de TAISAND, tomes I et II.

bailliage et de fortune plutôt médiocre, l'ambition de parvenir est sa principale passion. Il craint son père, homme sévère et qui n'entend point qu'il perde son temps ni l'argent des siens; il craint son oncle, M. Valot, avocat riche et sans enfants qui s'est chargé d'établir la nombreuse tribu des Taisand; il obéit surtout à son sens pratique de bourgeois qu'anime la volonté de faire son chemin. Il poursuit donc l'étude théorique du droit et ne manque pas d'en informer les siens, mais il hante aussi le monde de la basoche et celui de ses futurs confrères; il fréquente le Palais, assiste aux procès, entend un orateur évoquer dans une argumentation juridique les conquêtes d'Alexandre et de César (1), se rend à l'enterrement d'un avocat où l'on discourt sur l'origine, la vigueur, la décadence et le rétablissement du droit romain. « Je continue, écrit-il à son père, l'étude du droit que j'estime par dessus toutes les autres, je vais au Palais et j'assiste à des conférences qui se font à divers endroits » (2). Il se fait même inscrire au barreau de Paris, cherche et trouve quelques causes afin d'expérimenter son talent *in animâ vili*, je veux dire aux dépens des plaideurs, et comme sa jeunesse est sans illusions, qu'elle n'ignore pas combien l'intrigue pèse dans les balances de la justice, il cherche des protecteurs et sollicite leur intervention pour qu'on appelle ses causes et qu'on fasse triompher ses clients.

Caractère sérieux s'il en fut et fort occupé par ses ambitions, il ne ressemble cependant pas à ce Bénigne Bouhier que M. Jacquet a dressé sur un piédestal de vertu. Car, par un paradoxe invraisemblable, M. Jacquet suppose à son Bourguignon plongé dans la jurisprudence une retenue surhumaine et sans exemple dans les annales universitaires. Il nous le montre vivant comme un anachorète, reclus en compagnie de ses codes, protégé contre les tentations par un rempart de Digestes, toujours suspendu aux lèvres de son procureur ou béant aux harangues des avocats. Pour distraction, le sermon ou des lectures édifiantes. Et grâce à cette vie claustrale, notre jeune moine peut couler de longs jours à Paris sans y vivre jamais, y rester un provincial arriéré, un homme d'un autre âge et faire triompher la thèse de M. Jacquet. Mais quand bien même les lettres de ce jeune saint nous le dépeindraient tel, pas plus au dix-septième siècle qu'aujourd'hui, il ne faut prendre pour parole d'Evangile la correspondance d'un étudiant avec sa

(1) Ibid. Tome I, 176.

(2) Ibid. Tome I, 153.

famille. Car il est d'usage que le jeune homme vante aux siens son labeur et ses progrès, qu'il leur taise ses distractions, qu'il leur parle de ses professeurs plutôt que de ses maîtresses; mais les parents eux-mêmes ne sont pas dupes de ces mensonges ou de ces réticences commandés par les convenances. Malgré la légende de vertu imaginée par M. Jacquet pour l'édification des jeunesses futures, n'admettons pas à la légère qu'un Bourguignon ait pu vivre à Paris en n'y fréquentant qu'un procureur et des bouquins.

Tout au contraire, il faisait connaissance avec la société polie de la ville, grâce à un accueil dont la facilité nous surprend. C'est que nous imaginons un étudiant d'aujourd'hui, perdu dans la cité, à peine connu de ses condisciples, unité négligeable et négligée au milieu de la foule. Peut-être des tribunes de la Chambre entreverra-t-il les hommes au pouvoir, peut-être du haut d'un poulailier applaudira-t-il les actrices à la mode, mais il retournera dans sa province ayant fréquenté plus de rapins que de duchesses et plus de modistes que d'académiciens. Au dix-septième siècle, un bourgeois bien né ne connaît pas cet effacement ni cette obscurité; il entre de plain pied dans l'élite parisienne. Presque toujours sa famille y comptait des parents ou des amis pour lui servir de mentors et l'aider à s'acclimater. Même sans appui, il était fort de sa naissance et de sa fortune : un robin en herbe passait déjà pour un personnage, et la solidarité de caste lui gagnait d'avance la bienveillance de tous ses pairs; dès qu'un peu de mérite personnel s'ajoutait au prestige de sa condition, il emportait la considération générale. C'est ainsi qu'un Legouz court les salons et les assemblées de gens d'esprit, qu'il sacrifie à la mode et rime des sonnets à Iris, ni meilleurs ni plus ridicules que ceux des Parisiens; c'est ainsi que, dans un âge plus mûr il est vrai, un Lantin compte parmi ses relations beaucoup de Français illustres de la Capitale, et bon nombre des étrangers qui y séjournent; c'est ainsi que même un La Monnoye, bel esprit de petite extraction et que la gloire n'avait pas encore ennobli, ne laisse pas de nouer amitié avec des personnages considérables dans les lettres. En vérité, pour ne rien voir de Paris, il eût fallu que les futurs magistrats bourguignons portassent sur les yeux un bandeau plus épais encore que celui de la justice.

Nous ne parlerons point de Legouz, qui, M. Jacquet lui-même en convient, fut un mondain; mais voici Taisand, si ambitieux et si appliqué, qui décrit avec tant de minutie son

labeur à son père et à son oncle, en même temps qu'il leur adresse de fréquentes demandes d'argent (1). Non seulement il assiste aux cérémonies du Parlement, aux mercuriales (2) et aux lits de justice, mais il visite les librairies pour s'enquérir des nouveautés et les annoncer à ses amis de province (3), pour envoyer à M. Joly de Dijon un *Procope* en huit volumes et les *Sentiments de l'Académie sur le Cid*. S'il ne peut découvrir la *Vie de Monsieur le Prince de Conti*, au moins apprend-il que son livre des *Devoirs des Grands* et son *Traité de la Comédie* passent pour de forts bons ouvrages. Les nouvelles de la République des lettres pénètrent jusqu'à lui (4) : « Quelque résolution que j'aie faite, écrit-il à un correspondant, de ne vous écrire que des nouvelles du Palais, il n'y a pas moyen de s'empêcher de vous mander que le fameux Molière mourut vendredi dernier... qui, à la profession près, était un assez honnête homme et surtout un auteur d'un mérite distingué. » Il se plaint en 1673 que la littérature soit tombée en sommeil (5) : « Il n'y a pas ici un seul livre nouveau qui vaille quelque chose; apparemment nous verrons bientôt si les bons auteurs ne se renouvellent pas; il est désormais temps qu'ils reviennent de leur léthargie. » Il s'intéresse de si près aux choses de l'esprit que sans doute pour faire oublier le sommeil des bons auteurs, lui-même se mêle d'écrire et veut concourir au prix d'éloquence proposé par feu M. de Balzac (6). Il concourt en effet et tâche d'obtenir la victoire par l'intrigue autant que par le mérite; mais La Monnoye remporta la palme.

Il connaît Paris comme s'il y avait toujours vécu, va au spectacle et voit jouer des opéras (7) dont il admire la nouveauté. Entre temps, il s'est introduit dans le monde et jusqu'auprès des personnages les plus huppés. Car encore que par la naissance il soit fort au-dessous d'un Bouhier, il a demandé des lettres de recommandation aux plus hauts magistrats de Dijon, au Président Brulart en particulier; il n'oublie pas non plus qu'il est cousin de Bossuet et fort lié avec le trésorier Bossuet, frère de l'orateur. Grâce aux Brulart, il s'insinue auprès de M. de Lamoignon, espérant grâce à lui faire triom-

(1) Ibid. I, 213.

(2) Ibid. I, 71, 270.

(3) Ibid. I, 183, 207.

(4) Ibid. I, 229.

(5) Ibid. I, 273.

(6) Ibid. I, 238.

(7) Ibid. I, 301.

pher les causes qu'il doit plaider. M. de Lamoignon, il est vrai, le paie de bonnes paroles et ne se remue guère; du moins reçoit-il Taisand avec bienveillance et même il l'invite à des conférences qui se tiennent chez lui (1). Quant à Bossuet, notre Dijonnais compte sur son appui pour obtenir le prix de l'Académie; il le rencontre dans un salon, lui rend visite à plusieurs reprises et se fait même inviter à Versailles par M. de Condom qui lui donne un fort bon repas (2). Et Bossuet, fort aimable, lit les mauvais vers de son cousin de province, les déclare excellents et promet d'en recommander l'auteur aux suffrages de l'Académie. Par malheur, les effets ne répondirent pas aux promesses, et le candidat, déçu dans ses espérances, écrit à Dijon que jamais il n'a rencontré un homme aussi dur que son illustre parent.

Mais si Taisand n'obtient pas toujours ce qu'il désire, du moins ne manque-t-il pas d'amitiés parmi lesquelles il en est d'illustres (3). Il acquiert celles de Conrart et de Justel, assiste aux mercredis de Ménage, voit quelquefois Chapelain, Corneille l'aîné et Segrais. A Mademoiselle de Scudéry il demande la clef de Clélie, car le roman pique sa curiosité : « Les conversations, dit-il, en sont admirables, et on trouve qu'elles ont parfaitement l'air de la cour » (4). Et notre Bourguignon, après avoir pénétré partout sauf au milieu des courtisans, meurt d'envie de savoir comment on vit à Versailles. Contre les suppositions de M. Jacquet, les provinciaux, loin de fermer les yeux, les écarquillent en arrivant à Paris; leur condition leur ouvre toutes les portes, leur esprit est assez souple et assez délié pour se plier à toutes les modes; ni un homme, ni un ouvrage, ni un travers de leur siècle n'échappe à leur attention; leur originalité, s'ils en ont une, consiste non pas à s'isoler mais au contraire dans le besoin de se mêler au commerce du monde.

2. — La Bourgogne à l'étranger

On répète souvent que le dix-septième siècle échappe aux instincts voyageurs qui promènent sur les routes de l'Europe les hommes du dix-huitième siècle comme ceux du seizième.

(1) Ibid. I, 191, 199, 281, 232, 283.

(2) Les lettres où il est question de Bossuet sont au tome I, pages 107, 112, 247, 318.

(3) Sur les amitiés de TAISAND, à Paris : Tome I, p. 149, 182, 273, 321, de ses *Lettres*.

(4) TAISAND : *Lettres*, I, 321.

Il semble que durant le règne de Louis XIV la curiosité s'interrompe, que tous les regards se tournent vers la Cour, que tous les pas se dirigent vers elle, que la France fasse oublier le reste du monde et Versailles le reste de la France. On pense à Boileau attaché pour ainsi dire auprès de son maître, mais on oublie trop volontiers que la Cour n'était pas le royaume, que les robins de province n'étaient pas des courtisans, des satellites du roi soleil à qui tout éloignement qui les séparait du monarque apparaissait comme un exil. Ils souhaitaient assurément connaître Paris et la plupart y séjournaient assez longtemps et à maintes reprises; mais ils ne croyaient pas que hors Paris il n'y eût rien qui méritât d'être vu. Leur désir de connaître s'étendait à tous les pays et ne se rassasiait pas au spectacle d'une seule ville.

Même à Paris, le Dijonnais se lie non seulement avec des Français, mais avec les étrangers qui y affluent, avec des Italiens, avec des Allemands, surtout avec les Anglais que promène leur curiosité ou qu'exile une révolution. Plus leurs mœurs et leur pays diffèrent du sien, plus il éprouve le besoin d'entrer en commerce avec eux; la sympathie de Lantin (1) pour un Sidney procédait de l'étonnement; dans ce personnage si différent de lui-même il entrevoyait un monde inconnu. Mais les Bourguignons ne voyagent pas seulement en imagination; ils vont, au cours de leurs études, d'Université en Université, ils voyagent au gré du hasard ou de leur caprice après qu'ils les ont finies; même plus tard, une fois que l'acquisition d'un office les retient à Dijon, malgré les édits royaux qui les astreignent à la résidence effective, ils s'absentent assez souvent par nécessité ou par goût. Soit que leur famille fut originaire d'une autre province, soit par l'effet des mariages ou des héritages, nombre de grands seigneurs dijonnais possédaient hors de Bourgogne des terres qu'ils visitaient quelquefois. Or, qui terre a, guerre a; ces possessions lointaines étaient l'occasion du procès qu'il fallait aller soutenir par devant des Cours étrangères. C'est ainsi que Brulart était propriétaire en Anjou; et le Président Giroux, quand il eut perpétré son crime, partit aussitôt pour Rennes défendre ses intérêts auprès du Parlement de Bretagne. C'est ainsi que Lantin fut dépêché à Aix par sa compagnie pour y compléter l'information d'une affaire. Encore ne comptons-nous pas les voyages qu'on faisait malgré soi, en quelque ville d'eaux pour les besoins de la santé,

(1) Cf. *Lantiniana*, 10.

soit même en exil quand le Parlement avait encouru la disgrâce du souverain. Or on sait que Louis XIV ne craignait pas pour les magistrats la longueur du chemin, qu'à Dijon il les envoyait jusqu'à Perpignan. Par ailleurs, les échanges sont incessants entre la Bourgogne et certaines provinces ou certaines villes comme Metz par exemple dont le Parlement est peuplé de Bourguignons, où Bossuet rencontra non seulement des compatriotes, mais des parents; les ecclésiastiques (1) vont et viennent de Rome à Dijon et de France en Italie, musant en route et suivant un itinéraire qui ressemble fort au chemin des écoliers.

Ce n'est même pas assez de dire qu'on voyage : on aime à voyager. Au début du siècle, l'avocat Févret (2) étudie le droit à Paris, à Orléans, à Bourges, passe deux ans à Strasbourg, parcourt l'Allemagne et suit les cours de Gruter à Heidelberg. Plus tard, Bourdelot pousse jusqu'en Suède et rend visite à la reine Christine. Tel Lantin (3) se promène à diverses reprises à travers la France et l'Italie, et ne compte plus ses séjours à Paris. Tel J.-A. de Chevanes (4) habite quelque temps à Venise, tel M. de Thésut explore l'Italie (5). Tel Legouz fait une excursion en Angleterre et aux Pays-Bas, tel Philibert Collet (6) séjourne tour à tour en Angleterre et en Italie, de même qu'Etienne Malteste, tel un peu plus tard Fleutelot (7) conduit son fils en Provence, tel l'abbé Boisot, franc-comtois, mais fort lié avec les Dijonnais, visite l'Italie, l'Allemagne et les Pays-Bas (8), tel enfin M. Jacquotot, qui fut doyen du Parlement, avait poussé jusqu'à Constantinople (9). Et la Bibliothèque de Dijon possède les relations de nombreux voyageurs dont nous ignorons les noms (10). On franchit la frontière avec facilité, on aime à quitter la terre natale, à connaître les mœurs et les cités de beaucoup d'hommes. Et l'on voit les pays qu'on traverse; car un abbé ou un magistrat dijonnais était accueilli à l'étranger par ses pairs, il avait accès dans la société polie (11) à

(1) L'abbé Nicaise ou l'abbé Boisot par exemple.

(2) Cf. PAPILLON. *Vie de Ch. Févret*.

(3) LEGOUZ. *Vie de Lantin*.

(4) J.-A. DE CHEVANES. Tremblement de terre de Raguse (*Mémoires de Ph. de la Mare*).

(5) *Mémoires de Ph. de la Mare*, 1676, p. 129.

(6) Cf. PAPILLON. *Vie de Ph. Collet* — COLLET, *historia rationis*. Chap. 11 — COLLET. *De la clôture des religieuses*.

(7) Cf. FLEUTELOT. *Voyage en Provence*.

(8) Cf. *Correspondance Nicaise*, et *Mémoires du P. Desmolets*, t. IV.

(9) Cf. Ph. DE LA MARE. *Mémoires*, 1670, p. 5.

(10) Cf. *Index bibliographique*.

(11) Cf. par exemple, un séjour à Venise, d'après COLLET.

laquelle le recommandaient ou son état ou sa fortune, il voyageait avec plus de fruit que nous ne faisons aujourd'hui, sans être confiné comme nous le sommes trop souvent dans la conversation des aubergistes et des ciceroni.

On voyageait donc un peu partout; à travers la France d'abord, quelquefois en Allemagne, volontiers en Hollande, peut-être en raison des liens spirituels qui depuis le temps des ducs rattachaient la Bourgogne et les Pays-Bas. L'Angleterre elle aussi attire, mais par son étrangeté, parce qu'on considère avec étonnement une nation bouleversée par tant de révolutions, un peuple libre et jaloux de sa liberté et si différent du peuple français. L'Italie séduit davantage; les souvenirs de l'antiquité classique et de la Renaissance, de vieilles amitiés, des goûts communs aux savants bourguignons comme à ceux de la péninsule, tout concourt à donner au Dijonnais l'impression qu'il y est chez lui. Aussi, dès qu'on le peut, on franchit les Alpes et le fameux voyage que nous décrit le Président de Brosses, beaucoup d'autres l'ont fait avant lui à qui il n'a manqué que le talent de le raconter. Encore ne parlons-nous ici que des prérégrinations les plus ordinaires; car sans parler des Jésuites revenus de mission, on rencontrait à Dijon des officiers que leurs campagnes avaient promenés à travers l'Europe, des marins qui revenaient de parcourir les deux hémisphères. Au moins pouvons-nous citer ce Perrot (1) aux récits duquel l'abbé Joly emprunta tant de faits curieux. Qu'on se garde donc de représenter le Dijonnais bien né comme un reclus isolé du monde entre les murs de sa patrie; il connaît Paris, il connaît la France, il connaît même les autres nations, il aime à se mêler aux hommes de tous les pays et quand il ne va pas à l'étranger, c'est l'étranger qui vient à lui.

(1) Cf. Abbé JOLY. *Observations d'histoire naturelle*, ms. 1174., p. 19 sqq. Jacques Perrot (1643-1725), trésorier des fortifications, avait couru toutes les mers du monde pendant 12 ans.

CHAPITRE VI

L'ÉTRANGER EN BOURGOGNE

1. — Les moyens d'information

Peu de villes semblent aussi bien que Dijon recevoir l'écho de tous les bruits qui retentissent en France ou dans l'Europe. De tous temps, la Bourgogne fut un lieu de passage, un des carrefours où se croisent les voies principales de la France, et sous Louis XIV, les Dijonnais sont en communication régulière avec le royaume (1). Le courrier part pour Paris les lundis, mercredis, samedis, pour Lyon les mardis, vendredis et dimanches, pour Autun les lundis, pour la Comté, la Lorraine, l'Allemagne, la Suisse les mardis, vendredis et dimanches, pour la Champagne les mardis et samedis. Il arrive de Paris les mardis, vendredis et dimanches, de Lyon les lundis, jeudis et samedis, d'Autun les samedis, d'Allemagne les lundis, jeudis et samedis, de Champagne les mardis et samedis. Des carrosses partent pour Paris les lundis et vendredis, et en arrivent le dimanche, partent pour Chalon et en reviennent les lundis, mercredis, vendredis et samedis, partent pour Autun le mardi et en reviennent le samedi, partent pour Besançon le mardi et en arrivent le dimanche. Il y faut ajouter des messagers partant pour Paris le jeudi, pour Genève le mardi, pour Bourg le mercredi et qui arrivent de Paris le mardi, de Genève le dimanche, de Bourg le lundi. Les voyages sont assez longs ; il faut quatre jours pour aller à Paris ; ils coûtent assez cher, 46 livres 4 sols de Dijon à Paris, et pour le même trajet un paquet pesant moins de dix livres paie deux livres de port.

Cependant les communications sont aisées et pour les personnes et pour la correspondance, et les relations sont fréquentes avec les provinces voisines comme avec l'étranger. Les hôtelleries prospèrent, les hôteliers s'enrichissent, et plus d'un accède à la bourgeoisie (2). On dirait que la Bourgogne se

(1) Cf. Almanach de la province, années 1674 à 1700.

(2) Le père de La Monnoye était hôtelier, La Monnoye fut correcteur aux Comptes.

rappelle le temps où elle constituait un état, où ses regards se tournaient vers les Flandres ou vers le Rhin autant et plus que vers la France, on croirait que malgré l'annexion de la Comté elle est restée une marche frontière tant les rapports sont étroits entre sa capitale et les divers pays de l'Europe, tant les étrangers la traversent et y séjournent volontiers. On reçoit à Dijon les gazettes, le *Mercure*, le *journal des Savants*, le *journal de Trévoux* où plus d'un Dijonnais fait insérer des articles, on y reçoit les *Nouvelles* de Bayle et tous les recueils périodiques que publient les érudits de Hollande et d'Allemagne. On écrit à Paris et ailleurs pour avoir des nouvelles; on en demande surtout aux bourguignons établis dans la capitale, véritables ambassadeurs de la province, chargés de la renseigner sur la littérature sur la politique, sur les potins de la ville ou de la Cour, de lui servir d'intermédiaires auprès des Parisiens de mérite, de lui envoyer toutes les nouveautés qui paraissent en librairie (1). Car on les lit toutes, celles qui sont permises tout aussi bien que celles qui ne le sont pas; la bibliothèque de Dijon est encombrée de chansons et de recueils satiriques des plus outrageants pour le prince (2).

Les livres d'ailleurs abondaient à Dijon en assez grand nombre pour étancher toutes les soifs de connaître et d'apprendre. Sans parler des colporteurs qui dès cette époque trafiquaient des ouvrages défendus (3), les libraires voyaient fleurir leur commerce et rassemblaient dans leur boutique les écrits les plus propres à tenter les chalands. Mais la curiosité trouvait plus d'aliment encore dans les bibliothèques. « Si l'on excepte les villes du premier ordre, écrivait au dix-huitième siècle l'avocat Michault (4), on peut assurer qu'il n'en est aucune où il se trouve plus de livres qu'à Dijon ». Il y avait d'abord la bibliothèque des Godrans, confinée à ses débuts dans la galerie du Père Recteur, peu considérable encore et réservée à l'usage des régents, mais en 1707, le testament de P. Févret en l'enrichissant de six mille volumes, imposa comme condition du legs qu'elle fût ouverte au public (5). Les particuliers

(1) Cf. Lettres de Nicaise, de Taisand, de La Monnoye.

(2) On trouve à la bibliothèque de Dijon, la plupart des recueils satiriques qui s'imprimaient en Allemagne, celui de Marteau par exemple, en outre, des copies manuscrites de pièces qui circulaient sous le manteau.

(3) Cf. *Registres du Parlement*. Arrêts contre les colporteurs.

(4) MICHAULT. *Recherches sur les bibliothèques de Dijon* (Préface), ms. 987, p. 7.

(5) 1148 ms. BOULLEMIER. *Catalogue de la bibliothèque publique de Dijon*. — *Bibliotheca Petri Fevreti senatoris*.

surtout mettaient toute leur gloire, tous leurs soins et une part de leur fortune à réunir des livres; leur librairie prenait leur sollicitude et flattait leur orgueil et l'on y rencontrait des œuvres rares, des manuscrits précieux qui satisfaisaient aussi bien la manie du collectionneur que la curiosité de l'érudit. Car l'amour des lettres ne suscitait pas à lui seul la passion des livres : même des hommes qui ne lisaient guère en étaient frappés; on collectionnait avec une ardeur égale les médailles ou les monnaies et les productions de l'esprit humain. Mais qu'il eût pour source les exigences de la culture, celles de la mode ou de la vanité, l'amour des livres fut avec celui des beaux palais le principal luxe des provinciaux. « Le nombre des bibliophiles, remarquait Michault (1) semble s'accroître dans la province, et quoiqu'on n'y lise plus comme autrefois, on y est plus avide de livres que jamais. » Le Président Bouhier, avec ses 35.000 volumes imprimés et ses 2.000 manuscrits (2), le conseiller de la Mare (3) avec ses recueils historiques, se distinguent entre tous leurs rivaux, mais la plupart des robins font assaut de dépense et de soins pour surpasser leurs voisins par le nombre ou la rareté des exemplaires dont ils sont possesseurs. Les bibliothèques ne se ressemblent pas; chacune, écrit Michault (4) « se ressent du goût et de l'état de celui qui la forme. L'une présente des collections complètes sur les différentes parties de la théologie, l'autre ne laisse rien à désirer pour les matières de la jurisprudence; dans celle-là, on a recueilli tout ce que l'histoire a de plus rare et de plus curieux, celle-ci est formée des plus excellents auteurs de physique et de médecine; tantôt ce sont les plus anciennes éditions de livres qui font tout le mérite d'un cabinet, tantôt ce sont ces pièces fugitives dont on ne peut déterminer précisément le mérite ni le prix. » Chacun formait sa collection d'après sa fantaisie, son caractère et ses goûts; chaque palais, chaque demeure aisée abritait une bibliothèque, et le zèle persévérant des robins édifiait à Dijon une vaste cité des livres. Les matériaux en étaient souvent choisis sans discernement, on considérait la rareté des ouvrages autant que leur mérite et plus d'un bibliophile jugeait sans doute avec Rabelais qu'il fallait acheter tous les méchants livres parce qu'ils ne se réimprimaient point (5). Mais cette manie accroissait l'intérêt et la diversité des librai-

(1) MICHAULT. *Bibliothèques de Dijon*, p. 11.

(2) *Catalogue de la bibliothèque Bouhier*, ms. 788.

(3) DE LA MARE : *Conspectus historicorum Burgundiac*.

(4) MICHAULT. *Bibliothèques de Dijon*, p. 12.

(5) Le *Menagiana* répète ce propos de Rabelais.

ries; des conseillers, des avocats, des prêtres, des présidents à mortier font la chasse aux écrits curieux, aux manuscrits inédits, et quand ils ne peuvent les acheter, n'hésitent pas à les copier. Ils avaient même cette vertu plus rare que leurs livres de les prêter volontiers, de ne les point confiner sur leurs rayons, mais de les en faire descendre à la prière de leurs amis et de ne pas se montrer avares des trésors qu'ils avaient rassemblés.

Faut-il donc s'étonner que l'élite dijonnaise n'ignore rien ni des souvenirs légués par le passé, ni des préoccupations modernes. Ses bibliothèques offraient un aliment à toutes les curiosités comme aux goûts les plus divers; les hommes et les idées de l'extérieur pénètrent jusqu'à elle non pas avec peine ni en petit nombre, mais par un flot vaste et sans cesse renouvelé. Rien de ce qui intéresse le siècle, rien de ce qu'ont produit les hommes ne lui demeure étranger, elle perçoit l'écho des orages politiques, des querelles théologiques, des disputes littéraires, elle participe à tous les mouvements qui agitent la France ou l'Europe, et lorsqu'ils ne l'émeuvent pas c'est qu'elle leur résiste et qu'ils ne font que glisser sur elle. Attentive à la vie du monde, si elle avait voulu suivre la Cour, elle l'aurait suivie, d'autant que l'influence de la Cour venait la solliciter

2. — La Cour à Dijon

Non seulement on constate que les Dijonnais sont au courant des incidents journaliers qui surviennent à Versailles, des naissances, des deuils, des mariages, des fêtes, des faveurs et des disgrâces, mais ils perçoivent l'éclat des scandales et découvrent même ce qu'on voudrait cacher au public (1). Ils connaissent par le menu les noms des courtisans, leur ascendance et leur parenté, leur fortune et leur vie, du fond de leur cité ils portent leurs regards jusque dans les recoins les plus secrets du palais royal où ils n'entrent point. C'est que leurs amis les informent de tous les événements notables, quand le roi et son entourage ne viennent pas jusqu'à eux. Louis XIV séjourna à huit reprises à Dijon, et durant la conquête de la Franche-

(1) Cf. des recueils comme les *mémoires* de Ph. DE LA MARE, comme les collections de chansons ou de documents scandaleux énumérées à l'index bibliographique.

Comté, la reine, son fils et toute la cour y demeurèrent durant trois semaines. En ces occasions, le monarque reçoit tour à tour les compliments de toutes les autorités de la province, et parfois même ceux des poètes. En 1658, il écoute avec plaisir, sans les entendre, cent cinquante vers bourguignons que lui débite Chaingenet (1) vigneron de sa bonne ville; un peu plus tard, il recevra en traversant la Bourgogne une ode en français de La Monnoye. Sans doute ses réceptions sont des cérémonies où les harangues tiennent plus de place que les conversations où la robe dijonnaise se frotte moins qu'on ne pourrait croire à la noblesse de cour et la côtoie plutôt qu'elle ne se mêle à elle. Cependant, ces deux mondes ne peuvent s'ignorer; tout Dijon est en fête quand le roi y daigne entrer; ce ne sont partout que divertissements et que visites, et toute l'élite bourguignonne suit avec attention les faits et gestes de ses hôtes augustes. Durant le séjour de la reine, on ne parle que du dauphin; Bossuet prie le conseiller Lantin (2) de rechercher pour son édification les héros qui dans l'histoire grecque s'étaient le plus distingués par la probité et par la vertu; et Lantin accepta cette mission dont son insouciance seule l'empêcha de venir à bout. Le conseiller de la Mare critique l'éducation que Bossuet donne à son élève et déclare qu'à son avis on bourre le prince de trop d'études (3). Et de jeunes Dijonnais sont présentés à l'enfant royal comme il arriva à Valon de Mimeure pour qui il se prit d'amitié et dont il fit dans la suite d'abord son menin et plus tard, quand les vices lui vinrent avec l'âge, le complice de débauches contre nature (4). Au cours de ces visites royales, la société provinciale avait l'occasion d'élever les yeux jusque vers le souverain, de le contempler au milieu de son entourage et de l'approcher; la Cour n'était point pour elle un monde inconnu, et si elle la voyait rarement à Dijon, elle en apercevait une image atténuée, à intervalles réguliers, chaque fois que le prince de Condé s'installait au Logis du Roi.

Car si faible que soit son autorité entre un monarque despotique et une bourgeoisie indocile, le gouverneur entretient sa popularité en flattant l'orgueil de la robe. Tous les trois ans il arrive de Chantilly pour l'ouverture des Etats, et s'il reçoit de la province une dotation de 300.000 livres, il lui en rend

(1) Anecdote citée par M. DURANDEAU, p. 283.

(2) *Lantiniana*, 319.

(3) *Mémoires* de Ph. DE LA MARE, 1673 (94).

(4) Du moins on le prétendait. Cf. un couplet sur Valon de Mimeure, cité par M. DURANDEAU et par BOUHIER (*Souvenirs* 60).

une partie, veille à l'embellissement de Dijon et en 1671 y fait commencer le Cours. Après avoir écouté les harangues et reçu les honneurs que l'on rend au représentant du roi, il va voir chez eux les Présidents du Parlement et quelques-uns des principaux conseillers, et il reçoit leurs visites (1). Echange de courtoisie cérémoniale si l'on veut, mais qui nous apparaît parfois avec les allures plus familières de l'amitié, car le prince passe de longues heures chez le conseiller Malteste (2) à écouter des concerts. Sans doute Condé se fait Dijonnais plus qu'il n'apporte en Bourgogne les manières et les modes de Versailles; s'il offre un banquet aux députés de chacun des trois ordres, celui qu'il donne au tiers état s'anime d'une licence rustiqué (3). On y boit sec, car le prince ne craint pas les orgies, on s'y amuse des bons mots d'Aimé Piron, des naïvetés des lourdauds, on y plaisante les ânes de Beaune, et bien que le gouverneur présente à ses sujets une image réduite de la Cour royale, bien qu'il leur apporte cet air de grandeur et de majesté qu'on respire à Versailles, la province se montre à lui avec son caractère natif, avec sa gaieté rustique, ses plaisanteries, son patois et ses traditions, elle l'amuse par son originalité même et par sa grossièreté le délasse de la politesse. Cependant, quelque-soin qu'il prit de se conformer aux mœurs du pays, il amenait à sa suite un petit monde de courtisans et d'auteurs et avec eux c'était un peu de la Cour et de Paris qui entraît à Dijon. S'il est douteux que La Bruyère l'ait accompagné en Bourgogne, Santeul son bouffon et son poète l'y suivit deux fois et y mourut. Toute la ville connaissait Santeul, et quand il passait, les pères Jésuites accouraient sur le pas de leur porte et se le montraient du doigt; ses mots passaient de bouche en bouche, ses poésies étaient lues et relues, les scandales et les excentricités de sa vie divertissaient tout un chacun, sujet inépuisable d'admiration et de raillerie. Long comme un jour sans pain, maigre comme un clou, basané comme un africain et de noir vêtu, ce cynique avait l'air d'un cafard. Parasite du prince, il payait son écot par ses bassesses et ses pitièreries, remerciant la princesse par une ode latine d'avoir daigné lui jeter au visage le contenu de son verre (4). Attaché à l'abbaye de Saint-

(1) Cf. BOUHIER, *Souvenirs*, 52.

(2) De La Cuisine, III, 53, note : (Extrait du *Testament moral* de Louis MALTESTE).

(3) Sur les banquets que donnent les Condés à l'ouverture des États, cf. A. PIRON . . *Lé festin des États* 1706.

(4) Cf. *Menagiana*, III, 205.

Victor, il ne touchait à la religion que pour la mépriser dans sa conduite et la célébrer dans ses hymnes ; une fois qu'il était au fond d'une chapelle, une dame vint qui lui confessa ses péchés. Il l'écoute dévider ses peccadilles, puis se levant : « Madame, dit-il, je ne suis pas prêtre. » — « Ha, s'écrie la dame en colère, ton prieur le saura sur ma foi ». — « Bon, reprend-il, allez conter le cas à mon prieur, moi je vais de ce pas à votre époux révéler vos fredaines » (1). Insolent comme un page, il tient tête à Bossuet (2) : « Monsieur, lui dit un jour celui-ci, si j'étais en la place du roi, je vous ôterais votre pension que vous ne méritez pas, je vous chasserais de Saint-Victor que vous déshonorez, et je vous enverrais aux Petites Maisons comme un fou tel que vous êtes ». — « Et moi, réplique Santeul, si j'étais en la place du roi, je vous ôterais Germiny comme un lieu trop délicieux pour un dévot, je vous dépouillerais de votre évêché dont vous ne faites aucune fonction, et je vous enverrais à l'île de Patmos faire une nouvelle apocalypse. » Cynique dans ses mœurs et dans ses propos, une nuit qu'il trouve close la porte de Saint-Victor, il attire le portier dans la rue par l'appât d'un écu, bondit dans la place, referme la porte et ne consent à la rouvrir au portier qu'en échange de son écu. Quelqu'un lui demande ce qu'il attend sous une porte cochère : « Je compte, dit-il, les cocus qui passeront en un quart d'heure, vous êtes le vingtième ». A Monsieur M..., qui se plaignait de l'infidélité de sa femme : « Voilà, répondit-il, une belle affaire ; ce n'est qu'un mal d'imagination, peu en meurent, beaucoup en vivent. » Deux passions le possédaient, la soif de l'or et celle du vin. Il pouvait à bon droit appeler la Bourgogne sa seconde patrie, et s'intituler fièrement Santolius burgundus (3), lui qui aurait pu dire, parodiant la maxime antique *ubi bibo, ibi patria* ; aussi bien était-il lié à la province par la reconnaissance, car pour plaire à Condé, les Etats lui octroyaient à boire. Au demeurant, curieux mélange d'esprit et de bassesse, de cynisme et d'inconscience, raccourci de tous les péchés capitaux, vil, avare, immodeste, ivrogne, vraie réplique de Panurge, d'un Panurge domestiqué et qui aurait passé par le couvent. Mais c'était un poète illustre et qui s'estimait lui-même plus encore qu'on ne l'estimait. « Je ne suis qu'un atome répétait-il, je ne suis rien, mais si je savais

(1) Cf. LA MONNOYE. *Œuvres*. (Santeuil confesseur).

(2) La plupart de ces citations de BOUHIER ont été utilisées par M. DURANDEAU, p. 130 sqq. Elles se trouvent dans le recueil des *Souvenirs* de BOUHIER, p. 63 sqq. Cf. aussi *Menagiana*, II, 379.

(3) Cf. *Santolius burgundus ad comitia Burgundiae*, ms. 538.

avoir fait un mauvais vers, j'irais tout à l'heure me pendre en Grève » (1). Il ne crut jamais avoir motif de s'aller pendre. Tout Dijon rit de ses extravagances et admire ses odes ; les critiques, les reproches qui lui sont adressés intéressent la cité aux querelles littéraires, chacun connaît Santeul, et la présence d'un auteur réputé apporte en Bourgogne quelque chose de Paris. Grâce à lui, il ne manque à la Cour de Condé ni le prestige des arts, ni les scandales. Que sa fin tragique ait été causée par le tabac d'Espagne que son maître lui fit avaler, qu'il ait succombé aux suites d'une orgie ou à des coliques de misère, son trépas souleva l'émotion et la curiosité (2), et sa perte fut ressentie comme un deuil public (3). Si l'entourage des Condés n'égale pas en magnificence celui du Roi Soleil, il en est une copie réduite, de même que Dijon n'est qu'une petite ville à côté de Paris. Les courtisans du prince ne diffèrent pas des courtisans du souverain, même politesse dans les manières, même licence dans les mœurs ; à Dijon comme à Versailles ; les lettres trouvent un protecteur. Il eût fallu aux robins bourguignons bien de la mauvaise volonté et des œillères bien opaques pour qu'ils pussent ne rien apercevoir de ce qui se passait au dehors. Non seulement durant les années d'études et depuis ils circulent à travers le monde, mais le monde vient à eux, les voyageurs, les correspondances leur apportent sans cesse les voix de l'extérieur, le roi lui-même leur donne parfois sa Cour en spectacle, et celle du gouverneur ramène sans cesse au milieu d'eux comme un reflet des splendeurs de Versailles. L'originalité de leur éducation, si toutefois il en est une, ne vient pas de leurs ignorances ; je la verrais plutôt dans l'étendue de leur information, dans cette humeur voyageuse et curieuse qui leur rend familiers non seulement Paris, mais toutes les provinces de France, et même l'étranger, qui promène leurs pas et qui dirige leurs épîtres vers Paris, mais aussi bien vers Aix, vers Orléans, vers Metz, sur les routes des Flandres, de l'Allemagne et de l'Italie.

Aucune influence singulière ne s'exerce sur la Bourgogne. Les Dijonnais ne trouvent aux Godrans ni des maîtres, ni un enseignement qu'ils ne trouveraient pas dans un autre collège ; l'Université les réunit à des jeunes gens venus de partout,

(1) Cf. BOUHIER, *Souvenirs*, et DURANDEAU.

(2) Cf. *Œuvres* de LA MONNOYE, II, 296. (Lettre sur la mort de Santeul). En somme, les Dijonnais voyaient à peu près Santeul sous l'aspect bizarre dans lequel le dépeignait La Bruyère.

(3) Cf. LEGOUZ et autres : *Funus Santolianum*.

parmi lesquels ils se confondent; la vie les met sans cesse en contact avec tous les hommes et toutes les idées; nulle nécessité extérieure ne leur imposait un caractère plutôt qu'un autre; ils furent ce que leur nature leur commandait d'être. Aussi bien, des modes éphémères ne peuvent façonner comme une cire molle des tempéraments rustiques, sculptés par la patience des siècles et un long contact avec la terre. Comme les combes de la côte ont été lentement taillées dans le roc par l'action des eaux, l'âme du paysan bourguignon a reçu sa forme à force de temps et la conserve-immuable et dure comme le rocher. La bourgeoisie dijonnaise demeurée paysanne par l'esprit et proche encore du sol subit toutes les impulsions de l'étranger mais sans rien leur céder et sans plier sous elles; elle resta ce qu'elle était et ne suivit que sa nature et ses intérêts.

SECTION II

L'Humanisme

CHAPITRE VII

L'IMPUISSANCE LITTÉRAIRE

1. — La littérature bourguignonne (1)

Durant le siècle de Louis XIV, le grand siècle littéraire de la France, la Bourgogne nous étonne par la pauvreté de sa littérature. Effet de ses goûts peut-être, peut-être aussi nécessité de sa nature, plus vraisemblablement résultat de ces deux causes à la fois, elle demeure dans la médiocrité par dédain et par impuissance d'en sortir. Car si de même que le vin conserve le parfum du terroir, l'art exprime les caractères du milieu où il est né, était-ce un sol favorable à l'épanouissement d'une littérature que la robe dijonnaise, que cette aristocratie récente, peuple encore dans l'âme, mal dégrossie souvent et proche encore de sa source plébéienne, mais séparée du peuple par son existence, par ses intérêts et par ses mépris ? Deux voies s'ouvraient devant elles à ce moment de son âge ; elle pouvait suivre les grands écrivains du siècle et les imiter, mais pour y songer, elle se défiait trop de la Cour et se tenait trop à l'écart de la France. Elle pouvait aussi cultiver sur la terre bourguignonne un art national, mais elle était désormais trop loin de la race dont elle était issue.

(1) Nous n'avons pas la prétention d'étudier en quelques pages la littérature bourguignonne ; elle est d'ailleurs antérieure à l'époque dont nous nous occupons. Du TILLIOT nous a conservé un assez grand nombre de documents concernant l'*infanterie dijonnaise* ; de nos jours, M. DURANDEAU a tenté l'histoire du théâtre dijonnais, mais son étude en fait souhaiter d'autres.

Car le divorce de la province et de son élite fit dépérir la littérature en langue bourguignonne et presque d'un seul coup en arrêta la floraison. Jusque vers 1650, le génie bourguignon semble en travail et à la veille d'enfanter; déjà même il produit mieux que des ébauches informes et justifie les plus belles espérances par d'honorables réalités. Gage de vigueur future, cet art naissant tient de près à la vie de la nation; ce n'est point une de ces plantes qu'à force de soins et d'artifices on fait végéter dans une serre ou dans un logis; mais un arbre robuste gonflé de sève et de jeunesse qui pousse librement vers le ciel ses rameaux nouveaux, germé au soleil de la Bourgogne et qui nourrit ses racines dans la terre et de l'âme même du pays. A vrai dire, cette littérature en patois n'est pas l'œuvre du peuple, mais connaît-on beaucoup d'ouvrages littéraires qui aient été composés par des illettrés? Tous les auteurs bourguignons dont nous avons retenu les noms appartenaient à la basoche, au barreau ou à la haute robe (1). Dans leur nombre, on rencontre des avocats généraux comme Legouz de Vellepesle, Jean Nicolas, Pierre de Xaintonge, des avocats comme Malpoy, Jean Richard, Jean Godran, Pérard, Bréchillet, des chirurgiens comme Jean Flory, et ces exemples suffisent à nous renseigner sur la condition des poètes. On la devinerait d'ailleurs à la lecture de leurs vers, où abondent les souvenirs d'une ample érudition. Plus d'un passage est non seulement inspiré mais emprunté de Virgile (2), à chaque instant on évoque Alexandre ou César ou les aigles romaines, on déploie tout un arsenal d'attributs mythologique (3), on fait paraître et parler les divinités de la fable. Libre à M. Durandeaude de supposer que depuis l'antiquité païenne les Bourguignons avaient conservé le souvenir et le culte de Bacchus (4), mais en attendant que ce miracle ait été démontré, nous préférons croire que depuis l'école, familiers avec les latins, les parlementaires dijonnais rimaient en patois sans oublier leurs habitudes d'écoliers et leur langage classique. Ajoutons qu'ils exerçaient leurs talents sur des sujets capables d'inspirer beaucoup moins le peuple que des magistrats. Célébrer les actions du roi, la naissance des princes, l'entrée du gouverneur, un incident de la vie parlementaire,

(1) Cf. DU TILLIOT. *Histoire de la fête des fous* — DURANDEAU. *Histoire de la Mère Folle laïque* — PETIT DE JULLEVILLE. *Comédiens en France au Moyen-Age*.

(2) *Dialogue de Nasillon et Groindor*.

(3) *Chariot des Déités*.

(4) DURANDEAU. *Mère folle*.

voire la découverte d'un tombeau antique (1), ce sont là des soins peu communs chez les vigneron, mais fort naturels au contraire chez les officiers contraints par leur état d'ordonner et de diriger les réjouissances publiques. Par quelque côté qu'on la considère, la littérature en patois bourguignon porte la marque de la robe (2), elle est le divertissement d'avocats ou de parlementaires érudits, c'est de leurs jeux qu'elle naquit, qu'elle grandit et qu'elle se soutint.

Mais ces bourgeois écrivaient pour le peuple; ou tout au moins avec le désir d'en être compris. Les plaisanteries du Palais sur la rapacité des procureurs étaient grossières et se faisaient violentes pour satisfaire les rancunes des humbles. Les parodies de Virgile étaient forcées jusqu'à devenir des farces originales et plaisantes même pour des ignorants (3). Les dieux antiques vivifiés par la verve du poète redevenaient des réalités vivantes, des personnages quelquefois un peu grotesques mais certes plus humains que de vaines allégories. Mais rien n'est emprunté ni aux légendes ni aux poètes de l'antiquité dans bien des scènes imitées de la seule réalité dans celle de l'empirique par exemple qui servit à Molière de modèle, et dans le fameux dialogue du vigneron et du soldat (4). C'est de ses yeux que l'auteur a vu le soudard exigeant, brutal, fanfaron, au fond meilleur enfant qu'il n'en a l'air, et le paysan avare et couard qui laisse en soupirant partir ses jambons et son vin. Transformés par la verve bourguignonne, tous les sujets prennent un caractère national; la naissance d'un prince ou l'entrée d'un gouverneur, servent de prétexte à une peinture de la liesse dijonnaise, à une évocation de la vie locale; tout ce tableau vivant qu'on a devant les yeux nous fait oublier que l'événement célébré n'intéresse guère la Bourgogne (5).

(1) Cf. MILSAND. *Bibliographie*, 93 sqq.

(2) On sent d'ailleurs que cette littérature sous son apparence rustique est pénétrée par la culture. Tel dialogue d'Antoine Brenea et de Sanson Grivea contient une paraphrase de Malherbe, ms. F. Duxin 5 (p. 6).

(3) Cf. la scène de Silène, enchaîné par les vignerons Nasillon et Groindor. Cette parodie bouffonne de Virgile reste une comédie plaisante, même si le spectateur n'a pas lu les *Bucoliques*. Ici le poète latin est pour ainsi dire naturalisé bourguignon. On lui emprunte un sujet qu'on adapte aux nécessités de la scène dijonnaise.

(4) Ces deux textes sont reproduits dans l'ouvrage de M. DURANDEAU.

(5) Le théâtre de l'*Infanterie dijonnaise* célèbre aussi des événements qui n'ont rien que de dijonnais (p. ex. le mariage de M. Desbarres, chef de la compagnie), mais il avait en certaines circonstances un rôle quasi officiel. Il recevait de la mairie une subvention pour les fêtes à l'occasion de la naissance du dauphin.

La délivrance des princes ne fut qu'un épisode de la politique royale, mais c'est une œuvre toute dijonnaise d'inspiration que le poème où l'avocat Godran décrit les réjouissances auxquelles elle donna lieu. Il nous conduit au bal où M. le Premier Président Bouchu

Lassé d'agiter la balance,
Entra le premier en cadence
Et d'autant plus gravement
Qu'il le fit un peu pesamment (1).

Et partout la joie populaire entraîne femmes, filles, conseillers, présidents, vigneron, jusqu'aux religieux de Saint-Bénigne à l'humeur pourtant si chagrine. Partout les amis de Condé fêtent sa libération sans mesure et sans sobriété, cependant que ses ennemis, les partisans surtout, se cachent tout penauds et tout déconfits et que s'enfuient ces génies malfaisants qui ont nom toisage des maisons, aliénation des communautés, parti des consignations, marque des cuirs, suppression des gages. La robe et le peuple unissent ici leur allégresse et leurs rancunes, et des poèmes de ce genre sont les annales de la vie dijonnaise toute entière et non pas seulement de la vie bourgeoise. C'est que les guerres et les agitations politiques rapprochent les classes, que les individus de tout rang se rencontrent soit à la garde des mêmes murailles, soit au sein des mêmes factions. Les haines et les joies leur sont communes, et s'expriment par une même voix. La plupart des poèmes antérieurs à 1650 ont été écrits pour être joués par l'Infanterie Dijonnaise. On sait ce qu'était cette Compagnie des fous (2) : une bande joyeuse qui, les jours de fête, revêtue d'uniformes éclatants et bizarres, accompagnait à travers la ville le chariot de la Mère Folle. C'étaient des mascarades bouffonnes qui offraient une partie de la ville en spectacle à l'autre partie. Or des gens de toutes conditions figuraient sinon dans le cortège, au moins sur les contrôles de cette confrérie burlesque. La robe et la basoche y dominaient, mais les artisans aussi en faisaient partie pour peu qu'ils consentissent à faire la dépense d'un habit, mais des évêques, mais de grands seigneurs comme le comte d'Harcourt, mais des princes comme Henri de Bourbon trouvaient plaisant de se faire inscrire au nombre des fous. Quelle que fût la condition des auteurs, si l'on considère et le public auquel ils s'adressaient et le langage qu'ils lui parlaient,

(1) Ms. 864. GODRAN. *Réjouissement pour la délivrance des princes.*

(2) Cf. DU TILLIOT, et DURANDEAU : *Histoire de la Mère folle.*

il n'est pas douteux que le théâtre de l'Infanterie dijonnaise n'ait suscité une littérature qui fut véritablement bourguignonne.

Les luttes politiques, les joies et les douleurs publiques font éclore les satires, les éloges, les pamphlets ou plutôt un art nouveau auquel on ne saurait appliquer les définitions qui conviennent au français et qu'on ne peut faire entrer dans les mêmes cadres. Car le patois qui n'a jamais habité les salons ni la Cour, ce rustre sans éducation ne s'est point expoli en l'officine de Minerve, ignore les règles et s'abandonne à sa nature (1). Pour lui, point de séparation entre les genres, il les confond tous en un seul et passe, au gré de l'inspiration, du plaisant au sévère, de la noblesse à l'ironie bouffonne. Le tragique et le comique, le rire et les pleurs, l'admiration et la raillerie se succèdent et se mêlent dans sa bouche comme dans une âme d'enfant, cependant rien ne paraît plus sensé que cette incohérence, car sous ces apparences diverses et mouvantes, on devine une réalité stable, le tempérament éternel de la race. Le rustique n'aperçoit et ne dépeint que des objets matériels; les mouvements de l'âme lui apparaissent comme des gestes corporels, les vices ou les souffrances du cœur comme des difformités ou des misères physiques, le bonheur se confond à ses yeux avec le plaisir. Avec cela, redoutant les grands mots et les passions sublimes, appliquant sa finesse à découvrir l'oreille de l'âne sous la peau du lion et l'homme sous le héros, tout son talent consiste à peindre et à peindre ce qu'il a vu avec exactitude, mais avec une tendance à charger les ridicules et à grossir les petitesesses. Il est réaliste avec simplicité. Quand il se moque de ses ennemis, voire de ses bourreaux, pas d'invectives, mais la caricature de ses adversaires; quand il loue un bienfaiteur, pas d'éloquence abstraite et vague, mais la description précise de l'allégresse publique; quand il se plaint, sobre de gémisséments et de lamentations, il lui suffit d'évoquer des champs hérissés de chardons, des tables sans pain et des visages sans sourire. La littérature populaire a créé à son usage un genre que faute d'autre nom elle appelle burlesque (2), une espèce

(1) La littérature bourguignonne n'est pas tout entière rédigée en patois; une partie est écrite en français; elle date, en effet, d'une époque où la bourgeoisie et le peuple avaient chacun leur langue usuelle tout en comprenant l'autre. Mais françaises ou patoises toutes les œuvres de l'Infanterie dijonnaise se ressemblent par le style et l'inspiration.

(2) Pour avoir le modèle de ce burlesque, mi plaisant, mi sérieux, cf. ms. 864, *journal burlesque du siège de Seurre* 1653.

de narration simple et sans ornements, sérieuse au fond et enjouée par le style qui sert à raconter également une fête donnée à Dijon, le décri des monnaies et la déroute des Impériaux. Si l'imagination intervient, c'est une imagination à la Téniers, éprise de vie, et qui n'aperçoit la vie qu'à travers le grotesque. L'idéal lui-même est représenté par des objets matériels; lorsque l'âge d'or reviendra, dit le poète :

Vos vignes ne seront gelées...
On baillera pour rien le lard,
La chair ne sera plus vendue,
Trois vendanges par chacun an
Dans Dijon ni mousquets ni armes (1).

Les rêves ne vont pas au delà. Et les rêves eux-mêmes revêtent une forme sensible; toutes les espérances de la Bourgogne sont représentées par le personnage de Bontemps (2). Bontemps est une divinité créée par l'imagination populaire; ami d'un travail modéré, grand avaleur de boudin et de bon vin, riant volontiers, écoutant les gaudrioles, bonhomme s'il en fut, mais l'esprit assez borné. On aime à le plaisanter sans qu'il songe le moins du monde à s'en offenser, c'est un dieu de comédie si l'on veut, mais partout où il passe, il apporte avec lui l'abondance et les plaisirs parmi lesquels il coule sa vie; à la fin de chaque guerre ou de chaque invasion, on célèbre son heureux retour ou ses noces avec la Bourgogne.

A propos de ce théâtre de l'Infanterie dijonnaise, M. Roupnel a évoqué le souvenir d'Aristophane (3). Les voies semblaient en effet aplanies pour la venue d'un Aristophane bourguignon. L'amour de la parodie, la satire personnelle, les libertés de la fantaisie, la licence des propos, le réalisme exagéré en amour du grotesque, le grotesque chargé jusqu'à l'absurde, le terre à terre de la pensée, le prosaïsme de l'idéal, tous les éléments qui composent la verve de l'ancienne comédie attique, on les retrouve dans le théâtre bourguignon. Les sujets des pièces eux-mêmes présentent de curieuses ressemblances; la satire des femmes et des gens de loi, l'éloge de la paix si chère aux rustiques, voilà sur quoi s'exercent les auteurs dijonnais. Il ne manquait plus qu'un homme de génie pour recueillir ces richesses et les mettre en œuvre, qu'un peu de temps encore pour mûrir la moisson, mais un été stérile anéantit toutes ces

(1) *Dialogue de Silène Nasillon et Groindor*. Nous avons traduit le texte.

(2) Cf. *Noces de Bontemps. Retour de Bontemps*.

(3) ROUPNEL, p. 153, 154.

belles promesses presque à l'heure de la récolte. Car cette littérature originale était née de l'unité du peuple bourguignon, de la solidarité entre la bourgeoisie qui l'écrivait et la plèbe à qui elle s'adressait. Du jour où le patriciat s'isole, elle languit et meurt. Dès que Louis XIV règne en maître absolu, elle s'évanouit avec la liberté. Les magistrats de la robe n'attendent plus des électeurs les honneurs municipaux, ils n'espèrent plus fomenter des factions à la faveur des révolutions ; retirés dans leurs hôtels, dans leurs châteaux, dans leurs tribunaux, ils s'environnent de pompe, de majesté et de solitude. Sans doute, tous les jours encore, l'exiguité de la ville les contraint de coudoyer le peuple : les villageois accourent aux marchés, achalandent les boutiques, fournissent une clientèle aux avocats, des victimes aux médecins, ils plaident devant les cours, cultivent les domaines des citadins et habitent même avec eux dans leur maison de ville comme laquais et comme servantes. Mais désormais leurs maîtres les méprisent et ne vivent plus avec eux. La robe enferme en soi-même ses ambitions et ses divertissements, elle oublie même le langage de la province (1). Elle le comprend encore mais le parle mal et rarement, si par hasard elle l'écrit, elle hésite ou se contredit sur la grammaire ou le vocabulaire, elle prend pour le patois un jargon qu'elle a inventé et qui n'est souvent que du français estropié. Le vrai patois, s'il conserve les campagnes, recule dans la ville et se retire vers le faubourg Saint-Philibert comme s'il avait conscience de sa déchéance littéraire. C'en est fini ou à peu près du théâtre dijonnais, des satires ou des récits en vers burlesques ; les auteurs bourgeois ont rompu avec leur public populaire et l'hostilité qui sépare le patriciat de la plèbe tarit en sa source l'art bourguignon.

Il reste cependant à Dijon un poète national et un vrai poète, l'apothicaire Aimé Piron (2). Autant que ses devanciers, il est peuple par son génie, par la simplicité familière et truculente de son langage, par le réalisme de ses descriptions. Nul mieux que lui n'a su dépeindre toutes ces piteuses figures

Qui ne sauraient montrer de blanc
Que dans les yeux et sur les dents,
Tant le chaud, le vent et la crasse
Tourmentent leur noire carcasse (3).

(1) Sur le recul du patois cf. la préface des *Noëls de La Monnoye*.

(2) DURANDEAU. *Aimé Piron et la vie dijonnaise*.

(3) Cf. *Recueil des œuvres d'A. Piron*, publiées par M. DURANDEAU : *Dialogue de Piarro et Coula ou porvileige égarai*. Nous avons traduit le texte.

Nul n'a mieux traduit les humbles aspirations des misérables :

Que jaimai fessourou de veigne
 Ne soo ni malaide ni graigne
 Que le borjon soo a covar
 Dé mau qui l'étraigne en hivar
 Que lai grêle qui to ravaige
 Ne tombe pas su le finaige (1).

Et quand il promène son dijonnais en liesse à travers les fêtes, les carrefours, les cabarets, les tavernes et des lieux pires encore, quand il nous fait rencontrer à travers les rues telle demoiselle célèbre par ses aventures, tel artisan dont l'embonpoint ou les gais propos divertissent un quartier, il mérite sans contredit qu'on l'admire comme le peintre le plus vrai de la vie dijonnaise. Mais il fut le dernier, encore vint-il trop tard pour que ses talents naturels pussent germer et croître en liberté et porter tous leurs fruits. Non pas seulement parce que la surabondance de souvenirs classiques trop précis, parce que des allusions sensibles aux seuls lettrés nous laissent supposer qu'il n'écrit pas pour les rustres dont il parle la langue, mais surtout parce qu'à chaque pas on devine et on reconnaît un poète officiel (2). Commensal du gouverneur au même titre que Santeul, bouffon du prince dont il égaie les festins, Aimé Piron consacre sa verve poétique au grand seigneur qui le traite avec tant de condescendance, il chante ses exploits, sa gloire et celle de sa race, il dépeint à la postérité des Condés affables et simples (3), bons pour le peuple et lui faisant largesse, conversant avec les particuliers sans cérémonie, vrais Henri IV de leur province. Chantre du roi aussi bien que du prince, il célèbre les naissances de la famille royale, la prise de Philipsbourg et celle de Montmélian, il déplore la mort du Dauphin, et quand on forme le projet de creuser un canal à travers la Bourgogne, mettant sa muse au service du gouvernement il entreprend d'en démontrer l'utilité (4). Ce n'était pas la première fois sans doute qu'on s'exerçait en patois sur des sujets aussi peu bourguignons, mais jadis pour chanter une heureuse

(1) *Réjouissemant su lay poy* ed. DURANDEAU, p. 19.

(2) Cf. *Phélisbor éclaforai, Monmélian tarbolai, Joyeusetai su le retor de la bonne santai du roy, Diallogue dé deu Brisach, le Mausolée de Mgr le Dauphin*.

(3) Cf. *Le festin des Etats* (1706), le héros est le fils du grand Condé.

(4) *Fonds Duxin 5 : Rimauillerie de deux bareuzais sur le projet d'ouverture du canal des Deux Mers*, par Aimé PIRON.

naissance on se bornait à décrire les dijonnais en liesse, pour se réjouir d'une paix conclue avec le monarque on fêtait le retour de Bontemps en Bourgogne. Aimé Piron n'ose pas, comme ses aînés, s'affranchir des nécessités du panégyrique ni conserver sa nature et sa liberté. Lui si propre à peindre la vie dijonnaise et cela seulement, il veut faire en conscience son métier de poète officiel. Faute d'inspiration, il se bat les flancs, il nourrit ses développements de réminiscences antiques (1) et de froides allégories, il s'encombre d'un fatras au milieu duquel son talent se devine plutôt qu'il n'apparaît, et son allégresse de commande ne semble pas enfermer plus de joie véritable que les réjouissances coûteuses et les illuminations imposées à la ville par ordre du monarque. Né pour l'indépendance, il eut le tort de domestiquer son génie. Plus libre dans ses Noëls, il est cependant gêné par l'étroitesse du genre et par le souci d'égaliser La Monnoye. Jamais il n'est lui-même, et l'avortement de ce talent qui fut grand nous fait comprendre de quel mal sans remède se mourait la littérature bourguignonne.

On le sent mieux encore quand on a le courage de parcourir le *Virgile virai en borguignon* (2), fastidieuse pitrerie méditée et perpétrée à loisir, commencée par le conseiller Dumay, continuée par l'abbé Petit, consommée par l'abbé Joly et par Tassinot. Rarement collaboration de gens d'esprit produisit des résultats moins heureux. Ces poètes ne touchent au peuple dont ils emploient la langue ni par la condition, ni par le caractère; leur ouvrage est un divertissement de patriciens érudits. Quoi que Boileau eût fulminé contre le burlesque, la contagion dont il se plaignait continuait à infecter la province longtemps après la condamnation prononcée dans l'*Art poétique* (3). Bien après Scarron, nos Dijonnais entreprirent de travestir Virgile. Si la perfection du genre consiste à descendre jusqu'à la plus basse trivialité, à déguiser les héros de la légende sous l'extérieur le plus grossier, à illustrer le récit antique par de faciles anachronismes, Scarron sans aucun doute pâlit devant ses émules. On sait ce que deviennent entre leurs

(1) Aimé PIRON a beaucoup lu, il connaît l'antiquité, et d'autre part, il nourrit sa verve rustique avec les souvenirs du seizième siècle. Picrochole et Panurge sont ses héros aussi bien que les Césars.

(2) Il existe de nombreuses copies du *Virgile virai* à la bibliothèque de Dijon. Il a été imprimé en partie, au début du XVIII^e siècle, à Dijon, chez Defay.

(3) C'est d'ailleurs un dijonnais, le fils d'Etienne Moreau qui acheva le *Virgile travesti*, de Scarron.

maines les vers touchants par lesquels Hécube retient auprès d'elle le vieux Priam :

Quand la reine vit son homme
 Qui sotoo fagotai-to comme
 Su son cloché a Jacquemar
 Vou bé comme l'homme de far,
 Vou, vai, fit-elle, ce jocrisse (1).

Heureux encore ces vandales, quand ils ne tombent pas dans la polissonnerie, voire dans l'obscénité la plus crue. Pour entrevoir jusqu'où ils peuvent aller, il suffit de relire le passage où Didon rappelle à sa sœur Nannette le vœu qu'elle a formé de rester fidèle à son premier époux :

S'i n'aiyo dit dans ma cervelle
 Serviteur à la bagatelle... (2).

Mais d'assez longues citations du Virgile viré ont été publiées par M. Jacquet; le reste du tonneau est du même cru que l'échantillon. A la rigueur, cette laborieuse parodie aurait un sens, si accentuant les faiblesses du poète latin, elle en rendait sensibles les défauts, mais elle ne se propose d'autre but que de l'avilir. On dirait que des écoliers émancipés de la fêrule ont voulu se venger des prélections du collège, qu'avant de partir en vacances ils ont laissé leurs ordures dans le sanctuaire des muses. Fût-elle plaisante, une telle œuvre ne saurait intéresser qu'une caste fermée. Commise par des lettrés et pour des lettrés, le sel n'en peut être goûté que par le petit monde de bourgeois qui connaît à la fois et Virgile et Dijon. Les robins à qui elle était destinée éprouvaient le sentiment d'une supériorité en pensant que les rustres ne la comprenaient pas, ils se sentaient flattés en se rappelant qu'ils possédaient le privilège de l'instruction, et quoi de plus injurieux à l'égard du peuple que de représenter à son image les héros de la fable quand on veut les rendre grotesques ? Loin de continuer la littérature provinciale, le Virgile viré nous apparaît comme le symbole de sa déchéance et de sa fin. Si les honnêtes gens écrivent encore en patois, c'est pour se divertir entre eux et aux dépens du peuple; les temps sont accomplis où la robe dijonnaise vivait de la vie du pays. Depuis qu'elle s'est retranchée de la nation, la littérature bourguignonne succombe d'épuisement et d'inanition; il n'est point sûr que ce fut un gain pour la littérature française.

(1) Virgile virai. Chant II.

(2) Ibid. Chant IV.

2. — L'éloquence, devoir public

Le français est en Bourgogne la langue officielle et celle des honnêtes gens, c'est elle que l'on parle et que l'on écrit au Palais et dans les salons. Et les Bourguignons ont reçu des Jésuites une solide éducation littéraire, puisque toutes leurs études aboutissent à la rhétorique où l'on n'enseigne que l'éloquence et la poésie. Parvenus à l'âge d'homme, les occasions ne leur manquent pas de tirer parti de leurs talents et en particulier d'exercer leur parole. Par une heureuse fortune, nous possédons sur l'éloquence dijonnaise un traité de rhétorique, le *de claris fori burgundici oratoribus* que l'avocat Charles Févret fit paraître en 1654 chez le libraire P. Palliot. C'est un pastiche du Brutus de Cicéron écrit en latin et, dans le style, plus Cicéronien que Cicéron lui-même; les vastes périodes, les images, les expressions, jusqu'à l'abus des *esse videatur* à la chute des phrases, toute la forme décèle la volonté d'imiter le rhéteur romain, tout la révèle aussi dans la présentation du sujet. Un sénateur dijonnais Bénigne Milletot, un avocat, Nicolas de Chevanes, reçoivent la visite de leur compatriote François Florent (1), doyen de l'Université d'Orléans, et tous trois engagent un dialogue divisé en trois journées, durant lequel ils prient Nicolas de Chevanes d'exposer en détail « quelle a été dans le barreau bourguignon la première enfance de l'éloquence, comment elle a grandi en force et en énergie, ensuite par quelles voies elle est arrivée à toute la splendeur de sa maturité, à quel moment, progressant encore, elle s'est élevée à son apogée, combien de temps elle est demeurée à ce degré de gloire et ensuite comment, pour ainsi dire sans nerfs et sans vigueur elle sembla peu à peu languir, s'affaiblir et enfin mourir. » La rencontre de nos trois dijonnais étant supposée avoir lieu avant 1640, le siècle de Louis XIV ne compte parmi ses orateurs aucun de ceux dont Févret drape la gloire modeste dans les éloges magnifiques consacrés par le Brutus à la mémoire des grands écrivains latins. Mais tout en décernant aux dijonnais défunts la critique et la louange, les personnages du dialogue définissent les vertus essentielles du parfait orateur, les mêmes que Cicéron exigeait de lui, le savoir, les dispositions naturelles et la pratique. Le premier mérite à leurs yeux, c'est la politesse, et le second, l'érudition; quand suivant

(1) Ce Florent fut réputé en son temps comme juriste. Cf. *Lantiana*, 121.

à travers les âges l'histoire du barreau ils arrivent aux guerres de religion, c'est pour regretter que les troubles civils aient arrêté dans son essor le développement harmonieux de l'art oratoire (1); et pourtant c'est à l'époque des désordres que mûrit la grande éloquence, quand les grandes passions, les idées généreuses ou violentes emportent l'âme et vivifient la parole. *Eloquentiam cum libertate amisimus*, écrivait Tacite; mais Févret rêve d'un discours correct et sage comme un bon devoir de rhétorique, respectueux des exigences de la composition, de la langue et des bienséances, nourri par l'érudition plutôt que par le cœur, pompeux et régulier comme un palais ou un jardin classique. Le mal dont selon lui dépérit l'éloquence, c'est que les jeunes gens bien nés évitent le barreau, ou s'ils y passent ne s'y arrêtent que le temps de s'enrichir et s'en évadent aussitôt pour acheter un office de conseiller et avec lui l'oisiveté, la puissance et les honneurs. Car aux plébéiens qui remplissent les charges du barreau, manqueront toujours l'élégance et la politesse sans lesquelles il n'est pas d'éloquence (2). L'ouvrage de Févret, qui fut célèbre et dont personne ne contredit les principes, exprime bien la pensée de ses contemporains et de ses successeurs. Pour modèle et pour maître, ils adoptent Cicéron, préférence naturelle chez un érudit comme Févret qui lisait à douze ans Saint Ambroise et Lactance, et traduisait Homère et Démosthène, préférence naturelle aussi chez ses compatriotes nourris dans les lettres latines, préférence légitime partout et dans tous les temps, car le talent de Cicéron n'a jamais été surpassé, et les principes qu'il donne de son art sont incontestables et éternels. Mais l'éloquence que définit Févret ne ressemble guère à celle de Cicéron qu'elle croit imiter. Il lui manque la vie et le naturel. Ce n'est qu'un exercice d'école, une imitation servile des anciens que l'on traduit et que l'on pille, un étalage de souvenirs et d'érudition en même temps qu'une recherche exclusive de la noblesse et de l'élégance. Nul souci de cet équilibre, de cet accord qui unit la pensée et l'expression, le grand orateur n'est pas celui qui emporte l'enthousiasme et persuade la raison, c'est le pédant bourré d'anecdotes et de citations dont le génie froid et compassé balance des périodes d'une majesté uniforme et endort l'oreille par la monotonie des termes nobles et pompeux. L'idéal inavoué de cette éloquence ce serait un Panégyrique à la Plinie, et

(1) *De claris oratoribus* lib. 2.

(2) *Ibid.* lib. 3.

tous les Pline ne trouvent pas des Trajans à louer; ce sont plus sûrement les amplifications sonores et creuses du collège, et Févret n'enseigne pas autre chose que la rhétorique des Jésuites.

Cette rhétorique domine à l'église comme au barreau; mais il est difficile de déterminer dans la chaire bourguignonne la part de la Bourgogne. Les prédicateurs abondaient à Dijon même en ne comptant pas Bossuet qui n'y prêcha qu'une fois et sans succès, mais la plupart des religieux prédicateurs n'étaient pas nés dans la province et ne vivaient pas avec elle; les plus illustres, commis voyageurs de la prédication, promenaient de ville en ville leurs sermons à succès comme les comédiens leurs pièces de théâtre. Peut-être la Bourgogne pourrait-elle revendiquer comme siens des sermons célèbres comme ceux du P. Nicolas de Dijon par exemple, mais elle n'y gagnerait pas grande gloire, car jamais on n'employa plus d'art à fausser le naturel. L'orateur s'ingénie à découvrir dans l'histoire de Pharaon (1) le symbole méthodique de tous les moyens de salut offerts par Dieu, de toutes les fautes qui nous les font échapper, de tous les châtimens qui punissent nos fautes, et par un prodige de subtilité, il démontre par exemple que les miracles des mages ennemis de Moïse représentent les séductions de la comédie. Moins soucieux de toucher les cœurs que d'exciter l'admiration des savants, il fait parade non seulement de ses connaissances théologiques mais de son érudition profane, appelant Cicéron au secours de Saint Augustin pour confirmer les vérités de la foi. Au moins n'ignore-t-il aucuns des procédés de la rhétorique, multipliant les divisions et les subdivisions, les fleurs et les tropes, déroulant de nobles périodes et laissant l'auditeur sinon convaincu par la prédication, au moins plein de respect pour la science du prédicateur.

L'oraison funèbre offrait aux rhéteurs des sujets mieux appropriés à leurs goûts; ils la concevaient comme une *laudatio funebris* à la mode antique, comme un éloge des mérites du défunt et de ceux qu'on lui prêtait, et quand la vraisemblance ne permettait pas de lui en prêter, on vantait la gloire de sa race, on développait les lieux communs sur les vertus qu'il aurait pu avoir. Les modèles du genre se donnent au collège et le discours latin que prononce devant les écoliers le P. Badius en l'honneur du feu duc de Bellegarde ne nous sem-

(1) *Pharaon réprouvé ou l'avocat de la Providence, avent prêché par le R. P. NICOLAS, de Dijon* (Bib. div. 18.762).

ble pas plus scolaire (1) que la harangue prononcée sur le même sujet par son confrère le P. Jean Grisel (2) devant la ville et ses magistrats. L'érudition pour fleurir la matière accumule les fautes de goût; un orateur sacré (3) cite Sénèque pour montrer que la mort est une autre vie et rappelle la prière de la prêtresse d'Argos pour Cléobis et Biton, il rapproche de l'Ecclesiaste la réponse de Silène à Midas, découvre de l'analogie entre les *Métamorphoses* et la Bible, entre la parole de l'Ecriture *Justus ut palma florebit* et les vers où Ovide fait verdoyer Philemon et Baucis. A mesure que passent les années, l'érudition se fait moins pédante et les procédés oratoires plus délicats; le P. Cenamy (4), louant Nicolas Brulart tente même de greffer sur l'éloge d'un juge un sermon sur la justice, mais le panégyriste mondain l'emporte toujours sur l'apôtre sacré. La rhétorique telle que la définissait Févret règne sur la chaire, et la parole sainte semble un exercice d'écolier.

Le barreau dijonnais appartient plus exclusivement à la province, car ses orateurs sont nés dans le pays, y vivent et y suivent toute leur carrière, mais beaucoup des monuments de leur éloquence ont disparu, et même des avocats célèbres qui surent émouvoir et convaincre ne nous ont pas laissé leurs plaidoyers. Effet du hasard, peut-être, mais aussi d'une volonté réfléchie comme s'ils avaient laissé périr sans regret la parole à leur gré trop simple et trop terre à terre qui touche les juges et sauve l'accusé. Car lorsqu'ils conservent leurs plaidoiries (5), c'est comme document juridique, parce qu'à l'occasion d'un procès elles éclairent un point de droit, et vouant le texte à l'oubli, ils se contentent d'en rédiger un résumé ou d'en extraire les arguments. Avec une telle méthode, du *Pro Milone* on ne garderait qu'un exemple de légitime défense, du *Pro Archia* qu'un commentaire sur le droit de cité. Le meilleur du talent et des soins, on le consacre à une plus noble rhétorique, aux dis-

(1) *Illustrissimi ducis Bellegardii laudatio...* 1647. (Bib. div. 22.518 Recueil).

(2) *Discours funèbre prononcé aux obsèques de feu Mgr Roger de Bellegarde, en l'Eglise des RR. PP. Jésuites de Dijon, par le R. P. Jean Grisel, avec la relation de ce qui s'est fait aux obsèques Dijon Palliot 1647.*

(3) *Discours d'honneur à la mémoire d'... André Fremiot, patriarche archevêque de Bourges, par F.-A. Nardot, Dijon Palliot 1644, p. 4, 5, sqq. et 37.*

(4) P. CENAMY. *Oraison funèbre de Nicolas Brulart.*

(5) Par exemple, TAISAND et GENREAU nous ont laissé l'analyse de leurs discours. Les plaidoyers de TAISAND se trouvent analysés dans le ms. 533.

cours d'apparat. Car l'éloquence n'est pas moins nécessaire à la robe bourguignonne et aux sénateurs dijonnais que dans la curie romaine ; quelque habitude qu'eussent pris certains d'opiner toujours du bonnet, tôt ou tard les circonstances les obligeaient à prononcer des harangues. Il faut en prononcer si l'on entre à la Chambre de ville, car si la suppression des franchises municipales a réduit les tribuns au silence, les fantômes de magistrats urbains sont tenus de discourir devant leurs fantômes d'électeurs, et à toutes les cérémonies de parler au nom de la cité. Il faut haranguer si l'on siège aux Etats, et si l'on tient quelque rang au Parlement ou à la Chambre des Comptes, il faut haranguer le Corps dont on fait partie, haranguer en son nom le gouverneur, le lieutenant général et les autres Cours, haranguer lors des naissances ou des décès de la famille royale, lors des victoires et des traités. Quand un avocat s'est acquis quelque renom, la consécration de sa gloire ne lui vient pas de succès répétés au Palais, on éprouve son talent en le chargeant de présenter au Parlement les lettres de provision d'un gouverneur ou d'un chancelier (1), et s'il se tire avec honneur du panégyrique sa réputation est assurée. Cette éloquence creuse fleurit encore aujourd'hui dans les enterrements, les comices agricoles et les distributions de prix, mais peut-être la pensée en est-elle exclue avec moins de rigueur encore que jadis. Car outre que les bienséances exigeaient une grande retenue, outre la crainte d'irriter le monarque ou de blesser l'auditoire, les traditions limitaient entre des bornes étroites l'initiative de l'orateur. A la séance d'ouverture des Etats, par exemple (2), le trésorier de France lit les lettres de convocation, le gouverneur promet aux Etats d'assurer le roi de leur zèle et de leur bonne volonté, le Premier Président du Parlement explique les intentions du roi et ses exigences ; le Président du clergé, défenseur populi, répond en demandant qu'on épargne la province et en représentant « les circonstances qui empêchent qu'elle ne fasse tout ce que son zèle lui inspire pour le service du roi ». C'est la fonction de chacun, non son caractère, ses opinions ni ses talents qui règlent son attitude et ses paroles ; tout l'art consiste à chaque nouvelle session des Etats, à chaque victoire et à chaque naissance, à

(1) TAISAND fut ainsi chargé de présenter les lettres de provision de M. d'Aligre. FÉVRET, avant lui, présenta à deux reprises celle du grand Condé.

(2) *Tablettes de l'abbé Richard*, année 1764.

chaque changement de ministre à répéter en des termes nouveaux les banalités creuses qui se disent depuis toujours.

Comme l'éloquence sacrée, durant le règne de Louis XIV, l'éloquence civile s'épure et évite les excès ridicules sans devenir moins fausse ni moins remplie d'artifices. A deux reprises, en 1647 et en 1660, Charles Févret, l'auteur du *de claris oratoribus*, illustre son dialogue et offre des exemples après avoir formulé des principes lorsqu'il harangue le Parlement sur la présentation des lettres du gouvernement de Bourgogne expédiées en faveur du Grand Condé. Ses efforts continus pour atteindre au sublime font sourire autant que la montre d'une érudition hors de propos. Ici c'est une anecdote sur Galba, là la même main qui traça devant Balthazar les trois mots fatidiques écrit des lettres de feu sur les murs de Saint-Jean-de-Losne, ailleurs la Nature assise devant une toile blanche, l'œil enfoncé, la manche retroussée jusqu'au coude, dans l'attitude du peintre qui conçoit son œuvre, esquisse avant de faire naître le Grand Condé, l'image de ses perfections futures (1). En 1669, le panégyriste commence sa harangue en évoquant comme Petit Jean la naissance du monde ou quelque chose qui y ressemble fort, en citant à l'appui de ses dires Origène et les Platoniciens (2). Et il continue en apercevant en Condé non pas seulement un soleil qui n'est jamais terni, mais bien trois soleils qui se sont confondus en un seul comme il arriva sous Octavian Auguste, tant il est vrai que la verve comique de Racine n'a point forcé la nature. Pourtant Févret passait pour atteindre la

(1) *Harangue faite au Parlement de Dijon, le lundi onzième mars 1647, sur la présentation et lecture des lettres du Gouvernement de Bourgogne et de Bresse expédiées en faveur de Louis de Bourbon... Dijon Palliot 1647* — p. 6, 14; et 9 : « La voylà (la nature) qu'elle s'assied, elle accommode le chevalet à sa façon, elle considère sa toile bien tendue et préparée sur le chassis et s'esjouit qu'elle soit façonnée de ce lin vif et incombustible qui résiste au feu parce que c'est un monument qu'elle prépare et consacre à l'éternité ».

(2) *Harangue faite au Parlement, le quinzième avril 1660, sur la présentation et lecture des lettres du Gouvernement de Bourgogne et Bresse expédiées en faveur de... Louis de Bourbon prince de Condé. Dijon. Palliot 1660.* — Voici le début de ce discours : « Les anciens philosophes et entre autres les Platoniciens s'estoient imaginé que les cieux ayant consommé leur course; et tous les astres après une longue suite d'années, estans arrivés au point auquel leur premier mouvement avoit commencé, que le monde se renouveloit, que les mêmes œuvres reproduisoient les mesmes effets, et que tous les composés élémentaires rentroient dans l'identité du mesme estre qu'ils avoient eu auparavant. Origène est entrée dans ce mesme sentiment... » et ibidem p. 16, en parlant de Condé : « Il vient à nous comme un soleil, mais quoy ? voicy une merveille plus extraordinaire : il semble que trois soleils viennent en mesme temps paroistre sur la surface de nostre horizon ».

perfection de son art, et il y avait en effet les dons d'un grand orateur chez celui qui avait arraché les larmes à Louis XIII (1). Son contemporain Gaspard Quarré d'Aligny (2), non moins bien doué et non moins estimé, évite ses excès; dans ses harangues aux juges du Parlement, il n'emprunte qu'à la justice et aux études juridiques le sujet et l'ornement de son discours, mais le même effort vers la majesté soutenue, font que sa parole pour être moins ridicule ne nous paraît pas moins glacée. Le chef-d'œuvre de la génération suivante, le discours de Taisand sur la présentation des lettres de provision de M. d'Aligny (3), nous laisse apercevoir un progrès. L'érudition, tout en occupant beaucoup de place, se fait mieux accepter, elle survient avec plus d'à propos et s'entoure d'un appareil moins pédant; au lieu des élans maladroits vers le sublime, une perpétuelle majesté sûre d'elle-même et des moyens de garder sa noblesse; au demeurant un goût plus sûr dissimulant avec plus d'habileté les mêmes faiblesses, le même vide du sujet, la même recherche de l'élégance et de la grandeur, à présent comme auparavant l'éloquence n'est qu'un exercice d'écolier, mieux réussi mais tout aussi scolaire, une amplification de rhétorique à la mode du collège.

De cette maladie de l'éloquence, le tempérament bourguignon n'est pas seul la cause, car la France entière est atteinte du même mal. Du moment que l'absolutisme étouffe la pensée, limite les libertés, il met des digues au talent et l'empêche de suivre son cours; il ne l'arrête pas cependant, et à Versailles comme à Paris, le barreau avec Patru, le Parlement avec les Talon, la chaire avec ses grands prédicateurs nous laissent assez voir qu'il restait à l'art oratoire un vaste domaine où s'épancher. Les Dijonnais au contraire prononcent des harangues parce que leur état les y oblige, mais ils s'en acquittent comme d'un pensum. Ils atteignent la perfection dont on devient capable en fréquentant l'école et par le commerce des honnêtes gens, ils ont pour eux l'ordre, la clarté, la science des procédés, le choix des termes, à la longue ils apprennent à se servir de l'érudition, et les devoirs de ces grands élèves font honneur à leurs régents. Mais dans tout cela, rien qui provienne d'eux-mêmes; les souvenirs de leurs lectures et les

(1) Sa harangue au roi Louis XIII nous a été conservée; elle est, en effet, pathétique. Ms. 864.

(2) Cf. *Plaidoyers et Harangues de Gaspard Quarré d'Aligny*.

(3) Ms. 534. A la suite, quelques autres harangues d'aparat également prononcées par Taisand.

lieux communs leur tiennent lieu d'inspiration, les mouvements comme les expressions de la pensée sont réglés par la rhétorique (1). Chez eux, nul sentiment, nulle conviction, nulle idée, le comble de leur art consiste à faire quelque chose avec rien, et tout le talent à résoudre cette difficulté. Faire bonne chère avec peu d'argent était aux yeux d'Harpagon le fin du fin de la cuisine; dérouler de belles périodes, sur des pauvretés, inventer des nouveautés subtiles sur des banalités, voilà pour les Dijonnais l'emploi de l'orateur. Obligés de parler par leurs fonctions, ils s'en acquittaient en faisant le plus possible montre de leur esprit, mais sans le moindre amour de la vérité, sans le moindre sens de la beauté. La bourgeoisie bourguignonne était trop neuve, trop proche encore de la terre pour goûter une littérature moins paysanne que la littérature germée sur le sol bourguignon et dont elle se détournait. Son caractère prosaïque et pondéré ne comprenait pas les enthousiasmes sincères de la grande éloquence et ne voulait voir que des procédés là où il y a une âme; son génie utilitaire et pratique, qui ne s'émouvait guère que pour des intérêts, restait sceptique devant les émotions nobles ou généreuses, et peut-être qu'un secret instinct d'opposition la rendait rebelle aux admirations de la Cour. Nous comprenons pourquoi elle écoute Bossuet avec indifférence; en lui elle respecte le parvenu et croit volontiers qu'il vit en épicurien parmi les bons repas et les maîtresses; elle suspecte l'auxiliaire du roi; mais elle demeure étonnée et froide devant le Père de l'Eglise. Si l'état politique du royaume explique en partie la faiblesse de l'éloquence bourguignonne, cette faiblesse avait aussi sa source dans le caractère de la race et de l'aristocratie, et la preuve c'est que les genres littéraires qui fleurissaient à Paris, que le roi encourageait loin de les contenir, n'ont pas jeté à Dijon plus d'éclat que le talent des orateurs.

3. — La poésie, devoir mondain

Pour faire triompher sa thèse, M. Jacquet a supposé chez les magistrats bourguignons l'ignorance de la littérature française et des grands écrivains du siècle. Mais comment auraient-ils vécu de longues années à Paris, fréquenté les salons, assisté aux mercuriales de Ménage sans entendre parler des auteurs

(1) On leur enseignait au collège tous les procédés de la rhétorique, jusqu'à l'art de la déclamation et même jusqu'aux mouvements du corps qui conviennent à l'orateur. Cf. *Rhetorica data a R. P. Duparc.*

célèbres et des querelles qu'ils soulevaient ? Comment, à force de fureter chez les libraires pour leur compte et celui de leurs amis, à force de s'informer des nouveautés n'auraient-ils pas enfin ouvert les yeux sur les ouvrages à la mode ? Et quand la troupe des Condés ou des comédiens errants s'arrêtaient à Dijon, quand Molière y jouait *Sertorius* et les *Précieuses ridicules*, par quel miracle eussent-ils réussi à ne pas connaître des pièces, qui venaient les trouver chez eux ? M. Jacquet, il est vrai, imagine que la gravitas senatoria interdisait les divertissements frivoles et que les magistrats dijonnais se détournaient avec horreur des rares représentations qui se donnaient à Dijon. Rassurons-nous ; ils ne cédaient ni à tant d'austérité, ni à un goût si barbare. Les représentations dramatiques n'étaient point rares, les registres de la commune nous attestent qu'il en survenait souvent ; d'autre part, les Dijonnais de condition ne s'offusquaient nullement d'assister à la comédie, heureux au contraire quand elle leur apportait ses divertissements et venait rompre la monotonie de leur existence. Quand une troupe traverse la province, les honnêtes gens s'informent de son passage, écrivent à leurs amis pour les en avertir et se déplacent pour ne pas manquer le spectacle si les acteurs ne poussent pas jusqu'à Dijon (1). Tel est l'intérêt que porte Taisand aux histrions, et cependant nul ne fut plus soucieux de sa dignité ni plus respectueux de la discipline de l'Eglise que ce patricien orgueilleux et qui toute sa vie occupé à rédiger de pieuses dissertations, termina ses jours dans un abîme de dévotion. Si même la Chambre de Ville pour ne pas insulter à la misère durant les calamités publiques veut interdire les plaisirs de la comédie, le Parlement lève l'interdiction et autorise l'entrée des comédiens dans Dijon. Les livres entrent encore avec plus de facilité, les mauvais aussi bien que les bons, et le roi envoie parfois au Premier Président l'ordre de blâmer tel conseiller qui s'adonne à des lectures dangereuses ou défendues (2) ; mais pour un que l'on surprend, combien dont le monarque ignore les curiosités licencieuses. Car les Dijonnais et même les Dijonnaises ne sont point bégueules ni timorés et ne redoutent dans un ouvrage ni les hardiesses ni la polissonnerie ou l'obscénité (3). Taisand redemande à une

(1) Cf. *Lettres de Taisand*, Tome I, 51, M. Alexandre THOMAS, p. 267, nous a raconté les contestations de la Chambre de Ville et du Parlement à propos de l'installation des comédiens.

(2) BRULART. *Correspondance*. Affaire de M. de la Marche, II, 297 sqq.

(3) TAISAND. *Lettres*. Tome I, 73, 140.

dame qui ne pouvait s'en séparer des livres qu'il lui a prêtés, *l'Histoire amoureuse des Gaules*, le *Pasteur fidèle* et *l'après soupée des auberges*, tous textes fort convenables pour parfaire l'éducation d'une jeune personne quand sa laideur ne la prédestine pas à la pruderie.

On lit à Dijon tout ce qui s'écrit à Paris, et sans doute on manifeste des préférences ou des admirations qui nous surprennent. On tient pour de grands écrivains Racan, Segrais, Voiture, Ménage, Fontenelle (1), Mlle de Scudéry (2), et l'on distingue mal les génies supérieurs des talents honnêtes; mais je ne sais si même les Parisiens d'alors montraient un jugement plus sûr; on se rend assez compte par les attaques répétées de Boileau, par ses ménagements aussi, que le goût ne s'égaraît pas plus en Bourgogne qu'il ne le faisait ailleurs. Quand Taisand concourt pour le prix d'éloquence devant l'Académie, il rime en disciple de Malherbe (3); quand La Monnoye ambitionne de devenir le Martial de la France, en quoi diffère-t-il par les théories littéraires des poètes qui prétendent imiter Horace, Juvénal ou Phèdre? Les Bourguignons, dira-t-on, ne distinguent pas les bons auteurs des médiocres. Mais quelle époque peut se vanter de prononcer sur les contemporains des arrêts définitifs et que la postérité ne révise pas? En tous cas, si les Dijonnais prennent de faux brillants pour de l'or, ils rendent justice au vrai mérite. S'ils recopient dans des anthologies (4) à leur usage les plus beaux passages qu'ils rencontrent au cours de leurs lectures, ils font bonne place aux grands écrivains de leur siècle. Ils connaissent et ils admirent Corneille (5), Bossuet, La Fontaine et Racine (6); les *Caractères* de La Bruyère font une grosse impression, on cite sans cesse le nom et les vers de Boileau (7). On entre dans les querelles littéraires, dans celles que soulèvent les règles du théâtre, on tâche de se procurer les *Sentiments de l'Académie sur le Cid* (8); on partage les scrupules de *l'Art poétique*, et l'on

(1) Cf. *Lantiniana* et *Mémoires* de Ph. DE LA MARE, passim.

(2) Cf. TAISAND, *Lettres*, I, 321. *Lantiniana*, 233.

(3) Ms. 538, p. 169.

(4) Par exemple, le ms. 853, le ms. 846.

(5) Lantin, Legouz, La Monnoye ont rencontré Corneille lui-même chez Ménage.

(6) Il est fort question de ces trois grands écrivains dans les *Mémoires* de Ph. DE LA MARE, quelquefois dans le *Lantiniana*.

(7) LEGOUZ écrit ses *Caractères* en imitant ceux de La Bruyère et cite Boileau. Cf. aussi sur La Bruyère le *Lantiniana* 299. De Boileau, La Monnoye traduit les satires en grec, en même temps qu'il adresse à l'auteur des éloges et des épigrammes.

(8) TAISAND, *Lettre*, I, 207.

s'offusque des anciens mystères comme de toute littérature où la religion se mêle à la fiction (1). On tient pour les anciens contre les modernes, estimant que nous ne réussissons que par l'imitation de l'antiquité (2). Sans doute on a tort de considérer les *Plaideurs* comme une imitation d'Aristophane plus que comme une création originale (3); mais ces erreurs sont pardonnables au dix-septième siècle et les meilleurs esprits de Paris ou de Versailles les suivaient plus ou moins. Le goût évolue à Dijon en même temps qu'à Paris, l'éloquence se débarrasse du pédantisme, Lantín cesse d'admirer Balzac et d'en emprunter le style (4). On apprécie le mérite des modernes, et si l'on sait gré à La Bruyère d'avoir traduit Théophraste et de s'en être inspiré on ne loue pas moins la justesse de ses observations et l'agrément de ses portraits (5). On cherche même à pénétrer dans les coulisses de la littérature; non contents de connaître les œuvres, les provinciaux s'intéressent à tout ce qui concerne leurs auteurs, aux malheurs conjugaux de Molière, aux circonstances de ses funérailles, à la faveur de Racine auprès du roi, à la querelle de *Phèdre* (6), aux bons mots de Boileau, à l'amitié tendre de Bossuet pour *Madame*; aucun ne leur échappe des ouvrages qui font quelque bruit, et ils ne marchandent pas leur admiration aux écrivains qui illustrèrent le règne. Contre les suppositions de M. Jacquet qu'une lecture plus attentive du *Lantiniana* seulement eût sans doute dissipées, la province n'ignore pas ce qui s'écrit dans la capitale, elle approuve les jugements et les goûts du grand siècle; l'éducation des Jésuites l'y prédisposait, sa conversation constante et intime avec Paris lui en faisait presque une nécessité.

Cependant, encore qu'elle n'élève aucun reproche contre les auteurs célèbres, bien qu'elle joigne son suffrage à celui de tous les beaux esprits, elle se garde d'imiter comme des modèles les hommes aux talents desquels elle applaudit. Point d'épopée qui naisse en Bourgogne où ni Chapelain ni Saint Amant n'ont suscité d'émules, alors que le genre fait fureur, que Boileau

(1) *Lantiniana*, 236.

(2) *Lantiniana*, 299.

(3) *Lantiniana*, 124.

(4) BOUHIER, *Souvenirs*, 78.

(5) Les éloges que Lantín donne à La Bruyère reproduisent à peu près ceux qui sont dans le *Menagiana*, III, 245, IV, 218.

(6) Cf. *Mémoires* de Philibert DE LA MARE, 1676, p. 30, p. 84. Il est du reste à remarquer que si l'on admire le talent de Boileau et de Racine, on n'aime pas leur caractère. On les trouve trop courtisans.

en codifie les préceptes, que le Français s'imagine avoir la tête épique. Point de tragédies ni de comédies, à part une mort de Germanicus César par l'avocat Griguet ; malgré l'exemple que donnent les Jésuites sur la scène du collège, les Dijonnais doués du génie dramatique émigrent à Paris comme feront Crébillon et Alexis Piron, leurs compatriotes applaudissent à leurs succès sans envier leurs lauriers. Quelque estime même que l'on professe pour Racan et pour Segrais, malgré le commerce qu'on entretient depuis l'école avec Virgile, on laisse encore aux seuls Jésuites les soin de faire discourir en vers alternés des bergers et des bergères, de mêler à leurs ébats les dieux champêtres et de chanter sur les pipeaux de l'églogue ou de la pastorale Flore, Pomone, et les plaisirs de l'âge d'or prolongés dans la vie rustique. Ne parlons point seulement de pauvreté littéraire, puisque nous ne rencontrons même pas des essais informes, puisqu'aucun effort ne s'applique à imiter les modèles qu'on connaît et qu'on ne discute pas. La Bourgogne est rétive. En vain les Jésuites l'ont-ils formée durant sa jeunesse au culte des belles choses, en vain les livres, les nouvelles, les modes, les admirations de Paris l'inondent d'un flot continu, l'influence du siècle pénètre jusqu'à elle et l'entoure sans l'entraîner dans son cours. Elle n'est pas isolée du monde par la nature, puisque les bruits du dehors lui parviennent si nombreux, d'ailleurs quelle barrière qui ne présente quelque fissure, quel isolement arrête tous les échos ? lequel, sinon l'isolement moral ? Car à moins d'en chercher la raison dans le génie de la province, comment expliquer que les mêmes hommes qui admiraient avec docilité Corneille et Racine, Molière et Boileau n'aient jamais rêvé de leur gloire, n'aient jamais essayé de suivre leurs traces ? Comment expliquer, à Dijon, non pas cette indigence de la littérature, mais cette absence de toute vraie littérature autrement que par une raison permanente et non par un accident, par une nécessité et non par un hasard, autrement que par une impuissance ou par une indocilité native ?

Les Bourguignons apercevaient avec netteté qu'ils n'avaient rien produit dans les lettres, et cherchaient les causes de cette stérilité. Ils pensaient comme Ménage (1) qu'il y a plus de sûreté à écrire en latin qu'en français pour faire un ouvrage de durée, ils jugeaient que les anciens ne nous ont rien laissé à dire de nouveau dans leur langue, sans compter qu'ils la

(1) *Menagiana*, I, 498.

savaient mieux que nous. Un petit coin seulement restait inexploré, déclare La Monnoye (1) et s'offrait au génie des modernes : les hymnes sacrées où les païens pour de bonnes raisons ne se sont pas aventurés. Depuis que Santeul s'en est emparé et en a fait son domaine, tous les chemins sont battus et mieux vaut se taire que répéter les inventions d'autrui. Mais ne prenons pas La Monnoye au sérieux plus qu'il ne s'y prenait lui-même, les faiblesses de son talent pour la conséquence de ses doctrines littéraires et d'une volonté réfléchie. Car il se contredit sans cesse et chante la palinodie avec une inconscience qui rappelle Voltaire, tantôt se moquant des poésies de Santeul, tantôt célébrant les auteurs du siècle et l'éclat de la littérature française (2). De ses paroles, il ne faut retenir qu'un aveu : les Dijonnais n'ont rien apporté aux lettres ; quant à la cause, elle était en eux et non dans leur époque ni dans leur langue. Car l'esprit d'opposition qui repliait sur elle-même la société bourgeoise, qui rendait suspect à ses yeux tout ce qui venait de la cour, l'empêchait d'en partager les goûts et les admirations. C'est une vérité banale que tous nos classiques ont écrit pour le roi ou son entourage, et que le siècle de Louis XIV a subi l'influence du souverain à qui il doit son nom. Le monarque protège et pensionne les grands hommes, récompense leurs talents par sa faveur, et par ses égards leur attire la considération publique ; c'est à Versailles que se consacrent les gloires et que se rendent les oracles du bon goût, nul en province n'ignore que Racine est historiographe du roi, et que Boileau jouit de la bienveillance du maître (3). La littérature française s'est disciplinée, et non seulement elle accepte des règles et s'y soumet, mais la République des lettres s'est organisée sur le modèle de la cité politique en une monarchie que le monarque et sa cour gouvernent en despotes, du consentement de leurs sujets. Qui sait même si ce n'est pas dans les lettres que l'absolutisme de Louis XIV a été le plus absolu, si ce n'est pas là qu'il

(1) LA MONNOYE. *Œuvres*, II, 278.

(2) Ibid. II, 264.

(3) On l'ignore si peu qu'on recueille des pièces comme celle-ci (ms. 849) :

Grand roi, tous les faiseurs de vers
Epuisent leur génie,
Pour dépeindre à tout l'univers,
Ta grandeur infinie,
Racine et Boileau vainement
Ecrivent ton histoire,
Puisque l'avenir sûrement,
Ne les pourra pas croire.

a le mieux régné, qu'il a obtenu le plus d'obéissance et joint à une puissance incontestée le plus d'autorité morale ? Les Bourguignons ne tomberont pas dans le paradoxe de discuter le mérite d'un Racine ou d'un Boileau ; et jamais ils ne parlent de ces deux poètes sans leur rendre justice, il est vrai qu'ils évitent d'en trop parler et de leur témoigner trop d'intérêt. C'est qu'ils sentent, sinon avec une conscience nette, du moins avec force, que l'apparition d'un goût discipliné dans la pensée correspond en politique à la constitution d'une monarchie autoritaire, la prééminence spirituelle des talents qui se sont donnés au roi, à l'omnipotence du gouvernement. Ils comprennent qu'à marcher sur les traces des hommes qui se tiennent à l'ombre du prince et qui écrivent pour lui, ils soumettraient leurs esprits à l'heure même où ils veulent sauvegarder l'indépendance de leurs volontés. Et de même que sans contester le pouvoir des ordonnances, ils se distinguent de la France en s'attachant à leur coutume, par un procédé semblable, sans s'élever contre le goût de la cour, ils suivent leur goût et leurs préférences particulières. Ils ne cultivent aucun des genres par où s'acquiert la renommée, ils n'imitent rien de ce qu'on admire, ils ne tentent même pas de l'essayer, ils n'en ont pas la moindre velléité : leur opposition naissante les exile de la littérature.

Peut-être aussi leur génie était-il frappé par la nature de stérilité. Car il ne suffisait pas pour écrire d'avoir appris des Jésuites l'élégance, de s'être poli ensuite au contact du monde par le commerce des honnêtes gens et des beaux esprits ; à cette école, on apprend le métier d'auteur, on se forme à des qualités toutes extérieures, mais l'œuvre ne s'anime et ne vit que par des vertus plus intimes, elle ne se soutient que par la foi. L'art est un Dieu qu'on ne cherche qu'à condition de l'avoir trouvé, de croire en lui et de le porter en soi ; des efforts d'un auteur avortent qui se persuade d'abord la vanité de son entreprise. J'ai bien peur que les Dijonnais du dix-septième siècle n'aient pas aimé et par suite n'aient pas compris la littérature. Sans se l'avouer peut-être, leur esprit pratique se demandait à quoi elle pouvait servir, pourquoi l'on composait des tragédies en cinq actes et des épopées en douze chants. Ce n'étaient là, à leur sens que des amusements laborieux même pour ceux qui les lisent et plus encore pour ceux qui les font. Nos bourgeois trouvaient le loisir de les écouter, mais non pas celui de les imiter, persuadés sans doute que ces divertissements coûtaient trop de peine à rédiger et que le jeu n'en valait pas la chandelle. Que

l'arrangement heureux de quelques syllabes fut apprécié comme une œuvre durable et solide, que cette œuvre pût instruire et plaire à la fois, qu'on la mît si haut parce qu'elle était belle, ce paradoxe déroutait leur bon sens pratique. Qu'on fît tant de cas de simples passe-temps, qu'on témoignât une si grande estime aux poètes, une si petite aux joueurs de quilles, cette inconséquence les choquait; et quoique l'école et le monde leur eussent enseigné l'habitude de l'élégance, il leur manquait toujours le sens et l'amour de la beauté.

Un instant ils avaient trouvé dans les annales rimées du patois la littérature qui convenait à leur génie, une narration grossière et sans apprêts comme l'âme paysanne, exubérante de vie et de verve rustique, simple comme la nature, œuvre des sens plus que de l'esprit. Mais en présence d'un art plus savant, ils demeuraient froids. Sans doute ils ne contestaient ni le mérite des anciens ni même celui des modernes, mais il les admiraient par convention, par une concession qu'ils faisaient au consentement universel. Depuis trois mille ans qu'il y a des hommes et qui écrivent, depuis que toutes les vérités essentielles ont été découvertes, tout a été dit si la mission d'un auteur se réduit à exposer ces vérités, si l'on ne se rend pas compte que chaque époque, que chaque individu y met en les répétant des nuances nouvelles, qu'il les exprime à travers l'originalité de son génie, que tout Racine n'est pas dans Euripide, ni tout Boileau dans Horace et dans Juvénal. Or les dijonnais ne saisissent que des faits. Ils ne sentent pas que Corneille voit le monde autrement que son rival, et de quelque œuvre qu'il s'agisse, ils n'en apprécient que l'information, que la matière, sans pénétrer jusqu'à l'esprit. Ils goûtent Racine parce qu'il fait connaître l'antiquité, La Bruyère parce qu'il renseigne sur les choses de la Cour, Mademoiselle de Scudéry parce que ses romans ont une clef. En Bayle même, que toute la Bourgogne admire et qui compte tant d'amis dans la province (1), on n'aperçoit que l'érudit sans deviner sous son pédantisme une pensée. Toutes les fois qu'on loue un grand écrivain, c'est à contre sens, parce qu'on cherche beaucoup moins à comprendre et à sentir qu'à renseigner la curiosité. L'esprit positif des bourgeois ne connaît que les faits, et quand même leur instinct d'indépendance ne les aurait pas éloignés de l'imitation des grands écrivains de Versailles, nul doute que cette aristocratie toute calleuse encore de sa rusticité séculaire,

(1) Cf. JACQUET, 56.

toute proche de la terre, nul doute que ces parvenus récemment initiés à la culture et à la politesse, s'ils avaient voulu forcer leur nature et suivre les muses françaises, n'eussent échoué par impuissance. Pour exceller dans les lettres, il faut qu'ils s'arrachent au milieu natal et qu'il se déracinent, mais tant que leur génie original se nourrit dans le pays où il a germé, il demeure étranger et de cœur et d'intelligence à l'art du grand siècle.

Cependant, les Dijonnais versifient beaucoup et ce n'est pas en vain que les Jésuites en même temps que l'éloquence leur ont enseigné la poésie. Si les harangues, ennuyeuses et solennelles comme les cérémonies dont elles rehaussent la pompe, font partie de l'appareil sénatorial aussi bien que la toge et le bonnet carré, si on les évite avec d'autant moins de facilité qu'on s'élève davantage dans les dignités, si nul ne peut se dispenser d'en composer ou à tout le moins d'en réciter, on ne se soustrait pas plus aux vers qu'aux discours. Car si l'exercice d'une charge oblige à discourir, un honnête homme doit être poète, c'est une nécessité de sa condition non moins impérieuse que les devoirs du Palais. Descendu de sa chaise curule, le patricien se doit encore au public, car son état l'appelle à se produire dans la ville, à y tenir par l'esprit le rang qu'il occupe dans la magistrature par la vertu de son office, et les amusements littéraires font partie de ses devoirs mondains. On s'y exerce dès qu'on quitte les langes; on compose au collège des vers latins pour le régent et presque en même temps, au seuil de l'adolescence, on commence à rimer pour le monde. La valeur ou tout au moins la bonne volonté n'attendent pas le nombre des années, et à peine s'est-on rendu familières les règles de la prosodie qu'on récite des odes de sa façon à ses parents, à ses amis, à moins que, comme La Monnoye, on n'emploie le langage des muses pour décrire à son médecin les effets d'une purge (1). Tous les hommes que distingue leur fortune ou l'éducation cèdent à la fureur poétique; les avocats comme Godran de Chasans, Pierre Richard de Grammont, les avocats généraux comme Jean Nicolas, les conseillers du Parlement ou les maîtres des comptes, les ecclésiastiques comme le dominicain Philippe Joly, le Jésuite Claude Perry, le prêtre Fauras, des curés de campagne comme P. Durand, les dames et même les demoiselles, surtout quand leur maturité ne leur laisse plus d'autres charmes que ceux de l'esprit. Car si la robe en se séparant du peuple a rompu avec la littérature populaire,

(1) *Œuvres de La Monnoye. Edition Rigoley de Juvigny, II, 350.*

cette bourgeoisie qui détient les emplois et les bénéfices, unie par la communauté de vie comme par la solidarité des intérêts, s'est créé une littérature faite à son image, qui répond à ses besoins, se conforme à son caractère et fleurit chez tous les privilégiés à qui l'existence épargne les soucis et prodigue des loisirs, et qui ne sauraient échapper aux divertissements de leur condition sans se retrancher du commerce des hommes.

La poésie aussi bien que l'éloquence agrémenté les pompes et ennoblit les cérémonies, soit qu'on l'imprime pour conserver écrit le souvenir des personnages ou des circonstances notables, soit qu'on la déclame après les discours; lorsqu'à la paix de 1714, le P. Oudin récita une harangue latine dans la chapelle des Jésuites, un de ses disciples redit les mêmes choses en hexamètres. Les vers semblent doubler la parole des orateurs, sur les mêmes sujets, lors des mêmes événements et presque sur le même ton, à cela près que la poésie autorise des figures plus audacieuses et un style plus sublime. Qu'un grand vienne à mourir, on prononce en chaire son oraison funèbre, au Parlement son éloge, et le poètes lui tressent un panégyrique; que Condé ou Louis XIV fassent leur entrée à Dijon, ils écoutent tour à tour les harangues des Cours et les compliments des versificateurs (1). Ceux-ci rédigent en accumulant les louanges sur tous les sujets comme une sorte de gazette officielle, et le monument le plus complet de la vie dijonnaise et de celle du royaume. Un essaim d'odes ou de sonnets se répand à travers la ville pour le mariage du roi, pour la naissance de ses descendants, pour l'érection qu'on projette de sa statue, pour les victoires de ses armées; on célèbre sa puissance quand il triomphe de ses ennemis, sa modération quand il ne peut les écraser, son zèle pour la religion, son amour de la justice, la protection qu'il accorde aux arts (2); on complimente le gouverneur, on prodigue l'encens à tout ce qui, de près ou de loin, tient à quelque chose. Le public recourt au poète pour orner de distiques ou de devises les banderolles qui flottent par la ville quand elle reçoit un visiteur de marque (3), pour vanter dans les fêtes l'antiquité et la dignité de la cité, de la province et de leurs institutions; surtout pour rendre hommage à la mémoire des

(1) La liste de ces discours et de ces poésies se trouve dans Milsand, p. 417 sqq.

(2) Cf. Sonnets de LEGOUZ et LA MONNOYE, MOREAU, TAISAND, *œuvres* passim.

(3) Ms. 538, p. 88, à la suite du *dialogue d'Eraste et de Dorante*, diverses inscriptions qui se trouvaient sur des guidons au passage des ducs de Bourgogne et de Berry.

morts dont aucun ne s'en allait *inepithaphiatus* (1). L'usage s'était conservé d'honorer les défunts en publiant un recueil d'épithaphes ou d'éloges destinés à perpétuer leur nom et le souvenir de leurs mérites, et nul ne pouvait sans grossièreté ne pas apporter sa pierre à ce monument poétique dont l'ampleur se proportionnait aux regrets et au deuil. L'ensemble de ces louanges funèbres s'appelait un *funus* ou un *tumulus*; on s'exerçait au collège à en composer pour Alexandre (2) ou pour des héros morts depuis longtemps; dans la vie civile, on ensevelissait sous des monceaux de poésies la mémoire de personnages d'un mérite plus mince. On connaît assez le *tumulus* que Jacob fit élever en l'honneur de Gabriel Naudé. M. Jacquet a signalé le *funus Santolianum*, œuvre collective des Bourguignons dont Pierre Legouz fut l'âme, à laquelle tous les gens d'esprit collaborèrent plus ou moins, mais il est peu de défunts (3) à qui leurs amis ne consacrent à défaut d'un recueil entier au moins quelques vers. Les vers servent également à faire des politesses aux vivants; à les féliciter sur la richesse de leur bibliothèque, sur leurs progrès dans la carrière des honneurs. On envoie une ode au jeune homme qui soutient ses thèses avec succès (4), un épithalame à l'ami qui se marie, à l'auteur qui publie un livre; si quelque jurisconsulte met au jour un austère traité juridique, il imprime en tête de sa dissertation toutes les poésies élogieuses dont on l'a comblé; le *Traité de l'abus* de Févret, par exemple, comme plus tard celui de Taisand sur la *Coutume de Bourgogne*, déchaînèrent une incroyable débauche poétique. On devine quelle importance ses auteurs eux-mêmes attachaient à cette littérature de convention. On s'amusait encore des ridicules de Santeul pendant qu'on décernait à sa mémoire des louanges hyperboliques, et jusque dans la louange on avait peine à garder son sérieux; l'ironie perçait à travers les épithaphes du *funus Santolianum*. Quand Lantin mourut, on demanda pour perpétuer son souvenir quelques vers à La Monnoye qui s'exécuta, mais aussitôt l'éloge achevé, il s'empresse d'écrire à un ami sûr

(1) Expression empruntée au *Menagiana*, I, 294.

(2) Cf. bib. div. *Tumulus Alexandri Magni, auctore Cl. de Roy in philosophia audiente*.

(3) Cf. (*tumulus de l'abbé Boisot et Continuation des Mémoires de Sallengre, tome IV*) les épithaphes composées en latin par P. DU MAY, P. LEGOUZ, LA MONNOYE.

(4) J. Caillet, dijonnais et principal du collège des Grassins, à Paris, adresse une ode latine à M. Germain Bénigne Legouz lorsqu'il soutient ses thèses de philosophie.

qu'il n'éprouve pas cette admiration qu'il témoigne et qu'il ne croit rien de tout ce qu'il a dit. (1). Cet aveu cynique nous éclaire sur le cas que les dijonnais faisaient de la poésie. Chez eux, nul sentiment, nul respect de l'art, les vers ne leur servent qu'à remplir leurs devoirs envers le monde, qu'à complimenter les grands et à échanger des politesses.

Ils servent aussi à l'amusement. Les Oronte récitent des vers chez les Célimène, des pièces galantes que leurs lectures leur ont fait découvrir, mais à l'occasion ils produisent aussi celles dont ils sont les auteurs. Car la société polie voit éclore toute une littérature de salon empreinte de son génie natif et qu'inspirent les goûts et le tempérament de cette bourgeoisie rustique. Comme jadis quand elle décrivait en patois la vie dijonnaise, elle rédige en vers burlesques les annales de la vie mondaine et dans un style qui rappellerait Marot si le badinage y paraissait moins pesant; elle raconte les réjouissances publiques, les bals et les fêtes en multipliant les allusions plaisantes à l'égard des personnes.

Tel rapporte en vers la mort tragique de son frère, tel autre un voyage, un troisième l'histoire de ses amours et de ses bonnes fortunes (2); Piron le fils chante les épisodes de sa guerre contre les Beaunois. A ces récits plus ou moins véridiques, il faut joindre les fictions, des contes dont le sujet est emprunté à l'Italie ou à l'antiquité et contés si lestement qu'en comparaison ceux de La Fontaine passeraient pour chastes et pour insipides (3). Car on plaisante encore dans les salons comme on plaisante au village, et quoi que la bourgeoisie fasse pour rompre avec le peuple, elle est imprégnée de l'odeur de la terre. La malice paysanne et ce sens de la caricature inné chez les Bourguignons conviennent à la satire, et les pièces foisonnent qui colportent la raillerie ou l'invective. On rime des couplets, on aiguise des épigrammes, tous les genres servent tout à tour à exprimer le ressentiment ou le mépris, tous, jusqu'aux Noëls si inoffensifs en leur nature primitive. Si l'on craint désormais d'irriter le monarque ou ses ministres en publiant des pamphlets trop hardis, on en écrit cependant que

(1) Cité par M. JACQUET.

(2) Cf., les stances du médecin P. BOUHIN sur *la mort pitoyable des sieurs Cl. Bouhin et S. Mielle arrivée à Mirebeau* — Ms. 844. *Voyages à Vichy, à Bourbon l'Archambault* — Sonnets de P. LEGOUZ (sur ses amours) — Cl. RAVEY. *Don Alvare* (histoire de ses galanteries avec une demoiselle de Dijon).

(3) Cf. *Œuvres* de LA MONNOYE. Moreau en écrivait de pareils : (BOUHIER *Souvenirs*, 31 sqq.).

l'on garde pour soi, et l'on en produit qui n'épargnent personne dans la ville. Conseillers, Présidents, tout y passé, tous sont offerts en cible aux moqueries; on voit un curé de campagne tourner en ridicule les curés de Dijon (1), et d'honnêtes gens médire des dames. Et dans quels termes ! on assomme la victime sous l'injure. Car nos Bourguignons gaillards et volontiers obscènes, n'usent guère de circonlocutions et de sous-entendus, ils vont d'emblée à la plaisanterie la plus sale, à l'épithète la plus ordurière et la plus grossière, nomment sans détour un chat un chat, un procureur un fripon (2). Sans doute, même à Versailles on ne craignait point outre mesure les anecdotes grivoises et les propos légers; encore laissait-on à l'auditeur quelque chose à deviner et l'inconvenance résidait-elle dans l'idée plus que dans les termes. A Dijon, où la conversation est moins polie, on dit tout et l'on se complaît à remuer l'ordure: ce que l'ivrognerie ou la débauche offrent de plus cru, on l'étale sans pudeur, et telle épigramme de Taisand ou d'Etienne Moreau pourrait blesser même l'oreille d'un charretier. Mais la poésie sert également à flatter et à plaire. Ici, elle s'égare parfois jusqu'à des inventions sublimes, un curé n'imagine-t-il pas de métamorphoser deux sœurs en luth du firmament (3), mais à l'ordinaire on rime avec moins de prétention une élégie à une dame sur la mort de son petit chien, un sonnet pour la fête d'un parent, pour une convalescence, pour prier un ami à dîner, pour s'excuser de n'en avoir pas salué un autre, sans compter les madrigaux, les déclarations d'amour, monnaie courante des commerces galants. En prose il est vrai, « marchant sur les pas de Catulle et d'Ovide » à ce qu'assure un de ses laudateurs (4), M. Soyrot rédige un *Cours de galanterie* qui lui vaut à Dijon le nom « d'Aristote en amour ». Ce n'est qu'un recueil de la correspondance amoureuse qu'il entretenait jadis avec deux veuves et la fille de l'une, et certes son roman manque d'intérêt. Si ce benêt fut péripatéticien, ce n'est que pour avoir deux ans durant tourné autour de vertus défraîchies

(1) Cl. DEREQUELEYNE (1655-1724), curé d'Esbarres, a laissé une satire contre les curés de Dijon.

(2) Quelques poésies légères d'Etienne Moreau nous ont été conservées avec celles de Taisand: ms. 538 (p. 3 à 18). Ce sont pour la plupart des épigrammes contre des dames ou contre Messieurs des Comptes.

(3) Ms. 538, p. 112.

(4) SOYROT, bourguignon et ami de la Monnoye, qui fut conseiller au Parlement de Metz, nous a laissé outre quelques poésies éparses dans divers recueils un *Cours de Galanterie*. Bib. div. ms. 529.

qu'il eût sans doute emportées après un quart d'heure d'assaut. Mais ses lettres nous sont précieuses comme un document, parce qu'il y rassemble à peu près toute l'inspiration éparse dans les courts poèmes des dijonnais. Description de fêtes, jeux d'esprit, portraits, satires, compliments, envoi de bouquets, tout cela fournit à M. Soyrot l'occasion d'exercer son ingéniosité et de prouver que tous les tons lui étaient familiers. Ici le voilà soupirant avec des accents d'un Céladon, ailleurs nous le voyons tellement ému en présence de sa belle que par l'effet de ce trouble il ne peut enfiler une aiguille; cette aventure lui suggère des plaisanteries fort lestes et qu'on devine sans peine. Le pis c'est qu'il en fait part à la demoiselle.

La littérature occupe les loisirs comme un jeu de société et comme un passe-temps. Au carnaval, on pose aux danseurs des énigmes que l'on met en vers et que l'on rassemble en des recueils (1). Dans les salons, on joue aux bouts rimés, on institue des tournois où chacun s'exerce à composer plusieurs sonnet sur les mêmes rimes baroques (2). On s'amuse en vers ou en prose à tracer des portraits (3), à soutenir des paradoxes comme l'éloge de la pluie (4), à établir par une démonstration plaisante que la condition des femmes est plus avantageuse que celles des hommes, à discuter des problèmes comme celui-ci : un mari qui s'aperçoit que sa femme porte perruque est-il fondé pour erreur sur la personne à demander l'annulation du mariage ? On apporte des devinettes; en voici une : « Elle vole comme les oiseaux, elle entre chez les plus grands princes, elle a le privilège de baiser les belles et il ne se fait point de régal ni de festin dont elle ne soit si bon lui semble. » (5) Qui cela ? La mouche. En voici une autre :

Je ne suis rien qu'un large ventre,
Le sang de la vigne est comme dans son centre,
Je porte dans mes flancs la source des plaisirs
Et de quoi chasser les soupirs,
Dans les bois on prend ma matière (6).

C'est d'une ballonge qu'il s'agit. Heureux encore le public et l'auteur quand ces jeux sont sans prétention et qu'on ne met

(1) Cf. des Recueils comme *la Perdrix et l'Orange*, ou *les Ragoûts de Carnaval*, par Jean NICOLAS.

(2) TAISAND, ms. 538.

(3) Ms. 533, cf. entre autres le portrait de Taisand par lui-même.

(4) Tous les exemples qui suivent sont empruntés au ms. 538 (p. 98, 104).

(5) Ms. 538, p. 52.

(6) Ibid., p. 45.

point en devinettes les vérités de la morale ou de la foi. Mais que dire d'une énigme sur l'écho dont le mot est *verbum*, le Verbe ou Jésus Christ, d'une autre sur la Samaritaine ou sur le cep de vigne mystique ? (1). Que dire devant tant d'ingéniosité employée à inventer ou à résoudre des charades, à imaginer des devises ou des anagrammes ? Que dire, sinon que les beaux esprits gaspillaient leur talent, que les intelligences tournaient à vide et sans rien moudre et pour le seul plaisir de tourner ?

Il est vrai, c'est au collège qu'on acquérait tous ces beaux talents ; c'est là qu'on apprenait d'abord à versifier des énigmes ou des compliments. Mais on s'y formait aussi et surtout à la poésie noble, à l'imitation de Virgile et de Lucain. Faut-il accuser les Jésuites si de leur enseignement leurs disciples n'ont retenu que les frivolités, si les divertissements des écoliers suffisent à occuper l'âge mûr ? Si les Dijonnais n'ont rien produit de grand, s'ils se sont amusés de la littérature, n'en accusons ni leurs maîtres ni leur ignorance des modèles. Dès leur enfance et durant tout leur âge, ils vivaient dans le commerce des œuvres fortes de l'antiquité comme de leur siècle ; mais il les comprenaient mal et ne les aimaient pas, parce qu'à leur naturel encore fruste manquait le sens de l'art et de la beauté. Seuls ils sont cause de leur impuissance littéraire et c'est pourquoi elle est sans remède. Qu'on ne cherche pas à la déguiser ni à l'atténuer, à supposer qu'ils respectent davantage la muse latine ou grecque que la muse française. Ne croyons pas qu'ils préfèrent celles-là pour l'élogie et les sujets graves, celle-ci pour le badinage, ils les traitent toutes de la même façon, incapables qu'ils sont de sentir les anciens aussi bien que les modernes ; ils portent au fond du cœur un mépris inconscient non pour une langue, mais pour toute vraie poésie.

En vain peuplent-ils leurs bibliothèques de poètes de tous les pays, la poésie est exilée de leur existence. S'ils l'accueillent volontiers, c'est pour rire à ses dépens. Ce qu'ils décorent de son nom, c'en est un pâle simulacre, une froide effigie, le fantôme et la parodie. Trop égoïstes pour servir la muse, trop grossiers pour en sentir les charmes, jamais ils ne se donnent à elle. Jamais ils ne s'enfoncent dans le métier d'auteur, ni ne l'exercent comme un sacerdoce ; ils riment à leurs heures parce que ce petit talent fait partie du bagage de l'honnête homme, parce qu'il les délasse et les distrait. Poètes, ils ne se donnent

(3) Ibid., 30 sqq.

point d'autre mission que d'amuser les autres et eux-mêmes, et la poésie dont ils font leur servante ne leur prête sa voix que pour rendre aux grands leurs devoirs, pour détourner les dames du leur, pour converser avec leurs amis et pour médire de leurs voisins. Leur littérature naît dans le plaisir et pour le plaisir, elle est fille de la joie, chose légère et sans consistance, qui vole de sujets en sujets sans se fixer nulle part ni sans voler bien haut; ils ne lui consacrent pas leur existence, mais ils la prennent pour compagne de tous leurs instants.

Rien de plus curieux que cette littérature fugitive à qui veut ressusciter le passé; elle déploie à nos yeux tous les secrets d'un monde évanoui, elle le ressuscite et nous donne de ses agitations, de ses plaisirs, de toute son existence le journal vivant et complet. Nous assistons aux visites des princes, aux réjouissances ordonnées pour les victoires, aux mariages et aux enterrements. Nous connaissons avec leurs travers et leurs vices tous les Dijonnais notables, celui-là vaniteux et sot, celui-ci pédant, celui-là ivrogne, celui-ci galant, nous savons leurs maîtresses, leurs amitiés, leurs bons mots, les fredaines de leurs épouses, toute cette multitude s'anime et grouille devant nous, les figures se dessinent, l'écho des potins et des scandales parvient jusqu'à nos oreilles, nous pénétrons dans les alcôves et dans les délibérations du Palais. Certes, le bruit nous arrive des victoires du roi, des succès de Racine, mais combien faible auprès des mille bruits qui s'élèvent près de nous entre les murailles de la ville. Une querelle au Parlement, les folies du Carnaval, les gémissements des dames dont le décri des monnaies amoindrit le revenu, tout cela fait un autre fracas que les lointaines agitations de Versailles. Ainsi se révèle dans son originalité, dans son indépendance la vie dijonnaise, source d'où jaillit toute cette verve poétique. Mais précieuse à l'histoire comme un document sur l'esprit et l'existence des peuples, cette littérature provinciale est en elle-même stérile et vide. C'est notre rêve qui lui prête une âme, car nulle grande idée, nul sentiment profond ne s'expriment en elle, nul sens et nul respect de la beauté. Plus que l'absence des grandes œuvres, la multiplicité des œuvres futiles nous dénonce l'impuissance poétique des Bourguignons; car nous pouvons juger quelle humble place ils assignaient à la poésie.

Prostituée à tous les caprices des gens du monde, esclave de leurs plaisirs, traînée dans les banquets, dans les bals et dans les salons, la poésie bourguignonne fut telle qu'on voulait qu'elle fut; elle ne sut jamais que plaisanter, flatter et médire.

Des refrains bachiques, des chansons obscènes, des contes, des compliments, des madrigaux et des épigrammes, voilà tout ce qu'on lui demanda et tout ce qu'elle donna. La prose par l'effet d'un même vice fut semblable aux vers, celle du moins que l'on composait pour le monde, car les Dijonnais sont capables d'un vrai talent d'écrivains dès qu'échappant à l'emprise du milieu ils ne quêtent plus les applaudissements des dames, ou dès qu'ils écrivent sans affectation, presque sans y penser et pour eux-mêmes plus que pour plaire à autrui. Dans le manuscrit de Bénigne Bouhier (1) dont M. Jacquet a publié des extraits, il y a surtout des fadaises, des banalités, des maximes et des extraits recopiés des anciens, un répertoire de lieux communs propres à remplir des harangues parlementaires, mais au milieu de ce fatras on rencontre çà et là des réflexions personnelles, des critiques du régime, des plaintes sur les victoires qui ne diminuent pas la pauvreté, des révoltes contre la tyrannie qui comprime les murmures des particuliers et qui étouffe la voix des magistrats, des protestations contre la servilité publique, et sinon les pensées d'un profond politique, toutes les rancunes d'un robin humilié de voir amoindrir la robe, tout l'attachement qu'un humaniste nourri de la lecture des anciens pouvait éprouver pour la liberté. Ces hardiesses n'étant point destinées à voir jamais le jour, elles sont sincères et elles sont simples dans leur expression, parfois même heureuses; parce qu'il ne songe plus à l'amusement du monde, l'auteur redevient un homme. Il y a de la sincérité aussi, il y a de la vie et une éloquence quelquefois prenante dans les mémoires que suscitèrent les luttes politiques de la Fronde. Les passions de parti, les haines des individus, la conscience des grands intérêts engagés, les rancunes de l'ambition déçue, l'indignation de l'innocence accablée, les alarmes du patriotisme, toutes les violences et toutes les noblesses animent les écrits d'un Millotet ou d'un Maleteste. Là on ne songe pas à plaire, mais à convaincre, non plus à égratigner, mais à mordre, on confie au papier ses mépris, ses plaintes, ses révoltes, et dans ces récits partiels mais vigoureux où rien n'ennuie, on rencontre des satires ou des réquisitoires qui sont des chefs-d'œuvre. Ces mémoires il est vrai, au moins par leur inspiration, sont antérieurs au règne de Louis XIV, mais le règne de Louis XIV a vu naître les *Caractères* de Pierre Legouz (2).

(1) JACQUET, 40.

(2) Ms. 267.

Ne croyons point que Pierre Legouz soit taillé sur un autre modèle que ses concitoyens. Du moment qu'on fait partie de la robe dijonnaise, la robe met son empreinte sur le génie des individus. Nul n'excelle plus que Legouz dans les divertissements en honneur dans la société. A l'époque où il courait à Paris les salons et les ruelles, il subit plus que quiconque la contagion de la préciosité; il rima pour des Iris en l'air des odes galantes presque toujours spirituelles mais quelquefois bien ridicules. De retour parmi les érudits dijonnais, non seulement il vit avec eux, mais il participe à tous leurs travaux; il compose des traductions, un supplément au *Menagiana* en vrai confrère de La Monnoye. Cependant, au déclin de son âge, aigri sans doute par des déboires personnels, écœuré par les pêtitesse et les vilenies dont la robe lui offre un spectacle trop fréquent, il éprouve le besoin d'exhaler son humeur chagrine et à l'instar de La Bruyère, il rédige des *Caractères*. Mais il n'imité La Bruyère qu'en apparence, il n'imité pas même La Rochefoucauld tout en lui empruntant quelques réflexions pessimistes; il prend dans Sénèque une peinture de la vertu stoïque des sénateurs romains, il trouve autour de lui des exemplaires de tous les vices et de tous les ridicules des sénateurs bourguignons, et par un parallèle satirique, il se venge de ses ennemis et donne libre cours à son mépris. Ses *Caractères* sont une satire violente non pas des travers communs à tous les hommes, mais seulement d'une classe sociale, mais seulement de la bourgeoisie dijonnaise, mais seulement de quelques individus et du Président Brulart en particulier. Une fois en sa vie, Legouz s'est révélé grand écrivain, c'est qu'alors il n'écrit par pour la société qui l'entoure; ses *Caractères* demeurèrent ignorés de ses concitoyens; il écrit pour soi-même, pour soulager sa bile et non pas pour l'amusement du public élégant. Mais plus il y a loin du mérite de ses *Caractères* à la médiocrité de ses autres ouvrages, plus nous apercevons combien l'influence du milieu bourgeois était funeste au talent. Doué par la nature des plus heureux dons, Pierre Legouz n'a donné qu'une seule fois la mesure de son génie parce qu'une seule fois il a su se reprendre au monde et se rendre à soi-même. Le reste du temps il a subi le sort commun. Les talents littéraires éclos dans la robe provinciale se débilitent et se font stériles parce que la robe n'a jamais voulu voir dans la littérature qu'un jeu spirituel où ni la pensée ni le cœur n'avaient part, que de tous les amusements de la société le plus vain et le plus faux.

Voiture, il est vrai et bien d'autres né la traitaient pas mieux, puisaient leur inspiration aux mêmes sources et plus d'un Dijonnais avait hanté à Paris les cercles précieux. Mais les Bourguignons n'avaient besoin d'imiter personne pour se détourner des genres sérieux auxquels ils ne pouvaient atteindre. Quand dans la capitale chaque année fait éclore à foison tragédies, comédies, épopées, églogues, à Dijon on ne trouve à moissonner que de petits vers composés pour l'amusement de la bourgeoisie. On en fait sans doute aussi à Paris et qui ne valent pas mieux, mais faut-il en conclure que les Dijonnais les imitent ? Au moins entre tous les genres qu'on cultive à Paris ont-ils choisi celui-là seul qui convenait à leur naturel et ce choix suffit à marquer leur indépendance. Et ce n'est certes pas en copiant l'étranger qu'ils auraient inventé tout ce qui survit en leur génie de la vieille littérature en patois, ni leur verve comique, ni leur grossièreté crue et si volontiers obscène, ni leur liberté de langage et d'allures. De la France ou de la Rome antique ils acceptent la langue et les règles de la poésie, mais dans ce moule emprunté, ils ne coulent que ce qu'ils ont à eux. Le malheur fut qu'ils s'étaient dépouillés de leur meilleure substance. Pour vivre et pour grandir, il faut qu'un art pousse ses racines dans un milieu assez vaste pour le porter, assez riche pour le nourrir. En s'isolant du peuple bourguignon, en se rétrécissant à n'être plus qu'une caste, la bourgeoisie dijonnaise a tué la littérature provinciale ; trop peu étendue pour former un peuple à elle seule, pour entretenir un art qui lui soit propre, il semble désormais qu'elle doive se mêler à la vie littéraire de la France. Mais son amour de l'indépendance, sa crainte de l'absolutisme royal l'en éloignent cependant que sa nature fruste la prépare mal à comprendre la littérature du grand siècle, fruit d'un goût raffiné et d'un art savant et qui ne mûrit bien que dans les jardin de Versailles. Dans son âme, plus d'autres sentiments ni d'autres passions que ses préjugés et ses intérêts de classe ; dans son existence, plus d'autres événements que des cabales de Palais ou des potins de salons. Nourrie désormais de ragots et de cancan, elle produit la poésie qu'elle était capable de produire, des chansons à boire, des madrigaux et des épigrammes. Heureusement elle comprenait l'inanité de ses jeux et son bon sens réservait à des ouvrages plus solides la puissance de labeur et les vertus rustiques qu'elle avait héritées de ses lointains ancêtres.

CHAPITRE VIII

L'HUMANISME

1. — L'information par les livres

L'exercice de leur office non plus que leurs devoirs mondains ne remplissaient pas tous les loisirs des robins dijonnais. Ni le Palais, ni les salons ne les prenaient tout entiers ; ils n'avaient point assez « d'affection au service du roi » pour lui donner plus de temps qu'ils ne lui en devaient, ni assez de passion envers les frivolités galantes pour n'en point découvrir le vide. Et quelle que fût l'animation de la société bourgeoise, quelque place qu'y tinssent les visites ou les fêtes, les bals et les réceptions ne pouvaient suffire à remplir les journées et à tromper l'ennui. Car dans une petite ville, dans une aristocratie dont les limites n'enferment que cinq à six cents familles, on a beau multiplier les distractions et les divertissements, le monde ne peut absorber toute l'activité d'un homme ; la société ne prend l'individu qu'à demi et souvent le laisse à lui-même. Toute la vie du magistrat ne se passe point à juger les accusés et à courtiser les dames ; revenu chez lui dans sa demeure au visage austère, le voilà maître de soi-même et de ses heures. A moins qu'il n'attende un ami, il passera sa soirée dans la solitude. Que faire au dehors ? Muser dans les rues ? Il les a parcourues depuis si longtemps et tant de fois qu'elles ne l'attirent plus guère, et puis, la gravité sénatoriale lui impose au dehors tant de majesté qu'elle excède sa patience ; il quitte sa toge, s'assied dans sa bibliothèque et se met à l'étude. Les sénateurs bourguignons professent à l'égard de l'étude la même estime que Cicéron, cet autre parvenu, et ils la justifient par les mêmes préjugés utilitaires ; elle élève les âmes, proclame Brulart répétant à peu de chose près le *Pro Archia*, et elle nourrit l'éloquence (1). Mais la vraie raison de l'amour qu'on lui porte, c'est que dans une ville où les amusements

(1) BRULART. *Recueil de Discours — Sur l'Etude.*

sont rares, où l'argent ni la condition n'en donnent guère, elle apparaît comme le seul divertissement honnête, presque comme le seul possible; nous vivons à une époque où nulle part plus qu'en province on ne s'instruit parce que les provinciaux sont rejetés par la rareté des conversations vers le commerce des livres.

Assurément, la robe produit des ignorants comme ce M. T. plus scrupuleux chrétien qu'habile latiniste qui n'osait réciter cet axiome d'Horace (1) :

Quo semel est imbuta recens servabit odorem

Testa diu

parce qu'il croyait que *testa diu* était un juron. Le latin commençait à rencontrer des ennemis qui s'affranchissaient de l'obligation de le parler et de l'entendre. Tel curé (2) répondant à une harangue latine commençait par ces mots : *loquebantur apostoli variis linguis*, et continuait en français. Au reste, un petit bagage de science suffisait pour faire son chemin et les examens n'étaient pas difficiles même pour les gens d'Eglise. Le P. Cotton (3), Jésuite et confesseur du roi, s'étant présenté à Vienne pour être admis aux ordres, un vieux barbon d'official lui demanda le génitif pluriel de duo. Le P. Cotton fut refusé cependant; il répondit qu'il enseignait cela tous les jours à ses écoliers; à quoi le barbon répliqua : « *Tu es superbus et ideo non es admittendus.* » Mais sans doute un élève de sixième eût été reçu. Pourtant, quoique le savoir ne fût nulle part nécessaire et nulle part récompensé, il était commun. Ceux-là même parmi les Dijonnais qu'on traitait alors d'ignorants (4) ne le paraîtraient guère aujourd'hui; leur ignorance était toute relative et l'on ne méprisait leur science que parce que la science était fort répandue. C'est qu'en province on ne peut combattre l'oisiveté et l'ennui que par le labeur et l'étude.

Rien de plus malaisé que de définir les curiosités qui président à ces divertissements. On désire d'abord s'amuser, car la bourgeoisie avide de jouir, et pour ainsi dire encore étonnée de sa prospérité récente aime le plaisir et le recherche avec toute la fougue du campagnard qui se délasse de ses longues misères. Mais en même temps le sens pratique que ses origines paysannes, que ses débuts difficiles ont imprimé dans son âme,

(1) *Menagiana*, I, 317.

(2) Philibert DE LA MARE. *Mémoires de 1682*, p. 15 et *Menagiana*, III, 418.

(3) Philibert DE LA MARE. *Mémoires de 1670*, p. 124.

(4) Par exemple : Etienne Moreau.

son esprit positif et réaliste lui font rechercher jusque dans ses distractions des profits solides, elle s'instruit par passe-temps et elle s'instruit aussi parce qu'elle prise l'instruction. Nulle part la science n'inspire plus de respect que parmi les rustiques, nulle part elle n'obtient plus de révérence qu'au village, et sa conquête semblait aux parvenus le symbole de leur élévation sociale, d'autant qu'elle établissait une différence de plus entre les patriciens et la plèbe dont ils étaient sortis. A l'avantage de la fortune et de la condition, elle ajoutait un prestige spirituel et comme une sorte de noblesse. Et le bourgeois dijonnais retiré au fond de sa bibliothèque se plonge tout entier dans l'étude; il s'y livre non pas peut-être avec enthousiasme et avec passion, sans les étonnements et les admirations des premiers humanistes, mais avec cette persévérance, avec cette assiduité, avec ce labeur continu, trait caractéristique de la race, patrimoine moral hérité d'un douloureux passé. Il se donne à lui-même une seconde éducation qui commence au sortir du collège pour se poursuivre durant toute la vie, et de même qu'on n'en saurait tracer les limites dans le temps, on ne peut guère fixer des bornes à son étendue. Que lit-on dans les immenses librairies où se pressent les ouvrages les plus divers et les plus rares ? Ce qu'il plaît à chacun de lire suivant les préférences de son génie, les caprices du moment ou le hasard des rencontres, mais le plus souvent on lit tout. Aucun ordre, aucune méthode dans ces recherches, mais une vaste capacité de travail et un esprit tout neuf. Car non seulement la robe dijonnaise, jalouse de toutes les indépendances ne cède pas aux modes et aux goûts étrangers, mais elle n'a elle-même ni modes ni goûts, ni traditions. Nul objet n'échappe à ses curiosités, ni les époques qui passent pour barbares, ni les auteurs méprisés, ni les sciences ou les genres qu'on délaisse. Trop rustique en littérature pour sentir la beauté, presque toujours d'un sens critique trop inexpérimenté pour discerner le vrai du faux, ses erreurs l'enrichissent car elles l'entraînent hors des sentiers battus. Trop impatiente du joug pour recevoir une direction, pour obéir à un maître, pour suivre un guide, elle parcourt à son gré les vastes domaines de l'érudition et si bien souvent elle s'égare, si elle revient de ses excursions vagabondes ployant sous une moisson de connaissances inutiles ou fausses, du moins rapporte-t-elle des plantes inconnues aux voyageurs plus sages, et découvre-t-elle d'autres horizons. Comme le poète latin, elle pourrait s'écrier : *homo sum et nil humani a me alienum puto*, et en effet rien d'humain ne lui est étranger, ni

ce qu'on admire ailleurs, ni ce qu'on y veut oublier. Mais ne venons-nous pas de définir ce qu'on appelle l'humanisme, et c'est en effet l'humanisme qui s'épanouit à Dijon, non pas tout à fait tel qu'il fleurissait à la Renaissance, dans la fraîcheur de sa nouveauté, avec tout l'éclat de l'enthousiasme, mais si l'on ne découvre plus la pensée humaine, on l'explore avec application. Car l'humanisme satisfait les aspirations de la robe provinciale, dans leurs faiblesses aussi bien que dans leurs vertus. Il amuse par la variété des spectacles qu'il offre, par la diversité de ses découvertes et à la curiosité avide et impatiente de connaître il apporte d'un seul coup un monceau de connaissances entassées sans ordre et sans choix, tout un bazar disparate et confus où l'on trouve à défaut de la science l'illusion qu'on la possède; il faut une longue éducation du goût et l'apprentissage méthodique du savoir véritable pour choisir dans le fatras des choses et discerner leur prix.

Nos Dijonnais lisent tous les livres, ceux de tous les temps et qui traitent tous les sujets. Familiers avec l'antiquité, ils ne s'y enferment pas comme on le suppose trop volontiers, mais de même que lorsqu'ils le peuvent ils voyagent à travers l'Europe, leur pensée se promène d'âge en âge à travers toutes les époques (1). En littérature, ils demandent à leur libraire ou à leurs amis les dernières nouveautés dont on parle à Paris, et même celle dont on ne parle pas; mais ils lisent aussi les anciens, et, chose plus rare, leurs pérégrinations s'enfoncent à travers tout le seizième siècle et jusqu'au Moyen-Age (2), leur goût n'étant pas assez sûr pour qu'ils partagent les dédains de Boileau. Sans trop distinguer le beau du laid, leur curiosité jouit du moins de ce privilège qu'elle s'intéresse à tout et qu'elle veut tout connaître. Et de même qu'elle se promène à travers les temps, elle leur découvre l'étranger. Elle leur révèle l'Italie, non pas seulement celle du Tasse et du *Pastor Fido*, mais celle du Dante (3) dont bien peu parlaient alors;

(1) « Il faut, disait Ménage, lire les anciens avec respect et les modernes sans envie » (Ménag., III, 13). Ainsi pensent les Bourguignons sans vénération excessive pour les anciens. Lantin convient même que sous le règne de Louis XIV, on a moins de savoir, mais plus de politesse et de goût que sous Louis XIII.

(2) Cf. LA MONNOYE, *Extraits de divers auteurs et Lantiniana*.

(3) Cf. *Lantiniana* 223 : Le poète Dante a fait beaux ouvrages, il n'était pas ami de la France et il parle mal en quelque endroit de la naissance de Hugues Capet, qu'il fait descendre d'un bourgeois de Paris. Il faut prendre cela pour une de ses fictions poétiques. J'ai vu en plusieurs endroits d'Italie des valets d'hôtellerie qu'on appelle estafiers chanter sur leurs guitares les vers de Dante et de Pétrarque.

elle les conduit en Espagne, elle les pousse jusque vers l'Angleterre; s'ils ne la connaissent pas toute entière, du moins ont-ils entendu parler de Milton et de son *Paradis Perdu* (1). Si l'indiscipline de leur génie, si l'incompréhension même des grands écrivains français les empêche de rien produire de durable dans les lettres, leur insuffisance artistique leur donne un esprit presque européen. Sur la foi de l'*Art Poétique* on pouvait se figurer un dix-septième siècle dont les traditions remontaient à peine jusqu'à Ronsard, qui ne voulait connaître que deux civilisations : celle de la France pour laquelle on écrivait, celle de l'antiquité grecque ou romaine à qui on demandait des modèles. Et voici que nous apercevons une société contemporaine de Boileau, un monde sans préjugés qui se tourne vers les peuples inconnus, vers les époques négligées qui dévore les livres ignorés et tombés dans l'oubli aussi bien que les grandes œuvres, si accueillant à toutes les pensées et à tous les arts qu'on trouve à la bibliothèque de Dijon jusqu'à un recueil de poésies turques (2) et qu'à côté de la Bible on cite parfois l'Alcoran (3).

Des préoccupations où l'esprit n'avait que peu de part se mêlaient il est vrai à cette vaste curiosité. On recherchait à la fois l'utile et l'agréable, et le tempérament bourguignon trouvait beaucoup d'agrément aux récits licencieux. Car pour ces épicuriens à l'appétit robuste, la bonne chère et les jolies femmes sont les deux pôles du plaisir. Bien des civilisés pensent de même, mais en dissimulant leur concupiscence, en la déguisant sous un voile de décence d'ailleurs fort transparent; les hommes de la terre étalent leurs besoins sans pudeur, ils en parlent, ils en plaisantent avec complaisance comme s'ils les satisfaisaient aussi par l'imagination. Du moins tel on dépeint le paysan bourguignon; comme lui la robe dijonnaise a l'humeur gaillarde et recherche les ouvrages légers, ceux surtout qui atteignent à la licence la plus effrontée. On aime Horace (4) poète de l'amour et du vin, on l'aime autant que Bossuet l'aimait, mais on l'aime avec de meilleures raisons; on goûte Ovide pour son *art d'aimer* et ses pièces galantes, Catulle surtout, sans doute parce que sa verve s'exprime avec plus de liberté. On lit

(1) Du reste, Milton est fort connu en Bourgogne depuis la polémique que Morisot et d'autres dijonnais soutinrent contre lui au sujet de Charles I, à l'instar de Saumaise.

(2) Bib. Div., ms. 522.

(3) Cf. infra le *Calejava*, de GILBERT.

(4) Il y a à la bib. div. des *Recueils des maximes empruntées à Horace*, par ex. ms. 864.

surtout et on relit les faiseurs d'épigrammes et de contes, Martial, les *poetae minores* de la littérature antique et l'auteur inconnu du *Pervigilium Veneris*. On se délecte aussi aux obscénités d'Apulée, comme à celles du *Satyricon*. Parmi les Français, on marque une prédilection pour Rabelais (1), pour Bonaventure des Periers, pour Brantôme, pour l'auteur des *quinze joies de mariage*, parmi les Italiens, pour le Pogge et l'Arétin plus que pour Pétrarque (2). Si chacun étudie un peu à l'aventure, au gré de ses caprices, sans règle et sans direction, tous se rencontrent dans la grivoiserie. D'autre part, la passion d'apprendre engendre la manie des raretés. De même qu'on collectionne les monnaies et les livres, non pas tant parce qu'ils sont beaux que parce qu'on se les procure malaisément, de même il semble qu'on collectionne ce que la littérature renferme d'ignoré ou de bizarre, qu'on fasse la chasse aux curiosités de la pensée comme l'antiquaire aux raretés. On ne parle pas plus de Virgile et de Cicéron, que de Procope et de Nonius Marcellus. Rien de plus édifiant sur cette maladie que les propos du conseiller Lantin. Il cite peu les bons livres, même quand le sujet de la conversation l'amènerait à le faire, mais il a lu tous ceux qu'on ignore et chez les anciens et chez les modernes, ou s'il ne les a pas lus, il est du moins capable de les résumer et de dire où ils se trouvent. On demeure confondu devant la minutie de cette érudition, devant cette science des détails et ce silence presque systématique sur les grandes œuvres. Il y a dans ce travers, d'abord et sans nul doute, une gloriole de chercheur. A quoi bon citer ce que tous le monde connaît, les noms qui sont sur toutes les bouches, les textes qui sont dans toutes les mémoires ? Mais ceux qu'on a ramassés dans la poussière des bouquins ignorés, ceux qu'on a déterrés de l'oubli où ils gisaient ensevelis, il semble quand on les a découverts qu'on puisse faire figure de savant. Mais on faisait ces recherches avec une passion sincère. Car dépourvus de goût, sans nul sens de l'art et de la beauté, les Dijonnais étudiaient la littérature comme on fait d'une science, jugeant nécessaire et peut-être suffisant d'accumuler en leur souvenir

(1) La Monnoye s'est beaucoup inspiré de Rabelais dont il est souvent question dans le *Menagiana*.

(2) Pour établir ces statistiques, nous avons consulté des recueils d'extraits, comme ceux de La Monnoye, de De La Mare, de Lantin, de Chevanes. Nous avons aussi admis que les auteurs, que les Dijonnais traduisent ou imitent le plus, sont aussi ceux qu'ils lisent le plus volontiers.

les faits, c'est-à-dire les lectures, et comme tous ceux qui s'adonnent aux études sans méthode et sans discernement, ils croyaient posséder de rares connaissances quand ils avaient acquis la connaissance des raretés. Aussi, sans s'arrêter aux écrivains célèbres comme à l'a b c de la littérature, ils s'élançaient vers les profondeurs inexplorées, croyant atteindre le fin du fin s'ils pénétraient jusqu'aux détails les plus infimes. Dans un texte connu, ils négligent l'ensemble pour glaner un bon mot que personne n'a remarqué, ils délaissent les bons auteurs pour les plus obscurs, les historiens pour les conteurs d'anecdotes, en un mot les lettres pour l'érudition. En vain se donnent-ils à cette tâche en y appliquant leur robuste labeur, une persévérance digne d'une meilleure cause, il ne font que s'embarasser de meubles inutiles sans profit véritable pour eux ni pour personne.

En somme, et pour les caractériser d'un seul mot, ils sont polyphiles comme La Fontaine, et quoiqu'il ne soit pas Bourguignon, La Fontaine porte les caractères de la robe provinciale. Sans parler de tout ce qui dans ses fables trahit l'homme de loi, sans rappeler ses contes licencieux, lui aussi s'intéresse aux choses les plus diverses, lui aussi s'égare à travers les livres et en recherche les curiosités, mais par exception il est artiste, et si son goût vagabonde, il est capable d'admiration, d'enthousiasme et d'émotion, il sait dans ses trouvailles discerner le diamant d'avec les faux brillants. Au contraire, les érudits dijonnais ne sont que des chercheurs laborieux, préoccupés d'accumuler les souvenirs sans but et sans choix, ils sont à l'image de leurs bibliothèques bourrées d'ouvrages rares, vraies bibliothèques eux-mêmes où l'on peut puiser mais inutiles si nul ne s'en sert. Non seulement leur génie pratique n'a rien produit pour les lettres, mais il a réduit la connaissance des lettres à la simple érudition, à une curiosité d'antiquaire. C'est dans d'autres domaines qu'apparaissent plus sensibles les vertus de leur humanisme.

2. — Les curiosités de l'humanisme

Pendant que l'humanisme bourguignon se promène à travers les livres, qu'il collectionne pêle-mêle les grandes œuvres et les singularités de la littérature, sa vaste curiosité laisse percer son esprit positif. Car il ne se soucie point d'admirer ni de sentir, il reste à peu près fermé à l'art et ne se préoccupe guère que de s'informer. Il ressemble à un voyageur

qui marche au milieu des fleurs sans ouvrir les yeux à leurs couleurs et sans respirer leur parfum, mais qui les cueille avec indifférence pour se constituer un herbier. Tout de même, le Dijonnais emporte sans choix et sans émotion toutes les fleurs des lettres, aussi bien les orties que les roses, pour laisser leurs corps morts se dessécher au fond de sa mémoire. Son herbier, il est vrai, est fort mal composé, tout s'y entasse sans ordre, sans qu'un peu de méthode fasse pénétrer un rayon de lumière au fond de ce chaos; au moins cette collection maladroite témoigne que son auteur voulait rassembler des documents nombreux, première démarche de la science si ce n'en est point la seule. En dépit de ses maladresses à la satisfaire, le Bourguignon est animé par une solide passion de savoir; si les élans de la poésie le laissent froid et sceptique comme un effort sans utilité pratique, il ne doute pas que le savoir ne soit une chose bonne, et il s'applique à le conquérir. Car la science est une réalité tangible qui plaît à son génie utilitaire, et s'il faut une éducation ou des dons natifs pour sentir la beauté, l'amour de de la vérité séduit même les âmes frustes. Si l'éloquence et les vers lui semblent un vain arrangement des mots, un exercice d'école et comme un divertissement sans portée à l'usage des honnêtes gens, le provincial a le respect des faits, et il les entasse dans son esprit avec la même âpreté qu'il mettait à entasser les écus alors qu'il économisait le prix de sa grandeur future. Il les entasse avec une passion d'autant plus vive que le bon sens et la mémoire suffisent à cette œuvre, qu'il entreprend à la fois une tâche égale à ses forces et qu'il compte en retirer des profits certains et utiles. Humaniste toujours dans son génie positif, il n'enferme pas son activité ni ses recherches dans un domaine restreint; mais il embrasse toutes les branches du savoir humain; ni historien, ni philosophe, ni mathématicien, il sera tout cela en même temps et comme Picrochole rêvait de conquérir le monde, il ne fixe aucun but ni aucune limite à ses ambitions. Tout son passé l'encourage et le soutient; parti de rien, il s'est élevé de sa médiocrité originelle jusqu'au faite des honneurs et de la puissance, il a conquis l'argent, la terre et le pouvoir, et il ne croit pas que la même persévérance qui le tira jadis de son néant social rencontre jamais des impossibilités. Il se donne d'ailleurs tout entier à sa tâche, et il y emploie toute son ardeur et toutes ses vertus. Car peut lui chaut que telle étude soit délaissée de ses contemporains, peu lui importe que tel historien ou tel philosophe ne soit pas à la mode, non seulement il n'obéit pas à la

mode, mais il éprouve un plaisir inavoué à fronder les modes régnautes, et aussi de l'orgueil à se singulariser. Son esprit encore neuf ne s'effraie d'aucune audace, ne s'étonne d'aucune nouveauté, et si la prudence l'écarte des enthousiasmes et le ramène toujours au bon sens, sa curiosité ne ferme l'oreille à aucun bruit et ne se scandalise de rien.

Elle dévore toutes les sciences avec le même appétit que Pantagruel, et la lettre fameuse que Gargantua adressait à son fils nous présente encore le meilleur résumé des études dans lesquelles se jette l'humanisme. « J'entends et veulx, écrivait le bon géant, que tu apprennes les langues parfaitement. » Au latin apporté du collège, les Dijonnais joignent le grec, qu'ils apprennent à frais communs comme firent La Monnoye et le P. Oudin, l'hébreu, le syriaque ou le cophte, et aux langues anciennes les langues modernes, non seulement l'italien fort répandu alors, mais l'espagnol, l'allemand ou l'anglais qui l'étaient moins. Peut-être ces vastes connaissances linguistiques se bâtaient-elles trop vite pour ne pas manquer de solidité : on prétendait apprendre les éléments de l'italien en quinze jours (1), et la Monnoye nous assure que passé ce délai on en possède la grammaire, le reste venant tout seul et rapidement, quand les lectures complètent et confirment les éléments rassemblés à la hâte. Gardons-nous pourtant d'exagérer la fragilité de ces études; La Monnoye, Du May, Lantin, d'autres encore de leurs compatriotes font partie d'académies italiennes et en particulier des Ricovrati de Padoue (2). Cette Académie, en les recevant parmi ses membres, assure que c'est en considération de leur connaissance de la langue italienne, et dans ses compliments tout n'était pas complaisance, car non seulement les Dijonnais lisent l'italien, mais ils l'écrivent avec facilité et en vers aussi bien qu'en prose (3).

Autant qu'aux langues on s'intéresse à l'histoire, et les traités historiques figurent parmi les livres que l'on pourchasse chez les libraires et les bouquinistes. Il n'est histoire que l'on ne tienne en mémoire présente, et non seulement celle des grecs et des romains, mais encore celle des anciens peuples de l'Orient et celle du Moyen-Age. Car le conseiller Lantin con-

(1) LA MONNOYE. *Œuvres*, éd. Rigoley de Juvigny, t. II, p. 325.

(2) Il est probable, qu'à Padoue, vieille citadelle des études juridiques, on éprouvait de la sympathie pour des érudits qui étaient en même temps des hommes de loi.

(3) Cf. l'acte de réception de La Monnoye aux Ricovrati dans la préface de ses œuvres.

verse plus volontiers sur les mérites des historiens que sur ceux des littérateurs, il nous apprend que les vieilles chartes faisaient l'orgueil des bibliothèques dijonnaises et que sans même parler des trésors que détenaient les Bouhier, M. Mantoux possédait des manuscrits d'Innocent III (1). L'histoire de la Bourgogne tente plus que toute autre les Bourguignons, et d'abord celle des origines de la race. Un sieur Robert reconstitue d'après Grégoire de Tours le castrum divionense, d'autres tâchent d'éclaircir les circonstances dans lesquelles s'établirent les Burgondes (2); l'aïeul du Président Bouhier compose un « *traité concernant le divorce prétendu par Philippe Auguste avec Ingeburge de Danemark avec les rescrits d'Innocent III et ce qui s'est passé au concile de Dijon convoqué à la St-Nicolas 1199*. Surtout on aime à ressusciter les souvenirs glorieux des ducs de la maison de Valois, et les équipées héroïques des Bourguignons, on raconte les guerres de Louis XI, le vœu du Faisan, la conquête du Portugal, la défaite du comte de Nevers à Nicopolis, la mort de Jean le Bon, le traité d'Arras (3), on établit la suite de tous les chanceliers de Bourgogne et Godran de Chasans rédige une *histoire abrégée des chevaliers de la Toison d'Or et des quatre derniers ducs de Bourgogne* (4). Volontiers aussi, on se reporte aux convulsions plus récentes de la province durant la Ligue, on se plaît à rappeler ces temps où la province décidait de ses destinées sans blâmer les ancêtres d'avoir si mal respecté la majesté royale. Peut-être même leur sait-on gré à en juger par le succès qu'obtiennent les *Vindiciae contra tyrannos* (5) d'Hubert Languet et des ouvrages d'une semblable hardiesse. Car ces hardiesses, même si on ne les partage pas ne sauraient effrayer une curiosité qui ne s'effraie de rien, ni l'esprit d'opposition qui transparaît à travers les études. Il transparaît dans la prédilection qu'on marque pour des époques ignorées, pour le déclin du monde antique, pour le Moyen-Age que l'histoire néglige si volontiers; il se manifeste dans la complaisance à évoquer l'indépendance perdue. Sans doute le génie utilitaire des robins se propose d'abord des résultats pratiques et ses travaux ne sont pas seulement conduits par l'amour de la vérité. Car c'est l'invasion Burgonde qui jeta les premiers fondements de la

(1) *Lantimiana*, 74.

(2) De La Mare par exemple.

(3) Cf. mss. 961, 957, 990, 1.177, etc.

(4) Mss. 627 et 1.140.

(5) Les *Vindiciae contra tyrannos* occupèrent l'opinion durant de longues années. Cf. BAYLE — l'abbé JOLY — *Menagiana*, III, 136. — Ph. DE LA MARE avait traduit l'ouvrage de Languet.

coutume bourguignonne, le Moyen-Age qui l'enrichit et qui la fixa, ce sont les ducs qui créèrent les institutions de la province ou les sanctionnèrent par des ordonnances ; et si l'on revient sans cesse sur les dernières années de Charles Le Téméraire en même temps que sur le règne de Louis XI, c'est afin d'établir que la Bourgogne n'a pas été conquise, mais que lors de son annexion elle s'est donnée à l'héritier légitime de ses princes, à la condition expresse de conserver ses lois et son autonomie. L'histoire de ces événements ne concernait pas seulement le passé, elle se prolongeait dans l'époque présente, elle fournissait un arsenal d'arguments pour les remontrances et justifiait en droit la résistance au souverain. On déniait au roi le pouvoir d'abolir une indépendance garantie par ses prédécesseurs, en démontrant que la Bourgogne s'était unie au royaume sans s'y intégrer. Mais aussi l'orgueil national s'exaltait au spectacle des gloires révolues. Les patriciens dijonnais, maintenant obscurs officiers d'une petite ville, en dépit de leurs prétentions conscients de la médiocrité de leur condition aimaient à se remémorer le temps où leurs pères s'illustraient non pas dans la magistrature d'une province, mais à la tête d'un grand Etat, où le roi aujourd'hui leur maître n'était encore qu'un étranger et qu'un petit personnage. Tel à présent conseiller au Parlement, tel autre officier d'un bailliage de la montagne descendent d'un chancelier des ducs ou d'un chef d'armées (1), et bien qu'ils aient renoncé à espérer la résurrection du passé, ils se plaisent à en évoquer les fantômes. On se venge de la servilité présente par l'évocation des résistances d'autrefois, et la Bourgogne triomphant du royaume sous les Valois, secouant l'autorité royale sous la Ligue, console de la Bourgogne soumise et humiliée par Louis XIV. Et la bourgeoisie qui a accaparé le gouvernement de la province, dont les privilèges se confondent avec ceux du pays qu'elle gouverne, et qui pour les défendre se replie vers le pays, ce patriciat indépendant défend comme son patrimoine les gloires de la Bourgogne, écrivant aussi bien une histoire de Cîteaux qu'un récit de la bataille de Liège. Mais, et c'est là son mérite, il travaille à cette œuvre avec la conscience et le labeur qu'il apporte à toutes ses entreprises, il n'avance rien qu'il n'établisse par des documents, et la recherche des faits lui cause plus de tracas que l'art des narrations. L'influence de la congrégation de Saint Maur n'est pas étrangère à ce goût pour l'érudition solide; dès

(1) ROUPNEL, 159 sqq.

la fin du dix-septième siècle, dom Plancher s'applique à réunir les matériaux de l'histoire de Bourgogne, et les bénédictins de Saint-Bénigne possédaient dans leurs archives un trésor de chartes précieuses et rares. Mais la bourgeoisie studieuse ne suit en réalité pas d'autre maître que sa nature, que son habitude du travail consciencieux, que son goût pour les choses solides et achevées. De même qu'elle bâtit ses palais pour abriter de longues générations, de même qu'elle a conquis sa fortune avec patience et avec méthode, elle veut édifier sa science non pour emporter des applaudissements éphémères, mais pour l'éternité. Le paysan qui défriche une terre ne se borne pas à en gratter la surface, cette supercherie ne servirait qu'à tromper l'œil et seulement jusqu'à la récolte; il n'a rien fait s'il n'a arraché les souches, emporté les plus grosses pierres, drainé les eaux dormantes, s'il n'a remué le sol jusque dans ses entrailles. Et l'historien bourguignon ne cherche point à tromper les yeux; pas un document qu'il n'ait consulté, pas un monument qu'il n'ait interrogé, pas un détail qu'il n'ait éclairci. C'est son génie exact qui lui fait dédaigner chez les anciens comme chez les modernes les discours arrangés que l'on prête aux acteurs des grands événements (1), qui lui fait étudier non pas seulement les historiens réputés, mais ceux que l'on ignore, non pas seulement les faits importants, mais les anecdotes et les bagatelles. Par cette minutie, il pénètre jusque dans les dessous de l'histoire, il en explore les recoins, il en aperçoit les légendes et les conventions, et son érudition qui ne l'a pas servi dans la compréhension des lettres lui ouvre l'intelligence du passé. Rien de plus édifiant au sujet de cette information consciencieuse que le *Conspectus historicorum Burgundiae* de Philibert de La Mare. C'est un simple recueil bibliographique de tous les documents qui concernent l'histoire de la Bourgogne, mais c'est une bibliographie complète où rien n'est omis ni des ouvrages récents, ni des plus anciens, ni des correspondances, ni des chartes, ni des ordonnances, ni de tout ce qui concerne les annales de la province. L'auteur fait plus que dresser le catalogue des documents, il indique où on les trouve, et pour la plupart, il montre qu'il les a lus, car il les résume ou il les critique. S'il n'en a point tiré parti lui-même, il prépare les voies à la véritable histoire. Et loin de se borner à l'étude des textes, on interroge aussi les monuments de l'art et les reliques des temps passés. Les monnaies et les médailles

(1) *Lantianiana*, 317.

dont on emplit des cabinets jettent des lueurs sur des époques obscures, et soulèvent des problèmes que la curiosité s'applique à résoudre. On cherche à expliquer les sculptures des hôtels (1) et des églises, tel bas-relief de Saint Bénigne où l'on veut apercevoir un Midas (2), tel autre qui représente la reine Pédaulque (3), à déterminer le tracé des voies romaines, la signification de la colonne de Cussy (4). Préludant aux savantes dissertations de Bouhier, l'abbé Nicaise expert en numismatique et familier avec l'antiquité, commente les inscriptions et les figures des médailles (5). Un savant parisien mais d'origine bourguignonne, Moreau de Mautour, anime la passion des archéologues; on recopie ses traités, et les curiosités s'exercent sur les sujets vers lesquels il les guide. Depuis que sous Louis XIII Guenebauld a déterré le tombeau de Chindonax (6), on fouille le pays pour y découvrir des monuments romains ou gaulois, des inscriptions, des armes ou des instruments; s'il s'en découvre en d'autres provinces, on écrit aussitôt pour en recevoir une description détaillée. On dispute sur la langue de l'ancienne Gaule dont on s'efforce de retrouver les éléments, à moins qu'à l'instar de Philibert Collet, on ne simplifie le problème en démontrant que les Gaulois parlaient grec. On tâche de déterminer la situation des villes gauloises, celle de Bibracte surtout, que Moreau de Mautour (7) et le P. Oudin placent sur la montagne du Beuvrai. M. de Mandajors, maire d'Alais, réplique que Bibracte est Pébrac, ville assez voisine du Puy, Alésia, Alais, les Eduens les Agduens, les Lingones les habitants de Langogne. A quoi de Salins, médecin beunois, répond que la vraie Bibracte est à Beaune. François Baudot soutient qu'elle est sans contredit à Autun, et la querelle se poursuivra au siècle suivant. Mais en somme, dira-t-on, dans cette critique de détails historiques, nulle histoire ! Peut-être, mais le germe et les fondements de l'histoire. Sans doute, le premier âne venu peut imaginer le roman de M. de Mandajors; mais pour déter-

(1) *Lantiniana*, 268.

(2) Ms. 675.

(3) Ms. 675.

(4) DE LA MARE et ms. 1019. Cf. aussi MOREAU DE MAUTOUR.

(5) NICAISE. *De Nummo Pantheo* (ms. 669) — DE LA MARE. *Lettre à Gassendi*.

(6) *Le Réveil de Chyndonax, prince des Vaccies, druides celtiques dijonnais, avec les cérémonies des anciennes sépultures, par J. Guenebauld, Dijon, 1622*. Le tombeau de Chindonax avait été exhumé en 1598 dans les vignes des Poussots (BÉGUILLET et COURTÉPÉE, I, 14).

(7) L'article de Moreau de Mautour se trouve au tome IV des *Mémoires du P. Desmolets*. L'histoire de cette querelle a été racontée par Michault, dans ses *Mélanges* (article BIBRACTE).

miner sainement un lieu et une date, pour expliquer une inscription ou un monument, il faut des connaissances suivies et précises, une collection de documents, et dans les dissertations de l'abbé Nicaise, comme dans celles de Moreau de Mautour, l'élucidation d'un point obscur et quelquefois sans importance met en branle une science approfondie de toute l'antiquité. C'est d'ailleurs à force de glaner des armes et des médailles toutes semblables et sans intérêt qu'on en découvre qui instruisent sur les mœurs ou les événements inconnus; c'est en dressant la géographie des mondes passés qu'on en prépare l'histoire. S'il a manqué aux érudits dijonnais quelques-unes des vertus de l'historien, leur génie rustique leur a donné les premières sans lesquelles les autres demeurent inutiles, le labeur, la patience et la conscience. ils se sont acharnés à recueillir l'information des faits qui n'est pas l'histoire, mais sans laquelle l'histoire n'est qu'un roman de l'imagination.

Ouverts à toutes les curiosités, ils ne pouvaient se tenir à l'écart des mouvements philosophiques qui agitent leur siècle. M. Jacquet suppose qu'ils ignoraient Descartes parce que le *Lantiniana* ne contient pas une critique méthodique du cartésianisme, mais le *Lantiniana*, recueil d'anecdotes dont la plus longue n'occupe que quelques lignes, ne pouvait fournir de dissertations. Cependant, l'insistance avec laquelle on y parle de Descartes nous laisserait supposer qu'on le connaissait autrement que de nom (1), quand bien même nous n'aurions pas par ailleurs la preuve que le conseiller Lantin lui-même était fort bien informé non seulement du philosophe mais de sa philosophie. Au reste, les Bourguignons disposent à Paris d'un informateur autorisé en la personne de Simon Foucher (2).

(1) P. BOUHIN a laissé un abrégé des ouvrages de Descartes.

(2) Cf. RABBE, *L'abbé Simon Foucher*. — Simon Foucher (1644-1706) publie en 1672 : *Nouvelle façon d'hygromètre* et *Dissertation sur la recherche de la vérité*, en 1675 *Critique de la recherche de la vérité*, en 1676 *Réponse pour la critique à la préface du 2^e volume de la recherche de la vérité*, en 1682, *De la sagesse des anciens où l'on fait voir que les principales maximes de la morale ne sont pas contraires au christianisme*, en 1686 *Réponse à la critique de la vérité sur la philosophie des académiciens* et *Traité des hygromètres*, en 1687 *Dissertation sur la recherche de la vérité contenant l'apologie des académiciens*, en 1688 *Lettre sur la morale de Confucius*, en 1690 *Dissertation sur la recherche de la vérité ou sur la philosophie des académiciens*, livre I contenant l'histoire de ces philosophes, en 1692 *Lettre à M. Lantin sur la question : Carnéade est-il contemporain d'Epicure* et *Dissertation sur la philosophie des académiciens*, livre III, en 1693 *Lettre à M. Leibnitz sur les académiciens* et *Dissertation sur la recherche de la vérité contenant l'histoire et les principes de la philosophie des académiciens avec des réflexions sur les sentiments de M. Descartes*, en 1695 *Réponse à M. Leibnitz sur un autre système de la communication des mouvements*. Plus tard, un dialogue entre Empiriate et Philalèthe.

Dijonnais d'origine, l'abbé Simon Foucher vécut presque toute son existence à Paris dans les loisirs studieux d'une modeste canonieat; mais son exil ne rompit pas les liens qui l'attachaient à sa première patrie, car il la visitait souvent et dans l'intervalle de ses voyages une correspondance suivie l'unissait à ses concitoyens. Comme eux d'ailleurs il ne se ferme à aucune curiosité, et sitôt arrivé à Paris, hormis le temps qu'il consacre à la direction spirituelle d'humbles religieuses, il se donne aux études les plus diverses. Il sacrifie aux Muses par de méchants vers *sur la mort d'Anne d'Autriche* et même par une tragédie intitulée *l'Empereur Léonce*, aux sciences en composant un *Traité des hygromètres*, à l'amour des nouveautés par sa *lettre sur la morale de Confucius* qui parut en 1688. Mais ses préférences le poussent à la philosophie et d'abord à celle de Descartes. Il entreprend une oraison funèbre du philosophe, fréquente, à partir de 1668, aux mercredis de Rohault son fervent disciple, et dès 1672, renonçant à ses premières convictions, il commence la lutte contre les cartésiens avec sa *dissertation sur la Recherche de la vérité*. Sa controverse le brouille longtemps avec le P. Malebranche qui supportait avec impatience les contradictions, elle le lie pour toujours avec Leibnitz, auprès duquel il servit d'intermédiaire quand l'Académie des Sciences voulut se l'associer. Adversaire ou ami des plus grands hommes de l'époque, et bientôt célèbre, mêlé à toutes les disputes que soulève le cartésianisme, il entretient à Dijon sinon l'idolâtrie de Descartes, au moins le désir de le connaître, ne fût-ce que pour le contredire. Et ce que M. Jacquet semble avoir ignoré, c'est un Dijonnais, l'avocat Gilbert qui écrivit l'« *Histoire de Calejava ou de l'île des hommes raisonnables avec le parallèle de leur morale et du christianisme* » (1) dont le manuscrit existe encore à la Bibliothèque publique de Dijon. Il en avait fait imprimer plusieurs exemplaires qu'un scrupule de conscience ou le souci de sa tranquillité lui fit brûler en 1700 (2); deux seulement furent préservés des flammes après avoir été mutilés et diminués des trois chapitres les plus osés. La veuve de Gilbert, par piété pour sa mémoire, conserva longtemps ces reliques encore qu'elles lui parussent suspectes et presque diaboliques; elle consentit à s'en séparer sur les instances et au profit de l'abbé Papillon. On connaît le sujet du *Cale-*

(1) Bib. div., ms. 975.

(2) Sur ces détails, cf. PAPILLON et la *Galerie Bourguignonne*.

java, roman où la fantaisie de l'auteur met en action la philosophie cartésienne. Un Français, sa femme et son beau-père exilés par les persécutions religieuses, voyagent en Lithuanie et finissent en compagnie d'un guide turec par faire connaissance d'un homme de Calejava qui leur offre asile en sa patrie. Le seul passeport dont on ait besoin pour y être reçu, c'est d'être persuadé de l'existence de Dieu et de l'immortalité de l'âme par de solides raisons et non par l'autorité. Nos catéchumènes s'appliquent donc sous la direction de leur mentor à ruiner en eux-mêmes tout respect de l'autorité, en démontrant la souveraineté de la raison et son infaillibilité quand nous ne faisons pas mauvais usage de notre liberté. La raison prouve l'existence de Dieu, défini comme créateur et comme premier moteur, mais elle ne justifie pas les bizarreries des cultes ni les religions avec les maux dont elles sont la source. Elle démontre la spiritualité de l'âme et partant son immortalité, en des dialogues où Gilbert expose les principes de la doctrine cartésienne sans en dissimuler les points faibles comme l'explication des rapports de l'âme et du corps. Il la simplifie d'ailleurs en omettant le *je pense donc je suis*, en ne retenant du système que ses conséquences, que les notions utiles à la société. Or il suffit à la société que les membres qui la composent croient en Dieu, à l'autre vie, aux peines et aux récompenses qui nous y attendent, et Gilbert, quoique disciple de Descartes, déjà philosophe comme on le sera au siècle suivant, demande à la spéculation beaucoup moins d'éclairer le mystère de l'homme que de fournir les principes sur lesquels se fonde la société des hommes. Aux dialogues philosophiques se mêle le roman ou plutôt la description du pays de Calejava, de ses lois et de ses coutumes. Les Avaïtes ou habitants de Calejava forment une République dont tous les citoyens sont égaux. Un Sénat de cent conseillers ou glébirs propose les lois, les caludes ou intendants de chaque habitation transmettent leurs propositions aux particuliers dont ils prennent les avis, et tout se décide par plébiscite. Les individus ne portent pas d'autre nom que celui de la maison où ils sont nés, accompagné d'un matricule, mais leur état civil est inscrit sur leurs vêtements. Ils ne possèdent point d'animaux domestiques, car les bêtes consomment la subsistance des hommes, seulement des véhicules automobiles que l'on meut de l'intérieur avec des roues analogues à celles des tournebroches et qui servent au labour comme au transport des personnes et des choses. Tous les citoyens travaillent, suivant le temps, tour à tour à la culture de la terre et à l'exercice d'un métier; chacun reçoit un salaire

proportionné à ses besoins, mais on ne souffre point d'oisifs en Calejava, au contraire de la France où noblesse et clergé vivent en parasites et dans la fainéantise. Les Avaïtes proscrivent le célibat, surtout chez les femmes, car un seul mari peut suffire à plusieurs, ils blâment la chasteté et autorisent le divorce consenti par les deux parties. Les caludes président aux unions en tenant compte de l'inclination, de la naissance et du bien ; ils rassemblent dans une grande salle hommes et femmes, les marient et les envoient ensuite dans leurs chambres sans autre cérémonie. Quant aux enfants, on les enlève à leurs mères pour les confier à des éducateurs qui leur enseignent à lire et à écrire, qui leur inculquent les principes de la théologie et de la morale, et leur montrent quelques expériences qui leur tiendront lieu de physique. Surtout ils les habituent à la raison et leur insinuent avec adresse le bon parti, en leur laissant croire qu'ils l'ont pris d'eux-mêmes. Soucieux en même temps de l'utilité, les maîtres s'appliquent à rendre leurs disciples ambidextres, et de quinze à vingt ans leur font apprendre un métier ; ensuite les jeunes gens, hormis ceux que l'on réserve à l'étude des sciences, accomplissent une sorte de service militaire en gardant les murs de l'île. En somme, Gilbert a écrit un roman philosophique que l'on pourrait rapprocher de la Salente de de Fénelon, de l'Utopie de Thomas Morus et surtout de la République de Platon à laquelle il fait plus d'un emprunt. Mais à travers les inventions de l'imagination, percent des idées nouvelles, une satire violente et hardie de la société contemporaine, de ses abus, de ses privilèges, de ses injustices, car la description du monde idéal de Calejava contient une critique perpétuelle du monde réel fondé non pas sur la raison, mais sur la sottise et l'iniquité. Le livre de Gilbert est une apologie de l'égalité. La loi divine institue l'égalité, et si quelques hommes ici bas reçoivent plus que leur lot de misère et de souffrance, il faut supposer que l'autre monde leur réserve des compensations en sorte que la somme des douleurs et des joies demeure constante en chacun de nous. Sur terre, Dieu qui nous aime tous également veut que tous les biens se partagent également ; s'il en est d'indivisibles, qu'ils appartiennent à ceux à qui il est plus avantageux de les concéder, s'il en est un, également désirable à plusieurs individus, celui qui le possède le cédera à celui qui ne l'a pas, car de cet abandon généreux naîtra une amitié réciproque. Si le bonheur de tous est assuré par Dieu en l'autre vie, il faut en celle-ci réaliser une ébauche de justice et répartir également entre tous les hommes les biens qu'il est

au pouvoir de l'homme de dispenser. Pas plus que les institutions politiques, les hardies rêveries de Gilbert n'épargnent la religion établie, car écartant la révérence que la foi accorde à l'autorité, il ne respecte les croyances que parce que leurs enseignements s'accordent avec ceux de la raison. De là son parallèle entre la morale des Avaïtes et les principes du Judaïsme, du Christianisme et du Mahométisme. Recourant au même expédient que Voltaire lorsqu'il dirigeait ses coups contre Mahomet pour atteindre l'*Infâme*, l'auteur du *Calejava* adresse au mahométisme des critiques que l'on adresserait aussi bien à la religion chrétienne. Le mahométisme, intolérant et exclusif dénie toute chance de salut à ceux qui ne croient pas en son autorité. « Ceux qui ne croient pas l'Ecriture sont gens perdus » dit l'Alcoran au chapitre de Vache. « Que risquons-nous à croire le Coran, ajoute le ture du roman; s'il est faux, on ne risque rien, s'il est vrai, que ne risque-t-on pas de ne pas croire ? » Voilà l'argument fameux de Pascal, le pari qu'il faut faire pour ou contre Jésus-Christ, où l'on a d'un côté tout à gagner, de l'autre rien à perdre, mais Gilbert découvre la faiblesse de l'argument puisqu'on n'a pas moins de raison de parier pour Mahomet que pour Jésus. Les chrétiens prouvent leur foi par les prophéties et par l'histoire; mais les musulmans aussi bien qu'eux accommodent les faits à leurs superstitions, mais les miracles de Mahomet ne sont ni moins étonnants ni moins attestés que ceux de Jésus. Il faut donc croire Dieu assez juste pour ne point punir la diversité des croyances. Est-ce-à-dire que Gilbert blâme les religions ? Il les blâme en tant que fanatisme, que source d'erreurs, d'intolérance et de crimes, mais pour qui sait en pénétrer l'esprit, elles sont beaucoup moins déraisonnables dans leur essence que perverties par les hommes. Le fond de toutes, c'est un déisme analogue à celui de Voltaire plus tard. Quand on y regarde de près, le vrai chrétien ne diffère pas tant que cela des Avaïtes. Il obéit à sa conscience, comme on fait en *Calejava*, il aime son prochain même hérétique et même infidèle, il méprise les idolâtries qui sont venues altérer le christianisme; s'il comprend bien sa doctrine, il pratique la communauté des biens, il doit même réprouver le célibat, admettre la polygamie et le divorce par consentement réciproque. Toutes les hérésies condamnées par l'Eglise reparaissent dans le livre de Gilbert en même temps que s'expriment les théories les plus subversives de l'ordre établi. En vain l'auteur, à l'exemple de Descartes, admet-il en concluant que le sage transporté dans notre

monde déraisonnable s'accommode des imperfections qu'il y rencontre sans chercher à y transplanter les mœurs ni les lois des Avaïtes. Il n'en reste pas moins que le rêve de Gilbert renverse au nom de la raison tout le respect dont s'entourent et la religion et la monarchie, et la propriété et la famille, et toutes les traditions et toutes les inégalités de son pays. Si le roman de *Calejava* n'est qu'un divertissement de lettré, c'est un roman qui donne à penser et non moins hardi, plus hardi même que toutes les audaces du dix-huitième siècle.

Non moins curieux quoique plus obscur et souvent bizarre en ses développements, nous apparaît le traité rédigé par un autre avocat, *l'Historia rationis*, de Philibert Collet (1). Des bibliographes qui ne l'avaient pas lu ont conjecturé que cet ouvrage n'était qu'un résumé de tous les systèmes philosophiques (2). Tout au contraire, c'est par l'histoire de l'humanité que Collet entend nous faire suivre pas à pas les progrès de la raison. C'est en cela, dit-il lui-même dans sa préface, que réside son originalité. Il possédait un domaine sur les confins des Dombes; « *in finibus Dumberum rus modicum sed avitum, variis sationibus laetum.* » et comme durant les vacances des tribunaux il y passait les vendanges, son fils l'interrogea, prétend-il, sur la philosophie, précisément parce qu'il en traitait autrement que les philosophes. « *Huc cum proximis vindemiabilibus feriis successissem, saepius a filio acris satis ingenii adolescente sum interpellatus, ut quid ego de universa sentirem philosophia sibi exponerem, suspicari se aiebat meam per historias rerum disserendi methodum aliorum inventis addere non nihil posse* » (3). Ce prologue Cicéronien ne doit pas nous faire préjuger du reste; si la forme est imitée, la substance n'appartient qu'à l'auteur.

A l'origine du monde, sous quel aspect se présentait la raison? Elle était commune à l'homme et aux bêtes, étant nécessaire aux bêtes autant qu'à l'homme pour préserver la vie, pour chercher la nourriture, pour vaincre les ennemis. « *Audax hominum genus nimisque sibi arrogans se Rationale asseruit, inconsultis aliis animantibus quae fortasse ob hoc ipsum rebellaverunt quod homo solus jus concipiendi judiciumque de rerum natura ferendi usurpaverit* » (4). La raison est le

(1) Cet ouvrage ne figure pas à la bibliothèque publique de Dijon. Un exemplaire en est conservé à la bibliothèque nationale.

(2) Les auteurs de *la Galerie bourguignonne*.

(3) *Historia rationis*. Préface passim.

(4) *Historia rationis*. Chap. I, 3 sqq.

lot de tous les êtres animés, mais il leur suffit pour la conservation de leur existence d'une raison terre à terre, confuse dans ses démarches, inconsciente d'elle-même, au-dessus de laquelle les animaux ne s'élèvent jamais : « *Omnia animalia rationis partem aliquam obtinere dicerem, sed illam aliquo impeditam impetu tanquam obice, quo fit ut nec libere vivere, nec rationes suas expedire queant.* » Adam donna des noms aux choses, il se forma une langue, ce qui suppose un effort considérable de logique inconsciente ou formelle : « *Multa (1) et accurata illi opus logica, immo, sine arte singula mens apprehendit, distinxit, definivit.* ». Cette opération, du reste, ne dépasse pas encore l'intelligence animale. Les bêtes aussi se forment des idées des choses et raisonnent (2) : « *Quis hominum audeat animantibus rerum conceptus eripere et judicia ? Eripiat simul amores, fugas, odia, cautiones, providentias, innumerasque animalium operationes, quae sine apprehensione simplici, sine judicio, sine enunciatione et sine multa et obtusa argumentatione esse et fieri nequaquam possunt. Illae sunt operationes sensuum aut potius sensationes ipsae aut sensationum perceptiones, quas animantibus forsitan minuere, detrahare omnino nec aequum est nec fieri potest. Dum captat oves lupus, avem vulpes, hominem ipsum leo oscitantiae illius prudens censor et suae conscius astutiae viriumque, nonne rationalis superbum et inanem titulum ridet ? Uter prudentior ? Pastor incautus et amoribus indulgens, lupusve vigil suisque utilitatibus longe et audacter prospiciens ?* » L'homme acquit ensuite la connaissance du bien et du mal que pour son bonheur il aurait dû n'acquérir jamais, mais Collet n'insiste pas sur ces considérations ; il est, dit-il prudent et pieux de ne pas toucher aux mystères. Le premier art inventé par la raison humaine fut la seule grammaire, qui prit ensuite le nom de logique, c'est-à-dire l'art de concevoir les idées et de les exprimer. « *Grammatica igitur prima mentis humanae ars dici debet ac prima ejus operatio ac ipsamet illa ars quam deinde dixere Logicam, id est concipiendi asserendique artem.* » (3) Car la logique formelle est un leurre, l'art de raisonner est contenu dans le langage.

Les bêtes sont capables de désir, de crainte, de colère, d'espé-

(1) Ibid.

(2) Ibid.

(3), *Historia rationis*. Chap. I, 12.

rance, de caresses envers leurs amis (1), il faut donc qu'elles se représentent les choses, qu'elles se forment des idées et qu'elles les assemblent et les enchaînent puisqu'elles éprouvent des passions et puisqu'elles agissent : « *Sine apprehensione* (2) *rerum prima et sine judicio, nullus earum esset appetitus, nulla fuga, non cupido, non spes, non metus, non ira in contrarietates, non faventibus adulatio; qui omnes animantium motus cum apprehensionem et judicium inesse feris omnibus [indicant], tum judiciorum quoque collationem, quam nihil esse certum est, nisi argumentationem quamdam et illationem consequentium ab antecedentibus.* » Durant l'âge d'or, cette raison suffisait aux hommes; mais dans la seconde époque de leur histoire, Abel et Caïn inventèrent la religion et la politique. La première religion était simple; l'homme, animal religieux, connaissait son auteur et prenait conscience de sa propre misère. La politique naquit des nécessités pratiques de la vie en commun; c'est le besoin qui suscitait peu à peu et les arts et les vertus. « *Non igitur, insiste Collet* (3), *cunctanter assero artes omnes virtutesque ipsas per quas homines a reliquis animantibus maxime secernuntur, post creatum ipsum hominem, postque illum rebellionis damnatum, excitatas fuisse tanquam humanarum calamitatum levamenta aut malorum remedia.* » La politique n'est pas morale, elle est une défense de la tranquillité commune et l'autorité des rois et des chefs ne repose pas sur un droit indiscutable; mais peu à peu aux lois souvent injustes établies pour la protection de l'ordre et de la paix s'est ajoutée la notion de vertu, de dévouement à la chose publique aussi utile à la République des hommes qu'à celle des abeilles et des fourmis.

Après le déluge, le progrès de la raison enfante des connaissances nouvelles, imparfaites encore et mêlées d'erreur et de vérité (4). On cherche à deviner sans s'appliquer encore à comprendre. Les uns s'appliquent à la divination par les causes « *divinatio a causis* » et préludent aux sciences de l'avenir, mais pour l'instant ils attribuent aux démons les causes des

(1) L'ouvrage de Ph. Collet est curieux à plus d'un titre. Il nous paraît surtout intéressant parce qu'il contient en germe des théories que développeront plus tard Buffon et le Président de Brosses.

(2) *Historia Rationis*. Chapitre II, 14 sqq.

(3) Ibid. Chap. 2 : *Secunda mundi seu rationis aetas in qua prima vitae instrumenta inventa sunt* — 3 *Altera rationis operatio Prudentia* — 4 *De Justitia et virtutibus*.

(4) Ibid. *Tertia mundi seu rationis aetas*.

phénomènes. D'autres recourent à la *divinatio per signa naturalia et affectus*, prédisent le temps qu'il fera, croient à la science des augures, à la chiromancie, aux baguettes divinatoires qui sont des supercheries, aux présages tirés des songes qui révèlent en effet sinon l'avenir au moins le caractère et les préoccupations du rêveur. La *divinatio a signis artificialibus sive cabala* repose sur des jeux analogues à ceux auxquels se livrent aujourd'hui les faiseurs de rebus, mais de leurs jeux est née l'écriture. La *divinatio per aenigmata* conduit aux apologues d'Esope et à l'invention du blason; la divination par la fureur divine des pythies repose sur cette vérité que les mouvements violents de l'âme excitent l'esprit; les passions de l'amour, par exemple, éveillent l'intelligence. Il n'est pas jusqu'à la magie qui ne soit fondée peut-être sur un principe véritable. Encore que Collet proteste pour la forme de son respect pour la foi, il semble bien près d'admettre que tous les corps sont animés par des esprits.

Ainsi le troisième âge du monde est l'âge de la divination. Dans la suite des temps, la raison s'élève jusqu'à des connaissances plus sûres et plus parfaites (1). Elle découvre les sciences, la métaphysique, la dialectique et l'éloquence. Ne soyons point surpris qu'un avocat fasse tant de cas de l'éloquence; aux yeux de Collet, l'art de parler se confond avec celui de raisonner. Par un progrès continu, depuis l'âge d'or, depuis l'état de nature où l'intelligence humaine ne diffère pas beaucoup de celle des animaux, sous l'aiguillon de la nécessité, les hommes se sont formés une raison de plus en plus consciente de ses buts et de ses procédés. Ils ont d'abord organisé leur société pour assurer leur sécurité, ils se sont ensuite appliqués à deviner les causes des phénomènes pour les prévoir et pour agir et leur divination quelquefois juste dans son principe, souvent erronée dans ses conséquences, cède enfin la place aux sciences et à la connaissance raisonnée.

Certes, l'ouvrage de Philibert Collet est sous tous les rapports bien inférieur à celui de Gilbert, moins ouvertement affranchi du dogme religieux, moins original aussi, car Lucrèce en fournissait l'inspiration générale. L'un et l'autre cependant étonnent si l'on songe que publiés celui-là en 1695, celui-ci en 1700, ils dépassent toutes les hardiesses de pensée qu'on attribue quelquefois au seul dix-huitième siècle. Chez Collet, la croyance au progrès indéfini de la raison, cette idée que

(1) *Historia rationis* : Quarta mundi seu rationis actas.

l'homme n'a pas été toujours tel que nous le connaissons aujourd'hui, mais que son intelligence d'abord obscure et toute animale, sous l'action du temps et des circonstances est devenue peu à peu une raison raisonnante. Chez Collet, non pas une banale histoire de la civilisation, mais l'histoire de la naissance, de l'adolescence, de la maturité de l'esprit humain et parmi les arguments quelquefois baroques ou faux qu'il invoque, des vues neuves et profondes sur l'invention de l'écriture, sur la mécanique du langage où l'on pressent déjà les théories d'un de Brosses. Chez Gilbert, un irrespect total des institutions et des religions établies; le rêve d'un monde organisé selon les lumières de la raison, où les croyances, la politique et les mœurs seraient réglés par la justice et par la vérité.

Ne nous figurons pas un dix-septième siècle discipliné et domestiqué, suivant les goûts littéraires de la cour, et la politique de Bossuet, ne l'imaginons pas comme un chœur bien ordonné, sans voix discordantes, où non seulement les écrits et les paroles, mais les opinions et les consciences se règlent sur les mêmes principes; ne cherchons pas dans les esprits de la robe cette ordonnance uniforme qui assujettissait à Versailles les mœurs à l'étiquette, la poésie aux règles d'Aristote, les arbres mêmes et les plantes aux lois géométriques de Le Nôtre. Car voici que dans la province nous découvrons non pas des attardés ignorants de leur époque, des bourgeois avertis de la dernière mode comme du dernier livre, mais inaccessibles à toutes les vénération. Historiens, leur curiosité soulève les voiles où se dérobent les origines de la monarchie, ils découvrent en elle une parvenue qui n'est puissante que d'hier, ils recherchent en quelles circonstances et à quelles conditions la Bourgogne a accepté le roi pour son maître. Philosophes, les Bourguignons lisent tout ce qui s'écrit, mais leur génie pratique et terre à terre ne sait pas se maintenir dans le domaine de la pure spéculation, ils s'amusent à faire descendre les idées sur la terre et à les réaliser. Peu leur importe qu'elles détruisent le respect, à eux qui n'en ont aucun, et sans doute que comme des écoliers qui se vengent de la fêrule par des railleries et des épigrammes, ils se vengent du régime qui les asservit, en lui déniait, aussi bien que des traditions antiques et inébranlées, toute autorité morale et tout droit à la vénération. Mais Descartes ni le père Malebranche ne dirigent pas la pensée des érudits, car ses curiosités échappent à toutes les dominations. Gilbert lui-même s'est nourri de l'antiquité profane et de Cicéron, son roman s'inspire de Platon sinon pour la doctrine au moins pour l'invention;

quand il parle religion, il ne considère pas seulement l'Eglise dans ses institutions présentes, mais il remonte jusqu'au christianisme primitif en écartant toutes les constructions par lesquelles les siècles ont défiguré le premier édifice, et il a lu le Coran. S'il s'est attaché de préférence au cartésianisme, il cite Hobbes qu'il connaissait bien. Car il s'en était inspiré dans un ouvrage plus hardi peut-être que son *Calejava* et dont il ne nous reste que le titre : « *Primus in orbe leges fecit timor* ». Après la peinture d'une cité idéale régie par la raison, il faisait celle du monde réel que gouvernent l'injustice et la force. Et comme lui, tous les Dijonnais ont lu Descartes dont ils parlent ou qu'ils résument; comme lui aussi, ils s'intéressent aux pensées les plus diverses. La philosophie anglaise se répand (1) en Bourgogne, on s'informe des ouvrages qu'elle fait paraître et de ceux qu'elle prépare, on connaît Locke et certains ont fréquenté Hobbes en personne, alors qu'il séjournait à Paris (2). Si l'on ne partage point toutes ses opinions, on ne s'en scandalise pas; on parle aussi de Spinoza et l'on correspond avec Leibnitz (3). Mais cette information moderne ne porte aucun préjudice à l'étude des anciens. On n'ignore ni le stoïcisme, ni l'épicurisme antiques, ni les stoïciens modernes, ni les livres de Gassendi, l'exemple de Simon Foucher ramène l'attention sur les académiciens, et la curiosité volant de fleur en fleur et d'objet en objet parcourt de vastes espaces, passe en revue tous les systèmes et tous les auteurs, se prête à tous sans se donner à aucun. La plupart des Dijonnais peuvent se dire comme Horace, *nullius addictus jurare in verba magistri*, et cette liberté de pensée qui n'est pas dans les lois, ils la manifestent dans leur esprit. Qu'on leur reproche leur instabilité si, comme le voyageur qui à force de camper sous tous les climats efface en son âme l'empreinte et le souvenir de la patrie, ils n'ont point de patrie philosophique, s'ils n'arrivent à se fixer nulle part, mais cette inquiétude leur découvre des horizons ignorés, elle leur révèle toutes les formes de la pensée, tous les problèmes qui se posent à l'esprit humain. La fréquentation des philosophes satisfait leur goût d'indépendance et le confirme; elle entretient chez eux ce scepticisme auquel les portait leur

(1) On les traduit même. Lantini écrivait à d'Abblancourt : « Il y a une version anglaise de Thucydide de cet illustre Hobbes dont je traduis maintenant un ouvrage ainsi que je vous ai écrit ». MICHAULT, *Mélanges*, I, 358.

(2) Sur Locke et la philosophie anglaise, cf. *Lantini*, 248.

(3) Cf. *Correspondance de Leibnitz avec Nicaise*, citée par M. DURANDEAU, 206.

nature paysanne, elle le justifie en les faisant assister au choc des doctrines qui se contredisent, aux erreurs diverses de la raison. Car ils se sont jetés dans la philosophie de la même manière et avec la même ardeur qu'ils se vouent à toute chose, ils l'explorent sans épargner leurs fatigues, ils dévorent les livres, ils les copient, ils les résument, ils emmagasinent en leur mémoire toute une bibliothèque d'idées, et rien ne s'est pensé jadis, rien ne se pense aujourd'hui qui puisse les étonner et leur paraître étranger.

Plus encore que la philosophie, les sciences devaient plaire à leur génie pratique. Non pas que leur éducation première leur en ouvrit l'accès, car jusqu'à la rhétorique les Jésuites n'enseignaient que les belles lettres, et même en philosophie où la plupart des jeunes gens n'entraient pas, malgré le zèle et le savoir des régents, trois quarts d'heure de mathématiques (1) par semaine suffisaient à peine à l'étude des premiers éléments. Quant à la physique d'Aristote, la seule reçue dans les collèges, elle pouvait sembler, même sous Louis XIV, périmée et sans grand intérêt. Mais la vigueur de l'humanisme et la persévérance de son labeur initient les esprits aux sciences et parfois les y font exceller. Lantin passe, même auprès des savants, pour un mathématicien de mérite; il est l'ami et le confident de M. Ausout (2) dont on le charge d'éditer les œuvres. Philibert de la Mare dédie à Gassendi un traité *de proportionem quæ gravia decidentia accelerantur*, et le goût des Dijonnais pour la physique s'accroît quand ils ont pour guider leur curiosité un concitoyen illustre, l'abbé Mariotte (3). Comme Simon Foucher, Edme Mariotte, prieur de Baume la Roche, avait embrassé l'état ecclésiastique pour ses loisirs et sa tranquillité; comme lui aussi, il s'exila de sa ville natale. Membre de l'académie des Sciences, c'est à l'Observatoire et dans le quartier de la rue Saint-Jacques qu'il habita, qu'il vécut et qu'il travailla. Les machines utiles à ses expériences, il les fait exécuter par des ouvriers parisiens, il a pour amis ou pour correspondants Huyghens à qui il lègue son traité du *Mouvement des Pendules*, de la Hire, Cassini, Picard, pour contradicteurs Pecquet et Perrault, dans le cercle de ses relations, toute l'élite des savants

(1) C'est le temps que le *ratio studiorum* accorde à l'étude des mathématiques.

(2) LEGOUZ. *Eloge de Lantin*.

(3) *Œuvres de M. Mariotte à la Haye, chez Jean Neaulme, 2 volumes, 1740.*

de la France et de l'Europe. Mais les nœuds ne se brisent pas qui l'attachaient à sa patrie, un commerce épistolaire l'unit encore avec elle sans compter le prestige et l'influence qu'il doit à son mérite. Plusieurs de ses ouvrages ont été composés pour des Dijonnais (1) et sur leur demande, et non seulement la province suit ses travaux mais elle y participe.

On sait de quels progrès la physique est redevable à ses ouvrages sur la percussion des corps, sur la végétation des plantes, sur la nature de l'air, sur le mouvement des eaux et des autres corps fluides. Sans doute des erreurs s'y glissent en grand nombre qu'excusent assez les ignorances de son époque; c'est ainsi qu'il distingue dans l'eau bouillante une matière aérienne et une matière fulminante (2), ou qu'il soutient que le sang ne se charge point d'air dans les poumons (3). Mais sans même tenir compte de ses découvertes touchant la mécanique ni de la loi qui immortalise son nom, il fut par bien des endroits un précurseur de l'esprit moderne. Il guide les premiers pas de la météorologie à laquelle il fixe son objet et ses procédés; il explique l'origine des fontaines (4), précédant Buffon dans l'étude des phénomènes naturels, et se fondant non pas sur de simples hypothèses, sur de purs raisonnements, mais sur des observations qu'il a faites à Dijon et au Mont Valérien, ou sur d'autres que Cassini lui a rapportées d'Italie; il fait mesurer par un ami de Dijon la hauteur de pluie qui peut tomber en un an (5), il mesure lui-même le débit de la Seine afin d'établir la relation entre l'eau qui tombe et l'eau qui coule. Cherchant à déterminer l'origine des vents, il en découvre les causes principales dans la rotation de la terre, dans la raréfaction ou la condensation de l'air, dans les vicissitudes des élévations de la lune (6). Il remarque les lois qui régissent la succession des vents dans un même lieu, les directions diverses des vents qui soufflent au même moment en des lieux différents; et pour étendre son information, il use d'une pléiade de collaborateurs bénévoles, faisant recueillir des observations à

(1) Pour Lantini en particulier.

(2) *Œuvres de l'abbé Mariotte*. Tome II. 330. Traité du mouvement des eaux.

(3) Ibid. Tom I. 481. De la nature de l'air.

(4) Ibid. Tome II. Du Mouvement des eaux.

(5) Ibid. Tome II, 337, 338 (chapitre : De l'origine des fontaines) et p. 339 : « Je me sers d'une expérience qui a été faite à ma prière, il y a sept ou huit ans, à Dijon, par un très habile homme et très exact dans ses expériences ». Suit la description d'un appareil à mesurer la hauteur des pluies.

(6) Ibid. Tome II : 343 sqq. (du Mouvement des eaux).

Loches, à Dijon, à Mont-de-Marsan, à Aberdeen, à Varsovie (1) et comprenant avec une pleine clarté que la science des phénomènes naturels doit accumuler les faits avant de formuler des lois. Et bien que ses découvertes soient son œuvre à lui seul, un grand nombre d'hommes se sont associés à lui pour en rassembler les matériaux; des honnêtes gens de tous les pays, des Bourguignons surtout se mettent à observer les vents et à mesurer les pluies, et quelque minime que soit l'apport de chacun, la science à laquelle préside l'abbé Mariotte et qu'il anime apparaît comme une entreprise collective où nulle bonne volonté ne demeure inutile et stérile, où tous les concours sont accueillis et sollicités. D'ailleurs, cette science qui se rendait si accessible au profane devait le tenter aussi par ses préoccupations pratiques. Car l'abbé Mariotte n'est point de ces génies désintéressés qui s'éprennent de la vérité toute nue et qui l'épousent seulement par amour, il veut qu'elle apporte en dot sinon à lui-même, du moins à l'humanité des avantages solides, et plus moderne en cela que beaucoup de ses contemporains, il aime la science non seulement parce qu'elle satisfait l'intelligence mais comme la source du bien-être matériel. Ses traités du nivellement, de la conduite des eaux, de la résistance des tuyaux pour ne citer que ceux-là, sont destinés tout entiers à des fins utiles, et même dans les autres, comme dans celui qu'il a composé sur les couleurs, s'il recherche surtout des principes théoriques sur lesquels il lui arrive de se tromper, il songe sans cesse aux profits que les gens de métier retireront de ses travaux (2), et souvent il interrompt une démonstration pour les signaler. Loin de se confiner dans son observatoire, il fréquente les ateliers, s'initie aux procédés de fabrication, et de même qu'il s'instruit auprès des artisans, il espère contribuer au progrès de leur art; sa science demeure près de la terre et des hommes dans ses soucis pratiques comme en vulgarisant ses observations.

Elle est originale dans sa méthode. Physicien avant d'être géomètre, géomètre médiocre même et peu familier avec des notions essentielles aux mathématiques, l'abbé Mariotte se borne à l'étude des faits, et ne se fie au raisonnement que dans

(1) Ibid. Tome II, 351.

(2) Cf. *De la végétation des plantes*, III^e partie. — *De la nature des couleurs* (art de la teinture et de colorer le verre) 313 à 317 — *Du mouvement des eaux*. (IV^e partie : machine pour pousser de l'eau fort loin, (445) pour la compression de l'air, (446) règles pour la construction des jets d'eau. V^e partie : de la conduite des eaux et de la résistance des tuyaux (454 à 476) — *Traité du nivellement*.

la mesure où le témoignage des sens le confirme et où l'expérience le contrôle. Qu'il se heurte à une théorie de Descartes, il se garde de lui opposer une théorie contraire et de la réfuter par une dissertation (1); il cite un fait qui la contredit; s'il repousse une hypothèse de Newton, c'est qu'elle ne rend pas compte d'une expérience qu'il a effectuée (2). Quant à lui, il n'a cure d'expliquer le pourquoi des choses et d'atteindre jusqu'aux grands problèmes, pourvu qu'il dégage les principes issus de ses expériences et qui résument en une formule générale la diversité de ses observations; à ses yeux, l'hypothèse n'est qu'une loi, qu'une expression commode des faits, et rien de plus. Il est même si peu théoricien, si peu capable d'abstractions, qu'il n'admet point que comme Galilée lorsqu'il généralisait les principes de la chute des corps, on raisonne « sur les divisions à l'infini, tant des vitesses que des espaces passés et des temps de chute qui sont des raisonnements très suspects comme celui que les anciens faisaient pour prouver qu'Achille ne pourrait jamais attraper une tortue. » (3). Car il n'admet que ce qu'il voit, et n'ayant jamais perçu que des espaces finis, il refuse d'en concevoir d'infiniment divisibles; il ne croit pas non plus qu'une graine puisse contenir la plante déjà préformée, et d'autres graines enfermant d'autres plantes, et ainsi de suite, jusqu'à l'infini (4). Appliqué aux sciences de la nature, ce raisonnement de géomètre, communément reçu de son temps, lui paraît ridicule; en physique, sa seule maîtresse est l'expérience, il ne tient pour réelles que les données des sens et son mérite, c'est d'exceller à les recueillir et à les coordonner.

C'est un génie remarquable que l'abbé Mariotte, et tant par ses soucis pratiques que par son respect de l'expérience, parmi tous ses contemporains il annonce, mieux encore, il nous présente l'esprit positif du dix-huitième siècle. Il nous a laissé d'ailleurs pour en juger un « *Essai de Logique contenant les Principes des Sciences* » que l'on peut considérer comme son discours de la méthode. Remarquant que les physiciens, les astronomes, les moralistes, en un mot que les philosophes ne s'accordent pas dans leurs opinions, il trouve trois causes de cette contrariété; une logique défectueuse, trop de confiance

(1) Ibid. I, 225. Traité des Couleurs : « desquelles expériences et raisonnemens, il suit que M. Descartes n'a pas bien expliqué les couleurs que les prismes de verre font paroître ».

(2) Ibid. I, 226. Traité des Couleurs.

(3) Ibid., I, 81. De la percussion ou choc des Corps.

(4) Ibid. I, 137. De la végétation des plantes.

aux raisonnements et trop peu aux expériences, enfin de la mauvaise foi, les uns accommodant leur philosophie à leur intérêt pour devenir chefs de parti, et les autres suivant aveuglément un parti. Or, la recherche de la vérité présente une importance capitale (1) : « La plupart des médecins prévenus d'une mauvaise physique en tirent des conséquences pernicieuses à notre santé et à notre vie; et les états les plus florissants sont souvent renversés par une fausse politique et par une morale mal fondée. »

Mariotte ne s'attarde point à discuter les catégories de l'entendement, réalités qui s'imposent comme la forme nécessaire du raisonnement (2). « Il ne faut point disputer contre ceux qui nient les vérités premières, parce qu'on ne peut rien prouver que par les vérités premières. » Mais dans les sciences naturelles, il ne suffit point de raisonner; notre science n'est que le résumé des faits observés et la recherche expérimentale de leur succession. En morale aussi, il existe des vérités premières qu'on reçoit sans en pouvoir douter, un sentiment de nos biens et de nos maux. L'amour, le désir et la joie sont les passions qui concernent le bien; la haine, l'aversion, la tristesse concernent le mal. La morale reposera sur une arithmétique expérimentale : une action sera meilleure qu'une autre si elle apporte une plus grande somme de biens tant pour la quantité que pour la durée. La même méthode qui suffit aux sciences de la nature suffit aussi à la science des mœurs, sans nul recours à Dieu ni aux systèmes métaphysiques; on ne doit se fier qu'au bon sens et à l'expérience. Quant aux « propositions intellectuelles qu'on appelle surnaturelles ou de métaphysique, il est difficile d'y raisonner; car nous connaissons peu de principes qui y puissent servir, et nous ne pouvons former une idée exacte de l'infini, de l'éternité, etc..., et tout ce qu'on y peut observer est de prendre garde que ce qu'on dira n'ait point de connexité avec des faussetés premières » (3) Dans la seconde partie de l'Essai, ayant écarté toute prétention à s'élever jusqu'à l'absolu, Mariotte considère le procédé de la raison dans les sciences, tel que les sciences elles-mêmes nous le révèlent, et par des exemples précis et multiples définit la logique des mathématiques et la logique des sciences naturelles. Le premier principe de celles-ci, c'est de suspendre le jugement,

(1) Ibid. II, 611. Logique.

(2) Ibid. II, 615. Logique.

(3) Ibid. II, 651. Logique.

de ne pas chercher à tout expliquer d'abord, de multiplier les expériences jusqu'à ce que les lois apparaissent indubitables, et de confirmer ces lois par l'analyse et par la synthèse. Quand la preuve est impossible, il ne faut pas se laisser entraîner vers des théories extravagantes, mais se rallier à l'opinion la plus vraisemblable. « Quelques-uns disent (1), remarque par exemple Mariotte, que les bêtes n'ont point de sentiment ni de connaissance. On ne peut pas prouver absolument que cela est faux... Mais puisque les bêtes ont des yeux et des oreilles comme nous, qu'elles se plaignent comme nous quand on les blesse, qu'elles font choix comme nous des viandes, et que nous sommes assurés que nous faisons ces choses par le sentiment et par la connaissance, on doit inférer et croire que les bêtes ont aussi du sentiment et une connaissance qui a quelque rapport avec la nôtre, à moins qu'on n'apporte une démonstration claire et évidente du contraire. » Que nous voici loin de Descartes ! (2) Encore que Mariotte nous mette en garde contre les illusions et les paralogismes du raisonnement, sa logique n'est que l'art d'observer les faits et de les coordonner, il s'abstient des spéculations philosophiques, il méprise la logique formelle, et dans les sciences mêmes se défie avec quelque excès peut-être des généralisations et des théories hâtives. C'était la méthode d'un esprit positif et d'un vrai savant (3), et en même temps la plus propre à ouvrir la science aux curiosités du profane. Sans s'en douter, l'abbé Mariotte joua le rôle d'un vulgarisateur. Car en faisant de la physique une chaîne d'observations, en montrant qu'elle reposait sur des expériences ou des mesures fort simples à effectuer, en faisant entreprendre par ses amis ces expériences et ces mesures, il contribue à situer les phénomènes naturels parmi les objets familiers de la pensée bourguignonne, au point que nombre d'avocats ou de conseillers possèdent un cabinet et des instruments de physique (4). Quelque respect que professe le public instruit pour les tourbillons de Descartes, il s'intéresse davantage à la science de

(1) Ibid. II, 683. Logique.

(2) Il est à remarquer que Lantin, Collet, Mariotte s'accordent à tourner en ridicule l'opinion de Malebranche que les bêtes n'ont pas d'âme.

(3) Il nous est impossible d'étudier en détail l'*Essai de logique* de l'abbé Mariotte, encore que cette œuvre nous paraisse d'une importance capitale pour l'histoire de la philosophie.

(4) Par exemple, Févret et Lantin — D'après les *Mélanges* de MICHAULT, I, 333. Lantin et le P. Berthet font des expériences à l'aide d'un miroir parabolique sur la chaleur des rayons lunaires.

l'abbé Mariotte, plus accessible à tous et où il entre de plain pied. Il lui sait gré de suivre les faits pas à pas, de tirer de ses observations des résultats pratiques qui perfectionnent les arts, et jusque dans ses faiblesses, jusque dans son antipathie pour la généralisation, de s'offrir à l'intelligence de tous.

Mais, plus encore que de la physique, les Dijonnais sont amateurs de sciences naturelles. Elles trouvaient des fauteurs dans le corps des médecins; certains d'entre eux, comme Guenebauld au temps de Louis XIII, s'étaient imposés par leur talent à l'admiration publique, et le respect qu'on leur portait tout autant que le commerce de Pline, de Galien ou d'Aristote intéressait tout un chacun à leurs travaux et aux connaissances qui en faisaient l'objet. On voit paraître à Dijon des ouvrages généraux comme le *traité d'anatomie* en vers latins de François Guibaudet, mais surtout des recueils où les hommes de l'art consignent leurs observations personnelles. Le même Guibaudet écrit une *histoire des maladies considérables qu'il avait guéries*, son confrère Marchand un *livre de febre purpurata hoc anno 1666 per Burgundiam grassante* et en français une *méthode nouvelle pour guérir la fièvre maligne et pourprée appelée autrement la fièvre des armées* (1674). Œuvre d'actualité si l'on songe aux ravages du fléau, au dépeuplement des campagnes, aux vaines précautions de la ville contre l'épidémie, mais le principal mérite de l'auteur consiste à décrire avec exactitude les symptômes et les progrès du mal. Les causes, il les attribue à la putréfaction des humeurs; comme traitement, il se borne à purger le malade, remède grâce auquel, assure-t-il il a obtenu de nombreuses guérisons. Au moins faut-il louer son érudition, son effort pour rapprocher d'épidémies analogues et rapportées par l'histoire celle dont il fut témoin, et malgré son respect pour Hippocrate et Galien de joindre les leçons de l'expérience aux enseignements de l'autorité. Avec son confrère le sieur Dupré, il engage en 1697 une polémique violente et souvent injurieuse contre le sieur de Salins, qui n'avait pu empêcher Madame Cœurderoy de mourir en couches. Celui-ci avait saigné la patiente au bras, provoquant, disait-on, une maladie des poumons qui l'emporta; ses adversaires soutenaient qu'en la saignant au pied ils l'auraient sauvée. Ils dénoncent l'infortuné de Salins comme un âne à qui la Faculté avait vendu des diplômes qu'il ne méritait pas (il est vrai que de Salins était Beaunois), ils l'accablent sous les sarcasmes, sous des citations latines de poètes ou de prosateurs qui n'eurent jamais rien à voir avec la médecine non plus qu'avec les cou-

ches de Madame Cœurderoy. Mélange burlesque si l'on veut, mais le caractère mi-scientifique, mi-littéraire de cette controverse montre qu'elle ne s'adressait pas aux seuls gens du métier, qu'elle se proposait de convaincre tout le public, et les attaques et les réponses par leur succession ininterrompue prouvent assez l'intérêt que soulevait la querelle. Il suffit du reste de parcourir les lettres, d'assister aux conversations des honnêtes gens pour se rendre compte qu'ils n'étaient pas étrangers aux connaissances médicales (1). Nous les voyons disputer sur la constitution du corps humain, sur le rôle des organes, sur l'utilité des remèdes, citer les monstres dont parlent les auteurs, ceux dont ils ont constaté ou appris l'apparition, tout cela sans doute avec beaucoup de crédulité, et leur zèle à s'informer mérite plus d'éloges que la sagacité de leur critique, mais il n'en est pas moins remarquable que les sciences de la nature, dans ce qu'elles présentent de plus immédiatement utile, dans tout ce qui touche à la vie et à la santé, figurent parmi les études et les préoccupations ordinaires des érudits.

Mais ils s'adonnent aussi à des curiosités plus diverses. A la chimie par exemple, si l'on peut donner ce nom aux vagues notions qui président à des expériences rudimentaires. Les eaux minérales, leur constitution et leur efficacité sont l'objet préféré de leurs recherches. En 1633, Pierre Quarré explique les *merveilleux effets de la nymphe de Santenay*, attribuant ses vertus à un mélange d'alun, de vitriol, de soufre, de sel, de nitre, de fer et de mercure. En 1664, après plusieurs autres, le P. Augé, capucin et prédicateur, écrit un *traité des eaux minérales trouvées près de la ville de Nuits, entre Prixey et Premeaux*. En 1712, Bacot de la Bretonnière analyse les eaux de Bourbonne. Mais le désir de savoir se laisse tenter par tout ce qu'il rencontre. Tels s'intéressent à des expériences sur l'aimant et donnent une recette pour faire de la poudre fulminante (2), tel autre faisant intervenir la science dans l'histoire, examine si l'on tue plus d'hommes à la guerre par l'usage de la poudre à canon qu'on n'en tuait avant qu'elle fût inventée (3), tel autre comme le médecin Bouhin, est conduit à des expériences sur la chaux et le salpêtre que Mariotte avait essayées avant lui (4).

(1) Cf. *Lantiniiana*, 126, 330, 353 et *Mémoires* de Ph. DE LA MARE passim.

(2) Ms. 385 (Ce mémoire est l'œuvre du médecin Dupré).

(3) Claude JOLY (Cf. *Galerie bourguignonne*).

(4) *Lettres relatives à des expériences sur la chaux et le salpêtre* 1710.

On décrit les phénomènes naturels et les spectacles curieux, et s'il faut l'invitation de Colbert pour que Jacques de Clugny, alors lieutenant civil d'Avallon, donne une description des grottes d'Arcy, c'est de son propre chef que Claude Joly en rédige une autre, que J.-A. de Chevanes (1) compose une *relation du tremblement de terre de Raguse en 1667, faite sur le récit de M. Baltazar, conseiller au Parlement de Paris*. Les comètes, sujet cher aux légendes et aux superstitions fournissent la matière de dissertations où les souvenirs de l'érudition peuvent se donner libre carrière. Celle de 1680 trouve un historien en la personne du P. Anthelme, un chartreux, celle de 1665 inspire un avocat, Pierre Richard sieur de Grammont. Vrai type de l'humaniste, celui-ci se prête parfois à la littérature, traduisant Lucrèce en vers français, aux divertissements poétiques plaisants ou sévères, composant une épitaphe de Santeul aussi bien qu'une *Lettre à M. P. sur le tableau de l'énigme qui doit être expliquée par Morin fils* ; historien à l'occasion et auteur de *Mémoires pour servir à l'histoire de Bourgogne*, il y a aussi en lui un amateur de sciences et de science pratique, si l'on considère son *traité de l'agriculture* et le plus curieux peut-être de tous ses ouvrages, son *discours sur les révolutions présentes et le changement du temps et des saisons* qu'il publia en 1698. Il y remarque ou croit remarquer que depuis soixante ans le temps s'est refroidi, que les fruits de la terre ne mûrissent plus, et il examine l'une après l'autre les cinq raisons que l'on imagine à ce dérèglement des saisons. N'admettant ni que le soleil se soit écarté de la terre, ni que la terre ait perdu de ses parties ignées, ni qu'il y ait eu des perturbations dans la lune, ni que tous les pays soient destinés à passer du chaud au froid et du froid au chaud, il admet que les tremblements de terre comme celui qui a dévasté la Sicile en 1693 produisent les changements du climat. Il ne se fonde d'ailleurs que sur ses travaux personnels et sur ses observations astronomiques ou météorologiques pour étayer son raisonnement, tant il est vrai que ce n'était point une spécialité de Philaminte et de ses sœurs que d'observer les astres et d'en discourir (2), tant il est vrai que Mariotte, encore qu'il se distinguât par son génie, ne faisait que suivre dans ses recherches un goût fort répandu dans sa patrie. En somme, tout intéresse

(1) Elle est transcrite dans les *Mémoires* de Ph. DE LA MARE, 1673.

(2) L'astronomie même n'est pas négligée à Dijon. Les *mémoires* de Ph. DE LA MARE (1682) contiennent des remarques sur l'absence d'humidité dans la lune, sur les satellites de Jupiter.

et surtout les connaissances ou les études qui servent à l'utilité. On disserte sur le moyen de rendre le cours des rivières régulier et navigable, on s'émeut au projet d'un canal des deux mers, on reste toujours attentif à glaner les préceptes qui concernent la culture des terres; car tous les possesseurs de fiefs ou de fermes, tous ces bourgeois avisés qui vivent de la terre savent par expérience quels profits leur apporterait la création d'une route nouvelle pour exporter leurs vins, de quelle importance est pour un propriétaire qui cultive, le choix des semences et la nature du terrain. Est-ce un effet de leur goût pour l'agriculture ou la médecine? mais presque tous s'occupent d'histoire naturelle. De toute la France sinon de toute l'Europe on envoie des pierres à Lantin (1); l'aïeul de Bouhier aussi bien que nombre de ses contemporains possède des collections d'histoire naturelle; à la prière de Lantin, Mariotte écrit et lui dédie son *traité de la nature des plantes*, curieux essai de physiologie végétale. La botanique semble même l'étude favorite des Dijonnais; sans doute parce qu'à leurs yeux elle est la plus utile. Ils ne la considèrent encore que comme une annexe de l'agriculture et surtout de la médecine, elle consiste surtout dans l'art de connaître les simples et leurs vertus. Du moins c'est ainsi que la définit le plus éminent des botanistes bourguignons (2), Philibert Collet, mais n'allons pas supposer que la science de Collet ressemblait à celle des vieilles femmes qui cueillent des herbes dans les prairies. Disciple de Ray et de Tournefort, il avait étudié à Paris en la compagnie des savants; propriétaire foncier en Bresse dans le berceau de sa famille, errant volontiers à travers la province au cours de ses promenades vagabondes, il avait dressé le catalogue d'ailleurs incomplet de la flore bourguignonne. Un grand nombre de ses concitoyens sont épris de la même passion, tel Huissier d'Argencour (3), géographe et botaniste, l'ami et le correspondant de La Monnoye, et ce goût, loin de s'éteindre, persistera à travers tout le siècle

(1) Lantin recueillait des curiosités d'histoire naturelle. Le P. Berthet lui écrivait : « J'avais fait ramasser des cubes métalliques pour vous les envoyer à Dijon, mais l'homme que le Grand Prieur en avait chargé pour moi fut volé par les soldats qui désolent nos montagnes. J'en aurai bientôt d'autres avec de la marcassite où vous verrez les cristaux attachés et outre cela une pierre rhomboïdale dont je vous ferai part et à M. de la Mare ». (Cf. *Mélanges*, de MICHAULT, I, 332).

(2) COLLET; *première lettre sur la botanique*.

(3) Auteur d'un *Catalogue des plantes qui naissent aux environs de Dijon*. Bib. div. ms. 363.

pour s'épanouir enfin rénové et fécondé au cours du siècle suivant.

C'est en vain que l'on chercherait à fixer des bornes à la curiosité des érudits. Ni les lettres, ni les sciences, ni aucune branche du savoir humain n'échappent à leur attention; tour à tour historiens, philosophes, physiciens, ils se distinguent par leur aptitude à tout entreprendre et leurs ardeurs studieuses. Et ne cherchons pas à discerner à Dijon un cercle de mathématiciens, un cercle de littérateurs, un cercle de botanistes, à découvrir la raison de la multiplicité des études dans la multiplicité des esprits. Car dans une ville aussi petite, dans un monde aussi restreint que la bourgeoisie de robe, les beaux esprits étaient rapprochés en trop d'occasions, par une nécessité trop inévitable, ils étaient trop peu nombreux pour s'ignorer, et les travaux d'aucun ne pouvaient échapper à ses confrères ni à ses concitoyens; la vie collective de l'aristocratie empêchait que les œuvres fussent tout à fait individuelles. L'émulation et les sympathies devaient uniformiser les goûts. Ce sont les mêmes hommes qui s'adonnent tour à tour ou à la fois aux recherches les plus diverses; les mêmes qui cultivent la poésie, qui apprennent les langues, qui se plongent dans les mathématiques, qui collaborent avec l'abbé Mariotte, qui lisent Descartes et qui recueillent des plantes ou des minéraux. Tout les tente; ils ne subissent pas de passion dominante, non plus qu'ils n'éprouvent d'admiration exclusive, et ni l'attrait de la science, ni le mérite d'un grand homme ne peuvent s'emparer d'eux tout entiers. Ils se prêtent à tout et à tous et ne se donnent à rien. Race ambitieuse et patiente au labeur, ils ont entrepris de conquérir tout le savoir et n'ont consenti à rien exclure de leur vaste ambition. Un peu neufs peut-être aussi dans les études, ils ne comprennent pas après quelle longue éducation on peut exceller dans chacune, et leur curiosité s'épand à travers tous les domaines du savoir, sans enthousiasme, sans les ardeurs juvéniles de la Renaissance, mais avec une persévérance laborieuse que n'effraient point les difficultés. Il est vrai, leur génie pratique semble aux lettres préférer les sciences, et parmi les sciences, les moins abstraites et les plus utiles, mais ces préférences n'excluent pas d'autres objets, et dans toute la force du terme, les Bourguignons sont des humanistes. Humanistes d'ailleurs ne signifie pas attardés, car s'ils doivent beaucoup aux livres et à l'antiquité, ils sont loin de négliger les modernes et de ne pas interroger les vivants.

3. — L'information actuelle

C'est peut-être le meilleur chapitre de M. Jacquet que celui qu'il consacre à l'abbé Nicaise, car on y peut saisir dans toute son étendue cette manie d'information qui possédait l'humaniste dijonnais. Non contents de fouiller dans les livres, et de n'en ignorer aucun, les érudits prêtaient l'oreille aux voix du monde, attentifs à toutes les intercepter. Ainsi jadis les Gaulois s'asseyaient autour des voyageurs, écoutant les récits des pays lointains; telle fut durant tout le cours des âges, la Bourgogne, voie de passage entre la Flandre et l'Italie, entre la France et l'Empire, marche frontière en contact avec tous les peuples; loin de se replier sur elle-même et de s'isoler, son génie accueillant l'ouvrait à toutes les idées et à tous les hommes. Dans sa curiosité de tout savoir, elle regarde autour d'elle, et tous les bruits du siècle jettent leur écho jusque dans les murs de sa capitale. L'abbé Nicaise eut au plus haut degré ce caractère de l'esprit bourguignon. Né à Dijon (1), élève des Godrans, puis du collège de Navarre où il étudie la théologie, il part ensuite pour Rome, assiste à l'entrée de la Reine Christine à Saint-Pierre, à la canonisation de Saint François de Sales, se livre à l'étude de l'antiquité et à de longues excursions archéologiques; entre temps, il finit par se laisser tonsurer. Neveu d'un général d'ordre et bien apparenté, il est bien accueilli partout, visite tour à tour Naples, Tivoli et Venise. Revenant en France avec l'abbé de la Trappe, son humeur inquiète se laisse séduire par la foi de son compagnon et subit son ascendant. Durant toute sa vie, Nicaise éprouvera l'attrait du cloître et ne cessera d'y porter les yeux, mais l'amitié même de M. de la Trappe ne lui en fera point franchir le seuil; il se prête au mysticisme, il recule toujours au moment de se donner à lui. L'érudition avait eu ses premières amours, et il était de ceux qui n'aiment bien qu'une fois; s'il commit quelques infidélités, elles furent sans lendemain, et sa piété qui fut vive et sincère laissa toujours une part de son esprit et la meilleure aux études profanes. Résidant le plus souvent à Paris où il composa presque tous ses ouvrages, cependant, comme Mariotte et Foucher, plus qu'eux peut-être, il ne cessera jamais de se souvenir de sa patrie, d'en rester citoyen, et d'y entretenir ses amitiés. Véritable ambassadeur des Bourguignons auprès des beaux esprits de Paris, d'une obligeance infinie, toujours prêt à procurer un

(1) JACQUET, 139 sqq.

livre, à transmettre un message, à rendre compte d'un événement, retournant sans cesse visiter les siens, passant auprès d'eux une bonne part de sa vieillesse, même absent de Dijon il fait partie de la société dijonnaise. Il en possède l'application au labeur et la vaste érudition, les loisirs ne lui font point défaut; pourtant un tumulus du médecin Pierre Petit, quelques vers latins pour le *funus santolium*, même quelques traités peu étendus et sur des sujets peu importants nous semblent la médiocre rançon d'une existence toute entière vouée au travail et aux lettres. Et même à ne lire que les œuvres imprimées de Nicaise, on mettrait en doute l'amplitude et la diversité de son talent, car il n'a traité que d'un petit nombre de matières; mais sa correspondance nous révèle l'originalité de son génie. C'est un caractère aimable et liant, sympathique à tous les hommes et à toutes les choses. A Dijon, il a pour ami quiconque s'intéresse aux lettres et aux arts, les Lantin, les La Monnoye, les Legouz, les Maleteste, les Richard de Grammont, les Bouhier, les de la Mare, les Chevanes, les Baudot; au dehors, on le voit en relations avec Huet, avec Charpentier, Furetière, du Cange, avec l'abbé de la Trappe, Arnauld, Bossuet, le P. de la Chaise, avec Mabillon, Ménage, Le Camus, Boivin, Saumaise les Bignon, avec Spon, Leibnitz, Bayle, Spanheim, Grævius et toute une pléiade de savants italiens (1). Honnêtes gens, littérateurs, religieux, philosophes, archéologues, qu'ils soient Bourguignons, Français ou Étrangers, il n'est aucun des personnages considérables de son siècle qu'il n'ait fréquenté. Aux uns, il passe leur hérésie ou leur incrédulité, et si en fervent chrétien qu'il est il s'applique à les convertir, il leur pardonne leur obstination par égard pour leur mérite. Pour d'autres, il semble ignorer que leur patrie fait la guerre à la France; le culte commun des belles lettres crée une confraternité que les frontières ne traversent pas. Grâce à son humeur indulgente et à l'étendue de ses relations, il joue en Europe un rôle important; écrivant à tous et sur tous les sujets, pour demander des nouvelles ou pour en donner, enseignant aux uns ce qu'il a appris des autres, rapportant aux autres ce qu'il a appris des uns, rapprochant les hommes qui ne se connaissent pas, réconciliant les ennemis et apaisant les brouilles, stimulant les paresseux, flattant les vanités, grand courtier de l'érudition et intermédiaire entre les beaux esprits, s'il donne peu de lui-même, son activité épistolaire cimente la société instruite de tous les

(1) JACQUET, 243.

pays. Livres, paquets, gazettes pleuvent à son adresse; il tient un entrepôt de nouvelles qu'il reçoit de partout, qu'il expédie partout, ne se réservant que le plaisir de les manier et la satisfaction d'en avoir la primeur. Certes, Ménage pouvait dire de lui : « Nous avons de grandes obligations à M. l'abbé Nicaise, nous autres gens de lettres. C'est lui qui prend le soin et la peine de faire tenir nos lettres aux savants d'Allemagne et de Hollande, de recevoir et de nous rendre celles qu'ils nous écrivent. C'est aussi par son moyen que nous apprenons ce qu'il y a de nouveau dans la République des Lettres, non seulement dans ce pays-là, mais encore à Rome, à Florence et en d'autres endroits d'Italie par les correspondances qu'il y entretient. » (1) S'accommodant de tous les caractères, accueillant à toutes les idées, écoutant avec un égal intérêt les sévères exhortations de Rancé et les polissonneries de La Monnoye, Nicaise nous révèle une vaste curiosité que ne déconcertent ni les idées ni les hommes. Et quand on songe que s'il excelle dans ce rôle d'informateur, tous les Dijonnais s'y appliquent plus ou moins, qu'eux aussi font la chasse aux nouvelles avec un bonheur divers mais une égale persévérance, quand on considère cet humanisme large et vraiment humain qui n'ignore ni un livre ni une science ni un grand homme, on comprend alors que Bayle ait surnommé Nicaise l'agent général de la République des Lettres et qu'il en ait appelé Dijon la capitale (2).

Sans doute, il serait facile de découvrir soit en France soit en Europe des esprits plus éminents que ceux des Bourguignons et qui leur ressemblent, mais cette similitude ne prouve pas que l'existence de ceux-là ait déterminé le caractère de ceux-ci. Assurément, on imite toujours quelqu'un et comme disait Musset, c'est encore une imitation que de planter des choux. Et quand les Bourguignons seraient identiques à leurs modèles, encore faudrait-il expliquer pourquoi ils les ont choisis, d'où vient cette faculté d'imitation, cette aptitude à tout comprendre. En vérité, ils suivent les inclinations de leur génie, et sinon le contenu, au moins la forme de leur esprit n'appartient qu'à eux. C'est de leur nature qu'ils tiennent leur ardeur de savoir et la persévérance avec laquelle ils meublent leur mémoire, parcourent les livres, s'initient aux sciences, interrogent les hommes; c'est de leur jeunesse intellectuelle, de ce que

(1) *Menagiana*, II, 68. La Monnoye disant en parlant de la mort de Nicaise : « Nul n'y perd tant que la poste ».

(2) Ou à peu près. Cf. JACQUET, 59.

ni leurs goûts, ni leurs traditions ne les enchaînent, que leur curiosité tire ses hardiesses. Ni ce que la mode a voué à l'oubli, ni ce que le progrès a rejeté dans l'ombre, rien ne leur paraît indigne d'intérêt, pas même les idées ou les individus qui contredisent la religion établie ou tendent à détruire le régime politique. Leur instinct d'indépendance qui, loin de céder à l'absolutisme royal, s'exaspère de ses succès, dresse en face de lui leur originalité spirituelle et la maintient. Erudits quand la Cour sultive l'élégance et le goût, marquant leur estime pour les sciences quand les lettres jettent le plus d'éclat, ils semblent préparer le dix-huitième siècle par ce qu'il y a d'accueillant dans leur humanisme, par leur esprit européen, par leur goût des sciences et des sciences pratiques, par la logique d'un Mariotte, comme par la philosophie audacieuse en même temps que simple et accessible à tous d'un Gilbert ou d'un Collet. C'est son génie qui fait le mérite et l'intérêt de la pensée bourguignonne, plus encore que les œuvres qu'elle a produites.

CHAPITRE IX

LES HUMANISTES

1. — Les modèles

Si l'humanisme est un produit spontané du sol bourguignon, s'il ne cède à nulle admiration exclusive et s'il ne suit aucun maître, il marque comme il est naturel une prédilection pour tout ce qui lui ressemble, il a ses modèles préférés, dont il fait d'autant plus de cas qu'il se reconnaît en eux. On se tromperait en cherchant hors de Dijon le germe et les causes de l'humanisme, mais on en comprend mieux les caractères en observant vers quels hommes il se tourne le plus volontiers. Sans doute, les relations des Dijonnais varient avec les goûts de chacun, avec ses travaux favoris, l'étendue de sa parenté, les lieux où il a voyagé et les mille hasards qui peuvent rapprocher les hommes. Nulle loi ne les régit, et chacun se lie à sa guise, mais chacun, dès qu'il a contracté l'amitié d'un personnage illustre, appelle ses voisins à y participer, fait à son grand homme l'éloge de ses concitoyens, de leur science et de leurs entreprises, colporte à travers la ville les lettres que son ami lui envoie et vante les mérites de leur auteur, si bien qu'à la fin cette amitié faisant tache d'huile s'étend à toute la société bourgeoise. Il est certain par exemple que presque tous les patriciens chez qui le talent s'unissait à la fortune ont fréquenté chez Ménage, qui, fils de robins, durant quelque temps avocat lui-même, et auteur de recherches juridiques, recevait à ses mercredis les robins de la province. Ceux-ci admiraient son érudition universelle à laquelle n'échappait aucun domaine du savoir humain : savant et mondain à la fois, auteur de petits vers et de nobles hexamètres dans les langues anciennes ou modernes, dissertant tour à tour grammaire, archéologie, histoire naturelle, physique, il savait rendre aimable les disputes théoriques en y mêlant les historiettes et les anecdotes. En vain refusait-il de se reconnaître dans le Vadius de Molière (1),

(1) *Menagiana*, III, 23.

on savait assez qu'il avait écrit un traité sur les femmes savantes et qu'il réalisait un composé ridicule de pédantisme et de préciosité galante, mais on distinguait malgré ses travers ce qu'il y avait en lui de science solide, on le pratiquait comme un répertoire de toutes les connaissances, on fréquentait sa maison comme une agence de patins et le rendez-vous des beaux esprits ou des auteurs célèbres. Mais on l'estimait sans excès et sans superstition. Ne nous laissons pas tromper aux louanges qu'on lui prodiguait, c'est avec cette monnaie qu'on achetait l'entrée de son logis et son amitié, car Ménage goûtait l'encens et prétendait régner en tyran sur la République des Lettres (1). Aussi lui donnait-on de l'encensoir dans le nez en même temps qu'on se donnait l'air de vénérer les oracles rendus par sa plume ou par sa bouche. Mais sitôt hors du temple, les fidèles blasphèment le dieu, ce dieu que La Monnoye appelle avec irrévérence le bonhomme Ménage (2); les plaisanteries et les épigrammes pleuvent sur les bizarreries de son caractère et l'insuffisance de ses jugements, et je doute que sa réputation ait soulevé plus d'enthousiasme et moins de réserves à Dijon qu'à Paris où il passait pour un très grand homme. Ce sont, il est vrai, deux Dijonnais, La Monnoye et Legouz, qui rédigent le *Menagiana* et son *Supplément*, mais le *Menagiana* de La Monnoye n'est point destiné par son auteur à glorifier la mémoire de Ménage, car les propos du héros sont accompagnés d'un commentaire qui relève sans pitié les fautes de son jugement et les lacunes de son savoir. Ces critiques n'empêchent pas Ménage d'exercer sur les Dijonnais une influence considérable. Les travaux qu'ils entreprennent, les bons mots qu'ils recueillent, leurs jugements littéraires leur ont été indiqués ou suggérés par le bonhomme. Mais ils le suivent parce qu'ils l'approuvent, entraînés par une conformité de goût et non par une sorte de superstition.

Moins contestée encore que celle de Ménage était à Dijon la gloire de Saumaise. Car Saumaise était du pays; né à Semur en Auxois d'une famille noble, fils d'un conseiller au Parlement, il appartenait par ses origines à l'aristocratie bourgui-

(1) Le *Menagiana* IV, 125, cite ces vers de Linière :

Ménage a des talents que l'on doit estimer.
Mais parmi les savants c'est une république
Et l'on n'y peut souffrir un pouvoir tyrannique.

(2) Cf. Lettre de LA MONNOYE (*Correspondance Nicaise*), I, 315. La même lettre a été publiée dans *les œuvres de La Monnoye*, éd. Rigoley de Juvigny. Tome II, lettre n° 15. Cf. aussi *Menagiana* passim.

gnonne et semblait destiné par sa naissance à couler ses jours dans la curie dijonnaise, vidant des procès le matin et d'adonnant l'après-dinée à ses chères études. Et de fait, après avoir étudié à Paris, puis à Heidelberg comme Charles Févret, il revient à Dijon en 1609 et se fait recevoir l'année suivante avocat au Parlement. Cela ne l'empêche pas d'habiter souvent à Paris, d'y fréquenter le cabinet du roi, de s'y procurer des livres et des documents, d'y nouer des relations avec tous les gens doctes. Il correspond avec des érudits de tous lieux, avec Peiresc, avec de Thou qui lui procure des manuscrits orientaux et sa réputation s'étend vite à toute l'Europe. Mais il demeure Bourguignon dans sa vie, résidant à Dijon ou près de Beaune sur les terres de sa famille, attaché à son père et à tous les siens; sa gloire de savant était déjà universelle qu'il ne songeait pas à l'exil et il fallut pour l'y résoudre qu'on l'y contraignît. Fils d'un père catholique, il professait comme sa mère la religion huguenote encore qu'il n'approuvât pas toutes les réformes de Calvin; son hérésie fit qu'il ne put obtenir de Marillac de succéder à la charge que son père lui résignait, et ce refus décida de sa destinée. Disciple de Casaubon, lié dès sa jeunesse avec Scaliger qu'il s'était proposé pour modèle, qui appréciait et encourageait ses talents naissants, recommandé par sa renommée à l'attention des curateurs de l'Université de Leyde, lorsqu'ils lui offrirent la succession de Scaliger il accepta et parvint en Hollande à la fin de 1632. Le voilà séparé de la France (1) : « Adieu, France, adieu ! écrit-il en 1636, je ne regretterai point de reporter mes os où le même soleil et la même lune luisent qu'en France, mais avec une plus bénigne influence pour moi ». Mais encore que nul regret ne perce dans ces paroles, les souvenirs de la patrie ne s'effacent pas si vite. La rudesse du climat hollandais l'attriste et le rend malade, sa femme s'ennuie et le lui manifeste avec aigreur; les déceptions surviennent qui ternissent les premiers enthousiasmes; des jalousies s'élèvent contre le nouveau venu, son orgueil s'émeut pour les préséances qu'il n'obtient pas et la déférence même qu'on lui témoigne lui paraît au-dessous de celle qu'il mérite. Ses querelles avec son rival Heinsius (2) empoisonnent son existence, et l'exiguité de sa pension lui crée des embarras d'argent qui troublent la

(1) Les éléments de ce paragraphe ont été empruntés à l'ouvrage de M. COHEN « *Les écrivains français en Hollande* » aux *Mélanges* de MICHAULT, au *Menagiana* et au livre de DES GUERROIS sur Bouhier.

(2) Heinsius le fils était lié avec les Bourguignons. Il rendit même visite, à Dijon, à De La Mare et au conseiller Lantin. (Ph. DE LA MARE *Mémoires*, 1670, p. 51).

paix de son ménage. Aussi, bien que la colonie française des Pays Bas l'entoure en terre étrangère d'un peu du pays natal, il ne cesse de regarder vers la France avec mélancolie, c'est surtout pour ses compatriotes qu'il écrit, ce sont leurs suffrages qui récompensent ses travaux; loin de rompre les liens qui l'attachent à la patrie, il les consolide et les multiplie, entretenant les amitiés d'autrefois et vivant avec la France, même et surtout après qu'il vit loin d'elle. Et la France qui ne l'a pas oublié, le regrette et cherche à le reconquérir. A plusieurs reprises, Richelieu, puis Mazarin négocient avec lui pour qu'il consente à recevoir du roi la pension que lui font les curateurs de Leyde; il est vrai qu'il refuse toujours, *timens Danaos et dona ferentes*, non pas tant pour l'honneur de se faire désirer que par attachement à sa religion et sans doute aussi crainte de lâcher la proie pour l'ombre et des espèces sonnantes et trébuchantes pour les promesses d'un prince impécunieux. Dans ces négociations que l'on tente pour obtenir son retour, la Bourgogne tient un rôle essentiel comme elle se distingue entre toutes les provinces du royaume par l'admiration enthousiaste que lui inspire son illustre enfant. C'est le prince de Condé qui s'entremet pour qu'on fasse revenir Saumaise, et qui le fait à la prière de Paul Dumay et des autres amis que le savant a laissés à Dijon. Celui-ci garde l'amour de sa Bourgogne, il la défend quand on en médit, il s'informe des événements qui y surviennent et plaint les ravages dont les guerres l'ont accablée. Il y retourne d'ailleurs à plusieurs reprises, il est présent à Dijon en 1636 lors de l'invasion des Impériaux et des mascarades sacrilèges que les soldats commettent à Citeaux. Il séjourne volontiers et assez longtemps à Dijon, heureux de jouir de sa gloire et de se voir prophète en son pays. Les érudits lui font fête : « Il passait, raconte Lantin (1), toute la matinée et toute la soirée à travailler ses ouvrages et à lire, mais il se promenait volontiers l'après-dinée. Il était très agréable en conversation et n'y parlait point de sciences, à moins qu'on l'exigeât de lui. Il s'expliquait plus facilement en latin qu'en français. Je me souviens qu'on le pria un jour de parler de l'histoire du Bas Empire, et qu'il pria à son tour qu'il lui fût permis de s'en expliquer en latin. Il le fit pendant plus de trois heures et dit des choses admirables. Il se plaisait à faire des contes agréables, et j'aurais bientôt fait un Salmasiana, c'est-à-dire un recueil des bons mots de M. de Saumaise si je l'avais

(1) LANTINIANA, 226 et MICHAULT, *Mélanges*, I, 95.

vu plus longtemps. » Saumaise était pour les Dijonnais à la fois un héros national et un ami; au cours de ses voyages, il descendait chez le Président Brulart (1), fréquentait Du May, Lantin, de La Mare et la plupart des érudits du lieu. Quand il fut mort, il eut Lantin et de la Mare pour exécuteurs testamentaires et pour gardiens de sa mémoire, son fils leur légua sa bibliothèque (2). Ce sont des Dijonnais qui s'occupent avec un zèle pieux de recueillir les reliques de son génie, de rassembler ses manuscrits inédits, d'en publier quelques-uns, et ils conservent avec orgueil les moindres écrits et les moindres lettres de leur grand homme (3). Quoiqu'il soit mort en 1653, il se survit dans sa patrie et demeure présent parmi ses concitoyens. Mais quel qu'ait été son prestige, quelle qu'ait été son influence, il n'a point créé ni dirigé la pensée bourguignonne. Car ni ses travers, ni ses faiblesses n'échappent à ses admirateurs, ni ses aventures conjugales, ni les petitesse de son caractère (4) et de son esprit. Cependant, bien d'autres grands hommes sont issus de la Bourgogne qui ne l'ont point subjuguée ainsi ni pour si longtemps. Quelques voyages dans sa patrie, quelques lettres à des amis, n'expliqueraient point que tant d'années après sa disparition son souvenir soit demeuré vivace. Les Dijonnais ne lui furent si fidèles que parce qu'ils se reconnaissaient en lui, parce qu'il leur représentait achevées et triomphantes les tendances de leur génie. La gloire de Saumaise comme celle de Ménage nous décèle les goûts et les admirations de la bourgeoisie bourguignonne, mais l'influence de Saumaise ne les a point provoqués.

Cependant, même après sa mort, la Bourgogne ne cessa point de regarder vers la Hollande, et l'attrait que les Pays Bas exerçaient sur son intelligence se renouvela quand un autre Français, Pierre Bayle, en fit sa patrie d'adoption. Non pas que Bayle ne fasse que continuer Saumaise comme Saumaise continuait Scaliger; son originalité dont on exagère cependant quelquefois la hardiesse en fait à bien des égards le précurseur d'un esprit nouveau. Il y a en lui un polémiste et un philosophe qui combat l'intolérance, qui découvre dans l'âme des

(1) Il s'agit du père de Nicolas Brulart. Cf. MICHAULT. *Mélanges*, I, 95 sqq.

(2) Pour avoir la liste de tous les manuscrits de Saumaise qui étaient échus entre les mains des Dijonnais, cf. *Bibliothèque de Papillon*, à l'article De la Mare.

(3) On trouvera de nombreuses anecdotes sur Saumaise dans le *Lantiniana*, dans les *Mémoires* de Ph. DE LA MARE, dans les *Souvenirs* de BOUHIER, dans les *Mélanges* de MICHAULT, Tome I, 95.

(4) *Lantiniana* 101, 8.

hommes l'origine de leurs erreurs, de leurs préjugés, et des passions qu'ils prennent pour l'amour de la vérité. Mais la pensée de Bayle est comme diffuse au sein d'une érudition immense, elle s'enveloppe d'un amas de faits, et loin de s'exprimer en un système net et ordonné, elle s'insinue en remarques, en réflexions, en réticences à l'occasion de tous les sujets. Il y a en lui un Saumaise qui laisse pressentir Voltaire, mais il semble bien que les Bourguignons ont surtout admiré en lui un autre Saumaise. Nul doute que la *Lettre sur les Comètes* ne les ait charmés par ses anecdotes plus que par les idées qui l'inspirent, que la *Réponse aux questions d'un provincial* avec ses remarques historiques, ses dissertations sur la magie ou les sciences n'ait satisfait leur curiosité plutôt qu'éveillé des réflexions hardies. En tous cas, les correspondances que les Dijonnais échangent avec Bayle (1) ne roulent que sur l'érudition; ils lui demandent des nouvelles de ce qui s'écrit dans les lettres ou dans les sciences, ils recourent à ses lumières et à ses lectures pour élucider un fait sur lequel ils ne sont pas d'accord; jamais ils n'agitent des idées. Ils apprécient les Nouvelles de la République des Lettres parce qu'elles les tiennent au courant des nouveautés et peut-être parce qu'elles fourmillent d'anecdotes curieuses comme l'histoire de graines d'avoine germant dans l'estomac d'un soldat, d'une femme accouchant d'une chienne, d'une jeune fille à qui poussent des cornes de bélier. La grande œuvre de Bayle, son dictionnaire où nous voyons un instrument de combat leur apparaît surtout comme un monument du savoir humain, et Bayle heureux de recevoir leurs suffrages et leurs applaudissements prend leur avis, sollicite leur collaboration et les beaux esprits (2) lui donnent des articles comme ils en fourniront plus tard à l'Encyclopédie. Mais ils le font en toute innocence, prenant l'érudition pour un but et non pour un moyen, sans se rendre compte que les documents qu'ils apportent peuvent devenir les arguments d'une doctrine nouvelle. Ils préparent le dix-huitième siècle en croyant continuer Saumaise, et quels qu'aient été les rapports de Bayle et de la Bourgogne, la pensée bourguignonne ne subit pas l'influence de Bayle, elle ne la suit pas, elle se rencontre avec elle et ne comprend et n'admire en elle que ce qui est conforme au génie bourguignon.

(1) Cf. JACQUET, 56 sqq.

(2) La Monnoye surtout contribua à enrichir le dictionnaire de Bayle.

L'estime que professent les Dijonnais pour Ménage, pour Saumaise et pour Bayle, ils la manifestent pour tous les humanistes et pour tous les érudits; pour les écrivains de Hollande continuateurs et adversaires de Saumaise (1), pour ceux d'Allemagne, où Leipzig est dès cette époque un foyer de publications savantes, pour les archéologues italiens aussi, prêtres ou grands seigneurs aimables qui offrent l'hospitalité aux Bourguignons visitant l'Italie et qui parfois s'arrêtent eux-mêmes à Dijon. C'est ainsi qu'on y voit séjourner M. Bellosi (2), cet antiquaire romain à qui l'abbé Nicaise fit visiter les curiosités de la ville. Mais la France aussi est fertile en humanistes. Non seulement à Paris, mais dans toute les provinces abondent les esprits curieux et savants dont l'étude remplit les loisirs et occupe l'activité. Les érudits foisonnent en Bourgogne, à Autun, à Châlon, à Mâcon et à Bourg, la plupart amis ou parents des Dijonnais; il s'en trouve de même en Normandie, en Bretagne, en Lorraine, en Provence qui correspondent avec eux et partagent leurs curiosités (3). La France offre des modèles qui ne le cèdent en rien à ceux de la Hollande et qui souvent s'en distinguent mal, à une époque où tant d'ouvrages français s'impriment à Amsterdam, où fleurissent les *bibliothèques choisies* comme celle de Colomiès, où s'illustrent les Baluze et les Bagnage, où Moreri rassemble les matériaux de son dictionnaire, où Baillet publie ses *Jugement des savants* et Ménage son *Anti Baillet*. Non moins que Ménage, on connaît Huet dont les travaux philosophiques ne sont pas sans analogie avec ceux de Simon Foucher, dont les poèmes latins sont publiés en un même recueil avec ceux de La Monnoye, de Fraguier et de Boivin, humaniste qui charmait à la fois et par les hardiesses de son scepticisme si peu révolutionnaire cependant, et par sa pratique des anciens, et par la diversité de son savoir en même temps que par son caractère affable. On le visite et on lui écrit, de même qu'on se lie avec tous les hommes où l'on retrouve les curiosités bourguignonnes. Ce qu'on prise et ce qu'on recherche, c'est moins la profondeur que l'étendue du savoir; ce qu'on admire, ce sont moins les esprits créateurs qui ajoutent quelque chose d'inconnu à la science, que ceux qui rassemblent en eux toutes les sciences et dans chacune le plus possible

(1) JACQUET, 50 sqq. Chapitre III. Les influences étrangères.

(2) Ms. 675.

(3) Cf. le *Lantiniana*, la correspondance de l'abbé Nicaise, celle de La Monnoye, etc.

de ses résultats. On néglige leur originalité, on n'aperçoit même pas celle d'un Bayle ou d'un Huet et la prédilection que l'on marque pour Saumaise provient de ce que sur tous les sujets, il savait tout ce qui s'était écrit. C'est la définition même de l'humanisme bourguignon tel qu'il manifeste chez ceux qui l'ont illustré.

2. — Le conseiller Lantin

Mieux que tout autre, le conseiller Lantin personnifie l'humanisme dijonnais et en rassemble tous les caractères. C'est un bourgeois dont la famille issue de rien s'est élevée peu à peu jusqu'aux honneurs des magistratures. Son père, né à Chalon-sur-Saône, et d'abord avocat, entre au Parlement de Bourgogne et y siège jusqu'en 1641; jurisconsulte en même temps qu'humaniste, il laisse un traité des bailliages de Bourgogne, un recueil des arrêts du Parlement et met en vers latins les psaumes de David. Le frère aîné de Lantin, conseiller au présidial de Bourg et mort assez jeune, avait rassemblé tous les passages où Démosthène, Cicéron, Isocrate et Quintilien traitent de la science du droit. En somme, les parents de Lantin sont des parvenus de fortune récente, et qui partagent leur temps entre leurs occupations de juges et le commerce des Muses. Lui-même naquit à Dijon en 1619; symbole de la continuité des traditions, cet homme dont la jeunesse s'était passée sous Louis XIII et durant la Fronde n'exerça tout son prestige sur ses concitoyens que lorsqu'il fut devenu un patriarche, lorsqu'à force de fréquenter les hommes et les livres, il fut lui-même une sorte de livre vivant, un recueil de souvenirs et comme le Nestor de l'érudition. Et comme Nestor avait jadis participé à tous les exploits de l'âge héroïque, Lantin reçu au Parlement en 1650 (1) avait assisté aux troubles civils, à l'apparition du despotisme de Louis XIV, à l'exil des magistrats et à leur soumission. Il semble placé entre deux époques, entre lesquelles il forme comme un trait d'union : sa jeunesse s'est écoulée parmi les survivants de la Ligue, et sa vieillesse vit se former la génération de la Régence; dans l'érudition, il relie Saumaise à Bouhier. S'il ne joua pas un grand rôle politique,

(1). Cf. PAPILLON. Il résigna sa charge en 1692 en faveur de son fils.

s'il ne fut ni un tribun écouté du peuple, ni un chef du Sénat, il prit part à toutes les luttes et s'y distingua par son esprit frondeur (1). Il assiste à l'agonie de l'indépendance bourguignonne et même après sa perte reste fidèle à sa mémoire, à la servilité présente il oppose les âges dont il fut témoin, d'autant plus fort contre les institutions et les goûts nouveaux qu'il a grandi et qu'il est parvenu à la maturité avant qu'ils fussent nés. Aux yeux des générations plus jeunes, il est l'ancêtre, le survivant des libertés révolues, le dépositaire des traditions et des souvenirs qui consolent du présent, et l'instinct d'opposition qui anime la robe admire en lui le passé qu'on regrette.

Au reste, magistrat aux yeux de qui la magistrature est une dignité plutôt qu'un emploi. On le voit chargé d'instruire des affaires importantes, mais il ne mettait aucun zèle à s'acquitter de ses devoirs; Bouchu le note comme peu assidu à ses fonctions (2), et ses amis même reconnaissaient son insuffisance faite à la fois de dédain pour les obligations de son état et de la distraction qui fut le trait dominant de son caractère. « Son fort, écrit Bouhier, n'était pas la jurisprudence qu'il avait fort négligée et il n'était pas propre au Palais... Il était distrait à l'excès, on conte de lui qu'étant rapporteur d'un procès et ayant laissé par oubli quelques pièces chez lui, il y fut pour les prendre, laissant la Compagnie occupée à la lecture de quelques écritures. Comme il tardait trop à revenir, on lui envoya un huissier qui le trouva dans un fauteuil, jouant du luth et ne songeant pas seulement qu'il y avait des plaideurs et des juges au monde » (3). Ses extravagances égalent celles de La Fontaine. D'ailleurs, ami du plaisir, il courtisait les femmes, et peu soucieux du qu'en dira-t-on, il était fort libre dans ses mœurs; quand il songea à se marier, son fils déjà majeur eut la satisfaction d'assister aux justes noces de ses parents. Mais l'épicurisme est dans sa conduite plutôt que dans son esprit. « Il avait, écrit, Foucher à Leibnitz, une grande piété et un respect profond de la divinité quoiqu'il n'affectât pas de mettre ses dispositions d'esprit en évidence comme font les hypocrites; il avait encore beaucoup d'esprit et de géné-

(1) Il fut exilé à Vitry-le-François en 1659. Cf. Ms. 764, p. 169 et *Lantiniana*, 128.

(2) « Lantin, a de l'esprit, aime les livres, mais est peu assidu à sa charge ». *Correspondance de BRULART*, I, 318.

(3) *Souvenirs du Président BOUHIER*, 76 sqq.

rosité » (1). Au demeurant, le meilleur fils du monde, et quoique Foucher exagère peut-être ses vertus, c'était un aimable compagnon qui n'en voulait ni à Dieu ni aux hommes, satisfait de sa condition, pourvu que le service du roi lui laissât des loisirs, et qu'on respectât sa tranquillité. Il oubliait peut-être de rendre les livres qu'on lui prêtait (2), mais il oubliait de veiller en égoïste à ses intérêts, au Palais aussi bien qu'ailleurs, mais il était bienveillant envers tous ses amis, serviable quand il y pensait, et tous ceux qui l'ont connu s'accordent à reconnaître les charmes de son esprit et l'agrément de sa conversation.

Il était savant, mais pour sa propre satisfaction et non pour la gloire de l'être. Car il ne recherchait pas les louanges et quand on relevait son savoir il répondait (3) « qu'il cultivait les lettres dans le secret de son cabinet, comme les anciens Romains avaient autrefois adoré quelques-unes de leurs divinités dans le silence, et que le peu qu'il en avait appris ressemblait aux faibles lumières qui servent durant la nuit et conduisent les pas de ceux qui les portent, sans découvrir leur visage à ceux qu'ils rencontrent. » Paroles d'un esprit juste, comprenant que l'humanisme, simple recueil de connaissances toutes faites auxquelles il n'ajoute rien, ne donne par lui-même aucune clarté qui puisse éclairer les hommes ; paroles d'un sage insouciant de la renommée comme il l'est de toutes choses, et qui n'étudie que pour le plaisir de savoir et d'apprendre. En vain le presse-t-on d'écrire, en vain un Leibnitz ou un Bossuet l'invitent-ils à produire les ouvrages qu'il a rêvés et dont il a formé le projet; on dirait, lorsqu'il saisit sa plume, qu'il croit prendre en galère une rame à la main, l'idée caressée un instant fait place à d'autres plus nouvelles et ce génie inconstant vole de fleur en fleur et d'objet en objet, laissant sur le métier les œuvres commencées, négligeant de produire celles mêmes qu'il a achevées. Il ne travaille que pour sa propre satisfaction, et il travaille à sa fantaisie. Pourtant ce n'était pas sans motif

(1) DURANDEAU, 209.

(2) Lantini ne rendait pas les livres qu'on lui prêtait, ce qui donna lieu à M. de La Monnoye de lui écrire cette épigramme (*Menagiana*, I, 265) :

Si potuere olim caelo deducere lunam
Carmina, multum equidem tunc potuisse liquet;
Lantini e manibus sed nunc deducere librum
Carmina cum nequeant, nil modo posse liquet.

(3) *Journal des Savants*, 1695. LEGOUZ : *Vie de Lantini*.

(4) *Lantiniana*, 339. Bossuet avait demandé à Lantini : une *vie des hommes illustres de l'antiquité*, pour l'éducation du dauphin; Leibnitz attendait de lui un *traité du plaisir et de la douleur*.

que de grands hommes, ses contemporains, lui témoignaient tant d'estime; ses talents, son savoir, l'originalité de son esprit le recommandaient à l'attention publique.

Il avait étudié beaucoup, il savait le latin, le grec, l'hébreu, l'italien, l'espagnol, l'anglais qu'il avait appris durant l'espace d'un carême (1), et en n'y employant que les matinées. En français, il s'était dans sa jeunesse entêté de style de Balzac (2), et comme il l'imitait un peu trop, on lui donnait en riant le nom de Balzac, mais en vieillissant il sut se désabuser de ses admirations juvéniles et revenir au naturel. Son éloquence était citée comme un modèle. Ses curiosités embrassaient toutes les sciences (3) : « Il s'instruisit à fond, dit son biographe, de l'ancienne philosophie sans négliger la moderne, parcourut toutes les parties des Mathématiques et s'arrêta principalement à l'architecture, à la musique et à l'algèbre (4). Quoique incertain de l'emploi qu'il choisirait, il étudia le droit civil qui semblait héréditaire dans sa famille ». Ami de Foucher, il l'aide dans sa controverse entre les cartésiens, il traduit Hobbes; ami de Nicaise, il voit sa science mise à contribution par Leibnitz, par Boyle, par tous les correspondants du fécond épistolier; ami de Mariotte, il se charge de recueillir pour lui des observations, en même temps qu'il se voue pour son compte aux sciences naturelles. Il s'intéresse à des expériences sur la lumière de la lune, se fait envoyer des cailloux curieux, étudie les plantes, s'initie à la médecine, et entre temps compose de petits vers (5). Les sciences ni les livres n'ont pas de secrets pour lui, et telle est son ardeur studieuse qu'il résigne sa charge à son fils pour suivre ses goûts avec liberté. Mais autant que les livres, il connaît les hommes; il a voyagé en Italie, où il a entendu des palefreniers réciter les vers de Dante, où il a connu le Cardinal Ricci et plus d'un illustre personnage, il a visité Aix où il a conversé avec Peiresc, et sans cesse il retourne à Paris où il compte parmi ses amis des savants comme Ausout dont il

(1) PAPILLON — Cf. LEGOUZ. *Vie de Lantin*.

(2) *Lantiniana*, 323. Ménage partageait cette admiration (*Ménagiana*, I, 311).

(3) LEGOUZ. *Vie de Lantin*.

(4) Voir les épitaphes de Lantin, par son ami Du May : à la suite de son éloge dans le *journal des savants*.

(5) *Lantiniana*, 242. Lantin avait composé un poème grec sur *la guerre des faucons et des corbeaux*. Le *Mercur* Galant publia en 1695 une pièce en vers latins qu'il avait adressée à J.-A. de Chevanes sur la mort de son épouse. D'autre part, Papillon nous rapporte qu'il avait composé un recueil d'épigramme grecques et latines et un autre de poésies en italien.

devait éditer les œuvres, et comme Roberval, des écrivains ou des gens illustres comme Perrot d'Ablancourt, Pelisson, Ménage, Mademoiselle de Scudéry, Racan, Gomberville, Gassendi, pour ne citer que les plus intimes avec lui (1). Nul n'est mieux informé des choses de France, et, trait plus original, nul n'est plus au courant des hommes et des choses de l'étranger. A Paris, il entre en relations avec des Anglais exilés comme le comte de Sidney, avec Hobbes qu'il fréquenta durant le temps qu'il composait son *Léviathan*, avec Leibnitz aussi qu'il connaît personnellement (2). Son indulgence, sans se scandaliser d'aucune nouveauté, s'accommode de toutes les opinions et de tous les caractères, et sa curiosité se plaît à découvrir l'inconnu. Il a lu les philosophes anglais, il a lu les ouvrages de Locke et d'autres plus obscurs comme les traités d'Osborn (3), on sent même qu'il les préfère aux abstractions sublimes de Descartes. Plus encore que celle de l'abbé Nicaise, sa curiosité est universelle et européenne.

Le grand événement de sa vie, c'est qu'il a connu Saumaise (4). C'est à lui en même temps qu'à Philibert de la Mare que les fils du grand homme ont légué les papiers de leur père et le soin de sa mémoire. Il édite quelques manuscrits de Saumaise et en rédige la préface; il en possède un plus grand nombre; il promet, en 1689, de publier le *de re vestiaria*, il parle sans cesse des documents qui sont échus entre ses mains: des vers grecs de Saumaise, des épigrammes inédites de *l'Anthologie*, et ce n'était pas tout. Un contemporain bien informé (5) annonce que de La Mare et Lantin sont détenteurs d'un vrai trésor: *Scias apud eosdem amplissimos senatores superesse inedita Salmasii tertium volumen de coma, quaedam de instrumentis musicis veterum, multa sed absque fine et principio de Philosophia Stoicorum quae videntur commentarii in Epictetum continuatio, de militia romana complura*

(1) *Lantiniana*. Sur Sydney (10, 11) — Sur Hobbes (82, 314) — Sur Leibnitz (108).

(2) Il est même en relation avec l'Angleterre. Une lettre et un manuscrit de lui se trouvaient au dire de Papillon dans les actes philosophiques de la Société de Londres.

(3) M. Jacquet suppose que Lantin ne connaît Locke que de nom. Toutefois Lantin sait à merveille ce que contiennent les œuvres du philosophe anglais, et nous croyons volontiers qu'un érudit qui savait l'anglais, qui traduisait Hobbes, lisait Locke.

(4) MICHAULT. *Mélanges*, I, 95: « Basnage a dit en parlant de M. Lantin que ce Savant avait eu un commerce si familier avec le grand Saumaise, qu'il aurait pu donner un *Salmasiana* de tout ce qu'il avait recueilli de la conversation de cet homme incomparable ».

(5) *Menagiana*, I, 61 — III, 221.

item non vulgata. » Quelque chose de la considération de Saumaise rejaillissait sur son ami et sur son exécuteur testamentaire; et les talents de Saumaise valaient à Lantin autant de respect que les siens propres.

En somme, ce grand amateur de livres que fut Lantin était lui-même une sorte de livre, qui par ses voyages, ses amitiés, ses études, par les événements auxquels il avait pris part s'était emplí de souvenirs. On aimait à en feuilleter les pages, on aimait l'homme non seulement pour son mérite et pour l'aménité de son caractère, mais parce qu'on rencontrait en lui comme une encyclopédie vivante. Par bonheur, un écho nous est resté de ses conversations qui plaisaient tant aux Dijonnais; il s'est trouvé un Xénophon pour écrire ses *Mémorables* en la personne du conseiller Legouz, auteur du *Lantiniana*. Sans doute il ne faut faire ni au maître l'injure de croire que le *Lantiniana* révèle tout son génie, ni au disciple celle de supposer qu'il n'admirait en son ami qu'un infatigable conteur d'anecdotes; dans ses notes toujours brèves, l'auteur ne consigne que les faits inédits, que les mots spirituels qu'il redoute d'oublier, mais non pas les discussions substantielles trop longues pour être aisément résumées, trop solides pour échapper à la mémoire. Mais le charme de *Lantiniana*, c'est qu'il a été rédigé sans soin, sans recherche, et que cette absence de tout apprêt lui donne l'accent de la sincérité et la vie. Nous nous croyons en l'hôtel de la rue des Bons-Enfants, écoutant les propos du conseiller Lantin. Il conte des historiettes sur Dijon, sur Paris, sur l'étranger, sur le monde de la robe, sur celui de la cour, sur le temps présent et sur le passé, et en bourgeois irrespectueux et frondeur, il n'épargne ni les grands ni les dames, ni les prêtres. Tantôt c'est l'histoire de Mlle d'Estrées qu'un cardinal courtise d'un peu trop près et pour laquelle on fit cette épithaphe ironique : « *Et virgo terras Estrea reliquit* ». Tantôt c'est un mot plaisant du cardinal Mazarin : *nostra genealogia e molto ornata, ma pero tutto non e vero*, ou d'Henri IV, tantôt il s'amuse aux dépens des plaideurs et des juges. D'autres fois il parle des grands hommes qu'il a connus, de Saumaise, de Ménage, de Racan, de Gassendi, mais plus volontiers encore de ceux que les Dijonnais ont moins fréquenté, de Leibnitz ou surtout de Hobbes. Ailleurs il rapporte les observations qu'il a faites durant ses voyages, sur les hommes, sur les monuments, sur des inscriptions curieuses. Il discourt aussi volontiers sur lui-même, sur ses goûts, sur sa famille, sur ses œuvres, mais le plus souvent sur les découvertes de son érudition. S'il possède

une charte de Charles le Chauve (1), il sait où se cachent les manuscrits précieux et les livres rares, il a lu tous les ouvrages nouveaux et ceux des anciens qu'on ne lit guère, il en relève les singularités et les critique avec liberté. Il sait qu'Osborn a écrit un livre pour l'instruction de son fils, qu'un Sichardus de Rœtia a fait un traité de l'ancienne langue gauloise; que le P. Leccary a raconté l'histoire des colonies françaises. Tour à tour il disserte littérature, philosophie, sciences, politique, religion; telle réflexion touche à l'astronomie, telle autre à l'algèbre, telle autre à l'histoire, un très grand nombre à la médecine ou à l'histoire naturelle; la plupart à plusieurs sujets à la fois, avec le laisser-aller des entretiens familiers. Chez lui, nulle vénération superstitieuse même envers les hommes qu'il admire même envers Saumaise (2) auquel il reproche de se répéter, même envers Balzac et Ménage (3). Il ne respecte pas davantage les choses. Robin, il plaisante sur l'oisiveté de la Cour des Comptes; parlementaire, il se moque des procédures de la justice; sujet du roi, il témoigne fort peu d'estime pour le gouvernement. Les opinions ne l'embarrassent guère; peu lui importe que Saumaise n'ait pas été catholique, que même il n'ait pas été chrétien, que son ami Hobbes ait nourri des idées subversives, que Sidney ait été ardent républicain, peut-être leur sait-il gré d'avoir été différents de lui. Si leur exemple ne le séduit pas, il ne s'effarouche pas de leur hardiesse. Ce n'est pas sans profit que l'humanisme promène ses curiosités sur tous les hommes et à travers toutes les idées; il apprend au cours de ses pérégrinations à tout examiner, à tout juger en même temps qu'il s'intéresse à tout ce qui est humain. Tel il nous apparaît dans presque tous les Dijonnais, et si Lantin semble en réaliser la perfection, l'estime même dont il était entouré prouve qu'autour de lui en partageait ses goûts.

3. — Les érudits dijonnais

Les annales bourguignonnes nous ont conservé les noms des contemporains de Lantin les plus connus pour leur mérite; s'ils ne l'égalent pas en renommée, ils lui ressemblent par le caractère. Les différences qui distinguent les individus ne se prolongent pas jusque dans les pensées, et l'humanisme ne

(1) *Lantiniana*, 104 bis.

(2) *Lantiniana*, 8. « Saumaise... errait de chambre et chambre ».

(3) *Lantiniana*, 113.

change guère avec les humanistes. C'est à peu de chose près un autre Lantin que Philibert de la Mare (1), né en 1615, mort en 1687, son confrère au Parlement et le compagnon de toute sa vie. L'un comme l'autre survit au demi-siècle écoulé, aux luttes politiques, l'un comme l'autre a fréquenté les hommes et les livres, à l'un comme à l'autre est échu le soin de perpétuer la mémoire de Saumaise; ils partagent les mêmes amitiés, celle de Leibnitz, celle de Gassendi. De La Mare cependant ne cède ni à l'insouciance ni aux distractions de Lantin; épistolier infatigable, il ne néglige aucun de ses correspondants et par tous les moyens s'efforce d'en élargir le cercle; d'un tempérament combattif, il se jette dans les controverses avec passion au lieu de s'y intéresser en spectateur curieux mais impassible (2). Et tandis que Lantin n'écrit guère, ne prend même pas la peine d'achever ce qu'il a commencé, de produire ce qu'il a achevé, tandis que son inconstance disperse ses efforts et que le souffle manque à toutes ses tentatives, Philibert de la Mare, s'il n'exécute pas tout ce qu'il entreprend, laisse de son talent des monuments plus considérables sinon plus durables. Peut-être aussi ses goûts lui font-ils préférer l'histoire comme ceux de Lantin marquent une prédilection pour les sciences et la philosophie, mais ces distinctions de détail n'intéressent guère que le biographe. L'humanisme des deux amis parcourt toutes les connaissances avec la même facilité à s'accommoder de toutes les originalités, à ne se scandaliser d'aucune hardiesse, et rien ne ressemble davantage au *Lantiniana* que les *Mémoires de littérature* de Philibert de la Mare. On croirait aisément que ces deux recueils sont l'œuvre d'un même homme tout aussi bien que le *Chevanaeana*, où sont recueillis les bons mots de J.-A. Chevanes; tant il est vrai que les caractères demeurent permanents à travers le changement des personnes, On sent d'ailleurs à travers ces souvenirs plus que des goûts communs et qu'une éducation semblable; l'identité du milieu où vivent les beaux esprits entraîne des similitudes plus précises qu'une parenté intellectuelle. Car siégeant côte à côte dans les mêmes tribunaux, enfermés entre les murs d'une même cité, se coudoyant dans la rue comme au Palais, participant aux mêmes divertissements, partageant les mêmes amitiés, gardant

(1) Cf. BOUCHU : (*Correspondance* de Brulart, I, 347) : « De La Mare, assez particulier, aimant les livres, mais non les livres de son métier; peu affectionné au service du Roi ».

(2) Dans la *continuation des Mémoires de Sallengre*, on signale que Costar louait Philibert de la Mare comme un antiquaire très-entendu dans les médailles et les inscriptions.

les mêmes souvenirs des mêmes événements, ils portent la marque d'une commune existence autant que de goûts communs. Les anecdotes que racontent de la Mare ou de Chevanes sont souvent les mêmes que celles du *Lantiniana*, ils parlent des mêmes livres et des mêmes hommes que Lantin, et loin de chercher dans l'écho des conversations d'autrefois l'empreinte de génies individuels, il n'y faut apercevoir que celle d'une société unie, que la marque de l'humanisme bourguignon.

Au reste, à partir de 1693, un certain nombre de beaux esprits prennent l'habitude de se réunir régulièrement au domicile et sous la présidence du conseiller Lantin (1). Ce n'était pas une révolution dans les mœurs, car l'instinct sociable des érudits ne pouvait naître d'un accident et depuis longtemps on aimait à causer. L'innovation consistait à transformer en une sorte d'institution des assemblées jusque là spontanées, de leur assigner une date fixe, de déterminer à l'avance qui aurait droit d'y entrer en admettant ceux-ci et en excluant ceux-là. Somme toute, les Dijonnais ne faisaient rien autre chose que ce qu'avaient fait à Paris les amis de Conrart où les fidèles de Ménage, ils formaient un cercle de savants que réunissaient une commune culture et de semblables curiosités. On y rencontrait François Quarre d'Aligny, fils puîné du grand orateur, avocat général dans la charge de son père jusqu'à ce qu'il s'en démit pour se confiner dans le commerce des livres et les exercices de piété, François Baudot (2), maître des comptes et maire de Dijon entre 1694 et 1703. La Monnoye l'avait surnommé les délices du gouvernement et du peuple, et son long séjour aux affaires prouve qu'en effet il plaisait au moins au gouvernement. Auprès d'eux, Pierre Taisand maintenant trésorier de France en la généralité de Bourgogne; La Monnoye, déjà célèbre par ses vers autant que par son savoir, et de son état correcteur à la Chambre des Comptes; Etienne Moreau (3), avocat

(1) Il y a d'autres lieux de réunion pour les beaux esprits. Il existait dès cette époque à Dijon plusieurs sociétés littéraires. Cf. Bib. div. ms. 1625. Prologue.

(2) L'éloge de François Baudot se trouve dans *les Mémoires de Trévoux*, avril 1712, p. 680.

(3) Voici le portrait d'Etienne Moreau, par MOREAU DE MAUTOUR :
 Ce magistrat est mort âgé de soixante ans,
 A l'éloquence il joignit en son temps
 La poésie et la musique,
 Tant qu'il vécut il les mit en pratique,
 Dans tous les trois il excella.
 Veut-on le peindre ? En trois traits le voilà.

« Il avait de fort belles qualités, mais elles étaient un peu obscur-

général à la Chambre des Comptes, frère d'un prieur de Cîteaux, peu versé dans l'érudition, mais fort éloquent, excellent à composer des épigrammes et des contes aussi obscènes que spirituels. L'agrément de son commerce faisait pardonner son esprit mordant. Pierre Dumay, né en 1626, conseiller au Parlement, était le fils de Paul Dumay, correspondant de Peiresc, de Casaubon, de Scaliger et de Gassendi, celui-là qui s'entremet avec un peu d'indiscrétion pour obtenir le retour de Saumaise; du reste connu pour son savoir et en particulier par sa connaissance de l'arabe. Le fils parlait grec, bourguignon, allemand, italien, espagnol, hébreu, et passait pour un des meilleurs poètes latins du siècle (1), au dire du *Menagiana*. Dès son enfance, il eut la vue très faible et la perdit tout à fait plus de vingt ans avant sa mort, mais son malheur n'avait pas aigri son caractère, il demeura l'auteur plaisant du *Virgile viré*, un compagnon aimable et un ami fidèle. Dans le même cénacle fréquentaient Tassinot, pourtant conseiller à Metz, M. de la Toison et d'autres encore, cependant que Pierre Legouz recueillait les propos du conseiller Lantin. Plus effacés parce que l'âge ne leur permettait pas encore de se produire, deux jeunes gens, Bouhier et Papillon, écoutaient les doctes entretiens de leurs aînés. Ce petit cercle d'érudits nous représente comme une image de la société instruite; tous ses membres exercent un emploi soit au Trésor, soit au Parlement, soit à la Chambre des Comptes; aucun qui vive de son savoir ou qui même en reçoive son prestige. Et symbole de la continuité des traditions, de la solidarité des générations, on dirait que dans la demeure de Lantin trois époques se rencontrent et se confondent : celle des patriarches qui ont traversé presque tout le siècle, comme Lantin ou Dumay, celle des Taisand, contemporains de Louis XIV, celle des Bouhier et des Papillon dont la maturité ne portera ses fruits que sous la Régence et même après. Mais ces hommes ne s'étonnent pas de se trouver côte à côte; nulle

eies par son penchant pour la raillerie qui était tel que souvent il n'épargnait pas même ses meilleurs amis. On croit que nonobstant ce défaut, il n'aurait pas laissé d'être maire de Dijon, s'il ne fût mort quelques mois avant l'élection. Ce qui donne lieu à M. de La Monnoye de lui faire cette épitaphe :

Ci git des bons mots le grand maître
 En vers, en prose connaisseur,
 Moreau qui croyant un jour être
 Le tribun de Dijon en est mort le censeur.

(1) *Menagiana*, IV, 118. — *Menagiana*, II, 97 et 136, et ms. 1.176.
 LA MONNOYE. Lettre sur Dumay à Huissier d'Argencourt et *épitaphe de Dumay*, par Aimé PIRON.

surprise des anciens au spectacle des jeunes, nul dédain des jeunes pour les anciens, nul sentiment qu'entre le siècle de Louis XIII qui vint de s'écouler et celui de Louis XV qui va naître, il y avait un progrès, une évolution, un mouvement; l'humanisme n'est qu'une curiosité universelle, et la curiosité universelle n'est point susceptible de changements.

Il était naturel qu'elle tendit à rapprocher les individus; du reste, une mode venue d'Italie invitait les savants et les honnêtes gens à se former en corps constitués. Depuis que Brunetto Latini avait fondé l'Académie de Florence, il en était né une infinité d'autres au delà des Alpes, au point qu'en 1725 (1) on en dénombrait plus de cinq cents, la plupart ornées de dénominations bizarres, Imperfetti, Fantastici, Humoristici de Rome, Infecundi, Incaminati, Lincei, Intrecciati, Intrepidi de Florence, Asserati de Naples, Solinghi de Turin. Surtout les Ricovrati de Padoue dont faisaient partie des Dijonnais illustres suggéraient par leur exemple l'idée d'établir une Académie bourguignonne. Mais en France même on voit apparaître tour à tour les Académies d'Arles (1669), de Soissons (1674), de Villefranche, de Nîmes (1682), de Blois, d'Angers (1685), de Caen (1705), et la contagion s'étendait partout. Car il ne faut pas attribuer l'institution de ces assemblées à l'initiative du Gouvernement; le roi n'accorde que d'assez mauvaise grâce ses lettres patentes aux sollicitations des érudits. Mais on n'oubliait pas en Bourgogne que l'Académie française (2) comptait parmi ses membres un Bossuet avant d'y admettre un La Monnoye, l'Académie des Sciences un Mariotte, l'Académie des Inscriptions un Moreau de Mautour; et l'exemple de ces grands hommes inspirait à leurs concitoyens l'ambition de devenir académiciens chez eux. Aussi bien l'humanisme tendait naturellement à rapprocher les savants. On en a la preuve dans le discours publié en 1693 par Etienne Moreau (3) sur la *nécessité d'établir à Dijon une académie*. L'auteur commence par énumérer les villes que la recherche des sciences et l'amour des belles lettres ont excitées à établir des conférences réglées », par citer toutes les nations qui ont favorisé les doctes compagnies, l'Angleterre, l'Italie, la Grèce, la Turquie, la Judée, for-

(1) *Variétés historiques*, II, 243.

(2) On ne laisse pas de critiquer cependant les académiciens. « M. Lantini définit l'académie que le roi a établie au-dessus du faubourg Saint-Jacques, une assemblée de gens qui s'assemblent trois fois la semaine pour se dire des injures ». DE LA MARE, *Mémoires* 1673, p. 80.

(3) Etienne MOREAU. Discours sur la nécessité d'établir à Dijon une académie.

gant quelque peu l'histoire pour y découvrir des précédents et pour conclure : « Il est donc véritable que le désir de savoir qui nous est si naturel et que les charmes dont la connaissance des belles lettres est accompagnée, ont engagé dans tous les temps et chez toutes les nations les hommes à l'étude et à faire des assemblées pour y conférer et s'y rendre habiles. Et ce n'est, dit Tertullien que parmi les sauvages et les barbares où il ne se trouve ni portiques ni académies. » Vient ensuite un éloge des belles lettres auquel le Pro Archia n'est pas étranger, et des lieux communs sur l'utilité des études : « L'esprit qui n'entretient pas la science et ne se cultive pas par les belles lettres, tombe dans la langueur et dans une inhabileté à toutes choses qui est une espèce de mort. » Moreau déduit de cette maxime la nécessité d'établir une académie : « Pour acquérir la science, dit-il, l'étude seule ne suffit pas, et, à mon sens, trois choses y sont indispensablement nécessaires, l'étude, la réflexion et la conversation ou la conférence; ce n'est pas assez de s'entretenir avec les morts par la première et avec nous-mêmes par la seconde, il faut encore par la conférence et la conversation s'entretenir avec ceux qui vivent. » Ces entretiens sont d'abord une source de plaisir; « le prince des Philosophes dit que la science est un arbre dont les racines sont amères et dont les fruits sont doux; dans l'étude, on sent cette amertume par les difficultés qui s'y rencontrent et les obscurités qu'on y trouve, mais c'est dans les conférences qu'on en cueille le fruit et qu'on en goûte la douceur. » Mais la conversation est aussi un moyen de s'instruire : « Un savant dans son cabinet est une lumière cachée dont la clarté est trop faible pour découvrir bien des choses... mais dans une assemblée d'académiciens, ce sont plusieurs lumières jointes ensemble qui rendent un grand jour... Comme les diamants se polissent les uns les autres, de même dans les conférences, les savants se polissent et se perfectionnent réciproquement. » L'étude où l'individu se plonge comme dans un divertissement à l'ennui, se présente comme un divertissement social, comme un lien entre les hommes. Avant de chercher le vrai, elle cherche le plaisir, on l'aime comme un aliment de la conversation, parce que les beaux esprits se plaisent à échanger leurs souvenirs. Sans doute, de propos analogues à ceux de Lantin ou de ses amis, on ne verra germer ni aucun de ces travaux qui ne peuvent naître que du labeur et du

1). Cf. *Ménage*. « M. Varillas me disait un jour que de dix choses qu'il savait, il en avait appris neuf dans la conversation. Je pourrais dire à peu près la même chose. (Menmiana, IV, 111).

aucun de ces travaux qui ne eurent naître que du labeur et du génie d'un seul homme. Mais l'humanisme rapproche les intelligences, car à ses monuments qui ne sont qu'un amas de faits, chacun peut apporter sa pierre, car comme il se compose d'une addition de connaissances, un grand nombre d'ouvriers peuvent en rassembler la matière. Peu importe que le roi n'ait point donné suite aux revendications présentées par Etienne Moreau, les instincts sociables de l'humanisme cimentaient une société même sans la consécration officielle. On les découvre non seulement dans le monde, mais dans les œuvres; les curiosités de l'humanisme ne sont pas celles d'un individu. On fait des recherches sur un sujet, non par un choix personnel, mais parce qu'un problème s'est trouvé soulevé dans une compagnie, parce qu'il intéresse tous les savants. Et loin de se partager les recherches, on s'applique aux mêmes entreprises. S'agit-il de traductions, tous les Dijonnais traduisent les mêmes auteurs; de sciences, ils refont les mêmes expériences; d'histoire, ils dissertent sur les mêmes sujets, au point que souvent il devient difficile de déterminer la part de chacun. Tour à tour, ils s'exercent dans les mêmes travaux, et les années qui passent ne rendent point leurs curiosités passagères; Bouhier, dans son âge mûr, s'occupera encore des objets dont on s'occupait chez Lantini. L'histoire de l'humanisme bourguignon n'est donc pas seulement celle de quelques individus; c'est l'histoire d'une société étroitement unie dont les membres non contents de suivre les mêmes goûts se vouent aux mêmes entreprises et par leur solidarité font de la pensée bourguignonne un être vivant. Pensée originale qu'anime le désir de savoir et de s'informer, singulière parfois par ses hardiesses, ouverte à toutes les idées et à toutes les connaissances, portée vers les sciences par son génie pratique, mais sans préférences ni admirations exclusives. On y pressent comme un reflet avant-coureur du dix-huitième siècle, de même qu'on devine le soleil dans les blancheurs de l'aube, mais elle a cru naturellement dans le pays où elle est née, elle résulte des conditions du milieu et de l'antique génie de la race, et ses œuvres dont on peut contester les mérites conservent au moins celui de pousser leurs racines dans le sol de la province.

SECTION III

Les Œuvres de l'Humanisme

CHAPITRE X

LES INSUFFISANCES

1. — Les soucis pratiques

A la mort de Lantin, son ami La Monnoye écrivait à l'abbé Nicaise : « Quelque soin que vous preniez, Monsieur, de recueillir ce qui peut faire honneur à notre compatriote, j'ai bien peur que le public ne soit indifférent à la mémoire d'un homme à qui, vous le savez, il n'a presque point d'obligation. Relevez son habileté tant qu'il vous plaira, parlez de ses grands desseins, les œuvres ayant manqué à notre illustre, la foi manquera de même aux lecteurs de son éloge. Pour moi, quand je voulus m'exercer sur ce sujet, je le trouvai si stérile que je ne pus m'en tirer qu'à la faveur d'un mensonge que le privilège seul de la poésie peut excuser. Voici donc, Monsieur, ce qui me vint en pensée et que j'ai tâché d'exprimer en grec, en latin, en italien et en français :

*Hic tibi Salmasides, o Divio, conditur alter
Qui nova, Lantinus, priscaque doctus erat.
Quodsi multa prior, nulla hic monimenta reliquit,
Illius hunc laudi consuluisse putes.*

Cette épitaphe semble plus propre à faire valoir l'esprit de son auteur qu'à illustrer la gloire du défunt. L'épigramme s'y voile à peine sous l'éloge et les épines de la critique percent à

(1) Cité par M. JACQUET.

travers les fleurs. Non pas que le parallèle de Saumaise et de Lantin choque outre mesure la vraisemblance; sans compter qu'on peut bien pardonner quelque exagération à la poésie, on ne saurait mettre en doute ni l'érudition du conseiller Lantin, ni sa vaste curiosité. Il s'était avancé presque aussi loin que Saumaise en bien des sciences et plus loin dans l'étude de la philosophie, des mathématiques et de la physique. Ce n'était certes point un génie médiocre ou vulgaire que l'homme dont Saumaise lui-même faisait cas, qui ne prodiguait pas son estime, que l'homme auquel il léguait son héritage spirituel, à qui l'on avait confié le soin d'éditer Ausout, que l'ami de Hobbes, de Mariotte, que le savant dont Foucher et Leibnitz attendaient de grandes choses. Sans doute, la proximité grandissant les objets, les contemporains peuvent s'exagérer le mérite d'un individu, mais non pas se tromper tout à fait : s'ils prennent des collines pour des montagnes, il n'aperçoivent rien là où il n'y a que du vide. Mais il est vrai que le second Saumaise n'a rien écrit ou si peu que rien.

Craignait-il d'obscurcir la gloire du premier par l'éclat de la sienne ? La gît le mensonge de La Monnoye, car les Dijonnais ne nous ont point accoutumés à tant d'admiration ni à tant de scrupules même à l'égard de leurs amis. L'impuissance de Lantin provient-elle donc de l'inconstance de son humeur ? A vrai dire, ce caractère versatile, courant sans cesse d'objet en objet, capricieux en ses entreprises, délaissant l'une sitôt qu'il l'a approchée et tout de suite séduit par une nouvelle, rêvant une foule d'ouvrages et se contentant de les rêver sans essayer d'en exécuter aucun, ces caprices d'un esprit distrait et brouillon expliqueraient peut-être son infécondité, mais non pas celle de toute une société. Il ne manquait pas à Dijon d'esprits sensés et trop pondérés pour que l'insouciance fit avorter leurs talents; de tous cependant on peut dire sinon qu'ils ont égalé Saumaise, du moins qu'ils n'ont pas enfanté davantage que Lantin. Quand on rassemble les œuvres de l'humanisme bourguignon et qu'on en fait le compte, quand on pèse ce qu'il a donné à la France et à l'humanité, son apport paraît bien léger; quelques maigres traités depuis longtemps ensevelis dans un oubli mérité nous semblent la médiocre rançon du patient labeur des intelligences. Car quelle que soit la piété qui nous rende indulgents à nos ancêtres, quelque peine que se donnent certains pour exhumer de la poudre des archives des gloires aujourd'hui désuètes et leur rendre une vie factice, il faut avouer qu'aux humanistes du dix-

septième siècle, les œuvres ont manqué. Non seulement les grandes œuvres, celles qu'une époque ne suscite qu'en petit nombre, mais même ces œuvres secondaires, cette plèbe de la République des livres dont les premières sont l'aristocratie. On s'étonne devant ce silence de la pensée bourguignonne, et d'autant plus qu'il n'est point dû à un accident, à l'indigence de la science ni au défaut des talents; sa cause, il faut la chercher dans la nature même de l'humanisme et de son génie.

Il faut se rappeler comment est né l'humanisme, ardeur de savoir d'une part, mais aussi divertissement laborieux de bourgeois oisifs; il faut se rappeler la société où il fleurit, race studieuse et acharnée au travail, mais en même temps race neuve, démesurée dans ses ambitions, et qui ne souffre ni maître ni guide, ni méthode. Quand le sol est trop riche, quand un vigneron inexpérimenté y prodigue la nourriture sans mesure et sans choix, la vigne y pousse des sarments vigoureux mais n'y porte pas de fruits; de même il ne suffit pas de nourrir les intelligences si l'on ignore l'art de les cultiver; et les Dijonnais les cultivaient sans art. Dans leur passion de savoir, ils manquaient de respect à la science et sans en avoir conscience, ils la méprisaient. Trop souvent ils ne s'attachaient à elle que pour en recevoir des avantages immédiats et tout matériels : c'est ainsi qu'ils considèrent la botanique comme l'art de discerner les simples, et qu'ils ne s'intéressent à la médecine que dans la mesure où ils espèrent s'en porter mieux. « Il faut savoir, disait Lantin, assez de médecine pour gouverner sa santé ou du moins pour faire choix d'un bon médecin. Pour réussir dans ce choix, il semble que la meilleure règle serait de remarquer avec quel succès les médecins que nous connaissons traitent les maladies et d'en juger par les preuves, de même que nous jugeons les artisans par leurs ouvrages, mais il est plus difficile de connaître le succès de la médecine que des autres arts. Un Italien a dit que la terre cache les fautes des médecins et qu'elle étale celle des architectes » (1). Et Lantin en effet n'a retenu de ses études médicales que des principes d'hygiène et des recettes de remèdes quelquefois étranges, juste de quoi éprouver la science de son médecin et se tirer d'affaire sans lui. Et c'était sans doute pour de semblables raisons que tout Dijon se querellait sur la place où il fallait saigner Madame Cœurderoy; il s'agissait de bien autre chose que d'établir une vérité théorique, et même que de déterminer pour l'avenir le

(1) *Lantiniana*, 330.

traitement approprié à un cas analogue, chacun espérait peut-être grâce à ces controverses apprendre à quel esculape il se garderait de confier peut-être les jours de sa femme et assurément les siens. Mais l'érudition médicale qui suffit à satisfaire ces curiosités intéressées n'est qu'une ombre et une parodie de la science. La vraie science n'arrive à l'utilité qu'en cherchant la vérité, ce n'est qu'après s'être assimilé les premiers principes, qu'après avoir examiné les faits pour eux-mêmes, qu'après en avoir cherché les causes par besoin de connaître que l'on peut tirer d'une théorie des conclusions pratiques; la connaissance du corps humain précède l'art de le guérir. Et comme il faut longtemps cultiver un cep avant d'en boire le vin, il faut étudier longtemps avant que l'étude serve à l'action. Trop souvent les Dijonnais ne songeant qu'à la vendange commencent par vendanger; les résultats utiles du savoir les séduisent, ils veulent en cueillir les fruits avant d'en avoir planté les racines. Ils admirent les machines curieuses comme le scaphandre (1) dont parle Lantin, à l'occasion mettent en pratique les enseignements des savants, retiennent les remèdes salutaires, mais souvent leur information commence par de telles connaissances et s'y borne. Manque de méthode naturel chez des érudits qui s'instruisent sans maître, mais aussi vice profond du caractère bourgeois. Les robins fréquentent la science en égoïstes, pour les avantages immédiats qu'ils en attendent, ils convoitent sa dot sans vouloir l'épouser, et la science est une vierge sage qui ne donne rien qu'on ne l'ait épousée; fort heureusement, la plupart des études ne touchent pas de si près que la médecine ou certaines parties de la physique à la vie pratique; celles-là on les aimait pour elles-mêmes, ne pouvant les aimer pour leurs biens, mais on n'en était qu'amateur quand il eût fallu en être amoureux.

2. — La science des amateurs

L'insouciance avec laquelle Lantin abandonne à l'oubli ses travaux commencés ou même achevés ne découle pas seulement de sa distraction, à quelque extravagance qu'elle se soit portée. Comme tous ses compatriotes, il dédaigne de produire et croit ne rien devoir au public. On connaît les exhortations que Saint Jean Chrysostome adressait aux bourgeois de son diocèse : « Si tu amasses des richesses, dépense-les pour les

(1) *Lantiniana*, 155.

autres; si tu acquiers de l'instruction, ne l'enfouis pas en toi-même mais produis-la pour ceux qui en manquent; et si tu as quelque autre avantage, rends-toi utile à ceux à qui peut servir le fruit de tes peines. »

Les bourgeois dijonnais ne valaient pas mieux que ceux de l'antiquité. Capables d'une persévérance infinie pour conquérir puissance, richesse, honneurs, ils ne les avaient conquis que pour en jouir. Sans dévouement au monarque, sans souci du peuple, sans véritable amour ni pour leur province ni pour la France, indifférents au bien public et occupés de leurs seuls intérêts, ils se retiraient à l'écart pour y savourer l'orgueil de leur condition présente et les plaisirs attachés à la fortune. Egoïstes toujours, ils le sont aussi dans la science. Bien loin qu'ils songent à se rendre utiles aux hommes, à accroître le capital des connaissances humaines, ils épuisent leurs loisirs, ils chargent leur mémoire, ils tendent leur volonté pour tout apprendre, mais c'est seulement pour assouvir leurs curiosités, pour alimenter leurs conversations, pour jouir dans le secret de leurs bibliothèques des trésors qu'ils ont découverts. De même que le paysan ne retourne la terre que pour emplir ses greniers, le robin dijonnais entend récolter pour soi-même les fruits de son patient labeur. Dès qu'il sait, il a assez fait pour soi; écrire ne servirait qu'à autrui et pour son âme terre à terre, les fumées même de la gloire apparaîtraient comme un prix bien léger de ses sueurs et de sa peine. Quel qu'ait été leur mérite, la postérité n'a commis nulle injustice en oubliant la mémoire des dijonnais du dix-septième siècle, car ils n'ont pensé à elle non plus qu'elle ne pense à eux. Impuissants dans les lettres parce qu'il leur manquait le culte désintéressé de l'art, ils ne furent grands nulle part, faute d'amour véritable pour la science et pour les hommes.

La sécheresse du cœur engendre la stérilité des intelligences. Les amateurs bourguignons ne recherchent que la joie de savoir tout en évitant autant qu'ils le peuvent la peine de travailler pour autrui. Pour arracher un opuscule à leur paresse, il faut les sollicitations de l'amitié, il faut qu'une question passionne le petit monde où ils vivent, encore n'écrivent-ils que rarement et à regret de si maigres œuvres qu'elles se sont vite envolées dans l'oubli. Au reste, ce n'est point la vérité qu'ils aiment et qu'ils poursuivent avec tant d'ardeur; leur paresse de jouisseurs les retient à l'écart de tous les sacrifices; ils ne désirent qu'être informés de tout ce qu'ont trouvé les autres et recevoir sans rien donner. De là leur génie accueillant et hardi,

capable de fréquenter tous les hommes, d'approcher toutes les opinions, de parcourir tous les systèmes, cette humeur facile est le fait de l'indifférence, d'esprits sans passions, sans aspirations, que rien ne déconcerte parce que rien ne les émeut. Les voyages ouvrent l'intelligence, mais quand on erre à l'aventure sans se reposer nulle part, on perd le souvenir de la patrie, on s'accommode de tous les peuples et de toutes les mœurs tout en demeurant étranger partout. Ainsi l'humanisme s'égarant sans but, toujours avec la pensée d'autrui, jamais avec soi, s'intéresse à tout, accepte tout parce qu'il s'évite à lui-même la peine de penser. A écouter sur quel ton détaché un Lantin, un La Monnoye parlent des philosophies les plus diverses et les plus contraires, avec quel calme ils en exposent les audaces, on comprend qu'ils assistent au heurt des idées en spectateurs qui ne jugent pas que la lutte soit de conséquence. Descendre dans la lice leur semblerait naïveté, ils préfèrent regarder les champions sans tenir pour aucun, et si ces amateurs ne nous ont rien laissé ou à peu près, c'est que dans leur égoïsme ils ont voulu enrichir leur mémoire de toutes les connaissances humaines sans s'appliquer le moins du monde à enrichir la science.

Peut-être aussi sentaient-ils confusément qu'en raison de l'immensité de leurs études, leur savoir manquait de profondeur, et peut-être s'abstenaient-ils de produire non seulement par dédain et par paresse, mais par une conscience vague de leur insuffisance. Qui trop embrasse mal étreint, et quand l'érudition s'épanche sur de vastes étendues, si puissant que soit son flot, il ne les recouvre qu'à peine. D'autre part, le caprice est un mauvais guide à qui veut s'instruire, et quelque acharnement qu'on apporte au labeur, les efforts se perdent si le hasard seul les dirige. Pas plus que les lueurs éparses dans la nuit ne remplacent la clarté du jour, des fragments d'information dispersés dans la mémoire sans suite et sans méthode ne tiennent lieu de science. Dès que le collège les rend à eux-mêmes, les bourgeois dijonnais s'enfoncent dans leur bibliothèque, dévorent des livres, mais au gré de leur fantaisie. Poussés par l'humeur du moment, sollicités par une conversation, par les conseils d'un ami, ils parcourent tantôt un ouvrage, tantôt un autre, volent d'étude en étude et d'objet en objet. La diversité même les tente; ils aiment à feuilleter des dictionnaires, des bibliothèques choisies, des publications comme le *Journal des savants* ou les *Nouvelles* de Bayle parce qu'on y parle de tout, parce que l'attention n'est point accaparée par un seul sujet,

que l'esprit se délasse par le changement. En une seule fois, La Monnoye demande à un ami tout un choix de livres (1) qui témoigne à lui seul de l'inconstance de ses curiosités. Les Bourguignons pourraient se dire, comme La Fontaine, papillons du Parnasse et semblables aux abeilles; par malheur pour eux, les sciences ne se butinent pas comme le miel. En vain prodiguent-ils leur peine et chargent-ils leur mémoire, il leur manque de savoir s'enfermer dans une étude pour l'explorer toute entière, s'assujettir à la connaissance des principes avant de passer à celle des conséquences; ils apprennent sans règle et sans discernement. Et comme la plupart des sciences ne s'ouvrent pas au profane avec tant de facilité, que l'initiation s'y fait selon des voies déterminées, qu'on n'y parvient guère par des efforts discontinus, les Dijonnais n'y réussissent qu'avec un succès médiocre toutes les fois qu'elles exigent de leurs adeptes autre chose que la bonne volonté d'un amateur. Toutes les fois qu'une science forme un tout indivisible qu'on ne peut absorber par bribes et en picorant, elle devient indigeste au génie bourguignon. A part Lantin, on compte à Dijon peu de mathématiciens distingués, encore certains propos du *Lantiniana* nous laissent-ils quelques doutes sur le savoir même de Lantin (2). On s'éloigne de la physique dès qu'elle ne se borne plus à de faciles expériences et qu'elle s'élève à des théories générales. Celle de Descartes excite peu d'admiration, et, malgré le livre de Gilbert, on ne perd pas une occasion de témoigner de l'aversion à la philosophie logique et systématique des cartésiens. On préfère les raisonnements plus simples et plus terre à terre des Anglais. Cela n'empêche pas d'aligner des chiffres, d'observer les astres, de mesurer la hauteur des pluies, de discourir sur toute chose, mais les curieux s'agitent au hasard, incapables qu'ils sont de rapporter à des vues d'ensemble et par suite de comprendre leurs observations et leurs raisonnements. Le désordre des connaissances et leurs lacunes font échouer dans ses entreprises scientifiques l'humanisme mondain.

On croirait peut-être qu'au moins l'histoire naturelle offre

(1) JACQUET, p. 129.

(2) *Lantiniana*, 95 : « J'ai oui dire à M. Hobbes que les algébristes ressemblent aux marchands de la savaterie qui vendent pour neuves des bottes faites depuis longtemps, que les algébristes trouvent par l'algèbre des raisons déjà trouvées depuis plusieurs siècles et débitent des raisonnements qu'on a faits de toute ancienneté ». D'ailleurs, on se console d'ignorer les mathématiques en se représentant que Sau-maise les ignorait aussi (Ms. 839, p. 29).

un accès facile à tous les beaux esprits, d'autant plus qu'au dix-septième siècle, davantage encore de nos jours, la théorie y tient moins de place que la simple constatation des faits. En effet, tandis qu'on s'écarte de la géométrie, elle est la science la plus en faveur tant pour son utilité pratique que pour sa facilité, si bien qu'il n'est personne qui ne se mêle de la savoir et ne s'y croie savant. Cependant, on ignore les notions les plus élémentaires et la crédulité des naturalistes passe l'imagination; tout est miracle à leurs yeux, car ils ne croient aucun miracle impossible, faute d'apercevoir les lois et les limites de la nature. Philibert de La Mare assure qu'en Suède on ressuscite les noyés en les roulant dans un tonneau (1), son ami Lantini admet de pareilles sottises et fait en outre accoucher les femmes en leur faisant prendre du foie d'anguille desséché et délayé dans du vin blanc. Cependant leur science est à peine plus fragile que celle de leur concitoyen le plus versé et le plus illustre en histoire naturelle. Philibert Collet, en bon humaniste, aborde à peu près toutes les connaissances, le droit, l'histoire, la philosophie, mais il s'adonne à la botanique avec une prédilection particulière. Il en a étudié les principes à Paris sous la direction de Ray et de Tournefort, il en a discuté avec des savants connus, et d'autre part, propriétaire en Bresse, il s'efforce d'acclimater la vigne sur un sol où elle prospère mal, et voyage sans cesse à travers le pays pour recueillir des plantes et des minéraux. Cependant, quoique son information soit plus étendue que celle de presque tous les Dijonnais, sa science ne repose sur aucun fondement solide, ses ignorances et ses erreurs, graves même de son temps, nous font assez sentir combien était court et vain le savoir des amateurs (2). Collet sait, à vrai dire, qu'il existe un rapport entre la flore d'une contrée et sa géographie, mais il affirme que la montagne de Sainte Reine et celle de Sombernoh en Bourgogne surpassent les Alpes en hauteur. La preuve, dit-il, c'est que leurs eaux s'écoulent vers trois mers, ce qu'elles ne feraient pas si le lieu de leur source n'était plus élevé que ceux qu'elles traversent. Et comme la distance est plus grande de Lyon à Sainte Reine que de Lyon aux Alpes, on en doit inférer que les Alpes sont moins élevées que la montagne de Sainte-Reine, puisque les eaux qui proviennent de l'une se retrouvent à Lyon au même niveau que celles qui découlent de celles-là. Raisonnement

(1) PH. DE LA MARE. *Mémoires* (1676), 36. — *Lantiniana*, 257, 353.

(2) COLLET. *Lettres sur la Botanique* — *Plantes de Dijon*.

irréfutable si Collet avait établi en même temps que la pente du terrain s'inclinait également vers les deux directions. La présence des neiges éternelles et des glaciers qui couronnent les Alpes et qu'on ne rencontre point à Sainte-Reine pourrait ébranler son système; mais Collet ne constate l'absence de glaces en Bourgogne que pour s'en réjouir sans en approfondir les causes; par ce privilège de la Bourgogne, l'air, dit-il, y est plus pur que dans les Alpes et plus propre à nourrir les plantes. Erreur pardonnable autrefois plus que de nos jours, mais que même alors un vrai savant eût sans doute évitée (1). Il est vrai que c'est une erreur géographique, mais dans la botanique même, Collet ne se montre ni moins original, ni plus heureux dans ses inventions. D'abord disciple de Tournefort, dès qu'il put voler de ses propres ailes, il suivit d'autres chemins que son premier guide, et semblable aux enfants qui battent leur nourrice, il combattit la classification de Tournefort en deux lettres adressées à Bourdelot et auxquelles Tournefort ne dédaigna pas de répondre sous le nom supposé de Chomel. Collet reproche au système de son maître de changer les termes par lesquels on désigne les plantes et de fatiguer la mémoire par sa complexité. Il en imagine un autre qu'il fonde non plus sur les caractères des fleurs, car toutes les plantes ne portent pas de fleurs, mais sur ceux des feuilles. La vue, l'odorat, le goût, le toucher distinguent les feuilles par leur couleur, par leur nombre, par leur disposition, par l'aspect de leur bordure, par des odeurs ou des saveurs diverses, tous caractères dont la présence ou l'absence permettent de répartir les plantes en sept ordres et de subdiviser chacun de ces ordres en catégories. Classification simpliste dans son principe, bizarre dans ses résultats et qui aboutit à rapprocher dans les mêmes familles l'épine vinette et l'oseille, l'érable et la vigne, le houblon et le groseillier, l'amandier et la pervenche; mais grâce à ce procédé, on conserve aux plantes leurs dénominations vulgaires, on les distingue par des caractères apparents et que le profane saisit d'abord, on les répartit entre un petit nombre de groupes dont la nomenclature ne surcharge pas la mémoire (2). Peu importe que le système de Tournefort soit justifié par l'anatomie végétale et réponde à la nature des choses, Collet est un amateur de science et de science facile, et pour ne pas accommoder son esprit aux nécessités de la science,

(1) Cependant on mit longtemps à en revenir. Au dix-huitième siècle, Michault, de Brosse, Béguillet raisonnent comme Philibert Collet.

(2) *Plantes de Dijon*, passim.

il veut la conformer à ses ignorances et à ses goûts. Nul exemple mieux que celui-là ne révèle les insuffisances de l'humanisme. Avidé de connaître et n'épargnant pas son labeur pour satisfaire sa soif d'apprendre, il refuse de pénétrer jusque dans les profondeurs de la science et il en est incapable; son érudition toute de surface ne saisit que les résultats, n'aperçoit que des faits, mais la chaîne qui les relie, la suite des causes qui les enchaînent, tout cet ensemble logique forme un domaine trop étendu pour qu'on l'explore par de simples promenades; il n'y a, disait Bacon, de science que du général; les Bourguignons n'étaient guère capables de s'intéresser qu'aux détails.

3. — L'amour du détail

Fermés à l'esprit scientifique, les humanistes dijonnais n'avaient que des curiosités. Inapte à saisir l'idée qui relie les faits, à les ordonner par la raison, leur science prend la figure non d'un vaste édifice, d'un tout où chaque partie s'intègre dans l'ensemble, mais d'un monceau de ruines, d'un amas de matériaux qui gisent côte à côte sans que nul architecte ne les relève et ne les emploie à une construction. On fouille les bibliothèques, on quémante des nouvelles, on pourchasse les documents les plus rares et les plus ignorés; quand par hasard on met la main sur une rareté, on est embarrassé comme une poule qui aurait trouvé un couteau. Les Bourguignons ne sont capables que d'errer à travers les connaissances humaines, d'explorer ça et là un recoin obscur et poudreux, de ramener parfois une ample moisson de faits, mais leur talent ne va pas au delà. Ils s'informent en collectionneurs; les recueils où ils consignent le résultat de leurs recherches ressemblent à ces musées de province où voisinent un tableau de maître, un crocodile empaillé, une momie égyptienne et des flèches empoisonnées; il faut du bonheur et de l'application, pour démêler dans ce bazar ce qui peut servir à telle ou telle étude. Faute de méthode, faute de pensée, les Dijonnais ne mènent à bien aucune œuvre considérable; les éléments qu'ils réunissent, ils ne savent pas les utiliser. Ils fournissent à Bayle des armes, mais en toute innocence, car ils ne fournissent que des pièces détachées dont ils ignorent l'usage et qu'ils n'ont jamais eu l'idée d'assembler. Non seulement l'humanisme ne se soucie pas d'atteindre des vérités nouvelles : en rétrécissant

ses curiosités à de menus objets, il est devenu impuissant à embrasser une science, il ne saisit que des détails et son savoir n'est qu'une poussière de savoir.

On étudie les langues et on les sait, mais sans bâtir comme Casaubon ou Saumaise de théories sur la linguistique. Par contre, éclaircir par des exemples le sens d'un mot, l'étymologie d'un autre, établir si l'on doit écrire *puerpera* tout court ou si l'on peut dire *matres puerperae* (1), voilà des problèmes dont l'ampleur ne dépasse pas la capacité des intelligences. Pour familier que l'on soit avec l'histoire et riche en vieilles chartes, les travaux aboutissent à fixer une date, à déterminer les circonstances d'un événement, tout au plus à rédiger des biographies. Quelques sacrifices qu'on lui consente et de temps et d'argent, la passion des médailles et des monuments antiques ne produit rien ou à peu près : on fait cas de ces reliques du passé pour elles-mêmes plus que pour ce passé dont elles évoquent le fantôme. Quels résultats utiles apporte l'activité qu'un Lantini met au service de l'histoire naturelle et qu'il prolonge une existence entière ? Recueillir quelques plantes rares, écrire un *traité sur le geranium noctu olens*, aligner des minéraux sur les rayons d'un cabinet, ces menus travaux ne méritent pas sans doute le mépris, mais si la science par aventure en peut tirer quelque chose, ils ne sont pas d'un savant. Dirait-on qu'un savant a recueilli les faits singuliers dont s'émerveillait Philibert de La Mare ? Les vaches du Morvan ne se laissent traire qu'en présence de leurs veaux (2), une paysanne de Velars avait six mamelles (3), la barbe de Cinq Mars lui poussa après l'exécution (4), on a vu des enfants ou des lièvres hermaphrodites (5), le fils d'un conseiller au Parlement manquait de fondement (6), voilà les histoires vraies ou fausses que l'on redoute de laisser perdre. Lantini connaît un arbre singulier qui se nourrit par les branches et croît les racines en l'air (7), mais ce phénomène ne l'émeut pas outre mesure : de pareilles singularités ne sauraient étonner que lorsqu'on les rapporte aux lois ordinaires de la végétation. Mais les Dijonnais

(1) Dans une lettre de 1716, LA MONNOYE discute si l'on peut employer *Gratia* au singulier comme nom propre. Cf. aussi *Menagiana*, II, 250, la critique des œuvres de Santeul, par LA MONNOYE.

(2) Ms. 962 (*Mémoires* de Ph. DE LA MARE, 1673).

(3) Ibid. 32.

(4) Ibid. 13.

(5) Ibid. 15, 37.

(6) Ibid. 1.

(7) *Lantiniana*, 337.

loin de tendre à des vues générales (1), ne sont friands que de ce qui fait exception à la règle. Ils n'aiment pas Descartes, peut-être parce qu'il a construit un système cohérent et logique qui répugne à leurs goûts; mais que leur critique nous semble petite quand ils s'essaient à ébranler ce vaste édifice ! Ils contestent des détails, ils disputent sur la circulation du sang, ils citent des anecdotes presque toujours malveillantes sur la vie du philosophe et ses aventures, mais ils n'osent l'attaquer que par de menues chicanes. Leur plus grave critique n'atteint que la théorie des animaux machines; encore l'ont-ils empruntée à Mariotte. Il faut voir sous quel aspect elle se présente dans le recueil de La Monnoye ou dans le *Lantiniana*. (2) « Henrik Morus, savant anglais, disait Lantin, a écrit contre Descartes et la plupart des philosophes anglais se sont aussi déclarés contre lui dans ce siècle. Ils se soulèvent surtout contre la pensée qu'il a eue que les animaux n'étaient que des machines et ils croient que cette erreur n'est pas moins grande que celle des sauvages des Indes qui, la première fois qu'on leur montra des horloges, crurent que ces machines étaient des animaux... Ce grand philosophe s'était promis de vivre plus de cent ans en observant un certain régime de vie, il mourut cependant à l'âge de cinquante-trois ans d'une fluxion de poitrine qui l'emporta en peu de temps ». La philosophie de Lantin rappelle celle de La Fontaine dans sa fable *Les deux rats, le renard et l'œuf*; pour renverser un système métaphysique, il lui suffit d'un raisonnement du bon sens vulgaire, d'une anecdote satirique, de la critique d'un détail isolé. Partout où il faut voir grand, dans toute étude, dans toute tâche qui réclame un effort de longue haleine, le souffle manque aux Bourguignons.

Certes, c'est dans la science d'abord que reposent les causes de leur impuissance scientifique. Il fut un temps où le savoir humain pouvait être compris par une seule intelligence, où l'esprit pouvait s'abandonner non seulement sans danger mais avec fruit à des curiosités diverses et infinies. Mais à mesure que s'étaient étendus les progrès des connaissances, la difficulté s'était accrue de les embrasser toutes. Chacune agrandissant son domaine, il fallait pour le parcourir plus de peine et de

(1) Souvent même ils plaisantent à propos des sciences. Parlant de l'influence du climat sur la nature des animaux et des hommes, Lantin cite l'aventure d'un Hollandais qui était allé en Espagne. Sa femme s'y débaucha et son bétail y devint maigre. *Lantiniana*, 152.

(2) *Lantiniana*, 108.

temps; chacune prenant sa figure propre, ses méthodes particulières, semblait réclamer des adeptes qui ne se donnassent qu'à elle seule. L'humanisme pâissait à mesure qu'on savait davantage. Il ressemble aux clartés de l'aube qui laissent deviner sous leur blancheur brumeuse le contour indistinct des choses; l'aurore les dissipe et leur demi-jour fuyant devant son éclat se réfugie sous le couvert des bois et dans le secret des vallées jusqu'à ce qu'enfin il se change partout en lumière. Ainsi s'évanouit peu à peu aux rayons de la science le savoir imparfait que réunit la curiosité. Dès le dix-septième siècle, une culture universelle passait peut-être les forces humaines; elle passait à coup sûr celles d'un humanisme débile et qu'une âme vigoureuse ne soutenait pas. Ni les loisirs, ni l'assiduité ne faisaient défaut au labeur bourguignon, mais l'opiniâtreté rustique des bourgeois ne poursuivait que des ambitions sans grandeur. Sans enthousiasme ni passion dans leur application au travail, ils accomplissaient leur besogne en ouvriers consciencieux, à peu près comme leurs ancêtres piochaient leur vigne ou labouraient leurs champs; ils vivaient courbés vers des détails comme le paysan avance dans sa tâche penché sur chaque motte qu'il brise, sans élever leurs regards jusqu'à l'horizon. Egoïstes et impuissants, étudiant au gré de leur caprice, pour leur seule satisfaction, ils ne parvinrent qu'à un savoir fragmentaire et par là sans valeur. Leur humanisme est une ruine. En vain dévorent-ils des livres, l'abondance des matériaux ne supplée pas à l'absence de l'architecte; elle la rend plus sensible en encombrant la place. Loin de remédier à ses insuffisances par l'érudition, l'esprit bourgeois aggrave sa stérilité par son érudition même.

CHAPITRE XI

L'ABUS DE L'ÉRUDITION

L'érudition devient stérile et dangereuse quand elle tourne à la manie, quand elle occupe toutes les facultés, toute l'activité d'un individu, quand elle ne lui laisse ni le temps ni la force, ni le désir de revenir à soi-même et d'être enfin lui-même. On a peine à imaginer avec quelle ardeur les beaux esprits de la province faisaient la chasse aux livres et dévoraient ceux qu'ils possédaient, on demeure même étonné de l'ampleur de leur mémoire égale à celle de leurs bibliothèques, mais l'excès de ces recherches studieuses était une faiblesse. L'abus de la lecture fait naître une sorte de paresse, quand tout en exerçant la faculté du souvenir il endort l'intelligence. Quand on s'étend auprès d'une source d'eau vive, la pensée semble se mêler aux flots qui murmurent et qui coulent, et s'enfuir avec eux; c'est ainsi qu'à force de voir passer devant soi tous les génies les plus divers, l'esprit s'assoupit et sa pensée se noie dans celles qu'il contemple. Il cesse d'être lui-même, il cesse d'avoir une forme, de se distinguer par un caractère à lui si ce n'est par sa plasticité même, par son aptitude à recevoir toutes les empreintes. Quand un problème s'offre à sa curiosité, il finit par n'y rien répondre lui-même, et se borne à rassembler toutes les réponses qu'il peut tirer de ses livres. Le danger, c'est que toute critique s'évanouit, c'est que les opinions contraires se juxtaposent sans se concilier et voisinent sans qu'aucun arbitre ne décide entre elles. Le vice de cette érudition monstrueuse, c'est qu'elle ne crée pas, qu'elle n'ajoute rien au savoir d'autrui. L'humanisme, noble et fécond à son aurore, alors qu'il s'épanchait comme un immense amour du vrai, n'est plus qu'un passe-temps d'antiquaire quand il déterre les souvenirs de ce qui fut humain. Impuissants à produire, et ne voulant rien produire, les érudits dijonnais se reportent tout entiers vers le passé, ou vers un présent où ils n'agissent pas, c'est là qu'ils vivent, c'est là qu'ils pensent, ils ne sont que des miroirs où se reflètent les pensées des autres. Et si bien informés qu'ils soient des choses de leur temps, ils vouent un

culte à celles des âges révolus, car dès qu'on cesse de se mêler à la vie, on subit l'attrait du passé parce qu'il est riche de toutes les générations qui se sont écoulées jusqu'à nous, parce qu'il participe à la sérénité immobile de la mort. Les Dijonnais s'intéressent à tout, mais leur admiration va à l'antiquité, toute leur étude se réduit à répéter ce qu'ont dit les anciens. En vain pour masquer aux autres et à eux-mêmes l'inanité de leurs efforts négligent-ils ce que tout le monde connaît, en vain recherchent-ils dans la poussière des temps les œuvres oubliées et les auteurs inconnus, ils n'inventent rien, et dans leur désir de se singulariser, ils délaissent volontiers dans l'antiquité même ce qu'elle a de grand et d'éternel et rapportent de leurs investigations des pauvretés depuis longtemps ignorées ou méprisées parce qu'elles méritaient l'ignorance ou le mépris.

Partout on est obsédé par les souvenirs d'autrefois et le respect superstitieux qu'on leur porte. L'histoire n'ose rien entreprendre de considérable parce qu'on estime que les contemporains des faits passés les ont connus mieux que nous et par suite qu'ils les ont mieux racontés que nous ne saurions faire. Aujourd'hui, il ne reste à écrire que les histoires qui n'ont jamais été écrites, et celle de l'époque présente. Et quelque attention que l'on porte aux Grecs et aux Romains, on ne retrace pas les faits et gestes de ces peuples qui les ont fort bien retracés eux-mêmes; les invasions barbares et le Moyen-Age offrent quelques domaines inexplorés, la Ligue et la Fronde, au moins en Bourgogne, ouvrent encore une carrière aux annalistes, qui rappellent dans leurs Mémoires et ce qu'ils ont fait et ce qu'ils ont vu. Étrange conception de l'histoire, mais bien naturelle chez des hommes pour qui il n'existait que des faits, qui ne soupçonnaient pas qu'il faut encore les comprendre et les expliquer. L'érudition se tait parce qu'elle n'a rien à ajouter aux témoignages du passé, parce que tout ce qu'elle pourrait dire a déjà été dit. Elle n'intervient que lorsqu'un détail est contesté, que lorsqu'un fait est obscur ou douteux, et elle accumule les citations sur toutes les questions, même les plus futiles, sur celles-là surtout qui sont insolubles ou qui du moins permettent d'évoquer d'abondants souvenirs. On discourt à perte de vue sur *l'origine et l'histoire des amazones*, de *usu stapedum apud veteres*, sur les *sibylles*, sur *l'invention de l'imprimerie*, sur le *pallium des archerêques* (1), et ces problèmes agités

(1) Cf. Œuvres de Quarré d'Aligny, de Baudot, de Taisand et *Galerie bourguignonne*.

dans les conversations font éclore de doctes traités qu'on publie rarement. La matière n'en vaut guère la peine, et l'auteur y met si peu du sien que l'ouvrage ne lui vaudrait pas grande gloire. On use du même procédé que Fontenelle dans son *Histoire des oracles*; on entasse tout ce que les anciens ou les modernes ont écrit sur une question; mais Fontenelle employait son érudition à démontrer une vérité utile et même hardie; les Dijonnais emploient la leur à des bagatelles, et bien que le savoir se propose de résoudre une difficulté, on soulève de prétendues difficultés pour faire montre de savoir. Tout sujet retient l'attention pourvu qu'il permette d'abondantes citations, et ce n'est que pour étaler sa connaissance des livres que Nicaise écrit son *de moribus anthropophagorum*, son *de Homeri Nepenthe* et son *traité des Sirènes* qu'a résumé M. Jacquet (1). Huet avait soutenu dans une conversation que les Sirènes étaient des oiseaux, et son assertion avait été contestée. Nicaise prenant fait et cause pour Huet, son ami, invoque tour à tour à l'appui de ses dires Homère, Virgile, Pline et Claudien, et nous promène à travers l'antiquité, découvrant dans les sirènes de la fable un symbole qui figure selon les époques la science, la poésie, la musique, la débauche, une constellation, que sais-je encore? Erudition indigeste mais assez facile à rassembler, et La Monnoye qui savait à quoi s'en tenir écrivait ironiquement à Nicaise: « Je pense que depuis que vous avez formé le dessein de votre traité, vous avez feuilleté bien des tables de livres et consulté bien des dictionnaires au mot Siren » (2).

Nulle part l'humanisme ne se manifeste créateur; Lantin emploie sa science des mathématiques à éditer les œuvres d'Ausout, à traduire le *de numero et arithmetica* de Pappus d'Alexandrie, à mettre en vers techniques les *éléments* d'Euclide (3), encore ne le fait-il que pour les mieux graver dans sa mémoire. Il s'adonne à la musique, mais pour tenter de ressusciter la musique des anciens, et il met en musique (4) à titre d'exemple trente odes d'Horace, l'*Atys* de Catulle et des vers de Huet. Pour sensible qu'il soit à l'originalité de Descartes, il a peine à concevoir qu'il puisse faire table rase de tout le passé; cette hardiesse lui paraît si invraisemblable qu'il recher-

(1) JACQUET, 157.

(2) *Œuvres* de LA MONNOYE, II, 234.

(3) *Lantiniana*, 34. De même Bouhin se contente de traduire Paracelse.

(4) *Lantiniana*, 114. NICAISE de son côté avait écrit un *Traité de la musique des anciens*. Tous deux s'inspiraient de Saumaise.

che la première idée des tourbillons dans le *Dinos* d'Aristophane (1), et le vrai grief des Dijonnais contre le cartésianisme, c'est l'ignorance ou le mépris qu'il affecte de tout ce qui l'a précédé; Simon Foucher lui-même, quoique plus versé dans la philosophie que ses concitoyens, ne reproche pas autre chose à Descartes. Il le blâme d'avoir renversé d'un geste toute la pensée ancienne pour établir la sienne en sa place, d'avoir voulu construire avec des matériaux neufs au lieu de restaurer et d'améliorer les vieux édifices, de ne parler de l'antiquité non plus que si elle n'existait pas, et pourtant de lui emprunter en cachette et de se parer de ses dépouilles sans confesser qu'il l'avait pillée. Scrupules d'historien plus que de philosophe ! aussi bien Foucher n'invente-t-il pas la doctrine qu'il oppose à ses adversaires; en face du cartésianisme, il évoque les académiciens. Mais il ne renouvelle pas leur scepticisme comme faisait Huet dans sa lutte contre le dogmatisme afin de démontrer la faiblesse de la raison en face des certitudes de la foi; à Foucher, le doute n'apparaît point comme une fin où l'esprit s'arrête, mais comme un moyen de dissiper l'erreur, comme un guide qui nous détourne des problèmes insolubles pour conduire la raison à la connaissance de l'âme et à celle de Dieu (2). Doctrine peu cohérente et que son auteur a laissée inachevée peut-être sans grand dommage pour sa gloire, doctrine plus cartésienne au fond qu'elle ne prétend l'être, puisqu'elle use du doute à peu près comme en usait Descartes, mais fière et comme ennoblie de s'être découvert dans l'antiquité de lointains ancêtres. En réalité, Foucher n'obéit guère qu'à des préoccupations d'érudit; soucieux surtout de veiller à la renommée des académiciens, il s'applique de tout son zèle d'antiquaire à recueillir les monuments qu'ils ont laissés. Dans les controverses, il triomphe quand il peut établir que ce que ses adversaires présentent comme une nouveauté, l'Académie l'avait trouvé avant eux; sa grande œuvre est une histoire des académiciens, les idées ne le touchent que comme des faits de l'histoire. Tels nous apparaissent la plupart des Bourguignons; admirateurs des académiciens, de l'épicurisme ou du stoïcisme, qu'ils suivent Foucher, Gassendi ou Saumaise, la pensée humaine leur semble aussi morte, aussi desséchée que les fleurs d'un herbier, leur humanisme devient passion d'archéologue et de collectionneur. La contribution de Lantin à la phi-

(1) *Lantiniana*, 231.

(2) Le *Menagiana*. III, 360, nous donne quelques renseignements sur l'intention de Foucher.

losophie, ce sont des *remarques sur l'origine des arts* et des *notes sur Diogène Laërce* (1). Il est vrai que Lantin avait entrepris un ouvrage plus considérable, un *traité du plaisir et de la douleur*, mais il ne faisait qu'y citer tour à tour, y confronter, y commenter les opinions des anciens, et si Leibnitz attendait cette œuvre avec impatience, c'était à seule fin de pouvoir, grâce à ce répertoire, dresser la liste « des pilleries de M. Descartes » (2). Mais Lantin n'acheva pas son entreprise et ne se signala guère parmi les savants sinon par des discussions avec Foucher sur la question de savoir si Carnéade était contemporain d'Epicure.

En somme, presque tous les travaux se rapportent à l'érudition. Elle occupe tant de place dans la vie qu'elle seule ou presque alimente les entretiens. Le *Lantiniana*, le *Chevanaena*, les *Mémoires* de Philibert de la Mare nous en donnent la preuve, on ne faisait dans la bonne société que citer les livres qu'on avait lus, qu'énumérer les curiosités qu'on avait rencontrées au cours des lectures. Doutera-t-on si le commun des bourgeois dijonnais est façonné à l'image du conseiller Lantin ? Il nous reste un dialogue où Taisand met en scène deux de ses amis sous les noms d'Eraste et de Dorante (3) ; toute la conversation roule sur les bons mots anciens et modernes, et tout le mérite des deux interlocuteurs consiste dans la richesse de leurs souvenirs. Dira-t-on qu'ici c'est le sujet qui invite aux recherches érudites et qui pour ainsi dire y enferme les personnages ? Mais on en use de même quand on parle sciences, témoin ce petit ouvrage manuscrit (4) que son auteur Philibert Collet intitule : « *Les entretiens de table dans la serre du jardin de M. Leloup président en l'élection de Bresse* ». Ces entretiens roulent uniquement sur les sciences naturelles, et à ce titre ils nous font connaître jusqu'où allait le savoir ; ils mettent en scène tous les principaux officiers du bailliage de Bourg, ils prétendent décrire avec exactitude et vraisemblance une assem-

(1) LEGOUZ. *Vie de Lantin*. On sait que Ménage avait aussi composé un *commentaire sur Diogène Laërce*, mais les notes de Lantin lui parvinrent trop tard pour lui être utiles. D'ailleurs (*Ménagiana*, III, 359), Lantin se proposait non seulement de traduire, mais de suppléer au dessein de Diogène Laërce.

(2) DURANDEAU. *Correspondance de Leibnitz et de Foucher* : « Il (M. Lantin) travaillera après à son histoire du plaisir et de la douleur, mais il me mander qu'il doute fort si vous approuverez son dessein. Il écrira à la manière du Chancelier Bacon, par observations, histoires et remarques ».

(3) Ms. 538, p. 76 (Dorante est sous un nom supposé le conseiller Dumay ; il se pourrait qu'Eraste fût Taisand lui-même).

(4) Ms. 1.151, passim.

blée d'honnêtes gens, et par là, ils nous offrent un document sur les mœurs de la robe provinciale, et sur l'usage qu'elle faisait de son érudition. Collet raconte qu'étant venu à Bourg-en-Bresse, sa patrie, il y fut reçu par Monsieur Le Loup et invité par lui à dîner dans sa serre avec l'élite des magistrats de l'endroit. On dut fort bien dîner, car ces Bressans ressemblent à de vrais disciples de Rabelais, c'est au point que tout respectueux qu'ils soient de l'antiquité, ils doutent si les anciens étaient aussi débauchés qu'ils le sont, tant ils ont conscience d'exceller en cette matière; à la ville, ils aiment le cotillon, à table, ils se comportent avec vaillance. Nous les voyons gros buveurs, gros mangeurs, le ventre rebondi par un majestueux embompoint, la trogne vermeille, gais et riant à gorge déployée, discourant la bouche pleine ou demandant par grâce quand on les interroge un quart d'heure pour achever leur plein; fines bouches avec cela, connaissant les bonnes choses, ne confondant pas un vin avec un autre et goûtant de tous, avouant avec ingénuité qu'en Bresse l'esprit est un peu lourd, mais prouvant par l'exemple que le palais des Bressans ne manque pas de finesse ni leur estomac de capacité. De tels convives ne pouvaient discourir que mangeaille et beuverie, et le premier entretien roule sur le vin. Mais ne croyons pas que Collet ait prétendu nous faire assister en un tableau plaisant aux propos des bien ivres; il entend nous donner une dissertation utile; seulement à tout dialogue il faut une mise en scène et un prétexte, et comme Platon nous dépeint Socrate et Phèdre marchant dans l'Illissus, Collet installe ses héros le ventre à table et dans un lieu où il n'y a point d'eau. On parle donc du vin, on rappelle les festins de Trimalcion ou de Cléopâtre, ceux d'Antiochus Epiphane et de Ptolémée Philadelphie et comme on y buvait ferme. L'un saisit cette occasion pour déclarer qu'il n'aime pas le vin doux, à l'encontre des Chinois qui mangent le raisin mais ne le font pas fermenter, l'autre conclut que les liqueurs fortes conviennent aux climats tempérés, celui-ci rappelle que Noë était Arménien, celui-là cherche le sens de la légende de Bacchus, cet autre compare les méchants vins de Bresse aux vins de Bourgogne qui donnent à leurs fidèles la jeunesse et l'esprit, son voisin les oppose à ceux du Bugey, quant à Collet, instruit par une longue pratique, il enseigne l'art de goûter les vins, et toute l'assemblée protestant de sa haine de l'eau, chacun jure de n'en point boire, sauf celle que la fraude des charretiers introduit à son insu dans ses tonneaux. Ce qui amène à discourir sur les diverses manières de

boire et de déterminer la meilleure, de citer les buveurs intrépides dont l'antiquité nous a transmis les exploits. Et quand chaque convive a remporté sa part d'applaudissements en affirmant avec véhémence la pérennité de sa soif autant qu'en découvrant l'étendue de son érudition bachique, on prie Collet, botaniste de profession, de mettre sa science à contribution et d'exposer les observations qu'il a faites en exploitant ses vignes. Il dévoile à l'auditoire les secrets du parfait vigneron. Le plus important, dit-il, consiste dans le choix des plants qui conviennent au climat et au sol; la seule cause qui rend le vin de Bresse inférieur au Bourgogne, c'est que les Bressans négligent ce choix ou n'y entendent rien, car la constitution du terrain ne contribue guère aux qualités du vin (1). A ces préceptes, Collet ajoute quelques recettes sur l'art de le faire cuver, de l'éclaircir en le collant, sur les procédés employés pour le droguer, révélant pour le profit de ses amis tous les détails pratiques que lui a enseignés son expérience de propriétaire avisé. Le second entretien, conduit avec la même méthode, traite dans le même style de la culture des céréales, le troisième, de la manière de se procurer les bonnes viandes et de les accommoder, le quatrième des poissons, le cinquième des fruits, du miel et du sucre, le sixième des liqueurs, si bien qu'à la fin du dialogue, l'académie des beaux esprit^s Bressans a épuisé toutes les curiosités de la cuisine; et les divers aliments ont occupé les intelligences non moins que de robustes mâchoires. Le sujet, le cadre, les personnages, tout concorde dans cette conversation que tiennent des gourmets auprès d'une table au sujet des mets qu'on leur sert; mais dans son opuscule, Collet n'a pas d'autre mérite que cette unité, car il ne se recommande ni par l'élégance de la forme ni par l'aide qu'il apporte au progrès des sciences. Pourtant on peut lui savoir gré de nous avoir donné un document précieux. Peu importe qu'il mette en scène des Bressans; la Bresse envoyait son élite dans les Cours souveraines de Dijon, et soit par les mœurs, soit par les goûts, la robe ne diffère guère d'une ville à l'autre de la province. Nous apercevons avec netteté sa cohésion, ses instincts sociables, et tous les officiers que M. Le Loup convie à son banquet partagent les mêmes occupations, laissant une part de leur temps au service du roi, prenant le reste pour gérer leurs biens et surveiller la culture de leurs terres. Dans leur petite ville, tous les

(1) Notons qu'au XVIII^e siècle, BÉGUILLET soutiendra encore cette opinion, dans son *Œnologie*.

honnêtes gens se fréquentent, ils sont unis les uns aux autres par un commerce assidu et quotidien. On sent, à contempler leur joyeux banquet, combien vivace survit en cette aristocratie mal dégrossie sa rusticité native. On reconnaît la race dans la liberté des manières et du langage, dans l'appétit robuste, dans le penchant à l'ivrognerie, dans cette large et saine gaieté qui ne s'épanouit avec toute sa vigueur que dans les fêtes de village, on la retrouve surtout dans l'impudeur avec laquelle les besoins s'assouvissent et s'avouent. Et la science de ces parvenus qui ne sont pas encore décrottés de la glèbe où ils ont grandi, leur science participe à leur grossièreté; elle est vouée à l'amusement, c'est une convive aimable qu'on invite à des festins d'où la gêne est bannie et qui se mêle aux entretiens sans y introduire l'ennui; on la dispense de dissenter en forme, on lui passe ses bavardages inutiles, pourvu qu'elle sache plaire et rire avec la compagnie. Mérite-t-elle encore qu'on la décore de ce nom de science? Elle s'avilit aux curiosités les plus terre à terre, et ne parle aux bourgeois qui lui font fête que de ce qu'ils mangent et de l'art d'exploiter leurs terres. Toute pratique dans ses fins, incapable de vues d'ensemble, ses démarches n'ont pour objet que de collectionner des détails. Rendons-lui grâce de s'instruire aux leçons de l'expérience, mais elle ne connaît que l'expérience vulgaire du cultivateur. En somme, les bourgeois de la province ressemblent fort à leurs fermiers par les propos et par les goûts; le seul avantage qu'on ne puisse contester aux maîtres, c'est l'érudition dont ils usent et dont ils abusent. Comme Monsieur Jourdain faisait parade de son savoir tout neuf, ces robins tout proches encore de leurs origines modestes sont férus de leurs livres, ils les savent par cœur, les citent à tout propos, et accordons-leur qu'ils ont lu beaucoup, qu'ils n'ignorent pas les modernes, qu'ils ont oui parler des voyages de Tavernier, qu'ils sont familiers des anciens, des traités de Pline ou de Galien aussi bien que des légendes de la fable ou de l'Écriture. Encore ne faut-il pas se laisser éblouir outre mesure par le déballage désordonné des anecdotes et des citations, car si dans ce bazar on trouve des marchandises amenées de partout, la plupart proviennent de fournisseurs attitrés, d'Athénée et de tous les polygraphes qui ramassent les historiettes et les contes de vieille. Plus d'un convive au banquet de M. Le Loup est devenu savant à bon compte en feuilletant des recueils; mais même quand l'érudition serait solide, elle est stérile, car l'humanisme bourgeois n'était pas propre à créer et n'a en effet rien produit.

CHAPITRE XII

L'ŒUVRE DE L'HUMANISME

Que devons-nous à l'immense labeur, à la curiosité diverse et changeante qui promène le Dijonnais à travers les mille domaines du savoir humain ? Egoïstes, plus enclins à s'instruire eux-mêmes qu'à instruire les autres et à jouir qu'à se rendre utiles, les érudits bourguignons n'ont pas laissé un lourd héritage à la postérité. Eussent-ils désiré lui léguer davantage, leur inaptitude aux lettres comme à la plupart des sciences aurait fait perdre leurs efforts. S'ils ont produit quelques œuvres fortes et originales, c'est quand un accident heureux les a soustraits à l'emprise du milieu bourgeois. L'auteur de *Calejava* et celui de *l'Histoire de la raison*, ce dernier surtout, passaient pour être d'une humeur bizarre, ils travaillaient et pensaient sans toujours suivre le troupeau, sans asservir leurs études aux curiosités des salons. Legouz écrivit ses *Caractères* non pour le monde, mais contre lui, aigri par ses rancunes contre la robe et las du commerce des hommes. Seul entre tous les orateurs, Brulart prit au sérieux la morale de Sénèque, il lui emprunta non seulement des sentences, mais une âme, une éloquence un peu solennelle, mais vivante parce qu'elle était sincère ; à part Brulart, qui donc à Dijon confondait sérieusement un Parlement de province avec le Sénat romain ? Les quelques ouvrages qui se distinguent par leur mérite sont aussi seuls et uniques de leur espèce ; on ne les imite pas, on n'essaie pas d'en composer du même genre ; ils sont en dehors des préoccupations ordinaires de la robe comme au-dessus de son génie.

Loin de rechercher l'originalité dans ses travaux, la société bourgeoise l'évite avec soin. Tous les érudits se portent vers des recherches semblables, soucieux qu'ils sont d'être compris de leurs confrères, de les intéresser et de pouvoir disputer avec eux. Aliment des conversations autant et plus qu'amour de la vérité, l'étude est un plaisir que l'on veut goûter en commun. Aussi la veut-on simple et plaisante ; on se détourne des grands

sujets qui occupent toute l'activité d'un homme, des sciences qui exigent une longue initiation et qui ne sont point sues de tout le monde; on ne s'applique qu'aux œuvres de détail, à celles que tout un chacun peut apprécier sans peine et que l'on peut exécuter avec les seules vertus de l'humanisme, avec de la patience et des lectures abondantes, par la seule connaissance des langues et des livres. Mais celles-là, on les produit en abondance; l'émulation est telle que là où la bourgeoisie dirige ses efforts, les ouvriers sont légion et leurs travaux innombrables. On s'essaie d'abord aux traductions (1); il suffit en effet pour y réussir de la connaissance des langues et d'un art que l'on sait depuis le collège. C'est ainsi que Taisand (2) traduit les *Lois* de Cicéron, Legouz le *Dialogue des orateurs* qu'il attribue d'ailleurs à Quintilien (3); Lantin (4) les *Psaumes de David*, Léonard Arétin et Hobbes. Choix divers s'il en fut, mais le plus souvent on ne choisit pas avec tant de caprice, et le zèle des traducteurs se concentre sur des auteurs ou des genres que des circonstances particulières ou des goûts innés recommandent à leur attention. C'est ainsi qu'ils traduisent les *Hymnes* de Santeul, parce que Santeul fait pour ainsi dire partie de la société provinciale, c'est ainsi que La Monnoye et François Baudot mettent en vers français les *Fastes* d'Ovide (5), *La Messe de Saint Bénigne* et les *Hymnes* du P. Oudin, que Baudot traduit *La vie de Peiresc* par Gassendi. Le même souci qui faisait écrire à Collet son *Histoire de la raison* incite peut-être Richard de Grammont à préparer son *Lucrèce* en vers français. On revient sans cesse aux épigrammes de l'*Anthologie*, parce que Saurmaise en avait fait une étude particulière, qu'il les avait recopiées sur le manuscrit d'Heidelberg, et que son fils avait confié ses notes à Lantin. Mais hormis ces curiosités accidentelles, on cède surtout à une prédilection à peu près exclusive pour les ouvrages licencieux ou galants. Les érudits entendent que leurs travaux mêmes servent à leurs plaisirs et comme en francs bourguignons qu'ils sont, leur naturel les porte aux voluptés

(1) Ménage (*Menagiana*, III, 38) contribuait sans doute à susciter les vocations des traducteurs.

(2) Ms. 533. Peut-être faut-il attribuer à Taisand la traduction de deux livres de Claudien « contre *Rufin* », ms. 538.

(3) Ms. 491.

(4) Nous rapportons ici l'opinion de Papillon. Peut-être Papillon attribue-t-il à Lantin la traduction des psaumes qu'avait faite son père. *Lantiniana*, 47. — Claude de Salins avait aussi traduit plusieurs psaumes. Quant à Léonard Arétin, il en est question dans le *Menagiana* (III, 165).

(5) F. BAUDOT reprenait l'œuvre déjà tentée cinquante ans auparavant par Morisot, qui avait refait les 6 livres perdus des *Fastes*.

des sens, comme ils aiment les propos plaisants et les plaisanteries obscènes, ils satisfont à la fois et leurs goûts licencieux et leur passion pour l'étude. Godran traduit de l'italien *les defetti di donne*. Moreau (1) et Taisand traduisent *Catulle* (2), Legouz l'*Apologie* d'Apulée; presque tous traduisent ou commentent les *Odes d'Horace*, le *Pervigilium Veneris*, les œuvres érotiques d'Ovide, les épigrammes de Martial (3), et le seul Legouz avait préparé un Horace (4) en même temps qu'une lettre de Léandre à Héro.

Mais on traduit par jeu beaucoup plus que pour une utilité quelconque. Car non seulement on s'attache à des auteurs et à des œuvres quelquefois médiocres, mais il est manifeste qu'on traduit seulement pour le plaisir de traduire. Qu'on tourne du grec en latin ou en français, ces travaux peuvent rendre service au public, mais quel besoin d'accomplir l'opération inverse, et quel peut être le but des érudits, quand s'exerçant au thème aussi bien qu'à la version, ils virent le français en latin, en grec, en italien, quand ils s'appliquent avec indifférence à faire parler les anciens dans la langue des modernes ou les modernes dans la langue des anciens ? C'est pur jeu que de mettre en latin une idylle grecque de Ménage (5), les vers obscènes de l'*Occasion perdue et recouvrée* (6), ou une scène du *Pastor Fido*, et c'est à quoi pourtant s'appliquera Dumay. A quoi bon virer en latin ou en grec une satire de Boileau, sinon à divertir La Monnoye ? (7) Il n'est pas jusqu'aux *quatrains* de Pibrac qui n'excitent le zèle d'un amateur; l'avocat Nicolas Harbet en fait des distiques latins (8). Traduire est un service que l'on se rend entre gens du monde; dès que l'un est accouché d'une ode ou d'une épigramme, aussitôt les amis de l'heureux père s'empressent d'habiller l'enfant nouveau-né qui en grec, qui en latin, qui en italien, quand bien même l'avorton ne mérite pas de vivre. Traduire est un service que l'on se rend à soi-même, pour être sûr qu'il sera bien rendu; c'est au seul

(1) Ms. 853, p. 142.

(2) Ms. 538. Peut être par émulation avec Moreau de Mautour, lui aussi traducteur de Catulle et frère d'Etienne Moreau.

(3) LA MONNOYE. *Œuvres*. Tome I.

(4) Ms. 496.

(5) *Menagiana*, II, 135.

(6) On s'est beaucoup occupé de l'*Occasion perdue et recouvrée*; encore que le sujet n'en fût rien moins que cornélien, on l'attribuait à Corneille.

(7) En particulier, traduction en grec des *Embarras de Paris*. LA MONNOYE offre de nombreux exemples d'exercices de ce genre dans le *Menagiana* : I, 110; II, 101, 136, 391; III, 52, 273; IV, 169, etc.

(8) Paul DUMAY avait aussi traduit Pibrac en latin.

La Monnoye que La Monnoye confie le soin de versifier en quatre langues l'épithaphe qu'il a composée pour Lantin, en deux langues le conte de la fermière qui pleure en souvenir de son âne. Les érudits s'amuse à des exercices d'écoliers, à des mascarades pédantes où l'on déguise pour le plaisir de déguiser les écrivains de tous les temps et de tous les pays.

Cependant, la lecture des auteurs conduit à en éclaircir les obscurités. Tous les Dijonnais discutent volontiers grammaire à propos d'un texte; ils aiment surtout les digressions historiques ou mythologiques, les dissertations à l'image du *Traité des Sirènes*. Quelques propos de Ménage conduisent Taisand à raconter l'*Histoire du pallium des archevêques* (1); P. Petit écrit sur les *Amazones*, sur les *Sibylles*, sur le *Homeri Nepenthes* (2), Pierre Quarré d'Aligny (3) traite les mêmes sujets ou des sujets analogues, car les Dijonnais n'aiment point travailler à l'écart et s'instruisent pour la conversation. Ils préparent les voies aux commentateurs de l'avenir, mais plus encore aux historiens. De toutes les sciences en effet, l'histoire est la plus simple dans ses méthodes, celle dont on peut le mieux approfondir quelques détails sans parcourir tout l'ensemble. Sans parler des mémoires laissés par les acteurs ou les témoins de la Fronde, à force de fureter dans les chartes et les livres ignorés, si l'humanisme n'arrive à construire aucun ouvrage considérable, il ramène de ses investigations des documents précieux. On ne saurait ni admirer comme l'effort d'un grand esprit, ni rejeter comme indignes d'intérêt des Mémoires tels que ceux de Philibert Collet sur la Bresse (4), ni tels que ceux surtout de Philibert de La Mare. De La Mare a posé pour ses successeurs les fondements d'une histoire de Bourgogne en en dressant la bibliographie; il n'a tenu en dehors de ses préoccupations ni les antiquités les plus reculées de la province puisqu'il a laissé un traité de *Nuithonum colonia*, ni les traditions populaires puisque le premier il a rassemblé des informations sur la Fête des Fous (5). Il a même raconté les événe-

(1) Ms. 538. *Menagiana*, III, 116. Peut être aussi Taisand avait-il en vue le *de Pallio* de Saumaise.

(2) Ms. 1.174, 8 et 9. Les travaux de P. Petit présentent une analogie qui n'est pour nous surprendre avec les dissertations de Nicaise. Au reste, c'est Nicaise qui publia une partie de ses œuvres.

(3) Parmi ses œuvres citons : *Paraphrase de 6 psaumes* — *De la véritable durée de la vie des premiers hommes* — *Du signe et figure de la croix* — *De l'Invention des lettres* — *De l'Imprimerie* — *Des sept sages de la Grèce* — *Histoire des Amazones* — *Histoire des Sibylles*.

(4) Ms. 1.013.

(5) Au témoignage de Du Tilliot qui cite De La Mare dans ses *Mémoires sur la fête des fous*.

ments contemporains dans son *de bello burgundico*, récit de la guerre qui mit aux prises non moins que la France et l'Espagne, la Bourgogne et la Franche-Comté. Par le style, cette relation est un pastiche de Tacite; dans sa préface, l'auteur annonce presque dans les mêmes termes que son modèle le dessein de se tenir loin de la faveur et de la haine, *procul a gratia absque odio*. Malgré ce déguisement, l'ouvrage paraît vivant, ne passe sous silence rien d'important, ni les batailles, ni la dévastation des campagnes, ni la misère des populations; volontiers pessimiste comme Tacite, et, comme tous les robins, sans illusions sur les hommes, de La Mare excelle à pénétrer les raisons vraies des choses, à suivre les tractations de la politique, à découvrir sous les prétextes spécieux dont les grands justifient leurs actions les mobiles véritables qui les font agir. Biographe infatigable, il rédige les vies de *Othe Guillaume*, des *frères Guïjon*, de *Hubert Languet*, de *Pierre Legoux de la Berchère*, de *Patouillet*, de *Philippe Lantin*, de *Chasseneuz*, de *Denys Poillot*, et même de personnages étrangers à la Bourgogne comme *Cujas*, *Saint Thomas d'Aquin* et *La Boétie*. C'est à lui que l'on doit cette *Vie de Saumaise* (1) que toute l'Europe attendait avec impatience. Dès 1660, des savants de tous les pays écrivaient à de La Mare plus de quatre vingts lettres pour le fournir de documents sur Saumaise; en 1664, Colomiès annonce comme une grande nouvelle dans la *Gaule orientale* la prochaine édition de l'ouvrage entrepris; quelques années plus tard, Basnage se plaint qu'il ne paraisse point encore. Mais en 1680 Ezéchiel Spanheim revoit le manuscrit; après la mort de l'auteur, Huet et La Monnoye y ajoutent des notes et il continue à s'enfler jusqu'à ce qu'après avoir erré de main en main il vint s'ensevelir dans les collections du Président Bouhier. A de La Mare encore nous devons un *dictionnaire des anonymes* (2), un *catalogue des hôtels de Dijon* (3) qui témoignent de la diversité comme de l'étendue de son érudition. Quelquefois il est vrai, de même que le geai se parait des plumes du paon, il compose ses richesses avec le savoir d'autrui. Comme il lui est tombé entre les mains un cachet avec une inscription arabe, il consulte tour à tour sur le sens de cette devise Saumaise, M. Hardy, deux pères Jésuites qui lui en donnent chacun une interpré-

(1) Ms. 1.026 : *Cl. Salmasii vita*, avec notes de PAPILLON.

(2) Ms. 1.138 : *Syllabus librorum quibus non sunt adscripta authorum nomina*.

(3) Il en existe plusieurs copies à la bibliothèque de Dijon. BÉGUILLET s'est servi de l'ouvrage de Ph. de La Mare au Tome II de la *Description de Bourgogne*.

tation différente (1); à peu de frais, le voilà capable de déraisonner doctement. Mais en somme, c'est un grand savant, un savant incapable d'une œuvre forte et grande, mais qui en multipliant les informations de détail ouvrait la voie à des talents plus vigoureux.

Cependant les dissertations de Philibert de La Mare comme celles de ses émules récompenseraient mal à elles seules les immenses labeurs de l'humanisme. L'humanisme est moins grand par ce qu'il a donné à la science que par ce qu'il en a reçu et par les richesses qui dormaient en lui. Les œuvres où il se peint tout entier, celles qu'il a rédigées avec le plus de complaisance, celles pour lesquelles il a prodigué les années, ce sont des recueils comme le *Lantiniana*, comme le *Chevanaeana*, comme le *Guziana*, comme les *Mémoires* de Philibert de La Mare, comme le *Menagiana* que publia La Monnoye, comme le *Supplément au Menagiana* que prépara Legouz (2). Qui pourrait apprécier avec exactitude leur valeur ? Dans ces collections d'anecdotes, de notes, de réflexions, aucun ordre, aucun choix, aucune idée directrice, une masse informe et indigeste. Ici des chansons, des secrets d'alcôve, des médisances de cour, des potins de palais, là quelques extraits de livres rares, l'écho des conversations qu'on a entendues, le souvenir des événements auxquels on a assisté. Mais parmi ce fatras, voici un renseignement bibliographique, l'éclaircissement d'un détail de l'histoire qui ont peut-être coûté des mois de recherches (3). Pour vérifier ou contredire les assertions de Ménage, pour commenter Baillet, La Monnoye dépense une érudition dont il aurait sans peine rempli des volumes. A quoi ont servi ces recueils ? A quoi les articles que les Bourguignons dispersent dans le *Journal des savants*, dans le *Dictionnaire* de Bayle et ailleurs encore ? A documenter les esprits capables d'utiliser les trésors ainsi amassés. A quoi nous servent-ils aujourd'hui ? A comprendre ce que l'humanisme a donné au siècle. Alors que nous pourrions imaginer la province béante d'admiration devant la Cour, suspendue pour ainsi dire aux modes et aux goûts de Versailles, nous la voyons non pas ignorante de ce qu'on aime ou de ce qu'on fait ailleurs, mais résolue pour venger la perte de son indépendance

(1) Ms. 844.

(2) Il s'en faut d'ailleurs que dans ces recueils tout soit original. Un grand nombre des propos de Lantin ou de Ph. de La Mare se trouvent dans le *Menagiana*.

(3) Par exemple, dans le *Menagiana* la dissertation sur le livre supposé « de tribus impostoribus ».

politique à préserver son génie. Et cet humanisme auquel elle s'attache ne saurait passer pour une survivance d'un autre âge ; il est le fruit naturel de l'intelligence d'un patriciat rustique. Il nous apparaît comme une large curiosité que nulle hardiesse n'intimide, qui n'ignore et ne veut ignorer aucun aspect de la pensée, qui jette ses regards vers tous les hommes, toutes les croyances et tous les pays. Et dans cette compréhension de tout ce qui est humain, comme dans la liberté parfois irrespectueuse avec laquelle il considère toutes les opinions, dans son esprit positif tourné vers les sciences et l'utilité pratique, on voit poindre le dix-huitième siècle. Mais ne nous y trompons pas, un abîme sépare encore du dix-huitième siècle l'humanisme bourguignon. Car il manque à l'humanisme un principe de mouvement, il lui manque de s'être assigné un but à atteindre et une mission à remplir, il lui manque cette générosité sans laquelle le savoir semble tomber en ruines. Son vice profond, les Bourguignons l'ont dénoncé sans le reconnaître ; quand Taisand inscrivait en épigraphe sur le recueil de ses œuvres : *deus nobis haec otia fecit*, il avouait à son insu la faiblesse de l'intelligence dijonnaise. L'humanisme est stérile parce que la bourgeoisie qui le nourrit est égoïste, occupée à des intérêts terre à terre, incapable de dévouement et de foi, parce qu'elle ne se sert de lui que par amusement et pour remplir ses loisirs, parce qu'elle ne veut pas soumettre à une méthode ses excursions studieuses, parce qu'au lieu de poursuivre la science, elle cueille ça et là des bribes de savoir. Il est immobile parce que son labeur est le fruit de la paresse, parce qu'il ne cherche pas à découvrir et à créer, parce qu'au lieu d'être une source de savoir et de pensée, il est le réceptacle du savoir et de la pensée d'autrui, parce qu'il ressemble à un miroir où toutes les clartés se réfléchissent, mais qui n'en produit pas. Au dix-septième siècle, l'humanisme est un arbre infécond qui languit dans la poussière des bibliothèques ; ce n'est qu'une force étrangère qui lui peut rendre la verdure et la vie.

TROISIÈME PARTIE

L'opposition politique

SECTION I

La Religion

CHAPITRE XIII

LA VIE RELIGIEUSE

1. — La bourgeoisie et la religion

L'originalité intellectuelle des bourgeois dijonnais procède non seulement des nécessités de leur nature, mais d'un instinct d'opposition qui leur rend suspect tout ce qui ne naît pas du génie même de la province, et surtout ce qu'on goûte et ce qu'on admire à Versailles. Cet instinct d'indépendance se manifeste avec plus de liberté peut-être dans la pensée que dans les actes, car il est plus facile au despotisme de faire plier les volontés, d'imposer silence aux murmures, que de régner sur les esprits. En un sens, l'humanisme bourguignon pourrait être considéré comme une revanche de la soumission matérielle, mais cette soumission même ne s'étend pas avec assez d'uniformité pour ne pas laisser poindre quelques résistances; avec quelque rudesse que la main du roi tienne les rênes du gouvernement, la province ou du moins son aristocratie obéit au mors en frémissant, elle attend que son maître faiblisse ou se relâche de sa contrainte. Et quand ses velléités de rébellion auraient été

trop vite réprimées pour compter au nombre des faits historiques, elles appartiennent cependant à l'histoire comme un indice de ce caractère intraitable qui soutient l'autonomie des intelligences. Maîtresse presque absolue de la Bourgogne qu'elle gouverne et qu'elle exploite, la robe souffre avec impatience qu'un pouvoir étranger s'immisce dans les affaires du pays dont elle a fait les siennes. Toute nouveauté lui apparaît comme une menace du moment que le présent la satisfait, qu'elle n'a rien à gagner et tout à perdre. Puissance féodale, elle s'oppose soit ouvertement, soit en secret aux entreprises de la monarchie; puissance laïque, elle devait se heurter à l'Eglise ou former avec elle des accommodements en un temps où la religion était non moins que le culte de Dieu, une institution politique et temporelle. Le contact était d'autant plus inévitable que le clergé occupait à Dijon presque autant de place que la robe, que la soutane et la toge se partageaient la ville. Celle-ci élevait dans toutes les rues ses palais somptueux et graves, elle peuplait un nombre considérable de tribunaux, elle régnait par l'argent, elle régnait par la force publique dont elle avait reçu le dépôt, et, manifestation tangible de sa grandeur, elle s'entourait d'honneurs et de respects, elle rassemblait autour d'elle toute une foule de bas officiers, de suppôts et de valets qui vivaient à son ombre et lui faisaient un peuple de satellites. Mais le clergé dominait la cité de ses églises, ses couvents remplissaient de vastes espaces; l'essaim de ses clercs inondait tous les quartiers; lui aussi, il était riche et d'une richesse plus ancienne; lui aussi il tenait dans sa dépendance un monde de serviteurs, d'officiers, de bedeaux et de sacristains; lui aussi il exerçait une souveraineté sur les personnes par ses tribunaux particuliers, par la disposition de l'état civil, par un droit de censure sur les consciences et sur les mœurs, et il y joignait une autorité spirituelle incontestée. A vrai dire, nulle animosité ne met aux prises les bourgeois et les prêtres puisque le patriciat possède les bénéfices comme il possède les offices, puisque les monastères le débarrassent des fils qu'il ne peut établir et des filles qu'il ne peut doter, puisque clercs et laïques issus des mêmes familles, adonnés aux mêmes études, se fréquentent et se fondent dans les mêmes compagnies. Mais tous les clercs ne sont pas bourguignons, et tous les clercs bourguignons ne sont pas des patriciens; si les canonicats profitables échoient à l'aristocratie, les sacerdoces deshérités, et surtout les ordres plébéiens de religieux sont remplis de tonsurés issus du peuple et qui échappent à l'emprise bourgeoise. Peu importe que la

robe absorbe l'élite du clergé dijonnais, qu'elle réserve à ses enfants les profits et les honneurs du ministère sacré : en s'adjoignant dans le clergé tout ce qui pourrait rivaliser avec elle en savoir ou en dignité, elle sauvegarde son prestige social, mais elle ne s'adjoint pas tout le clergé et n'exerce pas sur lui de suprématie. D'ailleurs, derrière les clercs, il y a l'Eglise ; et l'Eglise catholique, apostolique et romaine n'est pas une institution bourguignonne. L'évêque de Langres, son représentant, ne réside pas à Dijon et ses intérêts ne concordent pas toujours avec ceux du patriciat ; les congrégations religieuses sont étrangères au pays, sinon par leurs membres, au moins par leur tête, et toute la discipline ecclésiastique est une autorité étrangère du moment que la bourgeoisie ne préside point à ses ordonnances. Comme la puissance royale, l'Eglise doit soulever la suspicion d'une aristocratie ombrageuse et jalouse de son indépendance, et par un paradoxe bizarre, ceux qui redoutent sa tyrannie ont mission de la protéger, de veiller à ses intérêts et reçoivent une part de leur souveraineté comme un reflet de la sienne.

Car la magistrature remplit une place d'honneur dans les pompes de l'Eglise ; sa présence est requise pour toutes les solennités du culte, elle fait partie de l'appareil des cérémonies sacrées. Et sans doute, elle honore Dieu par ses soins assidus, mais Dieu la paie de retour, car il lui assigne le premier rang parmi les fidèles et lui fait témoigner par ses ministres des égards particuliers (1). Les membres des Cours Souveraines paraissent en robe rouge dans les processions annuelles, dans celle de la Sainte Hostie, dans celle qui commémore la réduction de la ville par Henri IV. Tous les habitants ont ordre d'y figurer, mais cette obligation est d'autant plus impérieuse que l'on s'élève davantage dans les dignités. A toutes les fêtes de l'Eglise, attaché au service de Dieu comme au service du roi, le Parlement est présent en corps, conduit par le Premier Président, précédé des huissiers et de leurs baguettes, et qu'ils le veulent ou non, les parlementaires sont encensés au pied des autels. Du reste, ils s'acquittent avec décence de leur rôle de figurants, car il n'est ni dans leur intérêt ni dans leurs habitudes de provoquer des scandales publics. Sans lassitude apparente (2), sans se démentir de leur componction, ils accomplissent comme leurs autres devoirs les devoirs religieux de leur

(1) Ms. 772 et 774.

(2) Cependant, LANTIN (*Lantiniana*, 28) se plaignait que les orgues de l'église ne servissent qu'à prolonger le service divin.

état. Et même dans leur vie, il est rare qu'ils affectent de se signaler par le libertinage de la pensée; ceux mêmes qui ne rendent pas hommage à Dieu au fond du cœur ne font pas montre de leur impiété et se conforment à l'observance de tous les rites; ils vont à la messe, et couvrent jusqu'à leurs incrédulités du masque de la foi. Il entre dans leurs attributions de défendre le culte, ils le défendent sans ménager ses ennemis (1). Pour être édifié sur leur zèle, il suffit de parcourir les registres des condamnations et de voir combien il en coûte d'attenter à la religion établie. Un sacrilège est conduit pieds nus, en chemise, la hart au col, au portail d'une église pour y faire amende honorable, tenant en main un cierge du poids de deux livres, ensuite de quoi l'exécuteur des hautes œuvres lui coupe le poing avant de le brûler vif au Morimont. L'arrêt est de 1663. En 1632, un accusé convaincu d'impiétés et de blasphèmes est condamné à faire amende honorable, à avoir la langue percée par un fer chaud et à être pendu. L'édit de 1666 adoucit et réglemente les peines applicables aux simples blasphémateurs, pourvu qu'ils n'aggravent pas leur cas par des délits accessoires. A la première faute, ils sont punis d'une amende, à la seconde d'une amende double, et ainsi de suite par une progression géométrique jusqu'à la cinquième faute. A la sixième fois, on les mène au pilori et on leur coupe la lèvre inférieure avec un fer chaud, à la septième on leur coupe la lèvre supérieure; on leur coupe la langue à la huitième fois qui est aussi la dernière. Sans doute les lois n'étaient pas exécutées dans toute leur rigueur, et si l'on n'avait permis aux charretiers de jurer que huit fois en leur vie, leurs chevaux eussent vite cessé d'avancer, une fois épuisé l'arsenal blasphématoire de leurs conducteurs. Et les juges, parlant entre eux, ne trouvaient pas que jurer fût un cas si grave; ils contaient en riant l'histoire d'un Président dont la voiture s'était embourbée un soir (2). Son cocher lui dit : « Mes chevaux refusent de tirer; si vous ne me laissez pas jurer, nous passerons la nuit ici. » Et le voyageur préféra ouïr quelques blasphèmes plutôt que de coucher à la belle étoile. Mais quand ils siègent à leur tribunal, les robins cessent de plaisanter. S'ils absolvent parfois du crime d'impiété, quand les faits se peuvent interpréter en faveur du prévenu, ils appliquent aussi avec barbarie les peines sévères que portent contre les impies des coutumes barbares. Ils sont

(1) Ms. 1.109, 1.110.

(2) *Menagiana*, III, 15. *Œuvres de LA MONNOYE*, II, 381.

le bras séculier de l'Eglise, comme ils sont l'agent d'exécution de l'autorité royale; ils agissent et ils sévissent dans son intérêt, mais pour savoir quels sentiments ils nourrissent à son égard, il faut oublier les gestes qui leur sont commandés par leur état et pénétrer jusqu'au plus secret de leur conscience et de leur cœur.

2. — Les opinions religieuses

S'il est difficile de pénétrer le secret des consciences, il est malaisé surtout de définir les croyances de toute une société. Car d'une part le tempérament égoïste et prudent des bourgeois ne les inclinait guère à laisser des confidences à la postérité; d'autre part, il est rare que tout un monde éprouve les mêmes sentiments à l'égard des choses de la foi; autant d'individus, autant d'opinions. En vain s'efforce-t-on d'établir des statistiques et de prendre des moyennes : alors que la majorité des documents fait défaut, la seule sauvegarde contre l'erreur, c'est d'éviter les affirmations trop catégoriques et trop générales. Il est certain, par exemple, que l'on trouvait à Dijon des chrétiens fervents, parmi les laïques et parmi les prêtres. Les uns et les autres publient des ouvrages édifiants, des *directeurs portatifs des exercices de piété*, des *réflexions sur le Pater et l'Angelus*; et Jacques de Chevanes, un humaniste, travaille à la conversion des âmes et compose à leur intention des traités *sur l'amour eucharistique*, *sur les Justes espérances de salut opposées au désespoir du siècle*, des *Maximes pour aspirer à la gloire d'une vie héroïque et chrétienne*. La foi inspire des hommes admirables par leur dévouement, comme ce Bénigne Joly, issu d'une famille ancienne et considérable, chanoine de Saint-Etienne, prédicateur éloquent, auteur infatigable et fécond de livres dévots, qui prêcha d'exemple plus encore que de parole et mérita par son inépuisable charité d'être appelé le père des pauvres. Mais, semble-t-il, le scepticisme se rencontre aussi bien que la ferveur, au point que Philibert Collet, d'abord Jésuite, puis avocat, passait pour n'avoir point de religion du tout. Ses amis excusaient son incrédulité en arguant qu'elle paraissait sur sa bouche plutôt qu'elle ne possédait son cœur, mais cette subtile distinction pourrait bien être l'invention d'un zèle charitable (1). La foi n'est ni rare, ni générale, et celui seul

(1) Cf. *Mémoires du P. Desmolets*. Tome III — *Vie de Ph. Collet*, par PAPILLON.

qui sonde les cœurs et les reins a pu discerner la proportion entre le nombre des incrédules et celui des fidèles. Toutefois, de même que presque toujours, ceux-là évitent le scandale et par le geste au moins rendent à Dieu les devoirs d'un chrétien, ceux-ci de même n'exagèrent pas les manifestations de leur piété. On dirait que l'excès choque en un sens aussi bien que dans l'autre, et quand sur la fin de ses jours Taisand s'enfonça dans une dévotion déréglée, sa conversion le rendit ridicule et souleva peu d'admiration. Croyant ou non, le bourgeois dijonnais ne rend à la divinité que son dû, il accomplit avec ponctualité les pratiques du culte, mais sans bigoterie. C'est peut-être que, grand seigneur conscient de sa dignité, il croirait s'abaisser à adorer avec trop de servilité un roi, fût-ce le roi du ciel. C'est aussi que le caractère rustique, au moins en Bourgogne, est trop matériel pour se laisser emporter par l'enthousiasme, trop prosaïque et trop prudent pour se perdre dans les abîmes de la contemplation mystique, trop près de la terre en un mot pour l'oublier jamais. S'il se détache du monde, c'est au déclin de l'âge, quand il sent le monde prêt à se détacher de lui, mais tant qu'il ne se voit pas pour ainsi dire au seuil de la mort, il en use avec le service de Dieu comme avec le service du roi, faisant de sa vie deux parts, employant l'une à s'acquitter de ses obligations et l'autre à son agrément.

Somme toute, on révère la religion comme une institution antique, mais on se garde de vouloir étendre son domaine dans la société ou son emprise sur les âmes. Telle on l'a reçue, telle on la maintient, mais dans les respects qu'on lui rend, il y a plus de gémissements que d'adoration en esprit. Nous sommes en un siècle où l'Eglise fut grande, où la foi chrétienne sembla se renouveler, non pas seulement parce que Madame de Maintenon fit régner l'hypocrisie à la Cour et imposa à tous les courtisans le rôle de Tartuffe. Nous sommes au siècle qui vit naître le jansénisme et qui vit ses martyrs souffrir la persécution, au siècle de Rancé, au siècle qui vit tenter la réforme des ordres monastiques, mais de tout ce renouveau du Christianisme, la Bourgogne n'a cure, et les idées de perfection spirituelle glissent sur l'âme paysanne du patriciat. On s'élève même contre les projets de réforme ecclésiastique que l'on considère comme des nouveautés suspectes, et quand les religieuses de Montfleury soutiennent un procès contre leur évêque parce qu'il veut leur imposer la clôture, l'opinion dijonnaise prend fait et cause pour les religieuses, cependant que les rieurs plaisantent aux dépens de l'évêque comme aux dépens des filles en-

fermées et réformées contre leur gré et contre la perversité incoercible de la nature féminine (1). Car on ne respecte guère le clergé. Le paysan a toujours senti une défiance instinctive à l'égard des prêtres, soit parce qu'ils ne partagent pas ses travaux et que la prière lui semble occupation de fainéants, soit parce qu'ils vivent retranchés de la société, parce que leurs vœux et leur état exigent des vertus et des perfections opposées aux instincts naturels. Aussi éprouve-t-il une joie maligne et comme le sentiment d'une revanche quand il les voit faiblir et succomber aux tentations de la chair qu'ils prétendent dompter, quand au lieu de faire l'ange ils font la bête et plus précisément ce genre de bête que faisaient ensemble Grandgousier et Gargamelle, quand ayant fait vœu de pauvreté, d'humilité et de chasteté ils font preuve d'avarice, d'orgueil et de paillardise. Les moines surtout, plus étrangers que les séculiers au commerce et aux mœurs du monde, excitent davantage la verve populaire et reçoivent les brocards en plus grande abondance, mais au reste, le peuple leur pardonne aisément leurs faiblesses, il en parle avec bonne humeur comme s'il leur savait gré de reprendre leur place dans l'humanité en partageant ses vices. Les bourgeois dijonnais n'avaient garde de laisser échapper un si beau sujet de contes et de plaisanteries; ils sont friands des anecdotes dont le clergé fait les frais, et ils s'en régalaient avec d'autant plus de facilité qu'à la geste bourguignonne des gens d'Eglise, fertile en épisodes plaisants, ils ajoutent l'inépuisable fonds du seizième siècle français et des conteurs italiens. La Monnoye puise à pleines mains dans cette mine, et n'en laisse pas ignorer la richesse à ses concitoyens; ceux-ci, du reste, n'ont pas eu besoin de lui pour la découvrir. Et pour qui veut rire aux frais de la soutane, quelle meilleure place qu'une petite ville où tous les secrets transpirent, que le Palais surtout où tous les scandales aboutissent. Pas un tonsuré qui puisse faire en paix un enfant à une fille, pas une religieuse qui puisse recevoir un galant sans que ces aventures réjouissent la ville et que les arrêts du Parlement punissent les fautes trop publiques. Ces incommodités auraient pu épouvanter les coupables, mais le nombre était trop grand des jeunes gens que l'on jetait sans vocation au sacerdoce ou au couvent pour que l'ordination leur enlevât le goût des plaisirs charnels auxquels ils n'avaient renoncé que des lèvres. On ne peut accuser

(1) LA MONNOYE. *Sur les dames de Montfleury* — COLLET. *Entretiens sur la clôture des religieuses*.

la bourgeoisie de robe d'avoir encouragé ces péchés, mais vraiment soucieuse des intérêts de l'Eglise, elle eût dissimulé les égarements de ses ministres, elle eût imité les fils de Noë qui couvraient d'un manteau la nudité de leur père. Loin d'étendre leur toge sur la nudité de l'Eglise que le froc ne cachait plus, quand des mains charitables s'efforcent de voiler ses hontes, les robins tirent sur le voile jusqu'à ce qu'ils l'arrachent ou le déchirent (1). Quand un scandale menace d'éclater, que l'autorité ecclésiastique renonce à punir le crime pour le dérober aux yeux, que le roi interdit d'informer, le Parlement revendique bien haut le droit de connaître l'affaire, et même s'il n'obtient pas qu'on la lui abandonne, il fait tant par ses cris qu'il rend publique la faute qu'on voulait étouffer, qu'il cause par ses protestations et ses remontrances plus de scandale qu'on n'en redoutait de ses arrêts. Il est vrai, et la remarque est banale, que c'est aux époques et dans les milieux où la religion est le moins discutée, que l'on critique le plus volontiers les religieux; mais il n'est pas bien sûr que ce soient les mêmes hommes qui daubent sur le clergé et qui pratiquent la dévotion. Il nous semble au contraire qu'à médire des gens d'Eglise on se venge de respecter l'Eglise, et nous ne pouvons oublier que dans sa guerre contre l'infâme, Voltaire n'a pas moins attaqué les ministres de la foi que la foi elle-même. Aussi, quelque grossièreté, quelque banalité qu'on puisse reprocher aux plaisanteries de l'esprit bourguignon, elles nous apparaissent comme la manifestation de l'esprit laïque en face de la religion.

On sent d'ailleurs dans la société dijonnaise le goût du libre examen, sinon des vérités révélées, au moins des traditions et de la discipline ecclésiastique. Dans sa curiosité si volontiers hardie et irrespectueuse, l'humanisme ne s'abstient pas même de toucher aux choses saintes; s'il le fait en toute innocence et sans penser à mal, il ouvre la voie à des satires moins innocentes, et dans le fatras de ses découvertes, des gens mal-intentionnés pourraient ramasser parmi un bric à brac inutile des armes redoutables. Il est toujours dangereux de faire de la religion un objet d'érudition, car elle repose sur des traditions, et les traditions ne sont vénérables que dorées par la patine des siècles qui s'écaille dès qu'on y touche. Peut-être est-il sans conséquence d'écrire comme fait Taisand l'histoire

(1) Cf. les affaires des Ursulines, des Jacobines et surtout celles de Cîteaux et de Molaise.

du Pallium des archevêques, mais il y a plus de danger à remarquer comme Lantin « que les évêques ne se sont distingués des prêtres que dans le II^e siècle », que « les évêques même étaient plus jeunes que les prêtres qui tiraient leur nom de leur vieillesse », que les Papes étaient autrefois les égaux des autres évêques (1). N'est-ce pas en partant de réflexions semblables que les protestants ont ruiné la discipline catholique ? Un bon chrétien n'est pas tenu de croire aux superstitions vulgaires, et sans prendre figure de novateur, Lantier peut mettre en doute que chacun des saints exerce au ciel un métier particulier, que tel ne veuille avoir affaire qu'aux seuls cordonniers, que Saint Louis guérisse les maux de l'ouïe et ceux-là seulement. En critiquant ainsi la foi des âmes simples, en riant de leurs croyances que l'Eglise sans les avoir consacrées autorise du moins en les tolérant avec sympathie, en reprenant les reproches que la Réforme adressait à l'idolâtrie papiste, on n'apprend guère le respect de la religion. Encore qu'au dix-septième siècle le diable en personne rendit quelquefois visite à la terre, Lantin pouvait nier son apparition sans trop heurter les opinions reçues ; mais il faisait montre de hardiesse en soutenant un jour que l'Ecriture renferme des passages intelligibles, une autre fois que les prophètes sont fort obscurs et fort difficiles à entendre, qu'il serait aussi juste de les expliquer par les événements les plus proches que par les plus éloignés (2). L'esprit terre à terre des robins dépouillait l'Ancien Testament de son sens mystique ; peu s'en fallait même qu'on ne plaisantât sur l'histoire sainte aussi librement qu'on parodiait Virgile. M. le conseiller de Chasans ayant à exposer au Palais une affaire d'inceste commençait son rapport en ces termes : « Messieurs, il s'agit ici d'un crime de patriarche. » (3) On ne ménageait guère la mémoire de l'infortuné Loth, non plus que Voltaire celle d'Ohola et d'Oholiba ; et la paillardise dijonnaise admirait qu'une sainte pût mériter la béatitude par des voies aussi étranges que Marie l'Egyptienne qui livrait son corps aux bateliers (4). L'ascétisme attire les brocards beau-

(1) *Lantiniana*, 143, 144.

(2) *Lantiniana*, 126.

(3) *Lantiniana*, 89.

(4) *Lantiniana*, 84.

coup plus que la vénération : s'agit-il de Saint Jean-Baptiste, voici l'éloge que lui vaut sa sobriété :

Baptiste vit de sauterelles (1),
Les sauterelles de froment,
En cela, de Baptiste ou d'ellès
Qui montre plus de jugement ?

Ou bien parle-t-on de Sainte Catherine vierge et martyre ; elle fut deux fois sotté, d'abord de mourir pour sa foi, ensuite de se retrancher les plaisirs pour lesquels la nature l'avait faite :

On crut Catherine autrefois (2)
Philosophe, vierge et martyre,
Mais on ne peut être les trois.
Le parchemin se laisse écrire.
On peut bien estre, j'y consens,
Vierge et martyre en même temps,
Mais philosophe ! bagatelle !
Pour l'estre, il faut du jugement,
Et quand on en a constamment,
On n'est martyre ni pucelle.

Catherine, dira-t-on, gagnait le ciel ! Grand bien lui fasse, mais les Dijonnais ne tiennent pas outre mesure à s'en aller pour l'éternité chanter la gloire du Très Haut parmi les bienheureux. A la longue, ce divertissement leur semblerait ennuyeux, au moins l'auteur ou le copiste de certaine chanson refuse tout net de s'asseoir à la droite de Dieu :

Je veux avoir les étrivières (3)
Si jamais pour son paradis
Je l'importune de prières.

Qu'aurait inventé de plus l'irrespect du dix-huitième siècle ? L'irrespect bourgeois commence bien avant la régence. On fait aujourd'hui honneur à Voltaire d'avoir préféré la philosophie des Chinois au fanatisme des religions révélées, mais que dirait-on de cette anecdote qui fut rédigée sous Louis XIV ? « Un Chinois, homme de bien, s'étant fait chrétien devint chicaneur, fourbe, en un mot malhonneste homme. On dit là-dessus qu'il ressemblait au vin qui estant baptisé cesse d'estre pur. » (4) Et quoique Monsieur Jacquet suppose qu'on ignore à Dijon et

(1) LA MONNOYE. *Recueil d'extraits*. Ms. 869, sqq. Article: esprit des bêtes.

(2) Ibid. Article saints.

(3) Ms. 749, p. 55.

(4) LA MONNOYE. *Recueil d'extraits*. Article religion.

Pascal et son apologie de la religion, il est bon de citer cette épigramme afin de prouver qu'on connaît très bien Pascal mais que l'esprit bourgeois ne se laisse point prendre par ses arguments :

Pascal, pour prouver, veut qu'on croie (1),
Il aime à bâtir sans fonder.
Ce n'est pas une sûre voie
Pour convaincre et persuader.
Son argument de croix ou pile
Est un argument puérile
Que peut employer Mahomet.
Il est aisé, quand on suppose,
D'induire et tirer d'une chose
Les conséquences qu'on admet.

On se permet même de plaisanter sur le jugement dernier dont on ne redoute guère la venue :

Quiconque aux Juifs les chrétiens associe (2)
Des deux partis ne juge pas trop mal;
Les Juifs toujours attendent leur Messie
Et les Chrétiens le jugement final.
Des deux côtés l'état est fort égal.
Ainsi Chrétiens mettons-nous bien en tête
De voir Jésus en son haut tribunal
Sitôt qu'Hébreux auront vu leur prophète.

Et l'on tourne en dérision les saints mystères, on s'en amuse comme des fables de la mythologie :

Que le Saint Esprit, de son aile (3),
Ait ombré une pucelle,
Sont des contes bredi breda
Dont la source n'est pas finie,
Et le beau cygne de Léda
Vaut bien le pigeon de Marie.

Ainsi plaisantaient les esprits forts. Ceux que l'on donnait pour bons chrétiens se permettaient à l'égard de la foi de singulières libertés; la manie de l'humanisme de chercher dans le passé des analogies aux choses présentes conduisait à des rapprochement saugrenus : « Les règles de la méditation (4)

1) LA MONNOYE. *Recueil*. Article religion.

(2) Ibid. : Article Religion.

(3) Ms. 749, p. 28.

(4) *Lantianiana*, 21.

que les écrivains spirituels ont enseignées dépendent la plupart de la situation des corps », remarque Lantin, et il a raison. Par le geste, on influe sur les dispositions de l'âme, c'est un moyen de croire que Pascal propose à ceux qui en ont la volonté. Mais Lantin ajoute que les chrétiens ont emprunté ce principe d'Aristophane et du Socrate des *Nuées*. Quelle aberration que de comparer la méditation des saints aux pitreries de la farce, que de découvrir aux exercices spirituels des précédents grotesques auxquels certes nul docteur de l'Eglise n'avait jamais songé ! Même avec les meilleures intentions du monde, on prépare des armes à l'incrédulité en promenant sur les croyances les lumières de l'érudition, en démêlant l'origine des institutions ecclésiastiques et celle même des dogmes, en signalant sur les points obscurs l'incertitude des docteurs et des Pères. Quarré d'Aligny porte ses recherches sur le signe et les figures de la croix, sur la véritable durée de la vie des premiers hommes, sur l'histoire de la version des Septante. Taisand même qui devait achever ses jours en pilier de sacristie laisse sans malice mais non peut-être sans danger l'humanisme se promener dans le domaine de la piété, étayer la foi par des citations et des autorités. Dans ses opuscules édifiants, dans sa *lettre sur l'Eternité*, dans son *traité sur le Purgatoire* (inspiré de l'*Institution catholique* du P. Coton), il donne peu de soi-même, il ne cède même guère aux grandes pensées, à l'émotion que le sujet pourrait lui inspirer, il compose des plaidoyers d'avocat dont les arguments se fondent sur des autorités respectées et des textes précis. Rien de plus curieux parmi les ouvrages où il touche à la religion (1) que son *traité sur l'apparition des esprits*. Le bruit courait qu'il en était apparu dans une chapelle de Notre Dame à Dijon. Taisand qui fut les voir ainsi que tous ses amis n'eut jamais l'occasion de les rencontrer, et pour les punir de leur impolitesse envers leurs visiteurs, il compose un discours sur la trop grande crédulité touchant l'apparition des esprits et des spectres. Aussi bien que le *traité des Sirènes*, son ouvrage est une promenade à travers les livres. D'une part, dit-il, il ne faut pas douter qu'il y ait des esprits ; et par un déluge de citations sacrées ou profanes, il nous démontre que les Pères, l'Ecriture et les païens s'accordent sur ce point. On distingue

(1) On trouvera au ms. 533 les principales dissertations de Taisand sur la religion : *de l'Eternité, du Purgatoire, de l'apparition des esprits* et au ms. 853 un *dialogue d'un libertin et d'un scélérat sur le péché philosophique*.

même trois sortes d'apparitions, corporelles, spirituelles ou intellectuelles. Mais d'autre part, poursuit Taisand, l'Ecriture et les Pères conviennent également qu'il n'y a point d'esprits. Il est dit que les morts dorment, que nous nous écoulons sur la terre comme des eaux qui ne reviennent plus, on reconnaît que la vie de l'esprit diffère de la vie du corps, d'où il s'ensuit que les esprits n'ont que faire en notre monde corporel; les théologiens affirment que les âmes ne peuvent quitter les demeures qui leur sont assignées, Aristote, qu'il n'existe pas d'esprits incorporels, d'autres philosophes, que les fantômes sont des illusions, enfin les jurisconsultes n'ont point prévu dans leurs lois l'apparition des esprits. Que conclure entre ces deux opinions opposées et fondées sur des autorités également respectables ? Taisand s'efforce de donner raison à toutes deux, en concédant à la première qu'il apparaît des esprits, à la seconde qu'ils apparaissent très rarement et que dans leurs apparitions il y a beaucoup de supercheries et d'erreurs des sens. Au fond, il ne résout pas la contradiction et tout en inclinant pour la seconde thèse, il la conteste, car il y a loin entre nier que l'apparition des esprits soit possible et accorder qu'on l'a rarement constatée. Il manque à Taisand le génie libre et vigoureux d'un Fontenelle, et les vices inhérents à l'humanisme bourguignon, rendent sa hardiesse assez inoffensive, mais cette érudition serait redoutable à la foi entre les mains d'un esprit fort. Car elle oppose les Pères de l'Eglise aux Pères de l'Eglise, l'Ecriture à l'Ecriture, montrant qu'ils se contredisent, qu'ils ne s'accordent pas entre eux ni avec eux-mêmes. Surtout, des laïques se mêlent de disputer théologie; sur des sujets qui touchent de près à la religion, sur lesquels l'Eglise seule devrait prononcer, sans mauvaise intention peut-être, mais par une dangereuse présomption, ils posent des problèmes, les discutent, les tranchent par la vertu de leur érudition personnelle et de leur propre bon sens. A l'autorité ils substituent la discussion, car c'est leur façon de discuter que de confronter les documents sur lesquels se fonde l'autorité et de les peser. Ce n'était pas seulement aux gens d'Eglise que la bourgeoisie marchandait le respect; dans sa manie de remuer la poussière des siècles, l'humanisme risquait fort de ne respecter l'Eglise qu'à demi.

Et sa curiosité capable de tout accepter le rendait rebelle à tout fanatisme. Nous avons vu Gilbert considérer avec impartialité le christianisme, le mahométisme et le judaïsme, ses compatriotes manifestent une humeur non moins tolérante,

reconnaissant que la croyance des Infidèles (1) leur inspire des actions que le christianisme inspire aux chrétiens, racontant que les Macédoniens meilleurs peut-être que les chrétiens, ne demandaient rien d'autre à leurs dieux, sinon de joindre les belles choses aux bonnes, *ut virtutem fortunent* (2). L'humanisme ne cherche à éviter ni les mauvais livres, ni les mauvaises fréquentations. Le pieux abbé Nicaise pardonne à Spon non seulement son hérésie, mais son endurcissement dans l'hérésie, et malgré ses tentatives infructueuses pour sauver cette âme qui s'obstine à se damner, Nicaise reste lié avec Spon et tolère ses opinions. A Dijon, le huguenot Saumaise n'a compté durant sa vie que des amis, après sa mort que des admirateurs, et Bayle, non seulement huguenot, mais polémiste agressif à l'égard du catholicisme, mais auteur d'ouvrages pernicioeux aux âmes, mais si libre en ses croyances qu'il s'est rendu suspect même à ses coreligionnaires, Bayle ne scandalise pas les Dijonnais. On le prend pour ce qu'il est. Lantin a connu Leibnitz qui n'était pas catholique, il a connu Hobbes, farouche ennemi de la religion romaine et qu'il soupçonne d'athéisme, mais il ne s'est pas choqué de leurs opinions. « Je crois (3), rapportait-il à ses familiers, que le savant M. de Saumaise était stoïcien; au moins il débitait plusieurs maximes des philosophes de cette secte... Je lui ai ouï dire qu'il n'y avait guère de bonnes raisons pour prouver l'immortalité de l'âme ». Et ailleurs : « On peut dire que les plus grands hommes n'ont pas d'autre religion que celle qu'ils se font eux-mêmes. » Est-ce à dire que, cédant à l'imitation, les Dijonnais se laissent convertir à des croyances hétérodoxes ? Non, car si l'humanisme prête à tout une curiosité sympathique, au fond il se garde, il ne cède à aucun enthousiasme, il ne s'éprend de rien, et s'il meuble sa mémoire, s'il ouvre son intelligence, il ferme son cœur. « Il faut croire ce que l'Eglise croit, dit Lantin, et aller son grand chemin » (4). Sans même soutenir leurs opinions jusqu'au feu exclusivement, les robins dijonnais ont trop de prudence et de sagesse pour leur sacrifier même leur bien-être et leur tran-

(1) *Lantiniana*, 316 : M. de Frémont m'a dit qu'étant un jour au grand Caire avec d'autres français de bonne mine, des dévots de la loi de Mahomet priaient Dieu pour leur conversion et disaient que c'était dommage que de si honnêtes gens fussent dans l'erreur et fussent appelés à être un jour damnés.

(2) *Lantiniana* 60; et Lantin remarque (166) que les anciens n'ont point fait de guerre pour leur religion.

(3) *Lantiniana*, 336, 243.

(4) *Lantiniana*, *ibid.*

quillité; ils acceptent avec docilité la religion établie, et ne s'insurgent pas contre une institution vénérable. Mais nul excès, nulle ferveur dans leur zèle. En public, ils la respectent et ils la défendent comme leur état les y oblige; dans leur conscience, ou entre amis, ils en plaisantent, ils font l'inventaire de ses titres, ils écoutent les propos de ses ennemis, ils témoignent qu'au moins dans une part de leur vie, de leurs études, de leur pensée, la religion n'a nul accès, qu'elle n'y étend pas sa suprématie, qu'en un mot ils ont l'esprit laïque. Car n'est-ce pas la démarche caractéristique de l'esprit laïque que de mesurer à la foi son domaine, et de réserver à l'homme un peu de lui-même ? La bourgeoisie conformait ses gestes aux exigences des rites, elle évitait par sa conduite de scandaliser les âmes pieuses, mais dans le secret de son cœur, à l'abri de ses demeures, elle ne donnait à la religion que son dû, et souvent moins, volontiers irrespectueuse à l'égard du clergé, voire du dogme, indiscreète aussi dans son érudition sacrée. Elle ne confondait pas le monde des choses divines et celui des choses humaines, mais cette démarcation, possible dans les esprits, ne pouvait guère se maintenir dans la vie civile, car au dix-septième siècle l'emprise de l'Eglise est encore trop forte sur la politique pour que les événements ne provoquent pas des heurts entre l'autorité spirituelle et la société laïque.

3. — Les résistances de l'esprit laïque

La bourgeoisie de robe, maîtresse des tribunaux et de l'administration, non contente de posséder la terre et de dominer le pays, prétend seule y légiférer, seule y gouverner, seule y disposer des personnes et des biens. Toute autorité qui s'oppose à ses ambitions ou qui tend à la déposséder de ses privilèges lui devient ennemie, et plus que toute autre, l'Eglise lui devait paraître suspecte. On acceptait de la défendre quand elle commettait au bras séculier le soin de sa défense, mais on se défiait de ses entreprises. Dans le passé, on se souvenait qu'elle avait possédé ou revendiqué les prérogatives du pouvoir civil, qu'elle prétendait le dominer et l'asservir de ses intérêts, et la bourgeoisie avait pleine conscience que c'était en partie sur les débris de la puissance ecclésiastique qu'elle avait édifié la sienne. Ces antiques rivalités persistaient dans le présent, d'autant plus exaspérées que le domaine du spirituel et celui du temporel n'étaient encore pas

séparés par une frontière précise et qu'il existait entre eux une large zone où ils exerçaient une sorte de condominium et que chacun disputait à son rival. La robe dijonnaise faisait bon ménage avec le clergé bourguignon, mais souffrait avec impatience les interventions de l'Eglise. Il lui déplaisait que l'Eglise vint tour à tour l'obliger à sévir contre des accusés qu'elle voulait épargner, à épargner ceux contre lesquels elle voulait sévir; il lui déplaisait que les lois civiles fussent en quelque sorte contrôlées par les autorités ecclésiastiques, il lui déplaisait surtout que l'Eglise représentât une tyrannie étrangère. Il est rare qu'un conflit bien grave mette aux prises le Parlement et les prêtres dijonnais, mais les hostilités sont fréquentes avec les ordres religieux. Cisterciens, Jésuites ou Jacobins, tous ont ceci de commun qu'ils ne sont pas du pays, qu'ils reçoivent d'ailleurs leur mot d'ordre, que le patriciat bourguignon ni ses intérêts ne comptent pas à leurs yeux, qu'ils servent une politique qui n'est pas la sienne. Et comment ne se défierait-on pas de l'Eglise puisque le roi la soutient, puisque les deux glaives se sont unis pour opprimer à la fois et les corps et les âmes. Le Parlement châtie durement le blasphémateur déféré à sa justice, mais que l'ordre lui vienne de Versailles de poursuivre une doctrine même pernicieuse et même condamnée, alors il refuse de se faire l'instrument des volontés d'autrui et de persécuter des opinions. Qu'il agisse dans l'intérêt de sa politique, parce qu'il entend n'exécuter avec zèle que les décisions qu'il a prises lui-même, rien de plus certain; mais il n'est pas douteux non plus que cet esprit laïque qui flottait dans l'humanisme, que la compréhension sympathique de toutes les croyances ne préparait guère les juges à violenter les consciences.

L'OPPOSITION RELIGIEUSE

1. — La politique à l'égard du clergé

C'est au Parlement surtout qu'il appartient d'intervenir dans les affaires religieuses de la province, car il prononce dans les procès criminels et règle la police. Il poursuit les prêtres indignes dont la conduite déshonore le sacerdoce, et leur inflige de graves peines; une des plus douces enferme le coupable pour de longues années dans une cellule de couvent, sans autre nourriture que du pain et de l'eau, sans autre distraction que de réciter chaque jour les psaumes de la pénitence (1). Mais ces condamnations punissent chez les gens d'Eglise les mêmes fautes qui attireraient à des laïques les plus durs châtimens, les vices contre nature, le rapt, l'adultère, l'homicide ou le vol. On ne peut pas dire que la justice bourgeoise éprouve une satisfaction maligne à sévir contre le clergé, même quand il cède à des faiblesses sans excuse, elle l'épargne plutôt, respectant encore le caractère sacré des coupables ou à tout le moins leur condition sociale. Une étroite solidarité unit la robe au clergé bourguignon, en partie sorti de son sein, fixé comme elle dans la province natale, avec qui elle entretient un commerce quotidien, avec qui elle collabore aux Etats dans le gouvernement du pays. Les liens du sang, ceux de l'amitié, la communauté des intérêts font régner la concorde entre la magistrature et le sacerdoce : malgré la soutane, ce sont presque des laïques que les séculiers dijonnais vivant dans la fréquentation des officiers, partageant leurs distractions studieuses et parfois leurs plaisirs, jouissant des bénéfices comme les patriciens des charges, peu soucieux de servir la politique de l'Eglise ni d'opprimer personne. On n'éprouve pas de préventions contre leur état, et du moment qu'ils sont aimables et instruits, qu'ils n'ont point d'ambitions contraires à celles de la bourgeoisie, on ne s'offusque point de leur présence et même on les accueille volontiers partout. Mais la sympathie qu'on témoigne à beaucoup

(1) Ms. 1.109, 1.110.

des gens d'Eglise n'entraîne point la soumission à l'Eglise, puissance étrangère, ni l'abdication en présence de ses ambitions. Les magistrats, capables d'indulgence à l'égard des prêtres, s'acharnent à punir dès qu'on veut soustraire un ecclésiastique à leur juridiction et le protéger par des mesures d'exception ; ils s'insurgent contre l'Eglise dès qu'elle menace leur autorité. Quant à eux, ils ne perdent pas une occasion de contrôler le gouvernement des âmes. On voit le Parlement interdire la chaire à des prédicateurs, censurer des mandements ou en prohiber la publication, enjoindre au clergé de réformer des abus, entrer en conflit avec les évêques et réduire le plus qu'il peut leurs prérogatives. Il conteste les attributions des tribunaux ecclésiastiques, chicane sur la nature des causes qu'ils peuvent juger, et par des vexations multipliées fait sentir aux prélats l'indépendance du pouvoir laïque. On s'alarme dès que de Rome ou de Versailles arrive une nouveauté qui bouleverse l'Eglise, qui menace d'aggraver à la fois la servitude des consciences et celle des personnes, et contre les ordres religieux surtout, ministres dociles de cette politique, on manifeste une animosité d'autant plus violente qu'ils se montrent plus remuants et plus redoutables.

En 1662, de graves désordres éclatèrent chez les Ursulines d'Auxonne (1) ; la maison de Dieu était devenue une maison de débauche et pis encore, car les coupables avaient eu recours à des infanticides pour supprimer les preuves manifestes de leurs débordements. Cette fois, la mesure était comble et le Parlement informa de l'affaire, mais une commission d'évêques et de docteurs à qui Louis XIV avait délégué le soin de l'enquête opina que les fredaines des religieuses ne pouvaient s'expliquer par la seule explication qui nous semble nécessaire et suffisante, par l'intervention des hommes ; on fit intervenir les démons et l'influence des maléfices. Le procès fut évoqué au grand conseil, mais le Parlement murmura et par deux fois reprit les poursuites qu'il avait intentées. En dépit des diables et du roi, il ne se résignait pas sans peine sinon à laisser impunies les fornications des nonnains, du moins à laisser excepter une affaire de sa juridiction et soustraire à l'autorité civile un ordre monastique. Quand le pouvoir royal retranchait les religieux du droit commun, les officiers royaux s'efforçaient de les y maintenir ou de les réduire. Les Jacobines de Dijon (2),

(1) Cf. BRULART. *Correspondance*, I, 243, 244, 294, 309 ; II, 5, 6.

(2) Cf. De la Cuisine, III, 172.

convaincues de forniquer non pas avec des démons, mais avec des hommes en chair, en os et souvent en froc, introduisirent encore leurs confrères jacobins dans leur couvent sous prétexte de conférer avec eux sur les accusations qu'on portait contre elles. L'abus de ces conférences acheva de les brouiller avec le général de leur ordre qui les menaça de ses foudres ; elles appelèrent au Parlement contre son intervention, et les magistrats non moins enclins à sauver ceux que l'Eglise voulait perdre qu'à perdre ceux qu'elle voulait sauver, accueillirent le pourvoi des Jacobines et saisirent avec empressement l'occasion de s'immiscer dans la politique de la congrégation. C'était porter atteinte non seulement aux privilèges, mais à la discipline même de l'ordre, c'était rendre ses membres justiciables non de leur supérieur, mais des tribunaux civils, cependant l'esprit laïque se complaisait à abaisser une puissance étrangère et rivale dont le contrôle lui avait toujours échappé. On pourrait croire qu'il témoignait plus de bienveillance envers l'ordre de Cîteaux, dont la maison mère était en Bourgogne, dont l'abbé siégeait au Parlement, dont la présence faisait de la province une capitale de la chrétienté. Mais peu importait sa splendeur aux Bourguignons, peu leur importait de voir pour les chapitres solennels se rassembler chez eux les délégués de trois mille monastères : par son étendue même, parce que les maisons de son obéissance essaimaient sur le monde entier, Cîteaux ne figurait pas à leurs yeux comme une institution nationale, c'était un corps étranger à la province, obéissant à ses règles particulières, à son chef, s'exceptant des usages, des mœurs et de la société des hommes. A la fin du siècle, l'abbaye de Cîteaux (1) dont les désordres étaient depuis longtemps publics, devint le théâtre de scandales qui passaient la mesure par leur monstruosité. Les moines visitaient assidûment les religieuses de Molaise, et se livraient en leur compagnie à des jeux qui n'étaient rien moins qu'innocents, ils prenaient leurs maîtresses parmi les épouses du Christ. Le Christ, il est vrai, n'en était plus à cette époque à dénombrer ses infortunes conjugales, et loin de s'en indigner, le monde eût continué à s'en amuser comme il s'amuse aux dépens des maris trompés si, crainte qu'un nouvel abbé plus sévère ne mît fin à leurs plaisirs, des religieux n'avaient essayé de le supprimer par le poison ainsi que ses plus zélés partisans. L'abbé échappé par miracle à cet attentat essaya d'étouffer l'affaire et d'en retenir la connais-

(1) Sur cette affaire, cf. BRULART. *Correspondance*, II, 120 sqq.

sance; mais le Parlement décréta contre le principal coupable, et comme le scandale était patent, le roi envoya un exempt qui se saisit du criminel. On le jugea, et malgré les intrigues de ses parents, on le condamna; il fut décapité au Morimont; mais c'était peu de punir un homme, où tant de coupables avaient partagé les mêmes dérèglements et les mêmes crimes. Le Parlement dirigea de nouvelles poursuites contre les complices, voulut enquêter sur les désordres de Molaise, mais effrayé des proportions que prenait l'affaire, du nombre croissant des religieux compromis, de la honte qui rejaillissait sur l'ordre tout entier et sur tout le clergé, le roi, par un arrêt de son conseil, renvoya les accusés devant la justice de leur ordre si intéressée à faire le silence. Alors le Parlement s'émut et s'éleva par de vigoureuses remontrances contre une procédure qui déposait de ses prérogatives l'autorité civile : il protestait (1) « que l'intérêt public était de restreindre la juridiction ecclésiastique dans les limites de son étendue, d'autant plus que les appels en pareille matière ressortaient d'une souveraineté étrangère. » Protestations inutiles et qui ne déterminèrent point Louis XIV à remettre les affaires de Cîteaux entre les mains des robins dijonnais, mais ceux-ci se vengèrent quand l'abbé de Cîteaux vint siéger au Parlement, et le Premier Président lui rappela sans ménagements qu'étant membre de la Cour, il « était engagé sans différence des autres dans ses intérêts et devait être attaché à tous ses sentiments comme au reste de ses obligations. » Il était heureux pour les ordres réguliers que le roi les couvrit de sa protection et les exceptât de la juridiction provinciale, car les magistrats dijonnais s'efforçaient de les réduire au droit commun, d'annuler leurs privilèges, de substituer l'autorité civile à celle des supérieurs ecclésiastiques, car ils prétendaient juger et punir les crimes des religieux aussi bien que ceux des séculiers. Peut-être même qu'une malveillance inavouée leur faisait rechercher les occasions de surprendre en faute et d'humilier ces ordres monastiques, étrangers au pays et dont l'indépendance séculaire semblait les braver. Ni la crainte d'irriter le monarque, ni celle de nuire à la religion même en rendant publiques les faiblesses de ses ministres, nul respect, nul scrupule ne refrénent leur animosité, et leur ambition de tout dominer entretient dans leur âme à l'égard des couvents une hostilité persistante et sourde que les efforts du gouvernement irritent plutôt qu'ils ne la contiennent et qui éclate au moindre prétexte.

(1) De la Cuisine, III, 147.

2. — Les affaires religieuses

Si tous les ordres monastiques soulevaient la défiance de la bourgeoisie, plus que tous les autres celui des Jésuites devait provoquer de légitimes suspensions. Car que les moines se retranchent au commerce des hommes, qu'ils s'enferment dans des couvents pour y chanter des psaumes ou pour y forniquer, cela est sans conséquence pour la tranquillité publique, et seul l'instinct dominateur de la robe lui fait supporter avec impatience que sa toute puissance se brise contre les murs d'un monastère, que les foudres des lois ne puissent atteindre jusqu'aux coupables quand ils s'abritent sous un froc. Mais la société de Jésus, plus étrangère qu'aucune congrégation de religieux aux intérêts et aux institutions des états, plus soumise qu'aucune autre aux commandements de son général, moins respectueuse sinon en fait au moins en intention des pouvoirs laïques, cet ordre devait s'entourer de plus de colères que tous les autres. Car il ne s'isole pas pour se recueillir dans la solitude et pour y prier; tout au contraire, il s'immisce dans toutes les affaires humaines pour y faire triompher sa politique. Les autres congrégations irritent l'esprit laïque parce qu'elles constituent en face de la société civile une société religieuse sans commerce et sans contact avec elle, mais l'ordre des Jésuites vise à conquérir la cité des hommes et à l'asservir à l'Eglise pour la plus grande gloire de Dieu. Faut-il s'étonner si la cité des hommes se défend contre lui et si la province s'insurge, elle, si jalouse de son indépendance, contre un corps qui prétend gouverner jusqu'aux consciences? Il est puissant; mais sa puissance le rend plus redoutable et plus odieux, d'autant qu'il a lié partie avec le roi, et qu'il emploie à ses desseins la force et jusqu'aux agents du gouvernement monarchique. Il a pour soi la richesse, le savoir, la bonne éducation de ses membres, les services qu'il rend à la jeunesse, mais tous ses mérites ne balancent pas la suspicion qu'excite son génie ambitieux et remuant (1). Loin de là, ils se tournent en sujets de reproches, telle est la haine que leur porte le monde. L'élégance aristocratique des Jésuites passe pour mollesse et pour faste, leurs concessions aux goûts mondains pour disso-

(1) Cf. sur les sentiments qu'inspiraient les Jésuites l'ouvrage de MORISOT. *Alitophili seu veritatis lacrimae*. Ses détracteurs prétendaient qu'il ne l'avait écrit que pour se venger des fessées du P. Manet; en fait, il suivait des traditions laïques déjà anciennes et une hostilité contre les Jésuites aussi vieille que leur société.

lution des mœurs, leur zèle en faveur de la foi pour hypocrisie et soif de domination. On colporte à Dijon un *canticum jesuiticum* non pas ironique, mais injurieux avec violence à l'égard de la Compagnie, où l'on charge ses membres comme autant de boucs émissaires de toutes les vices connus, mais la fin de la satire nous révèle assez leur crime principal :

Gubernant spirituale (1)

Gubernant et temporale

Gubernant omnia male.

En vain M. Jacquet affirme-t-il qu'en Bourgogne on aime les Jésuites, humanistes délicats, honnêtes gens lettrés ; s'ils ont trouvé quelques amis et quelques défenseurs puisque comme disait un avocat de Mazarin il n'y a si mauvaise cause qu'on ne puisse défendre, presque toute la robe se dresse avec ensemble pour s'opposer à chacune de leurs entreprises. Qu'importe la considération qu'ils se sont acquise dans les lettres, qu'importe leur savoir, qu'importent même les amitiés qu'ont nouées quelques-uns d'entre eux, qu'importe la reconnaissance qu'on garde à de bons maîtres, tout cela est balayé des âmes comme des fétus de paille légère et seul demeure au fond des esprits et des cœurs le sentiment des intérêts menacés. Avant que d'être des humanistes, avant même que d'être chrétiens,

(1) Cf. la pièce intitulée: *Canticum Jesuiticum*, ms. 1.109. p. 28.

Opulentas civitates
 Ubi sunt commoditates
 Semper quaerunt isti patres,
 Claras aedes, bonum vinum,
 Bonum panem, bonum linum
 Et pallium tempestivum...
 Habent opes venetiorum
 Habent fastum hispanorum
 Ingenium romanorum.
 Tanquam sancti adorantur,
 Tanquam reges dominantur,
 Tanquam fures depredantur;
 Gubernant spirituale
 Gubernant et temporale
 Gubernant omnia male.
 Hos igitur Jesuitas
 Nebulones hypocritas
 Fuge si cœlica quaeras.
 Vita namque christiana
 Abhorret ab hac doctrina
 Tanquam ficta et insana.

En tous cas, les protestants n'étaient pas haïs. Cependant qu'Aimé Piron, poète officiel, déclamaient contre eux, Ph. de La Mare, dans le secret de son cœur, leur conservait de la sympathie (ms. 839, p. 17).

les Dijonnais sont des bourgeois, et dès le dix-septième siècle, ils entreprennent une guerre acharnée contre la tyrannie des Jésuites alliée au despotisme royal.

Ecrire l'histoire de cette guerre, c'est passer en revue tous les événements où la religion se trouve intéressée, car il n'en est aucun qui n'éveille des conflits, aucun où n'interviennent d'une part les intrigues des Jésuites, de l'autre, la vigoureuse autonomie du génie provincial. Il est vrai, la révocation de l'Edit de Nantes ne soulève point d'orages; car les hérétiques étant moins nombreux en Bourgogne que dans les Cévennes ou en Saintonge, leurs malheurs y passèrent plus inaperçus et leur disparition laissa moins de vides. D'autre part, les arguments faisaient défaut pour dénier à un prince le droit de révoquer un édit qui n'existait que par la volonté d'un autre prince; on n'en pouvait en effet puiser ni dans les coutumes de la province, ni dans ses traditions, et le Parlement enregistra sans protester tout ce qu'on ordonna contre les Réformés. Peut-être en entrevit-il les inconvénients; mais il obéit sans résistance comme sans enthousiasme. Car d'une part la bourgeoisie ne mettait pas assez de fougue dans son zèle pour la foi, elle haïssait trop toutes les oppressions étrangères, pour se faire avec passion persécutrice sur un ordre venu de Versailles; elle éprouvait trop de sympathie pour les Saumaise et les Bayle, pour les adversaires les plus décidés du catholicisme, elle accueillait avec une curiosité trop bienveillante les opinions les plus hardies pour haïr des hommes à cause de leurs opinions. Mais outre quelque mépris pour la sottise des entêtés aux yeux de qui leur tranquillité ne valait pas une messe, peut-être n'approuvait-elle pas les novateurs qui ne respectaient pas dans l'Eglise une institution séculaire. Peu importe au politique que l'individu approuve la loi du moment qu'il l'exécute, et sans doute était-il moins grave de pratiquer le catholicisme avec décence et sans y croire, que de s'élever au nom de croyances contraires contre un culte qui faisait partie du patrimoine légué par les ancêtres, dont les bénéfices enrichissaient le patriciat, dont la protection offrait aux magistrats un prétexte de plus pour gouverner la province à leur gré. Mais surtout à défaut de prosélytisme religieux, la raison d'état entraînait leur adhésion ou tout au moins leur consentement aux mesures prises par Louis XIV. Dans ses entretiens, Lantini remarque souvent de quel inconvénient sont pour la paix intérieure les sectes contraires qui se partagent l'Angleterre (1), et tandis

(1) *Lantini*, 162.

qu'au siècle suivant, Voltaire attribuera à la multiplicité des croyances la paix religieuse où vivent les Anglais, Lantini y voit l'origine des révolutions et des guerres civiles, la source permanente des discordes et des troubles. Peut-être les souvenirs de la Ligue encore si vivants et si proches contribuaient-ils non moins que l'exemple de l'Angleterre à faire considérer l'unité de la foi comme un gage de tranquillité, et la bourgeoisie était assez attachée à l'ordre pour lui sacrifier quelques hérétiques. Les persécutions ordonnées par Louis XIV, loin de faire horreur à l'esprit laïque, obtenaient son assentiment, et sans s'écarter des principes ordinaires de leur conduite, les patriciens de la robe, tout aussi bien que les Jésuites, s'employaient à faire violence aux consciences, ceux-ci ramenant au bercail à grands coups de bâton les brebis égarées, ceux-là pour supprimer des factieux.

Cette collaboration toute fortuite ne se reproduit pas à propos des affaires suscitées par le Jansénisme. M. Jacquet, ayant ce jour-là oublié sans doute de chausser ses besicles, a cherché en Bourgogne les traces du jansénisme et ne les a point trouvées. Il est vrai que la province ne compte pas parmi les foyers les plus actifs de l'hérésie nouvelle, qu'aucun des apôtres les plus connus de cette doctrine n'en apporta les semences jusqu'à Dijon et ne s'appliqua à les y faire germer. Le terrain était-il favorable pour faire lever et s'épanouir une plante aussi grave et aussi sévère ? on en peut douter, à fréquenter une bourgeoisie aussi peu portée au mysticisme, aussi attachée aux plaisirs et aux ambitions terrestres. Il y a dans le jansénisme une austère et sombre poésie, un renoncement stoïque aux biens d'ici bas et la hantise de l'au-delà ; rien de plus étranger, de plus incompréhensible à des jouisseurs prosaïques qui adorent Dieu par le geste plutôt qu'en esprit, à des épicuriens rustiques qui n'ont point conquis honneurs et richesses pour y renoncer aussitôt comme à des vanités. Vanités si l'on veut, ces vanités leur sont chères et ils s'appliquent à satisfaire les concupiscences bien plus qu'à les vaincre. L'enthousiasme manquait pour que les cœurs comprissent le jansénisme et y adhérassent ; à part la mauvaise grâce dont il fit preuve en 1668 pour enregistrer la condamnation de Jansénius, l'occasion manqua d'ailleurs au Parlement pour intervenir dans ces querelles. Mais on les suivait avec intérêt, et les preuves abondent qui témoignent de cette curiosité. Comment eût-on ignoré des disputes que les Jésuites eux-mêmes, trop fins pour tenter l'impossible, ne cherchaient pas à dissimuler ? Au collège de Tours,

ils donnaient le nom de Jansénius au derrière de leurs élèves (1), peut-être parce qu'en leur administrant de vigoureuses fessées ils avaient l'illusion d'écraser l'hérésie. Rien ne prouve qu'ils usaient aux Godrans des mêmes procédés pour propager la vraie foi, mais le seul fait qu'ils combattaient la doctrine nouvelle la recommandait à l'attention, et personne ne l'ignorait. Un capucin, le P. Honoré (2), prêche contre les mauvais livres avec tant d'éloquence qu'on lui apporte des monceaux d'écrits jansénistes et qu'il les brûle devant le portail de l'église en un solennel auto da-fé. On lisait donc les ouvrages pernicioeux, et on se tenait fort au courant de tout ce que produisaient les défenseurs de Port Royal. Tantôt on rencontre dans les papiers d'un magistrat dijonnais des remarques sur les *Imaginaires*, sur les *Visionnaires*, sur les *Provinciales* (3), tantôt on voit Brulart ou Taisand imiter des passages de Pascal, tantôt Nicaise ami de tous les Arnauld annonce à Rancé la mort du grand Arnauld par une lettre dont la hardiesse étonna beaucoup de gens. Sans partager les opinions des Jansénistes, la bourgeoisie dijonnaise les connaît à merveille et leur est sympathique, car elle plaint en eux des victimes de l'absolutisme royal et de l'intolérance jésuite, car elle les admire comme des champions de l'indépendance. Elle approuve les reproches qu'ils adressent aux Jésuites; Lantin a lu le livre de Sanchez *de matrimonio* (4), il cite en plaisantant cette opinion d'un de ses confrères (5) : « Lorsque Saint Pierre dit à la servante qu'il ne connaissait pas Jésus-Christ, il disait cela avec une restriction mentale ». Et quand le P. Meunier, Jésuite de Dijon, soutint dans sa thèse le péché philosophique, toute la ville de crier haro sur l'infortuné, et Taisand de composer un dialogue entre un libertin et un scélérat, heureux tous deux qu'on ait inventé le péché philosophique pour couvrir leurs pensées criminelles. Faute d'être eux-mêmes Jansénistes, les Bourguignons ne trouvent pas l'occasion de soutenir une guerre pour le jansénisme, mais leur hostilité sourde écoute avec avidité les échos des batailles qu'il a soutenues en d'autres lieux et ils cherchent aux Jésuites de

(1) Cf. le *pain fricassé*, ms. 1.257.

(2) LA MONNOYE. *Œuvres*. Tome II, 227.

(3) Ms. 853 : *Note sur le sens des cinq propositions de Jansénius* — Ms. 538 : *Remarques sur les Imaginaires, les Visionnaires, les Provinciales*.

(4) *Lantiniana*, 3 : « M. Fromentin, docteur de Sorbonne, qui demeure chez M. l'avocat général Talon, m'a dit avoir vu une édition du livre de Sanchez *de matrimonio*, qu'il y avait au devant de ce livre l'approbation d'un autre jésuite en ces termes : multa cum voluptate legi. Ce livre traite de l'usage des plaisirs du mariage. »

(5) *Lantiniana*, 357.

petites chicanes en attendant que le quiétisme leur fournisse la matière d'un grand procès.

En 1686, Madame Guyon et le P. Lacombe (1) son directeur, revenant de visiter l'évêque de Genève, s'arrêtèrent à Châlon chez le chanoine Bernard, puis à Dijon chez le conseiller Bernard de Chintrey, son neveu. Ce dernier les mit en relations avec son ancien précepteur Quillot, prêtre mépartiste de Saint Pierre, et bientôt disciple si fervent de Madame Guyon qu'il assistait, dit-on, à sa toilette. Madame Guyon vit beaucoup de monde, distribua avec libéralité son *Moyen Court* et répandit la curiosité de faire venir de Lyon ou d'ailleurs des ouvrages analogues. Le P. Lacombe de son côté prêche chez les filles de Sainte Marie pour le jour de la Visitation, leur fête titulaire. Après le départ de ce couple d'apôtres, leur doctrine s'enracina et se propagea avec d'autant plus de facilité que depuis longtemps les traités édifiants prênaient les pieuses méditations, les entretiens avec le Sauveur et l'oraison mentale. Dès 1689, le P. de la Pérouse en mission à Dijon constate les ravages du quiétisme et pour en enrayer les progrès le P. Nicolas publie une *lettre sur la Nouvelle doctrine du docteur Molinos*. Mais il ne se rencontre parmi les sectateurs de la nouvelle doctrine aucun magistrat, aucun des épicuriens bourgeois trop peu mystiques et trop soucieux d'éviter le ridicule pour se jeter dans les extravagances quiétistes; ce sont des curés, de petites gens, des femmes surtout qui prennent feu et flamme pour les nouveautés, les pénitentes affluent au confessionnal de Quillot, et un peu partout il se forme des sociétés de parfaites réunies pour adorer Dieu à leur mode et, selon leurs détracteurs, pour des passe-temps moins innocents. Le scandale éclata en 1698 avec l'affaire Robert. Philibert Robert, curé de Seurre, chez qui Madame Guyon avait demeuré quinze jours en 1691, fut incriminé dans sa doctrine pour avoir enseigné le quiétisme, propagé les erreurs de Molinos, délaissé les prières et les pratiques du culte pour l'oraison de quiétude, dans ses mœurs parce qu'il ne se confessait guère, faisait gras en Carême et parce qu'on l'accusait non seulement d'avoir débauché ses paroissiennes, mais d'avoir attiré dans son étable des brebis dont il n'était pas le pasteur. Sa perte est poursuivie de loin, mais avec acharnement, par Bossuet, qui suit avec attention son procès par zèle pour la foi et peut-être pour des intérêts plus mondains (2); elle est poursuivie par Monsieur de Châteauneuf, secrétaire d'Etat

(1) Sur le quiétisme. Cf. MILSAND, 32. De La Cuisine, 122.

(2) Cf. la brochure du P. CHÉROT.

pour la Bourgogne. A Dijon même, l'attaque est conduite par les Jésuites, par le P. Guillaume de Moreau qui entraîne sa compagnie, par le P. Durand que signale l'ardeur de ses persécutions, cependant que le P. Recteur affecte de rester à l'écart de la lutte et se lave les mains de tout ce qui en pourra advenir. Tant d'ennemis ligués et des ordres exprès envoyés de Versailles font condamner Robert à être brûlé vif, mais il ne subit sa peine que par contumace et ses juges lui laissèrent le temps d'échapper. Il avait pour le favoriser, outre le Parlement presque entier, l'official de l'évêque, le conseiller Filsjean, celui-là même qui devait enquêter contre lui. Pourtant, les premiers de tous, les Parlementaires plaisaient sur le quiétisme, en font un sujet de contes, d'épigrammes et de chansons, et rien ne se prêtait en effet davantage aux médisances et aux polissonneries que les longs tête à tête des curés et des dévotes. Mais on s'irritait que sous prétexte de poursuivre l'hérésie la Cour unie aux Jésuites vint tracasser les consciences et se mêler d'opprimer la province, on pensait volontiers ou on affectait de croire que c'était une affaire pareille à celle du jansénisme, sous prétexte de laquelle on persécutait d'honnêtes gens.

Cette affaire devait rebondir; le gouvernement ordonna de poursuivre pour des motifs semblables une demi-douzaine de prêtres parmi lesquels Quillot, ami et correspondant de Madame Guyon, ami de Rôbert qu'il visitait et recevait souvent, confesseur de deux mille pénitentes parmi lesquelles les sœurs ou les épouses de hauts magistrats, outre cela humaniste réputé et l'un des maîtres du Président Bouhier. Son procès fut une comédie. Dès que le Parlement commence d'informer, le conseiller laïque et l'official Filsjean commis à ce soin s'ingénient à innocenter le prétendu quiétiste. Un ordre d'en haut change le conseiller laïque et son successeur décrète contre l'accusé, mais Quillot averti à temps par de mystérieuses protections, s'enfuit et trouve parmi les Parlementaires mêmes des amis sûrs pour le cacher. Les pièces les plus secrètes, les dépositions des témoins, les minutes des interrogatoires, tout est recopié et divulgué grâce à des complicités qui touchent de près la justice. Le gouvernement s'en émeut et mande auprès de lui l'official qu'il juge trop tiède et le Premier Président pour qu'il réchauffe le zèle de sa compagnie. L'official intimidé déclare Quillot convaincu d'erreur, mais le Parlement inflexible dans sa résistance met l'accusé hors de Cour. A la vérité, les actes immoraux qu'on reprochait à Quillot n'étaient guère prouvés, et en somme, il abjurait l'hérésie, puisque dans sa défense il

affirmait n'être point quiétiste, mais le rententissement de son procès fut considérable. Toute la ville s'en mêlait, les factums succédant aux factums, les chansons aux chansons. Au témoignage du P. Mauparty, un des acteurs de cette lutte, toute la province se divisait en deux camps, l'un appuyé par Bossuet et la Cour et représenté par les seuls Jésuites, l'autre rassemblant tout le clergé local, toute la robe, en un mot tout ce qui était bourguignon. Sans doute, une légion de pénitentes intrigua en faveur de Quillot et ligua en sa faveur tout l'armorial de l'Eglise et des Cours souveraines de la province ; ce que femme veut, les maris sont obligés de le vouloir, et beaucoup peut-être se firent quillotistes pour acheter la paix de leur foyer. Mais ils défendaient aussi la liberté de penser et l'esprit laïque. On était las des inquisitions, de l'ingérence du gouvernement et surtout des Jésuites dans le secret des consciences et des vies, de leur despotisme qui voulait tenir en lisières l'intelligence et la foi et guider leurs moindres pas. On refusa de mettre la justice du Parlement au service des Jésuites, d'accabler un accusé par des ragots de commères, de perdre un homme pour le triomphe de l'orthodoxie et la satisfaction d'une congrégation remuante et ambitieuse. Au demeurant, les défenseurs des quiétistes faisaient dans l'intimité des gorges chaudes du quiétisme ; les parfaites fournissaient une inépuisable matière à plaisanterie, et tel qui les déclarait innocentes au tribunal se divertissait en particulier de tous les contes que l'on colportait sur leurs mœurs. La décence interdit de les rapporter, mais s'ils disent vrai, on ne devait pas s'ennuyer chez les adeptes de Madame Guyon, et l'on se demande comment les confesseurs n'étaient pas exténués par leur ministère. C'était une locution courante que de traiter de quiétiste toute fille un peu folle de son corps, et le quiétisme prêtait ses métaphores aux jeux de la galanterie et à des madrigaux comme celui-ci que nous a conservé La Monnoye (1) :

Vous me tenez toujours dans un état passif

Et vous me défendez la prière vocale ;

De vos divins attraits parfait contemplatif

J'en demeure, mystique, à l'union mentale.

Vous ne me permettez que le simple regard.

De grâce, pensez-y Caliste,

N'est-ce pas en mettant mon salut au hasard

Vouloir me rendre quiétiste.

(1) Il est de M. Soyrol, cité par LA MONNOYE dans ses *Extraits*. Sur les sentiments de La Monnoye à l'égard du quiétisme. Cf. *Œuvres*, T. II, p. 340.

Ce scepticisme, pour ne pas dire ce mépris à l'égard des idées mêmes que l'on protégeait, nous éclaire sur l'esprit des bourgeois dijonnais. S'ils résistent aux jésuites, ce n'est pas par intérêt pour une doctrine; dans leur politique religieuse, ils ne manifestent nul attachement à une secte, nul enthousiasme, nulle passion pour une opinion. Ils combattent tout ce qui, sous prétexte de religion, veut intervenir dans le gouvernement de la société civile, tout ce qui peut opprimer les consciences, tout ce qui par zèle pour la foi vient troubler l'exercice des lois. Leurs résistances leur sont inspirées par le souci de sauvegarder leur propre liberté, de satisfaire leur soif de domination en ne partageant avec personne l'administration de la province. Mais de quelque origine qu'elles découlent, quelques intérêts égoïstes qui gisent à leur source, elles conduisent à séparer le pouvoir laïque de l'autorité spirituelle, à l'en affranchir, elles conduisent à une politique laïque. Il manquait à cette politique de prendre conscience d'elle-même, de justifier et d'exprimer en droit les tendances qu'elle manifestait dans les actes; elle l'a tenté, elle n'y a réussi qu'à demi, et de même que l'humanisme était plus gros de promesses, plus riche de possibilités que fécond en œuvres, de même l'esprit laïque a produit plus d'actions de détail que de vues profondes et claires.

CHAPITRE XV

LES IDÉES LAÏQUES

1. — Les rapports de l'Eglise et de l'Etat

Comme leur humanisme, l'esprit laïque des Bourguignons ne s'attache qu'à des détails, il résiste quand il se sent menacé, mais ces combats particuliers qu'il livre avec énergie, il ne semble pas avoir conscience qu'ils ne sont que les épisodes d'une seule guerre. Il arrive souvent que les contemporains de grands événements, que les acteurs de grandes choses, parce qu'ils les contemplent de trop près n'en mesurent pas la grandeur, mais ce n'est pas cette unique raison qui dérobe aux bourgeois dijonnais le sentiment de l'œuvre à laquelle ils travaillent. Il leur manque une volonté de réforme, le désir de faire triompher de grands principes capables de servir de fondement à l'ordre social. Ces patriciens ne sont animés par nulle prévention contre l'Eglise, tout au contraire, ils s'accommodent de ses institutions et même ils en profitent; leur politique laïque ne vise aucun but assez important, assez dégagé des contingences particulières, pour qu'il l'ennoblisse et la féconde; somme toute, satisfaits de leur état présent, jouissant de leur richesse, de leurs honneurs et de leur puissance, ils ne prétendent rien bouleverser et n'aspirent qu'à savourer les douceurs d'une domination tranquille. Mais quand la religion non contente qu'on se conforme aux rites du culte veut encore sonder les consciences et en surveiller les moindres pensées, quand elle veut partager la domination absolue qu'ils exercent sur la province, menacés par elle dans leur liberté et dans leurs ambitions, alors, ils s'éveillent et se résignent à la lutte. Ils ressemblent à ces barbares dont parle Démosthène, qui parent les coups qu'on dirige contre eux et portent la main là où on les a frappés; eux aussi, ils tâchent de parer les entreprises de l'Eglise, ils protestent contre celles qu'elle a tentées, mais dès qu'elle se ralentit dans ses attaques ou qu'elle semble y renoncer, ils rentrent dans le silence et dans l'inaction. Ce

qui manque à leur esprit laïque c'est d'agir, car il ne sait que réagir, c'est de sortir de leur défensive et de vouloir quelque chose, au lieu de s'opposer seulement aux volontés de leurs ennemis. Une guerre comme celle qu'ils soutiennent peut être fertile en combats; la bourgeoisie ne peut rien conquérir, qui défend sa forteresse et s'y enferme; cette guerre même déconcerte l'historien, où l'un des deux adversaires sans grande pensée, sans plan, sans tenir campagne, attend qu'on assiège ses places. La robe soutient le jansénisme, elle soutient le quiétisme, elle résiste aux Jésuites, sans même s'apercevoir que ce qu'elle hait ce ne sont pas les Jésuites eux-mêmes et leurs doctrines condamnables, mais la politique dont ils sont les auteurs, Ne nous étonnons point que cet esprit laïque ait des vues si courtes; il est petit et stérile comme tout ce qui repose sur l'égoïsme. Il ne prend sa source dans aucune idée généreuse, ni dans l'amour des hommes ni dans le dévouement à la chose publique, mais dans des intérêts particuliers et de mesquines ambitions.

Il souffre d'ailleurs de la même faiblesse qui rend stérile l'humanisme; il lui manque l'audace non moins que la force de créer. Loin de s'aventurer sur des terres inconnues, il aurait horreur de ne pas se traîner sur des chemins battus. Dans les sciences, les Dijonnais se contentent de rassembler tout ce qu'ont produit les modernes et surtout les anciens, sans y rien ajouter de leur cru, sans même en éclaircir les obscurités et en démêler les erreurs à la lumière de la raison; dans leur politique religieuse, ils ne déterminent pas en principe ce que doivent être les rapports de l'Eglise et de l'Etat; ils interrogent les traditions de l'Eglise et celles de l'Etat pour savoir quel est le patrimoine de chacun; dans une discussion où il faudrait des philosophes, on ne trouve que des jurisconsultes pour qui le modèle de ce qui doit être, c'est le souvenir de ce qui a été, pour qui tout paraît légitime qui se fonde sur une antique possession. Encore que l'esprit laïque des Bourguignons n'ait inspiré qu'un petit nombre d'ouvrages, encore que n'inventant rien il ait eu peu à dire, il s'est du moins manifesté dans un gros livre, dans le *Traité de l'abus* de Charles Févret. Ce traité, quoique un peu ancien, nous offre un document qui concerne tout le siècle de Louis XIV, car l'admiration publique qu'il conquiert d'emblée lorsqu'il parut, il la conserva durant de longues années au cours desquelles aucun rival, aucun contradicteur ne vint balancer sa gloire. Dans son ouvrage, l'auteur abordait un grand sujet, la querelle du sacerdoce et de l'empire, et pour

la résoudre, il s'efforçait de tracer la limite des deux pouvoirs. Car il y a abus quand la juridiction ecclésiastique empiète sur la juridiction civile ou quand celle-ci porte atteinte aux prérogatives de l'Eglise ou des clercs. Procès souvent agité au cours des siècles que celui qui oppose les deux glaives, procès où dans le fond du cœur Févret combat pour la cause laïque, car les abus qu'il signale avec le plus de force et de complaisance, ce sont les entreprises du spirituel sur le temporel. Mais dans son lourd traité, quel amas de souvenirs et de lectures, d'antique et de moderne, de littérature et de science, d'anecdotes et de textes juridiques, de dissertations historiques et d'arguments précis ! A propos de chaque question, il cite tour à tour le droit canon, les ordonnances royales, le jugement des conciles, les décrétales des papes, les arrêts des Parlements. Il rappelle les causes célèbres qui illustrent ses opinions, mais il invoque aussi bien les lois de l'ancienne Rome qui pourtant ignorait l'Eglise, l'histoire profane ou sacrée, les sentences des poètes les plus frivoles comme celles des philosophes et des juristes. S'agit-il du respect dû aux sépultures, il a pour autorités Cicéron et Tacite aussi bien que le concile de Mayence ou le Parlement de Paris ; à propos de la magie, il constate que les magiciens ont été poursuivis par Tibère comme ils furent condamnés par Saint Paul. Parle-t-il de la dissolution du mariage ? il puise ses arguments physiologiques ou moraux dans Apulée, recevant les fables de *L'Ane l'or* pour parole d'Evangile, dans Minucius Félix, dans Lucrèce, dans Cicéron, dans Pline, autant que dans les Pères de l'Eglise ; il raconte des anecdotes sur l'empereur Henri IV, sur Dagobert, sur Louis XII, sur Stiliçon, sur Théodoric. On se demande même parfois si ses réminiscences ont un autre but que d'orner ses discours. Si nul clerc n'a le droit de se faire précéder d'une croix en présence d'un légat a latere, c'est, dit-il, afin de ne pas opposer croix à croix et pour qu'on ne voie point

Pares aquilas et pila minantia pilis.

Si l'Eglise a institué un examen pour les clercs qui sollicitent un bénéfice, c'est pour imiter l'aigle qui éprouve ses petits

Et eorum luce magistrâ

Naturam mores ingeniumque probat,

et parce qu'aucun oiseau n'est reçu dans les bois d'Erycine,

Ni probet ante suos diva sub iudice cantus.

Plaisants rapprochements d'une érudition sans discernement ! Pourtant, il faut louer Févret d'un mérite rare chez ses

concitoyens, d'avoir osé entreprendre une grande œuvre et décider une question générale : le *Traité de l'abus* devait trancher pour toujours toutes les contestations du spirituel et du temporel, et prévenir toutes les usurpations de l'Eglise. Est-ce à dire que l'auteur se soit élevé jusqu'à ces vues d'ensemble dont les Dijonnais se montrent à peu près incapables ? Loin de là, son vaste ouvrage est divisé en une série de compartiments, en une suite de recherches de détail indépendantes les unes des autres, où l'on élucide au sujet de chaque circonstance de la vie civile la part qu'il faut laisser à la religion. Entre les mains d'un philosophe, le sujet de Févret eût été fécond ; on pouvait l'animer par un principe général, le vivifier par une pensée ; mais Févret ne sait faire autre chose que s'approvisionner au fond des archives de documents et de titres. A propos de chaque question, à propos des empêchements du mariage, à propos des sépultures, à propos des privilèges des clercs, à propos de la compétence des tribunaux d'église, il confronte les pièces et les précédents qui justifient les prétentions de l'Eglise et celles de l'Etat. C'est une méthode de jurisconsulte pour qui bonnes ou mauvaises les lois établies comptent comme des faits indiscutables, mais cette méthode devait demeurer stérile. Car au cours des âges, suivant le hasard des événements et l'esprit des civilisations, le domaine du temporel s'agrandit aux dépens du spirituel ou se diminue à son profit ; tantôt on voit dans l'ancienne Rome la religion subordonnée à l'Etat, tantôt le Moyen-Age enfler démesurément le patrimoine terrestre de l'Eglise, tantôt la puissance civile et la puissance ecclésiastique avancent et reculent tour à tour, sans même qu'on puisse distinguer quelles sont à chaque moment les possessions de chacune. En pareille matière, accumuler les précédents c'était s'entourer de désordre et de confusion, et leur amas loin de répandre la lumière l'intercepte et plonge dans l'obscurité les problèmes les plus clairs. Ne nous étonnons pas de voir intervenir jusqu'aux poètes profanes à propos de graves questions juridiques : citer est devenu une manie et là où les autorités font défaut, on cite n'importe quoi ; l'ivresse de l'érudition emporte la raison. Il y avait en Févret un génie vigoureux, du savoir, et même le sentiment qu'il fallait réduire le plus possible le rôle de l'Eglise dans le gouvernement de l'Etat, mais apercevant que de longues traditions placent la religion parmi les institutions politiques, le sentiment qui le conduit se dissimule et demeure inconscient. On reconnaît même en Févret une raison solide et une intelligence nette, mais

ces facultés brillantes, il les applique à l'exploration du passé, et plus il y découvre, plus il s'y perd. Féconds s'ils eussent été éclairés par l'idée de progrès, animés par une pensée philosophique, ses travaux ne pouvaient enrichir la postérité puisqu'il les meublait des richesses d'autrui (1). Il a donné une compilation érudite, un vaste répertoire de lois et de faits, mais l'esprit laïque s'égare à travers ce fatras.

En toute circonstance d'ailleurs, on se retranche derrière le passé et derrière la tradition. Si le Parlement répugne à condamner Jansénius, ce n'est certes pas que la majorité de ses membres soient imbus des doctrines jansénistes; c'est seulement qu'on s'indigne de la persécution de victimes innocentes, de la violence faite aux consciences, des entreprises des Jésuites et du Pape sur le gouvernement de l'Etat. Le Parlement hésite donc à enregistrer la bulle fulminée contre Jansénius, et ne cède enfin qu'après avoir épuisé tous les moyens dilatoires et tenté en vain de laisser à force d'inertie la volonté du roi. Mais sur quels principes fonde-t-il sa résistance? La commission qu'il charge d'examiner les propositions de Jansénius fouille les annales de l'Eglise, les écrits des Pères pour établir l'orthodoxie de l'ouvrage incriminé, et comme s'il lui appartenait de fixer la foi, elle se perd en subtilités théologiques. A la querelle politique, où elle a raison parce qu'elle défend la société civile contre l'emprise ecclésiastique, elle en substitue une autre où ses adversaires n'ont peut-être pas tous les torts, où elle s'applique à prouver que les traditions de l'Eglise de France justifient Jansénius. Si le Parlement repousse la bulle ou ne se résigne à l'enregistrer qu'avec des restrictions, c'est en vertu des libertés de l'église gallicane et du respect dû aux ordonnances du royaume. Mais les ordonnances du royaume ne pouvaient-elles pas être modifiées par de nouvelles ordonnances édictées par le roi? mais les traditions de l'Eglise gallicane étaient-elles assez nettes et assez précises pour que les exemples d'autrefois pussent autoriser les nouveautés du jansénisme? Alors qu'en fait il innovait, alors que dans une certaine mesure il bataillait pour la liberté de conscience, l'esprit laïque se rapetissait et s'enfermait dans de misérables controverses; alors qu'il s'agissait d'ôter à la religion le pouvoir d'opprimer, il fouillait les textes pour démontrer que les traditions de l'Etat et celles de

(1) Sur Charles FÉVRET (1583-1661), consulter principalement sa vie par l'abbé Papillon, Tome II des *Mémoires du P. Desmolets*, p. 132 sqq.

la religion s'accordaient à autoriser quelques propositions. La grandeur du siècle suivant sera d'examiner non ce qui a été mais ce qui doit être; la bourgeoisie du siècle de Louis XIV, hostile à la tyrannie religieuse tout autant que la génération suivante n'a cherché que dans l'histoire des armes pour la combattre, et ne les a point trouvées. Elle n'a pas su déterminer par la raison les rapports de l'Eglise et de l'Etat, elle n'a même pas su définir les principes de la société civile.

2. — Les théories de la société laïque

Ce n'est pas seulement dans la politique que l'Eglise est tentée d'intervenir; durant longtemps elle a surveillé même la vie sociale, la conduite des individus et leurs rapports réciproques. Tant que persista l'alliance du trône et de l'autel, tant que l'autorité du prince fut au service de l'orthodoxie, la société laïque demeura sous la tutelle de la religion. Nous ne parlons pas ici des violences faites aux consciences, des lois qui punissent le blasphème, l'impiété et le sacrilège, de la contrainte qui réduit à vivre en bons chrétiens les mécréants qui n'en ont nulle envie. Car à la rigueur on peut admettre que ces mesures ne visent qu'à défendre la religion établie, que tout en la protégeant le pouvoir civil conserve son indépendance. Mais du moment qu'on veut satisfaire à ses exigences et assurer son règne, la religion prend un droit de contrôle sur tous les actes de l'existence. Dès la naissance, elle s'empare de l'homme et dispose de son sort, puisqu'elle détient les registres de l'état civil et peut faire de l'enfant un bâtard si ses parents sont hérétiques. C'est elle qui noue les mariages, les maintient indissolubles ou s'il lui plaît les annule. Le cas échéant, elle s'empare de la liberté des personnes : dès que l'individu a prononcé les vœux qui l'enchaînent au service de Dieu, il s'exile à jamais de la société, il abdique pour ainsi dire sa qualité d'homme, il se réduit sans retour à n'être plus qu'un esclave, que l'autorité séculière maintient entre les mains du maître auquel il s'est donné. La religion confisque la liberté de ceux qui se livrent à elle, elle attente à la sécurité de ceux qui ne lui cèdent pas assez. Nul ne peut contester aux chrétiens le droit d'éviter le commerce des impies et des hérétiques, ni refuser à l'Eglise le droit d'excommunier ses ennemis; mais quand elle fait appel au glaive séculier pour faire observer ses jugements, quand ses anathèmes se compliquent de peines corporelles, alors, on peut

l'accuser de tyrannie et la combattre pour échapper à la servitude. On peut la combattre quand elle excepte sa richesse du droit commun des propriétés, quand elle prétend à une possession privilégiée pour elle-même cependant qu'à l'égard des autres, elle-restreint et contrôle la faculté de posséder et d'échanger. Car l'interdiction qu'elle prononce contre l'usure ne limite-t-elle pas la faculté du propriétaire de disposer de ses biens ? Sans doute, dès le temps de Louis XIV, cette tyrannie s'était adoucie, et l'Eglise avait mis de l'eau dans son vin, mais il restait des vestiges de ses exigences d'autrefois, et encore, là même où elle se relâchait de sa sévérité, elle fermait les yeux sur des désobéissances inévitables plutôt qu'elle ne renonçait en principe à ses prétentions. Et pour qui voulait aller au fond des choses, peu importait que les excès de sa domination se fussent amoindris, le seul fait qu'ils avaient existé jadis suffisait à prouver un esprit dominateur que même réduit à des ambitions plus modestes, l'esprit laïque devait dénoncer et combattre.

Cet esprit rencontra son champion en la personne de Philibert Collet. Au physique comme au moral, Collet peut passer pour le type achevé de cette bourgeoisie rustique qui peuplait les tribunaux et les villes de province (4). « La nature, dit Papillon, ne semblait pas avoir fait un grand effort en faisant la taille de ce savant. Il avait le corps comme le visage sans aucun air qui pût prévenir en sa faveur. Son dos était voûté, ses jambes ne répondaient pas à la grosseur de son corps ; la tête y répondait davantage. Collet l'avait grosse, le front élevé, le nez gros et long, les lèvres épaisses et d'une couleur qui avait quelque chose de choquant, les sourcils épais d'un doigt et passablement hérissés, la voix forte et pesante jointe à l'accent du pays. » Si ce n'est pas là le portrait d'un satyre, c'est à tout le moins celui d'un rustre, et dans son caractère en effet Collet trahit les appétits, les goûts et les vertus du paysan bourguignon. « Tout annonçait dans cet homme un philosophe et un personnage à système. Il paraissait être fait pour l'ancienne Académie ou plutôt pour l'école d'Epicure, mais à peine ce maître aurait avoué un tel disciple, quoique Collet se donnât souvent cette qualité. Chez lui, tout respirait l'air antique, à la taille près, qui était au-dessous de la médiocre. Malgré la variété de son caractère et son ridicule, on découvrait en Collet un

(4) *Mémoires du P. Desmolets*. T. III, p. 148 sqq. : *Vie de Collet* (1643-1718), par l'abbé PAPILLON.

homme qui avait beaucoup d'esprit et de science; pour la religion, c'est autre chose : il n'en parlait pas avec assez de respect .» Libre vis-à-vis de la religion et peut-être athée, ami du plaisir, érudit en toutes sortes de sciences, philosophe, naturaliste, historien, grand voyageur ayant parcouru la France, vécu en Angleterre, où il fut reçu chez Th. Willis et chez Boyle, nous avons sous les yeux le plus parfait et le plus original des humanistes bourguignons, car il eut outre l'ardeur de savoir, l'ambition de penser et d'écrire. La vigueur dont il combattit les prétentions de l'Eglise, peu s'en était fallu qu'il l'employât à les servir. Elève du P. de la Chaise au collège de Lyon, il avait pensé tout d'abord à se faire Jésuite. Reçu au noviciat à Avignon, il avait enseigné les basses classes à Dôle et à Roanne jusqu'à vingt-deux ans avant de quitter la Société. Dans la suite, il fit son droit, exerça la profession d'avocat et employa une partie de ses loisirs à défendre l'idée laïque.

Il la défend sans garder dans sa polémique contre les usurpations de l'Eglise d'autres ménagements sinon ceux que lui conseillent la prudence et peut-être le désir de ne pas trop scandaliser l'opinion (1). Dans le fond de son cœur, il semble qu'il en voulait à la foi elle-même quand il dénonçait son intrusion dans la société civile ; et pourtant, cet adversaire résolu de l'Eglise plaide avec une faiblesse surprenante une cause qui nous semblerait aujourd'hui bien facile à gagner. Dans une suite de traités, il reprend des questions déjà examinées par Févret, mais tandis que son prédécesseur étudiait plutôt les rapports de l'Eglise et du gouvernement, Collet prétend affranchir la vie sociale des lois dictées par les exigences de la religion. Mais tout autant que Févret, sinon plus, il se révèle incapable de découvrir le principe de sa polémique, de formuler cette idée laïque qui le guide et qui l'anime; il n'aboutit qu'à étudier en détail chacun des abus de la puissance ecclésiastique, comme si tous ne remontaient pas à une

(1) Collet ayant été excommunié « parce qu'il avait empêché avec quelque petite violence qu'on enterrât une personne dans une chapelle de l'église paroissiale de Dombes dont il était patron. M. l'archevêque de Lyon mieux informé leva la censure et reçut Collet avec honneur. Il ne voulait pas se soumettre à cette censure prétendant qu'elle était injuste. Il fut à Paris, eut quelques conférences avec feu M. Bossuet, savant évêque de Meaux, qui lui conseilla la soumission à une censure même injuste. Collet pendant son séjour à Paris avait amassé des matériaux pour construire son ouvrage (son *Traité des excommunications*). Il prit la route de Bourgogne, vint à Dijon et y fit imprimer ce livre. M. de Meaux la même année en reçut un exemplaire et fit un remerciement qui marquait l'estime qu'il faisait du livre et de son auteur ».

seule cause, à l'asservissement du temporel aux intérêts et aux volontés du spirituel. Et quel que soit l'abus contre lequel il part en guerre, il ne connaît qu'une tactique : évoquer les souvenirs du passé et démontrer titres en mains que l'Eglise a usurpé le contrôle de la société civile. C'est un procès qu'un esprit plus hardi dans ses démarches sinon dans ses croyances eût discuté en raison, Collet se borne à contester par des chicanes d'avocat l'antiquité d'une possession. Et comme il ne se fonde pas dans sa critique sur cette grande idée que le royaume du Christ n'est pas de ce monde, que César ne doit rien à Dieu, qu'autre chose est la direction des consciences, autre chose la surveillance des mœurs, il arrive à ce paradoxe de vouloir prouver à l'aide de l'histoire, que le christianisme n'aspire point à gouverner le monde temporel, que les traditions même de l'Eglise lui interdisent d'appuyer son autorité sur la force et de se soustraire aux lois humaines. C'est ainsi qu'en ce qui regarde les biens, il soutient d'après les lois même de l'Eglise que les dîmes, les aumônes et les autres libéralités qu'elle a reçues (1) ne sont ni de droit divin ni de droit ecclésiastique, mais de droit domanial. Dans son *Traité de l'usure* (2) il discute si le prêt à intérêt est licite, ce que le christianisme dit-il, ne décide pas, car « la différence est infinie entre les jurisconsultes qui étaient des personnes élevées dans les charges et les gouvernements et appelées par les empereurs pour leur servir de conseillers et d'assesseurs dans l'administration de la justice, et les casuistes, qui n'ont d'expérience que par la lecture de leur Aristote ou de leur théologie scholastique qui est presque la même chose, et n'ont pas la moindre teinture des lois publiques ni la première idée du bien public sur lequel ces lois sont établies. » (3) C'est donc le droit laïque qu'il faut interroger puisque Jésus ordonne aux chrétiens de régler leurs affaires selon les lois civiles, et Collet examine tour à tour de quel œil on a considéré les usures soit chez les juifs, soit chez les Grecs, soit à Rome. Dira-t-on que ces peuples n'étaient pas chrétiens ? « C'est se moquer du monde, répond ironiquement Collet, de parler d'équité et de conscience pour des païens et des idolâtres; qu'ils aient fait ce qu'ils auront voulu, ils sont

(1) *Les entretiens sur les dîmes* (1693) doivent leur naissance à une conversation que Collet eut à Issy avec M. l'avocat général Talon à qui l'ouvrage est dédié.

(2) *Traité de l'usure*, 1690. Ce traité fut fait à l'occasion de quelques missionnaires qui prêchaient à Bourg-en-Bresse contre certains usages du pays. Il est dédié au père du Président Bouhier.

(3) Ibid. Chap. II : *de l'équité chrétienne*.

tous damnés, il en faut rejeter les exemples et abolir si l'on peut la mémoire. Il vaudrait cent fois mieux que la Grèce eût été habitée par des Iroquois baptisés et par de gros paysans, que d'avoir porté ces illustres damnés de Solon, Lycurgue, Socrate, Platon, Aristote, Epicure et Zénon. J'ai vu cent fois faire ce raisonnement à des théologiens qui ne savaient néanmoins de l'équité que ce qu'Aristote en a enseigné aux Casuistes, mais sa méthode avait changé le nom de son auteur; elle est devenue sainte et chrétienne entre les mains de Saint Thomas qui n'a pas mérité d'être fustigé, comme l'avait été Saint Hiérome, qui avait trop étudié Cicéron. » On voit assez que ce n'est pas le respect de la religion qui intimide Collet, mais il faut que la religion même justifie ou du moins autorise les usages de la morale laïque; outre la parole du Christ, il faut pour que le prêt à intérêt se légitime, établir que l'Eglise l'a considéré comme licite durant les six premiers siècles de son histoire, qu'elle ne l'a interdit que lorsque l'ambition des clercs a corrompu ses maximes, et quand leur jalousie les fit défendre aux autres ce qui leur était défendu à eux-mêmes. C'est un ouvrage violent que celui de Collet, non moins violent que son modèle, le *de usuris* de Saumaise, un ouvrage où percent la haine de l'Eglise, le scepticisme religieux et la passion laïque, mais cette passion emprunte à la religion même les armes dont elle repousse les prétentions de la religion.

On retrouve cette ardeur anticléricale dans le dialogue où Collet traite de la clôture des religieuses. En 1692 (2), il devait, dit-il, se rendre en Italie avec un petit groupe de Dijonnais; comme les circonstances l'empêchèrent de les suivre, ils lui rapportèrent les entretiens qu'ils avaient ouïs à Venise, dans le salon d'une dame où fréquentait le grand inquisiteur. On y discute sur la clôture, sujet d'actualité, puisque le roi de France vient d'enjoindre aux évêques de la faire observer par les religieuses. L'inquisiteur, fort zélé à défendre la loi, n'admet point qu'on hésite à obéir aux ordres de l'Eglise et à les révéler. « Il vaudrait mieux, dit-il, que tout le monde pérît que de voir sortir de leur couvent des filles qui ont voué la clôture. » (3) Aux

(1) Ibid. Chap. IV.

(2) *Entretiens sur la clôture religieuse*, 1697. Collet étant dans le carrosse de Dijon à Châlon avec M. le Cardinal Le Camus, qui venait de gagner son procès contre les dames de Montfleury, on parla de la clôture durant le voyage et ces propos échangés suggérèrent à l'auteur l'idée de son livre.

(3) Ibid. Premier entretien, passim.

matières de discipline, il faut obéir commé il faut croire dans les choses de la foi; point de raisonnement. » « Du moment que l'Eglise a reçu le vœu d'obéissance, elle a acquis tout le pouvoir que les maîtres exerçaient autrefois sur leurs esclaves. Il n'y a point de condition ni de degré dans la servitude. » « Je vous assure, Mademoiselle, que vous allez tomber dans l'hérésie si vous prenez la liberté de critiquer le pouvoir de l'Eglise. » Mais la noble Vénitienne ne se laisse point épouvanter par ces menaces ni subjuguer par ce ton autoritaire; contre les ordres rigoureux de la puissance ecclésiastique, elle proteste au nom du bon sens et de l'humanité : « On fait des lois, s'écrie-t-elle, on discute, on raisonne sur les femmes, on fait bon marché de la chair d'autrui. » « Il ne coûtait rien aux Evêques de transporter en Europe les nudités, les abstinences et les veilles que l'on observait et que l'on observe encore dans l'Asie par le tempérament des climats, quoiqu'elles servent peu à l'esprit et qu'elles soient insupportables au corps. » Et plus loin, parlant de la condition des recluses : « Cet état est trop violent, tant de la part des filles, qui s'y trouvent engagées dans un âge où l'on ne peut pas dire qu'elles aient assez de liberté et de lumière, que du côté de l'Eglise, qui ne doit pas souffrir une telle domination. » Où vit-on jamais l'autorité ecclésiastique se faire plus inhumaine et plus odieuse que dans la personne de cet inquisiteur impérieux et borné ? l'esprit laïque mieux dénoncer la cruauté de toute clôture, l'injustice de celle qu'on impose de force même aux filles qui n'y sont point obligées par leurs vœux. Tous les arguments de Voltaire et de Diderot se retrouvent dans cet entretien, non pas en germe, mais développés avec toute leur force et toute leur vigueur. L'héroïne du dialogue ne comprend pas pourquoi on veut cloîtrer les filles, maintenant que la société est assez policée pour qu'elles n'aient pas à craindre la violence des hommes; elle plaint « les filles de Jephté, qui périssent aujourd'hui par la faute de leurs pères, lesquels les dévouent sans considération. » Mais Collet croit n'avoir rien fait, il croit que tout lui reste à faire tant qu'il n'a condamné la clôture qu'au nom du bon sens et de l'humanité, tant qu'il n'a pas établi que les traditions de l'Eglise le réprouvent. Et le nœud de l'entretien, c'est une longue discussion, où l'inquisiteur et Mademoiselle Bérénice font assaut d'érudition comme si la lumière devait jaillir des vieux textes, et s'appliquent à montrer l'un qu'aux différentes époques de son histoire l'Eglise enfermait les filles, et l'autre qu'elle ne les mettait pas sous clef; l'argument le plus fort que Collet fait

valoir contre la clôture, c'est qu'elle est une innovation. Ce n'est pas de la simple raison, c'est de la science, c'est du commerce des livres, c'est de l'autorité des traditions que Collet attend l'affranchissement des reclus, la répression de tous les excès du zèle religieux, et dans son dialogue le grand inquisiteur ne se scandalise point trop des propositions hardies de Mademoiselle Bérénice, mais il se fâche tout de bon quand il découvre l'étendue du savoir sur lequel elles se fondent, comme si seulement alors il sentait la puissance ecclésiastique en péril : « Je compte, dit-il, pour un grand malheur pour vous (1), Mademoiselle, que vous ayez tant étudié; je ne vous mens pas. La simplicité convient mieux au gouvernement de l'Eglise que tant de lumières empruntées des livres et des docteurs. On ne louera jamais assez ceux qui ont inventé le Saint Office, car l'Inquisition contraint les gens à vivre dans la soumission; cela les fait plus dociles. Voyez les *Espagnols, avec quelle tranquillité on les conduit parce qu'ils n'ont pas la liberté d'être savants. Il faut du savoir, je l'avoue, mais il le faut entre les mains de ceux qui sont appelés au gouvernement de l'Eglise; c'est le profaner que d'en faire part aux autres; c'est mettre les armes entre les mains de ceux qui ne savent pas s'en servir. En Egypte, il n'y avait que les prêtres qui étudiaient, et ils en étaient plus autorisés, et le peuple était plus souple. Ce siècle est trop curieux : si l'Inquisition n'en ôtait les progrès de la fausse science, le monde serait perverti. » Ironie redoutable à la puissance cléricale, et dont l'intention ne pouvait échapper à personne sinon à la naïveté ou à la bienveillance complice d'un censeur royal (2). Toutes les révoltes du dix-huitième siècle contre la tyrannie inhumaine des lois ecclésiastiques, toutes les revendications de l'esprit laïque, tout cela est dans Philibert Collet, mais comme voilé sous les plis de l'érudition. Profitant des licences que confère le dialogue, de ce qu'on peut faire tout dire à l'un des interlocuteurs du moment qu'un adversaire est là pour soutenir le contraire, Collet laisse sa pensée se porter aux plus grandes hardiesses, mais elles ne lui paraissent avoir du poids que si le passé les corrobore et les charge de citations et de parchemins. Ce n'est pas de la raison, c'est de l'érudition qu'il attend le triomphe de l'idée laïque.

Ce n'est pas que de l'histoire même on ne puisse tirer des arguments contre l'Eglise et sa politique; *l'Essai sur les mœurs*

(1) Ibid. Quatrième entretien.

(2) Provin, curé de Saint-Nicolas, commis à l'examen du livre, y voyait ou feignait d'y voir une approbation de la clôture.

ne saurait passer pour une œuvre pie, et Collet a composé un *Traité des excommunications* qui ne paraît point destiné à l'éducation des âmes chrétiennes (1). Il y retrace l'histoire des excommunications de siècle en siècle depuis les origines jusqu'à son temps, avec plus de détails sur les circonstances où s'est formée la jurisprudence ecclésiastique et sur le treizième siècle en particulier. Dans la primitive église, on n'excommuniait les hérétiques que pour signaler leurs erreurs, cependant que la charité faisait ménager leurs personnes. Mais bientôt on abuse de cette arme, on en frappe à tort et à travers, on voit des évêques et même des saints s'excommunier réciproquement. Le clergé ne tarde pas à user de l'excommunication pour s'excepter du droit commun, pour se conquérir des privilèges et pour dominer les laïques. En même temps, il la rend plus redoutable en l'aggravant de supplices et de peines temporelles, en déliant les sujets de leur serment de fidélité, en répandant le sang des anathèmes. Et pourtant ce que poursuit l'excommunication, ce n'est pas le crime même, c'est seulement le scandale, elle est un acte de police ecclésiastique qu'on emploie quelquefois contre des personnes qui ne sont pas criminelles; ce sont les ambitions temporelles du clergé qui à travers les âges en ont dénaturé le caractère et ont fait de ses rigueurs un instrument de domination. Beau prétexte pour dénoncer de siècle en siècle tous les errements et toutes les turpitudes de l'Eglise, la foi réduite à n'être plus qu'un culte, le ministère des âmes délaissé pour le gouvernement des corps, l'appétit des richesses, la passion des plaisirs, le dérèglement des mœurs, les intrigues des femmes, le trafic des indulgences, surtout la jalousie de l'autorité séculière. Tout cela, dira-t-on, ne se rattache que par des liens fort lâches à l'excommunication; Collet n'en a cure, et son érudition se complait à déterrer toutes les anecdotes; toutes les histoires vraies ou fausses qui fournissent un aliment à sa haine. Pourtant, si mal en point que sorte la religion de ses assauts, encore qu'il l'écrase à force de science, il lui laisse le souffle et ne l'atteint pas dans son principe. Car si le clergé a corrompu l'Eglise primitive, celle-ci du moins demeure intacte et respectée, et Collet, continuateur de Sau-maise comme presque tous les Bourguignons, reproduit autant l'esprit de la Réforme qu'il annonce celui du dix-huitième siècle. Non pas qu'il manque de hardiesse ou que la foi le fasse hésiter, mais sa méthode ne pouvait le conduire qu'à des demi-

(1) *Traité des excommunications*, 1683.

succès. Pour atteindre à toute la force de l'esprit laïque, il faut s'appuyer sur l'idée de progrès, il faut le sentiment que la perfection n'est pas derrière nous, mais dans les possibilités de l'avenir, que la raison humaine peut marcher droit sans imprimer ses pas sur les vestiges des morts. C'est l'audace de penser seul qui a fait défaut à Collet, il n'a tiré et il ne pouvait tirer du passé que des arguments insuffisants pour ébranler l'édifice de la domination ecclésiastique et quelquefois bien fragiles.

La bourgeoisie provinciale, même quand elle avait la foi, et elle ne l'avait pas toujours, ne se laissait jamais aveugler par elle au point de méconnaître ses véritables intérêts, au point de ne pas considérer l'Eglise comme une rivale de ses ambitions, comme une menace pour sa sécurité et son indépendance. Pas un instant elle ne se méprend sur la politique à tenir : son égoïsme pratique et rustique, autant que son penchant au scepticisme, ignorent les respects qui pourraient l'arrêter dans ses entreprises. Elle combat les ordres religieux qui s'exceptent des lois communes, elle protège les individus ou les doctrines persécutées, et dans la mesure où le permet la confusion qui mêle encore la puissance séculière et l'autorité spirituelle, elle travaille à soustraire aux prêtres le gouvernement du monde. Louons ses combats qui sont gros de tout le monde moderne : par eux, ce peuple dont elle est issue commence à prendre sa revanche du joug que les prêtres font peser sur les consciences et les corps, par eux, la prison séculaire où l'Eglise l'a enfermé commence à se lézarder, à trembler sur sa base, à laisser entrer par ses fissures un rayon de lumière et de liberté. Mais il manque à ces efforts la connaissance d'eux-mêmes et de leur but ; alors qu'ils tendaient à précipiter à terre un édifice antique pour reconstruire une autre demeure, ils se figurent qu'avec les vieux matériaux, ils vont rétablir sur l'ancien plan et dans sa beauté primitive la vieille bâtisse que les siècles ont effritée. Impuissants à créer, impuissants à concevoir, ils errent à travers les livres et les âges, ramassant ici un document, là un exemple, cherchant en vain dans le passé l'esprit laïque qui n'y était pas. Aussi bien qu'eux, et mieux qu'eux peut-être, les Jésuites pouvaient soutenir qu'ils suivaient la tradition. Toutes les hardiesses de la pensée moderne, toutes ses aspirations, on les aperçoit déjà vivantes et fortes dans cette bourgeoisie provinciale, sa seule faiblesse c'est de n'avoir pas su faire table rase du passé, c'est d'avoir prétendu conserver et restaurer ce qu'elle tendait en fait à détruire. Là est la faiblesse de son opposition religieuse, là est aussi la faiblesse de son opposition politique.

SECTION II

La politique

CHAPITRE XVI

L'IRRESPECT

1. — Les libertés de la critique

On prête volontiers aux hommes du dix-septième siècle non seulement une loyauté inébranlable, mais un culte envers la monarchie; nous voyons le monarque, un peu à travers Bossuet, comme le lieutenant de Dieu sur la terre, comme l'oint du Seigneur, à qui la nation doit et rend mieux que de l'obéissance, de l'adoration. A tout le moins nous nous attendons à rencontrer chez les sujets de la vénération pour la personne du roi, et une sorte de piété envers le régime; il nous semble que ce n'est qu'au dix-huitième siècle que peu à peu on a commencé à ressentir la gêne de l'absolutisme et à douter que les grands et le prince même fussent par leur nature au-dessus du commun des hommes. Ce qui fait à nos yeux la grandeur du siècle de Louis XIV, c'est sa stabilité et la belle ordonnance de la société, c'est que le roi nous apparaît comme l'astre autour duquel gravite toute l'existence du royaume, toute la littérature, toutes les modes, toute la politique, c'est que nous imaginons que les sujets font plus que de se soumettre, qu'ils se soumettent sans regrets et pour ainsi dire avec joie. Nous croyons que les idées de liberté, que l'impatience de la tyrannie sont écloses pour ainsi dire du néant, qu'en l'espace de quelques lustres elles ont germé, elles ont grandi, elles se sont épanouies jusqu'à ce que la génération de 1789 en ait vendangé les fruits. Ou si nous ne croyons pas à cette croissance subite et miraculeuse, nous sommes tout au moins tentés de supposer qu'entre le seizième

siècle où ils jettent une vigoureuse poussée de sève, et le dix-huitième où ils prennent toute leur vigueur, semblables aux arbres qui se reposent durant l'hiver, les instincts d'opposition pendant le règne du grand roi entrent dans une espèce de sommeil et dans une immobilité qui ressemble à la mort. Et sans doute au cours des âges, ils changent d'aspect et de forme, ils ne se manifestent pas dans les mêmes classes sociales, mais comment ne seraient-ils pas éternels autant que les causes d'où ils sont nés ? Ce qui est vrai, c'est que sous Louis XIV la noblesse de Cour domestiquée par le roi, vivant de ses faveurs et de ses pensions, épie ses moindres sourires et suit les gestes de son maître en attendant qu'il lui jette un os à ronger. Ce qui est vrai aussi, c'est que tous nos grands écrivains ont écrit pour le monde de la Cour, qu'ils l'ont approché sinon fréquenté, et que sans être nés avec une âme de valets, ils se trouvaient trop près du trône pour n'être pas éblouis par son éclat. Ce qui est vrai aussi, c'est que le peuple abruti de misère distingue mal les auteurs de ses maux, c'est qu'il lui reste à peine assez d'âme et de vie pour se plaindre, et pas assez pour se révolter. La servilité des grands, l'écrasement des petits faisant taire les murmures, nous imaginons parfois la monarchie comme un ensemble harmonieux dont l'amour du monarque fait mouvoir toutes les parties. Mais la bourgeoisie parlementaire est là pour nous détromper, car n'étant ni muette comme la plèbe ni avilie comme la haute noblesse, elle a su penser avec liberté, quelquefois chuchoter ce qu'elle pensait, échapper à l'emprise de Versailles non seulement par l'originalité de sa culture, mais par l'indépendance de sa volonté et de ses jugements.

Chez elle, rien qui ressemble à un culte pour le roi. On subit l'autorité du prince, on l'accepte même, mais sans vénération superstitieuse ni pour la personne du maître, ni pour les principes et les procédés du gouvernement. Nourris dans le sérail, les robins en connaissent trop bien les détours pour n'en pas découvrir toutes les hontes et tous les vices, pour ne pas apercevoir les lézardes et les immondices d'un édifice majestueux et sévère pour qui seulement le contemple du dehors et de loin. Nous louons Saint Simon parce que dans cette perpétuelle parade que le roi jouait à ses sujets, il a su voir l'envers du décor ; encore n'en a-t-il vu que la moindre partie, car après tout les scandales de la Cour ne prouvaient point que le régime fût mauvais pour le royaume. L'envers du décor s'est étalé aux yeux des bourgeois des offices, aux yeux des magistrats placés

assez loin du spectacle et assez près à la fois pour suivre non pas seulement le jeu du principal acteur, mais la trame même de la pièce qui se jouait. Le roi peut remporter des victoires et se bâtir des palais, il peut s'environner des insignes de la prospérité et de la gloire, les robins démêlent les faiblesses et les illusions de cette puissance; en revenant d'assister aux *Te Deum*, après qu'on leur a lu au Parlement un récit dithyrambique des succès militaires, ils reçoivent la note à payer, ils peuvent compter par le menu le prix de chaque bataille gagnée, de chaque province conquise ou perdue, ils voient cette monarchie fière et besogneuse comme les mendiants d'Espagne, toujours prête à défaillir de misère, vivant au jour le jour d'expédients et d'exactions, menaçant tour à tour et tendant la main pour obtenir des subsides des Etats et les faire consentir par les Parlements, ils la voient s'abaisser jusqu'à des brigandages pour pressurer les peuples et percevoir des impôts iniques, ils la voient s'humilier jusqu'à solliciter l'amitié des traitants. A chaque instant ils mesurent la réalité de sa force; depuis le début du règne, quand elle se sent assurée du lendemain, jusqu'aux dernières années, où elle semble douter elle-même si elle subsistera plus longtemps. Le Parlement enregistre les traités, les premiers qui adjoignent au royaume de vastes provinces, les autres qu'on arrache avec peine à des ennemis vaincus, mais non pas domptés, les derniers enfin qu'on mendie. Et qui pourrait le tromper sur l'état des affaires ? En vain les orateurs célèbrent avec emphase la modération du roi qui se refuse à faire des conquêtes; les officiers royaux administrent un pays ravagé par les épidémies, où la disette chasse les habitants à la recherche des racines dont ils se nourrissent. Pas une faute, pas un malheur du despotisme ne leur échappent; mieux encore, ils en saisissent surtout les malheurs et les fautes. Car les œuvres utiles et grandes, les réformes fécondes, les innovations d'un Louvois ou d'un Colbert, tout cela souvent s'aperçoit mal depuis la province où n'y porte ses fruits qu'à la longue, cependant que les échecs y produisent un retentissement immédiat et sonore. Il était facile à la bourgeoisie de critiquer, et elle était portée à le faire avec d'autant moins de respect qu'elle le considérait le roi un peu à son image, comme un parvenu. Non pas seulement parce que l'histoire et les vieilles chartes lui découvriraient les origines modestes de la maison capétienne; c'était là chose connue et de peu de conséquence si la royauté même n'avait point participé à la fortune des princes, mais en se retournant vers les siècles écoulés, on y voyait la

monarchie, faible et sans pouvoir à ses débuts, s'annexer petit à petit toutes ses prérogatives et conquérir avec patience la terre de son royaume en même temps que les droits de sa couronne, on se rappelait ce qu'elle était encore au temps de la Ligue, ce qu'elle était même sous la Fronde, et la bourgeoisie qui avait grandi avec elle, qui s'était comme elle élevée de rien à force de ténacité, ne rendait pas de culte à une grandeur aussi neuve que la sienne. Elle comprenait qu'en fait la France avait connu non pas une, mais plusieurs monarchies, et le despotisme lui paraissait d'autant moins respectable qu'il était la plus récente. Et quand les érudits bourguignons explorent leurs archives, ils éprouvent un malin plaisir à rapporter toutes les vieilles traditions avec lesquelles la royauté a rompu, à se remémorer les vicissitudes de sa domination et la nouveauté de sa toute puissance; cela n'empêche pas de lui obéir, mais on lui obéit sans vénération; on l'accepte comme une institution jeune, peut-être passagère comme celles qui l'ont précédée; la connaissance du passé non moins que le maniement des affaires affranchissaient le génie bourguignon de tout respect excessif et lui faisaient juger le régime avec liberté.

Le paysan se venge des puissants en s'en moquant, en découvrant sous leur grandeur surhumaine des faiblesses vulgaires; ainsi les médisances des robins n'épargnent ni la Cour, ni les ministres, ni les actes du gouvernement, ni la personne du souverain. Elles s'étaient donné libre cours durant la Fronde, non seulement aux dépens de Condé ou de Mazarin, mais à ceux mêmes de la régente et de son fils. Aux invectives passionnées qu'à l'époque de la Ligue Hubert Languet fulminait contre les tyrans ont succédé des railleries peut-être plus sanglantes encore s'il est vrai que le mépris outrage plus que la haine et l'indignation. On sait en quels termes dès 1652 la malignité parlait de l'influence qu'avaient exercée Richelieu sur Louis XIII et Mazarin sur la régente.

Veut-on savoir la différence (1)

Qu'il y a de Son Eminence

A feu Monsieur le Cardinal ?

La réponse en est toute prête :

L'un conduisait son animal

Et l'autre monte sur sa bête.

Ces chansons et d'autres du même style couraient à Dijon en nombre infini. Elles avaient été écrites à Paris sans doute,

(1) Ms. 849, p. 5.

mais la province les chantait et en composait d'autres aussi lestes et aussi injurieuses, de ces chansons qui, comme écrivait Boileau

Conduisent tristement le plaisant à la Grève.

Elles conduisirent au Morimont pour y faire amende honorable et y être pendu un procureur qui avait douté que Louis XIV fût le légitime héritier du trône. On a retenu quelques-uns de ses couplets dont voici le moins obscène :

Pour que la reine fût enceinte,
Le roi priait les saints, les saintes,
Le cardinal priait aussi,
Mais il a bien mieux réussi (1).

Le malheureux chansonnier paya pour tous, mais parmi les magistrats qui durent le condamner, combien de coupables qui jetaient la pierre à ce bouc émissaire sans le haïr non plus que son péché ?

Dira-t-on que durant la Fronde la licence du langage et celle de la pensée montaient à des excès d'où elles sont retombées dans la suite ? Au temps même où le grand roi parvint à l'apogée de sa puissance et de sa gloire, avec plus de prudence et de secret mais non plus de retenue, les Dijonnais ne cessèrent pas de donner libre cours à leur esprit mordant. Après les louanges outrées que leur éloquence prodiguait au prince et au gouvernement dans les harangues publiques, ils prenaient entre amis sûrs, dans l'abandon de l'intimité, leur revanche de leur servilité ; valets accoutumés à plier l'échine en face de leurs maîtres, ils les criblaient de quolibets dès qu'ils pouvaient le faire sans danger. Peu soucieux de laisser des preuves de leur esprit satirique et de hardiesses dangereuses, la meilleure part de leurs épigrammes mordantes nous l'avons perdue, cependant il nous reste en abondance des recueils manuscrits par où nous devinons sans peine l'audace de toutes. Tandis que les Dijonnais faisaient couler en bronze la statue du grand roi, qu'ils versifiaient à la louange du despote et publiquement des panégyriques, leurs haines et leurs ressentiments lui sculptaient dans l'ombre une autre statue, une effigie grotesque et monstrueuse, une chimère faite de toutes les faiblesses, de tous les ridicules et de tous les vices.

Jamais prince, jamais régime même ne soulevèrent dans la bourgeoisie pareille impopularité, non pas même le règne

(1) DURANDEAU, 277.

de Louis XV si l'on en excepte les dernières années. Une curiosité maligne fait qu'on recueille avec soin tous les potins de la Cour, tous les scandales qui peuvent déconsidérer devant l'opinion l'entourage du roi. On réclame à cor et à cris la clef de *l'Histoire amoureuse des Gaules* (1) et les anecdotes croustillantes dont on est friand; dès qu'on en a intercepté quelque-une, vite, on la colporte d'oreille en oreille, sûr à l'avance qu'on sera écouté avec bienveillance. Les *Mémoires* de Philibert de La Mare sont avant tout un ramassis de cancans sur les courtisans, sur les généraux, sur les ministres, sur les princes, voire sur le roi. Car la Majesté souveraine n'épouvante point les médisances, elles les attire au contraire comme un miroir fait des alouettes. Parmi les documents de quelque étendue qu'a rassemblés de La Mare, on rencontre une *histoire des amours de Henri IV* écrite par Louise de Savoie, princesse de Conti (2), une *histoire amoureuse de Louis XIV et de Mademoiselle de La Vallière*, une *histoire des amours de Messaline ci devant reine d'Albion*, une *histoire des amours de Madame*, une *histoire amoureuse de Madamè Royale Christine de France, duchesse de Savoie*, et l'on éprouve à Dijon tant de satisfaction à lire ces histoires que plusieurs les recopient, crainte de s'en séparer. Ces récits scandaleux, parfois même orduriers, ne ménagent pas plus le prince que les siens. La Bibliothèque de Dijon possède en manuscrit « *La France devenue italienne avec les autres désordres de la Cour* », étalage des pires turpitudes où l'on voit une société de débauchés voués aux vices contre nature s'organiser en confrérie, rédiger ses statuts sous la présidence d'un chevalier de Malte, cependant que le roi n'ose sévir dans une affaire où sont compromis les plus grands noms de la noblesse et jusqu'à des princes du sang. On plaisante entre Bourguignons et en des termes fort libres sur les procédés du gouvernement; on se raconte qu'un jour Louis XIII ayant dit à propos d'un gentilhomme qui venait d'être exécuté : « Il a sans doute été condamné par justice », quelqu'un lui dit : « Pardonnez-moi, Sire, c'est par des commissaires. » (3) On tourne en ridicule et les décorations dont les brevets se vendent (4), et les complaisances du roi pour ses maîtresses, et le soin qu'il prend d'établir ses bâtards. Non pas que les magis-

(1) Ms. 864 : *Clefs de Clélie et de Cyrus*. Ms. 854 : *Clef de l'Histoire de M. de Bussy*.

(2) Ms. 827, 828, 846.

(3) *Lantiniana*, 35.

(4) *Lantiniana*, 52.

trats dijonnais fussent eux-mêmes toujours intègres à leur tribunal, toujours chastes à leur foyer; tout au plus peut-être ces bourgeois à qui leurs maîtresses ne coûtent guère que des madrigaux, qui ne se laissent enchaîner ni par leurs femmes ni par celles des autres, qui gardent autant qu'ils le peuvent le secret de leurs liaisons, peut-être ces robins décents et mesurés dans leurs débauches sont-ils sincèrement choqués par les plaisirs des grands. Leur santé morale s'offusque de la luxure raffinée des courtisans; leur respect non pas des mœurs mais des convenances s'étonne que le prince rende publiques les mystères de son alcôve, leur prudence de sénateurs voit avec peine que des maîtresses coûtent si cher à l'Etat et que le gouvernement du royaume soit tombé en quenouille. « Quand les femmes règnent, dit-on par manière de plaisanterie, ce sont les hommes qui gouvernent, et quand les hommes règnent, ce sont les femmes qui gouvernent ». Mais le vrai grief qui anime toutes les médisances, ce n'est ni l'horreur du vice, ni une vertueuse indignation contre l'adultère, c'est qu'on hait le maître et qu'on se venge de lui obéir en le salissant.

Lantin disait, et il n'avait pas tort, qu'on pouvait écrire l'histoire du siècle avec des chansons (1). Cette histoire, les Dijonnais n'en sont peut-être pas les seuls auteurs, du moins en ont-ils réuni tous les matériaux dans les mémoires et les recueils qu'ils ont remplis de tout ce que les autres avaient écrit. Mais qu'elles viennent de Paris, de Hollande ou de Dijon, les chansons qu'ils nous ont conservées témoignent des sentiments de ceux qui les collectionnaient. Or on pensait avec liberté dans la bourgeoisie provinciale, à l'époque où la pensée était comprimée, où l'on disait avec envie aux fontaines :

Obéissez à la nature (2)

Qui vous ordonne de couler

Mais qui vous permet les murmures.

Rien ne trouve grâce devant la critique, non pas seulement les frasques des dames et les orgies des courtisans; les épigrammes satiriques sont assez connues qui relatent à la postérité les exploits amoureux de chacun et de chacune. Toutefois, la malignité prétendait que Louis XIV lui-même présidait à des

(1) Ménage (*Menagiana*, III, 355) était de cet avis.

(2) Ms. 849, p. 28.

ébats auxquels sans doute on se fût livré quand même il ne les eut point patronés :

Des bontés de notre monarque (1),
Nous avons une illustre marque :
Il veut maintenant à la Cour
Que les dames de haut parage
S'exercent à faire l'amour,
Défendant qu'on regarde l'âge.

Panurge aussi s'employait à procurer des amants aux vieilles, et Louis XIV en l'imitant discréditait au moins le vice italien, mais la satire lui reproche bien autre chose que d'avoir transformé Versailles en mauvais lieu. Elle lui reproche même ce dont nous le louons aujourd'hui. S'il est un mérite que l'histoire reconnaisse au grand Roi, c'est d'avoir choisi de bons ministres et de les avoir gardés, c'est surtout d'avoir été servi par un Colbert. Or Colbert est odieux à la robe du jour où il fait chasser et condamner Fouquet, il est odieux dans tout ce qu'il fait pour réformer les lois, pour soutenir le commerce, pour rétablir les finances; pour ne rien citer d'autre parmi les innombrables pièces qu'on écrit contre lui, voici son épitaphe telle que de La Mare nous l'a conservée :

De l'avare Colbert j'ai vu la violence (2)
Renverser de l'Etat les plus augustes lois,
Attaquer la noblesse, opprimer l'innocence
Et forcer sans respect la justice et ses droits.

J'ai vu depuis vingt ans croître son insolence,
Et sous le règne heureux du plus grand de nos rois
Je l'ai vu sans pitié faire gémir la France,
La ravager, la vendre, et la mettre aux abois.

Mais ce monstre n'est plus; et le temps et l'histoire
N'en pourront supporter l'exécrable mémoire,
Ce serpent écrasé n'est que cendre aujourd'hui,

Et le ciel qui lui fait une mortelle guerre
Veut que tous les serpents qui sont issus de lui
Soient partout en horreur et rampent sur la terre.

(1) Ibid., p. 29.

(2) DE LA MARE. *Mémoires*, 1682, p. 78.

Dira-t-on que peut-être on ne reprochait au roi que ses maîtresses et que ses ministres, que tout en chantant

L'attelage au soleil (1)
N'a jamais eu son pareil,
Il est de quatre chevaux
Que précèdent deux cavales

on ne dirigeait point de traits contre le soleil lui-même ? Détrompons-nous, c'est le roi lui-même et le régime qu'on veut atteindre; aux plus belles années du règne, on reproche à Louis XIV triomphant sa toute puissance et son absolutisme. On refait à l'usage des Français la fable des grenouilles qui demandent un roi, l'histoire des Hébreux las de la liberté, et on en accable sans réticences ni détours la monarchie :

Ce peuple que jadis Dieu gouverna lui-même (2),
Lassé de son bonheur voulut avoir un roi.
Hé bien ! dit le Seigneur, peuple ingrat et sans foi,
Tu sentiras bientôt le poids du diadème;
Celui que je mettrai à ce degré suprême,
D'un pouvoir absolu voudra régner sur toi,
Et rien n'assouvira son avarice extrême.
Il cherchera partout mille nouveaux moyens
Pour t'enlever l'honneur, la liberté, les biens.
En vain tu te plaindras de cette violence.
Le peuple en vit l'effort et en fut étonné.
Ainsi règne aujourd'hui par les vœux de la France
Ce monarque absolu qu'on nomme Dieudonné.

Voilà ce qu'on écrivait avant les revers; on ne cessa d'ailleurs jamais de se plaindre de la tyrannie, de conseiller ironiquement aux Etats :

Donnez au roi ce qu'il demande (3),
Car qui ne lui donnerait pas
Aurait plus qu'une réprimande.

Mais avec les dernières guerres, on trouve bien d'autres

(1) Ibid., 67.

(2) Ibid. 64 et LA MONNOYE. Recueil d'Extraits, art. Roi. La Monnoye attribue cette pièce à Saint Evremond.

(3) Ms. 849, f. 17, année 1712.

sujets de critiques et de plaintes : d'abord la misère grandissante :

Louis, dit-on, rempli de zèle (1)
Par une charité nouvelle
A fait bâtir des hôpitaux;
Chacun se nourrit d'espérance
Et croit qu'il butte ses travaux
A n'en faire qu'un de la France.

et le désordre des finances publiques :

L'épouvantable banqueroute (2)
Que fait Louis dans la déroute
Surcharge la barque à Caron;
Il est si pauvre en son vieil âge,
Qu'on craint que la veuve Scarron
N'ait fait un mauvais mariage.

La veuve Scarron, voilà ce qu'on ne pardonne pas à Louis XIV, parce que la faute qu'il a commise en lui remettant le gouvernement semble la source de tous les malheurs.

On peut sans être satirique (3)
Trouver ce règne assez comique.
Voyez cette sainte putain
Comme elle conduit cet empire,
Si nous ne mourions pas de faim,
Nous en pourrions mourir de rire.

Les conséquences de cette conduite ? La ruine prochaine de la monarchie :

Louis le Grand aime la gloire (4),
Il a commandé son histoire
Pour immortaliser son nom.
De quoi sera-t-elle remplie ?
Des noces de la Maintenon,
De la fin de la monarchie.

(1) Ms. 849, f. 21.

(2) Ms. 849, f. 50, année 1708.

(3) Ms. 849, f. 33, année 1703.

(4) Ms. 849, f. 33, année 1708.

Le remède ? Le voici :

Pour bien défendre le royaume (1)
 Il nous faudrait un roi Guillaume.
 Louis ne fait que radoter;
 Et quoi que l'on puisse en dire,
 Le plus court est de l'enfermer
 Avec sa mégère à Saint-Cyr.

Au reste, ce n'est pas du roi seulement que certains souhaitent être débarrassés, c'est de toute la dynastie; du moins tel est le sens de cette chanson qui date de 1709 :

Le grand-père est un fanfaron (2),
 Le fils un imbécile,
 Le petit-fils un grand poltron,
 Ah ! la belle famille !
 Que je vous plains, peuples français
 Soumis à cet empire.
 Faites ce qu'on fait les Anglais,
 C'est assez vous le dire.

D'où que vinssent ces chansons, il faut croire qu'elles ne scandalisaient point ceux qui les recueillaient avec tant de soin. Le patriotisme même et la crainte de l'invasion ne rapprochaient point la bourgeoisie du prince qui défendait le pays. Et comme si ces couplets ne semblaient pas assez injurieux, on colporte dans Dijon des énigmes telles que celle-ci dont il nous reste de nombreux exemplaires : « *Tableaux à vendre* (3), Loterie composée de huit lots : 1^o une copie de la statue de Nabuchodonosor qui ne voit ni n'entend, boit et mange bien (Louis XIV); 2^o une Madeleine peinte dans la jeunesse il y a soixante-dix ans, ayant pour pénitence de mener un ours par le nez du matin au soir (La Maintenon); 3^o un homme en léthargie qui prend plaisir à la chasse tous les jours (le Dauphin); 4^o la résurrection de la taille de M. de Luxembourg, avec un livre sur les bornes de la valeur suivant les principes de la géométrie, enrichie de figures en taille douce où l'on voit la bataille d'Oudenarde, le siège de l'Isle, le passage de l'Escaut, le tout en perspective à travers un moulin (le duc de Bourgogne); 5^o un affranchi d'Auguste exclu de la Cour pour quel-

(1) Ms. 849, f. 47.

(2) Ms. 849, f. 87.

(3) Cf. *Recueil composé par La Monnoye*. Article : Satirique : Cette loterie fut donnée à La Monnoye, à Paris, en 1709. — Cf. aussi le recueil de TAISAND.

ques gentillesses, rappelé au ministère pour sa probité, sur le revers d'une pièce de quatre sous fabriquée du temps de Colbert (Desmarests); 6° un anthropophage qui fait peur aux grands et aux petits, éteint le feu des vestales, se radoucit au pied des grisettes et dont le plaisir est de faire mourir de faim et aller tous nus ceux qu'il ne peut dévorer; 7° la carte d'un royaume qui subsiste par miracle, sans tête, sans pain et sans argent (La France); 8° une horloge de l'hôtel de ville de nouvelle fabrique qui ne marque au ralenti que six heurés au lieu de douze. »

A la mort du grand roi, la bourgeoisie donne au maître haï et craint le coup de pied de l'âne; elle se venge d'une longue soumission en insultant la mémoire du despote, en faisant courir des pièces simplement jansénistes comme le *Ludovici XIV tumulus historicus*, et qui tâchent de peser avec équité les mérites et les fautes du défunt, ou bien des pamphlets qui ne sont composés que d'outrages comme ce *Louis XIV à la porte du Paradis* (1) sans doute inspiré par le *Jules II à la porte du Paradis* d'Erasmus. Là sont ramassés et tous les reproches que s'attire Louis XIV par sa hauteur et son absolutisme, et jusqu'aux bruits fâcheux que l'on avait répandus sur sa naissance. Dira-t-on que ces licences n'étonnent point à l'époque de la Régence? Mais l'irrespect ne date point de la Régence; nous l'apercevons aussi hardi durant tout le grand règne, et par delà la Fronde nous en voyons la source remonter jusqu'à des profondeurs où l'histoire ne peut aller la découvrir. Elle remonte jusqu'à l'âme rustique de la race, jusqu'à ce bon sens égoïste des bourgeois, incapable d'adorer autre chose que des intérêts, qui pour satisfaire ses rancunes frappe aussi bien ses ennemis sous le manteau royal que sous le froc. Le trône et l'autel unis pour opprimer sont détestés ensemble par l'esprit d'opposition, on se moque à la fois et de Dieu et des rois, ceux-ci conduisant aussi mal leurs royaumes que celui-là l'univers.

D'où vient que l'estre prétendu (2)
Qu'on dit qui gouverne le monde
Par un fâcheux malentendu
Laisse agir la cause seconde ?

(1) Ms. 1.273 et ms. 4.190 : *Ludovici XIV tumulus historicus*. — Ms. 1.273 : *Louis XIV à la porte du Paradis*.

(2) LA MONNOYE, *Recueil d'extraits*, article Roi. Ces vers sont attribués à M. Le Vayer. Dans le même article on trouve le quatrain suivant :

Rois, auteurs de notre misère
Qui voulez passer pour des dieux
Vous ressemblez à ceux d'Homère
D'honnêtes hommes valent mieux.

On a, ce me semble, grand tort
De le traiter de Providence.
Le hasard, toujours le plus fort,
Fait tout marcher à sa cadence.

Un laboureur est sur les dens,
En vain cent travaux il essuie,
Quand il demande du beau temps,
Son Dieu lui verse de la pluie.

Un scélérat bravant la mer
Vient de faire un heureux voyage,
Un juste, par un sort amer,
Vient de périr dans un naufrage.

Ce Dieu qu'ont forgé les mortels,
Maître du ciel et de la terre,
Plus d'une fois sur ses autels
A laissé tomber son tonnerre.

D'accuser ce fantôme vain
On aurait matière bien ample,
Le mal est que ce souverain
Donne aux autres mauvais exemple.

Quand de l'univers dérangé
Un roi voit le désordre extrême,
Il ne se croit pas obligé
De mieux faire que son Dieu même.

Abusant de son plein pouvoir
Et fort en repos de ses fautes,
Il fait impunément pleuvoir
Sur son peuple affreuses maltôtes.

J'allais payer mon créancier
Qui sergent sur sergent m'envoie,
Mais à la barbe de l'huissier
Un impost vient, j'en suis la proie.

Chacun s'écrie : ô temps, ô mœurs !
Faut-il, ô rois impitoyables,
Fermant l'oreille à nos clameurs
Que vous nous tourmentiez en diables ?

Hé quoi ! toujours nouveaux édits,
Est-ce là conduire la barque ?
Toujours taxes sur le tapis !
Autrement règne un vrai monarque.

Au lieu de goûter en repos
La douceur de votre fortune,
Vous allumez mal à propos
Le feu d'une guerre importune.

Cependant pâles, gémissans,
Nous essuyons mille sangsues
Et nous faisons, quoique innocens,
Pénitence de vos bévues.

Apprenez, répondent les rois,
A nous rendre un aveugle hommage,
Dieu s'explique par notre voix,
Respectez en nous son image.

Toujours au gré de vos désirs,
A-t-il la main bien préparée ?
Et jamais au lieu des zéphyrs
Ne vous a-t-il lâché Borée ?

Vous vous plaignez de nos édits,
Lui de cent pestes vous accable,
La seule goutte, à votre avis,
Est-ce un impost fort suportable ?

Ennemis jurés de la paix,
Nous ne respirons que la guerre,
Et qui pis est, c'est à vos frais
Que nous incommodons la terre.

S'ensuit-il que vous ayez lieu
De crier qu'on vous tyrannise ?
Voyez, voyez comme agit Dieu.
Son exemple nous autorise.

2. — Les opinions politiques

Il est vrai qu'on peut par un artifice du raisonnement rendre à l'institution monarchique le culte qu'on ne rend pas au monarque, encore que dans un régime où le maître est tout, les critiques qui atteignent le despote risquent de rejaillir sur le despotisme. Mais pas plus qu'ils ne vénèrent le roi, les bourgeois dijonnais ne vénèrent l'absolutisme, et s'ils se soumettent à ses lois, s'ils en acceptent même le principe, c'est sans enthousiasme et non pas toujours sans restrictions. Une connaissance étendue du monde, une pratique constante de l'histoire offrent la matière de réflexions à tout esprit assez libre pour comparer à celle des nations étrangères la politique de son pays. On a pour ainsi dire sous les yeux les exemples de Rome et de la Grèce, quelquefois même on en rencontre de plus vivants et de plus proches. Lantini a été à maintes reprises le commensal du comte de Sidney, et il a feuilleté comme un livre rare ce caractère si nouveau pour lui : « Il était, dit-il (1), homme d'esprit, mais républicain outré et regrettant le temps de Cromwell ou plutôt le temps qui avait précédé la domination de cet usurpateur. Il disait que le dessein des Anglais était de faire une république sur le modèle de celle des Hébreux avant qu'ils eussent des rois, et de celles de Sparte, de Rome et de Venise, en prenant de chacune ce qu'elle aurait de meilleur pour en faire un composé parfait, qu'il y aurait eu trois magistrats souverains, le général, l'amiral et le chancelier... qu'ils n'eussent exercé leurs charges qu'un an, qu'il y aurait eu un conseil perpétuel qui aurait eu l'inspection sur tous. » Rien de plus propre à ouvrir l'esprit que ces discussions avec des politiques d'un génie si original, et Lantini l'a assez ouvert pour ne point admirer de parti pris ainsi que font les ignorants les desseins qui règlent le sort des empires. Il sait combien il y a loin des motifs qui font agir les princes aux prétextes qu'ils donnent de leurs actions, que « si l'on examinait dans tous les siècles les causes des guerres ou des traités de paix, on en trouverait de bien ridicules. » (2) Si encore la raison d'état n'était que ridicule, mais elle est odieuse : « Les mœurs et les règles de ceux qui gouvernent un état sont bien opposées à celles des particuliers. Elles sont même le plus souvent contraires à l'humanité. Plutarque, dans la *vie de Démétrius*, dit qu'il demanda

(1) *Lantiniana*, 10.

(2) *Lantiniana*, 263.

d'abord que pour pouvoir régner tranquillement il lui fût permis de faire mourir ses frères, et qu'il demanda cela quasi postulatum geometricum, après quoi il promettait de remplir tous ses devoirs. Si la famille de celui qui règne n'est en repos, l'Etat n'y peut être. » (1) Et pendant que Lantin explore l'étranger et l'antiquité, De la Mare porte sa curiosité vers les audaces de la Ligue, vers La Boétie, et vers cet Hubert Languet, l'auteur des *vindiciae contra tyrannos*, dont la fréquentation devait l'accoutumer à toutes les hardiesses. En fait, le vrai maître des Dijonnais en politique, ou du moins le penseur dont les théories s'accordent le mieux avec leur génie, c'est Hobbes, non pas seulement parce qu'il fut l'ami de Lantin, non pas même parce que Gilbert lui a tant emprunté, lui qui s'accommode des lois existantes sans les approuver et tout en apercevant qu'elles sont fondées sur la sottise et l'iniquité, mais dès qu'on se mêle de philosopher sur le gouvernement, c'est Hobbes qu'on cite et qu'on prend pour autorité. On professe parfois un véritable scepticisme politique, c'est-à-dire l'indifférence la plus complète à l'égard de tous les régimes, et sinon le sentiment qu'ils se valent tous, au moins cette idée que chacun a eu sa raison d'être et ses vices. Nul en cette voie n'est allé plus loin que Philibert Collet. Il n'a manqué à cet auteur pour se faire un grand nom que d'être meilleur écrivain ou plus profond philosophe, car son style est dépourvu d'agrément, et chez aucun plus que chez lui les vices inhérents à l'humanisme n'ont empêché la pensée de tirer parti de ce qui était en elle. Mais que de lueurs percent à travers son fatras, que d'idées originales dans le déballage de son érudition. Il commence son *traité des usures* en cherchant à définir la justice et l'équité, et comme les philosophies n'y parviennent point ou plutôt qu'elles n'y parviennent pas de la même façon, la justice n'a, dit-il, d'autre source que l'usage des lois. Il y aura donc autant de justices que de gouvernements différents (et cela ne choque point Collet), une justice pour la théocratie juive, une justice pour le communisme spartiate, une justice pour Athènes, une justice pour cette « canaille romaine » qui a conquis le monde. « Vérité en deçà des Pyrénées, erreur au delà », constatait Pascal après Montaigne, mais Collet poursuit un autre dessein que de dénoncer la faiblesse de l'homme; les lois sont ce qu'elles peuvent ou plutôt, et l'on croirait ici entendre Montesquieu,

(1) *Lantiniana*, 116.

elles sont ce que veulent le climat et l'époque, et leur seul titre au respect, c'est d'exister en fait.

Il n'y a donc chez les Bourguignons nulle religion monarchique; capables de juger le régime avec liberté, de le critiquer à l'occasion, s'ils l'acceptent et le défendent, ce n'est certes point par une métaphysique du despotisme. C'est d'abord par prudence, le bourgeois ne risque pas volontiers sa vie ou sa liberté pour combattre un régime, surtout quand d'avance il a conscience de l'inanité de ses efforts; il aventure avec plus d'hésitation encore sa fortune, et les robins avaient beaucoup à perdre. D'ailleurs l'exemple de l'Angleterre suffisait à les instruire: « Tous les tyrans et les usurpateurs, disait Lantin (1), ont feint d'être ennemis des usurpateurs et des tyrans et de vouloir rétablir la liberté pour l'opprimer ensuite avec plus de violence. C'est ce qui a fait Cromwell. » Il est rare que le scepticisme conduise à l'action, et pour critiquer le régime avec liberté, la bourgeoisie n'en avait pas moins de bonnes raisons pour le servir. Remarquons que jamais, même en théorie, elle n'élève la moindre objection contre les survivances de la féodalité: elle en profite; les fiefs, les justices, les droits seigneuriaux sont échus en son pouvoir, ils sont devenus un objet de propriété, et ce ne sont pas ceux qui les ont acquis qui songent à en contester la légitimité.

Pour des raisons analogues, la robe ne rêve pas même qu'on puisse abolir la monarchie. Durant longtemps, les progrès de sa puissance ont accompagné ceux de l'autorité royale; et à mesure que reculaient les usurpations de l'Eglise ou des grands, les robins s'emparaient de leurs dépouilles et s'élevaient par leur abaissement. Les honneurs que détient le patriciat bourgeois, c'est au nom du roi qu'il les possède; c'est au nom du roi qu'il prétend à la souveraineté de la province et qu'il en exerce les prérogatives. L'intérêt, l'horreur des bouleversements, le respect des longues traditions et la crainte d'un prince fort et peu endurant, tout milite pour qu'on admette sans résistance le principe de la monarchie. Mais comme ce principe est assez vague pour se prêter à bien des interprétations, comme tout en admettant la présence d'un roi on peut définir d'une manière fort diverse les limites de son pouvoir, comme le monarque n'inspire aucun culte, aucun respect religieux, qu'on ne considère en lui qu'un homme sujet aux faiblesses, aux fautes et aux passions humaines, on n'éprouve aucun scrupule

(1) *Lantiniana*, 10.

à lui résister et à l'humilier si l'on peut. C'est l'intérêt seul qui décide la politique des Bourguignons. Longtemps elle les avait conduits à servir le trône de toutes leurs forces, quand il s'agissait de repousser les empiètements de l'Eglise sur le pouvoir civil, de réduire les privilèges des grands et de mettre fin à l'anarchie. Sous la Fronde encore, la Bourgogne dans son ensemble sert la cause de Louis XIV par amour de l'ordre, mais déjà les plus riches bourgeois, les dignitaires du Parlement se rapprochent des princes parce qu'ils ont conscience d'être eux-mêmes parvenus au rang des grands seigneurs, et quand on leur parle d'obéissance, ils parlent de liberté. La tranquillité une fois établie, le patriciat conduit les affaires d'après les calculs de son égoïsme; quand l'intérêt du roi concorde avec le sien, il sert l'intérêt du roi; quand il y a opposition, ces deux forces rivales se combattent. Ne cherchons pas chez les Bourguignons une foi quelconque en certaines doctrines politiques; on subit les institutions sans trop croire à leur excellence ou à leur légitimité, avec le seul souci d'en retirer le plus d'avantages possibles. Les faits nous permettront de distinguer les ambitions de la politique bourgeoise.

CHAPITRE XVII

L'OPPOSITION POLITIQUE

Deux pouvoirs d'essence différente et pour ainsi dire contraires se sont rassemblés entre les mains de la bourgeoisie. D'une part elle occupe les offices royaux et gouverne au nom du prince, d'un autre côté, maîtresse de la terre bourguignonne, peuplant le Parlement dépositaire des coutumes locales, peuplant les Etats et par eux exerçant les libertés municipales, elle représente la province et bénéficie de ses privilèges. Cette antinomie ne l'embarrasse point, bien au contraire elle en profite, et comme la chauve-souris de La Fontaine, en vertu de sa nature indécise, elle cumule les avantages du service du roi et ceux des maîtres de la province. Officiers royaux, les robins usent des tribunaux dans leur intérêt et punissent rudement les révoltes ou l'indocilité de leurs vassaux; siégeant au Sénat ou dans les Comices de la Bourgogne, ils lèvent les impôts, fixent les dépenses, ordonnent les travaux publics et tiennent en leurs mains les destins du pays. Volontiers ils s'accommoderaient de laisser au roi l'apparence du pouvoir et d'en posséder la réalité; mais Louis XIV entend être servi par ses officiers et obéi par ses provinces, et au moment même où la bourgeoisie jouissant de la richesse, de la puissance, de la sécurité, n'a plus rien à recevoir du monarque, le monarque affermi sur son trône, après avoir vaincu les princes et asservi la noblesse, ne rencontre plus d'obstacle à sa toute puissance que dans la puissance bourgeoise. Les deux adversaires se voyaient conduits à la lutte par une sorte de fatalité, et ils la faisaient avec la pleine conscience qu'elle avait pour enjeu leur existence même. Mais ils ne s'y jetaient pas animés d'un esprit semblable. La royauté sachant ce qu'elle voulait, mesurant à l'avance et les résultats qu'elle se proposait d'obtenir et les moyens d'y parvenir, engageait de propos délibéré une guerre de conquête. Elle suivait un plan réfléchi, elle marchait à un but qu'elle apercevait avec netteté. Après avoir brisé la féodalité et réduit les princes à l'impuissance, après avoir rendu inoffensif le pouvoir du clergé

et l'avoir en quelque sorte associé au sien, après avoir anéanti les communes et supprimé l'indépendance populaire, elle donnait l'assaut à la forteresse bourgeoise, la seule qui fût encore debout. Il manquait au despotisme de vaincre le patriciat des offices, les coutumes et les privilèges derrière lesquels il le voyait retranché, pour réaliser le rêve qu'il poursuivait depuis si longtemps : une seule volonté faisant mouvoir le vaste corps du royaume.

Quant à la bourgeoisie, quel rêve eût-elle poursuivi, quelle idée l'eût-elle guidée ? Sans méthode et sans dessein, elle paraît les coups. Loin de chercher à conquérir quelque chose, elle défendait ses biens et ses usurpations ; elle ne luttait pas pour substituer un régime à un autre, ni pour accomplir des progrès, ni pour faire régner plus de justice ou plus d'ordre. Elle représentait non pas une idée mais un intérêt, non pas même une force, mais un pouvoir d'arrêt, et tandis que la royauté entreprenait une campagne vigoureuse, réfléchie et dirigée vers les buts utiles, la robe subissait une guerre qu'elle ne désirait pas, s'accrochant avec ténacité à ses privilèges, mais indigne et incapable de vaincre parce que si elle n'avait pas la foi en la cause de son ennemi, elle n'avait pas davantage foi dans la sienne. Elle faisait une guerre de paysans comme les campagnards bourguignons l'avaient faite autour de 1636. Et sans doute ceux-ci défendaient avec acharnement leur chaumière et leurs champs ; quand les envahisseurs s'aventuraient avec imprudence ou trop peu nombreux, ils les repoussaient quelquefois, mais leur résistance n'entraîna aucune conséquence importante parce qu'ils ne sortirent pas de leurs villages, parce qu'ils combattaient au hasard et sans plan concerté, parce que même ayant vaincu ils n'attaquaient pas ; bien mieux, chaque fois que l'adversaire se portait sur un point avec toutes ses forces, ils ne lui disputaient même pas le triomphe. Par une tactique semblable, le patriciat cherchait à retenir les conquêtes qu'on lui voulait arracher ; contre chaque entreprise, il protestait et se défendait, et quelquefois avec succès, mais ses efforts étaient voués d'avance à la stérilité, parce que nulle pensée ne les conduisait, parce qu'ils n'étaient pas l'effet d'une volonté consciente de ses buts mais d'une immobilité, d'une inertie semblable à celle d'un rocher. La lutte était inégale : du côté du roi, l'intelligence politique, des desseins suivis, une ambition acharnée dans l'accomplissement de ses vues, servie par la force matérielle, enhardie par ses succès mêmes ; du côté de la bourgeoisie, ni projets ni idées, seulement la crainte

de se voir dépouillée. Une seule chose empêcha la magistrature d'être anéantie : la royauté ruinée par les guerres et les bâtiments, occupée à des soins plus pressants ne prit pas la peine de substituer des institutions plus modernes à l'administration indocile de la robe. Elle se borna à la réduire à l'impuissance et à l'enchaîner.

Cette disproportion entre les deux adversaires nous explique que sous Louis XIV, l'histoire de l'opposition ne tienne pas grande place. Contre le roi ou ses représentants, la bourgeoisie s'applique à protéger ses droits acquis et sa dignité. Elle mesure les honneurs qu'elle rend au gouverneur : le Parlement entre chez le prince de Condé baguettes levées ; son premier Président dispute au lieutenant général des préséances (1). La rivalité de la Cour éclate sans cesse avec l'intendant, car dans la vieille organisation l'intendant joue un personnage encore inconnu, il est un fonctionnaire et non plus un officier, et soit en matière de finances, soit en matière de police, soit en matière de justice, sa compétence est composée des dépouilles arrachées à la bourgeoisie. Celle-ci proteste contre une présence inconmode, s'empare de toutes les affaires que l'intendant évoque à son tribunal, elle prononce des sentences contraires à celles de son rival, mais sans effet ; ses résistances ne lui valent qu'échecs et qu'humiliations. Aux arrêts des Cours Souveraines, le roi oppose les arrêts de son conseil, et c'est en vain que le Parlement crie, en vain qu'on déclare qu'il en est de ses arrêts comme des verres, que des gentilshommes les font et que des faquins les cassent (2), il faut obéir à la force du maître. Dans cette lutte, pour qui ne descend pas plus profond que les apparences, la bourgeoisie défend la liberté, et cela peut lui valoir des sympathies imméritées. Car elle la défend sans noblesse et sans foi, car ce qu'elle nomme liberté ce sont ses privilèges, ses honneurs et la liberté d'opprimer autrui. C'est du côté du despotisme que sont l'esprit de progrès, le patriotisme et l'humanité.

Une seule fois, en 1658, le Parlement souffrit l'exil pour avoir refusé de plier ; l'édit qu'il n'avait pas voulu enregistrer frappait de lourds impôts non seulement le peuple, mais la noblesse, et circonstance plus grave, il avilissait les offices en créant un grand nombre de charges nouvelles. Des esprits dévoués à la chose publique eussent sans doute pris en consi-

(1) DE LA GUISE, III, 154. — BRULART. *Correspondance*, II, 84, 85.

(2) *Lantiniana*, 302.

dération l'indigence de l'Etat appauvri par les troubles et la guerre étrangère, mais quel que pût être l'amour des robins pour le peuple, leur résistance prenait sa source d'abord dans les intérêts menacés de leur propre classe. D'un bout à l'autre du règne, les besoins financiers de la monarchie apportent à l'opposition provinciale les occasions de réagir; les Etats ou le Parlement refusent ceux-ci de consentir, celui-là d'approuver les subsides réclamés par le roi. Et ici du moins la bourgeoisie semblait défendre l'intérêt général et elle ne se faisait point faute de prétexter les souffrances du peuple, la misère des habitants pour justifier ses refus. Mais les impôts qui soulèvent ses clameurs sont toujours ceux qui atteignent les riches et les nobles; elle ne proteste pas contre les tailles dont elle est exempte. Ce qu'elle appelait l'intérêt de tous, c'était le sien propre, si elle songeait parfois à ses vassaux, c'était que leur appauvrissement diminuait le revenu des fermages et des cens, que l'argent qui allait au roi était perdu pour elle. Les exactions ne l'irritaient que lorsqu'elles se faisaient à ses dépens, et cependant que les Etats marchandaient leurs deniers au prince, ils les dépensaient avec libéralité à des entreprises d'une urgence contestable et pour indemniser leurs membres de frais qu'ils n'avaient pas faits. On s'irrite surtout de voir Etats et Parlement quand la fortune sourit à Louis XIV lui prodiguer l'or de la province et devancer, voire outrepasser ses exigences; et lorsque le roi vaincu, réduit à la pire extrémité, mais ennobli par ses malheurs, fait appel au dévouement de ses sujets et tend la main, la bourgeoisie retrouve orgueil et énergie pour refuser ses secours non pas seulement au prince, mais à la patrie en danger. Encore cède-t-elle tant qu'il ne s'agit que de pressurer les misérables, mais de toutes les mesures proposées, celle qu'elle combat avec le plus d'acharnement, c'est la plus juste et la plus salutaire, c'est l'établissement du dixième, d'un impôt qui prend l'argent où il est et qui frappe la classe possédante. Plus on entre dans le détail des affaires, et mieux on aperçoit son calcul étroit incapable de noblesse et d'une grande pensée.

Sans doute, elle rend à la province des services incontestables, car en s'opposant aux exigences royales, en sauvegardant les privilèges de la Bourgogne, elle sert l'intérêt du pays en même temps que le sien propre. En modérant les exigences du fise, en exceptant la Bourgogne de l'exploitation des fermiers généraux, elle travaillait pour le peuple; mais elle travaillait pour lui sans le vouloir, et si l'on tient compte que la pauvreté

du gouvernement le contraignait à se procurer de l'argent à tout prix, on peut cependant reconnaître qu'il s'efforçait d'opprimer avec le plus de justice, avec le moins de dureté qu'il pouvait, que seul il prenait à cœur le bien du peuple, tandis que le patriciat ne songeait qu'au sien. Quand Colbert interdit d'emprisonner les contribuables, on tourne ses ordres par un artifice, et de pauvres gens passent cinq à six mois en prison. Quand en 1709, le roi, pour soulager la misère, lève les droits sur les blés, les États protestent parce que les fermiers des octrois réclament la résolution de leurs baux (1). Ils souffrent que les officiers bourgeois, que sont les receveurs particuliers, conservent par devers eux le produit des contributions et le versent aux caisses publiques à leur convenance quand le cours de la monnaie est le plus bas, ils leur accordent des frais de perception de neuf deniers par livre, et c'est le roi qui tâche de remédier à ces abus, qui s'indigne que les frais faits par les receveurs montent chaque année au quart ou à la moitié des tailles. C'est le roi qui contraint la province à créer ou à entretenir ses routes, c'est lui qui institue les manufactures et protège le commerce. Mais le Parlement ne souscrit que contraint et forcé à la Compagnie des Indes, mais la bourgeoisie s'oppose de toutes ses forces à la création d'une industrie bourguignonnée, craignant de voir les bras manquer à ses terres et ses fermiers délaisser ses domaines. Elle s'oppose en un mot dans la mesure où elle l'ose à tous les ordres du monarque comme à toutes ses réformes, redoutant par dessus tout les réformes judiciaires qui modèrent le pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce sur ses justiciables (2), et les exigences fiscales qui l'atteignent dans ses biens. A vrai dire, ses résistances représentent tout ce qui demeure encore de liberté et cela empêche de les négliger, mais on n'y trouve rien de grand et rien de fécond. L'égoïsme seul les inspire, et le plus bas de tous les égoïsmes; un égoïsme de classe, un égoïsme de parvenus satisfaits, indifférents aux misères du peuple, indifférents aux besoins de la chose publique, attachés à des intérêts terre à terre et mesquins. Pas plus, peut-être moins que les hommes de 1789, les bourgeois du dix-septième siècle ne sont idolâtres du roi ni même du régime, mais un régime n'est en danger que s'il rencontre devant lui un régime en puissance pour ainsi dire tout prêt à le remplacer, que si ceux qui s'emploient à le

(1) Cf. A. THOMAS, 141, 144.

(2) *Correspondance* de BRULART, I, 253 sqq.

détruire construisent en même temps, que si des doctrines et des aspirations encore inconnues naissent peu à peu et préparent le renouveau de la société. La faiblesse de l'opposition bourgeoise sous Louis XIV, ce fut de prendre sa source dans de petits intérêts, ce fut d'être sans âme et sans pensée et c'est en vain que son érudition a cherché dans les livres et les parchemins cette âme et cette pensée qui lui faisaient défaut.

LES THÉORIES DE L'OPPOSITION

1. — Les souvenirs antiques

Les Bourguignons conduisent leur politique avec ce bon sens terre à terre, pratique et sans noblesse qu'ils ont hérité de leurs lointains ancêtres. Chez eux, nul sentiment profond du juste et de l'injuste, nul enthousiasme pour de grands projets; la nature leur a refusé les faiblesses et les illusions, mais aussi les grandeurs de l'amour. En matière de gouvernement, comme toujours, la sécheresse de leur cœur rend leurs efforts stériles, car ils ne croient en aucun principe et ne se dévouent à aucun, car ils emploient de petits moyens pour atteindre de petits buts. Ils n'adorent point le roi ni même la royauté, mais ils ne combattent pas par foi en un régime nouveau qu'ils voudraient substituer à l'ancien; ils ne luttent pas même pour améliorer l'ancien par des réformes systématiques. Leur prudence de parvenus qui craignent par dessus tout de compromettre leur bien-être, acquis avec peine, pour la défense d'une idée ou le profit d'autrui, leur circonspection rustique les retient loin des révoltes dangereuses, cependant que somme toute leur égoïsme ne saurait adresser de graves reproches à un état de choses où ils se sont ménagé une place de choix, dont les abus mêmes et les injustices s'exercent souvent à leur profit. Comme des gens logés dans un bel appartement ne se soucient pas de démolir la maison, les robins ne cherchent pas à bouleverser une société qui les comble de privilèges, et comme tous ceux qui risquent de perdre, ils sont conservateurs, non par conviction, mais par calcul et par habitude des avantages présents. Mais tandis que le monarque s'applique à amoindrir leur puissance pour accroître son autorité, qu'il tente de faire contribuer leur richesse à remplir un trésor toujours vide, encore que le plus souvent il ait de son côté le patriotisme, la justice, le bien public, la bourgeoisie soutient contre lui des procès de murs mitoyens pour la défense de ses intérêts de classe.

Comme on déplace les bornes d'un champ pour s'agrandir aux dépens du voisin, la robe et le roi contestent sans cesse pour savoir où commencent les privilèges de celle-là et les prérogatives de celui-ci, mais tout en travaillant à restreindre le domaine de son adversaire, le patriciat ne lui en refuse pas la possession. Il admet que le souverain édicte des ordonnances à son bon plaisir mais s'élève contre celles qui lèsent ses ambitions; il admet que la royauté prenne l'argent des sujets et le dépense sans contrôle, mais chaque fois qu'elle en réclame, surtout quand le malheur la rend plus traitable, il tâche de s'acquitter au moindre prix. Il suit une politique à courte vue au service de ses intérêts immédiats. Les moyens qu'il emploie et les raisons qu'il prétexte à ses résistances ne valent pas mieux que leurs mobiles égoïstes et mesquins. A suivre les contestations du gouvernement avec le Parlement ou les Etats, on croirait assister aux discussions d'un propriétaire avec un métayer madré et finaud. L'un s'efforce de faire rendre le plus possible à son fermier, l'autre invoque les pluies, le soleil, le vil prix des denrées, pour que le maître rabatte de ses prétentions, et une fois qu'il a convenu de la somme à verser, il ne se sépare de ses écus que sou à sou, après de longs délais et des sommations répétées, espérant lasser la patience de celui dont il n'a pu apitoyer le cœur. Ainsi, lorsqu'il s'agit d'accorder le don gratuit, les Etats et le Parlement conviennent que la province doit au roi tout tribut qu'il exige d'elle, mais la misère des campagnes, l'inclémence des saisons, l'insuffisance de la récolte ou une abondance extrême qui l'avilit, les difficultés du commerce, les dettes dont la Bourgogne est accablée, leur sont autant d'arguments pour solliciter un allègement de leurs charges. Et quand celles-ci sont fixées, l'argent ne rentre pas, on demande de surseoir aux paiements, on allègue l'impossibilité de s'en acquitter, dans l'espoir de reculer à l'infini une échéance inévitable. S'agit-il d'enregistrer un édit qu'on voudrait repousser ? on adresse au prince remontrances sur remontrances pour en signaler les inconvénients imaginaires ou réels, on réclame des éclaircissements, on soulève des difficultés de procédure, on traîne l'affaire en longueur, on la laisse sommeiller sous prétexte de l'examiner à loisir, et faute de se retrancher derrière de bonnes raisons, on tâche d'esquiver la défaite à force de mauvaise volonté. L'absolutisme a cette force de réclamer l'obéissance en vertu de son principe, la bourgeoisie cette faiblesse de vouloir ne pas obéir sans oser l'avouer, sans pouvoir en dire le pourquoi ni au souverain ni peut-être

à soi-même; elle chicane en se fondant sur les circonstances une soumission qu'elle ne refuse pas au nom d'un principe. Ses roueries de paysanne égoïste incommode toujours le pouvoir et le lassent quelquefois, mais jamais elles ne le menacent.

Deux forces, deux intérêts sont en présence, et l'égoïsme de la bourgeoisie bourguignonne inspire à lui seul toutes ses résistances. Mais ici comme il arrive toujours, l'égoïsme tâche de se dissimuler aux yeux du public et aux siens propres. On a beau lutter seulement pour sauvegarder ou pour conquérir puissance et argent, on n'aime pas avouer aux autres pour quels motifs on se bat, et l'on ennoblit la guerre en faisant passer pour dévouement à des idées des ambitions toutes matérielles. Ce mélange de calculs intéressés et de passions sublimes, ce travestissement des soucis les plus terre à terre sous l'apparence du respect des grands principes, cette confusion de toutes les grandeurs et de toutes les petitesse de l'âme humaine, les Bourguignons ne les ont pas inventés; ils sont de l'essence même de toute politique. Cependant sous Louis XIV l'opposition constante et irrémédiable du patriciat provincial aux volontés du roi ne fait que de naître, elle a cru en même temps que les prétentions de l'absolutisme, mais si du premier coup le sens pratique des robins leur révèle leurs intérêts et les raisons véritables de la guerre qu'ils entreprennent, ils semblent d'abord déconcertés quand ils cherchent des prétextes pour justifier leur indocilité. Non pas seulement qu'ils veuillent se concilier l'opinion, car la bourgeoisie ne saurait avoir d'autre opinion que celle des bourgeois qui la composent, et le peuple est trop abaissé pour qu'il vaille la peine qu'on brigue sa faveur ou qu'on redoute sa désapprobation. Mais de même que des guerriers qui combattent pour le gain se choisissent un drapeau, de même, l'égoïsme de la robe éprouve le besoin de rallier ses défenseurs autour d'un principe, car c'est un besoin naturel au cœur humain, surtout dans la défaite ou les épreuves que de songer qu'on est martyr d'une grande cause et qu'on a vu croûler autre chose que de mesquines ambitions.

Impatiente de déguiser en passions glorieuses ses rancunes et ses colères, la bourgeoisie dijonnaise se tourne d'abord vers l'antiquité romaine et assouvit ses ressentiments par des rapprochements ingénieux, où les sénateurs bourguignons évoquent quand ils s'opposent aux volontés de Louis XIV les paroles et les gestes de Thraséa devant Néron, où ils se consolent de leur esclavage en citant les sentences amères et ven-

geresses de Tacite. A cette époque comme il est arrivé souvent au cours de notre histoire, Rome fournit des armes aux adversaires de la tyrannie, ils puisent dans ses exemples des raisons de s'indigner et de belles paroles pour décorer des actions sans grandeur. M. Jacquet s'est souvenu fort à propos du manuscrit de Bénigne Bouhier; il eût pu citer en même temps les *Caractères* de Pierre Legouz; P. Legouz est un parlementaire discipliné parmi les indisciplinés; avec cela, une haute idée de son rôle de juge; il s'indigne des faveurs et de la corruption qui dictent les arrêts de ses confrères, de l'inexpérience ou de l'indignité des magistrats, de toutes les faiblesses humaines qui dénaturent son austère idéal de justice. Le monde qu'il dépeint, c'est le Parlement de sa province; ses ennemis, ce sont son oncle Brulart, tous les robins qui siègent à ses côtés sur les fleurs de lys, tous ceux du moins qu'il est porté à combattre soit par inimitié personnelle soit par mépris de leur caractère. De ses critiques se dégage une vue générale et assez amère du monde où il vit : l'hypocrisie conduit au succès et à la gloire, la vertu est rabaissée par l'envie, souvent elle s'accompagne de travers et de ridicules qui en dérobent aux yeux le mérite solide, mais ces inconvénients n'empêchent pas Legouz de croire qu'il existe une grandeur supérieure à tous les honneurs du monde, une consolation à tous les échecs, un bonheur plus vrai que les réussites de l'ambition, la conscience de suivre toujours le devoir et la vertu. La sagesse antique inspire la conduite de Legouz au milieu de la société moderne, et ce n'est pas le trait le moins notable de son génie que la confusion qu'il établit entre Rome et Dijon. A chaque exemple tiré de sa propre expérience en succèdent d'autres légués par les sénateurs romains, comme si leur Sénat était une image du Parlement bourguignon, et sa conduite se règle sur les maximes et sur les exemples du stoïcisme romain. Qu'importent les triomphes éphémères de l'hypocrisie et de la violence ? « Brutus effrayé et désespéré dit un peu avant sa mort que la vertu n'est qu'une ombre et qu'un fantôme, mais ces mots qui lui échappent par désespoir ne font croire à personne qu'il n'ait pas pris le bon parti et qu'il n'ait pas embrassé la véritable vertu. Ils n'empêchent pas qu'on ne dise qu'il a été le dernier des romains qui ait eu de la vertu et du courage. » (1) Et plus loin : « Il ne faut pas juger de la vertu par les bons ou par les mauvais succès qui l'accompagnent... mais on peut

(1) *Caractères* de LEGOUZ : de la fausse sagesse.

juger de la vertu par l'opinion qu'un homme de bien laisse de lui après sa mort... les hommes ne sont point masqués dans le tombeau. » Belles et nobles paroles, dignes d'un stoïque, mais d'un stoïque qui espère d'autres récompenses que la simple conscience de sa vertu, car, dit-il, la vérité finit par l'emporter et le vrai mérite par triompher des méchants : « Les vipères morts, écrasés et mis en poudre, guérissent autant de maux que les vipères vivants en ont fait par leur venin... Le venin meurt avec le serpent. »

Un chapitre des *Caractères* définit cette sagesse qui triomphe à la fin des succès passagers du vice. Elle est faite de raison d'abord ; « La sagesse n'est autre chose que le bon usage de la raison et des passions. » Mais surtout, la sagesse est faite d'énergie et de volonté, c'est par là qu'elle élève l'homme au-dessus du vulgaire, au-dessus de l'adversité, en même temps qu'elle le rend utile à la cité. « L'homme sage, en s'opposant et en souffrant pour tous soulage des maux que les autres souffrent. Caton en refusant l'eau qu'on lui présente et souffrant la soif, apaise celle que souffrent ses soldats, il leur apprend à souffrir en souffrant lui-même, à combattre non seulement l'ennemi commun et l'oppresseur de la liberté, mais la faim et la soif, les ardeurs du soleil, les maladies du corps, le poison des serpents et la mort même. Ce combat du sage avec la douleur et avec la fortune est toujours le plus beau spectacle que les hommes et Dieu même puissent avoir sur la terre. » L'exemple est de Lucain, emprunté à cette Pharsale aux provinces si chère, et la philosophie qui inspire Legouz est celle du portique. C'est dans le stoïcisme mondain de Sénèque, dans ce stoïcisme adapté aux besoins moraux d'un patricien né pour le gouvernement et la vie publique, que le patricien dijonnais prend les maximes de sa conduite. C'est le stoïcisme qui le console quand il échoue dans ses entreprises, quand il se croit victime d'injustices, c'est le stoïcisme qui lui fait condamner les abus et révéler la justice, c'est le stoïcisme qui ennoblit son opposition et qui le fait encourir la colère du roi. Des discours vieux de quinze cents ans semblent encore vivants au patricien dijonnais non seulement parce qu'ils expriment une forme éternelle de la pensée humaine, mais parce qu'on se complaît dans cette illusion que l'attitude et la politique des Thraséas et des Caton conviennent au monde moderne aussi bien qu'à la Rome antique.

Sénèque n'a fourni à Legouz qu'un principe d'action individuelle, mais les souvenirs antiques servent à formuler même

des théories sur le gouvernement de l'Etat. C'était peut-être par un jeu d'érudits qu'on avait affublé le Parlement du nom de *senatus Burgundiae* et les Etats du nom de *Comices*; en tous cas, pour qui veut descendre au fond des choses, les analogies entre la cité antique et les institutions provinciales ne sont que de surface, et les privilèges du patriciat bourguignon reposent sur de tout autres principes que la puissance de l'aristocratie romaine. Cependant, à force de se déguiser à l'antique, à force d'assimiler le présent au passé, on finissait par prendre au sérieux cette mascarade, et de même que Legouz se proposait pour gouverner sa conscience un idéal de sénateur stoïque, d'autres empruntaient à l'antiquité non pas les règles de leur conduite particulière mais les principes de leur politique; ce n'étaient plus seulement des particuliers qui se faisaient une âme romaine, c'étaient des magistrats qui pour diriger les affaires raisonnaient en sénateurs romains. C'est en romain que discourt Nicolas Brulart, s'il agit en bourgeois avisé. Car ce patricien, que l'on avait surnommé *specimen antiquitatis*, tout en affectant de ressusciter en lui l'ancienne Rome, savait tirer parti des institutions modernes et y diriger sa barque en pilote prudent. Issu d'une des plus nobles familles d'Artois établie en Bourgogne depuis trois générations, il naquit le 10 février 1627 dans l'hôtel des comtes de Sennecey, vieille résidence seigneuriale à la façade austère, en face de la maison plus modeste où Bossuet naissait presque à la même date. Fils et petit-fils d'un Premier Président au Parlement de Bourgogne, il comptait dans sa famille un grand chambellan, un chancelier, des ambassadeurs, des ministres d'Etat, il était apparenté aux Tavannes, aux Bouhier, aux Berbissey et placé par sa naissance au premier rang dans sa province et dans tout le royaume. Il fit ses études aux Godrans sur les mêmes bancs que Bossuet, et peut-être que la commune éducation de ces deux orateurs et l'influence de leurs communs maîtres explique en partie leur science et leur amour de la noble période, la pureté de leur langue, et tout ce que leur rhétorique emprunte aux modèles latins. Si Brulart ne compte point parmi les plus savants dans sa patrie où fleurissait l'érudition, c'est sans doute que le soin des affaires lui prit le meilleur de son temps, mais Saumaise entretenait avec son père un commerce d'amitié, le visitait quand il passait à Dijon, logeant à son hôtel et conversant avec lui. C'était un grand seigneur spirituel, fait pour briller dans le monde, fort attaché à ses plaisirs et à ses grandeurs, fort habile à ménager les puissants et à solliciter leurs

faveurs. Il blâme la bigoterie qui voudrait interdire le théâtre et le jeu, même honnête, et quand un jeune homme bien né, destiné par sa condition autant que par son talent, aux emplois civils, se propose d'entrer en religion, il l'en dissuade par une lettre, chef-d'œuvre de raison et de malice (1) : « Pensez, lui écrit-il, à ce que vous ferez de votre esprit quand vous serez dans une retraite et dans un silence qui conviennent rarement à ceux qui en ont autant que vous en avez. » Au reste, caractère peu sympathique et qui parut dur à une époque où l'on n'était pas tendre. Loin de compatir aux misères dont son état le rend témoin, c'est lui qui se plaint que la question soit trop douce et ne suffise pas à arracher les aveux des accusés. Son panégyriste funèbre n'a trouvé de louable en lui que son amour de la justice et s'il semble en effet avoir été impartial au tribunal, il s'y montrait inflexible au point que les avocats n'osaient plaider devant lui une cause qu'il désapprouvait. Il avait noué parmi ses concitoyens des clientèles, mais peu ou point d'amitiés, et des haines farouches l'environnaient. Ses proches parents mêmes le détestaient et lui reprochaient son insensibilité, la persistance de ses inimitiés et ses vengeances implacables, l'abus qu'il avait fait de sa puissance pour dépouiller ses frères. Il étouffait en lui-même jusqu'aux mouvements les plus vifs de la nature ; au lendemain de la mort de son fils, il présidait en 1668 l'ouverture des Etats sans accorder à sa blessure encore saignante autre chose qu'une brève allusion, fermeté qu'on admirerait si la gravité des circonstances justifiait cet oubli des deuils privés, mais qui dans la pompe d'une vaine cérémonie semble procéder surtout de la sécheresse du cœur.

A peine âgé de trente ans, il fut reçu en la charge de Premier Président au Parlement qu'il devait remplir jusqu'à sa mort, de 1657 à 1692. Charge délicate entre toutes, car il représentait l'absolutisme royal en face d'un corps discipliné, en même temps que des magistrats frondeurs en face d'un maître exigeant et jaloux de son autorité. Nommé par le choix du souverain, il transmettait à la Compagnie ses ordres et ses réprimandes ; membre du Parlement, il en présidait les Chambres assemblées, le convoquait, le conduisait aux cérémonies, défendait ses droits et ses privilèges, et quand ses confrères se montraient rebelles aux ordres du roi il devait expliquer et justifier devant le ministre leur indocilité. Ajoutons qu'en l'absence du

(1) BRULART. *Correspondance*, II, 184.

gouverneur le soin lui incombait de tenir les Etats et l'on concevra ce qu'il fallait d'adresse pour réussir dans ses fonctions bizarres et doubles, pour représenter à la fois deux forces ennemies, l'absolutisme et l'opposition bourgeoise, pour discuter l'obéissance au roi en tant que chef du Parlement et pour réclamer la soumission des magistrats en tant que délégué du monarque. Au reste, ses sentiments n'étaient pas douteux, et il inclinait à servir d'abord les intérêts de ses pairs et les siens. Si toute sa vie fut offerte à la justice, s'il s'y voua avec passion, montrant la même assiduité aux procès qu'aux cérémonies, s'il s'occupa de rassembler en un recueil « tout ce que les registres du Parlement contiennent d'utile en matière de discipline, de police, d'honneur, de cérémonies, de privilèges, d'arrêts », ouvrage dont Colbert voulut avoir une copie, il s'attacha à défendre sa caste dans ses honneurs et ses prérogatives contre les entreprises du gouvernement. Ignorant encore jusqu'où s'étendait la puissance de l'absolutisme, il commença sa carrière en présidant à une révolte. Lorsqu'en 1658, le roi tenant en personne un lit de justice au Parlement fit enregistrer un édit financier qui portait création de nouveaux offices et lésait les officiers en charge, Brulart osa répondre à Louis XIV : « Le Parlement et la province (1) ne sauraient s'imaginer que la défaite de vos plus superbes ennemis ne soit pas plus avantageuse à vos plus fidèles sujets et officiers. Mais ils doivent croire que Votre Majesté voudra toujours régner par amour, que le plus auguste et le plus aimable de tous les rois voudra toujours aussi être le plus doux et le plus aimé, et que la puissance d'un grand monarque sera toujours mesurée au pied de sa justice. » Langage audacieux qui n'empêcha pas l'enregistrement, mais sitôt le roi parti, le Parlement poursuivit le greffier Joly pour avoir délivré un extrait de l'édit, le condamna à la perte de sa charge et à dix mille livres d'amende et adressa des remontrances au roi. Cette bravade remporta le succès qu'on en pouvait attendre. Brulart fut mandé à Lyon avec une délégation de magistrats, mais là, admis à l'audience du roi, il eut cette fière réponse : « Sire, je ne m'agenouille que devant Dieu, mon maître et le vôtre. » Un exil à Perpignan réduisit son orgueil ; il obtint de se retirer en Anjou dans ses terres, puis d'être enfin rétabli dans ses honneurs le 1^{er} janvier 1660, déjà assagi par l'épreuve, mais non domestiqué. Quelques années plus tard, à Condé qui

(1) De La Cuisine, III, 84.

le pressait de recevoir de nouveaux édits bursaux : « Monseigneur, répondit-il, comme Philoxène demandant à retourner aux carrières, je vois d'ici les tours de Perpignan. » Et quand l'ordonnance civile de Colbert eût limité à de courts délais l'exercice du droit de remontrances, Brulart osa se plaindre de voir les Parlements désormais (1) déshérités du droit de représenter au souverain « les besoins de ses peuples qu'ils ont souvent maintenus par ce secours dans l'obéissance, tandis que l'ordre et la raison dont ils ont l'exercice continu et public sont les innocents et seuls moyens qu'il leur a confiés et dont ils se servent pour soumettre les esprits et les convaincre de la justice de ses volontés. » Mais peu à peu, la prudence de l'âge et les progrès de l'absolutisme rendent plus rares et moins éclatants ces accents d'indépendance ; en robin avisé, Brulart comprend l'inégalité de la lutte, l'inutilité des résistances, l'avantage qu'il trouve sinon à se dévouer au plus fort, du moins à ne lui pas déplaire, et désormais, à part des querelles de préséance avec le lieutenant général, une guerre ininterrompue avec l'intendant, il s'applique non seulement à obéir au prince, mais encore à le faire obéir. Son humeur intraitable évite d'irriter le maître et si dans la soumission il conserve un peu de cette roideur des échines qui n'ont appris que tard à se courber, du moins les précautions qu'il prend pour se justifier, ses explications pour prouver au ministre sa bonne volonté, tous ces respects nouveaux chez lui nous dénotent sa conversion. Il commence par l'audace, il termine par l'obéissance, mais à toutes les époques de sa carrière, l'antiquité lui prête de belles maximes et un noble idéal pour décorer une politique qui se gouverne d'après les circonstances présentes et au mieux de ses intérêts.

A cette âme dure et faite pour l'action, convenait le stoïcisme mondain d'un Sénèque ; aussi n'a-t-elle garde de l'oublier, elle se pare de ses dépouilles, elle lui emprunte ses paroles et de même que l'Écriture et les Pères revivent pour ainsi dire dans l'éloquence de Bossuet, celle de Brulart semblerait un écho de la voix de Sénèque, si elle ne se distinguait par moins d'esprit et plus de solennité, par moins de brillant et plus de majesté. C'est qu'elle est faite pour la pompe, pour les harangues prononcées à la rentrée du Parlement ou à l'ouverture des Etats, pour être le vain ornement de vaines cérémonies. Il est d'usage en de telles circonstances, et l'usage subsiste toujours,

(1) De La Cuisine, III, 112.

que l'orateur développe des lieux communs, et qu'il emploie son talent à louer quelque vertu. Pour traiter ce genre de sujet, où pourrait-on puiser l'inspiration mieux que dans le stoïcisme romain ? C'est là que Brulart l'a puisée, et nulle philosophie ne convenait mieux à des juges que celle qui élève le devoir au-dessus de tous les intérêts humains et qui propose à l'homme la seule conscience pour le guider, le commander et le récompenser. Les officiers dijonnais n'apparaissent plus seulement dans les discours de Brulart comme les serviteurs du monarque, les dépositaires de sa puissance et les exécuteurs de ses ordonnances; ils sont aussi les ministres de la justice, de la vraie justice perpétuelle et immortelle qui fonde les empires et survit à leur ruine. Sans doute, comme on ne peut nier en une harangue publique que Louis XIV ne soit un roi juste et vertueux, aimer le prince et aimer la justice sont une seule et même chose, et cependant grâce aux maximes de Sénèque, voici des bourgeois introduits dans les tribunaux par le mérite de leur argent, exerçant leur charge au nom du roi, qui s'enorgueillissent de représenter non plus seulement les lois mais la justice, qui prétendent relever du monarque sans doute, mais aussi de leur conscience, et recevoir de leur conscience le prix de leurs travaux.

Le stoïcisme qui confère aux magistrats bourgeois comme un sacerdoce de la vertu, devait ennoblir les luttes des sénateurs bourguignons contre le despotisme, comme il ennoblit les résistances du patriciat romain à la tyrannie des empereurs. Et de fait au début de sa carrière, la vertu que célèbre Brulart, et qu'il recommande à ses confrères; c'est la constance et la force de courage (1). « On ne peut attendre de vous, leur disait-il, qu'un bel usage de cette vertu; partout où elle paraît, elle montre qu'elle est libre aussi bien qu'inviolable; elle est si fort endurcie contre la violence que bien loin d'être rompue par ses efforts, ils ne la peuvent ployer, et ses ennemis amassés ensemble n'ont de forces que pour exercer les siennes sans les pouvoir jamais vaincre ni même les offenser. » « Sachez, leur disait-il, que quelque opposition qu'on vous fasse, rien ne vous doit émouvoir. » et traduisant Sénèque : « Avec la constance et la fermeté la justice ne peut être ni vaincue ni ployée. » L'année suivante, il proclame que la justice intérieure est la première souveraine des hommes (2), « Ils choisissent entre eux par son inspiration

(1) Choix des harangues de Brulart dans de La Cuisine, I, 157.

(2) Ibid. 165.

des protecteurs pour leur défense; ils leur attribuent une autorité toute puissance sur eux-mêmes pour les mieux contenir dans leurs devoirs, et ils les appellent par des noms vénérables et majestueux tantôt leurs juges, tantôt leurs rois. Voilà, Messieurs, la naissance de la justice souveraine des rois et des royaumes issue immédiatement de la justice intérieure des hommes, et voilà le solide fondement des plus florissantes républiques et monarchies; voilà la source des pouvoirs de tous les magistrats. » et un peu plus loin, il osait citer l'adage : « *Cæsari cum omnia licent, ex eo minus licet.* » La justice intérieure servie par la force de courage, ne craignant ni les dieux ni les hommes, grâce à qui Scévola a vaincu « le feu, Socrate le poison, et Caton la mort », ne voilà-t-il pas un idéal stoïcien en même temps qu'un principe d'opposition politique ? Aussi bien sommes-nous à l'époque où l'on doute encore à Dijon si Louis XIV saura se faire obéir. Mieux renseigné par une expérience pénible, Brulart adoucit sa fierté, mais il ne cesse pas pour autant de justifier sa politique par les maximes de Sénèque. Au stoïcisme actif qui lutte contre les hommes et les choses, il substitue un stoïcisme où l'âme repliée en soi-même n'entreprend de combats que contre elle-même et ses passions. Il prêche la domination de soi, l'égalité d'âme. Imitant le passage où Pascal remarque que tous les hommes recherchent d'être heureux, il se demande où est le vrai bonheur, et contrairement à Pascal qui ne le trouvait pas sur terre, Brulart le trouve dans la sagesse (1) « le plus estimable et le plus estimé de tous les biens », qui « n'est autre chose qu'une possession tranquille de soi jointe à l'amour de la vertu. Avec elle, on est modéré, intrépide, incorruptible et admiré, et le dernier degré de la sagesse est un calme de l'esprit qui rend pour ainsi dire inébranlable non pour être hors de l'atteinte des coups, mais pour en être inutilement frappé. » Le stoïcisme enseigne la résignation, il enseigne à dominer l'ambition, à pratiquer les vertus de chaque condition, à se montrer laborieux et modeste. Il enseigne même l'obéissance tout aussi bien que jadis il enseignait la résistance à l'oppression : Les hommes « ont rendu dans tous les temps cet honneur à l'autorité, de la reconnaître comme la source de tous les biens. » (2) La pensée antique, la sagesse romaine fournissent des arguments et des citations aux derniers discours de Brulart comme aux premiers, à ceux où

(1) Ibid. 293. La Sagesse, Le Repos.

(2) Ibid. 283.

il conseille la lutte et à ceux aussi où il vante la soumission. Le stoïcisme prête à son éloquence une noblesse et une majesté soutenue qui font de lui un grand orateur, mais derrière cette façade orgueilleuse s'abritent les pensées les plus opposées et les plus modernes, tantôt l'indocilité d'un magistrat, tantôt la servilité d'un courtisan. On sent par la facilité avec laquelle on l'accorde à toutes les circonstances que, même chez Brulart, la vertu stoïque n'est qu'un prétexte à phrases creuses, que la robe cherchait en vain dans les souvenirs de l'antiquité ce principe d'action qui lui faisait défaut.

2. — Le droit bourguignon

Le stoïcisme et les belles maximes des sénateurs antiques plaisaient aux robins dijonnais parce qu'ils ennoblissaient leurs résistances et leur prêtaient des paroles et des attitudes pleines de majesté. Mais ces préceptes héroïques n'ont même pas suffi à susciter chez les romains de l'Empire une opposition efficace à la tyrannie; ils inspirèrent bien plutôt le mépris de la vie chez des individus, et de vertueuses résignations qu'une lutte pour la liberté. A plus forte raison devaient-ils sembler vains dans la France de Louis XIV : la diversité des circonstances les y rendait à peu près inoffensifs. Le prince absolu n'était point homme à se laisser intimider par les Thrasséas bourguignons, et l'on pouvait invoquer l'ombre de Brutus et de Cassius sans qu'il s'offusquât des honneurs qu'on donnait aux derniers des Romains. Il y avait beau temps d'ailleurs que la monarchie s'accommodait qu'on vouât aux républiques antiques une admiration platonique qui ne tirait guère à conséquence pour les affaires présentes et n'entraînait pas à des entreprises dangereuses pour l'ordre public. Car encore que la fermeté dont on faisait parade eût été dans les âmes et non pas seulement sur les lèvres, il eût fallu proposer à cette fermeté des buts à atteindre, un idéal à réaliser. Les sénateurs de l'Empire regrettaient au moins des institutions abolies depuis peu, une liberté encore toute proche et qu'ils apercevaient en jetant un regard vers le passé, ils luttèrent pour des traditions encore vivantes et dont le principe même était admis par leurs oppresseurs; les parlementaires provinciaux, quand le despotisme menace leur sécurité, se demandent, inquiets, sur quels droits fonder leurs revendications. Trop timorés ou trop neufs en politique pour les fonder sur des principes généraux, sur

les prérogatives imprescriptibles de la personne humaine, ils errent à l'aventure, prenant tous les biais pour éluder les ordres du roi, faisant flèche de tout bois pour combattre le ministre, se perdant en des chicanes sans portée et sans grandeur.

Rien de plus faible et de plus insignifiant que les motifs des remontrances soit du Parlement soit des Etats. Objectera-t-on au roi qu'il viole les lois, qu'il outre passe ses droits ? Non, mais seulement que ses ordonnances sont mal faites, qu'elles lèsent les intérêts de quelques-uns, qu'elles apportent la ruine à la province. Si le Parlement veut amender les édits, c'est, dit-il, pour qu'ils soient plus faciles à exécuter et le roi mieux obéi, et l'on dirait qu'il ne combat l'absolutisme que pour le mieux servir. Son intention sans doute était autre, mais des bourgeois qui tiraient leur autorité de l'exercice d'un office royal concevaient mal au nom de quel principe ils pourraient entraver les desseins du monarque. Brulart approuve le régime comme le plus convenable au tempérament de la nation, car, dit-il (1), « qu'y a-t-il de plus conforme à la raison dans la nécessité de l'assujettissement des hommes que d'être soumis sur la terre à un seul esprit comme à l'image vivante de l'unité dont ils sont les créatures ? Qu'y a-t-il de plus sûr pour l'Etat et de plus convenable au tempérament et au caractère de notre nation pleine de feu, d'ambition et de courage que d'arrêter sa convoitise en détournant de devant ses yeux toute autre grandeur que celle du Souverain ? » C'était justifier par l'ordre public et le génie de la nation le despotisme royal, et bien des fois l'opposition en effet ne conteste pas ses pouvoirs, demandant seulement qu'il consente à les exercer avec modération. Mais souvent aussi on voit poindre cette opinion destinée à faire fortune, que la monarchie française ou tout au moins que la monarchie bourguignonne est tempérée par l'usage des lois. « Nous croyons bien (2), disait encore Brulart, que tant que le royaume sera conduit par l'heureux et vaste génie de notre monarque, tout y sera grand, paisible et glorieux, et que toutes ses admirables qualités personnelles qui forment sa principale grandeur feront aussi l'affermissement comme la gloire de son règne. Mais tous les Césars n'ont pas été des Augustes ; l'Etat demeure, et sa sûreté ne peut être plus grande que dans la stabilité et la vigueur de ses anciennes lois dont la longue exécution l'a affermi et rendu florissant depuis tant de siècles

(1) Ibid. 279. *La Constitution des Pouvoirs publics.*

(2) De La Cuisine, III, 113.

et a toujours concilié si fortement à ses rois l'amour de leurs peuples. » Et si la plupart des remontrances ne se présentent que comme des conseils donnés au roi par ses officiers, dans plusieurs les comices de la Bourgogne ou le Sénat gardien de ses privilèges s'opposent aux innovations du monarque au nom des coutumes du pays.

La Bourgogne en effet prétendait s'être donnée à la monarchie, lors de l'extinction de la race ducal, et s'être donnée sous conditions. Elle se disait liée au prince par un contrat qui lui assurait la jouissance perpétuelle de ses lois, et de même qu'en ses recherches historiques elle s'appliquait à établir l'existence de cet accord, la bourgeoisie consacrait une bonne part de ses loisirs à définir le code des libertés bourguignons (1), des lois municipales du pays sur qui seules elle pouvait s'appuyer pour combattre la toute-puissance royale. Des lois du royaume on ne parlait guère à Dijon; quelques liens qu'il existât entre la politique de toutes les cours de France, le Sénat dijonnais ne se considérait que comme représentant d'une province. S'il règne à Dijon, c'est comme le dépositaire de la coutume de Bourgogne. Nous savons déjà combien cette coutume était confuse, voire contradictoire, et combien cette confusion du *mos majorum* avait servi les intérêts de ceux qui en étaient les dépositaires et qui se chargeaient de l'appliquer. La rédaction en avait été entreprise dès longtemps, et les principaux éléments en avaient été rassemblés à l'aurore de la Renaissance par Chasse-neuz. Depuis ce temps, elle s'était chaque jour enrichie et éclairée par les arrêts du Parlement souverain législateur de la province. Et, les préfaces en font foi, on croit accomplir un devoir patriotique en composant des recueils de droit bourguignon, en fixant à la Bourgogne ses traditions juridiques. Avocats et conseillers s'empressent à l'envi à rassembler des arrêts, à rédiger des consultations, à publier des résumés de leurs plaidoiries ou de leurs rapports, chacun voulant apporter sa pierre à un monument unique, chacun s'efforçant d'enrichir les maigres articles de la coutume primitive et d'en faire quelque

(1) Cf. A. THOMAS, 107. Quand on veut étendre à la Bourgogne le droit de franc alleu sous prétexte que « la Bourgogne estoit un pays conquis par les Francs, dont elle avait receu les lois, par le moyen desquelles l'usage des fiefs y avoit esté établi et le droict escrit n'y avoit plus esté observé », le conseil du roi donne tort au traitant en se référant à la loi romaine, à la vieille loi bourguignonne, à la coutume de 1459, aux comptes des anciens ducs. C'était donc bien en s'exceptant de la France que la bourgeoisie provinciale sauvégarde ses intérêts.

chose comme une constitution de la province. Jacques de Mucie laisse des recueils d'arrêts, Philibert de la Mare (1) des recueils de droit civil, de droit canonique, un tableau des arrêts du Parlement rendus de 1524 à 1674, de ses plaidoyers et de ses consultations de 1627 à 1674, Jean Melenet commente les articles de la coutume *des criées, du retrait lignager* et des *prescriptions*, Bouhier de Versalieu du *partage des meubles et acquêts*, Févret n'interprète pas moins de onze chapitres, J.-A. de Chevanes publie en 1665 les *Coutumes générales de Bourgogne avec les annotations de MM. Begat, Depringles et Dumoulin*, Joseph Durand édite en 1697 des *Institutes au droit coutumier de Bourgogne* composés par son aïeul; il n'est robin qui ne veuille commenter quelque partie de la coutume ou son ensemble; l'empressement qu'ils apportent à cette œuvre témoigne de l'importance qu'ils y attachent, en même temps que leurs efforts sans cesse renouvelés nous font comprendre qu'ils ne croient jamais qu'elle soit accomplie, qu'ils éprouvent comme une vague conscience d'un vice qui fait échouer toutes leurs tentatives.

On sent qu'il manque quelque chose au plus illustre de tous ces commentateurs du droit bourguignon, même à Pierre Taisand. Auteur de quelques études de détail, d'un *traité des criées* par exemple, Taisand publia en 1697 la *Coutume générale de Bourgogne* avec un commentaire. Jamais livre ne fut salué de plus d'applaudissements avant sa naissance encore plus qu'après, et tout ce que la province comptait de poètes et qui savaient rimer un compliment envoya quelques vers pour être imprimés en guise de préface à ce grave ouvrage. Encore que la simple civilité ait peut-être dicté la plupart de ces éloges, tous manifestent un égal enthousiasme à voir enfin codifiée et éclaircie la coutume; on se croirait dans l'ancienne Rome quand pour la première fois on afficha les Douze tables. Pourtant le texte de la coutume primitive était bien connu et Taisand l'a reproduit sans grand mérite. Il ajoute à chacun de ses articles des arrêts de jurisprudence propres à les expliquer, et il s'applique à les justifier non seulement par leur antiquité, mais en montrant qu'ils reposent sur la justice. Il recherche dans l'histoire les causes et les origines des usages en même temps qu'il tâche d'en rendre sensible la logique et l'équité. Que certains reçoivent la mainmorte par exemple

(1) Avocat, qu'il ne faut pas confondre avec son homonyme conseiller au Parlement.

comme une survivance de la servitude antique, ils ont tort, car la violence dont elle découlerait ne choquerait pas moins pour être reportée à des temps lointains; mais Taisand y découvre une convention libre et de bonne foi entre le seigneur et le justiciable, et par cette invention confère au privilège la sainteté d'un libre contrat. En somme, de même que tous ses contemporains, il veut d'abord présenter la coutume comme un fait et il fait collection de tous les documents qui dans chaque circonstance éclairent les dispositions de la loi bourguignonne. Mais en même temps, en disciple des jurisconsultes romains, il cherche une idée qui puisse donner un sens à ses dispositions, un principe d'équité qui en soit l'âme, qui les fasse accepter non seulement comme un legs peut-être monstrueux du passé, mais comme les ordres mêmes de la raison. Tant s'en faut qu'il ait réussi. Si averti qu'il soit de tout ce qui concerne les justices, les confiscations, les fiefs, les droits des gens mariés, les successions, les rentes, le cens, les forêts, il a le tort de traiter toutes ces questions selon les divisions et selon l'ordre de la vieille coutume. Et comme la vieille coutume avait été rédigée par des juristes inexpérimentés peu soucieux d'établir un rapport entre les diverses lois, comme elle se composait de réglemens de détail sans méthode et sans lien, le commentaire de Taisand ne pouvait que reproduire les imperfections de son modèle barbare. Son droit se compose de fragments, c'est un amas de matériaux et non pas un édifice, c'est une matière inerte sans âme et sans beauté. Il est incomplet, car la coutume primitive est sommaire, comme il suffisait qu'elle le fût à une époque reculée; et quant à savoir sur quels principes fonder l'apologie du droit bourguignon, Taisand manifeste sur ce point la plus grande incertitude; il donne les raisons que le hasard lui fait rencontrer, et ses rencontres sont quelquefois curieuses. A la mainmorte il proposait le fondement satisfaisant pour un juriste d'un contrat, ailleurs il est à court d'explications; au chapitre des colombers en pied il croit accroître l'autorité de la coutume par des citations d'Ovide, de Tibulle, d'autres encore où l'on célèbre l'aimable caractère des pigeons. Ovide à la rescousse pour justifier le privilège du colomber en pied ! Ce seul exemple nous montre que si l'on est arrivé à force de patience à rassembler les ordonnances de la coutume, il s'en faut qu'on ait réussi à les codifier, à les fondre en un tout logiquement déduit de grands principes. Ce sera l'œuvre de Bouhier, l'œuvre que ses prédécesseurs ont vainement tentée et où ils n'ont que peu ou point avancé.

Mais on sent dans leurs efforts répétés une obstination farouche à fixer et à défendre leurs traditions. Ils ne désirent ni ne consentent aucun changement ni aucune réforme; tournés vers le passé ils y ramassent tous les précédents, toutes les coutumes qui isolent la province du royaume et protègent l'indépendance de sa bourgeoisie. Le passé donne à leur politique un appui moral comme il nourrit leur intelligence. C'est au nom des vieux usages de la Bourgogne qu'ils prétendent administrer le pays à leur fantaisie et selon leurs intérêts, résister aux mesures que Colbert et ses successeurs tentent en faveur des misérables ou pour régler l'exploitation des forêts. Le droit qu'ils veulent codifier et maintenir, c'est le droit d'une époque barbare complété par leurs propres arrêts, ce sont des ordonnances édictées par les ducs ou par les rois Valois et qu'on dénie à Louis XIV le droit d'abroger; héritiers des féodaux de jadis, ils tâchent de perpétuer la féodalité. Il est vrai qu'appartenant à un siècle éclairé, ils sentent combien les vieux usages peuvent sembler insuffisants, injustes, déraisonnables et qu'ils s'appliquent à les coordonner et à les justifier, mais ils échouent dans cette entreprise. S'ils parviennent à jeter un peu de lumière sur des points obscurs, à rendre intelligibles des textes ambigus, ils se perdent dans ces détails, ils ne réussissent pas à faire de leur droit un ensemble, un corps organisé, à lui insuffler une âme en le pénétrant des grands principes de l'équité. Ici comme ailleurs, l'humanisme révèle sa faiblesse, son incapacité à penser par lui-même et à voir grand. Ce n'est pas faute d'efforts et de ténacité qu'il échoue, car tous les Dijonnais se vouent à l'étude de leur droit municipal; mais ils ont considéré l'étude des lois comme celle des sciences ou de la philosophie, ils ont cru qu'il suffisait de les rechercher comme des curiosités archéologiques, comme des débris épars dans la poudre des temps révolus.

CONCLUSION

Dans son action aussi bien que dans sa pensée, la bourgeoisie provinciale manifeste les vertus et les vices de son caractère, elle se montre telle que l'ont façonnée ses origines, telle que la maintiennent les circonstances de sa vie. Parvenue à force de patience, de prudence et de labeur à réunir entre ses mains l'argent, la terre et le pouvoir, à reconstituer à son profit avec les débris de l'ancienne une nouvelle féodalité et à s'emparer en même temps de toutes les fonctions civiles créées par le monde moderne, forte de sa richesse, forte par l'exercice de l'administration et des tribunaux, élevée au-dessus du droit commun par ses privilèges, elle est peut-être et surtout solide par sa cohésion et par sa structure. Car elle reçoit dans son sein tout ce qui participe à la richesse, et elle conquiert tous les emplois auxquels s'attachent ou des honneurs ou une domination. La vieille noblesse et la fortune récente de l'aristocratie plébéienne, ces deux sociétés qu'on pourrait supposer ennemies se côtoient, se mêlent, s'agglomèrent en un seul monde, celle-là sans morgue ni orgueil de sa naissance, celle-ci sans rivalité envers ceux qu'elle est arrivée à égaler; l'une et l'autre se fondent en un patriciat de riches. Ce patriciat a tout envahi : les finances, la justice, la police, le sacerdoce même, il ne rencontre autour de lui nulle puissance qui lui fasse concurrence parce qu'il les absorbe toutes. Autour de lui, nulle menace, puisqu'ouvert par en haut et par en bas il s'adjoit et l'antique aristocratie et la nouvelle, à mesure qu'elle se forme; en lui, nulle fissure, puisque chacun se place au rang que lui assigne sa fortune, puisque les dignités se proportionnent au bien et croissent d'un mouvement semblable, puisque les liens du sang, les alliances, une étroite solidarité d'intérêts unissent, depuis les suppôts les plus infimes jusqu'aux magistrats suprêmes, tous les membres de la bourgeoisie. Maîtres incontestés de la province qu'ils dominent comme propriétaires et comme officiers, les patriciens ne se servent de leur suprématie que pour exploiter mieux leurs vassaux et pour les réduire à un esclavage de plus en plus dur. La toute puissance de la monarchie vient seule traverser leur domination et leur contester l'abus sinon l'usage de leurs conquêtes. Car d'une part, le sou-

verain s'inquiète d'avoir laissé se constituer une souveraineté bourgeoise qui gouverne en son nom mais non pas toujours selon ses vues, et d'autre part les privilèges du patriciat gênent la politique du roi, limitent son autorité et s'opposent à toutes les réformes utiles au bien public, à toutes les mesures nécessaires au salut de l'Etat. Un fossé se creuse entre la Cour de Versailles et la robe provinciale, un abîme qui ira s'élargissant : à mesure que, les circonstances révélant aux deux partis la divergence de leurs intérêts, les ambitions rivales s'affronteront avec moins de ménagements, la guerre se fera plus âpre et plus générale et les heurts plus fréquents. Loin de subir l'ascendant de la Cour, la bourgeoisie bourguignonne se replie sur soi-même, sur le pays où elle est née et où elle règne, elle cherche et suit ses voies, ne reconnaissant d'autre guide que les tendances innées de son génie, et les conseils de son égoïsme.

Son génie est celui d'une race neuve, d'une race rustique et qui a lentement grandi non par hasard mais par le patient exercice de ses vertus paysannes. Paysanne, elle le restera d'autant plus que la voilà confinée en étroit contact avec la terre où elle est née, et ce sera sa force et sa faiblesse que cette fidélité inflexible à son caractère originel. Du paysan, elle aura la persévérance inlassable que ne rebutent ni le travail ni les échecs. S'agit-il de lutter ? L'absolutisme en ses jours de gloire pourra contenir ses révoltes mais non pas la soumettre de cœur comme de corps, mais non pas la contraindre au renoncement total, à l'abandon de ses prétentions. S'agit-il de s'instruire ? Elle refuse de s'enfermer dans les modes de Versailles, de limiter sa curiosité à la seule littérature, et avec la ferveur des races neuves, elle n'entreprend rien moins que de s'assimiler toutes les connaissances humaines. Au reste, hardie dans ses démarches, elle ne se laisse intimider par aucun préjugé, ni par le respect des opinions reçues, ni par celui de la religion, ni par celui de la monarchie. Elle ne rend de culte à personne. Tout au contraire, une secrète prédilection lui fait visiter les pays étrangers, rechercher les livres qu'on ne lit guère, fréquenter les hommes singuliers, accueillir les idées les plus nouvelles sans nulle crainte et sans nul scrupule de conscience. En résistant aux ordres de Versailles, comme aux entreprises des Jésuites, elle annonce, dans ses curiosités intellectuelles comme dans son action politique, le dix-huitième siècle; aussi bien le dix-huitième siècle fut-il autre chose que la domination de l'esprit bourgeois dans la politique et dans la pensée ?

Mais si le génie de la robe contient en puissance le dix-huitième siècle, un pouvoir d'arrêt l'empêche de le réaliser, et non pas un obstacle extérieur, car ces obstacles-là ne sont jamais infranchissables, mais un vice intérieur qui frappe ses efforts de stérilité. Ce vice est d'abord un effet de son inexpérience et de sa nouveauté. Parvenue d'un seul coup aux affaires et à la culture spirituelle, encore toute calleuse de la charrue, elle se demande avec une sorte d'inquiétude où réside la science qu'elle veut acquérir, où sont les principes politiques qui lui manquent. Elle croit les trouver dans le passé. Pour s'instruire, elle dévore des livres, elle fouille des bibliothèques, elle entasse volumes sur volumes, elle explore les auteurs les plus rares, et se borne là. Contre les envahissements de l'Eglise, elle évoque les traditions de l'Eglise primitive; contre ceux de la monarchie, elle oppose les souvenirs de l'ancienne Rome et les coutumes du Moyen-Age. Elle ne soupçonne même pas ce principe de mouvement qui animera le siècle suivant, que la science comme l'action ne sauraient être un regret du passé, une résurrection des choses mortes mais un progrès vers l'avenir, qu'elles ne gisent point dans les tombeaux de l'antiquité mais qu'elles se constituent chaque jour par les créations patientes de la raison. Que dis-je ? La bourgeoisie du dix-septième siècle n'arrive même pas à réaliser son propre idéal. Elle prétend rassembler en un corps toutes les vieilles coutumes, acquérir toutes les connaissances humaines, et ses ouvrages juridiques ne sont qu'une collection de textes, son humanisme qu'une accumulation de détails, de citations et d'anecdotes; on dirait une parodie et comme une ruine de l'humanisme fécond de la Renaissance. Il y a dans ses insuffisances une faute de sa jeunesse; mal curable, celui-là. Mais il y a aussi l'effet de l'égoïsme bourgeois, le vice d'un cœur sec, incapable de se dévouer à la science, incapable de s'oublier, incapable d'enthousiasme, un calcul intéressé qui n'étudie le droit qu'en vue de sauvegarder quelques privilèges, les sciences qu'avec la pensée d'en récolter aussitôt les fruits, de n'y approfondir et même de n'y aborder que les détails dont on est curieux, de leur donner peut-être beaucoup de labeur au total, mais de ne prêter à chaque étude que le moins possible de labeur et de temps.

L'humanisme bourgeois fut stérile pour la pensée du dix-septième siècle, et il ne sollicite l'attention que par son originalité et par les promesses dont il est gros. Le dix-huitième siècle lui inspira d'abord la force de se réaliser lui-même. Boucher continuera les humanismes contemporains de Louis XIV,

et avec plus de méthode et plus de désintéressement il fera ce qu'ils n'ont pu faire, il portera à leur perfection les tendances qui s'agitent confusément en eux. Plus tard, l'humanisme se muera peu à peu en esprit encyclopédique, mais cette métamorphose ne s'accomplira pas sans un bouleversement profond. Pour introduire un principe de mouvement dans ce corps inerte de l'humanisme, pour rendre créateur cet être jusqu'alors seulement curieux, pour l'arracher à la stérile contemplation du passé, il faudra qu'une révolution ait remué de fond en comble et ébranlé dans toutes ses parties l'édifice de la société bourgeoise.

LIVRE II

L'Erudition
au dix-huitième siècle

PREMIÈRE PARTIE

L'érudition et les érudits

Introduction

Dans l'histoire de France, l'année 1700 ne marque pas en même temps que l'achèvement d'un siècle la fin d'une époque, et le règne de Louis XIV, s'il s'abaisse déjà vers son déclin, se continue encore au milieu des orages. Cependant, presque à la même date, toute une génération semble d'un seul coup s'éteindre à Dijon et un lustre à peine suffit pour anéantir ou pour disperser le petit cénacle auquel présidait le conseiller Lantin. L'un après l'autre disparaissent Lantin, Etienne Moreau, l'abbé Nicaise, Pierre Legouz, comme si la mort ne voulait pas séparer les hommes que réunissait jadis un commerce assidu. Parmi ceux qui survivent certains comme Taisand s'exceptent des distractions mondaines pour s'ensevelir dans la retraite et la dévotion, de même que leurs amis sont ensevelis dans la tombe; le seuil du dix-huitième siècle semble une pierre sépulcrale sous laquelle gît toute une société. Seuls un petit nombre de beaux esprits, quasi *cursores lampada tradunt*, s'assemblent encore pour causer et perpétuent les traditions de l'humanisme : le vieux Dumay, intelligence vigoureuse dans un corps infirme, l'abbé Petit, versificateur prolixe et mondain, l'abbé Joly, Tassinot, quelques autres aussi, tous amis des divertissements poétiques, la plupart coupables d'avoir perpétré le *Virgile virai*. Mais ils ne remplissent pas la place que tenaient leurs devanciers; de génie étroit, pauvres en œuvres, celui-là fatigué par l'âge, celui-ci trop jeune, ils ne reproduisent qu'une pâle effigie de l'académie dijonnaise. Leur seul rôle, c'est de relier par une chaîne ininterrompue le monde qui vient de finir et celui qui va

commencer, mais leur présence ne suffit pas à combler le grand vide laissé par les de La Mare et les Lantin.

Presque à la même époque, un grand silence s'était fait dans les lettres françaises. Les splendeurs de la cour se sont peu à peu évanouies, étouffées par le malheur des temps. Le monarque vieilli sous la tutelle de sa gouvernante reine et de son confesseur s'environne de bigots et de tartuffes. Où sont maintenant les bals, les fêtes, les carrousels, les belles maîtresses qu'on encensait? Tout cela a traversé comme un songe le palais désormais morose et silencieux, fermé à la jeunesse et à la joie. L'éclat des lettres qui jadis rayonnaient autour de Versailles s'est obscurci avec tous les autres; tous les grands écrivains sont morts ou se sont tus; le roi semble survivre à son siècle et le mettre dans la tombe avant d'y descendre lui-même. Nous touchons en ces années qu'ont décrites les Goncourt (1), où l'on ne parle plus ni à la cour ni ailleurs d'art ou de littérature, où l'on a pour ainsi dire oublié l'âge des Racine et des Molière. Maintenant, les Dacier, les Boivin, les Fraguier, les Huet remportent l'admiration publique et la faveur des gens du monde. On passe pour grand homme avec de petits vers, mais plus aisément encore avec de l'érudition. Pendant que la poésie demeure stérile et se repose d'avoir tant produit, une légion de grammairiens, de traducteurs, de commentateurs, de pédants de tout poil, inonde le Parnasse vide de poètes. Les Vadius prennent leur revanche des mépris qui les ont jadis accablés; à eux les applaudissements, les faveurs et les récompenses. On dispute sur le sens d'un passage obscur grec ou latin, on s'affronte pour décider de la propriété d'un terme, on s'honore d'avoir inventé une traduction ingénieuse, l'esprit cesse de créer et pour alimenter cette meule qui tourne à vide, on s'amuse à des recherches de détail sur les ouvrages du passé. Le goût s'en était toujours entretenu en France, et de tout temps des savants avaient consacré leurs veilles à l'étude des textes, mis leur gloire à les traduire ou à les commenter; mais le silence de la littérature laisse à leurs travaux un succès nouveau; l'on voit en pleine lumière dans tout l'éclat de la renommée des hommes dont le mérite ne brillait auparavant que dans un monde restreint.

Ces circonstances firent se rejoindre les beaux esprits de

(1) E. et J. DE GONCOURT : *Portraits intimes du XVIII^e siècle* ; L'abbé d'Olivet.

Paris et ceux de la province grâce à la communion des goûts et à la similitude des occupations. Car d'une part, découronnée de ses savants les plus réputés, amputée de ses membres qui prolongeaient les traditions et le souvenir de Saumaise, diminuée en nombre, en prestige, en valeur, la société dijonnaise prend conscience de son épuisement, et cette faiblesse passagère, en l'incitant à chercher au dehors des appuis, la rend plus accueillante aux étrangers. S'il demeure encore en Bourgogne des gens d'un mérite distingué, quand ils cherchent autour d'eux parmi leurs concitoyens et leurs amis des compagnons de leurs travaux ou même des interlocuteurs avec qui converser des choses de l'esprit, ils ont peine à découvrir leurs pairs et l'instinct sociable qui anime leur érudition les porte à nouer des amitiés, à entretenir un commerce suivi avec des hommes d'une autre patrie. Peut-être aussi que la disparition du conseiller Lantin dissocia cette académie naissante qui se réunissait autour de lui; car par son passé il faisait figure de patriarche, par ses talents il imposait le respect et son autorité disciplinait des jalousies, des rivalités, des rancunes auxquelles sa mort rendit libre carrière : plus d'un Bourguignon déserta la conversation de ses compatriotes par dépit de n'être point prophète en son pays, et dans l'espérance de rencontrer ailleurs plus de justice, plus de réputation et moins d'ennemis. D'un autre côté, durant les dernières années de Louis XIV et les premiers temps de la Régence, la capitale semblait offrir aux érudits provinciaux des succès faciles et une gloire qui pour ainsi dire leur tendait les bras. L'abbé d'Olivet, qu'ils avaient jadis connu et fréquenté à Dijon, régnait à Paris sur la Cour et la Ville, les travaux qu'ils pratiquaient et qu'ils aimaient étaient à l'honneur, et loin qu'ils dussent s'accommoder aux goûts de la société de Paris ou de Versailles, c'était celle-ci qui en était venue à partager leurs goûts et leurs curiosités. Des esprits qui suivaient la même voie devaient se rapprocher et se rencontrer; ce rapprochement devait soulever chez les Dijonnais d'autant moins de répugnance qu'il ne leur coûtait aucune concession, qu'il ne les détournait pas de leurs habitudes ni de leur chemin. Et, argument irrésistible, Paris leur offrait des applaudissements, une renommée bien autrement bruyante que celle que pouvaient enfermer les murs de leur petite ville, et jusqu'à des fauteuils d'académiciens. Ils n'avaient qu'à se baisser pour ramasser honneurs et gloire, et la vanité bourgeoise ne fait point fi des distinctions ni des dignités.

Nous verrons donc pour un temps, grâce à La Monnoye et grâce à Bouhier, l'humanisme bourguignon devenir un article d'exportation. Durant quelques années, l'érudition apparaîtra comme l'expression même et l'épanouissement du génie français, comme une mode répandue partout et qui étend son influence à tous les milieux mondains. Peut-être même semblera-t-il malaisé de discerner où cesse la Bourgogne, où commence la France lorsque toute une époque sera modelée sur le même caractère que les Dijonnais et s'adonnera avec eux à leurs occupations favorites, quand un La Monnoye se sera installé à Paris pour y vivre le reste de ses jours, quand le Président Bouhier comptera parmi les grands hommes de l'Europe, passera pour un oracle et pour l'un des conducteurs de son siècle. Il est possible qu'un contact avec le monde plus étroit et plus suivi qu'auparavant, que l'ambition de conquérir et de retenir la popularité ait exercé quelque influence sur le développement de la pensée bourguignonne, que son humanisme riche de toutes les possibilités, croissant jusque là au hasard et dans toutes les directions, encore indécis sur ses préférences et ses goûts, ait poussé avec plus de vigueur là où on le sollicitait, que certains de ses rameaux se soient étendus outre mesure tandis que la sève faisait défaut aux autres; il n'est pas douteux que les humanistes ayant enfin rencontré un public s'appliquent davantage à produire, que leurs divertissements leur apparaissent maintenant comme une tâche à remplir et qu'au lieu d'étudier pour leur seule satisfaction, ils destinent leurs travaux à voir la lumière et à enrichir les connaissances humaines. Un Lantin enferme sa science dans son cabinet avec ses livres rares, et s'il aime à feuilleter ses souvenirs, ce n'est que pour son divertissement et pour celui de ses familiers; désormais quelque agrément que procure aux érudits la seule possession du savoir, ils ne l'enfouissent plus en eux-mêmes, le produisent aux regards des étrangers et s'enrôlent parmi les auteurs dont les livres se débitent sur place. Et tandis qu'un Lantin s'intéressait à tout, aux sciences comme aux lettres, aux frivolités comme aux questions sérieuses, avec la fantaisie d'un amateur, sans autres règles que son caprice, ses successeurs font un choix et limitent leur érudition à des objets moins nombreux. Chacun adopte un domaine étroit qu'il explore avec application, qu'il fouille de fond en comble pour en extraire toutes les richesses, car du moment que l'on prétend travailler pour l'instruction d'autrui et enrichir son érudition, il faut exceller dans les matières aux-

quelles on s'applique et en posséder une connaissance singulière. Peut-être même l'ascendant de la mode détourne-t-il de certaines sciences que presque tous négligent et concentre-t-il toute l'attention et tous les efforts sur des recherches encouragées par la faveur publique, sur des commentaires grammaticaux par exemple ou sur quelques problèmes d'histoire. Mais on aurait tort de supposer que l'originalité bourguignonne s'est fondue dans l'esprit du siècle, qu'à Dijon désormais les hommes et la pensée se présentent comme une simple réplique des hommes et des pensées de partout. Si pour un temps les bourguignons cheminent côte à côte avec les étrangers, c'est par une rencontre fortuite, sans qu'ils aient abdiqué leurs traditions et leur génie particulier; ils ne reconnaissent pas de guides et bien plutôt semblent guider les autres; les changements mêmes qui transforment leur humanisme, peut être stimulés et précipités par les influences extérieures ne sont point commandés ni dirigés par elles; depuis longtemps l'humanisme prenant peu à peu conscience de ses insuffisances et de ses vertus, éprouvait une prédilection secrète pour les œuvres qui n'excédaient pas ses forces. Pas plus au dix-huitième siècle qu'auparavant, il ne cesse d'être bourguignon et de se développer selon sa nature.

Il était né du tempérament de la race et des circonstances au milieu desquelles vivait la bourgeoisie provinciale, il avait grandi dans la province, recevant à vrai dire les souffles de l'étranger mais se nourrissant du sol même où il avait crû. Parvenu à sa maturité, déjà trop enraciné dans la terre pour être transplanté, trop robuste pour accepter une greffe étrangère, il avait vu croître à ses côtés des arbres semblables germés sur un autre sol, et sans doute alors il paraît se confondre avec la forêt qui l'entoure, mais il ne cesse pas pour autant son existence individuelle, il continue à tirer sa substance de la race où il a grandi. Même après s'être exilé, même après qu'il se confine dans la société des Parisiens, malgré les ressentiments qui l'irritent contre certains de ses concitoyens, malgré le peu d'estime qu'il éprouve pour d'autres, La Monnoye se garde de rompre ou de distendre les liens qui l'attachent à sa patrie. Et il ne se borne pas à servir aux Dijonnais d'informateur, de leur procurer des livres ou des nouvelles, d'être leur intermédiaire auprès des beaux esprits de la capitale; s'il rime des vers, c'est sur des sujets qui peuvent amuser les Dijonnais; s'il poursuit quelque recherche d'érudition, c'est sur un problème dont on discute à

Dijon; quelque renommée dont il jouisse ailleurs, c'est dans sa ville natale qu'il puise son inspiration, qu'il trouve ses encouragements et son public. Et si loin que s'étende le prestige de Bouhier, quelque respect qu'obtiennent en tous lieux les oracles de sa plume, il vit à Dijon, il y travaille, il y continue les traditions léguées par Lantin, il s'applique aux travaux où ses prédécesseurs se sont essayés et quoique académicien à Paris, il s'entoure dans sa patrie d'une académie composée uniquement de Dijonnais. Et quand la faveur se détourna des humanistes, que le dix-huitième siècle en grandissant dédaigna l'érudition, la reléguant parmi les passe-temps inutiles et frivoles, estima à sa juste valeur la poursuite des détails, la bourgeoisie dijonnaise persévéra dans ses goûts et dans ses études, prouvant par son indocilité à les abandonner, qu'elle ne les avait reçus que d'elle-même, qu'elle n'avait pas contracté ni suivi, par l'influence d'une mode, des habitudes qu'une autre mode ne réussissait pas à lui arracher. Elle n'y renonça que longtemps après et peu à peu, et lorsque ses vices internes eurent bouleversé son caractère et tout son être. Les applaudissements que toute la France aux alentours de la Régence prodigua à l'humanisme ne troublèrent en rien son développement original; il demeura Bourguignon, il fut ce qu'il devait être et s'il réalisa mieux ses ambitions au temps de Bouhier que durant les époques précédentes, il ne le doit qu'à lui-même, parce qu'à force de se chercher il finit par se trouver. Aussi bien n'existe-t-il aucune solution de continuité entre Lantin et Bouhier pas plus qu'entre Lantin et La Monnoye.

SECTION I

Bernard de La Monnoye

CHAPITRE PREMIER

LA MONNOYE. L'HOMME

Bernard de La Monnoye, né le 15 juin 1641, un peu plus jeune que Lantin, de la Mare et Du May, mais contemporain de Taisand et de Pierre Legouz, était dès l'année 1700 parvenu à la maturité, à la gloire et presque au seuil de la vieillesse. La plus grande partie de son âge, il la vécut au dix-septième siècle, dans la fréquentation des humanistes dijonnais, et ni par sa vie, ni par son caractère, ni par ses travaux, il ne se distingue des hommes de sa génération; au contraire, nul plus que lui ne se mêla à leur société, nul ne prêta une oreille plus attentive aux potins de la ville et ne dépensa plus d'esprit pour l'amuser, nul ne prit une part plus active aux controverses et aux querelles de l'érudition provinciale. Mais tant qu'il y eut à Dijon une pléiade de beaux esprits, ses rivaux en savoir, en mérite et en renommée, son prestige souffrit de leur voisinage et il partagea avec eux l'estime de ses concitoyens. La disparition de Lantin, vite suivie de beaucoup d'autres, lui apporta moins de tristesse que de consolations, car elle le laissa pour ainsi dire le seul grand homme de la Bourgogne, et comme un oiseau rare qui n'avait plus son pareil. Dès lors il régna sans conteste, accaparant pour lui seul l'encens et les applaudissements, jouissant de triomphes que personne ne lui disputait plus et d'une primauté incontestée; quelque considération qu'il eût obtenue jusque-là par ses succès et par ses œuvres, il ne brilla de tout son éclat et n'exerça toute son influence que lorsque les astres voisins se

furent évanouis. Sa vie appartient au dix-septième siècle, mais sa gloire à l'aurore du dix-huitième, et durant sa vieillesse qui fut longue, il tint dans les lettres un rôle qu'il n'avait pas tenu pendant ses jeunes années. Au reste, c'est peut-être une nécessité de l'humanisme qu'on ne puisse y exceller et s'y faire un nom qu'en vieillissant. Car on ne meuble pas sa mémoire et on ne constitue pas une collection de souvenirs d'emblée et par la seule vertu du talent et des dons naturels; on n'y parvient qu'à force de patience et de temps, et de même que Lantin, après avoir traversé tout un siècle, vit croître le respect public à mesure qu'il avançait vers le terme de sa carrière, de même la période de l'histoire dijonnaise qu'on peut appeler l'époque de La Monnoye n'est pas celle qui le connut dans la vigueur de sa jeunesse, mais celle qui le vénéra comme un patriarche.

Il naquit au cœur de Dijon, dans la rue du Bourg (1) où se pressaient les boutiques et les ateliers, où les marchands attendant la pratique sur le pas de leurs portes regardaient passer et repasser des gens de toute condition, procureurs revenant du Palais, laquais baguenaudant sur le pavé, paysans faisant leurs emplettes; le riche et le pauvre, la ville et la campagne, toutes les classes de la population dijonnaise se coudoyaient dans ce quartier commerçant où le français élégant des honnêtes gens et le patois des rustres et des artisans se rencontraient comme sur un terrain neutre et se sentaient également chez eux. Rue d'aspect mi populaire, mi bourgeois, mais au demeurant cossue, où se rassemblaient les échoppes les mieux achalandées, où nombre de familles tiraient du négoce l'aisance et quelquefois davantage. La Monnoye était fils d'un pâtissier, mais d'un pâtissier assez fortuné pour que son héritier pût renoncer à la fabrication et au commerce des pâtés; c'est en somme le type de l'homme nouveau et du parvenu. Son père exerçait un métier et s'enrichit par le trafic et l'économie; lui, par la vertu des écus paternels, il prend pied dans la bourgeoisie de robe; une génération suffit pour ennoblir la race et la faire passer de l'échoppe aux honneurs curules. Comme tous les Dijonnais qui se destinaient aux emplois, le jeune La Monnoye fut envoyé aux Godrans pour s'initier au commerce des muses latines sous la conduite des Pères jésuites. Il s'y révéla dès l'abord, à peu près comme

(1) Cf. *Vie de La Monnoye*, par RIGOLEY DE JUVIGNY Préface du Tome I, de ses *Œuvres choisies*.

Voltaire, *puer ingeniosus sed insignis nebulo* (1) et de bonne heure il taquina la poésie; il écrivit les premiers vers que nous ayons de lui à l'âge de seize ans, pour décrire à son médecin l'effet d'une purge administrée sur l'ordonnance de celui-ci. En 1659, notre poète en herbe chez qui l'amour des lettres n'étouffe pas les soucis pratiques, s'en va comme tous les Bourguignons de condition à Orléans, où il fait son droit et noue quelques amitiés. Il en revient trois ans plus tard nanti des diplômes qu'il était allé quérir et il est reçu avocat au Parlement le 16 novembre 1662. Soit que la faiblesse de sa santé, soit que ses goûts l'en détournassent, il ne plaida pas et durant dix ans il vécut de son bien sans exercer aucun métier ni aucun emploi, rimant des épithalames ou des épitaphes pour ses amis ou ses ennemis, donnant une part de son temps à l'étude et l'autre à ses plaisirs, jouissant en épicurien voluptueux de son esprit, de sa jeunesse et de son argent. A cette époque (2), il fait son premier séjour à Paris, et s'il en profite pour compléter son instruction, pour s'approvisionner de livres, pour fréquenter chez Ménage et s'y frotter aux hommes célèbres, ces graves occupations ne l'empêchent pas de s'adonner à la galanterie, de hanter les cabarets et les brelans, de jouer avec des escrocs et de perdre dix mille livres que l'adresse de son procureur lui fait restituer. En 1672, jugeant l'âge venu d'être quelque chose, il achète moyennant vingt mille livres une charge de correcteur à la Chambre des Comptes, le moins assujettissant de tous les offices royaux, celui où l'honneur de servir le prince coûtait le moins de peine et de tracas. Trois ans plus tard, il se marie dans sa patrie avec une personne de sa condition, et il épouse Claudine Henriot, fille d'un officier en la chancellerie du Palais. Son mariage et son emploi lui laissent assez de liberté pour continuer à cultiver la poésie où il vient de remporter ses premiers succès et pour enrichir son érudition; en 1682, il commence à apprendre le grec. C'était s'y prendre un peu tard, mais il vint à bout de cette entreprise où il eut pour associé le P. Oudin et où il fut aidé par les conseils de Quillot. Comme tous ses compatriotes, il se montre moins soucieux de produire que de savoir, et s'il compose et publie quelques

(1) Ayant emprunté un Pogge à la bibliothèque des Pères, il se fit scrupule de le leur rendre. Il le leur fit revendre après l'avoir orné d'une inscription obscène.

(2) En 1667.

« bagatelles », il affecte de ne le faire que pour s'amuser. « Leur auteur, écrit-il, reste dans sa province où il n'est considéré que comme simple correcteur des Comptes, au lieu qu'à Paris on ne le regardera que comme bel esprit. profession à son avis aussi dangereuse que celle de danseur de corde (1) ». Ne nous étonnons pas qu'en 1696, il résigne sa charge comme avaient fait Lantin et Quarré d'Aligny, comme faisaient nombre de magistrats quand ils se voyaient assez avancés en âge pour renoncer au service du roi sans que le repos qu'ils se donnaient pût être blâmé comme oisiveté. Et La Monnoye entrait dans sa cinquante-sixième année. En tout il ressemble aux bourgeois qui l'entourent : d'origine modeste, mais d'une famille qui possédait plus que de l'aisance, il suit la carrière des honneurs qui convenait à sa fortune; il achète un office comme font tous les jeunes gens riches, moins peut-être pour les profits qu'il lui rapporte que pour la considération qui lui est attachée et les privilèges auxquels il donne droit. Au reste, très près de ses intérêts, il sait les défendre et harceler Bos-suet pour se faire exempter d'un impôt. Peu soucieux de remplir les devoirs de sa charge du moment qu'il est investi de ses dignités (2), il consacre ses loisirs à fréquenter ses amis, à les divertir, à faire des vers, au plaisir et à l'étude, sans que rien le distingue dans son existence d'un Taisand, d'un Moreau ou d'un Legouz ni d'aucun des robins, ses contemporains.

Ce n'est que dans sa vieillesse, en 1706, qu'il se décida à quitter Dijon pour Noyon. La mort de presque tous les beaux esprits avec lesquels il était lié, l'impression de solitude qu'il en éprouva influèrent sans doute sur sa détermination; mais aussi les jalousies que ses succès lui avaient suscitées, les rancunes et les haines que ses plaisanteries mordantes et peu charitables allumaient et entretenaient. En 1694 déjà, il écrivait à Etienne Moreau (3) : « Vous connaissez Dijon; de tous les torts qu'on y peut avoir, le mérite est sans contredit le plus grand et quiconque en a doit infailliblement s'attendre à une multitude d'ennemis qui ne se feront aucun scrupule de le déchirer. Encore s'ils se contentaient d'attaquer les talents; mais ils décrient la conduite et le cœur aussi bien que l'esprit de ceux qui leur font ombrage. » Plus tard, ses Noël's lui

(1) *Œuvres* de La Monnoye, I, p. 31.

(2) Il aimait à parler et presque à se vanter de sa paresse. Ibid. II, 234.

(3) Ibid., II, 321. Cinquante ans plus tard, De Brosses se plaignait aussi qu'à Dijon le mérite fût exposé aux traits de l'envie.

furent l'occasion d'ennuis plus graves, en ce qu'ils offraient à ses ennemis des prétextes spécieux pour déguiser leurs ressentiments à l'égard de l'homme en zèle envers la religion outragée. Leurs persécutions déterminèrent sans doute son départ; en 1707, il vend les biens qu'il possédait à Dijon, les convertit en rentes et se transporte à Paris avec sa bibliothèque sans esprit de retour. Sa gloire l'y avait précédé; il y arrivait non comme un inconnu qui cherche une occasion de conquérir ses premiers lauriers, mais comme un vétéran recommandé à l'attention publique par un long passé; en 1713, l'Académie française lui ouvrit ses portes toutes grandes et l'élut à l'unanimité au fauteuil de l'abbé Regnier-Desmarais. Ce fut l'abbé d'Estrées qui le complimenta lors de sa réception. Toutefois, hormis qu'il n'exerçait plus d'office et que le cercle de ses relations s'était étendu, il vivait à Paris la même vie qu'il avait toujours vécue, s'adonnant aux études par goût et pour occuper ses loisirs, menant le train d'existence d'un bourgeois et le soutenant avec les seuls revenus qu'il tirait de son patrimoine. « Je n'ai aucune ambition, disait-il; toute petite qu'est ma fortune, j'en suis content; je n'ai jamais rien demandé et ne veux encore rien demander aux puissances (1). » Comme au temps où il habitait Dijon, il garda son indépendance sans se plier dans ses travaux et ses distractions à d'autres maîtres qu'à ses préférences naturelles et à ses caprices. Dans ses dernières années seulement, les circonstances vinrent troubler sa quiétude et déranger une existence organisée avec tant de sagesse; le système de Law et la baisse des rentes le ruinèrent; sans ressources et malade, il subsista désormais grâce à la générosité du duc de Villeroy qui lui fit une pension de 600 livres, et grâce à celle de M. de St Port qui lui acheta sa bibliothèque moyennant 10.000 livres et lui en laissa l'usage sa vie durant. Peu après il perdit sa femme en 1726, en lui-même, accablé par l'âge et les infirmités mais d'un esprit toujours valide; la suivait dans la tombe en 1728. Il avait passé vingt années à Paris, les plus fécondes et les plus riches en honneurs de sa longue carrière, mais on aurait tort de discerner deux parts dans sa vie, l'une que sa province natale prit toute entière, l'autre que par une sorte de conversion il aurait vouée aux hommes et aux choses de la capitale. On se trompe aussi quand on le représente ainsi qu'on l'a fait comme un être d'exception parmi ses conci-

(1) Ibid. I, 34. Lettre à Nicaise, 31 décembre 1682.

toyens, comme un auteur de profession dans un milieu où l'on ne taquinait les muses que par jeu. Issu d'une famille bourguignonne de bourgeoisie récente, à l'instar de tous les robins, il vécut dans les dignités d'un office royal et des revenus d'un patrimoine dont il usait sans prodigalité. Dans sa vieillesse, s'il s'exila de sa patrie, il y fut un peu contraint par des déboires et des haines particulières, mais il fréquenta à Paris le même monde qu'il fréquentait à Dijon et ses travaux ne changèrent ni d'objet ni de caractère. Aussi bien depuis longtemps, avec cette facilité d'humeur qui tournait vers l'étranger la curiosité bourguignonne, il participait soit par sa correspondance, soit au cours de ses voyages à la vie de Paris, et quand il y fut mêlé tout à fait, il ne divorça pas d'avec la société dijonnaise (1). Bien au contraire, moins sensible à ses inconvénients, moins incommodé par ses épines et ses jalousies depuis qu'il s'en était éloigné, il s'applique à en demeurer le coryphée en même temps que son truchement auprès de la capitale, à solliciter ses suffrages et à écrire pour elle; et dès qu'elle se fut reconstituée autour de Bouhier, dès que la flamme de son humanisme se fut ranimée et brilla d'un éclat tout nouveau, La Monnoye se rapprocha davantage des Dijonnais qu'il avait quittés; il donne son avis dans leurs discussions, les initie à ses découvertes, vante leur mérite et leurs œuvres, quémante pour Bouhier les suffrages de l'Académie, comme s'il avait conscience que séparé du génie bourguignon son génie dépérirait comme un rameau retranché du tronc, et que la gloire de ses compatriotes est inséparable de la sienne. Menant une vie semblable, se livrant aux mêmes travaux, il ne se distingue des autres bourgeois que par ses talents et non par la nature de son esprit.

Comme eux, c'est un érudit, et les nombreux loisirs qu'il sut se ménager, il les employa à satisfaire ses curiosités et à s'instruire tout en s'amusant. S'il ne visita pas les pays lointains, il fit plusieurs voyages en France (2) et dès sa jeunesse de longs séjours à Paris. S'il ne put s'enorgueillir comme Lantini d'avoir été l'ami d'un Saumaise et comme son exécuteur testamentaire, d'avoir conversé avec un Hobbes ou un Sidney, les hasards de son existence, puis la considération que lui attirait son mérite, l'avaient mis en rapports avec des con-

(1) Parmi ses principaux correspondants figurent Nicaise, Huissier d'Argencour, Bouhier, le P. Oudin.

(2) Ms. 844, et l'ouvrage de LA MONNOYE intitulé *Mon odyssée, retour de Saintonge*.

temporains illustres. Nul plus que lui n'avait pratiqué Ménage et sa compagnie, nul à Dijon n'avait su davantage se concilier l'estime de Bayle (1); on trouve La Monnoye lié par un commerce intime ou par des chaînes moins étroites avec les Boivin, les Huet, les Chapelle, avec les érudits les plus réputés, voire avec Bossuet et avec Boileau, et le cercle de ses relations ne fit que s'étendre quand il fut installé à Paris et à mesure que croissait sa renommée. Toutefois, à part de rares exceptions, tous ses familiers, sinon toutes ses connaissances, se recrutent dans le même milieu, dans les mêmes sociétés, parmi les mêmes hommes que fréquentaient ses concitoyens. Entre Dijonnais, on se communiquait des amitiés comme on se prêtait des livres, et La Monnoye partageait celles qui lui étaient échues avec tous les membres de l'Académie Lantin, quitte en retour à profiter des leurs. Aussi bien partageait-il leurs études et leurs distractions, préférant même le commerce des livres à celui des hommes. « J'avoue, écrivait-il à un correspondant, que ces entretiens doctes et galants dont vous me parlez, sont quelque chose de bien agréable, mais la lecture n'y supplée-t-elle pas, et y a-t-il un moyen de conversation plus commode que celui-là ? ». Et Dieu sait combien la conversation des auteurs était aisée pour un érudit qui savait outre le latin et le grec, l'espagnol et encore mieux l'italien. En 1687, les Ricovrati de Padoue lui décernèrent les mêmes honneurs qu'ils avaient décernés à Lantin, à Du May et à Nicaise et firent parvenir un brevet d'académicien « al signor de La Monnoye, letterato tutto che francese versatissimo tutta via nella cognizione degli scrittori italiani supra i quali ha fatto delle osservatione particolari ». Il est vrai que les Ricovrati ne se montraient pas chiches de leurs diplômes, mais les titres de La Monnoye ne souffraient guère la contestation, encore qu'il professât une méthode originale pour s'initier aux langues. C'est lui qui prétendait apprendre l'italien ou du moins les principes de sa grammaire en quinze jours, après quoi l'on pouvait voler de ses propres ailes et compléter ces premières notions par l'usage. « L'étude, écrivait-il (2), que de tout temps j'ai faite des étymologies, m'a mis de plain pied comme en possession de deux langues, l'italienne et l'espagnole... En matière de langues, le moins qu'on peut se charger de préceptes est le meilleur, il faut se hâter de venir à la

(1) Cf. Préface des Œuvres de La Monnoye, I, 43.

(2) Œuvres, II, 325.

pratique. » La pratique consiste d'abord à lire, et autant qu'aucun de ses amis, avec une ardeur plus soutenue peut-être, grand pilier de bibliothèques, grand dénicheur de vieux bouquins, grand fureteur de librairies, curieux comme une vieille femme, sautant de genre en genre, gambadant d'un sujet à un autre, La Monnoye lit tout ce qui s'imprime pour la postérité, et tous les mémoires secrets, toutes les médisances dangereuses que leurs auteurs ont écrits pour eux-mêmes ou pour l'édification de quelques intimes. Définir ses préférences serait une entreprise vaine et fondée sur une erreur de principe, car le propre de cet esprit comme celui de tous les humanistes dijonnais, c'est de ne rien aimer à l'exclusion du reste, c'est de se prêter à tous les goûts et de ne s'abandonner à aucun.

Au reste, les documents abondent qui nous renseignent sur les curiosités de La Monnoye; sa correspondance nous les révèle avec une profusion de détails, soit qu'il parle de ses lectures à un ami, soit qu'il prie un autre de lui procurer les livres qui le tentent. Bien mieux, une heureuse fortune a fait parvenir jusqu'à nous un long manuscrit en plusieurs tomes (1) où il a recueilli des extraits de ses lectures, classés par matières et sous forme de dictionnaire. A parcourir tous ces passages en prose ou en vers, en français, en latin, en grec ou en italien, rassemblés de toutes parts avec patience, on pénètre le caractère de celui qui les a choisis, on touche aux sources de son érudition et même de son inspiration poétique. Si le proverbe est vrai : « dis moi qui tu fréquentes et je te dirai qui tu es », quel témoignage nous révélerait mieux les goûts de La Monnoye que ce recueil contemporain de sa vieillesse, des contes, des anecdotes, des bons mots qui lui avaient plu et qu'il désirait conserver toujours présents comme des amis familiers. Il n'est, peut être pas d'ouvrage où l'on mette plus de soi-même que dans une anthologie, car on trahit son âme en manifestant des curiosités ou des préférences, et les choix de La Monnoye le trahissent d'autant mieux qu'il n'a composé son anthologie que pour son usage personnel et tout au plus pour ses amis. Mais quel recueil, grands dieux ! et qu'il faut de vertu pour en achever la lecture sans émoi ! C'est une suite de gaudrioles, de récits licencieux, d'obscénités de l'espèce la plus grossière, un florilège qu'on croirait destiné à

(1) Ms. 869 à 876.

la bibliothèque d'un lupanar, dont l'auteur a rapporté de ses recherches et de ses explorations à travers les livres un bouquet de toutes les fleurs qui croissent parmi les ordures.

Mais la grossièreté native du bourgeois bourguignon se vautre avec délices en cette boue. Si dans les vers qu'il destine à l'imprimeur, La Monnoye, quoique souvent licencieux par la pensée, respecte la décence dans son langage, quand il n'a plus à redouter ni le scandale ni les rigueurs de la censure, quand il compose pour sa seule satisfaction des extraits destinés à ne point franchir le seuil de son cabinet, il lâche la bride à son humeur gaillarde et sensuelle à laquelle il n'a point renoncé en achetant la dignité de correcteur aux Comptes. Décrire avec complaisance et force détails les secrets que d'ordinaire abritent les alcôves, mâcher avec volupté les mots les plus gras, parler de l'amour comme d'un passe-temps, de la chasteté comme d'une sottise par bonheur assez rare, de la femme comme d'un animal pervers et hypocrite, voilà le thème habituel des plaisanteries rustiques et des propos dont s'amusaient les amis de Lantin. La Monnoye pouvait leur rendre des points en matière de libertinage, et pour peu qu'il sût son recueil par cœur, il portait dans son sac de quoi intéresser son auditoire de longues heures durant. Quand des hommes se vouent à la science, l'étude parfois les retranche à la conversation du monde et les abstrait des préoccupations vulgaires, mais l'érudition de La Monnoye, fille aimable et complaisante, a pour unique souci de divertir les bourgeois peu chastes qui l'invitent à leurs entretiens. Elle leur dépeint en termes crus les pratiques de la débauche, appelant par leurs noms les organes du corps humain que l'on évite de nommer, elle leur débite les historiettes grivoises, les réparties obscènes, les descriptions truculentes dont elle a empli sa mémoire, en même temps qu'elle flatte leurs malignité par le récit des adultères ou des scandales dont leurs voisins ont été les héros ou les victimes. Car elle se tient au courant et des potins de Dijon (1) et de ceux de la cour et de ceux des temps passés, et des fictions des poètes ou des conteurs; tout lui est bon qui choque les bonnes mœurs et permet de rire des choses de l'amour aux dépens des femmes séduites et des maris trompés.

(1) Cf. une longue satire sur les dames de Dijon. *Recueil de La Monnoye*, art. satirique.

Au demeurant on ferait beaucoup d'honneur au recueil de La Monnoye si l'on entreprenait d'en dresser l'inventaire; les goûts de son auteur apparaissent assez sans qu'il soit besoin de les commenter davantage, et si répandus qu'ils aient été au dix-huitième siècle, nous nous abstiendrons de promouvoir La Monnoye à la dignité de précurseur parce qu'il était porté à la polissonnerie; c'est un penchant auquel ont cédé les hommes de tous les temps sans autre maître que la nature fort capable de les instruire à elle seule. Mais le libertinage à l'égard des bienséances voisine assez souvent avec des libertinages dont les conséquences sont plus graves, ou plutôt tous les libertinages naissent d'une même hardiesse, d'une même inclination à l'irrespect qui ne sait jamais se borner ni s'arrêter. Et c'est le propre du caractère bourgeois que de ne rien vénérer, que de tout ramener à des proportions médiocres et vulgaires, que de lever le voile qui dérobe les idoles à la critique et aux regards. La Monnoye dans son recueil prend bien d'autres licences que celle de tourner en ridicule la sainteté du mariage et la vertu des femmes. Que son oreille ne s'alarme pas des mots qui blessent la pudeur, des plaisanteries qui violent la décence, qu'il se complaise même à les rechercher, cela est sans conséquence, mais il ne s'effarouche pas davantage des propos irrespectueux ou hostiles à l'égard du roi, des grands ou de l'église, et il leur témoigne une prédilection non déguisée. C'est lui qui importe à Dijon la satire intitulée *tableaux à vendre*, plus tard les pamphlets dirigés contre le Régent, et toutes les pièces qui circulent sous le manteau à Paris ou à l'étranger. Il partage les haines et les passions des robins ses confrères; comme eux, il en veut aux grands de la cour, et se complait à dénoncer leurs vices et leurs tares, reprochant à telle princesse de trop aimer les hommes, à telle autre de ne pas les aimer assez. Homme nouveau, il écoute toutes les déclamations ou les railleries qui se débitent contre les nobles de vieille souche, contre ceux qui se font un mérite de leurs aïeux. Bourgeois de province, il montre de la faveur aux ennemis des partisans, à ceux qui protestent contre les impôts, et qui blâment le Languedoc, pays d'Etats, d'avoir proposé la capitation (1). Il éprouve surtout de l'aversion contre les ministres, adversaires nés de la robe dont ils combattent les privilèges et contre Colbert en particulier, le plus capable et le plus désireux de se

(1) *Extraits* de LA MONNOYE, art. partisans.

faire obéir et partant le plus dangereux. Il se garde de laisser perdre des épigrammes comme celle-ci :

Le troupeau que Louis mène (1)
 Était jadis gras et beau;
 Colbert en a pris la laine
 Pelletier en aura la peau.

ou ce mot qui courut quand La Fontaine fut élu par l'Académie au fauteuil de Colbert : « Le lazare succède au mauvais riche » (2). La religion n'est pas plus épargnée que le pouvoir civil; la plupart des anecdotes licencieuses dont est constitué le recueil de La Monnoye mettent en scène des prêtres et surtout des moines. On dirait que l'auteur des *Extraits* a entrepris de justifier par une multitude d'exemples cet adage de Rabelais que onques ne fut veue femme inféconde à dix lieues à la ronde d'un couvent, car hormis les cardinaux convertis aux mœurs italiennes par le séjour de Rome, le clergé tout entier, composé d'ivrognes et de fainéants, semble n'avoir d'autre occupation que de suborner les épouses et les filles, que de perdre son âme, s'il pouvait la perdre, (comme le faisait observer un prieur, les moines n'ont pas d'âme) (3). Toutes ces plaisanteries ressemblent à celles qui divertissaient la reine de Navarre et les conteurs du seizième siècle, mais elles voisinent avec d'autres qui atteignent la religion même. La Monnoye a recopié de longs passages empruntés aux lettres de l'abbé de Margon, cet ancien collaborateur du P. La Chaise brouillé depuis avec un maître qui payait mal ses services. Encore que l'abbé de Margon ne cherchât qu'à se venger des Jésuites (4), sa polémique met en cause toute l'Eglise de France qu'ils dirigeaient et découvre souvent bien des faiblesses qu'un prêtre eût mieux fait de taire. La foi même n'a pas trouvé grâce devant La Monnoye, impitoyable pour ses superstitions, pour le culte des saints, pour la vénération des reliques, et dont l'irrévérence ne s'abstient même pas de toucher à la croyance même (5). C'est lui qui tourne

(1) *Extraits*, de LA MONNOYE, art. ministre.

(2) *Ibid.*, art. pauvreté.

(3) *Ibid.*, article âme.

(4) Cf. I. DE RÉCALDE, *Le confessorat du P. Le Tellier. Lettres de l'abbé de Margon*.

(5) *Extraits* de LA MONNOYE, art. Religion, Trinité, Saint, etc.

en ridicule le pari de Pascal, l'attente du jugement dernier, rapporte le mot d'un plaisant qui, ayant vu une éclipse en carême, souhaitait voir de préférence éclipse de carême; ou bien prêtant l'oreille aux propos impies sur la vie éternelle, il enregistre qu'un pape à son lit de mort disait qu'il saurait bientôt si l'âme était immortelle (1); d'autres fois, en vrai disciple d'Epicure, il note, crainte de les perdre, des maximes comme celle-ci :

...Qui veut vivre heureux (2)
A ses propres sens doit se rendre
Et ne rien croire qu'avec eux

ou des épigrammes de cette sorte :

Voir Dieu, dit le théologien, (3)
Fait le bonheur de l'autre vie.
Hélas! quelle confusion
De connaître après tant d'étude
Que toute la béatitude
Ne doit être que vision.

C'est lui qui recueille les vers où La Mothe le Vayer choisissant pour ses victimes à la fois le trône et l'autel, reproche au roi du ciel et au roi de France de gouverner les affaires de leurs sujets aussi mal l'un que l'autre, avec une égale négligence et une égale indifférence pour les intérêts des peuples. Voilà de quels écrits se repaissait la curiosité de La Monnoye, et son libertinage ne s'étendait pas seulement aux mœurs. Comme la plupart des robins qu'il fréquente, avide de jouissances et d'abord des plus matérielles et des plus grossières, il affectionne les propos et les écrits qui célèbrent les voluptés des sens, la joie de vivre et de s'abandonner aux penchants de la nature. Mais il hait toutes les contraintes qui menacent dans ses plaisirs ou ses intérêts son épicurisme bourgeois : l'autorité du roi et de ses ministres, trouble fête qui sans cesse inquiète la tranquillité de la robe, les exigences de la morale ou de la décence, et surtout l'Eglise dont les enseignements et la politique visent à priver les hommes des biens de la terre pour leur ouvrir le chemin du ciel. Contre les prétentions de ses ennemis, La Monnoye n'invoque pas les secours de la phi-

(1) *Extraits* de LA MONNOYE. Article âme.

(2) Ibid. Id.

(3) Ibid. Art. Paradis.

losophie et il se soucie peu de les accabler sous des dissertations et de les confondre à force d'arguments; il préfère la raillerie. Censeur des fautes du prince, des vices de son entourage, des ambitions de ses ministres, censeur surtout des faux dévots et du clergé débauché prêchant et imposant des vertus qu'ils ne pratiquent pas, regardant comme une duperie ou une sottise la religion qui veut sacrifier les joies sûres et sensibles de ce monde aux béatitudes incertaines et toutes spirituelles de l'autre vie, il recueille toutes les moqueries qui satisfont ses ressentiments et il en rassemble une provision qu'on pourrait appeler un arsenal si sa prudence ne l'empêchait d'utiliser ses armes.

Somme toute, ce qu'il revendique, c'est le droit de jouir des plaisirs de la vie et l'on peut voir en lui un disciple de Rabelais en même temps qu'un précurseur de Voltaire. Aussi bien emprunte-t-il nombre de ses historiettes et de ses satires aux conteurs de la Renaissance, à Bonaventure des Périers, à Rabelais, à Merlin-Coccaie, à des poètes comme Marot, à des humanistes comme Casaubon, et surtout aux Italiens, à Boccace ou à Straparole; mais il doit autant aux modernes, à Ménage, à Furetière, à Maucroix et à Rousseau, placé non pas entre deux flots immobiles, celui du seizième et celui du dix-huitième siècle mais dans une tradition mouvante, dans un vaste courant qui va d'un siècle à l'autre et traverse en chemin tout le règne de Louis XIV. Et quelque accueillante et bien informée que soit son érudition, l'auteur que La Monnoye cite le plus volontiers c'est lui-même, les contes et les épigrammes qu'il retient avant tous les autres, ce sont ceux qu'il a écrits. Ils achèvent de donner au recueil l'aspect non pas d'une compilation dirigée par le hasard mais d'une œuvre personnelle où le caractère de l'homme se peint tout entier. Mais leur présence nous apparaît aussi comme un symbole; elle témoigne qu'il ne faut point considérer La Monnoye comme un disciple, qu'il n'a point élu des modèles sur lesquels il s'est façonné, mais qu'il s'est composé une société de génies à son image dont le naturel et les aspirations sont identiques aux siens. Ses maîtres, cherchons-les dans le milieu où il a vécu, dans l'influence de sa condition sociale et de sa cité natale. Bourgeois dijonnais comme l'étaient Lantin et Moreau, il épouse les goûts et les querelles de la robe dont il garde l'esprit alors même qu'il s'est démis de son office, il ne surpasse ses pairs ni par son affection pour les propos grivois ni par son penchant pour l'épicurisme, ni par son animo-

sité irrespectueuse à l'égard des puissances ennemies, de l'Eglise ou du monarque. Bien d'autres l'égalaient sinon par le talent, du moins par la liberté de leur langage, par la hardiesse de leurs critiques et de leurs plaisanteries; s'il se distingue par quelque originalité, c'est que dans son extrême vieillesse, il entreprit de cataloguer avec méthode et laborieusement les livres réflexions dont ses confrères s'égayaient par jeu, c'est qu'il a composé comme un dictionnaire de toutes les pensées libertines.

Et comme tous les bourgeois qui l'environnent, il chérit par-dessus toute chose sa tranquillité et ses plaisirs. Ses études sont filles de son caprice et il en a conscience. « Quelle méthode, écrit-il à un ami, suis-je capable de vous enseigner, moi qui n'en ai jamais observé en quoi que ce soit (1) ». Elles ne servent qu'à sa propre satisfaction, elles se portent vers tous les objets qui séduisent son imagination, et si nous y pouvons discerner une unité relative, c'est que sa curiosité libertine est toujours à l'affût des écrits licencieux dont il fait collection. Au reste, peu soucieux d'édifier le public, s'il fit imprimer en assez grand nombre des ouvrages d'érudition, s'il en prépara davantage encore, s'il ne refusa jamais ses lumières aux savants dans l'embarras, jamais il n'entreprit rien de son propre mouvement et poussé par le zèle d'instruire ses contemporains. Ses moindres dissertations, quelquefois de simples lettres, il faut les lui arracher à force d'instances et sans cesse il s'excuse de cette « chienne de paresse », qui s'accommode d'une ardeur prodigieuse au travail mais qui le détourne de s'appliquer à une tâche suivie et qui lui fait considérer comme un pensum la nécessité de produire et d'écrire. Encore ne se résigne-t-il à livrer un ouvrage à l'imprimeur qu'à condition de ne pas compromettre ni sa sécurité ni même son repos. Comme on le pressait d'éditer son commentaire sur Coquillart et Saint Gelais (2) : « Le commentaire des poésies de Saint-Gelais est achevé, répondait-il, il n'y aurait qu'à le mettre au net, s'il y avait lieu d'espérer que le texte et la glose pussent voir le jour; mais c'est ce que nos Inquisiteurs ne permettront jamais. Les libertés qui y règnent ne manqueraient pas de m'attirer sur les bras les dévots avec qui je ne veux de ma vie rien avoir à

(1) LA MONNOYE. *Œuvres*. Tome II, p. 325.

(2) Ibid. Tome II, 469.

démêler : d'envoyer le manuscrit en Hollande, c'est à quoi je ne puis me résoudre, sachant combien une édition telle que celle-là, qui demande une attention particulière, serait défectueuse, n'étant pas faite sous mes yeux; par toutes ces raisons, Saint-Gelais gardera le portefeuille. » Ce n'étaient pas les scrupules de conscience ni le respect de l'autorité qui retenaient La Monnoye, c'était ce scepticisme commun à tous les Bourguignons qui permettait à la pensée toutes les hardiesses, mais la détournait de les prêcher et de recruter des prosélytes. Satisfaite de mépriser en son for intérieur tout ce qui était un objet de vénération, elle savait au dehors tempérer les écarts de son langage et ne rien soutenir que jusqu'au feu exclusivement. Car si l'on découvre en La Monnoye tous les irrespects du dix-huitième siècle, on a peine à discerner à quoi il a cru, ce qu'il a voulu, ce qu'il a aimé, et l'on n'aperçoit en lui qu'un bourgeois spirituel et railleur, sans autre passion que celle de ses plaisirs et de ses intérêts.

CHAPITRE II

LA MONNOYE. LE POÈTE

Comment La Monnoye, qui n'était ni archevêque ni maréchal de France, vit-il les académiciens si empressés à lui porter leurs suffrages que pour permettre aux prélats de prendre part à son élection et pour qu'ils pussent siéger sans blesser leur dignité, le roi leur accorda des fauteuils en même temps qu'à tous leurs confrères, alors que seuls les trois officiers de la compagnie en avaient jusque-là ? Cependant, petit bourgeois sans naissance et de fortune modeste, La Monnoye ne devait compter que sur son mérite pour le recommander, et l'on s'étonne aujourd'hui de la faveur unanime et des applaudissements qui se portaient vers un auteur maintenant oublié et depuis longtemps. Lui-même, dans son discours de réception, affectait de croire que son succès lui avait été attiré par ses vers (1) : « La prose et les vers faisaient tour à tour mes délices, mais quoique la prose eût de grands charmes pour moi, je me sentais néanmoins entraîné plus puissamment vers la poésie. » C'est en poète qu'il se présentait parmi les Quarante, et pourtant s'il se retournait pour jeter un regard vers sa carrière déjà longue, ses productions poétiques, celles du moins qu'il avait rendues publiques devaient paraître bien rares et bien clairsemées. Poète, il ne l'est pas davantage ni autrement que ne le sont les bourgeois dijonnais ; il ne l'est pas du tout, si l'on suppose chez un disciple des Muses l'amour du beau, le respect de son art et le souci d'instruire ou d'émouvoir le lecteur. Pas plus que Legouz ou Lantin ou Dumay, on ne le voit essayer son talent dans la tragédie, dans l'épopée, dans l'églogue ni dans aucun des genres définis par Boileau ; comme ses compatriotes, il s'applique à versifier des pièces de circonstance où l'élégance et le sens de l'opportunité tenaient lieu d'inspiration. L'habileté avec laquelle il

(1) Ibid., I, 81.

y réussit et peut-être aussi des hasards heureux décidèrent de sa renommée (1). L'Académie ayant proposé en 1671 comme sujet du prix d'éloquence fondé par Balzac « *la fureur des duels abolie par Louis XIV* », La Monnoye concourut et triompha. L'année suivante, nouveau concours et nouveau sujet : « *l'académie française placée sous la protection du roi* » ; La Monnoye écrit un second discours qu'il envoie trop tard pour recevoir le prix, mais que l'académie couvre d'éloges et fait imprimer. Elle devait d'ailleurs retrouver maintes fois l'occasion de décerner au triomphateur de nouveaux lauriers, en 1673 pour avoir célébré la « *gloire des armes et des lettres sous Louis XIV* », en 1677 pour un poème sur *l'éducation de Monseigneur le Dauphin*, en 1685 lorsqu'il traite « *La gloire acquise par le roi en se condamnant dans sa propre cause* ». Comme un écolier assidu, presque à chaque concours il présente une dissertation poétique, et souvent avec succès, soit qu'il fasse mieux que ses rivaux, soit que l'habitude ait été prise de le couronner. Faut-il pour cela le séparer des robins dijonnais, le mettre au rang des auteurs et lui prêter une vocation ? Mais bien d'autres en Bourgogne exerçaient leurs talents sur les thèmes proposés par l'Académie : dans sa jeunesse, Taisand concourut sinon avec autant de bonheur, du moins avec autant de persévérance que La Monnoye. Encore que celui-ci dans sa vieillesse revendiquât le titre de poète, si l'on réserve ce nom aux génies créateurs, à ceux qui portent dans le cœur un sentiment, dans l'esprit une pensée, et que tient la démangeaison d'écrire, La Monnoye ne mérite pas qu'on l'appelle ainsi, car jamais on ne vit une œuvre moins spontanée et plus vide. Quand ses concitoyens emploient leur rhétorique à louer le roi ou les grands en de pompeuses harangues, en des odes que l'on débite aux cérémonies, en des distiques que l'on inscrit sur des bannières, il adresse à Paris des vers de la même farine, peut-être meilleurs mais d'une semblable inspiration. A les parcourir, il devient facile de répondre à cette question souvent agitée : que pensaient de la poésie classique les humanistes bourguignons ? La versification de La Monnoye se conforme strictement aux principes édictés par Malherbe, et il songeait si peu à les combattre qu'il préparait un traité sur les règles de la poésie. Les jésuites lui ont inculqué le goût du style noble.

(1) Les pièces qui suivent ont été imprimées au chapitre I, du livre I de ses Œuvres.

l'art et la pratique du métier de rimeur, et Boileau n'aurait pu reprendre la correction de ses discours, tout comme lui-même pouvait admirer avec sincérité Boileau, Racine et La Fontaine, au mérite duquel il a rendu justice. Ce n'est pas par ses principes théoriques qu'il s'éloigne des écrivains admirés par la Cour, c'est parce que n'ayant rien à dire, il traite la poésie comme une vaine rhétorique, comme le langage non des dieux mais des courtisans, comme un procédé pour exprimer des éloges outrés et auxquels on ne croit qu'à moitié. C'est par le vide de sa pensée, par l'artifice de ses développements qu'il se sépare de nos grands classiques; il aurait pu dire comme Malherbe que sa dextérité était du même ordre que celle d'un bon joueur de quilles, car il n'a rien fait que jongler avec des syllabes. Accordons-lui toutefois qu'il s'en est tiré à son honneur et avec habileté, que ses succès lui valurent de faire à Dijon figure de versificateur officiel, si bien que non seulement les concours de l'Académie, mais les passages du roi dans la province, mais les victoires de ses armées et tous les événements notables du règne lui apportent des occasions de rimer de nouveaux panégyriques. Supposons un Boileau qui n'aurait publié que des odes sur la prise de Namur, et nous aurons une image de La Monnoye; le seul intérêt d'une telle poésie, c'est qu'elle permet de suivre époque par époque, toute l'histoire du monarque. La Monnoye loue tour à tour les victoires et les conquêtes, l'éclat des lettres et des arts, la réforme de la justice, la prise de Namur et celle de Mons, il traduit une ode latine de Santeul sur la Révocation de l'Edit de Nantes (1); il sait même louer avec adresse sans blesser aucune susceptibilité, et quand le Dauphin vainqueur à Philipsbourg fut contraint par le roi de borner là ses exploits militaires, il félicite le jeune prince de son succès tout en l'engageant à retourner à la cour pour y jouir de sa gloire auprès d'un père impatient de le revoir. Plus tard, quand Louis XIV, entreprenant des guerres hasardeuses et qui épuisent les ressources du royaume, tâche de se justifier devant l'opinion publique, La Monnoye s'applique à montrer qu'il défend la cause de tous les rois, que ni le prince d'Orange ni l'Empereur ni le duc de Savoie ne sont soutenus par l'équi-

(1) Ce n'est pas qu'il eût de la haine contre les hérétiques, je m'étonne, dit-il, que Mlle Lefèvre « soit encore Huguenote; ce n'est plus que la religion des dupes; aussi, crois-je, qu'elle prétend bien changer, mais qu'elle attend le bon moment, et qu'elle veut faire servir ce changement à sa fortune ». Œuvres, II, 209.

té, et que Thémis est contre la coalition. Et les temps étant devenus plus difficiles encore, lorsque la monarchie réduite aux extrémités implore ses ennemis, La Monnoye adresse à Louis XIV une ode « *sur la grande marque qu'il a donnée de son amour pour ses peuples dans les offres qu'il a faites pour la paix* », et en 1710 son poème « *que la victoire a toujours rendu Sa Majesté plus facile à la paix* ».

C'est au prince, comme il se doit, qu'il consacre la fleur de son encens et ses odes les plus longues et les plus travaillées, celles qu'il publie et sur lesquelles il compte pour établir sa réputation. Mais il prodigue avec libéralité ses éloges et ne s'en montre chiche à l'égard de personne. Pour lui comme pour tous les beaux esprits dijonnais, la poésie sert à s'acquitter d'un devoir mondain et il ne ménage les compliments en prose et surtout en vers ni aux grands personnages ni à ses amis. Pour citer toutes les pièces que lui dictent le désir de plaire ou même la simple civilité, il faudrait recopier une bonne part de ses œuvres et le seul catalogue en tiendrait plusieurs pages. Compliments à Bossuet, à Boileau, à Pellisson, à tous les auteurs en renom, à des érudits comme Boivin ou Huet, ou Ménage, à des ecclésiastiques comme le cardinal de Bissy, pour des grands seigneurs comme le duc d'Anjou ou le Président de Mesmes, à des Dijonnais de son milieu et de sa conversation comme Bouhier, Taisand, le P. Oudin, J.-A. de Chevanes, à des dames, voilà à quoi il emploie presque chaque jour son talent, et l'adresse avec laquelle il tourne ses odes ou ses madrigaux ne compense guère le néant de la pensée et n'accroît guère le prix de ses pièces fugitives. Toutes les langues sont mises à contribution; le latin, le français, le grec, l'italien célèbrent tour à tour les mérites de ses héros et souvent même il les loue en plusieurs langues à la fois. A l'un il envoie un épithalame, à l'autre des félicitations pour la naissance d'un enfant ou des condoléances pour un deuil, à un troisième des excuses pour un manquement aux lois de la politesse, à un quatrième des vers pour son anniversaire ou pour lui souhaiter bonne année, à un cinquième une préface pour un livre ou bien une devise; mais surtout il versifie des épitaphes ou des éloges funèbres pour Santeul, pour Lantin, pour P. Petit (1), pour Taisand, pour tous les Dijonnais de sa connaissance et pour tous les savants, pour tous les hommes illustres de France ou de l'étranger.

(1) Pour l'abbé Boisot qu'il ne connaissait pas, *Œuvres*, II, 321.

Non moins libéral envers Dieu qu'envers les hommes, il lui prodigue ses poèmes et délaissant le ton aimable de l'honnête homme il entonne des airs pieux. De courtisan le voilà sacristain, du badinage mondain le voilà qui passe à la ferveur et à l'adoration. A une religieuse qui prend le voile, il adresse un cantique latin en prose rimée inspiré par une exaltation religieuse telle qu'on redoute que l'auteur ne prenne le voile lui aussi. Il compose des hymnes en l'honneur de saint Bénigne, prêtre et martyr, qu'il fut question d'insérer dans le bréviaire du diocèse, d'autres pour Saint Mammès; tout un livre de ses œuvres complètes ne comprend que des imitations ou des traductions des cantiques de l'Eglise ou de poésies pieuses, des hymnes que l'on récite aux vêpres, à matines, à laudes, pour le cœur de la Sainte Vierge ou à la gloire des saints. Et rien ne détonne dans ces chants sacrés, rien n'y manque de ce que le censeur le plus exigeant y peut désirer : un ton plein de componction et d'humilité, l'enthousiasme et l'amour, les images bibliques, pas même ce mouvement grave et un peu monotone qui convient au plain chant. En vérité, le roi du ciel est aussi bien servi que le roi de la terre. Vrai Protée, génie assez souple pour se plier à toutes les situations, pour s'accommoder de tous les styles, La Monnoye écrit de beaux vers à la louange de la religion comme il en a écrit à la gloire de Louis XIV. Ici j'admire son habileté à flatter le prince en courtisan avisé, à trouver avec tact l'éloge qui peut plaire et à s'exprimer en de nobles odes conformes au pur goût des classiques; là je le prendrais pour un homme d'église non seulement par la piété de ses discours, mais par le choix des termes, par l'allure du développement, par ces mille détails impossibles à définir parce qu'ils sont pour ainsi dire une habitude inconsciente comme l'onction des prêtres et la démarche silencieuse des dévotes dans l'ombre des cathédrales; ailleurs, un badinage aimable et plaisant nous révèle un mondain accompli, un ami fidèle et dévoué, un galant faiseur de madrigaux dans lequel on aurait peine à reconnaître le chanteur du grand roi et encore moins celui de saint Bénigne.

On dirait un acteur qui, laissant un habit pour un autre, se déguise tour à tour en petit maître et en apôtre, et la perfection même avec laquelle il s'acquitte de tous ses rôles nous laisse pressentir qu'il n'en prend aucun au sérieux. On s'en doutait déjà après avoir parcouru les extraits de ses lectures favorites, mais lui-même, comme s'il prenait soin de rendre

plus sensible son défaut de sincérité, presque chaque fois qu'il a célébré un éloge, il en chante la palinodie. Après avoir prodigué à Louis XIV et à ses ministres des éloges hyperboliques, après avoir sollicité de Colbert et du roi qu'ils lui paient en argent le prix de ses flatteries intéressées, quand il se voit seul ou parmi des amis sûrs, il s'amuse des épigrammes dont on poursuit ses héros, il en fait collection, et au besoin il en invente. S'il compose des hymnes qu'il appelle un pieux galimatias, il se dédommage avec usure d'avoir forcé son talent (1) et imposé contrainte à ses sentiments, et ses plaisanteries sur les saints, sur les dévots, sur la religion même, compensent amplement cantiques et vers édifiants. Lui qui pour une prise de voile s'anime d'un enthousiasme mystique, il ne tarit pas de contes ni de brocards à l'endroit des religieux, et laisse entendre à maintes reprises que l'institution même de la clôture lui apparaît comme un défi à la nature humaine (2). Il accable les vivants de ses compliments, les morts de ses épitaphes, mais comme si le métier de courtisan lui pesait, il éprouve un besoin irrésistible de brûler ce qu'il a adoré, de confier à la terre que Midas a des oreilles d'âne et de se moquer de ceux qu'il vantait. Ni l'amitié, ni le tombeau même ne protègent contre les retours de sa sincérité. Passe encore qu'il lui vienne quelque remords d'avoir porté Santeul aux nues, qu'après avoir loué ses vers il plaisante ses vices, ses ridicules et même ses œuvres; il était difficile d'estimer le personnage et plus difficile encore de faire accepter au public le panégyrique d'un pitre célèbre par ses extravagances; et pourtant la décence commandait à un homme qui l'avait fréquenté par un commerce familier de ne pas persécuter sa mémoire et d'épargner un mort. Mais La Monnoye n'épargne pas davantage la mémoire de Lantini, ni celle de l'abbé Nicaise, et, dans ses lettres ou ses vers, il découvre leurs faiblesses et leur adresse des critiques que, toutes justes qu'elles soient, il aurait dû taire. Bruyant admirateur de Boileau (3), on lui annonce un jour le trépas du

(1) « Mon génie, écrit-il à Nicaise, ne va point là, et soit dit entre nous, je préfère le moindre de mes petits contes à la glose si généralement applaudie, mais que je trouve dans le fond puérile et froide ». Cité par M. JACQUET.

(2) LA MONNOYE. *Œuvres*, I, 389.

(3) Cf. dans les *Œuvres* de LA MONNOYE, I, 227, apothéose de Boileau, et dans les *Extraits*, art. Satirique, la palinodie:

Boileau, ce fameux satirique,
Forcé de haranguer la troupe académique,
En fit l'éloge avec succès;
Mais il est mort de cet excès.

satirique, et vite le voilà qui rime une épigramme pour flatter les rancunes de l'académie contre le défunt. Cependant la nouvelle se trouva fausse et le mort bien en vie, et destiné à vivre assez longtemps pour recevoir encore les hommages de La Monnoye. Pareille aventure dut arriver plus d'une fois à notre Dijonnais, et l'on aurait peine à le plaindre, car ses inconséquences dépassent quelquefois la mesure et ses paroles comme sa conduite confinent au cynisme. Quand il perdit sa femme il fit montre d'affliction et de deuil, reçut les condoléances de l'académie et parla de sa douleur en termes fort convenables; mais comme quelqu'un lui avait adressé des vers sur la concorde et l'union de son ménage, sur ce qu'il avait vécu marié et heureux, il retrancha cette phrase (1). Sentant tout ce qu'il y avait d'inhumain dans cette coutume des familles aisées de vouer à la religion les filles et les cadets pour accroître l'héritage de l'aîné, il raillait dans ses Noëls ce mal de la société et s'adressant aux juifs il leur disait par ironie:

Eussein vo des enfans deu dozaines (2)
Vo les mairien tretô.
Diantre je ne sons pas si fô :
Je fasons nos filles campène
No darei garçons jaicopin
Cordelei vou capucin.

Mais comment juger un père, qui, après avoir écrit ces vers, maria son fils aîné, mais fit de l'autre un cordelier et de ses deux filles des religieuses. Il avait beau les féliciter par des odes ou des sonnets de s'être retirés en leur monastère « à l'abri de l'orage » et de ne point redouter « les caprices du sort » (3); jusqu'à quel point était-il sincère dans ses conseils de dévotion, cet enfant terrible pour qui rien n'était sacré et les cloîtres moins que tout le reste? Était-ce à lui, dont deux filles avaient pris l'habit de proclamer que vouloir imposer la clôture aux couvents c'était fermer l'étable? Peut-être venaient-elles du cœur, les belles stances qu'il composa durant ses derniers jours avant de comparaître devant son créateur et son juge (4), et l'on peut croire à sa conversion

(1) Lettre de Papillon à l'abbé Leclerc. 1727. Bib. nat. ms. 24418. Cité par M. JACQUET.

(2) Noëls Borguignon de Gui Barôzai. Seteime édition. Dijon Defay 1792. II^e partie, Noëls n^o V, p. 81.

(3) *Œuvres* de LA MONNOYE, II, 9.

(4) *Ibid.*, I, 221.

comme à celle de La Fontaine, car l'approche de la mort ramène les plaisants aux pensées graves, mais tant qu'il aperçut devant lui un avenir terrestre, quand découvrit-il ses sentiments véritables? Capable de traiter tous les sujets, excellent à emprunter tous les tons, celui de l'enthousiasme ou le badinage spirituel et léger, et s'appropriant chacun d'eux comme son langage naturel, au fond il ne respecta ni son art, ni personne, ni lui-même. Mentir lui semble le propre de la poésie et il ment avec habileté comme un bon élève de rhétorique exerce une inspiration factice sur les thèmes indiqués par le maître. Un compliment, dit-il, ne tire pas à conséquence, et plus, il exagère ses éloges, moins il y faut croire. « Quand je vous mettrai, écrit-il à un ami, au-dessus de Théocrite et de Virgile, défiez-vous alors de ma louange » (1), et il met tour à tour au-dessus de Saumaise Lantin et Boulhier, au-dessus d'Alexandre Louis XIV, sans doute avec une égale insincérité. Il éprouve même une sorte de satisfaction à se contredire, d'autant plus porté à dénigrer qu'il a loué davantage et se consolant d'avoir encensé ses héros en leur grimaçant derrière leur dos. Et sans doute, ces louanges outrées et toutes de convention étaient monnaie courante à son époque, mais quand l'œuvre entière d'un auteur, du moins celle qui lui valut la gloire consiste en panégyriques de ce genre, toute sa rhétorique, toute sa dextérité verbale ne dissimulent pas l'artifice de son talent ni le vide de sa pensée.

Le sentait-il lui-même? Ses ouvrages les plus considérables, hormis ceux que lui inspirait le désir de plaire, sont des imitations ou des traductions. Indigente d'idées et impuissante à créer, sa virtuosité verbale devait se trouver à l'aise quand un autre fournissait la matière et qu'il restait seulement à procurer les mots. Ses faiblesses mêmes et ses insuffisances lui sont ici des vertus; moins forte et moins originale est sa pensée, plus grande est sa souplesse à se plier au génie d'autrui, et à s'accommoder d'une inspiration étrangère. Des juges compétents attestent qu'il est passé maître en l'art de traduire, et quand il eut viré de l'espagnol en français la *glose de sainte Thérèse*, comme on pressait Racine de refaire le même travail il refusa en disant qu'on ne pouvait mieux faire que M. de La Monnoye. Somme toute, celui-

(1) Ibid, II, 318.

ci ne fait qu'exceller dans un exercice où s'essayaient tous les Dijonnais; il ne se sert pas pour un autre usage qu'ils ne s'en servaient de sa connaissance des langues; et son talent de traducteur aussi bien que le leur ne saurait être mieux comparé qu'à une meule qui tournerait à vide. Car il traduit sans choix les *hymnes latines* de Santeul, la prière de saint Bernard sur l'amour de Dieu, le début de l'Iliade, des idylles de Bion, le *Pastor fido* et l'Arétin, des vers d'un jésuite à la gloire d'un feuillant, l'ode de Santeul sur la révocation de l'Edit de Nantes, un éloge du P. Guérin, professeur de rhétorique à « un jeune élève qui soutint une dispute brillante sur la troisième décade de Tite Live », une ode à la gloire du vin de Bourgogne pour répondre à une défense en faveur du vin de Champagne, et à un panégyrique du cidre (1). Il vole du sacré au profane, du plaisant au sévère, des chefs-d'œuvre de l'esprit humain à des pauvretés, toujours prêt à entreprendre toutes les traductions et n'en achevant aucune qui exige un long effort, prouvant en s'intéressant à tout aussi bien qu'en ne s'attachant à rien, qu'il considère ses travaux comme un divertissement d'amateur et comme un jeu. Aussi bien, la fantaisie avec laquelle il s'y prête prouve qu'il les regardait comme des exercices inutiles. Car à quoi bon traduire en grec des odes d'Horace, une pièce latine adressée à Bouhier, une fable de La Fontaine, la satire de Boileau sur les embarras de Paris, en latin un sonnet de Sarrazin, celui de Voiture sur l'amour d'Uranie, celui de Benserade sur Job, le début du *Lutrin*, l'épître à l'abbé des Roches; à quoi bon surtout se traduire soi-même, rédiger les mêmes épitaphes ou les mêmes contes en latin, en français, en italien ou en grec, sinon pour prouver une égale aptitude au thème et à la version et s'amuser comme faisaient tous les Dijonnais?

S'il affectionne certains écrivains, il manifeste les mêmes goûts et les mêmes préférences que ses amis; comme eux s'il revient plus souvent vers certains auteurs, c'est vers Anacréon, vers Horace (2), vers Catulle, et surtout vers les faiseurs d'épigrammes, vers Sannazar, vers Jérôme Amalthée, vers Owen, vers Buchanan et, avec une prédilection parti-

(1) C'est la fameuse querelle où se distingua de Salins.

(2) Cf., II, 308 : « Je suis très humble serviteur d'Horace, Ovide, et Rabelais. Ce sont gens de bonne compagnie, et avec qui vous ne sauriez manquer de passer agréablement le temps ».

culière, vers Martial, à la fois spirituel, élégant et libertin, bourgeois épicurien et qui, par le caractère, s'apparentait avec les robins bourguignons (1). Comme en témoignent les extraits qu'il avait rassemblés pour son usage, La Monnoye s'était formé une érudition complète où il comprenait tous les textes qui flattaient ses goûts, il fréquentait tous les esprits en qui il sentait une humeur conforme à la sienne; il s'était nourri de lectures, bourré de souvenirs empruntés, et quels que fussent les dons qu'il avait reçus de la nature, il avait aussi pris beaucoup dans le commerce des hommes. Non seulement quand il traduit, non seulement quand il imite et qu'il l'avoue, mais presque toujours, son génie se mêle au génie d'autrui, des réminiscences à ses inventions, rarement il est lui-même, ou plutôt comme la vigne de son pays natal, son talent ne saurait croître et porter ses fruits qu'à condition de s'appuyer sur un tuteur. Peut-être est-il sans intérêt de lui chercher des modèles ou des maîtres quand il compose l'anagramme de son nom, *a Delio nomen*, quand il rime la complainte du fameux Lapalisse, quand il s'exerce à des bouts rimés, quand il met en sonnets des énigmes ayant pour clefs le dictionnaire, la goutte, le coeuage, le purgatoire, le rire, l'arête, et d'autres dont les solutions sont encore à trouver. On ne renonçait qu'à la mort à ces jeux auxquels on s'initiait dès le collège, et on s'en divertissait entre amis. Les bouts rimés de La Monnoye sont sur les mêmes rimes que les bouts rimés de Taisand, il échangeait des devinettes avec le conseiller Dumay et ne faisait en somme que partager les distractions de la bourgeoisie dijonnaise. Son esprit lui vaut cependant de se distinguer entre ses pairs et de figurer parmi eux comme le boute-en-train, comme l'amuseur par excellence, et pour soutenir son rôle, il met à contribution les souvenirs de ses lectures qu'il a gravés dans sa mémoire ou consignés dans ses recueils.

Ces souvenirs (2) proviennent de partout, des anciens et des modernes, car l'humanisme bourguignon n'enferme pas ses curiosités entre des limites; mais s'il est une époque dont

(1) On appelait La Monnoye le Martial de la France et lui-même pensait à mériter ce nom (Œuvres, II, 373).

(2) Si l'on veut prouver par des textes combien est peu original le talent de La Monnoye, il suffit de rapprocher de ses poésies, soit son recueil d'extraits, soit le *Menagiana*. Aussi le P. Oudin disait-il que son vrai talent était de traduire (Michault, *Mélanges*, II, 28).

les goûts s'accordent avec ceux de La Monnoye, c'est bien l'époque de la Renaissance française ou italienne. Car nulle ne se montra plus libre en ses propos, plus audacieuse en ses railleries, plus bouffonne en son langage, ni plus amie de l'obscénité et de l'irrespect. La Monnoye l'a explorée dans ses moindres recoins, il a tout lu, depuis Villon, les *cent nouvelles nouvelles* et les *quinze joies de mariage*, jusqu'à Rabelais, à Aeneas Sylvius, à Dolet et à Calvin. Des livres hérétiques, il ne tire point de réflexion qu'il produise au public, étant à la fois trop prudent et trop peu théologien pour se mêler de controverse; mais les conteurs et les poètes lui offrent des modèles en même temps qu'un trésor de libertinage où il a puisé à pleines mains. Quand il badine, il écrit, dit-il, en style marotique et la grâce spirituelle de Marot lui semble comme le modèle de la perfection. Tel de ses contes est tout entier tiré de Rabelais, comme son *Marcolfus judex* où il ne fait que virer en latin l'histoire de ce fou qui payait l'odeur d'un rôl avec le son d'un écu. Mais sans même prêter attention aux rapprochements de ce genre dont la liste pourtant serait longue, il imite le seizième siècle par l'esprit des contes et des plaisanteries dont il divertit son public. Il l'imité lorsqu'il peint l'incontinence et la naïveté du beau sexe dans « *la dévote lisant Boccace* », « *le philtre* », « *la femme en travail* », « *le salamalec lyonnais* », quand il prend pour cible les vices des prêtres et des moines, leur avarice, leur paresse, et leur insatiable lubricité, quand il se moque de la bêtise des rustres, quand il tourne en ridicule les gens de loi, mais surtout en ce que, toujours et partout, il glorifie les plaisirs des sens, parce que sa morale ou si l'on veut son immoralité consiste à célébrer la bonne loi de nature. Chez lui, sans doute, la verve et la truculence de Rabelais au lieu de se répandre comme un flot puissant se réduit à un mince filet; de la grosse bouffonnerie de la Renaissance, il ne demeure qu'un squelette et qu'une polissonnerie, mais l'esprit est demeuré le même et le ventre est resté la source des préoccupations. Imitation? Non, si l'on entend par là qu'un jour en lisant Rabelais ou Boccace La Monnoye soudain terrassé par une sorte de révélation a trouvé son chemin de Damas. Mais reconnaissant ses goûts chez les conteurs de la Renaissance, il a fréquenté par un commerce assidu les écrivains qui lui semblaient comme des frères aînés, il s'est nourri de leurs œuvres avec la patience et le labeur de l'érudit bourguignon, et pour amuser ses amis, il a raconté leurs contes ou il en a inventé de semblables.

Son irrespect naturel se mêle aux hardiesses de ses modèles, et si la source de ses tendances ne découle que de son génie, nul doute cependant que la conversation de ses devanciers ne l'ait aidé à en prendre conscience et à les exprimer. Partout on devine son érudition épicurienne et grivoise, même et surtout là où il passe pour un créateur original, dans ses poésies en langue bourguignone. Tandis que Dumay s'appliquait à parodier Virgile, qu'Aimé Piron rimait les annales de la vie dijonnaise en même temps qu'il célébrait les victoires du roi, La Monnoye écrivait en patois diverses pièces de circonstance comme son « *Barôzai de la rue Saint-Felibar es Barozais ses aimein su les affaires du temps* »; et ses Noëls. On composait alors des Noëls dans toute la France (1), à Paris et dans les provinces, et la Bourgogne elle aussi avait ses noëllistes, tantôt des dévotes employant pieusement les loisirs de leur célibat, quelquefois des prêtres comme Foulon de la Chaume, souvent des auteurs inconnus dont la tradition perpétuait les vers. Ces chants étaient faits pour tous, petits et grands, surtout pour les petits, pour les enfants qui les récitaient de maison en maison, pour les ménétriers qui les portaient à travers les rues et les cours, pour les villageois qui s'en divertissaient à la veillée devant l'âtre où flambait la bûche; ils étaient à une époque où l'on n'écrivait guère que pour une élite, à peu près la seule littérature qui s'adressait à tous. C'était d'ailleurs une littérature qui rétribuait ses auteurs, témoin cette épigramme que La Monnoye imitait de Martial :

Colletet a fait des Noëls (2).

On n'en a jamais vu de tels;

Il semble qu'ils soient faits pour rire,

Il les vend toutefois l'exemplaire dix sous.

Après cela, allez me dire

Que les poètes sont des fous.

Ce qui n'empêcha pas La Monnoye avec son inconscience ordinaire d'écrire des Noëls bourguignons qui maintes fois prétent à rire et de les écrire pour des raisons auxquelles l'esprit de lucre n'était pas étranger. Dans sa préface, il se donne pour un Dijonnais patoisant et reculant sans cesse sa demeure

(1) Cf. en français les Noëls de Milhon d'Angers, de Christophe de Bordeaux, une bible des Noëls dont le succès fut grand. La Normandie compte parmi ses Noëllistes Michel Porée et Jean le Houx, et la plupart des provinces eurent les leurs, le Velay, la Franche-Comté, le Languedoc, le Berry, la Provence, la Lorraine.

(2) LA MONNOYE, *Œuvres*, I, 363.

vers les faubourgs de la ville à mesure que le jantois y relègue son jargon maternel. En fait, l'inspiration de ses poésies bourguignonnes, Noël compris, est formée des mêmes éléments que celle de toute son œuvre. Les souvenirs de ses lectures favorites y abondent, ceux en particulier qu'il emprunte à Villon, car il préparait alors une étude sur Villon. Quand il se dit né « à Dijon vé Talant » il transcrit à peu près le « natif Paris emprès Pontoise » et dans telle de ses pièces où une vieille décrépète regrette le temps de sa jeunesse et de sa beauté, il est difficile de ne pas reconnaître sinon dans les termes, au moins dans le sujet et les sentiments, la *ballade de la belle Haulmière*. Mais surtout, si même il ne l'a pas inventé, La Monnoye a rendu populaire et vivant le personnage du Bareuzai. Le Bareuzai, c'est le type du Bourguignon tel que la légende le représente encore aujourd'hui, goinfre, ivrogne et paillard, ne songeant qu'à s'empifrer, qu'à boire et qu'à trousser les filles, obscène dans ses propos, cynique dans ses plaisirs, mélange de paillardise, de bonne humeur et de truculence, plus incliné à rechercher les jouissances du ventre que celles du cœur et de l'esprit, au demeurant sympathique parce que la nature s'épanouit en lui dans toute sa simplicité, et que la vie fermente en ses veines comme le vin en ses tonneaux. Mais ce type, les vieilles traditions semblent l'ignorer : au moyen âge, si l'on en croit les quolibets qui couraient à l'Université de Paris, les Bourguignons passaient pour brutaux et stupides, c'était leur seul titre à l'attention publique ; au seizième siècle encore, il s'en fallait que leur appétit de volupté grossière leur valût cette auréole qui les entoure à présent ; tout au contraire, bien d'autres provinces que la leur semblaient des lieux de pèlerinage plus renommés aux amateurs du bien vivre et du gai savoir. Eux-mêmes ignoraient pour ainsi dire les trésors de paillardise et de gourmandise qu'ils portaient en eux, et s'abandonnaient à leurs instincts sans se douter que le penchant au plaisir était une spécialité de leur patrie. Ce fut La Monnoye qui les révéla à eux-mêmes et au public, et si Dijonnais qu'il fût, quoique familier dès sa jeunesse avec le menu peuple des faubourgs, encore que nombre de détails semblent recueillis dans son voisinage et pris sur le vif, il me semble que sa poésie bourguignonne ne s'inspire pas davantage de la Bourgogne que de Rabelais et des conteurs ses contemporains, et que la littérature du seizième siècle a fourni plus d'un trait à la figure truculente du Bareuzai.

Son inclination pour les jouissances matérielles anime les Noëls beaucoup plus que la ferveur religieuse; et la Nativité n'émeut tant son enthousiasme que parce qu'elle apporte à son estomac une occasion de beuverie et de bons diners : on dirait que l'Enfant-Dieu descend sur la terre environné de jambons et d'andouilles, que l'amour qu'on ressent pour lui se mesure à l'aune du boudin qu'on bâfre. Et sans doute, aux fêtes de l'Eglise, des joies aussi matérielles devaient entrer dans la liesse populaire, mais s'il est naturel de les éprouver, il est peut-être peu chrétien de les proclamer, et bien souvent sous la plume de La Monnoye leur éloge ressemble à une raillerie dirigée contre la foi. On peut également douter si la religion ne souffre pas quelque atteinte quand, sous couleur de s'abaisser à la naïveté populaire, La Monnoye commente à sa façon les saints mystères, quand il imagine un paradis terrestre où nos premiers aïeux, bourrés de grenades et de melons, passaient le temps en fainéants à faire « le cultimblô » sur l'herbe verte, quand il remarque qu'au lieu de sauver les hommes à travers tant de tourments, Dieu aurait pu, pour son repos et pour le leur, les préserver du premier péché, qu'en tous cas il était aisé de les racheter sans prendre le chemin des écoliers, sans recourir à une rédemption si laborieuse et si compliquée (1). Peut-on regarder comme un apologiste de la religion le poète qui dit en s'adressant aux juifs :

Le linceu dé noce chez vô (2),
 At ein poin qui no fai bé rire,
 Mais chez nô çat ein poin de foi
 Que croire vau mieu que voi.

Au fond, les Noëls de La Monnoye procèdent du même esprit que le *Virgile viré* de son ami Dumay; ils sont, avec à peine plus de mesure, une longue parodie de l'Evangile, où l'anachronisme se combine avec les plaisanteries les plus grossières et les plus terre à terre. Faut-il rappeler les Mages braquant leurs lunettes vers le ciel (3), Hérode souillant sa culotte de peur, ou des expressions d'un goût douteux comme le Verbe emmailloté pour désigner l'Enfant Jésus ? (4). Ici, le poète nous montre Dieu le fils qui, regardant par une lucarne

(1) *Noëls*. Edition Defay 1792, p. 3 et 4 (Livre I, pièce n° 2).

(2) *Noëls*. Edition Defay 1792, p. 81 (Livre II, pièce n° 5).

(3) *Ibid.* Livre I, pièce n° 4), p. 2.

(4) *Ibid.* (Livre I, pièce n° 5), p. 11.

aperçoit la vierge Marie. « Echauffé de son amour », il demande à Dieu le Père qu'il lui laisse prendre une mère à son gré. Le Père donne son consentement. « Je suis, dit-il, d'accord du mystère, elle deviendra ta mère, le Saint Esprit son mari. A femme qui soit plus sage on ne peut le marier. » On dépêche Gabriel pour porter le message, et « Marie, étrange merveille, en conçut par l'oreille », tout au contraire de Gargamelle, qui conçut à la mode accoutumée mais accoucha par l'oreille (1).

En somme, quoique avec un peu plus de mesure, les Noëls de La Monnoye ne ressemblent guère plus à une œuvre d'édification religieuse que le roman de Rabelais ou même que la *Pucelle* de Voltaire. L'Evangile occupe dans son inspiration aussi peu de place que possible, et bien plutôt que le zèle pour la foi, La Monnoye exprime le génie à la fois sensuel et railleur de la race et surtout de la bourgeoisie bourguignone pour qui rien ne mérite le respect, pour qui rien n'a de prix que les plaisirs du corps, pour qui rien n'est sacré que ses intérêts. Mais comme celle de tous ses compatriotes, sa pensée, pour ainsi dire impuissante à se soutenir toute seule et par ses propres moyens, s'appuie sur les souvenirs de son érudition, empruntant à Martial ses épigrammes, aux conteurs de la Renaissance les modèles de son ironie, de sa grossièreté et de sa joie de vivre. Elle reçoit du seizième siècle pour les porter jusqu'au cœur du dix-huitième, des traditions de libertinage et d'irrespect que sa nature d'ailleurs la préparait à recevoir. Dans l'indécence, s'il lui manque ce débordement d'une gaîté vigoureuse qui semble le privilège d'un Rabelais, elle égale en obscénité, avec plus de lourdeur dans la plaisanterie, ce que la polissonnerie de l'âge suivant a osé de plus audacieux. Dans son goût pour la satire, elle n'épargne et ne vénère ni les mœurs, ni le prince, ni la foi, ni rien, ni personne, ses critiques et ses railleries osent lever les yeux jusque sur le trône et jusque sur l'autel. On comprend que des âmes pieuses se soient scandalisées des Noëls de La Monnoye; on comprend aussi que le dix-huitième siècle ait pris soin de recueillir ses poésies légères comme celles d'un précurseur et presque d'un ancêtre. Et pourtant, il y a loin de l'esprit de La Monnoye à celui de Voltaire. La Monnoye est plaisant, il a des inventions drôles, il ne se laisse aveugler par aucun zèle pour les insti-

(1) Ibid. (Livre I, pièce n° 7), p. 49.

tutions ni pour les individus; il excelle au contraire à rendre grotesques ou ridicules les croyances et les hommes, et son incorrigible gaminerie se moque de tout ce qu'on respecte. Mais dans ses attaques on ne devine aucune passion, aucun but, aucun idéal. Il se moque par inclination, pour obéir à sa nature, par un penchant irrésistible qui l'excite à fronder les puissances après les avoir adorées. Il loue sans conviction, mais il critique sans songer à renverser ce qui est, sans même souhaiter un changement. Il s'accommode sans les vénérer et de la religion et du régime et des personnes; son idéal, c'est le bien-vivre, sa politique, c'est la défense des intérêts immédiats de La Monnoye ou des siens, et nulle idée d'un progrès possible, nulle aspiration vers un monde meilleur n'ennoblit ses pitreries. Il ne s'inspire que d'un égoïsme grossier et borné, au souffle court et qui ne l'entraîne pas bien loin; il ne produit rien de grand, rien que des panégyriques incrédules et des plaisanteries sans portée. Laborieuse et chargée d'une vaste érudition, l'inspiration poétique s'efforce de remédier à son indigence en s'emparant des richesses d'autrui, en empruntant à la Renaissance ou à l'antiquité la matière que son génie ne lui fournit pas, mais elle n'ajoute rien au repas préparé par d'autres, et l'on peut dire de La Monnoye comme de tous les Dijonnais que les œuvres lui ont manqué. Il le niait dans sa correspondance avec ses amis (1), « Si Baillet, écrivait-il à l'un d'eux, continue à dire des incongruités sur moi, tant pis pour lui. Y en eut-il jamais une plus criante que celle où il est tombé ? Après avoir parlé de plusieurs pièces de ma façon qui ont mérité le prix de l'Académie, il conclut par dire qu'une seule pièce détachée ne fait pas un poète. Est-ce donc que si les églogues de Théocrite étaient détachées, Théocrite ne serait pas un poète, ou bien qu'il le deviendrait au moment où elles seraient recueillies dans un volume. » Dès qu'il cessait de se contraindre, on voit que La Monnoye ne se mouchait pas du pied; il se jugeait lui-même avec plus de modestie et de vérité quand il haranguait l'Académie (2). « L'ingénuité dont je fais profession, disait-il, ne m'a pas permis de dissimuler que je n'avais gardé ni ordre ni méthode dans mes écrits, y ayant toujours eu le plaisir en vue plutôt que l'utilité, d'où il était arrivé que des lectures confuses et volages telles que les miennes n'avaient formé chez moi aucun corps de doctrine. J'ajoutais que les

(1) LA MONNOYE. *Œuvres*, II, 248.

(2) Ibid., I, 82.

moindres ouvrages me coûtaient beaucoup de temps et de peine, que les pièces de poésie qu'on avait vues de moi en petit nombre étaient les plus longues que j'eusse faites, ma capacité n'ayant jamais pu s'étendre au delà de ces limites que l'âge, toutes étroites qu'elles étaient, resserrait encore. » C'était apprécier assez exactement une partie de ses défauts, mais une partie seulement, et la moindre. Car enfin La Fontaine lui aussi écrivait laborieusement des fables très courtes, lui aussi, en vrai papillon du Parnasse, n'observait ni ordre ni méthode. Mais La Monnoye, à part la malice de ses Noëls, et encore ! n'a jamais rien mis dans ses œuvres qui fût de lui, ni un sentiment, ni une idée ; son vice irrémédiable, c'est que ses éloges sont creux comme des devoirs d'écolier, c'est que dans ses satires il n'est animé par aucune passion forte, par aucun idéal de progrès, c'est surtout que le sujet de ses plaisanteries ou de ses contes, et quelquefois la forme même, il l'emprunte à d'autres. C'est un imitateur perpétuel, même quand il ne prétend pas traduire, et cet homme qui se donnait pour un poète ne fut jamais qu'un érudit.

CHAPITRE III

LA MONNOYE. L'ÉRUDIT

Tandis que La Monnoye croyait ou feignait de croire que ses vers seuls lui ouvraient la porte de l'Académie, l'abbé d'Estrées, en le recevant, définissait ainsi son talent et ses mérites (1) : « Il n'y a guère d'homme d'esprit, pour peu qu'il ait de commerce avec le monde, qui ignore l'étendue de vos connaissances dans les belles lettres; combien vous êtes versé dans la lecture des anciens auteurs soit latins, soit grecs, combien tant de belles connaissances sont heureusement rangées dans votre esprit, quel plaisir on a de vous voir répandre ces trésors dans les conversations savantes, quand les occasions s'en présentent, combien vous vous êtes formé le goût avec ces grands maîtres et combien vous avez donné de preuves de la délicatesse que vous avez prise dans leurs ouvrages par ceux qui vous sont échappés de temps en temps et qui vous ont toujours mérité l'approbation et l'éloge du public. » Les dernières paroles concernent le poète, mais la plupart s'adressent à l'érudit comme si la science de La Monnoye avait fait sa réputation beaucoup plus que ses poèmes ou ses épigrammes.

De cette science, nombre de contemporains nous ont rendu témoignage, et parmi eux des connaisseurs que leur propre savoir autorisait à juger sans indulgence celui des autres. La correspondance de La Monnoye à elle seule fait assez éclater en quelle estime il était tenu. Qu'il s'agisse de grec, de latin, d'italien, de français, dès qu'un savant ou une compagnie se heurte à quelque obscurité concernant le sens d'un terme, la date d'une édition, la vie d'un auteur ou quelque sujet que ce soit, vite, on écrit à M. de La Monnoye ou on court l'interroger, assuré qu'on est qu'il ne refusera pas de répondre et qu'il sera capable de le faire congrûment. Faut-il expliquer à Santeul le sens et l'emploi d'un mot latin (2), à Dumay la signification

(1) *Œuvres* de LA MONNOYE, I, 91.

(2) Ibid. Tome II, p. 303 et passim — MICHAULT. *Mélanges*, II, 40

d'un bas-relief de Mithra qui se trouve chez lui, à quelque autre un distique cité par Aristote ou bien mettre d'accord les Dijonnais sur l'emplacement probable de Bibracte, il est le livre toujours ouvert que l'on consulte avec fruit, certain d'y trouver sinon des idées neuves, au moins un recueil de tout ce qui s'est pensé ou s'est dit. Quelques exemples suffisent à nous montrer jusqu'où allaient et ses connaissances et la réputation qu'elles lui avaient acquise. L'abbé Nicaise, entremetteur des gens de lettres, s'avisa un jour de mettre en rapports La Monnoye avec Bayle (1); et La Monnoye envoya à Bayle tant d'additions et tant de critiques et de si justes sur les articles des lettres A et B de son dictionnaire qu'il le détermina à en donner une nouvelle édition. La Monnoye fait paraître à Amsterdam une nouvelle édition de la dissertation de P. Petit sur les Amazones qu'il enrichit d'un commentaire. Plus tard, c'est à lui qu'on recourt pour revoir et pour annoter les *Jugements des savants* d'Adrien Baillet, énorme compilation dont l'auteur n'avait entrepris rien moins que de passer en revue toutes les causes qui ont égaré la critique dans ses appréciations sur les écrivains (2). Œuvre d'une érudition étonnante si l'on songe que Baillet au lieu de se borner à énoncer des principes généraux prétendait énumérer dans un catalogue complet toutes les erreurs des critiques. Pour corriger ses remarques et pour y ajouter, il fallait un savoir égal au sien et de même nature, une patience de bénédictin, et tout cela se trouva chez La Monnoye, stimulé par le désir de se faire valoir aux dépens de Baillet en relevant ses ignorances et ses inexactitudes. Au demeurant, plus semblable qu'il ne le croit à sa victime, s'il excelle à rapporter des faits curieux, il se perd autant que Baillet dans l'examen des détails. C'est encore à lui que l'on fit appel pour donner une nouvelle édition du *Menagiana*, dont Legouz avait déjà rédigé un *Supplément*. Encore que La Monnoye n'aimât guère Ménage, qu'il se moquât et de lui et de son entourage (3), peu d'hommes à Dijon

(1) LA MONNOYE, *Œuvres*, I, 43.

(2) Ménage était l'auteur d'un *Anti Baillet* dont on parlait beaucoup à Dijon.

(3) Cf. la lettre N° 15 au Tome II de l'édition de ses *Œuvres* par RIGOLEY DE JUVIGNY et les vers suivants :

Laissons en paix Monsieur Ménage;
C'était un trop bon personnage
Pour n'être pas de ses amis.
Souffrez qu'à son tour il repose,
Lui de qui les vers et la prose
Nous ont si souvent endormis.

et même en France l'avaient connu plus familièrement et semblaient plus propres à enrichir la liste déjà longue de tous les bons mots que le bonhomme avait laissé échapper. Mais La Monnoye ne se proposait guère de jouer le rôle d'un disciple ou d'un admirateur fanatique de Ménage et de recueillir avec un soin pieux les reliques de son esprit et les monuments de son savoir. Toujours irrespectueux, toujours plus porté à jalouser des réputations et à les démolir qu'à les asseoir, il donne tous ses soins à dénoncer les sottises ou les erreurs de Ménage, mêlant à son commentaire des anecdotes qui sont de lui et de ses amis, des bons mots dont il est l'auteur. Ce qu'il a livré au public c'est un *Menagiana* avec le catalogue des plagiats ou des ignorances de M. Ménage, enrichi d'un *Monetaeana*. Il est vrai qu'il ne contestait à Ménage que des détails, car les goûts et la conversation de Ménage ressemblaient trop à celle des beaux esprits dijonnais pour qu'un La Monnoye pût sentir le vide des entretiens pédants où les souvenirs érudits, les anecdotes et les citations se succédaient sans but, sans ordre et sans choix. Au fond, qu'il revoie les articles de Bayle, la compilation de Baillet ou les bons mots de Ménage, il nous apparaît comme le frère spirituel de tous les robins bourguignons, comme un dictionnaire vivant, où toutes ses lectures se sont enregistrées, où les auteurs de toutes les nations et de tous les temps sont entassés pêle-mêle et sans discernement. Sa science, durant longtemps, il ne l'accumula que pour sa propre satisfaction, que pour assouvir ses curiosités et non dans le dessein de la produire pour l'utilité publique ; tout au plus se résigne-t-il à intervenir dans une dispute, à envoyer un renseignement qu'on lui demande, parfois à faire la critique d'un recueil, mais dans tous les cas il ne s'exerce que sur des détails et n'entreprend aucun ouvrage suivi. Tant que vécut Lantin, rien ne le distingua des beaux esprits dijonnais, et bien que ses remarques sur Bayle, sur Baillet ou sur Ménage soient tout à fait dans les traditions de l'humanisme bourguignon, il ne les écrivit que dans sa vieillesse, témoignant ainsi qu'il avait encore ce trait commun à tous ses concitoyens que sa science demeurerait stérile.

Pourtant à mesure qu'il avance en âge et quand la société de ses amis eut été dispersée, son érudition semble évoluer et revêtir des caractères nouveaux. Jusqu'en 1700 ou à peu près elle n'a rien donné au public ni entrepris de rien donner. Lauréat de l'Académie française, prodigue d'éloges et d'épigrammes, amuseur infatigable et plaisant, il n'est guère

connu que par ses vers, ses connaissances sont encore enfouies en lui-même et tout au plus en a-t-il tiré à la lumière quelques bribes. Il ne songe pas à exploiter la mine inépuisable où se sont entassées toutes ses lectures, et comme tous ses amis, il grossit son trésor sans le dépenser jamais. D'autre part, aucune limite n'enferme ses curiosités, aucune préoccupation ne les dirige, il s'intéresse à tout, et pour commenter Bayle ou Baillet, pour suivre les bavardages de Ménage, il fallait un humaniste à la façon de Lantin, capable de discuter sur tous les sujets. Avec les premières années du dix-huitième siècle, l'humanisme semble chez La Monnoye se transformer et prendre un aspect nouveau. Il semble se réveiller de l'espèce de paresse où il s'endormait, se guérir de l'impuissance qui rendait ses labeurs stériles; on dirait qu'une fièvre nouvelle s'est emparée de lui, et qu'après avoir dédaigné de rien mettre au jour, il éprouve en ses dernières années le regret du temps perdu et le désir d'enfanter. En même temps, comme s'il se lassait de disperser ses amours et ses curiosités, il songe à contenir son humeur vagabonde, à ne plus épouser qu'une seule science pour conclure avec elle une union durable et féconde. Peu à peu, La Monnoye s'écarte des traditions de Saumaise et de Lantin. Les sciences, il les ignore; encore qu'il soit lié avec des botanistes comme Huisier d'Argencour, il ne leur parle point de botanique ou bien il en parle en profane; ni mathématicien, ni physicien, ni géographe, il se ferme aux calculs, il se ferme à l'étude de la nature, et même, chose plus rare encore chez un bourgeois de province, il s'intéresse peu à l'agriculture et à l'art d'exploiter la terre. Philosophe, il ne l'est pas davantage, et quelques vers à la louange de Descartes ne suffisent pas à nous faire oublier que dans toutes ses œuvres, que dans toute sa correspondance, on ne trouve pas le moindre indice qu'il ait pris souci des querelles ou des systèmes philosophiques. Au lieu d'embrasser toutes les connaissances humaines, il a rassemblé tous ses efforts sur un domaine plus restreint afin d'en explorer tous les recoins; au lieu d'effleurer tous les sujets, il en veut approfondir quelques-uns; de papillon il se fait taupe. Les belles lettres enferment toutes ses curiosités, encore ses recherches ne se dispersent-elles pas sur toute la littérature, et tous les ouvrages qu'il publie ou qu'il prépare concernent à peu près tous une même époque et un même genre. Mettons à part quelques travaux inspirés par la conversation de ses confrères dijonnais ou qu'il ne pouvait refu-

ser à la mémoire et aux sollicitations de ses amis; une traduction de la *deuxième Tusculane* entreprise sur les instances de l'abbé d'Olivet; des remarques sur les « *Vies des principaux jurisconsultes* » de Taisand, une *Vie de Pyrrhon* traduite de Diogène Laërce. On se rappelle que Lantin avait étudié Diogène Laërce avec un soin particulier, et qu'avec Simon Foucher il avait fait de longues recherches sur Pyrrhon. Ajoutons que La Monnoye prit une part active à la confection d'un *Segraisiana*, qu'il écrivit en 1725 une *lettre à M. Conti, noble vénitien, sur les principaux auteurs français* et que Voltaire se servit de cette lettre pour le catalogue des auteurs français qu'il a donné à la suite du *Siècle de Louis XIV*. D'autre part, succédant à l'abbé Regnier Desmarais à l'Académie française, La Monnoye ne refusa pas aux mânes de son prédécesseur un éloge qui fut imprimé en tête de ses poésies, mais il préparait en même temps des remarques critiques sur la traduction que l'abbé Regnier avait faite d'Anacréon. Tous ces exemples et beaucoup d'autres qu'on pourrait citer, témoignent que La Monnoye ne cessa jamais de s'intéresser à tous les sujets, à tous ceux du moins qui touchaient aux belles lettres, de mettre sa science à la disposition de quiconque y voulait recourir et de rendre des oracles sur toutes les questions, quel qu'en fût le sujet, pour lesquelles on interrogeait son érudition.

Mais ces excursions quelquefois suggérées par un caprice, plus souvent imposées par le désir d'obliger autrui, encore qu'elles aient été fréquentes et par aventure assez longues, ne l'empêchaient pas de revenir toujours à ses études favorites et de leur donner le meilleur de son temps. Les affinités de sa nature le ramenaient sans cesse vers cette Renaissance dont le caractère était si conforme au sien, dont il aimait l'humeur gaillarde, les libres critiques et les plaisanteries irrespectueuses. Tandis que ses amis parcouraient toute la littérature et ne faisaient qu'en traverser les divers cantons, il s'arrête sur un siècle et même sur quelques genres. Parmi les ouvrages qu'il publia ou qu'il avait entrepris, citons des observations sur le *Cymbalum mundi*, et des notes historiques et critiques sur les *contes et joyeux devis de Bonaventure des Periers*; un mémoire sur l'épître latine de Théodore de Bèze contre P. Liset, Président au Parlement de Paris, puis abbé de Saint-Victor et persécuteur des réformés; des notes sur la *Pancharis* de Jean Bonnefons et deux préfaces pour le même ouvrage; des remarques sur le *Poggiana* de M. l'Enfant; des

notes sur les *Facétieuses nuits* de Straparole ; une lettre contenant plusieurs remarques sur les annales de l'imprimerie et sur l'histoire des Estienne ; une *lettre au Président Bouhier sur le prétendu livre des trois imposteurs*, suivie d'une controverse sur le même sujet ; une *dissertation sur le Moyen de parvenir de Béroalde de Verville* ; une autre sur le *songe de Poliphile* ; des *remarques sur la farce de Patelin*, un *commentaire sur les poésies de Melin de Saint-Gelais* ; des notes pour le *commentaire de le Duchat sur Rabelais*, d'autres pour celui de Coste sur Montaigne ; une étude sur les poésies de Villon ; une préface pour les *Quinze joyes de mariage*, une *Dissertation sur l'épigramme de l'hermaphrodite* ; enfin des additions et des corrections pour les *bibliothèques de la Croix du Maine et de Du Verdier*. Cela ne l'empêcha pas, il est vrai, de publier des notes sur la *bibliothèque de Colomies*, des *mémoires sur la vie et les ouvrages de Jean Sarrazin*, un recueil de pièces choisies parmi lesquelles le *voyage de Chapelle et Bachaumont*, les *lettres de Racine sur les imaginaires et les visionnaires*, d'aider Brossette à commenter les œuvres de Boileau, mais ces infidélités envers son étude préférée laissent éclater les préférences qui guidaient sa curiosité.

Après avoir recherché pour sa seule distraction parmi les ouvrages de la Renaissance tous ceux qui frondaient soit les mœurs, soit la religion, après s'être diverti de leurs obscénités et de leurs impiétés, il a fini, à force de les pratiquer, par acquérir la connaissance approfondie d'une époque et d'une littérature, il s'est instruit en s'amusant, et ayant longuement flâné à s'ébaudir de contes licencieux, un beau jour il prit conscience d'être devenu un savant. Les loisirs de sa vieillesse, l'occasion de disputes littéraires, surtout les sollicitations des gens qui prisaient son savoir, tout cela lui fit dans ses dernières années prendre pour objet de recherches érudites et de doctes dissertations des auteurs et des livres qu'il n'avait lus jusque-là que pour son plaisir et tout au plus pour leur emprunter des contes ou des bons mots. Sans nul doute, c'est une inclination irrésistible vers le libertinage qui mit dans ses travaux cette unité inconnue aux Lantin et aux de La Mare, qui fit de lui non plus un humaniste avide de tout comprendre, mais un érudit moins soucieux de promener partout de vagues clartés que de jeter une pleine lumière sur des espaces plus restreints. Sa réputation acheva de le vouer à sa tâche, car à mesure que se répandait l'estime pour un savant si familier avec la Renaissance, quiconque

s'occupait des auteurs dont il avait fait son étude le consultait en cas de difficulté et lui procurait l'occasion de nouvelles recherches et de nouvelles connaissances.

Gardons-nous cependant de métamorphoser La Monnoye en une sorte de Christophe Colomb du seizième siècle et de supposer qu'il a révélé à ses contemporains une littérature qu'ils ignoraient (1). Pas plus qu'aucun des humanistes dijonnais il n'est animé par un enthousiasme d'apôtre, par le désir de faire partager au public ses admirations ou ses curiosités. Ce sont les circonstances, des nécessités étrangères à sa nature, des obligations mondaines qui le font sortir de cette paresse où se complaisent les Dijonnais, qui lui mettent la plume à la main et changent ses divertissements ordinaires en objet d'étude. Encore ne cède-t-il qu'à contre-cœur, s'excusant sans cesse de son indolence et tant qu'il le peut, remettant à demain les ouvrages qu'il a promis. Et nulle démangeaison ne le tient de se voir imprimé. D'ailleurs, pour qu'il rendit populaires les écrivains du seizième siècle, il fallait qu'ils eussent cessé de l'être, et si parfois la mode se détournait d'eux, jamais en France on n'oublia tout à fait ni l'Arétin, ni le Pogge, ni Rabelais, ni Montaigne; et quand on les aurait oubliés, La Monnoye ne serait pour rien dans leur résurrection. Car jamais il n'a pris l'initiative de les faire revivre, de raviver leur gloire effacée; la plupart du temps, il se contentait de prêter sa collaboration à l'œuvre entreprise par d'autres, de fournir une préface à celui-ci, des notes à celui-là, poussé par le besoin d'argent autant que par le désir d'obliger, d'apporter son concours pour éditer des livres que, seul, il n'eût pas songé à éditer. Sa fortune, ce fut de vivre en un temps où le seizième siècle semble retrouver un renouveau de faveur comme si le dix-huitième siècle s'était d'abord cherché dans le passé avant de marcher vers l'avenir, ce fut de prolonger sa vieillesse jusqu'à une époque où les goûts de la bourgeoisie bourguignonne semblent se confondre avec ceux de la France; mais quelque distance qui nous paraisse séparer son érudition des curiosités volages des Dijonnais, on retrouve toujours en lui un familier du conseiller Lantin, adonné à de laborieuses distractions, s'instruisant selon les caprices de son humeur et

(1) Car on n'ignorait pas le XVI^e siècle; à lui seul Ménage qui le connaissait bien l'aurait révélé à ses auditeurs.

pour son plaisir beaucoup plus que pour l'avantage du public. Les circonstances seules firent de lui une manière de savant. Encore sa science n'est-elle qu'une science de détails; dissenter sur l'auteur d'un ouvrage anonyme, sur l'existence d'un livre, sur quelques particularités d'un autre, s'abandonner à des curiosités de bibliophile, voilà trop souvent l'emploi qu'il fait de son savoir et de son talent. Ou bien il annote, il commente, contestant la propriété d'un terme, l'exactitude d'un fait, se laissant même aller à de longues digressions, aux saillies d'un génie impatient de toute méthode. Et presque toujours ses remarques sont justes, ses corrections judicieuses, car ni le goût, ni la finesse, ni l'érudition ne lui font défaut, mais en fin de compte il ne produit que des gloses et souvent le jeu ne vaut pas la chandelle, l'objet de ses recherches l'ardeur qu'il y consacre, ni une épigramme de Politien de longues pages de dissertation. Il possède des qualités précieuses et dont il a conscience: « Un génie libre; l'amour du vrai jusque dans la moindre bagatelle, une étude particulière de la connaissance des livres et des auteurs, quelque habitude à composer en plus d'une langue. » (1) Mais ce génie aimant à butiner des anas et des commentaires ne sait ni concevoir ni créer. Son unique mérite, c'est d'avoir beaucoup lu, d'avoir beaucoup cité, avec assez d'esprit et un sens assez sûr pour démêler le vrai du faux et résoudre les contradictions. C'est un grand mérite si l'on veut et qui peut attirer une célébrité éphémère, mais non pas une renommée qui passe à la postérité. Car les commentateurs des âges suivants pillent ceux qui les ont précédés, conservent et s'approprient celles de leurs remarques qui valent d'être retenues, et l'on a vite oublié ceux qui les avaient inventées.

Ainsi est passée la gloire de La Monnoye; son nom seul est resté, mais de cet érudit si célèbre de son temps, accueilli avec tant de faveur par l'Académie, si riche de savoir et d'intelligence, aucune œuvre ne subsiste qu'en lise encore aujourd'hui. Si, peut-être. En 1720 une nouvelle édition de ses *Noëls bourguignons* fut donnée par les soins de Bouhier. A son texte, La Monnoye avait ajouté un glossaire dont il faisait grand cas: « La sauce, disait-il, vaudra mieux que le poison. » Car il n'entendait pas donner seulement un lexique du vocabulaire bourguignon. Outre le sens de chaque mot

(1) *Menagiana*. Préface, III.

et sa traduction en français, il indiquait son étymologie, prétendant, chaque fois que l'origine d'un terme est obscure, le faire dériver de l'ancienne langue gauloise dont il reconstitue les racines. Depuis longtemps les Dijonnais raisonnaient et dissertaient sur la linguistique et particulièrement sur l'idiome des Celtes, et cette curiosité, loin de s'atténuer avec le temps, avait passé plus vivace que jamais dans l'âme du P. Oudin. Ici pas plus qu'ailleurs, La Monnoye n'a indiqué de voies nouvelles, et quoiqu'il ait professé avoir étudié avec soin les étymologies, ses hypothèses hardies plus souvent que justes ont enrichi la science d'autant d'erreurs que de vérités. Mais le premier à Dijon, il tirait les études linguistiques de l'obscurité où elles se complaisaient; il les faisait sortir des entretiens familiers pour l'édification du public; le premier aussi, il s'y était spécialisé et avait entrepris comme une tâche des recherches dont jusque-là on n'avait fait que se distraire. Au reste, sa science demeure une science de détails, et si l'on peut conclure de ses travaux qu'à son avis le patois bourguignon contient des racines celtiques, il ne s'est pas aventuré jusqu'à des vues générales sur les caractères de l'ancienne langue gauloise, ni sur ceux de l'idiome bourguignon.

En somme, c'est par erreur qu'on a voulu l'excepter de ses compatriotes et de ses amis, car il leur ressemble en tous points par l'esprit et par les goûts, car il partage leurs curiosités et se mêle à leurs études. Les recherches qu'il entreprend leur étaient familières, et comme eux il s'instruit pour son plaisir. Les circonstances au cours de sa vieillesse firent violence à son humeur et l'arrachèrent de sa réserve. Il écrivit pour vivre et parce qu'il était devenu célèbre, mais son génie ne s'en trouva pas changé. Par la politesse de son esprit autant que par son savoir il méritait d'être appelé dans les *Acta lipsiensia*, «*vir omnis elegantiae peritissimus*» ; par l'usage qu'il faisait de ses talents, il méritait que Burman le traitât de *maximus et indefessus nugarum indagator*. Les applaudissements et les triomphes qu'il remporta au terme de sa carrière prouvent seulement qu'alors la France indigente en grands hommes rendait un culte à l'érudition, mais non pas que La Monnoye non plus qu'aucun des bourgeois ses concitoyens eût en rien adapté son caractère et ses travaux aux exigences de la mode. Sous tous les rapports, il demeure un contemporain de Lantini; mais son influence comme sa gloire datent du dix-huitième siècle, et l'on oublie presque qu'il vécut la majeure partie de sa vie durant le règne de Louis XIV parce qu'il fut célèbre

sous la Régence et qu'il illustra la société du Président Bouhier. Sa seule originalité vient peut-être d'une impuissance à tout comprendre, peut-être de ce qu'il sentit qu'à toucher, à tout on arrive à ne plus rien étreindre, peut-être aussi de ce que son penchant au libertinage ramenait toujours sa curiosité vers les mêmes objets. En lui l'humanisme se métamorphose en érudition, et à mesure qu'il avance en âge, il semble restreindre le champ de ses études et renoncer à l'humeur vagabonde des Bourguignons. Et comme s'il avait conscience que son savoir autant que celui de ses devanciers est impuissant à créer, il s'enferme dans son rôle de commentateur, de dictionnaire vivant auquel on peut en effet suffire à l'aide d'une science sans portée et faite d'un amas de détails. C'est par là que ses œuvres d'érudition, quoique bien oubliées aujourd'hui, figurent comme un document sur la pensée bourguignonne et comme le symbole d'une évolution qui, de l'humanisme d'un Lantini, vient aboutir aux travaux méthodiques d'un Bouhier.

SECTION II

La société Bouhier

CHAPITRE IV

LE PRÉSIDENT BOUHIER

1. — Les origines

Après un intervalle que ne remplit guère la conversation de quelques poètes, à la société Lantin succède à Dijon celle du Président Bouhier ; ou plutôt la première revit dans la seconde et semble pour ainsi dire s'épanouir en elle. Les hommes de la génération nouvelle se donnent et se conduisent comme les fils spirituels et les héritiers de leurs devanciers, ils leur ressemblent par la condition sociale, par leur genre d'existence, par leurs études et par leurs travaux, et quand au sortir du dix-septième siècle on aborde le dix-huitième, le chercheur éprouve l'ennui de revoir des choses déjà vues et l'historien la lassitude de se répéter. Quoi d'étonnant dans cette immobilité du monde provincial ? Nous l'avons vu trop stable, trop uni, trop fidèle à ses origines, trop autonome dans sa vie pour se démentir soudain et se laisser bouleverser par une influence venue du dehors, surtout à une époque où les grands génies se font rares à Paris, où la capitale indigente en talents éminents n'exerce plus le même rayonnement qu'au temps des Racine et des Molière. Et d'autre part, la société provinciale n'a point encore rompu cet équilibre qui fait sa force, elle demeure un corps social à l'organisation solide, concentrant entre ses mains tous les avantages de la richesse, de la puis-

sance et du savoir, où chaque individu se place au rang que lui assigne sa fortune, en face duquel ne se dresse aucune élite rivale. Sans doute, depuis longtemps ce bloc tend à se désagréger, des lézardes sillonnent l'édifice mais sans apparaître encore à tous les yeux et sans compromettre la stabilité de l'ensemble. De tels écroulements ne se préparent qu'à la longue, et ne deviennent sensibles que lorsque la ruine est consommée. Dans l'existence dijonnaise, la mort de Louis XIV ne changea rien que le nom du souverain dont l'autorité sanctionnait les édits, les mêmes hommes occupaient les magistratures, les mêmes intérêts et les mêmes ambitions présidaient à leurs actes, et les mêmes études remplissaient leurs loisirs. On dirait que pour eux la marche de l'humanité s'est arrêtée, qu'ils s'avancent vers un avenir semblable au passé, et de même que tous leurs désirs ne tendent qu'à conserver et à consolider les privilèges de la bourgeoisie, ils s'abandonnent aux mêmes goûts et aux mêmes distractions que leurs pères et prolongent jusque sous la Régence et sous Louis XV les traditions de l'humanisme.

La famille Bouhier semblait prédestinée à perpétuer les traditions du passé, car elle portait en elle toutes les vertus ancestrales de la bourgeoisie bourguignonne. Elle n'était pas nouvelle dans les honneurs comme celle d'un La Monnoye, mais nous touchons à une époque où l'ancienneté est considérée comme une noblesse et confère le droit au respect. Petit à petit les parvenus d'hier donnent naissance à une aristocratie héréditaire, et ce n'est point le hasard seul qui sous la Régence incline la société dijonnaise à subir la primauté intellectuelle d'un patricien de souche antique et surpassant de beaucoup un Lantin ou un de La Mare par l'éclat de son nom comme par son bien. Ses ancêtres nous figurent les types achevés du magistrat provincial, jouissant d'une aisance plus que dorée mais en jouissant avec économie, appliqué aux devoirs de sa charge et vouant à de studieux divertissements les loisirs que lui laissent ses dignités. Dès le début du seizième siècle, on voit les Bouhier s'avancer dans les honneurs et siéger sur les fleurs de lys. Le bisaïeul du Président, Etienne Bouhier, conseiller au Parlement, s'était distingué par son courage civique et son dévouement durant la peste de 1631 ; son aïeul Jean Bouhier et son père Bénigne avaient ensuite compté parmi les membres les plus en vue du sénat bourguignon, et la notoriété de leur maison parvenait au delà des frontières de la province jusqu'à la Cour et jusqu'à Paris. C'était une race envahissante et qui

couvrait tout le pays ; comme ces arbres qui dans les taillis épais jettent leur frondaison à travers les feuillages voisins, elle tient par ses diverses branches à toute la bourgeoisie bourguignonne. Bouhier de Versalieu, Bouhier de Savigny, Bouhier de Chevigny, Bouhier de Lantenay, les rameaux de cette puissante gens patricienne pénètrent à travers toute l'aristocratie, ils ont dans leur parenté les Brulart, les de la Toison, les Legouz, toutes les premières maisons du pays et des alliances répétées consolident sans cesse cette union et la rendent de plus en plus intime (1).

Avec une obstination patiente et jamais démentie, ils marchent à la conquête des dignités les plus éminentes de la robe et du sacerdoce. Conquête lente, car la famille du Président mettra plus d'un siècle pour s'élever au-dessus d'un office de conseiller et s'emparer d'un mortier, mais conquête sûre et définitive en raison de la prudence qui la conduit, bel exemple d'une ambition tenace et mesurée qui sans rêver l'impossible, sans se risquer à des convoitises excessives ne se dessaisit jamais de ses acquisitions. C'est surtout à s'emparer du sol et à grossir leur fortune que les Bouhier ont consacré des efforts continus et persévérants (2) ; prêtant leur argent, abusant de la pauvreté des débiteurs accablés de dettes, recourant sans trop de scrupules à la violence ou à la mauvaise foi, ils ont acheté des fiefs, dépouillé des communautés ou des particuliers pour arrondir les limites de leurs possessions, et se constituer enfin de vastes domaines sans une enclave, administrés avec soin et surveillés par l'œil du maître. A force d'adresse et d'épargne, ils s'étaient amassé une richesse considérable dont ils profitaient avec ménagement sans que jamais la dépense excédât le revenu. Chez eux, l'économie tempère toutes les passions même les plus vives, et règle les sacrifices qu'on leur consent. Ils ne se ruinent pour aucune, pas même pour l'amour des livres, et durant le séjour que Bénigne Bouhier fit à Paris au temps de ses études, quel spectacle plus édifiant que celui de ce jeune patricien, assez riche pour mener grand train mais qu'une sagesse précoce et l'autorité d'un père peu enclin à jeter son argent éloignent de toutes les prodigalités et de toutes

(1) Ms. 771. Séance du Parlement du 18 juin 1723 : Pour délibérer au sujet d'une requête de l'abbé de Clugny contre Bouhier, on fit sortir tous les parents de Bouhier. Presque toute la Chambre se retira et pour avoir dix magistrats, on dut en emprunter aux Chambres voisines.

(2) Cf. ROUPNEL, p. 203, 225, 246, 250.

les tentations coûteuses ? Le Président Bouhier n'eut qu'à naître pour hériter d'une fortune bâtie par un labeur tenace, qu'aucune des générations précédentes n'avait écornée, à laquelle chacune avait ajouté quelque chose, et quand il vit le jour dans l'hôtel de la rue Saint-Fiacre opulent et sévère comme ceux qui l'avaient édifié, la voie des honneurs s'aplanissait devant ses pas et la richesse le recevait à son berceau.

Il héritait aussi de longues traditions de savoir et d'études, car les Bouhier ne gaspillaient pas leur temps, et de longue date l'humanisme trouvait asile en leur palais. Son bisaïeul se distinguait par sa connaissance des langues et des mathématiques, son aïeul, savant réputé dans toutes les sciences, s'adonnait avec une curiosité particulière à l'histoire naturelle; de son père pourtant moins connu, M. Jacquet nous a révélé d'abondants recueils inspirés par les souvenirs de l'antiquité et par l'esprit frondeur de la robe provinciale (1). Les uns et les autres, il est vrai, n'avaient encore montré que des talents honorables mais médiocres, et leur réputation avait tenu entre les murs étroits de leur cité natale ; il était réservé au Président de porter plus loin la gloire de leur nom ; du moins lui légaient-ils un exemple à suivre: Depuis longtemps, les Bouhier se vouaient au culte des Muses et se transmettaient l'un à l'autre le flambeau des lettres. Ils se transmettaient aussi l'amour des livres et cette belle bibliothèque qui faisait le Président parler avec dédain de la petite librairie de Montaigne. Le fond le plus considérable de sa galerie provenait de la bibliothèque de Pontus de Thyard (2), achetée par les Bouhier à la mort de son neveu Cyrus, évêque de Châlon, mais cette heureuse acquisition en suivait beaucoup d'autres et ne fut pas la dernière ; chacun des Bouhier enrichit à son tour ce patrimoine ; Etienne Bouhier y ajoute des ouvrages rapportés d'Italie, Jean Bouhier l'aïeul ceux qu'il s'était procurés à Paris, et pour préserver cette collection incomparable contre les risques de dispersion et les hasards des partages, à chaque succession elle échoit tout entière à un seul des héritiers. Sans cesse accrue de nouveaux trésors, elle provoquait au dix-huitième siècle l'orgueil des dijonnais et l'admiration de tous les

(1) Sur les ancêtres de Bouhier, cf. ce qu'il en dit lui-même dans son mémoire sur sa Bibliothèque, p. 44 sqq de l'appendice aux *Dissertations sur Hérodote*.

(2) Ou du moins d'une partie de cette bibliothèque. On sait qu'elle eut à souffrir d'un incendie lors de l'invasion de 1636.

savants avec ses 35.000 volumes et ses 2.000 manuscrits (1), et comme si sa splendeur eût intéressé tout l'Etat, à partir de 1722, le gouvernement lui attribue par privilège un exemplaire de tous les ouvrages sortis de l'imprimerie royale.

C'est dans l'asile de leur bibliothèque que de père en fils les Bouhier écoulaient leurs studieux loisirs, c'est là qu'ils jouissaient en paix de leurs honneurs et de leur fortune. Avec une âpreté soutenue, ils avaient conquis et les charges curules et la richesse sur laquelle ils appuyaient leurs dignités. La Bourgogne enfermaient leur opulence, leur puissance et leurs ambitions ; ils s'attachaient à elle par leurs biens, par leurs charges et par leur parenté ; leurs intérêts, leur vie, leurs études se confondaient avec ceux de toute la bourgeoisie ; les générations solidaires l'une de l'autre, persévérant dans les mêmes goûts et la même existence semblent dans cette famille défier l'action du temps et par une chaîne ininterrompue rejoindre de lointaines origines ; les vertus paysannes de labeur et d'économie se perpétuent toujours aussi solides jusque dans la prospérité, et quand la Bourgogne donna à la France le Président Bouhier, elle lui donnait le plus pur de son sang, le terroir natal produisait enfin le fruit longuement mûri et que depuis des siècles il s'essayait à produire.

2. — La vie

Le futur Président Bouhier, héritier d'un long passé, ne manqua pas aux traditions de ses pères ; il leur succéda dans leur hôtel pour y vivre comme ils avaient vécu, il entra dans les emplois dont ils lui avaient ménagé la possession, dans leur bibliothèque, dans leurs études, sans que rien, le talent mis à part, distinguât de ses prédécesseurs le nouvel arrivant. Il naquit le 17 mars 1673 de Bénigne Bouhier, Président à mortier au Parlement, et de Jeanne de la Toison qui devait lui survivre. Son père aurait eu les moyens de l'instruire à la maison, mais l'envoya selon l'usage des dijonnais faire ses études au collège des Godrans (2). Le jeune Bouhier s'initia aux lettres,

(1) Sur la bibliothèque de Bouhier. Cf. MICHAULT, ms. 987, art IV. DE BROGLIE, p. 21.

(2) *Commentarius de vita et scriptis Joannis Buherii, scribente Francisco Odino. Dijon De Saint 1746.* — MICHAULT, *Mélanges*, II, 238. — DE BROGLIE, 2 sqq.

un professeur de théologie, le P. Bourdoise, durant le temps des vacances, échangeait avec lui des lettres en latin sur des sujets de littérature afin que le séjour même de la campagne ne fût pas sans profit pour l'intelligence. L'élève avait la tête bonne, et la semence qu'on y mettait porta ses fruits; il apprit le latin, le grec et l'hébreu. Poussant ses études au delà de la rhétorique, terme que beaucoup ne dépassaient pas, en 1688, il soutint avec éclat ses thèses sur la philosophie et les mathématiques. Trop jeune encore pour fréquenter une Université, il employa un an ou deux à de libres études. Son père l'initiait à ses goûts de bibliophile en lui faisant dresser le catalogue de ses livres; Pierre Quillot non moins savant helléniste que fervent disciple de Madame Guyon le faisait pénétrer plus avant dans la connaissance du grec et de l'hébreu à laquelle s'ajoutait celle de l'espagnol et de l'italien. L'âge étant survenu, le jeune homme s'absenta durant deux années pour se former au droit et conquérir ses grades, d'abord à Paris, ensuite à Orléans dans la vieille citadelle du droit romain. Ici comme au collège, il se signala par les dons heureux de son intelligence, plus encore par son application au labeur et la soif d'apprendre, mais tout économe qu'il fût de son temps, sa jeunesse ressemble en tous points à celle de ses concitoyens, et quand il revint au pays chargé de diplômes et de livres, il s'y retrouvait aussi dijonnais qu'il en était parti.

Au reste, Dijon le reprend et pour toujours. Reçu en 1693 conseiller au Parlement, il entre au sénat bourguignon pour y suivre toute sa carrière. Nulle existence ne fut plus bourgeoise ni plus exempte d'aventures. En 1702, il épousa Jeanne Bourée, veuve de Bouchu conseiller au Parlement de Paris mais dijonnaise de naissance. En 1717 ayant perdu sa femme et le fils qu'il en avait eu, il se remarie avec sa cousine, fille du Conseiller Bouhier de Lantenay, qui lui donna deux filles. Ce furent là les seuls événements de sa vie privée; dans sa vie publique, magistrat zélé et attentif à ses devoirs, juge intègre entre tous et scrupuleux observateur des lois, président à mortier dès 1704, il partagea l'existence et les querelles de ses collègues et mérita même en 1722 l'honneur d'un exil qui ne dura pas. En 1727, l'année même où il fut reçu à l'académie, atteint par les infirmités il résigne sa charge dont le roi lui conserve l'honorariat, mais fidèle à sa patrie comme à ses habitudes, l'indépendance et les loisirs de sa condition nouvelle n'éveillent pas en lui le désir d'achever ses jours sous d'autres cieus. Il vieillit dans l'hôtel où il était né, parmi ses amis et

ses compatriotes jusqu'à ce qu'il mourût le 17 mars 1746 avec le calme d'un sage et la résignation d'un chrétien.

En dépit de l'axiôme que citait Lantin « *post sexaginta annos podagra diploma longaevitatis* » il mourait de la goutte qui le tourmentait depuis toujours, compagne assidue de toute sa vie avec qui il fit cependant bon ménage et dont il s'accommoda avec philosophie. On dit qu'elle est la maladie des gens riches et la rançon du trop bien vivre ; il se peut que Bouhier l'ait héritée de ses ancêtres et qu'il n'ait payé que leurs excès, il se peut aussi qu'il ait payé les siens, que dans ses douleurs Dieu lui ait laissé cette consolation de n'être pas seulement le bouc émissaire de sa race, mais d'expier des péchés qu'il avait eu le plaisir de commettre. Des panégyristes trop charitables lui prêtent des vertus d'ascète, comme si pour être président on en était moins homme, mais en ses vers badins il s'avoue lui-même plus indulgent aux faiblesses de la nature et plus ami des voluptés. On l'a du moins voulu faire passer pour chaste, mais moins sot qu'on ne suppose, il savait profiter de sa fortune et de la facilité des dijonnaises de ce temps-là. Laborieux comme un bénédictin, il n'était moine que par l'étude et fréquentait des maîtresses plus charnelles que les muses sévères de l'érudition. Comme il disait lui-même, on trouve temps pour tout, et il en trouva toujours pour l'amour. « Il avait été écrit Maleteste (1) homme de plaisir, il avait fort aimé les femmes » et quand pour sauver Piron il se prétendit le père de l'Ode à Priape (2), il faut croire que son caractère rendait vraisemblable ce généreux mensonge. Il écoutait avec complaisance les contes licencieux, il les recherchait, leur donnait la chasse, les collectionnait et en copiait qui, comme tel passage de Brantôme, bravent toute honnêteté. Et voici les vers qu'un de ses correspondants joignait à l'envoi de deux petits poèmes,

l'un sur le cotillon (3),

Matière qui ne fut entre vos mains oisive,

Et qui ne l'est peut être encor,

Malgré la goutte corrosive

Qui nuit souvent au tendre essor

Et qui tient la valeur captive.

(1) MALETESTE. Testament moral, cité par M. de La Cuisine, III, 180.

(2) DE BROGLIE, 279. Sainte Beuve : *Alexis Piron*.

(3) Ms. 1036, année 1728.

Et le Président avait alors cinquante ans, l'âge où sans honte on peut désarmer et quitter les voluptés avant qu'elles nous quittent. Dans le service des dames comme dans le service du roi ses infirmités l'auraient excusé s'il s'était contenté de l'honorariat, mais ceux qui l'avaient connu faisaient confiance à ce vétéran et retrouvaient en lui les ardeurs de sa jeunesse, *veteris vestigia flammae* (1). Il ne faisait fi d'aucun des biens que Dieu lui avait départis, ni plus sévère dans ses mœurs, ni plus détaché des sens et de leurs appétits qu'on ne l'était autour de lui, aimant la bonne chère, aimant les femmes, aimant les plaisanteries salées et les gais propos, franc bourguignon et d'humeur gaillarde.

Mais placé par son rang à la tête de la société dijonnaise, le souci de sa dignité et le respect de son état le détournaient des débauches excessives et lui faisaient éviter le scandale. Les plaisirs d'un Président doivent s'entourer de décence sinon de mystère, et Bouhier paya sans éclat son tribut aux faiblesses de la nature humaine. Il sauva du moins les apparences dont Lantin se souciait si peu, et dans ses désordres il garda une juste mesure. Ce n'est que par les concessions consenties aux convenances qu'il se distingua de certains de ses concitoyens moins chargés d'honneurs et partant moins chargés de chaînes, mais il porte en lui tous les caractères de la robe provinciale. C'est un bourguignon de fortune ancienne et solide, qui, tantôt sur ses terres, plus souvent à sa maison de ville, enraciné sur le sol natal qu'il ne quitta guère, tout en évitant le faste dispendieux goûte en sage la douceur de vivre. Il était bien de la même race que les Lantin et les Legouz, et ce n'est point par hasard qu'il les a continués.

3. — L'humanisme et Bouhier

Bouhier semblait prédestiné à recueillir et à perpétuer les traditions de l'humanisme bourguignon. Nourri pour ainsi dire dans le sérail, ses ancêtres lui avaient légué le goût des recherches savantes, ses maîtres avaient développé ce germe, et sa jeunesse le mit en contact avec le cénacle des beaux esprits

(1) Cf. RUFFEY: «Le Président Bouhier quoique déjà fort âgé conceut pour Madame d'Auxilly une belle passion qui dura plusieurs années», Lange. *Histoire secrète*, 148.

dijonnais. Car aussitôt revenu d'Orléans, il rechercha la petite société qui se rassemblait chez Lantin et il y fut admis. Ses talents précoces, autant que sa naissance, lui méritaient cet accueil, et grâce à sa présence, grâce à celle de Papillon, tout jeune encore lui aussi, à la génération prête à finir se rattachait celle qui commençait. Il semblait que celle-ci eût attendu celle-là pour la couvrir avec amour et lui apprendre à voler. Entre elles nulle rivalité, car dans cette société stable, dont le génie insensible à l'action des circonstances, rebelle au caprice des modes, se maintient immuable et fidèle à ses antiques origines, aucun caractère particulier ne distingue les nouveaux venus de leurs aînés ; Bouhier entra chez Lantin comme un catéchumène de l'humanisme : on eût dit que ses hôtes le destinaient à rendre plus tard aux lettres le même culte qu'ils leur rendaient, qu'ils l'acceptaient comme leur fils spirituel et le continuateur de leurs travaux. Car on ne saurait exagérer l'héritage qu'il a reçu d'eux. Incapable de rien achever de ses entreprises, de souffle trop court pour mener à bien un ouvrage étendu, Lantin abondait en suggestions originales, en vastes projets, en remarques ingénieuses qu'il laissait échapper au hasard de ses discours pour n'y plus penser l'instant d'après ; il remuait des trésors et les jetait de tous côtés avec insouciance et peut-être sans le savoir. Mais son nouveau disciple n'en laissait rien perdre et en ramassait jusqu'à la menue monnaie, il glanait les moindres miettes échappées de cette main prodigue et dans sa mémoire les réservait pour l'avenir. Parmi les ouvrages qu'il exécuta dans la suite, parmi ceux auxquels il travailla, plus d'un se trouve comme esquissé dans les propos de ses devanciers, plus d'un autre avait même tenté leurs efforts inconstants, et s'il nous est possible d'affirmer qu'il leur doit beaucoup, peut-être qu'avec des documents plus nombreux, nous découvririons un plus grand nombre d'emprunts. Au moins savons-nous que son cousin (1) Pierre Legouz l'avait précédé sur la plupart des voies qu'il devait suivre, et le fit profiter de son expérience, peut-être même lui communiqua ses travaux entrepris. Versificateur élégant en latin, en grec, en français, grand collectionneur d'anecdotes, auteur de nombreux recueils juridiques et traducteur des Pandectes, surtout traducteur ou commentateur de l'Iliade, de l'Anthologie, d'Apulée, d'Horace, de Juvénal, d'Ovide, Legouz

(1) Pierre Legouz était fils de Madeleine Bouhier grand'tante du Président.

présente avec Bouhier d'autres ressemblances que la similitude du génie ; il commença ou exécuta sans les publier les œuvres mêmes par lesquelles s'est illustré le Président. Celui-ci garde le mérite d'avoir tiré parti de ce qu'il empruntait, d'avoir exécuté avec labeur et persévérance les desseins que d'autres avaient conçus comme en se jouant, mais ne lui prêtons pas les hardiesses d'un novateur. Il prolonge au dix-huitième siècle les goûts, les occupations et les souvenirs de l'époque précédente, et le génie de Lantin si stérile en apparence, si pauvre en œuvres, à chaque pas se révèle riche en intentions, fécond en tentatives inachevées, gros de tout ce qui s'épanouira après lui et placé comme à la source de l'activité intellectuelle des générations à venir. Bouhier recueillit du passé plus que des traditions : des projets et des travaux commencés. Sans doute dans ses souvenirs, dans ses collections d'anecdotes et de commérages, il traite ses devanciers sans vénération superstitieuse, il rapporte les ridicules de Lantin (1), mais du vivant même de Lantin, tout Dijon s'amusait de ses bizarreries tout en estimant son esprit. Ailleurs, Bouhier parle sans indulgence des fautes de Saumaise (2), des ignorances de Taisand en matière de jurisprudence (3), mais en s'appliquant à éviter les erreurs et les faiblesses de ses aînés, à réussir là où ils avaient échoué, il ne s'écarte guère de leurs traces. Il fut leur héritier, même au sens littéral du terme, et c'est dans sa bibliothèque que se réfugièrent comme dans leur asile d'élection, soit par un legs exprès, soit après quelques tribulations, bien des livres rares et des manuscrits curieux échappés des collections de De la Mare, de Lantin et de beaucoup d'autres. Toutes les richesses des bibliophiles et des érudits affluent en son hôtel comme un dépôt de toute la Bourgogne savante. C'est à lui qu'échurent les écrits inachevés de ses amis et le soin d'en tirer parti, c'est à lui qu'arriva enfin cette vie de Saumaise commencée par de La Mare, poursuivie avec plus de patience que de hâte par La Monnoye et par Lantin, et que, lassée par une trop longue attente, l'Europe savante avait cessé d'espérer. Par Lantin, une chaîne ininterrompue se noue de Saumaise à Bouhier. Car non seulement Saumaise et Bouhier sont issus de la même terre, de la même race et du même milieu, non seule-

(1) Dans ses *Souvenirs* passim.

(2) Dans son *Hérodote* passim.

(3) Dans sa *Coutume de Bourgogne*. Introduction.

ment le second reproduit par bien des traits l'érudition laborieuse du premier, mais il l'a eu comme un modèle, mais les ressemblances de caractère furent renforcées par une sorte de fréquentation. Bouhier vécut sa jeunesse entre des hommes qu'enorgueillissait l'amitié de Saumaise, qui rapportaient sans cesse ce qu'ils se rappelaient de sa vie, les propos qu'ils avaient entendus, qui prônaient son savoir, qui conservaient ses lettres et ses manuscrits et entretenaient autour d'eux le culte de sa mémoire et l'admiration de ses talents. Ils transmirent à Bouhier les reliques de leur dieu et sa religion, et toute l'œuvre de Bouhier décèle à l'égard de Saumaise sinon une idolâtrie dont les Bourguignons ne sont pas coutumiers, du moins la connaissance et la pratique de ses livres, de ceux-là surtout dont Lantin aimait à parler ou dont il avait entrepris l'édition (1). Lantin mort, Bouhier continua son commerce avec ceux qui survivaient parmi les membres de sa petite académie, surtout avec le quatuor de poètes qui pour lors divertissait la ville, avec le vieux Dumay, La Monnoye, Tassinot et Petit. Il fréquenta surtout La Monnoye et persévéra dans sa conversation même quand celui-ci eut quitté Dijon sans retour. Et il approchait en La Monnoye un vieillard qui d'un bout à l'autre avait traversé le grand siècle, un vétéran chargé de trophées et de souvenirs, un érudit jadis familier de Ménage et qui depuis de longues années participait aux travaux et présidait aux divertissements des dijonnais. Par son entremise, Bouhier touchait à Ménage comme par Lantin il touchait à Saumaise, son génie naissant fut pour ainsi dire tenu en lisières par celui de ses aînés, et s'il les continua ce ne fut point effet du hasard ni même seulement d'une conformité d'humeur et d'éducation, mais on dirait que ses devanciers avant de disparaître ont attendu leur successeur pour le préparer à leur succéder, pour l'initier à leurs goûts, pour se démettre en sa faveur de leur héritage comme un père au déclin de l'âge abandonne à son fils la survivance de son office. Leur soin porta ses fruits, car Bouhier fit plus que de recueillir dans ses papiers jusqu'à leurs poésies légères, jusqu'à leurs bons mots les moins dignes d'être conservés, il fit revivre leur humanisme.

(1) Pour se rendre compte de la place que Saumaise continue à tenir en Bourgogne, Cf. les *Mélanges*, de MICHAULT. T. I, art. Saumaise.

L'HUMANISME DE BOUHIER

1. — La survivance du passé

Non moins que ses origines, que son éducation, que les exemples offerts à sa jeunesse, son caractère armait Bouhier pour les patients labeurs de l'érudition. Chose assez rare, même dans sa patrie, il avait une gravité naturelle qui le faisait prendre au sérieux toutes ses occupations et s'acharner avec patience dans ses entreprises. Magistrat, on le voit assidu au Palais et zélé à remplir ses devoirs. *Praeses infulatus in senatu divionensi*, il respecte la pourpre dont il est revêtu, s'accommode des bienséances de son état, souffre l'ennui des vaines pompes et se soumet à la servitude des hautes dignités. Pour satisfaire ses goûts, il témoigne la même application, la même volonté soutenue que pour s'acquitter de son emploi. Comme tous ses concitoyens il aime les livres, et il donne toute son ardeur à enrichir sa bibliothèque déjà opulente, les ouvrages et les manuscrits rares sont le butin de ses chasses persévérantes, et si quelques-uns lui échappent, si par ses instances il ne peut lasser leur possesseur et l'amener à s'en dessaisir, il fait recopier ou copie de sa main tout ce qu'il ne peut acquérir. Car ce grand seigneur s'est imposé un pensum qu'on n'a jamais infligé au plus cancre des écoliers, il a transcrit sans se rebuter jamais non seulement des grivoiseries, mais des fadaises, mais des inutilités insipides qu'il a voulu se procurer seulement parce qu'elles étaient rares. Il a copié durant toute sa vie comme un bénédictin d'autrefois, et bien que sa passion bibliophile ne l'ait jamais entraîné à de folles dépenses, il lui a consenti tous les sacrifices compatibles avec ses principes bourgeois d'économie. Pour acheter des livres, il n'hésite pas à vendre son cabinet de médailles, non par indifférence pour les médailles, car autant que Nicaise ou Lantini il aime à en dissenter, à échafauder à leur propos de savantes hypothèses, mais il sait qu'on ne peut sans risquer de rentrer bredouille courir deux lièvres à la fois, et c'est

pure sagesse s'il choisit entre ses goûts. Original, il l'est peut-être par cette sagesse qui manquait à ses devanciers, mais avec plus de résolution et d'intelligence il n'a fait que suivre un penchant pour les livres qu'il avait hérité du passé.

La même volonté méthodique l'anime à l'étude. Il applique à la lettre le précepte de Sénèque : « *vita satis longa est si scias uti* » et ménage ses instants de sorte qu'aucun ne soit perdu pour le travail. « Il m'a souvent dit (1), raconte Maleteste, que pendant sa jeunesse, quand il rentrait du Palais, il faisait un tour dans sa bibliothèque qui était immense, n'y restât-il qu'un quart d'heure avant le dîner. Lorsqu'il s'habillait, et je l'ai vu, il avait des pupitres, des livres que des chevilles tenaient ouverts ; il y jetait les yeux en attachant ses boutons. Il me répétait souvent une maxime qui est de la plus grande vérité (je ne l'ai pas bien observée) c'est qu'on peut donner à ses plaisirs tout le temps qu'ils nous demandent, pourvu qu'on emploie utilement tout le temps qu'ils nous laissent. » L'emploi de ses journées était réglé à l'avance, et nous pouvons aujourd'hui encore faire par le menu le compte de ses occupations (2). Le matin, l'étude jusqu'au dîner ; après dîner la promenade puis l'étude. Sans doute, le Président se permettait-il quelques infidélités à ce programme quand il méditait d'en commettre à l'égard de la foi conjugale, mais si les érudits bourguignons nous ont accoutumés au spectacle d'un labeur persévérant, tous leurs exemples pâlisent devant l'application surhumaine d'un Bouhier. On demeure confondu rien qu'en parcourant ses dissertations ou sa correspondance des lectures qu'elles supposent chez leur auteur et de la somme de savoir qu'une seule vie suffit à rassembler. Il faut pour en rencontrer l'équivalent remonter jusqu'aux Saumaise et aux Scaliger, car de même que les Bouhier se distinguent entre toutes les familles bourgeoises par leur ambition patiente et tenace, par leur obstination à conquérir la fortune et la terre, l'héritier de cette lignée énergique et pratique étend à l'infini sa science comme ses ancêtres ont arrondi leurs fiefs, il imite leurs vertus utiles par l'intelligence de ses efforts et l'éco-

(1) L. MALETESTE. *Testament moral*. Cité par M. de La Cuisine, III, 180. Cf. aussi MICHault, *Mélanges*, II, 305 : « Il me renvoyait au traité de Sénèque de la brièveté de la vie. Pourquoi les hommes, me disait-il, se plaignent-ils de ce qu'ils vivent trop peu ? Notre vie est assez longue, mais une dissipation continuelle ou des occupations frivoles l'abrègent. »

(2) Cf. De la Cuisine, 178 sqq — Des Guerrois 47.

nomie de son temps. Aux études des De la Mare et des Lantin présidait une sorte de caprice, et jusque dans leur ardeur d'apprendre perçait une insouciance naturelle à des hommes qui n'apprenaient que pour se distraire. Tantôt ils se relâchaient de leur zèle, ou bien abandonnant les recherches commencées, ils rejetaient bien vite les objets qui l'instant d'avant sollicitaient leur intérêt, ou bien ils renonçaient à approfondir, s'arrêtaient aux frontières du savoir et n'en saisissaient qu'une ombre ; Bouhier s'abîme dans un océan de livres ; sans dégoût, sans lassitude, sans trêve, il s'enfonce dans ses lectures ; avec une opiniâtreté toute nouvelle, il se passionne pour ses curiosités et ne se déprend d'aucune qu'elle n'ait reçu pleine satisfaction, qu'il n'ait rassemblé une information complète et pénétré jusqu'aux limites les plus reculées du savoir humain. De l'étude, il fait plus qu'un divertissement laborieux, il fait une tâche et n'a de cesse qu'il ne l'ait accomplie, il révèle à l'ardeur bourguignonne une ardeur encore inconnue, mais il n'apporte que cela, et s'il a travaillé plus et mieux que ses devanciers, c'est du moins en les imitant.

Car comme eux et autant qu'aucun d'entre eux, il fut un humaniste et les démarches de sa curiosité l'ont entraîné dans tous les domaines du savoir. Chaque jour, dit-on, il relisait quelques pages de Cicéron, cependant ni Cicéron, ni même la littérature ne sollicitent seuls son attention, et en dépit de cette fréquentation quotidienne avec un auteur, ni son désir d'apprendre, ni ses connaissances ne se peuvent définir entre des limites apparentes et stables. Rien ne lui est demeuré étranger ni dans l'antiquité ni dans son époque, et son commerce familier avec les *Tusculanes* et l'*Histoire d'Hérodote* ne l'empêche pas d'ouvrir ses regards sur le monde, de parler de Voltaire ou de Montesquieu sinon en critique avisé, du moins en contemporain renseigné avec exactitude. Versé dans les langues anciennes et même dans l'hébreu, sachant l'italien et l'espagnol, il lit pêle-mêle poètes, grammairiens, lexicographes, écrivains profanes et sacrés, diseurs de riens ou doctes faiseurs de dissertations, rien ne lui paraît ni trop plaisant ni trop sévère, rien ne lui pèse ni ne le lasse et tout l'intéresse. Sa pensée se meut dans un monde où voisinent Brantôme et le P. Pétau, des contes licencieux et les *Vies* de Plutarque. Son talent se plie à toutes les besognes, ici le voilà poète, et le poète se mue en historien, et au simple récit des faits, l'historien joint la critique des textes, les réflexions grammaticales et philosophiques, il s'enfonce même dans les minuties de l'épigraphie, dans les

détails de la numismatique. Ailleurs je vois un jurisconsulte, ailleurs un amateur de musique, ailleurs un apprenti théologien, partout ce génie incontestant des Bourguignons, ce génie errant qui ne se fixe nulle part, ce génie Protée qui ne se laisse pas enchaîner, en qui rien n'est permanent que sa mobilité, que son aptitude à tout comprendre et à tout aimer. A vrai dire il est des sciences auxquelles Bouhier n'a consacré aucun de ses ouvrages, mais sa correspondance ou le témoignage de ses amis montrent qu'elles n'ont pas échappé à sa curiosité. A l'occasion, il discute philosophie, et il en dispute sinon en profond philosophe, du moins en amateur bien informé de la philosophie ; au collège, il brillait dans les mathématiques, et il était impossible que le petit-fils de Jean Bouhier n'eût pas hérité de son aïeul avec des livres et des collections d'histoire naturelle, un peu des goûts du naturaliste. Aucune connaissance ne lui fut fermée, et autour de lui, les Joly, les du Tilliot, les Michaut, l'accompagnent dans ses pérégrinations savantes et prolongent sans la rétrécir la vaste curiosité de l'humanisme. Loin de périr avec le dix-septième siècle, elle semble, après qu'il est fini, parvenir à son apogée et recevoir de Bouhier sa perfection et sa splendeur.

Il est vrai, l'application et la conscience que Bouhier apporte à son labeur, nous feraient soupçonner qu'il se livre à ses recherches érudites dans un esprit nouveau, qu'il n'imité pas le dilettantisme d'un Lantin, qu'il n'étudie pas seulement pour se distraire et pour le seul plaisir de savoir et d'apprendre. Cependant, si laborieux qu'il se montrât, son humanisme n'était laborieux que par inclination et nullement par souci d'instruire le public ou de lui plaire. Encore que Bouhier ait laissé imprimer quelques-uns de ses travaux, sa science il la destinait d'abord à son usage, pour être la compagne de sa solitude dans le silence et le recueillement du cabinet. Qu'on excepte ses traités juridiques, où comme tous les jurisconsultes ses prédécesseurs il écrit pour l'utilité de ses concitoyens ; dans toutes les recherches qui ne relèvent que de l'érudition, il vise des satisfactions égoïstes. Considérons les heures et le labeur dépensés, les trésors de savoir qu'il avait amassés, et mettons en regard ce que de cette science et de ce labeur il a abandonné au monde ; le monde a reçu les miettes mais le meilleur lui a été dérobé. Si Bouhier consent à publier une dissertation, c'est toujours pour complaire à un ami et comme à regret ; les ouvrages qui lui valurent sa gloire, il se les laissa

arracher, et sans les instances de La Monnoye ou de l'abbé d'Olivet, peut-être n'eût-il presque rien écrit. Ses répugnances n'étaient pas feintes ; il ne jouait pas la comédie comme ces coquettes qui ne résistent aux galants que pour être désirées davantage, qui marchandent leurs faveurs non pour les refuser, mais pour en accroître le prix. Car il laissa bien des notes manuscrites qui ne virent jamais le jour (1) et beaucoup d'autres manquèrent de subir un sort pareil, telles ses *Recherches sur Hérodote* entreprises durant sa jeunesse et qu'il ne livra à l'imprimeur qu'à la veille de mourir. Sans pousser le dédain de la postérité jusqu'à l'insouciance absolue d'un Lantin, il a manqué d'œuvres lui aussi, surtout d'œuvres grandes et durables ; la disproportion éclate entre ses efforts et les résultats que nous en avons recueillis ; lui aussi il travaille et s'instruit pour son plaisir, c'est pour répondre à ses curiosités qu'il explore les livres, qu'il élucide les obscurités de l'histoire, et c'est par accident qu'un rayon de ses lumières perce jusqu'au public. Disons seulement jusqu'au grand public, car à ses amis, Bouhier offrait son savoir comme un livre toujours ouvert et que tout un chacun pouvait feuilleter. Nul ne fut plus homme du monde ni plus honnête homme. On eût dit qu'il secouait la poudre de ses bouquins en passant le seuil de sa bibliothèque, car quelque savoir qu'il portât en lui, il demeurerait supérieur à son savoir, comme si la science s'était attachée à lui plus qu'il ne s'était attaché à elle. On sentait en lui l'homme instruit, le bel esprit avec qui l'on pouvait s'entretenir de tout, non l'érudit de profession, possédé par l'érudition. Avec sa soif d'apprendre, avec son labeur, il sauvegardait l'indépendance que l'humanisme conservait même vis-à-vis de la science, il dominait ses études, et quoique studieux, autant que ses devanciers, il fut amateur, mais un amateur plus méthodique dans ses travaux.

(1) Cf. les indications qui suivent les *Recherches sur Hérodote*, le catalogue des ms. Bouhier à la Bibliothèque Nationale, et la *Galerie Bourguignonne*. A vrai dire, on découvre chez Bouhier, une certaine vanité d'auteur. Nous voyons par une lettre à l'abbé Leblanc de janvier 1734 que non seulement il se laisse arracher ses ouvrages par les libraires, mais qu'il prie à l'occasion ses amis « de faire insérer dans le Mercure le petit mémoire ci-joint, sans qu'il paraisse qu'il vienne de moi ». Toutefois, il n'ose s'avouer auteur, et le nombre de ses ouvrages publiés est bien faible par rapport à celui des manuscrits.

2. — La réforme de l'humanisme

Il n'était pas d'usage chez les Bouhier non plus que dans toutes les familles bourgeoises de laisser périliter le patrimoine légué par les ancêtres ni même d'en jouir sans y rien ajouter. Point de génération parasite qui se nourrit des trésors amassés par les autres, l'âpre génie de la race veut toujours acquérir et enfler sa fortune jusqu'à l'infini. L'un s'empare d'un fief, l'autre arrondit le domaine, un troisième l'exploite et le fertilise, point d'oisifs ni d'inutiles. Ainsi devait agir le Président Bouhier envers l'héritage spirituel qu'il tenait de ses aînés. Fidèle à leurs traditions, il maintient l'humanisme avec tous ses caractères, il le conserve aussi vaste, aussi libre qu'il l'avait reçu, et s'il n'adjoint pas de nouvelles conquêtes à une curiosité déjà illimitée de par sa nature, il s'efforcera de faire rendre à son domaine plus qu'il ne rendait autrefois. L'humanisme avait été stérile, non seulement, ce dont on n'avait cure, en ne produisant rien pour le public, mais surtout en ne donnant à ses fidèles qu'une science légère et commune. On semait sa peine à tout vent, et la récolte était maigre. On aimait les longues excursions sans but et sans objet, on aimait à s'égarer à travers les livres, et de ces courses vagabondes on ne rapportait que des découvertes insignifiantes et souvent aucune. On les faisait pour le plaisir et l'on n'avait joui que du plaisir d'errer, de marcher beaucoup et de tout entrevoir à la hâte. Le type achevé de ces promeneurs impénitents, c'est le conseiller Lantin, tour à tour et presque au même instant mathématicien, poète, musicien, botaniste, philosophe, médecin ou historien. Ses études comme ses entretiens procédaient par digressions et par coqs-à-l'âne, et son humeur versatile l'avait empêché d'achever aucun ouvrage et peut-être de rien savoir à fond. Un observateur sérieux devait se sentir déconcerté en voyant une intelligence si heureusement douée gaspiller ses dons naturels à force d'insouciance et de caprice ; peut-être l'était-il aussi devant les jongleries sans but de La Monnoye quand celui-ci s'amusait à virer du français en grec ou du grec en italien par jeu et sans la moindre apparence d'utilité. L'humanisme se perdait et s'embarrassait, il était temps qu'une main ferme lui apportât une règle et une discipline. A mesure que se multipliaient les livres et les découvertes, que la science humaine se divisait et s'épanchait davantage dans les flots divers des connaissances particulières, il devenait plus difficile de l'apercevoir toute entière, une nécessité contraignait

l'humanisme à restreindre ses ambitions. On en vient à blâmer Saumaise de toucher à tout sans rien posséder à fond (1). Dès la fin du dix-septième siècle, les Baudot, les Quarré d'Aligny réduisent leurs curiosités à des limites étroites, La Monnoye ne sort plus volontiers des ouvrages licencieux dont il fait son étude, et néglige l'ensemble d'un domaine trop vaste, pour cultiver avec soin une parcelle proportionnée à ses forces.

Jusqu'alors on avait reculé cette abdication en multipliant les efforts, et parce qu'on les dispersait on se donnait l'illusion qu'ils suffisaient partout ; mais avec Bouhier se poursuit l'évolution depuis longtemps préparée. Il sait qu'on ne défriche pas une lande en coupant ici une ronce, en donnant là un coup de pioche, mais qu'il faut élire un petit espace, déterrer les souches, défoncer le sol et le remuer jusqu'en ses entrailles, extirper à chaque saison le chiendent qui relève la tête jusqu'à ce qu'enfin la nature vaincue et domptée se soumette à l'homme. Cette sagesse paysanne, cette méthode enseignée par la vie des champs à la race rustique, Bouhier l'applique à cultiver son esprit, car sans même le souci de produire œuvre utile pour autrui, il veut du moins récolter pour lui-même, pour le plaisir d'entasser en sa grange une riche moisson, parce qu'il a le goût des choses achevées, de la science solide et vraie. Il se choisira un domaine dans l'immensité de l'humanisme. Oh ! il ne renonce pas pour autant aux traditions de ses devanciers, il reste curieux de tout, bien qu'il n'étudie pas tout également : son génie se spécialise sans cesser d'être universel. Paradoxe, dira-t-on. Mais parce qu'un vigneron cultive sa vigne, ignore-t-il celle de son voisin ? ainsi Bouhier, apte à tout comprendre et, quand il le fallait, parlant bien de tous les sujets, esprit souple et qui se prêtait à toutes les sciences, se résigne à ne pas exceller dans toutes. Dans toutes, il se tient au courant des opinions des anciens et des travaux de son siècle, dans quelques-unes seulement il donne libre carrière à ses recherches et prétend parvenir à la découverte de l'inconnu.

Nul à ses yeux ne peut réduire à la fois toutes les ignorances, mais il faut répartir les efforts et charger chaque savant de

(1) Michault méditait de procurer la bibliographie de ses œuvres, Bouhier l'en détourna, jugeant qu'une pareille compilation n'était digne que de la plume de quelque infatigable allemand. Selon le P. Oudin, Saumaise n'avait étudié à fond ni théologie, ni jurisprudence, ni histoire naturelle, ni mathématiques, on ne pouvait mieux comparer la plupart de ses productions qu'à de grands répertoires où tout est assez confusément ramassé, presque toujours sans principes, sans ordre et même sans goût. (MICHAULT, *Mélanges*, II, 122 sqq.)

venir à bout de quelques-unes. Tel est le programme qu'il trace aux érudits en tête de ses *Remarques sur Hérodote* : « Je regarde l'ignorance, écrivait-il, comme une place de guerre défendue non seulement par la multitude et l'opiniâtreté de ses habitants, mais encore par une infinité de forts escarpés qui l'environnent de toutes parts et qui sont assiégés depuis plusieurs siècles par une armée de gens de lettres. Quelques-uns de ces forts ont déjà été emportés et détruits. Mais il y en a un grand nombre d'autres qui jusqu'à présent ont été inutilement attaqués, les uns parce que la nature les a rendus inaccessibles, les autres par le peu d'habileté ou par la nonchalance des assiégeants. J'ajoute encore par la dissension qui s'est mise entre eux et qui les engage tous les jours dans de vaines disputes qui leur font perdre de vue l'objet principal des sciences auxquelles l'esprit humain peut espérer de parvenir. Si donc ils veulent venir à bout de leur dessein autant que peuvent le permettre les faibles lumières que le ciel leur a données, ils doivent y travailler de concert non en se réunissant pour attaquer tous le même poste, mais en partageant entre eux les attaques suivant les différents talents qu'ils ont pour y réussir. » C'était exclure de la curiosité humaine les recherches impossibles et retenir ses ambitions en deçà des limites où commence l'inconnaissable. C'était blâmer les querelles de personnes quand elles effacent l'amour de la vérité, c'était surtout discipliner les beaux esprits, leur répartir les tâches, leur apprendre à mesurer leurs forces et à les employer. On se rendait compte que les entreprises immenses du passé avaient avorté, que des lumières diffuses sur des étendues infinies n'avaient nulle part jeté de clarté, et comme si l'humanisme n'avait échoué que pour avoir trop osé, on croyait remédier à ses insuffisances en substituant à son vaste bazar de petites boutiques particulières, en enfermant entre des digues une curiosité qui s'épanchait avec trop de liberté et dont le flot se perdait dans les sables.

De même que chaque bourgeois ne remplit qu'un emploi et n'occupe qu'un domaine, si la bourgeoisie possède l'ensemble du pouvoir et du sol, le génie pratique de Bouhier songe pour les intelligences aussi à diviser le soin de la conquête. On voit se créer dans les études des compétences et des supériorités reconnues et petit à petit l'humanisme aboutit à l'éru-

(1) BOUHIER. Préface des *Dissertations sur Hérodote*, page V.

dition ; chaque bel esprit se choisit un petit fief où il règne sans conteste, où ses travaux sont des monuments et ses jugements des oracles. On cesse de sauter de détail en détail, de voler d'objet en objet, on abandonne même à peu près certaines recherches pour en préférer d'autres ; l'humanisme se règle et semble se transformer, mais en effet il demeure immuable et sous sa nouvelle apparence on le retrouve tel qu'il était auparavant. La spécialisation raisonnée des sciences modernes ne se trouve point en germe dans la discipline qu'il s'impose.

Car il reste vagabond en fait malgré les chaînes dont il est retenu. Il n'y a de spécialisation que dans les travaux et aucune dans les curiosités ; on n'approfondit qu'un petit coin, mais on continue à parler de tout, à tout lire, à s'intéresser à tout, et Bouhier le premier, même dans ses recherches particulières, ne s'astreint qu'avec peine à observer les préceptes, à suivre la méthode qu'il prône. Car il s'est au cours de sa carrière attaqué à bien des bastions de l'ignorance et à des bastions souvent éloignés les uns des autres. Et quoique bon soldat et ne s'épargnant point dans l'assaut, il préfère le rôle de l'ingénieur qui tantôt visite les lignes, tantôt du haut d'une éminence contemple et dirige l'ensemble du siège. Ses principes ne l'empêchèrent pas jusqu'à sa mort de s'intéresser à tout, de parler de tout et d'écrire sur bien des sujets.

Et cessât-il d'errer, l'humanisme bourguignon resterait vagabond par l'esprit. De même que dans une armée le cavalier, le grenadier et l'artilleur remplissent, chacun avec ses armes propres, des missions différentes, le mathématicien, l'astronome et le chimiste luttent contre l'ignorance chacun à sa manière et par des moyens particuliers. Dans le combat qu'il décrit, Bouhier ne distingue qu'une espèce de combattants et assigne à tous non pas la même tâche, mais des tâches identiques. C'est que l'humanisme ne connaît qu'une méthode dans ses recherches ; l'étude du passé, la chasse au détail inédit, l'accumulation des souvenirs puisés dans les livres, que ce procédé suffit à toutes ses démarches, que lorsqu'il croit apercevoir une différence entre l'histoire et la physique il les confond en effet puisqu'il ne les distingue que par leur objet. Quand Lantin n'aurait lu que des ouvrages de philosophie, je ne l'appellerais pas philosophe, puisque son intelligence et ses méthodes ne diffèrent point de celles d'un archéologue. Donnez une demeure à un chemineau, s'il y campe sans s'imprégner de son âme, vous ne lui aurez pas donné une patrie ; enfermez un contemporain de Bouhier dans une étude parti-

culière, vous n'en ferez pas ce qu'on appelle aujourd'hui un spécialiste et un homme de science. L'humanisme sent confusément que s'il touche à tout il ne saisit rien, et comme remède à son impuissance, il invente de restreindre les ambitions des humanistes ; mais il néglige de modifier son esprit, de diversifier ses méthodes et avec beaucoup d'ardeur dans ses assauts contre l'ignorance, il ignore l'art de conduire un siège. Il reste inconstant dans sa nature même quand il s'arrête, universel dans ses curiosités, même quand il les fixe sur des objets particuliers, car tout en soumettant ses travaux à une discipline extérieure, il ne discipline pas son génie.

Il se peut qu'il ait au dix-huitième siècle mieux conduit ses recherches de détail, qu'en s'appliquant avec plus de zèle et de persévérance il ait produit davantage. Comme s'il avait eu conscience de ses échecs et de ses impuissances il en a cherché le remède, et c'est sa noblesse que cet effort pour se rénover, c'est la gloire de Bouhier que d'avoir voulu relever et consolider l'édifice en ruines. Laissant crouler ce qu'on ne pouvait plus sauver, il s'est contenté de réparer l'aile qui tenait encore, mais il n'a fait que des réparations et des replâtrages et l'érudition du dix-huitième siècle repose sur les mêmes fondements que l'humanisme du dix-septième siècle. Depuis Lantini et depuis Saumaise, nulle révolution dans les esprits, nul progrès vers la science moderne, mais une défense plus avisée des vieilles traditions. L'humanisme devait durer autant que la société bourgeoise dans laquelle il plongeait ses racines, et Bouhier type achevé du bourgeois bourguignon, loin de renier l'héritage du passé, loin de préparer la chute de l'humanisme le restreignit entre les méthodes de l'érudition pour mieux le défendre et pour le sauver. Lui aussi il fut un humaniste, et comme ces arbres à demi morts dont les derniers fruits sont les plus beaux et les plus savoureux, la vieille Bourgogne à son déclin ramassait ses forces pour mettre au jour son plus beau génie.

CHAPITRE VI

LA SOCIÉTÉ BOUHIER

1. — Bouhier et son temps

Bouhier passa pour un grand homme parmi ses contemporains ; et non seulement en Bourgogne, mais dans toute la France et dans toute l'Europe, il fut illustre parmi les illustres. Sans doute, il méritait la renommée par ses talents, et il avait eu le bonheur de paraître dans le monde à l'heure où il devait être le mieux accueilli, de s'attacher à l'érudition alors qu'elle recevait de toutes parts le plus de soins et d'admiration. L'abbé Dubois faisait sa fortune parce que le prince qu'il servait s'asseyait sur les marches du trône, et dans le même temps, Bouhier parvenait à la gloire parce qu'il servait l'érudition et que l'érudition régnait sur les beaux esprits. La vogue de ses études ne suffit pas cependant à expliquer son succès, car outre que déjà elles rencontraient des rivales, qu'elles ne détenant pas le monopole de la faveur publique, on peut se demander pourquoi, entre tous les érudits de l'époque, le Président Bouhier obtint les honneurs particuliers qui lui furent rendus. Pourquoi l'académie si hésitante à l'ordinaire dans son choix le reçut-elle d'emblée et l'élut-elle à l'unanimité ? (1). Pourquoi l'admit-elle avant Montesquieu, avant Voltaire, avant tant d'autres plus grands que lui, allant jusqu'à transgresser en sa faveur le règlement qui astreignait les académiciens à la résidence ? Qu'avait-il donc de si rare pour qu'une compagnie plus encline à se laisser arracher ses faveurs qu'à les offrir les lui prodiguât avec tant d'empressement ? Il portait le mortier de Président ; mais bien d'autres qui portaient la crosse ou la mitre étaient l'objet de moins de respects : Il avait écrit le *Commentaire de la Coutume de Bourgogne*, et c'était là ce dont on pouvait le louer avec le plus de raison, mais la jurisprudence était-elle si considérée parmi les profanes, parmi des gens de

(1) On sait que la candidature de Bouhier à l'Académie fut négociée par l'abbé d'Olivet et soutenue par La Monnoye.

lettres étrangers aux affaires publiques et au maniement des lois ? En matière d'érudition, les œuvres ne lui manquaient pas mais les plus considérables étaient encore à naître ou demeuraient sous le boisseau, et les courtes dissertations, voire les traductions ou les commentaires qu'il avait publiés révélaient à vrai dire ses talents mais ne formaient pas un bagage dont on ne pût rencontrer l'équivalent.

L'académie, il est vrai, se trompe quelquefois dans ses choix, mais en choisissant Bouhier elle marquait une préférence que ratifiait l'opinion publique. Et certes, quelque estime que nous inspire la science du Président, nous nous étonnons qu'il ait passé pour un très grand homme et joui durant sa vie d'une gloire à peu près sans égale. Aujourd'hui on n'a pas encore oublié son nom, mais on ne connaît guère de lui que son nom, on le cite à peine quand on parle du dix-huitième siècle, en tous cas on le cite parmi les mineurs, loin derrière les grands hommes à qui ses contemporains le préféraient, et l'on a peine à comprendre les raisons de cette préférence. Ni ses ouvrages ni la faveur qu'on portait à l'érudition ne purent lui valoir sa gloire à la fois brillante et fragile, incomparable tant qu'il vécut et que sa mort dissipa sans en laisser la moindre trace. C'est que non moins qu'à ses dissertations, son prestige tenait à sa personne, c'est qu'en lui c'était l'homme qu'on admirait et qu'on aimait et le rayonnement qu'il épandait sur le monde cessa avec l'astre d'où il rayonnait. De tout temps, ce que l'humanisme bourguignon a produit de plus remarquable, ce sont ses humanistes, c'est leur curiosité toujours en éveil, attentive à toutes les productions de l'esprit humain, c'est la sympathie large et inépuisable qu'ils portaient aux hommes et aux choses. Les œuvres de Lantin sont un néant, celles de l'abbé Nicaise ne rempliraient pas les pages d'un gros livre, et cependant Lantin et Nicaise jouirent d'une renommée européenne ; et parce que leurs amitiés s'étendaient partout, parce que la pensée de toute l'Europe semblait s'arrêter à Dijon avant de s'élancer dans le monde, Bayle regardait Dijon comme la capitale de la république des lettres, et cinquante ans plus tard, Voltaire et Palissot étaient encore de son avis (1). Car durant cet intervalle, Bouhier remplit la place qu'avaient tenue ses aînés, et il les

(1) Cf. *Discours de réception de Voltaire à l'Académie*. Plus tard, encore, Palissot portait sur Dijon un jugement analogue. (Cf. prospectus des *Affiches dijonnaises* année 1776).

imita en les surpassant par le zèle ; comme eux il se tint au courant de tout et il s'informa mieux ; comme eux il tint bureau de nouvelles, et son bureau fut mieux fourni ; comme eux il noua des amitiés, entretenait des relations suivies avec tous les pays, et son œuvre capitale, ce fut son immense correspondance. Au début du siècle, il fut le grand épistolier comme Voltaire le fut dans la suite ; l'humaniste et le philosophe par de semblables procédés étendaient leur influence sur la société et sur les esprits.

Car pour être versé dans le commerce des livres, le Président Bouhier n'ignorait pas le monde. Ce n'était pas un grand voyageur : quelques séjours aux eaux, d'autres à Aix et à Montpellier (1) l'éloignèrent seuls de sa ville natale. Au reste, recevant droit de cité partout où il allait, admis dans les premières maisons avec les égards dus à son rang et à son mérite, le Parlement d'Aix l'invite à une de ses séances, ailleurs on lui montre les lettres encore inédites de Madame de Sévigné, magistrats et beaux esprits s'empressent à l'envi autour de l'homme qui honore la magistrature et les lettres. Mais il se rendit surtout à Paris, assez souvent pour y être connu et répandu autant que s'il y eût habité, assez rarement pour que sa présence y passât moins inaperçue que s'il y avait habité en effet. Dans son attachement à sa patrie entre peut-être un calcul de sa vanité. Comme les rois d'Orient évitent d'accoutumer le peuple à leur vue pour la faire plus désirer et pour qu'elle frappe davantage l'imagination, il n'espaçait ses visites que juste assez pour qu'elles parussent un événement. Car il se plaisait à être choyé et fêté, et par son esprit, par l'aménité de son caractère, par la politesse de ses manières, par son tact et son urbanité, il savait plaire à tous et il était le bienvenu partout, chez la duchesse du Maine, chez la marquise de Lambert, dans toutes les grandes familles parlementaires, chez les Molé, chez les d'Aligre, chez les Le Pelletier, chez les Lamoignon. Quoique patricien, il ne montrait de morgue à personne, il fréquentait de petits abbés, de modestes bourgeois (2) avec la même affabilité qu'il témoignait aux grands seigneurs, aussi à son aise, aussi bienveillant avec les uns qu'avec les autres, et ne croyant pas déchoir quand il revenait de Sceaux s'il visitait la demeure d'un modeste avocat. Rarement autant d'adresse à ne blesser personne s'unit à un caractère aussi heureux ; dans la société

(1) Cf. DE BROGLIE. *Correspondance Bouhier* passim. Et BOUHIER : *Voyage à Vichy* (Ms. 844).

(2) On sait l'intimité de ses relations avec Mathieu Marais.

parisienne si fertile en querelles, en jalousies et en haines, parmi les gens de lettres volontiers si hargneux et si prompts à mordre, il n'éveilla que des sympathies. En pilote prudent il conduisait sa barque au milieu des écueils du monde sans les heurter jamais ; les complimens ni les éloges ne lui coûtaient rien et il prodiguait cette monnaie pour acheter des amitiés. Plus habile même que ne fut Voltaire, il ne lui arrivait guère de médire d'un absent ; il est vrai qu'il était de sa nature peu enclin à la haine, que dans sa conduite et son attitude il était politique sans calcul, qu'une sympathie irrésistible l'entraînait à découvrir dans chaque individu quelque chose qui méritât l'intérêt. Mais s'il ne se montre pas chiche de sa bienveillance, il ne la donne pas gratis ; chaque fois qu'il se fait un ami, vite il l'enrôle parmi ses correspondants. Ceux-ci forment une armée dont le gros se tient à Paris, mais répartie sur toute la France et dans le reste de l'Europe. Gens de cour, gens d'église, gens de lettres, gens d'étude, de gré ou de force, envoient des lettres au Président, et le Président est si aimable dans ses sollicitations, si reconnaissant quand on lui a cédé, qu'on aurait peine à lui refuser. Ses biographes ont relevé avec soin la liste de ceux dont il reçut les lettres ou partagea la conversation ; elle est longue. En Italie, Muratori, Maffei, le cardinal Passionei surtout, en Hollande Pierre Burman, Oudendorp, d'Orville d'Arnaud, à Lyon l'abbé Le Clerc, à Auxerre, l'abbé Le Boeuf, en Suisse Jacques Iselin, professeur de théologie à Bâle, Bochat un historien, Breintinger, professeur d'hébreu à Zurich, Jean Bourguet, philosophe et naturaliste, Cuentz de Neuchâtel, à Rome le P. Baltus, jadis professeur aux Godrans, dans toute la France les Fraguier, les Goujet, les Montfaucon, les Tourne mine, les Valincourt, les Brossette, les Gédéon, les Boivin, beaucoup d'ecclésiastiques et d'érudits, mais aussi des hommes de science comme Buffon, des philosophes, des hommes de guerre comme le prince Eugène ; toute une époque se meut autour de Bouhier et nous a laissé ses reliques dans les portefeuilles du Président (1). Les lettres de l'abbé d'Olivet sont en nombre considérable, car l'abbé d'Olivet, jadis préfet des basses classes au collège de Dijon, fut pour Bouhier un ami de toute la vie et sans nul doute influa sur sa carrière en l'embauchant parmi les traducteurs des *Tusculanes*. Et le vieux La Monnoye s'est mis tout au service de son illustre compatriote, il prône sa

(1) DE BROGLIE, *Les portefeuilles du Président Bouhier*, p. 18 et passim ; Des Guerrois, p. 80.

gloire, défend sa candidature auprès de l'académie, s'entremet en sa faveur auprès du P. Montfaucon, lui procure des livres et lui communique les amitiés qu'il possède ; peut-être même lui a-t-il révélé la littérature de la Renaissance et du Moyen Age. Mais nulle influence ne domine les autres et dans le choix de ses relations, Bouhier n'exclut personne, humaniste en ce qu'il se prête à tous les génies et à tous les entretiens, en ce que sa curiosité se promène à travers les hommes et les choses sans répugnances et sans ennui. De Voltaire nous avons gardé les lettres, et nous nous inquiétons peu des réponses de ses correspondants. Dans la correspondance de Bouhier, peu importent les lettres du Président, car l'humanisme n'est qu'une aptitude à s'informer, mais combien précieuses celles qu'il reçoit, car toute une époque y revit, car placé pour ainsi dire au centre de son siècle, il en recueille tous les bruits, en perçoit toutes les agitations.

On trouve en Bouhier un autre abbé Nicaise qui serait non seulement le nouvelliste du Parnasse mais un nouvelliste universel. Toute l'histoire de son temps, les grands événements et les menus incidents, semblent dans sa vaste correspondance ressusciter à nos yeux. Tantôt c'est un gentilhomme qui enlève une demoiselle, un courtisan qu'on disgrâce, le duc de Richelieu qui célèbre ses noces, ailleurs voici des informations sur la politique, sur les affaires du jansénisme, sur le mariage de Louis XV, sur l'abdication du roi d'Espagne, sur le renvoi d'un ministre, sur la mort de Berwick, sur les batailles de Parme et de Guastalla, sur la misère causée par la guerre, sur les circonstances et les conditions de la paix (1). Et les nouvelles abondent qui concernent la république des lettres, l'une rapportant les extravagances de Rousseau, les autres que Voltaire a été bâtonné ou qu'il vient de faire représenter *Zaïre* ou de publier les *Lettres philosophiques*. A Paris, Mathieu Marais, admirateur de Bayle, érudit de mérite et bourgeois frondeur est aux écoutes pour le compte de Bouhier, c'est son correspondant le plus zélé, mais ils sont légion tous ceux qui s'acquittent de missions analogues. On connaît le commerce épistolaire que le Président entretint avec l'abbé Leblanc, son compatriote. Poète, tragédien, critique, esprit intrigant et remuant, plus tard candidat perpétuel à l'académie, l'abbé Leblanc était le colporteur assez malveillant de tous les racontars et de toutes les

(1) DE BROGLIE, passim et principalement les deux chapitres sur la correspondance avec Mathieu Marais.

médiances (1) ; et l'on pouvait se reposer sur lui pour qu'il n'y eût potin ni scandale dont l'écho ne parvînt à Dijon. En 1737, il part pour Thoresby en Angleterre, où après Buffon il est l'hôte du duc de Kingstown ; désireux de bien connaître les Anglais, il apprend leur langue, et sentant combien le pays où il vit diffère de la France, il rapporte avec fidélité à Bouhier tout ce qu'il a observé ou appris, le luxe des grands seigneurs, leur passion pour la chasse, les affaires politiques, la licence des auteurs et des gazettes à l'égard du gouvernement, il raconte une visite à Pope, disserte sur Shakespeare, et quoique écrivant après Voltaire, on le lit avec intérêt. Les nouvelles de partout semblent se donner rendez-vous à Dijon dans l'hôtel de la rue Saint-Fiacre, et l'on y prête l'oreille avec complaisance même aux propos défendus, on y accueille même les livres persécutés par la police. C'était sans doute le devoir des magistrats que de connaître les ouvrages qu'ils condamnaient, mais non pas de rechercher ceux que l'on condamnait ailleurs. Et plus nombreux encore que sous Louis XIV on voit affluer dans la ville chansons ou épigrammes qui courent à Paris, extraits de gazettes ou mémoires secrets, journal de l'abbé de la Roquette, discours prononcés aux grands occasions, remontrances des Parlements, libelles et pamphlets de toute opinion (2). L'exemple de Bouhier du reste est contagieux, et l'on sait que pour lui plaire il faut lui procurer les informations dont il est si friand. Et l'on s'informe par tous les moyens, et plus que jamais Dijon est un entrepôt de nouvelles, Bouhier une gazette vivante qui renseigne sur tous les sujets.

On le consultait surtout en matière d'érudition. Dans la multitude de ses correspondants, les érudits forment la troupe la plus nombreuse et la plus empressée. Qu'on remarque un livre nouveau, qu'une dispute s'élève entre des savants, qu'un problème paraisse insoluble, on a recours au Président Bouhier, la critique prend son avis, les chercheurs s'éclairent de ses lumières et les adversaires l'invoquent comme arbitre dans leurs querelles. On l'acceptait comme un oracle non pas tant à cause de son savoir qu'à cause de son caractère. « Jusque dans les ronces de la critique (3), écrivait l'abbé d'Olivet, il fait éclore les fleurs de l'urbanité. Quand il relève une méprise, il vous insinue que celui à qui elle est échappée mérite de l'estime par d'autres endroits. Quand il développe un sens nouveau, quand

(1) *Correspondance de Bouhier et de l'abbé Leblanc*, passim.

(2) Cf. *infra*, la liste des recueils satiriques.

(3) p. 30 sqq. de l'appendice aux *Dissertations sur Hérodote*.

il présente une heureuse conjecture, si le germe imperceptible s'en trouve quelque part, il vous le dit et on voit qu'il le dit avec plus de plaisir que n'en ont les plagiaires à se cacher. Avant lui rien de si commun parmi les doctes de la première classe que de se faire entre eux une langue à part féconde en termes injurieux. Mais lui, ne sachant que la langue de l'honnête homme, soit qu'il se défende, soit qu'il attaque, c'est avec un air de politesse qui fait sentir ce qu'il est. Remontons à la source de cette urbanité que l'imitation ne donne point et où l'affectation n'arrive pas. Vous croyez peut-être l'avoir trouvée dans une éducation qui répondit à sa naissance. Pour moi, en convenant que cela doit y avoir contribué, je crois qu'il n'y a qu'une modestie sincère qui fasse des hommes véritablement polis... On reproche un autre vice aux savants, une espèce d'avarice qui leur est propre. Tout ce qu'ils ont de lumières, ils le gardent pour eux uniquement, comme si c'était s'appauvrir que d'en faire part. Publiions à la gloire de M. le Président Bouhier, qu'en ce genre, plus il était opulent, plus il a été libéral. » Aimable et modeste avec tous, le Président Bouhier séduisait les savants et s'attirait leurs confidences. Ils lui faisaient part de leurs projets et de leurs découvertes, pour le plaisir de s'entendre louer, pour l'avantage d'apprendre les opinions d'autrui et de savoir ce qu'on pensait autour d'eux. Et sans doute, il n'en coûtait pas trop à leur correspondant de sacrifier tout orgueil personnel et toute vanité au désir de plaire, car l'humanisme se soucie moins de produire lui-même que de ne rien ignorer de ce qui naît dans le monde. Bouhier portait à sa perfection le rôle où s'était essayé Nicaise, car il l'emportait sur son prédécesseur par le rang, par la fortune, par un savoir plus large, par une aptitude singulière à discuter en connaissance des questions et des sciences les plus diverses. Avec des relations plus étendues, avec plus de bonheur et d'activité que ses devanciers, il s'acquitta d'une besogne chère à tous les dijonnais, et ce fut sans contredit l'originalité et la gloire de l'humanisme bourguignon que d'avoir été à toute époque un lien social et comme le véhicule de toutes les pensées.

Sans doute, quand il attirait de partout les nouvelles et les livres, Bouhier ne recherchait que la satisfaction de savoir ; on peut répéter de sa correspondance ce que d'Olivet disait de ses études « qu'elle servait à le rendre heureux » (1), et tandis

(1) *Éloge de Bouhier par d'OLIVET, à la suite des Dissertations sur Hérodote.*

que la correspondance de Voltaire renferme une polémique et comme une prédication, celle de Bouhier peut sembler vide parce qu'on y trouve tout. Elle est surtout remplie de la pensée des autres, car il y a à Dijon un entrepôt plutôt qu'une fabrique, et si le Président réexpédie de tous côtés ce qu'il a reçu de ses amis ou ce qu'il a puisé dans ses livres, il ne fait que distribuer des biens qui lui sont étrangers, il se laisse feuilleter comme un dictionnaire ouvert à tous où sont recueillis les renseignements de l'antiquité et les faits du jour. Pourtant ce génie tout réceptif dominait son siècle. Car il tenait le personnage de ces intermédiaires, parasites en ce qu'ils ne produisent rien, mais utiles parce qu'ils servent de trait d'union entre le producteur qui ne sait où vendre et l'acheteur qui ne sait à qui acheter. C'est un courtier qui transmet à sa clientèle les marchandises d'autrui, qui ne lui procure parfois que les adresses des fournisseurs, car souvent il se borne à mettre en relations deux savants qui s'ignorent, à indiquer sur chaque question les compétences et les autorités. Mais il s'était rendu indispensable en un temps où les journaux étaient rares et plus encore les revues scientifiques, où les nouvelles de la république des lettres ne circulaient qu'à grand peine, où les amateurs de science dispersés à travers l'Europe, isolés dans le fond des provinces cherchaient à se rejoindre et n'y parvenaient pas. Ce fut là grandeur du génie bourguignon que de rester humain, que d'être assez accueillant dans ses curiosités pour servir de lien entre les hommes, et d'Alembert se trompait quand il n'apercevait dans le soin que Bouhier apportait à sa correspondance rien qu'un artifice pour capter la popularité (1). « Rien n'est plus propre, écrivait-il, à nourrir, si l'on peut parler ainsi, la réputation d'un homme de lettres et quelquefois même à la fonder, au moins un temps, qu'un grand commerce épistolaire. » Tant qu'il vécut, Bouhier attira les regards de son époque parce qu'il y distribuait les lumières, et s'il fut si vite oublié, c'est que son œuvre même ne jetait aucun éclat, qu'il cessa de renvoyer de la clarté dès qu'il cessa d'en recevoir. L'humanisme est un miroir où se reflètent les images de toutes les pensées, mais ce miroir rendait des services immenses quand il était tenu par un Bouhier, quand on l'élevait au-dessus des foules et que tous les yeux pouvaient le contempler. S'intéresser à tout, tel fut le secret de Bouhier et

(1) D'ALEMBERT : *Histoire des membres de l'Académie française*. Cité par DE BROGLIE, p. 20.

c'est par là qu'il présida sur tout un monde. Car non seulement il publiait les découvertes, mais il publiait les réputations et détenait pour ainsi dire la trompette de la renommée. Aujourd'hui, le succès des grands hommes dépend pour une part de la faveur des journalistes, jadis l'opinion dépendait des salons et des épistoliers, et par ses conversations comme par sa correspondance, Bouhier étendait son crédit sur un grand nombre d'honnêtes gens et d'érudits. Aussi les candidats à la gloire ne se faisaient point faute de le courtiser et Voltaire qu'il n'aimait pas et qui sans doute prisait peu l'humanisme, Voltaire en mal de popularité lui fit des avances et pour mieux l'amadouer lui écrivit en latin. Il est vrai, ce bloc enfariné, ce mauvais thème bourré de gallicismes, ces compliments intéressés ne disaient à Bouhier rien qui vaille, car Voltaire ne flattait pas un naïf, mais sa tentative même est un hommage à la souveraineté spirituelle du Président Bouhier. Et loin d'avancer avec d'Alembert que Bouhier serait célèbre quand il n'aurait écrit à personne, on peut affirmer qu'il aurait été célèbre quand il n'aurait rien fait que s'informer de tout et qu'écrire à tout le monde.

2. — Bouhier à Dijon

En face de l'Europe savante, Bouhier remplissait avec de plus grands moyens, plus d'activité et plus de maîtrise, le rôle auquel Nicaise s'était essayé; dans la société dijonnaise, d'abord hôte et pour ainsi dire disciple du conseiller Lantin, il conquit peu à peu, à mesure qu'il croissait en science et en réputation, la domination spirituelle que jadis exerçait son ami. Après la mort de Dumay et le départ de La Monnoye, on observe comme un interrègne et une période d'anarchie dans le monde des beaux esprits. Dès que Bouhier fut sacré grand homme, il eut en héritage toute l'influence dont avait joui Lantin et il en usa de la même façon aux différences près qui tenaient à son caractère appliqué et sérieux. L'Académie qui se réunissait chez Lantin ressemblait à une république. Chacun y venait avec son humeur, avec ses manies, avec des goûts et des talents divers; on y venait seulement pour se voir, pour passer le temps et pour causer, on y bavardait, on y racontait des historiettes, on y plaisantait et le cas échéant, à propos d'un livre récent, à propos d'un bon mot, au hasard des entre-

tiens, on parlait littérature ou science. Et ces hommes étaient tous égaux en dignité, les uns conseillers au Parlement, celui-ci maître des Comptes, celui-là trésorier, cet autre avocat général, sans qu'aucun fût ni fort au-dessus des autres ni fort en dessous. Tous de familles nouvelles ou d'une ancienneté médiocre, aisées plutôt qu'opulentes, nul d'entre eux ne recevait de sa condition un droit au respect de ses confrères. Même à ne considérer que les talents ou la réputation, il régnait entre eux une manière d'égalité; du moins personne n'ayant rien publié de considérable, aucun ne détenait la souveraineté du mérite et de la gloire. Et qui réunit jamais les vertus d'un chef moins que ne faisait Lantin, sans dignité dans sa vie privée, négligeant ses devoirs de sénateur, ridicule même par ses distractions, excellent homme mais si peu propre à guider autrui qu'il ne savait diriger ni ses affaires, ni sa vie, ni ses travaux. En ce temps là, la société bourguignonne ne s'assemblait que chez un hôte, elle n'acceptait qu'un patriarche sympathique plutôt que vénéré, qui la présidait plus qu'il ne la gouvernait. Au siècle suivant, elle se groupe derrière un chef, car quelque égalité qui règne dans la république des lettres, la naissance et la fortune y obtiennent toujours une certaine considération; elles confèrent une grande autorité parmi des gens de lettres habitant une même ville, entre lesquels la profession ou la vie mondaine établissent d'autres liens qu'un culte commun pour les choses de l'esprit. Or Bouhier est riche; à une époque où la bourgeoisie tend à se muer en une noblesse héréditaire, où l'on commence à dédaigner les hommes nouveaux, sa race compte parmi les plus anciennes de la robe; surtout il est président à mortier, et soit calcul, soit hasard, parmi ses familiers, on rencontre des conseillers, des avocats, beaucoup d'ecclésiastiques, beaucoup d'abbés pourvus de modestes bénéfices; dans une petite cité où les distinctions sociales ne s'effacent jamais, ceux-là mêmes qu'il traite en égaux reconnaissent toujours sa condescendance. Avec lui, le haut patriciat prend le gouvernement des esprits comme il détient l'administration de la province, et nous ne nous étonnerons plus si durant la Régence et les années suivantes les études de la bourgeoisie, loin de périliter, renouvellent leur vigueur et s'épanouissent; la bourgeoisie se discipline, elle s'organise dans sa pensée comme dans sa vie, et ses maîtres spirituels sont les mêmes hommes qui la dominent par la richesse et par le rang.

Ce n'est pas que Bouhier fût homme à abuser de sa con-

dition ni même à la faire sentir aux autres; il profitait sans la rechercher de l'autorité qu'elle lui conférait. Cette autorité d'ailleurs n'entraînait que pour une faible part dans l'ascendant qu'il exerçait. On se pressait jadis autour de Lantin comme auprès d'un aïeul, du survivant d'une époque révolue, et l'on aimait entendre le vieillard rappeler ses souvenirs, parler des grands hommes qu'il avait connus, des événements dont il avait été témoin. Dès sa première maturité, Bouhier fut vénéré des siens plus que ne l'avait été auparavant ce Nestor de l'humanisme. Car il a choisi beaucoup de ses familiers dans les générations qui montent, qui parfois sortent à peine de l'adolescence; aux yeux de ses contemporains mêmes il fait figure de frère aîné, car s'ils l'égalent par les années, il les surpasse par l'expérience, et parce qu'il a vu davantage il semble avoir plus vécu. Jeune encore il est chargé de souvenirs comme un vétéran, il est riche en anecdotes et en historiettes du temps passé et du temps présent. Il a puisé ses informations aux bonnes sources : sans compter ce qu'il a recueilli de la bouche même des Lantin et des La Monnoye, il a conversé surtout à Paris avec les premiers personnages de l'époque, avec ceux qui savent le dessous des choses et qui lui ont révélé des particularités inconnues du public. Il est un survivant du grand règne, qu'il connaît moins pour y avoir passé sa jeunesse que pour en avoir approché les acteurs en son âge viril; il s'est même entretenu avec des hommes qui avaient vu la Fronde; qu'on se figure maintenant de quel prestige il s'auréolait, soit que ses auditeurs n'eussent pas connu le grand siècle, soit qu'ils l'eussent traversé sans le voir, n'ayant pas eu d'autre horizon que les murs de leur cité natale (1). Car il a fréquenté la Maréchale de La Motte, gouvernante des enfants de France, le chevalier Hamilton, M. de Malézieu qu'il devait remplacer à l'Académie, Perrault, La Motte et Mme Dacier; M. de Valincourt figure parmi ses correspondants, il s'est entretenu avec Boileau et La Bruyère. Quant à ses contemporains illustres, on peut dire qu'il les connaît tous et qu'il n'ignore aucune des actions qu'ils ont accomplies ni de celles qu'on leur prête. Et Dieu sait combien le Président Bouhier était friand de potins et de commérages. Il nous a laissé des recueils de souvenirs sur les à-côtés de l'histoire, sur les intrigues de la cour et les scandales de Paris, sur la vie privée

(1) *Portefeuilles de Bouhier et Souvenirs du Président Bouhier*, passim.

de Louis XIV, sur le Régent, sur La Bruyère, sur d'Aguesseau, sur tous les hommes dont les gestes intéressaient l'opinion. Et ce qui l'allèche surtout, en bon Dijonnais qu'il est, se sont les médisances, soit qu'elles attribuent à Corneille les obscénités de l'*Occasion perdue et recouvrée*, soit qu'elles révèlent les amours de Bossuet avec Mlle de Mauléon, des circonstances de la vie de Bussy, des propos fort lestes de l'évêque Le Camus ou l'athéisme de Fontenelle.

Son bagage d'anecdotes surpassait en richesse celui même de Ménage ou de Lantini; et bien mieux que Lantini il régnait sur sa patrie grâce à sa gloire incontestée. Son renom d'érudit et surtout de jurisconsulte lui conférait dans toute la France un titre à l'admiration : on savait que les érudits de tous pays entraient dans son amitié, que les ministres lui témoignaient des égards, que son illustration illustrait Dijon et que pour une bonne part ses concitoyens lui devaient d'avoir obtenu un siège épiscopal et une université de droit. Et comme ce grand homme est aimable et de bonne compagnie, comme il est doux, poli et modeste au point d'oublier son mérite, peu enclin à la colère et beaucoup à la bienveillance, comme avec tout cela il n'est point de science qu'il n'entende, point de question où il ne puisse apporter des lumières et donner un avis sensé, on comprend qu'il ait sans peine rassemblé autour de lui l'élite des beaux esprits dijonnais. Ces assemblées lui plaisaient car il aimait à causer, au point que le P. Oudin le comparait à Lélius ou à Scipion à cause de son goût pour la conversation. Mais sous sa douceur et sa complaisance il y a une volonté inflexible, celle de ne point perdre le temps qu'il accorde aux entretiens. Au lieu de laisser aller qui régnait chez Lantini, aux libres dialogues roulant sur des riens, aux plaisanteries, aux contes, et aux coq-à-l'âne, il substitue des conférences méthodiques et sérieuses; à l'anarchie il fait succéder l'ordre.

Tout est réglé dans les réunions auxquelles il préside (1) : le lieu d'abord, c'est l'hôtel solennel et un peu triste de la rue Saint-Fiacre. Le temps ensuite; car les assemblées se

(1) Sur ces conférences cf. MICHULT, *Mélanges*, II, 96 sqq. DE BROGLIE, 29 sqq. M. de Broglie suppose peut être à la légère que tous les Dijonnais amis de Bouthier étaient admis à ses conférences académiques. Mais au témoignage de Ruffey (Lange, p. 111), un petit nombre seulement participaient régulièrement aux discussions. Et Michault, qui assista à ces conférences, et par conséquent mieux informé que quiconque, nous confirme que l'Académie de la rue Saint-Fiacre se gouvernait d'après une règle stricte.

tiennent un jour déterminé de la semaine et leur durée même est à l'ordinaire de trois heures. On les fréquente avec une assiduité scrupuleuse, Bouhier donnant l'exemple puisque dix jours avant sa mort, il participait encore aux entretiens qu'il avait institués. Mais la grande nouveauté, c'est que cette académie s'impose une discipline. A vrai dire, elle ne s'est point désigné de président, et le choix en effet eût semblé superflu : la fortune et les talents de son hôte en faisaient le président effectif et incontesté. Mais elle s'est élu un secrétaire pour examiner les ouvrages dont elle entreprend la critique et conserver le souvenir de ses discussions. Elle a accepté pour ses séances un ordre du jour immuable et raisonné : on commence par les nouvelles littéraires, ensuite on apprécie les derniers livres parus, enfin viennent les dissertations, chacun soumettant au jugement de ses confrères les découvertes de son érudition. Avec l'idée qu'on s'acquitte d'un devoir important, on se prépare par l'étude à ces doctes conférences (1), on y apporte ses travaux, on s'y rend pour s'instruire plus que pour s'amuser, mais on s'y rend de bon cœur parce qu'outre le plaisir de se retrouver entre gens d'esprit, on y est informé des dernières nouvelles de la république des lettres, parce qu'on y fréquente un des génies les plus réputés du siècle.

Bouhier s'entend au reste à gouverner son académie. N'y entre pas qui veut : le nombre des places est limité comme celui des fauteuils à l'Académie française et les néophytes ne sont admis qu'au prix de la mort ou de la disparition d'un ancien. Car parfois un membre cesse d'habiter Dijon, ou bien comme il arriva à M. de la Bastie, il se querelle avec le Président et s'éloigne de sa maison (2). Le Cénacle alors se complète par une nouvelle promotion, et sans qu'on eût pris la peine de rédiger des statuts, on se conformait à des usages aussi rigoureux que des règlements. Aussi quand l'abbé Leblanc, dans une épître assez plate (3), représentait à Bouhier la nécessité d'établir à Dijon une académie, on comprend que le Président ne se soit pas mis en peine de faire aboutir ce projet. Car les lettres patentes en moins, il avait son académie, et une académie qui était à lui, où il était tout à la fois

(1) Cf. DES GUERROIS, 72. — M. de la Bastie écrit au Président (juillet 1729) : « Je prépare pour nos assemblées cet hiver quelques petits essais d'histoire littéraire ».

(2) DEBERRE, p. 76.

(3) A. M. *le Président Bouhier, épître sur la nécessité d'établir à Dijon une académie*.

la loi et les prophètes, grâce au soin qu'il prenait de ne la peupler que d'admirateurs et d'amis. Ses familiers étaient peu nombreux, et il apportait beaucoup de prudence et de circonspection dans leur choix. En 1733, il proteste à l'abbé Leblanc qu'il ne connaît pas l'avocat Michault (1), comme si dans une ville aussi étroite que Dijon il eût été possible d'éviter un génie aussi intrigant et aussi remuant ; en 1738, rassuré à l'endroit du même Michault, il l'enrôle dans sa confrérie. Peu important les noms de ceux qu'il a élus, jésuites comme le P. Oudin ou le P. Hennin, prêtres comme l'abbé Joly, comme Léauté ou comme Papillon, parlementaires comme M. Bazin, avocats comme Cocquart : aucun ne rivalisait avec lui, même de loin, par la naissance, la fortune ou les talents.

Peut-être faut-il s'arrêter quelque peu sur le P. Oudin, que M. l'abbé Deberre a jugé digne d'une longue étude et qui la méritait sans doute, pour avoir été l'ami de toujours et le biographe du Président. D'ailleurs c'est le plus connu des familiers de la rue Saint-Fiacre ; nous avons conservé une partie de ses manuscrits et le service que le P. Oudin rendit à la mémoire de Bouhier, Michault l'a rendu à la mémoire du P. Oudin (2). Mais quels qu'aient été les mérites de ce Père, je ne sais pourquoi M. l'abbé Deberre s'est complu à nous le représenter comme le maître de Bouhier (3). Né à Vignory, en Champagne, le 1^{er} septembre 1673, le P. Oudin était de quelques mois plus jeune que son élève prétendu, et d'après son propre témoignage il vit Dijon pour la première fois en 1693, quand depuis longtemps Bouhier avait soutenu ses thèses, quand il était déjà conseiller au Parlement et dans un âge où les jeunes gens ayant plus besoin de maîtresses que de maîtres suivent plus volontiers le jupon des filles que la soutane des jésuites. Et le P. Oudin qui d'ailleurs à cette époque ignorait encore le grec, ne pouvait être et n'a pas été le mentor du Président Bouhier. L'inverse serait plus vrai. Après avoir enseigné quelque temps les humanités au collège des Godrans, le P. Oudin partit pour Langres professer la rhétorique, étudia la théologie à Pont-à-Mousson et après avoir prononcé ses vœux à Trèves, il revint à Dijon où il fut chargé des classes de poésie durant quinze ans et ensuite de la théologie positive. Il ne devint Dijonnais qu'après son retour à Dijon, quand Bouhier avait passé trente ans, et de ce moment seulement

(1) A. LEBLANC, 24 novembre 1733.

(2) Tome II de ses *Mélanges*.

(3) DEBERRE, p. 62.

il fut pour le Président non pas un maître mais un compagnon, celui qui devait l'assister à son lit de mort et recevoir sa confession. Comme tous les membres de son ordre, le P. Oudin aimait la poésie latine et s'y exerçait par goût et par métier. Il savait Virgile par cœur, et sans doute pour donner l'exemple à ses élèves, il composa en vers virgiliens de petits poèmes intitulés *Somnia, Ignis, poemata didascalica* (1) sur des sujets plus propres à tenter un régent de rhétorique que des érudits bourguignons. C'est à lui que souvent le collège remettait le soin de haranguer en prose ou en vers, de composer pour le théâtre des Godrans des tragédies ou des comédies, et il ne manquait ni d'éloquence dans ses discours, ni d'ingéniosité dans ses pièces sur lesquelles Michault a si longuement disserté. Mais il s'adonnait à cette littérature scolaire parce qu'il était jésuite, non parce qu'il était Dijonnais, et les bourgeois qu'il fréquentait le laissaient s'acquitter de ses devoirs de régent, sans partager ses travaux ni ses goûts. Ils le laissèrent de même commenter l'Écriture Sainte, travailler sur les instances de ses supérieurs à la bibliothèque des écrivains de son ordre; les inclinations et les occupations qu'il tenait de son état et de son métier n'intéressaient guère que le collège et ne lui suscitèrent point d'imitateurs parmi les laïques. C'est lui au contraire qui pour plaire aux Dijonnais compose des épitaphes comme celle de Santeul, des éloges comme celui de La Monnoye (2), des compliments à tout un chacun, à Bouhier surtout, original seulement en ce qu'il s'obstine à versifier en latin alors que de plus en plus on y renonçait. On l'appréciait parmi les beaux esprits pour une érudition immense embrassant à la fois les Pères, les commenta-

(1) Citons encore :

Francisco a Lotharingia ode pro felici reditu, Mussiponti 1701.

Natalitia, elegia, adressée au même.

S. Francisco Xaviero hymni novem et officium, 1705 (traduits en 1706 par F. Baudot).

Ludovici ducis Borbonii gubernatoris Burgundiae laudatio funebris. 1719.

Precatio ad deum pro regis incolumitate, Silva. Vovebat Fr. Oudin 1712.

Ill^{mo} Burgundici senatus principi Joanni Berbiseio Apollo venusianus idyllium, 1715 et 1739.

Hymni novi ad publicum aeduensis ecclesiae usum comparati 1720.

Ludovici magni equus triumphalis aeneus divione dedicatus. Silva heroïca 1725, etc...

Silva distichorum moralium de J.-B. Silvius, 2^e édition, par le P. Oudin.

P. Syri et aliorum veterum sententiae adjunctis brevibus notis 1734. Elles sont destinées à être apprises par les enfants.

(2) *Œuvres* de La Monnoye, II, 198.

teurs, l'histoire ecclésiastique et profane, parce qu'il savait l'italien, le portugais, l'espagnol et l'anglais, parce qu'il était expert dans les étymologies, familier avec l'antiquité, riche en amis et en relations (1), connaisseur en numismatique, et aussi parce que l'agrément de son esprit et la douceur de son caractère en faisaient un homme de bonne compagnie. Mais loin qu'il ait exercé une influence sur les goûts de la bourgeoisie, il n'est bien accueilli par le monde que dans la mesure où il s'est assimilé à lui, où il partage ses goûts et s'associe à ses travaux.

Dès l'abord, Bouhier le reçut parmi ses familiers, et c'était une faveur qu'il ne prodiguait pas dans une ville où cependant les études étaient en honneur. Mais les compagnies trop nombreuses, en rassemblant des individus peu enclins à s'entendre, les mettent aux prises plus qu'elles ne les rapprochent, et suscitent plus de cabales et de rivalités qu'elles ne favorisent de sympathies. Dans son petit cercle d'admirateurs et de disciples, supérieur à tous sous tous les rapports, Bouhier régnait sans conteste, et l'on travaillait autour de lui comme il aimait qu'on travaillât. Surtout, il voyait la concorde entre les siens, et une concorde qui n'était pas feinte puisqu'elle persista quand il eût disparu. Et toutes réglées qu'elles fussent, encore qu'on y assistât avec beaucoup de gravité et de sérieux, ces réunions réduites à quelques amis sûrs prenaient un air d'intimité, un je ne sais quel charme quasi familial qui, plus nombreuses, leur eût manqué. Quelques ecclésiastiques de son âge et qui vieillissaient à ses côtés, quelques jeunes gens dont il pouvait passer pour le père, voilà de quels compagnons il dirigeait les études, d'autant plus écouté qu'il avait l'affection et le respect de tous. Et cependant son ascendant s'exerçait sur toute la société dijonnaise. Car de même que dans l'église les moines pratiquent à l'écart les préceptes de la foi, invitant par leur exemple la foule des laïques à les suivre de loin et à les admirer, la petite académie de la rue Saint-Fiacre servait à édifier tous les fidèles de l'érudition. D'ailleurs, il s'en fallait que Bouhier s'isolât dans la petite chapelle qu'il avait fondée; s'il n'admettait que quelques

(1) Le P. Oudin se rendait précieux parce qu'il connaissait les hommes aussi bien que les livres. Il comptait ou avait compté parmi ses amis l'abbé Nicaise, Santeuil, Dumay, La Monnoye, Papillon, Léauté, Baudot, Huissier d'Argencour, du Tilliot, l'abbé Leblanc, l'abbé Joly, Cocquart, Dom Aubry, bénédictin de Saint-Maur, M. de la Bastie, Burman, d'Olivet, Davies, Sallier, Huet. Cf. MICHAULT, *Mélanges*, II, 78.

élus dans sa confrérie, sa maison s'ouvrait avec facilité, il se montrait obligeant envers tous et ne refusait à personne ni ses conseils ni sa protection. Sa bienveillance ne suffisait point à apaiser le dépit et les rancunes de ceux qui n'entraient pas dans son cénacle, et c'est pour une bonne part une jalousie de ce genre qui incita Pouffier à fonder une société rivale. Mais presque tous les Dijonnais n'avaient qu'à se louer des procédés de Bouhier à leur endroit, le prenaient pour guide et pour maître de leurs études, se montraient avides de ses encouragements et de ses éloges. Le génie du Président de Brosses crut pour ainsi dire à l'ombre du sien, et Buffon durant sa jeunesse se forma au monde et aux sciences dans l'hôtel de la rue Saint-Fiacre (1).

C'est que fort au-dessus de tous ses concitoyens par les talents comme par la gloire, le Président Bouhier éprouvait au plus haut degré cet instinct qui rendait l'isolement odieux aux Bourguignons, non seulement dans l'existence quotidienne mais jusque dans la pensée. Le bourgeois ne se sent à son aise, ne se sent lui-même qu'au sein de la bourgeoisie; c'est un arbre qui ne pousse que dans les forêts, un animal qui ne vit que par troupes. A la ville, il recherche les fêtes et les bals pour y côtoyer ses semblables; à la campagne, il va de château en château visiter ses voisins. En politique, seul il n'est rien et il n'agit pas, il ne prend une conscience et une volonté qu'au Parlement ou à la Chambre des Comptes, dans les grands corps où l'on se sent les coudes. Non, ce n'est pas le bourgeois qui a conquis la province ni qui prétend à la puissance, car le bourgeois est inerte et timoré; mais c'est la bourgeoisie qui a toutes les ambitions et toutes les audaces, c'est la bourgeoisie qui s'est emparée du pays et qui le possède. Dans la durée, les générations successives et non un individu édifient les fortunes; à une même époque, c'est le corps social tout entier qui protège les intérêts de chaque particulier. Le patriciat met en commun toutes ses entreprises et toutes ses occupations, jusqu'aux travaux de la pensée. Même au faite

(1) Parmi les hommes qui furent quelque temps les hôtes de Bouhier, nommons : le Cardinal Passionei (DE BROGLIE 300), Hélyétius (Ibid. 126), et le duc de Kingstown, qui, à Dijon, fit la connaissance de Buffon (Ibid. 104). Parmi les jeunes gens qui se formèrent à son école et assistèrent quelquefois à ses conversations, M. de Broglie (Ibid. 30) cite Legouz de Gerland, Lantini de Damerey, Févret de Fontette, Maleteste, De la Marche, De Quintin, etc... On sait que Bouhier avait un des premiers prévu que Buffon « irait loin ». (Ibid. 281).

des honneurs et de la gloire, un Bouhier, savant réputé dans toute l'Europe, lié avec tous les grands hommes de son siècle, grand seigneur dans les lettres comme dans la robe, loin de se renfermer dans sa grandeur, de méditer à l'écart, hait toutes les solitudes et même l'isolement de la renommée. Il rassemble une couple de Jésuites, quelques jeunes magistrats bien doués mais sans expérience, de modestes érudits de province, il s'environne de conversations et d'amitiés, il peuple son hôtel, tant l'instinct social est fort en son cœur. S'il étend ses correspondances avec plus d'ardeur que Nicaise, s'il gouverne mieux son académie que ne faisait Lantin, il est bien de la même race que ses devanciers, et je retrouve en lui porté à sa perfection ce qu'il y a de plus grand et de plus humain dans l'humanisme dijonnais, la curiosité de ce que font les hommes, et le besoin de vivre, de penser et d'agir avec eux. Dans le monde, rien ne lui est étranger; dans ses études, la solitude lui pèse, et jamais plus qu'à son époque les travaux de l'humanisme bourguignon ne furent davantage l'œuvre collective de toute la bourgeoisie. Le génie dijonnais s'est discipliné mais n'a pas changé.

SECTION III

Les œuvres de l'érudition

CHAPITRE VII

LES RENONCEMENTS DE L'HUMANISME

1. — La littérature

Si Bouhier dans ses curiosités s'intéresse à toutes les productions de l'esprit humain, il semble dans ses travaux, dans ceux du moins qu'il entreprend comme des choses sérieuses, enfermer tous ses efforts dans les études les plus accessibles au génie bourguignon. L'humanisme manque à la fois de goût littéraire et d'esprit scientifique; c'était sagesse de sa part que de renoncer à exceller dans les lettres et dans les sciences. Au dix-huitième siècle, on découvre en Bourgogne une littérature aussi riche et aussi pauvre à la fois que durant l'âge précédent, aussi riche par la surabondance des écrits médiocres, aussi pauvre par l'absence de toute œuvre considérable. La province cependant enfantait des écrivains de talent, les Crébillon et les Leblanc, c'était un fils du pays et pour ainsi dire la chair de sa chair qu'un Alexis Piron, l'héritier du commensal des Condés, du Noelliste rival de La Monnoye, du poète tout imprégné de l'âme antique de la race. Mais justement peut-être parce que leurs goûts ou leurs ambitions les portaient vers la carrière des lettres, ni Leblanc ni Piron, ni Crébillon ne demeurèrent au sein de la bourgeoisie natale; ils partirent pour Paris, où la littérature rencontrait un public, où l'on pouvait non seulement vivre du métier d'auteur, mais l'exercer avec honneur. Ils vécurent dans la capitale et écrivirent pour elle. L'écho de leurs succès cha-

toouillait les oreilles de leurs compatriotes, les applaudissements de Paris éveillaient ceux de la Bourgogne et surtout après qu'ils eurent réussi on se glorifiait de leur gloire, on suivait leurs travaux, on prenait avec chaleur leur parti contre leurs détracteurs et leurs rivaux. On se plaît à rappeler que Crébillon est un compatriote, et Bouhier dans sa sollicitude pour Piron, espère voir ses pièces (1) balancer celles mêmes de Voltaire. Mais Crébillon et Piron tout autant que jadis Bossuet, se sont comme retranchés de la bourgeoisie dijonnaise; ce sont des plants déracinés, transportés sur un sol étranger et dont les fruits ont perdu le goût du terroir. De Piron, Dijon ne peut revendiquer que les œuvres légères, celles qu'il produisit durant sa jeunesse quand sa verve, railleuse comme celle de son père, s'égayait sur les menus incidents de sa ville natale. Peut-être s'abandonnait-il alors à sa vraie vocation, car nul ne mania jamais d'une plume plus spirituelle cette satire burlesque, cette malice truculente et vivante, ne manifesta avec plus d'éclat ce sens de la caricature, où excellait sa race. Le reste de ses œuvres est hors du patrimoine bourguignon. Les grands genres littéraires ne suscitent à Dijon que le théâtre du P. Oudin ou de ses confrères et comme par le passé se retirent sur les tréteaux du collège. On dirait même que de plus en plus, lassés par l'artifice et la vanité de la rhétorique, les magistrats laissent aux jésuites et à leurs élèves le goût des déclamations que l'on compose pour les événements du règne et la réception des grands. La fabrique des Godrans produit le meilleur en fait de discours et d'odes. Si le mariage, la convalescence, les victoires de Louis XV, ou les bienfaits d'une paix désirée longtemps excitent parfois les Dijonnais à rimer, le souffle de leur inspiration est bien court, encore la plupart des poètes sont-ils gens de petite extraction, des avocats ou des curés (2). Faute de talent peut-être chez les sénateurs, faute aussi peut-être de zèle monarchique; mais l'inclination qui sous Louis XIV détournait de la littérature sérieuse retient les esprits avec plus de force encore. L'éloquence même semble tomber en discrédit. On discourt autant que par le passé et dans des occasions semblables, mais les orateurs montrent moins de souci de s'acquitter de leurs harangues en conscience et avec honneur. Jadis, qu'on voulût

(1) DE BROGLIE, 205, 323, 496 — DEBERRE, 99.

(2) Cf. outre les recueils ms. cités à l'appendice bibliographique, les recueils imprimés de la bibliothèque de Dijon, n^{os} 11.401, 11.406, etc.

louer un mort ou flatter un vivant, il fallait célébrer ses talents oratoires; on les passe désormais sous silence comme un mérite négligeable. Jadis, on recueillait les harangues considérées comme des modèles; à présent, si l'on en conserve quelques-unes, c'est surtout comme documents politiques et pour la hardiesse de leurs opinions (1). Sans doute paraîtront encore des orateurs éminents mais qui seront éloquents sans le savoir et sans recherche, quand les orages du siècle soulèveront au Parlement ou ailleurs des passions vigoureuses, mais ce ne seront plus ces harangues de rhéteurs que l'on cultivait autrefois avec amour, la parole pompeuse et vide des panégyristes. Et les orages qui s'accumulent sont encore éloignés; dans l'éloquence aussi bien que dans la poésie, rien ne paraîtra plus stérile que la génération de Bouhier et le génie de Bouhier lui-même.

Le goût à vrai dire s'affine : dans la ville agrandie où se multiplient les bals et les fêtes, où l'on papillonne dans les salons aussi souvent qu'on confère dans les bibliothèques, la vie de société a poli les mœurs. Soucieux de prouver aux belles leur esprit non moins que leur virilité, les galants s'expriment avec plus de retenue; les chansons, les rondeaux, les stances que les dames voient éclore sous leurs pas vantent les charmes de l'une, déplorent la cruauté de l'autre, remercient celle-là de ses complaisances sans blesser l'honnêteté (2). Cependant, l'ancien monde dijonnais se continue sans grand changement; même exilé, même mort, La Monnoye restera le modèle dont on rêvera d'égaler l'esprit et dont on reprendra toujours les sujets insignifiants et vides de pensée. Du reste, ses compagnons demeurent pour maintenir les vieilles traditions; le P. Oudin célèbre sa mémoire en nobles hexamètres (3), plus sincère en ses regrets que ne l'était La Monnoye lui-même quand il rédigeait l'épitaphe de Santeul ou celle de Lantin. Homme de bonne compagnie, le P. Oudin, moins malicieux que son ami, mais presque aussi fécond, versifie à chaque occasion tantôt en latin, tantôt en style marotique, des compliments et des pièces de circonstance.

Moins connu, l'abbé Petit méritait l'oubli où il est tombé; son œuvre cependant est un document précieux à qui veut

(1) Cf. ms. 846, p. 3, 29, 30, etc.

(2) Cf. les œuvres imprimées de Cocquart et de Michault et ms. 1.036.

(3) Imprimés dans les Œuvres complètes de La Monnoye, Tome II et traduits en vers français, par RICHARD DE RUFFEY.

apprécier à leur juste valeur les divertissements poétiques non pas d'une intelligence d'élite comme celle de La Monnoye, mais d'un bel esprit choisi pour ainsi dire au hasard dans la foule. Or tout autant que La Monnoye, l'abbé Petit a gaspillé son talent; il est vrai que pour lui la perte était moindre. Prêtre, il versifie en latin trois hymnes *ad Sanctum Stephanum Grandimontensem* (1), mais il dut les composer sans grande ferveur car ce n'est pas volontiers qu'il fait vibrer la harpe de David; il préfère et de beaucoup la cithare d'Anacréon. Ses hymnes pieuses voisinent avec une ode en strophes alcaïques *in vilam rusticam*, éloge de la vie oisive et douce qu'il chérissait, profession de foi épicurienne où l'on rencontre de beaux vers et des mouvements heureux :

Felix edaci qui procul a metu (2)
 Curis solutus, cognitus et sibi,
 Parvoque contentus suo, horas
 Ingrediens abiensque fallit
 Non hunc avarum sollicitat mare
 Non saeva terrent classica nec levis
 Fortuna, vel fallacis urit
 Invidiosa fides amici.
 Ergo hospitali membra sub arbuto
 Suaves reclinans ad volucrum modos
 Propter fugacem fontis undam,
 Se dapibus recreasse inemptis
 Gaudet, nocentes non bene callidi
 Cauponis artes nec metuens, meri
 Vite ex avita temperabit
 Pócula praetereunte lympa.

Quoique un peu embrouillé parfois, c'est assez joli, mais c'est d'Horace que le poète emprunte ses plus belles expressions et jusqu'à l'idée de mettre de l'eau dans son vin; et ce qu'il n'a pas pris à Horace, il en a dépouillé Claudien. Sa plus belle œuvre, il l'a volée, sans, il est vrai, dissimuler son larcin; il l'a bâtie en cousant l'un après l'autre des lambeaux arrachés aux anciens. Quand il donne de son propre cru, c'est d'un cru bien insipide et lorsqu'il boit dans son verre, son verre est si petit qu'il ne saurait enivrer personne. Une ode pompeuse et froide *in bellicam gallorum virtutem*, des stro-

(1) Ms. 502.

(2) Ibid., pièce n° 1.

phes de La Monnoye à la louange de cette ode, une réponse aux félicitations de La Monnoye, chacun grattant l'autre afin d'en être gratté, voilà tout ce que le recueil de l'abbé Petit contient de poésie latine. En français, c'est moins encore et c'est pis. Erudit, l'abbé Petit se rappelle que les muses sont filles de la mémoire et il les emploie à remplacer leur mère. Comme chez Bouhier on s'occupe beaucoup de l'ancien orient, n' imagine-t-il pas de mettre en vers mnémotechniques l'histoire d'Assyrie, de Babylonie et de Médie. En voici le commencement :

Assur fut le premier des princes d'Assyrie (1),
Belus et les Ninus furent ses descendants,
On souffrit après eux trente rois fainéants
Sardanapale enfin perd le sceptre et la vie.
De son trône Ninus recueillit les débris,
Phul qui lui succéda se rendit redoutable.

Ici du moins, l'intention est bonne, et si l'auteur ne charme pas, il instruit. Mais sa vocation l'incline de préférence à plaire. Grand faiseur de divertissements, il donne une cantate, *Amphion*, une églogue, *Tircis et Aminte*, une autre églogue pour la fête de M. J., un épithalame de M. B. et de Mlle de L. B., long dialogue où chantent tour à tour quand ce n'est pas tous à la fois l'amour, l'hymen, Vénus et tout le peuple des divinités mythologiques. Après les noces, les enterrements ; l'abbé Petit donne une ode sur la mort de M. Melenet et l'építaphe d'un évêque de Mâcon. Et comme il n'y a pas toujours des noces ou des funérailles, notre poète fait des bouts rimés pour amuser les salons. Passe-temps monotone, dira-t-on ; attendez, l'abbé Petit est amoureux ; et pour égayer sa belle, il fait suer sang et eau à sa muse. Il s'est consacré au service d'une Lyse pour laquelle il imite l'ode *audivere Lyce*, pour laquelle il déplore et envie à la fois le trépas d'un moineau qu'elle chérissait :

Qu'il est doux de perdre la vie (2)
Quand on est fait pour vos plaisirs.

Mais on ne peut toujours suivre Horace ou Catulle, et l'abbé Petit n'a pas besoin de modèles pour envoyer un bouquet ou

(1) Ibid., pièce n° 10.

(2) Ibid., p. 141.

rimer une déclaration. Galant et précieux avec les dames et quand il écrit pour elles, au fond du cœur, il les méprise :

Une pucelle est plus fragile (1)
Que le verre le plus léger ;
Il en est si peu dans la ville
Qu'on ne peut trop les ménager.

Les ménageait-il? Il n'y paraît guère, car il est paillard dans ses propos. Notre pudeur alarmée se refuse à transcrire les épigrammes et les contes qu'il versifie sur les femmes en général et sur les Dijonnaises en particulier. Sans l'esprit ni la grâce de La Monnoye, il patauge avec délices dans l'ordure et l'obscénité. Collaborant pendant ses loisirs à virer Virgile en bourguignon, il offre en raccourci dans sa poésie tous les défauts de sa race. Il est poète par jeu, pour complaire à des amis, pour les complimenter, pour célébrer un grand événement comme une victoire du roi, surtout pour en célébrer de petits, pour s'acquitter de ses devoirs mondains, pour amuser les belles et pour s'égayer à leurs dépens. Jamais littérature ne fut plus inutile et plus vide.

Trait pour trait, la nouvelle génération reproduit celle qui va s'éteindre. Plus jeunes que l'abbé Petit, tous deux familiers de Bouhier, Cocquart et Michault ne s'inspirent que de la vie dijonnaise dont ils relatent ou commentent les annales; un livre qui paraît, les querelles juridiques de Bouhier et de Raviot, une anecdote scandaleuse, une sottise d'un juge, un conte, un bon mot, suffisent à nourrir leur verve (2). Chez eux, l'érudition tend à se voiler dans la poésie; délaissant les badinages pédants en latin ou en grec, ils préfèrent rimer en français, mais comme leurs aînés, ils riment *invita Minerva*. Il arrive à Cocquart de prendre son art au sérieux, de publier deux volumes de ses vers (3), et de vers qui prétendent toucher autant qu'amuser. Non content de plaisanter avec une malice bien innocente d'ailleurs, de complimenter sans trop attacher d'importance à ses compliments, il hausse le ton jusqu'à l'élégie et déplore en amoureux transi les rigueurs d'une cruelle. Cependant, malgré quelques accents émouvants quand sa maîtresse l'a trop maltraité, il

(1) Ibid., 110.

(2) Ms. 1.036. Cf. aussi *Galerie bourguignonne*, le catalogue des pièces imprimées de Michault et de Cocquart.

(3) Poésies de M. Cocquart. Dijon, 1754, 2 vol.

demeure dans la foule des médiocres. Il s'y retrouve avec son ami Bouhier qui lui aussi taquine les muses, ou, comme il le dit, se promène sur le Parnasse sans y séjourner bien longtemps. Mais Bouhier a une excuse : il rime quand la goutte le tient, pour se distraire de ses douleurs. Son avantage sur Cocquart c'est que Cocquart se croit du talent et regrette que la nécessité de gagner l'argent des plaideurs le contraigne de revenir parfois à ses codes. Lui, ne se réfugie dans les bosquets de la poésie que contraint par la maladie; s'il se repose en cet asile, c'est avec la conscience d'y être admis en étranger. Au reste, il souffrait souvent de la goutte, en sorte que, sans illusion sur ses mérites, il rima beaucoup (1). On le fit sans ennui, car il avait de l'esprit, un vrai talent de conteur excellent à relater un voyage ou une anecdote, une bonne humeur souriante qui savait plaisanter sur les sujets graves ou pénibles, une grâce familière empruntée sans doute aux épîtres d'Horace qu'il avait fort pratiquées. Il montra cette sagesse de se connaître soi-même, et de ne pas faire violence à son naturel, de s'avouer que l'humanisme était impuissant à produire de grandes œuvres littéraires, de sentir que par la plume de La Monnoye, la Bourgogne avait donné toutes celles qu'elle pouvait donner.

Comme au siècle passé, le génie bourgeois s'épanouit dans la satire. Satire grossière quelquefois ou même pure diffamation comme cet écrit anonyme, œuvre peut-être du petit-fils de Bouhier, et qui sous le titre de *bibliothèque des dames de Dijon* (2) publiait les infortunes des maris en nommant les amants et même les amantes de leurs épouses. Satires en forme de Noël's selon la tradition ancienne, et parmi lesquelles on connaît surtout le *Parlement à l'étable* (3). La gaité rustique dont jadis le patois animait ses récits burlesques survit dans le français de Piron à ses débuts. Il est encore Dijonnais comme l'était son père; il a hérité de lui le patriotisme de clocher, les traditions de la ville natale, la familiarité avec les rues et avec les gens, l'horreur des ânes de Beaune qu'il poursuit d'une guerre inexpiable. Il excelle à trouver des plaisanteries vulgaires mais drôles, à semer des chardons dans chacun de ses hémistiches afin de piquer la susceptibilité

(1) Les vers de Bouhier sont dispersés un peu partout. Michault a imprimé dans ses *Mélanges* l'ode sur le Vaudeville dont M. l'abbé Deberre a cité un fragment. D'autres pièces figurent dans les ms. 4.036.

(2) Ms. 1.273.

(3) Ms. 1.330.

autant que la gourmandise des Beaunois. Peu s'en fallut même qu'il pérît non pas sous les épigrammes ni même sous les ruades de ses victimes, mais bien percé par des épées irritées. En franc bourguignon, il n'épargne pas davantage ni les femmes ni les moines, encore qu'il eût un frère religieux à Beaune; il est seulement moins près de l'âme populaire que ne l'était parfois son père, il a vu les humbles avec les yeux d'un bourgeois et il plaisante pour la bourgeoisie. D'ailleurs, la littérature bourguignonne achève de mourir, elle ne jette plus que des fruits insipides, des bagatelles insignifiantes ou des parodies. L'abbé Joly persévère laborieusement à virer Virgile, et, signe des temps, un avocat vire la *Henriade* en vers bourguignons (1), mais le patois peu à peu s'exile de la littérature. Faut-il s'en étonner? Relégué vers les faubourgs de Dijon, les patriciens ne le rencontrent plus que par accident, comme ils fréquentent rarement les petites gens; ils s'amusent encore par habitude de la langue populaire et de ses récits burlesques, mais cette habitude même tend à se perdre et l'on en conserve les restes moins par goût que pour ne pas rompre avec le passé.

Les divertissements littéraires sont composés pour la bourgeoisie et par elle. Il en naît d'ailleurs à foison, car pour retenir ou inventer des propos contre la décence, à lui seul un La Monnoye valait tout un corps de garde et même une armée entière. Lui mort, d'autres succèdent, et ce qu'on ne trouve pas à Dijon en fait de libertinage, comme par le passé on l'emprunte au dehors. La France produit d'ailleurs les œuvres légères avec une telle surabondance que la province pourrait se reposer et les collections qu'on rassemble d'écrits permis ou défendus prouvent qu'on ne laisse rien perdre de ce qui peut blesser les mœurs, choquer la pudeur, outrager l'Eglise ou le prince. Mais on n'apprécie pas moins le badinage élégant, les panégyriques et des poèmes édifiants qu'on croirait rimés par des marguilliers. Comme par le passé on aime tout avec indifférence. Bien entendu, Voltaire pique la curiosité, on recueille les pièces qui lui ont été adressées, qui parlent de lui, et l'on en compose à sa louange. On recueille davantage encore celles qu'il a écrites ou qu'on croit qu'il a écrites, depuis l'*Épître à Uranie* qui est de lui, jusqu'aux *J'ai vu* qui passèrent pour en être. On recueille aussi bien les poésies de

(1) Cif. Bib. div. ms. 507. *La Henriade en vers bourguignons tirée sur celle de M. de Voltaire*, par ROGER, avocat au Parlement.

Rousseau, celles de tous les contemporains illustres ou obscurs, sans préjugé contre les plus audacieuses, sans écarter les plus timides. On se plait à en rassembler côte à côte qui s'opposent ou se contredisent, comme si la jouissance était plus grande à contempler le choc des pensées et leur diversité que les pensées mêmes. On se procure en traduction ou dans l'original les œuvres de Pope, des comédies de Congreve, on continue à fréquenter les Italiens, on glane les reliques les moins vénérables et les pièces fugitives du dix-septième siècle, on parcourt le Moyen Age, la Renaissance, l'antiquité et jusqu'aux littératures de l'Orient, la curiosité se manifeste aussi vive, aussi vaste, aussi déréglée que jamais. Aucun goût littéraire ne préside aux lectures des Dijonnais de même qu'il ne s'en manifeste aucun dans leurs œuvres.

Est-ce révolte contre le goût classique? Non pas; on l'accepte avec la même docilité qu'autrefois, peut-être avec une adhésion plus explicite et plus entière depuis qu'il est une tradition déjà ancienne. L'abbé Leblanc propose de renouveler le genre élégiaque (1), de le rendre dramatique en y dépeignant les fureurs de l'amour autant que ses plaintes, de l'ennoblir en faisant parler non seulement des bergers, mais des princes et des héros, d'y prendre pour acteurs des femmes parce qu'elles aiment avec plus de force que les hommes, d'en retrancher les oiseaux, les ruisseaux, les bocages et tout l'appareil champêtre que la tradition lui assigne comme décor, d'en briser le vers par des enjambements et des rejets pour éviter la monotonie de l'alexandrin. C'étaient là des tentatives hardies et l'auteur l'avouait sans ambages : « Nous sommes, écrivait-il, en un siècle où l'on se roidit contre toutes les nouveautés, et tout est nouveau dans mon ouvrage, le style et le fond (2) ». Hardi, il l'était en effet en s'insurgeant contre tous les préceptes de Boileau, en rejetant les traditions, en refusant d'imiter ses prédécesseurs pour chercher le progrès et la vérité; il l'était en bouleversant le rythme du vers, il l'était surtout parce qu'il renversait les barrières qui délimitaient les genres, parce qu'il ouvrait à l'élégie les sujets nobles, qu'il lui assignait le ton relevé des grands genres. Son livre fit du bruit à Dijon où Leblanc était né et avait conservé l'amitié de Bouhier, mais Michault se chargea d'en tancer l'auteur. Dans ses *Réflexions critiques sur l'Elégie*, il emploie son éru-

(1) Cf. la préface de ses *Elégies*.

(2) *Discours sur l'Elégie*, p. 39, en tête de ses *Elégies*.

dition à justifier Boileau. L'abbé Leblanc n'avait peut-être pas tout à fait tort, mais son contradicteur lui donne tort en tout. Pour peu qu'elle écoute Michault (1), la plaintive élégie continuera à gémir sans fureurs tragiques et en vers réguliers, parmi les bocages où elle a coutume de pleurer; elle n'offrira à nos regards que des bergers et point de héros ni point d'héroïnes, et sans se laisser aller à des ambitions excessives, elle ne sortira point des grâces modestes et touchantes qui sont les siennes.

La déférence que Michault témoignait à Boileau, le Président Bouhier l'approuve et la témoigne aussi. Non seulement il professe l'admiration la plus respectueuse pour les grands écrivains du siècle de Louis XIV, mais volontiers *laudator temporis acti*, il les préfère à leurs successeurs. On peut juger de ses goûts littéraires par sa correspondance, en particulier par celle qu'il échangeait avec l'abbé Leblanc. Esprit inquiet, avide de nouveautés, facile à l'enthousiasme, celui-ci se trouvait enclin à admirer les révolutions que tentait son époque et les révélations qui venaient de l'étranger. Moins mobile, plus attaché aux traditions, Bouhier reste froid devant les extravagances de Shakespeare; les innovations de Voltaire dans la littérature le choquent et soulèvent son hostilité. Il lui répugne qu'on mêle la philosophie à des tragédies comme l'*Alzire* qui, dit-il, est un catéchisme (2); les comédies ne lui plaisent que conformes aux modèles anciens: « je vous avoue, écrit-il à son correspondant, que les plaisanteries qui sont dans l'*Enfant prodigue* m'ont paru d'un si mauvais goût que je n'aurais pas cru que Voltaire en fût capable. Si c'est là le comique du théâtre anglais, je ne sais comment d'honnêtes gens peuvent s'en accommoder (3) ». Quelque bienveillance qu'il éprouve pour Piron, il le blâme de n'avoir pas fait assez tragique le dénouement de son *Gustave* (4) comme autrefois Scudéry censurait le trop heureux dénouement du *Cid*. L'éloquence moderne s'écarte-t-elle des traditions, il le regrette: « Le discours sur l'éloquence de l'abbé d'Olivet (5) est en effet digne des louanges que vous lui donnez. Mais je doute qu'il corrige notre jeunesse de l'entêtement qu'elle a pour le style qu'ont mis à la mode les beaux esprits modernes.

(1) MICHULT, *Reflexions critique sur l'Elégie* Dijon Angé 1734.

(2) A. LEBLANC, 21 mai 1736.

(3) 22 février 1738, à LEBLANC.

(4) A LEBLANC, 14 février 1733.

(5) BOUHIER à LEBLANC, 1736.

Il est à craindre que ce torrent qui inonda autrefois l'éloquence romaine ne nous inonde à son tour. » Il désapprouve les novateurs qui veulent introduire en France une poésie sans rimes, et quand l'abbé Leblanc lui adresse des vers français de sa façon, composés avec la liberté de la versification anglaise, il se montre avare de louanges, lui qui d'ordinaire ne les ménage pas. J'ai lu dit-il, vos vers (1) « qui m'ont fait d'autant plus de plaisir qu'ils m'ont donné une espèce d'idée de la cadence de la poésie anglaise. Je veux croire qu'elle plaise aux oreilles britanniques, mais je doute que nos Français pussent jamais la souffrir... Cette variation de cadence fait un aussi méchant effet que si dans l'architecture on ne faisait aucune symétrie et qu'on vît sur le même alignement de grandes et de petites fenêtres, des portes hautes et basses, et c'est comme si dans la musique on changeait de clef à chaque mesure. Dans le temps de l'enfance de notre langue et dans nos vieux romans en vers, on trouve des variations à peu près pareilles. On les a bannies peu à peu, à mesure que notre langue s'est polie et que notre poésie a pris une forme régulière. Voudrions-nous donc retomber dans la barbarie des temps passés parce que cette irrégularité bizarre plaît à nos voisins dont vous convenez que le goût n'est encore nullement formé?... Le plaisir que nous fait la justesse de la césure n'est sûrement pas idéal et il dérive d'une harmonie imperceptible qui y est attachée. » Respectant les traditions de la prose aussi bien que de la poésie, Bouhier regrette la perfection d'autrefois (2), il se plaint que les prosateurs modernes « depuis quelque temps, ressemblent presque tous aux danseurs de corde qui voltigent bien et marchent mal (3). » Lui-même, il s'abstient de voltiger, et la gravité de son ample période, la démarche pesante et sûre de son discours rappellent la majesté du grand siècle plus que la grâce légère d'un Voltaire.

Bouhier s'exprime en disciple docile de nos grands classiques, et personne ne le fut moins que lui. Au temps de Lantini nul ne mettait en discussion le mérite de Racine ou de Molière, mais nul aussi ne les imitait, et sans élever Rabelais ou Bonaventure des Périers au-dessus de Bossuet, on les lisait

(1) BOUHIER à LEBLANC, 1738.

(2) Pour les mêmes raisons, il témoigne peu de goût pour les romans anglais alors à la mode.

(3) A LEBLANC, 1734.

plus volontiers. On convenait que les écrivains admirés à la Cour étaient en effet dignes d'admiration, mais on leur rendait justice sans passion. Bouhier, comme ses aînés et comme ses disciples, accepte pour articles de foi les préceptes de Boileau et blâme ceux qui s'en écartent, mais ne songe point à les mettre lui-même en pratique; il récite son Credo des lèvres bien plutôt que du cœur, et l'orthodoxie de ses théories littéraires ne lui inspire guère l'amour de la littérature. On dirait un théologien averti du dogme, définissant avec exactitude et rigueur les devoirs des fidèles, mais qui vivrait à sa guise, plus enclin à donner des conseils et des critiques que des exemples, plus habile à prêcher les vertus chrétiennes qu'à les pratiquer.

Impuissance d'abord! Il s'excusait de n'être pas poète en invoquant son peu de loisir : « Tous n'ont pas les talents et la patience nécessaires pour composer de grands ouvrages, surtout dans le genre poétique. Ceux mêmes qui y auraient de la disposition n'ont pas toujours le loisir de s'y exercer. La chose est surtout impossible aux personnes qui se sont consacrées à des emplois publics et qui sont perpétuellement enveloppées dans le tourbillon des affaires (1). » Mais la vérité, c'est qu'il ne sent pas la poésie. A son oreille, la musique des vers vient de la succession d'hémistiches égaux, de la « consonnance qui naît du retour de la terminaison pareille de syllabes finales (2) ». La langue des poètes lui plaît comme une prose plus châtiée et plus travaillée. « Qu'une bonne pensée, dit-il, s'offre à notre esprit quand nous composons en prose, nous la rédigeons dans les meilleurs termes qui se présentent d'abord; et dès qu'ils nous paraissent bons, nous ne nous tourmentons guère pour en trouver de plus énergiques. Mais en vers, si la rime n'y cadre point, nous tentons d'autres routes qui nous font souvent découvrir des expressions plus fortes et plus frappantes (3). » C'est pour cette raison sans doute que dans les classes on imposait aux écoliers des exercices poétiques, et bien moins poète que Boileau lui-même, Bouhier raisonne encore comme on raisonne au collège. Pour lui, la poésie est « au regard de la prose une certaine danse de paroles inventée pour le plaisir de l'oreille. » L'art du poète ressemble à celui des danseurs et des voltigeurs « dont l'excellence consiste à élever légèrement leur corps en l'air, à le

(1) Préface des *Amours d'Énée et de Didon*, I.

(2) Préface du *Poème de Pétrone*, XVI.

(3) Préface du *Poème de Pétrone*, XXII.

plier et à le replier en cent manières, et à exciter notre admiration par des tours de souplesse qui nous ravissent d'autant plus que nous nous sentons moins capables d'y atteindre (1). » Que le Président, en lisant Racine, se soit cru incapable de jongler comme lui, voilà qui fait honneur à son bon sens autant qu'à sa modestie, mais qu'il ait éprouvé à la lecture de Racine, la même émotion qu'à contempler les tours d'un saltimbanque, quel aveu d'une âme insensible à la beauté ! Si Bouhier professe des admirations, s'il admet les principes littéraires de la tradition classique, s'il les défend contre La Motte, au fond il leur demeure étranger. Ce grand savant était fermé à l'art, son style en est la preuve. Il disait de la prose qu'il était important de la « rendre aussi facile qu'élégante (2) », et cependant il écrit sans grâces et souvent sans force, et l'on sait assez combien il y a loin de ses traductions correctes mais souvent ternes au Cicéron poli et repoli dans l'officine de Minerve par la patience de l'abbé d'Olivet. Mme la Présidente Bouhier ne s'y trompait pas qui conseillait à son mari : « Contentez-vous de penser et laissez-moi écrire. »

Insensible au charme de la littérature, Bouhier la dédaigne ; il fuit le métier d'écrivain. Quoique très averti des règles du bon goût, il se garde de s'y conformer ; et les ouvrages ou les auteurs qu'il proclame mauvais au nom de l'orthodoxie littéraire, il en fait lui-même ses délices. En principe, il désapprouve qu'un poète emploie son talent à combattre le culte ou les institutions. Croyez-vous qu'en conséquence il va recueillir des hymnes pieuses, et des odes à la gloire du prince ? Il ramasse avec complaisance tout ce qui court sous le manteau contre le pouvoir ou contre l'Eglise. Chacun sait depuis Boileau que le vers se sent toujours des bassesses du cœur, qu'il faut dans les écrits respecter la décence et les mœurs, le vertueux Bouhier s'indigne d'un roman licencieux de Crébillon le fils (3) et rougit pour son siècle des applaudissements « qu'osent même donner les femmes à un ouvrage de cette espèce. » Il recopie pourtant les obscénités de Brantôme et beaucoup d'autres de la même farine. Aux grands écrivains, il ne refuse pas ses éloges ; aux mineurs il apporte un tribut moins splendide mais payé avec joie, son amitié. Ceux-là il les vénère, ceux-ci, il les fréquente, il les imite, car

(1) Ibid. et cf. Des Guerrois, p. 118'sqq.

(2) Ibid.

(3) A l'abbé Leblanc, 1735 — DE BROGLIE, 319.

n'ayant jamais fait que jouer avec les lettres, il se sent de la même famille que ceux qui s'en sont amusés (1).

Pas plus que Lantín, il ne saurait passer pour un adversaire de notre littérature classique; il lui a témoigné plus d'honneur à la fois et plus de mépris que s'il l'avait combattue; il l'a respectée tout en lui demeurant étranger. Il est douteux qu'il ait vraiment aimé les grandes œuvres qu'il prétendait admirer, il est sûr qu'il a aimé les bagatelles et les jeux littéraires qui n'ont aucun titre à l'admiration. Il a composé des harangues, mais contraint par les obligations de son état, il a rimé mais par jeu et sans illusion sur la valeur de ses amusements. Bourgeois pratique, sans doute avait-il peine à comprendre que versifier fût une occupation sérieuse, que les beautés pour ainsi dire immatérielles de l'art pussent balancer les acquisitions tangibles et utiles de la jurisprudence et de l'érudition. La gravité sénatoriale consentait à se distraire par les lettres, mais non pas à considérer ses distractions comme un but, elle leur concédait le superflu des loisirs et de l'activité, mais le meilleur, elle le réservait à d'autres travaux. Autant que ses devanciers, avec plus de conscience et de propos délibéré, Bouhier connaît son impuissance littéraire sans le moindre souci d'y porter remède. Apportant à ses études une ardeur et une méthode toute nouvelles, une volonté de réussir inconnue au paresseux Lantín, amateur de tout et sans passion pour rien, il relègue à l'écart, il utilise seulement pour s'en amuser un art qu'il juge frivole et pour lequel il n'est pas fait. On dirait que le génie bourguignon mesure enfin ses forces et après avoir longtemps erré, découvre ses voies. L'humanisme impatient enfin d'aboutir à quelque chose, réglant ses ambitions sur les vertus dont il se sent capable, néglige les lettres comme il semble aussi se retirer des sciences.

2. — La philosophie et les sciences

Autour de Bouhier, on n'avait guère l'amour des lettres, mais on les cultivait pour se délasser de l'érudition. Sans rendre un culte à la poésie, on ne l'exilait pas, on la fréquentait au contraire comme une compagne aimable et spirituelle. Avec

(1) De là ses regrets pour la vieille langue française et son affection pour le badinage à la Marot (DE BROGLIE, 161).

les muses sévères des sciences et de la philosophie, le badinage n'était plus de mise, ce sont des personnes graves et un peu pesantes avec lesquelles on peut faire un bon mariage, mais à qui il est peu divertissant et peu fructueux de conter fleurette. Un humanisme prudent et discipliné devait se décider à les épouser ou à les délaisser. Mais pour les épouser, il lui fallait changer de nature. Inapte à s'accommoder de leurs méthodes, l'humanisme ne pouvait comprendre les causes de son impuissance, car il eût à demi cessé d'être lui-même et de croire en soi s'il avait aperçu la diversité des connaissances humaines, les différences qui les opposent dans leurs procédés et dans leur esprit, et non pas seulement dans leur objet. Mais il avait conscience de ses échecs. Sans remonter jusqu'à leur source et en découvrir l'explication, il savait d'instinct ou par expérience dans quelles recherches il avait réussi ou pouvait réussir, dans lesquelles il n'était jamais parvenu ni ne parviendrait jamais à un heureux succès. Il était nécessaire qu'il éprouvât des répugnances qui à vrai dire ne l'empêchèrent jamais de s'intéresser à tout, même aux sciences les plus ardues, de se tenir au courant des discussions et des découvertes, mais son attitude n'était pas la même à l'égard des diverses disciplines. Tout passif dans les unes, il s'informait seulement de ce que découvraient les savants ; dans les autres, il entreprenait de découvrir lui-même ; et presque à chacun des dijonnais on pourrait appliquer ces deux lignes de l'építaphe de Bouhier :

Doctrinas legendo perlustravit omnes

Singulas illustravit (1).

Car Bouhier tout le premier mesura ses ambitions, porta tous ses efforts vers les études qui lui étaient accessibles, et tandis que sa correspondance nous le révèle humaniste curieux de tout et informé de tout, ses travaux au contraire sont réglés par un choix. Choix qu'il attribue dans ses *remarques sur Hérodote* à la seule inclination de son génie, en réalité, choix imposé par la nécessité, et qui témoigne non que l'humanisme expire, mais qu'il s'assagit pour durer.

Mais il s'agit bien d'un choix, car on n'ignore pas ce qu'on néglige : on l'abandonne et on s'en détourne. On connaît fort bien la belle littérature qu'on admire de confiance et qu'on n'imité pas ; on approuve ses règles en laissant aux auteurs de

(1) Il existe plusieurs exemplaires de l'építaphe de Bouhier à la bibliothèques de Dijon. On en trouvera la copie dans les *Mélanges* de MICHAULT, II, 245.

Paris le soin de les appliquer, on s'intéresse de même à la philosophie tout en s'abstenant de philosopher. Il est vrai que depuis la mort de Lantin et celle de Foucher, on laisse en paix les cendres de Carnéade et des académiciens (1), que le traité de Huet sur le scepticisme paraît trop tard pour remuer l'opinion autant qu'il l'eût remuée vingt ou trente ans plus tôt, que si l'on prête attention aux ouvrages du P. Baltus, c'est parce que leur auteur a professé aux Godrans et conserve des amis à Dijon. Cependant, des curieux fréquentent encore les penseurs. Omettons le P. Oudin que son état obligeait à les étudier et qui les avait étudiés en effet ; le Président Bouhier par la seule inclination de sa curiosité leur portait une égale attention et peut-être plus d'intérêt. Le collègue l'avait initié à leur commerce, mais c'est surtout durant ses longs séjours dans sa bibliothèque, c'est dans la conversation de ses amis qu'il avait exploré toutes les doctrines, pénétré dans tous les systèmes, dans ceux des anciens aussi bien que dans ceux des modernes. S'il n'avait pas beaucoup médité lui-même, du moins avait-il suivi et compris les méditations des autres, du moins était-il capable d'intervenir dans les disputes sans y révéler l'inexpérience d'un profane. Quand il écrit à un philosophe, il sait parler philosophie ; deux pages lui suffisent pour résumer dans une lettre à M. Bourguet une critique fort sensée du système de Leibnitz : « Je veux croire, Monsieur, puisque vous le pensez ainsi, que M. Leibnitz ait délibéré sérieusement son système sur l'harmonie préétablie, mais je n'en suis pas moins étonné qu'il ait pu donner de bonne foi dans une telle idée.

Vous dites que le corps organisé est à l'âme ce qu'un luth est à un joueur d'instruments. Mais ce luth, quelque bien organisé qu'il soit, ne donne aucun son que par l'impulsion de la main qui le touche. Or on connaît la mécanique de cette impulsion, au lieu que celle de l'âme sur le corps est incompréhensible.

Dieu, chez vous, a établi un tel rapport entre l'âme et le corps que quand l'âme a résolu une chose, elle est aussitôt exécutée par le corps. Mais si je demande comment ce rapport a lieu, on ne saurait me répondre autre chose, sinon que Dieu l'a voulu ainsi à la création. Ce n'était donc pas la peine de bannir de l'Ecole les qualités occultes, les formes substantielles,

(1) D'Olivet (cité par des Guerrois, 94) se plaignait qu'on négligeât l'ancienne philosophie.

pour introduire quelque chose de pareil. Car, après tout, ce n'est que changer les noms des choses, et l'un ne se comprend pas mieux que l'autre.

D'ailleurs, vous savez que la plupart des opérations du corps tendent aux plaisirs des sens. On ne saurait dire que l'âme, telle que la conçoit M. Leibnitz y ait part. Car elle ne doit avoir aucune idée de ces sortes de plaisirs. Elle ne saurait donc rien désirer à cet égard. Cela étant, il faut conclure que le mécanisme du corps opère indépendamment de l'âme, d'où il suit par une conséquence nécessaire que ses opérations peuvent être quelquefois contraires aux volontés de l'âme. Et si cela est, que devient la prétendue harmonie ?

Ces considérations et quelques autres que j'omets pour abréger m'avaient persuadé que M. Leibnitz ayant trop de pénétration pour ne pas comprendre les conséquences de son système, il ne l'avait proposé que comme un jeu d'esprit qu'il a soutenu avec toute l'adresse d'un habile métaphysicien. Puisque vous croyez le contraire, Monsieur, je n'y insisterai pas davantage, mais je suis fort trompé si ce système a jamais l'approbation générale.

Pour le matérialisme de l'âme, il est bien vrai que quelques libertins en peuvent abuser. Mais si dans le fond il n'a rien de contraire à la religion, l'abus qu'on en peut faire n'est pas une raison pour le rejeter. On sait que ç'a été le sentiment de plusieurs anciens Perses, on peut donc l'admettre pourvu qu'il ne renferme rien de contradictoire.

Vous dites qu'on ne peut soutenir que Dieu peut communiquer à la manière la faculté de penser, qu'on n'avoue qu'un corps est en même temps un esprit, ce qui est contradictoire. Mais on vous niera qu'on ne puisse avoir la faculté de penser sans être en même temps un esprit ; ainsi votre objection est une pétition de principe. Mais peut-être que le plus sûr est d'avouer que nous ne comprenons rien à la nature de l'âme. *Quantum est quod nescimus* » (1).

Quantum est quod nescimus ! voilà la réponse dernière de Bouhier aux problèmes dont après tant d'autres penseurs Leibnitz avait tenté de donner la solution. Aux yeux de notre bourguignon, la philosophie apparaît comme une de ces forteresses inaccessibles qu'il déconseillait d'attaquer. Il voit dans la métaphysique une sorte de poème, un poème soumis à des règles

(1) A M. Bourguet, 1737. Bib. nat. ms. 24.409.

et qui ne mérite l'admiration que s'il est cohérent et logiquement déduit, mais un poème stérile, une pure fiction aussi vaine que celles des poètes. Le système de Leibnitz n'a pu être délibéré sérieusement, c'est un jeu d'esprit soutenu avec adresse et ces expressions même dont se sert Bouhier sont d'autant plus injurieuses qu'il les emploie sans malice. Au reste, de même qu'il est capable de démêler si une tragédie se conforme aux règles du genre, il aperçoit avec netteté les difficultés ou les inconséquences d'un système, mais il les aperçoit avec le même détachement qu'il critique une mauvaise pièce. C'est qu'à l'avance, il est persuadé de l'inutilité des recherches métaphysiques.

Cette conviction intime nous explique qu'il ait dédaigné d'en entreprendre, qu'il ne parle même philosophie que pour obliger ses correspondants. S'il manifeste une préférence particulière pour un penseur, il incline à suivre Locke (1) dont il prend la défense contre Leibnitz et M. Bourguet. Depuis l'époque de Lantin, les dijonnais ont toujours marqué leur prédilection pour Locke et les Anglais ; c'est-à-dire pour les philosophes les plus compréhensibles à qui n'a pas l'esprit métaphysique. Mais ce goût n'est point une religion, et comme l'humanisme ne perd jamais son caractère, qu'il ne suit pas de maîtres, que toujours une doctrine le séduit par quelque endroit, disputant avec M. Cuentz de Neufchâtel, grand partisan de Locke, Bouhier prend contre Locke la défense de Descartes et de Leibnitz (2). Spectateur intelligent et attentif, mais sceptique, des pensées humaines, il se plaît à les critiquer, à les opposer, à les mettre aux prises, mais lui-même n'entre pas dans un combat où la victoire définitive lui semble impossible à conquérir ; il exclut la philosophie de ses travaux, il l'exclut même des conférences académiques qui se tiennent à son hôtel, et somme toute il a joué avec elle comme il jouait avec la poésie. Quant aux sciences abstraites, quant aux mathématiques surtout qu'il avait fort cultivées durant sa jeunesse, il les a reléguées dans le même abandon. C'était peut-être, comme disait Pascal « pour le peu de communication qu'on en peut avoir » et parce qu'elles ne conviennent guère pour nourrir des conversations mondaines, c'était à coup sûr parce que plus encore que la philosophie, elles échappent à la curiosité errante

(1) DE BROGLIE, 297.

(2) Cf. Correspondance avec M. Cuentz de Neufchâtel. Bib. nat. 24.410 ms.

et superficielle de l'humanisme. Sans doute, elles trouvent encore à Dijon des savants qui les aiment et qui les servent, mais qui les servent à l'écart. Leur culte persiste dans de petites chapelles, mais en un temps où Bouhier et ses amis conduisent l'intelligence bourguignonne, la foule ignore ces chapelles et les délaisse.

On délaisse aussi la physique depuis la mort de Lantin et de l'abbé Mariotte, et bien qu'on se transmette des recettes pour faire de la poudre fulminante, d'autres pour guérir la rage ou le mal napolitain (1), il serait excessif d'avancer que la chimie et la médecine sont en faveur dans la société polie. Bouhier, Président au Parlement, ne s'entoure que d'abbés et de robins; aucun médecin ne figure au nombre de ses familiers et quoique le monde se tienne au courant des découvertes qui se font dans les sciences, on n'en parle guère, on s'abstient de les cultiver et on laisse aux savants le soin de contribuer à leurs progrès. Seule, l'histoire naturelle, encore imparfaite, s'accommode des recherches de détail, du manque de méthode ordinaire à l'humanisme; elle semble s'ouvrir au profane et par là continue à attirer les curiosités. L'un se procure la copie d'un ouvrage manuscrit de M. de Jussieu sur les vertus des plantes (2), tel autre, un exemplaire d'une botanique chinoise traduite en latin (3). Huissier d'Argencour accompagne Papillon dans ses pérégrinations à travers la province, et tandis que le docte abbé hante les presbytères et fait la chasse aux documents historiques, son compagnon court les guérets, herborise et dresse le catalogue des plantes de Bourgogne (4). Mais les naturalistes marchent sur les traces de leurs devanciers sans ajouter grand chose à leurs connaissances et sans rien corriger de leurs erreurs. Au milieu du siècle encore, dans un opuscule sur « *la situation de la Bourgogne par rapport à l'histoire naturelle* », Michault résume, souvent avec maladresse, les théories les plus étranges de Philibert Collet. A cette époque encore, un homme instruit, un des beaux esprits de Dijon pouvait répéter que les Alpes étaient moins élevées que la Montagne de Sainte-Reine, il trouvait un libraire pour imprimer ses absurdités, un public pour les approuver, car il ne paraît point que personne lui ait fait honte de ses ignorances.

(1) Ms. 846, p. 17 et 22, et ms. 537, p. 103.

(2) 364 ms.

(3) 387 ms.

(4) 363 ms.

Les amis de Bouhier sont de pauvres naturalistes. Peut-on décorer de ce nom de naturaliste un du Tilliot, collectionneur maniaque de manuscrits, de médailles, d'estampes et de toute espèce de choses, parce que dans le bric à brac qui de la cave au grenier emplissait sa maison il conservait des débris d'animaux authentiques ou supposés, depuis un crocodile empaillé (1) jusqu'à un œuf de basilic. Il nous a laissé sous le titre *animalia rara notis illustrata* (2) un album où il avait dessiné différentes figures d'animaux, quelquefois fort rares en effet, joignant à chaque gravure une notice sur les mœurs ou les particularités de chacun, accompagnée de citations. Avec un médiocre talent littéraire, il rédige des descriptions d'animaux comme en rédigerait Buffon, mais il s'en faut qu'il rivalise avec son illustre compatriote. Car il lui manque toutes les vertus d'un homme de science. Il ne décrit qu'un petit nombre de bêtes, peu soucieux de dresser un catalogue de la création, et il les décrit sans méthode et sans ordre. Le rhinoceros, l'aigle, le paon, l'éléphant, le chameau, sollicitent tour à tour son attention, et non seulement il néglige toute classification scientifique, mais il n'observe même pas la plus simple et la plus vulgaire, considérant pêle-mêle des quadrupèdes, des poissons, des oiseaux et des reptiles. Il est vrai que plusieurs des animaux dont il esquisse le portrait n'entrent dans aucune de ces catégories ; sa crédulité est sans limites, aussi naïve que celle d'Homère, et les fables les plus absurdes, les imaginations les plus contraires à la science trouvent créance à ses yeux. A côté du rhinoceros et de la tortue marine dont l'existence est incontestable, figurent le satirus marinus, l'hydra multiplicis à deux pieds et à sept têtes qui, dit-il, habite les marais de l'Abyssinie, le piscis in habitu monachi, le piscis in habitu episcopi et à côté du serpent dont la queue est ornée d'une sonnette, le serpens marinus gros comme un congre et dont suivant la maxime antique la queue est venimeuse. Aucun de ces monstres plus fréquents dans les contes de vieille que dans la nature, n'étonne du Tilliot par l'étrangeté de sa con-

(1) Ce crocodile lui avait été donné par Bouhier en 1720.

(2) Ms. 361. — Le ms. 915 contient un inventaire des curiosités que du Tilliot entassait chez lui : 3.000 volumes imprimés, des manuscrits, 106 volumes d'estampes, des tableaux parmi lesquels une mort de Sénèque du Pérugin, une vierge de Raphael, une Cléopâtre se faisant piquer par un aspic, du Carrache, les martyres de Sainte Agathe et de Saint Laurent du même, 1.600 médailles, et pour l'histoire naturelle un basilic, un dragon volant, un crocodile, un espadon, une étoile de mer, trois grands arbres de corail et deux petits.

formation, et leur existence lui paraît aussi sûre que celle du rhinocéros. Car il a découvert des textes qui l'affirment, et ses descriptions se fondent sur des autorités. S'il connaissait les éléments de la science dont il s'occupe, il suspendrait son jugement avant de croire à la légèreté qu'il y a des hydres à sept têtes, mais en ignorant qu'il est, il ne voit aucune raison d'en douter. La science est encore affaire d'érudition, et la part de l'observation et de la critique semble non pas croître mais se réduire depuis le temps de Philibert Collet, tant il est vrai que loin de s'acheminer par une transition insensible vers l'esprit scientifique et moderne, les bourgeois dijonnais persévèrent à s'instruire par les livres. Il s'en faut en effet que du Tilliot fasse exception parmi les siens; d'autres rédigent des notes sur une pluie de serpents, ou bien un article sur la vipère, où la légende tient autant de place que la vérité (1), le savoir demeure un savoir de détail, tout entier puisé dans les auteurs ou les conversations et que l'on reçoit sans critique. C'est l'impression que l'on éprouve devant le long manuscrit où l'abbé Joly a recueilli ses observations d'histoire naturelle (2). Il les a composées tout entières sans rien observer dans la nature; en juxtaposant sans aucune suite ni aucun choix raisonné les récits des voyageurs contemporains et les fables de l'antiquité. Les documents dignes de foi ne lui manquaient pas (3), car outre qu'il avait à sa disposition des relations comme celles de Tavernier et de Chardin sur leur voyage en Perse, du P. Gerbillon sur la Chine, il pouvait s'instruire grâce aux notes et à l'entretien de M. Perrot. M. Perrot trésorier des fortifications à Dijon avait beaucoup vu et pouvait avoir beaucoup retenu. Il s'était embarqué en 1666 à 23 ans comme écrivain de vaisseau, il avait parcouru les deux hémisphères, visitant tour à tour les Canaries, le Brésil, le Cap de Bonne Espérance, Madagascar, les Indes orientales, la Perse, l'Ascension, Sainte-Hélène durant douze années. L'abbé Joly lui doit le meilleur de son érudition, mais il se borne à relater tel quel ce qu'il a lu ou entendu. Remarques sur les poissons, sur les reptiles, sur les religions, sur les tombeaux, sur Ispahan, tout s'entasse pêle-mêle dans ses observations comme dans les bazars de l'Orient, tout lui échappe de la science, ses classifications, ses méthodes et jus-

(1) Ms. 537.

(2) Ms. 1.174.

(3) Cf. ms. 915, le catalogue d'une seule bibliothèque dijonnaise. Il abonde en récits de voyages particulièrement de voyages en Tartavie.

qu'à son objet. On sent à chaque pas combien persiste vivant l'humanisme d'autrefois avec tous ses caractères, avec sa crédulité, avec son désordre, avec ses connaissances diverses et fragmentaires, avec sa curiosité universelle et capricieuse. Loin de s'abandonner à l'inclination du siècle vers les sciences, l'esprit dijonnais semble plus disposé à remonter le courant ou du moins il reste immobile. Non qu'il les méprise, mais il est choqué qu'on s'y donne tout entier ; dans la préface même de ses observations l'abbé Joly proteste qu'il faut « modérer la frénésie avec laquelle certains étudient l'histoire naturelle et restreindre cette étude en de justes limites en n'en faisant qu'un délassement. » C'est bien ainsi qu'on la traitait du temps de Lantini, peut-être la respectait-on davantage, et il ne faut point s'étonner si dans la bibliothèque consacrée par Hérissant aux historiens de la nature, l'œuvre de la Bourgogne n'occupe qu'une place restreinte.

Parler ainsi, c'est excepter Buffon d'entre les Bourguignons, et cette exception apparaît comme un paradoxe, car Buffon était issu de la robe bourguignonne, d'un père qui s'établit à Dijon même, en achetant une charge de conseiller au Parlement ; il fit ses études au collège des Godrans, il fréquenta chez Bouhier et reçut ses encouragements (1) ; il vécut une bonne part de sa vie soit à Dijon, soit à Montbard, qui n'en est pas loin ; dans son génie même, on saisit une certaine parenté avec le génie de ses concitoyens. Quand il rejette les classifications savantes pour suivre un ordre plus vulgaire, il rappelle l'aversion de Philibert Collet pour le système de Tournefort ; le style et le plan de son exposition sont accessibles aux honnêtes gens, et s'il s'instruit par l'expérience, il s'inspire aussi d'une érudition puisée dans les livres. Mais c'est un vrai savant, et sa vocation n'a pas germé en lui sous l'influence de sa patrie. Dans sa jeunesse, d'abord épris des mathématiques, sa première passion loin d'être favorisée par ses maîtres et par ses amis les avait trouvés hostiles et le faisait passer pour un être singulier. C'est la rencontre de Kingstown qui le fit se vouer à l'étude de la nature, les applaudissements de la France et de l'étranger précédèrent pour lui ceux des dijonnais, et il ne passa pour prophète en son pays que sacré par le succès : ses concitoyens n'estimèrent ses travaux et ne s'y intéressèrent que lorsqu'ils furent couronnés par la gloire. C'était bien pour

(1) Sur les rapports de Buffon jeune avec Bouhier, cf. DE BROGLIE, 286.

lui une solitude que son château de Montbard (1), car s'il n'y manquait ni de visiteurs ni d'amis au début de sa carrière, il ne rencontrait pas dans sa patrie cette sympathie intellectuelle dont s'entourait Bouhier. Il trouvait auprès de lui des collaborateurs, mais le monde sur lequel il régnait ne s'étendait pas loin, il touchait à peine à la robe du pays ; Daubenton n'était qu'un médecin, alors que l'influence de Bouhier rayonnait sur toute la magistrature, que toute la société polie suivait ses travaux et y participait, que non seulement il y passait pour un grand homme, mais qu'il y exerçait l'autorité d'un précepteur et d'un chef.

Et les beaux esprits auxquels il préside se détournent de parti pris loin de la philosophie et des sciences. Il s'en écartent plus qu'on ne faisait avant eux, beaucoup plus qu'un Philibert Collet ou qu'un Lantin. Pourtant la nouvelle génération n'a pas rompu avec les traditions du passé ; ni l'érudition, ni les goûts, ni la vie n'ont changé, et les nouveaux venus veulent et croient marcher et marchent en effet dans les mêmes voies que leurs aînés. Mais ils s'y engagent avec plus de décision, avec des ambitions plus conscientes et plus raisonnées et ils mesurent mieux leurs forces. Aux saillies désordonnées de la curiosité, l'érudition substitue une entreprise moins vaste et mieux réglée, et pour reprendre la comparaison de Bouhier un siège méthodique et persévérant des bastions de l'ignorance. Au lieu des amateurs qui s'attaquaient à toutes les citadelles du savoir à la fois, nous trouvons des ingénieurs consciencieux qui ne rêvent d'en conquérir qu'un petit nombre mais animés d'une ferme volonté d'y réussir. Ils ont compris qu'ils n'étaient point faits pour la littérature à laquelle d'ailleurs leur penchant ne les portait pas ; on dirait aussi qu'ils renoncent aux sciences parce qu'ils sentent qu'elles échapperaient à leurs efforts. Plus on avance dans le siècle, plus elles s'enrichissent, plus elles exigent de leurs adeptes le don de tous leurs soins, de toute leur intelligence, et plus les magistrats dijonnais haïssent ces maîtresses impérieuses qui retirent leurs amants du commerce des honnêtes gens. Un ami de l'abbé Leblanc est allé à Cirey en curieux plutôt qu'en pèlerin (2), et rien n'étonne Leblanc comme l'idée que la marquise et son Voltaire se sont exilés du monde par l'amour des mathématiques. On veut

(1) Dès 1733, Buffon est un personnage aux yeux de ses concitoyens, mais son influence ne rayonnera que dix ou quinze ans plus tard.

(2) DE BROGLIE, 128 sqq.

des études qui soient accessibles à tous, qui soient comme un lieu de rendez-vous où toute une société de beaux esprits puisse se rencontrer, où chacun se sente chez soi, or les sciences ne sont accessibles qu'aux seuls savants, et chacun n'est à son aise que dans sa spécialité. Chaque science est un ensemble individuelle, un système, et l'intelligence bourguignonne veut choisir ce qui lui plaît, délaisser le reste et se pencher sur les détails. Tandis que l'homme de science s'instruit par le raisonnement ou par l'expérience, tandis qu'il observe la nature, pour l'érudit dijonnais, les livres sont la source du savoir, on les explore sans prétendre rien inventer, seulement pour retrouver les choses déjà dites. Un génie est impropre aux sciences qui ne se tourne que vers le passé, et la bourgeoisie dijonnaise trop attachée à ses traditions intellectuelles pour se corriger, agit du moins avec sagesse en renonçant aux études qui passaient ses forces plus encore qu'ils ne violentaient ses goûts. Dès l'époque précédente, elle inclinait à s'y décider ; dès le début du dix-huitième siècle, elle renonce avec résolution à satisfaire des ambitions impossibles, et voue tout son temps, tous ses efforts, à l'érudition.

LES ŒUVRES DE L'ÉRUDITION

1. — La connaissance des langues

Erudition, terme vague et indéfinissable si l'on ne considère que l'objet des études car tout peut devenir matière à érudition, et malgré le choix qui désormais se manifeste dans leurs travaux, Bouhier et ses amis dispersent encore leurs efforts. L'érudition n'est pas une science particulière, mais toute science dont la source est une certaine méthode et une attitude de l'esprit. C'est d'abord un savoir puisé tout entier dans les livres, un savoir auquel le savant n'ajoute rien, puisque toute son ambition consiste à recueillir sans en rien laisser perdre ce qu'on a su avant lui. C'est un savoir aussi qui n'est ni organisé, ni fécondé par la raison, un savoir qui rassemble des faits sans les relier ni les expliquer par des vues plus hautes et plus étendues, un savoir précis qui approfondit chaque détail avec minutie, qui le considère pour ainsi dire à la loupe, mais qui se contente de la connaissance des détails. Œuvre sans doute utile, œuvre nécessaire et qu'on aurait tort de mépriser. Sans le labeur de l'érudit, la pensée du savant s'égare ; mais si l'érudit fait l'inventaire du trésor découvert avant lui, il n'y ajoute rien et il ne crée rien, loin d'utiliser ces richesses dont il se fait le dépositaire. Il ressemble au serviteur fidèle mais inactif dont parle l'Écriture, à qui son maître confie un talent et qui ne restitue qu'un talent sans avoir aventuré le capital, mais sans l'avoir fait fructifier. Au fond, nulle différence profonde entre l'humanisme et l'érudition. L'humanisme est une érudition de surface dispersée sur tous les objets, l'érudition est un humanisme qui s'arrête sur quelques détails, qui s'informe en approfondissant davantage mais sans rien abandonner de ses procédés ni de son esprit.

L'érudition de Bouhier et de ses disciples, plus sage que l'humanisme, se détourne de la philosophie, des mathématiques, de toutes les sciences dont les progrès viennent de la

réflexion, de l'effort créateur du savant beaucoup plus que de l'information, mais elle voue son labeur à toutes celles qui semblent recevoir quelque secours de la connaissance exacte des faits, à toutes celles qui retrouvent des vérités oubliées, à toutes celles dont les éléments gisent dans le passé et dans les livres. L'humanisme discipliné s'adonnera sans préférence à toutes les études où l'on peut se distinguer et se rendre utile par le seul savoir, en rappelant les actions, en reproduisant les pensées des autres ; les langues, l'histoire, les bibliographies l'attireront à la fois, car à tort ou à raison, il regarde ces sciences comme une simple juxtaposition et une collection de détails.

On peut considérer les langues en elles-mêmes comme le grammairien ou le lexicographe, on peut aussi utiliser la connaissance qu'on en possède pour des fins pratiques et l'employer à des traductions. Ces deux attitudes étaient depuis longtemps familières aux bourguignons, la seconde surtout qui se prêtait mieux à leurs jeux. Depuis longtemps prolongeant hors du collège leurs exercices d'écoliers, trouvant un plaisir égal au thème et à la version, et comme si toute langue eût été leur langue maternelle, il viraient le français en grec, le grec en français, le latin en patois, l'italien en latin, sans aucun profit ni pour leur nation, ni pour eux-mêmes, sans autre but que de se distraire en prouvant leur dextérité. Comme d'autres eussent soulevé des haltères pour tuer le temps, pour endurcir leurs muscles et faire admirer leur force, ils traduisaient par désœuvrement et par vanité et leur travail se perdait. Et parce que l'amour des voluptés ne perd jamais ses droits chez un bourguignon, ils exerçaient leur talent de collégien sur des textes interdits dans les collèges, sur ceux qui flattaient leur penchant pour la galanterie ou l'obscénité. Le siècle de Bouhier héritait de ces traditions et se garda bien de les laisser échapper, ce fut un siècle de traducteurs impénitents. Mais plus sérieux que ses devanciers, du passe-temps de jadis, il fait une entreprise méditée et utile. Avant lui on commençait des traductions dont on se lassait vite et qu'on n'avait pas toujours le courage d'achever, désormais on saura persévérer dans les entreprises. On cessera de déguiser par une mascarade inutile les écrivains français, de vouloir briller dans le thème, exercice tout au plus bon pour conquérir l'estime des régents ; maintenant que les traducteurs envahissent l'académie, que les savants se défont des allures pédantes, se montrent honnê-

tes gens dans les salons et jusque dans les bibliothèques, qu'ils veulent faire œuvre utile et ne plus gaspiller ni leurs efforts, ni leurs talents, tandis que les traductions de jadis n'avaient en vue que le plaisir de l'auteur et l'éblouissement des érudits, on se propose maintenant d'ouvrir au public les trésors des littératures étrangères.

C'est la seule infidélité aux traditions du siècle précédent, car l'intérêt des dijonnais reste fixé aux mêmes genres, aux mêmes auteurs qui l'attachaient dans le passé. Amie du plaisir, jouissant des lettres avec sensualité et pour y retrouver la peinture du plaisir, la société bourgeoise persistait dans son penchant pour les œuvres galantes. Considérant elle-même la littérature comme un jeu, elle appréciait les écrivains où il lui semblait apercevoir son propre génie, ceux qui sont jolis plutôt que beaux, spirituels plutôt que profonds, ceux qui badinent avec grâce, qui chantent l'amour ou qui en plaisantent, dont les joies ou les tristesses sont celles d'épicuriens avides de savourer les douceurs de la vie. Les Bourguignons du dix-huitième siècle s'égayaient dans les mêmes distractions où les avaient laissés leurs aînés, et Bouhier tout le premier, Président plus galant et moins grave qu'on ne l'imagine, reprit et continua les mêmes traductions où s'étaient amusés les amis de sa jeunesse. Saumaise, puis Lantin, puis Legouz, puis La Monnoye avaient étudié Anacréon et l'*Anthologie*, il traduit Anacréon et l'*Anthologie*. Lantin mettait en musique les odes d'Horace, Taisand, Petit, Legouz les avaient traduites, il les traduit aussi. Lantin et La Monnoye avaient signalé Bion à l'attention publique, il traduit l'idylle *mihi magna Cypris*. Il traduit Martial après La Monnoye, après Legouz les *élégies* d'Ovide et l'*Héroïde de Léandre à Héro* (1). Après Taisand et Petit, il se laisse séduire par Catulle, et quand par hasard il ne suit point de prédécesseur dans ses entreprises, il traduit de Virgile le début des *Géorgiques*, mais surtout l'entrevue de Vénus et de Vulcain, et les amours d'Enée et de Didon, les vers touchants qui parlent de tendresse et de passion. A vrai dire, il traduit aussi le poème de Pétrone, qu'il prend pour œuvre sérieuse et non pour une parodie, mais sa vocation, c'est de suivre ses aînés pour recueillir leurs tâches inache-

(1) Ses traductions sont ou perdues ou dispersées un peu partout. La bibliographie de celles qui sont imprimées figure à la suite des *Dissertations sur Hérodote*. On en trouve de manuscrites à la bibliothèque de Dijon, ms. 1.036.

vées, leurs œuvres imparfaites, leurs projets avortés, c'est d'exécuter à lui seul tout ce qu'ils ont entrepris, et quand par hasard il ne leur doit pas l'idée de ses travaux, il demeure fidèle à leurs goûts. Au moins espérait-il mieux réussir qu'ils n'avaient réussi ; il avait inventé en effet un procédé de traduction dont le P. Desmolets nous a exposé le principe en préface d'une version de Bouhier : « L'illustre auteur a voulu faire voir par cet essai que notre langue non seulement pouvait rendre toutes les beautés de la langue latine, mais encore les rendre d'une manière aussi vive et aussi concise, c'est-à-dire qu'on pouvait rendre un vers latin par un vers français, au lieu que presque tous ceux qui ont essayé de donner des traductions de poètes latins ou grecs semblent plutôt avoir eu dessein de faire des paraphrases que de traduire leurs auteurs » (1). On voit que Bouhier ne professait pas un respect superstitieux pour ses devanciers, mais tout en s'efforçant de surpasser les humanistes parmi lesquels il avait grandi, il s'avancait dans leurs voies ; ce serait mal le connaître que le considérer hors du milieu où il vécut, que l'isoler de la société où il grandit et se forma ; car nul ne reçut l'empreinte du pays natal comme ce Bourguignon qui semble reproduire en lui sous tous ses aspects le génie de sa race, qui résume en lui seul tout un monde d'érudits non seulement dans leurs goûts mais jusque dans leurs entreprises.

Comme un bon père de famille met en état le domaine défriché par ses ancêtres, Bouhier semblait donner tous ses soins à l'héritage de ses aînés. Quelqu'un cependant vint le distraire vers d'autres travaux. L'abbé d'Olivet, fils d'un président au parlement de Besançon avait jadis séjourné au collège des Godrans et fréquenté Bouhier. Une commune passion pour l'étude unit les deux jeunes gens d'une amitié solide dont les liens ne se relâchèrent pas dans la suite. Cette amitié, le Président Bouhier l'exploitait en enrôlant d'Olivet parmi ses correspondants habituels ; d'Olivet obtint de Bouhier un tribut plus considérable que de simples lettres. Car ayant entrepris de traduire et de commenter Cicéron, bien qu'il se sentir les reins solides il fléchissait sous le poids du fardeau. Il songea alors à s'aider d'une équipe de collaborateurs, assez capables pour que leurs insuffisances ne déparassent pas l'œuvre commune, assez dociles surtout pour

(1) *Continuation des Mémoires de Sallengre*. T. III. Préface de la traduction de l'*Élégie I des Tristes d'Ovide*, p. 362.

obéir à leur directeur sans hésitation ni murmure. Il recruta un peu partout ; parmi les dijonnais il enrôla La Monnoye et Bouhier. Bientôt, comme l'anarchie se répandait dans la petite troupe, que la mort ou la désertion y creusaient des vides, il n'en demeura plus que le général et un soldat qui fut Bouhier. Mais le soldat était un modèle de complaisance et de patience ; il valait une armée pour le travail, et avec son armée ainsi épurée, dont la discipline plus que le nombre faisait la force principale, l'abbé poursuivait sa lutte contre les obscurités de Cicéron. Certes, quand il prononça l'éloge funèbre du Président, d'Olivet pouvait vanter les services qu'il avait reçus de sa collaboration, car c'est bien par amitié et non pour conquérir la gloire que Bouhier s'associa à une longue tâche. D'abord on le charge d'une *Tusculane*, à laquelle vient s'ajouter une autre ; l'infortuné à mesure que son faix s'accroît geint comme un âne qu'on sangle. Il renâcle d'abord devant l'entreprise, il est têtù, il se retourne avec un regard piteux vers la tranquillité perdue (1), mais attelé à la besogne, mis en train par les caresses et les encouragements de son conducteur, il fait bon voir comme il est franc du collier et dur à la fatigue ; une fois en route, il ne s'arrête plus. Mais il fallait savoir le faire partir, et sans l'abbé d'Olivet, nul doute que Bouhier comme ses aînés n'eût batifolé toute sa vie parmi les fleurs aimables du Parnasse, parmi les poètes érotiques ou légers. Et même dans ce domaine d'élection, qu'aurait-il fait que de gambader lui qui n'acheva et ne publia quelques-uns des ouvrages qui le charmaient que longtemps après les avoir commencés et sur les instances et les encouragements de ses amis ?

On peut discuter sur le mérite des traductions qu'il fit pour l'abbé d'Olivet. Si l'on attend qu'elles rendent mot pour mot le texte latin on sera déçu. Mais dire comme un Français l'aurait dit tout ce qu'a pensé l'auteur original, voilà le but où il veut atteindre et non sans raison. Car si l'on raille aujourd'hui « les belles infidèles », que l'on accorde du moins à Bouhier et à d'Olivet cette justice que sans servilité dans les termes ils ne laissent rien perdre de leur modèle. D'Olivet atteint plus aisément à l'élégance, et malgré sa facilité littéraire, prend la peine de limer et polir ses phrases ; Bouhier aussi peu artiste que tous les Bourguignons se montre moins difficile sur la forme, et pourvu que l'idée apparaisse claire

(1) Des Guerrois, 89.

et exacte, il ne s'arrête pas davantage et se tient pour satisfait. C'est un guide sûr pour pénétrer dans l'intelligence d'un auteur, mais qui fait mal apercevoir le style, en sorte que de Cicéron il a conservé surtout la pensée. Ni lui ni d'Olivet ne sont esclaves du texte latin, mais celui-ci use de sa liberté pour parvenir à la beauté, celui-là s'arrête quand il est arrivé à la clarté. Peut-être ne pouvait-il pas aller plus loin, car la recherche du ton pour aboutir avec bonheur exige un goût qui n'est pas dans le génie de l'humanisme, et qui n'était pas dans celui de Bouhier.

On s'en aperçoit quand il s'applique à traduire les poètes en poète et leurs vers par d'autres vers (1). Il voudrait, dit-il, quand il s'efforce de plier les chefs-d'œuvres de l'antiquité au génie de notre langue, « prendre un vol aussi haut que ceux qui les ont composés » (2). Cette ambition que de mieux doués n'ont pas réalisée dépassait à coup sûr la mesure de ses forces, et sans excès d'humilité il pouvait confesser son insuffisance : « Je n'ai garde, disait-il, de me flatter d'avoir tout ce qu'il faudrait pour réussir dans une si difficile entreprise... Mais j'ose dire que dès ma première jeunesse j'ai eu l'idée de la perfection que je désirais dans une traduction poétique et que j'en ai cru notre langue susceptible » (3). Pour son malheur et pour son excuse à la fois, lui qui n'était pas poète, il s'attaquait aux poètes les moins faciles à égaler. La passion de Didon, la déclamation de Pétrone, la grâce et l'élégance spirituelle d'Horace, le laisser aller étudié d'Anacréon, et même Ovide sincère et précieux, tendre et mièvre à la fois, tout lui échappe également, tout se perd et se fond dans une élégance artificielle et prosaïque, dans les abstractions et la monotonie d'une noblesse soutenue. Non seulement Bouhier partageait les défauts de tous ses compatriotes, mais il en avait reçu plus que sa part, et je l'aime mieux encore quand pour oublier la goutte il rime sans prétention quelque badinage en style marotique que lorsqu'il imite un grand poète. Louons-le d'avoir rêvé à de beaux projets, d'avoir échoué dans une belle entreprise, en espérant faire des grands écrivains latins de grands écrivains français, mais non pas d'y avoir réussi, ni même d'avoir approché de son but. Il lui manquait non seulement pour être un Virgile mais pour être un

(1) Avertissement de la *traduction de l'Élégie I des Tristes d'Ovide* Tome III des *Mémoires du P. Desmolets*

(2) *Amours d'Enée et de Didon*. Préface III.

(3) Ibid. xix.

Cicéron ce qui manque à tous les humanistes, le goût et le sens de la beauté.

Du moins a-t-il bien compris ce qu'il traduisait, et c'était à bien comprendre qu'il s'appliquait avant tout. Chez Ménage comme chez Lantin, la critique des textes figurait parmi les passe-temps préférés. Il en était de même chez Bouhier. L'auteur satirique du *Parlement à l'étable* lui faisait adresser cette prière à l'enfant-dieu :

Seigneur faites-moi la faveur,
Que de vos faits, gestes et dits,
Je sois le seul commenteur

et en effet le Président passa le meilleur de ses loisirs à commenter les auteurs, et ses traductions ne sont que la mise en œuvre de quelques-uns de ses commentaires. Car il a commenté (1) le poème de Pétrone, Horace, et après Saumaise, Lantin, Legouz (2) et La Monnoye, hasardé de longues conjectures sur le *Pervigilium Veneris*. Il a commenté la *satire de Sulpicia* et Burman, si dédaigneux envers La Monnoye, insérerait le travail de Bouhier dans ses *Miscellaneae Observationes* et faisait ainsi l'éloge de son auteur en un temps où le goût de semblables recherches semblait s'éteindre : « Vir illustris qui antiquorum studiorum decus cum paucis apud Gallos adhuc sustinet ac tuetur. » Ses remarques critiques promènent Bouhier de la vie de Perse à Juvénal, à Tite Live, à Alciphron, à Porphyre auquel s'intéressait déjà Lantin et dont Taisand recherchait les œuvres chez tous les libraires de Paris. Mais en même temps que la traduction, d'Olivet avait entrepris un commentaire de Cicéron, et dans son commentaire plus encore que dans sa traduction, il usa largement de la complaisance de son ami. Car les notes critiques qui sont dues à Bouhier concernent non seulement les *Tusculanes*, mais les *Catilinaires*, le *de Natura deorum*, le *Songe de Scipion*. Rien n'est plus incommode à lire que ces notes imprimées à part, sans que l'éditeur ait donné avec elles le

(1) Cf. mss. de la bibliothèque nationale, et bibliographie à la suite des *Dissertations sur Hérodote*.

(2) Après Saumaise et Lantin, peut être même avant eux, le modèle de Bouhier fut le conseiller Legouz. Nous devons à l'obligeance de MM. les Comtes de Saint Seine d'avoir pu passer en revue les œuvres inédites de Pierre Legouz; elles portent sur les mêmes sujets que celles du Président Bouhier. Petits vers de circonstances, imitations ou traductions d'Horace, d'Ovide, de tous les élégiaques latins, études critiques sur l'*Anthologie*, sur les poètes latins et grecs, nous semblent avoir directement inspiré les travaux du Président.

texte qu'elles éclairaient ; mais dans ces remarques qu'on consulte avec profit et qu'on lit sans plaisir, l'érudition du Président Bouhier a produit ses fruits les plus durables. Le métier de commentateur convenait à merveille à son génie et la nature l'y prédestinait.

C'est un métier qui n'exige pour qu'on y réussisse que des lectures étendues, une connaissance approfondie d'un auteur, de son époque et de ses modèles, la pleine possession de sa langue, jointe à beaucoup d'esprit et de sagacité. C'est beaucoup exiger sans doute, et à Dieu ne plaise que l'on estime comme un apport médiocre tant de savoir et des qualités si précieuses, mais ce n'est rien exiger qui ne se trouve à la portée de l'humanisme, rien qui ne soit l'apanage d'un honnête homme studieux, intelligent et bien informé. Et le métier de commentateur s'accommode de toutes les insuffisances de l'humanisme. Il n'y faut point de vues vastes et générales, mais des remarques de détail ; point de méthode ni de plan prémédité, mais au hasard de l'occasion on y bavarde sur tous les sujets, c'est un entretien docte peut-être, mais un entretien à bâtons rompus. Il n'y faut point de souffle, car les observations sont brèves ; il n'y faut point d'esprit créateur et original, puisqu'on se propose de pénétrer jusqu'au fond la pensée d'autrui et qu'on est soutenu par elle. Sans manquer aux lois du genre, sans que les efforts se perdent et s'égarent, on peut s'élancer en de longues promenades, et de toutes on rapporte une trouvaille utile, un sens nouveau, un rapprochement singulier, un document inconnu, et quelquefois on éprouve la joie d'errer fort loin et dans des lieux bien divers quand on prend pour guide Horace ou le Cicéron des *Tusculanes*. Et comme ces courses longues et variées plaisent à Bouhier ! Ici le voilà conférant les leçons des manuscrits et imaginant des conjectures sur un passage douteux ; là ce sont des observations grammaticales ou philologiques ; ailleurs il cite un texte dont l'auteur s'est inspiré ou qu'il semble avoir inspiré. Plus loin, il interroge l'histoire pour fixer une date, pour déterminer la vérité sur un événement, pour renseigner sur les gestes d'un personnage, sur une coutume, sur une institution, sur une légende, sur une croyance. Ou bien ce sont des systèmes philosophiques voire des théories scientifiques dont il faut dévoiler les obscurités, et les *Tusculanes* à elles seules rendent nécessaire une exploration de toute l'antiquité. Et Bouhier court de Platon à Zénon, de Zénon à Xénophon, des penseurs aux historiens, des historiens aux

grammairiens, remuant tout, touchant à toute chose, heureux de s'abandonner à sa curiosité avec la conscience de faire œuvre utile.

Car ses contemporains rendaient justice au Président. Lui-même ne souffrait point si par hasard il rencontrait des émules et des rivaux ; il s'applaudissait au contraire de voir ses études partagées et d'autres savants cherchant à ses côtés la vérité. L'humaniste ne hait rien tant que la solitude, même dans ses travaux, et le désir de savoir étouffe en lui la gloriole de découvrir. Qu'importe à Bouhier que Davies l'ait précédé dans le commentaire du *de natura deorum*, il est heureux d'être d'accord avec le critique anglais, il est « charmé de lui rendre justice », il se félicite de cette rencontre comme « d'une marque sûre de la certitude de ses jugements » (1) et dans sa modestie il s'excuse presque d'avoir encore trouvé à glaner. Avec les glanures de Bouhier, avec les annotations dont il couvrait ses livres, on pourrait composer une belle gerbe et enrichir bien des éditions savantes, et pour la première fois peut-être, nous voyons l'humanisme dijonnais comme s'il prenait conscience de sa vocation, entrer dans la voie qui s'ouvrait devant lui, suivre les inclinations de son génie dans des travaux faits pour son génie et produire une œuvre solide et durable. Car encore qu'il n'eût pas colligé tous les manuscrits, que dans ses conjectures il s'abandonne trop volontiers à son imagination, encore qu'il lui advienne de se tromper ou d'ignorer, Bouhier était assez versé et dans les langues et dans le commerce de l'antiquité pour avoir mérité la reconnaissance et l'admiration non seulement de son temps mais du nôtre aussi.

Pourtant ses remarques érudites ne servent plus guère à sa gloire, car le commentaire des auteurs est œuvre anonyme et collective. Il exige pourtant des qualités rares de patience et d'intelligence, mais plus encore d'abnégation. Car le public aperçoit le monument restitué et non pas la main des ouvriers qui l'ont rétabli et tiré à la lumière ; il profite de leurs découvertes en oubliant les erreurs que chacun d'eux a dissipées. Le dernier venu des commentateurs s'enrichit des travaux de ses devanciers comme ses successeurs s'enrichiront des siens sans que l'on sache avec exactitude ce que chacun a reçu par héritage et ce qui vient de lui. L'apport de tous se perd et se confond dans un commentaire sans cesse

(1) Des Guerrois, 143.

corrigé et accru ou plutôt dans une intelligence de plus en plus claire du texte commenté. Œuvre ingrate entre toutes aux amants de la renommée, mais de l'ingratitude de la postérité, peut-être que Bouhier n'avait cure, car sa modestie la lui rendait légère, car moins avide de réputation que de savoir, loin de s'irriter qu'on le devance ou qu'on le suive dans ses études, il souhaite y rencontrer des compagnons, car au lieu de souffrir ses rivaux avec impatience, il les accueille comme des amis. C'est qu'il fait peu de cas de sa gloriole d'inventeur et beaucoup de la vérité. Rien de plus naturel d'ailleurs que l'oubli où il est tombé. La mémoire des siècles ne retient que les ouvrages où le génie d'un individu a imprimé sa marque; que ceux dans lesquels une pensée ou une âme se sont pour ainsi dire enfermées, que ceux qui sont une création. Or retrancher des erreurs, révéler les créations d'autrui, ce n'est pas créer soi-même; je ne retrouve pas Bouhier dans ses commentaires, j'y retrouve sa science, j'y retrouve toute l'antiquité, mais l'humanisme, véhicule de l'information, n'apporte que des faits, que des détails et rien qu'il tire de son propre fonds.

Bien plus, à travers les notes de Bouhier sur Cicéron, sur Juvénal, sur Horace, même à travers ses préfaces ou des dissertations plus étendues, je n'aperçois ni Horace, ni Cicéron, ni Juvénal. Il y a une critique profonde et vigoureuse qui ressuscite si elle ne crée pas, qui explique le génie d'un grand homme, qui nous fait pénétrer jusqu'à son âme et nous en découvre les ressorts. Cette critique est sujette à l'erreur, parce qu'elle est un jugement et une interprétation, mais elle dure parce qu'elle est un effort original et qu'elle enferme une pensée. Mais Bouhier rétablit les textes altérés, éclaircit les allusions historiques, traduit les locutions obscures, signale les hardiesses grammaticales, annote Horace de la même façon qu'il commente Cicéron sans qu'on puisse discerner dans son information diverse et multiple l'ombre d'une tentative pour comprendre le caractère du poète épicurien et de l'homme d'état éloquent. Il aide seulement à les lire avec moins de contre-sens. Remarquant après Heinsius et Scaliger le désordre de l'*Épître aux Pisons*, il s'efforce d'y remédier en transposant des vers (1), mais sans éclairer ses conjectures par une vraie compréhension du génie d'Horace, sans se de-

(1) *Remarques sur l'art poétique d'Horace*. Dans les *Mélanges*, de MICHAULT.

mander si le poète latin projetait une dissertation régulière et méthodique. Après Legouz, il attribue à Quintilien le *Dialogue des orateurs*, mais en argumentant sur des dates sans se soucier d'expliquer le sens d'une œuvre, si curieuse pourtant pour l'histoire. Après Saumaise et La Monnoye il s'ingénie à déterminer les auteurs du *Pervigilium Veneris*, il distingue la part de chacun, mais quant à dégager le sentiment qui inspire le poème, quant à en rendre sensible le charme, c'est à quoi la seule érudition ne suffit pas. Même quand il approfondit ses recherches, l'humanisme manque de profondeur et n'atteint jamais que la surface des choses. Avidé de détails seulement, il annote tour à tour chaque passage de Cicéron sans faire comprendre Cicéron ni ses œuvres, il reste incapable de rien concevoir de grand, de sortir de soi-même, de se donner à ce qu'il étudie ; il ne sait que se prêter. Même s'il s'arrête devant une tâche, il n'y entre pas et demeure égoïste et vagabond. Il prépare le travail à des génies plus vastes, mais ne construit pas, il aplanit les voies pour que d'autres les parcourent, mais son œuvre est à la fois la plus utile et la plus impersonnelle, la plus riche et la plus pauvre qui soit, la plus riche de savoir, la plus vide de pensée et d'âme.

Tels quels, les travaux de Bouhier excitaient l'admiration des dijonnais, et cette admiration faisait éclore des travaux semblables qui croissaient à leur ombre. Cocquart traduit des idylles de Moschus et de Bion, des épigrammes d'Owen. Le P. Oudin (1) rédige des dissertations sur le *Culex*, sur divers passages d'Horace, d'Ovide, d'Ausone, de Corneille Sévère, des *annotationes in Vidæ lib. III. Poeticorum*, des remarques sur Cicéron pour l'abbé d'Olivet, une traduction en vers latins de la *Batrachomyomachie* et du premier chant de l'*Illiade*, un *commentarius de vita et scriptis Huetii e gallico Josephi Oliveti*, une traduction du *Paradis Perdu* de Milton, qu'il commença seulement et qu'exécuta plus tard M. Jehannin. M. Des Forêts travaille à une édition savante de Saint-Jean Chrysostome ; dans une vie qui fut très courte, M. Bazin (2) trouve le temps de remplir deux gros volumes manuscrits de ses travaux commencés. On y rencontre la matière de cette édition critique des épigrammes grecques que depuis Saumaise les Bourguignons s'essayaient à produire, des cor-

(1) Cf. MICHAULT, *Mélanges*, II, 258 sqq.

(2) Ms. 1.114 et ms. 1.115.

rections ou des explications pour Horace, pour Quintilien, pour le *De officiis*, d'abondants matériaux pour une édition de Plaute, d'autres pour une édition de Térence, un recueil des *adagia ab Erasmo omissa*, une traduction d'un « *Discours au sujet d'une dissertation de M. Toland, dans lequel on prouve que la colonne de fumée et de feu qui conduisit les Hébreux dans le désert a été miraculeuse.* » Tous ces essais, malgré le mérite quelquefois éminent de leurs auteurs, sont dominés et pour ainsi dire écrasés par les monuments qu'a édifiés le savoir d'un Bouhier ; mais si Bouhier rassemble en lui toutes les vertus de l'érudition provinciale, s'il la porte en lui-même dans toute sa perfection, il n'est point seul à l'avoir reçue en héritage. La critique des textes fleurit en son académie pour laquelle il prépare à l'avance des remarques philologiques que l'on discute ; elle fleurit dans tout Dijon, comme une étude de prédilection, elle est le fruit le plus abondant que l'on retire de la connaissance des langues, et le P. Oudin pouvait à bon droit remercier l'abbé d'Olivet d'avoir proposé et comme imposé à Bouhier et avec lui à tous les beaux esprits dijonnais les laborieux commentaires pour lesquels la nature semblait les avoir formés (1).

Il n'est pas qu'on ne fasse des langues mêmes un objet de curiosité. Comme autrefois les Lantins, les Ménages et les Saint-Maize on met son orgueil à les savoir et à en savoir beaucoup. L'un possède une grammaire polonaise, et Bouhier demande à l'abbé Lebœuf qu'il lui envoie un catéchisme et une grammaire caraïbes (2). Comme jadis chez Ménage, à l'hôtel de la rue Saint-Fiacre, on dicte grammaire et philologie. Non seulement le grec, le latin ou l'italien attirent la curiosité des savants, mais l'abbé Léauté disserte sur les langues hébraïque, chaldaïque, syriaque et sur la grammaire du Coran (3). Le P. Oudin continue les études sur l'ancienne langue des Gaulois depuis longtemps chères aux dijonnais, et auxquelles s'étaient intéressés ailleurs nombre d'esprit parmi lesquels Leibnitz. On a fait des progrès depuis le temps où Philibert Collet imaginait que nos premiers aïeux parlaient

(1) DEBERRE, 81.

(2) 1737. *Correspondance de Bouhier et de l'abbé Lebœuf*. Dès le dix-septième siècle le dominicain Breton avait publié, à Auxerre, un catéchisme et un dictionnaire caraïbes.

(3) Cf. Bib. div. ms. 90 à 98.

grec (1), on en a fait même depuis La Monnoye qui baptisait celtiques tous les mots patois dont l'origine lui était inconnue. C'est peut-être La Monnoye qui a suggéré les recherches du P. Oudin, mais le P. Oudin le dépasse et de beaucoup en savoir. Il prend pour instrument de travail un dictionnaire bas breton, pour documents le français moderne et les termes géographiques de l'ancienne Gaule, et bien qu'il lui arrive de se tromper, du moins est-il persuadé qu'il existe une étroite parenté entre le bas breton et l'ancienne langue des Gaulois. Il connaît même la parenté des principales langues européennes, dresse un glossaire celto-germanique, s'applique à démontrer que les racines des mots sont identiques en grec, en latin, en français et en allemand. Cette opinion n'était pas nouvelle : elle est plus ou moins contenue dans les ouvrages de Leibnitz, de Casaubon, de Saumaise, et dans son *Hérodote*, Bouhier la juge assez vraisemblable (2). Mais cette grande idée le P. Oudin n'en mesure ni l'étendue, ni les conséquences ; elle est perdue et comme noyée dans le détail d'un lexique incomplet (3) ; c'est une clarté qui guide des pas hésitants mais qu'on n'aperçoit pas elle-même, c'est une réalité dont on entrevoit quelques effets sans considérer leur cause. Le P. Oudin n'a vu que des faits particuliers, qu'une analogie entre certains mots appartenant à des langues différentes ; avec un peu plus de documents, beaucoup d'esprit philosophique, on aurait l'ouvrage d'un de Brosses, mais l'esprit philosophique manque au P. Oudin. Il manque à l'érudition le large souffle qui féconde ; l'humanisme se rétrécit dans la contemplation d'objets minuscules et de moins en moins semble capable de création intellectuelle et de vues d'ensemble. Il amasse de petits faits dont

(1) Cf. sur les études touchant la parenté et l'origine des langues le *De quatuor linguis de Casaubon*. D'après la correspondance citée par M. des Guerrois, p. 201. Saumaise disait : « qu'il voulait faire un jour *quadriga errorum*, la première de M. Bochart qui faisait descendre toutes nos langues de Phénicie, la seconde de la langue hellénistique d'Heinsius, la troisième de Boxhorn qui les faisait venir toutes des Saxons, et la quatrième de je ne sais quel allemand auteur de l'*Hermathenae* qui les fait venir de l'Hébreu ». Rectification faite (Ibid., p. 211) il paraît que Boxhorn faisait descendre les langues non du saxon, mais du scythique. En tous cas les dijonnais entre les mains de qui étaient tombés ces papiers ne pouvaient ignorer les recherches sur la parenté des langues. Il est même vraisemblable que le P. Oudin avait entre les mains l'ouvrage de Davies *Antiquae linguae britannicae dictionarium*.

(2) *Dissertations sur Hérodote*, p. 95. A rapprocher du *Menagiana*, I 323, III 396.

(3) Ms. 1.157.

il ne connaît même pas la valeur, et quelques services qu'il ait rendus à l'époque suivante, il n'a rien tiré de la connaissance des langues comme il n'a rien tiré de grand de sa connaissance de l'histoire et des livres.

2. — La connaissance de l'histoire et des livres

Il semblerait que le génie bourguignon eût été préparé par la nature pour exceller dans l'histoire : familier avec le passé, renseigné sur le siècle présent, avide seulement d'amasser des faits mais apportant à cette recherche une passion toujours accrue, n'avait-il pas reçu les dons mêmes qui sont les plus nécessaires à l'historien, ne dirait-on pas qu'une nécessité intérieure conduisait peu à peu vers l'histoire les efforts désordonnés de l'humanisme. Depuis longtemps d'ailleurs il s'acheminait vers les études où il devait aboutir et prenait peu à peu conscience de sa vocation. Peut-être éprouve-t-il moins la séduction de l'œuvre qui l'attend qu'une répugnance de plus en plus manifeste pour les tâches impossibles, mais attiré par ses amours ou repoussé par ses dégoûts, il s'engage et il s'enferme dans sa carrière. Déjà à l'heure où Bossuet publiait son *Discours sur l'histoire universelle*, les bourgeois dijonnais inondaient leur ville natale de dissertations sur les histoires particulières, on s'entretenait dans la province non pas de Bossuet, mais de Moreau de Mautour, on correspondait avec lui, on admirait ses talents et on discutait les problèmes qu'il avait soulevés. Qu'il s'agit de légendes ou de réalités, qu'on évoquât les traditions concernant les Sirènes ou les Amazones, qu'on expliquât les sculptures d'un tombeau, une inscription ou une médaille, qu'on racontât la vie d'un grand homme ou un événement, qu'on recherchât l'emplacement de Bibracte ou d'Alésia, un mouvement irrésistible concentrait les curiosités de l'humanisme vers la recherche des choses d'autrefois.

Les beaux esprits de l'âge précédent y conduisaient leurs héritiers pour ainsi dire par la main. Philibert de la Mare, collectionneur de documents, biographe, narrateur de la guerre des deux Bourgognes, François Baudot, Nicaise, Quaré d'Aligny semblaient s'être concertés pour donner le même exemple, et derrière eux on apercevait la grande ombre de Saumaise. Manuscrits ou imprimés les ouvrages du grand homme s'étaient rassemblés à Dijon, et qu'il y fût traité du

costume, des armes ou de la musique des anciens, un grand nombre se rapportaient à l'histoire. A l'histoire on aboutissait toujours par une inclination naturelle des esprits : dès qu'un Lantin s'applique à la philosophie, il écrit une histoire de la philosophie. L'humanisme d'ailleurs est-il autre chose qu'une histoire de la pensée humaine, quand il s'informe sur le présent et recueille les vestiges du passé ? S'il est une curiosité des faits toujours inassouvie, l'histoire aussi se nourrit de faits ; elle explore les livres, elle recherche les monuments des temps révolus. Les méthodes qu'elle emploie, l'esprit et les soucis qui conviennent à elle seule, les humanistes assoiffés d'information les conservent partout et toujours ; leur instinct, une nécessité naturelle devait les conduire vers la seule science qui semblât s'ouvrir devant eux. Ajoutons que l'histoire se divise en une multitude de compartiments, qu'on peut s'enfermer dans l'un d'eux et ignorer les autres, savoir que « Thouthmosis était valétudinaire » et ne pas savoir qui règne à Vienne, qu'elle s'accommode de cet amour du détail qui rétrécit les travaux de l'érudition et l'on concevra alors que l'humanisme assagi lui ait voué le meilleur de son labeur et une passion jamais démentie.

Toute l'activité de Bouhier est occupée à la poursuite des faits. Curiosité de journaliste contemporain quand il s'informe des choses présentes et réclame à ses correspondants les nouvelles des lettres et de la politique ; curiosité d'historien quand il se retourne vers le passé. A vrai dire, une humeur vagabonde jointe aux sollicitations réitérées de l'abbé d'Olivet l'avaient égaré vers l'étude des auteurs, mais dans ses commentaires mêmes il laisse percer son naturel et révèle ses goûts et sa science d'historien. A côté des conjectures sur le texte et des remarques grammaticales, un bon nombre des notes ne sont nourries que d'histoire, soit qu'elles concernent la biographie de l'écrivain, soit qu'elles se rapportent aux événements ou aux institutions de son époque. Sans doute, ces digressions en tous sens sont imposées par les nécessités du genre, on ne peut commenter un ouvrage à l'aide de la seule philologie, sans jeter d'autre part quelque lumière sur les circonstances où il vit le jour. Mais on sent que Bouhier sacrifie avec complaisance à ces nécessités ; des remarques historiques qu'il eût pu faire brèves, oubliant son rôle de commentateur, il les étend en de longues dissertations. Sur d'autres qui n'étaient pas indispensables, il s'arrête car il y rencontre l'occasion de soulever des problèmes curieux, de

révéler un détail inédit qu'il a déterré au cours de ses lectures de donner son mot sur une question contestée (1). Et il s'acquitte de son commentaire en érudit pour qui, à quelque époque qu'ils appartiennent, ni les hommes ni les événements ne sont inconnus. L'ampleur et la diversité de son savoir étaient célèbres, et sa complaisance invitait à y recourir : a-t-on découvert une médaille, un monument, une inscription, on en adresse l'original ou une copie ou une description au docte Président. On espère qu'il lèvera tous les doutes que la trouvaille apporte à l'histoire, et l'on a la certitude de lui être agréable. Les objets curieux pleuvent chez lui, nul ne voyage, ni en France, ni en Italie, sans rechercher à son intention les vestiges de l'antiquité, et c'est à lui que tout naturellement le jeune de Brosses rend compte de son excursion à Herculaneum. Que ce soit plaisir de se renseigner sur des faits inconnus ou plaisir de résoudre des problèmes obscurs, dans l'âme il est archéologue, et comme les Nicaise et les Moreau de Mautour, loin de se faire prier pour expliquer une inscription ou une monnaie, il appelle les occasions d'exercer sa sagacité, d'enrichir son érudition en la mettant au service d'autrui (1). Sans même considérer les courtes notices concernant des monuments sans intérêt et qu'il a pu disperser à travers sa correspondance, il disserte sur la médaille de Vaballathus, sur une médaille de Commode, sur les marbres antiques de M. Le Bret, sur une inscription de l'empereur Albin. Il écrit une longue lettre au marquis Scipion Maffei sur une inscription grecque, une autre à M. de Boze sur une médaille d'Antoine et de Cléopâtre, et à deux reprises, à propos d'une monnaie romaine il examine la question si le grand pontificat pouvait être partagé et s'il l'a été. Car Bouhier n'est point de ces archéologues amateurs plutôt que savants, qui se contentent de collectionner les médailles, de traduire les inscriptions, d'admirer les bas-reliefs, sans en tirer d'enseignement. A ses yeux les vestiges du passé sont des documents dont il mesure le sens et la portée. Lui qui vendit sans trop de regrets son cabinet de médailles, il n'est point de ces maniaques qui caressent une monnaie, qui la contemplent, qui admirent la finesse de la frappe, mais les médailles et les inscriptions lui sont précieuses quand elles le renseignent, quand grâce

(1) Par exemple, la *dissertation sur Sardanapale* figure dans le commentaire des *Tusculanes*.

(2) Cf. *Correspondance avec l'abbé Lebeuf*, passim.

à elles on peut déterminer une date ou savoir combien la Rome antique eut à la fois de grands pontifes. Et les documents de l'archéologie prennent d'autant plus de valeur entre ses mains que son érudition rassemble à leur propos tous les documents qui s'accordent avec eux ou les contredisent, tous les témoignages qui les confirment, heureux surtout quand grâce à leur aide il peut éclaircir les obscurités des écrivains ou de l'histoire. Tel marbre de M. le Bret sert au commentaire de Josèphe et renseigne sur le statut légal des synagogues sous l'empire romain (1). Tel autre nous apporte un supplément d'information sur l'ensevelissement des morts (2), et n'en déplaît à Spon, à Saumaise et à Ezéchiel Spanheim, sans vénération superstitieuse pour les erreurs de ces grands hommes, Bouhier cherche d'abord à connaître les anciens d'après les témoignages mêmes de l'antiquité. Il aime l'archéologie parce qu'elle est sinon la source principale, du moins la plus sûre, de la connaissance du passé.

Il puise d'ailleurs à toutes les sources de l'histoire, et à toute occasion. Qu'un érudit avance une proposition douteuse ou erronée, Bouhier l'examine avec soin pour sa satisfaction personnelle, il en recherche les preuves, il en parle dans ses correspondances et parfois sur les instances de ses amis, il se laisse arracher une dissertation. Il apprend que le P. Montfaucon a baptisé chrétiens les ascètes que Philon le Juif a décrits sous le nom de Thérapeutes. La Monnoye le décide à intervenir dans le débat, et à soutenir contre le P. Montfaucon que les Thérapeutes étaient des Juifs (3). Rien de plus amusant que cette polémique savante. Le Père supporte mal la contradiction et son impatience s'exprime quelquefois sans mesure et non sans colère. Le Président, plus homme du monde, garde les formes de la politesse ; mais sous sa douceur apparente il est agressif et d'une ironie redoutable pour son adversaire dont il dénonce les contradictions. Sans préjuger de la question, il semble bien que toute l'argumentation du P. Montfaucon se réduise à ceci : les Thérapeutes étaient des ascètes, donc les Thérapeutes étaient chrétiens. A ces pieux efforts pour conquérir à la foi chrétienne

(1) *Explication de quelques marbres antiques dont les originaux sont dans le cabinet de M. . Aix, David 1733* — (Etude sur le 7^e marbre).

(2) *Ibid.* (Etude sur le 1^{er} marbre).

(3) *Lettres pour et contre, sur la fameuse question si les Solitaires appelés Thérapeutes, dont a parlé Philon le Juif étaient Chrétiens. Paris, Etienne 1713.* — La 2^e lettre est du P. Montfaucon, la 1^{re} et la 3^e, de BOUHIER.

de vertueux infidèles, Bouhier n'a pas de peine à opposer des raisons plus solides : qu'au temps des Thérapeutes le christianisme n'était pas encore répandu, que Philon le Juif n'eût pas loué volontiers des hommes dont il ne partageait pas la foi, que même s'il l'eût fait, au moins aurait-il observé qu'ils n'étaient pas juifs. Surtout Bouhier signale que le syllogisme du P. Montfaucon enferme cette mineure implicite que tous les ascètes étaient chrétiens, et par des témoignages irrécusables il établit que ni la vertu, ni l'ascétisme, ni la vie monastique n'ont été inventés par le christianisme. On devine à quelles réflexions l'érudit se serait laissé entraîné si sa science avait été mise au service d'une intelligence à la Voltaire, quelles armes elle eût pu fournir à l'irrégion, mais s'il évite les respects excessifs, l'humanisme ne combat pas la foi, et tout en jugeant ridicule le zèle apologétique du P. Montfaucon, Bouhier ne l'attaque que par amour de la vérité. Il lui adresse d'ailleurs cette consolation narquoise : « Plus votre proposition est éloignée de la vraisemblance, plus elle sert à me faire admirer l'esprit et l'érudition que vous avez fait paraître en la défendant. » (1) Et certes, on trouve en Bouhier des qualités d'un historien véritable. Sans préjugés d'aucune sorte, sans zèle pour la foi, sans haine contre l'Eglise, sans ménager la susceptibilité de ses adversaires, sans rien concéder à leur autorité, à leur réputation, ni au désir de leur plaire, sans orgueil aussi et sans entêtement, il marche droit à la recherche du fait et ne se laisse point détourner de sa route. De vastes lectures, et avec cela le bon sens et la finesse d'un honnête homme, que faut-il de plus pour résoudre les énigmes du passé ?

Et Bouhier sait travailler mieux que ses aînés. Au lieu de parler de tout à propos d'une question particulière, d'errer sur les pas de Philon le Juif comme Nicaise s'égarait à la suite des Sirènes, il se tient à son sujet, mais l'approfondit et s'informe autrement qu'en feuilletant des dictionnaires. Dès le début de sa carrière, il impose une règle à son labeur. Voltigeant d'objet en objet, ses aînés conservaient dans leurs études le désordre et le caprice de la conversation; lui-même promène ses curiosités archéologiques à travers les âges et les peuples, s'arrêtant çà et là au hasard de son humeur ou des occasions, tantôt expliquant un monument découvert, tantôt intervenant dans les controverses. Mais si

(1) Ibid. 384, cf. aussi 349 et 349.

enclin qu'il fût à répondre aux sollicitations des savants, encore qu'il cédât volontiers au plaisir de plaire, et qu'il eût en aversion la solitude, il sut se discipliner. Dans l'histoire, aucun d'Olivet ne se trouva pour l'enchaîner à une tâche déterminée, cependant il sut se fixer sans l'intervention d'un mentor; comprenant l'inutilité des efforts dispersés, il fit le siège d'un bastion de l'ignorance, et l'attaqua avec ténacité. Il s'acharne à une entreprise avec une passion soutenue; s'il fait ailleurs quelques excursions, toujours il revient à son étude de prédilection; animé par le goût des choses solides et achevées, marque du patricien de grande race, il s'applique à des conquêtes voisines les unes des autres, et comme ses aïeux ont fondu leurs acquisitions en domaines d'un seul tenant, il s'est pour ainsi dire taillé un fief dans l'histoire.

Ce n'est pas que ses grands travaux historiques ne roulent sur des sujets divers en apparence, celui-ci sur Sardanapalé, celui-là sur Pisistrate, cet autre sur l'invention des lettres grecques (1). Ils ont paru, à des dates et en des circonstances fort éloignées, soit dans le commentaire de Cicéron, soit dans des publications savantes, ou bien ils n'ont été composés que pour satisfaire la curiosité d'un ami ou celle de l'auteur lui-même. Ils semblent n'avoir d'autre caractère commun que d'avoir été presque tous suggérés par Saumaise, soit qu'ils réfutent ses erreurs, soit qu'ils comblient les lacunes de son érudition. Cependant Bouhier les réunit dans ses *Recherches sur Hérodote*, dont il eut encore le temps de rédiger la préface, et que, s'il eût vécu plus longtemps, il aurait éditées à peu près telles que nous les avons reçues du P. Oudin. Toutes ses études en effet, ou à peu près, se rapportent aux événements décrits par l'écrivain grec. On croirait qu'il a voulu continuer son métier de commentateur (2), rendre à Hérodote le même service qu'il rendit à Cicéron, corriger un texte, en aplanir l'intelligence au lecteur, élucider la pensée d'un auteur sans approuver ni réfuter ses erreurs. Du moins tel est le rôle qu'il prétend assumer parfois (3). « M. l'abbé Sevin et M. Fréret ont, dit-il, ramassé de toutes parts ce qui

(1) *De priscais graecorum ac latinorum litteris dissertatio*, imprimée à la fin de la *Polaeographia graeca* 1708 — *Dissertation chronologique au sujet de Pisistrate*. *Journal de Trévoux*, oct. 1709 — *Dissertation sur Sardanapalé*, à la suite de la traduction des *Tusculanes*.

(2) C'était, prétend-il, son but primitif : cf. *Recherches et Dissertations sur Hérodote*. Avertissement III.

(3) *Dissertations sur Hérodote*, p. 49.

pouvait servir à éclaircir l'histoire des anciens rois de Lydie sans s'attacher à aucun auteur particulier. Mon plan est en cela différent du leur, car il ne tend qu'à fixer le système particulier d'Hérodote sur la chronologie de ces rois afin de faciliter l'intelligence de ce qu'en a dit ce célèbre historien. » Mais si l'on exclut les remarques grammaticales sur le texte, les réflexions sur le caractère de l'auteur pour n'examiner que le sujet du récit, le commentaire d'un historien ne devient-il pas critique des faits et dissertation historique. En résumant le système d'Hérodote sur la chronologie, Bouhier nous donne un aperçu général de l'histoire ancienne. Simple commentateur et confiné dans son rôle, il devait se borner à exposer et à éclaircir les opinions de son auteur ; nous voyons qu'il en contrôle la véracité, qu'il détermine moins ce que fut l'ancien Orient selon Hérodote que ce qu'il a été en effet. Remarquant que l'écrivain grec a composé non pas une histoire générale, mais des histoires particulières, que ces histoires s'accordent souvent avec difficulté, que parfois elles se contredisent, il s'emploie à les concilier et à démontrer qu'elles ne s'opposent que pour qui les entend mal ; ou bien attribuant les contradictions aux erreurs d'un copiste, il corrige le texte pour les résoudre, et par ce procédé, il extrait d'Hérodote une chronologie cohérente de l'histoire ancienne. Commentaire sans intérêt, s'il n'est destiné qu'à faciliter la lecture d'un auteur, car peu importe après tout qu'Hérodote se soit trompé. N'est-ce pas même méconnaître son caractère que de supposer un système chronologique chez un conteur dont la crédulité rapporte tels qu'il les a reçus les fables, les légendes, et les mensonges les plus évidents ? Bien plus, quand Hérodote présente des lacunes ou qu'il tombe dans une invraisemblance manifeste, Bouhier le complète et le corrige par les témoignages de l'Écriture, de Ctésias, de Xénophon, de Manethon, de Diodore de Sicile, par celui des inscriptions et des monuments antiques, par les travaux de Saumaise, de Perizonius, de M. des Vignoles, de Dodwell et du P. Pétau. Ce n'est donc pas seulement la chronologie d'un auteur qu'il s'applique à démêler, mais la chronologie véritable de l'histoire ancienne, à laquelle il tâche d'accommoder le récit d'Hérodote, et ce n'est pas sans de justes motifs qu'au lieu de dire : « le système d'Hérodote », il écrit à l'ordinaire « notre système ».

Il s'explique d'ailleurs avec clarté sur son but : nos plus savants chronologistes « dans le dessein qu'ils ont eu de nous

donner une chronologie suivie depuis la naissance du monde, ont tous tâché de s'en faire un système général auquel ils ont rapporté tous les passages des historiens qu'ils ont cru convenables à leur but, sans faire assez attention que ces auteurs pouvaient avoir eu sur ce sujet un plan différent les uns des autres et par conséquent qu'il était impossible de les réduire à une chronologie uniforme... Il me semble que pour parvenir plus sûrement à leur but, ils auraient dû avant toutes choses tâcher de fixer la chronologie particulière de chaque historien et ensuite comparer leurs systèmes les uns aux autres avec un esprit critique, pour discerner celui qui leur paraîtrait le plus juste, et pour exclure de leurs tables chronologiques tout ce qui dans les autres historiens ne pourrait s'y accorder (1). » Ce n'est donc pas l'intelligence d'Hérodote que veut atteindre Bouhier, mais celle de l'histoire elle-même; s'il s'attache à Hérodote, c'est pour inaugurer dans l'histoire une nouvelle méthode de critique. D'ordinaire, à propos de chaque événement, on critique les preuves et les documents de quelque source qu'ils proviennent; il imagine une fois pour toutes de critiquer les autorités, de choisir la meilleure et de la suivre toujours, et s'il s'élève quelque contestation de lui donner la préférence. Entreprise avec de telles dispositions, l'étude d'Hérodote cesse de nous apparaître comme le commentaire d'un écrivain, c'est l'histoire générale de l'Orient et de la Grèce, c'est une vue d'ensemble sur la succession des événements depuis l'origine du monde, sur la géographie de l'antiquité, l'origine des Grecs, leur parenté avec les Pélagiens, les sources de leur civilisation, ce sont en un mot les annales de l'humanité primitive placées sous l'invocation d'Hérodote.

D'où vient cette préférence accordée au seul Hérodote ? De ce qu'il est complet d'abord, de ce qu'il a parlé de tout, de ce qu'il a « sur tous les autres cet avantage qu'on trouve en lui seul les origines de presque tous les peuples connus, en sorte que si nous avions son histoire d'Assyrie qui s'est malheureusement perdue, nous aurions peu de chose à désirer sur cet article (2). » Et sans doute la paresse trouve son avantage à n'interroger qu'une seule autorité qui la renseigne sur tout, à s'éviter la peine de chercher de tous les côtés et de glaner épi par épi une gerbe de vérités. Comme il est plus aisé de puiser à brassées pleines dans les greniers d'Héro-

(1) Ibid. Avertissement, I.

(2) Ibid. Avertissement I.

dote! Mais avant de s'abandonner à son maître, Bouhier l'a longtemps éprouvé, il a longtemps pesé la valeur de ses témoignages, et toutes ses dissertations tendent à établir qu'à condition de le bien entendre et de corriger quelque peu ses dires, Hérodote mérite la créance, d'abord parce qu'il paraît sincère et véridique, ensuite parce qu'il y a des preuves qu'il n'a pas menti et qu'il ne s'est pas trompé.

Quand il s'agit des événements les plus récents, on peut se fier à l'historien ou qui les avait vus, ou qui en avait recueilli le récit de la bouche même de ceux qui les avaient vus, on peut se fier au voyageur qui avait parcouru toute la Grèce et tout l'Orient, qui avait puisé son information aux sources mêmes. Si l'on veut de sûrs documents sur les dernières révolutions des Egyptiens, à qui les demander sinon à celui « qui a vécu dans un temps voisin de ces événements (1), qui déclare avoir eu une pleine connaissance des affaires d'Égypte depuis le règne de Psammétichus, non seulement par le canal des Egyptiens mais aussi par celui de ses compatriotes. » Et quand même Hérodote nous parle de peuples qu'il n'a point visités, ou bien d'une antiquité reculée, il a sur ses contradicteurs l'avantage de la vraisemblance. On a imaginé plusieurs chronologies des Assyriens, mais dit Bouhier. « si nous n'avons aucun fondement assuré pour préférer l'une de ces chronologies à l'autre (2), il ne nous reste d'autre ressource que la vraisemblance. Or elle me paraît tout entière du côté d'Hérodote. » Et à propos des Mèdes : « La narration d'Hérodote paraît beaucoup plus vraisemblable (3). » Etrange éloge d'un historien auquel on reproche à l'ordinaire d'avoir pris pour argent comptant des contes de vieilles ou la parole des prêtres et dont on aime la naïveté beaucoup plus qu'on ne se fie à sa critique. Mais il inspire confiance à Bouhier. « Pour moi, proclame le Président, je n'ai jamais approuvé la témérité qu'on a eue de le traiter de menteur (4). Car outre que la plupart des choses extraordinaires ou peu vraisemblables qu'il rapporte des pays éloignés de la Grèce ont été vérifiées depuis par nos voyageurs, il ne les débite d'ordinaire qu'avec la plus grande précaution. Car il a coutume d'ajouter ou qu'il en doute ou même qu'il ne les croit pas et qu'il ne les rapporte que sur la foi d'autrui. Que peut-on désirer de plus dans un historien exact et fidèle? » Pourvu qu'on sache

(1) Ibid. 76.

(2) Ibid. 14.

(3) Ibid. 35.

(4) Ibid. 9.

l'entendre, qu'on discerne ce qu'il affirme et ce dont il doute, Hérodote inspire la confiance, et l'examen des faits, l'accord de ses dires avec les vérités incontestables nous donnent mieux qu'une inclination à le croire mais des raisons de le croire.

Car l'histoire du monde, quoiqu'on la divise en histoires particulières, nous offre des vérités incontestables et générales qui sont des pierres de touche pour éprouver la valeur des témoignages. On rencontre des événements mémorables qui intéressent à la fois plusieurs peuples, guerres, conquêtes, destructions de villes, par rapport auxquels on peut déterminer les autres et rapporter à un système général les chronologies particulières. On rencontre de grandes catastrophes communes où conflue la vie de tous les Etats et ces repères assurés servent à nous conduire. « La méthode la plus sûre (1) est de faire grande attention aux synchronismes qui sont notre seule ressource pour la chronologie de ces temps reculés, et ce sont ces synchronismes qui m'ont pleinement convaincu que l'autorité d'Hérodote était préférable à celle de Ctésias par rapport aux faits dont il s'agit. » Le consentement universel détermine la vérité, et si tous les auteurs sont d'accord sur la date et sur les circonstances de la prise de Ninive, on n'a pas de raison de les contredire. Or Hérodote s'accorde avec la majorité des historiens, avec les traditions les plus sûres et son système mieux que tout autre s'accommode des synchronismes. Pour y accommoder celui de Ctésias, il faudrait prolonger durant près d'un siècle le règne de certains rois, et à d'autres moments précipiter la succession des faits pour les contenir dans un petit nombre d'années. Mais surtout, la véracité d'Hérodote se mesure à la conformité de ses assertions avec le témoignage de l'Écriture plus encore qu'avec celui des historiens. L'Écriture ne fournit pas la matière d'une histoire générale et ne dispense pas de recourir aux écrivains profanes, car elle ne s'occupe que du peuple élu; mais les annales des Juifs peuvent servir à l'établissement de synchronismes, à déterminer des dates qui intéressent plusieurs nations, comme celle où fut prise Babylone. L'histoire et la Bible ne peuvent s'ignorer : « l'intérêt même de la religion exige qu'on concilie autant que possible ce qui peut paraître de contraire entre les écrivains sacrés et les profanes (2). » Pour faire quelques concessions aux profanes, on peut considérer comme simple figure de rhétorique (3) cette menace des pro-

(1) Ibid. 19.

(2) Ibid. 76.

(3) Ibid. 75.

phètes qu'après l'invasion de Nabuchodonosor il n'y aurait plus de roi en Egypte. Mais s'il l'interprète quelquefois à sa manière, Bouhier ne met jamais en doute la parole des prophètes « vraiment inspirés » (1); il accepte leur chronologie, il croit que la Bible indique avec exactitude l'âge du monde et l'année de la création, et s'il refuse de fixer le règne de Bélus à l'an 2539, c'est qu'il lui paraît incroyable (2) « qu'un siècle et demi après le déluge le monde fût déjà assez peuplé pour former un empire tel que celui des Assyriens et pour fournir des armées aussi nombreuses que celles de leurs premiers rois. » En présence de cette contradiction, un Voltaire eût sacrifié la Bible à l'histoire et puisé dans celle-ci des arguments contre celle-là; un Bouhier sacrifie l'histoire à la Bible et ne se fie à celle-là que si celle-ci vient l'appuyer. Ce qui lui inspire confiance en Hérodote c'est que mieux que tous ses contradicteurs il s'accorde avec l'Ecriture, et s'il refuse avec lui de reculer trop avant dans l'antiquité l'origine des dynasties égyptiennes, c'est que « cet historien est le guide le plus sûr que nous puissions prendre sur ce chapitre et celui dont le témoignage s'accorde le mieux avec l'Ecriture Sainte qui est la base principale de toute saine chronologie (3) ». Somme toute, il ne s'agit que d'établir une hiérarchie des autorités, et la créance que mérite un auteur se mesure au rang qu'il occupe dans la hiérarchie. En haut la Bible, au-dessous Hérodote, et après, les autres, et les derniers placés n'ont droit d'opiner qu'à leur tour, dans le cas seulement où les premiers n'ont pas émis d'opinion ou bien à condition de ne pas les contredire: « Je suis peu touché, dit Bouhier (4), des différences que Perizonius trouve entre Hérodote et Diodore de Sicile. Car l'autorité de ce dernier étant inférieure à celle du premier, il me semble que dans le doute on doit présumer pour Hérodote à moins qu'il ne paraisse manifestement dans l'erreur. Autre chose serait si je le trouvais en contrariété avec l'Ecriture Sainte. Mais on verra par ce qui suit que ce qui dans Hérodote n'y est pas absolument conforme ne roule point sur des choses essentielles et par conséquent que ces légères différences ne doivent faire aucune impression. »

(1) Ibid. 33.

(2) Ibid. 14.

(3) Ibid. 60.

(4) Ibid. 61.

Au lieu d'admettre que tous les hommes sont sujets à se tromper comme à tomber juste, que nul n'a toujours tort et que nul n'a toujours raison, Bouhier choisit ses autorités. Il les éprouve par le bon sens, rejetant celle qui se contredit elle-même ou soutient des absurdités manifestes; il les éprouve surtout l'une par l'autre et par l'Écriture, qui n'est soumise à aucune épreuve. Comme Hérodote a vu ou entendu, par lui-même une partie de ce qu'il rapporte, comme son système est cohérent et se concilie avec la Bible, toutes les fois qu'il ne choque point la raison et n'est pas démenti par les écrivains sacrés, on peut le tenir pour véridique. C'est donc bien une œuvre historique que le commentaire sur Hérodote, c'est une histoire générale de toute l'antiquité primitive, puisque Bouhier, non content de dresser la chronologie d'Hérodote, la corrige et démontre qu'ainsi amendée elle correspond à la réalité des événements, puisque pour les détails dont elle ne parle pas nous savons par une règle infaillible quels auteurs nous en donneront le récit le plus exact. Pour la première fois, l'humanisme dijonnais, grâce à une discipline toute nouvelle, vient d'aboutir à une grande œuvre. Pour la première fois, il a concentré tous ses efforts sur un même objet, pour la première fois il a poussé vers une seule voie ses recherches jusqu'alors dispersées. Pour la première fois il entreprend un travail considérable, quelque chose comme une histoire universelle, il voit grand, il établit un système de chronologie, il s'efforce de bâtir une armature vaste et solide de dates et d'événements considérables pour y appuyer la connaissance du passé, il échafaude en un mot la carcasse de l'histoire. Pour la première fois aussi, il se cherche une méthode rigoureuse. Comme au temps des Saumaise et des Nicaise il accumule d'abord les textes et les autorités; mais pour choisir entre eux, il possède une règle critique. Qu'on le blâme d'examiner les témoins plus que les témoignages, au moins a-t-il cessé d'errer dans ses examens, d'hésiter dans ses jugements; Bouhier n'hésite même pas à convaincre Nicaise d'erreur, à poursuivre Saumaise avec persévérance quand Saumaise contredit ses vues. On ne saurait donc prêter trop d'attention aux *dissertations sur Hérodote*; l'humanisme bourguignon s'y est pour ainsi dire ramassé tout entier afin de nous donner la mesure de ses forces et de ses impuissances.

A dire vrai, on ne peut guère reprocher à Bouhier la sécheresse de son exposition; il n'aurait pas à écrire lui-même une histoire, ayant démontré qu'on pouvait se fier à l'histoire d'Hé-

rodote, et puisqu'il n'avait entrepris que de défendre Hérodote en le corrigeant quelque peu, on devait s'attendre à une apologie de l'écrivain, à des discussions sur les points contestés et non pas à un récit des faits. Mais l'ouvrage étant ainsi conçu, on peut s'étonner du plan défectueux ou plutôt du désordre auquel s'abandonne Bouhier. Sans doute il a cette excuse qu'on lui a arraché la publication de son livre, que la méthode qu'il a suivie n'était que la méthode de ses recherches, et qu'elle est devenue un peu malgré lui la méthode d'une exposition. Ses dissertations nous promènent des Assyriens aux Babyloniens, des Babyloniens aux Mèdes et aux Lydiens, des Lydiens aux Cimmériens, aux Egyptiens et aux Pélagés, des Pélagés aux Grecs, des Grecs aux Egyptiens, aux Scythes et aux Celtes, et des Celtes aux Scythes et à Sardanapale. Elles ne suivent même pas le plan si libre pourtant et si peu scientifique d'Hérodote, elle n'en suivent aucun, elles se sont juxtaposées au hasard, dans une confusion, dans un chaos où l'on cherche en vain le fil d'Ariane qui pourrait nous conduire. Et même si l'on entreprenait de les ordonner, même si par aventure on venait à bout de cette tâche impossible, on n'obtiendrait pas un développement méthodique et complet. Pour ne parler que de la Grèce, la curiosité du Président Bouhier se restreint à discuter quelques problèmes particuliers : l'invention de l'alphabet, la chronologie des anciens rois de Cyrène, le temps où Lycurgue donna ses lois, les époques des révolutions contemporaines de Pisistrate, la chronologie des Cypsélides, le temps où ont « fleuri les philosophes Lycurgue et Pittacus ». Avec ces renseignements épars on ne fait pas une histoire de la Grèce, car non seulement il manque le mortier pour unir les matériaux, mais la plupart même des matériaux font défaut, et ces quelques pierres gisant sur l'herbe ne font pas un édifice. Par de tels procédés, on ne construit pas une histoire universelle, et dans l'ouvrage informe du Président Bouhier on saute à grandes enjambées d'un fait à l'autre par-dessus des lacunes immenses. Son érudition fait songer à ces vieilles cartes d'Afrique où çà et là on lisait un nom parmi les vastes taches blanches des *terrae ignotae*. Par de tels procédés, on n'écrit même pas des histoires particulières, et chaque dissertation répète les défauts de l'ensemble. Ici elle élucide un fait contesté, là une date, mais ses clartés voltigent par bonds désordonnés à travers l'inconnu comme des feux follets sur une mare obscure. Dira-t-on que visant à établir un système général de chronologie, Bouhier considère seulement l'essen-

tiel, les grands synchronismes, et néglige le détail ? Mais pour qui veut établir un système, l'essentiel ne consiste-t-il pas à découvrir l'enchaînement des faits principaux ? Dira-t-on que Bouhier n'a prétendu que commenter quelques difficultés d'Hérodote ? C'est ce qu'il accomplit en effet ; mais ne sort-il pas de son rôle de commentateur quand à propos d'Hérodote il s'élance en de vastes considérations sur l'histoire du monde, quand il prétend atteindre non pas la vérité selon Hérodote mais la vérité même. Commentateur, il est trop historien ; historien, il est trop commentateur ; il est à la fois l'un et l'autre avec cette ignorance de la distinction des genres, cette incapacité à s'enfoncer dans un seul qui caractérise l'humanisme. Ou plutôt, il a dans l'esprit une méthode de recherche, un art de vérifier les dates, de déterminer le crédit qu'il faut accorder aux autorités. Il a dans l'esprit sinon le projet du moins l'idée d'une histoire universelle du monde primitif, d'un système grâce auquel on embrasserait d'un coup d'œil la vie de tous les peuples à la fois, grâce auquel à chaque époque on apercevrait même les empires les plus éloignés, grâce auquel on verrait les histoires particulières des Etats tantôt se dérouler à l'écart, et à d'autres moments se confondre sans que jamais une nation ne semble nouvelle et pour ainsi dire surgie de l'inconnu. Tout cela est en puissance chez Bouhier, mais quand il faut passer à l'acte, la montagne en travail enfante une souris et l'on aboutit à un commentaire d'Hérodote. Non pas même de tout Hérodote, mais de quelques problèmes particuliers. Non pas même des problèmes les plus importants et les plus féconds, mais de ceux qui retiennent l'attention des érudits, de ceux qu'ont traités les Saumaise, les Périzonius, les Pétau, les des Vignolles et les Tournemine. Malgré sa discipline apparente et qui ne peut le contenir, l'humanisme réapparaît à peu près tel que par le passé, avec son besoin d'accompagner quelqu'un et de discuter avec lui, ne serait-ce que pour contredire, avec sa vue de myope toujours penché sur un détail, incapable de voir loin et de voir grand. Au lieu de vagabonder en amateur à travers toute l'histoire, Bouhier s'enferme dans l'histoire primitive et il en parle en érudit bien informé de son sujet, mais après l'avoir explorée recoin par recoin, il se montre impuissant à la contempler tout entière. Et quand même il apercevrait la succession des événements, il lui manquerait d'en examiner la suite et d'en rechercher les causes. Après Bossuet dont le discours est une explication, au siècle de Montesquieu et de Voltaire, il en est

à peu près comme Hérodote à considérer l'histoire comme un simple récit. Sans doute beaucoup encore jugeaient comme lui, d'autres que lui méconnurent la profondeur des *Considérations sur la Grandeur et la Décadence des Romains*, mais n'est-il pas remarquable que tout informé qu'il fût des progrès de son époque, cet humaniste impénitent n'ait jusqu'au bout cherché à découvrir dans l'histoire que des faits et qu'il n'ait rapporté de ses longues études que de menus détails ? Songeons qu'il intervenait dans une question qui n'était pas nouvelle, que presque chaque année l'Académie des Inscriptions y revenait dans ses discussions, que les travaux de ses membres n'étaient pas inconnus au Président, si même ils n'avaient point provoqué ses recherches; trop souvent méconnue depuis, mais plus redoutable que les gamineries d'un Voltaire, une science naissait qui devait fournir un aliment à l'irrespect philosophique, une science à qui l'amour de la vérité enseignait toutes les hardiesses, qui pesait les témoignages sans vénérer les témoins, qui même osait interpréter ou contredire l'Écriture. Auprès de Fréret et de ses émules, Bouhier semblait un homme d'un autre âge.

Et sa critique n'est qu'une apparence. Mieux peut-être que l'absence de toute critique, elle révèle un instinct de s'abandonner à la pensée d'autrui. Qu'importe si un objet inerte est ballotté par des flots contraires ou entraîné au fil d'un courant; qu'importe qu'on suive toutes les influences ou qu'on soit docile à une seule. C'est une faiblesse que de courir après tous les jupons qui passent, c'en est une aussi que d'élire une maîtresse, et c'en est une pire car on commet pour une femme des sottises qu'on ne commet pas pour les femmes. Et si Bouhier ne vénère pas tous les auteurs à la fois, comme faisaient ses aînés, c'est pour en mieux vénérer quelques-uns. Passe encore pour les Écritures; il n'y a pas si longtemps qu'on a tout à fait cessé d'admettre la chronologie de la Bible et même un contemporain de Voltaire et de Buffon, surtout un magistrat respectueux de la religion établie pouvait répugner à renverser par ses études un système que la foi semblait imposer à l'histoire. Mais peser le mérite d'Hérodote et, sous prétexte qu'on l'a éprouvé, se fier à lui en toute chose, n'est-ce pas une méthode inventée par un génie crédule, apte à apprendre plutôt qu'à penser et qui ne consent à discuter un instant que pour se dispenser à l'avenir de toute discussion. Une fois admise la véracité d'Hérodote, il devient inutile d'écrire une histoire, elle est écrite, et pour s'instruire du passé, il suffit de lire Héro-

dote. Les Lantin et les De La Mare aussi jugeaient que les anciens ayant mieux connu l'antiquité que nous, c'était œuvre vaine que de vouloir raconter l'antiquité; parmi les anciens, Bouhier préfère Hérodote, mais il accepte ses dires de la même façon que ses aînés acceptaient tous les dires.

Et quelle pauvre critique que la sienne. L'Écriture lui fournissait quelques rares certitudes, îlots clairsemés au milieu d'une mer d'ignorances. Les synchronismes ne sont qu'un leurre, car ou bien il y a consentement universel de tous les historiens sur un fait, et alors tous se valent; ou bien il y a désaccord et alors pourquoi préférer Hérodote et même pourquoi se rallier à l'opinion du plus grand nombre? Bouhier ne sait pas chercher la preuve; si l'on ignorait à son époque les inscriptions assyriennes ou égyptiennes, du moins pensait-on grâce à l'éclipse observée par Thalès, déterminer une date sûre dans l'histoire ancienne. Mais il ne s'embarrasse guère des calculs de l'astronomie (1), et croit même que, durant l'été, le jour se lève plus tôt au bord du fleuve Illys que dans les climats plus septentrionaux (2). A part les quelques coups de sonde que la Bible lui permet de donner, sa seule critique est fondée sur la vraisemblance et tout paraît vraisemblable à sa crédulité et à sa prédilection pour Hérodote. Encore qu'il fasse quelques réserves, il reçoit pour monnaie courante les fables des anciens : « Combien y a-t-il de faits dans la Mythologie que nous sommes obligés de rejeter (3) soit parce qu'ils sont contraires aux livres saints, soit parce qu'ils sont détruits par de meilleurs historiens, soit enfin parce qu'ils ne sauraient se concilier entre eux; à l'exception de ces cas on admet quelquefois ce que nous disent les écrivains fabuleux. Non qu'on soit assez crédule pour leur ajouter foi en tout, mais on veut bien présumer qu'ils ont dit quelques vérités quoique accompagnées de circonstances fausses. » Les vérités ce sont toutes les légendes, les circonstances fausses, c'est le surnaturel et le divin; Bouhier s'en tenant à la critique d'Évhémère accepte la fable pour une réalité, et à un an près détermine les dates du déluge de Deucalion, des voyages de Jason et d'Hercule, du règne de Midas (4), non pas pour rendre cohérents les récits d'Hérodote mais pour en démêler les vérités incontestables. Europe n'a peut-être pas été enlevée par Jupiter, mais que son

(1) Ibid. 39 sqq.

(2) Ibid. 42.

(3) Ibid. 90.

(4) Ibid. 126.

ravisser portât des cornes ou n'en portât point, Bouhier ne doute pas qu'elle ait été enlevée et il sait en quelle année. On devine par ces exemples qu'il n'est point exigeant sur la vraisemblance, qu'il ignore l'art d'éclaircir un fait. Il ignore surtout l'art de critiquer l'autorité d'un auteur. Bayle dont on parlait tant à Dijon, Bayle qu'admirait Mathieu Marais, lui eût enseigné à reconnaître non pas les erreurs mais les causes permanentes des erreurs, à considérer le caractère d'Hérodote, ses préjugés, ses intentions; mais Bouhier montre une égale impuissance à critiquer les témoignages et à apprécier un témoin. Quelques rapprochements avec la Bible, l'argument d'une prétendue vraisemblance lui suffisent pour justifier son respect d'Hérodote, et son respect une fois justifié il s'abandonne à son guide. Quand tous les savants de son temps s'essaient à la critique des faits, il revient au culte des anciens; loin de préparer la science de l'avenir, il ressuscite une dernière fois l'esprit du passé. Et certes, on ne saurait méconnaître qu'avec lui l'humanisme entreprend de grands travaux, qu'il rassemble tous ses efforts, qu'il cesse de se disperser sur tous les objets, que d'autre part il cesse de partager sa déférence à peu près également entre tous les auteurs, qu'il s'impose une discipline comme il voue à ses travaux une persévérance encore inconnue, mais il ne remonte pas le cours de sa nature, il continue à suivre les inclinations de jadis. L'amour du détail l'empêche de rien concevoir, la docilité envers les autorités, surtout envers l'autorité des anciens le détourne de penser. Il y a durant la première moitié du dix-huitième siècle une saison où, grossi de nouveaux labeurs, l'humanisme roule un flot puissant, où l'on essaie de l'endiguer entre des rives moins incertaines, mais comme ces oueds tournés vers le désert, qu'il s'enfle ou se réduise à un mince filet, il se perd dans les mêmes sables. Au temps de Bouhier, il s'écoule à grand bruit et l'on croit aux alentours entendre la voix d'un grand fleuve, mais pour que ses eaux fécondent quelque chose, attendons qu'elles soient dérivées de leur cours et canalisées par un âge nouveau.

Quand on connaît Bouhier et qu'on a lu ses dissertations, on a considéré une image agrandie des érudits bourguignons et de leur érudition, et l'on peut se dispenser de s'arrêter longuement devant les répliques et les réductions de l'original. La plupart de ces imitations n'ont pas les mérites de leur modèle et en accentuent les défauts; leurs auteurs ne comptent guère que par le nombre et le principal intérêt de leurs tra-

vaux c'est de manifester la vigueur de l'humanisme, c'est de prouver que l'arbre étendait ses rameaux et poussait des branches plus solides que jamais. Du P. Oudin nous avons des dissertations historiques fondées sur ses études celtiques, l'une sur Bibracte, dans laquelle avec Moreau de Mautour et dom Calmet il place sur le Beuvrai l'oppidum des Eduens. Sa principale preuve est tirée de l'étymologie, et les monuments antiques d'Autun, loin d'ébranler sa conviction, la fortifient, car observe-t-il non sans raison, les Gaulois ne construisaient pas de monuments. Il disserte sur les Ambrons, et comme en patois bressan les osiers portent le nom d'amereaux, il ne doute pas qu'Ambron ne vienne d'amereaux comme en Italie Populonia vient de Populus. Il tâche également, à l'aide du celtique, d'expliquer l'inscription funéraire *sub ascia*; il prolonge en un mot avec une science plus sûre cette curiosité des antiquités gauloises ou romaines depuis si longtemps familières aux Dijonnais (1). M. des Forêts entreprend l'histoire des Séquanes; et d'Autun, où il réside, l'abbé Germain (2) envoie sans cesse à Dijon des Mémoires sur ses découvertes archéologiques. Avec M. Thomassin, ingénieur envoyé par le Régent pour étudier le plan du canal de Bourgogne, il projette de dresser la carte du pays et le plan d'Autun tels qu'ils étaient à l'époque de Constantin, et tous deux font des fouilles, attribuant d'ailleurs aux Gaulois qu'ils supposent civilisés par les Grecs tous les édifices d'architecture hellénique. Ils visitent la contrée des Eduens, et après bien d'autres donnent leurs conjectures sur la colonne de Cussy où ils voient un trophée pour la défaite d'Orgetorix, ils cherchent surtout à percer le mystère de la religion druidique et comme il se doit donnent quelques remarques sur le tombeau fameux de Chindonax. Il est vrai, on voit éclore ou germer des travaux plus étendus, comme l'histoire critique du goût littéraire des anciens qu'entreprend le P. Oudin. Cette histoire est aujourd'hui perdue, et nous pouvons regretter la disparition d'une érudition précieuse, mais tout nous incline à supposer que comme les *Jugements des savants* d'Adrien Baillet, elle n'était qu'une compilation sans pensée de tous les jugements de la critique ancienne (3).

(1) MICHAULT, *Mélanges*, II, 140, 156, 211.

(2) Sur l'abbé Germain, cf. MICHAULT, *Mélanges*, II, 190.

(3) On peut dans ce tableau des dijonnais érudits négliger l'abbé Lebœuf, encore que Bouhier ait exercé sur lui une influence considérable. Il n'habitait pas Dijon et ne se lia qu'assez tard avec Bouhier (en 1728). Cf. *Correspondance de Bouhier et de l'abbé Lebœuf*.

Au reste, les recherches sur l'antiquité n'absorbent pas toutes les curiosités. M. du Tilliot, collectionneur de parchemins et de lézards empaillés, avait recueilli dans son bric à brac jusqu'à des choses précieuses. Même quand il eût émigré de Dijon à Nuits, on se déplaçait pour aller admirer son cabinet de médailles, ses manuscrits et les trois mille volumes de sa bibliothèque. De même que tous les objets trouvaient place en sa demeure, il n'était matière à laquelle il ne pût s'intéresser. Curieux surtout des vieilles traditions populaires, nous le connaissons aujourd'hui par ses *Mémoires sur la fête des fous*; il continuait en les rédigeant une œuvre jadis entreprise par Philibert de La Mare, et somme toute il la menait à bien (1). Quoiqu'on lui ait reproché quelques erreurs, son livre rassemble la plupart des documents que nous possédions sur la Mère folle dijonnaise. Il connaissait bien le passé de sa province, les généalogies des familles nobles, les actions de leurs ancêtres, les menus faits de la vie locale; mais il en savait trop bien les détails, car de sa science qui peut-être aurait suffi pour une histoire de Bourgogne, il n'a tiré que des historiettes et des monographies. Familier avec tout le Moyen âge et la Renaissance, nous lui devons une dissertation sur l'auteur du *Roman de la Rose*, des mémoires pour l'histoire des ducs de Bourgogne de la première et deuxième races royales, pour l'histoire du duc de Guise tué à Blois par ordre de Henri III, un *éloge des hommes illustres de Louis XII à Henri IV*. Par les qualités littéraires, ces travaux sont sans valeur; ils sont précieux par l'information et comme répertoire d'anecdotes et de faits. Amateur de curiosités plus que de science, du Tilliot a surtout regardé les dessous de l'histoire, les curiosités que l'on néglige comme de minime importance, les particularités concernant les grands hommes, et quelquefois à force de scruter le détail, de ramasser des inutilités, il découvre des vues sinon justes, au moins originales. Qu'on néglige si l'on veut ses notes sur les douze Césars, sa *vie des poètes latins de Livius Andronicus à Michel Marcellus* qui cependant révèlent bien des particularités ignorées, mais on n'en saurait faire autant de ses remarques historiques sur la déesse Vénus ou sur le dieu des jardins (2). N'y cherchons pas une théorie de la religion romaine, car du Tilliot ignore cette éru-

(1) Outre les *Mémoires pour servir à l'histoire des fous*; cf. ms. 915, 672, 670, 671.

(2) Tous ces mémoires de DU TILLIOT se trouvent rassemblés en un recueil, ms. 915.

dition féconde qui à propos d'un détail suggère un système général; mais nous y trouverons une documentation précise et riche. L'amour des minuties conduit du Tilliot à rechercher la cléf de Virgile, d'Horace et d'Ovide; clef souvent fausse peut-être, car il est douteux par exemple que l'églogue sur la Magicienne mette en scène Antoine et Cléopâtre; du moins tentative originale et juste dans son principe pour expliquer par l'histoire les œuvres de la littérature. Mais il est d'abord un collectionneur de livres et de médailles. Bibliophile, il rédige quelques pages sur Jean de la Case, cardinal et auteur supposé du *de laudibus Sodomiae*; numismate, il court après les médailles par passion de la chasse bien plus que par goût artistique; ce qui les rend précieuses, c'est, dit-il, « la rareté ou de la tête, ou du revers ou de la légende »; il sait comment on les falsifie, il sait distinguer les vraies; il dresse le catalogue des plus rares, il tâche aussi de les expliquer par l'histoire, de même que, grâce à leur secours, il s'efforce de renseigner l'histoire, il démontre dans une lettre au P. Lempereur l'importance des documents qu'elles fournissent et grâce aux médailles il prétend apporter des renseignements nouveaux sur Sémiramis, sur Marc Antoine et Cléopâtre, sur Messaline, sur Théodora. Certes il a raison, mais en juxtaposant des médailles on n'obtient que des vues fragmentaires du passé, et la science de du Tilliot elle aussi n'est qu'une collection d'études fragmentaires, bourrées de faits, mais sans lien, sans pensée et trop souvent sans critique. L'abbé Papillon au contraire, fidèle ami du Président Bouhier, avait usé sa vie dans la préparation d'une œuvre unique. Fouillant les archives, visitant les paroisses, recherchant les monuments, déchiffrant les épitaphes, interrogeant les savants, soit à la ville, soit durant ses voyages, soit dans les conversations, il ne songeait qu'à rassembler les matériaux de sa *Bibliothèque des auteurs de Bourgogne*. Œuvre étonnante par l'abondance et la sûreté des renseignements; tous les écrivains nés en Bourgogne, même les plus obscurs, figurent dans ce catalogue avec l'indication des dates et des circonstances essentielles de leur vie et la liste de leurs ouvrages. C'est un répertoire complet, mais quelque justice que l'on veuille rendre à l'auteur, on peut admirer sa probité, son labeur, sa persévérance, l'étendue de son érudition, et toutes les qualités d'un bon ouvrier, mais on ne peut considérer ni comme un grand homme ni comme un grand esprit cette taupe qui s'appelle Papillon.

Sans doute le savoir bourguignon accomplit une besogne utile. Si comme jadis il apprend pour apprendre et pour s'amuser, ses amusements ne sont pas stériles, et des explorations à travers le passé il rapporte des acquisitions solides et durables. La preuve, c'est qu'on consulte aujourd'hui encore du Tilliot et Papillon, peut-être bien davantage que les *dissertations sur Hérodote*. Car Bouhier a vu trop grand et il a échoué pour avoir tenté une entreprise où ses forces le trahissaient. Ses compagnons étaient médiocres dans leur génie et ce fut leur bonheur, car ils furent médiocres dans leurs ambitions. Ils n'essayèrent que des ouvrages où sans le secours de la pensée la seule application permet de réussir, et ils y réussirent car le courage ne leur manqua pas pour déterrer les documents. La nécessité de leur nature leur imposait la sagesse de voir petit et de n'entreprendre que des travaux à la mesure de leur génie; les courtes notices du gros livre de Papillon, les dissertations du P. Oudin et de du Tilliot, les recherches biographiques, l'explication des monuments, toutes ces minuties de l'information n'exigent que la connaissance des faits; l'humanisme était propre à rassembler cette connaissance pour peu qu'il se disciplinât, et il y excella en rétrécissant ses curiosités.

Ses longs efforts enfantent de petits ouvrages, car la découverte d'un seul détail suffit à occuper des heures et des jours. Mais ces ouvrages peu considérables et souvent insipides sont les fruits d'un savoir solide et précieux. Le commerce assidu des livres a donné naissance à la science bibliographique, chacun des amis de Bouhier est une bibliothèque vivante, et Bouhier plus que ses amis. Dès sa jeunesse, il avait dressé le catalogue de ses livres, mais il savait aussi bien ce que possédaient ses voisins. A-t-on besoin d'un manuscrit ou d'un texte rare, le Président le prêterait s'il l'a chez lui, sinon, il indiquera où il est. Veut-on savoir où trouver un renseignement? Il y a des chances que Bouhier le puisse donner, s'il l'ignore il vous adressera aux bonnes sources. Il surpasse Lantini lui-même par l'étendue et la variété de son information. Autour de lui, le P. Oudin met au jour des notes de Guyet sur la *Pharsale*, une dissertation de Peirese sur un trépied antique, fournit des documents à l'abbé Bonardi pour son *dictionnaire des anonymes ou pseudonymes*, œuvre jadis entreprise par De La Mare, à l'abbé Gouget pour le *Supplément au Moreri*. On travaille à cette *vita Salmasii* entreprise par de La Mare, continuée par Lan-

tin, Huet et La Monnoye; Bouhier la revoit et en réduit l'étendue, le P. Oudin se charge de l'achever et de l'éditer et ne la publie pas. Mais il publie du moins le livre de Saumaise *observatio de secretariis* et sans doute projetait-il de publier encore d'autres ouvrages du grand homme dont Bouhier avait recueilli les manuscrits. Et le Président donne une préface pour une nouvelle édition de Montaigne; une préface sévère pour l'auteur des *Essais* dont la grâce ne le laisse pas insensible, mais dont il ne pouvait aimer l'humanisme robuste, l'humanisme animé par une pensée. En fait, c'est la pensée qu'il lui reproche sous le nom de vanité.

Il n'y a que de l'érudition dans les travaux de la jeune génération qui se forme aux lettres sous la direction de Bouhier, dans les notes de l'abbé Joly (1) sur la *vie de Thomas Cayet*, sur les *mémoires de Charles IX*, sur la *vie de Guillaume Postel*, sur celle de Courval et de P. de Deimier, dans ses *Mélanges* sur Cyrano de Bergerac, sur Segrais, sur Madame de La Fayette, dans ses *additions aux Mémoires du P. Nicéron*. C'était un infatigable compilateur que l'abbé Joly et dont les mémoires sont plus fertiles en détails curieux qu'en réflexions originales. C'en était un aussi que Michault, auteur de la *dissertation sur le vent de Galerne*. Survivant à la petite académie du Président Bouhier, il a recueilli dans ses *Mélanges* l'héritage de ses aînés. C'est à lui que nous devons les dernières études sur Saumaise, presque tout ce que nous savons sur le P. Oudin, un extrait des mémoires de Peirese, des observations sur l'Arétin, sur Boccace, sur le *Cymbalum Mundi*, sur l'*Occasion perdue et recouvrée* dont une bonne part était un écho de la conversation de Bouhier. Si Bouhier possédait un manuscrit de Gérard de Roussillon, s'il discutait avec Sainte Palaye de philologie romane, Lantin le jeune prépare un glossaire du *Roman de la Rose* et une *dissertation sur la Satire de Rabelais*. Peut-être y a-t-il à glaner dans ses notes; à ses yeux Gargantua n'est autre que Louis XII, tous les héros du livre sont des personnages contemporains de l'auteur, et l'ouvrage un roman satirique, un roman à clef dans lequel il faut chercher des allusions précises (2).

(1) Philippe-Louis Joly, chanoine de la Chapelle aux Riches, qu'il ne faut pas confondre avec le dominicain Philippe Joly, auteur du Virgile viré. Ses ouvrages manuscrits sont conservés à la bibliothèque de Dijon. La plupart lui ont servi dans sa critique de Bayle.

(2) Ms. 1190. Lantin continuait les études sur Rabelais commencées jadis par Ménage et par La Monnoye. Dans le ms de Bouhier, Bib. nat. n. a. fr. 4219, on trouve des *Remarques* sur les IV premiers livres de Rabelais.

La Bourgogne voit fleurir toute une société de savants appliqués à des tâches de peu d'étendue et qui se montrent désormais capables de persévérer dans leurs entreprises et de les terminer. Supérieurs à leurs devanciers par la discipline qu'ils s'imposent, chez eux l'humanisme s'achève en érudition, c'est sous cette forme qu'il devait se perpétuer. Et l'érudition sert à la critique des auteurs, mais elle n'est pas une critique parce qu'elle est vide de pensée. Et l'érudition est utile à l'histoire, mais elle lui est utile à peu près comme le carrier l'est à l'architecte; elle n'apporte qu'une matière inerte et sans forme. En elle-même, elle est stérile, car elle n'aperçoit pas la conséquence de ses découvertes, car elle ne découvre que des détails qu'elle ne peut embrasser à la fois. Plus elle en trouve et moins elle sait qu'en faire; à force de gratter le sable, admettons pour complaire à leurs admirateurs que les érudits bourguignons aient déterré des perles, ils ne s'en sont servis non plus que le coq de la fable. Non, l'humanisme de Bouhier et de ses amis ne saurait passer pour une ébauche de la philosophie du dix-huitième siècle, c'est un édifice ancien qui tombait en ruines au temps de Louis XIV et qui achève de se ruiner, c'est un arbre mort dont on a retranché quelques rameaux secs pour laisser aux autres un reste de sève mais qui ne peut plus revivre. L'esprit nouveau pourra croître à ses côtés et s'engraisser de ses restes, du moins germera-t-il d'une semence neuve et non de la souche antique. La preuve, c'est que lorsqu'apparaît en France la philosophie du dix-huitième siècle, la bourgeoisie érudite, loin de lui ouvrir les bras, s'isole et se replie sur elle-même.

3. — L'érudition en face du siècle

Loin de servir de transition entre le siècle écoulé et celui qui va commencer, l'érudition contemporaine de Bouhier prolonge à Dijon l'âge précédent et loin d'en atténuer les caractères originaux, elle les accentue. Le long des rivières dans les replis des bords, il se forme des nappes d'une eau tranquille et immobile et que le flot oublie tandis qu'il s'écoule lentement; mais si le courant devient plus rapide, ces nappes dormantes s'éveillent et semblent vouloir remonter vers la source. Ainsi, l'humanisme longtemps indifférent, étranger mais non pas contraire aux préoccupations de son époque,

l'humanisme qui n'était pas une force, mais un réceptacle où se déposaient toutes les acquisitions du savoir humain, l'humanisme s'anime quand le mouvement se précipite qui entraîne les esprits vers un monde nouveau, et loin de céder au courant, on dirait qu'il s'efforce de le remonter.

Jamais la direction de la pensée bourguignonne n'appartint davantage non pas seulement à la bourgeoisie, mais à ce qu'il y avait de plus élevé dans la robe. Noblesse, richesse, honneurs se sont accumulés sur Bouhier, et soit par le prestige de ses talents, soit par une certaine habileté à se faire écouter, Bouhier règne sur les beaux esprits de sa province. Autour de lui s'est groupée non pas la petite république qui se réunissait chez Lantin, mais une coterie de disciples, tous de bonne naissance et de fortune indépendante, mais tous aussi ses inférieurs soit par l'âge, soit par la gloire, soit par le rang, et qui tout en l'aimant le vénèrent comme un maître. Et les autres Dijonnais, moins près de lui mais encore à son ombre, contemplent avec admiration son cénacle, siègent à ses côtés au Palais, le fréquentent dans le monde, sollicitent ses conseils, imitent ses travaux, même s'ils ne sont pas membres de son académie. A l'écart s'agitent quelques jaloux et la bourgeoisie moyenne ou petite qui ne partage plus guère ni les études ni l'existence de la grande; mais cette société nouvelle se prépare pour l'avenir plutôt qu'elle ne compte déjà; elle disparaît ensevelie dans l'obscurité de sa condition, comme dans sa médiocrité intellectuelle; Bouhier attire tous les regards, le reste végète à ses pieds; plus que jamais, la culture de l'esprit semble en Bourgogne le domaine privilégié d'une aristocratie.

Aussi cette culture a-t-elle gardé tous ses caractères d'autrefois. C'est une distraction parfois laborieuse, mais toujours une distraction de gens riches. C'est un savoir indifférent à l'action et qui de moins en moins s'encombre de soucis pratiques; les Lantin et les Collet se tenaient plus près de la vie, s'intéressaient plus aux connaissances utiles que Bouhier. C'est un savoir destiné au divertissement, et qui comme tel ne se plie pas aux méthodes des sciences, qui s'écarte des études où l'on n'entend rien qu'après avoir longtemps étudié, où l'on ne découvre rien qu'à condition de s'y donner tout entier. C'est un savoir qui ne crée rien, que sa paresse originelle rend infécond, dont tout l'effort tend à retrouver ce qu'ont inventé les autres. C'est un savoir de luxe et un divertissement d'amateurs. Souvent à vrai dire il exige de la peine,

et nous nous étonnons qu'une plante destinée à l'ornement se hérisse de tant d'épines ; mais les roses aussi se couvrent d'épines et les gens riches aiment à s'en entourer. L'humanisme bourgeois n'est que simple curiosité, simple information de ce qui se passe autour de lui, de ce qui s'est passé autrefois, et cette curiosité suffit à satisfaire les esprits. Bouhier a prétendu la réformer, ou plutôt il s'est essayé à la réformer, entraîné par une inclination naturelle d'un génie sérieux jusque dans ses plaisirs beaucoup plus que suivant un dessein raisonné. Mais il ne l'a réformée que pour la sauver et la rendre durable. Elle était faite pour l'étude du passé ; il renonce ou à peu près à toutes les sciences dont la matière ne gît pas dans les livres, dont l'objet n'est pas de remuer la poussière des siècles. Elle était faite pour amasser des détails ; il la discipline dans ses recherches, il l'empêche de s'égarer ça et là, et en l'arrêtant sur les domaines restreints il lui permet d'achever ses travaux et de découvrir des vérités peu considérables mais sûres. Plus que jamais c'est une science de détails, c'est une science sans pensée et qui ne crée pas, plus que jamais c'est la recherche des menus faits du passé. Au temps des Lantins, l'humanisme bourguignon est un grand jardin rempli de plantes d'ornement, poussées sans ordre, semées sans choix et qui, faute d'air et de lumière, s'étouffent et dont aucune n'arrive à s'épanouir. Bouhier arrache de ce jardin les plantes potagères qui s'y sont égarées, et celles à qui le terrain ne convient pas, et celles dont la puissance et la vigueur déplaisent à ses goûts bourgeois ; et certes il bêche, il émonde, il arrose, il n'épargne ni son temps ni ses sueurs, mais il ne cultive que des fleurs, destinées au plaisir des yeux, et qui ne donnent rien, sinon les fruits maigres et sans saveur de l'érudition.

Cependant autour de lui le siècle ensemait ses champs et préparait la récolte future dont les premiers épis commençaient à lever. Et comme le jardin d'un humaniste n'est pas entouré de murs, le Président tout en parcourant ses allées avec ses amis devisait avec eux de ce que faisaient les voisins. Car on sait assez qu'il était fort curieux, qu'il avait de bons yeux et que rien ne lui échappait. Or il se montre malveillant envers ses voisins, plus malveillant même que ne l'était Lantin. Dans son enclos où tout poussait à l'aventure, Lantin n'avait pas conscience de ce qui le distinguait de ses contemporains ; il cultivait de tout, même des sciences utiles, encore qu'elles ne vinssent pas à bien. Bouhier au con-

traire, dans son jardin ordonné et soigné, se rend plus ou moins compte qu'un amateur de rosés et de tulipes ne ressemble point à un agriculteur. Je ne veux pas dire que l'humanisme comprenne avec netteté en quoi il est contraire à l'esprit nouveau, car s'il comprenait les causes de cette opposition, il apercevrait sa médiocrité et son impuissance naturelle. Mais tandis qu'autour de lui on voit grand, tandis qu'on se tourne vers l'avenir, lui, toujours penché sur d'infimes détails, toujours et de plus en plus enfoncé dans le passé, il se sent gagner à l'égard du siècle naissant par une antipathie, par une hostilité de plus en plus vives où l'instinct a plus de part que le raisonnement.

Est-ce parce que sous la Régence elle a connu le succès et la gloire, que l'érudition ne se console pas de se voir abandonnée par la faveur publique ? En tous cas elle s'en plaint. Ou bien Michault (1), tout en accordant que le goût des livres est aussi vif qu'il fut jamais, déplore qu'on les lise de moins en moins et qu'on les laisse se couvrir de poussières dans les bibliothèques. Ou c'est Bouhier qui constate qu'on ne trouve plus de philologues : « Leur nombre si grand autrefois en ce royaume (2) est aujourd'hui réduit à très peu de personnes. Ce n'est pas qu'on n'y lise encore les excellents livres qui nous restent de l'Antiquité. Mais il semble qu'on ne cherche plus à les entendre que de gros en gros sans entrer dans le détail des expressions qu'ils ont employées, comme si on pouvait en sentir et en démêler les beautés dans un texte corrompu et quelquefois plein de barbarismes. » En 1746, dans la préface de son *Hérodote*, sans doute parce que le siècle a marché, les regrets se font plus amers : « Je connais le dédain de la plupart de nos prétendus beaux esprits (3) pour tout ce qui sent l'érudition tant soit peu recherchée. Renfermés dans le cercle de quelques petites connaissances superficielles, ils ne peuvent souffrir qu'on mette en honneur celles qui sont au-dessus de leur portée. Bien différents de ces génies du premier ordre, les Scaligers, les Pétaux, les Saumaises, les Huets, et plusieurs autres qui ont fait tant d'honneur à la France par leur savoir éminent, ils déshonorent notre nation en l'inondant d'écrits frivoles, mais de plus en faisant tous leurs efforts pour décrier les sciences aux-

(1) MICHAULT, *Mélanges*, II. Préface, p. IX sqq. et *Mémoire sur les bibliothèques de Dijon*.

(3) *Remarques sur les Tusculanes*. Préface, p. XVIII.

(3) *Dissertations sur Hérodote*. Avertissement IV.

quelles ils ne sauraient atteindre. » L'érudition se plaint d'être délaissée (1) ; comme de juste, elle en accuse moins l'insuffisance de ses charmes qu'elle ne s'en prend à ses rivales, et c'est contre les sciences, sans doute parce qu'elle ne leur ressemble guère qu'elle manifeste le plus de dépit. Bouhier, encore qu'il en ait reçu quelque teinture, affecte de les ignorer ; il écrit à l'abbé Leblanc (2) « pour ce qui est de la dispute sur la figure de la terre du côté des pôles, je la laisse volontiers à votre ami M. de Buffon. » C'était pourtant une dispute qui remuait l'opinion, et si elle avait éclaté cinquante ans plus tôt, soyons sûrs qu'on en eût bavardé chez Lantini. Mais justement parce qu'on en bavardait partout, parce que les sciences se sont emparées de l'attention et de la faveur publique, on leur témoigne beaucoup d'aigreur. Quoique naturaliste à l'occasion, Michault blâme ceux qui le sont avec passion (3) et prennent trop au sérieux leur divertissement. Quant au P. Oudin, nous assure son biographe, il trouvait puérile l'étude de la physique et des sciences naturelles, prétendant qu'Aristote y avait fait les principales découvertes (4). C'était peut-être le vrai sentiment de tous les humanistes, amoureux du passé, interrogeant les naturalistes beaucoup plus que la nature, prisant Plin plus que les modernes, perdus dans les livres et dans les observations de détail. Ils sentaient combien l'esprit de la science s'opposait au leur, ils le sentaient mieux qu'autrefois, et plus la science se constituait, plus elle recrutait d'adeptes, et plus ils déploiraient que le siècle marchât vers des routes nouvelles, tandis qu'ils s'attachaient aux traditions immobiles de jadis.

Dans les lettres, on admire toujours les anciens et l'on continue à les préférer aux modernes. « Les anciens, disait le P. Oudin (5), ont l'avantage de l'expression et des sentiments. Les modernes ont peut-être quelque chose de plus fleuri pour les pensées, mais après tout, la lecture des anciens me paraît même plus utile pour faire penser que celle des modernes, *vetus melius est*. » Et ce n'est pas Bouhier qui l'eût contredit, tous ses commentaires sont d'un admirateur sinon fanatique au moins convaincu de l'antiquité, et nul plus que

(1) Buffon lui-même se plaignait qu'on méprisât l'érudition. Cf. Edit. CUVIER, T. I, p. 80 et p. 105.

(2) A. LEBLANC, 1738.

(3) MICHAULT, *Mélanges*, Tome II. Préface, VIII.

(4) MICHAULT, *Mélanges*, II, 10.

(5) MICHAULT, *Mélanges*, II, 74.

lui, à part le P. Oudin, ne regrette le temps où les langues anciennes régnaient sur l'Europe savante. Sinon dans ses œuvres au moins dans son goût et dans ses jugements il apparaît classique entre les classiques, hostile aux nouveautés de son ami La Motte, et panégyriste du grand siècle. Champion d'un passé plus lointain, le P. Oudin défend encore Chapelain contre Boileau (1). On pourrait croire que les dijonnais applaudissent Voltaire, fort conservateur comme on sait dans la République des Lettres, et zélé défenseur des traditions classiques. A vrai dire ils n'ont point la sottise de le traiter d'imbécile et de nier son talent ; au contraire, ils s'intéressent aux moindres productions de sa plume et recueillent en grand nombre des extraits de ses ouvrages. Mais on sent chez eux une hostilité sourde, une prévention invouée et qui démêle mal ses causes, qui en tous cas ne les avoue pas.

Une fois, le Président Bouhier s'est amusé à refaire le début de la *Henriade*, mais le plus souvent il se contente de donner cours à une joie maligne chaque fois que Voltaire éprouve un échec ou une mésaventure, et ses correspondants qui savent comment lui être agréable n'omettent aucune des nouvelles qui peuvent flatter cette antipathie. Et quoique juriste de son état, le Président s'amuse qu'on ait bâtonné un poète (2). Je le crois sincère quand il blâme Voltaire d'avoir tant laissé de monde à la porte de son *Temple du Goût* et d'avoir placé pour en défendre le seuil une critique si hargneuse et si difficile (3) ; l'humanisme est volontiers accueillant ; mais je trouve dans son blâme une âpreté et une indignation dont il n'est pas coutumier. Apprend-il le succès de *Zaïre*, Bouhier, loin de joindre ses applaudissements à ceux du public, dénigre la pièce auprès de ses intimes : « Il y a, écrit-il à Mathieu Marais, quelques beaux endroits et des situations touchantes (4). Mais depuis le commencement à la fin, tout est presque contre la vraisemblance et d'ailleurs j'y trouve des expressions louches et des constructions vicieuses sans nombre. Ce qui est insupportable à ceux qui sont un peu plus délicats sur cet article. J'ai grande impatience de voir la parodie qu'on a faite aux Italiens et qu'on dit être très jolie... Ce qu'il y a de plus fort et de plus impertinent (dans l'épître dédicatoire

(1) MICHAULT, *Mélanges*, II, 58.

(2) DE BROGLIE, 168.

(3) Ibid. 208.

(4) Ibid. 202.

de *Zaïre*), ce sont des invectives grossières contre notre académie où il dit que le frelon prend trop souvent la place de l'abeille. Après beaucoup de belles choses pareilles, il ajoute qu'il semble que, pour y avoir place, il faille être plus accablé de la risée publique qu'honoré des applaudissements. Enfin que les têtes qu'on y couronne de lauriers n'en sont pas à tel point couvertes qu'on n'y découvre encore les restes des chardons qui ceignaient leur front sacré. Ne faut-il pas avoir perdu l'esprit pour parler de la sorte. » Et terminant une épître sur les *Lettres philosophiques*, Bouhier concluait (1) : « N'aurions-nous pas un peu honte que nos yeux s'ouvrent sur bien des choses de la façon de l'auteur de ce misérable *temple du Goût* ? »

D'où vient cette antipathie persistante ? Rivalité de gloire dira-t-on entre deux grands hommes. Mais Bouhier qui n'était pas auteur aurait-il jaloué un poète, lui qui ne jalouait même pas Davies et Bentley ses rivaux dans les commentaires ? Alors, admiration passionnée pour les classiques du dix-septième siècle ? Mais Voltaire prétendait les imiter, et quand même il ne les eût pas choisis pour modèles, devait-il encourir la haine des humanistes ? Il y a chez le Président Bouhier un parti pris contre son époque. Lui qui revendiquait la paternité de *l'Ode à Priape*, qui troussait les Dijonnaises et copiait des obscénités, qui ne craignait ni un mot gras ni un conte polisson, il fait la petite bouche devant les romans licencieux. Il apporte autant de chaleur à s'indigner contre eux que d'ardeur à se les procurer. Et pourtant, Dieu sait qu'il n'était point bégueule ni tartuffe ; mais bien plutôt que les alarmes de la pudeur, je vois en lui l'inquiétude d'un génie débordé de toutes parts par l'esprit nouveau et qui luttait de toutes parts contre un insaisissable ennemi.

Cet ennemi, c'est l'esprit philosophique, l'esprit démolisseur, invulnérable, car souvent on le devine plus qu'on ne l'aperçoit ; c'est lui que l'on pourchasse au nom de la décence ou de doctrines littéraires. Car il pénètre jusque dans le fond des provinces, souvent déguisé, quelquefois sans masque et avec impudence. Les magistrats mêmes ne peuvent pas l'ignorer. Car durant la Régence et les premières années de Louis XV le Parlement ne condamne que des pamphlets jansénistes, des apologies trop hardies des Jésuites, des mandements d'évêques, des libelles contre les personnes, contre le Régent

(1) DE BROGLIE, 220.

ou contre ses ministres. Mais le 14 mars 1742 (1), M. Quarré de Quintin, procureur général, dépose sur le bureau de la Cour une brochure répandue dans la ville, *Pigmalion ou la statue animée*, imprimée à Londres chez Samuel Harding. « L'auteur, dit le réquisitoire, a eu l'adresse d'y recueillir tout ce que le libertinage de l'esprit et du cœur peut imaginer pour corrompre l'un et l'autre sexe. On en veut surtout à la religion et aux mœurs... L'Etre Suprême dont l'idée et le nom seul démontrent l'existence et dont le ciel et la terre annoncent la gloire et les bienfaits sont non seulement méconnus dans ce libelle, mais confondus avec les termes vides de nature et d'univers. » Sur quoi arrêt est pris qu'il sera procédé extraordinairement contre les contrevenants, que le livre sera brûlé et le décret affiché.

Bouhier ni les siens n'avaient attendu ces scandales pour se défier des nouveautés. « Monsieur, répondait le P. Oudin à un jeune athée, j'ai toujours évité la controverse sur les points importants de la religion » (2). Et Bouhier écrivait à M. Iselin, professeur de théologie à Bâle : « Je ne crois pas que vous pensiez que tout chrétien soit obligé d'examiner par lui-même les fondements de sa créance (3). Il y en a même une infinité auxquels la chose serait impossible. Ainsi ceux-là sont obligés de s'en tenir au catéchisme dans lequel ils ont été nourris. » Et parlant d'un repas de philosophes auquel avait assisté l'abbé Leblanc : « Pour ce qui est de la religion, lui dit-il, je soupçonne qu'il eût été bon de se boucher les oreilles » (4). Ce n'est pas que Bouhier se fermât les oreilles à la lettre, mais l'esprit du siècle intéressait sa curiosité sans parvenir à gagner son âme. La philosophie des Bourguignons ne consistait que dans l'étude des anciens philosophes, mais ce que nous appelons les idées philosophiques leur demeurerait étranger. « On méprise aujourd'hui beaucoup, déplorait le P. Oudin, les anciens philosophes (5) parce qu'on ne les connaît pas et qu'il est plus aisé de les mépriser que de se mettre en état de les connaître. On étudiait autrefois, à présent on s'amuse. » Aux yeux des humanistes, ce n'est pas philosopher qu'exercer son jugement sans le soutien des autorités. Fort libres dans leur attitude à l'égard des

(1) Ms. 771 — Séance du 14 mars 1742.

(2) MICHAULT, *Mélanges*, II, 69.

(3) Des Guerrois, 50.

(4) A Leblanc, 1738.

(5) MICHAULT, *Mélanges*, II, 70.

croyances traditionnelles, mais désapprouvent l'irrespect agressif et démolisseur, ils n'ont cependant pas le courage de ruiner l'irreligion par des réfutations en règle, hormis peut-être *l'Anti Lucrèce* de l'avocat Raviot. Mais lorsque paraît un ouvrage subversif, quelle malignité dans leur critique et jusque dans leur silence ! Quand Montesquieu se présente à l'Académie, son échec réjouirait fort Bouhier qui fréquente cependant chez la Marquise de Lambert (1). Mais les rumeurs mêmes de la « Cour Lambertine » ne l'inclinent pas à la bienveillance envers Montesquieu. Les *Lettres Persanes* sont à ses yeux immédiatement au-dessous de rien (2), non peut-être que leur hardiesse l'intimide, mais parce qu'elles publient des plaisanteries et des critiques qui jusqu'alors ne sortaient pas de la robe. Même dans les *Considérations sur les Romains*, encore qu'il y trouve quelques endroits « assez jolis » (3), le Président qui n'est apte à saisir que des faits s'étonne de rencontrer des idées. Il s'indigne que Voltaire dans son *Charles XII* ait représenté Christine comme une philosophe (4), « n'osant pas la dire athée, comme si elle n'avait pu demeurer telle étant luthérienne, et comme si on quittait un royaume pour la religion quand on n'a point de religion. » Au reste, il démêle parfaitement les intentions de Voltaire et redoute le venin de son esprit tout en recherchant ses écrits empoisonnés : « J'ai, écrit-il à l'abbé Leblanc, enfin vu l'*Alzire* (5). Ceux qui l'ont baptisée un catéchisme n'ont pas mal rencontré. On ne peut nier qu'il n'y ait de bons morceaux dans cette pièce comme dans toutes celles de l'auteur. Mais l'ordonnance n'en plaira jamais aux connaisseurs, ni la morale aux gens sensés. On aperçoit trop son but en fait de religion, c'est pourtant ce qui lui donne le plus de vogue au temps présent. Mais cela pourra bien le faire tomber dans la suite. Avez-vous ouï réciter quelque chose de la *Fucelle* dont on dit qu'il y a déjà douze chants d'achevés ? »

Par horreur des nouveautés, on rejette d'antiques admirations, on tempère l'audace du langage, on réfrène les licences de la pensée à mesure qu'on en mesure mieux les dan-

(1) DE BROGLIE, 175, 176.

(2) Ibid. 175.

(3) Ibid. 228.

(4) Ibid. 198.

(5) A LEBLANC, 21 mai 1736.

gers. Lantin et De La Maré parlaient avec complaisance des *Vindiciae contra tyrannos* d'Hubert Languet ; Bouhier s'écrie avec indignation : « Des officiers qui tiennent tout leur pouvoir du Roi déclarer ce même roi déchu de la couronne, quels monstres ! » (1). Au dix-septième siècle, l'Angleterre éveillait l'intérêt, peut-être la sympathie de Lantin et des Bourguignons ; depuis que Voltaire l'a proposée à la France comme un modèle, elle n'exerce aucune séduction sur Bouhier « Les Anglais (2), dit-il, auraient besoin qu'on leur mît devant les yeux ce beau trait de Lucain :

*Libertas populi quem regna coercent
Libertate perit.*

Mais le peuple sera toujours peuple. Vous avez sans doute ouï les folies qu'il fait à Genève. Tout y est en combustion, encore vaut-il mieux n'avoir pas de liberté que d'en user si mal. » Ce ne sont pas les paroles d'un dévot du pouvoir absoïu, mais non plus celles d'un ennemi convaincu, ni d'un libéral à la façon d'Outre-Manche. Et ni Shakespeare, ni les romans anglais, n'obtiennent la faveur du Président ; ni les enthousiasmes de l'abbé Leblanc, ni les modes et les engouements de son siècle ne sauraient l'émouvoir et le détourner de ses goûts.

Instruit par les événements et doué d'un odorat habile à flairer de loin tout ce qui sent tant soit peu le fagot, il témoigne dans sa correspondance avec Mathieu Marais de la méfiance envers Bayle. Bayle qu'on applaudissait jadis comme un autre Saumaise, Bayle avec qui collaborait La Monnoye, Bayle enfin que toute la bourgeoisie dijonnaise avait salué comme un de ses maîtres spirituels, mais dont à présent les irrévérences sautent aux yeux. On veut au moins le convaincre d'erreur dans son savoir puisqu'on se sent inapte à une querelle d'idées. Un ami de Bouhier, l'abbé Leclerc, supérieur du couvent de Saint-Irénée à Lyon avait entrepris de démolir pièce à pièce toute l'érudition de Bayle ; l'abbé Joly reprit sa tâche et s'en acquitta. Il déteste en Bayle un sceptique, et un sceptique dangereux par l'influence qu'il a répandue : « Le ravage de ses écrits (3), annonce-t-il, font depuis longtemps dans l'esprit de ses lecteurs (et quelles sortes de lec-

(1) DE BROGLIE, 183.

(2) A. LEBLANC, 1736.

(3) JOLY. *Remarques critiques sur Bayle*. Préface, p. VIII.

teurs ne trouvent-ils pas dans notre siècle) a été le motif qui m'a mis les armes à la main contre lui. » Et plus loin : « Ce n'est ni par un vain désir de gloire, ni par un mouvement de haine pour Bayle, que je tâche de lui faire perdre un crédit qui n'a pour fondement que la liberté de sentiments qui règne dans cet ouvrage, la démangeaison de nourrir des doutes favorables aux passions humaines, et un esprit d'irrégion qui ne s'est malheureusement que trop répandu, depuis le funeste présent que cet écrivain a fait au public. » Et pour justifier ce sinvectives, une citation d'un auteur cher aux Bourguignons : « Qu'il me soit permis (1), dit M. l'abbé d'Olivet, de faire une réflexion sur M. Bayle. Je le tiens pernicieux en matière de religion ; je crois même qu'à le prendre du côté de l'érudition il ne mérite pas à beaucoup près ce haut rang où les demi-savants l'ont placé. » Mais après ce fougueux réquisitoire non pas même d'abbé mais de sacristain, Joly se perd dans les détails de l'érudition ; au cours de ses observations sur Bayle, il n'attaque que l'information du redoutable penseur dont il aurait fallu attaquer la pensée.

Au moins l'intention de Joly et son labeur méritaient les éloges des esprits bien pensants, et il les obtint. Il obtint même une place de censeur royal qu'il exerça sans indulgence avec la rigueur étroite d'une opinion orthodoxe et d'une intelligence bornée. Devant le débordement de l'irrespect, un peu de violence ne choquerait point tant que cela même un Bouhier. « On m'a étrenné, écrit-il à Mathieu Marais (2), de *l'almanach du diable* avec la clef. Ce que j'y ai trouvé de mieux est le titre. Car c'est un ouvrage vraiment diabolique et qui mériterait de faire subir à son auteur, s'il était découvert une punition exemplaire. Mais je ne vois pas que dans ce siècle on s'empresse de faire des exemples, quoiqu'on en eût plus besoin que jamais. Dieu veuille que cette impunité ne nous attire pas de plus grands maux. » Un demi-siècle avant la Révolution, le magistrat dijonnais prévoyait où conduisaient les excès du libertinage, il le prévoyait même beaucoup mieux que d'autres qui ne s'en doutaient pas encore presque à la veille de l'événement. Mais cet homme qui était du passé par sa culture et ses goûts mesurait avec exactitude la distance sans cesse accrue qui séparait le monde de sa jeunesse et celui où il vécut ses derniers jours. Certes ses

(1) Ibid., p. XIII.

(2) DE BROGLIE, 235.

ainés ignoraient ses préventions et ses craintes, et l'on supposerait à première vue qu'un abîme se creuse entre la curiosité hardie d'un Lantin et les timidités de Bouhier. En fait, les dijonnais du dix-septième siècle ne touchent pas à la religion établie ni aux institutions du passé, et à l'occasion ceux du dix-huitième s'expriment avec beaucoup de liberté. Mais les uns nous paraissent audacieux à une époque que nous croyons timide et soumise à tous les respects, les autres passent pour timorés auprès d'un siècle capable de toutes les audaces ; ceux-ci sont à peu de chose près l'image fidèle de ceux-là. Ce qui a changé, c'est le monde qui les entoure. Mais ce monde peut s'agiter, il peut évoluer, la bourgeoisie bourguignonne garde son esprit ; elle ne changera ni ses curiosités, ni les occupations, ni son génie, tant que l'édifice social demeurera solide, elle restera immobile au milieu d'un époque en mouvement comme un rocher au milieu d'un fleuve. Elle persévère dans son humanisme comme elle persévère dans sa politique.

DEUXIÈME PARTIE

La politique

CHAPITRE IX

LES OPINIONS ET LES AFFAIRES

Les bourgeois dijonnais, avant d'appartenir à l'érudition, appartiennent à leur emploi. Le labeur des études même les plus arides et les plus ingrates ne compte dans leur existence que comme un divertissement; ils trouvent dans leur charge leur dignité et leur raison d'être, dans les lettres un délassement à leurs soucis de sénateurs. Car en dépit de sa gloire littéraire, qui fut moins auteur que Bouhier, et plus appliqué à ses devoirs de magistrat ? Auteur, il l'est si peu qu'il n'écrit que le moins possible, qu'il ne publie presque rien sans qu'on lui fasse violence, que pour lire et pour apprendre il rogne sur le temps de ses plaisirs et de son sommeil, mais jamais sur celui qu'il doit consacrer au Palais. Avec cela, un certain mépris de patricien pour ceux qui ne se rendent pas utiles à l'état, non seulement pour son ennemi Voltaire, mais pour son ami et son protégé Piron lequel « n'est pas, dit-il, le bâtard mais le fils de mon apothicaire » (1). Quelquefois cependant sa charge lui pesait; il en supportait avec impatience la sujétion et lui enviait le loisir qu'elle lui prenait ; ou bien en bourgeois riche, mais qui n'avait pas d'argent à perdre, il songeait que le capital immobilisé dans son office aurait pu être mieux placé et lui rapporter de plus gros revenus que les épices et que les gages. Cependant il siégea au Parlement

(1) DE BROGLIE, 204.

jusqu'à ce que l'âge et les infirmités le réduissent au repos; encore jugeait-il que son titre de Président honoraire lui conférerait en même temps qu'un honneur des obligations; il continua d'aller au Palais. Et comme tous ses pairs, si exact qu'il fût à son métier de juge, il considérait que le rôle d'un sénateur ne se bornait pas à vider des sacs à procès.

Aussi bien et mieux que ses aînés, il se tient au courant de la politique, de la petite politique de la province comme des grandes affaires de l'Etat. Il connaît l'une parce qu'il participe aux délibérations de sa compagnie, à ses chicanes contre l'intendant, aux tempêtes qui l'agitent, à ces orages sans conséquence mais d'une violence extrême qui soulèvent sur de petits lacs des vagues furieuses comme celles de l'Océan. Mieux que personne surtout, il connaît les affaires de la France. Le conseiller Lantin soutenait par badinage qu'on pourrait écrire l'histoire du siècle avec des chansons. Grâce à la patience qu'il apportait à toutes ses entreprises, le Président Bouhier a exécuté le projet suggéré par une boutade de son ami. Les chansons, les épigrammes, les poésies légères, les extraits de toutes sortes amassés dans ses énormes recueils contiennent en effet presque année par année l'histoire de l'Europe ou tout au moins celle de la France depuis la jeunesse de Louis XIV jusqu'à la maturité de Louis XV. Recueils précieux en vérité pour l'historien, car à travers bien des bagatelles sans intérêt, on y démêle des faits importants; on y aperçoit en tous cas à merveille les mouvements de l'opinion publique. A une époque où les gazettes étaient rares et avares de confidences, où la censure comprimait la pensée, les chansons tenaient lieu de la presse d'aujourd'hui, et comme leurs hardiesses étaient anonymes, leurs auteurs à peu près insaisissables, elles critiquaient les hommes et les choses avec la plus entière liberté. Nous avons cité les « *tableaux à vendre* » et quelques satires pour preuve de leur audace sous Louis XIV; sous la Régence, elles se déchainèrent tout à fait. Il est vrai qu'elles ne touchent guère aux principes de la politique ou de la religion, et qu'elles attaquent de préférence les personnes. Encore ne faut-il rien exagérer, car à propos du jansénisme par exemple, leurs critiques n'atteignent pas seulement les individus; et pouvons-nous les dédaigner quand de nos jours encore les discussions roulent sur des hommes aussi souvent que sur des idées. D'ailleurs autrefois plus que maintenant la censure des personnes portait loin; rendre odieux, couvrir de ridicule la cour, les géné-

raux, les ministres, les princes et le roi lui-même, n'était-ce pas jeter le blâme, sinon sur le régime, au moins sur le gouvernement tout entier, quand les secrets d'alcôves étaient les dessous de la politique !

Mieux que tous leurs devanciers, Bouhier et ses amis n'ignorent rien, ni de ce qui est public, ni de ce qu'on tait, et leurs recueils nous offrent une mine inépuisable de documents ; mais ces recueils sont trop riches pour nous renseigner sur les opinions de la bourgeoisie. Car aucun choix n'a présidé à leur rédaction : on avait le temps de tout copier et l'on a en effet tout copié ce qui courait. Ici des plai-santeries sur les défaites des armées, là des exhortations patriotiques ; ici des souhaits pour la paix, là des résolutions guerrières ; ici la louange de Louis XIV et là de violentes satires ; les pamphlets des jansénistes voisinent avec ceux des jésuites, les pensées chrétiennes avec les jeux du libertinage, les remontrances des Parlements avec les édits qui les ont fait naître (1). Dans cette diversité et ces contradictions, perce le seul désir de tout savoir et de bien s'informer, mais les violences et les tendances de tous ces factums, de toutes ces chansons se contredisent et s'annulent, et l'auteur de tels recueils ne décèle pas plus ses préférences intimes que ne ferait aujourd'hui un citoyen qui achèterait à la fois tous les journaux. Les Bourguignons s'intéressent aux événements de la cour comme à une comédie, ils la suivent avec attention pour n'en rien perdre et d'autant plus que si la pièce ne finit pas toujours par un mariage, il est rare qu'elle ne s'agrémente pas d'adultères ou de scandales encore pires. Ils suivent tous les acteurs, quel que soit leur personnage, pourvu qu'ils jouent bien leur rôle. Ce qu'on peut retenir de ces recueils légers mais jamais ennuyeux, c'est une liste des événements ou des questions qui plus que les autres semblent avoir remué l'opinion jusqu'en ses profondeurs. Des vues générales sur l'état de la France en 1716, des mémoires sur les droits et sur les gestes du duc du Maine, du duc de Bourbon, des éloges du Régent ou du cardinal Dubois, et surtout d'innombrables exemplaires des *Philippiques* agrémentés de notes marginales, des *Pourquoi* et des *J'ai vu*, voilà ce qu'on rencontre le plus fréquemment (2). Law surtout avec son fameux système offre une cible à la satire, à l'*histoire*

- (1) Cf. ms. 1.190, 846.

* (2) Ms. 846, 845, 1.036, 1.077, 1.189, 1.190.

du Prince Papirius surnommé Pille argent, gouverneur des Francs Sots, au livre de Sotermelec imité de Rabelais et à combien d'autres écrits dont le nom est légion. Après la chute du duc de Bourbon et le mariage du roi, nous aurons autour de 1730 la grande querelle des avocats de Paris, les brevets de Calotte qu'ils décernent à leurs adversaires, et ceux qu'on leur renvoie. Au reste, au royaume de Momus, c'est un Parlement qui juge les mérites des postulants au brevet de Calotte, ses arrêts sentent l'odeur et le style du Palais, et toute la robe devait s'amuser à ces jeux composés par la basoche et sur les affaires des magistrats. Mais d'un bout à l'autre de l'époque, le spectacle qui fait recette, ce sont les algarades tour à tour tragiques et comiques entre les partisans de la bulle Unigenitus et les opposants.

Ces révélations ne nous ont rien appris qu'on ne pût deviner à l'avance. De la vie du siècle, les dijonnais ont perçu les souffles qui l'agitaient en effet, mais leur pensée se dérobe derrière le monceau des documents. Nous avons, il est vrai, la correspondance de Bouhier, où le Président nous apparaît comme un bourgeois sensé, comme un homme du juste milieu aussi éloigné d'une soumission absolue que des hardiesses singulières, capable de fronder le pouvoir, de regretter le départ d'un ministre (1), de juger avec liberté les fautes des gouvernants et leurs vices, de regretter que les grands s'abaissent à épouser des filles de financiers (2), mais au demeurant sans aucune idée de changements nécessaires ni même d'amélioration possibles. Peut-être souhaiterait-il un peu moins de mystère dans la négociation des alliances et des traités (3), un peu moins aussi de ces sanglantes batailles qui déciment la noblesse (4), encore sa vraie pensée sur les choses l'incline-t-elle à penser comme Thucydide qu'elles resteront telles tant que la nature humaine n'aura pas changé. Comme Tacite qu'il cite volontiers, il apprécie parfois les faits avec profondeur et non sans amertume, mais il se résigne au mal à condition de pouvoir le blâmer. Son idéal, s'il en a un, git tout entier dans le passé; il regrette les anciennes mœurs en un temps où le vice se croit tout permis (5), il compare le règne de Louis XIV à celui

(1) DE BROGLIE, 171, 263.

(2) Ibid. 239.

(3) Ibid. 205.

(4) Ibid. 225, 226, 230.

(5) Ibid. 235.

de Louis XV, et le dédain qu'aujourd'hui le pouvoir témoigne à l'ordre des magistrats lui rappelle l'époque où le grand Condé rendait visite aux Présidents et aux plus anciens conseillers (1). Ses critiques n'atteignent que des détails, que les incidents de la politique, non pas ses principes ; comme celles de Lantin ce sont critiques de frondeur, critiques qui ne menacent pas le régime parce qu'en somme leur auteur est satisfait du régime et n'en imagine point d'autre.

Plus timide même que ses devanciers, parce qu'il devine où conduit l'esprit philosophique, non seulement il ne témoigne point d'enthousiasme pour la liberté des Anglais ou des Genevois, mais il s'abstient de persécuter les Jésuites, et d'approuver leurs persécuteurs. L'archevêque de Paris « aurait passé, dit-il, une vie fort heureuse s'il ne s'était pas sottement fourré dans ces affaires de constitution qui l'ont tracassé les quinze dernières années. Je souhaite que l'exemple qu'il a donné de vouloir mourir au giron de l'Eglise soit suivi de tout son clergé » (2). Et ailleurs : « Les Jésuites sont fort à plaindre de voir le public aussi prévenu contre eux. Il paraît qu'on les cherche en tout et partout et qu'on les condamne sur l'étiquette du sac. Si c'est avec raison, je m'en rapporte. Mais il semble que les services qu'ils rendent à l'éducation des enfants mériteraient plus de reconnaissance. C'est cependant ce qu'on ne peut guère attendre dans un siècle de cabales comme celui d'aujourd'hui » (3). Non pas que Bouhier encore qu'il reçût plusieurs Jésuites au nombre de ses amis fût un zélé partisan de leur ordre ; il avait protégé Pierre Quillot contre leurs fureurs. Mais on eût dit qu'à l'avance il pressentait le dessein des philosophes d'envenimer la dispute du jansénisme et de ruiner par elle non seulement les Jésuites mais l'Eglise à la plus grande gloire de l'irréligion.

Sa prudence redoutait les aventures. « Je suis fort aise, écrivait-il à Mathieu Marais que vos confrères soient retournés au Grand Conseil et au Châtelet. Il est dangereux d'irriter l'autorité royale et de prendre l'air de séditieux » (4). Certes, tous les parlementaires dijonnais ne partageaient peut-être pas cette timidité ; cependant durant la Régence et les années suivantes, le Parlement fait montre d'une certaine sa-

(1) *Souvenirs* de BOUHIER, 52.

(2) DE BROGLIE, 179.

(3) *Ibid.* 179.

(4) *Ibid.* 183.

gesse. Il a à sa tête le Premier Présideent de Berbisey, cousin germain de Bouhier, mais qui détestait son parent avec la jalousie des médiocres pour les talents supérieurs. Riche et sans postérité, le Président de Berbisey s'est rendu célèbre par sa munificence; il donna aux Jésuites, il donna aux églises, il donna aux hôpitaux, il donna tout ce qu'on voulut, sauf des exemples de courage et de fermeté. Timide entre les timides, souple d'échine, il avilissait la pourpre par une servilité de valet, et sacrifiait son honneur à l'amour des honneurs. A la fois chef du Parlement et représentant du pouvoir en face du Parlement, il s'employa surtout à servir le pouvoir, à maintenir ses confrères dans l'obéissance, à leur faire partager son humilité, recourant au besoin à la menace et aux dénonciations. S'il ne réussit pas toujours à éviter les conflits il ne fit du moins que les effleurer; les esprits d'ailleurs s'étaient désaccoutumés des violences, et durant les premières années du règne de Louis XV, l'histoire du sénat bourguignon ne nous laisse apercevoir ni une politique, ni des idées nouvelles. Comme par le passé, conduit par l'égoïsme et par un égoïsme qui ne sait même pas se dissimuler, il ne s'émeut guère sinon des mesures qui semblent menacer les intérêts de la bourgeoisie. Vis-à-vis des autres Cours, il défend son indépendance et sa dignité. C'est par hasard, proclame devant la compagnie le Président de Migieu, que le « Parlement de Paris a décerné la Régence à Mgr le Duc d'Orléans. Ne nous imaginons pas que tous les actes solennels qui concernent les personnes des rois doivent être passés par le Parlement de Paris... Il ne lui a donc pas donné la Régence parce qu'il est le premier de tous, mais parce que par la mort elle a été ouverte dans son ressort » (1). A Dijon, les querelles des sénateurs se poursuivent pour disputer la préséance à la Chambre des Comptes, et fiers d'avoir obtenu la victoire, forts de l'appui d'un ministre ils remplissent leurs registres par d'interminables descriptions des processions et des cérémonies où ils ont eu l'avantage d'adorer les premiers le roi du ciel ou le roi de la terre. Ils se querellent de même avec les tribunaux intérieurs au sujet de leur compétence. Vis-à-vis des justiciables, ils abusent de leur puissance pour faire triompher leurs intérêts; un épicier en procès avec des magistrats ne trouve point d'avocats pour sa cause en raison, (2)

(1) Ms. 770. Séance du 2 décembre 1715.

(2) Ibid. Séance du 19 décembre 1717.

dit-il, « du crédit des accusés ». Les parlementaires luttent surtout contre le pouvoir : ou bien sans égard pour les formes le roi oblige la Cour à recevoir des postulants dont elle ne veut pas (1), ou bien il crée des charges nouvelles, ce qui diminue la valeur des autres (2), ou bien il supprime des emplois de secrétaire que le Parlement voudrait conserver (3) ; et les sénateurs s'élèvent contre toutes les innovations qui bouleversent l'état des choses et changent l'organisation de la robe. Ils repoussent toutes les réformes, par amour du passé d'abord, crainte aussi que les nouveautés ne lézardent l'édifice social, surtout par une répugnance invétérée à laisser l'autorité du monarque s'ingérer dans leurs affaires.

Leur politique est une défense de leur autonomie, une conservation des situations acquises. Qu'ils protestent quand des lettres d'évocation exceptent de leur juridiction l'évêque d'Autun et ses grands vicaires (4), qu'ils demandent à ne payer la capitation qu'après avoir touché leurs gages, leur ambition ne va qu'à sauvegarder l'antique constitution de leur corps, les privilèges et la vanité de ses membres, et comme sous Louis XIV, ce sont les prétentions des Etats ou de Messieurs des Comptes qui font couler le plus d'encre et soulèvent les plus grandes passions. Il est vrai, le Parlement défend aussi les intérêts communs de la bourgeoisie et du peuple ; dès 1715, il remontre que la capitation et le dixième font plier la Bourgogne sous un excès de misère (5), que les champs risquent de redevenir incultes, que le faix des contributions détruit le commerce et les arts ; en 1716, il émet de nouvelles remontrances sur l'abonnement de la capitation (6). Dévouement civique, dira-t-on. Voire ! le dixième et la capitation frappaient les robins ; ceux-ci incriminent les seuls impôts dont ils sont blessés. Et voilà qu'en 1717 le Régent cesse de lever le dixième sur les biens fonds tout en le maintenant sur les rentes et le revenu des offices. Grand émoi chez les Chats fourrés. La mesure était utile et juste car elle soulageait l'agriculture sans exonérer les riches, mais la robe s'inquiète bien des peuples ! elle ressent comme un outrage le bien fait à autrui, et elle plaint les magistrats. « Les peuples, remontre le Parlement, s'accoutument aisément à manquer au respect

(1) Ibid. Séance du 15 avril 1717.

(2) Ibid. Séance du 11 décembre 1717.

(3) Ibid. Séance du 30 décembre 1716.

(4) Ibid. Avril 1717, passim.

(5) Ibid. 12 août 1715.

(6) Ibid. juin 1716 passim.

qu'ils leur doivent aussitôt qu'ils croient s'apercevoir que le prince les néglige. » Elle craint avant tout de payer avec son argent les largesses que le prince fait à ses sujets : « Votre Majesté les voulant soulager par un moyen général, vos officiers de robe porteront encore une plus grande partie du poids dont les autres seront délivrés, puisque sur les sommes considérables qu'ils nous ont prêtées pour acquérir nos charges, nous ne pourrions leur retenir le dixième, tandis que Votre Majesté le retiendra sur les gages qui nous sont attribués. Ainsi, pendant que les officiers de votre Parlement annoncent à vos peuples les soulagements que Votre Majesté leur procure, et que ces derniers seront dans une joie publique, les premiers seront obligés de gémir en secret de la dépression de leurs charges et de la distinction de leur fortune » (1). L'égoïsme ne prend même plus la peine de se déguiser, il est vrai que l'habileté du Régent lui retire les moyens de le faire, et l'on trouve dans le despotisme plus de sollicitude pour les peuples que dans le patriciat. Le Parlement proteste quand en 1720 un édit réduit au denier 50 les rentes qu'on aurait droit de constituer à l'avenir (2) : la bourgeoisie quelque peu échaudée par Law s'indignait que pour prolonger la vie du Système on empêchât les prêts fructueux et l'usure, grâce auxquels elle avait fondé sa fortune et tenait la province dans sa dépendance. Le zèle patriotique, dont on fait vanité, le dévouement au bien public se bornent à combattre les mesures de finance, et celles-là seulement qui atteignent les privilégiés. Sur toutes les autres on se tait, et la perception de la taille par exemple ne soulève au sénat dijonnais ni difficultés ni récriminations. Même si l'on se retourne vers le temps où fleurissait la puissance de Louis XIV, jamais la robe ne se montra plus égoïste, plus étroite dans son esprit, plus assujettie à la seule défense de ses intérêts de classe ou de corps, plus conservatrice dans son attachement au patrimoine légué par le passé, plus incapable d'une haute pensée et d'un mouvement généreux.

Jamais on ne la vit aussi veule dans ses résistances, aussi dépourvue de maximes dans son opposition timide. On dirait qu'elle balbutie ses remontrances, et ne sachant sur quels principes les fonder, dans son désarroi elle fait flèche de tout bois et invente pour chaque circonstance des raisons diverses,

(1) Ibid. Séance du 3 décembre 1717.

(2) Ibid. Séance du 17 avril 1720.

mais toutes également pitoyables. A quel titre d'ailleurs le Parlement intervient-il, dans le gouvernement? Non plus comme le sénat de la province et le dépositaire de ses droits; non plus même en vertu d'antiques privilèges, mais parce que le devoir des sujets instruits par la pratique des affaires, parce que le serment de fidélité que prêtent les magistrats les obligent à éclairer le souverain par les lumières de leur expérience (1). Les officiers royaux savent qu'il existe des lois du royaume, mais ils n'osent s'en proclamer encore, même contre le roi, les gardiens et les défenseurs. Beaucoup pensent ce que Rémond écrivait à Bouhier : « Je sais bien que les Parlements n'ont point d'autorité qui leur appartienne, mais je crois que les rois ont raison d'admettre leurs remontrances, quand ce ne serait que pour les préserver d'être la dupe de leurs ministres » (2). Si l'on dénie aux Jésuites le droit de rentrer dans le monde et de recueillir l'héritage de leurs parents, c'est dans l'intérêt des familles, et, touchante sollicitude, dans l'intérêt de la Société de Jésus. Ce droit « paraît au contraire au bien de la Société qui est très utile à l'Eglise; il n'y a point de père de famille qui soit assez imprudent pour ne pas s'opposer à ce que ses enfants s'engagent dans la Société, qui par là serait bientôt dépourvue de sujets capables de lui faire honneur » (3). Ce fut Bouhier qui rédigea les remontrances sur la réduction des rentes : « Notre devoir nous oblige, disait-il, et nous ne pouvons sans nous rendre coupables dissimuler à Votre Majesté que cet édit a jeté le trouble dans l'esprit de tous les peuples, et a répandu dans cette province une consternation universelle » (4). Vient ensuite une peinture attendrissante et des malheureux riches embarrassés de leur argent, et des pauvres qui ne trouvent plus ni usuriers pour leur prêter, ni patrons pour les employer. Mais le Parlement ne revendique que le droit d'éclairer le prince, soit en lui faisant connaître les besoins de ses peuples, soit en lui rapportant les exemples de ses prédécesseurs. Au reste, les ministres négligent ces timides représentations, qui, une fois repoussées, s'évanouissent pour ne plus paraître, et quelquefois le gouvernement fait sentir son mépris.

Il ne répond même pas toujours aux objections, aussi supplie-t-on Sa Majesté « quand elle n'agréera pas les remon-

(1) Ibid. Séance du 15 avril 1720.

(2) DE BROGLIE, 268.

(3) Ms. 770. Séance du 7 septembre 1715.

(4) Ibid. Séance du 15 avril 1720.

trances du Parlement de lui faire savoir ses intentions par ses lettres adressées à la Compagnie » (1); l'année suivante on fait encore observer « que la réponse du roi aux remontrances a toujours été adressée à la Compagnie » (2). Une fois cependant, une seule fois, on osa passer à l'action. Le Parlement empêcha par la force la levée de l'impôt de quatre sous par livre, (3) institué pour le remboursement des offices supprimés, et injustifié depuis que ces offices avaient été remboursés. L'exil de Bouhier et de quelques autres (15 mai 1722) calma les mécontents; un arrêt du Conseil cassa ceux du Parlement comme « directement contraires et attentatoires à l'autorité royale », et tout en se soumettant sans restrictions, la Cour protesta que loin de s'arroger une autorité quelconque, elle ne prétendait qu'à son privilège traditionnel d'exécuter la volonté du prince : « Votre Majesté aussi bien que le feu roi de glorieuse mémoire et tous les rois ses prédécesseurs nous ont toujours honorés de l'exécution de leurs ordres dans notre ressort, et les peuples de cette province sont accoutumés, depuis la création de votre Parlement de Bourgogne, à n'apprendre que par sa voix vos volontés souveraines. Et nous aurions cru violer le serment de fidélité que nous avons prêté à Votre Majesté et qui est gravé dans nos cœurs plus profondément qu'il n'est marqué sur nos registres, si nous nous étions écartés de la forme essentielle des lois qui jusqu'à présent a été l'infailible moyen que vos peuples ont eu pour connaître vos véritables intentions... Aujourd'hui, accablés par les termes de l'arrêt de votre Conseil, nous venons aux pieds de Votre Majesté lui faire les plus respectueuses protestations d'une soumission parfaite. Nous espérons, Sire, qu'à la vue de nos très humbles et très respectueuses représentations, Votre Majesté, nous rendant la justice qui nous est due, nous rétablira dans l'honneur inestimable de ses bonnes grâces. » (4).

C'était céder en protestant, mais c'était céder. Plus modeste dans ses prétentions, d'un souffle plus court dans ses résistances qu'il ne l'avait été même au dix-septième siècle, le Parlement s'effaçait devant l'absolutisme. Il affirmait sa nullité politique, confessait ne tenir le droit de remontrance que de la faveur du prince, et sa déférence

(1) Ibid. juin 1716.

(2) Ibid. 29 décembre 1717.

(3) Ibid. 7 mai 1722.

(4) Ibid. Séance du 1^{er} juin 1722.

était infinie autant que ses résistances étaient bornées. Il n'effrayait personne, et dès le 12 août, M. de la Vrillière permettait à Bouhier « de retourner aux fonctions de sa charge dont l'exercice lui avait été interdit par lettre de cachet du roi » (1). Ce fut la seule brouille du Président avec le pouvoir, et cette brouille fit place bien vite à la sympathie, car le pouvoir sentait qu'il n'avait rien à redouter d'une aristocratie si docile. Et de fait, le Parlement s'annula en face du despotisme comme s'annulait le Premier Président de Berbisey, jusqu'au jour où le roi non content de son humilité lui fit subir une avanie encore inconnue, celle de complimenter M. de Tavannes, lieutenant général sur un deuil survenu dans sa famille. Quelques parlementaires n'obéirent qu'en frémissant, surtout les jeunes, mais la majorité où dominait la génération des anciens se soumit et but l'affront (2). La bourgeoisie qui ne s'émue que pour défendre ses privilèges ne réussit, même pas toujours à les sauver; son influence politique est nulle parce que le pouvoir exige en vertu d'un principe, parce que l'opposition marchande son obéissance sans savoir en vertu de quels droits, et peut-être parce qu'au fond d'elle même elle hésite à ruiner un régime dont la haute bourgeoisie retire peu d'inconvénients et des bénéfices immenses.

Cependant les troubles du jansénisme retentissent jusqu'à Dijon, depuis surtout que la Constitution a soulevé de nouveaux orages. Non pas que la doctrine janséniste semble avoir recruté beaucoup d'adeptes en Bourgogne; nous avons entrevu les sympathies secrètes de Bouhier pour les Jésuites; et d'autre part si dans les recueils satiriques pleuvent les allusions à la division des évêques, à la tyrannie exercée au nom de la bulle Unigenitus, si l'on y accumule les extraits de Pascal ou d'Arnauld, on y rencontre aussi tout un assortiment de Calottes destinées au diacre Pâris, des mandements de Momus au sujet de ses miracles, des litanies de Pâris qui ne respirent pas la dévotion (3). Sans doute, la curiosité seule a rassemblé tous ces écrits; n'empêche que ces collections sembleraient déplacées dans la bibliothèque d'un fervent disciple de Jansénius; leur hardiesse est une preuve que comme au dix-septième siècle les querelles théologiques intéressent la politique beaucoup plus que la conscience. Si l'on

(1) Ibid. Séance du 26 novembre 1722.

(2) *De la Cuisine*, III, 199 à 201.

(3) Bib. div., 1.125, 846.

combat, ce n'est pas en faveur des propositions incriminées, c'est contre une autorité étrangère, contre l'autorité du pape servie par le zèle des Jésuites et qui prétend opprimer les consciences et s'ingérer dans le gouvernement de la France et de la province. Tantôt une guerre ouverte, plus souvent une hostilité sourde déchire la Bourgogne ; d'un côté les évêques prétendent imposer la bulle ; de l'autre les curés soutenus par leurs ouailles s'insurgent contre la tyrannie. Le Parlement il est vrai se donne un air d'impartialité en poursuivant tour à tour partisans et adversaires de la constitution, et par ce procédé évite de violer trop ouvertement les lois, mais ses sympathies éclatent. Sa grande occupation, c'est de poursuivre les livres pernicioeux. Les peines ne varient guère : contre les libraires ou les colporteurs 500 livres d'amende, quelquefois 1000, une fois 3000, la confiscation des exemplaires saisis, la privation de maîtrise et punition corporelle s'il échet. Ceux qui ont vendu un mauvais livre que le Parlement n'a pas encore condamné n'encourent que la confiscation des exemplaires en leur possession et l'avertissement de pas récidiver. Les ouvrages eux-mêmes, ceux du moins qui font scandale sont lacérés et jetés au feu par l'Exécuteur de la justice (1).

Quelle que soit la tendance des écrits poursuivis, le Parlement agit tantôt comme défenseur des libertés gallicanes, tantôt comme chargé de l'exécution des édits et des lois. En mars 1714, il enregistre la Constitution et condamne des livres jansénistes pour exécuter les lettres du roi « sans que ledit enregistrement puisse préjudicier aux libertés de l'Eglise gallicane, aux droits de la couronne et au pouvoir des évêques » (2). En 1716, il condamne un mandement de l'évêque de Chalon (3) contre des ouvrages jansénistes, non que l'évêque ait tort de les poursuivre mais parce qu'il présente la Constitution comme un article de foi. La même année, un arrêt (4) fait « défense de recevoir ou exécuter aucune bulles brefs ou autres expéditions émanés de la cour de Rome sans lettres patentes du roi registrées en la Cour. » Par compensation, en 1717 (5), suppression de la *Lettre d'un avocat aux curés du diocèse de Chalon* sous prétexte que « l'auteur a

(1) Mss. 770, 771. Registre des délibérations de la Grand Chambre. — 1.305. Recueil d'arrêts.

(2) Ms. 770. 5 mars 1714.

(3) Ibid. 13 juin 1716.

(4) Ibid 28 décembre 1716.

(5) Ibid. 8 avril 1717.

voulu inspirer aux ecclésiastiques de la défiance contre leur évêque. » En 1718 (1), appel comme d'abus du Procureur général contre un décret du Pape, car le Pape y réclame une infaillibilité qu'il n'a pas et viole les droits de la couronne ; requête de l'avocat général contre un décret de l'Inquisition, parce que le « décret de l'Inquisition dont on n'a jamais reconnu l'autorité en France attaque autant l'autorité royale que les libertés de l'Eglise gallicane. » Et l'on continue à frapper des victimes dans les deux rangs adverses. Le procureur général se plaint de l'afflux des libelles, et avouant avec ingénuité l'impuissance du pouvoir à l'égard des écrivains, il demande des perquisitions chez les libraires. « Puisque la crainte des peines ne saurait contenir les auteurs qui se croient en sûreté dans le secret du cabinet, il est du devoir des magistrats d'empêcher que leurs ouvrages ne se répandent dans le public par l'impression » (2). Et des commissaires ayant visité les boutiques, on saisit beaucoup de livres jansénistes, qui furent condamnés parce qu'en doctrine ils défendaient la constitution et parce qu'en droit ils n'étaient pas autorisés par la censure royale. Livres proscrits, mandements des évêques cassés, lacérés ou jetés au feu, prélats protégés contre l'excessive indocilité de leurs curés, curés soutenus contre leur évêque, voilà à peu près le résultat de toute l'activité politique que déploie le sénat. Et les procès poussent comme des champignons, procès du bas clergé contre ses supérieurs ecclésiastiques, procès de religieux contre l'autorité de laquelle ils relèvent, et les chats fourrés emplissent leurs sacs et distribuent les sentences pendant que leur joie éclate sous leur austérité affectée de juges. C'est qu'en effet la grande affaire était à leurs yeux de juger. Sans doute, au fond du cœur ils soutiennent le jansénisme comme jadis ils ont protégé le quiétisme, mais pas plus jansénistes qu'ils n'étaient quiétistes, ils ne défendent que les libertés gallicanes. Et ces libertés gallicanes ils ne les considèrent pas comme une liberté de doctrine ; elles leur sont un prétexte à intervention politique. Ce qui les charme dans l'agitation publique, c'est qu'ils y jouent un rôle, c'est que le clergé divisé les reçoit pour arbitres, c'est qu'ils légifèrent dans l'Eglise, c'est qu'ils contrôlent les pensées. Les libertés gallicanes, cela signifie à leurs yeux l'ingérence du Parlement dans

(1) Ibid. 17 novembre 1718.

(2) Ibid. 16 juin 1717.

les dogmes de la religion et dans le gouvernement des clercs; dans la discussion des règles de la foi la bourgeoisie n'aperçoit qu'une occasion favorable pour satisfaire des ambitions temporelles. Quand elle humilie les princes de l'Eglise, c'est moins par le scrupule d'une conscience alarmée que par désir de dominer.

Mais de même que dans sa politique à l'égard du roi il lui manque un principe d'opposition, dans son attitude à l'égard de l'Eglise, elle se cherche des raisons d'agir. Quand elle proclame les libertés de l'église gallicane elle ne sait trop quelles doctrines précises elle habille de ce nom sonore. Défendant les droits du pouvoir laïque qui sont ses titres à la domination, elle repousse, partout où elle la rencontre, la tyrannie des clercs ; mais à une époque où l'Eglise et l'Etat sont pour ainsi dire fondus l'un avec l'autre, on ne songe pas à distinguer le domaine légitime de chacun, et aux empiètements du spirituel sur le temporel, on répond en tâchant de soumettre le spirituel à la tyrannie du temporel. Jaloux de toutes les autorités qui leur échappent, les Parlementaires profitent de la querelle du jansénisme sans aucun zèle janséniste, ils profitent du mouvement de l'opinion pour ruiner non pas l'Eglise qu'ils entendent conserver, mais l'indépendance de l'Eglise, pour censurer les prélats et pour régler les croyances. En fait ils semèrent le trouble, en droit il ne gagnèrent pas grand'chose car ils défendaient l'esprit laïque sans plan concerté, sans but défini, sans conscience de la cause dont ils se faisaient les champions. Agents du roi, ils acceptaient et protégeaient la constitution ; sénateurs bourguignons ils la rejetaient et la combattaient et de cette contradiction résultaient une confusion indicible et de vaines agitations. Magistrats civils, au lieu d'autoriser ou d'interdire le jansénisme au nom des lois civiles, ils se mêlaient de décider des articles de foi, de discuter l'autorité des évêques, de prononcer sur l'infailibilité du pontife, ni assez soumis pour accepter la discipline de l'Eglise, ni assez hardis pour la rejeter tout à fait. S'ils défendent la liberté des croyances, c'est dans une lutte sourde pour asservir la religion à leur autorité ; leurs ambitions inavouées se déguisent en scrupules de conscience et ce déguisement gêne leurs mouvements en même temps qu'il les empêche de découvrir leurs desseins. Leurs prétentions honteuses ne pouvaient arriver qu'à de médiocres progrès car pour s'emparer d'un trône, il faut le courage de le revendiquer, non l'adresse de s'y insinuer à la

faveur d'un désordre. Or cette audace manqua toujours à la bourgeoisie. Elle cherchait un titre pour justifier ses entreprises contre l'Eglise dans les traditions mêmes de l'Eglise qui ne pouvaient le lui fournir, elle ne sut ni définir ni justifier son attitude à l'égard de la foi. Plus heureuse à l'égard du pouvoir royal, si elle n'eut pas toujours assez d'assurance pour lui tenir tête, elle parvint du moins grâce à Boubier à définir les lois bourguignonnes.

CHAPITRE X

LA JURISPRUDENCE

Depuis longtemps la Bourgogne était à la recherche de ses lois, dont l'existence semblait justifier les privilèges de la bourgeoisie. A quoi bon en effet un sénat bourguignon, à quoi bon une assemblée souveraine, dans une simple circonscription territoriale que rien n'eût distinguée du royaume? Sur quoi fonder l'existence des Etats, pourquoi réclamer leur maintien quand la majeure partie de la France n'avait pas d'Etats? Lors de l'annexion de la province, le roi s'était engagé à en respecter les institutions, encore fallait-il prouver que la province eût des institutions, encore fallait-il les définir avec exactitude afin que le prince n'abusât pas de leur élasticité pour les plier à sa guise. Il fallait les fixer et les établir sur des bases inébranlables, d'autant que l'absolutisme se faisait de jour en jour plus entreprenant, que le pouvoir moderne s'organisait, que le ministre évoquait de plus en plus d'affaires, que l'intendant étendait chaque jour sa compétence, que de plus en plus la bourgeoisie ne retenait que la forme de l'autorité, cependant qu'une administration ingénieuse lui en soutirait la substance. Tous les intendants sont des génies actifs et habiles; finances, travaux publics, eaux et forêts, manufactures, justice même à l'occasion, ils se sont emparés de tout, ils règlent tout, et les magistrats ne peuvent que sentir combien leur magistrature est vide, combien elle n'est plus qu'une ombre. Et les regards se retournent vers la toute puissance inviolée de jadis. Quand d'ailleurs on ne s'occuperait que de vider les procès, la conscience des juges les oblige à consulter les coutumes; pour l'exercice de la justice, l'humanisme rassemble les lois nationales; pour les besoins de la politique non seulement il les rassemble, mais il les constitue en un corps, mais il les justifie et les fonde en droit.

Si l'érudition n'est reçue que comme un amusement, la jurisprudence est respectée comme la plus sérieuse de toutes les occupations, comme la seule sérieuse, comme la seule

digne de l'étude d'un robin bien né. Un grand nombre de sénateurs consacrent leurs loisirs à l'étude du droit bourguignon. Comme dans la Rome antique la loi des Douze Tables se complétait par les édits du préteur, à Dijon les arrêts des Cours éclairent et interprètent le texte obscur et succinct de la Coutume. Ouvriers d'une tâche jamais achevée, praticiens et juges recueillent tous les documents qui fixent la jurisprudence du Parlement et contiennent les éléments de ce code bourguignon que la Province attend sans le posséder encore. Les avocats conservent par écrit leurs consultations, les magistrats relatent les motifs et les circonstances de leurs décisions. Plus appliqués ou plus ambitieux, certains ne se bornent pas à rassembler leurs souvenirs, ils feuilletent les registres, fouillent les archives et déterrent des greffes du Palais tous les actes du Parlement ou de la Cour des Comptes. C'est quand il s'agit d'en faire usage que nos juristes se trouvent dans l'embarras. Tantôt ils disposent les arrêts par ordre chronologique avec une table pour faciliter les recherches, tantôt ils les classent par ordre alphabétique de matières, en sorte qu'en ouvrant leurs cahiers à l'article vol ou à l'article blasphème, on aperçoit d'un coup d'œil quelles furent dans les différentes occasions les peines portées contre les voleurs et les blasphémateurs. Ces répertoires sans doute fort utiles et d'un usage facile ne sauraient passer même pour l'ébauche d'un code; quelques génies plus vigoureux s'écartaient moins de la méthode des grands jurisconsultes et rapprochant les arrêts des Cours des chapitres de la Coutume auxquels ils se rapportaient, éclairaient la loi par les décisions des tribunaux. C'est par un commentaire de ce genre que s'était illustré Taisand, mais les arrêts du Parlement se contredisaient souvent; d'autre part, confuse dans sa rédaction, sans ordre logique dans la succession de ses articles, la Coutume ne pouvait fournir le squelette d'une jurisprudence cohérente et raisonnée. En outre, elle était incomplète; elle ne traitait guère que des mainmortes, des censes, des banalités, c'est-à-dire du droit féodal. A la fin du dix-septième siècle, après bien du labour dépensé, bien des travaux entrepris, bien des matériaux amassés, le code bourguignon demeurerait dans une imperfection qui semblait sans remède.

C'est pourtant à la corriger que s'appliqua le génie studieux de Bouhier. Magistrat austère dans l'exercice de sa charge, il devait considérer comme chose sérieuse une œuvre que même les plus légers de ses aînés avaient prise au sérieux.

Lui qui souffrait quand ses collègues jugeaient d'après le fait, c'est-à-dire prononçaient au hasard ou selon leur bon plaisir, lui qui ne tranchait jamais une cause sans l'avoir étudiée à fond, il avait trop le respect de son état pour n'être pas l'observateur scrupuleux des lois. Comme les sénateurs romains qu'il fréquentait à ses heures de loisir, il s'appliqua d'abord à la science des jurisconsultes, et sentant mieux que quiconque l'insuffisance du droit bourguignon, dès sa jeunesse, il voua le meilleur de son temps et de ses talents à son *Commentaire sur la Coutume de Bourgogne* (1), qu'il devait compléter et parachever durant toute sa vie. Il fallait d'abord un érudit qui voulût et sût se procurer le texte des anciennes lois, et soit dans les bibliothèques, soit dans les archives des tribunaux, Bouhier les a recherchées avec soin : « Par la rédaction qu'en fit faire le duc Philippe le Bon, écrit-il, toutes nos coutumes furent réduites à un petit nombre d'articles avec un renvoi au droit commun pour tous les cas qui ne s'y trouvaient pas décidés. Ce qui semblait avoir aboli tous autres usages antérieurs, de quelque autorité qu'ils eussent été auparavant. Mais on aurait dû faire quelques réflexions qui condamnent ce prétexte. La première, qu'il y a de certains cas dont on chercherait inutilement la décision soit dans notre coutume telle qu'elle est aujourd'hui, soit même dans le droit romain lequel ne connaissait point de telles matières qui nous sont propres, telles que les justices, les fiefs, les mainmortes, le douaire. Car encore que quelques-unes de ces choses aient été réglées sur les principes établis par d'autres qui en approchent et qui sont dérivées de ce même droit, nos mœurs y ont apporté divers changements qui ne se connaissent que par l'usage. Il est donc important de savoir quel a été cet usage de tous les temps, et c'est ce qu'on ne peut connaître que par les compilations de nos anciennes coutumes (2). » « Il n'y a pas de meilleur commentaire d'une coutume réformée que celui qu'on tire de l'ancienne coutume (3). » Et certes pour le zèle dans la recherche des lois, pour l'étendue de l'érudition, il serait difficile d'égaliser Bouhier. Non seulement il connaît la coutume dans ses moindres détails, mais il la suit à travers les âges, il en saisit l'esprit même et la vie.

(1) La première édition est de 1717.

(2) Coutume de Bourgogne. Tome I, 108.

(3) Ibid. Tome I, 109.

N'eût-il fait que cela, son œuvre serait grande, car il fait mieux qu'embrasser le droit de son époque, il en aperçoit l'origine, les causes et le progrès à travers l'histoire des temps reculés. Dans les vieilles coutumes, il respecte le passé national et il le dit : Les anciennes lois auront « toujours de quoi plaire quand elles ne serviraient qu'à nous instruire des mœurs de nos aïeux et des progrès de leur jurisprudence. J'aurais eu éternellement à me reprocher, si après avoir sauvé du naufrage ces restes précieux de nos antiquités, je les avais exposés une deuxième fois à périr en les laissant dans l'obscurité d'où j'ai eu le bonheur de les tirer (1). » C'est dans son *Commentaire* que Bouhier a donné la mesure de son érudition; érudition de bibliophile habile à se documenter, érudition de philologue versé dans l'étude du vieux français et du latin barbare, érudition d'historien surtout, au courant des événements et de leur suite, des mœurs et de leur évolution. Dans le *Commentaire de la coutume* beaucoup plus que dans les *Dissertations sur Hérodote*, je rencontre le génie d'un historien, car le droit conduit Bouhier plus loin qu'à la curiosité des guerres, de la succession des princes, des recherches chronologiques, de tout ce qui n'est qu'agitation de surface dans la vie des peuples, il l'amène à considérer les institutions dans leur mobilité, dans leurs commencements, dans leurs causes, et non seulement à les constater mais à les comprendre. Dans son traité juridique, il y a une histoire en puissance (2), une histoire solide et profonde dont il éclaire son commentaire mais qu'il n'a pas écrite. Elle ne sert qu'à éclairer le texte des lois : ici comme toujours la science de ce grand génie se disperse dans des remarques.

Au moins a-t-il réussi ce qu'il voulait : il a dressé la liste complète de toutes les coutumes et il a rendues claires à la lumière du passé. Pour l'usage pratique, il était peut-être superflu de remonter si loin puisqu'en somme les tribunaux n'observaient que les coutumes en vigueur et s'en tenaient à la rédaction de 1459, mais l'esprit de la bourgeoisie dijonnaise attendait de ces travaux juridiques un autre profit que des éclaircissements à la religion des juges. Grâce à Bouhier

(1) Ibid. Tome I, 110.

(2) C'est pourquoi Hénault lui disait en le recevant à l'Académie : « ...Vous faites toujours marcher l'histoire à côté des lois, modèle si utile, projet tant de fois proposé. Puissiez-vous, monsieur, le suivre dans toute son étendue, et mettant à profit le loisir que vos travaux vous ont si justement acquis, nous donner une Histoire de France relativement aux coutumes et aux ordonnances du royaume ».

la coutume apparaissait plus vénérable, on ne pouvait en attribuer les dispositions ni au caprice des princes, ni aux arrêts de cours souveraines d'institution récente, elle devenait patrimoniale à la province, elle était sa création propre, elle exprimait pour ainsi dire l'âme du pays comme elle en avait partagé la vie. Ces vues théoriques sans doute étaient inutiles aux magistrats, un philosophe aurait dit que les coutumes des âges barbares, en raison de leur antiquité même, ne convenaient plus à un siècle éclairé; mais c'est justement parce qu'à travers ses timidités et ses inconséquences le gouvernement royal par ses édits et ses ordonnances, par l'action de ses intendants, tentait d'instaurer dans toute la France des lois et une administration uniformes et modernes, c'est pour se défendre contre les révolutions qui menaçaient son règne, que la bourgeoisie voulait non seulement définir les lois de la Bourgogne et montrer qu'elles existaient en fait, mais établir qu'elles avaient toujours existé, qu'elles se fondaient sur des traditions antiques, que la province enfin ne se confondait pas avec la France, que non seulement elle avait une constitution particulière, mais son histoire et sa vie. L'amour du passé était inspiré à l'aristocratie dijonnaise par une inclination naturelle et par une nécessité. Car si dans les études littéraires ou scientifiques les Bourguignons devaient aboutir à l'érudition, dans la politique, leur intérêt les ramenait toujours au culte des institutions anciennes. Ils se défendaient eux mêmes en les défendant et ce n'est pas par simple curiosité que Bouhier, *praeses in curia divionensi*, a recherché jusqu'aux racines les plus profondes du *mos majorum*.

Au fond, malgré le soin que Bouhier avait pris de n'en rien laisser perdre, ce *mos majorum* se réduisait à peu de choses dans sa rédaction primitive. On n'a pour s'en convaincre qu'à consulter les textes sur lesquels il repose et qui sont imprimés en tête du commentaire de Bouhier. On avait beau enrichir ce mince filet par un flot d'arrêts rendus par le Parlement, on n'arrivait qu'à compléter les articles existant dans la première coutume, à en préciser le sens mais non pas à en accroître le nombre. Il s'en fallait qu'en les réunissant on pût former un code complet et le traité de Taisand en est la meilleure preuve. S'il abonde en dispositions concernant les mainmortes ou les colombiers, combien d'autres questions au moins aussi importantes qui ne sont même pas effleurées, qui semblent tout à fait ignorées. C'est qu'en effet

la coutume n'en parlait pas; pour toutes les questions qu'elle ne décidait pas, elle renvoyait au droit commun. Ce droit commun, étaient-ce les coutumes générales de la France? Dans les pays de droit coutumier, pour tous les cas que ne prévoyait pas la coutume du lieu, on renvoyait à celle des lieux voisins ou le plus souvent à celle de Paris. A force de les confondre entre elles, de les compléter les unes par les autres, on était arrivé à constituer une coutume générale, un droit commun dont il était sans doute difficile de découvrir l'unité et de démêler l'esprit mais un code complet et qui existait en fait. Peu importaient d'ailleurs sa bigarrure et parfois son incohérence à ses défenseurs; c'étaient non des législateurs, mais des génies pratiques qui, d'où qu'elles vinsent et quelles qu'elles fussent, recueillaient les lois observées dans le royaume, des génies modernes aussi qui voulaient établir au moins dans le droit cette unité que la monarchie rêva toujours d'imposer dans tous les domaines.

A côté de ce droit coutumier issu de la tradition de toutes les provinces et surtout de Paris s'élaborait peu à peu un autre droit commun, le droit français. « Le principal fond de ce droit, écrit Bouhier,... ce sont les Edits et les Ordonnances de nos rois sur le fait de la justice et de la police générale du royaume (1). » Louis XIV l'avait imposé aux Universités et de plus en plus il s'imposait aux magistrats. Par la force des choses, parce qu'il était aux prises avec les exigences du monde moderne, le despotisme tâchait de réformer les usages hérités des époques barbares, et parce qu'il lui fallait vivre, il s'adaptait aux circonstances. Depuis Colbert, tous les ministres par leurs édits ont travaillé à unifier la France et à renouveler ses lois. Ou bien le droit commun était-il l'équité, qui est en effet commune à tous les hommes? En présence de la barbarie ou de l'insuffisance des coutumes, les juges étaient tentés de ne considérer que l'acte commis et de le punir d'après leur conscience. En fait, ils prononçaient souvent à leur gré; l'obscurité des lois, la toute puissance des Parlements leur laissaient l'entière disposition des personnes et des biens, et nous avons vu que souvent ils en abusaient dans l'intérêt de leur fortune ou de leur domination. L'esprit naissant du dix-huitième siècle favorisait à demi ces magistrats qui comme

(1) Coutume, I, p. 179.

le préteur antique, faisaient la loi et l'appliquaient; car si monstrueux que parût le pouvoir arbitraire de quelques individus qui tenaient en leurs mains le sort des plaideurs et des accusés, on pouvait du moins espérer en leur équité naturelle, au lieu que des coutumes léguées par la barbarie des vieux âges on ne devait attendre qu'injustice et que cruauté. Telle fut, à n'en pas douter, l'opinion des philosophes, et dans tout le cours du dix-huitième siècle, lors du procès du chevalier de la Barre par exemple, on ne s'inquiète pas de savoir si les magistrats ont appliqué les lois et les coutumes; on discute s'ils ont jugé selon l'équité, selon la raison, selon le droit commun de tous les hommes. Telle était déjà sinon l'opinion avouée, au moins l'inclination secrète d'un bon nombre des collègues de Bouhier. Son témoignage et la peine qu'il se donne pour les réfuter nous prouvent assez qu'en les combattant il ne croyait pas égarer ses coups et frapper dans le vide contre de vains fantômes (1).

On devine de quel œil tous ces jurisconsultes devaient être considérés par un robin bourguignon que son respect inné du passé, que son intérêt de bourgeois surtout attachaient à défendre l'indépendance et l'existence nationale de sa province. Le droit coutumier est un droit superficiel qui recueille des lois d'origine diverse, qui les juxtapose et, parce qu'elles sont diverses, ne peut ni ne veut les unir en un tout cohérent. Surtout, il confond les lois de tout le royaume et il tente de constituer un code commun à toute la France ou pour mieux dire, moyennant quelques retouches, à faire pénétrer partout la coutume de Paris. Où irait-on, grand Dieu, s'il venait à réussir! Soumettre à une coutume générale les coutumes propres des provinces, mais c'est ôter leur raison d'être aux Parlements des provinces, et à celui de Bourgogne en particulier, c'est en tous cas justifier la prétention du Parlement de Paris à la suprématie sur tous les autres, et c'est ce dont on ne veut pas à Dijon. Ne vient-on pas justement de proclamer que si le Parlement de Paris avait eu l'honneur de reconnaître comme Régent le duc d'Orléans, il ne détenait pas cet honneur en vertu d'un droit, mais l'a rencontré par hasard, parce que Louis XIV est décédé dans son ressort? Aussi de quelle ardeur Bouhier s'empporte contre les partisans du droit coutumier, comme il loue certain jurisconsulte parce qu'« indigné de voir négliger depuis quelque temps l'étude des lois romaines en ce royaume et

(1) Coutume, Chapitre II.

nos jeunes avocats préférer pour la plupart les maximes coutumières aux principes sûrs et solides du droit écrit, il crut devoir combattre une prévention si pernicieuse et si mal fondée (1). » Et plus loin il se lamente : « les sectateurs du droit coutumier n'augmentent que trop tous les jours parmi nous. » Quant au droit français, à chaque pas Bouhier s'élève contre cet intrus et contre ses fauteurs. C'était peut-être parce que né au besoin des circonstances le nouveau venu ne se recommandait pas d'un principe, peut-être aussi parce qu'il lui manquait le prestige de l'antiquité, c'était à coup sûr parce qu'il était l'œuvre du roi, parce qu'il se pliait à ses volontés et servait d'instrument au despotisme, parce qu'il s'étendait à la France entière, parce qu'en un mot le particularisme bourguignon, l'amour de l'indépendance, la bourgeoisie menacée dans ses intérêts, le Parlement dans sa puissance, tout le rendait suspect à une aristocratie satisfaite et prudente qui comme les renards qu'elle chassait quelquefois, à la moindre motte déplacée, à la moindre branche froissée, flairait un piège. L'équité pouvait effrayer moins, mais s'abandonner à ses conseils, c'était rompre avec le passé, avec cet amour des traditions si chères aux bourgeois dijonnais, c'était confondre la loi bourguignonne non seulement avec celles de la France mais avec celles de tous les hommes, c'était se priver de toute règle et de tout appui, c'était se condamner à marcher seul quand on aimait tant se sentir tenu en lisière par une autorité respectable, c'était ouvrir la porte toute grande aux hardiesses philosophiques, et de ces hardiesses, Bouhier sentait le flot sourdre de tous les côtés et submerger peu à peu les institutions des aïeux. Pour éviter la marée envahissante de l'esprit moderne, il se réfugie vers le domaine favori des humanistes vers l'étude du droit romain.

Ce n'était pas en vain qu'il avait passé par l'Université d'Orléans. Il commence son *Commentaire* en examinant quel est le droit commun auquel renvoie la coutume pour les cas qu'elle n'a pas prévus, et il conclut qu'elle a voulu renvoyer au droit romain. « Comme les lois romaines (2) sont les plus anciennes de celles qui s'observent en Europe et que d'ailleurs elles renferment les lumières les plus pures et les plus abondantes du bon sens et de l'équité sur toutes sortes de ma-

(1) Ibid. I, 183.

(2) Ibid. I, 175.

tières, c'est avec grande raison que tous les peuples se sont accordés non seulement à leur donner le nom de Droit commun, mais encore à les distinguer par ce nom de toutes les autres lois postérieures. » Telle est ajoute-t-il, « la thèse que je soutiendrai dans la suite, savoir que le droit romain est le droit commun de la France (1) ». Dans cette occasion, comme on voit, ses réflexions ne concernent pas seulement la coutume de sa province; pour ne parler que de la Bourgogne, il affirme qu'elle est pays de droit écrit, d'où vient « l'obligation particulière que notre propre coutume nous impose de suivre et par conséquent d'étudier les lois romaines (2) ». Les preuves de ce qu'il avance, il s'efforce de les tirer de l'histoire, du témoignage des autorités, surtout du texte même de la coutume. « Dans nos coutumes (3), écrit-il, les termes de droit écrit et de raison écrite sont partout synonymes et notre coutume semble avoir enchéri la-dessus en l'appelant en deux endroits simplement Raison par excellence. »

C'est d'ailleurs un bonheur pour la Bourgogne que d'obéir au droit écrit. Aux sectateurs du droit coutumier, Bouhier oppose la supériorité des lois romaines. « Elles sont le fruit des méditations des plus beaux génies de l'antiquité (4) ». Elles sont cohérentes : « les excellents esprits qui ont formé le droit romain s'étaient fait un système méthodique de tous les principes de l'équité, en sorte que toutes leurs décisions tendaient à un même but comme toutes les lignes d'un cercle à un même centre (5) ». D'autre part, « tout le monde convient que les lois romaines (6) sont fondées sur la justice la plus scrupuleuse »; la barbarie et la violence de la féodalité sont à l'origine des coutumes. Et « le droit romain a encore cet avantage sur le coutumier (7) qu'il a été expliqué par des interprètes infiniment supérieurs aux commentateurs des coutumes. » Enfin, argument péremptoire, les coutumes étant locales, il ne saurait y avoir de droit coutumier général. Quant à ceux qui complètent la coutume ou qui l'amendent par les inspirations de leur conscience, ils n'ont pas tort de croire à l'équité ; il y a une « lueur de raison (8) que la nature a im-

(1) Ibid. 176.

(2) Ibid. 183.

(3) Ibid. 183.

(4) Ibid. 184.

(5) Ibid. 184.

(6) Ibid. 185.

(7) Ibid. 186.

(8) Ibid. 192.

primée dans tous les hommes et l'on ne peut nier en effet qu'elle ne soit le fond de la saine jurisprudence. Cependant, comme cette lueur pourrait dégénérer en illusion, et souvent même devenir arbitraire suivant le caprice ou l'intérêt des hommes, les sages politiques ont prudemment jugé à propos d'en fixer les règles par des décisions réfléchies et méditées et ce sont ces règles qu'ils ont appelées équité civile. » Une suite de citations et de raisonnements établit cette maxime qu'il est dangereux de livrer un juge aux inspirations de sa fantaisie, que cela est funeste aux peuples comme le prouve le proverbe « Dieu nous garde de l'équité du Parlement », que cette liberté même doit tourmenter les magistrats probes et scrupuleux pour peu qu'ils doutent de leur infaillibilité. Le droit romain est tout entier inspiré par l'équité naturelle, et il a cet avantage d'avoir été écrit et de n'être point sujet à des variations. D'où cette conclusion que lorsqu'une coutume ne dit rien absolument sur une matière, « il n'en faut point chercher la résolution ailleurs que dans le droit romain (1). » Il est vrai, ajoutait Bouhier, « je n'y vois qu'un obstacle qui véritablement devient tous les jours plus grand. C'est que comme on n'étudie presque plus le droit romain on n'en connaît que superficiellement les beautés. Ce n'est plus le temps où l'on disait de notre nation qu'on y retrouverait la science des lois si elle se perdait ailleurs. Il s'est glissé sur ce point dans presque tous les esprits une certaine nonchalance qui a pénétré jusque dans les tribunaux et même dans les écoles. Il semble que la plupart de nos avocats aient honte de citer les lois romaines et qu'ils se flattent qu'un beau raisonnement de leur façon nous persuadera plus que les résolutions des plus grands jurisconsultes (2) ». Il s'en fallait que Bouhier soutint une thèse admise partout et de tous. Il s'élevait au contraire contre une mode, contre l'inclination des temps nouveaux en ressuscitant la faveur de l'humanisme pour le droit écrit; il dressait le passé contre le présent et contre l'avenir, et certes rien n'était moins inutile que son zèle à écrire l'apologie des lois romaines, que son application à établir au seuil de son étude que le droit romain était le droit commun de la France, et que la Bourgogne en particulier était pays de droit écrit.

A vrai dire, dans les incertitudes de la coutume locale, si

(1) Ibid. 197.

(2) Ibid. 197.

certain juriconsultes considéraient comme le droit commun la coutume de Paris, d'autres que Bouhier se réglaient sur les dispositions du législateur antique. Il semblait alors que la Bourgogne obéît à deux codes, l'un fruit de l'équité romaine, l'autre, comprenant tous les articles qui concernaient les fiefs et les rapports des suzerains avec leurs vassaux. L'origine de celui-ci, on la découvrait dans des sources bien diverses; selon les uns, la coutume bourguignone était un héritage légué par les Gaulois, selon d'autres, la loi primitive des envahisseurs germaniques, selon d'autres encore, une tyrannie inventée et imposée par la violence des seigneurs féodaux, selon la plupart, le résultat de toutes ces causes à la fois. De là ses insuffisances, de là ses incohérences, de là sa confusion et ses obscurités, de là même ses injustices, et Bouhier convient à plusieurs reprises qu'aux anciennes lois les seigneurs du moyen âge « en substituèrent d'autres dictées par le caprice et dont plusieurs articles aussi odieux qu'ils sont bizarres montrent bien qu'elles ne sauraient avoir été reçues que par force (1). » Deux codes étrangers l'un à l'autre et par leur source et par leur esprit vont donc se juxtaposer, un code féodal et un code civil dont il s'agira seulement de délimiter le domaine respectif. C'est à ce point de vue que s'étaient placés Taisand et la plupart des juriconsultes, en sorte que leur commentaire de la coutume n'en rend le texte ni plus clair ni mieux ordonné. Comment découvrir une raison à des lois déraisonnables et barbares, comment expliquer leur iniquité dans une province où règne à leurs côtés l'équité antique? Comment justifier la présence simultanée de deux droits différents, et comment délimiter avec exactitude le domaine de chacun? De tels partages incompréhensibles dans leur principe sont malaisés dans la pratique, ces deux lois souveraines ne peuvent s'ignorer, non plus que dans la Rome d'autrefois un consul se désintéresser des gestes de son collègue. En les traitant comme on les traitait, on les déconsidérerait toutes deux. La loi romaine, parce qu'on en faisait une servante; la coutume elle-même parce qu'en l'opposant à sa rivale, on rendait plus sensible combien elle était incomplète et barbare. Aux yeux de Bouhier, la Bourgogne n'eut jamais qu'une loi. A quelques exceptions près, elle n'a rien hérité des anciens Gaulois, non plus que les Germains n'ont fait violence à ses institutions. Les seigneurs féodaux eux-mêmes se sont plus préoccupés d'obtenir des privilèges

(1) Ibid. I, 185.

particuliers que de réformer la législation; c'est la loi romaine qui règne seule et sans partage. Elle règne non parce que la conquête l'a imposée au peuple, mais parce que le peuple l'a approuvée et l'a souhaitée, « par l'acceptation volontaire que nos pères en ont faite (1). » Ce qu'on appelle coutume dérive de la loi romaine et s'explique par elle, en sorte que les lois particulières des provinces s'éclairent et se justifient dès qu'on les ramène à leur principe.

C'était donner à la Bourgogne non plus deux codes, mais un seul, un droit municipal étendu, complet, cohérent et ennobli tant par son antiquité reculée que par l'équité sur laquelle il se fondait. Discussion toute théorique dira-t-on. Oui sans doute, mais grosse de conséquences. Dans l'exposition, il devient inutile de suivre, avec servilité l'ordre et le texte de la vieille coutume, et Bouhier répartit sa jurisprudence en deux parties : d'une part les articles qui fixent le statut des personnes, de l'autre ceux qui regardent les biens, c'est-à-dire le droit particulier des fiefs. De minces détails comme la réglementation des colombiers, sur lesquels, n'ayant rien à dire, Taisand bavardait, les sujets les plus négligeables en apparence et les plus obscurs s'éclairent du moment qu'on les rapporte à un ensemble, qu'ils s'insèrent dans une série, qu'ils figurent soit comme des exceptions, soit comme l'application des principes de la raison écrite. Mais surtout, en la faisant dériver du droit romain, on change la nature même et l'esprit de la coutume bourguignonne. Je n'oublie pas que Bouhier, jurisconsulte et non pas législateur, constate les lois et ne les fait pas, qu'il serait vain de lui demander compte de leur contenu puisqu'il ne lui appartient pas de les réformer. Cependant on n'explique pas un texte sans l'enrichir, sans le préciser, sans lui prêter un sens que peut-être il n'avait pas tout à fait, sans l'animer d'un esprit qui n'est pas seulement l'esprit des lois, mais aussi l'esprit de leur interprète. Et la liberté du commentateur ne fait que s'accroître quand elle se meut à travers les lacunes d'une coutume succincte, avare de détails, ambiguë dans ses termes et plus riche en sous-entendus qu'en prescriptions formelles. Les arrêts mêmes du Parlement ne détournent pas Bouhier de son système; il se plaint parfois que les jurisconsultes leur aient témoigné trop d'égards, surtout quand ces arrêts se trouvent confus et contradictoires. Dans tout ce qui touche au statut des personnes, il se règle sur

(1) Coutume. Tome I, 483.

le droit romain. Peu lui importe que les usages bourguignons contrastent avec ceux de la France; il les approuve et les défend s'ils se conforment sur ceux des Romains. Si la coutume contredit l'équité, il limite les exceptions dans la mesure du possible et en n'accordant que celles qui sont exigées à la lettre. Dans les cas douteux, dans tous ceux qui prêtent à interprétation, il se réfère au droit écrit : « Le droit naturel (1) est la loi primordiale de toutes les nations. Et à l'égard du droit commun, comme il est le droit ancien et foncier du Royaume... et qu'il est d'ailleurs fondé presque toujours sur les règles de l'équité, nous devons en faciliter le retour, ou du moins nous en rapprocher autant qu'il est possible, ce qu'on ne saurait mieux faire qu'en donnant la plus grande extension aux statuts qui y sont conformes. En effet, si la règle veut, comme on en convient, que les lois exorbitantes doivent être restreintes dans leur cas et dans leur territoire, il faut par une raison contraire que les lois conformes à l'équité naturelle et au droit commun aient un effet opposé. » Et dans tout ce qui touche aux personnes Bouhier raisonne en jurisconsulte romain. Des privilèges de la noblesse, des inégalités de naissance, il ne parle guère; il ne regarde pas les seigneurs féodaux comme d'une autre race que leurs sujets; c'est une maxime bourgeoise entre toutes que tous les hommes naissent libres et égaux en droit, et contre le principe du moyen âge, le plus souvent qu'il peut il soutient que le statut des individus est personnel et non pas réel, que le seigneur a droit sur la terre et non pas sur les personnes.

Ce libéralisme à l'égard des personnes nous paraît naturel chez les parvenus de la robe tout autant que l'attachement au système féodal en ce qui concerne le statut des biens. C'est par la possession de la terre que les bourgeois avaient acquis la puissance; leurs privilèges étaient attachés au sol qu'ils possédaient, aussi Bouhier, quand il en vient à traiter des fiefs, se garde bien d'en combattre l'institution. Rien ne l'obligeait à justifier la coutume; il pouvait la représenter comme une exception à l'équité, chercher à l'adoucir, à en atténuer les injustices comme il avait fait à propos des individus. Mais la féodalité, à ses yeux, dérive du droit antique. L'empereur romain, maître absolu de l'empire, concédait des terres à ses soldats; le roi de France, maître absolu du royaume a, moyennant certains services, concédé des fiefs aux comtes et aux ducs. Le

(1) Coutume, I, 598.

mot fief vient de *stipendium* (1) ; l'institution est toute romaine, elle repose sur un contrat, et quand elle viendrait des Français, « ils en ont formé les règles sur le modèle des emphytéoses dont l'origine est constamment romaine (2) ». Dès lors, rien de plus aisé que d'expliquer les obligations et les rapports des seigneurs entre eux ou vis-à-vis du prince : « Il faudrait être peu versé dans notre droit pour ignorer que tous les fiefs de France émanent originellement de la puissance souveraine (3) ». Mais qui peut posséder ou acquérir un fief ? Tous ceux que le prince rend habiles à les acquérir ou à les posséder sans qu'on puisse imaginer aucune limitation à la volonté du prince. Seuls les mainmortables sont exceptés ; « ce serait trop avilir les fiefs que de souffrir qu'ils tombassent en de pareilles mains (4) ». Le bourgeois dijonnais se rappelait ses origines modestes, mais n'en éprouvait pas de honte, puisque la vieille aristocratie était issue de la même source et comme lui avait été tirée du néant par le choix du prince. Il ne méprisait que les mainmortables, par la conviction qu'il était issu de souche libre.

En droit romain, il n'y a pas de citoyens privilégiés, entre Bourguignons, nulle différence de races ; il n'y a que la différence de ceux qui possèdent fiefs et de ceux qui n'en possèdent pas. Il est vrai qu'aux yeux de Bouhier, la domination du sol justifie tous les privilèges, et les justifie de par la loi romaine. Cependant, il fait bon marché du droit d'épaves qui lui semble odieux et sans précédents dans l'antiquité ; mais cette coutume et quelques autres mises à part, les rapports du suzerain et du vassal, du seigneur et du tenancier, tout le système féodal repose sur un contrat. Toute justice émanant en France du roi comme à Rome de l'empereur, le roi délègue aux seigneurs comme à ses officiers le soin de la faire rendre sur leurs terres (5). Les justiciables y gagnent d'être jugés sur place et à peu de frais (6). Il n'existait pas de banalité à Rome, mais si par bienveillance pour ses sujets le seigneur a bâti un four ou un moulin, s'il a stipulé qu'en échange il recevrait une redevance et que nul n'élèverait de four ou de moulin qui fissent concurrence au sien, « quoi de plus naturel et de plus

(1) Ibid. I. 602.

(2) Ibid. I. 603.

(3) Ibid. I. 619.

(4) Ibid. I. 625.

(5) Ibid. II, 3 sqq.

(6) Ibid. II, 9.

juste! (1). » Le droit de chasse est le droit du propriétaire; les peines appliquées à ceux qui tuent pigeons sont les peines qu'on applique aux larrons (2). S'étonne-t-on des lourdes redevances imposées aux paysans? Le droit de les imposer « n'est pas si odieux que quelques auteurs ont voulu le dire (3) ». Et pas plus odieuses les corvées que l'on doit admettre en Bourgogne, bien que la coutume n'en parle pas (4). Il n'y a point de serfs en Bourgogne, mais il y a des mainmortables et Bouhier approuve qu'il y en ait : la mainmorte « est un adoucissement de la servitude auquel les patrons ont été les maîtres de mettre quelques restrictions pour se conserver une partie des avantages qu'ils avaient auparavant. Il est d'autant plus juste de les y maintenir que c'est le prix tant de la liberté des serfs que des fonds qui leur ont été autrefois abandonnés pour subsister (5) ». La mainmorte est une convention entre le seigneur et le mainmortable (6). Celui-ci en accepte les avantages et les obligations en demeurant sur la terre du seigneur; s'il quitte la terre, il perd son héritage, mais cette clause était contenue dans le contrat. Et non seulement la mainmorte est juste, mais elle fait le bonheur des paysans qu'elle protège, un bonheur qui n'est point acheté trop cher; « *ô fortunatos nimium sua si bona norint* (7) » s'écrie le Président qui sait son Virgile. Elle est même utile à l'Etat : « Le bien public s'accorde... avec celui des seigneurs.. Tout le monde sait que le fondement principal des revenus d'un Etat dépend du produit des terres. Il faut donc avoir attention qu'elles soient bien cultivées, et l'expérience nous apprend qu'elles le sont avec beaucoup plus de soin dans les lieux de mainmorte que dans les autres, où le plus souvent elles tombent en friche, faute de cultivateurs. »

Ces remarques étaient peut-être justes, et quand Bouhier recherchait dans les institutions romaines la source de la féodalité du moyen âge, peut-être ne se trompait-il pas tant que cela; le temps est passé où l'on faisait dériver les coutumes de l'ancienne France des mœurs germaniques, et sur bien des points les historiens modernes partageraient l'avis de Bouhier. Mais son ouvrage n'est pas une histoire, c'est un traité juridique, un traité qui contient non seulement l'explication des

(1) Ibid. II, 349.

(2) Ibid. II, 395 sqq.

(3) Ibid. II, 290.

(4) Ibid. II, 327.

(5) Ibid. II, 422.

(6) Ibid. II, 417 sqq.

(7) Ibid. II, 422.

coutumes mais aussi leur apologie. Les coutumes particulières des provinces étaient menacées par les partisans du droit coutumier qui n'ayant pas de peine à en relever les insuffisances, les obscurités et les lacunes, prétendaient leur superposer une coutume générale complète et éclairée par l'usage de toute la France. Elles étaient menacées aussi par les esprits philosophiques qui substituaient à leur barbarie les règles de la raison et de l'équité naturelles. Bouhier défend la coutume de Bourgogne en l'identifiant avec une application particulière du droit romain. Aux philosophes, il peut répondre qu'elle se fonde sur l'équité, et non pas sur l'équité capricieuse et diverse des individus, mais sur l'équité définie dans sa forme immuable par les grands jurisconsultes de l'antiquité. Et l'on devine quel respect professait un humaniste pour la raison écrite, d'abord parce qu'elle était la raison, ensuite parce qu'elle était écrite et qu'elle reposait dans les livres. Aux sectateurs du droit coutumier, on présentera une coutume explicite et claire, où tous les cas sont prévus, qui se suffit à elle-même et n'a besoin de rien emprunter à ses voisines. Et son étroite parenté avec le droit romain lui confère une dignité éminente, et lui mérite une vénération universelle. Le Parlement de Dijon pouvait rendre grâce à Bouhier. Non que le Président lui ait mâché toute la besogne, car sur bien des détails il réserve son opinion, et se prononcerait-il qu'il resterait à ses collègues en matière criminelle par exemple le soin de proportionner les peines aux délits. Mais le Parlement peut dormir sur les deux oreilles : grâce à Bouhier, la Bourgogne possède un code.

Et elle possède un code tout rempli de l'esprit bourgeois. Les parvenus de la robe, de par leur origine même n'ont point de préjugés sur la naissance, et la loi romaine n'en a point non plus. Bouhier la suit presque à la lettre quand il traite du statut des personnes, il ne s'en écarte que par contrainte et le moins possible. Mais dès qu'il s'agit des biens, le bourgeois se rappelle non pas la condition de ses aïeux mais sa grandeur présente de seigneur féodal. Et Bouhier qui tout à l'heure se plaignait de la barbarie de certaines coutumes importées par les Germains, hormis quelques détails sans importance, le voilà qui maintenant approuve et admire toute chose dans la belle institution des fiefs. Tailles, corvées, banalités, haute et basse justice, tout lui semble légitime, tout lui semble humain, tout lui semble utile. Il y a bien de ci de là quelques excès qu'il faut attribuer à la violence, mais les

belles maximes de l'équité antique, mais les lois romaines qui certes n'avaient pas prévu le système des fiefs sont louées de l'avoir fait naître et de le soutenir. Grâce à la savante compilation et aux raisonnements ingénieux de Bouhier, les coutumes de Bourgogne et la puissance bourgeoise qu'elles favorisent ne m'apparaissent plus seulement comme un fait juridique peut-être contraire au bon sens ou à la justice et qui ne se recommande que parce qu'il existe; j'y vois un ensemble si équitable, si sage, si logique et si cohérent, qu'il force la vénération. On y peut rêver quelques timides réformes, quelques améliorations de détail, mais non pas mettre en doute la sainteté du régime sur lequel s'appuie la domination patricienne. Le commentaire de Bouhier résume et sanctifie tous les intérêts, toutes les aspirations d'une classe, il reste à notre avis le meilleur document et le plus complet sur la politique bourgeoise. En 1789 encore, combien des bourgeois qui peupleront la Constituante souhaiteraient l'abolition de toutes les différences entre les personnes et le maintien de la propriété féodale. Bouhier ne raisonne pas autrement; libéral envers les individus, conservateur en ce qui regarde le statut des biens, il a eu le mérite de justifier par un système cohérent et logique la puissance des parvenus de la robe. En face de l'esprit nouveau qui s'apprête à tout démolir, il a su concevoir et bâtir une défense des institutions dont il profitait.

Son génie est tout entier animé par la vénération du passé. Tel nous l'avons vu dissertant sur les institutions de la Bourgogne, tel nous le retrouvons dans tous ses traités de jurisprudence. Nous pouvons négliger de les passer en revue car la plupart ont été insérés soit dans leur intégralité, soit en résumé dans le *Commentaire sur la Coutume* (1), tout comme les *dissertations sur les lettres grecques* ou sur *Sardanapale* se sont réunies aux *Remarques sur Hérodote*. En droit comme en histoire, les études de Bouhier l'entraînent à éclaircir des questions particulières, mais la plupart se rapportent à un centre unique. Cependant, comme il faut rendre à César ce qui est à César et laisser aux grands hommes jusqu'à leurs ridicules, peut-être nous en voudrait-on de ne pas faire mention du fameux *traité de la dissolution du mariage pour cause d'impuissance*. Non que nous ayons projeté d'égayer notre essai de quelques polissonneries; mais la chasse aux docu-

(1) Par exemple : *Traité sur la succession des mères; Sur les donations des fils de famille; Sur la représentation en succession; etc.*

ments oblige parfois même la pudeur universitaire à s'aventurer en des terrains bien glissants. Ce qui peut nous encourager à y pénétrer, c'est le sérieux imperturbable de Bouhier. Tout est pur pour les-purs, *omnia munda mundis*, et rien ne paraît plaisant au juriste de ce qui prête à contestations juridiques. Le traité commence par la peinture éloquente de la déception qu'on éprouve quand on s'est marié et qu'on est contraint de ne goûter des plaisirs qu'on s'est promis que la seule cohabitation. Situation préjudiciable au salut, désagréable au conjoint bien constitué de corps et que la nature incline aux voluptés de la chair; du moins Bouhier l'affirme en citant à l'appui de ses dires les décrétales des papes, encore qu'ils fussent célibataires, l'avis de Plaute, celui des médecins et les vers de Virgile (1) :

Solane perpetua maerens carpere juvena

Nec dulces natos, Verenis nec praemia noris.

Nous l'en croirions sur parole sans ces autorités. A vrai dire, il se rend compte qu'à se plaindre de sa viduité on encourt le reproche d'incontinence, qu'on aventure sa pudeur, mais il n'a cure de ces objections et il les réfute sans oublier de répondre aux rieurs, à Bayle et surtout aux plaisanteries de Boileau :

Jamais la biche en rut n'a pour fait d'impuissance

Trainé du fond des bois le cerf à l'audience

Et jamais juge entre eux ordonnant le congrès

De ce burlesque mot n'a sali ses arrêts.

Car à défaut d'autres preuves, il faut recourir au congrès. L'institution du congrès fait partie des traditions vénérables de la discipline ecclésiastique, et peut-on imaginer pareille hardiesse que de réformer le passé? Au lieu de l'épreuve peu compliquée et divertissante pour les juges à laquelle ils assistaient jusqu'alors, « il faudra désormais que les officiaux fassent un cours de médecine et qu'ils assistent à la dissection des corps humains (2); il faudra enfin que les chefs de l'église réforment leurs lois et leurs pratiques judiciaires sur les idées creuses de ces nouveaux philosophes. Ce n'est pas ainsi qu'en ont raisonné dans tous les temps les gens sages et l'on en peut juger par ce beau trait de Cicéron : *Quum de religione agatur, T. Coruncanium, P. Scipionem, P. Scaevolam, Pontifices maximos non Zenonem aut Cleanthum aut Chrysippum se-*

(1) Dissolution du mariage, p. 12.

(2) Ibid. 56.

quor. » Suivent des références et des anecdotes relatives au congrès, fort curieuses comme on l'imagine; et Bouhier respecte à tel point les autorités qu'il ne sait que penser au sujet des sortilèges, et conclut que peut-être en cette matière l'incrédulité d'une part et la crédulité de l'autre ont été poussées trop loin (1). Ensuite, il aborde le sujet en juriste. Le congrès est en usage et depuis longtemps en France, en Italie, en Angleterre, il est préconisé par les meilleurs auteurs, et quand il ne le serait pas, il mériterait de l'être. Ce n'est pas qu'on y eût souvent recours; d'après les dires mêmes de Bouhier, le Parlement de Bourgogne ne se donnait que rarement ce divertissement. Apparemment qu'en ce temps-là déjà nos aïeux répugnaient à transporter leur alcôve au prétoire, que lorsque le mariage les sevrerait de plaisirs ils imaginaient un remède plus simple et plus naturel que toutes les procédures, qu'ils prenaient un amant ou bien une maîtresse. C'était au fond pure discussion de principe, mais quelque raison qu'on eût de vouloir abolir une coutume inepte et d'ailleurs inusitée, Bouhier ne peut souffrir qu'on veuille porter une main sacrilège sur le passé. « Les lois civiles (2) nous apprennent elles-mêmes que sans une utilité évidente, il faut bien se garder de changer une jurisprudence qui a longtemps paru juste et raisonnable. Or loin qu'il y eût de l'utilité à abolir entièrement le genre de preuve dont il s'agit, il y avait au contraire une nécessité manifeste de le conserver en de certaines occasions; mais comme l'a fort bien dit un homme d'esprit (Bayle) quoique dans d'autres vues, nous voulons paraître plus sages que nos pères et souvent nous le sommes moins. » Songeons que le congrès était aboli à Paris depuis 1677, que d'après le témoignage de Bouhier il l'avait été aux applaudissements du public, et nous mesurerons combien l'humanisme de la bourgeoisie bourguignonne s'éloigne de l'esprit nouveau. Si pour l'opposer à un philosophe du dix-huitième siècle nous voulons nous figurer un homme de l'ancienne France, où pouvons-nous en rencontrer le type achevé ailleurs que dans cette robe provinciale dont faisait partie le Président Bouhier. Ce n'est pas qu'il ignorât rien de ce que pensait son époque, ce magistrat érudit qui lisait toutes les nouveautés et fréquentait chez la marquise de Lambert. Mais conservateur dans l'âme, défenseur obstiné de toutes les traditions, il lui manque même la hardiesse si

(1) Ibid. 84 sqq.

(2) Ibid. 134.

peu hardie pourtant d'un Boileau, et ce qui paraissait barbare et ridicule aux contemporains de Louis XIV il reste le dernier à le soutenir et à le prôner.

Il avait rédigé dit-on un projet d'une législation générale pour toute la France, que nous n'avons plus, et ses biographes d'une voix unanime en ont déploré la perte pour la postérité. Ils ont eu raison de regretter un document précieux sans doute pour bien connaître le génie de son auteur, mais je ne puis supposer avec eux qu'il nous eût apporté des vues originales sur le gouvernement de la France. Ce projet est contenu en puissance dans les autres ouvrages juridiques de Bouhier et surtout dans son *Commentaire sur la Coutume de Bourgogne*. Car Bouhier n'ignorait aucune des coutumes en usage dans les provinces voisines, sans cesse il y recourt pour élucider les incertitudes de la Coutume bourguignonne, et non seulement il laisse entrevoir, mais il dit en termes exprès et il répète que ce qu'il développe au sujet de la seule coutume de Bourgogne est vrai de toutes les autres, qu'en particulier le droit romain est le droit commun du royaume. Il est l'interprète non seulement de la robe de sa province, mais de toute la bourgeoisie parlementaire qui dans tout le royaume partageait son attachement au passé et son horreur des changements. Le succès de ses traités juridiques retentissait au loin et c'est de lui qu'il recevait sa gloire la plus incontestée. A l'Académie, de son vivant ou après sa mort, le Président Hénault qui le reçut, Voltaire qui lui succéda accordèrent quelques éloges à ses talents littéraires, mais en laissant voir que toute la considération allait au jurisconsulte. Par un caprice de la destinée, Bouhier et Montesquieu qui ne s'aimaient pas se trouvèrent en concurrence durant toute leur vie. L'un philosophe, l'autre défenseur acharné du passé, tous deux beaux esprits, tous deux Présidents dans un Parlement de province, ils frappèrent ensemble à la porte de l'académie où Bouhier fut reçu le premier, ils se firent admirer dans le même salon, et se vouant tous deux à l'étude des lois, ils firent paraître en mourant et presque à la même date, l'un l'*Esprit des Lois*, l'autre le *Commentaire* (1) *sur la Coutume de Bourgogne*. Deux champions semblaient s'affronter, l'un père spirituel de la Révolution, l'autre représentant d'une bourgeoisie satisfaite et tournée vers le passé. Tous deux amateurs de poésies légères et de livres galants, celui-ci observateur attentif, celui-là spec-

(1) L'édition complète est de 1742.

tateur bien informé de la société contemporaine, l'un et l'autre illustrés par leurs travaux sur l'histoire et l'étude des lois, ils s'étaient instruits et formés dans des milieux analogues; ils sortaient du même moule, l'éducation, les curiosités, les préoccupations, les ambitions mêmes du monde parlementaire ont imprimé leur marque sur tous les deux. Mais l'héritage qu'il avait reçu, Montesquieu l'a transformé par l'esprit philosophique et il y a fait germer une moisson nouvelle; Bouhier l'a conservé tel qu'il l'avait reçu de ses aïeux, et s'il s'est singularisé parmi les siens, c'est pour avoir mieux que tous maintenu les traditions des patriciens de la haute robe. L'aristocratie bourgeoise qu'il représente à nos yeux avait sans doute le goût et l'habitude de l'opposition; elle redoutait les empiètements du pouvoir royal sur ses privilèges, mais son opposition tournait le dos à la Révolution, dans ses résistances il n'y avait aucun principe de mouvement, pas plus que dans le roc inébranlable au milieu des flots, et tous ses modèles et toutes ses doctrines, elle les évoquait des siècles passés.

CONCLUSION

Ce serait une erreur de supposer que peu à peu la bourgeoisie bourguignonne rapproche son esprit de l'esprit naissant du dix-huitième siècle, jusqu'à ce que les deux courants se confondent. La pensée philosophique et celle de l'humanisme se dressent côte à côte comme deux cimes séparées par un ravin profond et infranchissable. C'est en vain que nous chercherions dans les œuvres de Bouhier un sommet intermédiaire où passerait la routé qui va de l'une à l'autre; quand on se penche sur l'abîme on ne découvre pas de sentier qui le traverse. On découvre cependant quelques ressemblances entre ces montagnes rivales et de loin elles semblaient parfois se confondre. Car il y a dans l'humanisme, même dans l'humanisme en ruines de la fin du dix-septième siècle, de solides vertus et jusqu'à des éléments que l'on retrouve dans l'esprit philosophique; dans les études, un certain éloignement pour la littérature, une incapacité et une répugnance à écrire pour écrire, un dédain de l'art qui ne sert qu'à être beau. Avec cela un besoin instinctif de savoir, une vaste curiosité partout épandue sur tout ce qui est humain; une curiosité sans vénération superstitieuses, capable de critique et que n'effraient pas les hardiesses. En politique, nulle servilité envers le pouvoir, mais une impatience quelquefois mal dissimulée devant l'absolutisme, des résistances avouées, et dans le secret des cœurs une joie maligne à découvrir ses échecs, à soulever les voiles qui dissimulent ses faiblesses et ses hontes secrètes. Ne voilà-t-il pas un terrain tout préparé où l'on s'attend à voir lever les premières pousses de l'esprit nouveau. Vaine attente, car si le sol est assez riche pour nourrir la plante, nul n'en a semé le germe, et si quelque vent du dehors apportait la semence, elle serait vite arrachée et extirpée par le maître du lieu, par le bourgeois de robe qui occupe le domaine et sans cesse y recommence les travaux de ses aïeux.

La bourgeoisie dijonnaise apporte aux choses de la pensée les mêmes vertus qui l'ont élevée dans la société; l'âpreté au labeur, la persévérance dans l'effort et des ambitions tenaces. Elle s'est mis en tête de savoir, et soit par les lectures interminables à l'ombre des bibliothèques, soit par une curiosité toujours penchée sur le siècle, elle s'est acquis une infor-

mation à peu près complète et du présent et du passé. L'immensité de son entreprise vouait à l'échec ses tentatives désordonnées et ses incursions dans les sciences; Bouhier parut; avec le bon sens pratique d'un cultivateur prudent, il disciplina sinon l'information, du moins les travaux, et dirigea ses concitoyens vers les études où ils devaient réussir. Et certes ce n'est pas chose méprisable que l'érudition bourguignonne. Pour les contemporains, Dijon fut comme un centre où toutes les idées, toutes les découvertes venaient se reposer avant de s'envoler dans le monde. Dans les lettres et dans l'histoire, de savantes dissertations, de riches commentaires éclaircissent bien des obscurités et préparèrent bien des matériaux utiles aux constructeurs de l'avenir. Mais en même temps qu'il manifestait sa force, le génie de la bourgeoisie donnait la mesure de ses impuissances. Son érudition était égoïste, on se prêtait aux sciences comme on passait un moment avec des maîtresses, c'étaient des unions sans amour et qu'on se souciait peu de rendre fécondes. On étudiait pour s'amuser, pour se divertir de détails curieux, et l'on renonçait le cœur léger à comprendre des ensembles, on renonçait à inventer et l'on renonçait à créer. On voulait un savoir qui surgît tout achevé de la seule lecture où la paresse se laissait bercer, et l'on n'eut qu'un savoir tel que les livres le pouvaient donner. Quand le siècle se vouait aux sciences, on s'en écartait; et dans l'érudition même qui recueillait les choses du passé, on ne sut qu'amasser des détails et non bâtir des systèmes, car les livres ne donnent que les matériaux, la pensée seule est architecte. Avec cela, la crainte de rencontrer ce nouveau qu'on était impuissant à bâtir, une antipathie instinctive pour cet esprit créateur que l'on n'avait pas. Curieux de tout et informé de tout, on marquait une prédilection pour tout ce qui se recommandait de l'antiquité; plus on discernait la naissance d'un monde nouveau, avec plus de complaisance on se retournait vers les temps révolus et vers les vieux auteurs. Car la bourgeoisie s'effraie de tous les changements, des révolutions dans la pensée comme des révolutions dans les institutions. Ses hardiesses sont inoffensives et limitées. Elle se montre parfois indocile envers le roi ou ses ministres, indocile envers l'Eglise, et en effet nulle dévotion excessive ne lui fait vénérer ni la monarchie ni la religion établie. La bourgeoisie n'a de passion que pour ses intérêts; sa puissance et ses biens, voilà le tabernacle auquel elle ne permet pas qu'on touche, le saint des saints vers lequel se tournent ses adorations. Or que peut-elle

attendre de l'avenir? Elle possède l'argent, elle possède la terre, elle possède les honneurs, elle possède la province, elle n'a point de rêve qui ne soit satisfait, point d'autre ambition que de jouir en paix des biens acquis. Hostile au despotisme jaloux des privilèges et ennemi de toute indépendance, hostile à toute réforme sociale et politique, elle ne songe nullement à conquérir quoi que ce soit mais se défend contre toute agression. Et comme elle a reçu sa grandeur de l'héritage du passé, comme elle ne vise qu'à conserver son patrimoine, c'est le passé qui lui donne avec l'enjeu de la bataille les principes dont elle peut s'armer, l'idéal dont elle fait son drapeau. Le Commentaire de Bouhier sur la Coutume n'est qu'une apologie des lois fondamentales de la province, une recherche des titres les plus vénérables et les plus antiques qui peuvent garantir à la bourgeoisie la possession de sa puissance.

Quoi que le siècle fasse ou pense, quelque souffle qui l'agite, la bourgeoisie demeure immobile; elle forme un monde à part et qui se suffit à lui-même. A elle seule, elle renferme assez d'individus pour vivre sans l'étranger, elle est assez unie pour ne pas s'émietter. Et jamais on ne lui appartient à moitié; ceux qui cherchent fortune ailleurs comme les Crébillon et les Piron, elle les retransche pour ainsi dire de son sein. Ceux qui lui restent comme Bouhier, elle les garde tout entiers : la vie du Président s'est écoulée à Dijon, et son génie n'est qu'un épanouissement des caractères de la race. Curieuse de toutes les idées, aimable avec tous les hommes, elle n'accueille rien ni personne, elle se replie sur elle-même et quelque hospitalière qu'elle paraisse, elle vit seule. Elle est ce que l'ont faite son histoire et ses traditions, et la même solidarité qui unit les individus unit à travers les siècles les générations. Qu'importe si alentour les modes changent, si de nouvelles préoccupations entraînent les esprits vers des voies inconnues, qu'importent ces agitations éphémères à un monde qui semble durer depuis l'éternité? Elles s'élèvent et s'apaisent tour à tour, la pensée humaine sollicitée par tous les souffles porte ses flots vers tous les horizons, mais le rocher demeure immobile au milieu des vagues et des orages. Le génie de la race, le génie patient et laborieux du paysan bourguignon dure et persiste dans cette aristocratie qu'il a enfanté; comme toutes les branches tiennent à l'arbre, tous les caractères de la société dijonnaise, toutes ses études, toute sa politique tiennent à la puissante organisation de la robe; voilà le tronc qui supporte tout, et qui pousse ses racines jusqu'aux

entrailles de la terre natale où il se nourrit. Les siècles peuvent passer, les tempêtes peuvent se déchaîner, l'esprit nouveau peut vouloir fouir à travers le bois et miner le géant, les dents s'usent sans entamer l'écorce, les ouragans bruissent à travers le feuillage sans arracher ni ployer les rameaux, le vieux chêne bourguignon contemporain des druides semble ignorer ces vains assauts comme il a repoussé ceux du temps. Pour qu'il disparaisse, pour que la souche rejette d'autres formes de la pensée, il faut que le tronc soit brisé, il faut que croule la puissante armature de la société bourgeoise. Mais ce tronc ce ne sont pas les orages du dehors qui peuvent l'ébranler; il faut attendre qu'il s'abatte de lui-même, rongé dans sa moelle par un vice intérieur. Quand l'édifice social se sera désagrégé, quand il n'y aura plus à Dijon un monde uni et qui se suffit à lui-même, l'arbre que nous contemplions plein de vigueur et plus verdoyant que jamais, nous le verrons soudain à terre; alors nous chercherons les traditions et les curiosités de l'humanisme, les travaux de l'érudition, les études de la jurisprudence : tous les rameaux se seront desséchés sur le tronc mort, toutes les feuilles auront été fanées et emportées au souffle des vents.

LIVRE III

L'esprit nouveau

PREMIÈRE PARTIE

La société nouvelle

SECTION I

L'état social

CHAPITRE PREMIER

LA HAUTE BOURGEOISIE

Introduction

Sous Louis XIV, l'originalité de l'esprit bourguignon, l'indépendance de la vie provinciale se soutiennent par la forte organisation de la société bourguignonne. La robe dijonnaise nourrit une pensée et un esprit qui lui sont propres, parce qu'elle recèle en ses profondeurs de quoi les nourrir, parce qu'elle comprend un assez grand nombre d'individus pour que, mis à part les sots, les ignorants et les fainéants, il demeure encore assez de talents pour recruter un cénacle de beaux esprits. La nature est prodigue ; pour une graine qui vient à bien combien d'autres ne germent pas, pour une chenille qui se transforme en papillon, combien d'autres qui n'éclosent pas ou rampent un moment et puis meurent ; pour une intelligence qui naît et qui grandit, combien de cerveaux stériles et de génies avortés. Pour trier parmi tous les robins que l'argent élevait aux honneurs quelques quarterons d'hom-

mes bien doués et studieux, vouant leurs loisirs à d'autres divertissements que le jeu, la danse et les femmes, sans doute fallait-il passer au crible tous les honnêtes gens de la ville. Il fallait secouer bien des pailles légères avant que quelques solides esprits restassent au fond du van, et l'originalité bourguignonne ne pouvait durer que si la société polie demeurait nombreuse. Le nombre, il est vrai, n'est rien sans l'unité, mais nous connaissons la puissante structure de la bourgeoisie dijonnaise. Autour d'elle point de rivaux, la majeure partie du clergé est dans sa dépendance, le peuple est écrasé par sa domination et par sa richesse ; ouverte par en haut, elle absorbe la noblesse de race ; par en bas, elle accueille tout ce qui s'enrichit non seulement à Dijon mais dans toute la province ; elle est le réceptacle où, après quelques détours et quelques hésitations parfois, finissent par aboutir toutes les élites naissantes, comme tous les fleuves confluent vers la mer. Et malgré quelques jalousies, elle forme un corps uni parce qu'il est ordonné suivant ce principe que les plus hauts emplois vont à la plus haute fortune. Ayant le culte de l'argent, elle respecte les grandeurs fondées sur l'argent, chacun espérant les égaler en dignités le jour où il les égalera en richesse. Aussi subit-elle sans ronger son frein l'ascendant des magistrats des cours souveraines ; elle les accepte comme ses chefs naturels, et ils donnent le ton autour d'eux dans la politique et dans les études ; ils commandent l'opposition et président à l'humanisme. Cette société cohérente et disciplinée détient le privilège de la fortune, de la puissance, de l'instruction, et rien ne semble menacer son règne. Les travaux de Bouhier continuent les divertissements studieux auxquels elle s'essayait depuis toujours, et qu'elle semblait devoir poursuivre à jamais, mais le bruit qu'ils faisaient nous a empêchés d'entendre les craquements dans l'édifice social, la grande ombre du Président nous masquait une révolution qui bouleversait le vieux monde dijonnais. Comme tous les faits importants de l'histoire, elle s'élaborait depuis longtemps et quand à la mort du Président Bouhier nous la découvrons, elle est faite. L'ancien édifice gît à terre, il s'est effrité pierre à pierre et sans bruit, et quand nous considérons son écroulement, la ruine est achevée. Ruine qu'on pouvait méconnaître, car le Parlement, la Cour des Comptes et le Trésor, tout l'appareil de la haute robe conserve encore sa splendeur, mais c'est une façade derrière laquelle il n'y a plus rien.

1. — La puissance

Ce n'est pas que les Cours Souveraines et le Parlement en particulier aient rien perdu de leur puissance ni abandonné leurs prétentions. Jusqu'en 1789 les patriciens de la haute robe sauront défendre leur patrimoine. La prudence et l'économie ont peu à peu amassé la richesse de la bourgeoisie, et ce sont des vertus qu'elle ne perdra jamais non plus que leurs fruits. On verra peut-être à Paris, par la contagion de la grande ville, des magistrats jouer les grands seigneurs, se ruiner comme des nobles de cour et redorer leur blason en épousant la cassette d'un fermier général. Mais à Dijon où manquent également et les exemples de prodigalité et les filles de fermiers généraux, on se passe des riches mariages en évitant les grosses dépenses. A la ville on mène un train raisonnable, ou même fastueux ; on achète des livres, des meubles et des bijoux, on donne des fêtes et des dîners, on joue aussi dans tous les milieux, et quelquefois les autorités sévissent contre des joueurs trop adroits ou trop constamment heureux (1). Mais durant les mois de vacances on se retire dans les châteaux, on y vit de peu, de ce que fournit le domaine, et pour tout luxe, on chasse. Comme distraction, on a les occupations d'un propriétaire soigneux, on visite les fermes, on répare les bâtiments, on revoit les comptes, on inspecte les champs, et l'on tient des livres de raison où l'on note denier par denier et les frais qu'on a dépensés et les sommes qu'on a reçues (2). Ce n'est point curiosité si tel inscrit année par année le prix des vins, tel autre des recettes pour la culture ; on sait produire et on sait vendre. L'auteur du *Mercure dijonnais* n'était pas un sénateur, mais il possédait du bien, surtout en vignes, et s'il néglige beaucoup des événements politiques, s'il les oublie ou n'en rapporte que peu de chose, il nous apprend fort exactement la date des vendanges, le temps qu'il a fait, le dégât causé par les gelées printanières et jusqu'au prix de sa récolte (3). Quelques soins qui le retiennent à Dijon, il les abandonne dès que sa présence est utile sur ses terres ; et de cette application qu'il apporte à ses affaires, tous les patriciens du Parlement, je dis les plus huppés, lui offraient un modèle.

(1) *Registres de la Chambre de Ville*. Passim.

(2) Par exemple le livre de raison des Mairetet.

(3) *Mercure dijonnais* passim. L'auteur était agrégé à l'Université de Droit.

Ou bien après une longue lignée d'aïeux, voici le Président Bouhier qui continue à prêter à intérêts; il a des créances sur les boulangers, les drapiers, les procureurs de Dijon et sur diverses abbayes; voici le Premier Président de Saint Seine et le Président de Daix plaçant leurs fonds sur garantie (1). Le besoin de gagner ne s'est point perdu dans la bourgeoisie; peu dépensière et flairant de loin les écus sans maître, elle sait l'art de les attirer dans sa bourse, et quelquefois il lui suffit de tendre la main. Car de plus en plus le roi paie le zèle par des pensions; à la veille de la Révolution il donnait par an 8.000 livres au Premier Président Legouz de Saint Seine, 6.000 au Procureur général, 3.500, 3.000 et 2.000 à chacun des avocats généraux (2). L'argent tombait du ciel quand on ne l'arrachait pas à la terre, et l'industrie des riches savait maintenir et accroître les fortunes. Le Président de Brosset chicanait à Voltaire quelques voies de bois et sacrifiait pour quelques écus un fauteuil d'académicien (3). En 1789, le Président Joly de Bévy avait 2 terres de 1900 journaux, le conseiller Bouhier 3 terres de 1423 journaux, et 1200 arpents de bois, le conseiller Villedieu de Torcy 2000 journaux de champ et de bois (4). Autant et plus qu'autrefois les parlementaires détenaient le sol et l'argent. Et les propriétés sont d'un aussi bon revenu que par le passé; à la fin du siècle, les *Affiches dijonnaises* indiquent par le menu le rapport de celles qui sont en vente; tel domaine comme la Seigneurie de Dracy le Fort près Châlon ne rend pas moins de dix mille livres par an en cens, banalités, lods et ventes et droits de justice (5). N'oublions pas que si 1789 vit la Révolution, l'époque précédente procéda à la réfection des terriers, réfection peu libérale et nullement inspirée par les principes révolutionnaires. Les archivistes qui exploraient les vieilles chartes veillaient avec beaucoup d'exactitude aux intérêts du seigneur qui les employait, et les charges accoutumées des vassaux, jamais diminuées, s'accroissaient de toutes celles que des génies inventifs ressuscitaient du passé. La domination des riches s'aggravait avec les années, et le système féodal demeurait entier de même que demeurait intacte la puissance des Cours Souveraines.

(1) Cf. CARRÉ. *La fin des Parlements*, p. 4.

(2) Ibid., p. 11 sqq.

(3) *Correspondance de Voltaire et du Président de Brosset*. Passim.

(4) CARRÉ. *Fin des Parlements*, 4.

(5) *Affiches dijonnaises*, 16 janvier 1776.

Car bien que l'autorité royale ait entrepris durant tout le siècle de ruiner celle des Parlements, on sait assez qu'elle n'y a pas réussi, encore n'essayait-elle de réduire que leurs prétentions politiques. Mais à part les interventions de l'intendant, la disposition des personnes et des biens dans la province demeurait à la haute bourgeoisie ; elle en disposait sur ses terres par le droit du propriétaire, par le droit du seigneur féodal, elle en disposait dans les cours par les prérogatives de la magistrature souveraine. Elle gardait la puissance, les honneurs et les privilèges.

2. — Le patriciat fermé

Le patriciat bourguignon maintenait sa puissance, il conservait entre ses mains et même accroissait son héritage, mais un mal intérieur le minait. C'était un grand corps qui ne se nourrissait plus. Dès le temps de Louis XIV, la richesse suffisait à peine pour entrer dans les plus hauts emplois de la robe ; il y fallait aussi la patience. Avant de pénétrer au Parlement par exemple, on attendait dans le barreau ou les offices inférieurs qu'une place y fût libre, et quelquefois on attendait longtemps. Devant la porte entr'ouverte, les candidats guettaient le moment d'en franchir le seuil, et ne le franchissaient qu'un à un après des années. Mais l'espérance allégeait l'ennui de ces longs délais, et s'il y avait quelques exclus, leur petit nombre ne leur permettait de manifester leur mécontentement que par de vains regrets. Durant les premières années du dix-huitième siècle, la porte se clot peu à peu ; grâce à des circonstances heureuses, quelques familles nouvelles parviennent encore d'emblée à s'introduire dans la place ; la plupart languissent sur les degrés des magistratures médiocres et ne s'élèvent que lentement ; les ambitions se lassent d'espérer le miracle qui réalisera leur rêve ; l'espoir même du miracle s'évanouit bientôt. L'usage s'établit d'exiger des parlementaires quatre quartiers de noblesse (1).

Les hommes nouveaux devaient renoncer à siéger jamais sur les fleurs de lys, une coterie de satisfaits se réservait les hauts emplois. Le prix des charges curules s'en va dimi-

(1) CARRÉ. *Histoire de France*, IX, 188. — Ibid. *Fin des Parlements*, p. 6.

nuant d'année en année, non que leurs privilèges soient moins convoités, leurs prérogatives moins étendues que par le passé, mais le nombre des acquéreurs éventuels a tellement déchu que dans le trafic des offices l'offre égale ou surpasse la demande. A la Révolution, une charge de conseiller ne vaut plus que 34.000 livres (1), une charge d'avocat général 43.000, et leur valeur réelle s'est d'autant plus amoindrie que l'argent s'est fait moins rare et que le prix des choses s'est élevé (2). Les anciennes familles, celles qui y sont installées depuis longtemps peuplent à elles seules les Cours Souveraines, et comme plusieurs les ont désertées ou se sont éteintes, quelques noms composent tout l'armorial du Parlement (3); de plus en plus, le Sénat bourguignon semble l'apanage d'une seule caste ou d'une seule tribu. Des dynasties s'y sont formées où le fils succède au père, le neveu à l'oncle, le gendre au beau-père, et entre elles se multiplient et se renforcent les liens de la parenté. Au lieu d'une bourgeoisie, nous trouvons une noblesse de robe, mieux encore, nous trouvons une famille de robins qui a conquis tous les offices et qui par un soin jaloux les réserve à ses enfants.

Cette situation existait de fait avant même que l'exigence de quatre quartiers de noblesse vînt la consacrer et la maintenir. Le patriciat bourguignon poursuivait son évolution naturelle. Toujours avide d'acquérir et n'abandonnant jamais rien de ses conquêtes, il en usait à l'égard des honneurs comme il en usait à l'égard de ses terres et de ses palais. Le père transmettait en dépôt à son fils tout l'héritage de sa lignée, l'office aussi bien que le fief, et quelle place restait aux nouveaux venus sur les bancs du Parlement quand les vieilles races les occupaient à jamais. Le roi en exigeant des sénateurs la naissance ne faisait que légitimer le droit des premiers occupants. Le piquant de l'aventure c'est que la même bourgeoisie, qui avait dépossédé de son règne la féodalité héréditaire instituée par le moyen âge, se muait elle aussi en un patriciat héréditaire d'où était exclue la bourgeoisie nouvellement enrichie. Figurons-nous la haute robe comme un paradis étroit qui ne peut contenir qu'un petit nombre

(1) CARRÉ. *Fin des Parlements*, p. 7.

(2) Le prix des denrées ne cesse de croître; année par année on voit s'élever le cours des vins (cf. ms. 1258 bis); D'autre part, le produit des impôts dans la province est beaucoup plus élevé que sous Louis XIV. Cf. Archives de la Côte-d'Or, les registres des délibérations des Etats.

(3) Cf. DES MARCHES. *Passim*.

d'élus ; on y entre non par les bonnes œuvres mais moyennant espèces sonnantes et trébuchantes. Les premiers qui surent emplir leur bourse en ont passé l'huis sans difficultés, les derniers arrivés ont beau offrir le prix du passage, la maison est pleine, on n'entre plus. Certes, avec le temps, des vides se font parmi les élus ; mais alors ils s'isolent et se défendent derrière leur noblesse, ils se sont associés en un syndicat pour écarter les intrus. Et là loi est venue sanctionner les résistances de leur égoïsme.

On s'étonnerait que le pouvoir royal ait ainsi rendu héréditaires des dignités autrefois seulement vénales et corrompu le principe des institutions, si le besoin de complaire aux Parlements n'eût excusé bien des faiblesses. A ne pas exclure en droit les hommes nouveaux, le prince n'eût rien gagné car ils l'étaient en fait ; et il indisposait les magistrats. Ces exclusions d'ailleurs entraient dans sa politique ; dans la seconde partie du siècle, c'est une nécessité beaucoup plus que le caprice des ministres ou des préjugés qui font attribuer à la noblesse tous les grades de l'armée, tous les offices de judicature. Car d'une part les charges militaires ou civiles conféraient des privilèges, d'autre part l'état était encombré de nobles inutiles à l'économie du royaume et dont les privilèges protégeaient les biens. C'était limiter le mal que de confier aux privilégiés les charges privilégiées ; on évitait d'enfler outre mesure le nombre des patriciens, et l'on occupait à quelque chose ceux que l'on conservait. N'osant ou ne pouvant réformer la société, le despotisme en atténuait les vices, mais ces réparations de fortune ne pouvaient sauver un édifice caduc.

Rien n'aurait pu rétablir le bel équilibre que nous apercevions à l'époque du grand roi. Les riches formaient alors une élite peu nombreuse, et cette élite tout entière remplissait les cours souveraines. Nul ne parvenait aux magistratures s'il n'était de cette élite, mais nul ne faisait partie de l'élite qui ne pût aspirer aux magistratures. En même temps qu'un organe du gouvernement, la robe était un cadre où s'organisait toute une classe ; au-dessus de la plèbe réduite à l'abaissement, toute l'aristocratie semblait avoir son unité sociale, sa raison d'être et sa mission dans l'état. Au dix-huitième siècle, l'étroite institution du passé craque de toutes parts. L'élite s'est multipliée sans mesure, elle aspire à remplir ces cadres que l'on a préparés pour elle, mais elle n'y peut tenir ; on ne peut multiplier les magistratures sans léser ceux

qui les occupent déjà, et l'on n'aurait que faire de tant d'offices ; on résout la difficulté, on met fin aux ambitions des nouveaux parvenus en leur fermant la porte des honneurs, mais on les exclut ainsi de tout attachement, de toute dépendance à l'égard des institutions où ils n'ont point trouvé place. De là la crise qui mit fin à l'ancien régime. Au milieu de la misère et de l'incertitude des classes inférieures, les privilèges de la robe surnageaient comme un esquif tranquille et sûr ; au début, quiconque s'élève un peu au-dessus des flots, s'accroche au navire et y prend place ; quand la nef est pleine, c'est par égoïsme d'abord que les occupants repoussent de nouveaux passagers, c'est aussi par nécessité, car on n'a point construit la barque pour porter une foule. On observe en Bourgogne ce qu'on observe dans l'histoire romaine quand en face des patriciens se dresse un peuple de plébéiens enrichis. La rivalité de l'ancienne et de la nouvelle élite était un événement inévitable dont les causes apparaissent fort nettes, et dont les conséquences furent immenses. La principale c'est que désormais une bourgeoisie jalouse s'amasse à la porte des grands emplois qui lui sont fermés, qu'elle assiste du dehors au festin des heureux, qu'elle s'étonne de n'être point admise n'ayant d'autre tort que d'être arrivée trop tard. Il s'élève des mécontentements, des jalousies, des rivalités qui du dehors menacent le patriciat en même temps qu'un mal intérieur le dessèche et l'amointrit.

3. — La rançon de l'isolement

Le patriciat se repliait sur lui-même pour mieux couvrir sa fortune, mais en s'isolant il s'anémiait. En se claquant dans ses honneurs, en fermant avec soin les portes et les fenêtres crainte de laisser passage aux intrus, il s'empêchait de recevoir l'air frais du dehors et de se rajeunir par un sang nouveau. Les races qui vieillissent dans la solitude sans se renouveler par des éléments jeunes dépérissent et se condamnent à la déchéance ; avez-vous dans votre verger un bel arbre, plantez-en les fruits, ils donneront un rejeton moins vigoureux ; perpétuez ainsi la lignée de l'arbre primitif, vous obtiendrez à la fin un arbrisseau dégénéré soutenant avec peine de ses bras débiles des fruits sans saveur. Mais arrachez dans les bois un sauvageon, transplantez-le dans votre jardin, entez-le, et le rustre s'adou-

cira, il remplira vos paniers d'une récolte vermeille, ne gardant de sa barbarie native que là sève et la vigueur. Telle la robe d'autrefois fleurissait dans la verdure d'un monde encore jeune. Les érudits que nous rencontrions au siècle de Louis XIV étaient parvenus d'hier, ou bien c'était leur père ou leur aïeul de qui ils avaient reçu leur fortune ; en tous cas ils coudoyaient chaque jour parmi leurs collègues des procureurs et des marchands nouvellement revêtus de la toge et tout imprégnés encore des relents de l'étude ou de la boutique. Pour preuve de leur jeunesse d'intelligence, je ne veux que leur inexpérience dans l'étude, que leur robuste appétit de savoir et la force de leur labeur. Peuple encore malgré leur grandeur neuve, ils conservaient l'âme de leur race rustique. Plus une rivière s'éloigne de sa source plus elle s'épuise si d'autres sources ne l'enflent pas en chemin ; plus le patriciat s'éloignait de ses origines, plus il se fermait, et plus il dépérissait.

Jadis, il étendait ses racines dans toute la province, maintenant c'est une plante de serre et qui végète dans un pot. Sans doute il s'est affiné, il a pris des manières, c'est un petit-maitre galant, pomponné et parfumé dont les aïeux sentaient l'étable, mais les aïeux peuvent rougir de la nullité de leurs descendants. Une aristocratie de race, c'est comme un cheval de race, bon pour la parade et les champs de course ; cela vous a la jambe fine, le poil luisant, mais ne gagne pas son avoine. Pour labourer, mieux vaut un lourdaud aux larges sabots, sans quartiers de noblesse, issu des amours obscurs d'une jument de trait et d'un étalon de village. Le patriciat qui s'était retranché du pays, qui se perpétuait sans l'apport d'un sang nouveau, que pouvait-il produire ? Une longue prospérité avait énérvé ses vertus. Récrité dans une aristocratie de plus en plus restreinte, le Parlement n'arrivait à se compléter que par une indulgence croissante à l'égard des candidats. Pourvu qu'ils aient la naissance, on passe sur tout le reste, et l'on doit, « pour soulager le service des anciens recourir aux dispenses en masse » (1). Dispenses de science et de capacité, dispenses d'âge aussi, toujours plus fréquentes et toujours plus scandaleuses : On rencontre « sur sept Présidents à mortier, six nommés à ces hautes fonctions à l'âge de vingt-cinq et vingt-six ans, et sur cinquante-huit

(1) Malleste. *Testament Moral*. Cité par M. de la Cuisine, III, 390.

conseillers, trente-sept reçus à vingt-deux ans et au-dessous, parmi lesquels cinq âgés de dix-sept, et plusieurs de dix-neuf et vingt ans seulement » (1). De plus en plus, les jeunes gens dominent ; pour bavette, on leur met un rabat de magistrat, et ils apprennent à épeler dans les codes. Mal réparable sans doute, car on guérit de la jeunesse, mais on ne guérit pas d'être né dans la pourpre. Héritiers de la fortune et de l'avarice de leurs pères, ils avaient laissé perdre leur patrimoine moral. Toutes leurs occupations, tous leurs soucis se réduisaient à amasser de l'argent, à s'enorgueillir de leur condition et à s'admirer. Le travail et l'étude leur semblaient au-dessous de leur grandeur et dépassaient leur génie.

C'est cependant au dix-huitième siècle que surgiront du patriciat les De Brosses, les Guyton de Morveau, deux des plus beaux génies qu'ait enfantés la Bourgogne, et à côté d'eux quelques talents plus modestes. Il n'est désert si stérile où ne poussent quelques palmiers dans les oasis. Mais isolés pour ainsi dire au milieu de la nullité de leurs pairs, ces hommes chercheront en vain dans leur monde une élite intellectuelle à laquelle se joindre. Ou bien ils s'en passeront, ou bien ils iront se perdre parmi l'élite de la petite bourgeoisie ; le patriciat n'a plus ni pensée ni vie, il ne lui reste que des honneurs et des écus. Ce n'est plus le cœur où la province apporte le meilleur de son sang, mais une coterie de fainéants riches, abêtis par de stériles jouissances. Là est la grande révolution de l'intelligence et de la société ; en s'isolant, la haute robe abdique sa primauté spirituelle et son influence sur l'opinion ; l'histoire de l'esprit bourguignon git tout entière désormais dans la petite bourgeoisie ouverte à tous venants puisqu'elle comprend tous les rebuts de l'autre et d'autant plus vigoureuse qu'elle s'accroît sans cesse, que repoussée par les grands, elle se trouve plus proche de la plèbe.

(1) *De La Cuisine*, III, 390.

CHAPITRE II

LES RIVAUX DE LA HAUTE ROBE

1. — La noblesse

Au dix-septième siècle, la robe ne rencontre dans la province aucune élite qui la domine, qui lutte avec elle en prestige et en puissance, ni même qui lui soit étrangère. Les meilleurs bénéficiés du clergé reviennent à ses cadets, et les nobles de vieille souche, ceux du moins à qui leur fortune le permet, tiennent à honneur de mêler leur antique blason aux armoiries neuves des parvenus. Il n'y a d'aristocratie que celle qui peuple les magistratures civiles. Le règne de Louis XV n'amène pas de grands changements dans le recrutement des ecclésiastiques : un évêché est institué à Dijon sous la Régence, et deux Bouhier en obtiennent d'abord le siège l'un après l'autre ; les prélats qui leur succèdent, étant plus proches de leurs ouailles que ne l'était jadis l'évêque de Langres, se querellent plus souvent peut-être avec le Parlement. Surtout, ils sont mieux connus, et, sauf quand ce sont des saints comme Mgr d'Apchon, moins respectés ; la malice dijonnaise démêle trop bien leurs faiblesses pour se laisser éblouir par l'éclat de la mitre ; en somme, depuis le siècle de Louis XIV, le clergé n'a rien gagné en influence. Peut-être même a-t-il perdu en richesse, et sans vouloir élucider cette question qui nous entraînerait trop loin, nous ne pouvons nous empêcher de remarquer que dans nombre de ses discours et de ses actes officiels, que dans ses cahiers de 1789, l'Eglise gémit de plier sous les dettes. Loin d'ailleurs qu'ils témoignent la moindre hostilité contre les magistrats, un grand nombre d'ecclésiastiques continuent à les fréquenter ; l'antique alliance se maintient entre les deux mondes. Mais dans le clergé même et sans parler des ordres religieux, il existe une plèbe : curés de paroisse, abbés plus ou moins bien rentés, d'origine modeste ou basse, vivant de revenus souvent médiocres, précepteurs chez les grands ou bien professeurs, ou bien tenant comme l'abbé

Liébault des pensionnats pour la jeunesse. Ceux-là suivent les intérêts et la politique de leur classe originelle ; groupés autour du patriciat tant que la plèbe le restera elle-même, ils iront plus tard avec les avocats et les médecins peupler les sociétés bourgeoises. Ils iront d'autant plus volontiers qu'ils renferment dans leur nombre beaucoup de mécontents, d'ambitieux aigris (1) qui, ayant espéré faire dans le sacerdoce leur fortune, quoique riches en savoir et quelquefois en talents, n'ont hérité de tous les biens de l'Eglise que la pauvreté de Jésus-Christ.

La robe, il est vrai, n'a guère à craindre leurs colères ; mais elle est menacée d'un danger plus grave par la scission de l'aristocratie laïque. Les nobles de haute race, comme les Saulx Tavannes, après s'être quelque temps reposés au sein du patriciat civil, après s'être alliés à lui pour refaire leur patrimoine, ont repris leur vol vers la Cour. Si le service du roi les renvoie à Dijon, ils y reviennent en étrangers et en ennemis, doublement insolents, et comme représentants du prince, et fiers de leur nom antique parmi les anoblis d'hier. Ils sont l'instrument des humiliations qu'on inflige au Parlement, et quoique l'hôtel du lieutenant général soit un lieu de fêtes et de réceptions, il ne semble pas aux Bourguignons qu'ils y soient accueillis par un des leurs. Mais surtout, tandis que sous Louis XIV les armes cédaient à la toge, qu'il semblait aussi honorable sinon plus de siéger sur les fleurs de lys que de porter l'épée, le siècle de Louis XV est un siècle militaire où les jeunes gens bien nés se laissent séduire par le prestige de l'uniforme. Les guerres ne deviennent pas plus fréquentes ni plus longues que sous le Grand Roi, mais dans la province, le métier des armes gagne en considération. Les charges civiles n'attirent plus les gentilshommes, et les fils de robins eux-mêmes s'en vont dans les camps à la poursuite de la gloire. Un neveu de Bouhier se fait tuer à Guastalla, et nous voyons par les lettres du Président que maintenant les guerres sont lourdes au monde parlementaire dont elles déciment les enfants (2). Jadis les Dijonnais contemplaient les victoires ou les défaites de la France en spectateurs désintéressés ; ils comptent à présent les morts. Des

(1) Cf. par exemple dans les ouvrages de M. de Broglie et de M. l'abbé Deberre, la vie mouvementée de Leblanc. Leblanc restera l'ami et le disciple de Bouhier, mais ses cadets de la génération suivante seront parmi les adversaires du patriciat.

(2) DE BROGLIE, 225, 230.

familles entières désertent les honneurs civils ; au dix-huitième siècle, les Le Compasseur de Courtivron, auparavant conseillers ou présidents, se distinguent comme gens de guerre. Il n'est même pas besoin que l'amour de la gloire appelle la noblesse aux armées pour qu'elle déserte les magistratures ; elle les dédaigne quelquefois par amour du repos. S'il fallait des honneurs aux patriciens de jadis, leurs descendants s'en passent ; tandis qu'un Bouhier d'abord sénateur, ensuite homme de savoir, étudie durant ses loisirs, un Buffon voue toute son existence à l'étude (1). D'autres donnent toute leur vie à l'oisiveté, et vieillissent en grands seigneurs sans autre occupation que d'exploiter leurs terres et d'en consommer les revenus (2).

Le témoignage de cette défaveur des charges civiles, nous le trouvons dès 1750 sous la plume du conseiller Louis Malteste : « Nos Parlements ne sont plus aujourd'hui ce qu'ils étaient autrefois... La noblesse illustrée par les emplois militaires, et même celle qui languit obscurément dans ses terres, rougirait aujourd'hui de prendre une charge de robe. Les gens de condition qui en possèdent encore n'auront pas la force de lutter contre cette prévention, ni le courage de perdre par le choix d'une vie pénible l'avantage de leur naissance » (3). On voit en effet le Parlement se dépeupler. Sous Louis XVI, la dame Legouz, veuve du Président de Brosses, se plaignait de ne point trouver d'acheteurs pour l'office de son mari, « quelques soins que le Premier Président de Brosses et elle s'en fussent donnés, n'y ayant même aucune apparence qu'il s'en présentât, attendu le nombre de charges de présidents qui se trouvaient vacantes dans le Parlement » (4). Encore, après avoir été durant treize ans en vente la charge du Président de Brosses trouva preneur ; celle du Premier Président de Saint Seine qui lui succéda n'en trouva point de 1777 à 1789. Non seulement la robe s'est fermée aux classes inférieures, mais elle ne reçoit plus rien par en haut. Non seulement elle cesse de se recruter, mais elle s'appauvrit pour grossir une aristocratie rivale, une noblesse qui cherche la

(1) L'exemple de Buffon n'est pas isolé. On pourrait citer à côté de lui les deux frères Lacurne.

(2) Ce fut à peu près le cas du frère du Président de Brosses, par sa fonction sociale « grand au pays de Gex ».

(3) Louis Malteste. *Testament moral*, cité par M. de la Cuisine, III, 391. M. de La Cuisine donne à cet extrait deux dates différentes, 1750 (p. 390) et 1782 (p. 392). La première nous semble la bonne.

(4) *De la Cuisine*, III, 390, 391.

fortune et la gloire à la Cour et dans les armes, ou qui se retire dans ses terres. Quand même cette noblesse est pour une part issue de la robe, elle lui est devenue étrangère. Ayant approché les princes, couru le monde, les cours et les garnisons, formée aux mœurs, aux modes et aux goûts de Paris, elle constitue une société qui se croit supérieure aux magistrats civils en dignité comme par les manières, qui en tous cas ne partage ni leur esprit ni leurs soucis. On la rencontre à Dijon, on la rencontre dans les châteaux des alentours, jalouxant la richesse des Parlementaires et les privilèges qui les exceptent du commun des privilégiés. On verra en 1760 son représentant à la Chambre des Elus soutenir les entreprises de Varenne (1) contre le sénat bourguignon et s'y associer ; et comme on l'a déjà souvent remarqué, en 1789 les Cours Souveraines ne fournissent que peu de députés à l'ordre de la noblesse (2) ; les nobles se défient d'elles autant et peut-être plus que le peuple. Au dix-huitième siècle il existe en France deux noblesses qui se distinguent moins par les origines et le sang que par leur vie et leurs intérêts. Sous Louis XIV, la robe prime dans la province, sous Louis XV, elle voit en face d'elle se dresser une aristocratie rivale.

2. — La plèbe

Pendant qu'un schisme divisait la noblesse, le peuple commençait à s'éveiller. Nous l'avons vu sous Louis XIV pour ainsi dire anéanti. Dans les campagnes, les guerres, les maladies, les impôts et les famines l'ont décimé ; les paysans les plus aisés ont fui vers les villes et s'y sont abrités derrière les privilèges de quelque office ; les autres ont roulé de misère en misère. Le peu de bien qu'ils possédaient, ils l'ont hypothéqué pour subsister, et leurs créanciers s'en sont saisis. Ils ont emprunté, et l'usurier devenu leur seigneur s'est servi de leur détresse pour les asservir davantage, pour les accabler de cens et de banalités. Les communautés mêmes ont perdu une part de leur domaine. Le bourgeois dijon-

(1) Cf. infra, l'affaire Varenne. Le secrétaire des Etats était secondé par le comte de Vienne élu de la noblesse.

(2) CARRÉ. — *La fin des Parlements*, p. 93 sqq. — En Bourgogne, un seul parlementaire fut élu aux Etats Généraux, le Conseiller Lemulier de Bressey, député par la noblesse de Dijon.

nais opprime le pays ; il n'y a plus sur la terre que des manœuvres au service d'un maître et si ce maître a restauré l'agriculture, il ne l'a restaurée que pour son profit. Peu à peu cependant tout le monde bénéficie de la prospérité renaissante. Les propriétaires s'enrichissent ; la terre à laquelle ils faisaient de gros sacrifices pour beaucoup de risques et des revenus modestes, la terre repeuplée et remise en état produit maintenant davantage. Elle ne manque ni de colons ni de cheptel, ni d'instruments agricoles ; les transports sont plus sûrs, les routes meilleures et plus nombreuses et les récoltes se vendent mieux. Les vins de Bourgogne qu'autrefois on consommait sur place et sans respect ont maintenant conquis la renommée et s'exportent. On plaignait jadis les cantons qui n'étaient propres qu'à la vigne ; il faut sévir à présent pour empêcher qu'on ne plante de la vigne partout (1). Les campagnes se sont enrichies. Elles se sont enrichies surtout au bénéfice des riches dont les grands domaines sont encore nombreux en 1789, aussi nombreux et plus opulents que jamais.

Cependant, du festin des heureux les misérables habitants des campagnes finissent par attraper les miettes ; ils s'élèvent au-dessus de leur abîme de souffrances, ils économisent quelques deniers, ils commencent à acheter quelques lopins de terre et à planter le germe des richesses futures. Leur condition s'améliore surtout dans la première moitié du siècle ; le mouvement se ralentit aux époques de crise, mais ne cesse pas et l'on ne revient pas sur les progrès accomplis. Quelques régions, il est vrai, semblent figées dans leur misère ; en Bresse par exemple, dans cette région reculée à l'écart des routes et enlisée dans ses marécages, les communautés ne sont pas rares où de Colbert à la Révolution les registres des collecteurs ne révèlent aucun changement ; même nombre de feux, même chiffre d'impôts, même répartition des propriétés dont les laboureurs ne possèdent pas la moindre parcelle. Mais en mainte région, la population s'est accrue et le sort des humbles s'est amélioré. En 1693 encore, Vosne ne se compose que de 55 feux et n'est inscrit au rôle des tailles que pour la somme totale de 630

(1) *Archives de la Côte-d'Or*, C. 16. Un arrêt du Conseil interdit de planter de nouvelles vignes sous peine de 3.000 livres d'amende. Un jugement de l'intendant condamne Pierre Etienne, trésorier des mortes payes à Beaune, à arracher les vignes qu'il a fait planter en Corton à Aloxe et en l'amende de 3.000 livres.

livres. Le répartiteur ajoute cette remarque éloquente dans sa simplicité : « cette communauté est l'une des plus pauvres du bailliage de Nuits, n'y ayant point d'habitants propriétaires, n'étant que pauvres vigneronns couchant la plupart sur la paille, n'ayant pas de pain. Le finage n'est que vignes, n'y ayant que très peu de terres labourables » (1). Cependant avec les années la population croît et paie davantage. Elle voit croître le nombre des feux qui passe à 90 en 1751, 98 en 1754 ; elle voit en même temps ses contributions monter en 1749 à 1571 livres, en 1764 à 1831 livres de tailles et 402 de capitation. Gardons-nous d'attribuer des différences aussi sensibles dans le produit des impôts à la modération ou à la rapacité des princes ; les besoins et les exigences de Louis XIV égalaient ceux de son successeur, l'un et l'autre tondaient leurs sujets de fort près, mais où il n'y a rien, le diable perd ses droits et c'est perdre sa peine que de tondre un œuf. Peut-être qu'au dix-huitième siècle les Vosniers couchaient encore sur la paille, mais ils avaient un peu plus de foin dans leurs sabots ; en 1764 on dénombrait 63 vigneronns à autrui et 19 à soi, c'est-à-dire exploitant leurs propres terres.

Cet accroissement du bien-être ne saurait passer pour le privilège d'une région, pour un accident heureux que l'on n'observe que dans les pays de vignes. Dans la plaine de Saône, à Pouilly par exemple le total des contributions, infime en 1663, passe à 540 livres en 1683, à 986 en 1692, à 1067 en 1715, pour s'élever en 1756 à 1178 livres pour la taille sans compter 264 livres pour la capitation (2). Il est vrai qu'ici tous les laboureurs cultivent les terres d'autrui, cependant certains parviennent à l'aisance, car à mesure qu'augmente le total des sommes perçues, le nombre des cotes diminue, preuve que tous les habitants ne sont pas accablés par une pauvreté uniforme. Et le sol ici est aux mains d'un seigneur qui ne veut pas s'en dessaisir. Mais à Aisey le Duc, dans le Châtillonnais, 63 chefs de famille et 17 veuves paient ensemble 927 livres d'impôts en 1689. En 1700, leur contribution fléchit à 858 livres, mais elle remonte dès 1712 à 1469 livres (3). Et dans cette population où jadis s'appesantissait l'égalité de la misère, se dessine une bourgeoisie de village. Il y a un laboureur d'une charrue qui

(1) *Archives de la Côte-d'Or*. C. 7.109.

(2) *Archives de la Côte-d'Or*. C. 7.093.

(3) *Archives de la Côte-d'Or*. C. 6.884.

paie à lui seul cent livres, cinq laboureurs d'une demi charrue taxés à 50, à 60, voir à 80 livres, trois laboureurs d'un quart de charrue payant chacun 30, 40 et 50 livres. Sommes importantes si l'on considère que le meunier est imposé à 98 livres, le juge de la châtellenie à 23 livres et le greffier à 30. En 1756, on dénombre 97 cotes pour 1390 livres de taille et 310 de capitation, en 1779 112 cotes pour 1331 livres de taille et 272 de capitation. On trouve alors sur Aisey 11 laboureurs propriétaires, 3 laboureurs sur autrui et 32 manouvriers. Encore faut-il tenir compte que nous sommes en pays de petite industrie et que ces manouvriers sont employés non seulement à la culture mais par des sabotiers, des maçons ou divers artisans. Dans le hameau voisin, au Chemin, il y a 8 laboureurs propriétaires, 2 laboureurs sur autrui et 14 manouvriers.

A défaut d'une étude générale et complète sur les populations bourguignonnes au dix-huitième siècle, en jetant des coups de sonde à travers cet inconnu, en examinant les rôles de communautés prises au hasard dans toutes les parties de la province, on arrive à cette conclusion que presque partout la plèbe s'est enrichie, soit que les métayers partageant avec leur maître les récoltes de ses champs profitent aussi bien que lui des revenus accrus du domaine, soit que comme il advient en nombre de lieux, eux-mêmes soient devenus propriétaires. Au reste, à la fin du siècle, les *Affiches dijonnaises* nous tiennent au courant des ventes et des achats d'immeubles. Et à côté des mutations qui portent sur des fiefs ou sur les latifundia de la bourgeoisie, on trafique aussi d'humbles parcelles. Un certain nombre vont encore soit à de grands seigneurs qui veulent arrondir leurs terres, soit à des citadins de condition plus modeste qui placent leur argent et jettent les bases de seigneuries futures ; beaucoup sont acquises par des villageois. Non pas qu'il ne demeure dans les campagnes des pauvres et des mendiants, mais métayers ou propriétaires, quelques-uns s'élèvent à l'aisance. En restaurant la terre dévastée, en ramenant les colons, en repoussant la friche et la forêt, la bourgeoisie a servi ses propres intérêts, mais laissant pour ainsi dire échapper ses bienfaits dont elle ne parvient pas à retenir tout le bénéfice, elle a travaillé au bien de tous. Elle a répandu autour d'elle des semences de sa fortune et de petites fortunes germent à ses côtés. Vers le milieu du dix-septième siècle, l'opulence bourgeoise se dressait ainsi qu'une île inaccessible parmi les flots

d'une mer sans fond, tandis qu'au sein de l'abîme, la sonde révélait invisible sous les eaux opaques une plèbe uniformément opprimée. Maintenant une révolution obscure s'est accomplie dans les profondeurs mystérieuses de l'océan. Les mornes étendues, qui gisaient ensevelies sous l'onde, ont été bouleversées, ici et là elles se sont élevées jusqu'à la surface, ailleurs elles la crèvent et poussent des écueils ou des îlots aux environs de la grande île autrefois solitaire, elles s'offrent par endroits aux rayons du soleil, et on ne peut plus les ignorer. La face des campagnes a été renouvelée, non seulement parce que des champs ont remplacé des marécages et les friches, mais parce qu'en face de la royauté de la robe urbaine s'ébauche une sorte de bourgeoisie villageoise (1).

Ce peuple des campagnes, on l'entrevoit plus qu'on ne l'aperçoit, car les générations se succèdent sur les champs sans laisser de monuments de leur pensée. Les rares gazettes sont écrites pour les citadins aisés et contrôlées par la censure ; l'information la plus sûre et la plus complète a sa source dans les correspondances de l'Intendant. Les communautés rurales forment des êtres collectifs animés d'une vie active ; après qu'elles ont satisfait aux exigences financières des Etats ou du seigneur, elles votent leurs dépenses particulières et prennent des mesures dans l'intérêt de tous. Lent mais puissant et irrésistible comme tous les courants qui remuent les masses, un mouvement s'accomplit qui arrache le peuple à toutes les servitudes, à celle des corps comme à celle des âmes, à toutes les misères de l'esclavage, à l'indigence matérielle comme à l'indigence de l'esprit. Nous voyons les paysans d'Ecuitigny se racheter de la mainmorte par un

(1) Dans la seconde moitié du siècle les mercuriales établies d'année en année (*Archives de la Côte-d'Or*, C. 82 sqq.), nous permettent de nous faire une idée de la condition des paysans. Le prix de la journée de travail est d'environ 1 livre, au contraire, celui des denrées est assez élevé ; un muids de vin de Bourgogne vaut 300 livres, un muids de vin ordinaire 120, une livre de bœuf 6 sols, une corde de bois à brûler 27 livres, d'où il suit que les journaliers qui n'avaient que leurs bras pour vivre étaient assez misérables, mais que les propriétaires d'une terre ou les métayers devaient vivre assez facilement.

A Dijon, les *Affiches dijonnaises* indiquent chaque semaine à partir de 1783 le cours des denrées. La mesure de froment (de 45 à 48 livres environ) vaut 3 livres 6 sols, celle de haricots 4 livres 12 sols, celle de pois 3 livres, la livre de pain blanc, 3 sols 6 deniers, celle de pain bis 1 sol 9 deniers, la livre de viande 7 sols 6 deniers pour la première qualité et 7 sols pour la seconde.

contrat avec leur seigneur (1) et toutes les communautés presque sans exception entretenir à leurs frais selon les préférences de chacune soit un taureau banal, soit un régent d'école, soit le plus souvent tous les deux à la fois. Bien avant la Révolution, l'instruction pénétrait jusque dans les campagnes les plus reculées ; on l'achetait d'ailleurs bon marché et si la qualité de la marchandise répondait à son prix, les esprits faisaient maigre chère moyennant peu d'argent. Sans compter la rétribution qu'il recevait de ses élèves, un maître d'école était estimé 180 livres par an à Vosne (2), 150 à Flagey (3) et à Montagny (4), 100 à Mavilly (5), 50 à Meursault (6), quelquefois moins encore. On traitait aux meilleures conditions possibles avec le recteur (7) ; au moins en avait-on un et si mauvais qu'il fût on sortait de l'ignorance. Si l'on avait pu sortir de même hors de toutes les chaînes dont on se sentait étreint ! on s'y débattait avec vigueur.

Dans la plèbe dijonnaise, une contagion de haine se répand contre les grands et le clergé. On insulte dans les rues des personnes de condition ou les frères de la doctrine chrétienne, il faut expulser les colporteurs qui mettent en circulation des chansons séditieuses, et les cérémonies expiatoires se multiplient en réparation des sacrilèges commis par

(1) *Archives de la Côte-d'Or*, C. 922.

(2) *Archives de la Côte-d'Or*, C. 1.557.

(3) *Ibid.* C. 150.

(4) *Ibid.* C. 933.

(5) *Ibid.* C. 926.

(6) *Ibid.* C. 929.

(7) Dans les petites ville, la situation des maîtres d'école était meilleure. Cf. *Affiches dijonnaises*, 3 août 1779 : « La ville de Toulon-sur-Arroux désirerait trouver un bon Recteur ou maître d'école ; on voudrait que le sujet fût de bonnes vie et mœurs et âgé de 25 ans au moins ; qu'il possédât à fond les principes de la langue latine pour qu'il en enseigne les éléments jusqu'à la troisième classe inclusivement, en sorte que les jeunes gens en sortant de son Ecole fussent capables d'entrer en humanités ou en seconde dans tous les Collèges. On voudrait aussi qu'il sût et donnât des leçons pour la lecture, l'écriture et l'arithmétique. Il ne sera tenu à chanter au chœur de l'église paroissiale, il jouira de l'exemption de taille, logement des gens de guerre et corvées. Il ne lui sera fourni aucun logement soit pour lui, soit pour son école, mais on lui donnera tous les ustensiles nécessaires pour les écoles, comme croix, chaises, tables, banes, etc. Il aura pour gages 500 livres par an, et de plus, il jouira du privilège exclusif d'enseigner et donner seul aux garçons les leçons de lecture, écriture, arithmétique et latin dans la ville et banlieue et paroisse, et pour ces leçons, il recevra en outre pour honoraires par mois de chaque écolier 5 sols pour l'alphabet, 7 sols pour la lecture, soit au latin, soit au français, soit au contrat séparément ou conjointement, 12 sols pour l'écriture seule ou la lecture en même temps, 25 sols pour le latin, 30 sols pour le latin avec l'écriture, la lecture et l'arithmétique. Il s'engagera pour 6 ou 9 ans.

des libertins (1). Dans les villages, toutes les communautés soutiennent des procès avec le curé bénéficiaire, pour qu'il paie le desservant, avec un chapitre ou un couvent suzerain de la paroisse pour qu'il contribue à l'entretien du clocher, avec le seigneur pour toutes les redevances qu'il perçoit sans titre suffisant, et pour les usurpations des communaux. Les gens de Vosne poursuivent leur seigneur en justice pour avoir fait graver sur la façade de l'église que l'église avait été réparée par lui, ce qui n'était pas vrai (2). Il s'en faut encore que le paysan ait rejeté le bât dont l'accablent les abus (3), mais il le secoue avec impatience, et des colères grondent, des orages s'amoncellent gros de menaces, cependant que de loin en loin, comme de rapides éclairs éclatent de fugitives exaspérations annonciatrices de la tempête. Nous en avons pour exemple le calme avec lequel l'auteur du *Mercurie dijonnais* relate l'assassinat de son père par son métayer (4); on dirait que de tels risques sont suspendus sur la tête de tous les bourgeois. Et, bien avant la Terreur, dès les premiers mois de la Révolution, serait-elle le fruit d'une génération spontanée, la rage de ces paysans qui massacrent le conseiller Filsjean de Sainte-Colombe, qui poursuivent les seigneurs et à la longue oppression des riches sur les pauvres font succéder la grande peur, par laquelle les pauvres épouvantent les riches. Cette catastrophe, on ne la prévoyait pas si brusque ni si complète, car en 1788 encore, les seigneuries mises en vente trouvent acquéreurs et à bon prix, celles-là même

(1) En 1741. Incarcération du sieur Pâtissier qui avait insulté les frères de la doctrine chrétienne établis sur la paroisse Saint-Michel. — En 1747. Cérémonie expiatoire à la cathédrale en réparation des sacrilèges commis par des libertins qui avaient brisé et profané des statues de la Vierge. — En 1752. Ordre de quitter la ville au sieur Naguère, marchand de chansons. — En 1757. Des enfants insultent des personnes de condition. — En 1765. Sacrilège commis à Saint-Philibert.

(2) *Archives de la Côte-d'Or*, C. 1.557. Toutes les communautés sans exception sont en procès avec le seigneur au sujet des droits féodaux ou plus souvent encore poursuivent les usurpateurs de biens communaux.

(3) Voici un exemple de l'oppression que la bourgeoisie féodale faisait peser sur les campagnes à la veille de la Révolution. La Seigneurie de Santigny dans la vallée d'Epoisses comprend d'abord des terres que le propriétaire exploite... « elle consiste encore disent les *Affiches dijonnaises* en toute justice haute moyenne et basse relevant du roi, droit de lods au douzième sur tout le territoire, une corvée de charrue par chaque laboureur, 5 deniers de franchise par chaque habitant, les 2/3 ou environ des dîmes qui se paient de tous grains sur le finage, un droit de tierce de douze gerbes l'une sur plusieurs cantons, cens en grains et en argent ».

(4) *Mercurie dijonnais*, p. 1.

dont le revenu consiste surtout en droits féodaux ; mais il fallait un exutoire au volcan populaire. Les laves s'amoncelaient en bouillonnant dans ses flancs, et comme il arrive toujours, les colères s'exaspéraient par les adoucissements mêmes de l'existence villageoise. Trop de misère abrutit, le progrès du bien-être allume les espérances, les convoitises, l'irritation contre les obstacles qui empêchent d'arriver à mieux. Sous Louis XIV, on n'avait rien à perdre, et l'on enviait à peine la possession du sol exposée à tant de risques ; sous Louis XV, les exigences du roi et du seigneur gênent une prospérité renaissante ; on jalouse les maîtres de ces grands domaines qui suent la richesse, et le paysan ne s'est éveillé de son engourdissement séculaire que pour prendre conscience de ses haines et de ses ambitions.

A côté de la bourgeoisie rustique qui s'essayait à naître, on rencontrait la bourgeoisie du commerce et de l'industrie. Depuis toujours, il y avait eu en Bourgogne comme ailleurs une classe qui vivait du négoce et des arts. Dispersés dans les bourgs ou rassemblés dans les cités, marchands, sabotiers, maréchaux, forgerons, cloutiers, tisserands, tilleurs de chanvre, maçons, gagnaient leur vie du travail de leurs mains et quelquefois la gagnaient largement. Dans presque tous les villages, le meunier ou le fermier du moulin banal figure parmi les contribuables les plus imposés, à lui seul il supporte parfois le dixième des charges communes ; aussi bien on dit encore voleur comme un meunier. Dès le dix-septième siècle, drapiers, apothicaires, hôteliers s'enrichissaient à Dijon, et plus que jamais depuis que les routes ont été construites, depuis que le luxe se répand, depuis que l'on voyage, ils s'enrichissent dans la ville agrandie. Et la grande industrie vient de faire son apparition. Le roi la soutient de toutes ses forces (1), témoin la recommandation que Laverdy adresse au maire de Chalon d'encourager une filature de coton. Les grands seigneurs et le clergé ne lui montrent pas moins de faveur, M. de Tavannes possède un fourneau à Tréchat, en 1723 le Maréchal de Villars, en 1724 le Marquis de Maubourg, inspecteur général d'infanterie, sollicitent l'autorisation de bâtir des forges, en 1726, la commanderie de Mormant, succursale de l'Ordre de Malte, en établit une sans autorisation (2). Non pas que de hauts personnages fussent gens

(1) *Archives de la Côte-d'Or*, C. 35, C. 36.

(2) *Archives de la Côte-d'Or*, C. 43.

à gérer eux-mêmes les entreprises auxquelles ils s'intéressaient. Mais les champs qu'ils faisaient cultiver depuis Versailles ne leur rendaient guère ; leurs métayers et leurs intendants s'ingéniaient à retenir le plus possible du revenu ; une forge, on la concédait à un fermier, et, sans peine et sans frais, on empochait les bénéfices. On se heurtait parfois au mécontentement des communautés quand, par exemple, on captait une rivière, on se heurtait toujours à l'opposition des parlementaires (1), car la haute robe qui, elle, savait et voulait cultiver avec soin ses domaines, ne pouvait souffrir qu'on enlevât des bras à la terre. Il se formait en effet une classe d'ouvriers déracinés du sol, de travailleurs errants qui se portaient partout où l'industrie les appelait (2) ; dès 1715, le gouverneur invite les maîtres de forges, charbonniers et marchands de bois à lui communiquer chaque mois les noms et surnoms de leurs employés (3). Il se forme surtout une aristocratie de maîtres de forges soutenus par les grands, encouragés par le roi, souvent riches ou en passe de le devenir, une aristocratie toute nouvelle à côté des négociants ou des artisans dont les affaires ont prospéré.

Sous Louis XIV, tous ces parvenus eussent été autant de recrues pour la robe dont tôt ou tard ils fussent venus accroître la richesse. Aujourd'hui qu'ils se savent exclus d'avance des hautes charges, trop fiers pour s'abaisser à ramper dans des offices médiocres, trop actifs et trop entreprenants peut-être pour languir dans l'oisiveté des honneurs, la plupart restent ce qu'ils sont. L'industrie qui, jadis, était un passage, ils en font une demeure ; le négoce dont on couvrait vite l'infamie sous une robe de juge, ils l'avouent, s'ils s'y sont enrichis. La bourgeoisie nouvelle, que l'ancienne bourgeoisie ne peut contenir dans ses cadres trop étroits, cesse de tourner ses regards vers le Palais de Justice où elle ne peut entrer ; et elle s'accommode d'en être exclue. Au dix-huitième siècle, l'argent confère une noblesse dont on ne rougit pas ; une aristocratie se crée, qui n'avance plus dans le sillage de la haute robe. La nouvelle venue imite au reste son aînée et rivalise avec elle en achetant de la terre et en se constituant des domaines ; mais la terre se fait rare, et elle n'exerce plus la même attirance que par le passé. On place ses capitaux

(1) Ibid. C. 43.

(2) Avant la Révolution, les fonderies de Montcenis occupent 1.500 ouvriers.

(3) *Archives de la Côte-d'Or*, C. 396.

en prêtant sur gages, mais aussi en achetant des intérêts dans de grandes entreprises, et dans des entreprises qui ne sont pas toujours dans la province. Au temps de la guerre d'Amérique, on souscrit des actions pour équiper des corsaires en commandite (1). Pendant que, peu à peu, les campagnes se transforment, par la force des choses, un monde nouveau est apparu dans la bourgeoisie, un monde que nul intérêt primordial n'attache à la province ni à ses institutions, un monde qui ne subit ni la fascination des honneurs ni l'attrait du sol, un monde sans tendresse originelle pour les cours souveraines et pour leurs privilèges, un monde qui échappe au patriotisme local et à l'esprit de corps de la robe, le monde des temps nouveaux, et tout l'opposé de la société privilégiée qui défend la tradition et l'indépendance provinciale auxquelles sa fortune est attachée. Cette société privilégiée l'emporte encore sur sa rivale par son importance dans la cité, mais elle vient de rejeter hors de son influence les satellites qui jadis lui faisaient cortège.

3. — Les professions libérales

Au dix-septième siècle, la haute robe forme l'état-major et le corps principal de la société bourgeoise. C'est elle qui donne le ton aux esprits, le mot d'ordre aux résistances politiques, c'est elle aussi qui apporte le labeur le plus solide dans les travaux de l'érudition et qui soutient avec le plus de vigueur les luttes contre le pouvoir. Mais autour d'elle, elle groupe une armée. Comme la légion romaine n'était que le noyau compact et sûr qu'environnaient les auxiliaires des peuples alliés et soumis, le Parlement et la Cour des Comptes s'adjoignaient une cohorte de suppôts. Ils les maltrahent quelquefois, ils les humiliaient pour les rappeler à la soumission, mais ils les protégeaient aussi. Dès qu'on touchait à un procureur, tous les parlementaires se mettaient à hurler comme si on les eût écorchés eux-mêmes, et, désunis dans leurs affaires domestiques, tous les gens de loi faisaient front contre l'étranger. Au reste, les privilèges des Cours souve-

(1) Cf. *Affiches dijonnaises* 1779, n° 25 : MM. Desgranges et Compagnie viennent de mettre en actions l'armement de six frégates et deux corvettes.

raïnes leur semblaient un patrimoine commun, tous espérant y participer un jour, et les fortunes en train de se faire respectaient les fortunes déjà faites. Au cours du dix-huitième siècle, le Parlement affecte encore de défendre ses bas officiers, mais on accepte sa protection sans reconnaissance ; en fermant le chemin de ses honneurs, il a rompu tout lien durable et solide avec la petite robe. C'est la rançon de son égoïsme.

Séparée de ses anciens chefs, la petite robe retombe sur elle-même et dans l'esprit qui convient à sa condition. Dépourvue de l'unité factice qui lui venait de sa discipline, elle se révèle nombreuse et diverse. Voici d'abord toute la plèbe des officiers seigneuriaux. Partout où existe une justice haute et basse, il y a des fourches patibulaires et un juge. Et des fiefs de quelques arpents confèrent droit de haute ou basse justice, sans compter que le suzerain, en homme pratique, paie ses représentants au moindre prix qu'il se peut ; ne nous étonnons pas si les magistrats féodaux sont légion et à peu près aussi misérables que les populations qu'ils gouvernent. Même en tenant compte des faveurs dont il a pu bénéficier de la part des assesseurs, quel est le rang social d'un juge de châtellenie imposé à 23 livres (1) de taille, d'un greffier imposé à 30 livres quand le laboureur d'une charrue est imposé à cent livres ? La robe avait sa plèbe, une plèbe que les édits royaux contraignaient à posséder une certaine instruction, mais que son instruction, loin de la préserver de l'indigence, y rendait plus sensible. Elle voisinait avec le peuple et, tout en l'opprimant par métier, elle le plaignait peut-être par une confraternité de misère et, par le fait, en faisait partie. Sans s'élever beaucoup, on rencontre les bas officiers des tribunaux royaux, les notaires des bourgs, une foule de petits robins qui seraient bourgeois s'ils étaient plus riches, qui seraient peuple s'ils n'avaient étudié, répartis sur tout le pays comme pour servir d'intermédiaires entre la classe qui souffre et la classe qui pense, pour les révéler l'une à l'autre et combler le fossé qui les séparait autrefois.

Ce sont au contraire de vrais bourgeois que les juges des baillages, que les officiers des villes et les avocats, mais c'est une bourgeoisie où les talents abondent plus que les grandes fortunes. L'ordre des avocats s'est accru d'une dépendance nouvelle. Depuis qu'on a fondé

(1) *Archives de la Côte-d'Or*. C. 6.884, année 1712.

à Dijon une université de droit, les agrégés en sont désignés par le Parlement et recrutés dans le barreau dijonnais. Invention comique que celle d'ériger en arbitres de la capacité juridique des magistrats qui, souvent, avaient bâclé leurs études, mais c'était pour la Cour un moyen de récompenser le dévouement de ses fidèles. Rien n'y faisait ; de plus en plus le barreau échappe à l'influence de la haute robe. Ses orateurs ne sont pas tous riches et tous ne s'enrichissent pas. Sous Louis XVI, on en vient à arrêter que nul ne sera reçu avocat si ses parents ne s'engagent à lui faire une pension de 600 livres. Et la chronique de l'époque nous apprend que des artisans aisés se saignaient les quatre membres pour que leur fils fût admis à l'honneur de plaider (1). Le barreau où les Taisand, les Févret s'arrêtaient jadis un instant comme dans l'antichambre du Parlement, le barreau est maintenant une carrière sans issue où l'on se sent enfermé. Ceux qui le remplissent n'ont plus rien de commun avec les magistrats devant lesquels ils paraissent, ni la fortune, car la leur est modeste ni l'origine, car ils se savent fils du peuple en face d'une noblesse héréditaire, ni les ambitions, car ils savent que jamais ils ne siégeront sur les fleurs de lys. Les sermones du Parlement, qu'ils subissaient jadis sans se plaindre, ils les ressentent comme des outrages ; ils se mettent à haïr les bourgeois devenus patriciens, eux qui forment maintenant la vraie bourgeoisie, celle où l'on peut entrer sans naissance, celle qui travaille et qui veut s'élever par le travail. Cette bourgeoisie n'a plus tout à fait les mêmes intérêts que l'autre ; quand ses moyens le lui permettent, elle possède des fiefs et des seigneuries, et tient en somme à la conservation du système féodal. Quant aux privilèges des Cours souveraines, s'il en est dont le maintien lui importe, elle ne saurait révéler en bloc une institution qui l'opprime. Elle hésite à faire siennes les traditions d'un milieu qui n'est plus le sien, à se réclamer d'un passé dont elle n'espère aucun héritage. Séparée de la haute robe, elle hésite entre le patriciat avec lequel elle se fondait autrefois et les classes inférieures dont elle s'est élevée. A la veille de la Révolution, quand une querelle fameuse l'oblige à prendre parti, une vingtaine d'avocats, les plus anciens et les plus achalandés, embrassent la cause du Par-

(1) *Dialogue entre un artisan de Dijon et son fils avocat S.^t.L.ⁿ.d.* 1788 in-8.

lement ; tous les autres celle de ses ennemis (1). La basse robe et le barreau abandonnés à eux-mêmes se demandent quel parti prendre ; manquant de cette forte organisation qui nous a semblé l'apanage du patriciat, bourgeois et peuple à la fois, errant des traditions qu'ils abandonnent aux voies où ils n'osent entrer, ils sont prêts à recevoir des inspirations étrangères et à incliner vers des idées et des politiques nouvelles.

Cependant, un ordre a grandi en nombre et surtout en importance dans la province, l'ordre des hommes de science et des médecins. De tout temps il a eu des représentants à Dijon, et ceux-ci ont tenu dans la vie spirituelle une place assez considérable, mais rien ne les distinguait du reste de la bourgeoisie. La génération de Lantin s'intéressait aux sciences naturelles, et les médecins prenaient le public entier comme arbitre dans leurs controverses médicales. Par ailleurs, ils se mêlaient aussi d'érudition, ils participaient aux études de la robe comme la robe se piquait de compétence dans l'art qu'ils exerçaient, et les curiosités d'un Hugues de Salins, par exemple, ne diffèrent guère des curiosités des parlementaires ses contemporains. Bouhier semble exclure les médecins de la société des beaux esprits ; il n'en reçoit aucun parmi ses familiers, et la prédilection qu'il marque pour les langues, pour l'histoire, pour la jurisprudence, impliquait de toute nécessité sinon du dédain, au moins de l'indifférence à l'égard de gens qui semblaient prédestinés à briller dans les sciences. Et depuis que le patriciat s'érigeait en noblesse orgueilleuse et fermée, quel lien pouvait l'unir encore à une corporation dont les membres n'étaient pas tous riches, se faisaient respecter par leur savoir et leur intelligence, non par leur naissance ni par leurs offices, et n'avaient rien à voir avec la justice ni avec l'administration ? Livrés à eux-mêmes, les avocats fussent peut-être restés dans la dépendance spirituelle des cours souveraines, parce que de la bienveillance des juges dépendait le succès de leurs plaidoiries ; mais le corps médical offrait aux mécontents un vrai centre de ralliement, une véritable bourgeoisie ouverte à tous les mérites, libre de toute servitude, forte de son crédit et des services qu'elle rendait. Dans

(1) Cf. Ibid. et *Récit de ce qui s'est passé entre MM. les gentilhommes assemblés à Dijon et l'ordre des avocats de la même ville du 27 décembre 1788 au 5 janvier 1789* — *Discours de M. V., avocat au Parlement de Dijon à son ordre assemblé le 3 décembre 1788*. — Carré : *Fin des Parlements*, p. 93.

la ville même, elle était nombreuse ; elle l'était aussi dans toute la province ; nous voyons par les registres des tailles qu'elle était représentée jusque dans les bourgs reculés et qu'en ce temps-là, partout les malades pouvaient trépasser dans les formes. Mais avec quelque adresse qu'ils pussent saigner la bourse de leur clientèle, les médecins de campagne ne recueillaient qu'à grand peine un maigre salaire là où le roi, le seigneur et le curé avaient prélevé leur dîme ; et, en effet, beaucoup étaient pauvres. Ils formaient une classe que ses occupations rapprochaient des humbles quand l'indigence ne la confondait pas avec eux, une classe d'hommes de science à laquelle devaient bientôt s'adjoindre quelques ingénieurs employés à creuser le canal de Bourgogne, une plèbe quelquefois riche, toujours instruite et qui avait brisé sans trop de peine tous les liens qui l'attachaient au patriciat.

Paysans aisés, industriels, juges des tribunaux inférieurs, avocats, médecins, à cette petite bourgeoisie exclue désormais de toute intimité avec la haute robe, l'avenir devait un jour apporter sa revanche. C'est elle qui peuplera la Constituante, la Législative, la Convention et qui fournira les cadres de la Révolution, mais elle ne prévoit guère ses destinées. Touchant au peuple par sa base, détentrice de fiefs à son sommet, elle hésite devant ses voies. Ses classes supérieures, jadis séminaire de la haute robe, éprouvent comme un désarroi du divorce qui vient de s'accomplir. Elles ne savent quel parti prendre à l'égard d'institutions dont elles profitent par certains côtés, et qui les blessent cependant. Elles ne savent quelle direction spirituelle accepter maintenant qu'elles ont rompu avec leurs modèles et leurs maîtres. Ces lévites devant qui les portes du temple se sont pour jamais fermées se sentent dès l'abord peu propres à rentrer dans le siècle ; ils ne sentent qu'une chose, c'est que le passé est bien mort avec ses traditions, c'est que les alliances d'autrefois sont rompues. Au reste, ils s'ignorent entre eux, ils n'ont ni esprit commun, ni vie ni sociétés communes ; les occupations de leurs métiers divers ne favorisent pas l'union ; grâce au lent travail du temps, ils se donneront des cadres et enfanteront une âme. Vers le milieu du dix-huitième siècle, la Bourgogne voit se renouveler dans son sein la même révolution qui déchira jadis le Rome primitive. D'un côté un patriciat héréditaire et fermé, riche en argent, plus riche en terres et seul détenteur des honneurs curules ; de l'autre la foule anonyme et obscure des prolétaires ; entre les deux, l'élite de la

plèbe s'exaspère chaque jour davantage de la médiocrité, des avanies auxquelles la condamne la bassesse de sa naissance. Pour exister, pour se connaître elle-même et pour se compter, elle saura trouver à l'instar de la plèbe romaine un lieu de ralliement, un Mont Sacré où elle fera sécession loin de la citadelle parlementaire.

CHAPITRE III

A LA RECHERCHE DU MONT SACRÉ

1. — Les sociétés

Du jour où la société dijonnaise sembla se figer dans une immobilité éternelle, où les classes devinrent des castes, où les différences de naissance et de rang élevèrent entre les individus des barrières infranchissables, l'antique confraternité bourgeoise fit place aux jalousies, aux haines qui surgissent partout où naît une hiérarchie. La Fontaine l'a dit : notre ennemi, c'est notre maître ; de la part d'un supérieur, la condescendance même humilie, et l'amitié qui descend du patricien vers le simple bourgeois reste guindée et comme gênée dans sa démarche. C'en est fini désormais de cette vie mondaine qui rassemblait toute la Cité, des salons où toutes les classes se coudoyaient, des orgies juvéniles où Piron, fils d'apothicaire, trinquait avec des fils de Présidents. On cause, on s'amuse, on s'enivre entre égaux et si l'on en croit la chronique galante (1), la débauche respecte une règle jusque dans ses dérèglements. Les Messalines dijonnaises ne se donnent pas à des portefaix, elles demeurent fidèles sinon au mari, du moins à la classe qu'elles ont épousée. Les Présidents font entre eux échange de Présidentes, les conseillers de conseillères, les enfants issus de l'adultère peuvent hésiter sur le nom de leur père, mais non pas douter de sa condition.

La petite bourgeoisie se soucie peu d'être admise en parente pauvre chez les patriciens ; dédaignée par eux, elle se met à les éviter et leur rend dédain pour dédain. De tout temps, les avocats se sont moqués des juges, et les juges des avocats, mais le ton des moqueries se fait plus acerbé ; on badinait jadis comme on s'escrime avec des armes émoussées, on frappe désormais pour blesser. On riait auparavant de la

(1) Cf. *Bibliothèque des dames de Dijon*, ms. 1.273.

sottise des parlementaires, de leur jeunesse et de leur inexpérience ; à présent, on affecte de s'en indigner et de s'apitoyer sur les justiciables (1). Les magistrats ne sont pas en reste pour relever l'esprit remuant et les prétentions du barreau et les dangers qu'ils font courir à l'état, pour rappeler non sans hauteur aux avocats que leur éloquence, que le bon droit de leurs clients ne sauraient faire pencher les balances de la justice sans la faveur des juges (2). Quand on en est venu à cette animosité, mieux vaut ne pas se fréquenter ; en effet, entre haute et basse bourgeoisie, on ne se fréquente guère et l'on tend à s'isoler. De cette division, l'auteur du *Mercure dijonnais* nous fournit un témoignage qui n'est pas suspect. C'est le témoignage d'un homme prudent, qui ne rapporte pour vrai que ce dont il est sûr, qui, comme avocat et comme agrégé à l'Université, professe pour la haute robe des sympathies naturelles ou intéressées. « Le samedi 29 avril 1757, écrit-il, on fit l'ouverture d'un petit concert bourgeois rue des Singes. Il y a 44 abonnés à 36 livres t. par an ; les dames et les étrangers y sont admis perpétuellement gratis ; les abonnés peuvent y amener à discrétion leurs proches parents, et deux fois seulement les gens de la ville. Il y a dans les règlements deux articles qui ont été généralement critiqués : l'un est que pour être admis à cette société il faudra avoir tous les suffrages, et l'autre que les gens de condition en seront exclus. MM. Varenne de Fenille (3) et Roche fils sont directeurs pour la musique ; M. Vaudrey, procureur à la Chambre des Comptes, receveur, et M. Gelot, procureur du roi au bureau des finances, secrétaire » (4). On pourrait croire que la musique adoucit les mœurs ; elle n'apaisait pas l'hostilité des classes, et les bourgeois ne goûtaient un concert que loin des oreilles patriciennes. La moindre affaire met aux prises les deux mondes qu'enferme la cité. « A la mort de l'abbé Léauté, écrit encore l'auteur du *Mercure*, les religieux de Saint-Bénigne de Dijon nommèrent M. Pansiot, curé d'Aiserey, et M. Poncet de la Rivière, ancien évêque de Troyes, abbé de Saint-Bénigne, nomma M. l'abbé Pioret, frère de

(1) Cf. par exemple divers mémoires de Varenne à propos de son différend avec le Président Gagne de Perrigny et à propos de l'affaire qui mit aux prises les Elus et le Parlement.

(2) Cf. JOLY DE BÉVY, *Le Parlement outragé*, Ms. 778.

(3) M. Varenne de Fenille était le fils cadet de l'avocat Varenne, secrétaire en chef du Bureau des Elus. M. Gelot fut à l'Académie de Dijon une des bêtes noires du Président de Ruffey.

(4) *Mercure dijonnais*, 314.

M. Espiard de la Cour... Les gens de condition sont pour l'abbé Pioret, (1) » L'abbé Pioret manquait de la dignité convenable à son état, mais son mérite n'était pas en cause. On disputait pour savoir qui l'emporterait du candidat des grands ou de celui de la bourgeoisie. L'antagonisme des classes, l'horreur mutuelle qu'elles s'inspirent ne perdent aucune occasion de se manifester : « Le dimanche 11 mars 1776, mylord Craunn, de la maison de Monrose, donna une fête à l'Intendance, qui commença par un souper et fut suivie d'un bal et d'un grand jeu. Il y avait beaucoup de dames invitées, mais il n'y en eut que dix-huit par un malentendu ; les femmes de condition, ayant su que quelques jolies bourgeoises avaient été invitées, se piquèrent et ne voulurent pas y aller.... Les bourgeoises, d'autre côté, ne voulurent point se compromettre » (2). La défiance était réciproque ; si les patriciens craignaient le contact des petites gens, ceux-ci se souciaient peu de s'insinuer dans le commerce des grands, les uns et les autres se réfugiaient dans deux mondes distincts et rivaux.

La haute robe possède des cercles élégants comme celui pour lequel de Brosses écrivit ses *lettres d'Italie*, des sociétés de jolies dames et de magistrats spirituels, qui jouissent entre eux de leur fortune, de leurs plaisirs et de leur esprit. Les bourgeois, de leur côté, se réunissent pour jouer la comédie, pour écouter de la musique ou seulement pour causer (3). Il n'y a plus à Dijon un monde, une discipline, un esprit : le rocher inébranlé de jadis s'est émietté en petits mondes indépendants dont chacun pense à sa guise et se distrait à sa façon. Les amitiés, les conversations se font de plus en plus rares entre plébéiens et grands seigneurs, et du haut de leur forteresse jalousement fermée, les sénateurs aperçoivent sur les collines environnantes de petits forts où s'est installée leur ancienne clientèle. Leur égoïsme les a isolés et le désert s'étend autour d'eux. Sans doute, ils ont conservé leur armée de valets, de suppôts, de tenanciers et leur despotisme pèse sur une partie notable de la population ; celle même qui se retire loin d'eux les craint encore, car la colère des juges est redoutable à l'avocat ou au procureur. Mais la haute robe n'exerce plus aucune autorité morale, aucune influence ; les cœurs se sont détournés d'elle. Son règne finit sur la société bourgui-

(1) Ibid. 382.

(2) Ibid. 1.004.

(3) Ibid. Passim.

gnonne comme vont finir sa prédominance spirituelle, son gouvernement sans contrôle sur les affaires politiques. Car, plus encore que dans les relations mondaines, nous verrons dans les travaux de l'intelligence comme dans la gestion des intérêts publics la bourgeoisie s'isoler sur le Mont Sacré.

2. — Le monde de l'esprit

A la perte de son influence mondaine, la haute bourgeoisie voyait s'ajouter la perte de son influence spirituelle. Durant le dix-septième siècle, et plus encore à l'époque de Bouhier, les magistrats président aux études des beaux esprits. C'est chez eux qu'on s'assemble pour causer et pour discuter, on imite leurs travaux comme des modèles, on partage leurs curiosités. L'humanisme, divertissement des grands seigneurs, est défendu comme le patrimoine commun de toute la Bourgogne, et quand, par une évolution naturelle que vient seconder le génie du Président Bouhier, il se rétrécit et s'enferme dans l'histoire ou le commentaire des auteurs, une docilité unanime dirige tous les esprits vers la même voie. Cette discipline peut-être pèse à quelques-uns que des goûts particuliers inclinent à d'autres études, mais ceux-là seuls cèdent à leur penchant qui, comme Buffon, se retirent à l'écart et ne vivent pas avec les autres ; le troupeau suit ses guides accoutumés et pait sur leurs traces parmi les broussailles de l'érudition. En vain le siècle découvre aux esprits des prairies nouvelles où l'herbe est plus savoureuse, ils ne se laissent pas tenter par cette nourriture inconnue et l'on s'attendrait à les voir demeurer où ils sont pour l'éternité.

Mais quand la bourgeoisie se divise, la pensée traverse les mêmes vicissitudes. Car il n'existe point à Dijon, car il n'a jamais existé de sociétés vouées uniquement à la science et où ne retentissent pas les agitations et les passions du monde. On se réunissait entre savants, mais au sortir de leur cénacle, ces savants se retrouvaient dans la vie civile, celui-là Président, cet autre conseiller, celui-là avocat, ils se retrouvaient dans les bals et dans les salons et la confraternité académique faisait place aux inégalités des emplois et du rang. On parlait d'ailleurs de tout dans leurs réunions, des affaires politiques, des causes du Palais, des scandales de la ville, et quoique la science soit impersonnelle et neutre, ces assemblées qui

n'avaient pas seulement la science pour objet étaient toutes imprégnées des préjugés et des soucis mondains. Il était impossible que des hommes se fréquentassent comme érudits, quand ils se fuyaient dans les conversations banales, qu'au seuil des académies le culte commun du savoir fit évanouir par enchantement l'orgueil des uns, les rancunes des autres, les jalousies, les inimitiés et les dissensions. La société des beaux esprits n'est qu'une forme de la société mondaine ; elle en suit les destinées et, en même temps qu'elle, se divise et se ferme.

L'humanisme reste l'apanage de ceux qui depuis toujours en semblent les dépositaires ; il persistera tel que Bouhier l'a façonné, ayant les palais de la haute robe pour ses temples et les patriciens pour lévites. Mais le nombre des prêtres capables d'exercer le sacerdoce ira s'amointrissant de jour en jour, à mesure que la tribu consacrée au culte ancien s'énervera dans sa prospérité égoïste. La petite bourgeoisie chassée de l'église perdra vite le désir d'y rentrer et la foi. Car elle y fréquentait, entraînée par sa déférence pour les magistrats, alors qu'elle les considérait comme ses conducteurs naturels ; à présent, elle cherche un temple où se rassembler pour y instituer un culte qui soit à elle. Les gens de même profession entretiennent des relations suivies, non seulement les docteurs agrégés au collège des médecins, mais les chirurgiens discutent entre eux de leur art : « Ils ont souvent des conférences utiles où ils se communiquent les observations, les réflexions et les mémoires faits sur les cas chirurgicaux qui se sont présentés dans le cours de leur pratique, et ils conservent un retenu de chacune de leurs conférences. (1) » Mais, plus encore que ces entretiens entre gens de métier, l'académie de Dijon offrit à la plèbe instruite le centre et l'édifice qu'elle rêvait.

Dans toutes les révolutions, politiques ou autres, quelques transfuges du patriciat soutiennent le mécontentement populaire ou même le provoquent et le conduisent. A Rome, des patriciens menèrent contre les privilèges de leur ordre les assauts de la foule déshéritée ; à Dijon, quelques mécontents de la haute robe rallièrent et disciplinèrent l'hostilité sourde, hésitante, peut-être encore inconsciente de la bourgeoisie. Nous n'irons pas jusqu'à dire d'Hector Bernard Pouffier, doyen du Parlement, ce qu'on dit communément des cochons, qu'il ne se rendit utile qu'après sa mort ; toujours est-il que

(1) BÉGUILLET et COURTÉPÉE, II, 298.

pour toute œuvre, il n'a laissé qu'un testament. Le 1^{er} octobre 1725, onze ans environ avant son décès, n'ayant point d'héritier nécessaire, il instituait divers legs charitables dont l'un en faveur du Parlement, et consacrait une rente et sa maison pour loger et entretenir à Dijon une académie vouée à l'étude de la physique et de la morale.

C'était une nouveauté que Lantin le jeune, son panégyriste, s'est ingénié à justifier. « Pourquoi, disent les uns, M. Pouffier, qui devait savoir combien il importait de cultiver la jurisprudence, pourquoi n'a-t-il pas fondé des conférences de droit ? (1) » La faculté de droit se charge de ce soin. « Mais, disent quelques autres, M. Pouffier ne pouvait-il pas donner à son académie des occupations plus riantes et plus à la portée de tout le monde ? L'éloquence, la poésie, et le reste de l'apanage des Belles Lettres lui présentaient une vaste carrière. » L'objection portait, car Pouffier faisait violence aux préférences de ses concitoyens. Lantin rappelait que ce champion des sciences avait toute sa vie cultivé la philosophie et la médecine ; Pouffier lui-même se justifiait en prétendant que l'Académie française suffisait au progrès des Lettres. En fait, de mesquines jalousies lui faisaient envier la gloire de Bouhier ; souffrant des triomphes de son rival et incapable d'égaler ses talents, il tâchait de le rabaisser en discréditant ses études. Lantin se trompait en le louant d'avoir exécuté ce que rêvaient Moreau et les humanistes du dix-septième siècle, d'avoir enfin créé pour leurs successeurs cette académie qu'ils souhaitaient. Rancunier comme la mule du pape, Pouffier, patricien il est vrai, mais patricien aigri par l'envie, avait médité son testament comme une rade à longue échéance et qui devait assommer Bouhier, mais avec Bouhier il atteignait toute l'érudition, toutes les études traditionnelles, tout le prestige intellectuel de la robe.

L'évènement fit bien voir de quel coup redoutable il avait ébranlé la prééminence spirituelle du patriciat. Le testament ouvert, on eut quatre ans de difficultés, le gouvernement se méfiant des compagnies savantes et craignant toujours qu'elles ne propageassent des idées subversives. Quelques protections puissantes firent obtenir, le 20 juin 1740, les lettres patentes pour l'établissement de l'académie (2). Suivant le vœu du fondateur, on la vouait aux études pour lesquelles il l'avait

(1) Ms. 914, f^o 6.

(2) DEBERRE, p. 228 sqq.

destinée : « Il nous a paru, portait le préambule du règlement intérieur, que le concours des recherches particulières augmenterait le progrès général des sciences,... nous avons encore considéré que les matières affectées aux conférences académiques de Dijon intéressent tous les hommes sans exception. (1) » Elles n'intéressaient guère les érudits de la haute robe. Il est vrai que, tout en favorisant les sciences et tout en faisant une niche à Bouhier, Pouffier ne pensait point diminuer l'autorité morale du patriciat. Au corps qui vient de se fonder, les statuts assignent cinq directeurs nés et perpétuels : trois conseillers du Parlement désignés par leur rang d'ancienneté, le doyen des avocats et le vicomte mayor de la ville. Sous eux, on compte outre six académiciens honoraires, douze pensionnaires et six membres associés répartis par tiers dans les trois classes de morale, de physique et de médecine. Des prix devaient récompenser les mémoires des pensionnaires. En apparence, rien de plus innocent que cette institution, en fait, rien de plus contraire à la primauté de la robe.

Exclure des travaux de la nouvelle confrérie les études favorites des magistrats revenait par une voie détournée à exclure de son sein les magistrats eux-mêmes ; en même temps que l'humanisme, on proscrivait les humanistes. Les statuts, d'autre part, semblaient combinés pour blesser l'orgueil des grands, pour les humilier, en sorte que le souci de leur dignité les retenait d'entrer dans la compagnie. « La présidence accordée au maire de Dijon et en son absence à un échevin excluait naturellement de cette académie le haut clergé, la noblesse, et les membres des Cours Supérieures qui devaient répugner à être présidés par des directeurs aussi subalternes » (2). Loin d'accepter l'autorité des bourgeois, la haute robe ne se résignait pas même à les fréquenter, à traiter comme ses égaux dans l'intelligence ceux qu'elle voyait au-dessous d'elle dans la société. Tout en eux lui faisait horreur, la médiocrité de leur fortune, leurs manières grossières, leur ignorance des bienséances. « Le grand nombre d'académiciens subalternes, la plupart sans éducation, sans politesse et sans usage du monde, devait rendre des plus mauvais le ton d'une telle compagnie et par conséquent peu supportable aux gens d'un mérite et d'un état distingué » (3). A tous ces bourgeois, leur ennemi

(1) Ms. 1.414. Statuts et règlements de l'Académie, p. 208.

(2) LANGE, p. 84.

(3) Ibid., p. 84.

Richard de Ruffey reproche leur cupidité, c'est-à-dire de travailler pour vivre ; c'étaient de trop petites gens qu'un Président souffrait malaisément comme confrères. Il y avait à Dijon deux classes opposées par la naissance, par la condition, par les goûts, par les occupations, par l'esprit, deux classes qui ne s'approchaient point et ne voulaient pas s'approcher, qu'on ne pouvait pas plus rassembler dans un même corps que dans une même cage des chiens et des chats. Admettre l'une, c'était écarter l'autre. Quelles que fussent ses rancunes contre certains individus, Pouffier ne visait certes point à abaisser la robe, dont il était, mais travailla contre elle en effet. Richard de Ruffey voyait juste lorsqu'il écrivait que dans la compagnie récemment fondée « les gens de distinction étaient exclus au profit des plus subalternes. (1) »

Au début, on rencontre parmi les académiciens quelques parlementaire égarés : Lantin de Damerey et Loppin, quelques amis de Bouhier comme l'abbé Joly, Michault et Cocquart. Mais on n'y voit figurer aucun des magistrats réputés pour leur science et leur esprit, ni Richard de Ruffey, ni De Brosses, ni M. Bouillet, avocat général à la Chambre des Comptes, ni M. de la Cour, conseiller au Parlement. On rencontre des ecclésiastiques pauvres et peu considérés, le chanoine Derepas, M. Fabarel, grand chantre de la cathédrale, l'abbé Liébault, des avocats comme Fromageot et Taphinon. Surtout, nous assistons à une invasion de presque tout le corps médical. Dès 1740, Chaussier, Hoin, Melot, Midan, Raudot sont installés dans la place, en attendant qu'à la faveur des promotions suivantes leurs confrères leur envoient du renfort. On enrôle Buffon parmi les honoraires, mais on se garde d'enrôler Bouhier à quelque titre que ce soit ; on préfère remplir les places vides en recevant des adolescents (2). La bourgeoisie domine l'académie et la conquiert, elle s'y établit comme dans sa forteresse, conduite par la classe des médecins, par celle que ses occupations éloignent le plus de l'érudition parlementaire et du commerce des grands. Non seulement elle domine l'académie, elle ne tarde pas à la posséder toute entière ; au bout de quelques mois, les parlementaires, les érudits, qui se sont fourvoyés en si mauvaise compagnie, quittent la place. Michault, Joly, Cocquart, Bodin, Jurain, Aublanc envoient leur démission, Loppin de Mont-

(1) Ibid., p. 82.

(2) Comme Fromageot âgé de dix-sept ans.

mort et Fabarel cessent de paraître aux séances, l'hôtel de Pouffier semble moins le temple de la science que le refuge d'un clan (1).

Dès l'abord, on y déclame contre les grands et l'on y célèbre les vertus bourgeoises, le mérite des hommes nouveaux qui doivent leur fortune et leur réputation non pas à leurs ancêtres, mais à eux-mêmes et à leurs talents. L'éloge de Pouffier fournit à Lantin l'occasion de diminuer devant un auditoire complaisant le respect que l'on portait aux gens bien nés :

« Il est beau sans doute, disait-il (2), de pouvoir compter parmi ses ancêtres une longue suite de nobles aïeux, de voir dans sa galerie leurs bustes mutilés par les injures du temps, de contempler dans une salle immense leurs portraits en grand revêtus des armes des anciens chevaliers et de pouvoir enfin, à l'aide d'un arbre généalogique, être admis dans tous les chapitres de noblesse.

« Je crois que rien n'est si flatteur pour les cœurs ambitieux d'une vaine gloire qu'un spectacle si pompeux ; mais

(1) Voici les jugements portés par Ruffey sur les bourgeois de l'académie :

Les sieurs Raudot, Fournier, Chaussier, Liébaut, Melot, pensionnaires, ne restèrent à l'académie que pour jouir de la modique pension attachée à leur place qui se trouvait doublée par la retraite de leurs confrères. L'ignorance et la paresse dans laquelle ils ont crûpi ont prouvé qu'ils étaient indignes du nom d'académiciens. MM. Chaussier, Melot et Liébaut, s'il est permis de les justifier, sont moins condamnables : ils étaient ignorants de bonne foi, avaient de la bonhomie sans aucune prétention. Ce dernier enseignait aux étrangers les langues, le droit, les mathématiques sans savoir aucune de ces sciences. Pour les sieurs Raudot et Fournier, ils joignaient l'insolence à l'ignorance.

M. Taphinon avait été mis à la Bastille sous le prétexte d'une correspondance avec le prince de Cellamare, ambassadeur d'Espagne lors de sa conjuration, mais le véritable sujet de sa détention fut le crédit d'une famille puissante qui craignait les suite d'une intrigue avec une femme de qualité, du fils de laquelle il avait été précepteur à Paris.

M. l'abbé Fabarel est l'homme le moins propre pour l'état ecclésiastique, sans mœurs et sans honneur, il a passé la plus grande partie de sa vie dans la débauche et dans l'intrigue.

M. de Repas, simple mépartiste d'une paroisse de Dijon, il avait acquis quelque réputation dans la chaire par les intrigues des dévotes qu'il dirigeait et le défaut d'orateurs sacrés qui pussent l'effacer.

M. Gelot, né à Pouilly, près de Seurre, d'une famille rustico bourgeoise. Education négligée, quelques années clerc du procureur, épouse la fille d'une revendeuse qui lui a procuré de l'argent pour se faire recevoir avocat. Une veuve, propriétaire de l'office de procureur du roi au bureau des finances de Dijon, séduite par son bavardage, le choisit pour custodinos de cette charge dont elle lui laissa le casuel pour la peine de l'exercer.

(2) Ms. 914. Eloge de M. Pouffier, fol. 21.

que servent à des yeux vraiment philosophes tant de titres magnifiques qui dépendent uniquement du hasard, et qu'ont fait pour les mériter la plupart de ceux qui en sont décorés ?

« Ils portent tranquillement les mêmes armes que leurs pères, qui, depuis quatre cents ans, sont en possession de celles de leurs aïeux, en qui nous devons supposer au moins quelques vertus primordiales qui ont été de quelque utilité pour l'état.

« Mais quiconque n'a d'autre mérite que celui de la descendance, qu'a-t-il de plus que ces chevaux arabes dont on conserve avec tant de soin la généalogie ? Peut-on même dire de lui ainsi que de ces chevaux dont parle Horace : *est in equis patrum virtus* ? Il en a tout au plus la férocité ! Doit-il se regarder comme un véritable noble, à moins qu'il n'admette ce qu'a dit un historien moderne (1) en parlant de la noblesse, que dans le droit commun tous les hommes sont égaux ; la violence a introduit les distinctions de la liberté et de l'esclavage, de la noblesse et de la roture ; mais quoique cette origine soit vicieuse (ajoute le même auteur), il y a si longtemps que l'usage en est établi dans le monde qu'elle a acquis la force d'une loi naturelle, et il serait aussi indécent que dangereux de vouloir réclamer contre elle ; soyez donc nobles, j'y consent, mais ne perdez jamais de vue que la vertu seule constitue la véritable noblesse. »

Rien de neuf dans ces déclamations sur lesquelles, depuis Juvénal jusqu'à Boileau, la plupart des poètes et des moralistes se sont exercés à qui mieux mieux ; mais combien il est significatif que l'académie naissante les ait adoptées comme une sorte de Credo. La bourgeoisie aimait à rappeler qu'à la naissance près, elle l'emportait sur le patriciat par l'intelligence et la pureté des mœurs, et ne pouvant plus guère espérer acquérir la noblesse, elle la dédaignait, fière qu'elle était maintenant de manquer d'ancêtres et de parchemins. Incapable d'égaler l'humanisme dans les travaux auxquels il s'était appliqué, à l'érudition de jadis, elle opposait, elle préférait le savoir du siècle, les connaissances pratiques que Pouffier avait offertes à sa curiosité :

« Ce n'étaient plus, s'écriait Lantin (2), ces sciences hérissées de grec et de latin, chargées d'une érudition fastueuse ; leurs beaux jours, (s'il est permis de les nommer ainsi) étaient

(1) Le Comte de Boulainvilliers.

(2) Ibid., f. 26.

passés, elles végétaient à peine dans le Nord où elles étaient allées respirer leur air natal.

« La nation était peut-être moins savante au fond, mais qu'est-ce que cela fait ? Les sciences étaient plus aimables, à la portée des dames et de ce qu'on appelle le monde poli, et il faut même avouer que l'on était plus éclairé que lorsque l'on n'était que savant ; chacun avait de l'esprit ou croyait en avoir, ce qui est la même chose pour bien des gens ; tous se piquaient d'avoir ce goût moral, ce sentiment naturel qui tient à l'âme, plus fait pour être senti que pour être défini. »

Ainsi, la bourgeoisie, qui se faisait gloire de ses origines obscures, repoussait toutes les études et toutes les traditions du patriciat. Du vivant de Bouhier et dans sa propre patrie, on méprisait l'humanisme, on rompait les liens qui, si longtemps, avaient rattaché la Bourgogne à la Hollande de Scaliger, de Saumaise et de Bayle, on se jetait vers les sciences accessibles aux gens du monde, aux femmes, et pour tout dire, aux ignorants ; on faisait fi des connaissances qui ne s'acquièrent qu'à force de travail et de temps pour prôner l'esprit et le goût que l'on apporte en naissant et que l'on possède sans effort. Le public, d'ailleurs, ne se méprit pas sur le caractère de la nouvelle institution dont la création souleva des tempêtes, et qui fit pleuvoir de toutes parts les satires et les pamphlets. Je veux bien qu'entre les murs d'une petite ville le moindre bruit retentisse comme un vacarme, que là où les grands événements sont rares l'amour du scandale enfle des affaires minuscules ; cependant, à travers la polémique qui agite Dijon perce une animosité, une fureur singulières, une passion inaccoutumée. L'académie prêtait le flanc aux raileries : par la volonté du fondateur, les pensionnaires seuls devaient produire des mémoires et concourir pour les prix ; on exigeait en somme qu'ils remissent des devoirs à leurs directeurs comme les écoliers en remettent aux régents ; mais leur paresse redoutait le travail et leur vanité une dépendance aussi étroite. Ils n'eurent de cesse qu'ils ne fussent dispensés de cette obligation, et qu'au lieu de concourir eux-mêmes ils ne fussent autorisés à proposer au public des sujets de dissertation.

Dès l'année qui suivit la fondation, ils obtenaient gain de cause, mais entre temps, les querelles avaient multiplié les mécontentements et les démissions, et l'agitation encourageait les rieurs. On voit éclore une parodie d'*Andromaque* sur la démission de quatre académiciens, une parodie du *Cid* inti-

tulée « *Regrets de M. Pouffier sur la mort de son académie* », une parodie d'*Iphigénie*, une parodie du sonnet de l'avorton « *Apostrophe de M. Pouffier à la défunte académie* », une ordonnance du maire de Beaune en faveur de l'académie, et par ladite ordonnance le maire de Beaune, protecteur-né de tous les ânes, accordait à la compagnie dijonnaise un blason couronné de chardons et la devise *parturient montes*. Ou bien on imagine une bibliothèque de l'académie dans laquelle figurent des ouvrages tels que ceux-ci : *Devoirs des académiciens envers leurs directeurs*. *M. Pouffier avait-il le sens commun ? De la manière de faire la cour à MM. les directeurs pour avoir les prix* (1). Tous ces titres supposés n'indiquent si l'on veut qu'un louable dessein de réforme des statuts imparfaits ; mais ne sent-on pas poindre quelques rancunes de classe dans celui-ci : *Dissertation où l'on démontre que de même que trois chanoines peuvent faire chapitre, trois médecins peuvent faire académie ?*

N'est-il pas remarquable aussi que tous ces écrits satiriques nous aient été conservés avec soin par Bouhier lui-même, que ses amis Michault et Joly, quoique pensionnaires, aient ouvertement raillé le corps dont ils faisaient partie, qu'ils l'aient trahi, qu'on ait pu les accuser de l'avoir diffamé par des satires anonymes et violentes (2), que le Président, qui n'était pas académicien, et ses disciples qui l'étaient aient témoigné tant d'antipathie à la compagnie naissante qui le leur rendait bien ? La société patricienne qui présidait aux travaux de l'esprit bourguignon, qui entretenait à Dijon le culte de l'humanisme, la société des érudits sentait son règne menacé. Elle voyait s'allumer dans la ville un foyer de curiosités nouvelles et qui risquait de s'enfler en vaste incendie ; elle voyait surtout une bourgeoisie échappée à son influence s'agglomérer autour d'une institution stable. Elle voyait sa rivale se rallier, prendre conscience d'elle-même et de sa force, elle sentait qu'une lutte venait de s'ouvrir, que la primauté intellectuelle était placée comme un enjeu au milieu du champ, peut-être pressentait-elle sa défaite prochaine quand elle comparait l'anémie irrémédiable de sa pensée avec la vigueur naissante de la plèbe. La guerre sans doute couvait depuis longtemps ; elle éclata dans les esprits quand la bourgeoisie se fut précipitée dans la citadelle qui s'offrait

(1) Cf. ms. 840 (Recueil de BOUHIER) et ms. 914, fol. 89 à fol. 195.

(2) DEBERRE, 234 sqq. et 240 sqq.

à ses besoins. En se fermant, le patriciat a suscité chez ceux qu'il exilait une vie sociale et une pensée, il leur a même rendu dans une certaine mesure comme une existence politique.

3. — Les institutions politiques

Au dix-septième siècle, les affaires mises à part qu'attirait à lui l'intendant, la haute robe administrait toute la province. En droit, le Parlement ne possédait que ses attributions judiciaires et le contrôle des mesures soumises à son enregistrement. Encore pouvait-on contester l'étendue de son contrôle et la déférence que méritaient ses critiques. S'il gouvernait en maître absolu, rival quelquefois redoutable du despotisme même, c'était non moins que par sa puissance par son autorité morale. Les prérogatives qui lui échappaient, c'était la robe qui les détenait par les offices répandus dans la province et qui se partageaient l'administration. Peu importaient les attributions de chacun quand la bourgeoisie haute ou basse ne formait qu'un bloc homogène et compact, quand elle n'avait qu'un seul esprit, qu'un seul intérêt, qu'une seule politique, quand elle acceptait, quand elle appelait la direction et le soutien des Cours Souveraines. Pour la défense de la cause commune, elle se groupait derrière ses chefs naturels, elle laissait à la grande voix du Parlement le soin de crier bien haut ce que tous murmuraient, elle remettait à la vigilance du sénat la sauvegarde de son patrimoine, et, malgré les petites querelles de famille, elle lui faisait confiance comme à un frère aîné.

Le divorce consommé, la petite bourgeoisie réfléchit sur ses intérêts propres et cessa de confondre son patrimoine avec celui du patriciat. Les circonstances l'aidèrent à prendre conscience de soi-même, car les agitations politiques lui révélèrent avec exactitude l'étendue et les limites de sa puissance. En ce domaine, il est vrai, elle ne pouvait rien acquérir, elle ne pouvait se retrancher dans des magistratures aussi aisément qu'elle s'était créé une vie sociale et qu'elle avait occupé l'académie ; mais elle expérimentait peu à peu quel rôle elle pouvait jouer dans les affaires publiques. A coup sûr, la meilleure part du pouvoir et la moins discutée appartenait aux Cours Souveraines, mais le lot de la petite robe ne se réduisait pas à une obéissance passive envers la grande. C'étaient des bourgeois que les maires et les échevins des villes, de

petits officiers bien souvent et qui présidaient aux destins d'humbles cités. Leur autorité subissait le contrôle du sénat patricien, mais un contrôle mal défini dont ils avaient de tout temps essayé de s'évader. Ils disputaient depuis longtemps sur le cérémonial, sur des préséances, sur les égards auxquels ils avaient droit, mais ces querelles ne tiraient pas à conséquence du moment qu'au fond l'accord était unanime sur la politique à suivre. Elles deviennent plus graves le jour où les volontés s'écartent, où les dissensions se multiplient et s'exaspèrent, où les adversaires provoquent ou sollicitent l'intervention de l'Intendant.

Mais, surtout, la bourgeoisie tenait une grande place aux Etats où le patriciat ne comptait guère. Les maires des villes représentaient le tiers, les avocats fournissaient à l'assemblée ses secrétaires et ses conseils. Songeons que les députés siégeaient rarement, que les Elus s'absentaient souvent, qu'ils changeaient tous les trois-ans, qu'ils manquaient parfois de capacité et toujours de l'expérience des affaires. Ils s'abandonnaient volontiers à l'influence des gens de loi qui les assistaient, dont l'avis influait sur leurs décisions ou les entraînait. Quand la robe était unie, peu importait la distinction entre les prérogatives des Etats et celles du Parlement; si les comices et le sénat contestent qui des deux possède la prééminence, une même classe conduit les deux assemblées, toutes deux s'accordent pour défendre les mêmes privilèges, et quoique les Etats se prétendent supérieurs en droit et les premiers en dignité, ils s'annulent en fait bien souvent et par un consentement tacite délèguent au Parlement la défense des intérêts communs. La robe étant divisée, la bourgeoisie s'éveille. Ayant dans la politique, surtout dans l'économie, ses aspirations propres, des buts opposés à ceux du patriciat, elle mesure ses forces, fait l'inventaire de sa puissance et tâche de réaliser ses vues en se servant des Etats. Il est facile d'attiser les jalousies des hobereaux, de tous les nobles de race contre des sénateurs orgueilleux dont les privilèges surpassent ceux de la noblesse même; il est facile de raviver la rancune du haut clergé contre les magistrats qui troublent l'Eglise et brûlent les mandements des évêques. Il est d'autant plus facile d'opposer avec succès les Etats au Parlement, que dans les querelles en aura le ministre pour arbitre, et que l'appui du gouvernement ne fera point défaut aux adversaires des Cours Souveraines. Même en face d'un patriciat tout puissant, une action politique s'ouvrait à la bourgeoisie. Sous Louis XV, les Etats longtemps inertes se raniment, ils revendiquent leurs droits,

ils proposent des réformes, et presque toujours contre les volontés du Parlement. En face du sénat se dressent maintenant les comices où l'élite de la plèbe domine, participe aux affaires, s'exerce à la politique et prend conscience moins encore de sa force que de ses intérêts et de ses désirs.

Au dix-septième siècle, la société provinciale ne comprenait que des gens de robe, elle s'organisait autour du patriciat comme autour de son centre, son âme semblait rassemblée dans les Cours Souveraines. Et cette âme fortement constituée comme le corps qui la nourrissait, cette âme façonnée lentement par la main des âges portait l'empreinte des générations laborieuses du passé, elle reflétait la vie, les intérêts, les ambitions de tous les possesseurs d'offices. Sans contact avec le peuple dont elle a aspiré tout ce qui s'en élevait, immobile aux souffles qui viennent du dehors, unie dans l'existence mondaine, dans les travaux de l'esprit, dans sa politique, l'élite de la province se présente à nos yeux comme un être stable, ordonné d'après un principe, et constant dans son caractère et ses traditions. Sous Louis XV, elle se scinde, et, d'abord désemparés par l'abandon de leurs anciens guides, les petits bourgeois, peu à peu, s'accommodent de la sécession. En face d'un patriciat figé en noblesse héréditaire, ils sont à présent la seule et vraie bourgeoisie, l'élite ouverte à tout ce qui s'enrichit, une élite toujours plus nombreuse, renouvelée dans sa vigueur et plus voisine du peuple depuis que les progrès de l'agriculture et de l'industrie naissante rendent moins profonde et moins uniforme la misère des paysans et des gens de métier. A cette classe neuve et diverse dans ses origines, il manque encore la conscience de soi-même et l'unité ; mais, peu à peu, elle se rallie, elle se crée une vie sociale, un centre intellectuel, une citadelle politique ; dans tous les domaines, elle se trouve un Mont Sacré et elle s'y retire. Elle n'est pas si l'on veut une armée, car les armes lui font défaut pour se faire craindre et respecter. Il lui faudra du temps avant de réussir dans les études qu'elle se choisit, avant de prendre en main les affaires ; mais d'emblée elle compte parce qu'elle est désormais l'opinion publique. Entre le monarque et le patriciat, puissances ennemies et dont les poids se balancent, l'opinion va décider. L'opinion, c'est-à-dire la bourgeoisie, la partie vivante du pays que l'égoïsme des sénateurs et l'insuffisance des cadres sociaux ont rejetée vers le peuple ; nous connaissons son existence, nous l'avons vue s'organiser, il nous reste à en considérer les aspirations et l'esprit.

SECTION II

La formation de l'esprit nouveau

CHAPITRE IV

L'ABANDON DES ANCIENS MODÈLES

1. — L'éducation nouvelle

Le bourgeois, durant les années de jeunesse, recevait la même instruction que le patricien. Sous Louis XV aussi bien que sous Louis XIV, toutes les familles riches ou aisées envoient leurs fils au collège, et ni les méthodes, ni le programme, ni les maîtres de l'enseignement n'ont changé. L'expulsion des Jésuites est l'occasion de quelques réformes, d'une place plus considérable concédée aux sciences, peut-être d'un effort pour mettre en harmonie les études avec les lumières du siècle. Le grand changement, de conséquence celui-là, c'est qu'on renouvelle le corps entier des professeurs, que des prêtres séculiers ou des laïques succèdent aux régents exilés. En même temps, une concurrence apparaît qui soutire au collège une part de sa clientèle ; les familles patriciennes éprouvent le besoin de protéger leurs enfants contre la promiscuité des petites gens. « M. l'abbé Liébault a établi à grands frais une pension académique (1). Son prospectus annonce

(1) *Affiches dijonnaises*, année 1770, n° du 24 février. Cf. annonce analogue du 2 janvier 1776 : « M. Viennois, professeur en grammaire et maître de langue, propose très respectueusement au public l'établissement d'une salle d'instruction destinée à l'exposition et à la culture des principes des sciences arts et talents qui entrent dans la latitude de l'Education libérale proprement dite ». Il enseigne la Rhétorique. « A ce fond essentiel de la bonne littérature, on joindra l'étude des langues latine italienne ou anglaise... les premières connaissances

qu'elle est remplie de plusieurs gentilshommes et de quelques bourgeois. On y donne des maîtres pour les mathématiques, les langues, le dessin, les armes, la danse, la musique vocale et instrumentale, l'écriture, l'histoire, la géographie, le blason, une latinité suffisante, un cours de philosophie, enfin, tout ce qui peut rendre l'éducation complète. Plusieurs ecclésiastiques dans la maison veillent au bon ordre. Tous les pensionnaires portent un même uniforme. Tout est aux frais du maître de pension. Les parents sont déchargés de tout et n'essuieront aucun mémoire quand ils donneront la somme convenue de 800 livres si les enfants entrent avant 12 ans, ou de 900 livres s'ils entrent après 12 ans. On reçoit les enfants dès l'âge de 5 à 6 ans. Ceux qui se destinent au barreau peuvent continuer d'être pensionnaires et faire leur droit. » Comme il y avait plusieurs classes dans la société, il se formait plusieurs jeunesses, mais ces changements survenus dans l'éducation doivent être regardés comme un effet, non comme une cause de l'évolution du siècle. Sauf la dernière génération, celle qui fera la Révolution, tous les dijonnais ont été élevés par les Jésuites.

Peu importait, au reste ; ce n'était pas le collège qui jadis modelait les esprits et les âmes. Quand on avait appris à écouter la messe, à parler le latin et à entendre un peu de grec, on quittait l'école au seuil de l'adolescence avec le petit bagage qu'en emportaient dans l'Europe entière les jeunes gens de toute condition. Les robins du dix-septième siècle recevaient leur véritable éducation, celle qui restait, celle qui leur imprimait un sceau, non pas de leurs régents, mais de leurs parents, de leurs amis, de leurs confrères, du monde où ils entraient. C'est dans le monde de la robe que guidés non par un programme, mais par des exemples et des traditions, qu'instruits non par des conférences, mais par une conversation perpétuelle, ils faisaient connaissance avec l'humanisme dont ensuite aucune mode, aucune influence ne les détachaient. Et toutes les racines de l'humanisme s'enfouaient, profondes, dans l'âme même de la société patricienne. Où devait s'épanouir l'érudition, sinon chez les possesseurs d'amples bibliothèques, chez des sénateurs exerçant leur charge non pour vivre, mais pour en porter l'habit, jouissant de loisirs dans

de l'histoire, de la géographie et de la mythologie; ou les principes de la musique, du dessin, des mathématiques pour les calculs algébriques et les mesures ». En outre, on pourra « connaître de bonne heure en quel genre de science, art ou talent, l'adolescent pourra exceller ».

leurs dignités, assez riches pour entretenir dans leurs serres des plantes d'ornement, dans leur mémoire un savoir inutile à l'action ? A qui convenaient les divertissements de la curiosité, sinon à des magistrats déchargés par leur fortune de songer au lendemain, à qui leur condition prodiguait tous les biens sauf une protection contre l'ennui ? Le droit seul leur semblait chose sérieuse, d'abord parce qu'ils jugeaient, surtout parce que l'existence de la coutume provinciale garantissait leur indépendance, leurs privilèges, leur tyrannie, et autorisait leurs prétentions politiques.

Echappée au patriciat qui jadis l'entraînait dans son sillage, la bourgeoisie devait éviter ces études. Même les savantes dissertations juridiques ne l'intéressaient guère. Car si le barreau fondait ses plaidoiries sur les coutumes, il n'appuyait ses raisonnements que sur les lois en usage ; les commentaires sur les origines du droit bourguignon, sur sa sainteté, sur son intangibilité, les doctes controverses de Bouhier ne concernaient point la pratique de la justice. Ces disputes de principe ennoblissaient et justifiaient l'autorité du sénat bourguignon ; les gens de loi qui n'étaient point sénateurs ne révéraient pas l'antiquité d'un code national et barbare. Les travaux érudits familiers à la haute robe paraissaient à la petite bourgeoisie inaccessibles et sans utilité. Pauvre en livres, désormais sans guides et sans précepteurs, elle sentait qu'à persévérer sur les traces de ses rivaux, elle se traînerait avec peine et loin derrière eux. Plus encore que les bibliothèques, le temps lui faisait défaut pour se vouer à des études étrangères aux métiers qu'elle exerçait : des avocats ni des médecins ne pouvaient consacrer à l'archéologie les mêmes loisirs qu'un chanoine ou qu'un parlementaire. Peut-être même qu'en gens pratiques, ils dédaignaient des curiosités sans but, une science sans profit pour le progrès des arts. Peu leur importait de rompre avec les antiques traditions de l'humanisme ; les sociétés n'apprennent qu'en vieillissant à vénérer les traditions, de même que ce sont les hommes âgés qui prêchent le respect de la vieillesse. La bourgeoisie naissait ; et n'attendant rien que de l'avenir, peu intéressée à conserver un présent qui la blessait, à mesure qu'elle distinguait mieux sa destinée propre, elle renonçait à conserver le passé. Un esprit nouveau se formait et dès qu'avec Bouhier disparut le dernier génie vigoureux qu'ait enfanté le patriciat, on s'aperçut que l'humanisme était enseveli dans sa tombe.

2. — La fin de l'humanisme

Accaparé par la haute robe incapable de le faire vivre, délaissé par la bourgeoisie, l'humanisme devait à bref délai succomber. Une caste sacerdotale s'en est réservé le culte, mais n'a plus la force de le pratiquer, la foule des fidèles s'écarte à la recherche de temples nouveaux, la foi se meurt d'inanition. On a retranché toutes les racines de l'arbre, ou bien elles se sont desséchées ; il fallait un miracle pour qu'il survécût. Aussi de plus en plus ses fruits se font rares, et le peu qui mûrit encore paraît sans saveur au public. Le triomphe de Bouhier, l'œuvre que de tout temps avaient rêvée les humanistes, celle qu'ils avaient poursuivie non seulement par divertissement mais pour des fins utiles, c'était la défense des coutumes particulières de la Bourgogne et leur justification par le droit romain. Cependant de son vivant même, le Président Bouhier avait rencontré des détracteurs parmi les avocats ou les professeurs de l'Université. On connaît les polémiques violentes de part et d'autre qu'à propos de ses principales dissertations juridiques il soutint contre Fromageot le père (1). Il eut pour soi la science et l'autorité, mais non pas toujours les rieurs, et sa défense du congrès le couvrit de ridicule aux yeux de l'opinion (2). Il avait raison pourtant dans sa controverse, si l'antiquité d'une institution suffisait à la justifier, mais déjà le siècle fondait ses acquiescements sur d'autres titres que des parchemins poudreux, et le bon sens se révoltait contre des barbaries vénérables. Bientôt, les études que cultivait Bouhier disparaissent à peu près avec lui. Nous ne verrons plus jamais renaître son magnifique effort pour insérer la coutume féodale dans la solide armature du droit romain, pour la sanctifier par l'équité écrite. Tout au contraire, pendant que la loi romaine est reléguée à l'Université, on voit paraître des traités de droit coutumier, une dissertation « *pour prouver que la Bour-*

(1) A propos surtout de ses dissertations sur les donations des fils de famille, sur le regrès en matière bénéficiale, et de ses Remarques sur les Tusculanes.

(2) Fromageot est l'auteur d'une Consultation pour M. l'abbé de..., vice-gérant de l'officialité de..., sur le traité de la Dissolution du mariage, Dijon 1726, à quoi Bouhier répondit en réimprimant son traité avec des notes sous le titre : Remarques d'un anonyme, mises en marge d'une consultation pour M. l'abbé de... Fromageot riposta par son Eponge des notes pour servir de réponse aux Remarques d'un anonyme.

gogne est pays de droit coutumier » (1). On n'étudie plus la coutume que comme un fait, parce que les tribunaux l'appliquent dans les procès, mais on renonce à en découvrir le principe, à en concilier les bizarreries et à l'approuver. Et même, on ne l'étudie plus guère et de moins en moins ; on consulte les rédactions que l'on en possède. Ce n'est pas seulement le droit français qui l'emporte, c'est l'esprit philosophique. Car si l'on se résigne à subir les lois existantes, on attend une amélioration non de la résurrection, non de la sanctification du passé mais de l'avenir et de la raison. Plus que sur la coutume, les raisonnements des avocats s'appuient sur le bon sens, sur la loi naturelle, et dès le milieu du siècle aux lieux communs qui sont de tous les temps et de tous les pays se mêlent dans les plaidoyers des pensées et des expressions toutes fraîches écloses sous la plume des philosophes (2).

L'érudition partage le sort du droit ; j'entends l'érudition qui n'est que recherche du fait par amour du fait et curiosité du détail, non celle qui du détail s'élève à des vérités plus hautes et par l'explication, non la simple constatation d'un fait, éclaire une vaste étendue de l'histoire. A vrai dire, l'érudition ne disparaît pas de la scène. A toute époque, il faut des génies exacts pour recueillir des documents, pour les commenter, pour les traduire. Et si la vigueur de la haute robe semble s'être fondue, quelques individus demeurent encore qui entretiennent le foyer de l'intelligence patricienne. Un monde ne saute pas ainsi de la splendeur au néant, un fleuve ne tarit pas qu'il ne coule encore quelques filets de sa source. M. l'abbé Deberre nous a raconté tout au long comment un grand seigneur du Parlement, Févret de Fontette, exécutant un projet de Bouhier, reprenait une entreprise du P. Lelong et publiait à partir de 1768 la *Bibliothèque historique de la France*, formidable recueil bibliographique (3). L'abbé Boullemier, qui devait diriger la bibliothèque publique de Dijon, emploie ses loisirs d'abord à lire et à apprendre, à devenir lui-même une véritable bibliothèque où Courtépée et bien d'autres puisent aussi volontiers que dans les livres. Durant ses loisirs, il rédige des mémoires sur tous les sujets, mais de préférence

(1) Cf. ms. 304.

(2) Cf. ms. 4.227 (Eloge du vrai magistrat, par M. DURANDE), les discours de Varenne, etc...

(3) Abbé DEBERRE, p. 468.

sur ceux qui se rapportent à l'histoire de Bourgogne ou à l'histoire de France, sur Etienne Tabourot, sur Olivier de la Marche, sur les armoiries de la ville de Dijon, sur les limites du premier royaume de Bourgogne, sur Hugues Aubriot, sur la coutume de planter le mai, sur Charles Martel, sur Isabeau de Bavière, sur Jean des Degrés, sur Agrippa d'Aubigné, sur le roi Charles IX, ce qui ne l'empêche pas de traduire aussi la *Griselidis* de Boccace, de versifier les commandements de Dieu, et de composer de petites poésies en latin ou en français (1). C'est vraiment un érudit de l'ancien temps ; familier avec la haute robe au point que durant la Terreur sa liaison avec les Févret faillit lui coûter la tête, non seulement il continue les études d'autrefois, mais souvent il refait les mêmes dissertations auxquelles s'étaient exercés ses aînés (2). Et bien qu'ils soient entrés un moment à l'académie des médecins, Michault et surtout Joly persévèrent à colliger des livres et à recueillir des citations curieuses ou des documents. Et l'abbé Joly ne manifeste aucune tendresse à l'égard des nouveautés ; censeur royal, il flaire d'une lieue les idées subversives, il dénonce au gouvernement toutes les hardiesses qui paraissent ; il dénonce jusqu'à la *Bibliothèque historique* où Févret de Fontette avait eu le tort de penser du bien d'écrivains mal pensants (3). Il y a dans toutes les époques et plus qu'en aucune autre au dix-huitième siècle, des esprits, des sociétés non pas rétrogrades mais immobiles, un monde de granit que le temps respecte et pour ainsi dire oublie. Des parlementaires, des ecclésiastiques s'enfoncent dans la forêt de l'érudition ; ils ne savent pas si au-dessus de leurs têtes, par delà les cimes opaques des arbres le soleil a marché dans le ciel, ils se fixent dans les curiosités jadis chères à la pensée bourguignonne, et le sentiment de leur solitude ne les en écarte pas.

S'ils désertent leur siècle, leur siècle les ignore et suit sa route sans s'inquiéter des retardataires ; quand ils se retournent, ceux-ci s'étonnent de ne plus apercevoir personne autour d'eux, mais ils ne sortent pas de leur immobilité. Le public les abandonne à leur entêtement et dédaigne leurs ouvrages. La *Bibliothèque historique* valut à son principal auteur une

(1) Ms. 940, 958, 959, 981.

(2) Il y a une grande analogie entre ses travaux et les travaux de Bouhier, de Michault, surtout de l'abbé Joly.

(3) Cf. DEBERRE, 182.

pension du roi et une subvention de vingt-cinq mille livres (1), mais Hérissant qui s'était chargé d'éditer ce monument du savoir bourguignon se plaignait de l'indifférence des journaux et de la tiédeur des souscripteurs (2). Moins heureux encore que Févret de Fontette, l'abbé Boullemier conserve ses mémoires en portefeuille, et l'abbé Joly, s'il reçut pour quelques articles l'hospitalité du *Mercur* ne trouva point de libraire disposé à imprimer ses dissertations et à se ruiner (3). La mode était passée de l'érudition, comme Buffon le constatait, comme Bouhier le déplorait déjà de son vivant. On a des livres, écrit Michault dans ses *Recherches sur les bibliothèques*, mais on ne lit plus comme autrefois, « on a perdu entièrement le goût de l'étude ; un travail assidu effraie et rebute ; on néglige les connaissances profondes, on s'en tient à effleurer les sciences, et l'on se contente enfin d'en avoir quelques légères teintures, plus jaloux de briller dans la conversation par de pétillantes saillies et par des phrases agréablement tournées, que d'y mettre du bon sens et de raisonner solidement. Peu de gens veulent faire les frais d'une application sérieuse, pour avoir un mérite qui n'est plus de mode » (4). « C'est, dit encore Michault, en négligeant la lecture des bons auteurs grecs et latins que notre goût s'est corrompu. L'esprit de singularité a pris la place du naturel, du simple et du beau. Nous avons créé des genres bizarres et frivoles qui ne seront jamais approuvés ni imités dans les siècles suivants » (5). Et pour relever la dignité, qu'il sent compromise, de l'érudition, Michault s'efforce de lui découvrir une parenté avec l'esprit philosophique : « C'est un genre qui communique avec plusieurs autres, et même avec l'esprit philosophique qui est l'âme de la bonne critique. L'érudition n'est donc pas, comme affectent de le penser quelques philosophes et certains beaux esprits de ce siècle, un ouvrage mécanique de la mémoire, un amas indigeste de faits, d'autorités, de citations, qui n'est susceptible ni de raisonnement, ni de goût, ni d'esprit ; elle est toute historique et critique, et n'exige pas moins d'imagination, de réflexion et d'agrément que les ouvrages de pure philosophie et d'histoire... » (6).

(1) DEBERRE, 174.

(2) Ibid. 179.

(3) Ibid.

(4) Ms. 987., f° 7.

(5) MICHAULT, *Mélanges*. Préface x.

(6) Ibid.

Bouhier et Michault, ces deux Jérémies, ne versaient pas des larmes anticipées sur la ruine future de l'humanisme ; ils déploraient une ruine présente, à laquelle ils assistaient chaque jour et l'égarement d'une époque où le Président semblait presque le revenant d'un autre âge. A la mort de Bouhier il ne demeure plus que des débris du passé. Quand on a rendu à la culture un sol auparavant couvert de jardins, on voit encore dans les creux des sillons renaître çà et là des fleurs oubliées dont la beauté inutile et frêle s'épanouit dans le peuple dru des épis au front lourd ; d'année en année, étouffées par leurs voisins ou renversées par la herse et la charrue elle se font plus rares et plus grêles et se retirent vers les bornes du champ et dans l'herbe des chemins ; ainsi l'érudition trouve encore des asiles tranquilles où elle persiste à fleurir, mais elle fleurit sans que le siècle y prenne garde, et sans qu'il la lie dans sa gerbe. Car la bourgeoisie industrielle ne veut plus des plantes d'ornement, des jardins où l'on se promène en causant, où l'on s'arrête à contempler les lys qui ne travaillent ni ne filent, à passer des heures penché sur une corolle. Car elle n'a pas encore achevé sa fortune, elle remet le sol en culture et elle prépare ses greniers pour les moissons de l'avenir.

CHAPITRE V

LES VOIES NOUVELLES

1. — L'esprit utilitaire et généralisateur

Affranchie de toute servitude à l'égard du passé, la bourgeoisie, monde neuf et sans traditions, devait s'ouvrir aux influences du dehors, mais d'abord obéir aux nécessités de sa nature. Ce n'est point par hasard que les médecins semblent présider à ses destinées. Le monde de la petite robe, celui du barreau surtout après avoir si longtemps gravité autour des Cours Souveraines a peine à rompre ses habitudes ; qui sait même à lui seul s'il aurait pris l'initiative d'une sécession ? Tant d'intérêts le retiennent encore dans la dépendance de ce patriciat qu'il envie. La séparation s'accomplit cependant, mais ces deux amoureux qui ne s'aiment plus se retournent encore l'un vers l'autre, regrettant moins celui qui s'en va que le passé d'amour qu'il emporte avec lui. Et jusqu'au bout les avocats les plus riches et les plus en faveur garderont leur fidélité aux magistrats curules. Mais les médecins et tous les hommes que rien n'attache au Palais s'en vont les premiers et d'un cœur léger vers des voies nouvelles et s'abandonnent avec joie à des inclinations qu'ils contenaient jadis. Au dix-septième siècle, ils suivaient les patriciens dans leurs études parce qu'il leur manquait à eux-mêmes et le nombre et l'audace pour se rassembler à l'écart, parce que peut-être ils ne se sentaient point soutenus par l'orgueil de leur science et de leur état. Ils s'avançaient sur les traces des magistrats érudits, mais ils marchaient avec mollesse et pour ainsi dire tirés par la bride. Encore fallait-il que leurs conducteurs consentissent de temps en temps à se détourner pour leur complaire vers des curiosités d'anatomie ou d'histoire naturelle. Malgré tout, ils n'ont que peu servi l'érudition. Rendus à eux-mêmes, ils s'éloignent vers leur domaine favori. Voués aux sciences par leur métier, ils retournent à l'étude des sciences.

Le siècle à vrai dire les y conduisait. Sans parler de Buffon dont l'influence allait croissant en Bourgogne, l'étranger et la France entière donnaient l'exemple d'un engouement général pour les connaissances positives. Jadis, les mathématiciens et les physiciens vivaient et pensaient à l'écart de leur époque ; ils ne communiquaient qu'entre eux et leurs découvertes retentissaient à peine dans le monde. La mode aidant et la vulgarisation, on les porte aux nues et on les écoute comme des oracles. Le goût des expériences et des observations qui pénétrait jusque dans la robe à la fin du dix-septième siècle, ce goût devient une curiosité commune. On s'instruit d'ailleurs aussi par les livres, et comme si l'on pressentait une discorde future entre la science et la foi on lit des ouvrages comme la *Physique de Moïse* (1), destinés à prouver que les livres saints bien interprétés contiennent toutes les découvertes de la science moderne. L'opinion pour ainsi dire réhabilitait les sciences et leur conférait droit de cité parmi les honnêtes gens. Quoi d'étonnant si les hommes que leur profession entretenait dans un commerce quotidien avec elles se sentirent eux-mêmes réhabilités et comme ennoblis, s'ils les cultivèrent ouvertement et avec fierté. D'ailleurs, les connaissances médicales s'étaient accrues ; sous Louis XIV, un Marchant ressemble fort au Diafoirus de Molière ; raisonner sur la maladie, citer les textes de l'antiquité qui décrivent des maux semblables, ensuite donner le clystère, purger et saigner jusqu'à ce que mort s'ensuive, tout l'art se réduisait à ces pratiques peu compliquées ; et ni Dupré ni De Salins ne firent périr par d'autres moyens l'infortunée Madame Cœurderoy. Au dix-huitième siècle, on meurt peut-être tout autant, mais les malades sont dépêchés en un monde meilleur par des remèdes plus variés. On les tue savamment, et les mémoires de l'Académie dijonnaise nous prouvent assez qu'ils n'étaient pas conduits en terre par des ânes ni sur le seul avis de Galien. La médecine désormais raisonne, elle expérimente *in anima vili*, elle se fonde sur l'observation, et tandis que les sciences reçoivent une dignité nouvelle, les hommes de science prennent l'orgueil et la conscience de leur importance et s'entourent de la considération publique.

Mais en se livrant à l'étude des sciences, la bourgeoisie s'abandonne à son naturel plus qu'elle ne se plie à des modes étrangères. La preuve : les mathématiques que le siècle ho-

(1) Cf. ms. 845.

nore, elle les délaisse et les fuit. Elle n'y produit aucun ouvrage, elle n'y fait, nulle recherche, elle les ignore tout à fait. Newton, révérendé pourtant comme un dieu, prôné par Voltaire, déconcerte les dijonnais ; ils souscrivent à sa gloire mais pratiquent peu ses ouvrages et l'on trouve à Dijon plus de lunettes astronomique que de vrais astronomes. Pas plus que pour l'érudition on n'éprouve d'inclination pour les connaissances qui exigent beaucoup d'application et d'instants. Ce qui séduit, ce sont les observations et les expériences que l'on peut faire en un temps restreint sur un fait particulier, c'est l'éclaircissement d'un détail de physique ou d'histoire naturelle, ce sont des recherches bornées comme les loisirs des chercheurs, ce sont des découvertes pratiques et utiles à l'exercice d'un art, ce sont moins des vues d'ensemble que des vérités particulières ou de simples recettes. L'humanisme aussi s'était perdu dans le détail ; mais en cela seulement il annonçait l'esprit nouveau. D'un côté la vénération du passé et une information puisée dans les livres, de l'autre l'amour du progrès et les leçons de l'expérience. Sans doute, au dix-septième siècle, l'abbé Mariotte et d'autres avec lui avaient indiqué la voie où se précipitaient les générations nouvelles ; mais l'humanisme en se rétrécissant au temps de Bouhier avait oublié la route. Si la bourgeoisie la retrouve, c'est moins par une réminiscence que parce que sa nature l'y conduit, que parce qu'elle choisit les études qui conviennent à son génie.

N'oublions pas d'ailleurs qu'elle vit près du peuple et pour ainsi dire avec lui. Médecins, notaires, magistrats de la petite robe, chaque jour se penchent sur les humbles. Qu'ils les soignent dans leurs maladies, qu'ils les assistent dans leurs affaires, qu'ils les condamnent même au nom des lois, ils voient de près leurs misères et s'aperçoivent que ce sont des hommes. Leur état leur ouvre les yeux sur tous les fléaux, sur les épidémies, sur les disettes, sur la cherté des grains, sur l'insuffisance des récoltes. Tout cela, le patriciat l'aperçoit aussi et d'autant mieux qu'il lui appartient d'y porter remède, mais il le regarde de plus haut et n'a de souci que le bon rendement de ses terres. L'indigence de ses vassaux les rend plus dociles et sert parfois ses intérêts ; le développement de l'industrie lui enlève ses laboureurs. Il ne s'inquiète guère de renouveler l'agriculture ; désormais assez riche pour croire sa fortune à l'abri des revers, il jouit en paix du revenu de domaines immenses. Il est indifférent au

progrès et quelquefois il lui est contraire. La bourgeoisie de son côté possède des fermes et des fiefs d'étendue trop restreinte pour qu'elle néglige d'en tirer le plus de profit possible ; elle essaie d'accroître ses récoltes, d'introduire des cultures nouvelles ; elle établit des manufactures ; la cherté du pain lui fait sentir l'inconvénient d'une mauvaise circulation des grains, le besoin lui fait souhaiter le progrès. Mais à l'intérêt personnel s'ajoute un sentiment d'humanité. La bourgeoisie sort du peuple et le fréquente encore. Depuis que des paysans et des artisans s'enrichissent, que des médecins de campagne, de petits notaires, les juges des bourgs se voient moins pourvus d'argent qu'un fermier ou qu'un laboureur, où est la démarcation entre l'élite et la plèbe ? Repoussée par la noblesse, toute la classe intermédiaire se souvient de ses origines, souffre des souffrances qui l'environnent ; dans ses soucis pratiques entre non moins que son propre intérêt un amour désintéressé du bien public.

Cependant l'histoire naturelle, la médecine et l'agriculture ne sauraient seules occuper un esprit ; l'étude des sciences utiles ne répond pas à tous les problèmes qui se posent aux intelligences. Or, la faiblesse de la bourgeoisie, c'est le défaut de ce que nous appelons aujourd'hui la culture générale. Au sortir du collège, elle se pressait de conquérir ses grades, d'exercer aussitôt une profession pour gagner sa vie. Où aurait-elle pris cette seconde éducation que le patriciat se donnait dans la tranquillité des honneurs suprêmes ? Sur toute question de théologie, de jurisprudence, d'histoire, l'humanisme rassemblait les documents et les réponses des auteurs. La réflexion lui manquait et le respect de la parole écrite étouffait souvent sa pensée ; au moins à défaut de jugement discutait-il de tout avec la compétence que donne une information étendue. La petite bourgeoisie dès qu'elle sortait de ses études particulières entraînait dans l'inconnu. Sans lectures ou à peu près, ignorant les témoignages du passé, elle n'essaie même pas de rivaliser avec l'érudition du patriciat, et cependant elle ne se résigne pas à confesser des impuissances. Elle utilise la ressource que Bouhier reprochait déjà aux avocats de son temps ; « ils se flattent, disait-il, qu'un beau raisonnement de leur façon nous persuadera plus que les résolutions des plus grands jurisconsultes. » Manque d'arguments juridiques, on recourait au bon sens et aux lieux communs. Ainsi procède la bourgeoisie dans toutes les études où jadis l'érudition accumulait les documents.

Quelques exemples connus et qui sont du domaine public, cette science élémentaire que l'on apprend au collège ou que l'on puise dans les livres—que tout le monde lit, voilà qui suffit à fournir des faits, et l'on ne se met point en peine d'en découvrir qui soient inédits. Par contre on raisonne davantage ; on s'applique à interpréter les faits que l'on possède, à échafauder de vastes théories. Les disciples de Saumaise donnaient tous leurs soins à recueillir la pensée d'autrui ; la bourgeoisie fait table rase du passé, ou plutôt ses ignorances la mettent en présence d'une table rase, et elle s'efforce de penser par elle-même. Les hardiesses des patriciens se limitaient aux hardiesses qu'ils découvraient dans les livres, et la seule critique qu'ils pussent opposer au présent, c'était la comparaison avec les temps révolus. L'esprit nouveau, quoique timide à ses débuts contient en puissance une hardiesse infinie, car nulle tradition n'endigüe ses audaces. Trop mal informé, il raisonne souvent dans le vide et construit ses spéculations en matériaux inconsistants. Comme les pensées originales sont rares, il s'exerce surtout à développer des lieux communs, mais en même temps que dans les sciences exactes il multiplie les expériences et les observations, à l'érudition solide et minutieuse des patriciens, à la connaissance précise des lois ou des faits de l'histoire, il substitue la seule œuvre dont le bon sens et la culture du collège lui fournissent les éléments : des dissertations sur la morale et sur la philosophie de l'histoire. A côté des soucis pratiques, de l'amour des connaissances utiles que lui inspirent les sciences où il est versé, on voit naître en lui et croître avec le temps un besoin de larges vues et d'idées abstraites. Contradiction bizarre si l'on veut, mais dont l'explication semble claire ; du moment que la bourgeoisie ne veut nulle part renoncer à comprendre, elle cultive chacun des domaines du savoir humain avec les outils dont elle peut disposer. Elle possède en somme et par nécessité les vertus mêmes qui manquaient à l'humanisme : l'audace de raisonner, de raisonner seule et sans l'appui d'un guide ; il lui manque la base solide et sûre que l'humanisme aurait pu lui donner, une collection suffisante de faits et toutes les ressources du passé. Le bon sens et la raison conduisent seuls et soutiennent ses démarches, et qui sait où elle ira en un siècle où tant de sollicitations, où tant d'exemples, soit au dehors, soit à ses côtés, l'attirent vers des voies contraires et qui quelquefois peuvent la mener loin ?

2. — Les influences extérieures

Peu importait à l'humanisme l'esprit du siècle. Dijon sans doute ne gisait pas à l'écart du monde comme une île au milieu des flots, tous les souffles du dehors franchissaient les murs de la cité apportant avec eux tous les bruits et l'écho de toutes les agitations. La capitale de la Bourgogne semblait la capitale de la république des lettres, un centre d'information, le relais de toutes les nouvelles. Mais de même que les commis de la poste transmettent toutes les correspondances sans en rien retenir, les dijonnais entre les mains de qui passaient les pensées de tous les hommes sauvegardaient l'originalité de leur génie. Les nouveautés qui choquaient leurs goûts glissaient sur eux sans les entamer et ni le temps ni les hommes n'avaient prise sur un monde retranché derrière ses traditions, qui du haut de cet abri contemplait avec calme, en spectateur désintéressé, la foule des écrivains et des penseurs égaillés à travers la plaine. Ils vivaient, ils lisaient, ils conversaient derrière les murs de leur citadelle, indifférents aux tribulations du siècle et fermant leurs portes à l'étranger comme jadis ils repoussaient hors de la ville les miséreux en fuite devant les famines et les hordes de Gallas. Mais la bourgeoisie qui s'est exilée d'auprès d'eux, cette société plébéienne qui s'est retirée à l'écart, que nulle tradition ne protège, qui se cherche une demeure et une cité nouvelle, quand elle trouvera sur sa route les pensées que le siècle élabore, comment se défendrait-elle contre leurs séductions, comment songerait-elle à s'en défendre, elle qui s'en va en quête d'une patrie et d'un gîte ? Où puiserait-elle la force de résistance et d'immobilité, abandonnée de ses anciens hôtes et dans le désarroi de l'exil ? Qu'un Bouhier reste indifférent devant le génie d'un Voltaire ou d'un Montesquieu, qu'il dédaigne de les suivre, qu'il affecte de s'écarter d'eux, rien de plus naturel ; il est comme enraciné dans le long passé de l'humanisme ; mais la bourgeoisie errante, peut-être qu'elle ne suivra pas toujours les novateurs, mais si le caprice lui en vient qui l'empêchera de marcher sur leurs traces ? Car ce serait une erreur de supposer qu'au dix-huitième siècle un contact plus étroit avec l'étranger use pour ainsi dire l'originalité bourguignonne. De tous temps, les dijonnais ont jeté les yeux vers les agitations du dehors, depuis Lantin, qui fréquentait le comte de Sidney, jusqu'à Bouhier, le mieux informé de tous ses concitoyens. Même après sa mort, ce

sont encore les recueils des hauts magistrats qui renferment les documents les plus rares et les plus hardis. Mais ni Lantini ni Bouhier, ni aucun de leurs pairs ne se laissaient submerger par le déluge qui débordait de leurs portefeuilles ; leur esprit demeurerait stable et leur curiosité sceptique ; la plèbe n'est abritée par aucune tradition, contre aucune nouveauté, ni dans les études ni dans la politique. Là repose la source de tous les changements dans les idées ; il ne peut y avoir de révolution dans les esprits que parce qu'une révolution a bouleversé l'antique structure de la société provinciale.

Il est à peu près inutile de passer en revue tous les écrits, toutes les fréquentations qui de l'extérieur sollicitent les Bourguignons. Rien ne serait plus facile et plus fastidieux que de dresser un catalogue de tous les extraits d'auteurs contemporains recueillis par des curieux. On aura tout dit en observant qu'à peu près tous les ouvrages qu'on imprime et tous ceux qui courent sous le manteau y sont représentés. On s'intéresse à l'Angleterre à cause de Buffon, à cause des *Lettres philosophiques*, à cause de l'abbé Leblanc, on s'entoure de livres anglais, on les traduit, et l'on fréquente des Anglais. Il y en a toujours un assez grand nombre à Dijon (1), car en ce temps déjà, on ne pouvait s'aventurer nulle part sans en rencontrer. Il sont si nombreux dans la ville que si l'on en croit le *Mercure dijonnais* ils y donnent des fêtes où ils invitent tous les honnêtes gens. L'anglomanie commence à sévir, et les lieux de plaisir à se recommander au public par des enseignes importées d'Outre-Manche. L'étranger vient en Bourgogne, et les Bourguignons se rendent à l'étranger. Nous avons contesté que le goût des voyages datât du dix-huitième siècle, mais nous ne mettons pas en doute cette vérité banale qu'au dix-huitième siècle on aime à voyager ; nous n'en voulons pour preuve que le long séjour du Président de Brosses en Italie. Il est vrai qu'à la bourgeoisie l'argent et les loisirs manquent souvent pour ces longues et coûteuses pérégrinations ; comme au temps passé, c'est le patriciat surtout qui

(1) Le 5 mars 1785, tous les Anglais qui étaient à Dijon se réunirent et donnèrent un bal à la Redoute, presque toutes les dames et demoiselles de la ville y furent invitées : l'assemblée fut brillante et ils firent parfaitement bien leurs honneurs (*Mercure*, p. 1.223). — En 1787, à un fête « il y avait au moins 32 dames une partie anglaise et beaucoup de jeunes miss ; le 10 nov., le prince de Condé étant arrivé « il y eut 15 dames présentées, dont 10 anglaises ».

visite le monde ; les dijonnais des classes moyennes participent à la vie du monde parce que le monde vient les trouver chez eux.

Ils connaissent Montesquieu par l'*Esprit des Lois*, par les *Considérations sur la Grandeur des Romains*, et davantage par les *Lettres persanes*. Est-ce parce qu'on les comprend avec moins d'effort et moins d'érudition ? est-ce parce qu'elles sont d'un abord plus agréable, relevées de quelques polissonneries et plus satiriques que dogmatiques ? Toujours est-il qu'on en copie de nombreux extraits, qu'on recopie surtout ces lettres de tous les pays, *Lettres chinoises*, *Lettres péruviennes* (1), que faisait éclore à foison le succès de Montesquieu et qui souvent surpassaient leur modèle en audace. Cependant on entre aussi dans les disputes sur la nature des gouvernements, on recueille des parallèles entre la législation des Anglais et celle des Français et des considérations sur le caractère des nations (2). Voltaire s'impose davantage encore à l'attention. Dès le début de sa carrière, on le lit, on le loue ou tout au moins on parle de lui, sans doute parce qu'il sait égayer les plus graves sujets, parce que sa philosophie s'adresse au simple bon sens et qu'elle n'exige du lecteur ni érudition ni réflexions abstraites. Cette séduction du génie voltairien se vit confirmée par l'influence personnelle de l'homme quand Voltaire établi à Ferney, dans le ressort du Parlement de Dijon, et soucieux de se ménager des partisans en Bourgogne eut à Dijon des amis et des défenseurs. On sait assez qu'il fut membre de l'Académie dijonnaise, et l'on connaît depuis longtemps les relations qu'il entretenait avec de Brosses et Richard de Ruffey. Il est inutile d'autre part de rappeler les raisons qui devaient intéresser les Bourguignons aux moindres ouvrages enfantés par le génie de Rousseau (3), ce génie auquel ils avaient offert une occasion de se manifester et dont la gloire semblait rejaillir sur l'académie qui l'avait couronné. Cependant je n'ai point observé que l'on prisât également tous ses livres. De la *Nouvelle Héloïse*, on ne retient que quelques considérations de morale ou de politique ; de l'œuvre entière on néglige à peu près ce que nous admirons peut-être le plus aujourd'hui, le sentiment de la nature et la poésie. La Bourgogne ne produit que des lec-

(1) Et surtout la *Magie démontrée* par l'abbé Coyer, violente satire de la société française.

(2) Bib. div., ms. 1.259.

(3) Cf. sur l'admiration des dijonnais, pour ROUSSEAU ms. 1.034 en entier.

teurs pratiques, à peu près fermés aux épanchements de l'âme, mais remplis de curiosité pour toutes les discussions sur la nécessité et sur le moyen de réformer la société. Rien de plus naturel ; l'admiration change d'aspect selon les milieux où elle prend racine, comme une flamme change de couleur selon qu'on y mêle des particules de différents métaux. Et l'enthousiasme des gens de cour et des princes ne saurait s'identifier avec celui de provinciaux vivant à la campagne et au contact des campagnards la moitié de leur existence. Mais le succès le plus éclatant revient sans contredit à l'*Encyclopédie*. Les articles en sont transcrits en nombre infini par tous les curieux, et l'on admire d'abord une formidable entreprise destinée à vulgariser les connaissances humaines, surtout les plus utiles, celles qui servent à l'exercice des arts ; mais on en comprend aussi les hardiesses de pensée. La preuve, ce sont de laborieux extraits (1) où l'on transcrit côte à côte les articles philosophiques, ceux qui traitent de l'âme, de Dieu, de l'athéisme. Le poison dissimulé et comme délayé dans l'œuvre entière, on le recherche, on l'isole, on le concentre, et l'on obtient par cette alchimie une quintessence d'esprit philosophique, un élixir où tout est vénéneux.

Cela ne veut pas dire que toutes les intelligences fussent empoisonnées par les doctrines nouvelles. L'antidote s'offre partout à côté du poison ; et non moins que les livres pernicious on lit et on annote les bons ouvrages, ceux qui combattent les nouveautés, qui prêchent le respect des institutions, des croyances et des mœurs. Il en paraît autant que des autres, car le dix-huitième siècle est un siècle de doute, d'hésitations et d'agitations, et durant longtemps les tendances qui se heurtent semblent se balancer. Autant que de défenses de l'*Encyclopédie*, on en rencontre des réfutations (2), et les ennemis

(1) Cf. par exemple ms. 1.229 : *Extraits de l'Encyclopédie*. L'auteur ne s'intéresse qu'aux articles philosophiques qu'il recopie côte à côte pour laisser apparaître le sens de l'ouvrage : Cf. les articles suivants : Abrégé du discours préliminaire — Eléments de philosophie de M. d'Alembert, Espace, Chaos, Création, Agir, Cause, Certitude, Erreur, Origine de la société et de nos connaissances, Ame, Ame des bêtes, Homme, Beau, volupté, Bonheur, etc.

(2) Cf. ms. 1.259. (*Recueil de pièces sur l'état de nature, l'origine et les lois de la société, l'origine et les lois du gouvernement* avec des remarques de l'auteur). L'information est empruntée aux ouvrages des philosophes, mais les tendances sont conservatrices : cf. notamment les articles :

Philosophie de la nature (note sur M. de Lisle de Salces et sur son livre de la philosophie de la nature tirée des lettres anglaises).

Etat de nature par le chevalier de Jaucourt.

Origine de la société et de nos connaissances (extraits de l'*ency-*

de Voltaire ne sont pas moins lus que Voltaire lui-même (1). Mais les ennemis même de la philosophie confessaient ses progrès par la passion qu'il apportaient à la combattre, d'autant que le plus souvent, pour lutter contre elle, ils descendaient sur son propre terrain et lui empruntaient ses armes et ses arguments. On fondait le christianisme sur la religion naturelle (2), employant pour sauver la foi les prémisses que d'autres utilisaient pour la détruire.

Peu importe au reste le parti que prenait la bourgeoisie ; l'essentiel, c'est qu'elle entraînât dans les querelles. Bourrée à la fois de poison et de remèdes, elle se sentait bouleversée et tiraillée par leurs effets contraires. A l'indifférence de jadis qui l'immunisait contre toutes les drogues étrangères succède une sensibilité, jusqu'alors inconnue. A ceux qui ne veulent apercevoir dans la Révolution qu'un accident, accordons même que durant longtemps la pensée bourgeoise hésite devant les nouveautés, que si tel, devançant le siècle, rédige une critique de *la Henriade* (3) ou il raille les timidités de Voltaire, beaucoup d'autres marquent une prédilection pour les ouvrages édifiants. Ce qui est grave, c'est qu'on n'ignore rien. L'humanisme se défendait contre les sollicitations et ne ployait pas aux souffles du dehors ; aucune hardiesse ne l'étonnait ni ne le séduisait, il s'informait seulement des opinions des hommes. Mais une classe neuve, sans traditions, sans guides, sans caractère défini, une classe qui se cherche et ne se connaît pas encore offrait un génie malléable, un esprit encore vierge et prêt à se donner. La curiosité de l'humanisme blasée à toutes

clopédie) : l'auteur conclut dans ses notes à la nécessité de la religion. Droit naturel.

Femme (qu'elle doit obéir à son mari, vivre ignorée et allaiter ses enfants).

Egalité naturelle (que l'inégalité entre dans l'ordre établi par la providence).

Cf. ms. 1.234, articles : droit canonique et ecclésiastique (Extraits de l'*Encyclopédie*) tolérance, usure.

(1) Cf. ms. 1.227 passim, ms. 536.

(2) Ms. 845 (Réflexions sur la religion).

Ms. 536 (Réflexions sur les religions).

(3) Cf. ms. 1.273. *Critique de la Henriade*. Dans cette critique un anglais reproche à Voltaire d'avoir pris pour sujet de son poème « une vilaine action » c'est-à-dire le changement de religion de Henri IV qui n'a pas changé d'Eglise moins de quatre fois : « La première, il se fit protestant pour être chef de parti ; la seconde, il se fit papiste pour sauver sa vie à la Sainte journée de Barthélemy ; la troisième, il redevint protestant et la quatrième, il se fit papiste encore pour entrer dans Paris ». Et l'auteur oppose à la liberté anglaise l'intolérance des Français

les émotions se prête avec facilité et se reprend aussitôt. L'âme candide de la bourgeoisie hésite d'abord devant les nouveautés parce qu'elle sent qu'elle va se livrer à jamais. Presque jusqu'à la veille de la Révolution, nous la verrons respectueuse du trône et de l'autel, mais la philosophie du siècle se glisse en elle à son insu et la pénètre avant qu'elle s'en doute. Dès 1750, les harangues des avocats, les discours des académiciens prêchent la soumission au prince et à l'Eglise, déclament contre les nouveautés dans un style, avec des arguments et des citations empruntés aux ouvrages les plus contraires au régime établi. On raisonne en philosophe, même contre les philosophes, et la bourgeoisie cède de toutes parts aux influences de l'étranger.

Désormais deux mondes se juxtaposent dans la cité, non pas toujours ennemis, car des alliances restent possibles, mais on n'observera plus que des alliances intermittentes et non plus l'unité stable d'autrefois. Ce sont deux mondes distincts qui diffèrent par leurs intérêts, par leurs ambitions, par leurs privilèges, par leur éducation, par leur vie, par la nature même de leur génie, deux mondes, dont l'un semble anémié et comme figé dans l'état et à la place qu'il occupe depuis toujours, dont l'autre peu à peu s'organise, se distingue du premier et prend conscience de son âme, de sa pensée et de sa vie. Celui-là est fort de sa situation acquise, faible de sa nullité intellectuelle comme de l'étroitesse de sa politique égoïste ; celui-ci n'est rien dans la cité, il ne fait que de naître à une existence propre, mais il est fort de tout l'avenir qui repose en lui, de toute sa puissance ignorée qui s'éveille peu à peu. Désormais, la province est traversée par ces deux flots, qui tantôt se rapprochent, tantôt s'éloignent, mais jamais ne confondent leur cours pas plus qu'ils ne découlent d'une source commune. Leur double entraînement explique les agitations nouvelles de la pensée et de la politique.

DEUXIÈME PARTIE

L'intelligence

SECTION I

L'Académie

CHAPITRE VI

LES TRAVAUX SCIENTIFIQUES

1. — L'esprit académique

En instituant une académie, le doyen Pouffier semblait avoir mené à bien la même entreprise où depuis longtemps les dijonnais s'étaient essayés avant lui. Ses panégyristes n'ont jamais manqué de rapprocher la société qu'il fonda, et de celle qui sur la fin du dix-septième siècle s'était animée d'une existence éphémère (1), et de celle qu'abritait l'hôtel du Président Bouhier. Lantin dans les discours qu'il prononça en 1740, l'éditeur des Mémoires de l'Académie en 1774 (2) s'accordent tous deux à signaler cette analogie, à rappeler les précédents, à découvrir une continuité entre les diverses compagnies qui tour à tour rassemblèrent les beaux esprits. L'un et l'autre obéissaient d'abord au désir d'établir une filiation que les circonstances où ils écrivaient leur fai-

(1) Ms. 914, p. 6. Eloge de Pouffier, par LANTIN. — Histoire de l'Académie, par MARET, Tome I des Mémoires de l'Académie, p. VII.

(2) Le docteur Maret.

saient souhaiter de voir reconnue ; les faits d'autre part semblaient leur donner raison. Depuis longtemps, depuis Etienne Moreau, en passant par l'abbé Leblanc, les Bourguignons appelaient de leurs vœux la création d'une compagnie savante, et à défaut d'autres motifs, l'amour propre national les piquait de son aiguillon. On énumérait toutes les villes, qui depuis les temps reculés ont possédé une académie (1), et simplement par point d'honneur la capitale de la République des Lettres ne pouvait se passer d'un ornement dont s'enorgueillissaient ses rivaux et jusqu'à d'humbles cités. Il semblait qu'elle eût enfin obtenu ce qu'elle réclamait depuis toujours, qu'elle réalisât un rêve depuis longtemps ébauché ; mais loin de suivre une tradition, en fait elle innovait. Comment supposer une parenté entre l'académie fondée par Pouffier et celle que réunissait Bouhier ? Le testament qui instituait celle-là est antérieur à l'âge d'or de celle-ci ; celle-là s'avouait comme une rivale de l'autre ; elle en différait et par la condition de ses membres et par son esprit. Comme il y a fagot et fagot, il y a académie et académie, et si la dernière venue se distinguait de ses aînées, ce n'était pas seulement parce que des lettres patentes autorisaient son existence.

Chez Lantin jadis, comme plus tard chez Bouhier, des érudits se rassemblaient pour le plaisir de converser entre gens d'esprit et entre amis. Les inclinations personnelles formaient le lien de ces réunions et présidaient au choix de leurs membres, on se fréquentait pour la satisfaction d'être ensemble. Dans ces petits cénacles, on jouissait de joies égoïstes, et si l'on attendait des entretiens auxquels on se rendait un profit, c'était le profit de quelques-uns seulement. On espérait qu'en se frottant les uns contre les autres, les intelligences arriveraient à se polir, que le savoir de chacun venant combler les ignorances de ses voisins, les assemblées procureraient un bénéfice spirituel à ceux qui y participaient. Mais de même que dans le recueillement des bibliothèques, on s'instruisait pour la seule jouissance d'apprendre, de même que souvent on gardait pour soi et pour les siens les découvertes qu'on faisait, de même qu'on n'imprimait rien sinon par accident et de mauvaise grâce, fidèles à leur caractère les robins ne laissaient à peu près rien transpirer au dehors de ce qui se faisait dans leurs académies, ils se réservaient les plaisirs

(1) Cf. le discours d'Et. Moreau et *Variétés historiques*, II, 213.

et les profits du savoir et n'en échappaient les miettes que par mégarde. Bouhier, à vrai dire, se proposait des fins plus hautes : il conduisait un siège concerté contre les bastions de l'ignorance avec l'espoir que ses conquêtes enrichiraient la science humaine ; mais c'étaient des entreprises qui n'intéressaient qu'un monde restreint de savants, qu'un petit cercle de confrères en érudition. Il s'associait à d'autres pour chercher et pour discuter, mais donnant donnant, il échangeait ses nouvelles et ses connaissances dans un commerce profitable à lui-même autant qu'à autrui ; du public il n'avait cure.

Pouffier au contraire n'avait organisé son académie que pour l'utilité commune, et non pas seulement pour la distraction et le profit des académiciens. Dans le temps où le gouvernement refusait d'établir une université à Dijon, il avait fondé par un premier testament des cours de jurisprudence qui devaient en tenir lieu. Quand se rendant à demi aux sollicitations des Bourguignons le ministre eût accordé une faculté de droit, comme la seule indispensable dans une ville de Parlement, mais quand par la même occasion il eut opposé un refus formel à l'établissement des autres facultés, Pouffier par un second testament créa son académie pour remplacer les facultés absentes (1). Ce fut l'originalité et le but de son institution. « Dans la seule vue du bien public, écrivait-il, désirant suppléer à l'instruction de quelques-unes des connaissances qui font l'objet des facultés qui manquent dans cet établissement (de l'Université), j'ai cru que le moyen le plus convenable pour y parvenir était celui d'établir une assemblée de gens savants telles qu'elles se sont formées dans plusieurs villes pour le progrès des sciences, qui par de doctes conférences puissent remplacer en quelque façon l'exercice de ces facultés » (2). En termes fort explicites, il représentait son académie comme une école destinée à continuer et à compléter l'enseignement du collège. Les directeurs y maintenaient la discipline ; les académiciens honoraires y remplissaient les fonctions de juges ; le soin leur incombait d'apprécier le mérite des pensionnaires. Quant à ceux-ci, répartis en classes strictement définies comme des professeurs eussent été chargés d'enseignements distincts, on payait leurs services et on entretenait leur zèle par des récompenses. Cha-

(1) Histoire de l'Académie. Dans les *Mémoires de l'Académie*, I, p. x.

(2) *Testament de Messire Hector Bernard Pouffier...* Dijon Sirot 1736 et Milsand. *Notes et documents pour l'Académie*, p. 181.

que année, d'après les statuts, on devait distribuer aux plus méritants des pensionnaires et non à d'autres trois premiers prix de 160 livres et trois seconds prix de 130. N'étaient admis à concourir que les pensionnaires qui auraient assisté à deux conférences par mois, sauf absence autorisée par les directeurs. Chaque concurrent était tenu de composer en latin ou en français, au choix des directeurs, un traité concernant la science pour laquelle il aurait été reçu (1). Les membres associés formaient comme une pépinière où l'on devait en cas de vacance recruter de nouveaux académiciens. « L'académie se trouvait par ce moyen une société de gens de lettres dont les uns dirigeaient les exercices des autres, et quoique son fondateur eût ordonné des conférences dans lesquelles les honoraires et les pensionnaires devaient s'occuper, les premiers, des objets vers lesquels leur goût les portait, et les seconds, des matières relatives à la classe dans laquelle ils avaient été admis, il faut avouer qu'aucune académie du royaume ni des pays étrangers n'était formée sur un semblable plan » (2). Dans toutes les dispositions des statuts, dans celles qui réglementent les compositions comme dans celles qui astreignent les pensionnaires à la résidence, on sent que la compagnie n'existe pas pour elle-même mais pour le public. Ses membres sont tenus non de découvrir du nouveau, mais de publier des dissertations, non pas tant de s'instruire que d'instruire les autres ; l'académie ne compte que par son rôle social. Au lieu d'une réunion d'érudits retirés à l'écart de la foule profane, nous apercevons un corps de professeurs réglé et surveillé, destiné non pas à acquérir la science et à en jouir mais à la répandre et à la vulgariser. Ce n'était pas une académie, c'était bien comme l'avait voulu Pouffier une Université.

On sait les révoltes qui dès l'abord s'insurgèrent contre la règle imposée par le fondateur. Les pensionnaires consentaient à recevoir l'argent, mais non pas à concourir entre eux comme de simples écoliers. On faisait valoir, et non sans raison, dans les pamphlets et les remontrances, qu'un juge a peine à s'élever au-dessus des considérations de personnes, à n'estimer que le mérite, quand il coudoie chaque jour les

(1) *Testament*, de POUFFIER — *Histoire de l'Académie*, par MARET (1774) — *Statuts de l'Académie*, ms. 1.414; p. 209 sqq — Ms. 1.190 passim. LANTIN : *Notes pour servir à l'histoire de l'Académie*.

(2) MARET. *Histoire de l'Académie*.

concurrents qu'il doit juger ; et sans même parler de la partialité des juges, la honte d'un échec possible refroidissait l'enthousiasme des postulants aux prix. « MM. les pensionnaires faisaient observer que la honte de la défaite ne pouvait que faire naître le découragement ; que chaque académicien jouissant déjà d'une réputation qui lui est chère ne l'exposerait certainement pas au sort d'un jugement dont l'équité ne serait pas moins redoutable que l'injustice, et se déterminerait d'autant moins volontiers à concourir, que, pour se soustraire sans rougir à une épreuve aussi désagréable, il suffisait de ne pas assister exactement aux conférences »(1). Ces récriminations et surtout la menace d'une désertion de tous les pensionnaires déterminèrent les directeurs à céder. On modifia les statuts ; une partie de l'argent destiné en principe à récompenser les pensionnaires les plus méritants fut réservée pour être distribué à tous sous forme de jetons de présence. On paya l'assiduité et non plus le travail. Le reste des revenus servit à la fondation d'un prix. Le sujet en était proposé par l'académie aux savants de la France entière, et leurs manuscrits anonymes étaient jugés par les suffrages des académiciens.

On s'écartait assez loin du plan tracé par le fondateur. Pouffier rêvait une Université où des dijonnais auraient travaillé à l'instruction des dijonnais. Désormais de tout le royaume et de l'étranger les mémoires afflueront qui parfois agiteront la province avec une violence singulière. Par une marche inverse, les académiciens bourguignons éprouveront quelque pudeur à concourir devant leur propre académie, mais ceux que tentent ou la gloire ou les prix enverront leurs dissertations aux sociétés étrangères. Un Richard de Ruffey note avec soin les sujets de concours proposés par les sociétés littéraires ou scientifiques de la France entière (2) ; nul ne les ignore à Dijon, et quand l'un d'eux séduit la curiosité, on n'hésite pas à se mettre sur les rangs. Les idées et les mémoires circulent avec facilité de province en province, et tandis que les érudits de jadis s'informaient de tout mais vivaient avec eux-mêmes, la génération nouvelle disperse pour ainsi dire sa pensée et par de constants échanges la mêle et la confond avec celle de tout le royaume. L'académie

(1) *Mémoires de l'Académie*, T. I, p. xxj (Histoire de l'Académie, par MARET).

(2) Ms. 995. *Sujets de prix proposés par différentes académies, classés par ordre alphabétique de matières.*

dijonnaise contribue pour une bonne part à ruiner l'originalité bourguignonne. Cependant, quoique transformée, elle remplit le rôle que lui avait assigné son fondateur : elle éduque la bourgeoisie et se rend utile au public. Elle agit sur l'opinion ; au lieu du petit cénacle de Bouhier, toujours peu nombreux où l'on n'entrait qu'à condition de plaire au Président non seulement par le mérite et une érudition sœur de la sienne, mais encore par le caractère, voici une compagnie accueillante et assez vaste pour accorder une place soit d'honneur, soit de pensionnaire, soit d'associé à bon nombre de candidats et des espérances à tous. Elle enfermera sans doute en son sein bien des confrères ennemis, et la discorde déchirera parfois ses entrailles, mais par cela même qu'elle présentera un raccourci de toutes les agitations de la vie dijonnaise, elle sera comme le cœur de la vie intellectuelle dans la cité. Et fidèle sinon aux dispositions du moins aux intentions de Pouffier, on la verra sans cesse se produire aux regards du public. Ses conférences sont des manières de représentations, elles s'entourent de bruit, et l'on voudrait qu'elles s'entourassent d'appareil, mais la rapacité du premier directeur refuse aux séances tous les ornements qui coûtent de l'argent et non pas seulement de l'éloquence. Les discussions éveillent un écho dans la bourgeoisie, et l'académie remplit sa mission d'éducatrice en attendant que transformée par une nouvelle révolution elle multiplie les fondations utiles à l'instruction. Pour l'instant, elle ne produit que des mémoires et des rapports sur les sujets de concours, mais ses travaux paraissent au grand jour et servent à l'édification du public. Chose nouvelle encore, elle s'applique à instruire les ignorants ; elle sert l'utilité générale par le retentissement de ses travaux comme par la nature des études auxquelles elle consacre son activité.

2. — Les travaux scientifiques

En répartissant les académiciens pensionnaires entre les trois classes de médecine, de physique et de morale, Pouffier traçait à l'académie des voies définies pour ses recherches futures, et l'académie ne tenta point de s'en écarter. Elle décida en 1741 que le sujet de son concours annuel porterait tour à tour sur la médecine, sur la physique et sur la morale, comme pour bien signifier qu'elle entendait demeurer

étrangère à tout le reste des connaissances humaines. Étroite dans ses curiosités et bien éloignée du vaste génie de l'humanisme, plus exclusive encore que ne l'était l'érudition d'un Bouhier, elle ne voulut être qu'une société scientifique. Parmi tous ses protecteurs qui intercédèrent auprès du ministre pour arracher des lettres patentes, aucun ne se remua davantage que Buffon, et ce n'est pas seulement par reconnaissance qu'on l'inscrivit d'emblée au nombre des honoraires (1^{er} juillet 1740). Son patronage valait un programme ; et si dans la suite le saint négligea quelque peu son église, l'église persévéra à honorer le saint. Ce n'est pas qu'elle se fût convertie grâce à son influence, mais sous son invocation elle célébrait le culte auquel la soumettaient et la volonté de son fondateur et la nécessité. La bourgeoisie n'avait d'aptitude à goûter et même à entendre que les sciences définies par les statuts de l'académie, et soit par inclination, soit par rivalité envers Bouhier, Pouffier n'avait pas voulu qu'on en cultivât d'autres dans son université.

Ses préférences auraient pu sembler arbitraires, car il exilait non seulement les lettres et l'histoire, mais les mathématiques elles-mêmes ; mais c'était un choix nécessaire, si l'on tient compte du milieu où se recrutaient les académiciens et de leurs connaissances bornées. Sans doute, c'est parce que l'académie était scientifique qu'elle s'était embourgeoisée, mais du fait qu'elle était peuplée de bourgeois, elle se vouait aux études bourgeoises. Entre ces études fort différentes entre elles nous n'apercevons d'abord aucun lien, sinon que la faveur dont elles sont l'objet découle de l'indigence de la culture. Dans son testament, Pouffier soutenait qu'elles se complètent et qu'elles font partie d'un tout : « Les matières de physique, de morale et les premiers principes de la médecine qui dépendent de la physique seront le sujet de ces conférences académiques, en s'attachant à celles qui sont utiles à l'homme et en cherchant des documents avantageux au public, et bien que ces matières soient différentes, elles peuvent néanmoins être traitées dans les mêmes assemblées faisant toutes partie d'une même science » (1). De quelle science s'agit-il ? De la science pratique, car la médecine qui soutient le corps, la morale qui soutient l'âme et conserve les mœurs, la physique qui asservit la nature à l'homme ont ceci de commun qu'elles sont utiles à

1) *Testament*, article III.

la vie. Chez Pouffier, nul souci de la vérité, nul amour du savoir, seulement le désir de l'action. Aucune passion pour la science, mais la volonté de recueillir tous les profits matériels de la science. La bourgeoisie ensemence ses champs sans amour. Sans nulle émotion devant la splendeur des épis ondulant au soleil, elle prépare ses greniers et s'empresse d'y entasser sa récolte. Etre pratique, voilà sa force et sa faiblesse aussi, car les préoccupations utilitaires conduisent rarement à de grandes entreprises, mais, signe des temps nouveaux, condamnée par son éducation et par les conditions de son existence à l'étude des sciences pratiques, elle se glorifie de les cultiver à l'exclusion des autres, et loin d'être entraînée à regret aux études utiles, elle semble s'y jeter avec conscience, avec joie, avec la conviction qu'avant toutes les autres connaissances il faut placer celles qui servent au bien-être des hommes.

Deux années sur trois, la médecine et la physique fournissent le sujet du concours ; et dans cette épreuve les lauréats aussi bien que les juges se recrutent presque toujours dans la corporation des médecins. En 1742, sujet proposé : *« déterminer la différence des vitesses d'un liquide qui passe par des tuyaux inflexibles et de celui qui passe par des tuyaux élastiques. »* Prix : M. Daché, substitut du procureur général près la Chambre des Comptes de Montpellier. En 1744, sujet proposé : *déterminer la cause de la fièvre.* Prix : M. Fournier, médecin à Montpellier. En 1745, sujet proposé, prorogé en 1746 : *déterminer le moyen de connaître la nature et les caractères des différents sels.* Prix : M. Didier, médecin chimiste à Dunkerque. En 1748, sujet proposé : *expliquer les causes des maladies héréditaires.* Prix : M. Chambon, docteur en médecine. En 1749, sujet proposé : *pourquoi les corps élastiques par eux-mêmes ne reçoivent pas l'électricité par communication.* Prix : M. Pinot, médecin à Bourbon Lancy. En 1751, sujet proposé : *l'ordre des jours critiques est-il le même en nos climats que dans ceux où Hippocrate les a observés et quel égard doit-on y avoir dans la pratique.* Prix : M. Aymen, docteur en médecine à Paris. En 1752, sujet proposé, prorogé en 1753 : *la température de l'air dans un pays influe-t-elle sur la température et la force de ses habitants.* Prix : M. Gravier, médecin à Paray. En 1755, sujet proposé : *déterminer la manière d'agir du bain aqueux simple, ses avantages, ses inconvénients par rapport aux différents tempéraments et en particulier dans quel genre de maladie il*

peut être utile. Prix : M. Raymond, médecin à Marseille. En 1756, sujet proposé : *déterminer les causes de la graisse du vin et donner les moyens de l'en préserver et de l'en rétablir*. Il n'y eut pas de prix, et le sujet renvoyé à 1759 puis à 1762 fut enfin retiré (1). On ne trouva pas de médecin pour le traiter congrûment, sans doute parce qu'il est plus facile de tuer un malade que de soigner un vin. Ce palmarès un peu long peut-être nous dispense de tout commentaire. Juges et concurrents se recrutent également dans le corps médical, et la plupart des sujets de dissertation, même ceux qui se rapportent à la physique, traitent de questions médicales. Jamais ou presque jamais on ne s'aventure en des recherches théoriques et désintéressées ; il s'agit de découvrir moins la vérité que des recettes utiles, beaucoup moins de raisonner sur des principes généraux que de dégager les résultats d'expériences fort simples. On cultive une science non pas de savants mais de praticiens, une science à vues courtes occupée seulement à observer les faits et plus encore à recueillir le profit immédiat de ses observations, une science non pas égoïste mais utilitaire à qui l'on ne demande que de conserver les malades ou le vin.

Les conférences que les académiciens tiennent entre eux ne diffèrent pas, quand à l'esprit, des concours auxquels ils convient toute la France. Il serait fastidieux d'entrer dans le détail de leurs réunions et de dresser le catalogue de tous les mémoires qu'ils ont lus, ou remis à leur compagnie. Quelques exemples suffisent à nous en révéler l'esprit (2). En 1741, dissertation de M. Raudot, médecin, *sur la circulation du sang* ; de M. Midan, médecin, mémoire « *sur le siège de l'âme où l'on examine le sentiment de ceux qui ont cru qu'elle résidait dans le cœur*. » En 1742, M. Fournier, médecin, traite de la *manière de traiter et de guérir les fièvres putrides*, M. Petit, médecin, discours sur les plantes. En 1743, M. Melot, médecin, discute *sur les préjugés contraires et favorables à la médecine*. En 1744, mémoires ou discours de M. Raudot *sur les fièvres putrides et la manière de les guérir*, de M. Chaussier, médecin, *sur le mouvement du cœur*, de M. Petit *sur le tabac*, de M. Fournier *sur le sommeil*, de M. Melot *sur les moyens de pouvoir respirer librement dans l'eau*,

(1) MILSAND. *Notes et documents pour servir à l'histoire de l'Académie*. Passim.

(2) MILSAND. *Recueil de documents*. Plusieurs de ces mémoires existent soit imprimés, soit manuscrits, à la bibliothèque de Dijon.

de M. Poissonnier, médecin, *sur la nature et la propriété du sel d'Epsom et sa comparaison avec les autres sels*. Cependant on sort quelquefois de la médecine, et l'on verra M. Raudot discuter en 1748 *sur l'électricité des corps*, en 1750 *sur la formation et les propriétés du son*, M. Fournier écrire en 1746 *sur les différentes qualités des vins*, M. Barberet donner en 1749 un *parallèle de l'électricité avec le tonnerre*, en 1752 un *mémoire sur la formation de la grêle* (1), en 1753 une dissertation : *l'effet du son des cloches sur les nuées*. Et M. Barberet, médecin des hôpitaux de la marine, avait beaucoup voyagé, et ses courses à travers les mers lui avaient fourni de précieuses observations météorologiques. Au reste, si les auteurs de tous ces travaux n'ajoutent aucune découverte importante à la science de leur époque, ils ne sont nullement en retard sur leurs contemporains dont ils partagent toutes les connaissances et toutes les erreurs. Parfois ils s'intéressent à des machines nouvelles, tel par exemple décrit en 1745 un aviron brisé propre à accélérer le mouvement des galères ; mais presque toujours ils se bornent à recueillir des observations, à essayer des expériences dont ils attendent un résultat pratique et, pour l'ordinaire, applicable à la médecine. S'ils s'écartent quelque peu de ce programme étroit dans les années qui précèdent la réforme de l'académie, c'est sous l'influence de la société Richard de Ruffey. Livrés à eux-mêmes, ils suivent avec docilité les inclinations de leur caractère.

On sent dès l'abord les défauts de leur esprit. Sans autre culture que le savoir nécessaire à l'exercice de leur profession, sans précepteurs et sans guides, ces praticiens assemblés tout à coup en société savante ne sortent guère des curiosités inspirées par leur art. Comme le disaient leurs détracteurs, ils produisaient sous forme de mémoires des fragments des cours qu'ils avaient jadis suivis à l'Université (2). Tout au plus illustraient-ils de leurs remarques personnelles des propositions connues de tous et reçues presque partout. Ce n'est pas que le talent leur manquât, car on rencontre parmi eux des hommes destinés plus tard à une carrière brillante, mais durant les quinze ou vingt années qui suivent la fonda-

(1) *Mémoires de l'académie de Dijon*. Tome I, p. 4.

(2) Ruffey signale les querelles perpétuelles des médecins, « nation inquiète, avide, curieuse et dominante, qui la plupart pour leur tâche académique lisaient les cahiers qu'ils avaient apportés des écoles ». Cf. Lange, p. 90.

tion de l'académie, la bourgeoisie en est encore à chercher ses voies. Les applications de la science lui dissimulent la science elle-même, l'utilité pratique obscurcit les vues théoriques, et pour vouloir seulement agir on renonce à comprendre. Le prix des efforts, ce sont des recettes empiriques jointes à des dissertations où l'on répète les vérités banales de la médecine (1). L'éducation scientifique n'est point encore achevée, et l'on ne sort guère des préoccupations ordinaires à la profession qu'on exerce, de l'ornière où le métier engage l'homme dès la jeunesse. Cette académie de médecins demeure trop médicale, elle ressemble trop à une assemblée de confrères, et si cette étroitesse d'esprit lui donne une cohésion et une force intérieures, elle cantonne d'autre part les intelligences dans un petit domaine, dans la recherche d'un seul ordre de menus faits, elle ne sert qu'à l'action en un siècle avide de comprendre autant que d'agir, elle n'enseigne que des procédés pour guérir les maladies à une époque qui s'intéresse à toutes les sciences. Quelque chose cependant venait de naître dans la bourgeoisie : le goût d'un savoir fondé non pas sur l'érudition mais sur l'observation des faits, le goût des recherches expérimentales, la croyance en un progrès possible, l'amour d'une science créatrice, avide de découvrir du nouveau plus que d'emprunter au passé, et surtout un souci constant d'améliorer par la science le bien-être des hommes. Autant et plus qu'au savoir on s'intéresse aux arts, et dans cette affection pour des connaissances terre à terre et pratiques je vois le germe de l'esprit encyclopédique, d'un esprit encyclopédique né, bien avant l'Encyclopédie même, de l'organisation nouvelle et du caractère de la bourgeoisie. Les travaux sur la médecine et sur la physique découlent des tendances utilitaires, des soucis positifs de l'esprit bourgeois, les dissertations morales en expriment les hardiesses.

(1) Notes de RUFFEY. M. Melot disserta sur la respiration des animaux et sur les préjugés favorables au contraires à la médecine, ouvrages informes et sans raisonnement digne des tréteaux d'un opérateur.

M. Liébaüt a discoursu sur la chimie dont il ne connaissait pas les premiers principes, qu'il remplaçait par des passages latins.

M. Raudot a traité de la circulation du sang, de la nature de l'air et de ses effets sur le corps humain, du ressort des corps et de la cause des fièvres putrides : ouvrages mal pillés dans de bons auteurs et si maladroitement présentés que le sieur Amiot, son beau-père, chirurgien habile ne put s'empêcher de s'écrier en l'écoutant : ce b... d'âne là ne sait ce qu'il dit.

Cf. LANGE. *Histoire Secrète*, p. 92.

CHAPITRE VII

LA MORALE

L'académie n'avait pas eu grand peine à recruter des moralistes. Avocats ou prêtres, toute la gent qui bavarde à la chaire ou au barreau excelle à développer des lieux communs. Le collège y prépare, les grands écrivains fournissent les modèles et apportent l'inspiration, le sacerdoce et les plaidoiries exercent l'éloquence. Depuis longtemps les orateurs sacrés substituaient trop souvent la morale à la prédication du dogme, les avocats appuyaient leurs raisonnements sur l'équité plus que sur le droit, et dès que Pouffier eut institué une compagnie savante, tout ce qui n'était pas familier avec la médecine entra dans l'académie par la grâce de la morale. Il s'en fallait d'ailleurs que l'on méditât de bouleverser les idées reçues par des propos hardis, on rédigeait des mémoires, on prononçait des discours puisque c'était pour ce ministère qu'on avait été sacré académicien, mais on se préoccupait surtout de bien parler. On prodiguait les belles phrases pour enjoliver des pensées banales ; quelquefois, pour piquer l'attention, on se permettait des paradoxes innocents dont le public admirait l'ingéniosité, mais que personne ne prenait au sérieux, pas même leur auteur. Les sujets choisis comme le ton du discours sont le plus souvent insignifiants, et l'on traitait dans les conférences académiques les mêmes questions dont les orateurs officiels amusaient le Parlement ou les Etats aux séances d'ouverture. Pour emplir le vide de ces cérémonies, Brulart dissertait jadis sur la gloire, sur le repos du sage, sur la constitution des pouvoirs publics, aujourd'hui Varenne s'illustrait par un développement *sur la prévention* (1), fort remarqué des connaisseurs ; l'académie entend en 1741 l'avocat Taphinon s'étendre *sur l'utilité des académies*, en 1742 le chanoine Derepas parler du *plagianisme des auteurs*, Lantin de la *préférence*

(1) Cf. ms. 1.263. *Recueil de discours*.

que montrent les ouvrages d'esprit sur les exercices du corps. En 1744, dissertation de Fromageot sur la politesse, de Derepas sur la bienséance, de Taphinon sur la magnanimité, de Gelot sur le préjugé, de l'avocat Briois sur le mariage et l'amour conjugal. En 1745, Fromageot prouve « que les qualités du cœur font connaître la vérité et la font aimer » (1), tous sujets peu révolutionnaires et qu'il est aisé de traiter sagement (2). On les traite avec le respect qui leur est dû, et parfois j'imagine qu'on s'en amuse quelque peu, car il me semble apercevoir un jeu littéraire dans tel discours comme celui que prononça Derepas en 1753 sous le titre de « spécifique contre la tristesse et les chagrins ». Quatre éléments composent la panacée du chanoine : le vin, le sommeil, l'amitié et la philosophie (3).

Ces discours innocents voisinaient avec d'autres qui sans même qu'on s'en rendît compte l'étaient beaucoup moins. Les dissertations morales font sans aucun danger l'ornement de la chaire et des harangues officielles. Dans l'un et l'autre cas, l'orateur ne risque guère de s'écarter des lieux communs, assujetti qu'il est par ses devoirs de prêtre ou de magistrat. Mais une conférence académique n'est point toujours contenue dans les bornes de la sagesse, et sans même supposer qu'un esprit hardi les transgresse de propos délibéré, combien de brouillons qui s'en écartent sans les apercevoir. Car la morale examine ce qui doit être et non ce qui est, et par là même affranchie en principe de toutes les traditions, de tous les respects pour les institutions et pour les croyances, elle s'élance à l'aventure, touche à tout, décide de tout et remet à la conscience, au jugement de l'individu le discernement du bien et du mal. Ne faisant appel qu'aux lumières naturelles, elle semble autoriser toutes les présomptions et toutes les audaces en même temps qu'elle s'aventure jusqu'au cœur des questions les plus graves et les plus grosses de conséquences. La science des mœurs confine à la poli-

(1) MILSAND. *Notes et documents*.

(2) Ms. 1.411. Notes de RUFFEY : de Repas a fait « un discours moralement bouffon sur le vin prononcé à l'académie et imprimé à sa honte, qui lui attira la censure de son évêque, détrompa le public sur ses prétendus talents (LANGE, p. 89).

M. Gelot a lu un discours sur la Raison et un autre sur les différents génies du peuple français, vraies compilations sans méthode, sans style et sans goût.

M. Guyot a lu des discours sur la modestie, le bonheur, le pardon des injures, qui étaient de vraies homélies dignes d'un curé de village (LANGE, p. 92).

(3) Ms. 1.414, p. 259.

tique, à la religion, au droit, elle découvre les fondements des sociétés, et même sans animosité contre l'ordre établi, même quand elle s'appliquait à le justifier, la bourgeoisie le traitait sans respect en ce qu'elle le rendait justiciable de la raison.

Bien avant Rousseau, les mots de justice, de conscience, de nature et d'Être Suprême inondent tous les écrits, bien avant lui on examine les fondements de la société et des lois. Dès 1743, l'académie propose ce sujet de concours : « *Si la loi naturelle peut porter la société à sa perfection sans le secours des lois politiques.* » Et le lauréat, M. Fromageot, professeur à l'Université, part de ce principe que l'homme est fait pour la société, que ni l'intérêt ni les passions ne règlent ses rapports avec ses semblables ; la loi naturelle définie par Cicéron dans sa République « suffit à la société. Elle a formé la famille, les états et suffisant autrefois, elle assure encore le respect de l'étranger » (1). Quand la violence l'eut corrompue, on eut recours aux lois politiques ; mais leur secours est étranger à la loi naturelle, elles sont variables et multiples. « Il faut donc conclure que c'est à cette loi seule, à ce droit primitif et souverain qu'est dû le privilège de perfectionner la société et les lois positives elles-mêmes qui lui doivent ce degré de force et de persuasion qui les font respecter » (2). « Loin par conséquent ces bienséances de mode, cette fausse politesse qui veut partager avec elle la gloire de cultiver la société. Art nouveau qui ne met en concurrence que l'utilité et le plaisir, par qui les vertus contrefaites, les antipathies et les vices sont pour ainsi dire convenus de vivre ensemble et de demeurer tels qu'ils sont. Société superficielle où l'on se voit par habitude, où l'on se loue sans estime et où l'on se caresse sans goût. Vrai langage et commerce de scène, où l'on ne communique que par l'intérêt de son rôle et où il n'y a presque de personnage sifflé que celui du cœur et du vrai » (3).

Parmi toute les imitations de Cicéron ou de Sénèque dont ce discours est nourri, on entend un langage qui semble annoncer Rousseau. En face de la corruption et de l'hypocrisie, la vertu proclame sa sainteté, son champion pèse les lois, espérant leur progrès de la conscience humaine. Au lieu de les justifier par leur antiquité en déterrants des parchemins, il

(1) Ms. 1.414, p. 10 sqq.

(2) Ibid. 22.

(3) Ibid. 22.

les subordonne à la loi éternelle qui repose dans tous les cœurs. En 1744, M. Bret lit à l'Académie un mémoire *sur le Luxe et son utilité* ; Lantin, le directeur de la Compagnie, soutient en 1749 que le luxe, interdit par la religion, est préjudiciable à l'Etat (1). Il est vrai, doyen du Parlement et détenteur d'un nom illustre en Bourgogne, Lantin eût sans doute pensé se deshonoré s'il n'eût fait montre d'érudition, et cité les lois somptuaires des Romains et celles des Français. En bon patricien il souhaite qu'on restreigne les dépenses, crainte que les vieilles familles ne se ruinent (2) ; et la stabilité qui maintient les familles dans le même rang lui semble essentielle au salut public. Tout en écoutant sa prudence et ses préjugés de robin économe, et bien qu'il traitât un sujet vieux comme le monde, ses paroles ne pouvaient laisser froide une société avide de vastes idées, impatiente de tout éclairer par les lumières de la raison. Quand il condamnait les excès du luxe devant un auditoire de fortune médiocre, quand il célébrait les vertus d'une vie simple et paisible devant de petites gens qui vivaient simplement, quand il exposait d'un côté la corruption qui naît des richesses, des plaisirs coûteux, des raffinements de la civilisation, que d'autre part il représentait les classes économes et laborieuses comme le soutien de l'état, comme le cœur de la nation, comme la source de sa santé et de sa vigueur, certes, il développait un lien commun, mais il flattait l'orgueil bourgeois, mais ses invectives contre le luxe préparaient les esprits à écouter avec faveur le philosophe qui l'année suivante devait faire le procès des lettres et des arts. On croit à l'excellence de la nature, l'éloquence et l'attendrissement précèdent la venue de Rousseau. M. Hoin, médecin de son état, disserte sur l'art de conserver sa santé, sur l'hygiène, qu'il réduit à un seul précepte : faire ce que l'instinct nous conseille, manger quand on a faim, marcher quand on en éprouve l'envie, se reposer quand on est las et suivre le « sentiment agréable, celui qui est établi le directeur de notre santé » (3). Mais, ajoute-t-il, « le sentiment agréable n'est pas fait pour vous, gens oisifs, appesantis par la mollesse et l'indolence, votre machine est accablée sous le faix des humeurs ; le ressort de vos solides est embarrassé par la viscosité de vos suc ; vous végétez, encore n'est-

(1) Ms. 537, p. 62.

(2) Ibid., p. 74.

(3) HOIN. *L'Art de Conserver sa Santé*. Dijon, 1752, p. 42.

ce qu'imparfaitement, prenez de l'exercice, vous jouirez.» (1) En 1751 il examine l'utilité des passions par rapport à la santé : « Les passions sont nécessaires ; vouloir les détruire, ce serait entreprendre de nous anéantir, il ne faut que les régler. Elles sont entre nos mains ce que sont les poisons dans la pharmacie ; préparés par un chimiste habile, ils deviennent des remèdes bienfaisants » (2). Elles agissent sur le corps, car les émotions provoquent par exemple des mouvements du sang ; et par conséquent « il ne faut pas étouffer entièrement les passions ni les trop exciter, puisque dans le premier cas la circulation languit tandis qu'elle est troublée dans l'autre » (3). C'est pourquoi l'orateur invoque sur un ton lyrique les passions douces qui émeuvent le cœur avec mesure : « Paraissez enfin sur la scène, douces et gracieuses Emotions, Goûts fins et délicats, Sentiments agréables, Passions nobles, tendres, voluptueuses ; je vous livre l'indifférent que nous plaignons tous. C'est vous qui caractérisez les qualités du cœur, les qualités sociales, c'est à vous à caractériser la santé ; Emulation, Courage, Dignité, Justice, Sentiments élevés, Principes des Goûts et des Passions nobles, rendez à l'Etat, à la Patrie, aux hommes, à lui-même, celui que la mollesse et l'indolence retiennent dans la sphère inutile d'une oisiveté contraire à l'exercice aisé de ses fonctions » (4). Pour nous convaincre de l'utilité des passions, considérons le bonheur misérable de l'homme qui n'en ressent aucune : « O stoïciens ! s'il en est encore parmi les hommes ; vous voyez peut-être dans celui-ci le germe du sage qui fait depuis longtemps l'objet de vos recherches. Voilà le mercure de vie, le mercure dépouillé de sa lèpre originelle, vous allez perfectionner le grand œuvre. Arrêtez. Si cet homme est sans vice, il est aussi sans vertu ; il n'a pas de passions dangereuses mais il n'en a point de gracieuses et d'utiles » (5). Son apathie ne lui fait encourir rien moins que des tumeurs œdemateuses, la putréfaction des humeurs, l'hémoptisie, la phthisie incurable ou la mortelle apoplexie. Si au contraire laissant à l'écart toutes les passions tristes nous nous abandonnons à celles dont la douceur nous attire,

(1) Ibid., p. 32.

(2) HGIN. *Discours sur l'utilité des passions par rapport à la santé* ; Dijon 1752, p. 46.

(3) Ibid., p. 56.

(4) Ibid., p. 78.

(5) Ibid., p. 65.

nous arrivons au bonheur en même temps que nous prenons une médecine salubre. « Une loi invariable établie par le législateur suprême dirige l'instinct dans le juste discernement de ces choses (des choses utiles). Le sentiment agréable toujours excité par celles qui ont la propriété de favoriser la conservation du corps lui fait distinguer leur convenance » (1). A suivre la nature, on se porte bien et l'on vit dans un bonheur dont M. Hoin s'attendrit : « O délicieux sentiment, vrai plaisir, volupté pure ! Vous que M. de Pouilly a peint avec tant d'éloquence lorsqu'il a développé votre théorie, vous qu'il a reconnu formé pour être aux yeux de la raison le signe du bonheur attaché à la vertu, vous qu'après avoir consulté la nature et le cœur il a montré portant le noble caractère de la sagesse » (2). Quand cette éloquence retentit, celle de Rousseau était trop neuve pour avoir déjà fait école, la bourgeoisie tirait ces accents de son propre fonds. Laissons de côté les détails qui regardent l'art médical, ne trouvons-nous pas ici la foi dans la Providence que l'auteur appelle le législateur suprême, la croyance en la bonté de la nature, à l'union nécessaire du bonheur et de la vertu ? Et les développements ne sont pas rares où les moralistes bourguignons dépeignent un âge d'or qui ressemble de près à l'état de nature. Et l'on s'attendrit et l'on s'exalte devant l'Académie, comme les avocats s'attendrissent pour toucher les juges. Les éléments dont Rousseau composera son génie, ses idées essentielles et jusqu'à son ton sublime germent d'eux-mêmes dans la bourgeoisie, ils gisent épars dans les homélies académiques ; le grand écrivain plébéen les rassemblera dans son système, il en tirera les conséquences logiques, il pétrira cette argile et l'animera de sa flamme ; du moins ces ébauches de son génie semblent annoncer sa venue.

Ce n'est pas que la bourgeoisie songe à rien bouleverser ; elle joue avec les idées sans penser à mal, sans la moindre hostilité contre les institutions. Si elle prépare une révolution, c'est en toute innocence, car elle craint l'autorité et n' imagine même pas qu'on puisse renverser le régime. Mais un public se forme, capable de comprendre Rousseau. Les érudits de la robe devaient rester froids devant les discours sans érudition du citoyen Genevois. Car malgré ses lectures

(1) Ibid., p. 92.

(2) Ibid., p. 93.

chez Madame de Warens, malgré ses efforts pour s'instruire, et la musique mise à part, il n'avait amassé qu'un bagage de connaissances insignifiant auprès de la science imposante de Bouhier. Peu versé dans le commerce des littératures antiques, les notions élémentaires de l'histoire suffisaient à son argumentation. Mais sa culture ressemblait à celle de la bourgeoisie ; avant qu'il parût, des hommes étaient nés qui s'essayaient à bâtir des systèmes de morale, qui parlaient déjà son langage et débitaient sur un ton grandiloquent de belles maximes sur la vertu. Aussi n'est-ce point par hasard que l'Académie proposa comme sujet de concours pour 1750 « *si le rétablissement des sciences et des arts a contribué à épurer les mœurs* ». M. Gelot, l'inventeur du sujet, fut dans la suite fort critiqué pour l'avoir imaginé ; mais on l'accusait après l'événement. En fait, depuis dix ans, l'académie écoutait des paroles aussi hardies, et la question jadis proposée sur la loi naturelle dépassait celle-ci en audace. D'autre part, on pouvait sans étonner les dijonnais prendre parti contre les arts, peut-être attendaient-ils qu'on le fit, car dans leurs propres discours ils renouelaient volontiers les développements usés par des paradoxes. Rousseau conclut comme on sait, un autre au moins de ses concurrents (1) eut la même idée, raison de plus pour que sa hardiesse n'effarouchât pas ses juges.

Il avait pour rival l'abbé Talbert à qui l'on concéda que son discours était le mieux écrit tout en lui reprochant d'avoir négligé la question de fait et montré seulement l'utilité des sciences (2). Dans le discours de Rousseau on couronnait sans doute l'éloquence beaucoup plus qu'on n'approuvait la doctrine. Cependant, même pris au sérieux il ne devait choquer qu'à demi les sentiments de ses juges (3). Peut-être lui savait-on gré de ses invectives contre les lettres et les sciences, contre les vices, contre le luxe, car elles sem-

(1) CHASSELAT, de Troyes (Cf. *Mercury* de nov. 1750, p. 93), qui fut récompensé d'un accessit.

(2) *Mercury* de nov. 1750, p. 82, 97.

(3) Cf. *Mercury* de 1750, p. 94 : « Si l'académie n'avait consulté que son inclination et son zèle pour les Lettres, elle se serait rangée du parti de M. Talbert, mais eût été trahir celui de la vérité... Il n'est que trop vrai que les sciences ont produit plus de mal que de bien... Les lettres, utiles et nécessaires à certains égards, n'ont pas toujours produit l'effet qu'on devait en attendre; faites pour éclairer l'homme, elles n'ont que trop souvent contribué à faire naître des doutes : ce qu'il a gagné du côté de l'esprit a été pris sur la rigidité des mœurs ».

blaient atteindre l'érudition et les plaisirs des patriciens et venger de leurs dédains la bourgeoisie moyenne dont les connaissances se bornaient à l'exercice d'un art, où la richesse était moindre et les mœurs plus régulières. On avait applaudi les déclamations de Lantin contre le luxe, on applaudissait Rousseau qui répétait les mêmes arguments, qui les complétait, qui les pénétrait de sa vigueur et les ornait des séductions de son style. Sans approuver le système qu'il ébauchait, on se plaisait sans doute à voir rabaisser les études et la politesse d'où la robe tirait sa gloire et son orgueil, et l'on s'enorgueillissait d'élever au-dessus du savoir les discussions de la morale et l'amour de la vertu.

On sait quelles tempêtes souleva dans toute la France et à Dijon même le jugement de l'Académie. Le roi Stanislas publia en 1751 une *Réponse au citoyen de Genève*, dans laquelle reprenant point par point le discours de Rousseau il établit que les sciences servent aux arts utiles, n'ont aucun rapport avec les mœurs et révèlent la grandeur de Dieu, que la corruption provient des richesses et non des lumières, qu'enfin l'histoire ne montre nullement l'excellence de l'ignorance et de la barbarie. Un M. Le Cat se donne pour un académicien qui avait refusé son suffrage à Rousseau et sous ce prétexte publie une réfutation du discours (1). Il est difficile de la résumer, car l'auteur se garde bien de produire une dissertation, il donne le texte même de Rousseau agrémenté de commentaires qui le contredisent. Faisant flèche de tout bois, il invoque des raisons de toute espèce, relève des fautes de logique et critique jusqu'à la propriété des termes. Mais l'essentiel de son argumentation consiste à discuter les faits, à opposer à la barbarie des siècles sans lumières la douceur des époques civilisées et surtout de son époque. Admirateur de son temps, de la société riche, noble et polie, il s'emporte avec passion contre le citoyen de Genève ; les causes de sa colère apparaissent fort claires et nous découvrons vite où le bât le blesse. Pourquoi tant d'empportement, dira-t-on, dans une querelle toute idéale et tant de chaleur dans la défense des lettres ? Pourquoi ressentir comme une injure personnelle l'offense à la dignité des sciences ? C'est qu'en exaltant la barbarie aux dépens de la politesse, en

(1) *Réfutation du Discours du citoyen de Genève qui a remporté le prix à l'Académie de Dijon en l'année 1750 par un académicien de la même ville.* Londres, Kelmarnock, 1751.

opposant la vie simple aux excès de luxe, Rousseau bouleverse l'ordre social et dans l'époque présente élève la sauvagerie des rustres au-dessus de la corruption des grands, c'est qu'en quelque sorte il prêche et légitime la révolte. Le discours du Genevois est réfuté comme une apologie de la plèbe. « Que trente jeunes paysans de différents villages de la Thiérache ou de la Bretagne se trouvent rassemblés à une fête de village pour la danse, vous aurez plus de combats, plus de blessures, plus de meurtres, de la grossièreté passionnée et farouche de ces trente rustres que vous n'en aurez dans cent bals de l'opéra qui rassemblent cinq cents personnes ; que vous n'en aurez en trois mois dans une ville peuplée d'un million d'habitants. Avez-vous une ferme, une terre dans ces cantons policés ? votre fermier en est autant propriétaire que vous-même. Il vous paye, il est vrai, le contenu de votre bail, mais il ne vous laisse pas la liberté d'être encore mieux payé par un autre. Vos biens passent de père en fils aux descendants du fermier comme à ceux du propriétaire et si vous vous avisez de trouver que vous êtes le maître d'en disposer en faveur d'une autre race, ou celle-ci ne sera pas assez hardie pour l'accepter ou vous verrez bientôt votre terre réduite en cendres et votre nouveau fermier assassiné » (1). Voilà qui en dit long sur les sentiments réciproques de la plèbe rustique et de ses maîtres, sur l'impatience de celle-ci, sur l'avidité inassouvie de ceux-là. Et M. Le Cat partage les préjugés de la classe élevée : « Je ne présume pas que le discours de notre orateur fasse réformer ces dénominations universellement reçues et vraisemblablement bien fondées, par lesquelles on distingue communément les hommes de la société en deux classes, l'une sans naissance, sans éducation et qu'en conséquence on désigne par des épithètes qui marquent qu'elle a peu de sentiments, peu d'honneur et de probité, l'autre bien née et instruite de toutes les parties des sciences et des arts qui entrent dans la belle éducation et que pour cette raison on regarde comme la classe des honnêtes gens » (2). Ou encore : « Il est sans doute un grand nombre d'honnêtes gens à la campagne ; mais il est pourtant vrai de dire que c'est là où l'on trouve en plus grand nombre le faux témoin, le rusé chicaneur, le fourbe, le voleur, le meurtrier. Nos pri-

(1) Ibid. 16.

(2) Ibid., 34.

sons en contiennent des preuves sans réplique » (1). « Convenons donc que la partie grossière des hommes de ce siècle même, la partie peu civilisée, à demi barbare, est la plus méchante (2) ». Et voici un parallèle ironique : « N'ayez donc peur dans nos forêts que quand vous y rencontrerez un homme bien doré, bien monté, muni d'armes brillantes et suivi d'un domestique en aussi bon équipage, tremblez alors pour votre vie ; vous voilà au pouvoir d'un homme de l'espèce la plus corrompue, abandonnée au luxe, aux vices de toutes les espèces ; mais quand vous y trouverez seul à seul un rustre vêtu de bure, chargé d'un mauvais fusil, et sortant des broussailles où il semblait cacher sa misère ; alors ne craignez rien ; cette pauvreté évidente vous est un signe assuré que vous rencontrez la vertu même » (3). Sans doute il est des grands qui sont corrompus, mais « s'il est dans le monde poli de ces hommes artificieux en grand nombre, c'est que le plus grand nombre des membres de la société préfère la science du monde, de ses manières, de ses ruses, de ses intérêts, à la science de la nature et des beaux arts ; et pourquoi dans cette société la partie la plus aimable et la plus à craindre, la plus faible et la plus séduisante passe-t-elle pour la plus artificieuse ? C'est que par son genre de vie elle est la moins instruite, la moins savante. Aujourd'hui qu'on revient de la prévention contre les femmes savantes, qu'on les reconnaît autant et plus propres que nous aux belles connaissances, qu'elles s'y appliquent, quoi de plus aimable et de plus sûr tout à la fois que leur commerce ? Si donc vous cherchez de l'artifice, adressez-vous dans les deux sexes à cette partie frivole, dont l'éducation, aussi futile qu'elle, n'admet aucune science, aucun art solide, qui ne connaît que de nom ces flambeaux de la vérité, ces remparts de la vertu » (4). Et cette aristocratie instruite que prônait M. Le Cat, qu'est-ce autre chose à Dijon sinon la robe élégante et érudite ? Toute cette réfutation se présente à nos yeux comme une apologie du patriciat, comme une satire de la plèbe ignorante, comme une défense de l'ordre établi. Et M. Le Cat précise dans une addition publiée à la suite de ses *Observa-*

(1) Ibid., p. 25.

(2) Ibid., p. 78.

(3) Ibid., p. 62.

(4) Ibid. 24.

tions (1) que l'inégalité des conditions « est le bien le plus fort, le plus essentiel de la société » (2). Puisqu'un partisan de la robe érudite et riche la jugeait attaquée dans son existence même et entreprenait de la venger, n'y a-t-il pas apparence que ses adversaires, sans suivre jusqu'en ses conclusions extrêmes le paradoxe de Rousseau, approuvaient cependant qu'il exaltât la médiocrité aux dépens de la richesse, la simplicité aux dépens du luxe et le bon sens naturel au-dessus des lumières aristocratiques de l'érudition. Les recherches médicales se rapportaient à un art pratique plus qu'à la science même, les dissertations morales étaient le fait de la raison seule, désarmée de tout savoir, elles vantaient la vertu, et la bourgeoisie considérait sans déplaisir aucun une satire qui ne l'atteignait guère elle-même mais renversait toutes les prétendues supériorités de ses rivaux, la supériorité de l'esprit aussi bien que celle des mœurs.

Au reste, les académiciens tenaient à leur champion, et, loin de désavouer leur jugement quand on semblait les en solliciter, ils le confirmèrent (3). Il y avait désormais une querelle ouverte dans laquelle ils avaient pris parti après l'avoir soulevée, et c'est à dessein sans aucun doute que l'académie française proposa aussitôt pour sujet de concours non de discuter, mais de démontrer cette proposition que l'amour des Belles Lettres inspire l'amour de la vertu. Et sans doute pour bien manifester qu'elle prétendait censurer l'académie de Dijon, elle donna le prix au P. Courtois, jésuite au collège des Godrans. D'ailleurs, le P. Courtois le méritait peut-être par son discours autant que par sa qualité de dijonnais, car, peu fécond en idées neuves, il excelle en bon régent de rhétorique à embellir les lieux communs. Cependant, le scandale éclatait ; à mesure qu'on comprenait mieux l'audace de Rousseau, qu'il semblait lui-même croire à son paradoxe, un flot sans cesse accru de reproches et de protestations accablait la malheureuse compagnie qui l'avait couronné. Des menaces mêmes se faisaient jour et qu'on ne prenait pas la peine de

(1) Elle a pour titre : *Réfutation des observations de M. J.-J. Rousseau de Genève sur une réponse qui a été faite à son discours dans le Mercure de septembre 1751*. Imprimée à la suite de la précédente.

(2) Ibid., p. 103.

(3) Cf. *Observation sur le désaveu de l'Académie de Dijon publié dans le Mercure d'août*, p. 90, par l'auteur de la *Réfutation du discours du Citoyen de Genève*. Rouen 1752; et l'article du *Mercure* auquel il est fait allusion.

déguiser : si bonne contenance qu'elle fit, l'académie de Dijon commençait à craindre. M. le Cat écrivait sans détours : « Quel est l'académicien et le patriote qui, pénétré de ces dangereuses conséquences (du discours de Rousseau) ne croira pas obliger au fond et très essentiellement l'académie de Dijon en laissant entrevoir au public qu'il y a quelqu'un dans cette société qui pense comme elle pensait quand elle a sollicité son établissement ; qui pense comme l'Académie française de Paris et je crois pouvoir dire hardiment comme toutes les autres académies de l'Europe (1). » Et il ajoutait en note : « L'évènement pourrait justifier dans peu la solidité de mes observations. J'ai actuellement sous les yeux une lettre d'un savant de Paris, très célèbre, écrite à un de nos académiciens, le sept septembre, dans laquelle je lis ce qui suit : « ...on vient de faire une nouvelle société littéraire à Dijon, mieux composée que l'académie déjà établie.... Cette société espère avoir des Patentes. » Elle a très grande raison d'espérer les obtenir, plus grande raison encore de les solliciter et de se hâter de réparer tout le mal qu'a fait son aînée. » Avertissement fort clair et qui devait inspirer aux défenseurs du citoyen de Genève de salutaires réflexions. Et, de fait, ils se calmèrent, car l'amour de leurs pensions fut pour eux le commencement de la sagesse.

Dans les années suivantes, ils se distinguèrent par leur timidité, par la banalité et le vide de leurs discours, par un zèle d'édification qui rachetait leur égarement. Crainte de mal penser, ils se retiennent de penser, en même temps que de nouveaux membres comme l'abbé Richard importent parmi eux un certain goût pour l'érudition. Il disserte en 1752 sur *l'état des sciences dans les Gaules avant la conquête des Romains*, en 1753 sur *les mœurs des Gaulois*. Mais, en dépit de cet accident, la morale conserve la préférence. En 1752, Lantin discourt sur *les sciences*, de Frazans sur *la morale chrétienne*, en 1753, Léauté sur *la religion*, en 1754, Derepas sur *la critique des savants*, Guyot sur *le pardon des injures*, en 1755, l'abbé Richard sur *ce qu'on juge mieux par sentiment que par réflexion*, Gelot sur *la raison de l'homme*, en 1756, Derepas sur *les causes des erreurs dans la recherche de la vérité*, Léauté sur *l'honneur, la gloire et la réflexion de l'homme*. Jamais on ne se rapprocha davantage, par le ton, des homélies d'un curé de village, et si, par hasard, le titre d'un mé-

(1) Observation sur le désaveu de l'Académie de Dijon, p. 23.

moire semble promettre des pensées audacieuses, le contenu en est insipide. C'est ainsi que Lantîn traite de la tolérance, mais il ne fait l'éloge que d'une tolérance toute relative, de celle qui épargna à la France la tyrannie de l'Inquisition, et qui laisse à chacun une certaine indépendance de pensée, mais à condition qu'il soit d'abord chrétien et catholique. Ce que défend Lantîn, c'est beaucoup moins la liberté de conscience que la liberté d'être janséniste (1).

La sympathie persistait cependant à l'égard des idées défendues par Rousseau, et la bourgeoisie s'enorgueillissait d'être un réceptacle de la vertu. On s'en aperçoit par cette lettre curieuse qu'en 1752 M. Briois, avocat et académicien, écrivait à un Président en la Chambre des Comptes. Le plébéien y déclame contre les vices du grand seigneur, contre sa paresse, contre son goût du plaisir et son penchant aux libres propos. « Quelle licence dans les propos que vous vous êtes fait l'habitude de tenir à ces tables somptueuses et fréquentes où vous avez engraisé et échauffé le corps du péché pour être plus en état de le commettre. Et par là n'avez-vous pas donné lieu de croire que vous êtes du nombre de ceux auxquels Saint-Paul reprochait qu'ils n'avaient point d'autre Dieu que leur ventre (2) ». Toute la dissertation continue sur ce ton, à chaque pas semée de citations empruntées à l'Écriture ; en vérité, les invectives de Rousseau contre le luxe et la dépravation, son amour de la vertu et jusqu'à son déisme, tout cela plaisait à l'âme bourgeoise, tous cela y avait cru par génération spontanée, et c'était un lieu commun dans la plèbe que de dénoncer l'oisiveté, la perversité ou l'impiété des patriciens. Mais l'académie s'était résignée à la prudence. En 1754, elle proposa cependant son fameux problème sur l'inégalité des conditions, en laissant entendre par sa question même qu'il faudrait conclure en faveur de l'inégalité et la justifier par la loi naturelle. C'était déjà assez de hardiesse que de soulever la discussion, que de vouloir fonder sur la loi naturelle des privilèges que les patriciens fondaient sur l'antiquité de la possession. On sait le reste ; Rousseau cherchait un second succès, il s'était essayé à définir la vertu essentielle des héros pour l'Académie de Corse, il saisit avec empressement l'occasion qui s'offrait de rentrer en lice. Et,

(1) *Discours sur la tolérance*. Dijon, Pirot, 1756. Il existe de cette brochure différentes copies manuscrites.

(2) Ms. 536, p. 366 : Lettre de M. Briois au Président Filsjean.

sans doute, à ne considérer que le mérite littéraire, il était digne du triomphe la seconde fois autant et plus que la première, mais on n'osa pas lui donner le prix. On couronna la sage dissertation de l'abbé Talbert, chanoine en l'église illustre de Besançon (1). Une fois de plus le concurrent du Genevois, il s'accorde avec lui pour reconnaître qu'à l'état de nature, l'humanité primitive dans la pureté de son âme et sans désirs inassouvis, sans richesses qu'elle pût convoiter, vivait dans la concorde et l'humanité. L'homme devenu criminel, on comprit que chacun devait se dépouiller de son indépendance pour réunir l'autorité dans un seul ou dans un nombre choisi. Pour les faire respecter, on distingua les chefs par des honneurs particuliers, par leurs vêtements et par leurs demeures ; on rendit les biens et les dignités héréditaires, on inventa la noblesse. Quoi de plus juste que de perpétuer les récompenses dues aux grands hommes jusque dans leur postérité, quoi de plus utile que de créer des familles où les aspirations généreuses s'apprennent dès la naissance ? On a établi des monarchies héréditaires dont l'expérience justifie l'injustice apparente. Il est de même bon que les richesses se rassemblent en quelques mains, car le luxe enfante les arts. Il est bon que les artisans et les agriculteurs soient rivaux à leur état, car ils chercheraient à s'en évader, il convient même qu'ils ne connaissent point « l'abondance qui enfante la mollesse et nuit toujours au travail (2). » Si bien qu'à peu de choses près, tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles, et l'abbé Talbert gagna son prix non par son originalité, car depuis cent ans ses arguments traînaient dans les recueils et les discours des robins, mais il l'obtint parce que la sagesse et le vide de sa pensée permettaient de le couronner sans danger. On fit à Rousseau l'hon-

(1) Le marquis d'Argenson figurait parmi les concurrents : (Cf. FOISSET : *Le Président de Brosses*, p. 544).

(2) TALBERT. Discours qui a remporté le prix de l'Académie des sciences de Dijon en l'année 1754, p. 27, 28.

Cf. aussi p. 33 : « Vouloir faire régner l'égalité parmi les hommes, tels qu'ils sont aujourd'hui, ce serait vouloir former une société où la force serait l'unique loi, où l'injustice serait sans frein, où le génie qui invente, le travail qui perfectionne, seraient sans aiguillons, où l'homme laborieux verrait le citoyen oisif et inutile recueillir le fruit de ses sueurs, où en un mot le talent, l'ignorance, l'activité, la paresse, le vice et la vertu jouiraient du même sort ». Du moins l'abbé Talbert savait-il proposer à la bourgeoisie des arguments propres à l'émouvoir, les nécessités de la vie sociale et l'ambition légitime que peut nourrir chaque homme de s'élever par le travail et l'économie.

neur d'être injuste envers lui, et, deux ans plus tard, en 1756, on applaudissait un mémoire qui portait pour titre : « *La société vengée des attentats d'un misanthrope* (1). » L'académie repentante se lavait d'avoir jadis semé le scandale, et le zèle qu'elle apportait à combattre Rousseau compensait l'imprudence d'avoir éveillé le monstre.

Il était d'ailleurs naturel qu'on ne suivît pas dans tous ses paradoxes un système qui, de plus en plus, heurtait l'ordre établi, et la bourgeoisie ne songeait à rien moins qu'à souhaiter une catastrophe de la société ; cependant, il n'est pas douteux qu'au fond du cœur elle éprouvait de la sympathie pour le Genevois, qu'elle l'avait récompensé volontiers à son premier essai, que la seconde fois elle compromettait sa propre existence si elle s'était solidarisée avec lui. Mais Rousseau venait à son heure, il faisait pénétrer la flamme et l'éloquence dans les aspirations et les rancunes qui, depuis des années, couvaient sourdement dans la plèbe ; il allumait un incendie avec des matériaux depuis longtemps préparés, il proclamait avec audace et avec force ce qu'avant lui on pensait tout bas. Les études, la politesse, la richesse, les privilèges, tout ce qui faisait la gloire et la puissance des patriciens, il en dénonçait l'injustice et la corruption, il l'accablait de ses invectives. Il célébrait la seule supériorité qui semblait revenir à la classe moyenne, celle de la vertu ; et quand il n'aurait fait qu'illustrer le genre littéraire que la bourgeoisie s'était réservé, que mettre à l'honneur les dissertations morales, que signaler à toute l'Europe une académie de petites gens jusqu'alors fort obscure, cela ne suffisait-il pas pour consolider la société plébéienne, pour l'ennoblir à ses propres yeux comme aux regards de tous, pour la pousser sur ses voies avec une confiance accrue, pour l'empêcher à jamais de se confondre et de se perdre dans la robe.

Ce n'est pas que dans la morale plus que dans les sciences l'académie naissante ait rien produit qui mérite de durer. A part quelques exceptions, elle offrit un asile à toutes les médiocrités et à celle du talent plus encore qu'à celle de la fortune. Ses ennemis l'accablaient avec raison de tous les reproches et, cependant, par une raison plus haute, elle continuait à vivre. Car, non seulement elle ralliait la bourgeoisie exclue de la conversation des grands, mais avec toutes ses timidités, elle entretenait à Dijon comme un foyer de l'esprit

(1) Cf. MILSAND. *Notes et documents pour l'académie*, 241.

nouveau. D'une part elle s'adonnait à l'étude des connaissances positives, à la recherche des détails pratiques, de l'autre, elle s'initiait aux vastes spéculations, aux théories générales sur les mœurs et les principes de la société. Qu'importe si le goût du général était rendu nécessaire par l'ignorance des détails, si l'on se préoccupait de ce qui devait être faute de savoir l'histoire de ce qui avait été ? Qu'importe si, manque d'audace, on se cantonnait dans les lieux communs, si la discussion des problèmes de morale aboutissait à des sermons insipides ? Qu'importent le ridicule des vestales et leur inexpérience, puisqu'elles suffisaient à l'entretien du feu sacré ? L'amour, ou tout au moins l'habitudes des libres discussions, a germé dans les âmes, la philosophie du siècle pourra être combattue ou suivie, du moins elle sera examinée, elle sera jugée et l'on prendra parti ou pour elle ou contre elle. La plèbe a désormais conscience de son existence et de son génie, et le patriciat qui n'a pu l'étouffer ne peut plus espérer ressaisir la primauté intellectuelle qu'en dépassant sa rivale sur les voies mêmes où elle s'est engagée.

SECTION II

La haute robe

CHAPITRE VIII

LA SOCIÉTÉ RICHARD DE RUFFEY

1. — L'Académie et le Patriciat

Pendant que la bourgeoisie prenait conscience de son génie et faisait pour ainsi dire son éducation, la haute robe ressentait avec impatience la perte de sa suprématie et son abaissement intellectuel, ou plutôt, elle regardait avec jalousie et malveillance s'élaborer un monde rival. L'académie l'irritait surtout, comme le symbole de sa déchéance, et comme la citadelle de ses ennemis. Quand bien même l'orgueil patricien, exaspéré de se voir humilié, n'eût pas guetté les moindres gestes de ses adversaires, il ne pouvait fermer les yeux sur la révolution qui s'accomplissait et méconnaître les attaques dont il était l'objet. Dès sa création, l'académie lui était apparue comme un autre cheval de Troie par où une société nouvelle et un esprit nouveau s'étaient introduits dans la vieille cité parlementaire. C'était une machine de guerre contre l'aristocratie et ses études favorites. Dès l'abord, la compagnie instituée par Pouffier ne rallia que de petits bourgeois ; il s'y glissa peut-être quelques hommes qui, sinon par leur condition, au moins par leurs sympathies et leurs travaux, tenaient au patriciat, mais en quelques années de convulsions intérieures, une suite de démissions les rejeta hors de l'académie. Tous ceux que retenait le commerce des grands, tous les érudits attachés à leur ancien culte s'exilèrent du temple nouveau, et, de plus en plus, un grand nombre

de médecins, quelques ecclésiastiques sans naissance et sans fortune possédèrent à eux seuls l'édifice construit par Pouffier. A tâtons, leur pensée cherchait ses voies, ou plutôt elle s'y engageait avec maladresse, mais de propos délibéré. Il était facile de tourner en ridicule leur science restreinte, l'étroitesse de leurs vues, les soucis trop utilitaires de leurs recherches, le vague et l'inconsistance de leurs déclamations morales, de dénoncer la cupidité qui faisait rechercher les places d'académiciens, non pour étudier, mais par une sordide convoitise du gain. Durant dix ou vingt ans, ce fut une plaisanterie ordinaire que de prédire la mort de l'académie, de ce corps difforme dont ses statuts faisaient un monstre ; et les directeurs semblaient prendre à cœur de justifier ces oracles, employant à leurs besoins les revenus destinés à la société, la logeant dans des locaux misérables et laissant dépérir l'enfant dont ils avaient reçu la tutelle. Les pensionnaires ou les honoraires manquaient souvent de capacité et de zèle ; et pourtant, ce corps qui n'était pas né viable vivait et persistait en dépit de tous les prophètes. Cahin caha, il suivait sa carrière ; loin de se dépeupler, il trouvait des candidats prêts à remplir les places vacantes ; les travaux des académiciens n'étaient pas publiés, mais ils retentissaient cependant dans le public ; fût-ce pour en rire, on en parlait. A partir de 1750, on parla souvent des concours ; quelque innocente que fût l'académie des idées soutenues par Rousseau elle n'en avait pas moins proposé le sujet traité par le citoyen de Genève, elle avait attribué le prix à son discours et, soit qu'on la blâmât, soit qu'on l'approuvât, elle était le sujet des conversations aussi bien en France qu'à Dijon. Un roi prenait la peine de discuter ses jugements ; on pouvait la haïr, la mépriser même, mais non pas l'ignorer. Par elle, la bourgeoisie non seulement existait, mais pour ainsi dire, dominait la pensée bourguignonne, et la pensée bourgeoise, encore qu'elle balbutiât seulement, avait enfin trouvé une voix. Le patriciat impuissant à l'étouffer comme à la soumettre devait désormais compter avec elle et décider quelle politique il tiendrait vis-à-vis de l'esprit nouveau qui s'était installé dans la ville.

Car, si stérile que fût devenue l'aristocratie, encore que la jouissance des biens acquis ou la soif d'en acquérir de nouveaux retinssent le meilleur de ses soins, un monde ne croule pas d'un seul coup, un arbre ne se dessèche pas en un jour, et jusqu'au bout il porte des fruits. Et, de même qu'en Bour-

gogne, à la limite extrême de la zone où elle peut croître, dans un ciel qui lui est pour ainsi dire étranger, la vigne porte les raisins les plus savoureux, de même en une époque où il semblait dépaycé, l'humanisme poussait en nombre plus restreint qu'autrefois des génies éminents. Le savoir ni l'intelligence n'avaient tout à fait déserté la haute robe, et les talents qui lui demeuraient s'interrogeaient sur la conduite à tenir, à présent que la bourgeoisie s'était affranchie, que la ville était inondée par l'esprit nouveau, que l'ordre social s'était rompu, que les traditions s'éteignaient dans les âmes. Quelques-uns, ou trop âgés, ou trop bornés pour changer, s'obstinaient dans le culte d'un passé mort et demeuraient figés sur les traces de leurs devanciers, prêtres inutiles d'un temple désert. Dans le naufrage des vieilles études, ils s'ensevelissaient avec la nef abandonnée, mais les plus jeunes et les plus entreprenants quittaient le vaisseau pour aller tenter une autre fortune.

2. — Le Président Richard de Ruffey

Quand l'académie s'était formée, on avait tenu à l'écart, outre le Président Bouhier, une pléiade de patriciens plus jeunes, la plupart nés avec le siècle, tous dans la force de l'âge, et dont quelques-uns se recommandaient par un rare mérite. Ils avaient grandi, ils s'étaient formés avant la révolution qui bouleversait la société et les esprits ; tous, le passé les avait couvés sous son aile, et plusieurs, sans suivre avec assiduité les conférences de la rue Saint-Facre, avaient compté cependant parmi les amis et les disciples de Bouhier. Ils s'étaient initiés durant une jeunesse studieuse aux patientes recherches de l'érudition, aux curiosités grammaticales ou historiques qui, pour lors, occupaient l'attention, et, trop jeunes ou trop sages pour fermer l'oreille aux voix du présent, comme d'autre part l'éducation première leur avait imprimé sa marque indélébile, ils ne pouvaient à la maturité de l'âge ni méconnaître la pensée nouvelle ni l'accueillir dans un esprit tout neuf. Ils assistèrent à la ruine de l'ordre social, au déclin des études qui leur étaient chères ; ils virent éclore l'académie, et, avec elle, une intelligence bourgeoise ; à eux comme au Président Bouhier, dès l'abord, ce bloc enfariné ne dit rien qui vaille ; ils l'accablèrent de sarcasmes, ils essayèrent de tuer par le ridicule la compagnie naissante qui

survécut ; quand il fut clair à tous les yeux qu'elle avait conquis non seulement l'existence, mais l'attention publique, le plus remuant de tous les magistrats dijonnais, Richard de Ruffey, résolut d'instituer une académie aristocratique pour rivaliser avec cette académie bourgeoise. Il entreprit de rendre au patriciat éclairé cette unité morale qu'il devait jadis à la direction d'un Lantin ou d'un Bouhier ; il voulut peut-être surtout disputer et reprendre aux médecins la place qu'ils avaient usurpée dans l'opinion.

Que par ses études, sa condition, ses sentiments, Richard de Ruffey appartienne tout entier à l'aristocratie, rien ne nous paraît moins douteux. Nous avons pour en juger les amples manuscrits où, retraçant pour la postérité ses démêlés avec l'académie, il nous a laissé, avec un portrait quelque peu flatté de lui-même, la charge de ses adversaires. On peut suspecter son impartialité, mais ses haines, mais les rancunes qui percent même à travers ses efforts vers l'équité, toutes les passions dont il s'anime nous expriment son âme et ses préjugés de patricien mécontent. Patricien, certes, il l'était ; depuis un siècle, sa famille possédait la charge d'élu du roi aux Etats, lui-même en fut pourvu en 1730, à l'âge de 24 ans, et, à la mort de son père, en 1734, il hérita d'une Présidence à la Chambre des Comptes. Ce deuil, dit-il, déranga les affaires de sa famille, mais, enfin, il était riche et parle de sa fortune en homme satisfait des biens que le sort lui a départis. Son orgueil était à la hauteur de sa condition, si même il ne s'élevait pas davantage, et parmi les robins indociles et fiers qui peuplaient les cours souveraines, Ruffey se distingua par son humeur et par son caractère intraitable. En 1742, on rapporte au ministre qu'il a « tenu dans la chambre des Elus des discours déplacés au sujet de la délivrance des ouvrages de la province et qu'il s'est expliqué d'une manière offensante » contre les ingénieurs et les commissaires ; le ministre le reprend avec assez de dureté d'être entré « dans toutes les affaires avec une vivacité capable d'y causer de la confusion » et, ajoute-t-il, « vous vous êtes servi de paroles outrageantes contre des personnes qui ne vous sont peut-être subordonnées en rien (1). » Un peu plus tard, la même hauteur mit aux prises Ruffey avec le trésorier des états, l'homme qu'il appelle avec dédain « le subalterne qui avait occasionné ses dégoûts » et il résigna sa charge d'élu en 1748. Neuf ans

(1) Ms. 1.738. *Correspondance* de RUFFEY : année 1742.

après, il eut une dispute avec un officier des Comptes, et comme la Compagnie refusait de prendre en mains sa querelle, il quitta par dépit sa charge de Président dont le roi lui conserva l'honorariat. Par ses alliances, par sa condition, par son orgueil, il se sentait étranger à la bourgeoisie dont il s'éloignait aussi par les études et par les goûts.

Né à Dijon le 17 octobre 1706, « il fit ses premières études à Noyers et à Dijon où, guidé par des maîtres peu habiles, il fit, dit-il, de médiocres progrès. M. Durand de Saint-Eugène, son oncle, maître d'hôtel ordinaire du roi, le demanda à sa famille et le fit élever à Paris au collège Louis-le-Grand où, malgré l'ignorance malhabile du précepteur qu'on lui avait donné, il fit d'excellentes études sous les pères Griffet, Porée et La Sante. Il remporta plusieurs prix dans toutes ses classes et surtout le premier prix de poésie en rhétorique « où le grand nombre des vétérans rendait cette victoire plus difficile (1). » Revenu à Dijon en 1724, il dépensa son temps comme il convenait à son rang et à sa jeunesse. Deux parts en fit dont il soulait passer l'une à se dissiper dans « le tumulte des plaisirs de son âge » ; il consacrait l'autre « à la culture des sciences et des lettres et surtout à la poésie qui avait pour lui un attrait singulier. » Comme tous les humanistes de la robe, il étudie pour son plaisir, pour oublier les duretés de son père et il étudie sans maître. « Ses études n'eurent jamais aucun objet que celui de satisfaire son goût et il n'eut d'autre maître que les bons livres en tous genres dont la lecture faisait sa principale occupation. » En deux lignes, voilà résumés par un patricien érudit tous les caractères de l'érudition bourguignonne, à la fois distraction de grands seigneurs, science puisée toute entière dans les livres, curiosité universelle qui, sans guide et sans lois, vole d'objet en objet, au seul gré de son caprice. Cependant, Ruffey trouva un guide et un modèle. Il fréquenta l'hôtel Bouhier, sinon comme initié, du moins comme prosélyte de la porte, et il essaya son talent en rimañt en français les hexamètres latins que le P. Oudin versifiait à la louange de Bouhier et de La Monnoye. La continuité ne s'interrompt pas entre les générations patriciennes, et, sans nul doute, le jeune Richard de Ruffey s'apprêtait à recevoir de ses devanciers le flambeau de l'humanisme pour le transmettre à ses successeurs. Des accidents vinrent traverser sa quiétude et déranger ses lec-

(1) LANGE. *Histoire Secrète*, p. 108.

tures ; les offices dont la mort de son père l'obligea à se faire pourvoir, la tutelle de ses frères et sœurs, des soucis d'argent, le mariage qu'il conclut en 1739 le détournèrent « de l'étude qui avait fait ses délices » et, comme chez Bouhier, chez lui aussi sans doute, le bel esprit ne disposait que des loisirs qu'abandonnait le magistrat, les livres passaient après les affaires et, pour ainsi dire, ne recueillaient que les miettes de l'activité.

Ces miettes suffisaient à Bouhier pour nourrir une vaste érudition, elles suffirent à Ruffey pour entretenir son talent poétique, dont les principaux monuments nous ont été conservés en trois gros volumes manuscrits (1). Il rima dès son adolescence et jusqu'à son extrême vieillesse ; ses derniers vers sont contemporains de la Révolution et sans nul doute ses préférences inclinaient vers la poésie. Il fut poète comme on l'était avant lui dans la robe bourguignonne, il écrit en français à une époque où l'on délaisse le latin, mais, cela mis à part, il ressemble à tous ses aînés. Ni la facilité ne lui fait défaut, ni le goût : il a de l'esprit et, malgré quelques vers durs et sans harmonie, il tourne ses phrases avec agrément, mais il n'a que de la facilité et de l'esprit. Il est de la même race que les La Monnoye, les Bouhier et les Cocquart (2), souvent même il les imite de fort près ; comme eux, il écrit sans la moindre sincérité de petites pièces de circonstance, une ode sur le camp de la Saône commandé par M. le duc de Lévy (1727), une autre pour la naissance du Dauphin, des épithalames, des compliments à ses amis et à Buffon en particulier, des vers glissés en guise de carte de visite dans les bouquets qu'il offre aux dames et toutes les bagatelles propres à nourrir la conversation des honnêtes gens. Ou bien, fort libéral de ses écrits, il met sa muse au service d'autrui et, faisant concurrence aux jésuites, il fabrique pour des cérémonies de toute espèce des compliments ou des divertissements littéraires, par exemple une idylle héroïque chantée chez M. de la Briffe, intendant de Bourgogne, en présence de Monseigneur le Prince de Condé (3). Des naïades, des faunes, des déesses et Jupiter en personne, confondus avec des poètes et le peuple de la province, viennent débiter

(1) Ms. 1.734, 1.735, 1.736.

(2) Ce qui ne l'empêche pas d'écrire à propos de Bouhier « Il voulut faire des vers, mais il prouva qu'il n'était pas né poète ». Cf. LANGE, p. 83.

(3) Ms. 1.734, f. 66.

les louanges du prince en strophes alternées. Ou bien il compose un prologue pour la tragédie de *Gabinie* (1), un autre pour *Polyeucte* (2) représentés dans un couvent de filles et de petites pièces pour complimenter la supérieure. Un jour même un cancre du collège, voulant prier en latin son régent de ne plus le fesser, pria Ruffey de lui composer une supplique. Ruffey acquiesca et lui remit quelques vers des plus obscènes ; le grimaud en eût été écorché vif si son professeur ne l'avait cru incapable, sinon d'une telle obscénité, du moins d'une latinité élégante. C'est une poésie toute mondaine que celle du Président de Ruffey. Il fait la cour aux dames, leur conte fleurette et languit pour elles et meurt d'amour dans ses élégies :

Daignez, charmante Iris, d'une oreille attentive (3),
Ecouter les accents d'une muse plaintive.
Un seul de vos regards peut calmer mes douleurs,
Si vous plaignez mes maux, ils perdront leurs rigueurs.

ou bien il badine et rime des stances sur la fièvre :

Monstre produit par les enfers,
Triste fruit des amours d'une horrible furie,
Noir fléau dont la barbarie
Se plaît à désoler tout ce vaste univers,
Contre toi je brûle d'écrire :
Muses, Phœbus, je ne veux rien de vous.
Le feu que sa rage m'inspire
Mieux que le dieu des vers peut servir mon courroux (4).

Poète de salons, amuseur d'une société oisive, il marche sur les traces de Santeul quand il écrit sa *cantatille à Ratapon, chien de Madame de C...* (5), sur celles de Taisand ou de La Monnoye quand il tourne des sonnets en bouts rimés, quand il imagine des énigmes et des logogriphes (6). Quelquefois, il se fait satirique, rédigeant un brevet de calotte pour

(1) Ms. 1.734, f. 9.

(2) Ms. 1.734, f. 53.

(3) Ms. 1.734, p. 25.

(4) Ms. 1.734, p. 20.

(5) 1.735, f. 51.

(6) Ms. 1.734. Troisième partie : *Recueil d'énigmes et de logogriphes*

un homme de guerre ou recueillant des épigrammes amusantes comme cette épitaphe du Régent :

Passant, ci-gît un esprit fort.
 Son destin fut digne d'envie :
 Il sut jouir des plaisirs de la vie
 Mais il n'aperçut pas la mort.
 On dit qu'il ne crut pas à la divinité ;
 C'est une calomnie insigne :
 Plutus, l'amour et le dieu de la vigne
 Lui tinrent lieu de Trinité (1).

Il traduit aussi quelques épigrammes de Martial, les distiques latins sur les figures de l'Arétin conservés par La Monnoye, et, pour compenser la polissonnerie par des œuvres édifiantes, il rime deux longues odes de M. Haller d'après une traduction de l'allemand. Mais son genre de prédilection et son triomphe, c'est le conte en vers, le conte irrespectueux et léger dont les prêtres, les femmes et la sottise des manants font à l'ordinaire tous les frais (2). Pour modèle, il a pris La Monnoye, dont il se rapproche par l'esprit et par le ton, qu'il imite parfois de si près qu'il raconte après lui telle anecdote, comme l'histoire de *Santeul confesseur* (3). Ou plutôt, il s'abandonne aux traditions de toujours, il se dépense pour amuser la société patricienne à une époque où la vie sociale s'épanouit, où la politesse et la douceur de vivre sont plus grandes que jamais. Certes, par le talent, il s'élève loin au dessus des Cocquart et des Michault ; vrai rival de La Monnoye, mais dont le tort fut d'être venu le second. Élégant et spirituel, il lasse vite quiconque sort de la lecture de ses aînés, car il reproduit leur esprit sans rien y ajouter. Brillant dans les salons, content de lui et de sa gloire quand le *Mercur* imprimait ses vers, s'il ne fût venu trop tard dans un monde trop vieux, son éducation et ses goûts le destinaient aux laborieuses études comme aux futiles divertissements qui rem-

(1) Ms. 1.734, f. 149.

(2) Par exemple : l'abbé vengé — Des moines se révoltent contre leur abbé et lui intentent des procès. Celui-ci amène quelques courtisanes, les moines oublient leurs rancunes pour se donner tout entiers à leurs débauches ; tout rentre dans l'ordre dans le meilleur des couvents possibles. Et Vénus en frappant les moines du mal que l'on devine, venge l'abbé de leur insolence. Nous avons retrouvé dans les Extraits de La Monnoye l'anecdote que développe le conte de Ruffey. Cf. ms. 1.736, p. 261.

(3) *Santoliade*, ms. 1.735, p. 221.

plissaient jadis les loisirs de la robe. Il s'était fait construire une vaste bibliothèque pour abriter ses loisirs ; il avait acheté les livres de M. Soyrot, un ami de La Monnoye, rassemblé plus de 4.000 médailles. La curiosité des choses de son temps trouvait à se satisfaire dans une collection de 1.200 journaux, et plus encore dans les lettres qu'il recevait de partout. Il comptait parmi ses amis Buffon, Daubenton, Sainte Palaye, l'abbé d'Olivet, l'abbé Barthélemy, Schoefflin, professeur d'histoire à Strasbourg, il y compta Voltaire, dont il fit connaissance à Colmar en 1754 (1). Humaniste par l'intérêt qu'il portait à tous les hommes, amateur de petits vers et de savante érudition, il prolongeait les traditions d'autrefois.

Avec les goûts, il avait tous les préjugés du patricien. Souvent, on ne peut s'empêcher de lui donner raison dans ses critiques contre l'académie comme dans ses querelles avec les académiciens. Mais dans tous ses reproches perce le mépris du grand seigneur, et l'on devine que son principal grief contre ses adversaires c'est leur naissance et leur fortune. Il a tout dit quand il a traité quelqu'un de personnage « subalterne », quand il a rappelé les basses origines de celui-ci, l'« éducation bourgeoise » de celui-là, quand il a blâmé tel autre de « manquer des usages du monde ». Que valent pour les études de petites gens qui travaillent pour vivre, et que peut-on attendre de bon d'une compagnie bourgeoise ? comme si le savoir ne devait pas revenir comme un privilège aux magistrats oisifs : « Le corps des pensionnaires est composé de gens qui soutiennent leur médiocre fortune par divers emplois lucratifs dans l'église, dans le barreau et dans les arts, en sorte qu'aucun d'eux n'a jamais pu faire son objet principal des travaux académiques qui même, quand ils paraissent trop s'y livrer, leur font tort dans l'esprit du vulgaire ignorant, relativement à l'exercice de leur profession (2). » Ce qu'il écrivait à une époque où lui-même était académicien, il le pensa toujours ; son dédain éclate contre ces plébéiens qui, se ressentant « de l'éducation négligée qu'ils ont reçue, n'ont ni élévation dans l'esprit, ni noblesse dans les sentiments (3). » Trop intelligent pour vouloir remonter le cours des âges et pour s'exiler de son siècle, il n'ose se

(1) Cf. ms. 536, p. 465. *Histoire lyrique des eaux de Plombières*, par Richard de Ruffey (Voltaire se trouvait à Plombières en même temps que Ruffey, mais au lieu de se mêler au monde, il travaillait).

(2) LANGE, op. cit. 101.

(3) Ibid. 101.

proclamer *laudator temporis acti*, mais peut-être l'est-il dans le secret de son cœur. Du moins il se retourne vers le passé avec complaisance et tendresse. « On peut dire, écrit-il, que le Président Bouhier a vu les derniers moments du genre de science qu'il avait embrassé. On néglige et on méprise actuellement le savoir ; on ne se pique que d'esprit et de goût. A-t-on gagné au change ? La question n'est pas décidée (1). » On devine par ses regrets dans quel sens il inclinait à la décider (2).

Des circonstances même survinrent qui attisèrent sa haine des nouveautés, ou plutôt de leurs auteurs. Il avait essayé de marier sa fille Sophie à Buffon, mais le prudent naturaliste ne voulut pas entreprendre d'apprivoiser un animal aussi capricieux. Plus naïf, le Président de Monnier, un franc comtois, tenta l'aventure, mais il n'attendit pas longtemps qu'un loup survînt qui lui ravit sa brebis. On sait quelle fut la colère de Ruffey, à quelle violence il eut recours contre Mirabeau, et ses fureurs n'étaient pas apaisées, quand le tribun conduisait l'assaut contre le régime. Au surplus, Ruffey n'avait pas besoin que ses haines particulières l'excitassent à haïr les apôtres du progrès. Quand dans ses dernières années il assiste à la chute de l'ordre établi, il ne ménage pas les sarcasmes à la Révolution, il la condamne dans ses principes et repousse jusqu'aux moindres réformes. Les privilèges et les inégalités lui semblent des institutions nécessaires et l'ancien

(1) Ibid. 82.

(2) Ruffey tenait beaucoup à la liaison qui l'avait lié à Voltaire, et sans doute jugeait-il aussi que « l'amitié d'un grand homme est un bienfait des dieux ». Il rend visite au patriarche; sans crainte de le blesser dans sa modestie, il le loue comme son admirateur et comme son disciple en poésie :

Des sublimes beautés dont brillent tes ouvrages
Je fus toujours admirateur,
Et j'enviai les avantages
Des climats où vécut le plus fameux auteur.
Je suis heureux, Français, j'ai vu votre poète.
Du langage des Dieux quel plus digne interprète ?
Si pour moi son esprit daigne se dévoiler
J'apprendrai d'un tel maître à penser, à parler.

Cependant, il n'apprit jamais ni à rimer, ni à penser comme Voltaire. Tout au contraire, il blâme la hardiesse de son grand homme. « Sur la fin de ses jours (M. de Voltaire) a terni l'éclat de sa réputation et de sa gloire par ses déclamations indécentes contre la religion; aussi mauvais théologien que grand poète et grand littérateur, il s'est érigé en prédicant et, loin de jouir du repos du sage, a débité de mauvaise foi des sophismes et des impiétés pour séduire les faibles et les ignorants ». Suivant ses préjugés de patricien, il souhaitait un Voltaire qui ne serait pas voltairien.

régime un âge d'or où les humbles prospéraient en bénissant l'autorité patriarcale des grands seigneurs qui les faisaient vivre :

Tout le peuple n'est composé
Que d'un tas de mercenaires
Que l'homme riche et le bourgeois aisé
Font vivre de leurs salaires (1).

ou bien il imagine le dialogue d'un père et d'un fils :

Qu'est-ce donc qu'un aristocrate ?
A son père disait l'enfant d'un démocrate,
On m'en fait peur comme d'un loup-garou.
Je vais me cacher dans un trou
Pour ne pas tomber sous sa patte.
— Rassurez-vous, mon fils, n'ayez plus de frayeur.
Ces monstres dont on vous fait peur ,
Sont les seigneurs de nos villages,
Que des jaloux de leurs beaux équipages
Se plaisent à calomnier.
Ils soulagent notre misère
Sans crainte de s'humilier.
Ils vont visiter nos chaumières,
Nous labourons leurs champs, nous coupons leurs forêts,
Nous subsistons par leurs bienfaits.
Leur richesse s'emploie à payer nos salaires
Ce sont nos protecteurs, nos pères.
N'écoutez plus les malveillants.
— On m'a trompé, mon père ; ah ! qu'il est de mé-
[chants.] (2)

Et pour tout dire en quelques mots, la Constituante eût été grande à ses yeux en respectant les privilégiés :

Le tiers état pouvait égaler la noblesse
Loin de vouloir l'abaisser vainement ;
C'est un trait de sa maladresse
Pouvant la surpasser, pensant plus noblement (3).

Quant à Ruffey, jusqu'à la fin de ses jours, il pensa en grand seigneur et mourut en aristocrate. Patricien par la nais-

(1) Ms. 1.736, f. 301.

(2) Ms. 1.736, f. 273.

(3) Ibid., f. 329.

sance, par la fortune et par l'éducation, il traversa tout le dix-huitième siècle sans rien oublier et sans rien apprendre, sans rien abandonner des préjugés de sa classe. Jusqu'en 1789, une partie de la noblesse semble à certains égards préparer sa ruine de ses propres mains. Elle arrive à la Révolution, déjà gangrenée par les idées nouvelles ; ce sont des princes qui protègent Rousseau, il y a des marquis qui l'applaudissent. La robe provinciale résiste à l'entraînement ; sans illusions et sans générosité, elle voudrait retenir jusqu'aux moindres pierres du passé qui s'écroule. Et dans l'intelligence aussi, Ruffey nous apparaît comme un homme d'autrefois, comme le champion et l'héritier des traditions antiques de l'humanisme. C'est à leur ombre qu'il s'est formé et qu'il a grandi, et c'est parce qu'il leur est attaché de toutes les fibres de son âme qu'il intéresse l'histoire comme un type. Car ce continuateur et ce disciple des robins d'autrefois assiste à l'éclosion d'une société plébéienne et de son génie. Il n'est pas homme à se retirer sous sa tente pour ne pas apercevoir ce monde nouveau qui le choque. Son orgueil, d'autre part, et son éducation le retiennent de se fondre dans cette bourgeoisie qu'il méprise. Toute une moitié de son existence s'employa à restituer au patriciat la prééminence intellectuelle qui lui échappait.

3. — La société Richard de Ruffey

Durant les premières années qui suivirent la fondation de l'académie, Richard de Ruffey imita ses pairs ; il assista avec une joie malveillante aux difficultés de la compagnie naissante, espérant que par l'effet de ses convulsions intérieures ou accablée sous le ridicule, elle succomberait bientôt. Quand il dut s'avouer que le monstre vivrait, il songea à instituer une académie patricienne et à opposer à la citadelle bourgeoise une citadelle rivale. Ce fut l'œuvre de sa maturité, celle qui absorba tous ses instants, toute son activité, toutes ses pensées, toutes ses ambitions. Erudit et, s'il se fût recueilli dans son cabinet, capable de produire des travaux considérables, il se jeta tout entier dans la lutte entreprise, et ne fut rien, sinon académicien. Il dépensa toute son énergie d'abord à rassembler les éléments d'une société savante, à les ordonner par une règle, à maintenir entre eux la concorde, et ensuite à inspirer la vie au corps qu'il avait

créé, comme Dieu souffla sur l'argile qu'il avait façonnée. Pour susciter l'assiduité, il prêcha d'exemple ; pour encourager au travail, il rédigea un nombre infini de mémoires et de comptes rendus. Parmi ses compagnons, plusieurs le surpassèrent en talent et en gloire ; quant à lui, absorbé par sa vocation académique, il ne voulut être et il ne fut que le centre et l'âme du patriciat instruit. C'est par là qu'il tint une si grande place aux yeux de son époque, et une si petite à ceux de la postérité. On a retenu le nom du Président de Brosses, on a oublié Richard de Ruffey parce qu'il se soucia peu d'écrire et beaucoup d'agir ou, si l'on veut, de s'agiter.

Quand il s'établit le chef d'un cénacle de magistrats érudits, il semble assumer le rôle qu'avaient joué autrefois les Lantin et les Bouhier, et il l'assume en effet. Mais ce qui ne s'était pas vu encore, ce que causait la nouveauté des circonstances, il se jetait dans son entreprise par un plan délibéré, dans un esprit de lutte et de provocation. Sa compagnie savante est une armée patricienne, son but, c'est l'abaissement de la compagnie bourgeoise et la conquête de l'opinion. En 1752, un ami lui ayant conseillé de tenir chez lui une assemblée hebdomadaire, il y consent d'emblée, et, avec quelques beaux esprits, il jette les bases de la fondation future. Comme de juste, les statuts de la société nouvelle s'opposent point par point à ceux de la rivale abhorrée ; on veut créer une institution qui, par ses perfections, justifie et rende pour ainsi dire sensibles les critiques que l'on adresse à celle de Pouffier (1). Celle-ci est logée dans un galetas par l'avarice de ses directeurs ; celle-là aura pour asile la belle bibliothèque de Ruffey. Celle-ci tient rarement ses séances et n'y rassemble que peu d'académiciens, celle-là se réunira tous les mercredis à trois heures de relevée. Celle-ci n'a pas de secrétaire capable et laisse perdre le fruit de ses disputes, celle-là conservera les mémoires qui lui seront remis et gardera le registre exact de ses discussions. Dans l'une les académiciens apportent leurs querelles particulières et s'entre dévorent dans le sanctuaire des sciences, ou bien, comme des chiens autour d'un os à moelle, ils se déchirent pour quelques écus. La société Ruffey sera de quinze personnes au plus et toute élection sera nulle s'il se trouve deux voix à refuser.

Mais, son caractère essentiel, c'est qu'elle ne comprend que des patriciens ou de leurs clients. Pour hôte, elle a Ri-

(1) Ms. 1.628, p. 1 sqq.

chard de Ruffey, Président à la Chambre des Comptes ; pour membres, de Brosses, Président au Parlement, MM. de la Cour, Jehannin de Chamblanc, de Thésut, l'abbé Espiard de la Borde, conseillers au Parlement, Févret de Fontette et Cœurderoy, Présidents au Parlement, l'abbé Legouz, M. deournay, grand au pays de Gex et frère du Président de Brosses. Aucun de ces noms ne détonne, tous appartiennent aux races les plus anciennes et les plus illustres de la robe bourguignonne. Auprès de ces hauts seigneurs, quelques hommes d'un rang moins relevé ; Michault, le secrétaire, Cocquart et l'abbé Joly, encore la famille de celui-ci comptait parmi les premières et les plus antiques de la province. Mais Michault, Cocquart et l'abbé Joly se recommandaient par leur attachement au monde de la magistrature. Leurs états de service les dispensaient de noblesse ; ils avaient déserté l'académie Pouffier, et l'on faisait bon accueil aux transfuges. Mieux encore, ils étaient accusés de l'avoir trahie, de l'avoir chanssonnée, d'avoir inspiré ses détracteurs ou tout au moins fourni des armes à l'abbé Goujet (1). En considération de ces exploits on passait tout le reste, et Ruffey imposait silence à ses antipathies. Ces hommes, d'ailleurs, avaient été les familiers de Bouhier, ils continuaient les études qui lui étaient chères, et des robins disciples aussi de Bouhier et qui rêvaient de l'imiter ne pouvaient refuser à ses compagnons habituels le *dignus es intrare in nostro docto corpore*. En souvenir de Bouhier, on reçut aussi l'abbé Léauté ; et pour faire pièce à l'académie, on lui ravit son meilleur académicien en attirant le médecin Barbéret. Afin de n'avoir plus rien à envier à la compagnie rivale, on élut jusqu'à des correspondants que l'on choisit célèbres et, parmi eux, Buffon, Crébillon, Daubenton, Jurain, le marquis de Courtivron, l'abbé Leblanc, l'abbé Leboeuf, tous gens dont la gloire ennoblissait la société qui venait de naître.

Les lettres patentes mises à part, on avait fondé une académie et en face de l'académie bourgeoise une académie patricienne. Il ne s'y distribuait point de prix et ses membres tous égaux ne se distinguaient pas en pensionnaires et en honoraires. Mais c'était un corps organisé, un corps uni qui s'était donné une règle, qui se soumettait à une direction, qui tenait au patriciat par son recrutement et par son esprit autant et plus que la compagnie créée par Pouffier appartenait à la

(1) Pour son article diffamatoire qui fut inséré dans le *Supplément au Moreri*.

bourgeoisie. On avait reconstitué le cénacle aristocratique qui manquait à Dijon depuis la mort de Bouhier, mais on n'avait pas ressuscité le passé. Car dans la société bourguignonne disjointe, l'esprit du siècle s'était infiltré par toutes les fissures, l'opinion publique s'en était imprégnée et sans doute la haute robe, contaminée par l'exemple, ne rêvait même pas qu'on pût réparer tout le mal. De chez Bouhier elle régnait sur la province, chez Ruffey, elle se rassemblait pour combattre, et non pas pour défendre, mais pour reconquérir. Loin comme autrefois d'imposer sa culture par son ascendant seul, il lui fallait, pour compter encore dans la cité, s'accommoder aux circonstances et s'insinuer dans la faveur du monde en flattant ses goûts. Ni Richard de Ruffey ni aucun de ses confrères soit par le caractère, soit par les études, ne diffèrent beaucoup de Bouhier qu'ils vénèrent ; mais si le patriciat reste immuable, les temps ont changé et, à défaut de l'enthousiasme, la nécessité condamne la robe à rejoindre la bourgeoisie sur les voies nouvelles de la pensée.

CHAPITRE IX

LES TRAVAUX DE LA ROBE

1. — Les sciences

Pour faire concurrence à l'académie et lui ravir son prestige devant l'opinion, il était habile, voire nécessaire de la vaincre sur son propre terrain et dans ses études. On pouvait ne lui pas envier ses dissertations morales : elles venaient de révéler leur danger, et la bourgeoisie même s'épouvantait en apercevant quel monstre était éclos de l'œuf qu'elle avait couvé. Les rhéteurs impatients de se distinguer se jetaient dans le paradoxe, soulevaient le scandale et incendiaient tout par le même calcul qu'Erostrate quand il brûlait le temple d'Ephèse ; les autres débitaient des niaiseries ou rapetasaient des vérités usées. Ruffey se garda bien de créer une classe de morale « qui ne peut être traitée supérieurement dans une académie de province (1). » et la morale fut en effet négligée dans les mémoires de ses amis. Il s'était du reste abstenu d'établir des classes. « Chacun, portaient les statuts, sera absolument libre en particulier de choisir selon son goût ou ses connaissances le genre ou la matière qu'il voudra traiter (2) ». Ni littéraire ni scientifique, cette société d'humanistes accueillait toutes les connaissances humaines. L'étude des sciences était assurément la moins familière de toutes à la plupart de ses membres, et devint cependant un sujet ordinaire de leurs conférences. C'étaient les sciences que la bourgeoisie cultivait avec le plus de bonheur et de succès, c'est par la science d'abord que le patriciat résolut de rivaliser avec elle.

A vrai dire, de même qu'elles rebutaient les avocats et les médecins, les mathématiques avaient toujours rebuté l'humanisme des grands seigneurs. Dans l'entourage de Ruffey, le seul Loppin de Montmort s'y adonnait avec persévérance et

(1). RUFFEY, *Notes pour l'histoire secrète*, 2.

(2) Article XX des Statuts. Ms. 1.628, p. 4.

bonheur. On avait cependant inscrit le marquis de Courtivron parmi les associés, mais, résidant à Paris, on n'avait pas à craindre qu'il ennuyât la compagnie. On se passa volontiers de ses théorèmes, du moment qu'on eut obtenu son patronage. Et quand Rameau présenta un mémoire sur la musique farci de raisonnements par les nombres, on le remercia poliment, tout en faisant savoir qu'on n'avait entendu goutte à son algèbre (1). Car, si toute matière est admise aux conférences, on a cependant excepté celles qui sont « de pur calcul ou de pure théologie (2) ». On n'étudiait guère que les sciences qui fleurissaient autrefois chez Lantin ; la physique, la météorologie si chère à l'abbé Mariotte et que De Brosses indique comme un digne objet aux curiosités de ses amis. On étudiait surtout l'histoire naturelle. Non seulement elle offrait un accès facile, mais depuis l'époque des Lantin et des Collet, l'humanisme n'en avait jamais oublié le chemin. Si Bouhier l'avait délaissée pour les lettres, les Huissier d'Argencour, les Michault, les Joly, les du Tilliot avaient tant bien que mal et plutôt mal que bien entretenu la curiosité de la nature. Depuis toujours, on herborisait, on lisait des traités de botanique, il ne s'agissait que de ranimer des études languissantes, non de susciter une flamme inconnue.

Seule pourtant une révolution de l'esprit patricien pouvait ramener son ardeur vers un objet qui lui était familier jadis. Car si le génie universel des Saumaise et des Lantin considérait avec une égale complaisance toutes les connaissances humaines, l'application méthodique de Bouhier avait choisi entre elles, attribué à l'histoire et aux langues la place d'honneur et réduit les autres à une part médiocre de son attention. L'histoire naturelle n'était point méprisée, on l'oubliait à demi ; on commença de la haïr quand elle obtint la faveur publique et supplanta l'érudition. Parmi les familiers de Bouhier, nul plus que Michault ne s'était intéressé à la botanique, et cependant voici sur quel ton il décrivait les recherches des naturalistes : « Il est des espèces de physiciens érudits, gravement occupés à rechercher de petits échantillons de la nature, dont la beauté et la valeur sont de pure convention entre eux, et dont la vaine curiosité ne perd son nom que dans les cabinets. Ces minuties physiques que nos philosophes assujettissent selon leur caprice à divers arrangements

(1) Ms. 1.628, p. 82 (28 décembre 1752).

(2) Ibid. Statuts de la société, art. XXII, ms. 1.628, p. 4.

prétendus systématiques comportent un ridicule bien plus sensible que la recherche des dates et la compilation des petits faits » ...« Il y a cent ans que l'érudition était cultivée en France avec autant d'ardeur que de succès, aujourd'hui c'est la physique, la géométrie et l'astronomie. Serait-ce qu'ayant reconnu l'avantage de ces sciences sur l'érudition, nous aurions décidé notre goût conséquemment à l'utilité des sciences spéculatives. Cependant, si on en croit l'auteur d'un des meilleurs ouvrages philosophiques qui aient été composés dans notre langue (*Logique*, ou *l'art de penser*), elles sont plus vaines qu'utiles. Bayle, qui en a été frappé, assurait qu'il aimerait mieux avoir dit ces paroles que d'avoir fait plusieurs volumes. » (1).

Mais, pour aider à la conversion, pour revenir de cette aversion, on commençait à subir l'ascendant de Buffon. Le jeune homme dont Bouhier prédisait qu'il irait loin était allé fort loin, en effet. Directeur du jardin du roi, membre de l'Académie des sciences, jouissant d'une réputation qui s'étendait déjà sur toute l'Europe, son mérite était assez reconnu au dehors pour qu'on ne le discutât pas à Dijon. Ayant pour une large part contribué à la naissance de la société imaginée par Pouffier, ayant même accepté de figurer parmi ses honoraires, depuis longtemps Buffon l'avait abandonnée à son sort. Fils de magistrat et grand seigneur, il entretenait des rapports plus étroits avec l'aristocratie dijonnaise ; il venait quelquefois à Dijon, on le visitait à Montbard ; et Richard de Ruffey, depuis longtemps son ami, lui avait rendu maint service en qualité d'Elu du roi (2). L'amitié d'un grand homme est un bienfait des dieux (3) ; sitôt que Ruffey eut édifié sa petite chapelle, il la plaça sous l'invocation de Buffon ; l'« *Histoire naturelle* » fut son livre sacré et il se dépensa à le prôner et à le commenter. En saluant Buffon comme un des siens, en se rassemblant autour de lui, la haute robe dissimulait sa jalousie contre l'académie

(1) MICHAULT. *Mélanges*. Préface Xii sqq.

(2) En 1733 en particulier, Ruffey vint à Montbard estimer le terrain que Buffon voulait faire acheter pour servir de pépinière publique à la province.

(3) Sur l'intimité des rapports entre Ruffey et Buffon, cf. *Correspondance de Buffon* par Nadault de Buffon. La première lettre échangée est de 1729. Il est à remarquer qu Buffon parle surtout à Ruffey de frivolités ou d'expériences de détail, sur les paratonnerres par exemple. Les discussions philosophiques, il les réserve à de Brosses plus capable de les comprendre.

bourgeoise, elle semblait moins se convertir à un nouveau goût des sciences que revenir à des traditions qui étaient les siennes, mais elle y revenait avec un zèle de néophytes et ses rivaux ne se méprirent pas sur les causes de son retour.

Chez Richard de Ruffey, cependant, on ne copie pas avec servilité les travaux de la société plébéienne. On évite le ridicule de prétendre réussir en médecine mieux que les médecins, et quoiqu'on ne néglige point la découverte de recettes utiles, on aborde les sciences avec des vues souvent désintéressées, pour comprendre et savoir plus que pour agir, et sans le souci permanent de contribuer au progrès immédiat des arts. Il est vrai que ni la bonne volonté ni l'élévation de la pensée ne confèrent d'emblée les qualités du savant, en sorte que nos érudits convertis à l'histoire naturelle se voient contraints de mesurer leurs ambitions à leurs forces et à leur inexpérience. Ils ne s'aventurent pas en de vastes théories sur la formation du monde et son organisation ; trop neufs dans la contemplation de la nature, ils ne sont pas gens à l'embrasser d'un coup d'œil ; les connaissances leur font défaut, et l'application, et l'audace, et le génie, pour essayer de s'élever si haut. Ils vouent leurs efforts à des entreprises modestes et, comme les humanistes d'autrefois, ils apportent des pierres pour une science qu'ils ne bâtissent pas, ils recueillent des faits, ils font la chasse aux détails ; mais ils ne puisent plus tous leurs documents dans les livres ; avec leurs lumières bornées d'amateurs et leur simple bon sens, ils observent les choses. Laissant aux Buffons le soin d'échafauder des systèmes et de dresser pour ainsi dire les cadres du savoir, ils corrigent, ils complètent, ils illustrent d'infimes fragments de la grande œuvre. C'est pour s'appliquer à cette besogne qu'ils ont quitté leurs occupations de jadis, que Ruffey s'écarte de son éducation toute littéraire et fait violence à son inclination pour la poésie.

Confident de Buffon, quand il se trouve à court d'idées, il emprunte à son ami la matière de ses mémoires, et certes n'invente rien quand il explique pourquoi le pelage des animaux domestiques est de couleur variée quand celui des animaux sauvages est uniforme (1). Mais, le plus souvent, au lieu d'emprunter les découvertes d'autrui, on tâche de découvrir. Lardillion passe ses loisirs dans la société des fourmis et

(3) Ms. 1.628, p. 17 (7 juin 1752).

rapporte le souvenir de ses conversations (1), ou bien il traite des marcottes (2), ou bien il étudie les mousses arborescentes (3) que Michault a observées sur une fiole vide de médicaments (4), Ruffey disserte sur la formation des cornes chez les animaux (5), ou recueille des témoignages sur l'apparition d'un météore igné (6), cependant que Barberet poursuit au sujet de la grêle les recherches qu'il a entreprises pour l'académie bourgeoise (7), ou bien on examine comment l'air, suivant ses différentes qualités, agit sur le corps humain (8). Un mémoire de Daubenton décrit les différentes espèces de chênes (9), un autre de M. Varenne est consacré aux dés fossiles de Bade (10), un troisième explique d'où vient la variété des végétaux qui croissent en Bourgogne (11). M. de Tournay produit des rapports d'ingénieur, l'un sur la poussée des terres contre les murs qui les soutiennent, l'autre sur une méthode de construire les corps pour la conduite des eaux, l'autre sur les ouvrages en fer et en acier que l'on commence à fabriquer dans la nouvelle manufacture d'Essone (12), et Ruffey décrit une machine hydraulique pour l'épuisement des eaux ou expose une méthode pour fonder les piles des ponts (13). Et comme de toutes parts en France on parle de l'inoculation, nous avons un traité à son éloge, non pas une dissertation médicale, mais une belle harangue ornée des figures les plus véhémentes de la rhétorique (14). Au reste, comment éviter l'éloquence à propos d'un sujet si important, quand l'auteur d'un mémoire sur les cornes du limaçon interrompt ses observations pour s'écrier : « ô, belle nature, que d'économie dans votre gouvernement, que de sagesse dans toutes vos actions, que de grandeur dans vos moindres productions (15) ».

Cet enthousiasme et le zèle dans les recherches ne compensent pas toujours la fragilité des connaissances. L'igno-

(1) Ms. 1.628, p. 20 et passim.

(2) Ms. 1.597, p. 127.

(3) Ms. 1.628, p. 47, 19 juillet 1752.

(4) Ms. 1.628, p. 43, 12 juillet 1752.

(5) Ms. 1.628, p. 105, 7 février 1753.

(6) Ms. 1.597, p. 272. Le fils inoculé par son père.

(7) Ms. 1.597, p. 269.

(8) Ms. 1.597, p. 181.

(9) Ms. 1.597, p. 263.

(10) Michault s'est inspiré de ce mémoire dans son article sur les dés de Bade (Cf. *Mélanges de littérature*, T. I).

(11) Ms. 1.597, p. 161.

(12) Ms. 1.597, p. 131.

(13) Ms. 1.597, p. 113.

(14) Ms. 1.597, p. 195.

(15) Ms. 1.598, p. 75.

rance est crédule parce que tout est miracle à ses yeux : Ruffey ni ses confrères ne distinguaient pas l'invraisemblable du possible. Assurément, on ne saurait leur reprocher des erreurs où ils tombent avec tous leurs contemporains, ni s'étonner que l'auteur de certaine *Introduction à l'histoire naturelle* conçoive d'étranges théories sur la chimie minérale (1). Mais M. Cœurderoy connaît une femme plus extraordinaire que Gargamelle, laquelle, comme chacun sait, porta jusqu'à l'onzième mois. Les grossesses de celle-là durent vingt-et-un mois (2). Comme si parole de chanoine était parole d'Évangile, on reçoit pour un document sûr la lettre d'un chanoine de Nuits décrivant un monstre trouvé dans les bois de La Berchère « dragon bipède d'une aune de long, près de la tête presque aussi gros que le bras, sa peau de la couleur de celle du serpent ; sa tête de la même couleur était assez grosse et formée approchant comme deux mains jointes l'une contre l'autre, avec deux espèces d'oreilles longues et grosses comme le doigt, couchées sur la tête, au milieu desquelles s'élevait d'environ deux pouces de haut une petite aigrette rouge qui ressemblait à trois cerises collées l'une à l'autre, celle du milieu étant la plus grosse. » (3)

Mais, quoiqu'on vénérait à l'excès le témoignage des chanoines, on croyait chez Ruffey au progrès des connaissances humaines, on avait le sentiment que la science des temps nouveaux ne reproduisait pas celle du passé. On avait même entrepris « de faire un parallèle des idées des anciens physiciens sur les différentes parties de l'histoire naturelle avec les observations et les expériences de nos modernes » (4). On se proposait de confronter bien moins encore le contenu du savoir que les méthodes et les systèmes, sans doute afin de mesurer mieux la distance où l'on se trouvait d'un humanisme tout récent. La seule vénération venait de s'éteindre qui eût jamais possédé quelque prise sur les âmes : la vénération de l'antiquité et des traditions ; le respect des vérités révélées ne pouvait enchaîner l'intelligence patricienne. On évitait de contredire la religion sans lui soumettre la pensée. S'il y a dans la haute robe des croyants et des incrédules, ceux-là sont assez honnêtes gens pour rendre leur piété traitable, et

(1) Ms. 1.597, p. 65. L'auteur est M. MOLIN, docteur en médecine, à Chagny.

(2) Ms. 1.628, p. 44 (12 juillet 1752).

(3) Ms. 1.628, p. 37 (5 juillet 1752).

(4) Ms. 1.628, p. 26 (14 juin 1752).

ceux-ci tempèrent les manifestations de leur libertinage. Tous s'accordent pour ne point renverser une foi antique et qui fait partie des institutions nationales, mais c'est à condition que la foi ne gênera pas plus les intelligences qu'elle n'interviendra dans la politique. Certes, de petites observations sur les détails de la nature ne menacent ni ne confirment les croyances ; mais le système de Buffon semble sur plus d'un point s'écarter de la Bible. Or, les érudits du patriciat vénéraient Buffon comme leur maître, ils se regardaient presque comme associés à ses travaux, ils resentaient les attaques dont il était l'objet et à l'occasion le défendaient contre les dévots.

Une fois au moins, Richard de Ruffey prit la plume pour laver son ami de l'accusation d'impiété, il composa un plaidoyer qui mérite d'être retenu, moins pour sa valeur que parce qu'il émane d'un confident de Buffon et du dépositaire de ses pensées. L'abbé de Lignac avait fait le procès du grand homme dans ses *Lettres d'un Américain* ; Ruffey y répondit en soutenant avec résolution les droits de l'esprit scientifique (1). La superstition fait obstacle au progrès. « Si nos philosophes avaient suivi la méthode du critique, notre siècle serait encore plongé dans l'ignorance de ceux qui l'ont précédé. On aurait traité de miracles les éclipses, les comètes, le magnétisme, l'électricité et tant d'autres grands effets naturels. Ce titre respectable aurait empêché de leur chercher d'autres causes. » On prétend que « le système de M. de Buffon sur la formation des planètes n'est pas conforme à l'histoire de la création écrite par Moïse. » « Mais M. de Buffon n'a jamais proposé ce système comme une vérité, mais comme une possibilité, il n'oblige personne à le croire, le censeur lui-même est forcé de convenir de sa modestie en le proposant. Il explique comment les planètes et les montagnes auraient pu se former naturellement, mais il ne soutient pas qu'elles se soient formées ainsi, mais qu'elles le pouvaient si Dieu, laissant agir les causes secondes, s'était épargné le détail de la création que nous décrit Moïse. » « D'ailleurs, même dans le texte de l'Écriture, il peut trouver des termes qui augmentent la probabilité de ses systèmes. Le mot *in principio* peut avoir des bornes très reculées et peut

(1) Ruffey reprenait d'ailleurs point pour point la Théorie de la Terre de Buffon. A rapprocher des explications fournies par Buffon à la Sorbonne : (NADAULT DE BUFFON, Tome I, p. 264).

comprendre plusieurs siècles qui ne sont pour Dieu qu'un instant. Les jours de l'Écriture avant la perfection de la terre pouvaient être d'une durée considérable puisque l'étendue n'en a été fixée que par la révolution de la terre sur son axe ou du soleil autour de la terre.» On peut même demander à la foi des concessions plus importantes : « Dieu a révélé à Moïse les vérités morales et métaphysiques, mais il a pu ne lui pas révéler les vérités physiques qu'il a rendues suivant le temps et les nations intelligibles aux peuples à qui il devait les présenter. » Quant au premier homme, si différent dans l'*Histoire naturelle* et dans la Bible, il faut croire que M. de Buffon l'a peint « tel qu'il était avant que Dieu lui eût rien révélé (1). » Que nous sommes loin de l'époque toute récente cependant où l'on s'efforçait non seulement de concilier, mais de marier la science et la foi, où l'on découvrait dans Moïse toutes les propositions de la physique moderne ! Aujourd'hui, c'est Moïse que l'on sacrifie en limitant le domaine de la foi, en accroissant celui de la raison. Et la robe qui toujours se montra sans superstition et sans bigoterie, semble faire bon marché de la religion : l'apologie composée par Ruffey nous apparaît surtout comme une défense de l'esprit positif et l'on ne saurait dire dans quelle mesure elle est d'un chrétien passionné. Mais tout en pensant avec liberté, on évite de braver les croyances, et au prix des concessions qu'on leur demande on maintient un semblant d'accord entre la science et la religion. C'est un mariage comme il y en avait tant à l'époque, où chacun des époux agit à sa guise et vit de son côté, mais le relâchement du lien conjugal épargne le scandale d'un divorce. Cette politique est-elle inspirée par un reste d'amour pour la religion, par la crainte du pouvoir ou par un scrupule de conservateurs qui vénèrent l'Eglise en tant qu'institution ? C'est ce qu'on a peine à décider, doute d'autant plus regrettable que les paroles de Ruffey étaient inspirées par Buffon lui-même. La robe se tenait à l'écart de la révolte comme de la servitude, à l'écart de l'aveugle soumission des dévots comme des excès de la secte philosophique. Depuis toujours, elle pensait avec indépendance, et sans répugnance elle s'ouvrit aux conceptions les plus hardies ; mais des magistrats érigés par leurs fonctions en défenseurs du régime, mais des patriciens nantis de la richesse et de la puissance, de tels hommes jugeaient indécemment de se ranger parmi les adver-

(1) Ms. 1.597. p. 36.

saïres de l'Eglise dont, même incrédules, ils ne souhaitaient pas la ruine.

Mais leur libre curiosité accueillait toutes les nouveautés. Si Ruffey et ses amis apportent des mémoires à leurs assemblées, ils y viennent aussi rendre compte des livres qu'ils ont lus et les critiquer, et ces lectures avec les discussions qu'elles soulèvent sont la semence d'où naîtront bien des travaux académiques. Quant aux ouvrages mêmes des académiciens, on peut à la rigueur en contester le prix ; s'il en est d'estimables, il en est aussi d'insignifiants et de ridicules, il n'en est aucun qui ait fait avancer les sciences d'un grand pas. Ce sont de petites expériences, des observations souvent maladroites, des conjectures sans fondement. Mais qu'importe ! Pour contrebalancer les études de la bourgeoisie, un groupe de grands seigneurs jusqu'alors adonnés à la poésie où à l'érudition se sont soudain jetés vers les sciences naturelles ; d'un seul coup, ils se sont imposé des goûts et des occupations jusqu'alors inconnus ; et, quoique dans une certaine mesure ils retrouvent sur ces voies nouvelles les traces de leurs aînés, ils apprennent ce qu'on ignorait jadis, la recherche des faits par l'expérience, et l'étude non pas des naturalistes, mais de la nature même. Ils rivalisent avec la bourgeoisie dans les sciences ; par contre, ils répugnent aux vastes spéculations de la morale. L'aventure de Rousseau les incite à la prudence, et peut-être jugent-ils vain de refaire dans leur académie les mêmes dissertations que par devoir ils sont condamnés à prononcer au Parlement. Mais le goût des idées générales et des grandes théories, il le transportent dans l'érudition. Si l'on en croit M. l'abbé Deberre on ne s'occupe que de sciences à la société littéraire de Richard de Ruffey. En fait d'œuvres littéraires, on n'eût, dit-il trouvé qu'à glaner. Rassurons-nous ; on eût glané à pleines charrettes et les lettres n'ont rien à envier aux sciences : tout au contraire, elles fleurissent avec plus d'éclat. Quoi de plus naturel ? Quelque bonne volonté et quelque ardeur que l'on apportât à l'étude des sciences, l'éducation première et les inclinations de jeunesse ramenaient sans cesse à l'érudition. On allait à la physique par imitation et sous une influence étrangère, on était né dans le culte des lettres. La grandeur de la société Ruffey vient de ses travaux littéraires, de son humanisme fécondé par l'esprit philosophique et je donnerais sans peine tous ses mémoires sur l'histoire naturelle pour les œuvres seules du plus illustre de ses membres, du Président de Brosses.

2. — Le Président de Brosses

On attend encore une étude complète sur le Président de Brosses, et l'on continuera à l'attendre, car elle ne saurait entrer comme un simple épisode dans une histoire de l'humanisme. Cet homme, qui fut grand immédiatement après les plus grands, est loin cependant par son influence et par sa gloire d'avoir tenu ni en Europe ni en France, ni même à Dijon, une place égale à celle que remplissait Bouhier. Il est vrai que celui-ci resplendissait dans un ciel sans étoiles et à une époque pauvre en génies, que celui-là pâlisait au voisinage des Voltaire et des Buffon, que c'était peu de passer pour grand homme à Dijon quand Montbard et Ferney figuraient comme les capitales spirituelles de la Bourgogne. Ce qui distingue de Brosses, c'est moins l'immensité que la complexité de son génie. Bouhier aussi fut grand, mais il n'effraie pas l'historien ; c'est une nature simple et cohérente, quelque chose comme une haute montagne, mais dont les pentes tout unies présentent un accès facile. De Brosses se dérobe davantage ; on croit s'avancer vers un de ces monts tourmentés, coupés de vallées et de précipices où le voyageur s'égare, vers un de ces monts qui semblent faits d'un entassement disparate et confus, où l'on chemine en doutant sans cesse du véritable sommet. C'est qu'en effet il y a deux hommes en de Brosses ; deux époques, deux mondes se sont rencontrés en lui et s'y sont confondus, et l'on imaginerait avec peine une tâche plus ardue que de démêler en lui l'enchevêtrement des influences les plus contraires.

Sa vie est assez connue. On sait que sa famille était noble, qu'elle avait combattu avec distinction durant les guerres d'Italie ; comme le fait observer M. Foisset (1), ses origines se perdaient si loin qu'elle ne se connaissait point d'autre nom que celui de son fief. De l'épée, elle était venue à la robe, double raison de s'enorgueillir, puisqu'elle était patricienne par sa souche comme par le rang. La mère du Président était une Févret, il s'apparentait aux Legouz, aux Bouhier, aux Fyot, aux Berbissey, il faisait partie de la grande famille parlementaire dont tous les membres exerçaient en commun le gouvernement de la Bourgogne. Né en 1709, il reçut l'éducation que pouvait recevoir à cette époque un jeune homme de sa condition. Son père, mort de

(1) FOISSET, p. 19.

bonne heure, s'adonnait aux curiosités de l'humanisme, fréquentant Lucrèce et Tite Live et s'entourant d'ouvrages d'histoire et de géographie. Sa mère l'envoya au collège où il eut Buffon pour condisciple et le P. Oudin comme régent de rhétorique. Il quitta les Godrans pour l'Université de Dijon, et il fit son droit. On sait avec quel éclat il soutint ses thèses du haut d'un escabeau qui rehaussait sa petite taille ; le corps des professeurs vint en grande pompe féliciter sa mère, et, le 13 février 1730, le jeune homme entra au Parlement et siégeait parmi les conseillers.

Dès lors, il partagea l'existence et les passions de sa compagnie. Il rapporta et jugea des procès, au point de passer pour le plus habile commissaire à terriers de la Province ; tout jeune encore il fut délégué par le chancelier à Nevers pour y régler une affaire dont Malesherbes, commis le premier, s'était rebuté. Il assista aux orages soulevés par la Constitution mais les contempla en spectateur sceptique. Avec l'indépendance propre à la robe et un esprit plus avisé que beaucoup de ses confrères, il voyait sans complaisance une querelle qui risquait d'enfanter une tyrannie, où, les deux adversaires revendiquant chacun pour soi le contrôle des consciences, quel que fût le vainqueur on s'agitait seulement pour savoir par qui on serait opprimé, à quelle sauce on serait mangé. Danger plus grave, ces luttes épuisaient deux champions dont aucun ne souhaitait la mort de l'autre, et quelque désir que la robe éprouvât de vaincre l'Eglise, elle tenait par dessus tout à la conserver ; conservateur comme tous ses confrères, mais conservateur plus intelligent des institutions, de Brosses appelait de tous ses vœux la fin de ces désaccords entre les ordres privilégiés ; ni janséniste ni jésuite, il regrettait qu'à la quiétude de jadis eût succédé une guerre dans laquelle on n'avait rien à gagner (1). Le Parlement n'avait jamais éprouvé de passion pour le jansénisme, pas plus que pour le quietisme ; il défendait l'un comme il avait défendu

(1) FOISSET, p. 34, 184, 233, 239, et Y. BEZARD dans *Revue d'histoire littéraire* 1923, p. 336 (fragment d'une lettre de 1753 sur les affaires de Sacrements) : « Deux des plus grands ordres de l'Etat n'ont rien de plus à désirer ni de plus utile pour eux-mêmes, que de vivre en paix... Je n'aime pas qu'on ait été faire une confession générale et rechercher tous les vieux péchés de l'Eglise dans une occasion où plusieurs de ces attaques ne vont guère au sujet, dans un cas où nous avons si évidemment raison, qu'il est presque impossible que nous ne l'obtenions pas en fin de cause, dans un temps où il est plus à propos de s'entresoutenir que de s'entredétruire et que de chercher par un tel tableau à aliéner toute une nation d'un de ses ordres principaux. »

l'autre, pour écarter l'ingérence royale dans les affaires de la province ; De Brosse jugeait que mieux eût valu éviter ces batailles pour une doctrine dont on ne se souciait guère.

Au reste il s'était fait magistrat par tradition de famille et parce que c'était l'état qui convenait à sa noblesse et à sa fortune, mais pas plus qu'autrefois le conseiller Lantin il ne cédait à une vocation et ne se dévouait à la chose publique ; la charge servait à la dignité du magistrat, mais le magistrat ne se mettait pas au service de sa charge. Moins qu'un autre, De Brosse n'avait acheté son office comme un esclavage, et il laissait voir son peu de dévouement aux travaux de la magistrature. « Il n'avait pas la prudence de cacher l'ennui et le dégoût qu'ils lui causaient ; ils influaient quelquefois sur ses fonctions où il négligeait d'apporter toute la décence nécessaire à cet état respectable » (1). A la vérité, il se rappela qu'il était sénateur et il le fut avec passion toutes les fois que les événements politiques mirent en jeu la puissance ou les honneurs du patriciat, mais dans le cours ordinaire des affaires, il s'inquiétait peu de rendre justice à la veuve et à l'orphelin et à d'autres encore (2). On lui reprocha d'avoir trop bien enfermé Mirabeau, par complaisance pour Richard de Ruffey, de s'être laissé corrompre au point de faire évader des prisonniers qu'il aurait dû garder. Comme tous ses aînés et tous ses confrères à l'exception d'un Bouhier et de quelques-uns de ses émules, il jouissait de ses dignités plutôt qu'il n'en remplissait les devoirs, et lui aussi, il aurait pu dire qu'il n'entrait au Parlement que pour y savourer des honneurs paisibles, *otium cum dignitate*.

Ses loisirs, il les consacra d'abord à ses plaisirs, pour lesquels, assure Ruffey, il n'épargnait rien (3). La nature ne l'avait pas trop favorisé pour les avantages du corps, et son caractère n'inspirait pas à tous ses familiers l'estime ni la sympathie. Il réunissait en lui tous les orgueils, celui de sa naissance, celui de sa condition, celui de son mérite, au point de se rendre incommode non seulement à tous ceux qui

(1) RUFFEY. *Histoire secrète*, 149.

(2) On trouve, en effet, parmi les livres imaginaires énumérés dans la Bibliothèque des dames de Dijon (ms. 1.273) : « Méthode pour l'élargissement des prisonniers dans les affaires criminelles. 2 vol. in folio édition de Lyon et se vend à Saint-Pierre-le-Moûtier à l'insigne de la clef d'or, par M. de Brosse, avec un traité de l'intégrité du Magistrat ». Cf. Lange, 131.

(3) LANGE. *Histoire secrète*, 131.

n'appartenaient pas à son rang mais même à ses pairs (1). Avec cela une gaminerie incorrigible, le besoin de dire tout ce qui lui passait par la tête, une envie à laquelle il céda toujours de faire des niches à quelqu'un, une irrévérence qui s'étendait à toutes les choses et à toutes les personnes, en un mot un petit bout d'homme remuant, pirouettant, bavardant, se moquant de tout un chacun, toujours riant et plaisantant mais ne laissant jamais oublier qu'il était grand seigneur et que depuis peu il avait échangé le bonnet de conseiller pour le mortier des Présidents. Sous l'ample toge des sénateurs, c'était bien le petit singe dont parlait Voltaire, un petit singe qui mordait et égratignait, qui déchirait tout ce qu'atteignait sa patte, avec lequel on ne savait jamais s'il fallait se fâcher de ses espiègleries ou rire de leur malice. A vrai dire, on s'en serait volontiers irrité car on y devinait une grande sécheresse de cœur, car dans ce besoin de moquerie se dissimulait mal une immense et fort sérieuse vanité, mais on finissait par pardonner le caractère en faveur de l'esprit. « L'agrément de son commerce et de sa conversation, disait Ruffey, fait oublier les défauts de son corps et de son esprit ; il a l'art de les tourner au profit de la société ; il plairait moins s'il en était exempt : son assurance, sa vanité, sa pétulance, son étourderie, son inconséquence amusent, intéressent et contribuent à le faire aimer et rechercher par tous ceux qui le connaissent » (2). Il brillait à Paris où il faisait de fréquents voyages, il brillait à Dijon, au moins dans la bonne société, car ce grand seigneur évitait de se commettre avec les gens de condition médiocre. Il est dans l'intimité des Févret de Fontette, des Cortois, des Quarré de Quintin, des Fyot, des Migieu, des Bourbonne, de tous les magistrats bien nés qui remplissent les Cours Souveraines et surtout le Parlement. Dans la capitale même, toutes les portes s'ouvrent devant lui, d'autant qu'en 1742 il épouse Françoise Castel de Saint Pierre, fille du marquis de Crévecœur et petite-nièce du célèbre abbé (3). C'était un beau mariage et qui procurait une parenté et des relations utiles ; de Brosse espérait sans doute qu'il servirait à sa carrière de magistrat ; en attendant, grâce à sa nouvelle famille, il se poussa un peu plus dans

(1) Cf. *Correspondance de Voltaire et du Président de Brosse*, par FOISSET, p. 156, 166, 208, 222. Ruffey (LANGE, 131) parle de l'« assurance » du Président et de sa « vanité ».

(2) LANGE. *Histoire secrète*, p. 132

(3) Il épousa en secondes noces Mademoiselle de Saint-Seine.

le monde ; il connut Madame Dupin, Rousseau, d'Argenson, Maurepas, Buffon, Diderot, Turgot, le marqui de Paulmy et bien entendu tous les grands hommes qui, nés à Dijon, avaient émigrés à Paris.

Son intarissable gaîté le rendait partout le bienvenu. La société patricienne brillait à Dijon de son plus vif éclat ; ce n'étaient que fêtes, que bals, que repas somptueux, et tandis que les moralistes de la bourgeoisie dénonçaient les effets du luxe, l'aristocratie semblait s'ingénier à en multiplier les excès. Aux jours de grandes réjouissances, quand par exemple le Parlement revenait d'exil elle tenait table ouverte et jetait de l'argent au peuple ; dans le cours ordinaire des choses elle réservait pour elle-même ses splendeurs et ses biens ; la richesse du costume et les jouissances recherchées passaient souvent l'extravagance. De Brosse se jetait à corps perdu dans cette dissipation, et il dépensait sans compter. Il jouait, il s'entourait de livres rares et de tableaux précieux, et courait les parties fines (1). En somme, Dijon voyait comme une réplique de Versailles, mais c'était un luxe de sénateurs, non une prodigalité de courtisans. L'homme de Cour mendiait pour égaler ses revenus à ses dépenses ; le robin qui n'espérait pas voir les écus lui pleuvoir du ciel gaspillait sans perdre la tête. L'argent qu'il jetait à poignées pour figurer aux yeux du monde, il l'économisait sou à sou ; des mois d'avarice compensaient les instants de dissipation, et si le luxe s'étalait dans les fêtes, une existence médiocre se dissimulait derrière la façade des palais et durant les vacances se terrait à la campagne au fond des châteaux. Par gloriole de paraître le Président de Brosse semait l'or pour ses plaisirs, mais « comme il n'était pas riche et voulait passer pour l'être, il était forcé de racheter par une lésine secrète la prodigalité que sa vanité, ses goûts et une mauvaise économie lui occasionnaient trop souvent » (2). Il était homme à chicaner pour quelques moules de bois que Voltaire ne voulait point payer, et l'envie qu'il ressentait de jouer au grand seigneur n'avait d'égale que sa prudence et la crainte que sa fantaisie lui coûtât trop cher. En lui tout est calculé, même le prix des passions, ou plutôt il ne s'abandonne à aucune.

(1) Cf. LANGE, *Histoire secrète*, p. 131, 132, et Foissel passim, mais particulièrement p. 543. Cf. aussi *l'Italie il y a cent ans*.

(2) LANGE, 131. Splendeur et faute d'argent, telle peut se définir la vie mondaine du Président de Brosse. Cf. *Revue d'Histoire littéraire*, 1923, p. 341 sqq. (étude de Mlle Y. Bezard).

Il s'en pare puisque dans son milieu elles distinguent l'homme de qualité, et sa vanité seule lui fait acheter ces ornements, mais à condition de ne point entamer la fortune qui le fait patricien.

Empressé surtout après des femmes, il courait les salons et contait fleurette aux belles. Il n'en manquait pas à Dijon qui, riches et bien nées, joignaient aux charmes du corps les agréments de l'esprit. M. Foisset nous a conservé le nom de quelques-unes en même temps qu'il rappelle le portrait flatteur que dans ses lettres d'Italie le Président de Brosses a tracé de Madame de Montot, « cœur sensible et vrai », « belle âme » et qui fait « honneur à l'humanité » (1). Cet attendrissement nous surprend chez un homme de la trempe du Président, mais rassurons-nous, ce n'est pas un amoureux transi ; ses lettres d'Italie nous révèlent bien des places en son cœur, et son ton léger et irrespectueux à l'égard du sexe procède de la galanterie, non de la passion. Il a mille compliments pour la « chère Blanquette », pour la « bonne Pousseline de Quintin sans oublier celle de Marsilly » (2), il en parle sans grand respect, en homme qui courtise par passe-temps. On menait joyeuse vie dans le monde parlementaire ; la mère et les sœurs du Président, chanoinesses à la Neuville, y coulaient des jours à l'abri de la mélancolie, c'était fête que de les visiter et leur conversation ne péchait point par excès d'austérité. A la ville c'était bien autre chose, et l'amour figurait comme la principale distraction. Si l'on en croit l'écrit satirique du Président de Bourbonne, tous les maris trompaient leurs femmes, toutes les femmes leurs maris et pour peu que de Brosse soit resté tel à Dijon qu'il était en Italie, il ne devait point manquer à la loi commune. Spirituel comme il l'était, rien de plus aisé que de trouver couvercle digne du chaudron et de tenir une place honorable dans les chroniques scandaleuses. Il paraît d'ailleurs qu'il avait expérimenté l'art de réduire des vertus qui sans doute ne demandaient qu'à se rendre. Car il approuve les nobles Génois de renoncer au rôle ridicule de chevalier servant ; ces longs stages d'adoration ou si l'on veut cette poésie de la galanterie ne disent rien qui vaille à notre honnête bourguignon. « Les jeunes gens, dit-il, auroient sans doute reconnu que tant d'assiduité n'est pas le moyen de réussir auprès des

(1) *L'Italie il y a cent ans*, I, 124.

(2) *Ibid.*, p. 40, etc.

femmes » (1). De Brosses savait négocier sans tant marchander l'échange de deux fantaisies, il traitait l'amour à la husarde et l'aristocratie dijonnaise conservait dans ses dérèglements toute la brutalité rustique. Durant tout son voyage en Italie, le Président consacre une part de son temps à visiter les musées et les galeries ; le reste il l'emploie à courir les mauvais lieux à la recherche des courtisanes. S'il hésite parfois à nouer commerce avec elles, ce n'est pas scrupule de conscience mais crainte du mal napolitain. Du reste, il finit à l'ordinaire par succomber et ce n'est que par ironie qu'il parle de l'extrême régularité de ses mœurs. Ces faiblesses de la chair n'ont à vrai dire rien que de naturel chez un jeune homme assez pourvu d'écus pour récompenser avec libéralité ses partenaires, et sans oser dire avec le vieux Caton « *juvenes huc aequum est descendere* », nous croyons volontiers qu'en ce temps-là il y avait peu d'hommes bien nés assez exempts de péché pour jeter la pierre au Président libertin. Ce qui surprend, ce n'est pas qu'il s'offre les faveurs des courtisanes, bien d'autres l'ont fait depuis la chute du premier homme, mais c'est qu'il s'en vante, c'est qu'il ait retracé pour la postérité des exploits qu'à l'ordinaire chacun garde pour soi. Car si libres que fussent les mœurs, les propos l'étaient davantage ; le bourguignon se distingue moins par son libertinage que par le cynisme de ses paroles, par son goût pour les plaisanteries salées et les anecdotes grivoises. Tel nous apparaît le Président de Brosses, vrai type de la haute bourgeoisie, de cette aristocratie orgueilleuse et pratique qui quoique séparée du peuple en avait conservé la grossièreté, le caractère et les vertus. Sous le vernis de la politesse mondaine, nous apercevons les instincts de la nature, l'avidité de jouir, les appétits des sens auxquels on s'abandonne sans scrupule et sans honte. Sous le faste du grand seigneur nous retrouvons la prudence économe qui sait le prix de l'argent et mesure la dépense même aux plaisirs, même aux sollicitations de la vanité. On aime de Brosses malgré tout, parce qu'il fut spirituel autant que jamais on sut l'être en Bourgogne, mais il faut confesser qu'il n'eut que de l'esprit et de la raison, que dans son cœur égoïste ne germa aucune passion généreuse, que rigoureux calculateur des intérêts de sa classe et des siens il n'aima jamais rien que lui-même, sa famille et sa classe. Tel quel, avec ses qualités

(1) *L'Italie il y a cent ans*, I, 64.

et ses défauts, il représente dans toute sa perfection le patriarcat de la province ; il fut dijonnais par sa vie tout entière écoulée dans sa patrie, par son caractère, et partagea les études de la robe.

Ses biographes nous ont retracé par le menu la part que son père avait prise dans son éducation (1) ; comme beaucoup de ses compatriotes, c'est au sein de sa famille d'abord qu'il s'était initié à l'érudition. Son père, dit-on, employait chaque jour une heure ou deux à repasser avec lui « les principes de l'histoire, les principales époques, les points capitaux de la mythologie, ou à lui faire réciter et expliquer les meilleurs endroits des poètes latins et français. Il avait entrepris pour cet enfant chéri un traité de géographie historique. Ce n'était rien moins qu'une description détaillée de l'état moderne de toutes les régions du monde avec un parallèle abrégé de la géographie ancienne et un tableau des mœurs, du gouvernement, des révolutions de chaque pays, des dynasties qui s'y sont succédées, en un mot des principaux événements arrivés en chaque contrée et de leurs dates » (2). Mais de Brosse perdit son père de bonne heure ; quand il eut quitté les bancs du collège et que durant les loisirs de sa charge et de sa vie mondaine il entreprit de meubler son esprit, il eut pour guide et pour conseil le Président Bouhier dont il était parent. Si l'on croit Richard de Ruffey, de Brosse apprenait sans travail et par un don heureux : « On a peine à concevoir comment avec un esprit enjoué, badin, ami de la paresse, il a pu se plaire à des études aussi abstraites et aussi sèches que celle de l'histoire ancienne et de la science des étymologies. On ne peut attribuer ses succès qu'à sa grande facilité et à sa vive pénétration qui remplace la perte qu'il fait d'un temps nécessaire aux autres pour le même travail » (3). Et certes, Bouhier savait mieux ordonner son temps, lui qui s'acquittait de sa charge sans ralentir ses travaux juridiques et à qui il restait encore le loisir de composer quelque dissertation sur l'histoire ou quelque traduction. De Brosse se montre moins bon ménager de ses instants, ses occupations parlementaires gênent ses travaux littéraires, et quand il se donne à une occupation, c'est aux dépens d'une autre ; mais nous savons ce qu'on nomme paresse

(1) FOISSET, p. 7.

(2) Ibid., p. 116.

(3) LANGE, p. 132.

dans le monde des humanistes ; c'est une lassitude à laquelle on ne s'abandonne point, qui n'empêche nullement le labeur, une répugnance à écrire et à produire mais non pas à lire et à étudier. Grâce à ses lectures, grâce à l'influence de son milieu, de Brosses fut un érudit d'une science solide, le disciple et le continuateur de ses aînés. Une curiosité semblable à la leur le lie avec tous les hommes dont il approche, et quoiqu'elle ne s'étende pas aussi loin que celle d'un Boucher, sa correspondance l'unit par un commerce assidu avec les personnages les plus divers et quelquefois les plus éminents ; hormis les sciences, auxquelles il se sent étranger, tous les sujets l'intéressent. Dès sa jeunesse, affirment les biographes qui l'ont connu, il s'était proposé Saumaise comme un modèle (1), et quand à l'âge de trente ans sonnés il part pour l'Italie, aucun trait particulier sinon l'excellence de ses dons naturels ne le distingue parmi les dijonnais de son rang.

Ceux-ci à toutes les époques avaient franchi volontiers les frontières de leur patrie, et l'Italie les avait toujours attirés comme le pays des arts, des monuments antiques et des manuscrits précieux. La même curiosité faisait voyager de Brosses ; méditant une étude sur Salluste, il était parti à la visite des bibliothèques pour y consulter les textes de l'écrivain latin. C'est de cela qu'il s'occupe d'abord ; « j'ai, écrit-il, les manuscrits de Médicis et ceux du Vatican ; on travaille pour moi à Naples, à Venise et à Milan à ceux de Farnèse, de Saint Marc et de l'Ambrosiana. Quand j'aurai ceux de la bibliothèque du roi, ce qui me sera facile, voilà assurément tout ce qu'on peut dire de mieux sur l'article » (2). Cependant, n'imaginons pas un pèlerinage de pédant ; il y a temps pour tout, pour Salluste comme pour le reste, et Dieu sait ce qu'est le reste ! Avec ses joyeux amis Loppin et Lacurne, notre magistrat érudit s'évade avec joie de Dijon, loin de la petite ville que déchire l'envie, loin de la contrainte des honneurs aussi bien que des bienséances mondaines. Quand on est jeune et riche et gai, quel soulagement de rejeter la lourde toge sénatoriale, de courir les aventures et les plaisirs avec le sans-gêne d'un particulier ! Nos voyageurs ne se rappellent leur condition que pour être bien reçus partout. On les voit dans les salons où ils écoutent discourir des fem-

(1) *Affiches dijonnaises*, 1778, p. 110. L'article est de Maret.

(2) *L'Italie il y a cent ans*, II, 270.

mes savantes, chez des prélats, et chez des filles, mais s'ils visitent en passant la société italienne, ils ne sont pas dérangés pour elle, car au fond d'eux-mêmes ils lui préfèrent celle qu'ils ont laissée à Dijon. Leur intérêt va aux pierres et aux livres beaucoup plus qu'aux hommes. Renifler sur de vieux rogatons de manuscrits, entrer dans les églises et dans les musées, admirer des marbres, tel est le premier sinon le seul souci de nos héros. Ils aiment d'ailleurs la plaisanterie, surtout aux dépens de choses saintes. S'ils lisent au-dessous d'une image de Sainte Agnès « *locum prostibuli ingressa, angelum domini invenit bene praeparatum* », on devine comment ils interprètent le *bene praeparatum* (1). Cent ans auparavant ou à peu près, M. de Thésut s'amusait de la même manière aux dépens d'un vieux prêtre encore vert pour son âge et qui s'excusait d'être si bien conservé en affirmant : « *non novi mulierem* » (2). Au reste, si l'on compare aux Lettres que le Président de Brosses écrivait d'Italie les souvenirs qu'en avait rapportés Lantin, on s'apercevra que tous deux ont considéré le pays et les hommes avec les mêmes préoccupations et sous le même aspect. Pas plus que les *Lettres anglaises*, les *Lettres d'Italie* ne peuvent passer pour une correspondance ; les unes et les autres ont été rédigées à loisir, celles-là pour la France entière, celles-ci tout au moins pour une part considérable du public dijonnais. Mais dix ans après que Voltaire avait décrit l'Angleterre en philosophe, de Brosses parcourt l'Italie en grand seigneur et en érudit.

Il ne s'inspire que des préjugés et des soucis ordinaires aux patriciens. Si par hasard il interrompt pour quelque réflexion personnelle ses descriptions archéologiques, il se révèle fidèle à l'esprit du passé en des termes que n'eût pas désavoués Bouhier : « Tout ce qui est du ressort de la littérature n'est plus guère du goût de notre siècle, où l'on semble vouloir mettre à la mode les seules sciences philosophiques, de sorte que l'on a quasi besoin d'excuses quand on s'avise de faire quelque chose dans un genre qui était si fort en vogue il y a deux cents ans. A la vérité, nous n'en avons plus aujourd'hui le même besoin (il s'agit des traductions) ; mais en négligeant autant qu'on le fait les connais-

(1) *L'Italie il y a cent ans*, II, 134.

(2) Quand P. L. Courier vint à Naples, il y avait encore un vieux prêtre chaste qui lui répéta la même réponse qu'avait entendue M. de Thésut.

sances littéraires, n'est-il pas à craindre que nous ne retournions peu à peu vers la barbarie dont elles seules nous ont retirés ? Si je ne me trompe, nous avons déjà fait quelques pas de ce côté-là » (1). Ne sont-ce pas les paroles d'un vrai disciple des humanistes ? De Brosses a vu l'Italie des mêmes yeux que ses aînés. Il la visite comme un magistrat érudit et gai en quête d'aventures et de trouvailles archéologiques et si sa relation se distingue de celle des autres voyageurs, c'est seulement par cet esprit pétillant et vif que la nature n'a donné qu'à lui.

Cependant il n'a pu voir le pays sans apercevoir un peu les hommes qui l'habitent. A vrai dire, il ne sait ce que c'est que le peuple ; hormis les facchini et les aubergistes qui l'ont volé, il n'a fréquenté que des gens de bonne compagnie, des bas bleus qui discourent en latin, des savants, des princes, des ecclésiastiques et des courtisanes. S'il entre dans le monde, c'est pour y tenir avec les honnêtes gens de l'endroit les mêmes conversations qu'il tenait à Dijon avec ses amis. Il a séjourné cependant dans la république aristocratique de Venise, mais qu'a-t-il observé à part la galanterie des dames nobles ou les extravagances du costume ? Les intrigues des patriciens pour la conquête des premières charges, le mécanisme ou plutôt l'appareil des élections, les armes et les agrès qui remplissent les arsenaux, toutes choses sans doute curieuses mais qui ne l'entraînent pas à des réflexions bien profondes. Quant à l'inquisition, il note seulement qu'elle existe mais qu'elle a « les ongles tellement rognés que c'est à peu près comme s'il n'y en avait point » (2). Voyant les gens d'Eglise exclus des affaires publiques, il approuve cette « sage politique qui a même son avantage pour les ecclésiastiques, car les gens qui aiment le repos ou qui ne veulent pas être ballottés n'ont qu'à se faire abbés » (3). Tous les robins dijonnais auraient souscrit à ces réflexions, et comme le Président, ils eussent souri sans s'étonner ni se scandaliser en remarquant qu'en Italie « les ecclésiastiques sont plus occupés de leur fortune que de doctrine » (4). Si le clergé de France avait montré la même prudence, jamais le plus petit nuage n'eût troublé son accord avec la magistrature.

(1) *L'Italie il y a cent ans*, I, 310.

(2) Ibid. 204.

(3) Ibid. 204.

(4) Ibid., II, 267.

Mais de Brosses s'est interrogé sur les causes qui ont dépeuplé la campagne romaine et l'ont livrée aux fièvres et aux friches. La sotte administration des papes a ruiné l'agriculture et la ruine de l'agriculture a chassé les agriculteurs. « La destruction des terres a occasionné celle des hommes et la destruction des hommes celle des terres; elles ne sont presque plus d'aucun prix dans ce pays-ci. La princesse Borghèse m'assurait l'autre jour qu'elle en avait plusieurs dont elle donnerait volontiers les deux tiers en propriété à ceux qui voudraient venir les habiter et cultiver l'autre tiers. Je lui répondis : « Madame, il en est des hommes comme des arbres, il n'en vient point qu'on n'en plante. » Le moyen que la race des hommes ne s'éteigne à la fin dans un pays où l'on ne parvient à la fortune qu'en faisant profession d'un état où il est défendu de le peupler ? Oh ! l'étrange vertu que celle dont le but et l'effet sont de détruire le genre humain ! Aujourd'hui ce sont des paysans de la Sabine et de l'Abruzze qui viennent de temps en temps semer quelques cantons de la campagne et s'en retournent jusqu'à la récolte. Un gouvernement qui aurait des vues plus longues que n'en a celui d'un vieux prêtre qui ne songe qu'à enrichir aujourd'hui sa famille parce qu'il mourra demain pourrait à la longue apporter remède à ceci en favorisant la génération et peuplant le pays successivement de proche en proche depuis les environs de Rome, où l'intempérie ne règne pas, jusqu'aux montagnes » (1). Ce sont là les jugements du simple bon sens. Quand on est soi-même propriétaire de vastes domaines, qu'on sait le prix de la terre, les profits qu'elle peut rapporter, le soin qu'il faut donner à lui procurer des bras, on s'indigne contre un gouvernement qui laisse en friche tant de champs fertiles. Toujours la robe s'est insurgée contre le gouvernement des prêtres, jamais elle n'a approuvé le grand nombre des moines ni favorisé cette multitude d'enfroqués vivant contre les lois de nature et dont la vigueur s'épuise à brailler des *oremus* ou à pis encore, quand elle pourrait s'employer à des travaux utiles. De Brosses ne dépasse pas en audace un Philibert Collet, et les irrévérences de sa pensée s'expliquent par l'esprit traditionnel de sa caste. Même ses réflexions sur le despotisme ne nous étonnent point dans la bouche d'un magistrat dijonnais : à l'époque où Voltaire célébrait la Chine comme

(1) Ibid. 345.

la patrie de la philosophie, de Bosses la blâmait de n'avoir point de lois constitutionnelles ni sans doute de Parlements : « Je doute assez, écrivait-il, que ce pays puisse être aussi bien policé et aussi riche en vertus morales qu'on veut nous le faire croire, vu le despotisme absolu qui y règne ; la servitude entraînant l'avilissement du cœur et de l'esprit, qui ne tarde guère pour l'ordinaire à être suivi de la turpitude des mœurs. Je ne puis prendre confiance en un peuple qui n'est dressé que comme les chiens couchants, à coups de bâton » (1).

Certes, ce n'est point hasard si Voltaire a visité l'Angleterre, la plus moderne de toutes les nations de l'Europe, et de Bosses l'Italie, la plus vieille de toutes et qui semblait alors endormie parmi les souvenirs du passé. Le Président de Bosses est en effet à trente ans un homme d'autrefois, un jeune patricien en quête d'amusements, un archéologue en quête de monuments ; peut-être a-t-il vu tout ce qu'il y avait à voir en Italie, mais il ne s'intéressait guère à ce qu'il a vu. Fêré d'antiquité plus que de progrès, il a fait un joyeux pèlerinage, sans se soucier d'étudier la vie et l'âme d'un peuple. Cela n'empêche pas ses lettres de plaire ; elles plaisent par l'esprit partout répandu, par le ton badin qui traite avec légèreté les sujets graves ou austères, par cet irrespect gai mais sans portée, qui rit même des choses et des goûts qu'on vénère au fond du cœur, de la manie bibliophile de Lacurne, de la passion des œuvres d'art. J'aime surtout un auteur qui se dépeint sans façons, bon compagnon, ami de la bonne chère et des jolies femmes, plaisantant à tous propos avec une finesse malicieuse qui n'exclut pas la gaillardise bourguignonne, érudit sans prétentions, rarement profond mais jamais ennuyeux. Peu importe si ses lettres n'ont pas été écrites au jour le jour, si elles ont été composées à loisir pour conserver le souvenir du voyage et divertir des amis (2). Le style y gagne d'avoir été travaillé, mais leur intérêt n'y perd rien, pas plus que leur valeur comme document. Car de quelque façon qu'elles aient été écrites, elles l'ont été par un contemporain et par un disciple de Bouhier.

Cependant M. Foisset nous assure qu'à l'époque de son voyage en Italie, de Bosses « avait conçu presque simulta-

(1) *L'Italie il y a cent ans*, II, 281.

(2) Cf. à ce sujet la brochure de Mlle Y. Bezard (p. 6, 9, 10) : *Comment le Président de Bosses a écrit ses Lettres d'Italie*.

nément la pensée de tous ses ouvrages » (1). Et en effet, le Président fait allusion dans ses lettres à Salluste, aux dynasties assyriennes, il y parle du Vésuve et d'Herculanum et de bien autre chose encore, mais resterait à déterminer s'il conçoit alors ses travaux dans le même esprit qu'il apporta plus tard à leur exécution. Il y a loin d'une remarque faite en passant sur une bétyle rencontrée dans un musée jusqu'au traité des *Dieux fétiches*; à cette époque, je ne vois en de Brosse qu'une vaste curiosité toute semblable à celle de ses aînés, une curiosité répandue sur tous les objets et qui cependant commençait à élire ses recherches favorites. Rien ne le distingue encore ni de Bouhier ni de Sainte Palaye, il se manifeste en tout point semblable à tous les magistrats instruits de la robe dijonnaise. C'était l'époque où le Président Bouhier tout en commentant Hérodote recherchait la chronologie des premiers temps de l'histoire, où l'abbé Leboeuf confrontait les différents systèmes chronologiques (2), où ces questions agitaient l'Académie des Inscriptions. L'abbé Geinoz y traitait des Pélasges, l'abbé Gédoyen de l'histoire des Perses par Ctésias; M. de Bougainville au lieu de conclure pour Hérodote comme Bouhier, le P. Tournemine ou le P. Montfaucon, s'efforçait de concilier ses dires avec ceux de Ctésias; M. de la Nauze étudiait les rapports des Pélasges avec les Hellènes; quoi d'étonnant si le jeune de Brosse entreprit lui aussi une *Histoire des dynasties assyriennes* et un *Essai sur l'histoire des temps incertains et fabuleux jusqu'à la prise de Babylone par Darah fils de Ghustasp*. Son père sans doute avait pu le guider vers ces curiosités dans la mesure où un traité élémentaire destiné à l'instruction d'un enfant peut préparer les études de l'homme mûr, mais ne suffisait-il pas que ces recherches sollicitassent le Président Bouhier et l'Académie des Inscriptions dont le prestige était grand à Dijon, qui comptait dans son sein plusieurs bourguignons? L'intelligence de la robe s'est toujours manifestée sociable, et l'on cherchait à apprendre autant pour discuter que pour savoir. De Brosse ne manquait pas à la loi commune, il s'intéressait à ce qui intéressait ses voisins, confessant au reste qu'il conjecturait l'histoire des temps fabuleux beaucoup plus qu'il n'en parlait avec certitude (3).

(1) FOISSET, p. 119.

(2) Variétés historiques, I, 317.

(3) FOISSET, 478 sqq.

On s'occupait aussi chez Bouhier de traduire et de commenter les auteurs. De Brossette traduit avec son ami Pallu les opéras de Metastase (1), cependant que de son côté Richard de Ruffey en rimait quelques passages en vers français. Au reste, de Brossette jugeait les écrivains italiens à peu près du même œil que Lantini, peu sensible aux beautés de Dante qu'il trouvait barbare mais fort entiché de l'Arioste. Mais ces travaux ne furent entrepris que par jeu ; sa grande tâche fut l'étude d'un auteur latin. Il hésita d'abord entre Suétone et Salluste (2) et se décida pour Salluste. Avec la conscience dont Bouhier lui donnait l'exemple, il consulte les savants, confronte les éditions, recense les manuscrits, il établit son texte avec un soin minutieux et rassemble enfin tous les matériaux d'une édition critique. Durant son voyage en Italie, il tombe en arrêt devant les images de son historien favori, et au retour, il achève son Salluste. En 1744, il le montre à Sainte Palaye, et l'envoie à M. Melot son compatriote, membre de l'Académie des Inscriptions. On sait le reste ; M. Melot égara le manuscrit ; mais par compensation et sans avoir rien publié, en 1746 le Président de Brossette entra à l'Académie des Inscriptions. Cet honneur ne compensa point à ses yeux la perte de son labeur ; quand à nous, nous avons peine à la regretter. Elle nous a privés d'un commentaire de plus sur Salluste, d'un commentaire analogue à ceux que Bouhier avait composés sur Cicéron, mais peut-être lui devons-nous le grand ouvrage que de Brossette exécuta plus tard, à un âge où il y avait en lui un autre homme qu'un imitateur de Bouhier.

En attendant il lit et il étudie. De fréquents voyages à Paris entretiennent ses relations avec les beaux esprits de la capitale. A Dijon, il a ses livres, sa correspondance, et la

(1) Dans *l'Italie il y a cent ans*, II, 267, de Brossette nous apprend qu'il avait fait : « une traduction libre du commencement de l'Orlando, plus une imitation dithyrambique de l'invocation à Bacchus de l'opéra d'*Achille reconnu* par Métastase ».

(2) Ibid., I, 309 : « Je suis assez occupé à collationner le texte de Salluste sur plus de vingt manuscrits qui se trouvent dans la bibliothèque de Médicis, et sur une dizaine d'autres répandus ça et là. J'en userai de même au Vatican, après quoi, je pourrai croire d'avoir ce Salluste aussi correct qu'on puisse l'avoir. J'ai donné commission d'en faire autant sur les manuscrits de Suétone... Quand on a entrepris de donner une édition d'un ancien auteur aussi bonne et aussi complète qu'il soit possible, il me semble que l'on doit commencer par ne rien omettre pour avoir le texte parfaitement correct, et que l'on ne peut s'assurer sans cela d'avoir fait une traduction tout à fait fidèle ».

conversation de ses amis. Il avait, dit-on, traduit Arbuthnot (*traité du choix des aliments*), il connaissait Shakespeare, Addison et Congreve, il avait étudié Hobbes et Locke de tout temps familiers aux dijonnais, entrepris avec l'abbé Léauté une traduction de Spinoza, curieux comme tous les humanistes, mais comme eux moins apte à penser qu'à suivre la pensée d'autrui. De son propre fonds, il ne produit rien, il traduit les productions d'écrivains divers. Cependant, pour justifier son titre d'académicien, il envoie des mémoires à l'académie qui l'a reçu. Le 13 juillet 1747, on présente à la Compagnie sa *dissertation sur l'histoire de la division de l'empire d'Assyrie et l'époque du premier siège* ; marchant sur les traces du Président Bouhier, il donnait lui aussi une histoire de Sardanapale. Ses hypothèses sur la formation des noms propres assyriens, fondées sur le témoignage des auteurs, n'annoncent guère ses conceptions hardies et vastes sur le mécanisme des langues. Lui aussi, il respecte comme articles de foi la chronologie de la Bible, l'existence de Nemrod, la construction de la tour de Babel et la confusion des langues ; lui aussi il recourt aux synchronismes pour débrouiller les contradictions des historiens. Plus respectueux des sciences que Bouhier, il considère comme un fait incontestable l'éclipse de Thalès ; moins entiché d'Hérodote, il se défie de ses contes, et loin de le croire en tout point, il le concilie avec Ctésias. Mais qu'importent ces divergences ? qu'importe si Sardanapale au lieu de périr à la prise de Ninive s'échappa pour vieillir obscur dans une vie privée ? Le mémoire du Président de Brosses est d'un imitateur de Scaliger beaucoup plus que d'un contemporain de Voltaire ; son histoire consiste en une recherche de dates, dans une étude des faits et non de leurs causes, elle procède d'une aride compilation. Hérissée d'un appareil d'érudition, elle semble, à qui l'approche, bien fastidieuse. On la traverse sans bien entrevoir quelle différence il peut exister entre la monarchie de Sardanapale et celle de Louis XV.

Durant son voyage en Italie, de Brosses avait visité les fouilles d'Herculanum qu'il a décrites dans une lettre au Président Bouhier. Il les décrivait une seconde fois en 1749 dans un mémoire à l'académie des Inscriptions. Ce mémoire eut un grand retentissement par l'ignorance où l'on était des découvertes d'Herculanum et des livres qui en parlaient ; il éclata comme une révélation soudaine. Mais son opportunité seule le rendait précieux car, en quelques pages, de

Brosses ne faisait que décrire ce qu'il avait vu, et somme toute, il n'avait vu que ce qu'on lui avait montré, c'est-à-dire les débris fort endommagés d'un petit nombre d'édifices. A Buffon, il avait adressé un mémoire sur le Vésuve, comme jadis J. A. de Chevanes avait rapporté d'Italie une relation sur le tremblement de terre de Raguse. Ce mémoire contient d'abord une description du volcan, et les citations des écrivains qui en ont parlé. Ne nous y trompons pas, il s'agit non d'un bref compte rendu négligé à la hâte par un touriste, mais d'une dissertation mûrie dans le silence du cabinet. L'auteur donne ses conjectures sur l'âge du Vésuve qu'il estime à 81 siècles environ, il donne même une hypothèse sur la formation des volcans, sortes d'abcès de la terre qui rejettent leurs cendres et leurs laves jusqu'à ce qu'ils se soient entièrement vidés. Mais à part un fait exact, qu'Herculanum fut ensevelie par des boues sur lesquelles ont ensuite coulé des laves, rien dans le mémoire du Président de Brosses ne nous révèle ni un savant ni un esprit vaste. S'il rapporte avec fidélité et ce qu'il a vu et ce qu'il a lu, il ne manifeste que la curiosité d'un homme du monde et d'un érudit, une curiosité inhabile à penser et tout entière appliquée à la seule recherche des faits.

Jusqu'en 1750 ou à peu près, c'est-à-dire vers l'âge de quarante ans, le Président de Brosses ne s'est fait connaître que par ces travaux. Il est vrai qu'il a repris ses études sur Salluste, qu'au lieu de les reprendre telles qu'il les avait achevées en 1744, il rêve d'une œuvre nouvelle et peu à peu transforme son projet primitif. Mais à part cette entreprise qui s'élabore, il semble en toute chose suivre pour ainsi dire l'ornière de Bouhier. Patricien de naissance et de fortune, nourri parmi les patriciens dijonnais, il s'est voué tout entier aux curiosités et aux recherches qui depuis si longtemps suffisent au divertissement des hommes de sa condition. On dirait que le temps s'est arrêté dans son cours, que le siècle de Louis XIV ou si l'on veut que la Régence se prolonge encore dans l'immobilité provinciale. Cependant, de Brosses écoute avec attention tous les bruits du monde et Paris ne renferme point de secrets à ses yeux. Mais tout aussi bien que ses aînés, il regarde au dehors en spectateur intéressé mais sans passion. Les agitations de l'étranger se brisent contre son génie immuable ; il reste attaché à la petite église qui l'a reçu tout enfant, et le seul monde dont il sollicite les suffrages, tient dans l'hôtel de la rue St-Fiacre à Dijon,

à l'académie des Inscriptions à Paris. Il est chez lui dans ces sanctuaires de l'érudition, il recueille tous les propos qui s'y tiennent, tous les mémoires qui s'y lisent, et tous ses travaux personnels naissent comme la suite des discussions auxquelles il a assisté. Uniquement occupé à des traductions, à la recherche de dates et de menus faits, à des lectures surtout, sans connaissance des sciences et sans goût pour elles, sans aucun pressentiment de l'histoire telle que nous la comprenons aujourd'hui, inapte aux vues générales, je ne puis voir en lui qu'un disciple du Président Bouhier, moins laborieux, moins fécond en œuvres, moins savant aussi que son modèle; quoique contemporain des Montesquieu et des Voltaire, quoique leur admirateur, il ne paraît pas qu'il leur ait rien emprunté. Pourquoi chercherait-il un soutien spirituel au dehors, quand depuis son enfance il s'appuie et se repose sur ceux qui sont près de lui? Il se sent porté par un monde où son intelligence a grandi, par un monde d'érudits répandus à travers toute l'Europe, qu'il a visité en Italie, qu'il admire dans la petite académie (1), par un monde surtout qui comprend toute l'aristocratie dijonnaise, qui brille en Bourgogne d'un éclat sans rival, et qui contemple sa perfection réalisée en son patriarche Bouhier? Mais cette sécurité devait s'écrouler comme un appui fragile. D'un seul coup le patriarche s'en alla et son troupeau prit peur de se voir si faible. La société patricienne découronnée de son chef se disperse et erre à l'aventure, elle fait le compte des talents et des nullités qui remplissent ses magistratures et dénombre sous les mortiers et les bonnets plus d'outres vides que de têtes bien meublées. Et cependant en face d'elle des plébéiens timides encore, souvent incapables, mais remuants, inquiets, confiants dans leurs forces, s'agitent, se cherchent, peu à peu se trouvent et rencontrent le succès, toutes les nouveautés du siècle entrent avec facilité dans ce monde tout neuf, et de Brosses, par cela même que tout son passé, que toutes ses inclinations le faisaient l'adversaire de cette bourgeoisie, réforma ses études pour vaincre ses rivaux naissants et combattit auprès de son ami Richard de Ruffey.

Non pas qu'il faille prêter à l'académie du Président de Ruffey une vertu miraculeuse ni supposer que, soudain surgissant tout armée comme les guerriers de Cadmus, elle ait d'emblée triomphé de la vocation atavique des patriciens. Des

(1) On donnait quelquefois ce nom à l'académie des Inscriptions,

académies plus illustres n'ont jamais eu cette vertu créatrice. Mais elle apparaissait à son heure pour satisfaire un besoin latent au cœur de la magistrature; elle offrait au troupeau désemparé de Bouhier un refuge, un asile, un lieu de ralliement, chose si nécessaire à des érudits qui jamais n'avaient travaillé ni pensé tout seuls. Parce qu'elle orientait les études vers des routes nouvelles, elle indiquait les concessions qu'il fallait faire aux nouveautés du siècle, à présent qu'elles avaient pénétré à grands flots jusque dans les murs de la cité des dieux. Mais ces concessions tous les sentaient nécessaires, et si les curiosités scientifiques ne gagnent la robe qu'après la création de l'académie Ruffey, de Brossette n'était pas homme à s'enliser dans l'érudition dédaignée par l'attention publique. Capable de dépasser en idées vastes et en conceptions hardies les moralistes de l'académie bourgeoise, peut-être eût-il tenté de rivaliser avec eux sans le secours de personne (1); il n'en reste pas moins vrai que Richard de Ruffey l'encouragea, le soutint, le décida, et qu'à partir de 1752 environ on ne saurait méconnaître une transformation profonde dans l'humaniste d'autrefois.

3. — La société Ruffey et les travaux du Président de Brossette

Quoique Ruffey fût le fondateur et l'hôte de la nouvelle académie aristocratique, il s'effaça pour laisser son ami de Brossette y donner le ton. Cette déférence n'entraînait aucune conséquence, car de Brossette partageait les idées de Ruffey et dès la séance d'ouverture il insiste sur la nécessité d'étudier la physique « à laquelle il semble qu'on s'adonne aujourd'hui préférablement à toute autre science » (2). Cependant, cette société d'humanistes convertis conservait une prédilection pour les travaux littéraires; elle se ressouvait de sa vocation première, et si elle a mérité l'estime de la postérité, c'est parce qu'elle a continué à s'adonner aux études pour lesquelles elle était armée. Elle s'occupe encore d'érudition; Michault lit un mémoire (3) sur la terminaison des mots fran-

(1) Il avait recommencé son Salluste sur un nouveau plan.

(2) Ms. 1.628, p. 5. (Séance du 19 avril 1752). Ibid. Préface (article 17 des Statuts).

(3) Ibid. 7 (3 mai 1752).

çais en âge, Ruffey sa traduction de Haller (1), Cocquart une traduction de quelques épigrammes de l'*Anthologie* en même temps qu'il discute l'opinion de l'abbé Lebœuf sur une question de droit féodal (2) : quand un vassal est tenu de donner au suzerain un cierge de cire d'une longueur déterminée, quel rapport doit exister entre le poids du cierge et sa longueur ? Ou bien M. Bouillet reprenant les curiosités chères à Sainte Palaye traite des origines de la chevalerie (3). Jehannin présente sa traduction de Shaftesbury, une autre en vers du premier livre du *Paradis Perdu* (4), Joly une dissertation sur les épîtres grecques attribuées à Aristénète (5), Michault la biographie de l'abbé Germain, un des correspondants de Bouhier, ou bien une étude sur les Ambrons qui n'était peut-être que celle qu'avait jadis préparée le P. Oudin, ou bien quelques articles de sa *Vie du P. Oudin* (6). C'est à ces assemblées que de Brosses lut sa traduction de la *Sémiramis* de Métastase (7), et Michault sa *Vie de P. Palliot* (8). On avait même projeté d'y faire l'éloge de tous les grands hommes qui avaient illustré la Bourgogne (9). Et comme on affecte d'avoir été indigné par le discours de Rousseau et plus encore par l'approbation de ses juges, M. Bouillet s'applique à rabaisser ceux qui croient « s'honorer en déclamant contre le luxe » (10). L'érudition, dit-il, nous apprend que le luxe est relatif aux temps, aux lieux et aux personnes, que par exemple les vêtements de soie rares et chers autrefois ne le sont plus tant aujourd'hui. Elle nous prouve que les lois somptuaires sont nées de circonstances particulières pour cesser avec ces circonstances mêmes, qu'à Rome elles interdissent les objets d'argent jusqu'à ce que l'argent affluât dans la cité, qu'en France Charles VIII proscrivit les riches étoffes parce qu'elles se fabriquaient à l'étranger.

Entre temps, nos dijonnais s'entretiennent sur les livres qui paraissent et M. de Ruffey « fait part à la compagnie

(1) Ibid. 7 (3 mai 1752).

(2) Ibid. 7 (10 mai 1752).

(3) Ibid. 45 (12 juillet 1752).

(4) Ibid. 57 (19 juillet 1752).

(5) Ibid. 96 (17 janvier 1753).

(6) Ibid. 124, 120, 125. Ces articles ont servi à la rédaction des *Mélanges*, de MICHAULT.

(7) Ms. 1.597, p. 85.

(8) Ms. 1.597, p. 117.

(9) Ms. 1.628. Préface. art. 24 des Statuts.

(10) Ibid. 109 (20 février 1753).

d'un petit ouvrage nouveau intitulé *diatribe du docteur Akakia*. « Cette pièce qui comporte le véritable caractère de la satire personnelle a paru trop ironique, pleine de pointes et de jeux de mots et même assez fade par le ton de mauvaise plaisanterie qui y règne d'un bout à l'autre » (1). Il est vrai que Maupertuis était fort admiré en Bourgogne. Somme toute, on demeurait fidèle au souvenir de Bouhier, on reprenait les discussions déjà commencées jadis dans la rue Saint-Fiacre, et la continuité se manifestait évidente entre la société nouvelle et les patrieciens d'autrefois. De Brosses lui-même ne cessa point d'adresser à l'Académie des Inscriptions de doc'tes mémoires, dont il communiquait la plupart aux familiers de l'académie Ruffey. Il n'abandonne pas ses études sur l'ancien Orient, ni la controverse sur les deux sièges de Ninive, ni ses tentatives pour concilier Hérodote et Ctésias. Mais ses réflexions sur Nemrod qu'il identifie avec Belus ne sont point d'un esprit vulgaire et timide. Non seulement il reportait au delà du Gange la source de toutes les civilisations, mais il soutenait cette opinion que l'humanité loin d'avoir dégénéré des perfections d'un âge d'or s'était au contraire élevée par un progrès continu au-dessus de la barbarie primitive. Jusque dans les travaux de l'érudition, on sent que de Brosses se transforme, qu'une seconde époque vient de commencer pour son intelligence, que les temps sont révolus où il s'abandonnait avec quiétude aux curiosités du passé.

Il poursuit toujours l'ouvrage de toute sa vie, son travail sur Salluste. Dès sa jeunesse, quand il recevait les leçons du Président Bouhier, il avait entrepris une édition savante de l'historien latin, une édition complète rassemblant outre les ouvrages que nous possédons dans leur intégrité les fragments épars des livres perdus. Cette tâche semblait réservée au labeur bourguignon; tout Dijon savait que M. de Chevanes possédait dans sa bibliothèque un manuscrit inédit contenant plusieurs passages de Salluste. Dès 1734, il est à l'ouvrage, et pour justifier dans quel ordre il classera les débris souvent informes des *Histoires*, il s'applique à restituer le plan de l'œuvre disparue. « Je voudrais bien, mon cher Président, écrit-il à Bouhier dans sa *lettre sur Herculanum* (2), qu'on pût se flatter de faire la découverte de quelque ancien auteur de nos amis, d'un Diodore par exemple, d'un Béroë ou d'un

(1) Ibid. 404 (7 février 1753).

(2) *L'Italie il y a cent ans* I 424.

Tite Live, même des cinq livres de l'*histoire romaine* de Salluste que nous avons perdus, quoiqu'alors toute la peine que je me suis déjà donnée pour les refaire fût elle-même perdue. » Nous pouvons deviner ce qu'étaient alors ses conjectures par un mémoire qu'il lut une douzaine d'années plus tard, le 2 juin 1747 à l'académie des Inscriptions (1). Dès 1734, il formait le projet qu'il exécuta dans la suite : répartir les fragments de l'histoire entre les cinq livres qui devaient composer à l'origine l'ouvrage de Salluste, et les rendre intelligibles en refaisant la narration intermédiaire. Ces fragments représentant à peu près selon le calcul du Président un dixième ou un cinquième de l'ouvrage perdu (2), presque toute l'histoire de Salluste eût été à refaire. Mais de Brosses ne l'essaya pas tout d'abord, il ne s'exerça du moins que sur un court passage, celui qui racontait la révolte de Lepidus, et n'envoya à M. Melot en 1744 qu'une édition savante des textes encore existants de son auteur favori.

La perte de son manuscrit, tant de labeur dépensé sans fruit, tout cela le découragea d'abord, et si durant les années suivantes il revint à Salluste, c'est en historien plus qu'en commentateur. *Le mémoire sur la vie de Scaurus prince du Sénat*, lu en 1750 à l'académie des Inscriptions, cette biographie d'un seul homme ne pouvait entrer telle quelle dans une restitution de Salluste. Et de fait chez Richard de Ruffey de Brosses s'adonne à l'histoire. Il répond à une dissertation de M. de la Cour sur le triomphe (3), et il entend le même M. de la Cour parler des conquêtes romaines, de celles surtout qui suivent la ruine de Carthage, des plus injustes et des plus odieuse (4). Cependant il revient peu à peu à son idée de restituer Salluste. Il refait le plan des *Histoires* pour ses amis (5), et en 1754 il l'expose tout au long à l'Académie des Inscriptions. « Après avoir, dit-il, comparé ces fragments de Salluste soit entre eux, soit avec les autres historiens ; après les avoir mis dans l'ordre des événements, les avoir corrigés et éclaircis par des notes historiques et critiques,

(1) Ms. 665.

(2) Sur les intentions du Président de Brosses relativement à Salluste, cf. ms. 1.597, p. 5 sqq et Foisset, p. 490.

(3) Ms. 1.668, 31 à 33 (21 et 29 juin 1752).

(4) Ibid. 70 (19 décembre 1752).

(5) Il l'expose le 3 mai 1752 chez Ruffey. cf. Ms. 1.628, p. 6 et ms 1.597, p. 5.

j'ai conçu la pensée d'y faire un supplément en écrivant moi-même cette histoire perdue de manière à y insérer tous ces fragments dans leur place véritable, ou du moins dans la plus vraisemblable, c'est-à-dire de faire sur mon auteur le même travail que Freinshemius a fait sur Tite Live et sur Quinte Curce. La méthode des commentaires isolés a toujours quelque chose de sec et de rebutant, au lieu que celle-ci paraissait la meilleure pour bien éclaircir ces fragments et pour en donner une explication suivie qui pût se faire lire sans ennui... » (1). « Ma première pensée, et c'était la plus naturelle, avait été d'écrire cet ouvrage en langue latine, mais après quelques essais, je m'en dégoûtai bientôt, dans la crainte que mon style ne fût plein de gallicismes, certain d'ailleurs que les passages de Salluste auxquels il servirait de cadre en seraient très défigurés. Je me suis donc remis à l'écrire en français et alors j'ai changé quelque chose à mon plan. Les fragments se trouvant insérés dans la narration française selon leur ordre naturel et la suite des faits, je leur ai donné une autre disposition dans l'édition latine de l'original que je compte publier. Je les ai rangés selon l'ordre où ils se trouvent dans les auteurs qui les citent, et les auteurs à peu près selon l'ordre des temps où ils ont vécu et de leur plus grande proximité avec le siècle de Salluste, le texte étant toujours plus fidèle dans les plus anciens » (2).

Sans l'avouer et même sans en avoir conscience, de Brosses s'acquitte à la fois de deux ouvrages différents. Venu plus tôt, il se fût peut-être contenté d'éditer Salluste ; plus pénétré de l'esprit de son siècle, il eût écrit dans le goût de Montesquieu une histoire de la décadence aristocratique au septième siècle de Rome. Il ne fit ni l'un ni l'autre et tous les deux à la fois. A sa mort, il laissait un volume manuscrit contenant 1° le texte de Salluste corrigé sur les documents originaux, 2° l'histoire rétablie ou les fragments de Salluste avec des suppléments en latin, 3° un commentaire latin renfermant des remarques critiques et grammaticales sur les textes précédents, 4° une table des fragments, 5° un catalogue des variantes et 6° un dictionnaire critique des locutions particulières à Salluste (3). Dans ce recueil, on ne rencontre rien

(1) Ms. 1.597, f. 7.

(2) Ibid., f. 8.

(3) Cf. *Galerie bourguignonne*. Art. de Brosses.

ou à peu près qui dépasse le génie d'un Bouhier, rien qui pût sembler nouveau aux érudits bourguignons, de tout temps appliqués à l'étude des auteurs anciens et au commentaire de leurs ouvrages. L'œuvre originale du Président de Brosses, la seule d'ailleurs qu'il publia, c'est la traduction française de Salluste dont il avait comblé les lacunes par des développements de son invention. Quelque soin qu'il ait apporté à imiter le style de son modèle, à épouser ses passions et jusqu'à sa partialité contre Cicéron, à ne rien dire en un mot qui ne pût être avoué par lui, plus des quatre cinquièmes de l'ouvrage, y compris les longues descriptions géographiques qui en interrompent la suite, sont une création de l'interprète. Qu'importe s'il a su fondre avec adresse le texte de Salluste et son propre récit ; l'ensemble constitue un monstre, un monstre il est vrai qui fut léché avec patience et avec amour. Dès 1757, de Brosses lut à l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres une *Vie de Philippe, prince du Sénat*, qui du reste, pas plus que la *Vie de Scaurus*, ne pouvait entrer telle quelle dans la reconstitution de Salluste. En 1761, l'Académie de Dijon entendit un mémoire sur l'*Abdication, les funérailles et la mort de Sylla*, en 1768, l'Académie des Inscriptions un autre mémoire sur *la révolte de Spartacus*, jusqu'à ce qu'enfin en 1776 l'Académie de Dijon assistât à la lecture d'une *vie de Salluste*, et qu'en 1777 parût l'*Histoire de la République Romaine dans le cours du septième siècle, par Salluste, en partie traduite du latin sur l'original, en partie rétablie et composée sur les fragments qui sont restés de ses livres perdus, remis en ordre dans leur place véritable ou la plus vraisemblable*, avec cette épigraphe : *Crispus Romana primus in historia* — Martial XIV 91.

De Brosses apportait à sa tâche les vertus des patriciens dijonnais, une longue application, une patience de bénédictin dans la recherche des textes et un talent de traducteur supérieur à celui de Bouhier. Car outre que Bouhier écrit avec moins d'élégance, il était plus aisé sans doute de rendre le style verbeux et diffus de Cicéron que la vigueur et la concision recherchée de Salluste. Mais on ne saurait douter que de Brosses voulut être et fut historien plus que commentateur, que dans l'œuvre conçue dès sa jeunesse sur les conseils ou l'exemple des humanistes du passé il a jeté la matière d'une création originale. Non parce que l'idée lui vint de refaire Salluste et de le compléter ; des érudits avaient déjà essayé des restitutions de ce genre aux dépens de Tite Live,

de Quinte Curce et de Pétrone (1) ; sur une plus petite échelle, les archéologues en font chaque jour pour remplir les vides des inscriptions mutilées. Mais à son entreprise, de Brosses apporte un esprit et des talents ignorés de ses devanciers. On sent que par vocation il est historien, qu'insensible aux curiosités minutieuses et qui se perdent dans le détail, il aime à voir grand, que non content de suivre les faits il s'applique à les comprendre, et qu'il se débat pour ainsi dire captif dans le cadre étroit d'une sorte de commentaire où l'emprisonnent les traditions de ses aînés bourguignons.

Par la pensée, il cède à l'influence de son siècle, à l'exemple de Montesquieu, il s'abandonne aux préoccupations et aux goûts des philosophes. Ni sa *Vie de Scaurus* ni sa *Vie de Philippe* n'ont été rédigées pour s'insérer parmi les fragments de Salluste ; ce sont des études qui se suffisent à elles-mêmes et dont les éléments, loin de former un chapitre des *Histoires*, ont été empruntés à plusieurs (2). Et combien de dissertations ont été introduites par de Brosses dans la traduction de Salluste, non parce qu'elles y avaient leur place naturelle, mais parce qu'il voulait les placer quelque part. Ses descriptions de la Corse et du Pont Euxin ne sont que de brillantes digressions, pleines d'intérêt en elles-mêmes et qu'on louerait si elles ne suspendaient pas le récit des événements. *Sed non erat hic locus*. Le siècle se portait vers l'histoire, vers les considérations générales sur les révolutions des empires, et si dans la moindre partie de son œuvre de Brosses peut passer pour un traducteur, dans tout le reste, il juge, il crée, en un mot il est historien. Documenté et sagace, il réunit les qualités qu'exigeait du parfait historien son ami d'Argenson : « 1° une critique exacte et savante fondée sur des recherches laborieuses pour la collection des faits, 2° une grande profondeur en morale et en politique, 3° une imagination sage et fleurie qui peigne les actions, qui déduise les causes et qui présente les réflexions avec

(1) Cf. *Mémoires de Ph. de La Mare*, ms. 839, p. 3 : « J'ai vu une traduction de Pétrone par Mgr le Prince qui aurait suppléé les lacunes qui sont dans ce livre ».

(2) Cf. ms. 1.597, f. 5 sqq., l'indication des sources auxquelles a puisé de Brosses, presque toutes sont tirées des historiens grecs ou de Cicéron. Le Président insiste sur la difficulté de son entreprise. Freinsheimius, dit-il, a pu s'expliquer librement, car les livres de Tite Live sont entièrement perdus. « Au contraire, on est gêné quand on refait Salluste par l'abondance des fragments, qui subsistent de son œuvre. » De Brosses eût préféré créer plutôt que restituer.

clarté et simplicité, quelquefois avec feu, mais toujours avec goût et élégance, 4^e il faut de plus la constance dans le travail, un style égal et soutenu et une exactitude infatigable qui ne montre jamais l'impatience d'avancer ni de lassitude pendant le cours d'une longue carrière » (1). Toutes ces vertus, de Brosses les possédait ; l'agrément du style aussi bien que la patience de rechercher les faits à travers les historiens grecs et latins, que la sagacité pour démêler l'erreur de la vérité, que la constance dans un labeur qui dura autant que la vie. Quant à la profondeur en morale et en politique, c'était ce dont les érudits d'autrefois se souciaient le moins et ce dont le siècle se montrait le plus friand. Cette qualité, on pouvait s'en passer, on devait l'éviter pour restituer Tite Live, mais par bonheur ou par un choix réfléchi, de Brosses s'était attaché à Salluste. Et Salluste excelle à découvrir les vices de l'aristocratie romaine, les insuffisances de la machine gouvernementale, à expliquer leurs conséquences, à présenter la suite des événements non comme un caprice du hasard ou l'œuvre des individus, mais comme l'aboutissement nécessaire d'un long passé de rapines et de corruption. Sur les pas d'un pareil guide et formé par l'exemple de son modèle, de Brosses a vraiment compris l'histoire ; pour la première fois on voit naître à Dijon autre chose qu'érudition de détail et stérile compilation des faits. Un génie vigoureux aborde un grand sujet et l'éclaire par son intelligence ; pour la première fois aussi le savoir de la robe produisait un ouvrage d'une lecture aisée et accessible au public tout entier. Au lieu d'une édition critique, une traduction de Salluste ; au lieu d'un commentaire utile à consulter mais illisible comme les commentaires de Cicéron et d'Hérodote, un récit suivi que l'on peut dans une certaine mesure regarder comme la synthèse des remarques critiques que de Brosses avait amassées sur son écrivain favori.

Penser et vulgariser, tels sont les premiers soucis de son époque et les siens ; son malheur fut de ne pas oser s'affranchir des traditions du passé. Pas plus que Bouhier il n'eut l'audace de s'aventurer seul, et comme son maître enfermait toutes ses vues sur l'histoire ancienne dans ses *dissertations sur Hérodote*, il s'avance à la suite de Salluste. Lui aussi, il éprouve le besoin de s'appuyer sur un tuteur, de se confier à une autorité, et s'il enrichit quelque peu Salluste, Bouhier

(1) *Mémoires* de D'ARGENSON, année 1755.

s'était également permis de prêter à Hérodote une chronologie des Assyriens et des Babyloniens. Le Président de Brosses succombe à un excès de servilité ; loin de rapporter les faits et de rechercher leurs causes sans haine et sans colère, *sine ira et odio quorum causas procul habebat*, il épouse des passions et des préventions qui ne sont pas les siennes, il devient homme de parti parce que Salluste l'était, et se mêle à la politique romaine au lieu de l'étudier seulement. On peut dire de lui qu'il commença son ouvrage trop tôt ou qu'il le continua trop longtemps. Dans sa jeunesse, il pensait donner une édition savante, celle qui fut perdue par M. Melot, et dont il conserva les matériaux en portefeuille, il rendait à l'érudition les services que lui avaient rendus un Bouhier et un d'Olivet. Plus âgé, il rêvait d'une histoire et sans doute l'eût-il écrite s'il ne s'était fourvoyé dans un commentaire de Salluste. Par une déplorable continuité, il fut de deux époques à la fois, il pensa en philosophe mais exprima sa pensée avec la timidité des humanistes d'autrefois, et en la déguisant. M. Mamet (1) s'est appliqué à démêler ce qu'il y a de vrai dans son savoir, de juste dans ses réflexions, en un mot de mesurer son apport à la science ; il n'est pas douteux que de Brosses ait possédé des dons rares d'historien, qu'il y ait eu en lui l'étoffe d'un autre Montesquieu peut-être, mais ce Montesquieu bourguignon ne sut pas s'affranchir de la fêrule de Bouhier. Si la chauve-souris de la fable plaisait à la fois et aux oiseaux et aux quadrupèdes, le Salluste du Président de Brosses est un ouvrage hybride à la fois commentaire et histoire qui ne satisfait ni les érudits ni les historiens, et depuis longtemps oublié. La gloire du Président lui vient des travaux qu'il exécuta tout entiers dans la seconde moitié de son âge, quand affranchi de son passé, ouvert à l'esprit nouveau il présidait aux conférences qui se rassemblaient chez Ruffey.

Si Buffon peut être considéré comme l'âme de la société, littéraire où il paraît quelquefois en personne, qu'il inspire toujours comme un dieu invisible et présent, s'il a Richard de Ruffey pour ami fidèle et pour défenseur de sa gloire, s'il le charge de démontrer aux dévots qu'entendue d'une certaine façon l'*Histoire naturelle* ne contredit pas la physique de Moïse, il éprouvait sans doute une prédilection pour de Brosses, l'esprit le plus éminent de cette académie, celui qui jus-

(1) MAMET. *Le Président de Brosses*, passim.

qu'à la fin demeura à ses yeux « le plus digne de ses amis, comme le plus savant de nos littérateurs » (1). Tous deux s'étaient connus sur les bancs de l'école où de Brosses, plus vif, plus pétillant, doué d'une facilité plus grande, l'emportait dans les exercices scolaires. Cette camaraderie s'était continuée durant l'adolescence, quand les deux anciens condisciples se retrouvaient à l'hôtel Bouhier, quand le vieux Président favorisait leurs premiers travaux, les estimait également quoique pour des dons différents et semblait pressentir leur future renommée. Les circonstances les séparèrent. Tandis que Buffon exilé à Paris s'appliquait aux sciences de la nature, de Brosses prenait un office à Dijon, et à ses heures de loisir s'enfonçait dans l'érudition. Mais aucun d'eux n'avait oublié la première amitié (2), chacun s'intéressait aux travaux de l'autre, et quand cédant aux goûts du siècle de Brosses se porta vers les sciences et la philosophie, il prit tout naturellement pour guide son ancien condisciple.

C'est par les travaux de Buffon qu'il fit connaissance avec la nature, c'est en partie par son entremise qu'il fit connaissance avec les philosophes ; il recevait les confidences du grand homme, il apprenait de sa bouche le secret de sa pensée relativement aux vérités révélées par l'Eglise : « Buffon sort d'ici, écrivait-il. Il m'a donné la clef de son quatrième volume, sur la manière dont doivent être entendues les choses dites pour la Sorbonne. J'ai rendez-vous un soir de la semaine prochaine avec lui et Diderot, pour faire connaissance avec celui-ci. Je veux connaître cette furieuse tête métaphysique. Il vient de donner un petit livret bien indigeste sur l'*Interprétation de la Nature*, où il a employé, par articles décousus, les scories de ses discours encyclopédiques. C'est un vrai traité d'inintelligibilité, où l'on entrevoit de temps en temps des traits pénétrants sur la métaphysique générale de l'univers. » (3) Avant même de l'avoir approchée, le Président

(1) SAINTE-BEUVE. *Premiers Lundés* XIV, 329.

(2) Cf. NADAULT DE BUFFON. *Correspondance de Buffon*, passim et particulièrement I, 205 : « Que dites-vous de l'aventure de Buffon ? Je lui ai écrit de Venise et j'attends avec impatience de ses nouvelles. Je ne sache pas d'avoir eu de plus grande joie que celle que m'a causée sa bonne fortune, quand je songe au plaisir que lui fait le jardin du roi. Combien nous en avons parlé ensemble ! »

(3) FOISSET, p. 540. Cf. aussi le Tome I de la *Correspondance de Buffon*, par Nadault de Buffon. Non seulement Buffon envoie à de Brosses ses ouvrages dès qu'ils sortent des mains de l'imprimeur, mais il lui explique dans ses lettres ses opinions touchant la couleur des nègres ou la génération (Ibid. 43).

montrait qu'il ne serait jamais un fanatique de la secte ni le séide de ses chefs, que pas plus que son ami il n'admirerait de parti pris et ne se laisserait tout à fait enrôler. Et Buffon de son côté n'était peut-être pas fâché de s'attacher comme zélateur de sa gloire un homme aussi éminent que de Brosses par le talent comme par la condition et par l'influence; il se félicitait à coup sûr d'avoir rencontré un précieux collaborateur. Car non seulement à côté d'un savant qui observe, on distingue sans peine chez l'auteur de l'*Histoire naturelle* un humaniste qui a beaucoup lu, un continuateur d'Aristote et de Pline, mais lui-même en plus d'une rencontre insiste sur la nécessité de l'érudition. Pour construire sa grande encyclopédie de la nature, il avait utilisé les services de plusieurs ouvriers, employant celui-ci à des expériences, celui-là à écrire, se gardant le soin de revoir leurs travaux et de les faire servir à l'ensemble; pour éclaircir certains points obscurs où il n'avait jeté qu'une demi-lumière, pour apporter des preuves là où il n'avait formé que des suppositions, des précisions là où il n'avait donné que des vues générales, dans les questions où l'érudition devait fournir la matière au raisonnement, c'était une bonne fortune que d'acquérir le concours d'un érudit comme de Brosses, et il se garda bien de la laisser échapper.

Il est exact, comme on l'a souvent rappelé, que le Président de Brosses avait hérité de son père un goût prononcé pour la géographie, qu'il laisse deviner dans son *Salluste*. Mais il ne faut pas oublier qu'il ne s'agit là que de géographie historique, et qu'il y a souvent loin entre l'opinion des anciens au sujet d'une contrée et celle qu'on en doit avoir aujourd'hui. On pourrait rappeler aussi que de Brosses, ayant contracté dans son enfance le goût de ces curiosités, l'entretint sans aucun doute par son commerce assidu avec l'Académie des Inscriptions. Car cette Compagnie écoutait des dissertations sur le périple d'Hannon, d'autres de M. de Bougainville sur la vie et les voyages de Pythéas de Marseille (1). A la même date on publiait l'*Hérodote* de Bouhier avec ses remarques sur le pays des Scythes et des Massagètes; de Brosses lui-même se révèle dans son *mémoire sur le Vésuve* fort au courant des récits de Strabon. Mais de toute cette érudition répandue autour de lui et qui pénétrait en lui, rien ne pouvait le conduire à de véritables travaux sur la géo-

(1) Mémoires de l'académie des Inscriptions. Tome XXX.

graphie. Il n'y vint, et ce fut son bonheur, qu'après qu'il fut entré à l'académie Ruffey. On lisait beaucoup d'ouvrages nouveaux dans la nouvelle société, et au mois de mai 1752, Richard de Ruffey y lut un livre de Maupertuis sur le progrès des sciences. Entre autres sujets, nous dit le compte rendu de cette lecture, « l'auteur traite de la découverte des terres australes, des Patagons, peuples de géants qui habitent l'extrémité australe de l'Amérique, du passage par le Nord » (1), sans compter des observations sur les variations de l'aimant, sur le continent de l'Afrique, sur la fondation d'une ville latine. Au mois de décembre, le Secrétaire fait à l'assemblée « la lecture d'un petit écrit qui porte pour titre : *Explication de la carte des nouvelles terres découvertes au nord de la mer du Sud par M. de l'Isle, de l'Académie royale des sciences et professeur de mathématiques au collège royal* ». « Sur le bruit qui s'était répandu depuis peu de la nouvelle découverte d'un passage pour aller à la Chine par les mers du Nord, M. de Brosses apporta la carte que vient de publier le sieur Buache de la partie de l'Asie faisant face au Nord Est et de la partie de l'Amérique septentrionale faisant face au Nord Ouest ». « M. de Brosses observe que cette carte est importante surtout en ce qu'elle nous montre le détroit de communication entre le grand océan appelé Pacifique et la mer Glaciale » (2). Il rend compte à ses associés (3) d'une vieille description du passage du Nord Ouest qu'avait jadis écrite l'amiral espagnol Fuentès, et n'hésite pas à la déclarer apocryphe parce qu'elle décrit les terres du Nord comme riches en grains et en arbres, ce que contredisent tous les récits de voyageurs.

Un peu plus tard, de Brosses résuma l'essai de Maupertuis, puis, durant une demi-heure, il parla à ses amis des nouvelles découvertes que l'on pourrait faire dans les terres australes. « Il se trouvait, disait-il, fort au fait de cette matière sur laquelle il avait eu la même pensée et qu'il avait dès longtemps examinée en citoyen et

(1) Ms. 1,628, p. 15 (31 mai 1752).

(2) Ibid. 74 (28 décembre 1752).

(3) De Brosses souhaitait qu'on écrivît sur les terres arctiques l'ouvrage qu'il avait composé sur les terres antarctiques (Cf. Terres australes, Préface X). Mais lui-même ne l'écrivit pas; il ne nous reste sur ce sujet que le compte rendu de son discours à ses amis. Peut-être voulait-il éviter d'entrer en concurrence avec Jallabert. Cf. FOISSET, 541 : « Je venais de recevoir la lettre de Jallabert. Il va faire l'arctique, comme je viens de faire l'antarctique ».

en géographe » (1). Ensuite il écrivit un mémoire sur les avantages de ces découvertes pour la gloire de la nation et les profits de son commerce, et bientôt après deux autres mémoires, l'un « sur le choix d'un lieu d'établissement et d'un entrepôt de commerce possible à faire en ces contrées », l'autre donnant « quelque idée de la nature du climat et des mœurs des nationaux tels qu'ils sont dans les trois principales régions de cette immense partie du globe terrestre située vers le sud de tous les continents connus dans les trois mers du nord, du sud et des Indes orientales. » La division de la terre australe y était faite relativement à ces trois mers en Magellanique, Polynésie et Australasie. Le mémoire contenait les extraits de trois navigateurs célèbres : Narborough pour la Magellanique, Roggewin pour la Polynésie, Dampierre pour l'Australasie » (2). Ces trois mémoires augmentés et revus furent les premiers éléments de l'*Histoire des navigations aux terres australes* qui parut en 1756.

Depuis quand et pourquoi la curiosité de semblables problèmes s'était-elle emparée du Président de Brosses ? De tout temps les Dijonnais avaient aimé voyager en imagination en lisant les récits des voyageurs. Il suffit pour s'en convaincre de se reporter au Lantinianna, aux observations de l'abbé Joly, de consulter le catalogue de bibliothèque annexé aux mémoires de du Tilliot. Dans une seule collection de livres et d'un assez petit nombre de livres, on rencontre les relations d'Anson, de Frobisher, de Balboa, le voyage à la mer du Sud de Buckley, le voyage à Magellan de Frazer, celui de Lahontan au Canada, la navigation d'Hannon, celle de Bouvet aux terres australes, et beaucoup d'autres récits d'explorations en Ethiopie, au Congo, en Tartarie, et dans toutes les régions inconnues de la terre (3). A Dijon, l'information sur la géographie était aisée à rassembler, et sans nul doute, attentif comme tous ses concitoyens à la vie du siècle, de Brosses s'était intéressé à la découverte du monde, à la description des pays lointains. Pour qu'il songeât à en écrire un livre, il fallut que l'occasion lui en fût offerte par l'ouvrage de Maupertuis et la conversation de Ruffey ; plus certainement encore, il avait subi l'influence de Buffon,

(1) Ms. 1.628, p. 74.

(2) DE BROSSES, *Terres australes*, Préface II.

(3) Ms. 915.

longuement médité les ouvrages du grand homme, et reçu ses conseils. Certes Richard de Ruffey lui aussi entretenait avec Montbard d'étroites relations, mais son génie sans vigueur ne s'en était pas trouvé fécondé ; ou bien il reproduisait tel quel ce qu'il avait reçu de son illustre ami, ou bien il n'accouchait que de mémoires sans intérêt.

De Brosses est un disciple aussi, mais un disciple intelligent, qui non seulement écoute et répète la parole du maître, mais pense avec lui, et s'il en reçoit le germe d'une grande idée la nourrit et la développe. Un autre sans doute lui indique le chemin où il s'engage, mais une fois sur la route, il est homme à ne pas s'égarer. Tandis que ses compatriotes copient à peu près telle quelle l'*Histoire naturelle*, s'appesantissent sur des détails sans importance ou s'arrêtent à considérer des mousses à la loupe, lui seul se montre à la fois capable d'une information précise et de vues étendues, digne en un mot d'exécuter un projet conçu par son ami. Car il n'est pas douteux qu'il ait reçu de Montbard et son inspiration, et les encouragements qui réchauffèrent son zèle, et une part des documents qu'il a utilisés. Il est déjà significatif que critiquant chez Ruffey les cartes du sieur Buache, il leur préfère celles du sieur de Vaugondy, du cartographe attitré de Buffon. Mais il écrit dans une lettre : « Il sort d'ici un grand homme rouge, annoncé de la part de M. de Buffon, il m'a dit : Monsieur, je viens du Kamtschatka. Je sais par cœur la Zibérie. Je me nomme de Lisle, frère du grand Guillaume » (1) ; et, parlant de son *Histoire des Terres australes* : « Buffon me presse tant qu'il peut pour finir et terminer cet ouvrage. Il est content du premier volume qui est à point » (2). Un peu plus tard, dès qu'il a achevé son livre, il le soumet au jugement de son ami : « Buffon, dit-il, est retenu à Montbard par une fluxion et un érysipèle. Je l'attends avec impatience pour lui remettre mon manuscrit et finir quelque chose avec de Lisle au sujet des cartes géographiques. Ce de Lisle ne me quitte pas, m'obsède, et me fait perdre un temps infini. C'est le plus grand amuseur du monde. Je ne puis rien tirer des Mémoires de son frère qu'à bâton rompu : et quand il travaillera aux cartes, il me fera encore plus enrager, car il ne travaillera pas. Je lui laisserai Buffon aux troussees » (3).

(1) FOISSET, p. 540.

(2) Ibid., p. 541.

(3) Ibid., p. 546.

Quoiqu'on puisse découvrir dans le traité de géographie d'un humaniste cher aux Dijonnais, de La Mothe Le Vayer, l'idée qu'il serait avantageux de reconnaître les terres australes, le Président de Brosses ne faisait que reprendre et que développer ce qu'avait dit Buffon dans la *Théorie de la Terre* à l'article VI : « Presque toutes les terres qui sont du côté du pôle antarctique nous sont inconnues ; on sait seulement qu'il y en a et qu'elles sont séparées de tous les autres continents par l'océan ; il reste aussi beaucoup de pays à découvrir du côté du pôle arctique, et l'on est obligé d'avouer avec quelque espèce de regret que, depuis plus d'un siècle, l'ardeur pour découvrir de nouvelles terres s'est extrêmement ralentie. On a préféré, et peut-être avec raison, l'utilité qu'on a trouvée à faire valoir celles qu'on connaissait à la gloire d'en découvrir de nouvelles... Cependant, la découverte de ces terres australes serait un grand objet de curiosité et pourrait être utile... Il me semble qu'on pourrait tenter d'arriver à ces terres par la mer pacifique, en partant de Baldivia ou d'un autre port de la côte du Chili, en traversant cette mer sous le 50^e degré de latitude sud. Il n'y a aucune apparence que cette navigation, qui n'a jamais été faite, fût périlleuse, et il est probable qu'on trouverait dans cette traversée de nouvelles terres ; car ce qui nous reste à connaître du côté du pôle austral est si considérable, qu'on peut sans se tromper l'évaluer à plus du quart de la superficie du globe, en sorte qu'il peut y avoir dans ces climats un continent terrestre aussi grand que l'Europe, l'Asie et l'Afrique, prises toutes trois ensemble » (1). A coup sûr un intérêt personnel put stimuler chez de Brosses la curiosité des terres australes ; gendre du marquis de Crèvecœur, gros actionnaire de la Compagnie des Indes, il savait que la Compagnie avait envoyé dès 1739 deux vaisseaux pour reconnaître les régions antarctiques, qu'elle espérait y fonder des comptoirs, et dans la façon même dont il entend la colonisation, il ne montre pas moins de souci pour la prospérité du commerce que pour la grandeur de sa patrie. A cela près il doit tout à Buffon : ses réflexions sur l'utilité d'une reconnaissance des mers du sud, l'idée qu'on y arriverait sans peine en partant de Baldivia. Surtout, qu'il ait à formuler une supposition, à fournir une explication sur la constitution du globe, sur les climats, sur la végétation, sur les animaux, sur la formation des gla-

(1) BUFFON. *Histoire naturelle générale et particulière*, 1749. I, 212.

ces, même à traiter de politique ou d'économie, il reproduit non seulement les théories mais les termes mêmes de son ami. Il nous apparaît comme un ouvrier de génie si l'on veut, mais d'un génie qui ne crée pas, comme un ouvrier qui bâtit sur l'ordre, d'après les avis et sous la surveillance de l'architecte, comme un disciple qui n'est grand que pour s'être assimilé la pensée de son maître. De son cru, il apporte le labeur et des lectures immenses, mais il est redevable du reste : son intelligence sociable aborde les vastes spéculations à la suite d'un guide.

Des cinq livres entre lesquels il répartit son travail, le premier traite de l'utilité que présente la découverte des Terres australes (1). De cette découverte, il ne faut pas laisser le soin aux entreprises mercantiles de la Compagnie des Indes, c'est au roi à en faire les frais : « Ne songeons d'abord qu'à la géographie, qu'à la pure curiosité de découvrir, d'acquérir à l'univers de nouvelles terres, de nouveaux habitants » (2). Et la terre australe doit exister, car « la rotation du globe se ferait plutôt par les pôles que par l'équateur s'il n'y avait dans l'hémisphère antarctique une masse de terre inconnue qui contrebalance celle de l'hémisphère arctique » (3). Et puisque l'existence d'un continent est probable, l'envie doit naître de la constater. Sans nous attacher à suivre le Président de Brosses à travers les divisions de son développement, qu'il nous suffise de dire qu'il ne s'est point trop avancé en annonçant dans sa préface qu'il traiterait son sujet en géographe et en citoyen. Il applique durant trois livres son labeur d'érudit à recueillir et à reproduire avec exactitude sans souci d'en corriger le style tous les récits des navigateurs qui ont exploré les mers australes. « Les marins écrivent mal, mais avec assez de candeur. Ce n'est pas l'élégance du style que l'on recherche dans un pareil ouvrage, c'est l'instruction dans les faits et la connaissance des choses ignorées. Le lecteur les veut peintes telles que le navigateur les à vues, non avec le coloris dont la plume de l'historien pourrait les orner. Par une suite de ce même principe l'auteur de cette histoire antarctique a voulu la laisser ainsi divisée

(1) *Histoire des navigations aux terres australes* Livre I : utilité de la découverte; livres II, III et IV : Relations des voyageurs; livre V : moyens de former un établissement.

(2) *Terres australes*, I, 12.

(3) *Ibid.*, I, 14.

par articles séparés et non les fondre tous dans une seule narration liée. Il aurait sans doute plu davantage par cette dernière méthode à ceux qui ne lisent que pour s'amuser ; mais moins à ceux qui veulent s'instruire, qui dans toute histoire de faits peu connus ne cherchent que l'autorité même du texte original, qui aiment à écouter l'auteur des faits parlant lui-même de sa propre action plutôt que d'en entendre le récit de la bouche de son historien » (1). Citer des documents et les rapprocher, c'était depuis toujours la méthode de l'érudition. Elle a ses inconvénients, car les récits que rapporte de Brosses se contredisent souvent, et tous ne s'accordent pas sur le point essentiel, l'existence probable d'un grand continent austral. Mais ce doute même sert aux desseins d'un auteur moins préoccupé de décrire ces terres inconnues que de démontrer la nécessité de les reconnaître. Et non seulement son livre y gagne en intérêt par l'originalité des narrations, mais il inspire confiance au lecteur, tant parce qu'on y peut mesurer l'étendue de l'information et peser les documents que par le respect qu'il inspire pour la probité de l'historien.

Cependant, puisque des régions entières demeurent explorées, puisque les autres sont mal reconnues, pour interpréter les découvertes clairssemées des navigateurs, pour les relier entre elles, pour arriver à la présomption sinon à la certitude qu'on doit trouver une terre australe importante et habitable, c'est la science de la nature que de Brosses interroge. Tous ses raisonnements il les appuie sur le système de Buffon et quand par hasard son oracle ne fournit point de réponses à son incertitude, il en invente qui ne sont point indignes de son modèle. Il serait inutile en effet d'envoyer une expédition aux antipodes si elle n'y devait trouver qu'un sol stérile et glacé ; il importe donc à l'avance de connaître le climat de ces mondes ignorés. Tous les voyageurs qui ont séjourné dans les mers antarctiques se plaignent d'avoir éprouvé des froids rigoureux, mais la barbarie de ces contrées a pu abaisser la température. A latitude égale, pourquoi l'Amérique souffre-t-elle du froid plus que l'Europe ? » La cause peut et doit en partie être attribuée au défaut de culture et aux vastes forêts qui la couvrent » (2). Cependant, en général, l'hémisphère bo-

(1) Ibid. Préface IX.

(2) Ibid. I, 48.

réal semble plus chaud que l'hémisphère austral ; ou du moins que les parties connues de l'hémisphère austral. Une hypothèse nous l'explique : au cours des âges l'axe de la terre s'est déplacé (1). « On soupçonne depuis longtemps qu'il se fait actuellement un mouvement insensible qui change l'équateur de notre globe » (2). Par les variations qu'il entraîne dans le climat, ce changement nous ferait comprendre que les plantes des tropiques aient pu croître autrefois dans le Lyonnais où l'on en a trouvé les débris (3). Nous verrions en même temps pour quelle cause les diverses parties du globe ont tour à tour été découvertes et submergées par les eaux : « la mer toujours poussée par la force centrifuge sous le nouvel équateur abandonne successivement certaines terres pour en couvrir d'autres » (4). Car non plus que Buffon, de Brosses ne doute pas que la mer ait séjourné sur nos plus hautes montagnes « lorsque tant de phénomènes physiques le démontrent et sont ici d'accord avec l'histoire. Les montagnes mêmes sont son ouvrage, comme l'a prouvé sans réplique l'Aristote et le Plin de notre siècle, cet homme aussi éloquent que grand philosophe. On a tellement senti la nécessité de reconnaître que la mer avait longtemps couvert les plus hautes montagnes, et qu'elle seule y avait pu déposer à la longue la prodigieuse quantité de coquillages dont les bancs de pierre sont formés, qu'il a fallu dans presque toutes les hypothèses, ou admettre l'universalité des eaux répandues sur toute la surface du globe, ou supposer un déplacement de la mer » (5). La première hypothèse, de Brosses la rejette comme contraire à la vraisemblance, « car tous nos bons philosophes conviennent qu'on n'en peut donner pour cause (il s'agit de l'immersion des continents) le déluge universel arrivé du temps de Noé ; événement tout à fait miraculeux, indépendant du pouvoir de la nature, et d'aucun examen physique, produit par la seule volonté de Dieu pour le châtiement du genre humain, événement dont la mémoire reste parmi les hommes, dont le détail, les motifs et la durée sont

(1) Ibid., I, 48 sqq.

(2) Ibid., I, 51.

(3) Ibid., I, 54.

(4) Ibid., I, 57.

(5) Ibid., I, 57.

nettement expliqués dans les livres saints » (1). Et si l'on admet la seconde hypothèse, les eaux ont dû laisser à découvert les terres australes, s'il en existe, pour les mêmes raisons qui les ont fait se retirer des terres boréales. Autre conséquence non moins importante, le climat antarctique ne sera pas uniformément rigoureux, car quelque importance excessive que l'on ait voulu accorder à l'obliquité plus ou moins grande de ses rayons, le soleil chauffe à peu près également les deux hémisphères. Où donc a-t-on constaté des froids excessifs ? Dans une seule des régions australes. Il faut donc admettre que cette région se trouve à l'ancien emplacement du pôle et qu'elle est encore refroidie par le long séjour des glaces. Ne voyons-nous pas que dans les terres boréales existe aussi une région plus froide que les autres parce que l'axe du globe la traversait autrefois. Puisque de toutes les contrées du Nord l'Europe est la plus tempérée, le climat de l'Europe doit se retrouver aux antipodes, dans les parages inexplorés de la Nouvelle Hollande. « Il serait... fort curieux de savoir si l'antipode austral de l'Europe dans les mers d'Amérique ne se trouverait pas aussi tempéré que notre climat » (2). Et ce sera en effet vers la Nouvelle Hollande que de Brosses dirigera sa principale expédition.

On a d'ailleurs observé dans ces parages des circonstances qui, interprétées par un savant, apparaissent comme les indices de la structure du sol. Pourquoi rencontre-t-on au milieu du Pacifique une « plage » sous-marine semée d'archipels ? Ces archipels sont le reste d'un continent submergé par les eaux. « On saura par expérience un jour si la mer empiète sur les terres en cette plage ou si elle commence à s'en retirer ; car on ne peut guère s'empêcher de regarder cette longue chaîne d'îles rangées à la file comme un monde perdu dont on n'aperçoit plus que les sommités ; le surplus se trouvant enseveli sous les eaux depuis la dernière révolution arrivée

(1) Ibid., I, 58. Cf. BUFFON, I, 201 : « Aussi doit-on regarder le déluge universel comme un moyen surnaturel dont s'est servie la toute puissance divine pour le châtimement des hommes non comme un effet naturel dans lequel tout se serait passé selon les lois de la physique. Le déluge universel est donc un miracle dans sa cause et dans ses effets ».

(2) Ibid., I, 49. Cf. BUFFON, I, 214 : Les navigateurs prétendent que le continent des terres australes est beaucoup plus froid que celui du pôle arctique, mais il n'y a aucune apparence que cette opinion soit fondée ».

à notre planète (1). » La zoologie, d'autre part, fournit des arguments ; s'il y a des animaux malfaisants dans les îles du Pacifique, on ne saurait supposer que les hommes aient pris le soin de les acclimater, « c'est une marque qu'ils y étaient déjà quand l'eau a commencé d'isoler ces régions du continent (2). » Car il doit exister une grande terre australe. Une preuve entre autres, ce sont les glaces qui flottent dans l'Océan ; leur présence ne peut provenir que de grands fleuves d'eau douce où elles se sont formées. « Il n'y a pas d'exemple, dit M. de Buffon, qu'on ait trouvé la surface de la mer glacée au large et à une distance considérable des côtes (3). » Une seconde preuve, c'est la profondeur même du Pacifique : Buffon l'avait remarqué dans sa *Théorie de la terre*, « on peut donner comme une règle certaine que la profondeur de la mer à la côte est toujours proportionnée à la hauteur de cette côte (4). » Géographe plus érudit que Buffon, de Brosses établit cette loi par une multitude d'exemples. Et, puisque les grands fonds voisinent avec les hautes montagnes, de la structure sous-marine des mers antarctiques, il conclut à l'existence probable et même nécessaire d'un grand continent austral. Unissant la connaissance des faits et celle des grandes théories scientifiques, il inaugurerait la géographie moderne.

Certes, il serait facile de relever ses erreurs scientifiques. Il se trompe parfois et même souvent, ne serait-ce qu'en partageant l'opinion de tous ses concitoyens, de Collet à Michault et à Béguillet, que les montagnes de Bourgogne sont les plus élevées de la France (5). Ses insuffisances aussi bien que sa

(1) Ibid, II, 353.

(2) Ibid., II, 383.

(3) Cf. Buffon, I, 214 : « Comment ces énormes glaces qui flottent pourraient se former, si elles ne trouvaient pas un point d'appui contre les terres d'où ensuite elles se détachent à la chaleur du soleil ! »... « Ces glaces doivent venir des terres intérieures et voisines du pôle austral, et on peut conjecturer qu'elles suivent le cours de plusieurs grands fleuves dont ces terres inconnues sont arrosées » et Ibid., I, 219 : « Les glaces que l'on regarde comme des barrières qui s'opposent à la navigation vers les pôles et à la découverte des terres australes, prouvent seulement qu'il y a de très grands fleuves dans le voisinage des climats où on les a rencontrées ».

(4) *Terres australes*, II, 354 sqq : Cf. BUFFON, I, 442 : « La profondeur de l'eau le long des côtes est ordinairement d'autant plus grande que ces côtes sont plus élevées, et d'autant moindre qu'elles sont plus basses ».

(5) Ibid., II, 357. Buffon déclare aussi que ces montagnes sont « très élevées ».

force découlent d'une même source. Occupé seulement de livres et d'érudition jusqu'à plus de quarante ans, il n'a pas médité et fait sa science, il l'a reçue toute faite et des mains d'autrui. Une discussion à propos de l'ouvrage de Maupertuis fut l'occasion du sien, mais il emprunte à Buffon une théorie sur la formation des continents, sur les déplacements de la mer, sur l'origine des glaces flottantes. L'idée même du livre composé par le Président, l'importance et l'utilité des découvertes, tout cela, Buffon l'avait indiqué en passant. C'était un beau projet qu'il avait pour ainsi dire laissé échapper, un épi de sa gerbe qu'un disciple avait ramassé. Par quel miracle de Brosses se serait-il mué tout à coup en grand savant ? Il s'est tourné vers les sciences avec autant de zèle, mais sans y être mieux préparé que Ruffey et que ses amis ; il compose d'éléments divers son talent de géographe. De son fonds d'érudit, il apporte la patience et l'exactitude dans la recherche des faits, un trésor de lectures, une information complète, mais Buffon lui prête les grandes idées qui fécondent l'érudition, qui en éclairent, qui en ordonnent, qui en débrouillent le chaos ; l'érudition fournit la matière, mais le génie de Buffon pétrit l'argile et souffle sur elle pour l'animer. Encore s'en faut-il que le raisonnement s'unisse au savoir ; il se juxtapose. Sur les cinq livres de son ouvrage, de Brosses en emploie trois à reproduire les récits des voyageurs et deux à penser. Par le soin qu'il apporte à séparer l'information et la théorie, il nous manifeste que la fusion n'est pas achevée entre les éléments de sa science, il nous révèle un génie tout neuf et qui ne fait que de naître, le génie d'un patricien à vrai dire souple, intelligent, mais inhabile encore à s'engager dans une carrière nouvelle. Tel quel, par la solidité de ses vues et l'abondance de ses documents, il éveillait chez son lecteur la curiosité des terres australes.

Géographe d'abord, et soucieux d'éclairer la géographie, de Brosses écrit aussi en citoyen, en patriote que préoccupent la grandeur de l'état et le bien public. Sollicitude toute nouvelle chez les robins dijonnais ! jusqu'alors ils ont défendu leurs biens, leurs privilèges, les institutions qui les protègent, l'autonomie provinciale et, par aventure, le peuple bourguignon quand ses intérêts s'accordaient avec les leurs. A partir de 1750, l'opinion publique suit avec passion les destinées de la France, blâme jusqu'à la paix quand elle paraît peu avantageuse au pays, les générations se forment qui, en 1792, mèneront la lutte contre l'étran-

ger. Sans nulle affectation, de Brosses se montre animé par une ardeur civique ; loin de considérer les défaites de nos armées avec la gouailleuse indifférence d'un Voltaire, il écrit au philosophe : « Vous avez sur l'Oder un ami qui n'est pas le mien. Les Russes me vont donner huit jours d'insomnie et Louisbourg m'en a déjà coûté autant. Je ne puis me mettre dans la tête la sage maxime italienne : *Per il tempo e per la Signoria, non pigliarti malinconia* (1). » Français et bon serviteur du roi, il cède à l'esprit de son siècle en se faisant utilitaire et pratique, il y cède aussi en se proposant l'utilité de la patrie. Qu'il s'agisse de développer la marine française contre l'Anglais abhorré, d'enrichir l'économie nationale, il travaille à la grandeur et à la prospérité du royaume. Tandis que certains philosophes protestaient contre la cupidité insatiable qui veut asservir des nations pacifiques, tandis que d'autres considéraient comme une sottise de soutenir de longues guerres pour quelques arpents de neige, de Brosses, comme presque toute la bourgeoisie éclairée des provinces, songe à son pays plus encore qu'à l'humanité et rêve d'une vaste entreprise de colonisation française dans les mers australes.

Cependant, il emprunte encore à son siècle un amour général de tous les hommes. Il les regarde sinon comme tous égaux et semblables, du moins comme tous également perfectibles. Dans les plus barbares existe une étincelle de raison qu'il ne faut que ranimer ; la mission des Européens, c'est de souffler sur cette flamme, et d'apporter avec eux la civilisation. S'ils ont le droit d'occuper les terres des sauvages, c'est à condition d'y régner par la douceur et d'apporter à leurs sujets autant d'avantages qu'ils en retirent eux-mêmes de leur conquête. Il n'est donc pas question d'exterminer les indigènes ni d'imiter les Espagnols dont la sotte cruauté « a détruit l'espèce humaine en Amérique, a égorgé avec dédain comme de vils animaux d'une autre couleur des millions d'indiens dont ils auraient pu faire des hommes, a détruit jusqu'au dernier la race de cent nations, comme s'il y avait quelque profit à faire dans la propriété d'un pays qui manque d'habitants. L'expérience a fait connaître que dans ces climats éloignés il faut faire du négoce et non pas des conquêtes, qu'il n'est pas question de posséder au delà de l'équateur des royaumes imaginaires ; qu'il suffit d'y avoir un petit nombre

(1) FOISSET. *Correspondance de Voltaire et du Président de Brosses*, p. 13.

de colonies bien placées, quelques bonnes forteresses pour les soutenir, des facteurs intelligents et des magasins bien fournis ; que tout commerce et toute colonie ne doit se référer qu'aux avantages de la métropole et que le plus sûr moyen de tenir les peuples sauvages dans une utile dépendance est de faire en sorte qu'ils aient toujours besoin de nous donner les productions de leur pays pour avoir celles du nôtre (1). »

Par de tels procédés, les Hollandais dominent les Hottentots sans violence, « cinq ou six jésuites suffisent à gouverner le Paraguay et ils le font avec toute la douceur et l'adresse possibles, et la nation se trouve heureuse. Ils en tirent, dit-on, un profit immense pour leur ordre ; si cela est, on ne peut que les louer davantage d'avoir si bien su allier leur utilité avec le bonheur d'autrui (2). » De même « la mémoire des Phéniciens, qu'on ne peut se lasser de citer pour exemple, vit encore dans l'admiration de tous ceux qui ont quelque connaissance de l'antiquité, pour avoir formé les Grecs et ébauché les autres sauvages que les Grecs et les Latins ont achevé de former dans la suite. Les Européens de ces premiers siècles n'étaient guère moins brutes que le peuvent être les Australiens (3). Peut-être instruit par Montesquieu, de Brosses n'admet point que l'on tyrannise les natifs, ni qu'on les domestique comme des animaux. Sans doute, « on les a trouvés presque partout d'une stupidité farouche, perfides et inabornables ; en quelques endroits même, ils ont paru sans goût pour le commerce et pour les nouveautés qui leur étaient présentées, obstinés à garder le silence, sourds à la voix des étrangers et à tous les signes d'amitié qu'on pouvait leur faire. Mais il est constant que la frayeur et l'étonnement étaient les principes d'une défiance que l'habitude des mêmes objets leur ferait perdre peu à peu (4). » On accomplirait un devoir d'humanité en éveillant la raison de ces brutes et en disciplinant leurs instincts, car il s'en faut que de Brosses partage sur l'état de nature les illusions d'un Rousseau. « Parmi les animaux, l'espèce humaine est du nombre de celles qui, par leur propre nature, sont faites pour vivre en société. Or, il en est de la société comme des terres labourables, lorsqu'une fois on a commencé de les défricher, à mesure que l'on les cultive, elles deviennent plus faciles à la culture et d'un meil-

(1) *Terres australes*, I, 17.

(2) *Ibid.*, I, 17.

(3) *Ibid.*, I, 19.

(4) *Ibid.*, I, 33.

leur produit ; mais si ceux qui défrichent des pays incultes méritent par leur travail de véritables éloges, combien n'en doit-on pas à ceux qui, par des travaux infiniment plus pénibles, se sont occupés du noble projet de défricher pour ainsi dire les hommes mêmes. Ne considérons les sauvages de la terre australe que comme de purs animaux. En effet, s'ils ont en eux la faculté d'être quelque chose de mieux, tels que l'on nous les décrit, ils ne sont quasi rien de plus jusqu'à présent. Ils n'ont encore fait aucun effort pour se retirer de leur état primitif ; car tout animal, l'homme comme la brute, naît également sauvage ; qu'on l'abandonne à lui-même, il sera farouche de sa nature, mais la facilité qu'a l'éducation pour le ramener à des mœurs plus douces, montre que, de sa nature aussi, il porte en lui un principe plus ou moins actif d'inclination pour la société qu'il ne s'agit que de développer (1). »

Au reste, la nation colonisatrice sera bien payée de ses peines. Ce qui inquiète les économistes bourgeois dont Béguellet nous fournira le type achevé, c'est, d'une part, la faiblesse maritime de la France, d'autre part, le déséquilibre social qui pousse vers les emplois publics l'élite des classes laborieuses désormais trop nombreuses pour y trouver place. Or l'existence des colonies, répond de Brosses, nécessite une marine, la fait naître et l'entretient ; elle suscite un peuple de marins, avantage capital « dans un temps où une puissance voisine affecte visiblement la monarchie universelle de la mer sans égard ni ménagement pour aucune autre nation. » et l'on ne saurait trop répéter à la France cet axiome des anciens que « celui qui est le maître de la mer est le maître de la terre (2). » L'exploitation des colonies occupera la bourgeoisie et la détournera de se précipiter dans les offices : « On sent aujourd'hui plus que jamais parmi nous non seulement toute l'utilité du commerce dont on n'a jamais douté, mais encore tout l'honneur qu'il y a de le faire d'une manière distinguée. C'est un point dont la nation trop accoutumée peut-être, s'il m'est permis de le dire, à ne connaître d'honneur que celui qui s'acquiert par les armes, n'était pas ci-devant persuadée. Soit que, devenue plus philosophe en ce siècle-ci, elle sache mieux apprécier la gloire d'être utile à sa patrie par des moyens paisibles, soit que la considération du grand pouvoir que nos voisins ont acquis par leur industrie

(1) Ibid., II, 374.

(2) Ibid., I, 28.

lui ait ouvert les yeux, son esprit, ses raisonnements et ses vues paraissent depuis quelques années se tourner plus volontiers de ce côté que d'aucun autre. Par une suite de cette façon de penser, l'état de commerçant se mettra sur un pied assez honorable pour que ceux qui l'exercent ne soient plus tentés de le quitter pour un autre ; et nous cesserons de mériter le reproche que nous faisait avec justice un écrivain du siècle passé : On voit, dit-il, en Angleterre et en Hollande le négoce se maintenir dans les familles. Mais, en France, on se contente souvent de gagner quelques mille livres ; aussitôt après, on jette les yeux sur une charge d'épée ou de robe, dans le dessein de faire paraître, dit-on, un fils de famille (1). »

Plus encore que sur l'ordre social, l'établissement de colonies nouvelles aura une influence heureuse sur la richesse de la mère patrie. Comme le pensent tous les esprits éclairés de la province, comme Bégouillet l'écrira dans la préface de son *Oenologie*, de Brosses est d'avis qu'il faut, pour rendre l'état prospère, d'une part attirer l'or de l'étranger et n'en point laisser échapper, d'autre part multiplier les citoyens (2). Le commerce des colonies enrichit la nation qui les possède et qui, comme de juste, accapare le monopole des échanges : « Non contente du simple courtage et de l'entrepôt, elle fournira elle-même la matière du commerce ; elle s'étendra peu à peu dans la contrée autour de son magasin principal ; elle écartera plus loin les sauvages ; elle cultivera les productions naturelles du pays ; elle en multipliera les espèces connues ; elle tentera d'en faire naître de nouvelles, cherchant par expérience et par la comparaison des climats voisins à quoi le sol qu'elle cultive est propre... La culture de cette espèce qu'on doit appeler végétative est sans doute bien préférable, tant pour la colonie que pour la nation dont elle sort, à l'extraction des métaux du sein de la terre, travail qui coûte une grande perte d'hommes et ne produit pas une grande navigation entre la métropole, la colonie et les autres peuples. L'exploitation des mines, la soif de l'or et la fausse lueur d'une fortune rapide font négliger la culture du sol et de ses plantes, d'où naissent les vraies richesses durables d'un état et de ses membres, et dont l'effet est de lui attirer journellement tout l'or que les autres peuples se sont donné tant de

(1) Ibid., II, 369.

(2) Ibid., I, 25 : « La principale et véritable richesse d'un état est la quantité des hommes ».

peine à tirer (1). » Car, de même que tous les dijonnais, de Brosses est d'avis que toute richesse véritable vient de la terre et de sa culture. Une colonie prospère soutient l'industrie dans la métropole, dispense la mère patrie d'acheter aux étrangers ce qu'elle ne produit pas et même lui permet de vendre les denrées coloniales qu'elle ne consomme pas. Et le Président, détenteur d'un bon nombre d'actions de la Compagnie des Indes, remarque : « On n'ignore pas combien notre Compagnie des Indes diminue de jour en jour le capital des sommes qui se portent à cet égard à l'étranger, combien il nous serait avantageux que ce capital devînt égal à zéro et que la Hollande fût obligée de nous payer en argent ce qu'elle reçoit en contre échange. Car, d'une part, la consommation des denrées et productions que nous ne tenons que de l'industrie de nos voisins est la plus destructive de toutes les dépenses que nous puissions faire ; et, d'autre part, les denrées de notre patrie, le fer, le vin, les étoffes, etc... étant de première nécessité, il faut toujours que nos voisins les tirent de nous, lors même que nous ne tirerions rien d'eux (2). » Beaucoup vendre aux étrangers et ne leur acheter rien, suffire à tous les besoins du royaume par ses produits et par ceux des colonies, l'enrichir à l'aide du surplus, c'est toute la doctrine de Colbert et des économistes bourgeois du dix-huitième siècle qui s'exprime par la plume d'un patricien instruit désormais à raisonner en homme d'état et en citoyen.

Cependant, tout en évitant de conquérir les terres australes, on refoulera peu à peu les indigènes d'une partie au moins de leur pays. La distinction paraît subtile, mais de Brosses la justifie : « J'appelle conquérir, dit-il, ce qu'ont fait les Espagnols et les Portugais dans les deux Indes, mais je donne par exemple le nom de colonie, non celui de conquête, à un établissement tel que celui des Hollandais au Cap de Bonne Espérance où, en éloignant peu à peu les Hottentots de la côte sans user de grande violence, ils sont parvenus à jouir d'une des plus agréables et des plus riches possessions que l'on connaisse dans l'univers (3). » Mais, pour fonder ces colonies, il faudra des colons, et l'on peut redouter pour la mère patrie l'exportation de son peuple. L'autorité supérieure règlera « le nombre et l'espèce de gens (4) » qu'on lais-

(1) Ibid., I, 41.

(2) Ibid., II, 371.

(3) Ibid., I, 40.

(4) Ibid., I, 23.

sera partir. D'ailleurs, les colonies ne sont pas une perte pour la nation comme autrefois la fondation de Carthage fut pour Tyr une perte sans retour; « leur population est la sienne »; les colons lui restent attachés comme les branches au tronc de l'arbre dont elles tirent leur nourriture et leur reportent la sève à son tour. L'état principal n'a fait qu'étendre ce qu'il avait sur un plus grand terrain en se laissant des interstices vides à dessein de les remplir (1). » Les colonies demeurent dans la dépendance de la métropole et n'existent que pour l'enrichir, et parce qu'elles l'enrichissent, il n'y a point de risque qu'elles la dépeuplent. De Brosses est d'avis que là où la misère diminue, le nombre des hommes augmente dans la même proportion. Il est vrai, remarque-t-il, que la France ne nourrit que les deux cinquièmes des habitants qu'elle pourrait contenir; on peut croire à ce sujet « tous ceux qui connaissent la fertilité de son terroir, les avantages de sa situation, les ressources de sa puissance, l'industrie de sa nation; tous ceux qui voient comment nos campagnes sont cultivées et comment elles pourraient l'être s'il y avait un plus grand nombre de bras, plus d'émulation, d'encouragement, de soulagement et de nécessité, tous ceux enfin qui souhaitent que les fortunes y soient moins énormes et moins rapides en une même main, mais distribués sur un plus grand nombre de têtes (2). » Tout patricien qu'il était, de Brosses acceptait par raison politique cet amour de l'égalité ou plutôt cette jalousie des grands qui fermentait dans le cœur de la bourgeoisie. Il convient que « la principale et véritable richesse d'un état est la quantité des hommes (3). » mais il affirme aussi que l'aisance suscite l'accroissement de la population, et qu'en retour, si nombreux que soient les hommes, les occupations naissent à mesure que naissent les ouvriers. Les hommes que prennent les colonies, elles les rendent puisque la prospérité du commerce et de l'industrie contribue à peupler l'état.

Ne voilà-t-il pas résumée en quelques lignes la situation des grandes nations industrielles et maritimes du monde moderne, toujours aussi peuplées malgré les essaims qui s'échappent au dehors, trop peuplées pour nourrir leurs habitants avec les produits de leur sol et qui, cependant, les

(1) Ibid., I, 24.

(2) Ibid., I, 25.

(3) Ibid., I, 25.

nourrissent sans peine grâce au négoce et au travail. D'ailleurs, il est une classe d'hommes dont la métropole se peut séparer avec avantage ; ce sont les criminels. On les condamne aux galères, mais la rame est sans utilité dans la marine ; ou bien on les bannit comme on bannit les femmes incapables par leur sexe des travaux forcés, et les bannis reviennent ou s'en vont commettre de nouveaux crimes dans une province voisine. Ne vaudrait-il pas mieux déporter les criminels dans les colonies, déporter avec eux non les femmes publiques que l'on envoie quelquefois aux îles, mais les infanticides, ces coupables plutôt malheureuses que méchantes, dont « le sexe faible s'est vu serré entre les coups pressants de l'aiguillon du tempérament, de l'infamie ou de la mort (1). » On peuplerait la colonie de ces criminels réduits en esclavage public, comme jadis Romulus fonda Rome par une congrégation de bandits ; on y pourrait joindre comme colons libres leurs descendants d'abord, d'autre part les mendiants et les enfants trouvés. Sur ces enfants, de Brosses se permet une digression pour déplorer qu'on les laisse périr de misère et de saleté dans les hôpitaux (2), tandis qu'en les plaçant chez des paysans, l'argent de leur pension jusqu'à quatorze ans, leur travail dans la suite seraient un secours pour les villageois, que « les paysans étant l'ordre duquel on tire tout, soldats, valets, matelots, etc..., il était bon de rejeter aussi tout ce qu'on pourrait d'hommes sur ce corps et d'avoir une pépinière destinée à le recruter sans cesse, et qu'enfin au lieu d'apprendre aux enfants trouvés à lire et à écrire, chose dont on n'a pas besoin aujourd'hui dans l'état, où il n'y a déjà que trop de gens qui s'en mêlent, il valait mieux les accoutumer dès le bas âge aux travaux de l'agriculture, pour multiplier le nombre plus nécessaire des laboureurs et des vigneron (3). » On sent dans ces lignes un peu d'orgueil patricien, une théorie quelque peu romaine d'après laquelle les individus n'existent que pour l'état et non l'état pour les individus ; le soin qu'on prend d'eux, jusqu'à l'humanité, jusqu'à la douceur des lois, tout est calculé pour le bien de la patrie. Mais, au dix-huitième siècle, Voltaire n'était pas seul à vouloir maintenir les humbles dans l'ignorance pour les maintenir dans l'obéissance et conserver des bras aux métiers pénibles ; pour d'autres raisons, Rousseau prêchait une sorte

(1) Ibid., I, 33.

(2) Ibid., I, 37 sqq.

(3) Ibid., I, 38.

de retour à la terre ; la bourgeoisie en général trouvait excessif le nombre des déclassés et craignait de voir se dépeupler ses fermes ou ses fiefs. Les raisonnements du Président de Brosse sont pénétrés par l'esprit de son temps.

Mais il ne se borne pas à des réflexions générales sur l'utilité des colonies et les conditions de leur établissement ; il examine d'après les récits des voyageurs quels sont pour le climat, pour les productions, pour la situation par rapport au commerce, les avantages et les inconvénients de chacune des régions australes. Il va plus loin, il fixe à l'avance l'itinéraire de l'expédition qu'il recommande, le nombre des vaisseaux, le caractère des officiers, le recrutement de l'équipage (1). Il indique comment gagner la confiance des naturels, à quel moment on pourra songer à les convertir, par quels procédés on les convertira sans violence. Dans la Magellanie, on établira des entrepôts, des pêcheries, on trafiquera des pelleteries. La Polynésie semble plus riche, encore qu'on ignore la Nouvelle Zélande et le continent austral dont l'existence n'est que conjecturée. Mais la Nouvelle Bretagne et la Nouvelle Hollande semblent tout à fait favorables à la création d'une colonie prospère.

Ne rions pas de la minutie avec laquelle, assis dans son cabinet, de Brosse conduit des expéditions lointaines. Il est vrai qu'il voyage et colonise par l'imagination comme les conseillers de Picrochole réglaient dans leurs rêves la conquête du monde. Il envoie d'abord trois vaisseaux en Nouvelle Bretagne, munis d'un fort démontable et de deux grandes barques en fagots ; sitôt qu'ils sont arrivés à bon port, il dépêche le premier à Pondichéry porter la nouvelle, garde le second et charge le troisième d'explorer les environs (2). Mais on peut lui pardonner un roman qui résume l'expérience de tous les navigateurs, appuyé sur des observations judicieuses, et sensé, au point que Bougainville, convaincu par le livre du Président, fonda en 1763 un établissement aux îles Malouines, et qu'en somme ses voyages ultérieurs et ceux du capitaine Cook furent provoqués et dirigés par les réflexions d'un bourguignon qui naviguait en chambre. La publication de l'ouvrage composé par de Brosse fut un des grands événements du siècle ; aujourd'hui qu'il a vieilli, cet ouvrage demeure comme l'un des documents les plus curieux que nous

(1) Ibid., II, 398 sqq.

(2) Ibid., II, 385 sqq.

ait laissés cette époque. En un sens, c'est le fruit de l'antique érudition dijonnaise ; il a fallu, pour en rassembler les éléments, les trésors de bibliothèques opulentes, la possession de livres rares, une application soutenue dans l'information, mais plus encore il a fallu l'action d'un esprit nouveau. Non pas d'une philosophie abstraite ou générale sur la société humaine ; ni Voltaire ni Rousseau n'en ont rien apporté ici. Cet esprit nouveau, c'est un esprit pratique qui s'efforce d'utiliser pour des fins utiles à la France et la science de Buffon et celle des économistes. Rappelant avec regret quelle était sous Louis XIV la puissance navale de sa patrie, de Brosses organise un empire transmarin. Les récits des navigateurs expliqués par une théorie sur la physique du globe le renseignent sur l'existence des terres australes. Les doctrines répandues dans la bourgeoisie touchant le commerce et la politique démontrent la nécessité d'établir des colonies et indiquent de quelle manière il en faut tirer parti. Il définit ce que nous appellerions aujourd'hui une colonie d'exploitation dans laquelle on jetterait les bases d'une future colonie de peuplement, et le meilleur éloge qu'on puisse faire à la fois de sa science et de son bon sens pratique, c'est que ses théories sont en grande partie justes aujourd'hui encore, c'est qu'il a rêvé pour son pays ce que les Anglais ont exécuté plus tard en occupant l'Australie.

Cependant, si, comme disait Voltaire, le petit singe faisait graver son portrait pour l'envoyer aux singes des terres australes, il enseignait aussi l'art de tourner la langue dans sa bouche (1), il composait sa *Mécanique des langues*. L'idée même de ce livre ne saurait dater de sa jeunesse ; elle fut conçue dans son âge mûr, après qu'à l'exemple de Richard de Ruffey, le monde de la robe se fut ouvert aux nouveautés du siècle. L'érudition patricienne avait sans doute rassemblé les matériaux de l'œuvre, mais la pensée qui l'exécuta apparut à l'époque où la seule érudition ne satisfaisait plus les intelligences. L'étude des langues avait de tout temps séduit les humanistes ; elle avait tenté les Saumaise, les Ménage et tous les grands hommes que les bourguignons saluaient comme leurs modèles ; elle avait occupé les bourguignons eux-mêmes, les Legouz, les Lantin, les De La Mare, et tout ce qui brillait dans le monde des beaux esprits. On savait non seule-

(1) FOISSET. *Correspondance de Voltaire et du Président de Brosses*, p. 191.

ment le latin et le grec, mais à l'ordinaire l'italien, l'espagnol, l'anglais et l'allemand, souvent l'hébreu, et maintes fois aussi le syriaque, le cophte et l'arabe. Loin de se perdre au cours des âges, ces connaissances n'avaient fait que grandir et s'étendre. On se procure au dix-huitième siècle jusqu'à des grammaires polonaises (1) ou caraïbes et la science de l'arabe par exemple nous semble plus sûre chez un Léauté qu'elle ne l'avait été chez Philibert de la Mare (2). Que fait-on de tout ce savoir ? On lit et on traduit ; on raisonne aussi sur les langues, dans chacune on recherche des étymologies et, de l'une à l'autre, on se plaît à découvrir des filiations et des parentés. La Monnoye recherche les racines celtiques du patois bourguignon, cependant qu'armé d'un lexique bas breton, le P. Oudin s'applique à restituer l'ancienne langue gauloise. Dans ses *Variétés historiques*, l'abbé Lebœuf étudie l'étymologie des noms propres des lieux, disserte sur l'ancienne langue gauloise, sur la diversité et sur l'origine des langues (3). Des travaux analogues occupaient à l'académie des Inscriptions les Fréret et les Falconet (4), comme ils avaient occupé les Ménage (5) et les du Cange, et avant eux les Casaubon et les Saumaise. On acceptait pour une vérité reconnue que les langues des peuples civilisés se divisent en deux grands rameaux. D'ailleurs, crainte qu'on ne l'oubliait, M. Tercier répétait périodiquement à l'académie des Inscriptions (6) que, de toutes les langues de l'Europe, l'allemand conservait le plus le vestiges de son ancienneté. Sans bâtir de systèmes, l'érudition dijonnaise n'ignorait pas ceux qui se bâtissaient ailleurs ; par ses études de détail, elle les éprouvait dans leurs conséquences et, somme toute, elle avait amassé une quantité assez considérable de documents.

Héritier de tout ce savoir quand il entra à l'académie fondée par Ruffey, de Brosse se sentait attiré par la curiosité des langues, mais il s'y vouait encore avec le même esprit, avec les mêmes soucis que les humanistes du passé. A la première réunion, relate le secrétaire de la Compagnie, « M. de Brosse nous proposa un travail commun sur la langue celti-

(1) Ms. 476.

(2) Cf. DE LA MARE, ms. 835, et Léauté ms. 90 à 98.

(3) *Variétés historiques* : I. 285 ; II 142 ; II. 131.

(4) Ceux de Fréret sont les plus intéressants. Cependant, (*Mémoires de l'Académie des Inscriptions*, Tome XX), Falconet avait démontré que l'étude des mots enferme une philosophie.

(5) *Menagiana*, III, 396, et les études de Ménage sur le français et l'italien.

(6) *Mémoires de l'Académie des Inscriptions*. T. 41.

que et sur l'analogie des mots de cette langue avec ceux de la nôtre et surtout du patois bourguignon. Il cita à ce sujet un dictionnaire celtique qui est à présent sous presse, ouvrage posthume d'un frère Pelletier, bénédictin, qui vivait en Bretagne. M. Michault offrit à l'assemblée la communication d'un portefeuille qui contient les recherches du P. Oudin sur cette langue (1). » On semblait se fixer sur les traces de La Monnoye, cependant, dès 1751, le Président de Brosses avait adressé à l'académie des Inscriptions deux mémoires sur la matière étymologique. « Mais, dit-il, trouvant moi-même la matière trop abstraite et plutôt philosophique que littéraire, je ne les donnai pas à l'Académie, et je les réduisis en forme de traité particulier sous ce titre : *De la formation mécanique des langues et des principes physiques de l'Etymologie* (2). » Dès juillet 1752, il rend compte à Ruffey et à ses amis de l'ouvrage auquel il travaille et qu'il appelle un traité de la matière étymologique. « Il avait, note le secrétaire, d'abord destiné ses remarques à être jointes par ordre alphabétique à la nouvelle édition du dictionnaire de Ménage ; mais, les ayant envoyées trop tard à Paris, l'impression du livre étant déjà commencée, il profite de ce temps pour les augmenter et pour les ranger sous différentes classes, chacune desquelles pourra servir de preuve aux principes qu'il établit sur la matière étymologique dans deux discours qu'il a envoyés à l'académie royale des Belles Lettres ; ces deux discours où le sujet est traité d'une manière métaphysique et générale doivent servir d'introduction et de préliminaires à l'ouvrage entier. Pour terminer la séance, M. de Brosses commença la lecture d'un chapitre qui traite des termes de la langue française venus de l'Orient, de leurs racines et de leur signification originale » (3). Ces comptes rendus nous révèlent assez les deux sources dont les flots se rejoignent dans le traité du Président de Brosses. D'une part le disciple et le continuateur des érudits, l'ami de Bouhier avait formé le projet d'enrichir Ménage et de le corriger, comme de continuer le P. Oudin ; de l'autre, je vois un philosophe qui raisonne sur la formation du langage et sur les lois qui président à sa formation. Ces deux génies, l'un curieux des faits, l'autre avide d'idées générales, se rassemblent dans un même esprit et se dirigent vers un même objet,

(1) 1.628, p. 5 (19 avril 1752).

(2) FOISSET, p. 550. Lettre à M. de Fargès.

(3) Ms. 1.628, p. 46 (12 juillet 1752).

mais ils ne se sont pas encore confondus (1). Comme deux rivières qui se rencontrent dans un seul lit pour couler ensemble vers la mer se côtoient d'abord avant de se mêler, on sent que les études du passé, que la recherche du détail et des faits viennent seulement de se joindre à la philosophie du siècle. Leur réunion d'ailleurs semble toute récente ; avant 1750, on n'aurait guère deviné en de Brosses le futur auteur d'un traité sur la mécanique du langage, pas même quand, dissertant sur les époques fabuleuses de l'histoire, il racontait la construction de Babel et la confusion des langues (2). Rien alors ne semblait annoncer son système linguistique, il l'imagina lorsque son érudition eut été fécondée par l'esprit philosophique. Lui-même avait conscience qu'il composait son ouvrage avec des éléments d'origine diverse : « Toute matière grammaticale, écrivait-il, est ingrate par elle-même. Toute considération métaphysique est fatigante. Qu'en doit-il arriver quand elles sont réunies ? C'est pourtant leur réunion qui doit piquer ici la curiosité du lecteur, et qui peut rendre ce livre utile, en cas que l'auteur ait pu parvenir à le rendre tel (3). » L'intelligence du Président subissait deux influences à la fois ; par l'une, elle suivait son siècle, par l'autre elle persévérât dans les études de l'humanisme.

Car de Brosses ne raisonnait pas dans le vide et s'appuyait sur une érudition solide. Lui-même savait plusieurs langues.

(1) Le 23 janvier 1753 (ms. 1.628, p. 100), De Brosses expose ainsi un premier plan de son ouvrage : « 1° établir la réalité des étymologies ; 2° montrer de quelle utilité cette science peut être dans l'étude de la philosophie, où elle devient une partie considérable de l'histoire de l'esprit humain ; 3° il indique quelques observations physiques que l'on en peut tirer relativement aux organes de la voix humaine ; 4° il fait voir qu'elle est de l'utilité la plus étendue pour l'étude de l'histoire ancienne ; 5° il enseigne par quelle méthode elle peut être d'usage pour retrouver les termes originaux des langues perdues telles que le phénicien et le celtique ; 6° il donne l'idée de la construction d'un grand archéologue ; 7° enfin il propose de donner en quelques phrases traduites en toutes langues un court modèle de toutes les langues de l'univers ». On sent assez que le système n'est pas encore cohérent et dans sa *Mécanique* même, de Brosses n'a pas fondu avec le reste de l'ouvrage ses deux premiers chapitres qui ne sont que les Mémoires qu'il avait adressés à l'Académie des Inscriptions.

(2) Cf. *Premier Mémoire sur la Monarchie de Ninive* (*Mémoires de l'Académie des Inscriptions*, Tome XXI, p. 1, année 1747). Dans le second mémoire au contraire (*Ibid.*, T. XXXVII, p. 1) qui est de 1755, de Brosses ne prend pas la peine d'expliquer la confusion des langues, mais il nous décrit déjà l'homme primitif et se livre à des recherches étymologiques sur les nom des dieux. Mais alors sa *Mécanique* était inventée.

(3) *Mécanique*. Préface XXXVII.

quoiqu'il ne sût pas toutes celles dont il entretient son lecteur ; mais, là où sa science est en défaut, il emprunte celle d'autrui. Avant lui, Leibnitz, non content de classer les langues en familles, avait nettement aperçu les conséquences que l'histoire devait induire de leur parenté. La curiosité s'était répandue de les comparer entre elles, de rapprocher comme avaient fait Leibnitz et Chamberlayn des traductions de l'oraison dominicale en plusieurs idiomes différents. A Dijon même, un manuscrit de la bibliothèque contient une traduction du *Pater* en cent langues (1). Les Jésuites, d'ailleurs, envoyaient de leurs missions des documents de ce genre en abondance, les navigateurs des terres australes avaient fait connaître le vocabulaire des peuplades primitives de l'Océanie, La Hontan celui des Indiens d'Amérique. Lecteur infatigable, de Brosses n'a rien ignoré de leurs observations. Même dans ses remarques sur l'écriture, il n'apporte guère de faits inconnus ; avant lui Saumaise et Bouhier, pour ne citer que ces deux noms, avaient expliqué la naissance de l'alphabet grec (2) ; quant à ce qui regarde les hiéroglyphes et l'écriture chinoise, il raisonnait d'après les auteurs qui en avaient parlé (3). D'autres avant lui avaient rassemblé des documents et constaté les faits linguistiques, il se contenta d'éclairer par l'esprit philosophique les observations des grammairiens, de bâtir avec des matériaux assemblés par eux un vaste système, de fournir de l'évolution des langues, de leur parenté, une explication générale et conforme au goût de son siècle.

De tout temps, on s'est demandé quel était le langage naturel et primitif de l'humanité ; le roi Psammétik avait même élevé des enfants dans la solitude afin d'expérimenter quel idiome ils inventeraient. Mais cette curiosité sollicitait bien davantage les penseurs modernes. Locke surtout, dans son *Essai sur l'Entendement humain*, avait montré quel rapport lie l'évolution des idées et le progrès de langage, comment les hommes ayant une fois désigné certains objets par certains sons, à mesure que les idées étaient devenues plus com-

(1) Ce manuscrit qui porte la date de 1790 doit être postérieur à la *Mécanique du langage*. Mais de Brosses avait eu entre les mains des recueils analogues.

(2) SAUMAISE. *De lingua hellemistica*. — BOUHIER. *Hérodote*.

(3) Le P. Fouquet l'avait longuement entretenu à Rome des Chinois, de leur langue et de leur écriture. Cf. *L'Italie il y a cent ans*, Tome II, p. 276. Mais les travaux de Fréret ne lui furent pas non plus inutiles.

plexes, le langage l'était devenu aussi. Dans son *Discours sur l'Inégalité* qu'il adressait à l'académie de Dijon, Rousseau avait dépeint l'homme à l'état de nature s'essayant à balbutier ses premiers mots. Par des recherches un peu différentes, mais voisines, M. Fréret s'était appliqué à déterminer par le raisonnement les caractères d'une langue philosophique. Cependant que des savants étudiaient les langues telles qu'elles existent, leur filiation comme un simple fait, d'un autre côté, des esprits spéculatifs et hardis déduisaient des mouvements de l'âme les lois nécessaires et générales de la parole humaine. Il manquait un architecte qui fit servir les matériaux recueillis par les uns à l'édifice rêvé par les autres, qui tentât d'éclairer les faits à la lumière des idées, ou plutôt d'appuyer les idées sur des faits ; de Brosses, héritier de l'humanisme, mais ouvert aux pensées philosophiques, placé pour ainsi dire à la rencontre de deux courants, concilie et unit dans sa *Mécanique du langage* et le savoir solide de ceux-là et le goût de ceux-ci pour les théories audacieuses et vastes.

A vrai dire, il ne doit rien à Rousseau, qu'il devança sinon par l'exécution, au moins par la conception de son livre ; quant aux inventeurs de langues philosophiques, il leur doit moins encore, jugeant leurs entreprises vaines et vouées d'avance à un échec (1). Il emprunte surtout à Leibnitz d'abord qui, quoique érudit et ne raisonnant pas dans le vide, avait eu des vues générales et profondes ; il emprunte encore davantage à Locke sans chercher à renier sa dette. Pourtant, il semble bien qu'il n'ait pas suivi immédiatement ses devanciers ; entre eux et lui se place un autre guide dont l'exemple l'a engagé à les suivre. Il n'est point dans ses habitudes de puiser sa pensée scientifique à des sources variées. Son érudition lui vient de partout, car dès sa jeunesse il l'a amassée à loisir et avec patience, mais aux sciences, il s'est converti sur le tard et d'un seul coup, à l'époque où Richard de Ruffey instituait son académie patricienne ; comme tous ses confrères de la haute robe il s'était initié aux disciplines nouvelles en lisant, en méditant et en commentant les ouvrages de Buffon. Un passage de l'*Histoire naturelle* lui a inspiré l'*Histoire des navigations aux terres australes*, d'autres lui fournirent l'idée première de sa *Mécanique*, le principe de son système, et peut-être suivra-t-il Locke et l'imitera-t-il

(1) *Mécanique*. Préface-xxjv.

quelquefois parce que Buffon lui-même s'avance dans une certaine mesure sur les traces de Locke.

Certes, Leibnitz et Locke avaient remarqué que toute langue contient une logique ; c'est d'ailleurs une vérité banale et qu'à Dijon même Philippe Collet avait développée dans son *Histoire de la raison*. Mais Buffon l'avait renouvelée et comme rajeunie ; à ses yeux, s'il existe un abîme entre l'animal et l'homme, c'est seulement parce que l'un parle quand l'autre ne parle pas, car la parole ne se trouve pas plus sans la pensée que la pensée sans la parole. « Quelque ressemblance, écrivait-il, qu'il y ait entre l'Hottentot et le singe, l'intervalle qui les sépare est immense, puisqu'à l'intérieur il est rempli par la pensée, et au dehors par la parole (1). » « L'homme rend par un signe extérieur ce qui se passe au dedans de lui ; il communique sa pensée par la parole, ce signe est commun à toute l'espèce humaine ; l'homme sauvage parle comme l'homme policé, et tous deux parlent naturellement et parlent pour se faire entendre. Aucun des animaux n'a ce signe de la pensée ; ce n'est pas comme on le croit communément faute d'organes ; la langue du singe a paru aux anatomistes aussi parfaite que celle de l'homme ; le singe parlerait donc s'il pensait ; si l'ordre de ses pensées avait quelque chose de commun avec les nôtres, il parlerait dans notre langue, et en supposant qu'il n'eût que des pensées de singe, il parlerait aux autres singes ; mais on ne les a jamais vus s'entretenir ou discourir ensemble, ils n'ont donc même pas un ordre, une suite de pensées à leur façon, bien loin d'en avoir de semblables aux nôtres ; il ne se passe à leur intérieur rien de suivi, rien d'ordonné, puisqu'ils n'expriment rien par des signes combinés ou arrangés ; ils n'ont donc pas la pensée, même au plus petit degré (2). »

Ainsi Buffon apercevait avec netteté le lien nécessaire de la parole avec la pensée ; en même temps, il formulait les principes d'une mécanique du langage. « Les enfants commencent à bégayer à douze ou quinze mois, la voyelle qu'ils articulent le plus aisément est l'A, parce qu'il ne faut pour cela qu'ouvrir les lèvres et pousser un son ; l'E suppose un petit mouvement de plus, la langue se relève en même temps que les lèvres s'ouvrent, il en est de même de l'I, la langue se relève encore plus et s'approche des dents de la mâchoire

(1) *Histoire naturelle*, XIV, 32.

(2) *Histoire naturelle*, II, 439.

supérieure ; l'O demande que la langue s'abaisse et que les lèvres se serrent ; il faut qu'elles s'allongent un peu et qu'elles se serrent encore plus pour prononcer l'U. Les premières consonnes que les enfants prononcent sont aussi celles qui demandent le moins de mouvements dans les organes, le B, l'M, le P sont les plus aisées à articuler..... Ainsi, de toutes les voyelles, l'A est la plus aisée, et de toutes les consonnes le B, le P et l'M sont aussi les plus faciles à articuler ; il n'est donc pas étonnant que les premiers mots que les enfants prononcent soient composés de cette voyelle et de ces consonnes, et l'on doit cesser d'être surpris de ce que dans toutes les langues et chez tous les peuples les enfants commencent toujours par bégayer Baba, Mama, Papa ; ces mots ne sont pour ainsi dire que les sons les plus naturels à l'homme, parce qu'ils sont les plus aisés à articuler ; les lettres qui les composent, ou plutôt les caractères qui les représentent doivent exister chez tous les peuples qui ont l'écriture ou d'autres signes pour représenter les sons. »

« On doit seulement observer que les sons de quelques consonnes étant à peu près semblables, comme celui de B et de P, celui du C et de l'S ou du K ou Q dans certains cas, celui du D et du T, celui de l'F ou du V consonne, celui du G et du J consonne, ou celui du G et du K, celui de l'L et de l'R, il doit y avoir beaucoup de langues où ces différentes consonnes ne se trouvent pas, mais il y aura toujours un B ou un P, un C ou un S, un C ou bien un K ou un Q dans d'autres cas, un D ou un T, un F ou un V consonne, un G ou un J consonne, un L ou un R, et il ne peut guère y avoir moins de six ou sept consonnes dans les plus petits de tous les alphabets, parce que ces six ou sept consonnes ne supposent pas des mouvements bien compliqués et qu'ils sont tous très sensiblement différents entre eux. Les enfants qui n'articulent pas aisément l'R y substituent l'L ; au lieu du T, ils articulent le D, parce qu'en effet ces premières lettres supposent dans les organes des mouvements plus difficiles que les dernières, et c'est de cette différence ou du choix des consonnes plus ou moins difficiles à prononcer que vient la douceur ou la dureté d'une langue (1). » Voilà en ébauche dans cette longue citation une bonne part du livre qu'écrira de Brosses, voilà en germe tout son système. Une fois de plus il a ramassé une graine que Buffon avait laissé tomber, il l'a semée, il l'a déve-

(1) *Histoire naturelle*, II, 475.

loppée, il l'a fait croître et s'étendre jusqu'à ses dernières conséquences. C'est d'une seule page de *l'Histoire naturelle* qu'il a tiré non seulement un ouvrage considérable, mais les fondements d'une science nouvelle; dans son imitation, il donne presque autant de lui-même que s'il avait tout créé. Buffon se borne à des conjectures, n'invoque à l'appui de ses dires que des observations faites sur des enfants; son disciple appelle l'érudition au secours de la philosophie, confirme par les faits et par l'étude des langues existantes la justesse de ses raisonnements.

Comme son ami, de Brosses est convaincu que la parole, signe de la pensée, distingue l'homme de la brute; à l'occasion il traitera aussi de l'écriture qui parle aux yeux comme les mots parlent à l'esprit. Son but sera d'étudier « comment l'être réel, l'idée, le son et la lettre, quatre choses d'une nature si opposée et qui paraissent si peu conciliables, se sont rapprochées (1). » « Il faut qu'il y ait entre toutes ces choses une relation cachée qui ait pu conduire de l'une à l'autre »... « une relation physique et nécessaire dans son premier principe, non simplement arbitraire et conventionnelle (2). » D'ailleurs les étymologistes ont découvert entre les langues des parentés, ils ont retrouvé dans chacune des racines communes à beaucoup d'autres, sans pouvoir expliquer les faits qu'ils avaient observés. La science et la philosophie nous fourniront la raison des ressemblances qu'ils constatent. Les langues sont faites avec des mots, et les mots avec des sons; l'étude des premiers éléments doit nous occuper en premier lieu. Or, le nombre des sons est infini; aucune nation ne prononce comme les nations voisines la même lettre de l'alphabet; « il s'ensuit de là que si l'on voulait compter combien il y a de lettres qui ne sont pas parfaitement les mêmes, il faudrait compter combien il y a de sons dans la voix, et combien il y a d'inflexions différentes dans la manière dont chaque peuple de la terre varie le mouvement de ses organes (3). »

Cependant « la forme de chaque inflexion ou articulation vocale... dépend de la forme et de la construction de l'organe qui le produit (4). » « Chacun des organes de la voix humaine a sa structure propre, de laquelle résulte la forme du son qu'il rend, déterminée par la forme même de sa construction (5). »

(1) *Mécanique*, I, 4.

(2) *Ibid.*, I, 5.

(3) *Mécanique*, I, 106.

(4) *Mécanique*. Préface ix.

(5) *Mécanique*. Préface x.

Nous trouverons en conséquence « que toutes les lettres ou inflexions possibles, dont le nombre est infini en raison de leur légère différence, peuvent être rangées par classes sous l'organe primitif qui les forme, que le nombre de ces organes composant l'instrument de la parole est très petit, et qu'il en est de même par conséquent du nombre des lettres, qui correspond justement, sans plus ni moins, à celui d'autant d'organes dont chacun produit son articulation propre (1). » Buffon distinguait six voyelles, nous n'en reconnaitrons plus qu'une, puisqu'un seul organe les produit. « L'instrument général de la voix doit être considéré comme un tuyau long » « susceptible d'être resserré suivant un diamètre plus grand ou moindre, d'être étendu ou raccourci selon une longueur plus grande ou moindre (2). » Une dégradation insensible conduit de A jusqu'à U, d'autre part, ainsi que le prouvent les étymologistes, les voyelles changent dans un même mot non seulement d'une langue à l'autre, mais d'un dialecte à l'autre d'une même langue, on doit conclure qu'il n'existe qu'une seule voix aux modulations variées. Au contraire, comme l'observait Buffon, il y a plusieurs consonnes et il n'y en a qu'un petit nombre. « Il y a autant de lettres ou consonnes que d'organes et il n'y en a pas plus. Ce sont : 1, les lèvres, 2, la gorge, 3, les dents, 4, le palais, 5, la langue. Il y en a un sixième, savoir, le nez (3). » Le son de chaque organe est susceptible d'inflexions ou esprits : « à considérer seulement les trois mouvements, doux, moyen et rude, on trouve trois différences dans chaque lettre primitive, et on les appelle lettres permutablees ou de même organe (4). » C'est ainsi que les dents produisent le D, le T et le Th ; les lèvres, plus mobiles, donnent cinq inflexions différentes ; seul le nez ne varie pas son sifflement. Les consonnes organiques peuvent être considérées comme la véritable figure, comme le corps éternel des mots. Il n'y a de permutations possibles qu'entre lettres de la même famille.

Pour rendre cette fixité visible, de Brosses imagine l'alphabet organique. Puisqu'il n'existe qu'une voyelle, figurons par exemple le tuyau ou la corde de la voix par une ligne verticale ; pour distinguer les diverses modulations, nous coupe-

(1) *Mécanique*, I, 107.

(2) *Mécanique*, I, 109.

(3) *Mécanique*, I, 116.

(4) *Mécanique*, I, 118.

rons cette ligne d'un petit trait, indiquant par ce moyen « la longueur dans laquelle on tient la corde ou le tuyau », montrant « que le son donne au milieu, un peu plus haut, un peu plus bas, tout en haut ou tout en bas (1). » Figurons également les consonnes par l'organe qui les produit, un signe accessoire fera reconnaître l'esprit qui affecte les différentes lettres d'une même classe. Les trois labiales seront représentées par une courbe, image de la commissure des lèvres ; cette courbe seule désigne le P ; avec un point à droite, le B ou labiale douce, avec un point à gauche, l'M, labiale dure. Surmontée à droite de deux narines, la lettre labiale se complique d'un sifflement doux et devient un V ; à sa gauche, les deux narines indiquent le sifflement dur de l'F. Une dent figure le D ; un point à droite adoucit la lettre dentale en TH ; un point à gauche en fait un T. Que maintenant, à l'aide de cet alphabet organique ou d'un autre analogue, nous transcrivions un même texte, le *Pater*, par exemple, traduit en plusieurs langues apparentées, en latin, en italien, en espagnol et en français, dans ces quatre langues, les mêmes signes nous serviront à l'écrire. Un petit trait se déplacera sur la ligne qui figure la voix, les points qui représentent l'esprit des consonnes passeront de droite à gauche ou de gauche à droite, les lettres organiques n'auront pas changé (2). Par la même écriture, nous manifesterons que l'anglais *bilgram* est encore le latin *peregrinus*, quoique par l'apparence ces deux termes s'éloignent fort l'un de l'autre (3). Grâce à l'alphabet organique, il deviendra plus aisé de découvrir l'étymologie des mots et de rendre évidente la parenté des langues.

Mais, en somme, de Brosses n'a inventé là qu'un procédé d'investigation. L'essentiel de son raisonnement c'est de nous conduire à la connaissance des sons primitifs, c'est-à-dire de l'élément qui constitue le langage. Certes, il y avait beau temps que les grammairiens avaient aperçu la ressemblance de certaines lettres, leur facilité à se remplacer mutuellement (4), l'éloignement irréductible qui séparait quelques autres. Il était au moins original de tout résumer, de tout expliquer par un système simple et fondé sur la physique. Par ailleurs, de Brosses ajoutait à l'ouvrage de Locke une préface à laquelle Locke n'avait point songé. Les premiers objets une fois nommés,

(1) *Mécanique*, I, 178.

(2) *Mécanique*, I, 193.

(3) *Mécanique*, I, 184.

(4) Cf. les œuvres de Ménage.

disait en substance le philosophe anglais, l'évolution du langage accompagne le progrès de la pensée. Mais quelles lois nécessaires président au baptême des premiers objets ? Des enfants isolés dans les îles désertes, prétendait l'abbé Lebœuf, se feront des langages différents. « Les noms, d'eux mêmes, n'auront aucune propriété, quant aux sons, c'est une inflexion de langue, qui dépendra du pur hasard et non de l'intention du premier qui aura nommé (1) ». Suivant l'opinion du Président de Brosses, il existe au contraire des lois nécessaires qui président à la naissance des langues : puisque les organes de la parole sont en nombre restreint, les sons qu'ils émettent seront également peu nombreux « l'intelligence ne peut faire autre chose que de les répéter, de les assembler, de les combiner de toutes les manières possibles pour fabriquer les mots tant primitifs que dérivés, et tout l'appareil du langage (2) ».

Cependant, quoique limitée par la nature, la place semble demeurer pour un choix ; pour désigner un objet, on peut élire un son parmi plusieurs autres ; il pourrait donc exister sur la terre plusieurs parlers primitifs. Mais les savants, et Leibnitz en particulier, ont découvert une parenté entre des idiomes qu'on croyait étrangers ; par l'alphabet organique, « on verra d'un coup d'œil toutes les langues réduites à trois ou quatre, formant autant de classes générales (3). Et, bien qu'il ne veuille rien affirmer qui ne soit prouvé par le fait, de Brosses croirait volontiers qu'un jour viendra où ces quatre classes se réduiront à une seule. Mais il ne faut point chercher à découvrir, ni par l'écriture, ni par l'histoire, quelle était la langue parlée par tous les hommes au lendemain du déluge. On a prétendu qu'ils parlaient hébreu, ce que Moïse ne confirme pas ; qu'ils parlaient chaldéen, mais on ignore le chaldéen. Il est plus vraisemblable que depuis la construction de Babel, toutes les langues se sont corrompues. Mais, ce qu'aucun document ne nous offre ni ne nous offrira jamais, le raisonnement philosophique peut reconstituer, sinon le parler primitif de l'humanité, au moins les racines dont il se composait. Nos lointains ancêtres n'ont pas choisi sans cause ni sans raison entre les sons possibles ; une nécessité naturelle les a guidés et contraints. « Le système de la première fabrique du langage humain et de l'imposition des noms aux choses

(1) *Variétés historiques*, II 138.

(2) *Mécanique*, Préface xj.

(3) *Mécanique*, I, 183. C'était déjà l'opinion des savants au temps de Saumaïse. Cf. supra les discussions sur le *de quatuor linguis*.

n'est pas arbitraire et conventionnel, comme on a coutume de se le figurer ; mais un vrai système de nécessité déterminée par deux causes. L'une est la construction des organes vocaux qui ne peuvent rendre que certains sons analogues à leur structure ; l'autre est la nature et la propriété des choses réelles qu'on veut nommer. Elle oblige d'employer à leur nom des sons qui les dépeignent, en établissant entre la chose et le mot un rapport par lequel le mot puisse exciter une idée de la chose (1). »

A défauts de renseignements tirés de l'histoire, le premier âge de l'enfance nous figurera une image de la jeunesse de l'humanité. Les enfants expriment en premier lieu leurs sentiments intérieurs, ils les expriment par des interjections qu'ils n'inventent pas au hasard, qui leur sont imposées « par une relation vraiment physique et de conformité entre certains sentiments de l'âme et certaines parties de l'instrument vocal. La voix de la douleur frappe sur les basses cordes ; elle est traînée, aspirée et profondément gutturale, heu, hélas ! » « La voix de la surprise touche la corde sur une division plus haute, elle est franche et rapide, ah ah, eh, oh oh (2) ». On voit ainsi « que les noms des affections du sens intérieur sont les premiers mots, les plus anciens, les plus originaux de la langue primitive (3). » Ensuite les enfants forgent des mots nécessaires, nés de la conformation de leurs organes. Les lèvres d'abord sont mobiles, puis la gorge ; l'enfant se servira donc en premier lieu des labiales, puis des gutturales ; il dira donc Papa et Mama et appliquera naturellement ces noms aux premiers êtres qu'il connaîtra. Si, par hasard, il ne peut se servir de ses lèvres, il utilisera l'organe le plus voisin, à savoir ses dents, et dira quelque chose comme Tata. L'érudition nous prouve en effet que chez tous les peuples le nom du père et de la mère est formé de labiales ou de dentales. En troisième lieu, par une quasi nécessité physique, le son produit par un organe sera utilisé pour le désigner ; à l'idée de gorge on associera une inflexion gutturale, la lettre L désignera la langue, la lettre M la mâchoire et tout ce qui s'y rapporte. Voilà les nécessités qui tiennent à la nature des organes ; il en est d'autres qui tiennent à celle des objets. On peindra les choses par onomato-

(1) *Mécanique*. Préface xvij.

(2) *Mécanique*, I, 225.

(3) *Mécanique*, I, 230.

pées ; « lorsque l'homme veut représenter par la voix quelque objet réel, et faire passer dans l'oreille d'autrui l'idée de cet objet qu'il a lui-même dans l'esprit, il ne peut employer de méthode plus naturelle, plus efficace, plus prompte, que de faire avec la voix le même bruit que fait l'objet qu'il veut nommer. Car il y a peu d'objets qui n'en fassent, et c'est de ce bruit surtout dont on se sert pour imposer les noms originaux (1). » Certains sons semblent même associés par la nature à certaines modalités des choses. « L'organe prend, autant qu'il peut, la figure qu'a l'objet qu'il veut dépeindre avec la voix ; il donne un son creux si l'objet est creux, ou rude si l'objet est rude (2). » Il est constant que chez tous les peuples, le groupe S K évoque « le creux et l'excavation (3). » le groupe S T la fixité. Quoi d'étonnant, puisque les dents sont l'organe le moins mobile de la parole et le T la plus dure des dentales, puisque le K est une lettre de gorge, du plus creux des organes. Le sifflement de l'S ne sert que d'augmentatif. On verra de la même façon que l'N « la plus liquide de toutes les lettres est la caractéristique de ce qui agit sur le liquide. Nô, Naûs, Navis (4), etc... » Deux principes naturels, non la réflexion ou bien un choix arbitraire président à la naissance de la parole : « l'imitation des objets par la voix, et le mouvement propre à chaque organe en conformité de sa structure (5). »

Tels sont les éléments nécessaires du langage primitif. Ce que Locke et Buffon n'avaient point enseigné, nous comprenons comment « l'être réel, l'idée, le son avaient pu converger en un même point pour y produire un même effet. » De Brosses explique ensuite en passant, comment l'être réel et l'idée ont pu converger en un même point avec la lettre ; ou plutôt après avoir traité du langage, signe qui parle à l'oreille, il traite de l'écriture, signe qui parle aux yeux. De même que la parole primitive peignait les idées par des mouvements naturels de la voix, l'écriture primitive se réduisait à une peinture et à la représentation des objets. Elle y gagnait d'être intelligible à tous les hommes, car point n'est besoin de par-

(1) Ibid., I, 8.

(2) Ibid., I, 9.

(3) Ibid., I, 8.

(4) *Mécanique*, I, 262, 263.

(5) Ibid., I, 19.

ler la même langue pour deviner que la peinture d'une bataille représente une bataille; mais pour expliquer les idées abstraites, elle a dû recourir au symbole, figurer la vitesse par une flèche, la vigilance par un œil, et ces conventions ne l'ayant à la longue rendue intelligible qu'aux seuls initiés, elle a cessé d'être universelle. La plus sublime invention de l'esprit humain fut d'associer le sens de la vue à celui de l'ouïe, de lier l'image d'un objet au son qui le désignait à l'oreille, d'établir en un mot une correspondance entre la parole et la lettre. Les Chinois ont modelé leur langue sur les signes de l'écriture, chaque son pour eux représente un signe, leur langue y gagne d'être entendue sans peine par qui entend leur écriture; par contre, les signes idéographiques s'étant multipliés dans la même proportion que les idées, il devient impossible de les connaître tous. Chez les peuples d'Occident, chaque lettre représente un son, les idées sont liées aux paroles et non pas aux signes écrits, et l'écriture n'éveille les idées que parce qu'elle représente des mots.

L'écriture égyptienne ou chinoise s'est corrompue ou, si l'on veut, a dégénéré de son principe parce que l'esprit humain s'est enrichi; fondée sur les sensations de la vue, un temps est venu où il lui a fallu figurer des êtres moraux qu'on ne voyait pas; de même la langue parlée n'étant que la peinture des choses à l'oreille se devait altérer. Pour représenter des objets immatériels ou même physiques qui n'éveillent aucune sensation de l'ouïe, il a fallu recourir à des symboles et à des conventions, il a fallu créer aussi une syntaxe pour marquer les rapports entre les idées; tous les termes nouveaux naissent sans doute du « premier vagissement de la nature », c'est-à-dire du langage organique, mais ils s'écarteront de leur source; la pensée humaine maintenant adulte interviendra pour adapter à ses besoins nouveaux le fond somme toute assez pauvre du vocabulaire primitif. Locke avait déjà montré la concordance entre les progrès de la raison et ceux de la parole, l'originalité du Président de Brosses c'est d'avoir soutenu que la raison ne crée pas, mais qu'elle transforme. La matière sur laquelle elle s'exerce lui est donnée, c'est de là que tout doit sortir. « Telle une graine d'orme produit un grand arbre qui, poussant des nouveaux jets de chaque racine produit à la longue une véritable forêt (1). » Quoi que l'homme ajoute ou corrige, il garde ce

(1) Ibid., I, 18.

qu'il a reçu d'abord ; on peut même croire que la nature, après lui avoir fourni les premiers germes de son langage a « beaucoup influé dans le développement du total (1). » Par la domesticité, par des croisements répétés, on a produit bien des races de chiens fort dissemblables de l'animal original, mais qui pourtant conservent tous les caractères du chien. Ainsi, malgré les métamorphoses et les croisements des racines organiques, on les retrouvera toujours et on les retrouvera seules ; sachant d'où elles viennent, nous comprendrons où elles sont allées.

Un grand principe domine toute la théorie ; il est certain que quatre troupe d'hommes isolées aux quatre coins de la terre commenceraient à parler de la même façon par le jeu nécessaire de leurs organes ; il est non moins certain qu'avec le temps, elles tireraient d'un même fonds commun quatre langages tout à fait différents. Car si les organes de la voix sont constants dans tous les individus, leur pensée et leur âme varient. Le caractère change avec le climat, avec le degré de civilisation, avec la police, avec les mœurs. Des génies opposés influenceront d'une manière opposée sur l'évolution de la parole. Une nation laborieuse et ignorante vivant au contact de la nature « aurait beaucoup de noms d'êtres physiques, et très peu de noms d'êtres moraux (2). » Que les arts s'y développent, qu'il s'y forme une aristocratie, les expressions se multiplient qui expriment les rêveries des fainéants ; il faut des mots pour les métiers, pour les sciences, pour les arts, il en faut une extrême abondance pour l'éloquence et la poésie. « Le commerce, les usages, les opinions sont de grands producteurs de termes (3). » et de même que les sociétés naissent, grandissent, déclinent et meurent, les langues ont leur jeunesse, leur maturité, elles ont leur décadence lorsque, le luxe corrompant les intelligences et les mœurs, elles s'altèrent par l'effet de cette corruption. Elles résultent de la nature des esprits, d'où l'on doit conclure qu'elles seront nombreuses et diverses autant que les peuples.

Mais toutes proviennent de la langue mère par une altération de son principe. « L'être réel, l'idée, le son et la lettre avaient pu converger en un même point, pour y produire un même effet. » Par le besoin que nous éprouvons d'enrichir notre vocabulaire, « ces quatre choses, après s'être ainsi

(1) Ibid., I, 49.

(2) Ibid., II, 52.

(3) Ibid., II, 78.

rapprochées d'un centre commun, s'écartent de nouveau par un système de dérivation qui rassemble toutes les irrégularités que peuvent accumuler à l'envi leurs totales disparités d'action ». « Chacune diverge sur sa propre trace, ou, qui plus est, s'égare sur la trace de l'une des autres ; l'esprit dérive d'idées en idées, la voix de sons en sons, la main de figures en figures. Que sera-ce si l'idée vient à s'écarter sur la route du son, ou sur celle de la figure, lorsque leurs opérations n'ont aucune ressemblance avec la sienne ? » (1). Laissons les dérivations de la lettre, importantes seulement chez les peuples dont l'écriture est idéographique, la plupart des langues auront leur source dans la dérivation des idées ou dans celle des sons (2). La voix s'égare de sons en sons parce qu'on écrit mal les mots, parce qu'on les prononce mal surtout, qu'on y ajoute ou qu'on en retranche des syllabes, parce qu'on y transpose les lettres et qu'enfin on les rend méconnaissables. Le souvenir de la racine primitive se perd, quelquefois une similitude apparaît entre le mot estropié et une racine qui lui est étrangère et de fausses opinions naissent de la confusion des sons. L'esprit s'égare d'idées en idées ; tous les mots sont l'image des objets extérieurs et sensibles, mais nous en étendons le sens pour désigner les objets que nous ne savons pas nommer. A l'effet nous appliquons le nom de la cause, à la partie celui du tout, nous nommons par comparaison, par le souvenir d'usages abolis, et bientôt oubliant les raisons qui nous ont guidés nous ne reconnaissons plus la parenté de termes issus des mêmes racines, nous ne nous rappelons plus que rival vient de rive, parce des riverains sont toujours des rivaux, que frayeur vient de frangor à cause de la peur qui naît du fracas. Par un symbolisme analogue à celui des Chinois dans leur écriture, nous dérivons de l'idée d'un être physique à celui d'un être moral ; nous nommons les abstractions par des comparaisons et des métaphores, et nous leur laissons le nom de l'objet auquel elles ont été comparées.

D'autre part, en raison des progrès de la pensée, il ne nous suffit plus d'évoquer la simple idée des choses ; nous voulons y ajouter et exprimer en même temps des idées accessoires. De là les dérivations qui marquent les cas, les nombres, les temps, les modes, de

(1) Ibid., I, 24.

(2) Ibid., II, passim.

là l'usage des préfixes et des suffixes. A la racine première nous en joignons d'autres qui complètent notre pensée, mais qui la défigurent dans sa forme, qui l'altèrent dans sa signification, nous créons des termes composés que nous prenons bientôt pour simples et dont nous ne distinguons plus les éléments. Comme la nature elle-même, nous ne faisons qu'associer des idées et des sons, les sons que nous fournissent nos organes, et les idées qui naissent en notre esprit. Nous n'utilisons que les racines de la langue organique, mais de Brosset ne peut se dissimuler que nous les utilisons de bien des manières différentes. Dans l'écriture idéographique, un oiseau ou une flèche peuvent également figurer la vitesse ; dans la langue parlée nous fabriquons à notre gré nos métaphores et nos métonymies ; aucune nécessité ne nous contraignait à représenter l'âme par un souffle. En sorte que la nature nous donne les racines de notre langue, nous impose nos procédés de dérivation, mais selon l'influence du climat, des institutions, des mœurs, suivant l'inclination de leur génie, les peuples façonnent avec les mêmes matériaux et le même outil des langues bien diverses et des mots bien imprévus. La science étymologique ne saurait donc se présenter que comme un art patient de démêler une à une des filiations fort embrouillées. D'une même souche sont issus trois termes : étoile, consistance et stipulation ; nous arrivons grâce au Président de Brosset à comprendre pourquoi elle a pu les produire, c'est par accident qu'elle les a produits ; on pouvait désigner l'étoile par un autre caractère que sa fixité. La conséquence, c'est qu'il faut de la prudence dans la recherche des étymologies, qu'on les doit étudier sans trop se fier ni aux analogies actuelles, ni à la différence des sons, sans se fier non plus aux ressemblances dans la signification des mots ; l'esprit aussi bien que l'oreille trouveraient leur compte à ce que pirogue vint de l'espagnol por aguas, et pourtant il est sûr qu'on se tromperait. Il faut remonter à travers les âges la généalogie des noms, considérer non leur aspect présent mais leurs formes successives, interroger l'histoire des langues et celle des peuples.

De Brosset aboutissait en somme à recommander l'érudition laborieuse et précise. Sans doute, il conseillait aussi une nouveauté, la confection de ce qu'il appelait un archéologue, c'est-à-dire d'un lexique de la langue primitive, autour duquel s'organiserait le lexique de toutes les autres. Des savants distribueraient les termes de chaque idiome autour

de leurs radicaux, un maître ouvrier, chef de l'entreprise, en comparant ces radicaux isolerait les racines organiques, dressant ainsi le dictionnaire de la parole ancienne et naturelle. Ensuite, autour de chacune de ces racines, on grouperait les mots de chaque langue qui en sont dérivés. Ainsi, l'on fabriquerait un instrument commode pour la connaissance des langues, en même temps que d'un seul coup d'œil on apercevrait sans peine leurs ressemblances et leur parenté. On ferait œuvre pratique et utile, et d'un autre côté on résumerait en un seul ouvrage tous les travaux, toutes les découvertes de la linguistique. On associerait pour cette entreprise toute une équipe de spécialistes sous les ordres d'un architecte chargé d'ordonner les matériaux, de les utiliser, de donner une figure à l'ensemble. On élaborerait en un mot une encyclopédie des langues de la même manière que sous la direction de Diderot s'est élaborée la grande Encyclopédie des sciences et des arts.

Projet hardi et neuf, conséquence de la théorie soutenue par le Président qu'il n'a pu exister qu'une seule langue primitive. Mais dans l'exécution de ce vaste dessein, de Brosses fait preuve d'une prudence, d'un respect du fait qui sont d'un érudit consciencieux. « Il faut se garder, dit-il, de rédiger cette science en système, avant que l'expérience n'en ait recueilli les détails. On ne fait point de grands bâtiments sans amasser de petites pierres. Ce n'est qu'en rassemblant de petites observations détaillées qu'on parvient à généraliser les idées » (1). Pour dresser l'archéologue, on ne tiendra pas compte, au moins pour le présent, du chinois, modelé sur une écriture idéographique, on négligera même les langues sauvages de l'Afrique et de l'Amérique, on ne songera « qu'aux langues européennes et à celles qu'on appelle communément orientales » (2), c'est-à-dire à celles-là même dont Leibnitz avait signalé la parenté. Loin d'employer les principes de la mécanique comme un instrument de découverte, qu'aura-t-on fait sinon vulgariser et résumer des observations déjà faites ? A quoi bon alors s'être évertué à établir ces principes ? Bien souvent d'ailleurs, de Brosses attend de la science étymologique les services qu'en atten-

(1) *Mécanique*, I, 25.

(2) *Ibid.*, II, 523. Notons que Ménage aussi (*Menagiana*, III, 421) était d'avis qu'il ne fallait rapprocher des langues européennes ni le chinois, ni l'américain.

daient les Ménage, les Leibnitz, les Oudin et les La Monnoye. Grâce à son aide, il espère retrouver des langues perdues, et retranchant du français les éléments grecs, latins et germaniques, obtenir comme résidu le pur celtique des anciens Gaulois. Par de semblables opérations, on isolera le cambrique en Angleterre, le cantabre en Espagne, l'osque, le sabin, l'umbre en Italie, l'illyrien en Esclavonie, le runique en Scandinavie, le punique à Malte. Par l'étude de leurs racines on démêlera le sens des noms propres d'hommes et de lieux. Mais depuis longtemps les érudits de tous les pays avaient rêvé ou entrepris ces travaux. Et lorsque de Brossettes énumère les accidents par lesquels s'altèrent le son ou l'orthographe des mots, les confusions qui s'établissent entre eux, les figures par lesquelles leur sens varie, leurs procédés de composition, quand il appuie ses dires par des exemples d'étymologies bizarres, le plus souvent il ne dit rien que de juste ou de vraisemblable, mais il invente peu. La plupart de ses exemples, il les emprunte, il emprunte même ses observations sur les caprices de l'oreille ou de l'idée, et sur leurs causes, il emprunte à Leibnitz, il emprunte à Ménage, à l'abbé Leboeuf, à tous les grammairiens et les lexicographes dont il résume et classe les remarques. Dans ces réflexions qui sont la partie solide de son livre, il perfectionne peut-être mais n'innove rien ; par son amour du fait et son respect du détail, il ne se montre à nous que comme le disciple et le continuateur des savants qui l'avaient précédé.

Son originalité, c'est d'avoir en même temps philosophé. Méditant sur une page de Buffon, il imagine les lois nécessaires du langage primitif, cette idée que la conformation des organes vocaux et les mouvements fatals de l'âme en son enfance imposent un ordre et une forme aux balbutiements de la parole humaine. Ailleurs, il s'avance sur les traces de Locke et souvent le dépasse quand il nous fait assister au progrès du langage, effet à la fois et condition des progrès de la pensée. Nous voyons par quels procédés simples et peu variés l'esprit s'avance d'idée en idée, comment il les associe, comment il crée le concept des êtres moraux à qui il prête ensuite une existence réelle. L'étude des langues éclaire même le génie des peuples, distingue les barbares à leur affection pour les consonnes rudes comme au choix de leur vocabulaire, reconnaît la mollesse des Chinois à ce qu'ils ne font aucun usage de l'articulation R. L'arrangement des mots révèle la nature des esprits ; le latin ordonne ses

phrases autrement que le français, preuve que les Romains ne sentaient pas les choses comme nous les sentons. Les langues portent l'empreinte de la police, des institutions, du gouvernement, des préjugés, des occupations, des arts, de la vie des nations. L'étymologie nous dévoile jusqu'à l'origine de nos mœurs et de nos croyances. Pudor est synonyme de foetor ; la pudeur a donc pris sa source dans une simple aversion pour des sensations désagréables ; c'est par l'oubli de sa cause que nous l'avons érigée en vertu. Tous les noms attribués aux dieux désignaient d'abord le soleil ; il faut donc regarder le sabéisme comme la première religion des orientaux. Voilà de la vraie philosophie, des théories profondes sur le génie des langues, mais qui viennent de Buffon, de Locke, de Leibnitz, de Johnson, de Fréret, de Pluche, en sorte que de Brosses nous semble avoir recueilli la pensée des penseurs tout comme le savoir des savants. Mais ceux-ci avaient raisonné dans le vague, ceux-là n'avaient réfléchi que sur des problèmes particuliers, leur disciple commun confond dans un ensemble l'apport des uns et des autres. Il unifie les pensées, il fait la somme des éruditions, il explique tout par un principe général, « appliquant l'analyse et la synthèse à la formation du langage sans autre guide que la nature suivie pied à pied dans ses opérations » (1). Il ne se cachait pas d'avoir emprunté jusqu'à ses idées, de n'avoir découvert que peu d'étymologie inconnues, tout son effort tentait de concilier les connaissances précises et sûres avec l'esprit philosophique, de créer un vaste système qui rendit compte de la raison dernière des choses, d'expliquer selon une méthode scientifique et par les lois de la nature l'évolution nécessaire de la parole. Son œuvre propre, c'est une philosophie générale du langage : « Une partie des principes, écrivait-il, et des observations, ... exposées étaient déjà connues ; mais elles avaient été faites sans suite et d'une manière isolée. On a vu qu'elles acquéraient un grand degré de force par l'ensemble et par l'enchaînement. Leur liaison jette une nouvelle lumière philosophique sur tout le système du langage humain, en découvrant de quelle manière la physique et la métaphysique se sont d'elles-mêmes et comme par instinct adaptées à la grammaire. On a trouvé que cette méthode traçait une vaste voie pour entrer à découvert dans

(1) *Mécanique*. Préface xxj.

un vaste canton de la métaphysique jusqu'alors peu connu, et où on n'avait encore pénétré que par des sentiers » (1).

Philosophe plutôt que savant, de Brosses n'a guère enrichi la linguistique et ne s'est point soucié de l'enrichir par des observations nouvelles. On peut lui reprocher de trop raisonner sur le français, l'italien, le latin, le grec, l'anglais, l'allemand, sur des langues sœurs, mères ou cousines les unes des autres, d'admettre sans preuves suffisantes non seulement que tous les langages primitifs se sont formés par des procédés analogues, mais qu'ils n'ont pu naître que de racines identiques. Il n'a point cherché à grouper les faits en lois, les lois en hypothèses particulières, les hypothèses en système. Méditant sur une page de Buffon, il a d'un seul coup construit une vaste théorie et ensuite seulement apporté des observations éparses avec lesquelles sa thèse s'accorde beaucoup plus qu'elle n'en résulte par nécessité. Ignorant les méthodes de la science et suivant une marche contraire, il a cependant travaillé pour elle, en expliquant comment le jeu des organes et l'évolution de la pensée pouvaient influencer sur le progrès des langues ; il l'a éclairée sans la guider. Erudit et penseur à la fois mais ignorant l'art d'unir en un seul corps l'érudition et la pensée, il a raisonné sur les faits plutôt que d'après les faits ; avec lui l'esprit bourguignon s'est élancé d'un seul coup d'une étroite contemplation des détails jusqu'aux spéculations les plus aventureuses de la métaphysique. Que considérant la nature de ses curiosités on le regarde comme un précurseur de la linguistique moderne, on se tromperait en le considérant comme un de ses fondateurs. Il s'est essayé sans doute à unir un savoir précis à des idées fortes et grandes, son génie est le symbole d'une époque de transition, mais son œuvre originale, c'est-à-dire l'invention de son système nous apparaît comme un effet de ce besoin si commun parmi ses contemporains de comprendre le pourquoi des choses sans avoir toujours la patience d'en observer longuement le comment, d'expliquer tout, et tout de suite, sans consentir à ignorer longtemps ; j'y vois l'effort d'un érudit récemment converti en continuateur de Locke et en disciple de Buffon pour imaginer les principes d'une histoire naturelle de langage et de la pensée.

Contre ceux qui supposent une sorte d'âge d'or dont l'humanité serait déchue, de Brosses nous a montré grâce à

(1) Ibid. Préface xxj.

l'histoire du langage l'histoire des progrès humains. Pour ne pas remonter jusqu'aux époques antédiluviennes sur lesquelles la foi doit régler nos opinions, la plupart des hommes, sauf le peuple élu, étaient au lendemain du déluge tombés dans une barbarie la plus stupide et dans un état de nature où ils ne se distinguaient pas des bêtes. Le progrès des langues nous fait assister au progrès de leurs idées, à leur ascension lente et pénible vers la lumière et l'intelligence. C'est un autre chapitre de cette histoire de l'âme humaine que de Brosses écrivit quand il composa son traité *du culte des dieux fétiches*. Nulle curiosité plus ancienne ni plus naturelle que celle des vieilles religions de l'humanité. Pour ne pas remonter plus haut, dès 1739, M. de la Barre présentait à l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres des mémoires sur l'histoire de la religion de la Grèce, sur l'auteur de la *Théogonie* et les écrivains qui ont passé pour être plus anciens qu'Homère et qu'Hésiode, sur les différents systèmes par lesquels on a expliqué les anciennes fables. En 1747, devant la même compagnie, M. Fréret dissertait sur la religion des Gaulois et des Germains, un peu plus tard, M. Foucher étudiait celle des anciens Perses (1). A Dijon même, chez Richard de Ruffey, l'abbé Léauté donne lecture du discours préliminaire à un ouvrage qu'il a composé sur la théogonie d'Hésiode. « Il croit y trouver un système de la théologie païenne déguisé à la manière des anciens sous une énigme continuelle dont le mot est la nature et ses différents effets, ce qu'il prétend prouver par l'étymologie des noms que le poète donne à ses divinités ». « Les anciens poètes, hommes consommés dans toutes sortes de sciences étaient trop pénétrants pour ne pas reconnaître qu'il n'y avait et ne pouvait y avoir qu'un seul dieu auteur de toutes choses. Homère en particulier le donne assez à entendre quand il fait Jupiter si supérieur aux autres dieux, qu'ils ne sont rien en comparaison de lui, et quand il l'appelle le roi des dieux et des hommes. Une seconde réflexion, c'est qu'avant Homère et Hésiode on ne connaissait pas dans la Grèce cette multitude de dieux qu'on y a adorés depuis. Les dieux des gentils étaient alors le soleil et la lune... M. Léauté pense que la multitude des dieux du paganisme vient de ce que les anciens croyaient que Dieu n'était autre chose que cette vertu, que cette énergie, que cette force qui anime la nature et qui

(1) *Mémoires de l'Académie des Inscriptions*, Tomes 24, 28, 41.

en produit les effets. Cette vertu étant répandue dans tout l'univers, chaque partie du monde en renfermait une partie et contenait par conséquent une partie de la divinité. Les poètes personnifièrent ensuite chacune de ces parties et en firent autant de dieux distingués les uns des autres, que l'on regarda comme les distributeurs des différents dons de la nature, et dont on tâcha de mériter la protection par des sacrifices et des offrandes. Il confirme cette idée par un long passage de Diodore de Sicile qui nous apprend quelle était la théologie des Egyptiens d'où les Grecs avaient tiré la leur. Les Egyptiens, suivant cet historien, rapportaient tous les effets de la nature au soleil et à la lune. Le soleil était la cause de l'esprit et du feu, et la lune de l'humide et du sec. Ces quatre principes avec l'air dont ils faisaient un cinquième élément formaient le corps du monde et chacun d'eux fut regardé comme une divinité. »... « Les plus anciens philosophes grecs comme Pythagore, Zénon, etc. douèrent d'intelligence cet esprit de vie et cette chaleur bienfaisante qui anime toute la nature... L'esprit igné qui anime toute la nature tirant principalement son origine du ciel, on appelait le ciel, le dieu souverain, le créateur de toutes choses.... Ils croyaient aussi que l'esprit qui anime les créatures vivantes retournait au ciel après la dissolution des corps... Telle était l'idée que les plus savants d'entre les païens avaient de leur religion. M. Léauté cite entre autres un passage de Maxime de Tyr écrivant à Saint-Augustin, dans lequel cet auteur prétend excuser le paganisme en disant qu'on n'y adore que les différentes vertus de Dieu qui toutes ensemble ne faisaient qu'un seul Dieu. M. Léauté se sert de ces principes pour faire comprendre ce que c'est que chacune des divinités de la théogonie d'Hésiode ; il prétend que par les dieux des païens il faut entendre la nature elle-même qu'ils adoraient sous différents rapports et qu'ils divisaient en plusieurs classes, qu'ils considérèrent en particulier tout ce qui se rapporte à l'homme comme la vie, la mort, la maladie, la santé, la paix, la guerre et en firent autant de divinités ; que dans l'homme, ils divinisèrent jusqu'aux affections de son esprit et de son cœur, comme la vertu, la bonne foi, l'honneur, la sagesse et ses passions mêmes » (1). Peu après le discours de M. Léauté, Cocquart lut plusieurs mémoires sur des sujets semblables, sur la position dans laquelle on

(1) Ms. 1.628, p. 40 (5 juillet 1752).

oriente les morts, sur l'orientation des temples et des églises, et surtout, car c'est là l'origine des coutumes précédentes, sur la coutume d'adorer et de prier la divinité en se tournant vers certaine partie du monde. Encore que les chrétiens aient observé celle de regarder l'Orient, encore qu'elle leur soit recommandée même aujourd'hui, son origine est toute païenne : « L'idolâtrie ayant commencé par le culte du soleil qui devint insensiblement sous différents noms la divinité de toutes les nations tant du vieux que du nouveau monde, excepté quelques habitants de la zone torride, on fit consister une partie du culte extérieur qu'on rendait à cet astre à se tourner vers le lieu où il se lève » (1). Cette pratique a continué dans le culte, même après qu'on eut cessé d'adorer le soleil.

A vrai dire, on peut négliger les mémoires de Cocquart dans lesquels l'érudition étouffe à peu près la pensée ; on y trouve l'histoire de certains usages religieux beaucoup plutôt qu'une philosophie des religions. Il n'en va pas de même pour certaines des dissertations qui furent lues à l'Académie des Inscriptions ni pour celle de l'abbé Léauté. Et certes on ne saurait douter qu'une révolution ait renouvelé la pensée bourguignonne si l'on considère que Léauté, fidèle compagnon du Président Bouthier, n'avait jamais voué ses études qu'à des recherches sur la langue hébraïque et au patient labeur de l'humanisme. A présent membre de l'académie de Dijon en même temps que de la société Ruffey, le voilà qui se mêle d'étudier les religions non dans le détail de leurs cérémonies ou de leurs croyances mais dans leur principe et dans leur âme. La conversion est d'importance, surtout chez un vieillard, car de même que Caton apprit le grec à quatre-vingts ans, c'est au déclin de l'âge que l'abbé Léauté s'arrachant à la simple curiosité des faits inaugure des discussions d'un ordre plus général. Il est vrai qu'il pense travailler à la plus grande gloire de Dieu, qu'il défend cette opinion que les germes de la vraie foi gisent dans toutes les âmes avant même que l'éducation chrétienne les ait développés. Car Rousseau ne fut pas seul à découvrir dans la conscience humaine la révélation de l'Etre suprême et les principes de la morale ; toute la bourgeoisie ignorante et même des savants se complaisaient à découvrir dans l'âme, telle qu'elle sort des

(1) Ms. 1.628, p. 53 (19 juillet 1752).

maines de la nature, toutes les vérités de la foi et de la morale ; et l'abbé Léauté seul de tous les amis de Bouhier, tout en fréquentant le patriciat, persistait à se commettre en compagnie des bourgeois. On croyait servir la religion chrétienne en montrant que tous les peuples avaient comme un pressentiment de ses dogmes, une idée confuse de la divinité ou bien une croyance en la vie éternelle, en tous cas une sorte d'instinct religieux inséparable de la nature humaine et qui rendait témoignage à son créateur. On cherchait à expliquer les religions étrangères et surtout le polythéisme des anciens, et l'on en proposait différentes explications. Mais on aimait à y apercevoir comme faisait l'abbé Léauté un monothéisme primitif déformé par les prêtres et par les superstitions ; on obligeait par ce moyen les adorateurs de Jupiter à confesser Jésus-Christ, on répondait en tous cas aux incrédules qui opposaient aux prétentions de la religion révélée soit chez certains peuples l'absence de toute croyance, soit chez d'autres des croyances particulières auxquelles ils avaient les mêmes raisons de croire que les chrétiens de croire en Jésus.

De Brosses ne restait pas à l'écart de ces disputes. En lisant des relations de voyages aux terres australes, il s'était intéressé aux croyances des peuples barbares (1). Dès son voyage en Italie, il se formait une opinion sur les bêtyles, mais surtout le mémoire de l'abbé Léauté avait attiré son attention sur les cultes de l'ancienne Egypte. Le Président entraînait dans une discussion depuis longtemps ouverte, mais il y entraînait avec éclat pour produire en 1757 devant l'Académie des Inscriptions la dissertation qu'il publia en 1760 sur le culte des dieux fétiches. Sa préface fait justice des folles imaginations qui supposent chez les sauvages et les païens comme un pressentiment de la vraie foi ou de la philosophie. « L'assemblage confus de l'ancienne mythologie n'a été pour les modernes qu'un chaos indéchiffrable ou qu'une énigme purement arbitraire tant qu'on a voulu faire usage du figurisme des derniers philosophes platoniciens, qui prêtait à des nations ignorantes et sauvages une connaissance des causes les plus cachées de la nature et trouvait dans le ramas des pratiques triviales d'une foule d'hommes stupides et grossiers les idées intellectuelles de la plus subtile métaphysique. On n'a guère mieux réussi quand par des

(1) *Terres australes*, II, 377.

rapports la plupart forcés et mal soutenus, on a voulu retrouver dans les faits mythologiques de l'antiquité l'histoire détaillée, mais défigurée, de tout ce qui est arrivé chez le peuple hébreu, nation inconnue à presque toutes les autres et qui se faisait un point capital de ne pas communiquer sa doctrine aux étrangers » (1). L'explication de la mythologie est plus simple, la mythologie n'est « autre chose que l'histoire ou le récit des actions des morts, comme son nom même l'indique ; le grec muthos étant dérivé du mot égyptien Muth, i. e. mors ; terme qui se trouve de même dans la langue chananéenne » (2).

La doctrine d'Evhémère satisfait en somme de Brosses comme elle séduisait Bouhier, cependant elle ne le contente pas. Si elle « ouvre très bien l'intelligence des fables historiques », elle ne suffit pas toujours « pour rendre raison de la singularité des opinions dogmatiques et des rites pratiques des premiers peuples. Ces deux points de la théologie païenne roulent ou sur le culte des astres connu sous le nom de Sabéisme, ou sur le culte peut-être non moins ancien de certains objets terrestres et matériels appelés fétiches chez les nègres africains, parmi lesquels ce culte subsiste » (3). Le fétichisme est « une religion générale répandue fort au loin sur toute la terre, qui doit être examinée à part, comme faisant une classe particulière parmi les diverses religions païennes » (4). Le Sabéisme et le fétichisme, « sources abondantes de la mythologie orientale et grecque, et plus anciennes que l'idolâtrie proprement dite, paraissent demander divers éclaircissements que ne peut fournir l'examen de la vie des hommes déifiés » (5). Le fétichisme qui semble aujourd'hui s'être retiré en Afrique a été le culte primitif et puéril de toute l'humanité. « Le genre humain avait d'abord reçu de Dieu même des instructions immédiates conformes à l'intelligence dont sa bonté avait doué les hommes. Il est si étonnant de les voir ensuite tombés dans un état de stupidité brute, qu'on ne peut guère s'empêcher de le regarder comme une juste et surnaturelle punition de l'oubli dont ils s'étaient rendus coupables envers

(1) *Dieux fétiches*, 5.

(2) *Ibid.*, 8.

(3) *Ibid.*, 9.

(4) *Ibid.*, 11.

(5) *Ibid.*, 12

la main bienfaisante qui les avait créés » (1). Le peuple élu mis à part, quand après le déluge l'humanité retourna à l'état de nature, toutes les nations ont adoré des fétiches, et de Brosses ne se propose d'autre but que d'établir ce fait et d'en démêler les causes.

Dans la première partie de son livre, il rapporte les documents, les récits des voyageurs surtout qui nous font connaître dans ses détails le fétichisme des nègres, des américains aussi et d'une manière général de tous les peuples sauvages. S'il ignore les termes de totem et de tabou dont la fortune fut si grande depuis, il aperçoit avec netteté la chose qu'ils désignent, il sait que dans chaque tribu il existe des objets ou des animaux auxquels il est interdit de toucher, que l'on craint, et dont on essaie de se concilier la bienveillance ; il fait cette remarque capitale que le culte « rendu à certaines productions naturelles est essentiellement différent de celui que l'idolâtrie vulgairement dite rendait à des ouvrages de l'art, représentatifs d'autres objets auxquels cette adoration s'adressait réellement ; et qu'ici c'est aux animaux vivants, aux végétaux eux-mêmes qu'il est directement adressé » (2). La seconde partie du livre sera consacrée à prouver que ce même culte fut pratiqué par les anciens et par les Egyptiens en particulier. Car Diodore de Sicile nous l'affirme, l'Egypte aussi a vécu d'abord dans la barbarie ; elle ne s'en est élevée que peu à peu et si elle adorait les animaux, point n'est besoin d'en chercher de profondes raisons : elle suivait la coutume de tous les sauvages. Elle adorait des animaux et des plantes non comme des symboles ou comme les figures des dieux mais en eux-mêmes, chaque canton rendait ses dévotions à son fétiche particulier, c'est-à-dire à un être vivant, non pas à un dieu ou à une idée qu'il aurait représentés. Ces superstitions se retrouvaient chez les Arabes avant l'apparition de Mahomet ; on en rencontre d'analogues chez les Phéniciens, chez les Chaldéens, dans tout l'ancien Orient, et le témoignage de la Bible ne laisse à cet égard aucun doute. Les anciens Grecs eux-mêmes les ont partagées ; « leurs divinités étaient les fontaines, des chaudrons de cuivre ou les grands chênes de Dodone, l'oracle le plus ancien de la Grèce et dont il fallut avoir la permission pour adopter les autres divinités qu'apportaient les

(1) Ibid., 15.

(2) Ibid., 64.

colonies étrangères. Mais parmi celles-ci les premières préférences furent données aux dieux fétiches, surtout aux pierres bétyles, dont sans doute il y avait déjà bon nombre dans le pays » (1). Et les faits sont abondants qui soutiennent la thèse du Président de Brosses ; tel simulacre d'Hercule était une pierre grossière, de même tel autre de Cupidon, tel autre de Jupiter. La Diane d'Éphèse avait d'abord été une souche de vigne, les nymphes et les dryades étaient de « vrais manitous des eaux et des bois » (2) et « les pierres brutes de l'ancienne Grèce ne pouvaient être alors pour les naturels ces divinités célestes dont elles ont depuis porté le nom, puisque ces dieux y étaient alors inconnus, étant tous venus ensuite de l'Orient » (3). Quand on ne connaîtrait pas par d'autres sources l'origine des grands dieux, l'étymologie de leurs noms propres nous l'indiquerait assez : tous ces noms sont formés de racines sémitiques. C'est encore un effet du fétichisme si certains animaux ou certaines plantes étaient consacrés à des divinités particulières. Et ce que l'on observe en Grèce, on l'observe à Rome, on l'observe chez les Germains et chez les Gaulois, on l'observe chez tous les peuples sans exception, « *tanta gentium in rebus frivolis plerumque religion est* » (4).

Jusqu'ici, l'érudition seule s'est donné libre cours pour établir par des faits « que telle est aujourd'hui la religion des nègres africains et autres barbares, telle était autrefois celle des anciens peuples ; et que c'est dans tous les siècles, ainsi que par toute la terre, qu'on a vu régner ce culte direct rendu sans figure aux productions animales et végétales » (5). Reste à expliquer la raison de cette croyance universelle, et c'est à cette explication que de Brosses a consacré la troisième partie de son livre. Sa réponse tient en quelques mots : « Il suffit d'avoir établi le fait par une foule de preuves. On n'est pas obligé de rendre raison d'une chose où il n'y en a point... Le fétichisme est du genre de ces choses si absurdes qu'on peut dire qu'elles ne laissent pas même de prise au raisonnement qui voudrait les combattre. A plus forte raison serait-il difficile d'alléguer des causes

(1) Ibid., 150.

(2) Ibid., 157.

(3) Ibid., 159.

(4) Ibid., 181.

(5) Ibid., 182.

plausibles d'une doctrine si insensée » (1). Mais pour quelle cause des superstitions si bizarres se sont-elles répandues partout, pourquoi, le peuple élu mis à part, aucune nation n'en fut-elle exempte ? Peut-être par l'effet d'une contagion ; car il est possible que ces absurdités se soient communiquées de pays en pays. « Mais d'autre part, quand on voit, dans des siècles et dans des climats si éloignés, des hommes qui n'ont rien entre eux de commun que leur ignorance et leur barbarie avoir des pratiques semblables, il est encore plus naturel d'en conclure que l'homme est ainsi fait, que laissé dans son état naturel brut et sauvage, non encore formé par aucune idée réfléchie ou par aucune imitation, il est le même pour les mœurs primitives et pour les façons de faire en Egypte comme aux Antilles, en Perse comme dans les Gaules : partout c'est la même mécanique d'idées ; d'où s'ensuit celle des actions » (2). La mécanique des croyances provient de la même source que celle du langage, elle est naturelle à « des peuples qui passent constamment leur vie dans une continuelle enfance, et qui n'ont jamais plus de quatre ans (3) ». Au reste, il n'y a pas lieu de s'étonner si fort « que certains peuples aient divinisé des animaux, tandis qu'on s'étonne beaucoup moins qu'ils aient divinisé des hommes » (4). Un homme ne peut pas plus qu'un lion devenir une divinité.

« On dit communément que tous les peuples ont eu les véritables idées d'une religion intellectuelle, qu'ils ont ensuite tout à fait défigurée par de grossières superstitions, et qu'il n'y a pas une nation sur la terre qui ne s'accorde dans l'idée universelle de l'existence de Dieu ». Mais cette supposition contredit les observations que nous pouvons faire ; il est constant que les astres et les animaux recevaient un culte direct. D'autre part, « cette façon de raisonner prend l'inverse de l'ordre naturel des choses » (5). Quoi que Dieu ait pu révéler aux hommes à la création, si nous les considérons au lendemain du déluge, errants et dispersés à travers le monde, comment douter qu'il n'aient alors perdu jusqu'à la moindre étincelle de leurs lumières primitives, qu'ils ne fussent « nécessairement réduits dans une terre ingrate à

(1) Ibid., 182, 183.

(2) Ibid., 184.

(3) Ibid., 186.

(4) Ibid., 187.

(5) Ibid., 190.

ne s'occuper que des soucis pressants du besoin animal? » (1) Dans cette barbarie plusieurs nations sont demeurées, d'autres s'en sont tirées peu à peu, « par leur industrie et par leur propre expérience », quelques-unes « ont atteint le point véritable de la police, de la raison, et du développement de l'esprit » (2). « Mais nous voyons en même temps le tableau successif du progrès de ces dernières, et qu'ainsi qu'on est en bas âge avant que d'être homme fait, elles ont eu leurs siècles d'enfance avant leurs siècles de raison » (3). Supposer qu'une religion intellectuelle ait pu dégénérer en puérilités « n'a rien de conforme au progrès naturel des idées humaines, qui est de passer des objets sensibles aux connaissances abstraites, et d'aller du près au loin, en remontant de la Créature au Créateur, non en descendant du Créateur qu'il ne voit pas à la créature qu'il a sous les yeux » (4). « Autant il est inouï qu'une nation, après avoir habité les villes et joui des avantages d'une bonne nourriture et d'une forme de société policée, se soit mise à errer dans les bois et à vivre de gland,... autant il est sans exemple que les esprits deviennent aveugles de clairvoyants qu'ils étaient, qu'ils passent d'un sentiment sublime à un sentiment brut » (5).

Il n'est pas vrai non plus que l'idée de Dieu soit universelle ; en quelques peuples fort bruts, on n'aperçoit aucune étincelle de religion ; chez les autres barbares, « dans la langue vulgaire du commun paganisme, le mot Dieu ne signifiait autre chose qu'un être ayant pouvoir sur la nature humaine, soit qu'on crût qu'il avait toujours été tel, ou que l'on s'imaginât qu'il avait acquis ce degré d'autorité » (6). Il est vain de vouloir fonder les principes de la religion sur le consentement universel : « Une preuve de l'existence de Dieu bien plus évidente et plus solide que cette universalité des suffrages, dans le nombre desquels il y en a tant qui ne méritent pas d'être comptés, c'est l'accord unanime des hommes intelligents et des nations éclairées ; c'est de voir ce dogme être partout le fruit d'un bon raison-

(1) Ibid., 192.

(2) Ibid., 193.

(3) Ibid., 193.

(4) Ibid., 196.

(5) Ibid., 197.

(6) Ibid., 200.

nement, la conviction s'augmenter, le culte s'épurer, dans le même progrès que la raison humaine se développe, se fortifie, et parvient à son meilleur degré ; c'est enfin d'être obligé d'avouer par des preuves de fait, que plus un peuple est privé de sens commun, moins il connaît la Divinité, et que plus il acquiert de justesse d'esprit, plus tôt il arrive à la connaissance de cette importante vérité » (1). « Les croyances religieuses des sauvages et des païens étant des opinions purement humaines, le principe et l'explication en doivent être cherchés dans les affections même de l'humanité où ils ne sont pas difficiles à rencontrer ; les sentiments des hommes qui les ont produites se pouvant réduire à quatre, la crainte, l'admiration, la reconnaissance, et le raisonnement. Chacun d'eux a fait son effet sur les peuples selon qu'ils étaient plus près ou plus loin de leur enfance, alors qu'ils avaient l'esprit plus ou moins éclairé : mais le grand nombre étant de ceux qui manquent de lumières, l'impression faite par les premiers de ces quatre mobiles, dont l'un a produit le fétichisme et l'autre le sabéisme, est aussi la plus ancienne et la plus étendue » (2). De la reconnaissance naîtra l'evhémérisme et de la raison le déisme.

Avant de concevoir la divinité « comme un pur esprit remplissant tout l'univers de son immensité », « le vulgaire ignorant a commencé par avoir quelques notions petites et communes d'un pouvoir supérieur » (3). De la même façon, il a bâti des cabanes avant de bâtir des palais, il s'est appliqué à l'agriculture avant d'étudier la géométrie. Un pauvre sauvage nécessiteux ne « s'arrête guère à réfléchir sur la beauté ni sur les conséquences de l'ordre qui règne dans la nature, ni à faire de profondes recherches sur la cause première des effets qu'il a coutume de voir dès son enfance » (4). Au contraire, ce qu'il remarque, c'est l'irrégularité apparente de la nature, ce sont les événements monstrueux ou nuisibles ; de là vient que les sauvages adressent plus souvent leurs prières aux génies malfaisants. En voyant les tempêtes détruire les récoltes, les maladies éprouver le corps, les guerres avoir des succès contraires, « si l'on pense que toutes ces choses sont dirigées par des puissances supérieures, il tombera facilement dans un esprit non exercé, que ces

(1) Ibid., 201.

(2) Ibid., 202.

(3) Ibid., 206.

(4) Ibid., 210.

puissances ou ces principes sont différents et ont chacun leur dessein et leurs fonctions séparées » (1). On en viendra même à croire qu'ils sont ennemis et que leurs combats produisent la variété des événements. Et comme l'esprit humain raisonne par métaphores, il en viendra à prêter à ces pouvoirs qu'il imagine « les mêmes affections d'amour, de haine, de colère, de jalousie, de vengeance, de pitié, etc. dont il est lui-même agité » (2). Et comme le pouvoir des fétiches, quoique surhumain, paraissait limité à certains effets, on a multiplié leur nombre pour qu'ils puissent suffire à tant d'événements dont on les regardait comme les causes. On en a créé pour tous les pays, pour chaque personne, pour chaque accident fâcheux. Ensuite seulement et peu à peu, la pensée s'élance du matériel à l'immatériel, du fini à l'infini, l'esprit « s'élève par degrés de l'inférieur au supérieur; il se forme une idée du parfait par des abstractions tirées de l'imparfait; il sépare brutalement la plus noble partie d'un être de la plus grossière; accroissant et renforçant l'idée qu'il s'en forme, il la transporte sur la Divinité » (3).

La mécanique de l'idée religieuse obéit à des lois nécessaires comme la mécanique du langage; toutes deux se complètent, ou pour mieux dire, les deux ouvrages du Président de Brosses nous apportent pour l'histoire naturelle de l'homme deux chapitres que Buffon n'avait pas écrits. Dans l'être primitif tel qu'il sortit des mains de la nature, certains auteurs se plaisaient à imaginer des lumières, une conscience primordiale où se trouvaient contenues les plus hautes et les plus pures notions de la morale et de la foi. Ils écrivaient « des romans hypothétiques », dépeignant « un homme seul abandonné dès l'enfance en quelque île déserte, qui se fait de lui-même à la vue du cours de la nature les plus subtiles questions physiques et métaphysiques, qui parvient à les résoudre sainement et à tirer de son raisonnement la conclusion d'une sage doctrine sur tous ces points » (4). Depuis longtemps, dans nombre de mémoires académiques, on raisonnait d'après ce principe, comme si les clartés que l'homme reçoit de la nature lui révélaient d'emblée et la notion du bien et celle de la divinité. L'ignorance puisait

(1) Ibid., 213.

(2) Ibid., 217.

(3) Ibid., 207.

(4) Ibid., 209.

son audace et sa confiance en soi-même dans ces apologies d'une raison pour ainsi dire adulte en naissant, d'une intelligence dans laquelle reposaient non pas les germes de la vérité mais les vérités mêmes de la morale et de la religion. Une érudition asservie au panégyrique de la foi venait soutenir les prétentions des contempteurs du savoir. Elle persistait à représenter l'homme comme un dieu tombé qui se souvient des cieux. Elle le montrait dégénéré de sa perfection première, descendant de degrés en degrés vers les ténèbres et la barbarie, mais conservant à toutes les époques de son histoire un reflet des clartés perdues. Son intelligence étant demeurée la même ou plutôt s'étant obscurcie peu à peu, les langues qu'il parle doivent être considérées comme les restes corrompus de cette langue qu'avait formée Adam lorsqu'il imposa des noms aux choses qui l'entouraient. Et puisque l'ancêtre de l'humanité connaissait et adorait Dieu, tous ses descendants ont gardé dans leur âme une image de la divinité que les âges ont peu à peu déformée et voilée. Sous les sottises du polythéisme grec ou de l'idolâtrie égyptienne, on veut découvrir des idées profondes et les débris de la religion révélée.

Contre ces théories l'esprit philosophique du Président de Brosses s'appuyant sur une érudition solide dresse la mécanique de l'esprit humain. Il prend l'homme primitif, le sauvage tel que Buffon l'a représenté, véritable animal semblable aux brutes qui l'environnent, vivant au jour le jour des fruits de la terre et des produits de la chasse. Il le prend non pas dans un âge d'or, mais dans cette existence errante et sauvage que Lucrèce nous a dépeinte. Il se demande en cet état de nature quels peuvent être les mouvements de cette âme primitive, et il la trouve rude et inculte, dépourvue de voix parce qu'elle est dépourvue de pensée. Par une éducation progressive issue des besoins de l'existence, de la lutte contre les bêtes et les forces de la nature, par un instinct sociable né de la nécessité commune, la pensée s'éveille et en même temps l'expression de cette pensée. Il se forme une langue, la même pour tous puisqu'elle est commandée par le jeu naturel des organes ; à mesure que la civilisation avance, la pensée des peuples s'enrichit et se diversifie et avec elle les langages par lesquels elle se traduit. Par une marche semblable, on passe de l'absence totale de toute croyance à des superstitions grossières comme les êtres grossiers qui les pratiquent, et petit à petit

des esprits d'élite s'élèvent au-dessus de cette barbarie jusqu'à la pure idée de la divinité. On retrouve en de Brosses un érudit lorsqu'il accumule les faits pour démontrer l'universalité du fétichisme ; on retrouve le disciple de Bouhier et le lecteur d'Hérodote quand il évoque toutes les insanités du culte égyptien, mais c'est un philosophe qui utilise ces documents à nous découvrir la lente évolution du progrès humain, la lente ascension qui conduit de l'idolâtrie au déisme. C'est un disciple de Locke qui nous fait assister à la longue gestation, à la naissance des idées, à l'enfance de l'humanité, si semblable à l'enfance de chaque homme en particulier. On commence par balbutier et l'on arrive à parler ; on joue d'abord à la poupée avant de se former des notions saines sur la réalité des êtres. Il en va de même dans la jeunesse du monde, et de Brosses nous expose dans ses rouages infimes la mécanique des idées humaines.

Son originalité, c'est d'avoir pratiqué l'érudition avant de se porter vers la philosophie, c'est d'être arrivé à Buffon et à Locke après s'être arrêté chez Bouhier. Car il ne raisonne pas dans le vide, et si Locke avait observé les premiers mouvements de l'âme enfantine, il y a chez de Brosses un savant bien informé de tout ce qui regarde les peuples enfants de l'Afrique ou du nouveau monde aussi bien que l'enfance des peuples policés. Sa croyance au progrès il la justifie par des faits, et c'est par là qu'il fut grand. On peut railler aujourd'hui l'insuffisance de sa théorie du langage, l'explication simpliste qu'il propose du fétichisme, mais peut-être la science de son époque ne lui permettait-elle pas de mieux faire. Celui que Voltaire appelait le Président fétiche crut au progrès de l'homme, il crut au pouvoir illimité de la raison, et par la profondeur de son savoir comme par la hardiesse de ses vues générales, il mérite de figurer au premier rang parmi les Encyclopédistes. A vrai dire, comme Buffon, il se tenait à l'écart de la secte, encore qu'il fût assez lié avec Diderot. Mais il était en froid avec les hommes plus qu'il ne repoussait les doctrines (1) ; la fameuse affaire des moules de bois l'avait brouillé avec Voltaire, et Voltaire s'ingéniait à le brouiller avec tout le monde. Dans l'expression de ses idées aussi, de Brosses évitait

(1) On sait qu'ayant prêté à Diderot son manuscrit de la *Mécanique du Langage*, il se décida à le publier, n'étant pas satisfait de la manière dont M. Turgot l'avait utilisé dans l'*Encyclopédie*.

les hardiesses tapageuses ; jamais il ne contredit ouvertement la Bible, et quand il retrace à sa façon l'histoire de l'humanité, c'est toujours en faisant exception pour le peuple élu ; il consent à la foi les mêmes concessions que lui consentait Buffon, que lui consentait Richard de Ruffey parlant au nom de Buffon ; il imite la prudence du savant dont il complétait l'*Histoire naturelle*. Cédait-il à des scrupules de chrétien ? Le souci de sa tranquillité, le respect qu'il devait à sa dignité sénatoriale suffisaient à nous expliquer ses réserves ; qu'il le voulût ou non, il raisonnait en philosophe, il apportait un arsenal à l'incrédulité, et quoique encyclopédiste honteux, il servait la cause de l'*Encyclopédie*.

On peut négliger ses autres ouvrages : la description qu'il lut en 1755 à l'Académie des Inscriptions d'un vase et de quatre manuscrits nouvellement trouvés en Sibérie. La seule peinture de ces documents emplit une bonne part de sa dissertation. Pour les expliquer, il fait appel à ses mécaniques du langage ou de l'idée religieuse, mais les lacunes de ses connaissances sur l'Orient rendent leur secours à peu près inutile. Il présume que le sabéisme pourrait bien avoir inspiré les ornements du vase, que les manuscrits se rapportent au lamaïsme, mais les preuves lui manquent pour appuyer ses conjectures. Dans la suite, il produisit encore en 1766 à l'Académie des Inscriptions un *mémoire sur l'oracle de Dodone*, objet souvent traité auparavant devant la docte compagnie, et le fétichisme lui permit d'expliquer la confusion qui s'était établie entre l'adoration du chêne et celle de Jupiter, de rapprocher les superstitions des Pélasges de celles des Américains. En 1770, il lut à l'Académie de Dijon un *commentaire sur le cinquantième verset de Sanchoniaton*, en 1771, un *mémoire sur un peuple nain de Madagascar*, où l'auteur acceptait avec trop de crédulité les récits fantaisistes des voyageurs. En 1765, il lut à la même compagnie un essai de géographie étymologique sur les divers noms de l'Égypte et du Nil, en 1772 un autre essai sur les noms donnés aux peuples Scythes anciens et modernes. Le Président de Brosses nous promène à travers toute la Sibérie, depuis la mer Noire jusqu'au Kamtchatka et aux Kouriles. Il donne d'utiles renseignements sur la situation des lieux, sur la hauteur des montagnes, sur les mœurs des habitants et sur leur histoire, et le géographe, si fort au courant des découvertes arctiques, nous instruit de tout ce qu'on peut savoir à son époque sur les côtes de la Sibérie. Il plaint la misère des sauvages

abandonnés à la barbarie, il tâche de s'informer des monuments qu'on trouve en ces contrées pour deviner les mouvements qui ont agité ces peuples. Mais à part quelques trouvailles heureuses, la science étymologique partout prodiguée ne contribue guère à augmenter la valeur de l'ouvrage. Leibnitz fournit quelques rapprochements des noms, la plupart sont l'œuvre du Président de Brosses ; celui du kalmouk tael pi et du français taupe, du nom de la Sibérie avec le français sible ou le terme du blason sable par exemple. Il manque à de Brosses de savoir les langues dont il raisonne, de distinguer entre elles des familles fort éloignées les unes des autres ; de moins se fier à sa mécanique pour retrouver les racines des mots et pour en discerner le sens.

Au reste, il n'y a rien dans ces ouvrages de vieillesse qui nous semble nouveau. L'auteur se contente de développer les théories qu'il a inventées auparavant, il les applique à des cas particuliers, mais comme s'il était fatigué de créer il n'a survécu à l'époque féconde de sa vie que pour jouir de ses œuvres et pour achever ce qu'il avait commencé (1). Son existence intellectuelle se partage entre des périodes bien différentes. Durant sa jeunesse et jusqu'en 1750, il ne s'écarte guère de la trace des humanistes ; si par moments il semble pressentir les grandes idées de sa maturité ce ne sont que lueurs fugitives vite éteintes, que projets incertains qui ne sont pas suivis. S'il s'attache à Salluste, c'est d'abord en commentateur ; s'il aborde l'histoire romaine, c'est pour l'achever plus tard, et ses premiers pas sur le chemin qu'il suivra semblent encore mal assurés. En 1760, tous ses grands ouvrages sont conçus sinon publiés, et sa vieillesse, absorbée par les affaires politiques, se reposera dans sa gloire, vivra dans la contemplation de ses travaux, et, hormis son Salluste qu'il terminera, il ne fera plus que répéter à propos de cas particuliers les grandes théories qu'il aura enfantées dans l'âge d'or de son génie. Cet âge d'or a duré dix ans. C'est l'époque où l'aristocratie dijon-

(1) Il aurait été curieux et saisissant d'étudier aussi son Discours sur l'origine de la langue et de la nation grecque, de le rapprocher du *De Lingua Hellemistica* de Saumaise et des Remarques sur Hérodote de Bouthier. Voyant le même sujet traité par trois bourguignons, disciples l'un de l'autre, à trois époques différentes, nous aurions aimé à suivre la chaîne qui va de Saumaise à de Brosses. Par malheur, il nous manque un anneau de la chaîne ; le manuscrit du Président de Brosses est perdu, nous ne le connaissons que par le compte rendu tout à fait insuffisant qui parut dans le Mercure d'août 1767.

naise, jalouse des progrès de la bourgeoisie, s'ouvre à son tour à l'esprit du siècle et se rassemble chez Richard de Ruffey. Non contente de s'initier aux sciences, elle transforme son érudition, elle la met au service de la philosophie, elle se précipite vers l'*Encyclopédie*. En dix ans de Brosses produit son histoire des terres australes et surtout ses deux mécaniques. A n'en pas douter son intelligence a gardé le caractère sociable de l'intelligence bourguignonne ; sa curiosité n'enfante rien à l'écart, il faut qu'elle soit sollicitée par des lectures, par des conversations ; il s'éveille à l'effort sur les prières de ses amis. Comme l'étincelle jaillit d'un silex heurté, ses grandes théories surgissent des discussions, soit de celles qui occupent l'académie des Inscriptions, soit de celles auxquelles on assiste chez le Président de Ruffey. L'érudition fournit la matière, les disputes des érudits font surgir l'occasion, mais c'est Locke, c'est Buffon, c'est toute la philosophie du siècle, qui inspirent la pensée, qui soutiennent l'ouvrage, qui lui prêtent son sens et sa forme. Nous nous trouvons au confluent de deux mondes et de deux époques, nous assistons à la fusion de deux génies dans une forte synthèse, mais quoi que de Brosses doive à l'érudition, après 1750 il est l'homme des temps nouveaux, il suit les encyclopédistes ou plutôt il se fait dans son histoire des progrès de l'âme humaine le disciple de son ami Buffon.

Non seulement l'étude des sciences reçoit à cette époque une vigueur inconnue auparavant, mais la même évolution qui transforme l'érudition du Président de Brosses, on l'aperçoit, moins sensible peut-être et moins éclatante, chez la plupart de ses contemporains. On l'aperçoit chez Lacurne de Sainte Palaye, bourguignon lui aussi, lui aussi membre de l'Académie des Inscriptions (1) et jadis correspondant de Bouhier. Dans sa jeunesse, son érudition se bornait à l'éclaircissement des faits ; elle se perdait dans la recherche du détail, et quand il partit pour l'Italie en compagnie du Président de Brosses, il ne s'était pas encore affranchi des tra-

(1) Il est l'auteur d'une *Chronologie d'Hérodote* qu'il écrivit en même temps que paraissaient dans les *Mémoires de l'Académie des Inscriptions*, des dissertations sur l'*Histoire des Perses de Ctésias*, par l'abbé Gédoyen, sur les *Pélasges* par l'abbé Geinoz, sur les *années de Périandre*, par M. de la Nauze (Tome 24) sur les *calendriers égyptien, babylonien, césarien* (Tome 25) les *mémoires pour concilier Hérodote et Ctésias*, par M. de Bougainville (Tome 38).

ditions de l'humanisme. Voué à l'étude du vieux français (1) et dans cette voie imitateur de La Monnoye et de Bouhier, mais imitateur plus instruit et plus grand que ses modèles, il ne se préoccupe d'abord que d'apprendre pour la seule satisfaction de savoir. Plus tard, il s'ingénie à comprendre et à pénétrer jusqu'à la cause et au principe des faits. Il se propose « de donner une juste idée de l'ancienne chevalerie et de faire connaître la nature et l'utilité d'un établissement qui, regardé maintenant comme frivole, fut néanmoins l'ouvrage d'une politique éclairée et la gloire des nations chez lesquelles il était en vigueur » (2). *L'Esprit des Lois* lui ouvre l'intelligence des époques reculées, et lui fait découvrir la raison de leurs institutions. Son livre sur les troubadours est autre chose qu'un épisode de notre histoire littéraire ; c'est l'explication de tout un genre poétique dont la naissance, l'apogée et le déclin furent commandés non par des caprices du hasard mais par la nécessité des circonstances. En composant son glossaire français, il poursuit un résultat pratique : faciliter l'intelligence « de nos lois, de nos coutumes, de notre droit féodal, et des redevances qui en résultent, de notre milice, de nos arts et de nos métiers, de nos manufactures, de notre commerce, de nos monnaies, des mesures tant de nos grains et de nos boissons que de nos héritages... » (3). Il veut faciliter aussi la tâche des historiens : « La connaissance de notre ancienne langue est si nécessaire pour eux, que si d'avance ils ne la possèdent pas avec une certaine étendue, ils ne seront pas même en état de lire comme il faut les auteurs et les monuments sur lesquels ils ont à travailler. Que sera-ce, s'ils entreprennent de les publier ? » (4). Et n'oublions pas que dès 1756 Sainte Palaye émettait des théories linguistiques moins étendues que la *Mécanique du langage*, mais qui cependant en étaient voisines. « En vain, disait-il, a-t-on essayé de trouver l'origine de notre langue dans le celtique que plusieurs savants croient être le bas breton. On voulait par là procurer à notre nation le frivole honneur de parler une langue indigène. Mais il

(1) LACURNE DE SAINTE PALAYE publie dans les *Mémoires de l'Académie des Inscriptions* un *Mémoire concernant les principaux monuments de l'histoire de France* (Tome 23), un autre, *sur la lecture des anciens romans de chevalerie* (Tome 29).

(2) LACURNE DE SAINTE PALAYE, *Mémoires sur l'ancienne chevalerie*, Tome I, p. 1.

(3) LACURNE DE SAINTE PALAYE, *Dictionnaire de l'ancien langage français*. Préface p. VI.

(4) Ibid. Préface VI.

n'est point de langue qui mérite ce nom : toutes sont sorties les unes des autres en remontant jusqu'à celle des premiers hommes. D'autres ont voulu qu'on cherchât le germe de la nôtre dans le grec, même dans l'hébreu » (1). Mais l'origine immédiate du français est un latin défiguré et Sainte Palaye expose avec sagacité les causes qui l'ont altéré : « Le caractère des langues tient du génie et de la disposition des organes du peuple qui la parle. Les langues des nations barbares abondent d'ordinaire en monosyllabes, leur phrase est courte et l'ellipse y domine. Les langues polies au contraire sont riches en mots composés, en tours harmonieux, en phrases nombreuses. Les barbares portèrent dans le latin l'empreinte de leur langage, leurs expressions et leurs tours. Ils en tronquèrent les mots, ils en altérèrent les sons... » (2). On sent ici un frère spirituel du Président de Brosses, plus timide dans ses théories, plus respectueux du fait, et qui s'abandonne avec moins de complaisance à la divination philosophique, mais cependant un génie lui aussi renouvelé par une transformation analogue. D'ailleurs quelques liens qui rattachent Sainte Palaye à sa patrie, il ne faut point oublier que les deux frères Lacurne avaient fixé à Paris leur domicile d'élection, qu'ils correspondaient avec les dijonnais plus qu'ils ne conversaient avec eux, que l'influence qu'ils ont exercée semble provenir du dehors plutôt que s'élever de la province même qui les avait vu naître.

L'exemple du Président de Brosses nous suffit pour comprendre quelle révolution s'est accomplie dans l'intelligence de la robe. D'humaniste, de Brosses s'est mué en encyclopédiste, non pas seulement parce que comme beaucoup de ses pairs il s'est intéressé à l'œuvre de Diderot, non seulement parce qu'il y a collaboré, parce qu'il l'a enrichie de quelques articles, mais parce qu'en lui a surgi une forme nouvelle de la pensée. Jadis on se montrait curieux d'amasser des faits, on s'applique désormais à les entendre ; jadis on aimait l'érudition, à présent la réflexion impatiente de comprendre s'élance et se perd quelquefois en des systèmes aventureux. Quelque différence qui sépare encore les dissertations morales de la bourgeoisie et les généralisations hâtives du patriciat, encore que celles-là fassent souvent

(1) Ibid. Préface XIV.

(2) Ibid. Préface XIV.

songer à Rousseau, celles-ci à Buffon, elles se rapprochent par un goût semblable pour les vastes spéculations de la philosophie. Et sans doute quand on considère le puissant génie d'un de Brosses on ne peut s'empêcher de convenir que par la gloire comme par le talent la haute robe vient de ressaisir la prééminence intellectuelle ; mais elle ne l'a ressaisie qu'en renonçant à ses traditions, qu'en reniant pour ainsi dire son passé, qu'en se convertissant aux idées nouvelles ; pour présider à nouveau aux mouvements de l'opinion publique, elle s'est résignée à les suivre. C'était un de ces triomphes qui coûtent plus au vainqueur qu'au vaincu, car en fait la plèbe de l'Académie Pouffier voyait l'heureux succès de ses préférences. Par un simple coup d'œil sur l'époque qui va de 1760 à 1789, on peut se rendre compte de la prépondérance croissante que prenaient la bourgeoisie et l'esprit qu'elle favorisait. En rompant avec ses traditions intellectuelles, la robe consentait peut-être un sacrifice inévitable, mais elle cessait d'être un monde et renonçait à son indépendance spirituelle.

SECTION III

Le monde nouveau

CHAPITRE X

L'ACADÉMIE RÉFORMÉE

En rassemblant chez lui une société littéraire, (1) Richard de Ruffey poursuivait le dessein avoué de l'ériger en rivale de l'Académie bourgeoise. En un sens, il avait réalisé ses projets ; la compagnie patricienne égalait l'autre dans les sciences, et grâce au secours de l'érudition, elle avait vu naître en son sein des travaux littéraires ou philosophiques plus neufs et moins vides que les déclamations des moralistes plébéiens et leurs sermons édifiants. Elle était soutenue par la sollicitude de Buffon, elle s'enorgueillissait de la renommée du Président de Brosses ; une seule chose manquait à ses vœux : des lettres patentes qui consacraient son existence. M. l'abbé Deberre nous a raconté (2) comment par les refus obstinés du ministre, M. de Saint-Florentin, tous ses espoirs se trouvèrent déçus et comment elle dut renoncer à devenir une institution publique et se résigner à n'être qu'une assemblée d'honnêtes gens dans la bibliothèque d'un particulier. D'autre part, la mort l'avait décimée ; l'absence prolongée de plusieurs de ses membres lui soutirait sa vigueur et

(1) Nous n'avons pas l'intention d'écrire l'histoire de l'académie depuis sa réforme. L'examen de son immense production scientifique entre 1760 et 1789 remplirait un ouvrage considérable; d'autre part, les événements qui l'ont agitée, les querelles entre ses membres sont connus en détail et fort bien grâce aux travaux de M. Lange en particulier. Nous nous sommes bornés à résumer les notes de Ruffey et l'ouvrage de M. Lange pour en retenir seulement les idées qui nous ont paru importantes pour notre sujet.

(2) DEBERRE, 260.

la faisait languir ; Ruffey séjournait pour sa santé en Allemagne et à Plombières ; le Président de Brosses s'éternisait dans ses voyages à Paris où Madame la Présidente dépensait pour ses plaisirs les écus si laborieusement arrachés à Voltaire (1). La société patricienne dépérissait et les recrues lui manquaient pour combler ses vides. Désespérant de jamais porter le nom d'académie, désespérant peut-être de subsister plus longtemps, elle souhaitait une occasion d'envahir l'académie bourgeoise.

Dans celle-ci même, on souhaitait cette invasion. Non pas qu'on y trouvât avec peine des candidats pour remplir les places vacantes ; c'étaient bien plutôt les places qui faisaient défaut aux candidats. L'existence de la Compagnie était garantie par des lettres patentes, soutenue par les revenus de l'héritage qu'avait légué Pouffier. Il ne fallait à la prospérité de la société que des talents moins communs et en plus grand nombre. On raillait, dans le public, les homélies morales des avocats, les dissertations trop exclusivement médicales des médecins, on était choqué de voir tenus à l'écart des esprits éminents comme le Président de Brosses, on se rappelait qu'après avoir jadis protégé et patronné l'académie naissante, Buffon l'ignorait depuis qu'elle s'était encanaillée et l'abandonnait à sa médiocrité (2). Nombre d'académiciens mesuraient à sa juste valeur le mérite de leurs collègues, l'insignifiance de leurs travaux, comprenaient les vices des statuts, l'injustice et la sottise qu'il y avait à repousser l'élite patricienne. Et pour quels motifs l'eussent-ils écartée, maintenant qu'ayant abdiqué son originalité et ses traditions, elle communiait avec eux dans leurs propres goûts, que non contente de suivre leur voie, elle les y devançait et les surpassait dans les études mêmes qu'ils s'étaient réservées ? Nous sommes d'ailleurs à une époque où, pour résister à l'absolutisme royal, les Parlements flattent l'opinion afin d'obtenir son appui, où la politique assoupit, en quelque sorte, les vieilles rivalités des classes, où le patriciat offrait à la plèbe, à défaut d'un amour véritable, un mariage de raison. Grâce à l'entremise de Févret de Fontette, la compagnie aristocratique, Richard de Ruffey en tête, fit irruption dans l'Académie et en

(1) LANGE, p. 118. — FOISSET. *Correspondance de Voltaire et du Président de Brosses*, p. 33.

(2) LANGE, 98.

quelques années s'y installa tout entière. Dès 1761, elle cesse ses réunions particulières (1).

Il n'entre pas dans nos intentions de raconter à nouveau des événements fort connus grâce à la relation de Maret, grâce à l'ouvrage de M. l'abbé Deberre, grâce surtout à l'*Histoire Secrète* qu'en a rédigée Ruffey et qui fut publiée par M. Lange. Mais on ne saurait douter que l'Académie, désormais sans rivale à Dijon, ne soit sortie régénérée de cette aventure, qu'elle ne se soit enrichie en talents, que Richard de Ruffey n'ait veillé sur ses destinées avec une sollicitude qu'elle n'eût obtenue d'aucun autre. A son zèle un peu brouillon, mais animé d'intentions excellentes, elle dut des réformes utiles, des statuts moins gênants que ceux qu'avait imaginés Pouffier, en un mot la possibilité de vivre et de travailler. Quels étaient les vices de l'ancienne organisation ? Instituer des classes de médecine, de physique, de morale, revenait à en réserver l'accès aux gens de métier, à ceux que leur profession enfermait dans des études particulières. Richard de Ruffey obtint qu'on abolit la distinction des classes. Surtout, les directeurs établis par Pouffier étaient désignés par le hasard, sans nulle considération pour leur science et leur capacité ; ils ne tenaient dans la cité qu'un rang médiocre en sorte que les esprits éminents et les personnes d'un état distingué refusaient de se plier à une sujétion humiliante (2). Un chancelier et un vice-chancelier élus par leurs confrères présideront à l'avenir aux destinées de l'académie. Et quand on aura choisi un chancelier distingué, comme vice-chancelier Ruffey lui-même, on aura ménagé les susceptibilités les plus chatouilleuses. Quel aristocrate assez fier prendrait encore ombrage, non pas de la domination, mais d'une simple dignité accordée au mérite comme à la condition des nouveaux officiers par le libre suffrage de la Compagnie ? De l'ancienne hiérarchie, Ruffey ne conservera que la distinction entre les places de pensionnaires et les places d'honoraires. Les unes demeureront à la bourgeoisie, puisqu'on ne pouvait l'expulser, les autres furent dévolues à de hauts et puissants seigneurs (3). Aux membres de l'ancienne société littéraire, d'abord, à Richard de Ruffey et à ses amis, ensuite à des présidents ou à des conseillers des Cours Souveraines, à l'Intendant de la Pro-

(1) Ibid., 118.

(2) Ibid., 52.

(3) Ibid., 51.

vince, au lieutenant général, à Poncet de la Rivière ancien évêque de Troyes et orateur célèbre, à Voltaire enfin (1). Plus tard même, Mgr le Prince de Condé, gouverneur de Bourgogne, devenu l'auguste protecteur de la Compagnie, daignera présider quelques-unes de ses assemblées (2).

Toutes ces innovations visaient un seul objet et produisaient un même effet : enlever à l'académie son caractère exclusivement plébéien, y ménager une place et une place de choix pour l'élite du patriciat, l'ennobler en un mot, en y faisant prédominer la noblesse (3). Sans doute, Ruffey poussa le dévouement jusqu'à sacrifier son argent, il fit des dons, il procura pour les séances un local décent (4) ; il incitait par son exemple les riches à protéger et à favoriser la compagnie qu'il avait réformée, mais ses libéralités mêmes ne faisaient que compléter et prolonger ses réformes, elles mettaient l'ancienne forteresse bourgeoise sous la tutelle visible des patriciens. L'Académie profita des efforts que ses anciens rivaux multipliaient pour l'aménager à leur goût et la rendre digne de leur fortune. Désormais, elle voit toute la ville accourir à ses séances, le public se presse à ses cérémonies, elle reçoit des présents en argent, des médailles, des collections d'histoire naturelle ; c'est une gloire que de compter parmi ses bienfaiteurs (5). L'adjonction de robins considérables par l'intelligence comme par la condition, lui acquiert sans conteste la faveur de l'opinion ; les patronages illustres rehaussent son prestige, les bourgeois mêmes qui la peuplent encore en grand nombre se piquent d'émulation, s'évadent de leurs recherches étroites ou s'éveillent de leur paresse, s'appliquent davantage à rédiger leurs mémoires qui sont maintenant recueillis et publiés, en sorte que la transformation sociale opérée par Richard de Ruffey stimule les activités et renouvelle les intelligences.

Le patriciat semblait avoir conquis sa rivale, mais le besoin même qui le poussait à la conquérir était un signe de sa faiblesse, de l'impuissance où il se trouvait de se suffire à soi-même et de vivre avec ses propres ressources. En apparence, il triomphait ; non seulement on avait supporté son entre-

(1) LANGE, p. 23 sqq, 52 sqq., 132 sqq.

(2) LANGE, 61.

(3) LANGE, p. 118, 125 sqq.

(4) LANGE, p. 53, 140.

(5) LANGE, 56 sqq., 62 sqq., 141 sqq.

prise sans grandes résistances, mais on l'avait souhaitée d'un accord presque unanime. Il avait réussi à faire élire des officiers de son choix, à rejeter la plèbe vers les sièges de pensionnaires, à réserver à ses membres les places d'honoraires. Mais, tout en concluant avec la bourgeoisie un mariage de raison, il laissait trop voir qu'il ne convoitait que la dot ; ayant mis un pied dans le logis de sa rivale, il prétendait y entrer des quatre pieds et le remplir à lui seul, ou tout au moins y régner. Sa politique envahissante devait entretenir les rivalités, susciter les résistances ; les mêmes querelles qui jadis opposaient l'une à l'autre l'académie plébéienne et la société littéraire, devaient déchirer l'académie réformée. Au début, à vrai dire, celle-ci semble recevoir la direction des patriciens qui s'y sont introduits. Richard de Ruffey impose ses vues et ses réformes, il se démène pour occuper la première place dans la compagnie, moins par les dignités dont il prétend savoir se passer que par l'influence. Non seulement il réglemente les statuts, il intrigue encore pour gouverner les élections, il soulève des disputes de préséance, il intervient dans les autres, dans toutes les contestations il a son mot à dire et son avis à faire triompher ; plus encore qu'à légiférer, il s'entend à brouiller, à se mêler de tout et à tout emmêler, à semer partout où il passe le désordre et la discorde (1). Avec cela, imbu de ses préjugés de caste, et les étalant, gardant à l'égard des petites gens un mépris qui perce dans ses paroles et dans sa conduite, il établissait sur l'Académie une domination aristocratique, une tyrannie incommode qui accumulait les rancunes et mécontentait la plèbe. On sait la suite : des cabales découragèrent ses prétentions ; humilié et vaincu, quoique son cœur retournât toujours vers cette académie qu'il chérissait, il se retira sous sa tente pour y cuver son mécontentement (2). Ses ennemis triomphants conservaient, il est vrai, le Président de Brosse comme leur dieu fétiche, mais quand ils eurent en grande pompe enterré le fétiche, aucun vestige ne subsistait plus de la prééminence de la haute robe. S'il demeure à l'académie de hauts et puissants seigneurs, ils n'y forment pas une coterie, ils n'y donnent pas le ton ; ils ne réussissent pas à la transformer, comme l'aurait voulu Ruffey, en une société d'honnêtes gens et de gens bien nés. La bourgeoisie reste maîtresse dans son ancienne citadelle où le patriciat,

(1) LANGE, 55, 59.

(2) LANGE, 56 sqq.

après avoir cru s'installer en conquérant, ne demeure que comme prisonnier.

Il n'avait pas plus réussi à imposer ses goûts qu'à faire reconnaître sa suprématie sociale. En vain Richard de Ruffey s'était-il efforcé de rendre un regain de vigueur aux études littéraires ; la plèbe n'abandonnait aucune de ses curiosités et n'en recevait pas de nouvelles ; elle suivait sa route sans interrompre ni modifier le cours de ses travaux. Cette histoire dépasse les bornes que nous avons fixée à notre étude ; du moment que l'humanisme est bien mort, que l'intelligence patricienne a rejoint celle de la bourgeoisie, une ère nouvelle vient de commencer. C'est l'âge d'or de l'académie, l'époque féconde entre toutes, que nous espérons pouvoir décrire quelque jour. Un rapide coup d'œil suffit à nous convaincre que la Bourgogne vient de refaire son unité intellectuelle, mais ce n'est plus le génie de la haute robe qui gouverne et qui conduit la pensée. L'unité s'est faite au profit de la plèbe, au profit de l'esprit encyclopédique, l'examen des productions littéraires ou scientifiques témoigne que tout retour vers le passé est devenu impossible, que nul ne songe plus à regarder en arrière.

CHAPITRE XI

LES SCIENCES POSITIVES

D'un commun accord, tous les esprits se portent vers les sciences, et surtout vers les sciences naturelles, comme vers les plus accessibles et les plus utiles. La souveraineté de Buffon s'affirme parmi ses compatriotes, qu'entraînent à la fois et le besoin de savoir et la recherche des inventions pratiques. Magistrats chargés d'administrer le pays, simples citoyens dévoués à sa prospérité, industriels ou négociants en quête de réformes économiques, propriétaires fonciers soucieux de faire valoir les terres, toute l'élite de la province bâtit des systèmes, expérimente des recettes, imagine des travaux tout de suite exécutables pour le bien-être des habitants et l'enrichissement de la contrée. De Versailles, le roi encourage ces aspirations vers le progrès matériel; devançant même l'opinion, il a pour une part contribué à les répandre et à les provoquer. Bien des ministres ont succédé à Colbert qui, certes, ne l'ont pas remplacé, mais qui en reproduisent une image affaiblie, ils tâchent assez souvent d'imiter sa sollicitude pour le peuple (1). Dès le début du siècle, c'est le gouvernement qui, parfois malgré les Etats et le Parlement, favorise les manufactures, établit des pépinières, introduit des cultures inconnues ou négligées, construit des routes et creuse des canaux. Incertain d'abord et sans énergie, cet effort vers la prospérité

(1) Cf. *Archives départementales*.

C. 3.002 (1718) Invitation aux communautés de planter des arbres fruitiers le long des routes.

C. 43 (1726 à 1767) Notes sur les forges et les fourneaux. Le Parlement veut détruire une industrie qui enlève des bras à la culture, la bourgeoisie se plaint qu'elle consomme le bois, les communautés rustiques intentent des procès, c'est encore le gouvernement qui montre le plus de faveur aux fabricants.

C. 13 (1701-1779) Notes sur l'agriculture. A remarquer surtout la correspondance de l'intendant et de Laverdy sur les moyens d'améliorer le rendement des récoltes en renouvelant les semences.

C. 17. Dépêches du ministre concernant les défrichements.

Cf. infra. Histoire de la pépinière publique de Montbard.

C. 33. Envoi d'une machine pour le dévidage de la laine.

C. 35, C. 36. Encouragements aux manufactures.

publique apparaît comme une politique réfléchie dès l'époque des Bertin et des Laverdy. Le premier agent du progrès matériel dans la province, le plus efficace, le plus constant dans ses vues, le plus conscient de ses intentions, c'est d'abord l'intendant ; et si l'administration de Turgot dans le Limousin mérite d'être citée comme un modèle, les émules ne lui manqueraient pas. En explorant les archives de Bourgogne, on reconnaît que le despotisme éclairé, tantôt ordonnant, tantôt consultant et donnant l'exemple, a lutté contre la routine et que, de propos délibéré, pour servir l'intérêt de l'Etat il a servi celui de la Nation. Nous ne prétendons pas qu'il ait réussi, que l'agriculture se soit améliorée, que l'industrie se soit développée autant qu'elles l'auraient pu ; du moins est-il hors de doute que les réformes pratiques furent désirées par le prince autant au moins que par l'opinion.

A partir de 1760 l'élan est donné, les résistances s'apaisent, la faveur du public seconde les tentatives ou les velléités de progrès du gouvernement. Il faut consulter les *Affiches dijonnaises* pour comprendre comme on se passionne dans la classe éclairée pour les entreprises de l'industrie naissante. Cependant que le roi s'emploie à répandre l'usage du charbon de terre, le public s'entretient avec curiosité des mines de Montcenis ou de la forge modèle qu'avait établie sur ses domaines le seigneur de Montbard (1). On s'émerveillait des machines à vapeur, des chariots roulant sur un chemin de fer, de toutes les inventions mises au service de l'industrie humaine. Désormais, tout un chacun s'intéresse aux œuvres pratiques, s'applique à rénover qui l'agriculture, qui le commerce, qui les transports, qui les manufactures, qui l'éducation. Dans tous les milieux, on s'accorde pour déclarer la guerre à la routine ; les propriétaires de domaines introduisent sur leurs terres des cultures nouvelles, ils étudient des méthodes d'assolement et amendent l'humus naturel au moyen d'engrais. De toutes parts on plante des mûriers. Non seulement le gouvernement mais les particuliers accueillent avec faveur les mémoires sur l'état des mines et des fourneaux, sur l'extraction de la pierre dans les carrières, sur l'art de prospector les gisements minéraux, discutent sur le tracé des canaux et les divers projets des ingénieurs. Le Parlement, à

(1) *Affiches dijonnaises*: description des Fonderies de Montcenis, par Daubenton, du 9 novembre 1786, publiée le 26 décembre 1786 et le 3 janvier 1787.

vrai dire, fidèle à ses vieilles maximes, se montre peu favorable aux manufactures qui ravissent les ouvriers à la terre, mais son hostilité même semble se faire honteuse. Il n'est si pauvre bourgeois qui ne rêve aux moyens d'enrichir l'Etat ; une génération vient de se former, toute pleine d'attachement pour les sciences, et attendant de leur progrès moins encore que l'accroissement des lumières un allègement des misères pour l'humanité.

L'intelligence plébéienne s'est formée lentement ; parvenue à sa maturité elle porte ses fruits, elle produit des savants comme ce Béguillet, l'un des plus méconnus que la Bourgogne ait vus naître, mais peut-être un de ses génies les plus curieux, l'un de ceux où l'on aperçoit le mieux la marque lentement imprimée d'une époque et d'un milieu. Edme Béguillet naquit à Dijon au début du dix-huitième siècle, peut-être en 1720. De son état avocat au Parlement de Bourgogne, pourvu du titre de conseiller du roi, il fut aussi premier notaire des provinces de Bourgogne et de Bresse. Dans ses toutes dernières années, il émigra à Paris, où il mourut en 1786. C'est à peu près tout ce que nous connaissons de son existence, sans doute parce qu'elle se passa, comme tant d'autres, simple, calme et toute unie parmi les recommencements monotones des affaires domestiques et l'exercice d'une profession. En tous cas elle se dérobe à nos yeux. Béguillet ne figure point parmi les acteurs ordinaires des disputes politiques ou académiques, il vécut obscur parmi ses concitoyens, et même au sein d'une petite ville, il réussit à s'effacer. Toute sa vie s'écoula à l'ombre des clochers natals sans éclat et sans bruit, comme un ruisseau perdu dans le creux de son lit et caché sous l'herbe de la prairie. Nous entrevoyons un labeur utile, mais asservi aux devoirs d'un office, quelques loisirs studieux plus remplis par l'étude que par des conversations, et tout à la fin seulement, à l'heure de la retraite et du repos, l'homme s'affranchit de sa profession pour vouer ses dernières années aux travaux de son choix. Car une chose au moins est hors de doute, c'est que Béguillet n'était pas riche. Sans cesse, il se plaint de son peu de fortune, regrettant de ne pouvoir faire imprimer les ouvrages qu'il possède en portefeuille, ni se ruiner au profit des libraires. Il nous intéresse par sa condition d'abord, comme le représentant d'une classe modeste, proche du peuple par l'exiguïté de ses ressources, capable d'acheter une vieillesse aisée au prix d'une vie de travail et d'économie, mais non de s'évader hors de sa médiocrité vers l'opu-

lence du patriciat. Il nous intéresse aussi parce qu'il appartient à cette génération qui naquit avec le siècle pour disparaître à la veille de la Révolution, qui reçut les traditions du grand règne pour s'en écarter peu à peu, qui vit s'accomplir dans les esprits les changements qui devaient bouleverser les institutions.

Certes, il garda toujours dans le fond de son cœur une prédilection pour les anciens qui ne s'effaça jamais. S'il admire Montesquieu, « le Platon de notre siècle », et Buffon surtout, qui en est le Pline, il accorde au Pline latin un assentiment plus entier; il orne ses dissertations les plus prosaïques, les plus agricoles, de passages empruntés à Virgile, à Lucrèce et à Cicéron; il appuie ses opinions sur des autorités, sur celle de Columelle par exemple, ce « législateur en agriculture » qui, dit-il, est mon oracle. C'est du passé qu'il a reçu son goût pour la botanique. Herborisant à travers la province, fort au courant des méthodes de classification, il avait repris l'œuvre commencée par Huissier d'Argencour et préparé la publication d'une flore bourguignonne. En même temps il s'adonnait à l'histoire; il succédait à de La Mare dans la recherche des antiquités bourguignonnes et semblait s'avancer sur les traces des humanistes défunts pour reprendre leurs tâches inachevées. En réalité il ne pensait ni ne travaillait comme eux, et s'il recueillit leur héritage, il fut tout autre chose que leur héritier. Bien qu'une fierté un peu ombrageuse, peut-être une humeur atrabilaire l'écartent d'un commerce assidu avec les Dijonnais lettrés, sa vocation le destine aux discussions académiques. Sur la fin de sa vie, membre de la Société économique de Lyon, correspondant des académies royales des Sciences et des Belles lettres, honoraire de l'Institut de Bologne, des Arcades de Rome, de la Société de Berne, des académies de Marseille, d'Auxerre, de Châlons, de Metz, des sociétés d'agriculture d'Orléans et de Brive, affilié à une loge maçonnique, il vit avec son temps, il entre dans tous les débats qui passionnent l'opinion il est de ceux qui croient au progrès, à l'action bienfaisante de la science, et quelques souvenirs qui lui demeurent de sa première éducation, il s'est affranchi du passé.

Il n'échappe pas à l'influence des idées ou plutôt des préoccupations qui, vers le milieu du siècle, remuent la bourgeoisie. Il fait plus que d'assister à la naissance et au développement de la philosophie, il reçoit les lumières de son époque et elles pénètrent dans toute son intelligence; non seulement il

n'ignore pas l'esprit nouveau mais sa pensée s'en nourrit et en vit. Non qu'il s'enferme dans un système, qu'il rêve de transformer l'Etat ou de renouveler la société. Les opinions extrêmes et les utopies des théoriciens pénètrent à vrai dire jusque dans la province mais la traversent et l'agitent sans y demeurer. La prudence de la bourgeoisie et son sens des réalités s'effraient des violences, tiennent les grands changements pour impossibles, et Bégouillet en particulier sort si peu du caractère de sa condition et de sa race qu'il laisse glisser sur lui cette vague de sentiment soulevée par Rousseau, et qu'il s'accommode des institutions. Mais à défaut d'idées toutes faites et systématiques, il a reçu de son siècle le besoin de réfléchir et de tout examiner, un goût pour les nouveautés qui se joint tant bien que mal au respect des traditions, et pour tout dire en un mot l'amour du progrès et la foi dans la raison humaine.

Au fond, peu soucieux des principes et des théories, mais attaché à procurer le bonheur de ses semblables, il ne s'occupe guère que d'œuvres utiles et de réformes pratiques. Il n'élève pas ses prétentions jusqu'à peser la justice des lois ou la légitimité des gouvernements; l'essentiel à ses yeux c'est que le souverain assure le bien-être de ses sujets, c'est qu'il fasse fleurir dans son royaume l'agriculture, le commerce et les arts, qu'il multiplie les richesses et allège les misères. Comme la plupart des bourgeois provinciaux, Bégouillet ne souhaite qu'un progrès matériel et ce n'est qu'au prix de celui-là qu'il estime toutes les réformes. Economiste, et rien autre chose, s'il lui advient par hasard de toucher à la politique ou à l'organisation sociale, c'est pour ainsi dire sans dessein et par nécessité, parce que la prospérité d'un pays dépend pour une part de ses lois, que les négligences ou les erreurs de l'administration retentissent sur la fortune des particuliers. Mais un abîme sépare ceux qui se bornent à vouloir éclairer le prince, et ceux qui prétendent limiter son autorité ou en examiner les fondements. Ce fossé, Bégouillet s'est bien gardé de le franchir, et quand il se permet une critique sur les institutions politiques ou les lois, elle ne porte que sur des détails, elle n'atteint que les actes et non les principes de l'autorité. Comme il est de mode parmi les Dijonnais, il proclame à chaque instant qu'il écrit pour accomplir son devoir de citoyen, mais le devoir d'un citoyen ne consiste à ses yeux qu'à servir l'Etat, qu'à éclairer ceux qui le gouvernent sur les besoins de leurs peuples, qu'à multiplier dans le pays la richesse et le bien-être.

Historien cependant, il avait préparé un résumé de la grande *Histoire de Bourgogne* par Dom Plancher. M. Mille le devança et produisit avant lui un *Abrégé chronologique de l'histoire civile, ecclésiastique et littéraire* de Bourgogne. Bégouillet se contenta de faire paraître un *Précis analytique du premier volume de M. Mille*. On lui doit encore, pour ne citer que ses premiers ouvrages et les plus importants, l'*Histoire de la guerre des Deux Bourgognes* et celle de la commune de Dijon. Avouons-le sans détours, il n'apporte pas grand chose de nouveau. La plupart du temps il reproduit, il compile les travaux des bénédictins ou ceux des humanistes qui l'ont précédé. Mais tout en innovant beaucoup moins qu'il ne le croyait il est conduit par un esprit nouveau (1). Avant lui, on explorait les chartes, on rassemblait les documents, on élucidait des détails pour la satisfaction des archéologues, cependant que l'aridité des développements jointe au peu d'étendue des sujets rendait les ouvrages des savants d'un accès difficile aux profanes. Désormais, le public avait appris à l'école des Voltaire et des Montesquieu à souhaiter des histoires simples et d'une lecture attrayante. Le progrès des intelligences faisait qu'on voulait raisonner là où jadis on se bornait à raconter; le déclin de l'érudition faisait désirer des traités d'ensemble dont on se passait sans peine autrefois. Jadis quand ils disputaient sur des dates ou des circonstances particulières, tous les robins connaissaient dans sa généralité l'histoire de leur patrie. Depuis que le public auquel on s'adresse comprend surtout une petite bourgeoisie pauvre en savoir, pauvre en loisirs, et pauvre en livres, que la curiosité se disperse sur un plus grand nombre d'objets, les vulgarisateurs rencontrent plus de succès que les érudits. Or, Bégouillet s'entend à vulgariser; négligeant les discussions oiseuses, il résume, il simplifie, il anime, en même temps qu'il se pique de féconder son récit par l'esprit philosophique.

Il faut l'entendre parler avec dédain ou presque « de la volumineuse compilation de Dom Plancher » (2). Jadis on ne recherchait que des faits et aussi nombreux qu'il se pouvait. Si l'on attendait de l'histoire un bénéfice, c'était la justification des privilèges derrière lesquels le clergé abritait

(1) On voit par une lettre publiée par M. Foisset (*Correspondance de Voltaire et du Président de Brosses*, p. 387), que Voltaire avait lu et estimait au moins en apparence les ouvrages de Bégouillet.

(2) *Précis analytique du premier volume de l'histoire de M. Mille*, p. 30.

ses revenus et la haute robe sa domination égoïste. Bégouillet n'aime que les grands sujets; il éprouve « du dégoût pour le vuide que laissent les histoires particulières jusqu'à la réunion des diverses souverainetés à la couronne » (1). « Jusque vers le milieu de la troisième race, ajoute-t-il, l'histoire de France n'est qu'une compilation sèche de faits isolés qui tiennent peu au corps principal de l'histoire générale, et l'on ne peut espérer d'en avoir une intéressante qu'après que chaque province particulière aura donné la sienne, et qu'un génie aura rassemblé ces divers matériaux pour en faire un tout bien ordonné » (2). En attendant qu'un maître ouvrier prenne la direction de cette encyclopédie de l'histoire de France, Bégouillet n'oublie pas qu'il lui prépare les voies, et jusque dans les petits sujets, il s'efforce de voir grand. Le récit de l'invasion de Gallas en 1636, il veut l'insérer dans une grande histoire des rapports entre les deux Bourgognes, et cette histoire même ne sera qu'un épisode d'une longue lutte entre les maisons de France et d'Autriche. « L'histoire des dernières guerres de Bourgogne sous les règnes de Louis XIII et de Louis XIV, intéressante par elle-même et fameuse par des actions d'éclat, dignes de passer à la postérité, devient encore plus curieuse, si on la regarde comme l'époque de la chute de l'ancienne maison d'Autriche dont l'ambition n'aspirait pas moins qu'à la monarchie universelle de l'Europe » (3). Après s'être proposé seulement de traduire le récit latin de de La Mare, non seulement Bégouillet complète, mais il agrandit; d'un sujet dont ses devanciers faisaient toute une tragédie, il ne fait qu'un acte d'une tragédie plus ample.

Sans doute, dans l'exécution il se montre moins original que dans ses projets et souvent s'arrête au détail, du moins est-il sûr qu'il rêvait d'une histoire qui fût en même temps qu'une narration vivante une explication : « De tous les genres de littérature, écrit-il, le plus intéressant sans doute, et le plus difficile à remplir, c'est l'histoire. En effet, pour mériter l'approbation générale un écrivain doit également éviter la sécheresse des annalistes et la prolixité des réflexions ; il doit surtout s'attacher à ne rapporter que les faits les plus constatés en y joignant des dates précises et des autorités, et

(1) Ibid., p. 3.

(2) Ibid., p. 4.

(3) BÉGUILLET. *Histoire des guerres des Deux Bourgognes*, préface p. xliij.

en discutant, par la critique la plus sévère, ceux qui ne portent pas le même caractère de vérité. La description des lieux, dont il fait mention, est également de son ressort ; en nous instruisant des faits qui s'y sont passés, il doit aussi faire connaître leur situation, ce qu'ils étaient autrefois, ce qu'ils sont aujourd'hui ; mais si ces détails sont intéressants pour ses lecteurs, il doit encore fixer leur attention sur les usages, les lois, les mœurs, sur la chaîne enfin qui les lie aux événements, sans en faire perdre le fil. Sa tâche ne serait pas même exactement remplie, s'il se bornait à ces objets, il doit aussi nous faire connaître les savants et les hommes illustres qui ont honoré leur patrie, et nous donner une idée de leurs productions. Enfin, l'esprit philosophique qui règne aujourd'hui le met dans la nécessité d'approfondir les causes les plus cachées des événements dont il nous trace l'histoire, et de répandre dans le récit des faits ou des anecdotes cette variété qui ne peut manquer de plaire à l'esprit en l'instruisant » (1). Nous ne discutons pas si Bégouillet a rempli ce programme ; ces soucis littéraires, ce goût des raisonnements, cet effort pour expliquer, pour découvrir l'action réciproque des mœurs et des événements, pour parler des grands hommes aussi bien que des héros, pour suivre à travers l'histoire d'une province celle d'une nation, celle même de la civilisation, tout ce travail de l'intelligence, l'humanisme l'avait ignoré. On voit assez où Bégouillet a trouvé ses maîtres ; il rêvait de refaire l'œuvre de Plancher et des de La Mare avec un esprit tout nourri de Voltaire (2).

Non seulement négligeant d'éclaircir les détails sans conséquence, il retient de l'histoire de Bourgogne cela seulement qui éclaire l'histoire de la France et de l'humanité, qui par exemple nous fait apercevoir l'origine de la féodalité, mais à l'occasion il juge les institutions et les hommes. Timoré comme le sont tous les bourgeois, il célèbre l'action bienfaisante du christianisme et trouve une justification de la mainmorte. Les classes moyennes s'accommodent de l'état des choses, elles n'ont appris encore qu'à raisonner sur l'ordre politique ou social, mais elles emploient leurs raisonnements plus volon-

(1) *Précis de l'histoire de M. Mille*, p. 2.

(2) Cf. *Description de Bourgogne*, I, 183, parlant du costume et des usages : « Ces détails ne paraîtront pas minutieux à ceux qui savent qu'il n'est rien de petit quand il est question de rechercher les usages d'un peuple. Tout ce qui a rapport à l'instruction des hommes doit être dit... ».

tiers à le soutenir qu'à le renverser. Cependant déjà les critiques se font jour : le clergé s'est dispensé des impôts qu'il payait sous Charlemagne (1) ; le fanatisme a causé le massacre de la Saint-Barthélemy « la honte de la nation » (2), et le « parricide commis en la personne sacrée de Henri III » (3). Mais où surtout Bégouillet nous apparaît comme le représentant de son siècle, c'est en ce qu'il croit au progrès et qu'il juge le présent meilleur que le passé. Malgré les vertus natives des barbares gaulois ou burgondes, il ne dissimule pas ses préférences pour les sociétés policées, pour celles-là surtout où fleurissent la littérature et les arts. À mesure que les siècles avancent dans leur cours, apparaissent des lois plus douces, des usages plus raisonnables, plus d'éclat dans les lettres, plus de commodité dans l'existence, plus d'humanité dans les âmes. Au moyen âge, les nobles « poursuivaient souvent dans la campagne les paysans et les laboureurs désarmés et les taillaient en pièces par délassement... Des mœurs si féroces étaient le fruit amer de l'ignorance qui couvrait presque toute l'Europe... L'agriculture découragée par l'incertitude des possessions et la faiblesse des récoltes était sans principes et languissait partout » (4). À mesure qu'on approche de l'époque moderne, l'ordre s'établit, les souverainetés particulières s'effacent devant l'autorité du prince, les lumières succèdent à la barbarie et la condition des personnes s'adoucit. Le tiers-état prend sa place dans la nation, « la Bourgogne étant pays d'Etats dès la première race des Ducs, ils avaient su respecter les droits de la nature, rendre justice aux citoyens utiles et les compter pour des hommes. Le peuple, trop longtemps dans la servitude, était admis dans les délibérations avec le clergé et la noblesse ; de ce concours des trois différents corps de l'Etat, il résultait un grand bien pour la nation » (5). Bégouillet suivait les sentiments de sa classe. Nullement révolutionnaire, respectueux de l'Eglise, fidèle sujet du monarque, il accepte même les privilèges à condition que l'injustice n'en apparaisse pas trop criante. Mais il n'admet point que les privilégiés s'exceptent du droit commun, évitent les charges et les impôts, oppriment le peuple, et quand il voit un bourgeois arri-

(1) *Description de Bourgogne*, I, 114.

(2) *Ibid.*, I, 279.

(3) *Ibid.*, I, 281.

(4) *Ibid.*, I, 137.

(5) *Ibid.*, I, 250.

ver aux honneurs, il s'en félicite. Il n'oublie jamais qu'il est d'abord citoyen français et l'intérêt de la France prime toujours à ses yeux celui de la province. Son dévouement à la monarchie ne l'empêche pas d'approuver que les droits du peuple puissent limiter l'arbitraire du despote, mais il est surtout de son siècle par sa foi dans le progrès, dans le progrès des sciences et des arts en particulier.

Il travailla lui-même au bien-être de ses concitoyens ; sa bienfaisance se manifestait par son zèle pour la prospérité publique. Dans les provinces, pour un penseur qui s'occupe de réformer l'Etat, on en rencontre dix, peut-être cent qui n'ont en vue que d'accroître la richesse du pays. Ce que la bourgeoisie supportait avec le plus de peine, c'était le rendement médiocre des terres et les méthodes qui en étaient la cause. Les lois imposaient aux propriétaires de laisser un an sur trois leurs champs en jachères, les paysans et les seigneurs des latifundia apercevaient peut-être la nécessité ou tout au moins les raisons de ce règlement ; l'élite de la classe moyenne, toute composée de citadins, souhaitait une réforme. Aux Etats, Varenne demandait une modification des coutumes ; devant l'opinion, l'Académie de Dijon interrogeait les agronomes sur l'utilité de l'assolement. Son invitation arracha Béguillet à ses labeurs silencieux et le conduisit à publier en 1768 une dissertation latine « *de principiis vegetationis et agriculturae et de causis triplicis culturae in Burgundia disquisitio physica* ».

C'est l'œuvre d'un bavard nourri de Cicéron, élégant dans son style, tout farci de citations ; c'est l'œuvre aussi d'un savant qui, de Pline jusqu'à Buffon, a fréquenté les naturalistes, d'un homme familier avec la terre et ceux qui l'habitent, familier même avec le langage rustique dont quelques termes viennent s'égarer parmi le latin de sa dissertation. C'est même l'œuvre d'un philosophe, car Béguillet commence son livre par un éloge où il démontre que l'agriculture nourrit les hommes, qu'elle a fait naître la propriété, les lois et les arts, qu'elle a fait jeter les fondements des mathématiques, de la géométrie, de l'astronomie, qu'elle a fait inventer la monnaie, l'écriture et jusqu'à la parole, qu'elle fait sentir aux hommes l'existence de la Providence et germer le sentiment religieux, qu'elle entretient la pureté des mœurs en même temps qu'elle favorise les familles nombreuses et qu'en un mot on peut tenir pour vérité le proverbe *omne malum*

ab urbe (1). Déclamations qui se proposaient pour objet d'enseigner aux citadins le respect de l'homme des champs, mais qui sans doute ne concernaient que de loin l'assollement des terres en Bourgogne. Béguillet en vient à son sujet seulement dans la seconde partie de son livre, quand il aborde les chapitres de l'histoire naturelle, sur lesquels doit se fonder une science raisonnée de l'agriculture.

La botanique nous enseigne que le grain contient d'une part un cotylédon lactescent, de l'autre des germes vivants : c'est un œuf végétal. La chaleur du soleil met en mouvement le germe, qui se nourrit d'abord avec le lait du cotylédon, pousse ses racines dans la terre et en puise le suc grâce à la circulation de la sève. Il le digère et l'assimile comme ferait un animal de sa nourriture, et la plante en grandissant produit les feuilles par où elle respire, et pour finir l'épi qui sert à la reproduction. La botanique nous fait ainsi comprendre les raisons d'usages depuis longtemps pratiqués : semer des grains de l'année comme on donne à couvrir des œufs frais, semer des grains issus d'épis robustes, préparer par le labour la pénétration des racines (2). Mais il ne suffit pas de connaître la plante, il faut encore considérer la nature du sol où elle se nourrit ; nous voilà conduits à l'analyse chimique des terrains, et même au delà, jusqu'à l'explication de la nature physique du monde. Le « philosophe le plus ingénieux » suppose que les planètes sont des fragments du soleil entraînés par une comète ; Béguillet se tient au récit de Moïse. Mais un principe est hors de doute ; la terre contient deux éléments : une matière vitrescible et inerte, d'autre part des particules organiques, une terre adamique dont fut formé le premier homme, dont naît tout ce qui vit, en laquelle retourne tout ce qui meurt. Ces molécules organiques circulent, emportées par les eaux ; plus un sol en contient, plus il est riche ; il devient fécond s'il reçoit en outre la chaleur nécessaire au développement de l'œuf végétal. La craie sera fertile parce qu'elle est formée de coquillages ; l'argile qui retient les eaux retiendra aussi beaucoup de terre adamique ; mais comme l'excès d'humidité la refroidit, il faudra la réchauffer par des fumures et par des labours ; le sable sera stérile parce qu'il est perméable, on peut l'amender avec de l'argile. Au reste, la position des terres n'est pas moins impor-

(1) *De Principiis agriculturæ*, 1^{re} partie.

(2) *Ibid.*, p. 53 (Corollaria).

tante que leur composition. Dans les plaines de Bourgogne, les eaux amènent les particules arrachées aux montagnes; au pied des hauteurs se déposent le sable et l'argile, plus loin le limon formé de terre adamique. Là le sol est fécond et produirait sans relâche si la maletoste et l'ignorance n'étouffaient du même nœud l'agriculture, l'industrie et le commerce, si les administrateurs de la province desséchaient les marécages. La montagne, au contraire, dépouillée de ses molécules organiques, est pauvre et stérile. Des forêts la couvraient jadis qui ont été ruinées et qu'il faudrait rétablir, quitte à donner le terrain aux particuliers qui voudraient le planter, ou qui, à défaut d'arbres, y sèmeraient du raygrass et du sainfoin.

Dans la quatrième et dernière partie de son livre, Béguillet tire les conséquences pratiques des principes qu'il a établis. Le blé épuisant la terre, le même sol ne peut en produire tous les ans, de là les divers systèmes d'assolement. Dans les plaines grasses, où l'eau accumule la terre adamique, près des villes dont les ordures fournissent des particules fécondes, on récolte du blé une année sur deux et cette récolte n'épuise que la surface. La seconde année on sème des plantes à racines profondes. Dans les territoires moins riches, on divise les champs en trois régions ou saisons; l'une pour les froments d'hiver, la seconde pour les froments de mars, la troisième est laissée en jachère. Là où abondent les bœufs, on distingue seulement deux saisons, l'une qu'on sème en blé, et l'autre qu'on laisse reposer. C'était la pratique que recommandaient les anciens; la raison et l'expérience nous prouvent qu'en Bourgogne un mauvais système d'assolement rend si médiocre le rendement des terres. On trouvera peut-être que pour arriver à cette conclusion, point n'était besoin de faire intervenir Tournefort et Buffon, la botanique et la chimie, les systèmes sur la croissance des plantes et la classification des graminées. On s'étonnera peut-être qu'un raisonnement fondé sur des erreurs théoriques aboutisse pour la pratique à des conseils fort sages. Béguillet prodigue la science pour ne s'en guère servir. A quoi bon l'analyse chimique du sol pour découvrir à la fin qu'il faut laisser reposer les champs? Ici le savoir ne guide pas l'action, il la justifie et l'explique sans guère ajouter aux leçons de Virgile et de Columelle, ni peut-être à l'expérience des cultivateurs avisés. Mais à défaut du résultat, l'effort mérite d'être considéré: nous sommes à une époque qui veut émanciper les arts de leur routine, cher-

cher les raisons de leurs procédés dans les découvertes des savants, où de l'*Histoire Naturelle* de Buffon naît une science agronomique.

Cette science s'est formée la plus haute idée d'elle-même et de sa mission: « L'homme qui travaille et le magistrat qui gouverne ont un besoin continuel de l'homme qui pense. Le premier, sans théorie, ne suit que les règles incertaines d'une aveugle routine, et l'autre, sans principe ni connaissance des arts, accablé par les détails de forme et de moyens, perd de vue l'objet capital de son devoir, qui consiste à rendre ses sujets heureux » (1). Pour guider l'un et l'autre, il faut qu'« une société de philosophes éclairés, uniquement livrée à l'étude de la science économique, s'attache avec assiduité et sans relâche à former un corps de doctrine déterminé et complet qui expose avec évidence le droit naturel des hommes, l'ordre naturel de la société et les lois naturelles les plus avantageuses possibles aux hommes réunis en société » (2). Economiste avant tout, Béguellet ne s'occupait pas de critiquer les institutions, mais, par une voie indirecte, il intervenait dans la politique. Car fidèle serviteur de la monarchie, il rêve d'un despotisme intelligent qui travaille au bien-être des peuples en se réglant sur les vues des hommes de science et des penseurs. Où trouvera-t-on, au moins en ce qui regarde l'agriculture, ces donneurs de bons conseils? « Les physiciens, les chimistes, les naturalistes, les botanistes, les observateurs, les sociétés d'agriculture et même les académies et les sociétés littéraires, tout le monde en un mot concourt à éclairer les pratiques de l'agriculture dont l'étude est aussi curieuse qu'amusante et fait aujourd'hui les délices de la plupart des gens instruits (3). » Autrement dit, la science agricole est le domaine des théoriciens de la bourgeoisie, des amateurs qui présentent des mémoires aux académies et suivent les cours de botanique et de chimie. Au prince, ils tracent pour ainsi dire ses devoirs; au peuple, ils s'offrent comme des guides naturels, car ils n'espèrent le progrès des masses que dans la mesure où elles sont conduites par une élite: « Les paysans ne sont point assez instruits; aucun d'eux n'est assez physicien pour se diriger dans la pratique de leur art, ni assez botaniste pour connaître les plantes qu'il cultive, leurs espè-

(1) BÉGUILLET. *Oenologie*. Préface I.

(2) Ibid. Préface I.

(3) Ibid. Préface II.

ces, et celles dont la culture pourrait leur être plus profitable; quoi qu'en disent certains auteurs, il s'en faut beaucoup qu'ils aient toute la théorie nécessaire pour exercer leur art sublime (1). » Entre les savants voués à l'étude, et d'autre part les artisans ou les magistrats tournés seulement vers l'action, la bourgeoisie éclairée s'offre comme une intermédiaire qui vulgarise la science, qui la rend pratique, qui la fait sortir des laboratoires et des cabinets pour le bien-être des hommes et l'utilité de l'Etat.

Bien entendu, au-dessus de tous les arts, nous placerons l'agriculture. Elle seule donne la véritable richesse. L'or et l'argent « l'objet de la cupidité et la source de tous nos maux, peuvent être aisément remplacés par des représentations arbitraires, comme des billets d'Etat ou de monnaie ou d'autres signes qui auraient cours dans le commerce » (2). Quelque vingt ans plus tard, le souhait de Béguellet devait être comblé par l'invention des assignats. Par contre, « l'agriculture dans toutes ses branches doit être le premier objet du législateur dans un pays agricole et fertile, mais que sert la fertilité du sol si les cultivateurs sont ignorants; et d'un autre côté à quoi leur servirait l'instruction et la science, s'ils sont privés des moyens de mettre leurs terres en valeur, si la misère les chasse des campagnes et si les douceurs attachées à l'exercice des arts de luxe les attirent dans les villes. Il faut donc joindre à la fertilité du sol les lumières de l'instruction et les secours d'une législation favorable » (3). Or, en France le sol est fertile, mais autant on a créé d'écoles pour les connaissances inutiles, pour l'histoire, pour la poésie, pour les langues, pour les études « réservées pour le petit nombre de ceux qu'une fortune aisée dispense d'un travail manuel et journalier » (4), autant on a négligé d'instruire les paysans, journaliers ou petits propriétaires, « les deux classes d'hommes qui fournissent les soldats, les artistes, les commerçants et tous les hommes utiles à l'Etat » (5). Seul Louis le Bien-aimé a fait beaucoup pour leur éducation, moins pourtant qu'il ne reste à faire. Les lois, d'autre part, sont encore imparfaites et pour n'en citer qu'un exemple, « si le débit du sel

(1) Ibid. Préface VIII.

(2) Ibid. Préface V.

(3) Ibid. Préface VI.

(4) Ibid. Préface IX.

(5) Ibid. Préface IX.

était libre en France, le commerce de la salaison des viandes et des poissons, si utiles à la consommation du petit peuple, y centuplerait » (1).

A quoi tend cette dissertation? A préfacer un traité d'oénologie publié par Béguillet pour répondre à un sujet de concours qu'avait proposé l'Académie de Metz « sur la meilleure manière de faire et de gouverner les vins du pays messin ». C'était beaucoup de sauce pour un maigre poisson, mais en réalité ce discours servait d'avertissement à une grande histoire naturelle de la vigne (2) que préparait Béguillet, et nous voyons qu'en effet il fonde sur des théories générales les conseils qu'il donne aux vigneronns lorrains. Pourquoi tant de sollicitude à l'égard d'une culture inutile en apparence à la prospérité des Etats? C'est qu'autant et mieux que toute autre elle procure les véritables richesses, celles qui sont « la base de la population, du commerce et de la puissance des Etats, parce qu'elles sont le soutien nécessaire de la vie de l'homme et la cause unique de leur grande multiplication » (3). « Comme l'a si bien démontré l'illustre ami des hommes, c'est une conséquence nécessaire qu'il est de l'intérêt du gouvernement d'encourager la culture de la vigne par tous les moyens possibles, parce qu'elle se fait à bras et qu'elle emploie un plus grand nombre d'hommes endurcis aux fatigues de la terre que toutes les autres cultures ensemble. Cette vérité politique est en même temps une vérité de fait. L'immortel auteur de l'*Esprit des Lois* observe, livre 23, ch. 14, qu'on s'est souvent plaint en Angleterre que l'augmentation des pâturages diminuait le nombre des habitants, tandis qu'en France la grande quantité des vignobles est une des principales causes de la multitude des hommes » (4). D'autre part, les vins sont un objet de commerce et une source de richesse. Que les Anglais privent la France de toutes ses colonies, de tout son commerce maritime, par l'agriculture elle se nour-

(1) Ibid. Préface XIX.

(2) On ne sait ce qu'est devenue cette histoire naturelle dont Béguillet parle en ces termes dans son *Oénologie*: « La modicité de ma fortune et la petitesse de mes moyens ne me permettent pas de me charger des frais d'impression d'un ouvrage aussi considérable, qui demanderait des caries, des gravures et de la dépense. Il y a trois ans que j'en ai remis la première partie à un libraire, et j'ignore ce qui en retarde aujourd'hui l'impression ».

(3) BÉGUILLET, *Oénologie*. Préface VI.

(4) BÉGUILLET, *Oénologie*. Préface XVI. Nous avons remarqué précédemment l'analogie entre les doctrines économiques du Président de Brosses et celles de Béguillet.

rirait elle-même, et en vendant ses vins au dehors, elle drainerait l'or de l'étranger. « Notre peuple agricole aurait alors de quoi subvenir aux charges de l'Etat, à sa subsistance personnelle, à l'entretien de sa famille, et l'on verrait peut-être alors se réaliser ce souhait si touchant du Père des Bourbons, que tout Français misérable ou sensible ne peut se rappeler sans verser des larmes sur son sort (1). » Paroles d'un citoyen épris du bien public et de la grandeur de son pays ! Béguillet est de cette école aux yeux de qui toute richesse vient de la terre, qui dans la lutte économique et politique de la France et de l'Angleterre rêve de mettre la France en état de se suffire, la prépare à soutenir en paix comme en guerre une sorte de blocus. Certes, il n'avait pas inventé sa doctrine, mais il est curieux qu'à l'époque où nous sommes, on ne saurait indiquer la recette pour faire le vin sans croire qu'on s'acquitte d'une sorte de sacerdoce et d'un devoir national.

Ayant étudié en détail le traité d'agriculture de Béguillet, il est inutile que nous nous arrêtions davantage à son *Œnologie* ; la méthode d'exposition ne varie guère. D'abord un discours sur la vigne et sur son histoire depuis les temps légendaires de Bacchus et de Noé ; un autre sur la place que les botanistes ont assignée à la vigne dans leurs classifications, une description des différentes espèces de vignes et de leurs propriétés ; enfin l'anatomie de la plante. De ces prémisses l'auteur conclut qu'on peut récolter à Metz d'aussi bons vins qu'en Champagne et qu'en Bourgogne à condition de choisir les plants qui conviennent au terrain. Quant aux procédés de vinification, la chimie nous permet de reconnaître quels sont les meilleurs. Dans son *œnologie*, comme dans son *de agricultura*, Béguillet donne d'excellents conseils, mais ce sont des conseils qu'il tient de l'expérience des vigneron, qui ne diffèrent pas beaucoup de ceux que donnait Philibert Collet et qui renferment les mêmes erreurs. Mais Collet illustre son expérience pratique par l'érudition, par des citations d'Athénée, Béguillet fait appel aux sciences. Certes il semble bien que l'histoire naturelle et la chimie surtout ne paraissent que comme des ornements. Du moins une science agronomique est née en Bourgogne (2), une science qui se

(1) Ibid. Préface XXXI.

(2) Béguillet s'était occupé de toutes les branches de l'agriculture. Sur l'ordre des Etats de Bourgogne, il avait entrepris ses *Recherches sur les moyens de perfectionner les laines et les manufactures en Bourgogne et sur la multiplication des troupeaux à laine fine*.

cherche, qui tâche d'assembler ses éléments, de concilier et de fondre les vues théoriques avec les recettes pratiques, une science orgueilleuse dès le berceau et qui se présente d'emblée comme le principal soutien de l'Etat.

On sait que Béguillet se distingua surtout comme économiste, nous nous abstenons cependant de résumer des ouvrages qui firent sa célébrité, son *Discours envoyé à l'Académie de Lyon sur les moyens d'approvisionner cette grande ville et de moudre les grains nécessaires à la subsistance de ses habitants* (1769), ses *Mémoires sur les avantages de la mouture économique et du commerce des farines en détail pour prévenir les disettes* (1769) (1), sa *Dissertation sur les maladies des grains et les blés ergotés* (1772), son *Manuel du meunier et du charpentier de moulins économiques* (1775), enfin son *Traité général des subsistances et des grains qui servent à la nourriture de l'homme, du mécanisme et de la construction de toutes sortes de moulins et du nouvel art de moudre les grains par économie* (1775 et 1779) (2). Ces ouvrages abondent en détails techniques qu'il est impossible d'abrégier; le dernier toutefois nous semble contenir la matière de presque tous les autres. Béguillet traite d'abord des grains, des différentes qualités qu'ils tiennent du terroir ou du climat ou de la culture, et des caractères auxquels on reconnaît leurs qualités. Il enseigne aussi l'art de les conserver, préconise la création de greniers d'abondance, la libre circulation des blés à travers le royaume et l'interdiction de les exporter au dehors. Il étudie même leur prix sur les différents marchés, leur cours sur le marché de Paris de 1714 à 1763, examine les causes de ses variations, discute les édits qui réglementent leur circulation. Dans une seconde partie, il décrit en détail les machines qui servent à la mouture et l'art de les construire; il expose les principes pour opérer la mouture par économie, les avantages qu'elle procure, enfin, se rappelant son métier d'avocat, il rassemble dans un article séparé tous les règlements soit de la législation, soit de la police, soit du droit coutumier concernant la meunerie et le droit seigneurial des moulins. « L'ouvrage est terminé par un traité complet des farines de diverses sortes, où l'on donne

(1) Présentés aux Etats de Bourgogne.

(2) En 1779, Béguillet résuma ses théories dans un « *Précis analytique du Traité général des grains et de la mouture économique* » imprimé par ordre du gouvernement, Paris Prault. C'est à ce précis que nous empruntons nos citations.

l'analyse de cette substance alimentaire; celle de tous les corps qui la fournissent, ses qualités, ses usages (1). » On y explique comment la terre nourrissant les animaux par l'intermédiaire du règne végétal, nous vivons d'une substance muqueuse qui s'élabore dans les plantes, et qui, desséchée, mêlée à une espèce de terre analogue à l'amidon ou à la fécule de certaines racines, devient le corps farineux. Beaucoup de végétaux renferment des quantités importantes de ce corps farineux et peuvent fournir un aliment en cas de disette, le froment en contient davantage et de meilleure qualité. La farine de froment est composée de quatre substances, l'une glutineuse, l'autre syrupeuse, la troisième amylacée, la quatrième fibreuse, et la proportion où elles sont mélangées produit les différentes sortes de farines. L'analyse chimique des farines nous permet de découvrir le moyen de les conserver; la possibilité de les conserver permettra d'en faire un objet de commerce. Autant l'exportation des grains présente d'inconvénients, autant on trouvera d'avantage dans l'exportation des farines obtenues par la mouture économique. Comme de toute façon il n'en sortira que très peu, « c'est-à-dire seulement le superfin », on n'aura pas de famine à redouter; d'autre part cette vente laisse dans le pays « un prix de main-d'œuvre considérable » (2). Mais surtout « le commerce intérieur des farines économiques réunit autant d'avantages que l'extérieur apporte de bénéfices » (3). « Le commerce en détail des farines économiques serait (s'il était encouragé) la sauvegarde de l'égalité du prix des grains. » Qu'on favorise la mouture économique et la circulation des farines, on rendra les approvisionnements constants et les cours réguliers. Au lieu que les particuliers font aujourd'hui moudre leurs grains à grands frais et mal dans de mauvais moulins, les grandes entreprises de meunerie moudront à moindre prix et en laissant moins perdre de marchandise; elles moudront par grosses quantités des farines propres à être conservées et transportées, et leur concurrence empêchera « les abus du monopole et les dangereuses spéculations des capitalistes qui travaillent sur les grains, et qui jettent habilement l'épouvante sur la rareté de la denrée qu'ils ont occa-

(1) BÉGUILLET : *Précis*, p. 27.

(2) *Ibid.*, 39.

(3) *Ibid.*, 40.

sionnée, afin de profiter de la hausse subite qu'ils donnent au prix des grains par cette adresse frauduleuse » (1).

On aperçoit sans peine le lien étroit qui unit les ouvrages de Béguillet comme les parties d'un ensemble unique. D'une part il s'efforce d'éclairer l'agriculture pour accroître le rendement des terres, de l'autre, il préconise la mouture économique, c'est-à-dire, pour employer un terme moderne, une meunerie industrialisée. Que les paysans produisent le grain en plus grande quantité, et les meuniers la farine, on évitera la disette, les émeutes qu'elle suscite, et le pays se suffira à lui-même. Au gouvernement, on ne demandera que des routes et des canaux pour faciliter le transport des marchandises, et des lois qui libèrent le commerce de toutes les entraves. L'abondance des produits et la concurrence entre les producteurs réduiront les prix jusqu'à leur extrême limite. Ainsi comprise, l'œuvre de Béguillet nous apparaît comme un système vaste et complet et qui porte l'empreinte de l'esprit bourgeois. Il serait difficile d'y retrouver la moindre trace des études ou des préjugés aristocratiques. Les sciences modernes en fournissent la matière, celles surtout que les Dijonnais cultivent de préférence, l'histoire naturelle et la chimie où ils ont pour premiers guides un Buffon et un Guyton de Morveau. Mais aux vues théoriques s'ajoute l'expérience; Béguillet a interrogé des cultivateurs, des vigneron et des meuniers; il sait comment on fait le vin, comment on laboure un champ, comment on charpente un moulin; non moins que les sciences, il connaît les arts, et même observateur plus que théoricien, il ne se fie aux raisonnements que dans la mesure où ils justifient les pratiques des gens de métier. Esprit utilitaire, dévoué à la patrie plus qu'à l'humanité en général, il croit au progrès et s'en fait l'ouvrier, mais à un progrès tout matériel et pour ainsi dire immédiat. Loin de lui la pensée de bouleverser le régime; que le roi crée des écoles d'agriculture, qu'il autorise la circulation des grains, qu'il encourage la construction des moulins, il aura réalisé tous les vœux de Béguillet. Dans tout cela, nulle hardiesse philosophique; comme toute la bourgeoisie provinciale, Béguillet n'a vu de l'Encyclopédie qu'un seul côté; un tableau général des arts, une revue des sciences utiles et c'est dans cet esprit qu'ayant en somme

(1) Ibid., 42.

composé une Encyclopédie des grains il résuma ses idées dans quelques articles du *Supplément à l'Encyclopédie*.

Il songe si peu à une révolution qu'il est pour ainsi dire au service du gouvernement. La mouture économique, c'est-à-dire l'emploi de machines qui permettent de moudre le grain plusieurs fois, était depuis longtemps pratiquée en secret par les fariniers de Paris. Le contrôleur général Bertin et ses successeurs après lui entreprirent de généraliser ces procédés avantageux (1); ils favorisèrent la construction de moulins économiques à Dijon et ailleurs, ils mirent tout en œuvre pour intéresser l'opinion à la réforme qu'ils avaient entreprise. Jusqu'alors Bégouillet avait composé une foule d'ouvrages qu'il gardait dans ses portefeuilles par manque d'argent pour les imprimer. Tous ses mémoires sur l'agriculture, sur le commerce des grains, sur la meunerie furent édités par ordre et aux frais du Gouvernement. Sans passions politiques, ce petit bourgeois ne désire que le bien-être du peuple et la richesse de l'Etat, en même temps que la réhabilitation des classes laborieuses et de leurs travaux. « Depuis les ravages des Normands et l'anarchie introduite par le régime féodal, la nation devenue esclave des nobles, des ecclésiastiques et des seigneurs de fiefs, perdit tout esprit de propriété et tomba dans l'état d'ignorance et d'abrutissement, dont on voit les tristes effets dans l'histoire » (2). De cette servitude ancienne subsistent le mépris où l'on tient les paysans et la frivolité que les étrangers reprochent aux Français. « Au lieu d'un peuple agricole et marchand, que la culture, le commerce et les arts utiles pourraient enrichir et rendre heureux, on ne voit dans les campagnes que des esclaves exténués de travaux, courbés sous le faix des impôts et des besoins les plus urgents, et hors d'état de faire à la terre les avances qu'elle exige pour les rendre avec usure. Si des campagnes on rentre dans les villes, on n'y trouve que des littérateurs, des poètes, des peintres, des musiciens, des danseurs, des comédiens et des charlatans de toute espèce, sans parler de cette multitude innombrable de gens, que la domesticité et l'art funeste de la chicane enlèvent à la culture ». (3) « ...Dans un Etat... où les deux tiers de la nation travaillent sans cesse pour l'autre tiers; dans un Etat où tous les moyens sont concentrés entre

(1) Cf. *ibid.*, p. 14 et *passim*.

(2) *Ibid.*, p. 7.

(3) *Ibid.*, p. 9.

les mains d'un petit nombre d'hommes privilégiés, qui répandent les richesses à leur gré en faveur de ceux qui leur procurent les jouissances de luxe et d'agrément; dans un Etat où les institutions sociales, les mœurs, les préjugés, les arts frivoles, le goût du luxe et des plaisirs, font regarder l'or et les moyens de l'acquérir comme le bonheur suprême; dans un tel Etat, dis-je, on déserte les campagnes, pour se réfugier dans les villes qui s'agrandissent sans cesse et se peuplent aux dépens des premières (1). » Il me semble entendre dans ces paroles comme un écho affaibli de Rousseau; du moins la bourgeoisie ne fait-elle aucun cas ni des arts d'agrément, ni des lettres ni de l'érudition qu'elle ignore; elle hait le luxe des grands; elle rêve d'un Etat où le prince s'éclairerait par les lumières des économistes, où l'on ne rencontrerait ni grandes misères ni grandes fortunes, ni oisifs ni indigents, où tous les sujets exerceraient un art utile, où tous les Français possesseurs de leur petit coin de champ y trouveraient une vie facile et le juste prix de leurs sueurs.

Il est fâcheux que Béguillet n'ait rien publié avant l'âge de près de cinquante ans; on aimerait à suivre l'évolution de sa pensée, à voir les idées s'y former et peu à peu s'agglomérer en système, à voir l'une après l'autre s'effacer les curiosités du passé et naître les soucis nouveaux. Cependant il nous intéresse, non comme un génie créateur, car il rassemble et utilise les inventions d'autrui, car il écrit poussé par des sollicitations étrangères, mais comme le représentant d'une classe sociale. Bourgeois par la condition, il l'est aussi par l'intelligence, par son assiduité à suivre les discussions académiques, par son dévouement à la chose publique, par sa sollicitude à l'égard des humbles, par son renoncement total aux curiosités de l'érudition, par son goût exclusif envers les sciences, et envers des sciences pratiques dont il attend moins des lumières nouvelles que la diffusion de celles qui existent et l'accroissement du bien-être. Tel il fut avec éclat, tels nous apparaissent ses égaux par la condition. Toute la plèbe instruite voue ses efforts au progrès des arts et rêve d'enrichir la province et la France par l'exécution de travaux utiles.

Depuis la fin du dix-septième siècle et même depuis le seizième, on discute à Dijon sur l'utilité d'un canal des deux mers et les avantages des divers tracés proposés par les ingénieurs. Dans les seules années 1764 et 1765, cette discussion

(1) Ibid., p. 4.

n'inspire pas moins de dix mémoires imprimés (1). Des esprits curieux s'intéressent à l'extraction du fer et à l'art de le travailler (2), d'autres aux carrières de la Bourgogne (3), d'autres à l'agriculture (4) ; M. Barberet, délaissant ses recherches sur le tonnerre et la grêle traite de la manière de faire le vin et indique des remèdes aux maladies épidémiques des bestiaux (5). Plus on avance dans le siècle, plus s'étendent le désir des améliorations matérielles et le goût des études utiles ; ils pénètrent jusqu'à l'éducation. L'influence de l'*Emile* y fut peut-être pour quelque chose, ou plutôt le succès de Rousseau vint de ce que ses livres paraissaient à une heure propice, de ce qu'ils apportaient une réponse à des questions que tous les esprits se posaient. D'ailleurs le système de Rousseau semblait peu sensé à une bourgeoisie pratique et qui destinait ses enfants à remplir des charges ou à exercer un métier. Jusqu'à l'expulsion des Jésuites, on se reposait sur eux du soin d'instruire la jeunesse et l'on convenait que depuis plus de deux siècles ils s'en acquittaient à la satisfaction générale. Leur disparition provoqua l'éclosion des systèmes pédagogiques ; entre le départ des anciens régents et l'arrivée des nouveaux, on projetait de réparer la maison et de mettre l'enseignement en accord avec les lumières du siècle. M. l'abbé Deberre a publié quelques-uns des mémoires que suscita la réorganisation de la maison des Godrans (6). En fait, on ne changea pas grand'chose dans les études des écoliers, mais la carrière était désormais ouverte aux théoriciens de la pédagogie (7) ; l'art d'enseigner ayant cessé d'être comme la propriété particulière d'une congrégation, le collège était devenu une institution municipale et les citoyens se faisaient un devoir d'éclairer les magistrats de leurs conseils. A vrai dire ils ne s'accordaient que dans leur sollicitude pour les écoliers, mais non pas dans leurs projets, ils tiraient qui à hue, qui à dia, en sorte que ce fut une chance pour la jeunesse s'ils ne furent guère écoutés. Tandis que d'aucuns préconisent

(1) MILSAND. *Bibliographie*, 8.

(2) Cf. *Etat général des forges et fourneaux en Bourgogne, Mémoire sur les mines et la fabrique du fer en Bourgogne* (1753), ms. 723.

(3) Cf. les mémoires de TALSAND, de VARENNE DE BÉOST.

(4) Cf. *Affiches dijonnaises*, passim.

(5) Cf. FÉVRET DE FONTETTE. *Dict. hist. de la France et Mémoires de l'Académie de Dijon*.

(6) DEBERRE, 299 sqq.

(7) Cf. le traité de Guyton de Morveau de l'éducation publique et le Mémoire de Béguillet.

l'étude de l'histoire, des sciences, des langues vivantes, du français (1), en 1788 encore, d'autres recommandent celle du latin, soutiennent que le français est un jargon et ne saurait avoir de principes certains (2) ; Sabatier, plus timoré que n'avaient été les Jésuites, voudrait substituer au commerce des auteurs païens la pratique de l'Écriture sainte (3). Mais à quelque conclusion qu'on aboutisse, l'incertitude des disputes succède à l'immobilité de jadis. On promène des regards curieux jusque sur les écoles où enseignent les Frères de la Doctrine chrétienne; de toutes parts, et avec des poids différents, on pèse le mérite des pédagogues et des pédagogies. De toutes les œuvres utiles, on convient que la première est d'éclairer les intelligences, on conteste seulement sur le genre de clarté qui les éclairera le mieux.

Dans cet effort pour propager les connaissances, l'académie désormais rénovée se place à la tête de l'opinion publique. Ses travaux se sont élevés loin au-dessus de leur médiocrité de jadis, en même temps que par un recrutement moins étroit la compagnie se peuple d'esprits plus distingués. La médecine reste à l'honneur, mais les médecins ayant cessé de lire leurs cahiers de cours s'aventurent à la poursuite du nouveau et recueillent leurs observations. Ils organisent même un bureau de correspondance où ils rassemblent les documents que de la France entière leur adressent leurs confrères. Richard de Ruffey ayant obtenu qu'aux dissertations morales se substituent les recherches de l'érudition, on continue en Bourgogne à recueillir les monuments de l'antiquité et à démêler les obscurités de l'histoire; mais ces curiosités sont reléguées à la seconde place et la race des érudits se perpétue sans éclat. Une sorte de honte d'ailleurs la pousse à se dissimuler. Quand l'académie propose au concours l'éloge de Saumaise, un sujet si familier jadis aux Dijonnais ne tente plus personne; la compagnie savante « a ouvert en vain le champ de l'honneur, aucun athlète ne s'est présenté à la barrière ». Son secrétaire Maret rédige alors pour la séance publique du 12 mai le discours qu'aucun concurrent n'a voulu écrire, mais il célèbre en Saumaise « un philosophe... qui, par un travail infatigable, a préparé, accéléré les progrès de

(1) Cf. *Affiches dijonnaises* 1777. Le 5 août projet d'un cours d'histoire; le 2 septembre, exposé des théories sur l'éducation du R. P. Bardonnanche.

(2) *Affiches dijonnaises*, janvier 1788.

(3) *Affiches dijonnaises*, 1788, p. 23.

l'esprit humain » (1). Les sciences surtout occupent les intelligences. Si les éclaircissements de l'abbé Léauté n'ont point suffi à rendre Newton populaire, on a concédé aux astronomes la tour du Logis du Roi pour leur servir d'observatoire. C'est là que l'abbé Fabarel vient passer ses nuits; il est vrai, de mauvaises langues racontent qu'il s'y enferme avec des filles et que l'étude de Vénus occupe toute son attention (2). On étudie les lois de la perspective, la génération des champignons, les mœurs du *formica leo*, les différentes espèces de plantes cotonneuses, la fabrication des diamants artificiels; surtout on se jette avec passion vers la chimie qui fait concurrence même à l'histoire naturelle. L'avocat général Guyton de Morveau, disciple de Buffon, mais disciple original, se charge d'exécuter les expériences indiquées par son maître dont il est pour ainsi dire le chimiste attitré (3), un chimiste de mérite (4), et l'un des plus grands en son siècle; il sera de même un des premiers aéronautes. Grands seigneurs ou bourgeois, tous les hommes de la nouvelle génération professent un culte exclusif pour les sciences de la nature; les mémoires de l'académie nous offrent jusqu'à la fin du siècle un tableau de leurs efforts toujours intéressants et souvent fructueux.

Pourtant ce n'est point par les découvertes dont ses membres furent les auteurs que l'académie aura durant le règne de Louis XVI tant d'importance dans la pensée dijonnaise. Quoique cette époque se trouve au delà des bornes que nous avons fixées à notre étude, qu'il nous soit permis de le dire: l'académie fut grande parce qu'elle fut un centre intellectuel, elle fut grande par ses efforts persévérants pour répandre autour d'elle et les connaissances et le goût du savoir, pour vulgariser les inventions utiles au bien-être des hommes. Non seulement elle prend pour sujet de ses mémoires ou de ses concours des questions de médecine, d'hygiène, d'agriculture, de vinification, mais elle enseigne les arts pratiques. Instituée par Pouffier comme une université de sciences, elle s'était d'abord écartée de sa mission scolaire pour se muer en confrérie de médecins. Après 1760, elle revient à sa destination primitive, ou plutôt sans cesser de poursuivre des vérités neuves

(1) *Affiches dijonnaises*, 7 juillet 1778.

(2) LANGE, 165.

(3) Cf. BUFFON, édition Cuvier, III, 337.

(4) On trouvera un catalogue des principales expériences de Guyton de Morveau dans les *Affiches dijonnaises*, 12 mai 1778.

elle s'applique à répandre celles qui sont acquises. C'est à son initiative ou à ses soins que l'on devra la naissance d'une école de dessin, la création d'un jardin botanique, l'ouverture d'un cours de botanique, d'un cours de chimie, d'un cours d'accouchement, d'un cours d'anatomie. Souvent des particuliers ou les autorités de la province font les frais de ces établissements, mais l'académie en voit éclore l'idée première et en dirige les destinées.

Vulgariser la science pour lui recruter des adeptes et d'autre part pour guider les arts mécaniques, voilà le but que Guyton de Morveau assigne au cours de chimie: « on connaîtra bien tout le prix du nouvel établissement, lorsqu'il aura donné à la Province des savants dont le génie essaiera de reculer les bornes des sciences naturelles, des observateurs qui prépareront ces révolutions par des travaux assidus, qui porteront dans les ateliers mécaniques des connaissances pratiques toutes digérées; des artistes qui se distingueront par leurs inventions, par d'heureuses applications des principes qu'ils auront recueillis; des amateurs enfin qui... entretiendront l'émulation, étoufferont les cris envieux de l'ignorance, et répandront de proche en proche le goût de cette étude, et l'intelligence des choses qui nous paraissent aujourd'hui si éloignées de notre portée » (1). La chimie intéresse moins encore en elle-même que par ses rapports « avec tous les arts mécaniques qui ne peuvent être perfectionnés que par les vérités qu'elle leur découvre » (2), avec la médecine, avec l'agriculture, avec la métallurgie. La botanique, dit M. Durande qui s'est chargé de l'enseigner, sert aux agriculteurs, aux médecins, aux apothicaires, et s'il sollicite pour elle l'attention du public c'est à cause des services qu'elle peut rendre (3).

A qui s'adressent ces cours ? Le cours d'anatomie et le cours d'accouchement sont évidemment destinés surtout aux sages-femmes et aux chirurgiens; les autres aussi s'adressent d'abord aux gens de métier mais peut-être davantage encore à toute la bourgeoisie qui pense et qui veut s'instruire. De même que jadis elle se divertissait par l'érudition, Guyton de Morveau espère qu'à l'avenir elle portera sa curiosité sur la nature; il compte sur les expériences des amateurs pour

(1) *Affiches dijonnaises*, 7 mai 1776.

(2) *Ibid.*, 23 janvier 1776.

(3) *Ibid.*, 6 août 1776.

faire avancer la chimie: « Vous nous avez ouï dire à chaque instant: *on ne connaît point, on n'a pas examiné les propriétés de telle combinaison, l'action de tel dissolvant sur telle base*; il ne s'agit donc que de mettre ensemble ces deux corps, d'observer et d'écrire ce qui se passe, pour publier un fait neuf, une vraie découverte. Il y a tant de gens qui passent leur vie à mettre ensemble de l'encre et du papier; ne vaudrait-il pas mieux qu'ils s'appliquent à étudier la Nature, à observer au moins quelques détails à leur portée? (1). » Plus curieux encore le discours que M. Durande adressait aux auditeurs de son cours de botanique: « Vous ne serez jamais réduits au sort de ces sexagénaires qui s'endorment sur un roman peu capable de réveiller en eux des passions éteintes; heureux, dans cet âge avancé, s'ils eussent appris à lire dans le grand livre de la nature, dont les merveilles offrent sans cesse au sage un délassement digne de lui!... La botanique procure au citoyen aisé les moyens de se délasser par des observations utiles, d'améliorer ses fonds par une culture mieux entendue, de faire le bien des habitants de la campagne, en détruisant leurs préjugés, non par des raisonnements qu'ils n'entendent point, mais en faisant extirper sous ses yeux les plantes nuisibles, en cultivant celles qui sont vraiment utiles dans un sol convenable et une exposition analogue à celle où la nature se plaît à les multiplier » (2). Plus encore qu'on ne s'efforçait d'instruire les hommes de l'art, on enseignait les sciences de la nature à la classe aisée pour qu'elle leur consacraît ses loisirs et aidât à leur progrès. Mais surtout comme on savait combien était tenace la routine paysanne, comme on savait le chemin que la science doit parcourir avant d'entrer dans les villages, on espérait éclairer les masses par les lumières de l'élite. Curés, médecins, avocats, gens riches vivant de leurs revenus, toute la bourgeoisie possédait des terres, régnait sur des vassaux, commandait à des fermiers et à des métayers, elle exerçait sur le peuple une tutelle dont elle voulait s'acquitter pour le bien général. Qu'elle ait cherché dans les sciences pratiques un remède contre le désœuvrement, qu'elle se soit intéressée à l'agriculture pour s'enrichir elle-même, nous n'y contredirons pas. Mais si l'académie a tant fait pour la diffusion des connaissances utiles, si le public les a reçues avec tant d'ar-

(1) Ibid., 18 juin 1776.

(2) Ibid., 6 août 1776.

deur, c'est que la bourgeoisie croyait avoir une mission à remplir. Sentant que seule elle pouvait conduire, pressentant peut-être qu'elle gouvernerait un jour les masses enracinées dans leur ignorance, elle rêvait d'enrichir l'Etat, de rendre la patrie plus heureuse et plus forte en développant les arts, en accroissant le bien-être; et non moins qu'elle s'instruisait pour savoir, elle s'instruisait pour instruire.

Dans quelle mesure se répandit la curiosité des sciences, la recherche des perfectionnements agricoles ou industriels, il nous est facile de l'apercevoir dès la fin du règne de Louis XV, quand il existe une presse à Dijon. Les *Affiches dijonnaises* sont un organe bourgeois, et malgré la prudence des rédacteurs, censurent à l'occasion les dérèglements de l'aristocratie, son luxe qui prive de bras l'agriculture, la marine et les arts utiles. (1) Comme leur titre l'indique, on y trouve d'abord l'annonce des biens à vendre, mais elles entretiennent aussi le lecteur des sujets qui peuvent l'intéresser. Elles publient les principales ordonnances du roi et le compte rendu des arrêts prononcés par les Parlements dans les causes douteuses; n'oublions pas que le public comprend en grand nombre des gens de lois obligés par leur profession à se tenir au courant de la législation. Mais la majeure partie du journal est occupée par les sciences. Ou bien on analyse des livres ou bien on reproduit les discours prononcés à l'académie, ou bien on traite du paratonnerre (2), de la vaccination contre la petite vérole, de la caminologie (3), c'est-à-dire de l'art de chauffer les maisons. On indique jour par jour les variations de la température, de la pression atmosphérique, le régime des vents (4). Les lecteurs envoient au journal le résultat de leurs observations et de leurs expériences: celui-ci donne un secret contre la nielle (5), celui-là un autre pour amender les terres (6), tel enseigne à tailler la vigne (7), tel à détruire les charançons (8), tel à fouler les raisins (9). Guyton de Morveau explique comment on arme les poutres de

(1) Ibid., 2 juin 1778.

(2) Ibid., 4 juin, 1^{er} octobre 1776, etc.

(3) Ibid., 19 novembre 1776.

(4) Ibid., à partir du 1^{er} avril 1777.

(5) Ibid., 16 juillet 1776.

(6) Ibid., 5 novembre 1776.

(7) Ibid., 15 juillet 1777.

(8) Ibid., 16 janvier 1776.

(9) Ibid., 7 octobre 1777.

bois avec une barre de fer (1), un autre résume la méthode de faire le pain que préconise Parmentier (2), un troisième recommande l'utilisation de la filasse de lupins (3), un quatrième fait la théorie de l'éducation des vers à soie (4), et la place qu'ils laissent libre, les médecins la remplissent par leurs conseils et par des recettes salutaires. Certains décrivent les mœurs des animaux, quelquefois avec plus de bonne volonté que de bonheur. Il en est un qui ayant vu plonger des hirondelles, s'imagine qu'elles passent l'hiver au fond des étangs (5). L'essentiel, c'est que l'on cherche à savoir et que l'on discute; toute hypothèse rencontre des contradicteurs passionnés. Et non seulement on argumente, mais on agit, on expérimente et l'on observe. A en juger par les annonces, il se fait un grand commerce de machines électriques, preuve qu'il en existait en grand nombre à Dijon; les propriétaires essaient sur leurs terres les cultures nouvelles et les amendements du sol; M. Guenot, curé de Chevannay, établit dans sa paroisse une nitrière artificielle pour épargner aux habitants « les désagréments qu'entraînent les fouilles des salpêtriers » (6). Et tout ce grand mouvement est l'œuvre d'une seule classe; le peuple reste inerte, le patriciat demeure à l'écart, engourdi dans ses honneurs; l'académie est le centre d'où les lumières rayonnent sur le pays, toute la bourgeoisie se porte vers les sciences avec une passion toujours renouvelée et quand on aperçoit sa vigueur intellectuelle, son patriotisme, son dévouement au bien public, quand on la voit non pas égoïste, mais pleine de foi dans le progrès humain, animée par la conscience de ses devoirs envers l'Etat, envers les masses ignorantes et pauvres, on comprend les grandes choses qu'elle a faites à la tête de la Révolution. Quelles qu'aient été les découvertes que ses membres ont apportées à la science, le titre de gloire de l'académie ce n'est pas d'avoir été une compagnie de savants, c'est d'avoir vulgarisé le savoir et d'avoir conduit tout un monde.

La seconde moitié du dix-huitième siècle est l'époque de l'*Encyclopédie* et de la diffusion des connaissances. On connaît la *Description générale et particulière du*

(1) Ibid., 3 septembre 1776.

(2) Ibid., 29 octobre 1776.

(3) Ibid., 11 juin 1776.

(4) Ibid., 9 juin 1778.

(5) Ibid., 9 avril 1776.

(6) Ibid., 5 mai 1778.

Duché de Bourgogne, à laquelle l'abbé Courtépée, sous-principal du collège doit sa célébrité. Aujourd'hui que les vieilles provinces ont disparu, ce livre nous est précieux qui nous en retrace une image exacte et précise, mais Courtépée ne songeait nullement à décrire pour la postérité les institutions de son temps que, sans doute, il croyait éternelles. Il écrivait pour ses contemporains. A vrai dire, il s'appliquait à une œuvre conçue depuis longtemps, essayée au seizième siècle et au dix-septième siècle, soit par les érudits, soit sur les ordres des Intendants. Plus récemment, Antoine Garreau avait fait imprimer en 1717 une nomenclature des villes et des bourgs de la province, Michault même en 1747 « promettait un Abrégé de l'Histoire générale de la province, sa description topographique par ordre alphabétique, des dissertations sur l'histoire naturelle, sur les mœurs, les usages, les habillements de ses habitants, sur les antiquités ecclésiastiques et profanes, un abrégé de la vie des grands hommes et des savants » (1), mais il ne fit rien que des promesses et des projets. Chaque année d'ailleurs, les almanachs dans leurs préfaces donnaient une étude assez précise et assez complète sur l'une des institutions provinciales, sur le Parlement par exemple ou sur les Etats (2). Décrire les villes et les villages de la Bourgogne ou son gouvernement, c'était achever une entreprise depuis longtemps commencée, et pour laquelle il ne fallait qu'une longue érudition. Courtépée n'avait que cela; c'était un nouveau Papillon qui visitait la contrée, qui adressait des questionnaires aux curés (3), qui savait s'informer par tous les moyens, qui put, en un mot, dresser bailliage par bailliage un catalogue alphabétique de toutes les paroisses avec l'indication de leur position géographique, un sommaire de leur histoire, quelques renseignements sur la fertilité du terroir et ses principales productions, enfin le nom des seigneurs du lieu. Il était l'auteur d'un répertoire utile, assez difficile à confectionner en un temps où l'administration même ne connaissait pas toujours le pays qu'elle gouvernait, mais on ne saurait avancer qu'une telle œuvre fût inspirée par l'influence du siècle. Courtépée, prêtre et régent de collège, se recommande par une longue patience qui n'est pas du génie; c'est un esprit médiocre en somme et peu original, un tra-

(1) COURTÉPÉE. *Description de la Bourgogne*. Préface XIV et XV.

(2) Cf. notamment : les *Tablettes de l'abbé Richard*.

(3) DEBERRE, 202 sqq.

vailleux plutôt qu'un penseur et son livre, précieux comme mine de documents pour l'archéologue, n'intéresserait guère l'histoire des idées si Béguillet n'y avait collaboré.

Sauf la *dissertation sur les Pagi* qui est de Courtépée, Béguillet fournit la majeure partie des deux premiers volumes (1), c'est-à-dire presque toute l'introduction; il y fit entrer outre une description des institutions propres de la province et de toute l'administration, la substance des traités historiques qu'il avait préparés ou publiés, une histoire abrégée de la nation bourguignonne, une histoire de la commune de Dijon. Il empruntait à de La Mare sa liste des principaux hôtels de Dijon, à Papillon la nomenclature des grands hommes qui avaient illustré la province et celle de leurs ouvrages, aux archives ecclésiastiques et aux nombreuses monographies composées par les érudits, l'historique des églises et des monastères. Il se garde d'oublier les créations de son époque, le cours public et gratuit d'anatomie, l'école de dessin, l'académie surtout qui les avait fait établir. Mais, nouveauté plus originale, il écrit en économiste, sa description des monuments et des villes est précédée de considérations générales sur la géographie de la province, sur la nature de son sol, sur son climat, sur sa végétation, sur ses productions agricoles, sur ses richesses en eaux, en métaux, en carrières, sur l'état de ses forges et de ses manufactures, sur son commerce et sa population; il résume les mémoires des physiciens, des naturalistes, toutes les discussions des philosophes ou des citoyens sur les réformes pratiques que l'on souhaite voir opérer. Il déplore l'afflux de la population vers les villes, le dépeuplement de la province, l'ignorance des agriculteurs. « Il faut convenir, dit-il, que si dans plusieurs lieux les récoltes n'ont ni pour la qualité, ni pour la quantité toute la perfection qu'on pourrait leur procurer, c'est la faute de l'homme et non celle du sol » (2). Il se plaint que l'ignorance des habitants et les entraves apportées au commerce fassent dépérir les manufactures. « Nous n'avons, écrit-il, qu'un souhait à former pour le commerce de la Bourgogne, c'est de supprimer enfin les entra-

(1) On sait qu'il y a contestation sur la part qui revient à chacun des deux auteurs de la *Description de Bourgogne*. M. l'abbé Deberre attribue presque tout à Courtépée. Il suffit de se reporter aux ouvrages antérieurs de Béguillet pour s'apercevoir que presque toute l'introduction est de lui. Mais Béguillet n'était pas populaire parmi ses concitoyens qui le calomniaient volontiers, cf. *Affiches dijonnaises*, 5 mars et 30 avril 1776.

(2) *Description de la Bourgogne*, I, 408.

ves qui le gênent et d'augmenter les débouchés et la facilité du transport par la construction du canal de jonction des mers tant de fois proposé; c'est alors qu'on verrait la population s'accroître avec les richesses, en portant les travaux de l'industrie au plus haut degré de perfection (1). »

Ainsi pénétrée de tous les soucis des contemporains, l'entreprise de Courtépée prend un sens, elle prend une importance d'autant plus considérable qu'elle s'adressait à un public étendu. Un livre qui contenait le catalogue de toutes les paroisses, de tous les seigneurs de la province devait être lu même par ceux que n'intéressaient ni les sciences ni les idées. La description topographique attirait les lecteurs et même à leur insu les initiait aux réflexions philosophiques. Instrument incomparable de vulgarisation, cet ouvrage faisait pénétrer dans les esprits un reflet de toutes les connaissances; il jetait les germes des sciences dans les cerveaux les plus ignorants. Par le spectacle des lieux, il évoquait les actions dont ils avaient été le théâtre, il situait ces événements dans la chaîne de l'histoire bourguignonne, l'histoire de la Bourgogne même conduisait à celle de la France, et celle de la France, de ses institutions, de sa civilisation, suggérait des vues générales sur le progrès de l'humanité, faisait souhaiter une justice plus grande et des lumières plus universellement répandues. Il y avait dans ce livre une louange implicite du présent et des espérances pour l'avenir. Tout le public, non pas le public instruit, mais le public qui savait lire était initié aux discussions des économistes, apprenait à connaître ses maux, à souhaiter des réformes dont peut-être auparavant il ne se formait pas l'idée, plus de sollicitude pour l'agriculture et pour les arts, moins de gêne au commerce, il apprenait en un mot qu'on pouvait améliorer la chose publique. Le livre de Courtépée et de Béguillet n'est si l'on veut qu'une encyclopédie sommaire de faits dès longtemps connus des savants, d'opinions banales parmi les gens instruits, mais c'est une encyclopédie qui touche à tous les sujets et qui pénètre dans tous les milieux. Elle est un effet et un signe de la diffusion de l'esprit bourgeois.

Cependant, que devient la haute robe et quel rôle joue-t-elle dans la vie spirituelle de la province? Elle produit peu et semble se reposer de sa fécondité passée. Jamais elle n'a renfermé dans son sein tant d'incapables ni vu siéger sur les

(1) Ibid., I, 434.

fleurs de lys des magistrats plus nobles et plus nuls. On dirait qu'avec la génération de Richard de Ruffey et du Président de Brosses, elle a porté son dernier fruit et pour ainsi dire épuisé sa sève. Ce n'est pas qu'elle ne donne encore à la Bourgogne des génies de premier ordre, des Guyton de Morveau par exemple qui, par les talents et par la renommée, égalent n'importe lequel de leurs aînés. Mais s'il naît encore quelques robins intelligents, c'en est fini de l'intelligence de la robe. C'en est fini de l'érudition où s'était illustré Bouhier; les patriciens se sont ralliés vers les études et les préoccupations où les avait devancés la bourgeoisie, vers l'histoire naturelle, vers la chimie, vers la recherche des inventions et des réformes pratiques. De même qu'ils se sont fondus dans l'académie plébéienne, qu'ils y sont comme noyés parmi leurs confrères d'une condition plus basse, leurs travaux ne se distinguent pas des travaux de la bourgeoisie. Parce qu'ils ont suivi l'opinion et qu'ils ont adopté les goûts de leur siècle, alors que sous Louis XIV ils guidaient l'élite sociale, désormais ils ont cessé de régner sur les esprits, ils ont cessé d'être, et l'on peut dire qu'une grande révolution s'est accomplie du jour où l'aristocratie a rejoint la plèbe dans ses études. La robe jette un dernier éclat et le plus brillant quand encore pleine de son érudition elle transforme l'humanisme et le féconde par la philosophie, mais les successeurs du Président de Brosses se portent tout entiers vers les connaissances positives en renonçant à tout l'héritage de l'humanisme. Ils perdent tout contrôle sur la pensée bourguignonne et s'abandonnent à la fureur encyclopédique.

Richard de Ruffey n'a même pas réussi à retenir l'académie à l'écart des discussions politiques et religieuses. Il les avait exclues de sa société et quand les patriciens se fondirent dans la compagnie bourgeoise, il fut convenu qu'on éviterait de soulever des problèmes comme ceux qui venaient d'éveiller le génie subversif de Rousseau. Non pas que l'on s'inquiât autrement des hardiesses du Genevois, de Brosses ne croyait pas que Rousseau pensât ce qu'il écrivait ni qu'il soutint ses paradoxes avec sincérité (1). Mais de telles controver-

(1) Cf. *Revue d'Histoire littéraire*, 1923, p. 341. Lettre du Président de Brosses : Rousseau « écrit admirablement, d'une grande force de pensée. C'est bien dommage qu'il mette une telle tête et un tel style à s'épuiser en paradoxes, et à faire le plus grand abus possible de l'esprit. Par bonheur qu'il est de mauvaise foi, et qu'il ne pense pas un mot de tout ce qu'il dit ».

ses semblaient de mauvais goût sans compter les ennuis qu'elles pouvaient attirer à la société qui les eût favorisées. Les lettres patentes n'étaient pas irrévocables. Aux sermons des moralistes, de Brosses suivant une idée qui lui était chère depuis longtemps rêvait de substituer les éloges des grands hommes de la province et ses vues furent adoptées. Une digne se dressait pour contenir la manie des raisonneurs et elle tint en effet. Voltaire s'étonnait de l'inertie politique à l'académie quand le Parlement était agité par les orages et par les batailles (1). Mais on n'avait dressé qu'un obstacle éphémère qui craquait et qui laissait par toutes ses fissures échapper les idées dont le flot montait.

Dès 1757, quand l'académie toute bourgeoise encore avait proposé cette question de concours « s'il est plus utile d'étudier les hommes que les livres », le lauréat, le P. Millot, jésuite à Lyon, soutenant que mieux valait étudier les hommes, avait prononcé à la fois la condamnation de l'érudition et l'éloge de la philosophie: « Tous les avantages que procure à la République des Lettres une étude si importante (l'étude de l'homme), se trouvent comme réunis en un seul, c'est l'esprit philosophique. A peine connu dans ces jours d'ailleurs mémorables de la renaissance des lettres où l'on croyait tout savoir lorsque l'on avait tout lu, il attendait pour se développer qu'enfin l'on jetât sur l'espèce humaine des regards plus attentifs ». « Citoyens du monde, ajoutait le P. Millot, et membres d'une seule famille répandue partout, nous naissons pour vivre avec nos frères, pour concourir selon nos forces au bonheur commun qui doit faire le bonheur des particuliers. » (2) Et l'éloge de la philosophie offrait à l'orateur un prétexte pour prononcer un réquisitoire contre l'érudition (3). En vain de Brosses et Ruffey font-ils exclure la morale des discussions académiques, les sermons philosophiques s'insinuent dans tous les discours. Le sujet le plus inoffensif, l'éloge de Bayard, offre au P. Combes une occasion de satire contre le siècle et ses vices et cette satire obtient le prix. « Serions-nous arrivés, s'écriait le panégyriste de Bayard, à ces jours de corruption, tristes avant-coureurs de la chute des empires, temps funestes où les enfants d'une même famille

(1) « Votre académie, écrit Voltaire à Ruffey, me paraît plus tranquille que votre Parlement ». FOISSET, *Correspondance de Voltaire*, p. 361.

(2) *Discours* du P. Millot, p. 17.

(3) *Ibid.*, p. 29.

cherchant à s'isoler ne tiennent plus par aucun lien à leur mère commune, où l'intérêt personnel absorbant toutes les affections n'en laisse plus pour la cause publique, où les âmes, froides et insensibles pour la patrie, n'ont de chaleur et d'activité que pour la fortune, où la portion la plus noble des citoyens, entraînée elle-même par la pente insensible des mœurs, abandonne l'honneur pour courir après les richesses, et paraît ne défendre l'Etat que pour s'approprier plus sûrement ses dépouilles? (1). » En dépit des conseils de Ruffey, non contente d'applaudir à de telles déclamations, l'académie finit par les provoquer; en 1788, elle propose comme sujet de concours: « Quelle est l'influence de la morale des gouvernements sur celle des peuples? »

S'il est facile de mesurer l'action de la bourgeoisie sur l'intelligence patricienne, on ne voit pas que le patriciat ait le moins du monde détourné l'esprit bourgeois de sa route. Après 1760, on assiste à une floraison de la pensée plébéienne, on voit se former cette bourgeoisie avide de progrès matériel qui présidera à tous les grands travaux qu'exécutera la Révolution dans l'intérêt public, et la vieille aristocratie parlementaire, loin de la contrarier, s'associe à ses entreprises. Par déférence envers l'opinion, le patriciat abdique son intelligence particulière, et par une semblable concession, il prépare lui-même la ruine de sa prééminence politique et sociale.

(1) Ms. 1.227, p. 57.

TROISIÈME PARTIE

L'action

SECTION I

La religion

CHAPITRE XII

LES AFFAIRES RELIGIEUSES

L'attitude de la robe dans l'administration des affaires religieuses demeure sous Louis XV ce qu'elle était au siècle précédent. Aussi bien, rien n'a changé dans la situation de l'aristocratie parlementaire par rapport à l'Eglise. Le Parlement est chargé par le roi de protéger la foi, de réprimer les scandales, de maintenir la discipline non seulement parmi les fidèles, mais encore à l'occasion parmi les membres récalcitrants du clergé. Le bras séculier soutient la religion d'Etat, et la magistrature complète et surveille les institutions ecclésiastiques. Elle orne de ses robes rouges les *Te Deum* et les processions; à son tribunal elle juge les blasphémateurs et les sacrilèges; dans son administration, elle connaît toutes les contestations relatives aux dîmes, aux droits seigneuriaux du clergé, voire à l'usage qu'il fait de ses biens. Elle trouve d'ailleurs son compte à s'acquitter de ces devoirs: en s'ingérant dans les affaires du sacerdoce et, quand elle le peut, dans le gouvernement des consciences, elle accroît sa compétence

et son influence dans la province en même temps qu'elle prétend servir la république. Peu important les convictions intérieures de chacun. Les patriciens romains offraient gravement des sacrifices à des dieux auxquels ils ne croyaient pas, les augures ne pouvaient se regarder sans rire, ce qui ne les empêchait pas de prendre les auspices, et les hommes distingués qui, au fond d'eux-mêmes, se moquaient des croyances, veillaient à l'observance de tous les rites du culte comme à l'institution la plus importante de l'Etat.

Les patriciens bourguignons se conduisent d'après des maximes semblables. Quelle que soit la foi dans le secret des cœurs, les gestes n'ont pas changé depuis l'époque précédente. Comme par le passé, il est de bon ton d'ouïr la messe et de fréquenter les cérémonies, de s'y tenir avec décence et avec componction. Le temporel, à vrai dire, empiète le plus qu'il peut sur les prérogatives du spirituel et tend à confondre les affaires de l'Eglise dans celles de l'Etat, mais du moins les cours souveraines sévissent avec rigueur contre les attentats à la religion établie. Les magistrats n'éprouvent aucune indulgence à l'égard des ennemis du culte pas plus qu'à l'égard des révolutionnaires qui tendraient à renverser par la violence les fondements mêmes de la société. D'autre part la coutume des ancêtres, le *mos majorum*, a déterminé les peines qui s'appliquaient aux différentes formes de l'impiété. Il suffit d'ouvrir les registres du Parlement, de feuilleter les recueils d'arrêts pour savoir quels supplices méritent le blasphème, le sacrilège et tous les outrages dirigés contre Dieu ou contre ses ministres. Les robins dijonnais n'étaient pas gens à s'écarter des traditions, à vouloir corriger une antique jurisprudence et rompre avec des précédents de plus en plus nombreux.

Avec sérénité et pour la plus grande gloire des coutumes, sinon pour la plus grande gloire de Dieu, ils fouettent, ils emprisonnent, ils torturent, ils mutilent, ils tuent. Les coupables le savent bien qui, dès qu'ils pensent être découverts s'empressent de gagner au large. C'est ce que font avec prudence, en 1747, les légistes de Bresse accusés d'avoir brisé une vierge de pierre (1), et en 1756 treize autres légistes lesquels « ayant fait une partie à Notre-Dame d'Etang, insultèrent le curé de Plombières qui s'en revenait processionnellement et voulurent emmener de force une fille qui était sous sa bannière » (2).

(1) *Mercur de dijonnais*, p. 16.

(2) *Ibid.*, p. 95.

Ceux-là échappèrent par la fuite, d'autres se laissèrent prendre et furent immolés aux institutions religieuses comme en 1751 un prétendu minime « entre autres crimes atteint et convaincu d'avoir plusieurs fois dit la messe quoiqu'il ne fût pas prêtre... Il fut condamné à être pendu et brûlé après avoir eu préalablement le poing coupé et avoir fait amende honorable au devant de la cathédrale » (1). Il eût certes mieux fait d'entrer tout de bon aux minimes. Et Voltaire, justiciable du Parlement de Bourgogne, se plaignait sans cesse qu'il obligeât à chômer les saints (2). Jusqu'où pouvait s'avancer ce zèle pieux, on le vit en 1745 lors de l'affaire des sorciers de Lyon. Leur crime, c'était d'avoir célébré des messes noires, profané les ornements du culte, les vases sacrés et les hosties, c'était le sacrilège le plus flagrant agrémenté de quelques fornications. Quant à la condition, tous les accusés que l'on arrêta appartenaient au peuple ou au plus bas ordre du clergé. Leur folie fut punie comme un crime capital. On les mit en chemise une fois de plus, ainsi qu'ils aimaient à s'y mettre pour célébrer leurs mystères, mais la corde au cou, pour faire amende honorable devant les églises de Dijon, être pendus au Morimont, sans compter qu'on brûla leurs corps et que leurs cendres furent jetées au vent. Deux prêtres des diocèses d'Aix et de Lyon impliqués dans la même affaire n'avaient été d'abord condamnés qu'à dix ans de réclusion durant lesquels ils devaient réciter à genoux tous les jours les sept psaumes de la pénitence et jeûner trois fois la semaine au pain et à l'eau. Le Parlement évoqua l'affaire et abrégea leur pénitence. L'un fut pendu et l'autre brûlé vif (3).

Nul fanatisme dans ces cruautés; mais nulle pitié n'émouvait les grands seigneurs éclairés et souvent sceptiques des cours souveraines en faveur d'un populaire plus grossier que criminel. Nulle révolte contre les rigueurs de la loi, pas même chez des juges qui, dans leur particulier, plaisaient sur la foi et se divertissaient à de mauvaises lectures. Les occasions s'étant faites plus rares de juger des procès de sorcellerie, on ignorait parfois la jurisprudence convenable à de telles affaires. Pour s'en instruire, on se procurait les mémoires concernant la condamnation d'Urbain Grandier

(1) Ibid., p. 48.

(2) FOISSET. *Correspondance de Voltaire et du Président de Brés-ses*, 363.

(3) Cf. *De la Cuisine*. Tome III, p. 209. Pour plus de détails, cf. ms. 1.415, f. 11.

(1), et des magistrats qui parfois ne croyaient ni à Dieu ni à diable, qui à coup sûr ne redoutaient pas de rencontrer le démon au sortir de l'audience, satisfaisaient leur conscience en s'informant des traditions désuètes, en évoquant les préjugés d'un autre âge, en recherchant dans les archives comment on signe un pacte avec l'enfer. Quant à eux, sans haine et sans scrupule, ils se conformaient au pacte du sang qui liait l'Etat à la religion, et sans passion pour la foi, ils faisaient au nom de l'Eglise leur métier de bourreaux. Ils eussent envoyé de La Barre à l'échafaud, mais ce n'est pas leur fanatisme qu'il eût fallu accuser de cruauté. Quand en 1759 Silhouette proposa au Président de Brosses de rendre l'égalité civile aux protestants, ses démarches n'aboutirent pas (2). Les Parlementaires, moins libéraux que le despotisme, ne voulaient pas que même par humanité on touchât aux institutions. Défenseurs du culte par état et par intérêt de caste, ils protégeaient l'héritage des ancêtres, ils veillaient à ce qu'on respectât les lois de l'Eglise, et si l'on peut les blâmer, eux qui n'étaient plus des barbares, d'avoir appliqué avec indifférence les coutumes barbares, leurs actes du moins ne jettent aucune clarté sur leurs convictions. Le cœur sec et fermé par une longue habitude aux souffrances des humbles, ils punissaient l'impiété selon la routine de leur profession de même qu'ils gouvernaient leur politique religieuse au mieux de leurs avantages de classe.

(1) Ms. 1.077, f. 1.

(2) FOISSET, p. 224.

CHAPITRE XIII

LA POLITIQUE RELIGIEUSE

1. — Les deux clergés

De tout temps sous l'ancien régime, et pour ne point parler des ordres monastiques, l'Eglise fut partagée entre deux clergés. D'un côté les hauts dignitaires, les détenteurs des bénéfices lucratifs, tous les heureux jouissant des honneurs et des revenus sacrés. Chacun selon ses dents se disputait la proie; la noblesse de cour et les grandes maisons parlementaires s'emparaient des évêchés et des plus riches abbayes; les familles de moindre importance ramassaient encore parmi les reliefs de la curée quelques os à ronger, des canonicats bien rentés dont elles pourvoyaient leurs cadets. Jamais plus qu'au dix-huitième siècle l'aristocratie ecclésiastique ne s'identifia avec l'aristocratie sociale, jamais les hommes nouveaux n'y furent plus rares et le patriciat bourguignon en particulier se réserve tous les sacerdoces comme faisait jadis le patriciat romain. La plèbe fournit les sacrificateurs à qui on laisse en partage la pauvreté et les soins du culte. C'est à elle qu'échoient les bénéfices qui ne rapportent rien, ceux dont personne ne veut, le maigre héritage des déshérités; c'est elle qui fournit toute la légion des curés et des vicaires à qui les décimateurs ne concèdent que la portion congrue des revenus mais abandonnent toute la charge du ministère. En 1786, les curés ne reçoivent encore que sept cents livres par an, les vicaires trois cent cinquante, sans compter le casuel (1); avant qu'on ne leur eût garanti ce revenu, la plupart recevaient moins. De même que les magistratures se sont fermées aux nouveaux arrivants, de plus en plus les dignités et les richesses de l'Eglise deviennent comme le patrimoine des gens bien apparentés; deux clergés se dressent l'un en face de l'autre, celui-ci noble, riche, puissant, n'ayant qu'à se laisser

(1) *Affiches dijonnaises*, octobre 1786.

aller à sa fortune pour être porté aux honneurs que mérite sa naissance; avec cela inutile, affranchi de tous les devoirs et se dispensant même du savoir et de la pratique des vertus chrétiennes. Celui-là administrait les fidèles, paissait le troupeau de Jésus-Christ, à peine mieux payé de ses peines que s'il eût gardé un troupeau de bêtes, et sans espérance de recevoir de son zèle une autre récompense que la conscience du devoir accompli. Ceux-là travaillaient, ceux-ci se payaient du travail de ceux-là, *sic vos non vobis...*

Comme bien on pense, ceux-ci méprisaient ceux-là et les tenaient à l'écart (1); de son côté, la plèbe ecclésiastique considérait sans tendresse l'oisiveté dorée de ceux que favorisaient la naissance et les relations. De tout temps sans doute il avait dû exister à Dijon des haines et des jalousies entre les petits et les grands, mais elles se tempéraient quand aucune barrière ne s'opposait encore au progrès des plébéiens vers les dignités, quand surtout la société provinciale ouverte à tous, recevant dans son sein et les hommes nouveaux et les descendants des vieilles familles, confondant en un bloc homogène la robe haute et basse, rendait moins sensible la différence des rangs, moins amères les rancunes de l'ambition déçue. A présent qu'un fossé s'est creusé entre la plèbe et le patriciat, cet abîme se prolonge jusque dans le clergé. La guerre sourde si l'on veut, mais tenace, se fait inexpiable entre ceux qui profitent du culte et ceux qui lui sont asservis, entre l'aristocratie du sacerdoce et ses prolétaires. Parmi les ecclésiastiques, les uns vont rejoindre dans leurs salons et dans leurs études les hauts magistrats dont ils sont frères par le sang; les Joly viennent s'asseoir dans la bibliothèque de Richard de Ruffey, ils se plongent dans les recherches de l'érudition et prennent garde de se commettre avec les gens de peu. Les autres se précipitent vers l'académie, s'initient aux travaux scientifiques, récitent des homélies sur la morale et se joignent d'esprit et de cœur à cette petite bourgeoisie dont ils sont les fils. La bourgeoisie les accueille à bras ouverts, cependant que la robe les poursuit de ses sarcasmes et les

(1) Mgr d'Apehon, qui fut un saint par la religion et par les mœurs, était détesté de quelques-uns parce qu'il ne favorisait pas assez les gens bien nés. Cf. à propos de l'affaire de la Sainte Chapelle, ms. 917, f. 42 (Prédiction tirée d'un ancien manuscrit): « Un des descendants d'une des plus anciennes familles de Dijon (de Thésut) aura la douleur sur la fin de ses jours de se voir confondre avec l'insolent fils d'un marchand et le fils impudent d'un fermier ».

accable de ses dédains. On dirait que sa rage s'exaspère à voir même la plus grande partie du clergé échapper de sa clientèle, et parmi les bêtes noires du Président de Ruffey les prêtres figurent à la meilleure place en même temps que les médecins; l'abbé Fabarel, l'abbé Liébaut et quelques autres encoururent autant que quiconque le ressentiment de ce censeur sévère qui dénigra leur intelligence et leur savoir sans même épargner leurs mœurs (1).

Le haut clergé sans doute se riait des colères qui fermentaient dans la plèbe du sacerdoce. Un vieux levain de rancunes s'était aigri sous l'influence des circonstances, des haines bouillonnaient avec plus de bruit qu'autrefois, mais ces agitations obscures ne traversaient point la quiétude des heureux. Pour leur protection, ils se fiaient à la solidité des institutions monarchiques, ils se fiaient aux institutions éternelles de l'Eglise et derrière ce rempart antique ils se souciaient peu du mécontentement des curés. Et certes ils avaient raison. Entre les deux partis, la balance n'était pas égale et les récriminations des petits ne pouvaient ébranler des situations acquises ni expulser le patriciat des prébendes dans lesquelles il s'était installé. L'immixtion du roi dans les affaires de l'Eglise offrait cependant à la plèbe ecclésiastique une occasion de prendre de l'importance. Car le despotisme jaloux de toutes les puissances qui contenaient son autorité, hostile, même malgré lui, à tous les corps qui faisaient un état dans l'Etat, le despotisme devait se heurter aux privilèges de l'Eglise comme il se heurtait à ceux de l'aristocratie parlementaire. Ce n'était pas qu'il éprouvât de la haine contre le patriciat civil et encore moins contre le sacerdoce, mais il suivait sa nature en essayant de les domestiquer l'un et l'autre. En matière de foi, le haut clergé lui donnait satisfaction et somme toute se montrait assez docile dans les affaires du jansénisme; mais il s'accrochait des pieds et des mains à ses immunités financières et cédait sur la doctrine aussi volontiers qu'il mettait d'ardeur à défendre les revenus du culte. Mais un mal pressant aiguillonnait la royauté: *faute d'argent, c'est douleur non pareille*; la tentation était trop forte de prendre l'argent là où il se trouvait, c'est-à-dire dans les coffres de l'Eglise; après la guerre de la Succession d'Autriche, on essaya d'imposer un vingtième sur les revenus ecclésiastiques.

(1) LANGE, passim.

On sait quel beau concert de criailleries firent retentir les hauts dignitaires du clergé dans leur assemblée de 1749. Leurs résistances se fondaient sur les livres saints, sur les préceptes de la foi en même temps que sur les traditions du royaume. Ils soutenaient que leurs « immunités étaient anciennes comme les lois primitives de la monarchie » (1) et pour préserver leurs écus, ils discutaient la nature et l'étendue du pouvoir royal. Ils s'efforçaient d'ailleurs d'émouvoir l'opinion et de l'intéresser à leur cause, et rien qu'à Dijon on retrouve en grand nombre les copies de leurs remontrances ou des mémoires qu'ils firent rédiger pour soutenir leurs privilèges. Mais le bas clergé, assez rebelle au pouvoir sur les questions de foi et fort attaché au jansénisme, le bas clergé s'inquiétait peu de l'établissement d'un vingtième, trop pauvre qu'il était pour avoir grand chose à perdre et déjà tondu de si près qu'il ne craignait plus les ciseaux. Profitant de la querelle entre le haut clergé et le roi, il se jeta tout entier du côté du gouvernement et dans ses remontrances de 1750 réclama le droit de payer le vingtième, tout en laissant éclater avec une singulière violence ses rancunes longtemps contenues contre le patriciat du sacerdoce.

« Le clergé de votre royaume, écrivait-il au souverain (2), ce n'est point celui qui est vêtu de pourpre et d'écarlate, qui brille par la pompe de ses équipages, par la magnificence des palais, par la somptuosité de la table, par la richesse des ameublements, qui porte dans le sanctuaire même l'orgueil et le faste, ce n'est point celui que le crédit seul, qu'un nom terrestre tout seul a élevé sur le trône sacerdotal, que la chair et le sang ont mis en possession du sacerdoce de Melchisedech qui ne connaissait ni parents ni généalogie. Ce n'est point celui qui confond le titre de courtisan avec celui de prélat, les intérêts de l'Eglise avec ceux de sa vanité, les secours d'une dignité sainte avec l'appareil d'un poste profane. Ce n'est point celui qui achète le don de Dieu par des bassesses, des soins, des adulations, des sollicitations humaines... Ce n'est point celui qui accumule sur sa tête les biens et les dignités de l'Eglise, sous prétexte que ses profusions doivent être proportionnées à son nom, comme si le patrimoine des

(1) Ms. 537, p. 161. *Remontrances du clergé au roi sur le vingtième*. Cf. aussi Ibid., 247. *Défense de l'immunité des biens ecclésiastiques*.

(2) Ms. 537, p. 357. *Remontrances au sujet du vingtième, faites au Roi par le deuxième ordre du clergé*.

pauvres était destiné à nourrir l'orgueil de la naissance. Ce n'est point celui qui ne sert pas l'Eglise, mais qui fait servir l'Eglise à ses cupidités injustes, qui regarde sa dignité comme le lieu de son repos, comme un site d'indolence et de mollesse, qui ne prend de cette dignité que les fleurs et les roses, et en laisse aux autres les épines, qui est jaloux des honneurs du ministère et en méprise les fonctions, qui entre dans l'héritage de ses prédécesseurs sans entrer dans leurs travaux... C'est celui qui par les habits annonce la modestie, qui n'a souvent d'autre équipage que la monture de Jésus Christ, qui est frugal dans sa table, resserré dans sa maison, pauvre et simple dans ses meubles, qui méprise les vanités du siècle et tout ce qui ne brille qu'aux yeux des sens... C'est ce clergé du deuxième ordre par le rang mais du premier par ses travaux, qu'une vocation sainte a placé dans le sanctuaire, qui continue ici bas la mission de Jésus-Christ ». Et fort de ses vertus en même temps qu'enflammé par l'iniquité ce bas clergé ose discuter jusqu'à la suprématie hiérarchique du haut clergé qui, dit-il, « oublie la différence imperceptible du prêtre à l'évêque ». « Nous nous appuyons, Sire, ajoute-t-il, sur la presque égalité qui nous confond avec le premier ordre, afin de donner plus de poids à nos remontrances et aux raisons que nous allons mettre sous vos yeux pour prouver que le clergé de France est obligé de vous payer le vingtième tout comme la noblesse et le tiers état ». Ces raisons, on les tire de la religion même, on invoque la réponse de Jésus sur le tribut qu'on doit à César ; on les tire de cet argument que le bien de l'Eglise étant le bien des pauvres doit secourir le dénuement de l'Etat ; on les tire de la politique car le gouvernement ne peut lever de contribution que sur les richesses, et comment subsistera-t-il si toutes celles que possède l'Eglise échappent à son pouvoir. « Comment fera le prince si les gens d'Eglise qui possèdent les fonds refusent de payer l'impôt ? »

Ces curés raisonnaient en citoyens, ils espéraient d'ailleurs profiter d'un changement et recevoir du roi le prix de leur alliance. « Quel bonheur pour nous, si Votre Majesté daigne entrer dans la connaissance du temporel de l'Eglise de son royaume. Nous ne serons plus les victimes de l'avidité des chambres ecclésiastiques qui nous accablent de droits qu'elles nous imposent au gré de leurs intérêts et de leur caprice. Elles se plaignent hautement de vos traitants. En fut-il jamais de plus durs et de plus impitoyables que les publicains ecclésiastiques. Ils ont deux poids et deux mesures... M. l'évêque de

M... paye pour tout décime six livres pour son évêché et six livres pour l'abbaye considérable qu'il possède, tandis que les curés à simple portion congrue sont quelquefois imposés à cinquante et même soixante francs, c'est-à-dire au sixième ou au cinquième de leur revenu ».

Ces remontrances qui firent du bruit en Bourgogne comme sans doute ailleurs, apportent à l'histoire un document capital. Ainsi l'abîme était devenu si profond entre les deux moitiés du clergé que l'une offrait au roi son alliance pour abaisser l'autre, qu'elle acceptait de donner au prince tout le temporel de l'Eglise, de renoncer à tous les privilèges ecclésiastiques en faveur d'un monarque qui la protégerait. Chez la bourgeoisie tonsurée, nulle aversion, nulle défiance à l'égard du despotisme, elle l'invoque comme un sauveur, elle croit en lui, elle espère en sa justice. Tous ses trésors de haine, elle les dépense contre les privilégiés. Son but, c'est la soumission de tous à un droit commun, sa passion, c'est un amour forcené de l'égalité. Elle ose proclamer l'égalité des grands et des petits, des évêques et des curés. Elle s'élève surtout contre le népotisme, contre l'abus qui fonde la hiérarchie ecclésiastique sur les avantages de la naissance et de la fortune, elle lutte pour l'abolition d'un patriciat héréditaire, et quarante ans à l'avance elle veut faire régner dans l'Eglise les principes de la Révolution.

A vrai dire, elle ne fut pas entendue et ses efforts n'aboutirent guère à des résultats tangibles, mais du moins elle contribua à discréditer le haut clergé. Celui-ci se discréditait bien tout seul par sa conduite, et les abus dénoncés dans les remontrances de 1750 ne se renfermaient point dans le secret des sérails. Mais jamais peut-être, on ne les avait flétris avec une pareille vigueur, jamais la prostituée n'avait été clouée au pilori dans toute sa nudité, jamais on ne l'avait ainsi flagellée avec toutes ses bassesses, tous ses vices, toutes ses turpitudes. On jetait aux patriciens toutes leurs ordures à la face, on dévoilait leur incapacité et leur indignité ; peut-être eût-il été prudent de ne pas remuer toute cette boue dont il rejailissait quelque chose sur l'Eglise elle-même, mais tandis que le bas clergé recherchait l'alliance du despotisme pour saper les privilèges des patriciens, ceux-ci, de leur côté, mettaient en contestation les droits du despote. A ses prétentions, ils opposaient les lois fondamentales du royaume, des lois aussi anciennes et aussi vénérables que la monarchie, des lois qu'elle ne pouvait ébranler sans ruiner les fondements mêmes de son

autorité. Par l'effet de cette scission qui divisait la société en deux partis hostiles, la stabilité de jadis s'était rompue, et dans cette incertitude, la moindre querelle dégénérait en guerre, la moindre contestation mettait en jeu l'état social. La plèbe appelait le monarque pour renverser le patriciat, le patriciat inventorait les titres du monarque à l'autorité souveraine. La bourgeoisie attendait de son roi de grandes réformes égalitaires ; elle n'obtint que l'expulsion des Jésuites.

2. — Les jésuites

Depuis longtemps à Dijon, et pour des causes différentes, grands seigneurs et bourgeois s'entendaient pour combattre les Jésuites. Les parlementaires ne les haïssaient point ; ils goûtaient, au contraire, la distinction de leurs manières, l'aménité de leur caractère, et peut-être leur indulgence aux faiblesses humaines. Car la chair des robins était faible et les tentations ne leur manquaient pas. Ils appréciaient aussi le savoir des Jésuites, leur érudition solide, leur pratique des auteurs anciens, et quoiqu'on les tint souvent à l'écart en leur qualité d'étrangers, il arrivait qu'un Bouhier en peuplât son hôtel. En tous cas, on s'accordait à reconnaître les services qu'ils rendaient à la jeunesse, à louer leur mérite de régents, et l'on ne trouvait pas de censeurs pour critiquer leur système d'éducation si approprié aux besoins de la société riche. Mais toute la haute robe et Bouhier lui-même faisaient front contre eux dès qu'ils intervenaient dans le gouvernement des affaires publiques, dès qu'ils se mêlaient d'imposer leur volonté aux cours souveraines pour organiser la tyrannie des consciences. Assurément, les magistrats faisaient la guerre sans passion ; peut-être que dans le secret de leur cœur beaucoup pensaient ce que de Brosses écrivait à Voltaire : « Je serais bien en peine de dire quelles peines les lois humaines peuvent infliger à un prêtre qui ne veut pas trouver sa pénitente en état d'être absoute (1) ». Cependant qu'importait le droit aux sénateurs ? Le public les soutenait ; la cause du jansénisme se trouvait liée à celle de leur indépendance, en sorte que sans rien examiner davantage ils suivaient leurs confrères de Paris dans l'affaire des Sacrements. Dans

(1) *Correspondance de Voltaire avec le Prêssident de Brosses*, p. 136.

la bourgeoisie, dans celle-là surtout qui ne vivait pas à l'ombre du Palais, on se fût peu inquiété que les Jésuites empiétassent sur l'indépendance des magistratures et que la puissance patricienne se trouvât un peu diminuée. Cette perte n'intéressait que la classe détentrice de la puissance et devait réjouir une plèbe moins attachée à l'autonomie provinciale qu'heureuse de tous les malheurs de la robe. Mais le contrôle que le parti jésuite exerçait sur les consciences, la bourgeoisie était la première à en éprouver les inconvénients. L'inquisition atteignait davantage les petites gens, elle les frappait avec plus de dureté et ils en ressentaient d'autant mieux les effets qu'il se trouvait parmi eux des jansénistes convaincus. (1) Quand les Parlementaires se riaient de ces querelles de moines comme ils se riaient jadis du quiétisme, des curés et de petits bourgeois croyaient avec sincérité aux propositions condamnées et ils souffraient le martyre pour la bonne cause. Ceux-là et tous les témoins de leurs épreuves vouaient aux Jésuites une haine féroce comme aux auteurs de tous les maux, et leur passion vigoureuse contrastait avec l'opposition raisonnée des patriciens indifférents au jansénisme et tournant en dérision les miracles du diacre Pâris, (2) mais qui pour défendre leur propre autorité, se posaient à propos de la constitution en champions des libertés gallicanes.

Chacun de ces deux mondes menait en somme contre les Jésuites une guerre particulière ; celui-ci préservait ses intérêts, celui-là luttait pour la vérité, et par esprit de haine et de vengeance prétendait non pas rogner les griffes à ses ennemis, mais les exterminer. Mais de même que plus tard elle épousait les goûts scientifiques de la bourgeoisie pour se conserver une place dans la vie intellectuelle de la province, l'aristocratie, dès la première moitié du siècle, manifeste aux Jésuites une animosité qu'elle ne ressentait pas dans le fond de son cœur, une hostilité empruntée aux passions plébéiennes. A Dijon, la guerre n'entraîna point d'événements considérables, la sagesse de la Compagnie en Bourgogne enlevait à ses antagonistes toute occasion d'entrer dans la lice. Mais on suivait avec attention les querelles qui surgissaient ailleurs, on épiait les fautes des Jésuites et pour la moindre affaire, on faisait un beau vacarme. On chargeait leur société de tous les péchés d'Israël, on l'accablait de toutes les plaisan-

(1) Par exemple Fromageot fils (LANGE, p. 104).

(2) Sur le diacre Pâris, cf. par exemple ms. 1.125

teries qui jadis se répartissaient sur le clergé tout entier, on lui prêtait, portés à leur perfection, tous les vices connus et pratiqués par les laïques, la cupidité, l'ambition, une paillardise insatiable qui surpassait celle de frère Jean. Et comme après tout la paillardise n'a jamais déshonoré personne, qu'on ne saurait blâmer avec beaucoup de sévérité les hommes qui s'abandonnent à la bonne loi de nature, on érigeait les bons Pères en citoyens de Sodome et on leur concédait le monopole des vices contre nature, comme si leurs élèves se souvenaient d'avoir été au collège autant de petits Gitons. On composerait une riche anthologie et qui blesserait les pudeurs les mieux cuirassées en recueillant les pièces hostiles aux jésuites qui inondaient les recueils dijonnais, en reproduisant tel poème comme le Philotanus (1) où la Société ne se voit convaincue de rien moins que de perdre à la fois les mœurs publiques, l'Eglise et l'Etat.

Vers 1730, un simple fait-divers suffit à remuer l'opinion. Un Jésuite originaire de Dôle et recteur du collège de Toulon, le P. Girard, abusant de ce qu'il était le directeur d'une fille simple d'esprit, avait imposé à sa pénitente de si étranges oraisons que, dit-on, elle en devint enceinte et fit disparaître le fruit ainsi conçu dans le mystère du confessionnal. Dans toute cette affaire, il n'y avait pas de quoi fouetter un chat, pour peu qu'on voulût se rapporter aux précédents. Si le P. Girard eût été cordelier ou capucin, nul ne se fût étonné de la vertu fécondante du froc. Chez un jésuite, on aurait dû louer un exploit qui lavait l'ordre du reproche de sodomie; en tous cas, les bourguignons n'étaient point gens dont la pudeur dût s'effaroucher parce qu'une fille avait perdu la sienne. Jadis ils ne se scandalisaient pas pour si peu: en 1682, l'année même où l'on proclamait les libertés de l'Eglise gallicane, un autre jésuite le P. Gaillard avait pris vis-à-vis d'une dame de haut parage (2) des libertés qui ne figuraient pas au programme de Bossuet. Succédant à un prélat qui n'avait pu combler les ardeurs de la belle, il avait fait pour la contenter, sinon des miracles, au moins tout ce qu'elle pouvait attendre d'un homme. Pensez-vous qu'on s'en indigna? on en

(1) Il existe de cette pièce de très nombreux exemplaires. Cf. par exemple, ms. 536, p. 381.

(2) Cf. Philibert DE LA MARE, *Mémoires de 1673*, p. 63. Il s'agissait de la duchesse de Choiseul.

rit, et l'on félicita le bon prêtre d'avoir fait oublier les défail-
lances de l'évêque et sauvé l'honneur de l'Eglise.

Père Gaillard, amoureux
Plus heureux
Et cent fois plus vigoureux,
Répara par six reprises
L'affront qu'il avait fait à l'Eglise (1).

Mais comme aurait dit Pascal, la vertu a ses époques : en 1730, on cria Haro sur l'infortuné P. Girard, parce que le Parlement d'Aix devant lequel il avait comparu l'avait mis hors de cour. Des influences puissantes étaient intervenues en faveur de l'accusé ; celle de sa Compagnie, celle du roi, sans compter l'inclination de plusieurs magistrats à servir les Jésuites. Il semblait qu'on eût fait violence à la justice pour sauver un coupable, et les violentes discussions qui s'élevèrent entre les magistrats provençaux retentirent jusqu'en Bourgogne. Pendant deux ou trois ans, la France entière s'employa à écrire l'épopée du P. Girard. Tantôt on plaisante sur l'aventure du bon Père, on le montre abusant la simplicité de sa pénitente et la persuadant qu'il lui ferait faire des miracles, ou bien rassurant sa conscience à la fin alarmée en lui faisant lire Sanchez :

Voyez vous même en lisant cette page
Comment on peut pour sortir d'embarras
Mentir tout haut et dire vrai tout bas. (2)

On rit de la faiblesse du Parlement et de la partialité des juges :

On n'a point vu le phénix naître.
Eh ! donc ! chaque chose en son temps !
On le verra bientôt paraître
Puisque l'on voit le merle blanc (3).

Ou encore en parlant de la demoiselle Cadière :

Girard dans l'ardeur qui l'enflamme
D'une fille en fait une femme,
Mais le Parlement plus habile
D'une femme en fait une fille (4).

(1) Ms. 848, p. 26.

(2) Bib. div., ms. 1.125, p. 40.

(3) Ibid., p. 70.

(4) Ibid., p. 65.

Mais on s'indigne aussi, et, pour le salut de la république, on réclame la proscription de la Compagnie :

Aucuns disaient : quel comble de malheurs
Pour les vivants, si de tels suborneurs
Osent encore pour augmenter leurs crimes
Leur débiter leurs sinistres maximes ;
S'ils sont connus, comment les potentats
Les souffrent-ils infecter leurs états ? (1).

et l'on adresse aux procureurs généraux près le Parlement d'Aix ces Philippiques enflammées :

O vous, censeurs maudits, d'Argent, Guedan, Ripert,
Beaucoup moins gens du roi que gens de Lucifer,
Vous, tigres altérés du sang d'une innocente,
Vous, de tout l'univers et la haine et l'horreur,
Vous, de vos descendants la honte et la noirceur,
Avalez à longs traits la mortelle couleuvre
Qu'engendre le mépris que mérite votre œuvre.
Pour vos conclusions détestables, infâmes,
Voilà les directeurs que nous vous souhaitons :
Des Pères Sabbatier pour vos garçons
Et des Pères Girard pour vos filles et vos femmes (2).

Ou bien on parodie le *Te deum* : « *Te Girardum damnamus, Te luxuriosum confitemur, Te f... utriusque moris omnis terra execratur, Tibi omnes sodomistae, Tibi inferi et infimae potestates, Tibi Lucifer et omnes diaboli incessabili voce proclamant, Jesuita, Jesuita, Jesuita, horror humani generis, Pleni sunt cœli et terrae horrendae famaе tuae* ». (3)
Et comme le P. Girard mourut à quelque temps de là, en odeur de sainteté, paraît-il, on ne manqua pas d'accuser les siens de l'avoir empoisonné à propos. Cependant, dans toute cette polémique, aucune trace d'inspiration janséniste, au contraire les mêmes recueils qui relatent les exploits du P. Girard contiennent des récits plaisants sur les miracles de Pâris. Un cer-

(1) Ibid., p. 46.

(2) Ibid., 50.

(3) Ibid., 100.

tain nombre de pièces se moquent à la fois de l'un et de l'autre :

Que Pâris à tous ses malades
Fasse faire maintes gambades,
Lè beau miracle que voilà;
Citons bien plutôt la Cadière
Puisque nous voyons Loyola
Sauter de Sodome à Cythère. (1)

Tout ce procès et le tumulte qu'il souleva furent provoqués par les rancunes de la robe contre une Compagnie qui violentait son indépendance, contre l'ingérence du pouvoir dans les affaires provinciales. En fait, il semble bien que la Cadière était folle en effet, et que le Parlement d'Aix, en la renvoyant à sa mère sans considérer ses dires, n'avait pas tous les torts contre soi. Mais toute la robe de France ne voulut apercevoir dans cette affaire qu'un abus d'autorité, et de partis-pris elle condamna les Jésuites devant l'opinion. Elle entama une guerre à coup d'épigrammes dont les conséquences devaient être graves non seulement pour la compagnie honnie mais pour la religion même. Sous Louis XIV, on ne respectait pas toujours la foi, mais on en plaisantait tout bas et si les augures riaient, ce n'était qu'entre eux. Désormais, pour tenir en échec le pouvoir royal, protecteur des Jésuites, on s'adresse au public, on étale toutes les vilenies dont on charge le clergé, tous ses vices supposés ou vrais. Par ambition, le patriciat fournit un arsenal à l'impiété, et dans l'ardeur de sa polémique, il blesse non seulement les jésuites, mais les évêques leurs alliés, mais tout le clergé agité pour ou contre le jansénisme, tant et si bien que le spectacle de ce chaos, que ces turpitudes rendues publiques, déconsidèrent la foi. On découvre sans pudeur la nudité de l'Eglise, et le résultat, ce sont des épigrammes comme le *Monde renversé*, dont les Jésuites ne sont pas seuls à souffrir :

Tout change aujourd'hui dans la France ;
Nouveau rival de Richelieu
Fleury s'arme de violence.
Le conseil semble croire en Dieu.

(1) Ibid, 51. Cf. aussi ms. 4.257, diverses pièces intitulées : La Girardièrre, La Colombe et le Corbeau (c'est le P. Girard qui est le corbeau), Lucifer dédommagé par le diacre Pâris, Brevet de calotte pour le Parlement d'Aix, etc...; ms. 845 : mandement de Momus sur les miracles du diacre Pâris, l'entrée du P. Girard aux enfers, le retour du P. Girard des enfers sur la terre.

Le Parlement devient traitable
Par la crainte des châtimens,
Vintimille quitte la table
Pour composer des mandemens.
Les curés, d'un ton charitable,
Aux évêques font des leçons.
On brave Rome et ses oracles,
L'appelant produit des miracles
Et les Jésuites des poupons (1).

Pour une fois, le jansénisme de la bourgeoisie et l'esprit parlementaire d'autonomie provinciale se trouvaient d'accord. L'un exérait le P. Girard en sa qualité de Jésuite, celui-ci ne pardonnait pas que son acquittement eût été arraché par la force à un tribunal patricien. Cependant la robe ne voulait point la mort des pécheurs, et pourvu qu'ils la laissassent régner en paix sur la Bourgogne, elle souhaitait la conservation de ses adversaires. N'ayant aucune attache avec le jansénisme, que des alliances temporaires et accidentelles, peu sympathique aux petites gens et aux curés martyrs de la constitution, elle ne poursuivait nulle vengeance contre la Compagnie. Le Parlement prouva bien en 1763 cette modération qui naissait de son scepticisme sur la doctrine. Il n'entreprit le procès des Jésuites que sur un ordre d'en haut et quand il était déjà décidé ailleurs. Des trois commissaires qui furent nommés, le premier dénonça l'ingérence de la Société de Jésus dans le gouvernement des affaires publiques, le second son caractère international et son obéissance passive à un général étranger, le troisième évoqua tous les arguments de la polémique soutenue par Pascal et fit le procès de la morale relâchée des casuistes (2). Mais le Procureur Général Quarré de Quintin osa présenter une apologie des accusés que l'on condamnait à l'avance et sans croire à la justice de leur condamnation. Il remarquait que les Cisterciens, eux aussi, obéissaient à un général étranger, sans que nul ne songeât à le leur reprocher. Il louait les Jésuites pour la sévérité de leur règle, qui, disait-il, «leur sert à n'avoir que de bons sujets», (3) il rappelait leurs services comme éducateurs et tous les bienfaits que leur devait la jeunesse. Tout au plus concédait-il qu'il

(1) Ibid., p. 106.

(2) Cf. *de la Cuisine*, III, 244.

(3) Ms. 1.195, p. 60.

convenait de leur retrancher leurs privilèges particuliers ; mais pourvu qu'ils se réduisissent à la loi commune, il fallait non seulement les souffrir par esprit de justice, mais se réjouir de leur présence et de leur dévouement. « Profitons, concluait-il, du bien que les Jésuites peuvent faire, empêchons le mal qu'ils peuvent causer. » ...« Les Jésuites ont rendu des services, ils peuvent en rendre encore... On leur reproche des vues ambitieuses, prévenons-en les suites, soyons attentifs dans toutes les occasions à les ramener à la condition des autres sujets du roi. » Et la preuve que le Parlement cédait à un entraînement plus qu'il n'agissait de son propre mouvement, c'est qu'il ne fit rien qu'après les autres cours, c'est qu'on se procurait des mémoires sur la conduite qu'avait suivie en cette affaire le Parlement de Grenoble et qu'on se réglait en toute chose sur les exemples d'autrui (1). La passion manquait pour soutenir la violence, la conscience désapprouvait un attentat que l'on commettait sans conviction, et l'on se résignait à sévir par imitation, et comme disait un magistrat, pour ne point rendre un arrêt de bigarrure (2). Par crainte de l'opinion qui condamnait les Jésuites, on les condamnait ; on repoussait l'éloquent mémoire que le P. Griffet présentait en leur faveur, mais dans le fond du cœur on reconnaissait la justice de leur défense ; on confisquait leurs biens tout en se rendant compte qu'on commettait une spoliation, on les exilait vieux ou malades, de même qu'à Paris on leur refusait jusqu'au délai nécessaire pour subir une intervention chirurgicale, et l'on se portait de sang-froid à ces cruautés. On s'y portait par peur, par peur de paraître rétrograde, par peur de se heurter à l'opinion publique, par crainte des sarcasmes et des railleries. On se prêtait aux vengeances de la bourgeoisie, à celles des jansénistes, à celles des curés que réjouissait la persécution des persécuteurs, car si le peuple se souciait peu des jésuites, la classe moyenne depuis l'affaire du quiétisme avait un vieux compte à régler avec eux. La robe épousa des passions qu'elle ne ressentait pas et ses meilleurs esprits ne s'y résignèrent qu'à regret.

Ce fut le cas du Président de Brosses. Jadis, quand il séjournait à Rome, il découvrait combien on s'exagérait en France l'influence de la Compagnie sur le pape, et il notait pour l'édification de ses amis que le général des Jésuites ne

(1) Ms. 4.195, manière d'opérer contre les Jésuites, p. 36.

(2) *De la Cuisine*, III, p. 257.

comptait pas plus à Rome que celui d'un ordre quelconque (1). Il est d'ailleurs rempli d'admiration pour les Pères de la Société. Il estime leur science et leur mérite littéraire, mais plus encore leur œuvre de missionnaires, et les dangers qu'ils affrontent pour civiliser les sauvages. Jamais, il ne cite leur gouvernement théocratique du Paraguay sans en faire l'éloge, et dans les mers de l'Extrême-Orient, il n'ignore pas l'audace déployée par ces hardis soldats du Christ. Peut-être aussi, en élève fidèle, eût-il rougi de précipiter l'exil de ses anciens maîtres ; toujours est-il qu'il s'appliqua à les sauver. « Il appelait l'arrêt la Valette une avanie à la turque. » (2) le P. Gauthier, recteur du Collège, attestait dans une lettre, en 1763, que les Jésuites « devaient » à leur ancien élève « la plus sensible reconnaissance » (3), et l'année suivante, le Président de Brosses écrivait à Monclar : « Voilà le dernier coup porté aux Jésuites, et je ne doute pas que leurs cabales et leurs intrigues ne leur aient mérité ce nouveau traitement. Mais beaucoup de gens sans partialité trouvent (et je ne sais s'ils se trompent) que la forme de cet arrêt est despotique et le traitement cruel, qu'il est dur de mettre ainsi les gens dehors avant que de leur avoir donné du pain et de les bannir sans information ni procédure juridique, que les arrêts d'emblée ressemblent un peu à des lettres de cachet non révocables, enfin, qu'il ne serait pas prudent de mettre la pitié publique du côté d'une société dont il a été si à propos de se défaire (4).

En somme, ce grand événement laissa, de nombreux témoignages l'attestent, le peuple indifférent. Il est certain qu'à Paris, il était voulu par un parti puissant dans l'opinion. En Bourgogne, le bas clergé et la bourgeoisie janséniste le désiraient, le haut clergé lui était hostile et la haute robe ne désirait pas en venir à cette extrémité. Mais le gouvernement s'abandonnait à l'opinion inclinant peut-être à conclure l'alliance que lui proposait le bas clergé, à favoriser la plèbe pour abattre les privilèges des évêques, à énerver l'Eglise pour la mieux plier à ses volontés ; et le Parlement de Dijon, esclave de la popularité, redoutant peut-être les flétrissures qui jadis avaient marqué dans l'affaire Girard les partisans des Jésuites, la haute robe tout entière, se fit l'instrument d'une vo-

(1) *Italie il y a cent ans*, II, 149.

(2) FOISSET, p. 232.

(3) FOISSET, p. 239.

(4) FOISSET, p. 233.

lonté qui ne venait point d'elle. L'expulsion de la Société de Jésus pouvait sembler le triomphe des idées gallicanes et les arrêts qui la frappaient l'accusaient en effet de contrevenir aux lois du royaume et d'y troubler l'ordre. Mais ce prétexte ne trompait personne. Elle succombait victime des rancunes jansénistes, victime de l'influence croissante de la bourgeoisie, victime de l'opinion publique que le ministre flattait, que le roi n'avait pas la force de braver, dont la robe, désormais soumise, subissait la direction. Elle tombait comme le rempart des privilèges ecclésiastiques, comme le symbole de la situation exceptionnelle que l'Eglise occupait dans l'Etat, et les évêques qui ne surent pas la sauver pressentaient du moins qu'en la perdant ils s'affaiblissaient. Sans forces par eux-mêmes, livrés à leur impuissance, trahis par le gouvernement et sans appui dans la robe, ils déploraient le sacrifice que leur arrachait la bourgeoisie laïque alliée à la plèbe du clergé. Ils sentaient qu'ils venaient d'assister à un événement considérable, que dans le royaume si stable en apparence par ses institutions, des idées nouvelles s'agitaient au sein d'une société nouvelle.

CHAPITRE XIV

LES OPINIONS RELIGIEUSES

Il est toujours difficile de définir les croyances d'une société, de résumer en des formules générales le contenu divers des consciences individuelles. Au dix-huitième siècle, comme en d'autres temps, on rencontre de fervents chrétiens et de fort tièdes, des dévots et des athées, en sorte qu'on ressent une impression confuse et contradictoire en feuilletant les manuscrits où se sont déposées les idées d'autrefois. Encore les documents nous font-ils défaut concernant l'âme des foules : seulement à la lueur fugitive de quelques incidents, aux procès des fidèles contre leurs pasteurs, aux imprécations qui sont dirigées contre les impies, on s'aperçoit que la ferveur n'est pas unanime, qu'en général les pratiques du culte sont observées, mais que la foi ne se répartit pas également dans les cœurs. Sans s'aventurer beaucoup, on en peut dire autant de la bourgeoisie éclairée, de cette classe moyenne aux conditions si diverses qui commence aux confins du patriciat et par degrés insensibles s'enfonce jusqu'aux profondeurs de la plèbe. Il semble cependant que de plus en plus elle se déclare hostile au clergé. Non par des contes ou des épigrammes à la façon de La Monnoye sur la paillardise ou l'ignorance des religieux, par les plaisanteries traditionnelles de l'humeur gauloise, inoffensives en somme parce qu'elles manifestent l'envie de rire beaucoup plus que de nuire. Ce sont critiques sérieuses d'âmes avides non de se distraire, mais d'agir et de réformer les institutions. « Tous les jours, constatent les *Affiches dijonnaises*, on se récrie contre l'inégale distribution des richesses de l'Eglise et contre l'emploi qu'en font quelques-uns de leurs possesseurs » (1). Des lecteurs se plaignent du discrédit où sont tombés les ordres réguliers : « J'entends,

(1) *Affiches dijonnaises*, 13 février 1776.

écrit l'un d'eux, déclamer perpétuellement contre les moines (1) » et pour les défendre, il invoque non la sainteté de leur vie ni les services qu'ils rendent à la religion, mais les avantages que les monastères rentés apportent aux bourgs où ils se trouvent, ceux qu'ils apportent à l'économie de tout le royaume, car seuls ils plantent des bois quand partout on défriche les forêts. Apologie qui, sans doute, n'était pas inutile, car le journal la recommence à chaque occasion : « Les services rendus par les moines à la religion rendent la critique téméraire de notre siècle moins difficile et plus équitable. Ne leur envions point le bien que leur firent nos ancêtres; sans eux notre histoire serait un chaos, nos villes et nos bourgs des déserts (2) ». Ne devine-t-on pas à travers ces lignes quelles étaient déjà les convoitises des futurs acquéreurs des biens nationaux. Nul ne pouvait douter de l'impopularité des couvents et l'auteur de certain mémoire manuscrit la confessait sans ambages (3). Ayant extrait de l'Encyclopédie et rangé par ordre alphabétique de matières tous les reproches formulés contre les réguliers, il avait entrepris de défendre, contre les satires philosophiques, la légitimité et la sainteté de la vie religieuse. Car si l'on jalousait les richesses des ordres monastiques, on condamnait leur existence même au nom de l'humanité et de la raison.

Par contre, nous voyons se manifester dans la bourgeoisie comme un instinct religieux. Les mémoires qu'elle présente aux académies, les recueils où elle conserve les extraits de ses lectures ou de ses méditations nous révèlent une âme capable d'enthousiasme, hostile à tous les scepticismes, au scepticisme de la vertu comme au scepticisme de la foi. Elle croit à la morale, elle croit à la conscience, elle croit en Dieu ; les curés croient en Jésus-Christ, acceptent la doctrine de l'Eglise, et si parfois ils s'insurgent contre sa discipline, c'est qu'ils souhaitent une sorte de retour à la perfection des temps apostoliques. Les esprits éclairés se permettent bien des libertés à l'égard du dogme, ils épurent le christianisme jusqu'à le confondre plus ou moins avec la religion naturelle, mais ils s'accordent à en conserver les principes essentiels : l'amour du

(1) Ibid., 31 août 1779. Cf. aussi ms. 1.241, p. 57 sqq., cette constatation que l'opinion est contre les moines. L'auteur du recueil attribue leur impopularité et le déclin de la vie religieuse à l'Encyclopédie.

(2) Ibid., 1785, p. 199.

(3) Ms. 1.241. p. 57.

bien, la croyance en un Dieu bon et dans l'immortalité de l'âme. Les uns répètent leur credo avec la foi docile du charbonnier (1), les autres se perdent dans le vague d'un déisme philosophique, le plus grand nombre s'abandonnant à la fois à ces deux tendances s'efforce de les concilier, de prouver l'identité entre les révélations de la foi et les enseignements de la raison (2). Les recueils ne sont pas rares qui contiennent la « Preuve morale de l'autorité et de l'infaillibilité de l'Eglise, indépendante des passages de l'Ecriture Sainte qui la lui donnent (3) ». Mais dans tous ou à peu près, on combat l'incrédulité. Si l'on cite l'*Encyclopédie*, c'est souvent pour la réfuter et pour s'indigner contre l'athéisme. C'est dans ce milieu bourgeois que le jansénisme a recruté les quelques adeptes qu'il possède en Bourgogne et que Rousseau trouve ses disciples. Mais parce qu'à ses yeux la religion est une foi et non pas une institution, cette société animée par l'esprit religieux censure l'opulence et la paresse des moines, les faiblesses du haut clergé, dénonce le luxe et l'inconduite des évêques, les soucis temporels de la cour de Rome, exécra les Jésuites ; le corps de l'Eglise se révolte contre la tête et dans son zèle passionné la bourgeoisie se rencontrera avec la politique intéressée et ambitieuse des magistrats.

Ceux-ci ne sont pas tous athées. On peut même avancer que tous sont persuadés qu'il faut une religion pour le peuple, qu'il en faut une aussi pour renter les fils de famille, et tandis qu'ils punissent avec rigueur les sacrilèges, ils protestent d'autre part, quand, pour le bien de l'Eglise, le ministre réduit le nombre des canonicats en supprimant ceux de la Sainte Chapelle. Le maire avoue leurs motifs avec ingénuité : « C'étaient, écrit-il à l'évêque d'Orléans, quarante et une places affectées pour ainsi dire aux enfants de Dijon, d'un revenu modique il est vrai, mais cependant presque aussi considérable qu'à Autun et du double au moins des prébendes d'Auxerre... Les enfants de nos familles sont accoutumés à cette médiocrité ; la plupart vivent avec leurs parents, et quelques-uns, malgré cette médiocrité, leur sont en-

(1) Ms. 536 : La religion sous la loi de nature, sous la loi écrite, sous la loi de grâce (p. 190). — Ms. 1.207 (vérité et sainteté de la religion catholique).

(2) Ms. 1.251, 1.252 (Recueils concernant la religion).

(3) Ms. 1.240.

core de quelques ressources » (1). Dans la haute robe, on ne demande à la religion que des profits; on se défie de l'Eglise parce qu'elle échappe à l'autorité des magistrats et détient une part du gouvernement. La vieille querelle se poursuit entre le sacerdoce et l'empire, mais le pouvoir civil s'est enhardi et le sacerdoce paie tous les frais de la guerre. On ne veut point d'une autorité étrangère qui censure les consciences, on proclame que « le pape n'a aucune autorité sur le temporel de qui que ce soit (2) » et, du moins en théorie, on conteste à l'ambition du pontife le droit de prohiber les livres. « Sous couleur de religion, le pape condamne avec la même sévérité les auteurs des livres où l'autorité des princes et des magistrats séculiers est soutenue contre les usurpations ecclésiastiques, où le pouvoir des conciles et des évêques est maintenu contre les prétentions de la Cour de Rome, où sont découvertes l'hypocrisie et la tyrannie qu'elle couvre du manteau de la religion pour abuser et maîtriser les peuples; en un mot, l'on ne trouva jamais un plus beau secret, pour hébéter et abâtardir les hommes par la religion ». Ou bien on proteste contre la juridiction ecclésiastique » « Les canonistes ont bien osé traiter d'hérétiques ceux qui ne veulent pas se laisser prendre pour des aveugles, et qui pis est, ils n'ont pas eu honte de dire que ni les magistrats, ni le prince même ne pouvaient pas se mêler des causes que les clercs se sont attribuées parce qu'elles sont spirituelles; mais la lumière de la vérité n'a jamais été si éteinte qu'il n'y ait eu dans les premiers temps des gens pieux et savants qui se sont opposés à cette doctrine en montrant la fausseté de l'argument qui la prouve, car la majeure qui dit que les laïques sont incapables de connaître les choses spirituelles est absurde... (3) ». Les canonistes « ont établi au milieu de chaque état un gouvernement indépendant du public qui est une forme de police que jamais aucun politique eût pu imaginer être possible (4) ». Le deuxième ordre du clergé sollicitait le roi de gouverner l'Eglise pour résister à la tyrannie des évêques. La haute robe prétendait aussi soumettre le spirituel au contrôle de l'autorité sécu-

(1) Ms. 847, p. 43. Cf. également *Mercure dijonnais* (427) : « on apprit à Dijon la nouvelle de la suppression de la Sainte Chapelle et de la réunion de son chapitre à la cathédrale. Cette nouvelle surprit et fâcha une partie des citoyens parce que cette suppression ôtait dix ou douze places au moins aux enfants de bonne maison de la ville ».

(2) Ms. 845, p. 314. Puissance ecclésiastique.

(3) Ibid., p. 642 sqq.

(4) Ibid., p. 644 sqq.

lière, et, pour des ambitions différentes, l'un et l'autre rêvaient d'une sorte de constitution civile analogue à celle qu'établira la Révolution. La plèbe par esprit d'indépendance, le patriciat par avidité de domination, aboutissaient à la même politique. Celle-là rêvait d'un clergé réformé dans sa tête, celui-ci d'une religion asservie à l'Etat comme l'avait été la religion romaine et ce n'était point sans arrière-pensée qu'en arrivant à Rome, de Brosses se plaisait à remarquer les fautes d'un gouvernement théocratique.

Au reste, les croyances du Président de Brosses et de ses amis montaient à peu de chose. Ruffey à vrai dire professait un certain respect pour la foi et cette décence dans les opinions le recommandait pour diriger une académie. Encore son zèle se tenait-il dans une juste modération et conseillait-il à une certaine Julie de ne pas entrer en religion avant d'être bien sûre de sa vocation (1). Mais Legouz de Gerland, un de ses familiers, avait « le défaut d'être peu réservé dans ses propos surtout avec les femmes et il en avait encore un plus grand, celui de parler trop librement de la religion (2) ». N'en point avoir, passe encore, mais Legouz de Gerland manquait à la dignité de sa condition. Sans doute n'était-ce pas la philosophie qui l'avait conduit à l'incrédulité et l'on ne voit pas qu'à l'instar de Maleteste il ait fréquenté Helvétius. Ce dijonnais paillard et libre en ses propos évoque plutôt à notre pensée quelque personnage rabelaisien. C'est la verve gauloise qui jadis égayait les réflexions des bourguignons sur les prêtres et la religion, et le patriciat a conservé la liberté de sa pensée et de son parler. Il est resté l'ami des plaisanteries salées et ce sont toujours les porte-soutane qui en font les frais, cependant il est vrai d'ajouter que la philosophie encyclopédique inspire aux satires une animosité plus vive. Le Président de Brosses, pour ne citer que lui, évite cependant de contredire ouvertement la Bible, et comme Voltaire dans son *Essai sur les mœurs*, comme Buffon dans son *Histoire naturelle*, il réserve toujours « les vérités de notre sainte religion ». Mais ces réserves sont pour

(1) Ms. 1.037, p. 208. Cf. d'autre part, ms 1.735, le début de « la nonne défroquée » :

L'intérêt et l'ambition,
Bien plus que la religion,
Pour mieux soutenir les familles,
Ont peuplé les couvents de filles.

(2) LANGE, p. 143.

sa tranquillité. Quelles qu'aient pu être ses croyances, sa vie fut d'un épicurien, et les réflexions qu'il se permet dans l'intimité ne semblent pas le fait d'un chrétien bien fervent. Incapable de comprendre les inquiétudes spirituelles qui sont à la source du jansénisme, il s'étonne qu'on puisse disputer pour des subtilités et combattre la décision du pape après l'avoir obligé à intervenir dans une affaire qui lui était indifférente. (1) Grand lecteur de Rabelais, le Président de Brosses n'arrive pas à comprendre que la chasteté soit agréable à Dieu ni qu'on puisse gagner le ciel en torturant la chair. « Les nations, écrivait-il à Madame Cortois de Quincey, ont, de part et d'autre, des façons de penser bien diverses ; chez nous, la chasteté est une vertu qui a le pas sur toutes les autres, s'il faut vous en croire, car Dieu sait combien vous faites les renchéries du peu que vous avez. Sur quoi je vous dirai en passant, que vous ne devriez pas tant vanter cette vertu, de peur que l'on ne croie que vous ne l'exaltez si fort que parce que vous trouvez qu'elle est la plus difficile à pratiquer. Chez les Guèbres, la chasteté absolue est regardée comme une abomination devant Dieu, n'y ayant rien de plus conforme à ses premiers préceptes ni de plus méritoire que d'entretenir le monde qu'il a créé en y produisant et faisant croître autant de créatures humaines, de plantes et d'animaux qu'il est possible. En général, le célibat, chez tous les Orientaux, est regardé comme un état malhonnête et la stérilité comme un très grand malheur. Leur morale à cet égard me paraît plus saine que la nôtre. J'en ai un bon garant ; c'est celui qui dit que l'arbre qui ne produit point de fruit sera coupé et jeté au feu (2) ».

Plus tard, la philosophie agissant, on rassemble à Dijon des documents, on élabore des critiques touchant le célibat monastique, on se pique de raisonner en citoyen, de réformer les lois de l'Eglise dans l'intérêt de la république ; la vérité, c'est que l'esprit gaulois n'a jamais compris que le prêtre vécût autrement que le commun des hommes, qu'il n'épousât aucune femme afin sans doute de les convoiter toutes. Avec leur penchant accoutumé vers la paillardise, on devine quels contes colportent sur le clergé les magistrats bourguignons et de quelles plaisanteries ils se régalaient. Ils goûtent fort des pièces comme *l'opéra des moines* où les religieux braillent

(1) *Italie il y a cent ans*, II, 149. Cf. aussi FOISSET, *Correspondance de Voltaire et du Président de Brosses*, p. 136.

(2) *Italie il y a cent ans*, II, p. 223.

en manière d'oraison des chansons à boire, où la dive bouteille attire toutes leurs adorations, où la bibliothèque est un désert de la Thébaïde cependant que de la cave au réfectoire flacons de trotter et brocs de voler, que les tonneaux se vident et que les estomacs s'emplissent au joyeux carillon des bouteilles (1). En Italie, de Brosses ne manque jamais de noter les anecdotes propres à signaler la lubricité du clergé; à Dijon, tous ses confrères en usent de même, comme ils en avaient toujours usé, mais qui pis est, les plaisanteries traditionnelles se tournent en attaques personnelles et directes contre les membres les plus en vue du clergé.

C'est que la robe n'avait jamais fait bon ménage avec les princes de l'Eglise. Les prélats se recrutaient dans la haute noblesse, ils persécutaient les curés jansénistes, ils intervenaient dans la collation des bénéfices, ils tenaient une place importante aux Etats, ils figuraient en un mot dans la province comme une puissance étrangère, à la fois spirituelle et temporelle et rivale de l'autorité parlementaire. Leur ambition s'était de tout temps querellée avec l'ambition patricienne, mais la présence permanente d'un évêque à Dijon avait envenimé les différends. Avec les deux premiers évêques, avec les deux Bouhier on s'entendit sans trop de peine; la confraternité patricienne leur conciliait les sympathies. Mgr d'Apchon au contraire abondait en vertus et la pureté de ses mœurs autant qu'une charité inépuisable le distinguaient parmi les pasteurs sans vocation et les débauchés qui traînaient la mitre dans les mauvais lieux. Mais il commit l'imprudence conjointement avec l'évêque d'Orléans de vouloir toucher aux canonicats de la Sainte-Chapelle, les plus sacrés de tous, car ils échéaient aux fils de famille. Le résultat ne se fit pas attendre; sifflé, berné, moqué dans la bonne société (2), tandis que le peuple vantait ses mérites, il voyait courir des pamphlets comme cette *Prédiction tirée d'un ancien manuscrit au sujet de l'union de la Sainte Chapelle avec la Cathédrale*: « Dans ce temps-là il arrivera des événements inouïs et dignes des siècles de l'ignorance et de la stupidité: l'Eglise sera gouvernée par des pontifes ou fanatiques ou im-

(1) Ms. 1.257, I. Opéra des Moines.

(2) Ms. 917, p. 42: « Il (Mgr d'Apchon) ne parlera jamais ni de l'Ecriture, ni des pères, ni des conciles, ni du droit canonique, parce qu'il ignorera toutes ces choses, mais il raisonnera passablement sur la marine » (Mgr d'Apchon avait, en effet, servi dans la marine, et il était de petite fortune.

béciles. Parmi ces pontifes, il s'en élèvera un qui ne devra son crédit et sa faveur qu'à l'adulation et à la complaisance; il abusera de l'autorité qui lui sera confiée, il surprendra la religion et la bonne foi du roi des Français; il lui fera dire ce que sans lui le Prince n'aurait jamais dit, et ce pontife se servira de toutes sortes de voies pour parvenir à ses fins; il supprimera une compagnie respectable et utile pour flatter son orgueil et immortaliser son nom. Le pontife s'appellera l'évêque d'Orléans. Dans ce même temps, il y aura aussi un autre pontife qui se nommera le troisième évêque de Dijon (d'Aphon). Cet homme nouveau aura d'abord fait le métier de matelot qu'il quittera pour prendre la houlette; il n'aura d'autre mérite que la protection d'un prince puissant (Condé), les vieux parchemins de ses ancêtres et leurs fleurs de lys » (1). Ce prélat vertueux passait pour un imbécile; après lui, M. de Vogüë se chargea d'alimenter la chronique scandaleuse, et son luxe aussi bien que sa luxure enrichirent les marchands et les filles (2), tout en offrant à la malice bourguignonne une mine inépuisable d'épigrammes. Mais les satires se font agressives, elles s'échappent des salons et des bibliothèques pour se répandre par la ville et l'incrédulité patricienne, échauffée par la colère, causait sans s'en douter un tort irréparable à la religion qu'elle prétendait asservir tout en la conservant. Elle oublie la retenue de Bouhier, sa défiance de l'esprit philosophique, et dans les diatribes contre

(1) Ms. 917, p. 42.

(2) Cf. bib. div. ms. 1.227, p. 90.

La chronique scandaleuse a rapporté plusieurs traits concernant M. de Vogüë, évêque de Dijon. On a dit qu'étant à la procession du jubilé de 1777 suivi de deux grands laquais en habits rouges galonnés en or avec l'épée, il fut pressé d'un si grand mal de ventre qu'il... dans sa culotte en chemin. Autant que je puis me le rappeler, cette procession que je vis passer allait à l'église Saint-Jean par la rue Poulailherie. On raconte encore qu'un jour à Plombières pendant une absence de son portier, il vint pour se coucher à sa place avec sa femme. L'évêque en chemise et en caleçon vint à dix ou onze heures du soir frapper à la porte que la femme refusa d'abord de lui ouvrir; mais enfin comme il exigea absolument, elle ouvrit. Monseigneur entra et fut bien surpris de trouver la place déjà prise par l'abbé G..., un de ses grands vicaires; il fallut que l'autre s'en retournât fort mécontent. Le château de Plombières est extrêmement somptueux; j'ai vu un boudoir en indienne avec les fauteuils et la bergère à fond de glace d'étoffe pareille et les tableaux analogues. Tout le château était meublé et décoré avec tout le goût imaginable et de la manière la plus voluptueuse. On y donnait très souvent des concerts. On assure que toutes les filles du village étaient obligées de passer par les mains de Monseigneur et des aumôniers et grands vicaires. M. de Vogüë est encore accusé d'avoir perdu dans une partie de jeu, à Paris, le revenu de son évêché, sa chapelle, sa croix, sa crosse, enfin tous ses bijoux.

Mgr d'Apchon, on rencontre des réflexions comme celle-ci : « Un sage répondra qu'il faudrait réduire les évêques au droit commun en rétablissant les élections (1). »

C'était à peu près le souhait qu'en 1750 le clergé plébéen insérait dans ses remontrances, et par des mobiles différents le patriciat s'associait aux revendications de la plèbe. La bourgeoisie laïque, tout comme le sacerdoce inférieur, souvent chrétiens convaincus et presque toujours déistes, non seulement pratiquaient tous les gestes du culte mais respectaient l'idée religieuse; ils croyaient en Dieu et en ses enseignements et pour le servir ils voulaient des pasteurs à qui le Christ pût dire, sans trop se compromettre : *sede a dexteris meis*. Aussi tous ces prélats courtisans et débauchés, tous ces seigneurs dont l'argent des pauvres ne contentait pas les caprices, ils les haïssaient comme les profanateurs des choses saintes. Ils les jaloussaient comme les représentants d'une noblesse orgueilleuse et avilie à qui sa naissance réservait les honneurs et dont la morgue méprisait les humbles pour toujours enfermés dans des ministères plus fertiles en peines qu'en récompenses. Ils détestaient les Jésuites comme les corrupteurs de la morale et de la foi, comme les persécuteurs du jansénisme, comme les entremetteurs qui poussaient l'Eglise aux adultères et la salissaient de leurs scandales et de leurs ambitions. Et leur passion s'exprimait en satires violentes contre les ministres indignes, cependant qu'ils espéraient une réforme de l'intervention du pouvoir laïque, qu'ils rêvaient d'une religion plus spirituelle et régénérée par le gallicanisme et qu'ils obtenaient au moins comme première satisfaction l'expulsion violente de la Société de Jésus.

La robe, au contraire, désirait la conservation du culte, puisqu'elle l'exploitait à son profit. Elle s'inquiétait peu de savoir comment les pasteurs paissaient les ouailles du Seigneur, pourvu qu'elle prélevât un tribut sur leur laine. Elle défend le culte et frappe sans pitié ses ennemis, mais elle n'est cruelle que par état et par intérêt. Elle pratique le culte sans croire à la religion et, comme les sénateurs romains, elle vénère les institutions tout en méprisant les croyances. Laïque de caractère et d'esprit, elle a de tout temps combattu tout ce qui soumettait l'Eglise à une autorité étrangère, tout ce qui l'exceptait de la juridiction patricienne, elle entreprend d'asservir la religion à l'Etat, c'est-à-dire de se l'asservir à

(1) Ms. 917, p. 42.

elle-même. Le Souverain Pontife est un étranger, elle voudrait annuler son pouvoir; les jésuites lui servent de milice, elle voudrait les désarmer. L'Eglise intervient dans le gouvernement, elle cherche à l'en exclure; le clergé s'isole derrière ses privilèges, elle prétend le réduire à la loi commune. L'Empire étend la main sur le sacerdoce pour en achever la conquête. Bien entendu, dans cette politique inspirée par le seul intérêt, nulle vénération pour les croyances. Le scepticisme de la robe ou s'en inquiète peu ou s'en divertit et, l'humeur gauloise aidant, en public les magistrats sévissent contre les sacrilèges, justifient leurs interventions dans les affaires de l'Eglise par les alarmes d'un zèle pieux, cependant qu'au dedans d'eux-mêmes ou avec leurs amis ils donnent libre cours aux saillies de leur irrespect.

Cette attitude, ils l'ont prise depuis longtemps, et, s'ils étaient seuls, elle se prolongerait durant une éternité. Car leur scepticisme ne cherche pas à démolir le culte, car leur politique n'aboutit qu'à arrêter les progrès de l'adversaire, mais au dix-huitième siècle l'agitation qui remue la bourgeoisie et le bas clergé, les passions qui remuent l'opinion publique, toutes ces forces nouvelles qu'elle sent sourdre autour d'elle, encouragent la robe et la contraignent à l'énergie. Ses colères, d'autre part, se sont exaspérées de la résistance des évêques dans l'affaire de la Constitution, et peut-être aussi de petits intérêts de classe lésés par la maladresse de certains prélats. Elles se joint au mouvement, elle le devance pour se donner l'air de le conduire et peut-être est-elle emportée plus vite et plus loin qu'elle ne voudrait. Elle expulse les Jésuites, qu'elle souhaitait seulement contenir; elle en vient à saper jusqu'à la hiérarchie ecclésiastique, jusqu'à discuter l'obéissance due aux évêques, alors que jamais elle n'a désiré attenter aux institutions. Elle sert le jansénisme et ses passions dont elle se moque; et pour faire chorus à l'opinion qui décrie le haut clergé, elle produit au grand jour ses vieilles plaisanteries sur les prêtres et les moines, elle les imprègne de fiel et se fait une arme de ses jeux. Elle sert les incrédules qui veulent écraser l'infâme et quoi qu'elle évite par dignité ou par prudence de les approuver ouvertement, elle les aide dans leur œuvre de destruction. Dans sa politique religieuse comme dans ses études, elle a cessé d'être elle-même et rejoint le troupeau. Par crainte de l'isolement elle s'est avancée dans la foule, elle s'y est confondue et bien qu'elle suivit une route un peu différente, elle

s'est mise à courir avec la multitude, gagnée par une sorte de contagion mais aussi pour éviter d'être piétinée par la masse. Elle n'a plus d'histoire particulière, car si elle a fourni un programme de laïcité, des satires contre les prêtres, depuis longtemps l'opinion s'est approprié ces idées, les a adaptées à son esprit, à ses vues particulières, à des passions plus actives que le scepticisme patricien, en sorte que la robe ne commande pas la lutte contre l'Eglise, pas plus qu'elle ne domine désormais la politique.

SECTION II

La politique

CHAPITRE XV

LES OPINIONS

1. — L'opinion patricienne

Créée pour rendre la justice, la robe consacrait à la politique le meilleur de ses soins, et de cour judiciaire le Parlement en particulier s'érigeait en Sénat. Dans la province il prétendait au contrôle de toute l'administration, à la surveillance de la police, il n'était matière où il ne portât ses regards curieux et à propos de laquelle il ne dît son mot. Vis-à-vis du gouvernement il revendiquait le privilège de faire exécuter tous ses ordres et par la même occasion le droit de les approuver ou d'en demander la réforme. C'était par une telle politique que jadis le sénat romain d'abord simple conseil des magistrats, s'était élevé de fait jusqu'à l'autorité effective et suprême; et ce n'était point la faute des patriciens bourguignons si les conquêtes de leur ambition n'égalaien point celles des patriciens antiques. Concentrant entre leurs mains la possession du sol et celle des lois, ils régnaient sur la Bourgogne en tyrans soupçonneux et d'autre part ils mettaient tous leurs efforts à éliminer l'autorité royale, à laisser au prince l'apparence du pouvoir pour en usurper la substance, à être les maîtres obéis et présents du pays au nom d'un maître absent et impuissant. A l'omnipotence du souverain ils opposent les privilèges de la province et pour braver les ordres du ministre ils se réfugient derrière le rempart de la coutume, derrière cette coutume codifiée par Bouhier et qui, s'amalgamant au droit romain, peut passer pour un corps de lois complet et cohérent. Satisfaite de sa puissance, n'ayant guère à

espérer et tout à perdre, la haute robe s'est toujours montrée conservatrice avec résolution, et pour doctrine politique elle proclame la sainteté des traditions comme des institutions de la province. Elle leur est attachée par le lien solide de l'intérêt et la continuation du passé semble la plus sûre garantie de l'avenir.

La domination aristocratique a rendu de grands services à la province. La terre qu'au dix-septième siècle ils avaient acquise à bas prix comme un bien sans maître et laissé à l'abandon, les champs déserts qui paraissaient s'offrir au premier occupant, toutes ces campagnes en friches et veuves de leurs habitants, les robins les ont rendues à la culture et à la vie. L'argent de la ville a fécondé les guérets, il les a ressuscités par le travail de l'homme, il a bâti des chaumières, fourni des outils, l'intelligence des propriétaires a renouvelé la routine agricole, importé des plantes inconnues, amélioré les troupeaux en amenant à grands frais des reproducteurs. La vente des produits est devenue plus rémunératrice des efforts et, pour ne citer qu'un exemple, on peut suivre d'années en année le prix des grands vins qui s'élève par un progrès continu (1). En même temps, autant du moins qu'il dépendait d'elle, la robe a préservé contre le gouvernement les intérêts particuliers de la province, elle a protesté à chaque imposition nouvelle et son dévouement à la cause du peuple semblerait sans borne pour peu qu'on le mesurât à l'abondance des remontrances parlementaires.

Mais on sentait bien que cette sollicitude avait sa source dans l'égoïsme, que l'aristocratie ne protégeait le troupeau confié à ses soins qu'afin d'en garder tout le revenu. La terre qu'ils avaient sauvée de la barbarie payait au centuple les sacrifices des robins et les dépenses qu'ils consentaient pour la fertiliser n'étaient que les placements d'une avarice avisée. Ces paysans auxquels ils avaient offert un asile, ils les exploitaient, ils en suçaient la substance jusqu'à la moëlle. Ils les nourrissaient comme des bêtes de labour, et s'entendaient à charger le bât de leurs métayers et de leurs vassaux. Abusant de leur pouvoir de magistrats et de leur science juridique, ils revisaient les terriers pour imposer de nouvelles charges à leurs tenanciers et jamais pour les alléger, ils exigeaient avec la rigueur des vieux âges le droit du seigneur, tellement convaincus de l'éternité de leur domination féodale,

(1) Cf. ms. 1.258 *bis*.

qu'en juillet 1789 encore on mettait en vente des domaines avec justice haute et basse, lods et ventes, banalités et cens. On sait de quelle haine la misère des tenanciers avait de tout temps poursuivi l'orgueil et la dureté des patriciens. Au dix-huitième siècle, l'aversion ne fait que croître et s'étendre. Car les bienfaits rendus par leur égoïsme intelligent sont maintenant relégués dans l'ombre; on oublie leurs sacrifices d'autrefois et les risques qu'ils ont courus pour ne plus apercevoir que leur opulence présente; on oublie ce que leurs ancêtres ont semé pour envier seulement ce que les descendants récoltent sans peine, et comme ils n'ont en somme travaillé que pour eux, on ne leur sait nul gré de s'être enrichis en enrichissant le pays; on ramasse les miettes de leur prospérité sans reconnaissance pour les convives repus qui les ont laissées échapper. Bien mieux, l'aisance qui renaît dans la plèbe exaspère les jalousies, car les classes nouvelles qui parviennent au seuil de la richesse s'irritent de ne pouvoir entrer plus avant. Les meilleures terres sont occupées pour l'éternité par des races obstinées qui retiennent toutes leurs conquêtes; on se rappelle que les francs tenanciers ont été évincés, que les communautés ont été dépouillées; et l'on voit encore chaque jour le propriétaire pressurer ses métayers, le seigneur exiger le triage, les banalités, et par des voies diverses tyranniser les communautés; les colères grondent peut-être avec plus de force dans les ambitions déçues, chez ceux qui ne peuvent s'avancer au delà de la simple aisance, qui se rapprochent des heureux non pour s'asseoir à leur table, mais pour contempler de plus près leur festin. Plus le peuple grandit et plus son mécontentement s'irrite de la puissance patricienne. Ce n'est pas quand un fleuve coule de maigres eaux au milieu des sables, c'est quand il s'enfle et roule un flot tumultueux qu'il ébranle ses digues et cherche leurs fissures pour renverser l'obstacle et s'élancer vers les campagnes.

A l'égard de la petite bourgeoisie, même orgueil, même insolence, même égoïsme éhonté de la part des patriciens qui gouvernent le pays bien moins qu'ils ne l'exploitent. Forts de leur noblesse et du privilège du premier occupant, non seulement ils détiennent les magistratures et barrent le chemin aux nouveaux arrivants, mais ils abusent de leur puissance et manifestent un mépris hautain pour leurs inférieurs. Les mercuriales que les avocats doivent entendre aux séances solennelles du Parlement leur ont toujours été distribuées avec beaucoup de hauteur, mais il semble qu'à présent elles tom-

bent de plus haut encore et on les ressent avec impatience depuis qu'un abîme s'est creusé entre ceux qui les prononcent et ceux qui les écoutent. A qui vit du barreau, l'éloquence et le travail procurent moins de succès que la faveur du Parlement; les plaideurs connaissent les avocats dont on dit qu'ils ont l'oreille de la Cour; pour l'obtenir, il faut moins de talent que de servilité. C'est par la faveur du Parlement qu'on se glisse dans l'Université (1), c'est à force d'intrigues que parfois on se pousse jusqu'aux chaires magistrales. Le Premier Président Fyot de la Marche, l'ami et le correspondant de Voltaire, abuse de son autorité pour arrondir son domaine de Montmusard en faisant aliéner celui de la ville; ceci se passait quand la soumission bourgeoise était moins absolue et le scandale éclata dans la cité (2). Les uns plaidant pour et les autres contre, on dénonçait à grands cris l'audace de ce grand seigneur que sa charge élevait au-dessus des lois communes. Des exemples du dédain aristocratique se présentaient presque chaque jour. En 1744, Vareune, avocat de talent, plaidait pour la Présidente de la Marche contre le Président Gagne de Perrigny. Et sa noble partie imprima dans un mémoire: « Une femme en colère peut tout dire, un impudent tout écrire; on rit de l'une, on méprise l'autre: tous deux sont sans conséquence (3). » Les barreaux de Dijon, de Lyon et de Paris se cabrèrent sous l'outrage et protestèrent avec véhémence contre ces paroles, mais qu'un haut magistrat eût osé les publier, n'était-ce pas l'étalage d'un orgueil égal à celui des patriciens romains, et peut-être aussi la bravade imprudente d'un juge prévaricateur et fort de la complicité de ses pairs, qui, non content de plier la justice à ses intérêts, se vantait publiquement de mépriser un avocat bourgeois. La puissance insultait au droit et cet incident minime en soi nous explique peut-être la conduite de Varenne dans la suite. Ce plébécien instruit, éloquent, respectable et considéré dans la ville, s'aigrit de ce que son talent et peut-être le droit se brisaient contre les privilèges et la puissance d'un noble magistrat et son ressentiment jetait en lui les germes d'une colère durable qui devait éclater dans la suite. Bien d'autres sans doute s'aigrissaient pour des injures analogues, pour des ambitions inassouvies, cependant que la

(1) *Mercuré dijonnais*, passim et particulièrement, p. 103.

(2) Cf. ms. 537, p. 394 — Ms. 1.227, p. 91.

(3) *De La Cuisine*, III, 216.

morgue patricienne confiante dans l'édifice social qui soutenait sa puissance se riait du flot qui montait autour d'elle.

Mais défiant ses ennemis du dedans, plus que jamais le patriciat se défiait de ses ennemis du dehors. Le despotisme de Louis XV plus encore que celui de Louis XIV tenta de régénérer la machine vermoulue du gouvernement, de substituer un ordre fondé sur la raison au désordre consacré par les traditions. Que le besoin d'argent l'ait aiguillonné beaucoup plus que de grandes idées politiques, la chose est possible, mais le désintéressement des réformateurs n'augmente ni ne diminue la valeur des réformes. D'ailleurs la plupart étaient des hommes éminents car Louis XV savait assez bien choisir ses ministres, s'il lui manquait la persévérance de les conserver. Non seulement ils renouvelaient l'économie nationale en enrichissant le pays, en encourageant et en éclairant l'agriculture, en favorisant l'industrie, en étendant le commerce, en soutenant les colonies, mais ils entrevirent et même essayèrent un bon nombre des grands projets qu'exécuta la Révolution, l'abolition des privilèges ecclésiastiques, l'émancipation des protestants. Ils tentèrent avec Machault d'égaliser entre tous les ordres la contribution aux charges publiques, la moins désintéressée de toutes les mesures, mais la plus démocratique aussi et la plus conforme aux idées des philosophes. Pour exécuter ses desseins, le gouvernement employait ses intendants, tous hommes énergiques et habiles et qui peu à peu drainaient dans leur compétence la majeure partie des affaires provinciales; on sentait que leurs projets tendaient à un bouleversement complet des institutions, à l'établissement de lois uniformes. La puissance parlementaire, les privilèges légitimes ou usurpés de la robe faisaient seuls obstacles à leurs vues, le patriciat se dressait devant eux comme un mur qu'il leur fallait briser et vers 1745 il semble bien qu'au moins en Bourgogne ils étaient parvenus à le miner et à l'ébranler. Même sous Louis XIV, jamais le Parlement ne s'était abaissé à complimenter les lieutenants généraux de la province. Sans doute, grâce à l'esprit avisé du Président de Brosses, on avait protesté tout en obéissant et quasi injurié tout en complimentant, mais du moins on s'était soumis. La mauvaise humeur dans l'abaissement ne consolait qu'à demi de l'humiliation, d'autant plus que la résistance devenait difficile et finissait par se lasser. Les sénateurs récalcitrants, frappés d'un ordre d'exil, le recevaient avec la constance de Thraséa écoutant son arrêt de mort, ils se mettaient

en route fort joyeusement et puis ils se fatiguaient d'un séjour monotone dans un bourg reculé; ils transigeaient avec le pouvoir qui souhaitait lui-même un compromis et, après être partis intraitables comme des Catons, ils s'arrangeaient avec le tyran comme des Cicérons. Un peu de rhétorique suffisait à masquer la soumission, à déguiser les échecs en victoires, et à garder bonne opinion de soi. L'expérience démontrait l'impuissance de l'indocilité. Qu'importait au roi la malveillance des magistrats si les avocats, si les procureurs, si tout le public ne faisait cause commune avec eux? On savait bien que seuls non seulement ils ne pouvaient pas grand'chose, mais encore ils n'oseraient rien. Leur dévouement à leur classe ne se soutenait que par la certitude du succès, et bien peu d'égoïsmes aristocratiques consentiraient à immoler aux intérêts généraux d'une coterie leurs intérêts particuliers.

Le patriciat se vengeait avec les armes des faibles; il se moquait des ministres et de leurs actes. Au temps de Fleury on colportait à Dijon une lettre prétendue de Louis XIV à Louis XV. « Il s'était élevé, écrivait le grand roi à son successeur, un orage depuis le Nord jusqu'au Sud prêt à fondre sur le roi d'Angleterre. Fleury, pour le dissiper, a prodigué partout des sommes immenses. » La France a toujours combattu la maison d'Autriche, en garantissant la Pragmatique, Fleury a manqué l'occasion d'abaisser l'ennemi. S'il a acheté la paix extérieure à tout prix, c'était afin d'accabler l'Eglise gallicane à l'intérieur du royaume, manquant ainsi aux traditions léguées par Louis XIV et sourd aux sages conseils des Parlements (1). Surtout, on tournait en dérision les scandales de la cour, et les robins qui ne faisaient pas la petite bouche devant les amours défendus faisaient mine de s'indigner des amours du roi. Ils lui reprochaient les sœurs de Nesle, plus tard Madame de Pompadour, peut-être lui eussent-ils reproché sa sottise s'il était demeuré coqubin. Ils chantaient sur l'air *o filii et filiae* des couplets tels que celui-ci :

Grand roi, la Cour vous applaudit
D'avoir renvoyé la Mailly.
Quelle haridelle aviez-vous-là!
Alleluia!

(1) Ms. 1.077, 209 — Cf. également ms. 1.227.

Vous serez cent fois mieux monté
Sur la jument que vous prenez,
Un chacun vous jalouera.
Alleluia!

Si la canaille ose crier
De voir trois sœurs se relayer,
Au grand Tencin envoyez-la!
Alleluia!

Le Saint-Père lui a fait don
D'indulgences plénières
Pour effacer ce péché-là!
Alleluia! (1).

ou bien ils en recueillaient de plus violents encore:

Fille d'une sangsue et sangsue elle-même,
Poisson dans ce palais, d'une arrogance extrême,
Montre à tous, sans pudeur, sans honte et sans effroi,
La dépouille du peuple et la honte du roi (2).

Quand Louis XV tomba malade, à l'heure où toute la France était consternée, où le Parlement en corps priait pour la guérison du souverain, les magistrats rentrés chez eux s'amusaient des vers licencieux dans lesquels Piron plaisantait sur l'inquiétude publique (3). Cependant, jusque vers 1750, toutes ces moqueries ne portaient guère, elles n'égalaien pas celles dont on avait jadis accablé Louis XIV; les robins avaient à peu près tout dit quand ils avaient rimé une épigramme licencieuse sur les maîtresses du prince. Leurs critiques étaient mesquines comme leur esprit; ils appartenaient à la classe qui haïssait Dupleix parce que sa politique conquérante servait plutôt l'intérêt de la France que le profit immédiat des actionnaires. Toute leur doctrine de gouvernement consistait à crier au scandale dès qu'on touchait aux traditions de la province; faible défense quand la monarchie était conduite par la nécessité vers cette alternative ou de périr ou de briser les cadres trop étroits du passé; faible défense surtout quand les protestations des magistrats ne s'appuyaient plus

(1) Ibid., 196.

(2) Ibid., 194.

(3) Ms. 1.227, p. 150.

sur l'opposition solidaire de toute une société. L'aristocratie éprouvait qu'elle avait tranché les racines de sa force en se séparant de la bourgeoisie; quoique l'union fût encore possible entre ces deux mondes désormais étrangers, maintenant que s'était rompue l'antique communauté, la question était de savoir si l'esprit patricien attaché à l'autonomie provinciale réussirait à conclure alliance avec l'esprit égalitaire de la plèbe. Or, rien n'était moins sûr; ce patriciat égoïste et qui n'aimait que lui-même mécontentait la bourgeoisie par sa morgue tout autant que le prince par son indocilité.

2. — L'opinion bourgeoise

Depuis que la bourgeoisie s'est trouvée rejetée sur elle-même par l'orgueil patricien, depuis qu'elle est exclue non seulement de la société aristocratique, mais de tout espoir d'y entrer, elle s'est formé son opinion particulière en même temps qu'elle naissait à une vie propre. A peine né, l'arbre commence à porter ses fruits, ou plutôt à peine séparée de l'aristocratie la plèbe prend conscience de ses intérêts, de ses goûts, de ses soucis, de tout un génie latent déjà préformé et qui sommeillait en elle. Son éducation était faite. Depuis longtemps, à l'exemple de la robe elle s'était initiée aux affaires publiques, elle suivait les vicissitudes du gouvernement, les événements de la Cour, et les gazettes ne lui laissaient rien ignorer de ce qui se passait ailleurs et surtout à Paris. Les livres philosophiques ou les pamphlets pénétraient jusqu'à Dijon, et l'âme populaire avait fait plus que d'assister en spectatrice indifférente aux agitations du siècle. Le jansénisme l'avait remuée en ses profondeurs, il y avait amoncelé une inquiétude grosse de tempêtes, encore que les orages semblasent encore lointains et qu'on ne pût discerner sur quels sommets ils allaient fondre. Les querelles religieuses avaient enseigné à juger les puissances, à discuter le respect qu'on leur portait, à décider entre le roi et les parlements, entre les évêques et les curés, à deviner les faiblesses des grands de la terre et la fragilité des institutions les plus sacrées. Mais les polémiques des partis et la satire des écrivains apportaient un chaos de passions et d'idées contradictoires; le pour y balançait le contre et si l'on en juge par les recueils de lectures, l'esprit conservateur l'emportait sur les doctrines de progrès.

Les écrits de l'extérieur éveillaient la réflexion, faisaient surgir les doutes, alimentaient les controverses, mais ils ne pouvaient, à cause de leur diversité même, guider l'opinion; ils l'aidaient à trouver ses voies. Quand un oiseau prend son vol, tous les souffles lui servent à s'élever, mais il choisit celui auquel il s'abandonne; ainsi la bourgeoisie sollicitée par des impulsions contraires ouvre ses ailes à celles qui la conduisent où elle veut aller. Quelque bien informée que nous la trouvions des écrivains et des philosophes, ses préférences et ses alliances s'expliquent par son caractère et ses intérêts.

Elle ne s'indigne qu'à moitié de l'oppression qui pèse sur les campagnards. Quoiqu'elle éprouve de la sympathie pour les humbles, le vieux dédain de l'homme de ville pour celui des champs, la différence d'éducation et de vie, le mépris instinctif des classes éclairées pour l'ignorance et la barbarie des rustres persistent même dans la bienveillance et la sollicitude. La bourgeoisie regarde le paysan comme un frère, mais comme un frère inférieur attaché à la routine, enfoncé dans les superstitions et qui a besoin d'être conduit. Quelquefois même elle s'irrite quand il repousse le bien qu'on veut lui faire, qu'en dépit de tous les discours et de tous les encouragements il s'obstine à ne pas planter de mûriers. Est-ce même bien le paysan que l'on aime. Plus patriote encore que charitable, la classe éclairée se propose comme fin dernière la puissance et la richesse de l'Etat, le bien-être des citoyens comme un moyen. C'est peut-être surtout parce qu'il faut des hommes au pays, des bras à la terre qu'elle veut améliorer l'agriculture et rendre plus attrayante la condition des villageois. Si Béguellet préconise la création d'écoles pour le peuple, il ne souhaite qu'une instruction pratique, utile seulement à l'exercice des arts manuels; les lettres et les sciences, il les réserve aux riches, craignant par-dessus tout d'élever l'âme des ouvriers au-dessus de leur état, et jugeant à peu près comme de Brosses qu'il n'y a déjà que trop de gens qui se mêlent d'écrire. D'ailleurs, la bourgeoisie profite du système féodal, elle possède des fiefs, des cens, des justices, et trouve légitimes des droits dont elle a acheté la possession. Ou bien elle exploite déjà les misérables, ou elle s'apprête à les exploiter et ce qui la scandalise dans la puissance de la haute robe ce ne sont certes pas les abus de ce genre, les plus criants peut-être à nos yeux, mais dont elle tire un bénéfice.

Par contre, elle supporte avec impatience, elle considère avec une jalousie de plus en plus exaspérée les privilèges que

confèrent aux magistrats les offices où elle n'entre pas; elle envie la domination du sénat bourguignon et sa fierté se cabre devant la hauteur des sénateurs. Depuis longtemps les patriciens eux-mêmes, les Legouz et les Lantin pour ne citer que ces deux noms, avaient dépeint avec colère ou ironie les vices inhérents à l'exercice de charges patrimoniales, mais ils contemplaient ces imperfections du régime tantôt en censeurs impuissants, tantôt avec un scepticisme désinvolte plus enclin à s'amuser qu'à s'indigner d'injustices dont ils ne souffraient pas; en tous cas ils renfermaient leurs critiques en eux-mêmes ou dans le cercle de leurs amis sans souhaiter ni même imaginer qu'on portât remède au mal par une réforme radicale des institutions et de la société. Selon leur humeur, leur satire tantôt plaisante tantôt amère s'exhalait en épigrammes ou en déclamations, le plus souvent ils prenaient leur parti de ces abus dont ils savouraient les fruits et dont les épines ne blessaient que leurs sujets. Mais de cette tyrannie administrative et judiciaire la bourgeoisie avait les mains pures, et pour se venger de n'y point participer, elle la flétrissait. Le dépit de ne les pas atteindre lui faisait trouver les raisins trop verts et d'autre part, plaidant au barreau pour le compte d'autrui ou soutenant ses propres procès, elle souffrait dans ses intérêts de la corruption des juges ou de leur esprit de caste. Aussi, il faut voir comme elle ramasse toutes les satires qui traînaient au Palais, toutes celles qui signalaient les tares de la justice patricienne, il faut voir comme elle les rhabille de neuf, comme elle les enveloppe de violence, comme elle les tire de l'ombre des greffes pour les produire en public. Avec des plaisanteries jadis inoffensives, elle se fait des armes pour discréditer ses maîtres; elle déchire le voile, découvre l'aristocratie avec toutes ses fautes et la jette en pâture au ridicule ou à l'infamie.

L'année même qui suivit son injure, l'avocat Varenne haranguait les Etats et jusque sous les convenances d'un discours officiel il laissait poindre son aigreur et son animosité (1). A son tour et sans que les circonstances semblassent l'y inviter, il adressait une mercuriale aux collègues sinon aux complices du magistrat qui l'avait insulté. Devant une assemblée réunie pour discuter

(1) On sait que Varenne et ses fils étaient liés avec Voltaire et qu'ils lui rendaient visite. Cf. *Correspondance de Voltaire et du Président de Brosses*, p. 339, 352.

finances il traitait de la prévention, et pour illustrer sa dissertation il présentait des portraits plus semblables aux juges du Parlement qu'aux députés des Etats. « Celui-ci, disait-il, né avec un caractère doux et facile, compatissant, trouve dans son inclination de vains prétextes d'indulgence pour les coupables et par sa mollesse ouvre aux crimes une vaste et libre carrière. Celui-là naturellement austère jusqu'à l'inflexibilité ne sait mettre aucune différence entre une faute échappée par faiblesse ou par inclination et une faute commise avec réflexion et par habitude. Il les regarde du même œil, il les punit avec la même facilité. L'un plein d'affection pour sa patrie, dont il connaît le droit et les intérêts, persuadé que personne ne l'emporte sur lui ni par son zèle ni par ses lumières, rejette avec dédain tout projet qui n'est pas de son invention, s'élève contre toute proposition dont il n'est pas l'auteur, contre tout raisonnement qui n'est pas dans le système qu'il s'est formé. Celui-ci que l'amitié séduit ne peut croire que son ami (1). » A travers la retenue du ton académique on devine des rancunes violentes; plus libre de ses expressions et s'il eût osé appeler les choses par leur nom, Varenne eût dénoncé la négligence et la paresse de l'un, la cruauté de l'autre, l'orgueil de celui-ci, les coupables complaisances de celui-là pour ses amis et pour ses pairs.

Certains d'ailleurs s'exprimaient avec liberté et criaient à voix haute ce qu'on ne pouvait qu'insinuer devant les Etats ; ils colportaient de vieilles satires écloses sous Louis XIV, mais qui n'avaient point cessé d'être vraies :

Ami, défends-toi de plaider (2),
L'injustice est trop grande ;
Résous-toi plutôt d'accorder
Tout ce qu'on te demande.
Le palais est plein de brigands,
Sauve-toi de leurs pattes.
La grand chambre seule, à présent,
Fournirait vingt pirates.

(1) Ms. 4.227, f. 2 et 6, et ms. 4.263.

(2) Ms. 845, p. 277.

Ce n'est pas seulement sur mer
Qu'on trouve des corsaires :
Le Palais en a comme Alger,
C'est là leur séminaire.
Ces misérables, tous les jours,
Y vont faire leurs courses
Et surprendre par leurs détours,
Les plaideurs et leurs bourses.

Grand roi, le modèle des rois,
L'arbitre de la terre,
L'injustice, malgré nos lois,
Nous déclare la guerre.
Parmi tant d'horribles forfaits
Dont vous purgez le monde,
Sauvez-nous des marchands d'arrêts,
Dont le palais abonde.

Les satires de jadis servaient à une polémique agressive. On rêvait l'abaissement de la puissance patricienne, et pour mettre un terme à sa cupidité on adressait au Prince un appel qui devait être entendu par Maupeou. On disait en manière de proverbe que « la jurisprudence et la médecine sont deux sciences établies dans le monde, l'une pour priver l'homme de son repos, l'autre pour abrégér ses jours ». Depuis que la haute robe était devenue une noblesse, on l'atteignait tout autant que les gentilshommes de vieille souche quand on empruntait au siècle précédent cette pièce fameuse sur les grands de la terre:

Il faut toujours aux grands seigneurs
Rendre toutes sortes d'honneurs.
Les aimer, c'est une autre affaire.....
Les bien connaître et les voir peu,
C'est le mieux que nous puissions faire...
Des dieux ils s'estiment les fils.
Sosie est peut-être leur père,
Leur mère en sait la vérité.
Quoi qu'il en soit, la vanité
Fait presque tout leur caractère (1).

(1) Ibid., p. 613.

Or quels grands seigneurs condoyait-on dans les rues de Dijon, sinon les grands seigneurs du Sénat bourguignon? La vertu de leurs mères pouvait être mise en doute aussi bien que celle de princesses plus huppées. En tous cas, on découvrirait sans peine des Sosies parmi leurs ancêtres selon la loi, et la vanité n'était pas le trait le moins sensible de leur caractère. Tandis que les patriciens prenaient plaisir à signaler l'origine basse des ducs et pairs, à remarquer que dans les Parlements il ne manquait pas de familles aussi anciennes et aussi glorieuses que celle des de Luynes par exemple (1), tandis que la robe oubliait les origines plébéiennes de beaucoup de ses membres, tandis qu'elle se pénétrait des préjugés d'une aristocratie héréditaire, la bourgeoisie apprenait à mépriser les castes, elle se moquait des généalogies illustres, sujettes à tant d'accidents et d'altérations depuis qu'il est des femmes et qui trompent leurs maris. Et l'on se vantait de désertier les grands, de les laisser à l'admiration d'eux-mêmes et de leur sang. Ce n'était point hasard si des sociétés se formaient d'où ils étaient exclus. La bourgeoisie, par instinct, sinon par plan préconçu, se refusait désormais à naviguer dans leur sillage, à se presser à leur ombre pour ne recevoir que du mépris. Les petits frayaient avec les petits tandis que les sénateurs resplendissaient dans la solitude. On les traite en étrangers et quelquefois en ennemis, car on se défie de leur égoïsme de caste non seulement dans l'exercice de la justice mais dans le gouvernement même des affaires provinciales.

Tandis que la bourgeoisie applaudit aux réformes économiques, on sait que le Parlement les accueille souvent de mauvaise grâce, crainte de dépeupler ses domaines et de diminuer le nombre des agriculteurs. On sait que par ses remontrances il ne proteste que contre les impôts qui l'atteignent dans ses privilèges, on sait avec quelle obstination il maintient les corvées et l'on verra plus tard qu'il refuse d'émanciper ses mainmortables quand le prince leur témoigne plus de générosité. On accuse même les parlementaires de s'enrichir aux dépens des misères publiques; le prudent Micault lui-même se fait dans son journal l'écho des voix populaires (2). Toute la ville est persuadée qu'ils accaparent les farines et provoquent la disette et l'on

(1) Ms. 1.227, p. 115 : *Origine basse des ducs et pairs.*

(2) *Mercurie dijonnais*, p. 213.

sait quelles émeutes éclatèrent contre certains d'entre eux et de quelle fureur on les poursuivait. Le conseiller Filsjean de Sainte-Colombe faillit en faire l'expérience au péril de sa vie (1). Ne nous laissons pas tromper aux apparences. Il est vrai que la haute robe disposait à Dijon d'une clientèle de suppôts et de laquais toujours prête à l'acclamer et à la servir, qu'elle soulevait sans peine les applaudissements d'une populace qui simulait par ses cris la faveur populaire, mais la vraie popularité le Parlement ne la détenait plus comme une possession permanente. A l'occasion, il l'aura encore, mais en la payant et pour un temps. Pour l'obtenir, il devra l'acheter à l'opinion publique; mais dans le cours ordinaire des choses, c'en est fini du règne qu'il exerçait sur la plèbe. Son orgueil de caste, la justice qu'il exploite à son profit, son égoïsme dans l'administration, toutes ses faiblesses et tous ses vices lui sont jetés à la face par les rancunes bourgeoises. Et quand à l'académie on couronne Rousseau, quand on déclame contre le luxe, quand on se pique de décence et de moralité, c'est sans doute pour la satisfaction d'opposer les mœurs de la classe moyenne et honnête aux vices d'une aristocratie corrompue. Quand plus tard tel académicien instituait un prix pour récompenser non pas même une rosière, mais un rosier (2), son invention amusait tous les rieurs dans la robe aussi peu fertile en rosiers qu'en rosières, mais la bourgeoisie honorait la vertu pour faire pièce à ceux qui n'en avaient pas. Elle avait pris la passion de l'égalité depuis qu'on avait fermé la porte des privilèges; elle fuyait le commerce des grands, elle jalousait leur puissance et s'en défiait, elle dénonçait leur égoïsme, elle épiait l'occasion de s'introduire dans leur forteresse ou de la briser. Car loin de vénérer les magistrats comme les pères de la patrie, elle voyait en eux des compères qui s'accordaient pour l'opprimer.

Le roi opprimait de plus loin et si l'on supportait les traits du despotisme, du moins n'apercevait-on pas la main qui les lançait. Et puis il frappait de haut, sans mépris ni colère, sans même apercevoir ses victimes; comme la foudre de Jupiter, sa tyrannie semblait un fléau aveugle, une force irrésistible de la nature. Les générations voyaient croître d'un mouvement égal les arbrisseaux et les impôts de leur jeunesse, et

(1) FOISSET, p. 375 et *Mercure dijonnais*, 271.

(2) M. Picardet, prieur de Neuilly. Cf. GIRAULT. *Essais sur Dijon*, p. 506.

sans juger que tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes, on subissait la tyrannie inévitable d'un tyran lointain avec moins d'impatience que la domination insolente et présente des potentats dijonnais. D'autre part, la province aimait son prince ou en tous cas demeurait attachée au régime monarchique. C'est de Versailles qu'elle attendait un libérateur qui la protégeât contre les grands, un maître équitable pour punir et pour refréner les abus et les scandales du gouvernement parlementaire. Alors que l'originalité provinciale tendait à s'atténuer, que d'un bout à l'autre du royaume les académies propageaient une pensée uniforme, la royauté apparaissait comme le pouvoir centralisateur, comme le symbole de l'unité; alors que la plèbe riche ou pauvre aspirait à l'égalité, les yeux se tournaient vers le prince, ennemi-né des privilèges et peut-être à travers les obscures aspirations de l'opinion ne serait-il pas malaisé de découvrir un idéal de monarchie démocratique. Mais surtout préoccupée de progrès matériel, la bourgeoisie regardait le despote comme un père rempli de sollicitude, comme une Providence établie pour faire régner l'ordre et dispenser le bien-être. Connaissant l'entêtement du peuple, son attachement à la routine, on n'espérait pas qu'il fit son bonheur ni qu'il s'éclairât lui-même, on comptait plus sur la sagesse du berger que sur l'instinct du troupeau. Et l'on s'exagérait plutôt qu'on ne les méconnaissait les efforts tentés par le maître dans l'intérêt de ses sujets : réformes qui s'esquissaient dans les lois, encouragements à l'agriculture et aux arts, création d'écoles, récompenses accordées aux inventeurs, toutes ces innovations sont prônées non seulement dans les ouvrages d'un Bégouillet, mais à chaque page des *Affiches dijonnaises*, dans le préambule de tous les discours académiques ; la France s'efforce de se persuader qu'elle a rencontré un gouvernement à son image.

Quelques déceptions que Louis XV eût infligées à la nation, l'espérance se lassait avec peine, renaissait sans cesse à chaque changement de ministre pour saluer le sauveur souhaité. Quand Bertin, quand Silhouette parurent sur la scène politique, on cria presque au miracle :

Louis digne du sang de Henri

A je crois trouvé son Rosny (1).

et les Etats s'associèrent avec ardeur à toutes les réformes économiques qu'on voulut bien leur proposer. Certes, il fallait

(1) Ms. 1.037, f. 134.

que la foi monarchique fût bien vivace au cœur des Français pour survivre à tant d'épreuves, pour que la légende du bon roi Henri fit tant pardonner à ses successeurs. En fermant quelque peu les yeux, on parvenait même à parer le monarque de quelques mérites ou à dissimuler ses faiblesses. Quelquefois on lui passait jusqu'à la Pompadour que de courtisane on promouvait à la dignité de nymphe Egérie:

Au livre du destin, chapitre des grands rois,
On lit en lettres d'or ces paroles écrites:
Deux beautés sauveront l'empire des François
En le purgeant de deux races maudites:
Agnès Sorel chassera les Anglois
Et Pompadour chassera les Jésuites (1).

On se consolait de la paillardise du roi parce qu'elle épurait l'Eglise sans s'étonner autrement des voies par où la Providence accomplissait ses desseins. En tous cas, aux yeux de la bourgeoisie, l'éloignement de Versailles en dérobait tant bien que mal les hontes, et si dans le secret des cœurs on blâmait le monarque, les critiques épargnaient la monarchie. Si l'on jetait les yeux sur l'Angleterre, c'était moins pour lui envier son trône inoffensif et son roi impuissant que pour faire le procès des coutumes de la France et de sa féodalité barbare (2). On parlait beaucoup du grand Frédéric, on lisait et on recopiait des ouvrages comme les *Sept matinées du roi de Prusse* (3), qui découvraient l'origine de sa prospérité. Les consciences honnêtes s'indignaient de l'immoralité du despote: on apercevait que le bien qu'il faisait à ses sujets, il le faisait par calcul et dans son intérêt, mais on admirait le résultat. Exposant à son neveu les principes de sa politique, le Machiavel du dix-huitième siècle reconnaissait au cours de ses entretiens que la Prusse devait sa grandeur à la fortune d'abord: « C'est les hasards, disait-il, et les circonstances qui nous ont bien servis (4). » Du moins avait-il su ne pas se refuser à sa bonne fortune et l'aider au besoin. Incrédule, il réglait sa conduite sur cet axiome: « Il n'y a rien qui tyrannise tant l'esprit et le cœur que la religion, parce qu'elle ne s'accorde ni avec nos passions, ni avec les grandes vues politiques qu'un

(1) Ms. 1.227, p. 88.

(2) Cf. à la fin du ms. 1.259 : *Caractère des nations*. Traduction de l'anglais extraite du *Mercure* de janvier 1756.

(3) Ms. 1.040 et 1.232.

(4) Ms. 1.232, p. 14.

monarque doit avoir; si l'on craint Dieu, ou pour mieux dire l'enfer, on devient capucin (1). » Tolérant envers tous les cultes sans afficher l'impiété, il prétendait préparer l'avènement d'une religion naturelle déjà ébauchée par Voltaire, par d'Alembert et surtout par Rousseau (2). Vrai despote, il avouait avec un cynisme tranquille qu'il avait asservi la justice à la politique pour éviter le sage contrôle des magistrats (3), il érigeait l'hypocrisie en système et se vantait de feindre la sollicitude envers les soldats pour conquérir leur affection (4), mais il se glorifiait avec plus de vérité de son habileté sur les champs de bataille et dans les négociations, de sa constance dans les revers (5), de l'économie intelligente par laquelle en évitant les déprédations des partisans il avait eu de bonnes finances dans un Etat pauvre en ressources (6), de l'administration qui avait enrichi malgré les guerres un pays peu fertile en terres et peu abondant en populations. Tout en flétrissant les moyens par lesquels il avait établi sa prospérité, la satire louait son génie et admirait son œuvre. D'autres livres couraient dans le public qui prêtaient aux rois de France eux-mêmes des projets de réformes auxquels ils n'avaient jamais pensé. On rencontre dans les papiers des Dijonnais des testaments de Louis XIII (7) inspirés par les préoccupations du dix-huitième siècle et qui sous le couvert de l'autorité royale recommandent la quasi suppression des ordres religieux. L'esprit laïque aussi bien que l'amour du progrès nourrissaient le zèle monarchique, en sorte qu'un bon tyran ami du peuple et dur aux grands aurait peut-être réalisé les vœux d'une bourgeoisie attachée à son prince et somme toute plus soucieuse d'égalité et de bien-être que de liberté.

Par malheur, le tyran n'était pas bon, et sans parler de ses vices particuliers qui finissaient par se découvrir au public entier, on n'apercevait que trop les vices du gouvernement. Plus on attendait de la monarchie, et plus dure était la chute quand des espérances et des rêves on retombait dans la réa-

(1) Ibid. 17.

(2) Ibid. 21.

(3) Ibid. 23.

(4) Ibid. 25.

(5) Ibid. 31.

(6) Ms. 1.040, p. 127.

(7) Ms. 1.189, p. 1.

lité. Si le règne de Louis XV vit s'accomplir des progrès économiques et éclore des institutions utiles, le pacte de famine à lui seul balançait tous ses mérites aux yeux de l'opinion. On aurait peut-être pardonné au roi un quarteron de Pompadours, mais on n'admettait pas que le père du peuple s'enrichît de la détresse de ses enfants. C'est de cela qu'on le blâmait, surtout à sa mort, en des épitaphes telles que celle-ci :

Ci-gît Louis de Bourbon,
Ce prince était de bonne mine.
Il va payer sur le charbon
Ce qu'il gagna sur la farine (1).

Il s'était rendu coupable d'un autre crime encore; d'un crime contre la nation. Alors que Voltaire et d'autres philosophes avec lui faisaient bon marché de la grandeur et de l'honneur du royaume, la province se montrait patriote avec passion. Dès 1740 ou 1750 le mot de patrie revient sans cesse sur les lèvres ou sous la plume des bourgeois, ils se piquent de raisonner en citoyens, ils en expriment les sentiments, ils en prennent la dignité. Durant la guerre d'Amérique, ils opposent avec complaisance à l'esclavage des soldats anglais, bétail militaire raccolé par la presse, conduit à la tuerie par la terreur, le dévouement consenti librement des Français (2). Jusque dans les ouvrages sur l'économie, ils ont toujours présentes à l'esprit la vieille rivalité contre l'Angleterre et la haine de l'ennemi héréditaire; avant de penser au monde et à l'humanité, ils manifestent l'égoïsme sacré du patriote. S'ils appellent des réformes, c'est pour le pays seul et dans son intérêt, la richesse qu'ils veulent développer c'est la richesse du royaume, les victoires de nos armées soulèvent l'enthousiasme, et les revers remplissent les Dijonnais de deuil. Dans leurs âmes s'accumule un réservoir d'énergie civique qui servira dans l'avenir, et l'on ne saurait douter qu'ils aient éprouvé avec force la fierté du nom français. Le canon de Fontenoy fait vibrer tous les cœurs, et jusqu'aux curés de campagne, chacun célèbre à l'envi l'éloge du roi et celui du vainqueur (3). Quelques années plus tard la paix blanche d'Aix-la-Chapelle indigné les populations (4). Elle apportait cependant la tranquillité, l'espérance d'une diminution des impôts, mais l'honneur national parlait plus haut que l'intérêt des

(1) Ms. 1.077, p. 207.

(2) *Affiches dijonnaises*, année 1778, p. 38.

(3) Abbé CARRELET : *Gloire de Louis XV*.

(4) Cf. ms. 537, p. 137.

particuliers. Tandis que les jésuites, flagorneurs du pouvoir, dédiaient leurs odes et leurs discours à Louis XV, *victori pacifico* (1), tandis que le Parlement assistait à des *Te Deum*, la ville se renfermait dans un morne silence. A la guerre suivante, le renversement des alliances déconcerte l'opinion, cependant nul ne protesta quand les États de Bourgogne offrirent à la France un vaisseau de ligne : on ne mesurait pas les sacrifices à la patrie. Et tandis que des écrivains félicitaient le grand Frédéric de ses succès ou s'en consolaient sans peine, la province les ressentait avec douleur, et ne ménageait pas ses invectives au « monstre » (2) triomphant. Ce patriotisme avait déteint jusque sur les patriciens. Jadis ils s'inquiétaient peu de la France, attentifs qu'ils étaient à sauvegarder leurs intérêts en Bourgogne, mais en Italie de Brosses éprouvait l'orgueil que sa nation fût la plus puissante de l'Europe, et quand il écrivait ses *Navigations aux Terres Australes*, il travaillait pour le pays.

Or, plus le sentiment national s'exaltait, plus on pensait en citoyen, d'autant plus le mécontentement grandissait à mesure que le prince se révélait indigne du trône, indigne des espérances qui reposaient sur lui, trop lâche et trop veule pour régner sur un peuple vaillant et fier, à mesure que des courtisans promus généraux par la vertu de leur naissance ou la prostitution de leurs femmes (3) conduisaient les armées au désastre, à mesure que l'incapacité des gouvernants précipitait le royaume dans la honte. En même temps ils l'acheminaient vers la ruine de ses finances, et pour réparer moins les dépenses que le désordre des dépenses ils pressuraient les sujets. On était habitué à payer et à payer chaque année davantage, mais on ne s'y résignait pas aussi aisément que nous faisons aujourd'hui. Les sacrifices semblaient d'autant plus lourds qu'ils étaient répartis avec moins de justice, et on se lassait de les consentir parce qu'on les voyait inutiles. Sans haïr le régime, la bourgeoisie en découvrait les abus ; elle commençait à s'attrister de l'inertie de son prince mais elle ne s'insurgeait ni contre le despotisme ni même contre le despote. Bien plus violentes nous apparaissent et ses ran-

(1) Ludovico XV victori pacifico, panegyricus, dictus in collegio Divio. Godranio a Claudio Bichot, 14 décembre 1748. Dijon, de Saint, 1749.

(2) L'expression est de Ruffey (ms. 1.037) : « Ce monstre profana mille talents divers ».

(3) Cf. ms. 1.227, p. 150 à 210. — Ms. 1.077, p. 179 sqq., etc.

cunes contre les privilégiés et ses aspirations vers l'égalité. Mais le souverain fut inhabile ou impuissant à profiter de ces conjonctures, et d'autre part le Parlement humilié comprit l'inutilité de son opposition solitaire, il sentit quelle force reposait dans l'opinion publique et pour sauvegarder sa puissance il tâcha de se la concilier. Sans éprouver aucune sympathie pour la plèbe, il s'appliqua à l'entraîner dans ses voies, à lui représenter le prince comme l'ennemi commun, à substituer à la passion de l'égalité l'amour de l'indépendance. L'aristocratie seule était libérale, mais elle avait besoin que le peuple aussi le devint, elle fit son éducation, elle le séduisit un moment et peut-être, comme dit Montesquieu, «fit-elle plus qu'elle ne voulut, car en voulant lui donner la haine pour les rois elle lui donna un désir immodéré de la liberté ». Elle fit dans la politique ce qu'elle faisait dans l'intelligence; comprenant que, seule, elle ne comptait guère, elle rejoignit la plèbe, et durant les vingt années qui s'écoulèrent de 1750 à 1770 elle marche de concert avec l'opinion, mais dans cette alliance entre deux mondes ennemis, ni l'un n'oublie ses privilèges et son orgueil de classe, ni l'autre ses rancunes et ses ambitions.

CHAPITRE XVI

LA POLITIQUE

1. — Les premiers orages

C'était en apparence un vrai paradoxe que la politique de la haute robe : combattre l'autorité royale et gouverner en son nom ; mais c'était une gageure que de vouloir intéresser la bourgeoisie à la défense des privilèges du patriciat. Jadis, quand la société bourguignonne s'agglomérait en un tout solide, quand toute la classe aisée ou profitait des libertés de la province, ou bien espérait en profiter un jour, d'instinct comme par raison tous les Dijonnais étaient conservateurs ; tous s'attachaient aux traditions comme au palladium de leur grandeur présente ou future. Mais à présent que la plèbe, même enrichie, ne retire aucun avantage des prérogatives obtenues ou conquises par les cours souveraines, à présent qu'elle en souffre et qu'elle en est jalouse, comment l'amener à vouloir conserver des inégalités dont elle souhaitait la fin, à tirer les marrons du feu pour le plus grand bien d'une rivale haïe. Et cela à une époque où l'antiquité des institutions et des droits, loin de leur attirer la vénération, les rendait suspects, en un temps avide de progrès, où la barbarie du passé s'opposait dans beaucoup d'âmes à l'âge d'or entrevu dans l'avenir, où la philosophie enseignait à tout examiner, à ne rien adorer de parti pris, à mesurer à leur mérite le respect accordé aux hommes comme aux choses. Combattre pour une magistrature dont on souhaitait l'abaissement, contre un monarque et contre un régime qu'on acceptait ou qu'on aimait, voilà ce que la plèbe semblait ne devoir jamais faire, ce qu'elle fit cependant à la fin. Il ne fallut pour opérer ce miracle que les fautes du pouvoir et les concessions que, soit calcul, soit nécessité le patriciat consentit à l'opinion publique.

Ce n'est pas qu'il eût rien abdiqué ni de son orgueil ni de ses prétentions : il entendait se servir de la classe moyenne mais non la servir ; et quoique désireux de vaincre la tyran-

nie, il n'était pas disposé à payer la victoire d'un suicide. Tout au contraire, dans la seconde moitié du siècle une vie nouvelle anime le Parlement. La retraite du Président de Berbisey l'a débarrassé d'un chef toujours prompt à obéir, d'un laquais du ministre toujours prêt à donner l'exemple des lâchetés. Durant son principat, la Compagnie était descendue à des humiliations encore inconnues, elle avait bu jusqu'à la lie le calice des avanies, et quoiqu'on ne l'eût dépouillée d'aucun privilège important, c'était subir à la fois un affront et une diminution morale que de confesser par des actes la toute-puissance royale et le droit du prince d'imposer son caprice à ses officiers. Il semblait qu'en se séparant du timide Berbisey on rompait avec toutes les timidités, et qu'en cessant de suivre un esclave on s'affranchissait de la servitude. M. Fyot de la Marche, promu à la Première Présidence, ne fit que la traverser. Il se retira dans sa terre de Chalon après avoir obtenu pour son fils la survivance de sa dignité (1). Mais par la maturité de l'âge, par la réputation et par les talents, le Président de Brosses emportait la déférence de ses pairs; toute la robe s'admirait en lui et se rangeait à ses côtés, si bien que c'est à lui que revint en effet la direction de la politique parlementaire. Ses longs séjours à Paris, ses relations étendues dans la capitale et jusque dans le gouvernement le désignaient d'ailleurs pour être auprès des autres cours et des personnages importants l'ambassadeur de sa compagnie et l'on pouvait se fier à son énergie aussi bien qu'à sa prudence. Car champion déterminé de sa caste, et intransigeant quand il en défendait les privilèges, fort égoïste au fond et robin jusqu'à la moëlle, il l'était avec adresse et savait s'obstiner sans raideur. Il évitait de choquer personne, cultivait des amitiés dans tous les partis, coquetait avec la secte encyclopédique et suivait au jour le jour toutes les modes de l'opinion. Cependant, fort soucieux de ne point rompre les ponts avec le pouvoir, par sa naissance et ses capacités il se savait du bois dont on faisait les hauts fonctionnaires. Il avait songé à solliciter l'ambassade de Venise, il avait à deux reprises espéré qu'on songerait à lui pour la Première Présidence de Besançon et même il l'avait demandée en vain.

(1) Son fils hérita de ses honneurs dont il évita les travaux. Toujours absent pour ses plaisirs, il laissait à d'autres la tâche difficile de conduire la Compagnie.

Ses échecs avaient pu l'aigrir, mais son ambition le maintenait dans une certaine modération de paroles qui n'excluait pas d'ailleurs la fermeté de l'attitude. Le Parlement trouvait en lui un chef habile, qui ne s'engageait dans les aventures qu'avec des risques minimes et les chances de succès bien pesées, un patricien attaché aux privilèges comme aux préjugés de sa classe mais assez délié d'esprit et assez versé dans les idées nouvelles (1) pour concilier au moins en apparence la conservation de la puissance aristocratique avec une opinion qui aspirait au progrès.

Ce qui faisait la force des Parlements, c'était moins l'énergie ou le savoir-faire de leurs meneurs et l'étroite solidarité de leurs membres que le manque d'argent dans le trésor royal. Ils n'osaient s'aventurer seuls et ne commençaient de résistance qu'avec la certitude de recevoir un soutien. Dans leurs entreprises contre l'Eglise ils utilisaient le fanatisme de la secte janséniste ; c'était lui qui fournissait les soldats et les martyrs ; les magistrats combattaient sans danger à coups de discours et d'arrêts. De même, les parlementaires ne se sentaient point du tout assurés qu'en toute circonstance le public serait contre le roi et pour eux ; ils savaient que le maintien de leur puissance importait peu à ceux qui ne la partageaient pas. Ce n'était que dans les questions financières que leurs privilèges pouvaient sembler la sauvegarde des intérêts de tous, que leur égoïsme prenait figure de dévouement au bien commun, car le patriciat et la plèbe ne se rencontraient guère que dans le désir de payer moins d'impôts. Le besoin pressant d'argent affaiblissait d'ailleurs le pouvoir, car il ne lui laissait ni le choix du moment ni le choix des moyens pour imposer ses volontés. Il précipitait ses décisions ; même de sages réformes qui fleurissant dans leur maturité auraient emporté l'assentiment général, il les métamorphosait en expédients misérables, en ressources désespérées d'un trésor aux abois (2). Ajoutons les hontes de la politique extérieure, ajoutons que les revers des armées récompensaient mal les sacrifices consentis pour la guerre, que les contribuables n'avaient pas même la consolation d'avoir bien employé leur argent, et l'on

(1) De Brosses était attaché surtout aux idées de Montesquieu pour lequel il professait une sincère admiration. Nous avons vu qu'il se défiait de Diderot et de Rousseau.

(2) Cf. plus loin l'affaire Varenne ; on peut également citer les réformes entreprises par MAUPEOU.

comprendra que la guerre de Sept Ans aussi bien par ses dépenses que par ses défaites ait déchainé l'opposition bruyante des Parlements.

Les embarras du monarque accroissaient ses besoins et dissipaient les craintes de ses ennemis. Car ce qui manquait le plus aux Parlementaires, c'était ce dévouement civique, et cette vertu stoïcienne dont ils ornaient volontiers leurs discours. De Brosses, un des meneurs de la haute robe, redoutait par dessus tout que le roi ne connût les auteurs ordinaires des remontrances, et malgré sa retenue il pouvait être représenté comme un modèle d'énergie. Et ce dévouement à la chose publique ne résistait guère à l'appât des récompenses; c'est dans la magistrature que le pouvoir recrutait ses intendants et ses serviteurs les plus zélés. Des places ou des pensions suffisaient à corrompre les Catons et l'indépendance des individus ne tenait ni contre la bonne ni contre la mauvaise fortune. Aussi bien ne sert-on un égoïsme de classe que dans la mesure où l'égoïsme particulier y trouve son compte, où chacun partage avec ses associés le bénéfice de la commune entreprise. Mais, pour se sacrifier il faut croire et le patriciat ne défendait que des intérêts. C'est pourquoi il n'offre à nos regards que des meneurs adroits et point de beaux caractères; son courage n'est qu'une obstination collective composée de beaucoup de lâchetés particulières, son énergie est une indocilité de troupeau où, nul n'osant donner l'exemple de céder, peu à peu l'ensemble prenait de la fermeté. D'ailleurs des peines sévères frappaient ceux qui se soumettaient au roi: l'ostracisme de leurs collègues et des vexations imaginées par des hommes accoutumés au métier de bourreau; à résister on ne risquait qu'un bref exil bientôt suivi d'une rentrée triomphale. Il fallait une vertu romaine pour favoriser les jésuites ouvertement et non pas seulement dans le secret des pensées. Dans les querelles parlementaires, ne cherchons donc pas les héros de ces guerres sans danger; encore que dans les monuments de ces luttes ici nous retrouvions la griffe d'un de Brosses et là celle d'un Fontette, tous ces combats ont été livrés par un corps anonyme dont les soldats craignaient d'irriter l'ennemi beaucoup moins que de sembler tièdes à leurs compagnons, où l'on marchait avec résolution entouré et pour ainsi dire porté par les voisins. Si nul ne s'avancait en dehors des rangs pour se signaler par une vaillance singulière et recevoir plus que sa part des coups, la phalange entière semblait irrésistible. Et dans cette opposition d'une classe,

l'histoire ne peut apercevoir que des actes collectifs, et les monuments qu'elle a recueillis ce sont les remontrances des Cours Souveraines, si nombreuses et si vigoureuses à partir de 1760, quand la monarchie a révélé sa faiblesse, quand les regards commencent à pénétrer l'anarchie et l'incohérence que dissimule mal le langage autoritaire du despotisme.

La première affaire grave qui remua l'opinion n'atteignait que par ricochet le Parlement de Bourgogne. En 1756 le sénat de la Franche-Comté avait protesté contre l'établissement de deux vingtièmes. Bien entendu, la robe ne s'élevait contre cet impôt avec tant de véhémence que parce qu'il était le plus démocratique de tous et qu'il frappait les privilégiés et le peuple. Les récalcitrants furent envoyés en exil ou enfermés dans des forteresses et la province abonnée à une contribution qui n'avait pas été enregistrée. Les exilés furent bientôt rappelés, mais la défaite de Crefeld renouvela leur audace et les opposants siégeant en permanence dans la Grand Chambre interrompirent toute l'activité de leur Compagnie et jusqu'au service ordinaire des juges (1). De nouvelles lettres de cachet dispersèrent les récalcitrants aux quatre coins de la France, mais tous les Parlements faisant cause commune avec eux firent un beau tapage pour obtenir leur retour. De Brosses se trouvait alors à Paris, en quête d'une Première Présidence, soit à Grenoble, soit à Besançon même, au cas où l'on eût sacrifié Bourgeois de Boynes. Qu'on ne s'étonne pas, si tout en condamnant la politique du magistrat qu'il aspire à remplacer il prêche dans ses lettres à ses collègues la modération et s'il proclame que le « Roi est maître de donner sa confiance à qui il lui plaît. » Il espérait obtenir cette confiance. Cependant à Dijon M. de Fontette rédigeait des remontrances, et le Parlement de Bourgogne prenant fait et cause pour le Parlement de Besançon protestait contre l'atteinte portée à la puissance morale des lois et à la docilité des peuples.

Cette solidarité n'était pas sans exemples, mais elle prenait la force d'un principe et se fondait sur une politique nouvelle (2). Les robins de jadis confondaient leur autorité et leur puissance avec les privilèges d'une province. Ils ne se ju-

(1) Cf. FOISSET, 191 sqq.

(2) Micault écrit en 1771 (*Mercurie dijonnais*, p. 219) que « la prétendue unité des Parlements » « est une chimère imaginée depuis une quinzaine d'années ».

geaient qualifiés en droit que pour protéger les libertés particulières d'une contrée distincte de l'ensemble du royaume, et peu devaient importer en somme à un magistrat bourguignon les outrages subis par un magistrat provençal. Entre les Cours Souveraines, il existait des sympathies secrètes, non pas des alliances avouées. Mais la bourgeoisie ignorant les traditions et haïssant les privilèges raisonne comme si toutes les provinces n'étaient que des divisions du royaume, que les membres tous égaux de la France. Elle désapprouve la diversité des coutumes et, manque d'érudition, ne remonte pas jusqu'à leur raison historique. Quand elle parle de patrie, c'est de la patrie commune à tous les Français, quand on prétend penser en citoyen, on veut dire en citoyen français. Et les Parlements qui suivent l'opinion se sont peu à peu formé cette théorie qu'ils ne sont tous que les classes d'un seul ordre judiciaire ; que leurs privilèges, soutiens de leur puissance, appartiennent en commun à l'ordre tout entier, qu'ils ont reçu pour mission de défendre non pas les coutumes particulières d'une province mais les lois générales de l'Etat. Peu à peu, ils adoptent pour leur bible, au lieu des chartes poudreuses du moyen âge, où plutôt conjointement avec elles, les réflexions de Montesquieu et puisque toute la robe ne forme qu'un seul ordre, ce principe ne contient-il pas cette conséquence implicite que la plèbe de tout le royaume ne forme qu'un seul peuple ? Les Parlements se soutenaient entre eux par nécessité, par instinct de conservation, pour n'être pas vaincus et ruinés les uns après les autres ; comme les compagnons d'Ulysse ils prévoyaient que leur tour viendrait d'être mangés. L'union d'ailleurs était difficile, car la prétention du Parlement de Paris à primer sur tous les autres froissait leurs susceptibilités et l'on s'alliait en se détestant (1). D'habiles politiques apaisaient ces différends, mais on ne pouvait revenir sur les concessions qu'on avait consenties aux idées bourgeoises. L'opinion ne s'intéressait qu'aux doctrines générales et l'on renonçait aux privilèges d'exception. On éloignait les petites chicanes de jadis fondées sur la diversité des coutumes particulières, on raisonnait en citoyens, mais, ce faisant, peut-être rendait-on sensibles aux esprits avisés bien des caprices de l'organisation

(1) (Cf. arrêt du Conseil du 1^{er} août 1718). L'union des Parlements était fort ancienne, mais ce n'est dans la seconde moitié de siècle que prend corps la doctrine par laquelle ils sont réputés ne former que les classes d'un seul ordre.

judiciaire, l'inégalité des ressorts, la diversité des lois ; peut-être se recommandait-on de la philosophie moderne plutôt que des traditions antiques, et le Parlement qui tenait son prestige du *mos majorum*, quand il s'est confondu avec les autres Cours Judiciaires, peut-être pour un temps a-t-il gagné quelque force, mais il a ruiné à jamais les principes mêmes qui le rendaient vénérable et sur lesquels son existence reposait.

Puisque les robins s'érigeaient en censeurs du gouvernement, il était de bonne politique de les inviter à mettre la main à la pâte, de leur demander non seulement des critiques, mais des conseils, et s'il se pouvait de confondre leur sagesse, de mettre au jour leur égoïsme et leur impuissance à gouverner. A tout le moins, à l'heure où les réformes se faisaient sentir de plus en plus nécessaires et urgentes, quoi de plus naturel que de faire confesser leur nécessité par la magistrature elle-même ? Telle était sans doute l'intention du contrôleur général Laverdy, quand en 1759 il sollicita de Brosses pour qu'il composât son *Hypothèse sur l'établissement d'un subside national*. On n'a pas manqué de louer le Président pour avoir seize ans avant Turgot proclamé les fameux principes : « point de banqueroute, point d'augmentation d'impôts, pas d'emprunts », mais si l'on se reporte à l'époque où de Brosses écrivait, loin d'admirer en son *hypothèse* la hardiesse d'un novateur, nous y retrouverons, ornés d'un certain vernis philosophique, tous les préjugés d'un conservateur et d'un patricien. Pour réduire les dépenses, on retranchera sur les grâces et les pensions, pour accroître les recettes tout en soulageant les populations, on abolira toutes les taxes existantes, hormis un tribut unique « que la nation lèverait sur elle-même comme elle le jugerait convenable, et qu'elle viendrait déposer à ses frais dans le trésor royal. » L'assiette de cet impôt eût été facilitée par l'établissement d'un cadastre, et pour le rendre plus juste, on devait proportionner les cotisations aux revenus et à la condition des contribuables.

Ces réformes auraient institué dans toute la France le régime des Pays d'Etats : des assemblées organisées dans chaque province devaient réunir les députés de la noblesse, du clergé, du tiers état et de la magistrature considérée com-

(1) FOISSET, p. 255.

me un ordre intermédiaire entre la noblesse et le peuple. Sous le contrôle des Cours Souveraines, ces Assemblées devaient répartir la contribution de la province entre les districts. Un conseil de district composé de la même façon que celui de la province aurait fixé la quote part des corporations, et les membres capables de chaque corporation et de chaque communauté devaient à tour de rôle et gratuitement assurer le recouvrement du tribut. En somme, les vieux ennemis du patriciat judiciaire, les courtisans et les fermiers généraux faisaient tous les frais de la cuisine, mais pour concevoir son système, de Brosses ne s'était pas mis en grands frais d'imagination ; il ne proposait que de perfectionner et de généraliser les institutions de la Bourgogne. Ce n'était peut-être pas assez pour éteindre la dette et subvenir aux frais de la guerre ; en tous cas, ces réformes ne bouleversaient pas l'ordre établi non plus qu'elles ne remédiaient à tous les abus. La seule innovation consistait à créer dans les assemblées provinciales un quatrième ordre pour la magistrature, à les soumettre en droit à la censure des Cours Souveraines quand les Etats n'étaient subordonnés qu'en fait à l'autorité du Parlement. Loin d'abandonner les privilèges de sa caste, de Brosses les maintenait avec un soin jaloux et tout en conservant les exemptions fiscales des robins, il réclamait pour eux une part prépondérante dans l'administration des finances.

Somme toute, le remède nous semble bénin, bénin, comparé à l'étendue du mal ; c'est un cataplasme pour une pleurésie, et si de Brosses a su fort à propos recommander l'économie quand une guerre coûteuse sur terre et sur mer obligeait la France à dépenser sans compter, il rêvait par ailleurs non de détruire, mais d'étendre et de consolider la domination de son ordre. Ses projets demeurèrent dans ses papiers, et s'ils nous intéressent aujourd'hui, c'est comme un monument de cette égoïsme patricien qui, même chez les esprits éclairés, oriente et limite les démarches de la pensée. L'ami des encyclopédistes rend un culte fétichiste à la toute puissance de la robe, et n'emprunte aux idées du siècle que les moyens ou les prétextes de la conserver et de l'accroître. Tel il nous apparaît dans ses écrits, tel il apparut dans ses actes, tels nous apparaissent tous ses confrères et l'opinion publique ne se méprit guère sur leurs sentiments secrets. Au moment où de Brosses imaginait son *hypothèse*, les bourgeois à qui les Etats déléguaient le soin de faire

percevoir les deniers de la province essayaient eux aussi de réformer l'administration financière et d'y introduire une justice plus grande. Mais leur justice consistait à amoindrir le plus possible les situations exceptionnelles, à limiter les privilèges, à exonérer les pauvres aux dépens des riches. Leur politique visait à supprimer l'intervention des autorités locales, à substituer aux querelles entre les assesseurs et les contribuables l'arbitrage impartial des Elus et du ministre, à évoquer devant le pouvoir souverain ou ses représentants les affaires que de Brosse proposait de remettre à l'arbitraire des communautés, à corriger les abus d'une excessive décentralisation ; ils voulaient se soustraire à la surveillance du Parlement dans le même moment où l'on proposait de les y assujettir par une dépendance plus étroite, et la même année qui vit éclore le traité du Président vit se manifester une entreprise toute contraire à ses vues. La bourgeoisie a cessé de confondre ses buts propres avec l'avantage de la robe, elle est devenue capable de combattre les magistrats ; et si jamais elle les soutient, ce sera sans les aimer.

2. — Le Parlement et les Etats

L'exil du Parlement de Besançon n'avait guère agité que le monde parlementaire, l'opposition des Etats et du Parlement de Dijon remua toute la Bourgogne. Leur rivalité datait de longtemps, car des disputes de compétence devaient s'élever entre deux grands corps qui tous deux prétendaient au gouvernement de la province (1), mais ces querelles s'apaisaient vite à l'époque où ces deux assemblées émanaient d'une même aristocratie, où les raisons de s'unir l'emportaient sur les causes de discorde, où l'on ne contestait pas sur la politique à suivre, où le sénat et les comices tout en se disputant la prééminence en dignité et l'autorité suprême se soutenaient dans l'usage qu'ils faisaient de leurs pouvoirs respectifs et défendaient tous deux avec les privilèges de la province les intérêts de la bourgeoisie. Le Parlement

(1) *Archives de la Côte-d'Or*. C. 3.330. Remontrances des Etats au Roi, 1701-1729 ; 3.331. Remontrances des Etats au Roi, 1729-1758 ; 3.332. Remontrances des Etats au Roi, 1758-1779.

au nom des lois, les Etats au nom des libertés nationales formulaient des réclamations identiques ; encore qu'ils fussent à maintes reprises entrés en conflit, les députés de la province et les magistrats contestaient seulement pour savoir qui gouvernerait, non comment on devait gouverner ; ils se combattaient d'ailleurs avec des ménagements réciproques, les uns et les autres trouvant leur compte à maintenir intactes les forces de leurs alliés. Les deux corps se rencontraient pour une action commune où le Parlement plus indépendant, plus hardi et toujours présent élevait le plus haut la voix comme étant la plus pure émanation de l'aristocratie, mais il ne criait si fort que pour soutenir les privilèges violés des Etats, et les Etats se tournaient vers lui et semblaient l'appeler à la rescousse.

Cet accord se rompit avec l'unité bourgeoise. Au sein des Etats, les évêques avaient toujours supporté avec impatience la domination de la robe ; les magistrats représentaient à leurs yeux l'expression la plus dangereuse de l'esprit laïque, une autorité temporelle jalouse, toujours prête à entreprendre sur les privilèges de l'autorité spirituelle, et leur antipathie s'exaspérait depuis que l'animosité des sénateurs se manifestait ouverte contre les ordres religieux depuis que dans les querelles du jansénisme le Parlement saisissait des prétextes pour contrôler les actes des Prélats, pour censurer leurs discours, pour brûler leurs mandements, pour soutenir les révoltes des curés. La noblesse qui n'entraît plus dans les cours souveraines jalousait leurs membres (1), nobles de fraîche date, mais qui surpassaient les autres en richesse et en privilèges, qui régnaient sur eux du haut des tribunaux d'où ils décidaient les procès. Mais c'était la petite bourgeoisie qui donnait le branle aux comices et en faisait mouvoir les ficelles. Elle formait à elle seule la délégation du tiers état, et son influence était grande sur les autres ordres à qui faisait défaut l'expérience des affaires. Dans l'intervalle des sessions, elle gouvernait à sa guise les décisions des Elus. L'Elu de la noblesse et celui du clergé, peu enclins au travail, mal informés des questions qu'ils devaient régler, et presque toujours absents de Dijon subissaient l'ascendant de leurs collègues plébéiens plus capables et plus assidus ou bien remettaient en leurs mains les rênes

(1) L'elu de la noblesse, le comte de Vienne, sera l'un des plus décidés parmi les adversaires du Parlement.

du gouvernement. Tandis que le Sénat patricien se ferme et s'isole, les comices où se rassemblent tous les mécontentements deviennent de plus en plus une institution bourgeoise.

Ce sont des bourgeois qui les conduisent et qui inspirent leurs délibérations, et quand il entreprennent une réforme importante, on retrouve souvent à sa source le discours ou le mémoire d'un économiste de condition médiocre, quelquefois d'un grand seigneur philanthrope, jamais l'initiative d'un parlementaire. Rien de plus long ni de plus curieux à suivre que la politique des Etats ou de leurs Elus. Ils s'accordent avec le Parlement pour demander qu'on cesse d'évoquer devant des juridictions étrangères les procès des religieux habitant la province (1), mais ils réclament aussi l'abolition du *committimus* au moins pour une partie des officiers royaux (2). Dès 1701, ils protestent contre le grand nombre des charges qui confèrent la noblesse, l'orgueil des nobles de race s'accordait pour limiter le nombre des privilégiés avec l'intérêt et les jalousies des plébéiens exclus des honneurs suprêmes. Cependant, la classe moyenne qui domine les Etats ne se confond pas avec le peuple. La coutume bourguignonne rendait difficile aux créanciers la saisie des biens de leurs débiteurs ; elle la rendait en tous cas si longue et si onéreuse que souvent il devenait plus avantageux de renoncer à la créance ; dans toutes leurs remontrances, les Etats supplient le roi de réformer la coutume et de faciliter la procédure des saisies (3). Propriétaires de champs et de vignes, les députés s'élèvent contre les impôts qui entravent le commerce, contre le droit de gros qui frappe les vins, contre les inconvénients des milices, contre le poids des contributions dont cependant ils ne contestent pas la nécessité (4). Car leurs remontrances s'éloignent du ton acerbe voire irrespectueux des remontrances parlementaires ; elles visent à convaincre le roi et non à vaincre ses volontés, à réaliser un accord du souverain avec ses peuples, et cependant que trop souvent la haute aristocratie s'entête dans des refus égoïstes, la bourgeoisie des Etats se consacre avec intelligence au bien public.

(1) *Archives de la Côte-d'Or*. C. 3.332 (année 1764).

(2) *Archives de la Côte-d'Or*. C. 3.332 (années 1701, 1773, etc.).

(3) *Ibid.* C. 3.009 (f. 101) ; C. 3.011 (f. 87).

(4) *Ibid.* C. 3.008 (f. 41) ; C 3006 (f. 31, f. 341).

Non moins que le Parlement, elle aperçoit les misères des humbles et mieux que lui, elle sait les peindre en termes émus. « Dans quelques cantons, écrit-elle au roi en 1773, les habitants de nos campagnes ont été réduits à partager la nourriture des animaux. La misère a été extrême et elle afflige encore sensiblement cette portion précieuse de l'humanité qui est occupée à la culture des terres et qui exerce cet art pénible et bienfaisant qui est la source de nos richesses réelles » (1). Mais tandis que pour soulager les populations, le Parlement ne voit d'autre remède qu'une diminution des impôts ou pour mieux dire que l'allègement des contributions imposées aux privilégiés, les Etats jugent plus efficace d'accroître la prospérité publique. A leurs yeux la première source de l'indigence, c'est la routine, c'est l'ignorance qui ne sait pas employer ses efforts, et qui croupit dans sa barbarie séculaire : « Les Bourguignons naturellement peu industriels cultivent aujourd'hui leurs héritages de la même façon que les cultivaient leurs pères, sans imaginer qu'à leur ancienne routine puisse être substituée une méthode plus avantageuse, ni qu'un terrain qui se refuse à de certaines productions puisse être employé avec succès à porter des fruits d'une autre espèce. On n'exerce d'arts dans la Province que ceux dont la nécessité prescrit l'usage. Nulle émulation, nulle invention parmi les artisans. On n'en connaît point qui aspirent à se distinguer dans leur profession. La débauche les enlève pour la plupart à l'ouvrage et les précipite dans la misère. Les plus sages bornent leur ambition à soutenir leur famille dans l'extrême médiocrité où ils languissent eux-mêmes pendant tout le cours de leur vie. Et si le hasard en fait naître quelques-uns avec d'heureux talents, ils sont perdus pour la Bourgogne, exportés dans quelque autre pays où l'on sait mieux les cultiver et les récompenser. Il n'est pas possible que la langueur de l'agriculture et des arts ne passe dans le commerce, puisque l'agriculture est le fondement du commerce et que les arts en sont l'aliment » (2). Eclairée par les doctrines des économistes, la bourgeoisie espérait un avenir meilleur du progrès des lumières, non de la stérile conservation du passé. Tandis que les parlementaires faisaient reposer dans la

(1) *Archives de la Côte-d'Or*. C. 129.

(2) *Ibid.* C. 3.209 et C. 129, f. 73. Les Etats empruntaient le texte de leurs remontrances au mémoire de Varenne.

sauvegarde de leur opulence la prospérité du pays, tandis qu'il leur suffisait d'asservir leurs vassaux à cultiver pour l'éternité leurs latifundia, la bourgeoisie travaillait à l'enrichissement de tous, elle souhaitait un ordre social assez souple pour que tous les talents pussent donner leur mesure et parvenir à la fortune qu'ils méritaient, pour que l'élite se renouvelât sans cesse par un apport continu de la plèbe.

Et tandis que le Parlement demeure inerte, décourage même l'industrie, il faut voir de quelle ardeur les Etats favorisent le progrès des arts. Cette ardeur ne leur vint pas tout d'un coup ni sans causes, le gouvernement de Louis XV l'avait ressentie avant eux, et bien auparavant elle avait déjà animé Colbert. Mais alors que jadis le ministre était seul à la ressentir, qu'il remuait avec peine une population inerte ou rétive, désormais ses réformes germent dans un terrain mieux préparé, ses vues sont secondées, et il impose moins sa volonté qu'il n'exécute celle de tous. Quand en 1724 il ordonne d'établir en Bourgogne des pépinières publiques d'arbres forestiers et surtout fruitiers, dont les sujets seraient distribués gratuitement aux paysans pauvres, les Etats font la sourde oreille; obligés qu'ils sont d'approuver le projet, ils se gardent bien de l'exécuter. Par contre, ils protestent contre l'abondance des fourneaux et des forges qui se sont multipliés dans la province: « c'est à ces nouvelles constructions auxquelles on doit attribuer la rareté des bois à bâtir et de chauffage, le prix excessif des fers, et la trop grande quantité d'ouvriers destinés plutôt qu'occupés au travail intérieur des usines, et qui pourraient être employés plus utilement à la culture des terres » (1). Quant à fournir de fruits la table des campagnards, les Etats ne s'en inquiètent guère; ce qui les touche, c'est que les bourgeois paient le bois plus cher et ne trouvent plus de journaliers. Après dix ans d'inertie, en 1733, l'assemblée provinciale se décide à établir des pépinières à Dijon et à Auxonne, puis à Châlon. Buffon, qui sert le gouvernement et l'inspire peut-être en établissant à Montbard sur ses terres et contraint ou à peu près la province à l'acheter un bon prix tout en lui en laissant la direction (2). En 1740, il installe une pépinière de mûriers à côté de la première, et les Etats reçoivent du ministre l'ordre de

(1) *Archives départementales de la Côte-d'Or*. C. 3.003. Remarques des commissaires alcades aux Etats de 1727.

(2) *Ibid.* C. 3.713.

l'acheter. Ils s'exécutent, mais l'établissement périlite. On cesse d'y cultiver des arbres fruitiers ; les semis de forestiers servent à l'ornement des routes, à peupler les parcs des grands seigneurs et la tentative charitable avorte tant par la négligence des administrateurs que par l'indifférence des populations.

Quel contraste ! quand on arrive aux quinze ou vingt dernières années du règne. Quel accord entre le prince, les Etats et l'opinion ! Sur l'ordre du roi on établit à Dijon en 1755 une grande pépinière de mûriers, et on l'établit par contrainte ; mais au bout de quelque temps, on s'y intéresse avec sollicitude. A vrai dire, les paysans que l'on prétendait enrichir s'obstinent dans leur routine et n'élèvent ni mûriers ni vers à soie. Mais de grands seigneurs comme l'évêque de Dijon, comme M. le comte de Vienne, comme M. de Blancey, M. de Ruffey, M. de Vergennes, des chefs de communautés religieuses comme l'abbé de Cîteaux et le Commandeur de Malte, des bourgeois aussi et des bourgeois de la ville, officiers de robe, ecclésiastiques, médecins, avocats, industriels, réclament à l'envi des mûriers pour en peupler leurs terres. Mais ce sont les paysans surtout que les Etats maintenant passionnés pour l'œuvre entreprise voudraient émouvoir. Les avantages de la culture des mûriers paraissent « d'autant plus précieux qu'il peuvent se répandre sur les habitants de la campagne les moins riches, qui y trouvent pour le paiement de leurs impositions une ressource d'autant plus assurée que le produit des vers à soie se convertit aussitôt en argent, sans que l'on soit obligé d'attendre une autre saison, qu'indépendamment de ces avantages » (1), l'argent avec lequel on achetait la soie au dehors restera dans la province et dans le royaume. Et les Etats secondés par l'opinion, par la presse, organisent une propagande. On distribue gratuitement des brochures sur l'élevage des vers à soie, on fait insérer des notices dans les *Affiches dijonnaises* ; on publie enfin un tableau qui permet d'un seul coup d'œil de comprendre tous les profits apportés par la culture des mûriers. Une première colonne indique l'étendue du terrain employé, d'autres les sommes nécessaires à sa mise en rapport, d'autres la production normale de soie, la dernière enfin le revenu net. C'est ce qu'on appellerait de nos

(1) Délibération des Elus du 7 juillet 1784.

jours une publicité bien entendue ; et les récompenses s'ajoutent aux conseils. Des gratifications sont distribuées aux campagnards qui plantent des mûriers ; des ouvrières sont appelées du Languedoc pour enseigner aux dijonnais l'art de dévider les cocons (1), le médecin Chaussier, l'un des académiciens les plus en vue, surveille la pépinière et la fait prospérer, rien en un mot n'est négligé de ce qui peut fournir de soie les manufactures établies dans le pays.

Toujours en plein accord avec le gouvernement, les Etats multiplient leurs efforts dans tous les domaines de l'économie. Des fonds annuels de dix mille, puis de vingt mille, puis de trente mille livres sont votés à chaque triennalité pour encourager l'agriculture et les arts. On fait venir des reproducteurs pour améliorer les troupeaux de la province, on cherche à répandre l'usage des prairies artificielles, à multiplier les semis de ray grass ou de sainfoin. On institue des prix pour les meilleures fileuses de la province (2), pour les cultivateurs qui produisent le plus beau blé (3), on encourage à Dijon une manufacture de petites étoffes en laine du pays (4), on donne 5000 livres au comte Wall « en considération des ouvrages qu'il a faits pour rendre l'Ouche flottable jusqu'à Dijon » (5), on distribue des rouets aux enfants pauvres de Châteauneuf en Auxois qui se destinent à la filature du coton (6), on fait expérimenter une machine à casser les pierres (7), on attribue durant trois ans une subvention de 600 livres au sieur Vaudrey, procureur à la Chambre des Comptes, « à l'effet de faire des expériences d'agriculture dans son domaine de Spoy » (8), on fait ouvrir des carrières de marbre et prospector les minerais, on établit ou on secourt des papeteries et des manufactures de toutes sortes, on relève celles que Colbert avait fondées, comme si la bourgeoisie des Etats prenait à cœur de poursuivre son œuvre. La vieille

(1) Sur cette question, cf. Archives de la Côte-d'Or, liasses C. 3.713 et C. 3.715.

(2) Archives de la Côte-d'Or, C. 3.218.

(3) Ibid. C. 3.217.

(4) Ibid. C. 3.215.

(5) Ibid. C. 3.215.

(6) Ibid. C. 3.212.

(7) Ibid., C. 3.208.

(8) Ibid. C. 3.208. Cf. aussi (C. 3.720) toute une liste d'encouragements accordés par les Elus à la fayencerie de Mâcon, à la raffinerie de sucre de Dijon, aux mines de Montcenis, à celles d'Epinaç, à la verrerie de Rouelle, aux explorateurs de carrières d'ardoise et de houille, etc., etc.

défiance de jadis contre les forges est tombée ; cependant que le public parle avec admiration des usines de Montcenis et surtout de celles que Buffon dirige à Montbard, les députés se font remettre des mémoires sur la fabrication du fer (1) et, de concert avec l'Académie, tâchent de généraliser l'emploi du charbon de terre.

Les registres des délibérations des Etats et plus encore ceux des Elus nous prouvent que cet effort vers le progrès est conduit de loin par le ministre et de près par l'Intendant ; c'est le gouvernement qui sollicite la plupart de ces mesures, qui préconise la mouture économique, qui répand en 1763 des instructions sur l'art de dessécher les grains (2). Mais le despotisme agit et veut agir avec le concours des classes éclairées, il provoque l'éclosion des mémoires des économistes, au point que les archives de l'intendance en sont encore aujourd'hui remplies, un simple prêtre, Guenot, curé de Chevannay, remet aux autorités un nombre considérable de dissertations (3), et nous possédons encore de M. Mousse, docteur en médecine, sa *Réponse* (4) *aux questions du gouvernement relatives à la culture du territoire auxerrois* », de Maret, lui aussi docteur en médecine, et membre de l'académie de Dijon, une lettre à l'intendant concernant la culture des pommes de terre et des turneps (5). Sans doute, ces enquêtes datent du règne de Louis XVI, et à mesure qu'on avance dans le siècle, elles se multiplient, sans doute c'est surtout à partir de 1770 qu'on distribue presque régulièrement des graines de turneps, qu'on veille avec soin à l'échenillage (6), que chaque année le ministre écrit à l'Intendant : « Je vous serais obligé, Monsieur, de vouloir bien vous informer avec le moins d'éclat et cependant avec le plus d'exactitude qu'il sera possible de l'état des semailles dans votre généralité » (7), mais c'est dès le règne de Louis XV que Bertin ordonnait en ces termes à l'Intendant d'instituer une société d'agriculture qui éclairât l'administration : « Il pourrait être avantageux de rassembler auprès de vous ce que vous connaîtrez de plus éclairé en ce genre, de tenir

(1) Ibid. C. 43.

(2) Ibid. C. 13.

(3) Ibid. C. 14.

(4) Ibid. C. 14.

(5) Ibid. C. 14, année 1786.

(6) Ibid. C. 14, année 1777.

(7) C. 14, année 1787.

des assemblées réglées aux jours qu'e vous indiquerez et de proposer et discuter dans ces assemblées tout ce qui pourra encourager de plus en plus la culture des biens fonds et ce qui y est relatif, comme la multiplication des bestiaux et des choses nécessaires à leur subsistance » (1).

Le gouvernement recherche l'appui et les encouragements de l'opinion, il s'applique à entraîner plus qu'à contraindre, mais si la bourgeoisie ne fait que suivre aux Etats comme dans les académies les ordres ou les invitations du gouvernement, elle s'y abandonne désormais de bon cœur lorsque même elle ne les devance pas. Par une émulation constante, les bourguignons éclairés se piquent d'égaliser leur province aux autres par le rendement de ses terres, par la prospérité de l'industrie, de secouer l'inertie paysanne et de précipiter les populations dans la voie du progrès. On attend ce miracle et de l'intervention royale et de la diffusion des lumières, mais pour aider à sa réalisation, la bourgeoisie se dépense sans compter. Grâce à son zèle, les nouveautés du siècle en matière économique entrent dans l'usage pratique, en même temps, une classe s'instruit et s'initie aux affaires qui sera digne plus tard de gouverner la France par sa connaissance des besoins du peuple, des maux dont il souffre, et par sa volonté d'y porter remède.

Le peuple, il est vrai, répondait mal à cette sollicitude et n'en profitait guère. Sans entreprendre une étude complète sur la vie du prolétariat rural, des petits fermiers qui cultivaient juste assez de champs pour se nourrir, lorsque nous nous penchons sur la profondeur de la plèbe, nous sommes surpris d'y entrevoir une immobilité qui contraste avec l'agitation généreuse de la bourgeoisie et les efforts des ministres. Si beaucoup des documents qui pouvaient nous instruire se sont perdus, il nous reste à tout le moins les résultats d'une enquête ordonnée en 1785 après une mauvaise récolte de foin. Pour « suppléer à la disette des fourrages » (2), le gouvernement recommandait de faire paître dans les bois du roi, de donner aux bestiaux des feuilles, des raves, des genêts, de la navette, du maïs, des fourrages artificiels, d'arrosier les prés. Un peu plus tard, par un questionnaire adressé

(1) C. 13. Cf. aussi C. 3.695. Autorisation accordée à M. Varenne de Béost de fonder un bureau économique.

(2) Ibid. C. 15.

aux curés de toutes les paroisses, il demandait quel avait été l'effet de ses mesures, si les cultivateurs avaient semé des turneps, comment ils se procuraient des engrais, ce qu'ils avaient récolté d'avoine, s'ils étaient disposés à suivre les instructions du roi concernant les moyens de rendre les blés mouchetés propres à la semence et sur le pacage des bêtes à laine. Les réponses sont unanimes ; la plupart des paysans paraissent à leurs curés trop pauvres ou trop peu éclairés pour s'arracher à leur routine. Ils n'ont ni utilisé la permission de faire paître dans les bois ni semé des raves, il ignorent l'usage des engrais, ils ne suivent guère les instructions du roi. Ni le prince ni l'élite instruite n'ont accompli ce qu'ils avaient rêvé, entraîné la masse inerte et façonné son esprit par l'empreinte d'un génie nouveau ; leur titre de gloire c'est d'avoir commencé peut-être à l'éveiller, c'est assurément d'avoir appliqué leurs efforts à une entreprise généreuse et utile.

Le Parlement cependant persévère dans son ancienne politique ; il gouverne et il opprime suivant ses anciennes maximes et pour le bénéfice particulier de ses membres. Il ne s'applique qu'à exploiter ses tenanciers, qu'à tout employer pour les maintenir dans l'ancienne sujétion ; il revendique l'administration de la province pour l'exercer au profit de quelques-uns. Mais la bourgeoisie pénètre désormais les mobiles des sénateurs, et comme elle ne partage pas leurs intérêts, elle cesse de s'associer en aveugle à leur politique. Tous les ans, les Etats ou leurs Elus protestent contre l'ingérence du Parlement dans l'adjudication des chemins, et laissant aux magistrats le soin de la police, ils revendiquent pour eux seuls celui d'exécuter les travaux publics, condition de la prospérité générale. Ils poursuivent des réformes économiques et sociales à la fois, opposées aux intérêts, à la domination, à la volonté exprimée des patriciens. Ceux-ci s'attachent à maintenir l'ancien état des choses et préservent avec soin ce qui subsiste de communisme dans l'organisation des communautés villageoises. C'est une obligation pour les paysans que de faire paître en commun leur bétail et des arrêts leur interdisent de séparer les troupeaux ; c'est une obligation que d'utiliser en commun les biens communaux et de les laisser indivis ; c'est une obligation aussi que de ne pas enclore leurs champs ; l'année où elles sont en jachères les terres des particuliers appartiennent de droit au bétail de la communauté. Ces pratiques favorisaient les épizooties, la dent des

moutons dévastait les forêts, faisait périr les arbres fruitiers, il était impossible aux propriétaires de cultiver comme ils l'entendaient puisqu'une année sur trois ils ne disposaient pas de leurs biens. Les pauvres, il est vrai, s'ils avaient quelques bêtes les nourrissaient sur autrui, mais le seigneur en faisait paître bien davantage aux dépens de ses vassaux. On comprend que le Parlement ait veillé à faire respecter des institutions si profitables pour ses membres. Mais la bourgeoisie aspire à affranchir les personnes de toutes les servitudes, même de l'asservissement à la communauté, à isoler l'homme pour permettre son libre développement, à rendre individuelle la propriété.

Dans cette politique, beaucoup moins de doctrine philosophique que d'économie réaliste, en sait par expérience que les terres exploitées en commun sont saccagées par tous, que, nul n'étant intéressé à leur conservation, les pâtis communaux sont épuisés par une pâture mal ordonnée, les bois par des coupes excessives, que nul ne se modère, crainte que son épargne ne profite au voisin, qu'enfin s'il n'est pour voir que l'œil du maître, il n'est de travailleur intelligent et courageux que celui qui travaille pour soi. Les biens qui sont à tous, personne ne se hasarde pour les défendre, et le seigneur s'en empare peu à peu. Et depuis qu'on s'efforce de renouveler l'agriculture, on a reconnu l'impossibilité de remuer la masse ancrée dans la routine et l'ignorance ; pour planter des mûriers, pour semer des prairies artificielles, on ne peut compter que sur une élite paysanne qui donnera l'exemple et par son succès stimulera l'émulation. Mais à cette élite il faut la liberté d'agir, il lui faut la disposition de ses champs et c'est pourquoi l'isolement de l'individu semblait la condition de son affranchissement et de son progrès. En même temps qu'il préconisait des innovations agricoles, Bégouillet demandait une réforme de la propriété, la suppression de la vaine pâture sur les terres des particuliers, l'abandon des friches communales à ceux qui les mettraient en valeur. Ces idées étaient fort répandues ; les *Affiches dijonnaises* représentaient au public que les biens communaux sont une perte pour les habitants (1) ; mais bien auparavant M. Varenne avait présenté aux Etats un mémoire traitant de la « modification à introduire dans le régime agricole du pays » (2).

(1) *Affiches dijonnaises*, 1778, p. 26.

(2) *Archives de la Côte-d'Or*. C. 3.209. Ce Varenne est le fils de l'avocat Varenne, et comme lui secrétaire des Elus.

Après avoir déploré la langueur de l'agriculture, du commerce et des arts en Bourgogne, Varenne attribuait tout le mal à la seule langueur de l'agriculture. « On ne doit point, écrivait-il, compter pour commerce celui que font les détaillants dans les principales villes ; la vente au détail de la marchandise achetée chez l'étranger ou en d'autres provinces du royaume peut bien procurer de l'aisance à un petit nombre de particuliers parmi ceux qui s'en occupent, mais loin d'enrichir le pays, elle l'appauvrit de tout l'argent qui en sort pour payer le prix de ces marchandises qui y sont importées ; le commerce extérieur est le seul utile pour l'exportation et le débit des productions tant de là nature que de l'art ; on ne peut donc faire entrer des richesses dans le pays qu'en perfectionnant l'agriculture pour y multiplier les productions naturelles et qu'en excitant l'industrie à en augmenter la valeur par le meilleur emploi dont elles sont susceptibles. » Comme tous ses concitoyens, Varenne estimait que la véritable richesse est fille de la terre, qu'un pays doit se suffire à soi-même, acheter peu au dehors, beaucoup vendre et s'enrichir du superflu de ses productions.

Il revenait ensuite sur les efforts tentés pour stimuler dans la province l'agriculture et les arts : « C'est, disait-il, dans ce double point de vue que les Etats assemblés en 1751 décrétèrent qu'il serait déposé une somme de 30.000 livres pendant la triennalité suivante, et que ce décret a été renouvelé aux Etats de 1757 et de 1760. Si les administrateurs de la province n'ont pas également réussi dans toutes les tentatives qu'ils ont faites au moyen de ce secours, ils peuvent du moins se flatter d'avoir éprouver des succès assez favorables pour les encourager à d'autres entreprises ». Pour le prouver, Varenne faisait le compte des résultats obtenus dans l'éducation des vers à soie : « l'incrédulité cède à l'expérience, on cesse de regarder comme téméraires les essais qu'ont faits quelques citoyens zélés pour introduire cette branche de commerce dans la province. » Il félicitait les Etats d'avoir encouragé un agronome parce qu'il avait étudié la manière de labourer et de semer et introduit « des prairies artificielles suivant la différence des terrains », un prospecteur parce qu'il avait découvert des marbres, d'avoir fondé une papeterie modèle, relevé ou établi diverses manufactures, mais ces demi succès, ces innovations tentées par quelques particuliers lui faisaient rêver un grand mouvement qui remuerait les masses, une révolution qui bouleverserait la vie agricole du pays.

« Toutes ces distributions, disait-il, ont sans doute une utilité évidente, mais leur effet est encore bien loin de l'utilité générale que des administrateurs doivent se proposer. Il est aisé de concevoir qu'on n'y peut parvenir que par un système fixe et régulier qui embrasse tout à la fois l'agriculture et les arts, c'est-à-dire le commerce avec sa base et ses soutiens.

C'est dans cette persuasion qu'un patriote attaché par sa place à la province et qui par son application à l'étude des arts et de l'agriculture y a acquis quelques connaissances, a présenté et lu aux Etats assemblés à Dijon dans le mois de décembre dernier un mémoire sur l'établissement d'un bureau ou société économique en Bourgogne.

Ce projet a mérité l'approbation des Etats qui ont daigné remercier l'auteur de son zèle et l'inviter à continuer d'en donner des preuves; ils ont même renvoyé le mémoire aux Elus Généraux pour procéder selon leur prudence à l'établissement du bureau proposé; mais, en même temps, ils les ont expressément chargés d'une opération préliminaire qu'ils ont jugée absolument indispensable.

Pour entendre l'objet et le motif des Etats, il faut observer qu'en Bourgogne les fonds que possèdent les particuliers sont ordinairement divisés en plusieurs parcelles de plus ou moins grande contenance, la plupart assez éloignées les unes des autres, quoique dans le même territoire. Si l'on excepte les seigneurs de paroisses, il est rare que d'autres aient des héritages en grandes pièces, plus rare encore que ces héritages soient fermés de murs ou de haies.

La Bourgogne est partie pays de montagnes et partie pays de plaines et de vallons. On trouve dans ceux-ci des prairies naturelles, il ne peut y avoir dans les autres que des prés artificiels, mais nulle part assez de prés soit artificiels ou naturels pour nourrir la quantité de bétail qui serait nécessaire pour l'engrais et pour la culture des terres.

La division par parcelles a lieu dans les prairies de même que dans les contrées qui sont en terres labourées, source trop fréquente de procès entre les possesseurs voisins par la difficulté de reconnaître les bornes de séparation ou de fixer les contenances sur des titres.

Le territoire d'une paroisse est ordinairement partagé en trois contrées ou en trois épis, pour parler le langage de la province; de ces trois contrées, l'une est semée de froment ou de seigle, l'autre d'orge et d'avoine, la troisième est en jachère, de sorte qu'alternativement elles travaillent pendant deux années et se reposent pendant la troisième.

Tous les possesseurs sont assujettis à suivre cet ordre, aucun d'eux n'a la liberté de l'interrompre, et quand il l'aurait, ce serait fort inutilement, car ce qu'il pourrait semer dans la contrée destinée au repos deviendrait nécessairement la proie du bétail que les habitants ont droit d'y faire pâturer.

Il en est de même des prairies ; après la récolte des foin, elles sont ouvertes au bétail, et la seconde herbe qu'on pourrait y recueillir est perdue pour le propriétaire. Ainsi, nul ne se peut dire le maître de ses fonds ni ne l'est effectivement, puisqu'il ne lui est pas permis de les semer quand il veut ni comme il veut, et qu'après la récolte faite, il n'y a pas plus de droit que les pauvres habitants de la paroisse qui, ne possédant pas un pouce de terrain, nourrissent leur bétail aux dépens d'autrui..

Enfin, outre les fonds qui appartiennent divisément aux particuliers, il y en a dans un grand nombre de paroisses dont les corps d'habitants jouissent par indivis, c'est ce qu'on appelle les communes, vastes continents dont personne ne prend soin, qui sont continuellement foulés et dévastés, qui ne fournissent au bétail qu'une nourriture très imparfaite parce qu'on ne lui permet pas d'acquérir sa maturité, et dont par conséquent les produits sont nuls, tandis qu'ils pourraient être rendus fort utiles pour l'Etat ; mais cet objet important demande des réflexions et une discussion séparée et ne doit point entrer dans ce mémoire.

De la distribution des territoires telle qu'elle vient d'être décrite, suit nécessairement l'obligation de faire paître tout le bétail sous la garde d'un pâtre commun ; les troupeaux séparés sont sévèrement défendus par divers arrêts de règlement du Parlement de la province ; ainsi, tous les animaux, sains ou malades, vont pêle-mêle dans les mêmes pâturages, conduits par un mercenaire aux gages de la communauté, et lorsqu'ils rentrent dans l'étable, souvent avec les mêmes besoins qu'ils en sont sortis, le maître ne peut réparer le défaut ou l'insuffisance de nourriture, soit parce qu'il ne lui est pas permis de couper de l'herbe dans son pré qui est confondu au milieu de mille autres dans la prairie, soit parce qu'il établirait inutilement des prés artificiels dans les fonds dont il ne peut défendre l'entrée.

C'est un principe universellement reconnu qu'outre les avantages qui sont propres à l'éducation et à la multiplication des troupeaux considérés séparément de l'agriculture, ces deux objets sont dans une telle dépendance l'un de l'autre, qu'ils ne peuvent prospérer que l'un par l'autre.

La terre ne peut donc donner de bonnes et d'abondantes productions que par le moyen de la culture et des engrais. Les engrais et la culture sont également l'ouvrage des troupeaux que la terre nourrit. Il faut de nombreux troupeaux pour cultiver la terre et pour l'engraisser. Il faut d'abondantes récoltes pour nourrir de nombreux troupeaux et pour les faire fructifier.

De là il suit que l'agriculture languira nécessairement partout où il n'y aura point assez de bétail et qu'il y aura insuffisance de bétail par la qualité et par la quantité partout où l'agriculture ne lui fournira pas en abondance une nourriture convenable.

Voilà précisément ce qu'éprouve la Bourgogne ; d'un côté la terre ne donne pas à beaucoup près ce qu'elle pourrait produire, parce que la culture et les engrais lui manquent, d'un autre côté cette province ne contient pas la moitié du bétail qu'on y devrait trouver, et celui qu'on y voit est d'une espèce faible et abâtardie parce qu'il y a défaut de pâturage en été et de fourrages en hiver.

Ce n'est point à la nature du terrain qu'il faut s'en prendre. Le terrain n'a pas sans doute la même fécondité dans tous les cantons, mais les plus stériles sont susceptibles d'améliorations, et peuvent offrir au propriétaire le prix de ses soins et de son industrie. La vraie source du mal est dans la distribution de ce même terrain entre les propriétaires et dans la manière incommode d'en jouir qui étouffe l'industrie du cultivateur et qui lui ôte le pouvoir de l'exercer.

Tant que la division des fonds et héritages par parcelles répandues ça et là sur le territoire d'une province subsistera, tant qu'on sera contraint de se conformer à la multitude pour les temps et la façon de cultiver et de recueillir, tant qu'il ne sera pas possible ni de tirer les productions ordinaires de son fonds selon ses besoins, ni de changer la destination de ce fonds pour lui faire porter des fruits auxquels il serait plus propre, tant que la seconde herbe des prairies, plus utile quelquefois que la première, sera totalement abandonnée à la commune, tant que l'on ne pourra suppléer efficacement par des prés artificiels soit au manquement absolu où à l'insuffisance des prairies naturelles, enfin tant que par une conséquence inévitable de ces divers obstacles on ne pourra ni augmenter ni améliorer l'espèce du bétail en Bourgogne, il serait inutile de se flatter, tous les encouragements que l'on accordera à l'agriculture n'auront que les plus faibles effets.

Quand le mal est dans la racine, à quoi sert d'appliquer des remèdes sur les branches ? » :

C'était là le discours d'un économiste, d'un auteur renommé de mémoires académiques, mais du lieu où elles étaient prononcées ces paroles retentissaient fort loin. Protégé par le prince de Condé, et, si l'on en juge par les réformes qui furent tentées dans la suite, interprète du gouvernement, leur auteur s'adressait non pas seulement au public, mais d'abord aux représentants de la province, non pas comme simple particulier, mais avec l'autorité du secrétaire en chef des Elus. Il exposait ses vues mieux encore qu'avec le consentement, sur les instances des députés et à leurs applaudissements quasi unanimes. Les disgrâces qu'il éprouva par la suite et pour d'autres raisons ne diminuèrent en rien le prestige de ses idées ; les Etats empruntent d'abord des passages entiers de son texte qu'ils reproduisent comme venant de l'assemblée elle-même dans le registre de leurs délibérations, plus tard, ils font imprimer le mémoire à leurs frais, ils le distribuent avec profusion, et l'on peut dire que jusqu'à la Révolution ils le considèrent comme leur catéchisme économique. A chaque session, ils sollicitent dans leurs remontrances des mesures propres à favoriser le regroupement des parcelles morcelées et la clôture des héritages ; ils finissent par obtenir une exemption des droits de mutation pour les échanges de terre entre les propriétaires. Avec non moins d'ardeur ils réclament cette réforme dont Varenne n'avait parlé qu'en passant et que le roi faisait appliquer dans quelques provinces seulement, le partage des communaux. Nous lisons qu'en 1772 « MM. les Présidents des Chambres ayant fait part d'un édit du roi du mois de juin 1769 portant règlement pour le partage des communaux dans les Trois Evêchés, ils auraient observé qu'une pareille loi pourrait être utile à cette province », et MM. les Elus sont en conséquence chargés de solliciter une telle loi. La même année, l'assemblée réclame l'abolition des corvées (1), cependant qu'à chaque session elle s'élève contre le droit de triage, dont les abus enrichissent le seigneur aux dépens des vassaux (2). De telles réformes devaient léser le petit peuple et plus encore la robe qui n'avait nul intérêt à former autour d'elle et dans ses fiefs une classe de propriétaires et à qui la clôture des héritages aurait peut-

(1) Ibid. C. 3.008, f. 59.

(2) Ibid. C. 3.007, f. 101.

être rendu plus difficile la constitution de domaines d'un seul tenant. Mais la bourgeoisie n'avait cure de léser la robe, tout au contraire, elle dénonçait au roi les usurpations de biens communaux et demandait que de toute façon on opposât une limite aux empiètements des seigneurs sur les terres des communautés : « L'un, représentait les Etats de 1776, par des anticipations successives et presque insensibles, s'empare en partie du communal qui est à sa bienséance et le réunit à son héritage, l'autre, plus entreprenant, le défriche, le dénature et s'en met en possession. Si l'usurpateur a du crédit et de l'autorité, il impose silence aux habitants, et après trente années de jouissance, il devient alors propriétaire incommutable (1). » Point n'était besoin d'un grand clerc pour deviner à quels puissants usurpateurs on faisait allusion ; la classe moyenne qui domine aux Etats ne veut pas se faire complice des usurpations sournoises ou violentes de la haute robe, elle se dévoue à l'intérêt public, elle souhaite l'abolition des servitudes qui pèsent sur les personnes et sur les choses.

Le souci des réformes utiles, le désir d'enrichir la nation conduisent Varenne et toute la bourgeoisie en même temps que lui à réfléchir sur la politique, à comprendre que la prospérité de la province dépend pour une part de ses institutions. Sans doute il faut éclairer les paysans, leur fournir des mûriers, des fourrages artificiels, des reproducteurs de race pour améliorer le bétail, il faut que les agronomes analysent les terrains, étudient les principes du labourage, de la vinification, pour substituer à la routine une agriculture raisonnée ; mais il faut aussi et auparavant délivrer de ses chaînes la classe rustique. Là où l'on veut faire lever le grain du progrès, il faut préparer le sol, déraciner les mauvaises herbes, extirper les abus de la féodalité. La condition première de l'activité générale, c'est le développement et le respect de la propriété individuelle. C'est pourquoi on réclame l'abolition des lois qui imposent au paysan une méthode de culture, qui livrent ses jachères aux troupeaux de tous, qui l'empêchent de faire paître comme il l'entend. C'est pourquoi on réclame et la clôture des héritages et la fin de cette propriété incomplète que possèdent à la fois tous les membres d'une communauté. Peu importe si on mécontente le prolétariat qui n'a rien à lui que ce qui est à tous, si l'on mécontente surtout le patriciat dont la fortune s'est édifiée et grandit à la faveur de ces abus ; la bourgeoisie, qui est une élite sociale, veut sup-

(1) *Ibid.*, C. 3.332, f. 179

primer tout ce qui ressemble à un partage égal des biens, ce qu'elle désire, c'est favoriser l'accès de l'élite villageoise à la fortune, c'est en libérant de toute contrainte la terre, le travail et l'intelligence, permettre aux meilleurs de donner leur mesure. Que tous aient le droit et les moyens de s'enrichir, que les plus habiles s'enrichissent, que les talents soient récompensés, que la récompense de quelques-uns stimule l'émulation des autres, tel est à son gré l'idéal d'une société bien faite. C'est dans cet esprit qu'elle multiplie les prix aux meilleurs ouvriers, aux producteurs des plus belles récoltes, aux chercheurs aventureux qui essaient des procédés nouveaux : c'est dans cet esprit que, malgré l'indifférence ou l'hostilité du Parlement, elle incarne les aspirations d'un monde naissant, et tout ce qu'il y a de pratique dans le génie encyclopédique, qu'elle prépare les progrès économiques de l'avenir, soutenue par un dévouement sans bornes au bien public, avec l'approbation, avec le secours, sous l'impulsion du gouvernement. Le despote et son ministre ne s'essoufflent plus à émouvoir des populations inertes ou rétives, la classe éclairée, celle qui fait l'opinion, s'associe à leurs efforts, les applaudit, et jamais l'accord ne sembla plus complet entre les sujets et le maître qu'à la veille de la Révolution. Mais la robe sentait quelles menaces un pareil accord eût suspendues sur sa tête : consciente des dangers qu'elle courait par son isolement, c'était pour elle une nécessité que de conquérir cette opinion qui, à bien des égards, lui était hostile, que de faire oublier les jalousies de la plèbe contre les grands en fomentant la défiance contre le souverain, que de faire aimer la liberté politique à un public soucieux seulement d'égalité et de réformes économiques.

Nécessité d'autant plus urgente qu'une puissance semblait se réveiller, qui sommeillait depuis des siècles. Les Etats qui représentaient en principe les populations, qui détenaient le droit de consentir ou de refuser les subsides, depuis longtemps se bornaient en fait à l'administration des finances ; en refusant ou en accordant l'enregistrement des édits fiscaux, en recevant contre les Elus l'appel des contribuables mécontents, le Parlement avait usurpé le rôle de défenseur et de maître de la province. Les Etats, à vrai dire, regimbaient quelquefois, mais tant que la bourgeoisie qui conduisait leurs délibérations s'était accordée avec la robe, ces querelles s'étaient vite apaisées sans laisser derrière elles aucune semence de division. En 1760, la classe moyenne s'est séparée

de l'aristocratie ; elle est patriote, dévouée au bien public, dévouée à son roi, elle cherche et commence à trouver sa politique. Moins encore sous l'influence de Montesquieu que par la conscience de ses intérêts particuliers, elle examine les institutions, réfléchit sur leur nature et sur leur usage, et, pour combattre l'omnipotence des cours souveraines, rêve de rétablir les comices de la Bourgogne dans l'exercice de leurs droits.

Un homme éminent par son savoir et par ses talents, l'avocat Varenne, secrétaire en chef du bureau des Elus, entreprit cette révolution. Tandis qu'en faisant adopter par les Etats ses projets de réforme agraire (1), il menaçait la puissance féodale du patriciat, en même temps, mettant à profit le désaccord du souverain et de son Parlement, il songeait à réduire le rôle politique de la haute robe. On a mis en doute son désintéressement sous prétexte qu'il était une créature du prince de Condé ; on a dit aussi qu'il poursuivait contre les magistrats qui l'avaient jadis humilié une vengeance personnelle. Mais quand il serait vrai que le gouverneur qui favorisait tous les économistes l'ait honoré d'une amitié particulière, quand il serait vrai que Varenne n'eût rien oublié de ses ressentiments, était-ce la première fois que siégeait au conseil de la province un avocat outragé par les grands ou docile aux volontés royales ? Si Varenne doit être regardé comme le chef et l'âme du complot, il entraîne sans peine tous ses collègues aigris de la nullité où les réduisait l'ambition parlementaire. L'élu de la noblesse, le comte de Vienne, esprit distingué lui aussi, servit au principal meneur de brillant second et non seulement la majorité des Elus, mais les Etats eux-mêmes, en soutenant leur champion, en applaudissant à ses efforts, en conservant même après son échec le respect de sa mémoire, prouvèrent que ce n'était pas un seul homme qui luttait contre le Parlement, que les comices de la Bourgogne tout entiers, excités par des plébéiens énergiques et irrités, méditaient de reprendre le gouvernement du pays, épiaient une maladresse de la haute robe, ses différends avec le ministre, pour lui reprendre le pouvoir qu'elle avait usurpé.

Conduits par leur amour du bien général, les Elus entre-

(1) Quoique les projets de réforme agraire soient l'œuvre de son fils, comme ils sont contemporains de l'essai de révolution politique, que d'autre part le père et le fils siégeaient au même conseil et en plein accord, il faut attribuer au père l'idée de ces deux entreprises dans lesquelles se manifeste l'esprit de la bourgeoisie éclairée. D'ailleurs les satires des parlementaires ne distinguent guère entre le père et ses fils.

prire d'abord de répartir avec plus de justice les impositions, d'introduire plus d'ordre et d'équité dans l'assiette de l'impôt où sévissaient l'incohérence et la faveur. On décidait en effet sans règle certaine quelle somme globale était due par chaque communauté, et les communautés fixaient comme elles l'entendaient la contribution des particuliers. Pour empêcher qu'usant de l'intimidation ou de la corruption les notables ne fissent retomber sur leurs voisins une partie de leur faix, les Elus n'avaient que ce remède de les taxer d'office. Outre les privilégiés de droit, ce système établissait des privilégiés de fait par le défaut d'une législation uniforme ; suivant le lieu où l'on résidait, le crédit dont on jouissait, l'idée que l'on faisait courir de sa richesse ou de sa pauvreté, on éprouvait la rigueur ou la douceur du fisc. Les Elus généraux tentèrent, dès le mois de janvier 1752, un premier effort pour remédier à ces abus en publiant un règlement « pour la confection du rôle des tailles (1) » ; sept ans plus tard, une commission conduite par Varenne procédait à Charolles à un nouveau pied de tailles ; à Saint-Bonnet, elle dressait des rôles sans assemblée préalable de la communauté. Comprendant que non seulement on rompait avec l'ancien usage, mais qu'à dessein on avait agi sans les consulter, les magistrats du Parlement sentirent qu'on inaugurerait une politique nouvelle et une politique dirigée contre eux ; ils proclamèrent dans un manifeste qu'ils avaient « le droit et la possession d'ordonner de nouveaux pieds de tailles », que les rôles d'office n'étaient autorisés par aucune loi et devaient être pros crits comme entraînant de dangereux inconvénients (2), ils condamnèrent Varenne par un arrêt de février 1760, mais leur arrêt fut cassé au Conseil le 28 juin de la même année. Jusqu'alors soumise ou exposée dans tous ses actes au contrôle de l'assemblée patricienne, la Chambre des Elus, en s'appuyant sur l'autorité royale, se faisait concéder un pouvoir souverain dans l'administration des finances ; encouragée par ce premier succès, elle voulut exercer elle-même ce droit que le monarque reconnaissait à la province de s'imposer à son gré.

En vain cependant le Parlement excitait-il les plaintes des contribuables contre les réformes entreprises par Varenne, en vain des habitants de Charolles et de Saint-Bonnet avaient-

(1) Ms. 912. Pièce n° III.

(2) Ibid. Pièce n° II.

ils protesté contre la répartition opérée par les soins des Elus, en vain avaient-ils fait appel au Parlement, en vain le Parlement prétendait-il au droit d'ordonner la révision des tailles, en vain s'insurgeait-il contre les cotes d'office, en vain réclamait-il du moins pour ses membres le privilège de régler l'assiette des contributions dans leurs fiefs. Ses malices étaient percées à jour, tandis que nul n'osait mettre en doute le désintéressement, la probité des Elus ni leurs efforts pour le soulagement des peuples. Parmi tous les habitants de Charolles qui s'élevèrent contre le nouveau pied de tailles, on ne rencontre que des gens riches ; celui qui crie le plus fort est un procureur jouissant de 1.500 livres de revenu, et dont les impositions avaient été portées de 43 livres à 60 (1). A Saint-Bonnet de Joux, un commerçant en bois, propriétaire de plusieurs domaines d'un revenu de 1.400 livres, de fermes, de forêts, s'était vu taxer à 130 livres au lieu de 72, cependant que son voisin, laboureur sans aucun bien à lui, avait obtenu que ses charges fussent réduites de 70 livres à 45 (2). Les Elus avaient pour eux la justice, ils avaient le roi, c'est pourquoi ils triomphèrent en obtenant une ordonnance d'après laquelle leurs décisions étaient souveraines, sauf appel au Conseil. Ce premier succès les enhardit à poursuivre de plus grands avantages et le second acte de l'affaire Varenne éclatant comme un coup de tonnerre vint remuer la Bourgogne et la France.

Ce grand orage naquit d'un nuage bien léger et qui à d'autres époques se fût peut-être dissipé en vapeurs et en mécontentements. Un édit du mois de février 1760 établissait dans tout le royaume un nouveau vingtième avec aggravation de la capitation, doublée pour les gentilshommes et les officiers des Cours Souveraines, triplée pour les officiers de chancellerie et de finance. Ces mesures irritaient l'aristocratie par cela même qu'elles étaient justes, que prenant l'argent là où il était et mettant à contribution toutes les bourses, elles atteignaient non seulement le peuple accoutumé à payer, mais aussi dans une certaine mesure les privilégiés fort peu libéraux de leur argent. Les circonstances, d'ailleurs, légitimaient ces taxes, la France soutenant sur terre et sur mer une guerre coûteuse et malheureuse, en sorte qu'à moins de payer les armées avec des remontrances, il fallait que le roi se pourvût d'une monnaie de meilleur aloi. Cependant son Parlement de

(1) *Mémoire pour les Elus Généraux*, 2^e édit. 1762, p. 239.

(2) *Ibid.*, p. 264.

Bourgogne n'accorda aucun autre secours que de premières remontrances. « Ces représentations ne produisirent aucun effet, il eut de premières lettres de jussion auxquelles il opposa toujours avec le même respect la même résistance. Au mois d'août il en reçut de troisièmes conçues dans les termes les plus rigoureux avec des Lettres patentes qui le continuaient dans ses séances pendant les vacances. Il enregistra les lettres de prolongation et fit un arrêté par lequel il suppliait Sa Majesté de retirer son édit comme impossible dans son exécution, attendu la misère des peuples du ressort. Enfin, le 22 septembre, ayant reçu de quatrièmes lettres de jussion, il se détermina à enregistrer l'édit, sur les assurances positives qui lui furent données que la province aurait dans l'abonnement (1) une remise considérable sur l'impôt (2). » Si l'on en juge par ce récit qu'en écrivit M. Guénichot de Nogent, conseiller au Parlement, l'affaire ne présentait rien que de très ordinaire; rendu plus arrogant par les revers de la monarchie, le sénat bourguignon, prétextant sa sollicitude pour les peuples, venait de différer par ses moyens habituels l'enregistrement de l'impôt; sa temporisation obstinée avait du moins remporté cet avantage que les nouvelles taxes ne furent point perçues pour les trois derniers mois de l'année 1760.

Mais ce que son orgueil refusait de reconnaître, il cédait crainte de manifester son impuissance en refusant de sanctionner des faits accomplis déjà sans son consentement :

« Tandis que le Parlement se refusait avec tant de constance à l'établissement du nouvel impôt, les élus en consommaient l'abonnement. Ils obtinrent à ce sujet des arrêts du conseil et des Lettres Patentes sur iceux en date du 26 août 1760 pour la Bourgogne et du 2 septembre pour les pays de Bresse, Bugey, Valromey et Gex par lesquelles il fut dit que des 150.000 livres de diminution obtenue, 30.000 porteraient sur le premier vingtième, 60.000 sur le second et autant sur le troisième (3) ». Ensuite seulement, alors que l'Edit était en voie d'exécution, les Lettres Patentes furent déférées au

(1) Par l'abonnement, la province moyennant le paiement d'une somme stipulée à l'avance se chargeait de percevoir elle-même les impôts abonnés. Ce système limitait la somme que l'on versait au roi, mais il permettait aux autorités provinciales de frapper les contribuables à leur gré, épargnant d'ordinaire les puissants et accablant les misérables. C'est pourquoi dans les pays d'États, moins imposés en général que les pays d'Élection, les taxes semblaient plus lourdes parce qu'elles étaient plus injustes.

(2) *Mémoire*, par M. GUÉNICHOT DE NOGENT, p. 4.

(3) *Ibid.*, p. 7.

Parlement qui, placé devant le fait accompli, les enregistra le 10 février 1761. On s'était passé de lui pour décider les affaires de la province, et l'affront inusité qu'il venait de subir semblait le prélude de toute une politique. Les desseins de ses adversaires se manifestaient de plus en plus clairs. « Les Elus en effet avaient distribué dans le mois de novembre précédent (c'est-à-dire précédant l'enregistrement) des billets d'avertissement pour les propriétaires de maisons de la ville de Dijon, conçus en des termes affectés et très différents de ceux des précédents billets : au lieu que les premiers billets portaient : en vertu des Lettres Patentes enregistrées au Parlement et à la Chambre des Comptes, vous payerez etc... On lit dans les derniers : en exécution de l'Edit de Février et de l'abonnement fait sur cet édit, vous payerez... (1). » Les Elus omettaient désormais de tenir compte du Parlement ; ils appliquaient l'Edit sans annoncer qu'il avait été enregistré ; ils tenaient l'abonnement pour valable avant qu'il eût été approuvé par la Cour. Le Sénat tout entier se voyait diminué dans son prestige, en même temps qu'une grave menace pesait sur les intérêts de ses membres. Car les Elus s'étaient fait subroger en tous les droits du roi résultant de l'Edit ; au lieu d'augmenter comme à l'ordinaire toutes les cotes uniformément et seulement dans la proportion où la somme que la province versait au prince se trouvait augmentée, ils étaient autorisés à doubler ou tripler en effet la capitation des officiers, et comme grâce à l'abonnement les charges totales de la Bourgogne n'étaient pas doublées, ils pouvaient par ce moyen se procurer aux dépens des riches un excédent de recettes et soulager les autres contribuables (2). Ils recevaient en substance le droit absolu qu'ils avaient déjà exercé à Charolles et à Saint-Bonnet d'introduire comme ils le voudraient de nouveaux pieds de tailles et des taxations d'office. Le Parlement se voyait arracher à la fois deux des plus importantes conquêtes dont il avait constitué sa puissance : le privilège d'intervenir au moyen de l'enregistrement dans le vote des subsides, et celui de contrôler la répartition des impôts ou du moins d'en empêcher toute modification. On ne saurait dire si l'amour de leurs écus ou l'humiliation de tomber sous la dépendance de simples bourgeois enflamma davantage la colère des robins, toujours est-il qu'ils avouaient sans amba-

(1) Ibid., p. 9.

(2) Ibid., p. 17 sqq.

ges leurs craintes et leur indignation. Ils s'opposèrent même à la subrogation, pensant « qu'il était de la dernière importance de prévenir l'abus que les Elus pourraient en faire en exigeant en entier de qui ils jugeraient à propos le doublement et le triplement de la capitation (1). »

L'affaire en effet était d'importance au point que les magistrats n'avaient point tort de s'alarmer. A force d'égoïsme et d'orgueil, en refusant au roi les secours les plus nécessaires, en abreuvant de dédains et d'outrages tout ce qui n'appartenait pas à leur classe, ils avaient conclu une alliance entre leurs adversaires. De même qu'en 1749 le second ordre du clergé, par haine du premier, appelait l'intervention royale dans le gouvernement de l'Eglise, de même en 1760 les représentants de la Bourgogne se rapprochaient du prince pour abaisser la robe. Le ministre, à bout d'expédients et prenant l'argent d'où il venait, favorisait la docilité des Elus, et ceux-ci de leur côté saisissaient avec joie une occasion de se réserver en propre toute une part de l'administration. La province ne perdait rien à la soumission précipitée aux volontés du maître, car les nécessités de la guerre ne permettaient guère d'éviter l'impôt, encore avait-on obtenu toutes les diminutions qu'on pouvait espérer. Tout au contraire, Varenne avait de son côté la justice et l'intérêt des populations ; homme, d'une honnêteté scrupuleuse et que ses ennemis, même les plus acharnés, n'osèrent jamais contester, sa politique tendait à rendre les charges plus équitables sinon en dégrevant les pauvres, du moins en faisant supporter aux riches les contributions nouvelles. Nulle ambition vulgaire ne l'animait à la lutte, mais un zèle raisonné et l'amour du bien public, c'est pourquoi la querelle qu'il engagea intéressa les institutions autant que les personnes et mit en discussion la nature et l'étendue du pouvoir parlementaire.

La lutte se poursuivit durant toute l'année 1761 ; en enregistrant les Lettres Patentes, le Parlement faisait défense aux Elus de traiter à l'avenir sur aucun impôt non enregistré et les Elus, de leur côté, faisaient casser par arrêt du Conseil les arrêts du Parlement. En fait, la victoire devait revenir à celui des antagonistes qui triompherait devant l'opinion. Qu'importaient à présent au monarque les vaines remontrances des sénateurs ; sans leur approbation, les Elus se tenaient prêts

(1) Ibid., p. 16.

à appliquer les Edits. Et quand le Parlement aurait eu mille fois raison, la détresse du trésor parlait au ministre plus haut que toutes les raisons et c'eût été folie que se flatter d'attendrir ou de persuader par des discours un prince impécunieux. Mais les protestations qu'on adressait au roi, on espérait qu'elles iraient aux oreilles du public et l'on ne négligeait rien pour qu'elles y parvinssent. Les remontrances des Cours Souveraines étaient imprimées et répandues à foison dans tout le royaume, on en composait des recueils plus hardis souvent et peut-être non moins lus que les ouvrages des philosophes. L'aristocratie sentait que c'en était fait de sa puissance et même de son existence si elle ne se conciliait la faveur populaire, c'est-à-dire la faveur de la bourgeoisie, si elle ne fondait en droit ses privilèges, si elle n'intéressait la plèbe à la conservation du patriciat. Et l'affaire Varenne, querelle ouverte entre le roi, les Etats et le Parlement, mettant en question les limites et le principe de tous les pouvoirs existants, découvrait aux regards du public le fondement même des institutions.

La robe sentait quel intérêt avait pour elle le retentissement dans le public des résistances qu'elle commençait. Elle trouvait à sa tête un guide sagace pour ouvrir ses yeux et diriger ses pas, un chef égal à Varenne en intelligence et dont l'énergie s'alliait à la prudence. Le Président de Brosses inspirait la politique de la Compagnie, et puisque les manifestes des Cours Souveraines s'adressaient au public, il jugea habile d'en confier la rédaction non plus à des gens de loi, mais à un de ces philosophes qui conduisaient l'opinion. Pour complaire à la bourgeoisie, le temps n'était plus où l'on pouvait faire appel à des traditions désuètes ; il fallait désormais invoquer les idées mêmes qui couraient dans le tiers état. Pour rivaliser avec les Elus, il fallait enchérir sur eux en hardiesse philosophique, il fallait se recommander d'une autorité respectée dans la classe moyenne. Or, sans compter que Voltaire n'aimait pas de Brosses, on le savait mal disposé pour les Parlements. Rousseau, par contre, de plus en plus, remuait les esprits et les cœurs, et la bourgeoisie dijonnaise lui savait gré de ce qu'elle lui avait donné sa première couronne. De Brosses imagina d'enrôler Rousseau pour défendre la cause du Parlement de Bourgogne et, le 3 janvier 1762, il le sollicitait par une lettre que, malgré sa longueur, il convient de citer toute entière.

« Sans avoir l'honneur d'être en liaison personnelle avec

vous, Monsieur, je sais que vous voudrez bien me connaître à ma signature par ma place à l'académie, par mes relations continuelles avec Genève, votre patrie, par mes liaisons intimes avec plusieurs de nos amis communs soit à Paris, soit ailleurs.

Voici quel est le sujet de ma lettre. Le Parlement de Dijon est occupé d'affaires publiques de la plus grande importance et cherche à faire choix pour la rédaction de ses remontrances d'un écrivain célèbre qui soit en même temps digne de toute sa confiance. On lui remettra tous matériaux et instructions prêtes et détaillées en telle sorte qu'il ne faille plus que le style et la monture nécessaire pour les assembler. Les magistrats ont de la dignité, du courage, une grande connaissance du droit public et de la constitution monarchique. Mais il est donné à très peu de gens d'avoir de l'éloquence. Ce talent naturel porté à un certain degré est plus rare encore, ce semble, que celui de la poésie sublime. D'ailleurs vous sentez, d'une part, qu'en ce royaume il est de grande conséquence qu'un de ses membres ne soit pas personnellement connu pour être chargé d'un tel emploi, et d'autre part qu'un excellent ouvrage n'est jamais de plusieurs plumes.

On s'est remis à moi pour faire parmi les gens de lettres un choix qui ne sera connu que de moi. Je n'hésite pas à vous proposer cet emploi, glorieux par lui-même, digne de votre noble liberté et de cette éloquence que vous n'employez qu'aux avantages de l'humanité dont la magistrature cherche à maintenir les droits par l'exacte observation des lois. Je ne doute pas que des considérations si puissantes sur une âme de votre trempe ne vous déterminent à concourir avec un corps respectable et zélé pour le bien de sa patrie. Elle vous doit être chère à vous même cette patrie qui, la première, a connu vos talents et leur a rendu justice, que vous devez regarder comme le berceau de votre réputation. Assurez-vous du plus inviolable secret de ma part et de celle de la personne par qui cette lettre vous sera remise. L'affaire, d'ailleurs honnête en soi, légitime en tout et sans aucune conséquence, restera certainement entre nous trois si vous le voulez ainsi.

Cette lettre vous est envoyée exprès de Paris par un gentilhomme de cette province, homme plein d'honneur, d'esprit et d'intelligence en affaires. Vous pourrez prendre toute confiance en lui, comme il la prend en vous. Faites réponse aussitôt, s'il vous plaît, pour le oui ou pour le non. Si vous acceptez ma proposition, de ce moment il ira lui-même vous trou-

ver chez vous, conférer de l'affaire et du sujet de nos remontrances, vous remettre les matériaux qui sont prêts et vous préparer pour l'avenir tous les secours, instructions, enseignements et facilités que vous pourrez l'un et l'autre juger nécessaires (1). »

Si le sénat bourguignon implorait ainsi le secours d'une plume éloquente, n'est-ce pas la preuve qu'il prétendait non pas convaincre le prince, mais agiter l'opinion ? Les remontrances des cours n'étaient pas signées, mais on en connaissait les auteurs. Le secret qui les entourait ressemblait à celui de Polichinelle, on ne le gardait que juste assez pour éviter des poursuites aux coupables. La lettre du Président de Brosses n'est point celle d'un disciple de Rousseau, car elle flatte l'écrivain beaucoup plus qu'elle n'approuve le penseur et nous savons assez que de Brosses ne crut jamais à la sincérité de Rousseau. Mais quel patronage pour le Parlement de Bourgogne si le Genevois avait plaidé sa cause par devant le public ! Sous l'empire de la colère, une coterie de patriciens conservateurs choisissait pour champion le philosophe plébéen le plus téméraire, le plus révolutionnaire, mais aussi le plus cher à la plèbe. Pour continuer à vivre et pour sauvegarder ses privilèges, elle se rangeait à l'avant-garde des novateurs. On ignore la réponse de Rousseau aux sollicitations qui venaient le trouver, toujours est-il qu'ayant alors d'autres chats à fouetter il ne se mêla pas de l'affaire, mais les idées qu'on eût souhaité qu'il animât de son éloquence et de sa flamme, les parlementaires les exprimèrent eux-mêmes avec une ardeur irritée, avec toute l'énergie que leur inspirait leur puissance menacée.

Les Elus en effet s'avéraient comme de redoutables adversaires; qu'ils fussent députés par les ordres privilégiés, par les villes, par la Chambre des Comptes, par le Trésor, ou qu'ils siégeassent comme simples conseils des Etats, leurs rancunes vieilles ou récentes contre le Parlement les unissaient d'un accord unanime. Si le vertueux mais timide évêque de Dijon, Mgr d'Apchon, représentant du clergé, finit par s'abstenir, le Comte de Vienne, délégué par la haute noblesse, se déclarait le chef du complot, mais Varenne en était l'âme, il en fut l'orateur et le théoricien en attendant qu'il en devînt la victime. Pour combattre les prétentions du Parlement concernant les cotes d'office et l'assiette des tailles, il avait adressé au Conseil au nom de ses collègues une réponse vive, éloquente, persua-

(1) *Correspondance générale de Rousseau*. Tome VII, p. 33.

sive et qui révèle un talent singulier. « Les Elus Généraux des Etats de Bourgogne, écrit-il dans son mémoire, et le Parlement Cour des Aydes de Dijon sont divisés sur deux questions. Il n'y aurait point de procès entre les premiers corps de la province si le Parlement n'avait pas plus de prétention sur l'administration que n'en ont les Elus généraux sur le droit de décider de la vie et de la fortune des citoyens (1). » Ceux-ci sont « dans le droit et dans la possession d'imposer par cotes d'office », premièrement « cotes d'office de rigueur pour ceux qui abusent de leur pouvoir et de leur crédit », « secondement, cotes d'office de privilège pour les particuliers qu'il serait dangereux de livrer à la discrétion des asséeurs, » enfin cotes d'office de règle « lorsque les exemptions de quelques privilégiés sont révoquées ou suspendues dans les besoins de l'Etat (2). » Or, si l'on s'en rapporte aux faits, les lois générales du royaume exceptent en termes exprès les affaires de ce genre hors de la compétence des Cours des Aydes. Objectera-t-on que les Cours des Aydes en ont connu autrefois? Il suffit que cette connaissance leur ait été enlevée : « Les Elus Généraux ne reconnaîtront jamais d'autre pouvoir législatif que celui qui réside uniquement dans la personne du législateur souverain (3). » Comment d'ailleurs sur une matière où l'usage a varié le Parlement invoquerait-il « les lois générales du royaume ? N'est-ce pas donner le mot pour la chose ? On appelle lois générales celles dont les dispositions claires, constantes et uniformes sont réellement observées dans toute la France (4). » D'autre part, quand la Bourgogne fut réunie à la France par Louis XI, elle reçut la promesse d'être maintenue à l'avenir dans la possession de ses privilèges municipaux, c'est-à-dire, puisqu'elle n'avait pas encore de Parlement, d'administrer ses finances à la discrétion des Etats et de leurs Elus. Il ne peut exister d'intermédiaires entre le prince et les représentants du peuple : « lorsque les trois ordres d'une province ont le privilège de s'assembler avec la permission du roi et de s'administrer eux-mêmes, ce corps représentatif de la nation entière forme nécessairement le premier corps de la province, et il n'y en a aucun qui puisse lui disputer le rang et la préséance (5). » Il est donc évident

(1) Mémoire pour les Elus Généraux, p. 1.

(2) Ibid., p. 5.

(3) Ibid., p. 53.

(4) Ibid., p. 65.

(5) Ibid., p. 97.

qu'on ne saurait porter en appel par devant le Parlement les décisions des Elus. En troisième lieu, l'institution des cotes d'office protège et soulage « les pauvres contribuables », (1) mais elle ne produit son effet que si l'on interdit aux cotisés de se faire exonérer par le Parlement toujours prêt à accueillir les plaintes et les procès. Le roi veut qu'on taxe d'office « les habitants des paroisses les plus puissants, même les fermiers des gentilshommes seigneurs des paroisses (2). » Crainte qu'avec la complicité des magistrats ils ne rejettent leur fardeau sur les épaules des misérables, crainte aussi qu'ils ne se ruinent à plaider, il se réserve à lui-même et à son Conseil le soin de statuer sur les appellations. « Les Elus Généraux ne portent point un œil curieux sur ce qui se passe dans le sanctuaire de la justice, ils révèrent sincèrement ses oracles, persuadés que la sagesse, l'équité, le véritable esprit des Loix y président toujours, et pour se servir des propos termes du défenseur du Parlement, que dans les Tribunaux tout se fait dans les règles les plus étroites, sans grâce ni acception de personnes ; mais les Elus sont en droit d'attendre du Parlement les mêmes sentiments qu'ils lui témoignent ; et comme la justice contentieuse n'a pas plus d'inspection sur l'administration que l'administration sur la justice contentieuse, les égards entre elles doivent être réciproques, avec d'autant plus de raison qu'il serait également dangereux pour l'un et pour l'autre de sortir de la sphère de ses usages et de ses connaissances (3). » La seconde partie du mémoire concerne les nouveaux pieds de tailles que le Parlement voulait seulement contrôler, tandis qu'il eût souhaité proscrire entièrement les cotes d'office. Mais les mêmes raisons qui légitiment celles-ci autorisent les Elus à ordonner ceux-là ; les représentants de la province dans l'exercice de leurs fonctions ne dépendent de personne que du roi.

Plus significatif encore le mémoire que Varenne avait adressé au Conseil en 1761 au sujet de l'abonnement du vingtième et de la capitation. Les rois, disait-il, ont accordé aux Etats et à leurs Elus « la totale et entière disposition des biens des sujets, manants et habitants dudit pays, jusqu'à les lier et obliger, sous le consentement d'iceux Etats, aux dons, subsides

(1) Ibid., p. 190.

(2) Ibid., p. 193.

(3) Ibid. 218.

et octrois qui ainsi sont accordés au roi (1) », les Elus ont donc usé de leur droit et accompli leur devoir en abonnant l'impôt aux conditions les moins onéreuses pour la province. Ces théories, Varenne les reprenait au début de 1762 dans un troisième mémoire plus agressif que les autres parce que les péripéties et les violences de la lutte avaient de part et d'autre exaspéré les esprits. Se donnant pour l'émanation des Etats et les dépositaires de leurs prérogatives, les Elus insinuaient et non sans raison que l'opposition des robins contre les édits n'était pas désintéressée, que l'horreur de la capitation y jouait un plus grand rôle que l'amour du peuple ; ils représentaient que le patriotisme ordonnait à la Bourgogne aussi bien qu'à tout le royaume de contribuer aux frais des guerres ; ils soutenaient surtout qu'en usurpant le droit de consentir les impôts, le Parlement attentait aux lois de l'Etat, d'une part en désobéissant au prince, de l'autre en s'arrogeant les attributions qui devaient revenir aux vrais représentants de la province. La Bourgogne, disaient-ils, avait obtenu du roi de France à la mort du Téméraire un traité particulier ; le souverain s'était engagé à respecter les privilèges du pays et entre tous son autonomie financière. Et le seul organe autorisé à parler au nom de la province, c'est l'assemblée de ses députés, la plus antique de ses institutions et bien antérieure au Parlement de Dijon. Ce n'est point aux Elus à examiner si « l'indispensable nécessité de la vérification des lois dans le Parlement et l'influence de cette solennité sur la substance de la législation, sur la plénitude du caractère légal, sur la légitimité de l'exécution, sont des principes d'état de première vérité. Ce n'est point aux Elus de discuter si le Parlement de Dijon ne fait pas confusion des Parlements, cours souveraines de justice, avec les assemblées du champ de Mars (2). » Le Parlement ne représente rien, et le droit naturel et héréditaire du pays aussi bien que la constitution royale autorisent les Etats à traiter, avant même tout enregistrement, de l'abonnement des impôts. C'est une loi qui ne souffre pas d'exception, « et l'on ne devrait pas s'attendre qu'il en pût être proposée d'aussi peu fondée par un corps établi dans le sein des Etats et redevable de sa création à leurs très humbles et très instantes prières. » Pour qu'une loi soit valable, il n'est point nécessaire qu'elle ait été enregistrée par les Cours Souverai-

(1) Ibid. 300.

(2) Mémoire de Varenne, p. 20.

nes qui n'auront pas à l'appliquer, « la plénitude du pouvoir législatif réside dans la personne du souverain ; ce pouvoir est un dans son essence et indivisible dans son exercice. La loi est parfaite, lorsqu'elle est émanée du législateur dans les formes propres à constater solennellement ses volontés, et il n'y a point d'ordre dans la magistrature dont le concours et la médiation soient nécessaires à la perfection de la loi (1). » Tout l'ordre politique se résume en cette formule : « Les pays d'Etats sont sous la protection du roi dans l'ordre de l'administration comme le Parlement dans l'ordre de la justice. Ces deux pouvoirs sont une émanation de l'autorité souveraine ; il ne peut y avoir entre eux ni rivalité, ni concurrence, ni subordination, parce qu'indépendants l'un de l'autre par leur nature et leur institution, ils sont sans aucune inspection l'un sur l'autre (2). » Dès lors, les Elus n'ont pas outrepassé leurs pouvoirs en contractant l'abonnement de l'impôt non plus qu'en se faisant subroger à tous les droits du monarque résultant de l'Edit.

Ainsi Varenne enlevait à la robe tous les arguments qui pouvaient soutenir les prétentions du Parlement. En vertu de quel droit le sénat bourguignon pouvait-il désormais revendiquer le gouvernement ou le contrôle de toutes les affaires provinciales ? Au nom d'antiques traditions ? Mais on lui opposait des traditions plus vénérables encore, antérieures même à sa création, antérieures à l'institution de toutes les Cours Souveraines et qui confirmaient la rebellion des Etats contre son autorité. Se donnerait-il comme le champion des libertés provinciales ? Mais les députés de la province pouvaient se dire avec raison les seuls et les vrais représentants du pays, les dépositaires et les gardiens de ses privilèges. Allait-il donc réclamer l'obéissance comme organe de l'autorité monarchique, parce qu'il transmettait aux sujets la volonté d'un souverain absolu ? Mais le roi venait de sanctionner les prétentions des Elus, de leur déléguer en termes exprès l'administration des finances, et l'on ne pouvait sous prétexte d'exécuter les ordres du prince contredire ce qu'il avait ordonné. Par une habileté dialectique et une logique irrésistibles, Varenne ravissait au patriciat ses armes accoutumées, et à la même époque où De Brosses imaginait avec son *hypothèse sur l'établissement d'un subside national* un plan de

(1) Ibid., p. 54.

(2) Ibid., p. 1.

domination aristocratique, les Elus soutenaient une politique toute contraire à ses vues. La source du droit, ils l'apercevaient dans la volonté illimitée du souverain, dans une soumission dont la France n'avait eu qu'à se louer durant treize siècles. Ils s'avouaient institués comme les exécuteurs des ordres suprêmes et comme les serviteurs du passé. S'ils parlaient sur ce ton, ce n'était point effet de la servitude ou de la corruption d'âmes avilies. Ce n'était certes pas un homme vulgaire que Varenne, mais devant l'égoïsme aristocratique, devant une ambition dure et hautaine à l'égard des humbles, indifférente à l'intérêt public, une partie au moins de la bourgeoisie rêvait encore d'une monarchie bienfaisante et juste gouvernant la nation pour le bien et grâce au concours des citoyens.

C'était de la part du ministre une habileté suprême que d'opposer à la coterie qui parlait au nom de la province les représentants qualifiés du pays. Le Parlement n'en manifesta qu'avec plus d'éclat son irritation contre les Elus. Le 8 janvier 1762, les Chambres déclaraient qu'elles resteraient assemblées, c'est-à-dire qu'elles ne rendraient pas la justice, jusqu'à ce qu'elles eussent réparation de leurs arrêts cassés. Par la plume de M. de Maletête, le Parlement « outragé dans son honneur et dépouillé de ses attributions les plus essentielles » prétextait qu'il ne pouvait rendre qu'une justice avilie dans l'opinion des peuples. Il ajoutait même que « l'Etat ne remplissant plus à l'égard des magistrats les obligations de droit naturel sous la foi desquelles ils ont contracté, ils sont en droit de se regarder à leur tour comme déliés des engagements qu'ils ont pris (1). » Il n'y avait là qu'une déclaration de grève de la part des officiers royaux ; le 16 mars parurent les remontrances dont on avait voulu confier la rédaction à Rousseau. Elles étaient l'œuvre de Févret de Fontette et de M. Bigot de Sainte Croix, avocat à Paris, et, sinon convaincantes par les idées, du moins éloquentes par le style et même souvent grandiloquentes. Qu'on en juge par cet exorde : « Sire, les droits constitutifs de votre Etat, chef d'œuvre de la législation la plus éclairée, objet de la vénération de treize siècles, de la protection de nos souverains, des hommages éclairés de toute la nation, gage unique de la stabilité de la monarchie ; ces droits sacrés sont depuis quelques années en butte à des agitations, à des innovations, à des tentatives de

(1) FOISSET, p. 208.

toute nature. Tout aujourd'hui devient problématique. Le rang que, dès la fondation de la Monarchie, nos Rois voulurent que leur Parlement occupât près de leur personne, que tous les ordres de l'Etat reconnurent et respectèrent dans tous les temps devient un objet de concurrence et de rivalité ;

...Dans ce conflit continuuel qui dégénère en confusion et en licence, il n'est que trop fréquent, Sire, d'entendre de présomptueuses et frivoles déclamations sur le pouvoir souverain, dont il semble aujourd'hui qu'il appartienne à tout le monde de mesurer l'étendue et d'en mettre les droits en balance avec les principes et la conduite de votre Parlement (1). »

Malgré ce beau début, de Brosses dut regretter que des hommes de loi eussent rédigé ces remontrances et non pas des philosophes. Car l'esprit de chicane y domine et ne s'aventure guère en une argumentation de principe. Il était peut-être vrai d'avancer que les Elus, en fait, ne représentaient pas les Etats, mais il y avait quelque témérité à le soutenir en droit et à vouloir les réduire au rôle de simples comptables des deniers publics. Il était vrai qu'« accoutumés depuis quelques années à des entreprises de toute espèce, les Elus avaient récemment tenté de transformer leur bureau d'administration en Tribunal nouveau de juridiction contentieuse ouverte aux citoyens par des assignations en règle, libellées judiciairement et modelées sur les délais et les formes reçues dans les Tribunaux (2). » Restait à prouver qu'ils outrepassaient leurs pouvoirs et qu'ils « intervertissaient le droit national (3). »

Et le Parlement, plus royaliste que le roi, estimait que la Bourgogne n'avait nullement négocié les conditions de son retour à la couronne, qu'elle y avait été réunie de plein droit, qu'il n'existait en France d'autre autorité que celle du roi, que la seule maxime de gouvernement était « si veut le roi, si veut la loi. » Mais l'autorité du Prince ne saurait s'exercer que par l'intermédiaire de son Parlement : de tout temps, disait-on au monarque, « il fut pour les Etats une image vivante de Votre Majesté, le sanctuaire de votre puissance souveraine, le dépositaire de votre autorité, l'organe de vos volontés ; et les Etats ne furent pour le Parlement que les représentants des sujets de Votre Majesté, qui jamais ne participèrent au

(1) *Remontrances* par MM. Févret de Fontette et Bigot de Sainte-Croix, p. 4.

(2) *Remontrances*, par MM. DE FONTETTE et BIGOT DE SAINTE-CROIX, p. 15.

(3) *Ibid.*, p. 15.

droit suprême de gouvernement et de législation (1). » Et de nombreux témoignages évoqués des archives établissaient que de tout temps les rois avaient gouverné par l'intermédiaire des cours souveraines, que Louis XV, enchaîné par l'exemple de ses prédécesseurs, devait les imiter, que le Parlement, représentant du prince, était supérieur aux Etats qui représentaient la province. En somme, Elus ou parlementaires s'accordaient pour faire appel aux traditions, ils différaient sur la manière de les interpréter. Ils convenaient de l'autorité absolue du Prince ; ceux-là le servaient en lui obéissant, ceux-ci le servaient malgré lui en lui désobéissant, mais les uns et les autres accusaient leurs adversaires de lèse-majesté.

Les Elus cependant remportaient l'avantage. Une imprudence de Varenne vint tout remettre en question. Il fit imprimer le mémoire qu'il avait présenté au Conseil (2), et le Parlement saisit cette occasion d'atteindre l'auteur en informant contre cet ouvrage. Par arrêt du 7 juin 1762, la Cour ordonne que ledit écrit sera lacéré et brûlé par l'exécuteur de la haute justice sur le perron du Palais. Les considérants de l'arrêt, œuvre du conseiller Lebault, passent en hardiesse politique les remontrances du 16 mars. A mesure que la guerre se prolongeait, la robe s'irritait davantage et le ressentiment de ses échecs la jetait vers des principes et des discussions que sa prudence lui conseillait d'abord d'éviter. Du mémoire de Varenne on a extrait des propositions scandaleuses sur la constitution des pouvoirs publics, et l'arrêt les réfute une à une en leur opposant la doctrine orthodoxe. Le Parlement, est-il dit, « a la manutention de la haute police (3). », c'est-à-dire une surveillance qui s'étend sur toutes les personnes et dans tous les domaines, jusque sur le clergé et dans la religion. Le Parlement dirige jusqu'aux conseils du souverain : « Nul doute que la plénitude de la puissance et l'unité du pouvoir ne résident dans la personne du monarque, et que tout autre pouvoir ne soit une émanation de cette puissance suprême ; mais il n'en est pas moins vrai que le monarque n'est pas un despote ; celui-ci ne commande qu'à des esclaves,

(1) Ibid., p. 67.

(2) Il commit cette imprudence sur l'invitation du ministère qui visiblement espérait convertir l'opinion publique (*Mercurie dijonnais*, p. 138).

(3) LEBAULT. *Examen du livre intitulé : Mémoire pour les Elus Généraux des Etats du Duché de Bourgogne*, p. 6.

celui-là exerce son pouvoir suprême sur des hommes libres. Le despote ne connaît d'autre loi que sa seule volonté, aucun corps de loi ne peut régir ses sujets parce que sa volonté toujours arbitraire et variable est la loi unique ; le monarque au contraire, gouverne selon des lois fixes, immuables, établies par son autorité même, dont il s'est interdit jusqu'au droit d'y porter atteinte, parce qu'il ne les a reconnues, ne les a adoptées que pour les avoir trouvées conformes aux règles de la justice et de l'équité, et c'est ce corps de lois primitives et invariables qui constitue la forme nationale (1). »

Ainsi Montesquieu fournissait à la robe menacée une doctrine de la constitution française. Le patriciat ne reconnaissait ni à la nation ni à ses représentants aucune part dans le gouvernement. Proclamant que la Bourgogne avait été réunie à la couronne de plein droit, que le roi n'avait signé aucune convention ni pris aucun engagement en recouvrant une province du royaume, les magistrats concluaient de ces prémisses que le souverain étant tout puissant, le Parlement par lequel s'exerçait nécessairement son autorité devait l'être aussi. Sous ce prétexte, ils accusaient Varenne de lèse-majesté (2) pour avoir lésé leurs ambitions, mais trop faibles pour mettre leurs sentences à exécution, ils tâchaient à leur tour de remuer l'opinion. Car c'était une guerre à coups de plume qui venait de commencer ; non seulement les dijonnais se procurent des copies de toutes les pièces du procès, mais la solennité que le Parlement donne à ses actes, mais la menace qu'il a faite de quitter son service, mais la lettre de cachet qui interdit à ses membres de sortir hors de Dijon, tout cela retentit à l'infini dans le monde des avocats, des procureurs et des plaideurs, le bruit de l'affaire s'échappe du Palais pour se répandre dans la cité, car des deux côtés on s'efforce de le faire échapper.

Ce n'était pas une vaine gloriole qui avait entraîné Varenne à publier ses mémoires et le Parlement à faire pénétrer partout le texte imprimé de ses arrêts et de ses remontrances ; on n'espérait, on ne voulait vaincre qu'à condition de convaincre les esprits, et le prudent auteur du *Mercur dijonnais* nous avoue que si le Parlement, comme il fallait s'y attendre,

(1) Ibid., p. 10.

(2) Notons que le Parlement poursuivit le libraire Desventes coupable d'avoir publié l'ouvrage de Varenne. Il protestait cependant contre l'arrestation arbitraire du libraire qui avait imprimé le factum de Joly de Bévy.

conservait dans son parti un grand nombre de gens distingués, les raisons de ses adversaires semblaient meilleures que les siennes. « Dans ces conjonctures, ajoute Micault, on distribua dans le public un imprimé qui portait pour titre le *Parlement outragé*. C'était un libelle diffamatoire, où M. Varenne père était injurié assez grossièrement; on avait affecté de jeter grand nombre de ces imprimés dans les boutiques des marchands, afin apparemment d'ameuter le peuple contre M. Varenne (1). » L'auteur, de toute évidence un magistrat, avait osé écrire bien haut ce que dans leurs remontrances ses confrères n'avaient osé écrire au roi qu'avec une certaine retenue dans les termes. Son pamphlet anonyme respire tout le mépris haineux du patriciat pour le plébéen qui s'est affranchi du joug de la clientèle : « Devait-on jamais s'attendre qu'un homme sorti de l'ordre honorable des avocats, qui n'a abandonné cette place que pour remplir un emploi à la vérité lucratif, mais subalterne, et qui est en même temps redevable de cet emploi au crédit et à la protection du chef illustre du Parlement, ferait usage contre ce corps auguste des talents qu'il l'avait encouragé par ses suffrages à cultiver pour la défense des lois et de la justice ? (2) » On accusait Varenne d'ingratitude et d'orgueil, mais quel orgueil dans son accusateur ! « Le tribunal de la nation, que les citoyens de tous les ordres se font un devoir et un honneur de révéler, que les princes du sang royal ont considéré de tout temps assez pour n'y prétendre que les secondes places, que le roi lui-même honore journellement, à l'exemple de ses prédécesseurs, de la plus haute confiance, et où il assiste toutes les fois qu'il veut paraître aux yeux de son peuple dans la plénitude de sa puissance, le Parlement en un mot, qui n'est autre chose qu'un corps composé de tout ce qu'il y a de plus grand ayant un rang dans l'Etat, se voit attaqué avec insolence par un particulier dont la plume aussi aigre que hautaine n'a pas seulement cherché à déguiser son style si reconnaissable (3) » Quelles peines ne mérite pas le secrétaire des Elus convaincu d'une « application visible de détruire (s'il était possible d'y parvenir) des lois aussi anciennes que la monarchie, sans lesquelles elle cesserait bientôt de se maintenir, et en même temps d'anéantir des privilèges qui sont la sûreté des peuples

(1) *Mercur de Dijon* 127.

(2) Ms. 778.

(3) Ibid.

contre l'oppression. » Somme toute, ce pamphlet n'apportait pas grande idée nouvelle, mais il se distinguait par sa violence. Surtout, il s'adressait non plus au prince, mais à la nation, il représentait le Parlement comme le palladium de la liberté, comme un rempart contre le despotisme, les Elus comme les complices, comme les valets stipendiés du tyran. Parlant au roi, le patriciat ne réclamait que l'honneur de le servir, parlant au peuple, il s'offrait comme un protecteur et comme un chef pour les résistances futures.

Sur la dénonciation des Elus, le Parlement reçut de Versailles l'ordre d'informer contre l'écrivain anonyme qui venait de plaider pour lui avec tant de vigueur, et l'Intendant prit soin de stimuler le zèle et la perspicacité des enquêteurs. Le *Mercure dijonnais* nous raconte que les soupçons s'égarèrent quelque temps (1); enfin, l'un des suspects, le conseiller Joly de Bévy, sachant « que toutes les preuves étaient acquises contre lui » (2), parut à la barre du tribunal et s'avoua coupable au cours d'une séance dramatique, si dramatique qu'elle passa pour une comédie concertée à l'avance avec le Premier Président (3). Arrêté sur une lettre de cachet, il fut conduit à la Bastille par deux conducteurs de forçats des galères et emprisonné sur les instances de sa famille, dans la crainte qu'il lui arrivât pis. Quand à l'imprimeur du libelle, il fut enlevé de sa demeure par un commissaire de quartier et le syndic de la librairie. En même temps, le Président de Brosses et le conseiller Malteste, députés à Paris au sujet de la même affaire, reçurent chacun par un capitaine de chaînes l'ordre de retourner à leurs fonctions (4). Plus que jamais le Parlement avait besoin de nourrir son énergie. Son arrêt contre Varenne venait d'être cassé, des lettres d'abolition protégeaient le secrétaire des Elus contre les poursuites des autres Cours, et non seulement l'ennemi qu'on avait voulu perdre échappait à la vengeance, mais il venait de recevoir pour récompense de ses exploits le cordon de Saint Michel; les magistrats se voyaient vaincus et ridicules et la fureur aveugle du conseiller de Bévy semblait nuire à leur cause et non pas la servir. Le prédicateur de la cathédrale, « un bon vieux capucin, en prêchant sur le choix d'un état, fit une sortie sur

(1) *Mercure dijonnais*, p. 131.

(2) Louis MALETESTE. Cité par M. de la Cuisine, III, 231.

(3) *Mercure dijonnais*, p. 132.

(4) *De La Cuisine*, 231-232.

les gens de robe et finit par dire qu'ils devenaient des héros de libelle et la risée du public » (1).

Faut-il s'étonner si le 7 juillet 1762 de nouvelles remontrances protestèrent contre la cassation des arrêts par lesquels le Parlement avait voulu atteindre Varenne. De Brosses et Malteste revenus de Paris malgré eux et d'assez méchante humeur ne manquèrent pas l'occasion de manifester au ministre leur présence à Dijon ; ils se chargèrent d'exprimer et de rédiger les doléances de leurs confrères, et pour la première fois le secrétaire des Elus rencontra des adversaires dignes de lui : « Tout était, disaient-ils, paisible dans la province, lorsque subitement, sans intérêt pour Votre Majesté, sans intérêt pour l'Etat, sans intérêt pour la Province, un système prémédité d'indépendance absolue et de despotisme personnel, formé par quelques membres du Bureau des Elus, a porté le trouble et le désordre chez les peuples dont ils sont les administrateurs. Ils ont attaqué au Conseil ces mêmes arrêts qui avaient maintenu la tranquillité et qu'ils avaient exécutés : ils se sont élevés contre les maximes fondamentales qui soutiennent l'Etat depuis tant de siècles et qui seules peuvent en perpétuer la gloire et la durée ; ils ont fait tous leurs efforts pour ébranler les principes du gouvernement français, ce chef-d'œuvre de la législation que le hasard fait rarement et que rarement on laisse faire à la prudence : ils ont essayé de renverser la loi de l'enregistrement que les sages et les bons princes ont considéré comme un assaisonnement de leur pouvoir, très utile même pour le faire goûter aux sujets ; ils ont entrepris de détruire les rapports inaltérables qui concilient les droits de l'autorité avec ceux de la liberté, et sous prétexte des privilèges de la Province, ils ont tâché de lui enlever l'avantage d'intéresser Votre Majesté pour elle par l'entremise de votre Parlement. Mais les lois primitives de l'Etat ne varient point suivant les lieux. Les usages particuliers sont subordonnés à la forme constitutive de la monarchie. Dans toute l'étendue de votre empire, Votre Majesté n'a qu'une justice souveraine, par lui commise à ses Parlements lesquels ne font qu'un en divers ressorts » (2). Suit un long récit des outrages dont on a accablé le Parlement, des humiliations qu'il a reçues du prince, de la défense faite à ses

(1) *Mercur de dijonnais*, 133.

(2) *Remontrances par MM. de Brosses et Malteste de Villey*, p. 8 sqq.

membres de quitter la ville, des procédés des Elus à son égard, des injures de Varenne, des arrestations arbitraires et des violences exercées par le gouvernement.

Sans grands mots, sans aucun de ces artifices oratoires, sans aucun de ces excès de langage qui avaient si mal réussi au Président de Bély, sur un ton d'une modération voulue, le Parlement par ces remontrances se trouve dépeint comme le martyr du despotisme le plus odieux (1). Du moment qu'il n'y a plus de lois que la volonté des ministres subalternes, qu'on lève les impôts sans contrôle, qu'on arrête sur une lettre de cachet, qu'il n'y a plus de sécurité ni pour les personnes, ni pour les biens, que la monarchie se tourne en tyrannie, ne convient-il pas aux magistrats d'avertir le prince, de lui dire : « La crainte servile en éteignant l'honneur pourrait affaiblir l'amour, le plus ferme appui de votre puissance. Les coups d'autorité arbitraire qu'un esprit ennemi de l'Etat voudrait substituer à l'autorité légale, ne sont pas moins contraires aux vrais intérêts de Votre Majesté qu'à la nature de notre gouvernement. Il n'est plus de liberté, ni de sûreté pour vos sujets, si, sur quelques paroles échappées trop légèrement ou infidèlement rapportées, ils sont exposés à se voir traîner en prison, sans aucune forme, sans connaître ni leur accusateur ni leur crime. Vouloir introduire en France cette espèce d'inquisition d'Etat, c'est y vouloir établir une nouvelle forme de gouvernement, où la licence sera pour les délateurs, et la terreur pour les honnêtes gens » (2). Et pour inviter le roi à réfléchir sur le danger qu'il courait à braver le sentiment public, les auteurs des remontrances rappelaient dans leur conclusion cette maxime de Montesquieu, que dans notre monarchie « toute la félicité consiste dans la bonne opinion que le peuple a de la douceur du gouvernement » (3).

L'affaire cependant allait se terminer ; la Cour satisfaite d'avoir encaissé l'argent qu'elle réclamait et incapable d'une énergie soutenue abandonnait Varenne. Le Parlement de son côté avait cessé de rendre la justice et ses partisans diffamaient les Elus en affichant des placards injurieux. L'un d'eux représentait une potence à laquelle était suspendu Va-

(1) Ibid., p. 17, sqq.

(2) Ibid. 78.

(3) Ibid. 79.

renne, « le grand voleur » (1), tandis qu'à ses pieds le Comte de Vienne « noble bête » et les deux fils du patient semblaient attendre leur tour. D'autre part, faisant état de ce qu'elle comprenait dans son ressort une partie de la Bourgogne et la ville de Lyon où le mémoire des Elus Généraux avait été imprimé, la Cour des Aides de Paris sous la conduite de Malesherbes était entrée dans la lice. Le Conseil avait déjà cassé un arrêt qu'elle avait rendu contre le Secrétaire en chef des Elus, mais elle en préparait d'autres. Menacé de toutes parts, ayant vu l'émeute assiéger sa maison, celui-ci venait de quitter la place et de se réfugier à Versailles sous prétexte d'affaires à traiter, et la situation n'offrait pas d'issues si aucun des adversaires ne cédait. Le Chancelier et M. de Saint Florentin apaisèrent les sénateurs bourguignons, non pas en désavouant le passé mais par l'assurance qu'à l'avenir nulle imposition ne serait levée à moins d'avoir été enregistrée par l'usage le plus constant. Le Parlement s'étant déclaré satisfait, rappelé par lettre de jussion du 1^{er} mars 1763, il reprit son service au milieu de la liesse populaire. Les boutiques furent fermées, une messe rouge célébrée à la Sainte-Chapelle, des « salves de boîte » tirées sur le passage des magistrats, les écoliers des Jésuites reconduisirent les Présidents en criant vivat, des cavalcades, des bals, des repas associèrent toute la ville au triomphe de la Compagnie (2). Un mois plus tard, la pompe triomphale se renouvela quand le 11 avril le chancelier crut de bonne politique d'envoyer une lettre d'éloges pour leur conduite aux parlementaires qui lui avaient tant désobéi. Encouragés par cette faiblesse à de nouvelles désobéissances, ils ne consentirent même pas à enregistrer les lettres patentes qui mettaient fin à toutes poursuites intentées contre Varenne (3).

La Cour des Aides de Paris surtout ne lâcha pas sa proie. En vain avait-on non sans peine réussi à faire évoquer l'affaire devant les requêtes de l'hôtel, la Cour des Aides ne s'était point tenue pour dessaisie, quoiqu'elle ignorât le droit des pays d'Etat et n'entendit qu'à moitié la question. En vain interdit-on de poursuivre la procédure, la Cour des Aides ne tint aucun compte de cette interdiction ; de Brosses et Malesherbes rédigèrent de nouvelles remontrances jusqu'à

(1) *Mercur de dijonnais*, p. 141.

(2) *Ibid.*

(3) *De La Cuisine*, 236 sqq.

ce qu'enfin le ministère à bout d'expédients et d'énergie donnât à Varenne des lettres d'abolition. Encore fallut-il que l'accusé en subît la lecture à genoux et tête nue et qu'il entendît Malesherbes lui adresser ces dures paroles : « Varenne, le roi vous accorde des lettres de grâce ; la Cour les entérine : retirez-vous, la peine vous est remise mais le crime vous reste » (1). Ainsi le despotisme subissait échec sur échec sans acheter malgré ses reculades le moindre ménagement ni la moindre pitié par l'aveu de sa faiblesse. Il en était venu d'ailleurs à ce point d'impuissance qu'il ne ressentait pas les outrages, qu'il se prolongeait au jour le jour, capable certes de concevoir de grands desseins mais les exécutant comme des expédients. Sa politique avec les Elus aboutissait à n'être plus qu'une intrigue éphémère pour obtenir la levée d'un vingtième supplémentaire dans un pressant besoin. Quant aux instruments dont il s'était servi, quant aux hommes énergiques, dévoués et intelligents avec lesquels il avait conclu alliance, il les abandonnait comme pour décourager leurs imitateurs futures. Sans doute, Varenne obtint une charge de receveur général des Etats de Bretagne et l'amitié de Condé ne lui fit jamais défaut, mais cet exil honorable ne dissimulait pas sa défaite. Quoique vaincu, il écrivit encore une *Histoire de la Ligue en Bourgogne*, afin de prouver qu'aux heures de crise l'égoïsme de la robe devenait capable de trahir le roi et la patrie, mais les temps étaient proches où le Parlement allait se glorifier lui-même de son indocilité.

3. — Les résistances du Parlement

Le Parlement venait de manifester sa force et l'étroite solidarité qui l'unissait aux autres Cours Souveraines ; il avait réussi à entraîner à sa suite non seulement sa clientèle de suppôts ou de gens de loi et la populace toujours prête à applaudir les forts comme à traîner aux gémonies les grandeurs déchues, mais aussi une partie de la bourgeoisie. Son succès devant l'opinion, il ne le devait pas au libelle insolent de Joly de Bévy, mais aux remontrances ou aux arrêts, si mesurés dans la forme et si hardis par la pensée. Il avait légitimé sa domi-

(1) FOISSET, dans les *Deux Bourgognes* IV 18.

nation égoïste, il l'avait sanctifiée en la fondant sur les doctrines de Montesquieu, en affirmant non pas le droit des peuples à intervenir dans le gouvernement, mais l'existence de lois générales et immuables. Générales, elles ne pouvaient avoir pour gardiens les députés élus par les provinces en vertu de privilèges particuliers, mais bien les Parlements tous solidaires et dont chacun ne formait qu'une classe dans l'ordre indivisible de la magistrature. Immuables, elles échappaient au caprice du monarque, et la suprême habileté avait consisté à dépeindre aux yeux du public un despotisme naissant, de lui dénoncer les entreprises de la tyrannie sur la liberté et la propriété des individus, de faire sentir qu'elles menaçaient non pas un corps, mais toute la nation, que nulle barrière ne mettait à l'abri de ses coups, sinon le rempart des lois et que ce rempart avait pour défenseurs la vigilance et le dévouement de la robe. Au lieu d'invoquer comme autrefois les usages propres de la Bourgogne, on s'appuyait sur la constitution du royaume, et faute de l'éloquence de Rousseau on se recommandait de Montesquieu. Prêt lui-même à toutes les violences, poursuivant le libraire de Varenne comme le roi avait incarcéré celui de Joly de Bévy, le Parlement révélait au public le scandale des lettres de cachet, le désordre des finances, les abus de l'absolutisme et mettait en évidence l'impuissance du régime. Certes les magistrats n'en vinrent pas d'un coup aux hardiesses extrêmes : conservateurs par instinct, ils servaient les idées philosophiques par nécessité et l'affaire Varenne hâta le progrès de leur doctrine. Ils débutent par des chicanes de procureurs, ils représentent au roi qu'ils le combattent dans son intérêt, ils ergotent sur la valeur des précédents, sur le sens des coutumes et parfois d'un mot. Leurs armes brisées par l'habileté de leur adversaire, désespérant de vaincre à eux seuls, ils se tournent vers l'opinion et tâchent de l'attacher à leur cause. D'abord avec timidité, puis sous l'empire d'une exaspération croissante, les voilà qui se font plus ou moins les disciples des philosophes, qui mettent en question la constitution du royaume, qui discutent sur l'essence de la monarchie, qui se posent en champions des lois contre la tyrannie, et qui sont conduits par leur opposition conservatrice à l'avant-garde de la Révolution.

Il n'entre pas dans nos vues de retracer ici toute l'histoire de l'activité parlementaire. Seules importent à nos yeux les péripéties du long duel engagé entre le monarque et ses Par-

lements et les arguments par lesquels la robe discute le principe même du pouvoir monarchique et l'usage que le gouvernement fait de son autorité. Elle agira dans ses démarches avec d'autant plus de liberté que désormais elle a réduit au silence les Etats ou leurs Elus, qu'elle parlera aussi bien comme l'organe des peuples que comme un tribunal gardien des lois. Dès le 30 juillet 1763, elle s'élève contre un édit qui, prorogeant durant la paix les impôts auparavant accordés pour la guerre, remplaçait le troisième vingtième par une taxe sur les biens fonds. Cette prorogation nous paraîtrait naturelle aujourd'hui, car les dépenses issues de la guerre survivent à la cause qui les a fait naître ; et rien de plus juste à nos yeux qu'un impôt sur le revenu, qui s'appesantit sur tous les citoyens sans distinction de rang ni de privilèges. Mais le Parlement lésé dans ses intérêts invente de généreuses remontrances pour colorer sa fureur. Il représente au prince que pour sentir combien les charges nouvelles sont inopportunes « il ne faut que parcourir les différentes contrées de cette province, se transporter dans ces campagnes désolées où le nombre des indigents égale presque celui des habitants, où le cultivateur le plus laborieux trouve à peine dans un travail assidu une ressource pour sa subsistance et celle de sa famille (1). »

Que pour bien fixer les secours que l'Etat peut exiger des citoyens, il faut avoir égard non seulement aux besoins des uns, mais encore aux forces des autres, dont l'épuisement entraînerait la ruine de l'Etat, que ceux-ci ne peuvent compter au nombre des besoins de l'Etat que les besoins véritablement réels et effectifs, qu'ils ne regardent nullement comme telles des dépenses arbitraires ou superflues, non plus que les libéralités que tant de personnes avides, dont les souverains sont partout entourés, arrachent trop souvent à la bonté de leur cœur. Les intérêts de Votre Majesté ayant un rapport nécessaire avec ceux de vos sujets, l'accord qui doit régner entre eux exclut, dans la situation malheureuse où les peuples sont réduits, toutes ressources autres que celles qu'il est facile de trouver par une prudente économie des revenus de Votre Majesté et dans la sage administration de vos finances.

Que ce n'est en effet qu'au défaut de l'une ou de l'autre ou qu'à des dépenses et à des dons incompatibles avec l'épui-

(1) Ms. 1311, p. 81.

sement actuel des finances que peut être attribuée l'augmentation actuelle des dettes de l'Etat, dont la masse doit être immense, à en juger par les impôts auxquels Votre Majesté a recours pour les acquitter, mais soit que le vice de l'administration existe dans la forme de la perception, soit qu'il se trouve dans l'excès des dépenses ou dans les deux à la fois, le mal n'est pas sans remède. Vos sujets, Sire, l'attendent avec confiance de la main bienfaisante de Votre Majesté, qui saura fixer la dépense d'une manière proportionnée à la recette et arrêter les abus d'une perception ruineuse par les frais énormes qu'elle entraîne et souvent par l'injustice et la vexation qu'elle produit. »

Et pour en venir au point essentiel, le Parlement ajoute qu'« introduire en Bourgogne une nouvelle forme de répartition des impositions ou de toute autre contribution relativement à la valeur et au produit des biens, ce serait établir un impôt réel sur les biens fonds, ce serait changer la nature de la taille et la rendre réelle au lieu de personnelle ou mixte qu'elle est ; par là le rentier, le négociant, l'artisan et tous ceux qui ne possèdent point de fonds se verront affranchis de cette imposition, et leur cote deviendra une surcharge aux possesseurs de fonds déjà trop chargés. La noblesse de Bourgogne se trouvera assujettie au paiement de la taille et des autres subsides accessoires auxquels elle n'a jamais contribué, et c'est le moment de son retour d'une guerre dans laquelle elle a prodigué ses biens et son sang pour le service de son roi et pour celui de l'Etat, c'est le moment d'une paix qui lui coûte si cher, c'est l'instant même auquel il lui était permis de s'attendre à recevoir la récompense due à ses services que l'on choisit pour lui enlever le dernier privilège dont elle jouissait. » (1)

La noblesse qui venait de faire la guerre servait ici de paravent à une autre noblesse qui ne l'avait pas faite, à une classe plus riche en biens fonds et fort entêtée à ne rien payer. Mais il était adroit de conquérir la sympathie et l'alliance d'un ordre dont le représentant au bureau des Elus s'était associé aux entreprises de Varenne, et tout cela au nom de l'équité et de la justice en paraissant du même coup défendre le peuple entier. Rappelons-nous que ces remontrances couraient dans le public, qu'un grand nombre de dijonnais s'en procuraient des copies, et nous apercevrons

(1) Ibid., p. 83.

quelles semences redoutables elles jetaient dans les esprits. A la bourgeoisie épuisée par les impôts, mais patriote, et qui pouvait croire que son argent n'avait pas été gaspillé en vain, que par ses sacrifices elle avait sauvé l'Etat, elles représentaient les misères du peuple sous les couleurs les plus noires, elles évoquaient toutes les souffrances passées et présentes, en révélant que les trésors sués avec tant de douleur avaient été dissipés en des profusions inutiles. On osait proposer au roi, exposer à la nation, un plan de réformes et de gouvernement ; on offrait en victimes expiatoires au mécontentement populaire les courtisans et les fermiers généraux, on répandait les idées et les passions qui agiteront le pays en 1789. Les remontrances des Parlements, ce sont les dents du dragon qui feront surgir les tribuns de la Révolution ; menacée dans ses biens par la ruine générale et la disette du Trésor, la robe ne se contentait plus de garder les lois, elle s'efforçait de conduire le peuple et de diriger la politique.

Quand le ministère continuait ou accroissait durant la paix les impôts de guerre, en vain promettait-il d'en consacrer le produit à un fonds d'amortissement pour le remboursement des dettes et d'épargner au pays la banqueroute vers laquelle dès cette époque la France se sentait glisser. Ces belles paroles n'étaient prises au sérieux ni par ceux qui les prononçaient, ni par ceux qui les écoutaient. Elles ne détournèrent pas les Parlements des résistances auxquelles répondait la violence des enregistrements militaires et des exils (1). Le Parlement de Dijon, à l'occasion d'une déclaration royale du 29 novembre 1763 fit rédiger par de Brosses une critique générale de la politique royale. Datées du 19 janvier 1764, ses paroles furent sans influence sur les événements, car la lutte entreprise contre les Cours-Souveraines était en train de se terminer à la confusion du ministère. Mais leur retentissement agita toute l'opinion ; elles paraissaient comme un manifeste des revendications nationales, comme une charte du peuple français, et cette littérature de combat, tout autant que les traités des écrivains, mérite de prendre place parmi les monuments capitaux de la pensée française.

« Sire, disait le Parlement, de tous les biens que l'industrie, le commerce, la population, les succès et l'abondance

(1) Cf. FOISSET. 245.

qui les suit, avaient autrefois répandus sur vos peuples, il ne leur reste que l'espérance de les recouvrer un jour par vos soins paternels (1).

Dépouillés de la meilleure partie de leur usufruit, menacés de perdre le restant d'une suffisance étroite et souvent insuffisante, réduits au simple titre d'une propriété onéreuse, qu'on ne leur laissait que pour leur en faire supporter les charges, indignés de voir leurs revenus héréditaires devenus la proie de l'avidité et de la déprédation, plus effrayés encore du spectacle jusqu'alors inconnu d'un appareil militaire qui, sous prétexte de faire connaître la loi, sapait le fondement de toute la loi et foulait aux pieds ses gardiens paisibles, intercesseurs de la nation; tant de maux réunis n'ont pu détruire en eux le juste espoir que Votre Majesté leur tendrait à la fin sa main secourable. Un peuple qui aime son souverain sait qu'il est digne à son tour d'en être aimé, sa noble confiance en des sentiments réciproques a soutenu jusqu'à présent son courage. Après les efforts à peine croyables (2), à peine possibles du zèle le plus signalé, il attend le plus heureux retour d'un monarque ami de l'humanité, qui chérit ses sujets comme un père tendre chérit ses enfants... »

Il est vrai, confessent les remontrances, que le roi mérite les éloges de ses peuples pour avoir cédé à leurs prières dans l'affaire Varenne, mais il vient de les consterner à nouveau par ses violences contre les Parlements de Grenoble, de Toulouse et de Rouen. S'il faut le remercier de vouloir relever les finances de l'Etat, c'est un devoir aussi que de l'avertir qu'il s'y applique par de mauvais moyens « qui sont évidemment inutiles et peut-être même propres à rendre le mal irrémédiable. « Sire, poursuivait le Parlement (3), il y a des vérités indubitables, tellement gravées dans les cœurs, que nul temps, nul abus ne peut les couvrir, nulle oppression les étouffer. C'est le cri de la nature dont les germes sont indestructibles. Telles sont celles-ci : que l'héritage patrimonial du citoyen lui appartient en propriété; que sa propriété devient une chimère si l'usufruit lui est enlevé; que la monarchie n'est pas un despotisme; que les lois excluent le pouvoir arbitraire; que les lois sont saintes, et que c'est par elles que règne le monarque, qu'il est plus intéressé que ses su-

(1) Ms. 1311, p. 141.

(2) Le Ms. donne « incroyables » qui semble une erreur du copiste.

(3) Ms. 1311, p. 142-143.

jets mêmes à reconnaître et à maintenir leur autorité, sans laquelle il n'aurait lui-même aucun véritable ni solide pouvoir ; que les lois ayant été instituées pour assurer aux hommes leurs propriétés, celles qui leur en ôtent l'usage en certains cas, doivent, plus que nulle autre, être solennelles et régulières en leur forme ; qu'il n'y a ni ne peut avoir de loi qui autorise à prendre sans fin pour disperser sans mesure ; que les sujets doivent une contribution de leur bien au souverain ; que les besoins réels et effectifs de l'Etat, et non le superflu indéterminé, sont la mesure de cette contribution ; que le premier emploi des revenus du Citoyen, privilégié sur tout autre, est de lui apporter sa subsistance journalière ; que la nécessité de pourvoir aux besoins personnels prévaut sur la nécessité de fournir aux besoins d'autrui ; que dans le concours des deux nécessités urgentes, l'impuissance qui a tout donné l'emporte sur l'impuissance qui a besoin de recevoir encore. »

Pourquoi faut-il qu'à travers ces nobles discours perce l'égoïsme du robin, que l'on y devine au fond moins la compassion pour les misères publiques que l'avarice des riches qui craignent pour leur bourse ? Ces belles tirades accompagnent une protestation contre l'établissement d'un cadastre, qui pourtant permettrait d'égaliser les charges. Mais un cadastre « deviendra très nuisible, s'il ne sert qu'à imposer plus fort ceux qui se trouveraient ménagés, sans diminuer les gens trop chargés... ; s'il sert de base à quelque nouveauté contraire aux privilèges des Corps » (1). Ce qu'on redoute par dessus tout c'est l'équité du fisc, mais pour échauffer l'opinion, on dénonce la prodigalité du prince : « Sire, quiconque abuserait ou aurait abusé de votre auguste nom pour employer en pareil cas des moyens de violence, serait l'ennemi de votre sceptre et de votre personne (2) ; en renversant les lois de la Monarchie, il tenterait de détruire la base solide sur laquelle votre trône est assis. Quiconque voudrait, par une importune avidité, vous arracher encore quelques débris de vos finances et s'approprier la subsistance du citoyen, serait un courtisan perfide qui aimerait mieux son profit que votre gloire, qui immolerait sans scrupule vos intérêts les plus essentiels à son intérêt propre, qui tendrait à vous enlever (s'il n'était impossible)

(1) Ibid, p. 144.

(2) Ibid., p. 146.

l'affection de votre peuple, plus utile encore et plus désirable à coup sûr que son argent. Quiconque vous dirait, ou même vous laisserait croire, que Votre Majesté peut, sans un retranchement très considérable dans ses dépenses, rétablir par tout autre moyen les affaires de son Etat, serait un sujet infidèle qui vous tromperait avec audace.

Que peut la bonne volonté, quand on lui ôte les moyens, quand on ne lève pas les obstacles qui la contrarient ? (1) Toute la droiture, toute la capacité d'un ministre finit par échouer contre la réunion de protections puissantes, du crédit de la Cour, des clameurs et des intrigues de ceux qui gagnaient au désordre, de la malice des publicains qui traversent par de secrètes manœuvres les meilleures opérations, des abîmes du faste, de la profusion domestique, des constructions inutiles, de la multiplicité des acquits comptants, voie obscure qui sert à cacher les secrets de la déprédation aussi souvent que ceux de la politique, voie dérobée à la comptabilité pour sauver aux déprédateurs le reproche public d'avoir osé surprendre votre bonté...

Jamais le peuple ne pourra concevoir d'espérance ni recevoir de consolation, tant qu'il entendra sans cesse annoncer et promettre, comme on fait depuis tant d'années, des retranchements dans la dépense sans en voir faire aucun; tant qu'il entendra réclamer le besoin et la nécessité au milieu du luxe et des fêtes; tant qu'il apprendra que les débris de vos finances continuent d'être prodigués en dons si souvent peu mérités, en pensions excessives et multipliées sur les mêmes têtes, en dots et assurances de douaires, en placés et appointements inutiles; tant qu'il saura qu'on arrête les plans de nouveaux bâtiment à construire de tous côtés et dans le voisinage de superbes édifices qu'on laisse en même temps tomber en ruines; tant qu'il verra le faste des financiers fonder son opulence sur l'usure, sur la certitude de pouvoir prêter à l'Etat, à gros intérêts, l'argent qu'ils ont accumulé aux dépens du public et qui leur rendra encore pour l'avance et pour le recouvrement, sur les vices si connus, si décriés d'une régie ruineuse pour Votre Majesté et pour vos sujets... (2).

(1) Ibid. p. 147.

(2) Le texte que cite M. Foisset et qu'il avait sans doute emprunté aux papiers du président de Brosses est assez différent de celui que nous citons. Il est probable que dans le texte définitif des remontrances quelques détails furent ajoutés après coup à la demande du Parlement.

Sire, nous nous jetons, les yeux baignés de larmes, aux pieds de Votre Majesté (1) : nous lui demandons la conservation de son peuple. Réprimez ce désordre intestin qui décuple les grands et les petits frais. Différez à des jours plus heureux, que vous pouvez bientôt faire renaitre, les projets de nouvelles constructions. Fixez à votre volonté les acquits comptants à la somme que vous jugerez convenable aux besoins de la politique qui ne doivent être connus que de vous. Faites taire avec indignation ces voix importunes qui toujours voudraient absorber la substance du laboureur misérable. Repoussez ces mains avides qui toujours s'ouvrent et ne se croient jamais pleines ; ces gens insatiables qui ne semblent nés que pour tout prendre et ne rien avoir, gens sans pitié comme sans pudeur, misérable assemblage de rapacité et d'impudence.

Que l'exemple de Votre Majesté Royale donne, selon l'usage infailible, le ton à la Cour, comme la Cour le donne à la Capitale, et la Capitale aux provinces. Qu'il opère le rétablissement des mœurs, non moins nécessaire ici que celui des finances, qu'il détruise ce levain corrupteur, cette rouille de l'argent qui ronge les cœurs, avilit les âmes, anéantit les sentiments ; qui a confondu tous les rangs et détruit cette gradation essentielle à un Etat monarchique, qui a renversé tous les esprits, quand on a vu par tant de fortunes subites qu'il n'était plus de mode d'accroître lentement la sienne par le travail, les soins domestiques et la bonne conduite, puisqu'on pouvait en un moment devenir riche du bien de l'Etat par des gains directs ou par de viles associations secrètes, ou par de basses alliances qui corrompent de toute façon le plus pur du sang français. La chose publique est en péril dès que l'argent y devient honorable. Mais qu'arrive-t-il quand il tient lieu de l'honneur même ? Ce que nous voyons, c'est la perte des mœurs qui a consommé celle des finances. »

Le roi ayant promis que l'impôt de deux sols par livre ne durerait pas plus que la guerre, de Brossettes s'indigne de voir prolonger cette contribution durant la paix : « Quoi, s'écrie-t-il, un de vos augustes prédécesseurs disait que si la vérité était bannie du reste de la terre, elle trouverait son asile dans le cœur et dans la bouche des rois ! Quoi ! un autre de nos rois regardait la foi de gentilhomme comme un

(1) Ms. 1311, p. 148.

gage sacré dont l'altération emportait le déshonneur ! Et l'on viole habituellement la foi du monarque sans respect pour ses intentions ! Sire, la douleur et la honte étouffent nos voix. Un morne silence est ici notre partage » (1). Suit une peinture de la misère née de l'énormité des impôts ; la ruine de la province, sa capitale peuplée de 31,800 habitants en 1745, non compris l'hôpital et les communautés, et maintenant réduite à 14.036 âmes, tout compris ; le nombre des « ménages célibataires » quintuplé en cinq ans. Et pour conclure, l'orateur rappelait pour émouvoir Louis XV la réponse de François I^{er} à des suppliants prosternés devant lui : « Levez-vous, ce que vous me demandez n'est pas une grâce, c'est une justice, et je vous la dois » (2).

Jamais on n'a tenu au Prince, et par derrière le Prince au public, langage plus hardi. Jamais on n'a proclamé en termes plus forts la sainteté des lois et du droit de propriété, jamais on n'a distingué avec plus de netteté la monarchie et le despotisme, jamais avec plus d'énergie on n'a rappelé à la France qu'elle possédait une constitution, une constitution non pas seulement fondée sur des ordonnances ou des traditions et pour ainsi dire modelée par le hasard, mais résultant de la loi naturelle. Il y a dans ces remontrances une déclaration sous jacente des droits de l'homme, de droits imprescriptibles, plus antiques et plus respectables que l'autorité royale. Si la bourgeoisie conservait ses rancunes et ses jalousies contre la robe, si peut-être elle approuvait la justice relative des impôts extraordinaires, les seuls qui prissent l'argent dans toutes les bourses, le Parlement détournait l'attention vers d'autres soucis ; par ses soins, l'enregistrement forcé d'un impôt, c'est-à-dire une querelle de la magistrature et du ministère mettait en question aux yeux du public le droit de propriété et la libre disposition que les citoyens doivent avoir de leur patrimoine. Ainsi le patriciat assumait le rôle et la popularité d'un champion de la liberté, assuré d'être suivi puisqu'il proposait de réduire les charges de tous. Certes ses projets de réformes ne brillent point par la subtilité de l'invention : nul remède plus efficace au désordre des finances que de moins dépenser et sans doute il fallait commencer par là ; mais c'était un remède insuffisant pour une calamité et à la veille de

(1) Ibid., p. 150.

(2) Ibid., p. 153.

la banqueroute. Améliorer la régie des impôts semblait une mesure nécessaire, mais qui demandait du temps et n'amortissait pas la dette. A quelque excès que se fussent portées les profusions du roi, une guerre malheureuse avait plus que toute autre cause entraîné la ruine du royaume, et le ministre n'avait pas tort de vouloir prendre l'argent des riches. Mais en s'apitoyant sur les maux du peuple, en les représentant comme si excessifs à la fois et si curables moyennant un peu de parcimonie dans les dépenses publiques, la robe faisait oublier l'égoïsme qui l'animait et jetait le discrédit sur le prince. Si la bourgeoisie méconnaissait les tares du régime, le Parlement se chargeait de les lui révéler. Eh quoi ! c'était ce monarque fourbe, perdu dans les plaisirs, faible avec ses courtisans et dur au peuple, ce prodigue sans cœur, qui dissipait les débris des finances à enrichir des oisifs, à construire sans nécessité ; c'était cet épicurien méprisable qui violait les lois les plus saintes et réduisait les citoyens en esclavage ! Que dira-t-on de plus injurieux, non pas même avant, mais pendant la Révolution ?

Désormais la robe s'emploie à déconsidérer le régime, et pour diriger encore l'opinion, elle se place à son avant-garde. De la moindre taupinière elle fait une montagne, du moindre bruit une scandale. Le 28 mars 1764, une déclaration royale porte défenses d'imprimer ou débiter aucuns édits ou projets concernant la réforme ou administration des finances. De toutes parts et non pas seulement au sein des Cours Souveraines on protestait contre les exactions des fermiers généraux et les bourgeois patriotes inventaient sans cesse de nouveaux systèmes fiscaux. Les partisans se défendaient en muselant les théoriciens, mais en somme, sous Louis XV la prohibition d'écrire ne devait pas surprendre : elle était dans les lois, dans les lois que le Parlement appliquait sans scrupules contre ses ennemis et qu'il venait d'employer à perdre Varenne. Mais outre qu'il s'irritait de toutes les mesures d'exception, il ne lui déplaisait point qu'on médît des financiers dont il disait lui-même tant de mal ; il lui semblait scandaleux qu'on prît tant de soins pour préserver l'honneur des publicains. « Dans tous les états, répondait-il au roi, on peut également aspirer à la considération personnelle ; plusieurs de ceux qui exercent aujourd'hui des emplois de finances méritent cette considération, la première de toutes ; et quand on en sent bien la valeur, on y trouve aisément de

quoi satisfaire une juste et noble ambition. Pour la considération générale due à l'état qu'on a choisi, elle doit être réservée pour les professions dont elle fait la récompense » (1). Et citant Montesquieu : « Les récompenses des richesses sont les richesses mêmes ; l'honneur et la gloire sont pour cette noblesse qui ne connaît, qui ne voit, qui ne sent de vrai bien que l'honneur et la gloire ; le respect et la considération pour ces ministres et ces magistrats qui ne trouvant que le travail après le travail veillent jour et nuit pour le bonheur de l'Empire » (2). « Si cet ordre est interverti, ajoutait le Parlement, si les richesses sont honorées, si elles suffisent pour attirer cette considération dont les Français sont si jaloux, bientôt à la honte et à la ruine de la nation, ils préféreront la profession où les richesses et la considération se trouvent réunies sans péril et sans peur. » Le sujet ne semblait guère appeler ces réflexions profondes sur l'ordre social. Quant à la prohibition même le Parlement arrive à en parler, mais pour la déclarer inefficace. Les écrivains « inonderont le Royaume de leurs productions clandestines furtivement imprimées en France ou publiquement chez l'étranger. » D'ailleurs, « la vérité, l'unique objet de la recherche de tout esprit raisonnable ne parvient communément à l'évidence qu'après avoir subi l'épreuve de la contradiction. » La déclaration royale arrêterait tout progrès dans l'agriculture, dans le commerce, dans les arts. « L'histoire même ne serait plus qu'une compilation sèche de faits qui, dans l'immense révolution des temps, se sont souvent représentés, et qui cesseraient d'être intéressants pour la morale et pour la politique, si on cessait de les envisager par l'influence qu'ils ont eue sur le bonheur ou sur le malheur des Empires. » Ce sont les livres des philosophes qui ont éduqué le public et l'ont fait applaudir à l'exportation des blés. Il faut espérer la disparition de toutes les limites de la liberté de penser qui doit être indéfinie. « Le plus sûr garant de la parfaite exécution des lois est l'intime conviction de la part des peuples qu'elles leur sont favorables. » Ainsi dans l'esprit ou tout au moins dans les déclarations des Cours Souveraines la royauté qui réclamait l'obéissance devait obéir à l'opinion, preuve indubitable qu'à cette époque la robe se sentait appuyée par l'opinion. Ainsi la moindre affaire devenait l'occasion d'un manifeste ; à propos

(1) Ms. 1311 : p. 176.

(2) *Esprit des Lois* Livre XIII, chap. XX.

de livres prohibés on traite des réformes nécessaires dans les finances ; ainsi les Parlements dont la fonction était d'opprimer la pensée demandaient son affranchissement.

C'est que de plus en plus ils sentaient que le besoin d'argent allait réduire l'autorité royale à des attaques désespérées contre leurs privilèges. Dans l'attente de l'assaut, ils se ménageaient la faveur publique, ils se posaient en défenseurs du droit naturel en même temps qu'entre eux ils se rapprochaient et se serraient les coudes. Le Président de Brosses s'employait à faire disparaître toutes les causes de désunion, à concilier avec la fierté des cours provinciales la prétention qu'avait le Parlement de Paris d'être en France la seule cour des pairs (1). De toutes ses forces, il maintenait l'union dans le camp de la robe ; en même temps il soutenait l'édit de 1765 qui permettait à tous les nobles le commerce en gros. C'était le moyen de sauver la noblesse de sa pauvreté ; c'était le moyen de relever aux yeux de la nation une classe dénoncée par les philosophes comme inutile et parasite de la société. Mais il fallait d'abord éviter l'abaissement de la magistrature ; plus les Parlements s'unissaient et plus le gouvernement inclinait à les détruire, plus ils s'ouvraient aux idées nouvelles, plus leur voix trouvait d'écho dans la nation, et plus grandissait l'aversion du prince pour ces fauteurs de troubles. Et tandis que le sénat dijonnais s'agitait pour soutenir les autres sénats du royaume, tandis qu'il invoquait les principes du droit naturel et les théories de Montesquieu, qu'il protestait contre les empiètements de l'exécutif sur le législatif, le roi lui opposait avec force les prétentions de l'absolutisme. Il répondait en ces termes aux remontrances de la Cour sur les affaires de Bretagne (1766) : « Entreprendre d'ériger en principe des nouveautés si pernicieuses (2), c'est faire injure à la magistrature, démentir son institution, trahir ses intérêts et méconnaître les véritables lois fondamentales de l'Etat, comme s'il était permis d'oublier que c'est en ma personne seule que réside la puissance souveraine, dont le caractère propre est l'esprit de conseil, de justice et de raison, que c'est de moi seul que mes cours tiennent leur existence et leur autorité, que la plénitude de cette autorité qu'elles n'exercent

(1) Cf. FOISSET, p. 267 sqq.

(2) Ms. 1311, p. 196.

qu'en mon nom demeure toujours en moi, que c'est à moi seul qu'appartient le pouvoir législatif sans dépendance et sans partage, que c'est par ma seule autorité que les officiers de ces cours souveraines procèdent non à la formation mais à l'enregistrement, à la publication et à l'exécution de la loi. »

Mais on repoussait les prétentions du monarque en révélant à l'opinion l'incapacité du despote à gouverner. On rappelait qu'il conduisait le royaume à la banqueroute et à la misère, et pour refuser au prince la prorogation d'un second vingtième, le Parlement se faisait en 1767 l'interprète de la nation et dévoilait tous les vices de la monarchie moins pour en indiquer le remède que pour montrer qu'ils étaient irrémédiables, que pour faire savoir à la France qu'elle ne devait plus attendre de son roi aucun soulagement de ses maux. On s'oppose à la levée de l'impôt, « considérant que la nation (1) après avoir dû faire durant le cours de la dernière guerre plus de 1200 millions de levées extraordinaires tant en subsides au delà des revenus courants qu'en emprunts dont elle demeure chargée, n'a été engagée à supporter encore à la paix la prolongation des charges de la guerre que par les assurances qu'on lui donnait alors d'une meilleure administration, d'un emploi mieux distribué et d'un nouveau plan de régie des finances, d'un retranchement des dépenses superflues, dons et profusions de toute espèce qui enlèvent à tout moment les deniers publics à leurs seules et véritables destinations, d'un plan d'extinction réelle et progressive des dettes de l'Etat, qui, procurant enfin la libération si désirée, rendrait bientôt à la France son ancienne vigueur et à ses citoyens leurs propriétés patrimoniales. Qu'au lieu de cette réforme promise, la nation a vu en paix les maux présents succéder aux maux passés, les emprunts, les impôts, les dépenses et les dons s'accroître et se multiplier comme auparavant... Qu'après avoir sans fruit sacrifié son nécessaire au désir de relever l'Etat, la nation, convaincue par l'expérience qu'il faudrait toujours ainsi continuer de donner sans fin ce qu'on disperserait sans mesure, ne s'attend plus à voir apporter du remède à des abus invétérés profitables à tant de gens, et qu'elle perd toute espérance d'un meilleur avenir... Qu'il n'y a d'autre manière

(1) Ms. 1311, p. 202.

juste et efficace d'acquitter les dettes publiques que celle qu'un bon père de famille met en usage pour acquitter ses dettes particulières, savoir l'économie, la réforme dans la dépense, l'administration calculée qui, après avoir mis à part sur les revenus courants ce qui est nécessaire au paiement des intérêts et charges et à l'extinction graduelle des capitaux, ne compte pour revenu réel que le restant, sait y restreindre sa dépense et s'en contenter. Que la nation n'a cessé d'éprouver qu'il y a aussi loin des promesses aux effets qu'il y a loin pour l'ordinaire du préambule consolant de chaque édit aux articles acablants qui en font le corps... Considérant donc qu'il est temps que les propriétaires rentrent en jouissance du patrimoine qui leur appartient par le droit des gens et par le droit de l'Etat. Qu'il est même nécessaire de conserver au citoyen une ressource au moyen de laquelle il puisse en cas d'événement subvenir aux besoins du royaume et ne pas consommer la ruine de l'Etat en consommant la sienne propre. »

Presque à la même date, cet esprit patriotique n'empêchait par le Parlement de repousser une ordonnance qui relâchait la tyrannie des corporations. Mais toute l'attention était détournée vers le grand problème du gouvernement. En même temps qu'on diminuait la personne du prince, qu'on signalait son incapacité à rétablir les affaires, on devenait plus hardi dans l'affirmation des principes politiques. On proclame en 1769 que « la sûreté personnelle, la liberté civile des citoyens sont de l'essence de tout gouvernement (1). Les besoins mutuels qui rassemblèrent les hommes en société, qui formèrent les premiers liens qui les unirent entre eux, établirent pour loi fondamentale de tout Etat l'engagement réciproque qui assure de la part des sujets fidèles obéissance et qui garantit puissante protection de la part du Souverain. » Ainsi la monarchie reposait maintenant sur un contrat, ses lois fondamentales n'étaient autres que les obligations par lesquelles le droit naturel lie les contractants. Et si l'une des parties venait à rompre le pacte, l'autre ne pouvait-elle se dire libérée de tout engagement ? Les Parlements levaient ouvertement l'étendard de la révolte, ils ébranlaient les assises du régime, et à force de proclamations retentissantes ils remuaient la bourgeoisie. Ils devenaient un danger pour le prince, et depuis longtemps

(1) Ms. 1312, p. 69 (14 décembre 1769).

ils étaient la pierre qui immobilisait les rouages de la machine despotique. A une époque où le roi avait de plus en plus besoin d'argent et pour des dépenses de moins en moins avouables, ils lui refusaient tout subside et publiaient ses hontes ; d'autre part, les parasites de l'absolutisme, les courtisans et les courtisanes qui vivaient de ses prodigalités, les fermiers généraux qui s'enrichissaient de sa misère, les serviteurs trop dévoués comme les d'Aiguillon et les Maupeou, qui, s'étant compromis pour sa défense, n'espéraient plus le pardon de la robe, toute une clique désespérée et contrainte ou de vaincre ou d'être foulée aux pieds obtint du roi lassé par la lutte la suppression des Parlements.

On sait comment fut conduite cette affaire ; la Cour de Bourgogne assista à la ruine des autres, le Président de Brosses vit de ses yeux la dispersion des magistrats parisiens ; il put voir aussi combien était fragile leur popularité. En leur substituant des juges qui ne formaient plus un patriciat héréditaire, en abolissant la vénalité des charges et celle de la justice, le chancelier répondait aux vœux des philosophes et à ceux d'une bonne partie de l'opinion (1). Malgré l'agitation, malgré les prédications de l'aristocratie, la foi monarchique n'était peut-être pas éteinte dans les cœurs, ou bien le peuple ne pouvait oublier que les défenseurs de la liberté défendaient surtout en réalité les inégalités dont ils profitaient et la propriété de leurs privilèges. Comme l'âne de la fable, il broutait paisiblement laissant ses maîtres décider entre eux lequel prendrait le bout du licol, et, spectacle plus attristant, de Brosses put s'apercevoir que dans les rangs même des magistrats plusieurs acceptaient l'esclavage et peuplaient les nouveaux tribunaux. Craignant l'exil ou la pauvreté, certains se résignaient à céder au plus fort ; par simple ambition, d'autres dépouillaient leur constance romaine et leur fierté de sénateurs pour mettre à nu des âmes de valets. Si l'on combattait jadis le pouvoir c'était sans risques et avec la quasi certitude du triomphe ou à tout le moins d'une paix blanche ; maintenant qu'on l'avait réduit à la nécessité de vaincre ou de périr, on redoutait sa colère et l'on se résignait mal à s'exposer au martyre.

(1) Le *Mercur* dijonnais remarque (p. 249) que le préambule de l'édit de Maupeou est très bien fait, et (p. 221) qu'on n'a pas goûté à Dijon les remontrances du Parlement de Bourgogne en faveur du Parlement de Paris.

Furieux de son impuissance, le Parlement de Dijon attendait que vînt son tour d'être dévoré. Dès le 6 février 1771, il chargeait le conseiller de Bévy d'exprimer par une lettre au souverain les doléances du corps tout entier : « Sire, lui disait-il, vous êtes roi par la loi et vous ne pouvez régner que par elle (1) ; c'est sur ces principes admirables qu'est établi tout le système de la monarchie française. Pourrions-nous différer plus longtemps de rappeler à Votre Majesté des maximes invariables qui font depuis tant de siècles la gloire et la félicité de ce vaste empire ? Elles assurent à votre auguste maison le sceptre que les Rois, vos aïeux, vous ont transmis par une succession non interrompue de plus de neuf cents ans. Les Rois, vos prédécesseurs, les ont regardées dans tous les temps comme le plus ferme appui de leur couronne, et Votre Majesté elle-même a rendu hommage à ces vérités précieuses dans un temps récent... Eh quoi ! Sire, a-t-on pu se flatter sérieusement d'abolir par un seul acte et les lois et le Parlement, et à l'aide de quelques maximes artificieusement présentées, serait-on parvenu à faire goûter à Votre Majesté un système de despotisme si contraire à vos véritables intérêts. C'est du moins dans cette vue qu'on a étalé les sophismes insidieux répandus dans les discours adressés sous votre nom à votre Parlement... Votre Parlement n'ignore point qu'en vous seul réside toute l'étendue du pouvoir souverain, il sait aussi que vous n'êtes comptable qu'à l'Être Suprême de vos actions, et à Dieu ne plaise que vos sujets osent jamais interroger leur roi et prétendent donner des bornes à votre autorité. Mais lorsque votre Parlement se renferme dans les supplications qui sont depuis l'établissement de la Monarchie l'essence même du Parlement, lorsqu'il emploie auprès de Votre Majesté la voie des remontrances dont le droit lui fut toujours ouvert, malheur à ces artisans d'un pouvoir inconnu des Français qui essaient d'interdire à des magistrats zélés pour la gloire de leur souverain cette voie de représentations si nécessaire pour lui faire entendre le cri de la justice et de la vérité... Nous vous disons, Sire (2), que les Français ont été gouvernés jusqu'ici par des lois établies pour le bonheur de votre empire ; que Votre Majesté a juré solennellement à son sacre de garder et d'observer ces lois ; que ce serait y porter la plus sensible

(1) Ms. 1312, p. 115.

(2) Ibid., p. 116.

atteinte que d'anéantir par voie d'autorité un Corps inhérent à la constitution de l'Etat, et que la subversion des lois est la suite inévitable de l'extinction du Parlement. » Et les magistrats protestaient en concluant, que si leurs représentations n'étaient pas écoutées, ils préféreraient une prompte destruction à « l'avilissement » auquel ils se verraient exposés.

De fait, le ton de leurs arrêtés s'exaspère, ils refusent d'entrer en relations avec les Conseils Supérieurs récemment créés, ils reviennent à chaque occasion sur la violation commise contre le droit naturel et sur l'atteinte portée à la Constitution du royaume. Le conseiller d'Orgeux rédige un long manifeste que nous citerons encore malgré son étendue comme le testament politique de la Compagnie :

« S'il n'existait pas de Parlement dans l'Etat, l'intérêt des lois, le salut des peuples, et le vœu de tous les ordres en solliciteraient l'établissement (1). L'anéantir après l'heureuse expérience de tant de siècles, et, malgré des lois précises et inviolables, lui substituer des corps d'une existence illégale, incertaine et précaire, impuissants pour le bien public, transformer la vérification libre et délibérée de l'enregistrement en une formalité mécanique et inutile, c'est une révolution où il ne s'agit point de disputer de prérogatives indifférentes au bonheur public, mais qui intéresse essentiellement tous les citoyens. De la liberté des enregistrements dépendent toutes les autres lois ; sans elle, il n'y a plus d'assurances, plus d'engagements de l'Etat assez sacrés pour ne point être violés, plus de bornes à l'augmentation des impôts, à la misère et à l'oppression des peuples...

Nous ne chercherons point, Sire (2), à usurper les droits que la nation pourrait exercer ou ceux qu'elle exerçait par elle-même. Nous n'avons jamais demandé autre chose, si ce n'est qu'ils fussent conservés avec les lois du Royaume et les droits de chaque citoyen sous la protection des lois. Nous savons, Sire, qu'il est des cas extraordinaires qui devraient être du ressort imprescriptible des assemblées nationales ; nous les verrions même volontiers, si elles subsistaient continuellement, remplir toutes les fonctions dont nous nous acquittons pour elles ; nous désirerions qu'il plût à Votre Majesté ordonner la convocation des Etats Généraux

(1) Ibid., p. 121.

(2) Ibid., p. 123.

du royaume... Parce que des raisons étrangères au bien public ont fait cesser depuis près de deux siècles les assemblées nationales et les empêcheront peut-être encore dans la suite, faudra-t-il que la nation soit privée de toute espèce d'organe ?...

Le dépôt des lois, nécessaire dans une monarchie, doit être sacré (1); les dépositaires doivent avoir les qualités et l'autorité suffisantes pour le conserver; un dépôt qui ne serait point à l'abri de la violence, des dépositaires qui auraient les mains liées au premier mot de l'autorité arbitraire, ce ne serait qu'un dépôt illusoire et des dépositaires inutiles. La monarchie n'aurait bientôt plus de lois... Les fonctions de votre Parlement, Sire, ne se bornent point à l'administration de la justice. Dépositaire de toutes les lois, il est chargé de l'exécution de celles qui sont faites, il doit concourir par la vérification à l'établissement de celles qui sont à faire, et sous chacun de ces deux rapports, les prohibitions du nouveau règlement entraînent les plus grands inconvénients : elles dégradent le caractère et les fonctions du magistrat; partout elles paraissent chercher à écarter les dépositaires pour envahir le dépôt. »

Il importe donc que les dépositaires soient sinon propriétaires de leur office, du moins inamovibles dans leur emploi : « L'amovibilité ne laisse au magistrat que la qualité de commissaire, il en aurait tous les défauts, encore plus dans les affaires publiques que dans les affaires particulières (2). » Les réformes qu'on veut apporter à la justice « ne compensent pas de plus grands abus ». « Il n'est point et il n'a jamais pu exister de gouvernement raisonnable et légitime (3) qui n'ait eu pour objet de maintenir les droits légitimes et inaltérables de la propriété et de la liberté. La souveraineté monarchique, instituée pour remédier aux désordres de l'anarchie, est également éloignée de l'autre extrême qui est le despotisme. Il n'est d'autre terme moyen que les lois et des lois fixes et invariables non seulement sur la désignation des successeurs à la souveraineté mais encore sur tous les points fondamentaux tels que ceux qui tiennent à l'honneur, à la propriété, à l'état de citoyen, à la gradation et à la distribution des pouvoirs du corps politique. » C'était dire au prince que

(1) Ibid., p. 124.

(2) Ibid., p. 132-133.

(3) Ibid., p. 133.

s'il attentait au droit de ses sujets, il autorisait les sujets à attenter aux siens, c'était lui rappeler qu'il était le premier serviteur de la constitution: « La première de toutes les autorités de l'Etat doit être celle des lois établies. Si elle n'est pas irréfragable, il n'y a plus ni sûreté, ni société. L'empire des lois s'étend jusque sur le monarque lui-même. Elles sont le fondement de sa puissance, le gage le plus assuré de sa durée. » Et pour asseoir ces raisonnements on faisait appel à l'histoire et aux déclarations des rois, à tous les écrivains qui pouvaient fournir des textes à l'appui de la cause, à Bossuet, à qui l'on empruntait ces maximes: « Le gouvernement arbitraire où il n'y a de lois que la volonté du Prince ne se trouve pas dans les états parfaitement policés ». « Il est des lois fondamentales qu'on ne peut changer. » On citait pêle-mêle Louis XIV, d'Aguesseau, Pasquier, Omer Talon, Achille de Harlay pour bien signifier que Louis XV rompait avec toutes les traditions, on rappelait le discours fameux de Massillon: « Sire, c'est le choix de la nation qui mit jadis le trône entre les mains de vos ancêtres (1); » à chaque pas surtout on invoquait Montesquieu, et l'on terminait enfin par des invectives violentes où la menace se déguisait à peine: « Si dans un gouvernement, on est dans le cas de demander à chaque pas: « Les lois fondamentales sont-elles abrogées ? (2). Pourquoi donc ont-elles été établies, si ce n'est pour être exécutées? »; si quoiqu'il n'y ait point d'abrogation expresse, on multiplie de continuelles dérogations, ce qui revient au même; si l'on demande: « Où sont les lois fondamentales? quelles sont-elles? le prince peut-il les détruire? »; si le nom même de liberté y est devenu problématique; si l'on n'ose plus le former qu'avec des restrictions; si l'on n'y parle de la nation que comme d'un peuple conquis et subjugué; si le pouvoir militaire, destiné dans son origine et par sa nature au noble emploi de défendre l'Etat contre les ennemis du dehors, est malgré lui prostitué au dedans à la violation des lois et à la persécution de leurs ministres essentiels; si l'Etat surchargé par des dépenses inutiles ne peut suffire à ses engagements et se voit prêt à tomber dans l'affreuse extrémité de ruiner une partie des citoyens pour sauver l'autre et les générations à venir; si un luxe destructeur a confondu tous les états; si le faste n'est qu'imposant et la misère réelle; si l'amour de la patrie est devenu

(1) Ibid., p. 134.

(2) Ibid., p. 137.

une vertu rare; si presque tout a son tarif; si la délation est encouragée; si le rang, les richesses, les protections assurent souvent l'impunité; alors on verra dans l'Etat une crise vraiment effrayante à laquelle l'esprit et les abus particuliers du despotisme auront infiniment plus contribué que toute autre cause. »

Assurément, peu importait au roi et à des ministres sans scrupules si leur politique n'était tirée ni de l'Ecriture Sainte ni de l'Esprit des Lois. Le Parlement n'espérait point convaincre par ses raisons les adversaires qu'il n'avait pu briser par ses résistances et la naïveté comptait parmi ses moindres défauts. Mais pressentant sa chute inévitable et prochaine, il voulait du moins tomber avec bruit, il espérait que de son écroulement un peu de honte rejaillirait sur ses ennemis et comme une vipère les reins déjà rompus, qui se redresse pour mordre une dernière fois et ne pas expirer sans vengeance, ainsi le Parlement à l'agonie rassemblait son venin pour laisser à la monarchie des blessures incurables. Le 1^{er} mai il renouvelait ses remontrances; le conseiller Maleteste en avait préparé une première rédaction où il faisait appel à la souveraineté nationale et déclarait la royauté révocable (1). De Brosses fit adopter des remontrances un peu plus mesurées où « le peuple entier né libre et incapable de servitude » réclamait « pour la conservation de ses droits ». Maupeou avait porté à la robe un coup redoutable en lui reprochant la vénalité de ses offices, le Parlement acceptait de renoncer à la vénalité, et puisque désormais il ne comptait plus dans l'Etat, il réclamait la convocation des Etats Généraux.

Le 5 novembre 1771 il était supprimé. Les Dijonnais ne le virent point disparaître sans regrets et la lâcheté de ses membres qui acceptèrent de servir la tyrannie dans un Parlement diminué rencontra peu d'estime. Les avocats mêmes s'agitèrent et refusèrent de plaider et, si l'on en croit de Brosses, les proscriptions, c'est-à-dire l'exil des intraitables, parurent « odieuses et révoltantes à tout le monde ». Les magistrats s'étaient donné la noblesse d'imiter les vieux sénateurs romains « qui s'assirent dans leurs chaises curules, en attendant le massacre que les Gaulois venaient faire au sac de Rome prise d'assaut ». De champions de la liberté, Maupeou les avait promus au rang de martyrs, mais si forts demeuraient le

(1) De La Cuisine, III, p. 289.

sentiment monarchique et l'habitude de l'obéissance, si vivaces étaient les rancunes contre le patriciat que l'enthousiasme populaire s'enflamma et tomba comme un feu de paille : les avocats reprirent leur service, la Chambre des Comptes accepta le fait accompli et les vaincus trouvèrent encore des sympathies, mais plus d'alliés. Le nouveau Parlement réclamait en leur faveur mais sans espoir et peut-être sans désir d'obtenir le retour des purs qui méprisaient les esclaves et les traîtres. La guerre se poursuivait contre l'absolutisme mais à coups d'épigrammes, et l'agitation populaire ne s'était élevée un instant que pour retomber. Si la bourgeoisie manifestait ses préférences secrètes, c'était en portant de Brosses à la présidence de l'Académie, mais c'étaient de faibles consolations à un abaissement jusqu'alors sans exemple et la robe expérimentait à ses dépens qu'elle avait peut-être compté trop tôt sur la force de l'opinion et l'impuissance du despotisme.

Le roi cependant venait de remporter une de ces victoires qui ruinent les forces du vainqueur même. S'irritant dans la lutte, le Parlement en est venu à saper jusqu'aux bases du régime sur lequel reposait sa puissance. A mesure que le monarque le menace ou l'atteint, il s'en sépare, il se tourne vers le peuple, il répand les doctrines les plus hardies sur la souveraineté. Jadis il n'existait que dans la province et par ses privilèges, il se confond à présent avec la magistrature de tout le royaume, et avec elle il prétend représenter la nation. Jadis il gouvernait le peuple au nom du roi, il prétend maintenant contenir au nom du peuple l'autorité royale. Jadis il se réclamait des traditions du *mos majorum*, le voilà qui se fonde sur le droit naturel et les doctrines des philosophes. Il a commencé par affirmer l'existence de lois intangibles et la distinction nécessaire du despotisme et de la monarchie, il en vient à subordonner la puissance du prince aux droits de la nation, à prétendre que l'ordre politique repose sur un contrat révocable. Au début il combat pour le maintien de ses privilèges, à la veille de disparaître il accepte jusqu'à l'abolition de la vénalité, il réclame jusqu'aux Etats Généraux. Haï du peuple qu'il opprime depuis longtemps et sentant dans l'opinion le seul appui possible, il s'efforce de l'intéresser à son sort, il lui enseigne les grands principes qu'à peine elle commence à balbutier, il lui parle de liberté, de propriété, de résistance à l'oppression, il lui révèle les doctrines des penseurs, il publie la corruption et les vices du

despote et du despotisme. En vain le prince tâche d'utiliser les dissensions entre les classes, d'annuler le Parlement au moyen des Etats, la faveur se porte vers ceux qui proposent de refuser l'impôt, et l'on croit sans peine que le bon droit est celui qui défend la bourse. Qu'on se représente le retentissement des actes parlementaires, la solennité des arrêts, le bruit qui se faisait autour des ordonnances, qu'on se rappelle que les actes des cours avaient pour témoins non seulement les magistrats, leurs auteurs, mais tout un peuple de gens de loi et de suppôts, que les moindres paroles qu'on entendait au Palais étaient colportées dans la ville, qu'une moitié de dijonnais les recueillaient pour en faire part à l'autre moitié : si les philosophes ont agité l'opinion dans ses profondeurs, c'est peut être surtout parce que la robe a divulgué leurs doctrines tout en invitant la bourgeoisie à raisonner sur la politique, c'est qu'à côté de la philosophie abstraite des penseurs, les Parlements ont produit une philosophie vivante, pratique, animée de passions humaines, une philosophie qui ne gisait pas dans les livres mais qui ne songeait qu'à l'action. En dix ans, de 1760 à 1770, on voit non seulement éclore, mais s'épanouir tous les mécontentements, toutes les revendications de 1789, depuis l'hostilité contre le Prince jusqu'au principe d'une déclaration des droits. Le Parlement répand la semence des nouveautés pour combattre le roi ou du moins pour se venger en périssant ; il travaille à son propre suicide. Car les principes révolutionnaires soutiennent mal l'existence et les droits d'une caste privilégiée, et l'on dirait que la robe prévoit la suite nécessaire des principes qu'elle proclame quand elle accepte d'abolir la vénalité des offices et de remettre le pouvoir aux Etats Généraux de la nation. Elle entraîne à sa suite l'opinion, et jusqu'aux Etats que le roi exile à Autun, mais dans les affaires politiques comme dans la vie intellectuelle, elle cesse d'être elle-même. Elle s'élance vers des études qui ne sont pas les siennes, elle reçoit et défend des principes qui la condamnent, elle devance la bourgeoisie dans les travaux encyclopédiques comme dans l'esprit révolutionnaire, mais ce faisant elle renonce à agir et à penser selon ses propres maximes, elle n'est plus un monde doué d'une pensée et d'une existence propre, un monde qui se suffit à soi-même, elle affecte de confondre son sort avec celui des citoyens. Par un paradoxe singulier, des patriciens riches, nobles et fiers s'appliquent à faire l'éducation politique de la plèbe, et de fait ils arriveront peu à peu à déconsidérer le prince et à

ouvrir les voies à la Révolution. Qu'ils l'aient souhaitée on en peut douter car par leurs remontrances ils pensaient effrayer le gouvernement sans vouloir davantage, et peut être pensaient-ils arrêter à leur gré ce grand courant d'opinion qu'ils croyaient conduire parce qu'ils le précédaient. En tous cas ils en précipitèrent le cours. Les idées les plus hardies, les passions les plus violentes qui se manifestèrent en 1789, dès 1770 existent dans leur plénitude ; durant les vingt années qui vont suivre elle veut se répandre jusque dans les profondeurs de la bourgeoisie.

CHAPITRE XVII

L'ESPRIT PUBLIC A LA VEILLE DE LA RÉVOLUTION

Dès la fin du règne de Louis XV, les germes de critique et de révolte semés à pleines mains par la robe levaient pour une moisson prochaine. Grâce aux remontrances des Parlements, grâce aussi aux épigrammes et aux pamphlets qui courent de toutes parts, nul esprit éclairé ne peut fermer les yeux sur les tares du régime. L'alcôve royale est ouverte aux regards, les intrigues, la corruption, la vénalité des ministres dénoncées ou raillées; ni la vie des hommes ni les secrets de l'état n'échappent aux curiosités ni aux censures. Le mépris qui frappe le Prince rejaillit sur tous les siens, déshonore toute sa maison, comme si la France désespérait d'un meilleur avenir, comme s'il était dans l'ordre des choses

Qu'une batarde, une putain
A la Cour se voie encensée,
Que dans l'amour dans le vin
Louis cherche une victoire aisée,
Que la reine vive à la Cour
Comme simple particulière,
Qu'à Dieu, pour oublier l'amour,
Elle consacre sa carrière ;
Que Monsieur notre gros dauphin
Ait l'esprit comme la figure (1).

Si quelques-uns ont loué la Pompadour comme une autre Agnès Sorel, voici les couplets qu'inspire la Du Barry :

France, quel est donc ton destin
D'être soumise à la femelle :
Tu fus sauvée par la pucelle,
Tu périras par la catin (2).

(1) Ms. 1077, p. 180.

(2) Ms. 1227, p. 151.

Dès 1753, quand Louis XV exile les membres de son Parlement de Paris par lettres de cachet, on répand dans le public les lettres de cachet que l'opinion adresse au roi : « Nous sommes fort mécontents, Sire, de la conduite que vous tenez depuis longtemps vis-à-vis de votre Parlement. Pourquoi nous vous ordonnons de quitter vos b.... de Choisy, Bellevue, Cressy et autres, et de vous rendre à l'abbaye de la Trappe, où vous resterez jusqu'à ce qu'il ait plu à Dieu de vous toucher de sa grâce. Sur ce, Sire, nous le prions qu'il vous ait en sa sainte et digne garde, de crainte que le diable ne vous attrape » (1). Tandis que les magistrats gémissent sur les fautes des gouvernants et les malheurs des gouvernés, certains en riant, chaussonnent les finances toujours aux abois et le despotisme anarchique qui fait de Louis XV le plus autoritaire en paroles et quelquefois le moins obéi des souverains ; on rédige à son intention des prières comme ce Pater satirique : « Notre Père qui êtes à Versailles, votre nom n'est plus glorifié, votre règne est ébranlé, votre volonté n'est guère exécutée sur la terre non plus qu'aux cieux. Donnez-nous aujourd'hui notre pain quotidien que vous nous avez ôté, et pardonnez à vos Parlements d'avoir défendu vos droits, comme nous pardonnons à vos ministres de les avoir vendus. Ne succombez plus aux tentations de la Pompadour, mais délivrez-nous du diable d'Argenson. Ainsi soit-il » (2).

Rien n'échappe aux épigrammes, ni aux chansons, on ne respecte ni la majesté royale ni même la décence, et si dans cette littérature clandestine quelque chose peut nous surprendre aujourd'hui, c'est seulement sa hardiesse. Notre presse libre ignore en effet les libertés de la pensée enchaînée. Qu'il nous suffise pour le prouver de citer cet extrait d'un « *Catalogue des livres nouveaux qui se vendent dans la boutique du Parlement* » (3) :

Traité de l'incompatibilité de la religion catholique avec elle-même, dédié au Parlement par Mgr l'Archevêque de Paris.

Les avantages de la retraite, dédié à Madame de Pompadour par la courtisane Pâris.

(1) Ms. 1227, p. 87.

(2) Ibid., p. 86.

(3) Ibid., p. 80.

Remède pour se consoler des infidélités de sa femme en passant dans les bras de cent autres, dédié à Mgr le duc d'Orléans par Mlles de Beauregard, Sanguier, de Mirancourt et Deschamps.

L'art de juger les dogmes de la foi sans faire aucun acte de catholicité, dédié au roi par M. d'Argenson.

Moyen pour aller à la campagne dans le temps que les affaires appellent à la ville, dédié aux officiers par M. d'Argenson.

L'art de manger son blé en verd, dédié au roi par le Contrôleur général.

Traité de la félicité dont jouissent les imbéciles et les ignorants, dédié à Mgr le Dauphin par M. de Mirepoix.

Le mépris des grandeurs d'ici-bas et l'abnégation de soi-même, dédié à la reine.

Traité de la continence avec une dissertation sur le mépris des hommes, dédié à Madame Adélaïde ».

On crible de traits malicieux ou l'on accable sous l'infamie la Pompadour, la Du Barry, d'Aiguillon, Terray et surtout le chancelier Maupeou, le « huitième péché capital » (1). La suppression des Parlements en même temps qu'elle exaspéra le ton des dernières remontrances suscita une débauche de satires dont tout le pays fut inondé. Si la mort de Louis XV fut regrettée dans les harangues officielles, le deuil public n'arracha que bien peu de larmes sincères. Du moins les honnêtes gens laissaient à d'autres le soin de pleurer :

Louis a fini sa carrière
C'est le sort de tous les humains ;
Pleurez fripons, pleurez putains,
Vous avez perdu votre père (2).

On retraçait ainsi l'histoire d'un long règne :

Ci-gît qui nous donna le Système en naissant
La guerre en grandissant,
La famine en vieillissant
Et la peste en mourant (3).

Et l'on faisait au défunt des oraisons funèbres du goût de celle-ci :

Te voilà donc, pauvre Louis,
Dans un cercueil à Saint-Denis (4).

(1) Ms. 4227, passion.

(2) Ms. 4077, p. 197.

(3) Ibid., p. 206.

(4) Ibid., p. 205.

C'est là que ta grandeur expire.
Depuis longtemps, il faut le dire,
Inhabile à donner la loi,
Tu portais le vain nom de Roi
Sous la tutelle et sous l'empire
Des tyrans qui régnaient pour toi.
Etais-tu bon ? C'est un problème
Qu'on peut résoudre à peu de frais ;
Un bon prince ne fit jamais
Le malheur d'un peuple qui l'aime,
Et l'on ne peut appeler bon
Un roi sans frein et sans raison,
Qui n'a vécu que pour lui-même.
Voluptueux peu délicat,
Inappliqué par habitude,
On sait qu'étranger à l'Etat
Ton plaisir fut ta seule étude.
Un intérêt vil en tout point
Maîtrisait ton âme pratique
Et du pur sang d'un peuple étique
Entretenait ton embonpoint.
On te vit souvent à l'école
De plus d'un fourbe accrédité
Au mépris de ta majesté
Te faire un jeu de ta parole,
Au milieu même de la paix
Sur l'art de tromper tes sujets
Fonder ton unique ressource,
Et préférer dans tes projets
A l'amour de tous les Français
Le plaisir de vider leur bourse.
Tu riais de leur triste sort,
Et riche par leur indigence,
Pour mieux remplir ton coffre fort,
Tu vendis le pain à la France.
Tes serviteurs mourant de faim
A ta pitié s'offraient en vain ;
Leur plainte n'était point admise.
L'infortune avait beau crier ;
Prendre tout et ne rien payer,
Fut ta véritable devise.
Docile élève des cagots
En pillant de toutes manières,

Quoique parmi des indévots
Tu disais pourtant tes prières.
Des sages ennemi secret,
Sans goût, sans mœurs et sans lumières,
En deux mots voilà ton portrait.
Faible, timide, peu sincère,
Et caressant plus que jamais
Quiconque avait su te déplaire,
Au moment que de ta colère
Il allait ressentir les traits,
Voilà je crois ton caractère.
Ami des propos libertins,
Buveur fameux et roi célèbre
Pour la chasse et pour les catins,
Voilà ton oraison funèbre.

L'irrespect d'ailleurs n'atteint pas seulement le souverain régnant ; l'habitude s'est contractée de salir tous les princes. On exhume de la poussière du passé les plus violentes injures jadis imaginées contre Louis XIV ; plus tard on représentera la débonnaireté de Louis XVI comme imbécillité, les légèretés de la reine passeront pour l'inconduite d'une Messaline, on se moquera d'un trône occupé par un ménage bien assorti, par une conjonction de tous les vices et de toutes les prodigalités :

Le Parlement est fou, je pense,
Certe, il y perdra son latin,
De vouloir régler la dépense
D'un ivrogne et d'une catin. (1)

Non seulement le roi est fait homme, mais on l'abaisse au-dessous de l'humanité, comme si c'était une nécessité du régime monarchique de donner pour maîtres aux peuples ou des scélérats sans scrupules comme Frédéric II(2) ou des débauchés incapables, comme les princes de la maison de Bourbon.

Et les écrits satiriques foisonnent à Dijon ; si beaucoup de ceux qu'on y rencontre n'y sont pas nés, du moins ils y cou-raient, et le zèle qu'on apporte à les recueillir, à en prendre copie, prouve assez qu'ils ne choquaient point. De tout temps on en avait lu d'aussi hardis et d'aussi insolents, mais dans un monde plus restreint et avec plus de mystère ; ils se ren-

(1) Ms. 1079, p. 49.

(2) Cf. ms. 1232, p. 14. Les sept matinées du roi de Prusse.

fermaient dans les bibliothèques de la haute robe, derrière la façade impassible des nobles hôtels, et les scandales demeuraient une rare friandise que l'aristocratie ne partageait point avec la foule. Alors, jusque dans ses colères et dans ses mépris, le patriciat sauvait les apparences, gênait le despotisme sans en mettre en cause le principe ; à présent, les remontrances des Cours Souveraines retentissent comme des proclamations publiques, les mauvais livres et les épigrammes naissent ou accourent par essaims, petits et grands se les procurent à l'envi, et sans que la plèbe partage l'animosité des officiers à l'égard du pouvoir, elle ouvre son esprit aux nouveautés. Tel conserve dans ses papiers ces vers que Lefranc avait retranchés du premier acte de sa *Didon*

S'il fallait remonter jusques aux premiers titres
Qui du sort des humains rendent les rois arbitres,
Chacun pourrait prétendre à ce sublime honneur,
Et le premier des Rois fut un usurpateur, (1).

vers qu'on prétendait que Voltaire avait plagiés en écrivant :

Le premier qui fût roi fut un soldat heureux,

Si presque tous les citoyens souhaitent la conservation du régime, on ne croit plus en lui comme jadis par une foi aveugle, et l'on raisonne la soumission. C'est une maxime répandue que celle-ci : « Le roi peut tout sur ses peuples, mais les lois peuvent tout sur lui. Il a une puissance absolue pour faire le bien, et les mains liées pour faire le mal ». (2) Si l'on aime Louis XVI, c'est parce qu'on le croit digne d'être aimé, et non pas seulement parce qu'il règne.

A force d'être invoquée comme arbitre par le Parlement et d'être flattée par le ministre, l'opinion bourgeoise a pris conscience qu'elle est quelque chose, elle commence à discuter des querelles qui ne sont pas les siennes, mais dans lesquelles elle a fini par entrer à force d'y être sollicitée. Quoiqu'elle éprouve des sympathies, elle ne se passionne pour aucun des adversaires ; au plus fort de leur lutte elle ne s'oublie pas elle-même. Tandis que durant l'affaire Varenne le Parlement de Dijon et l'autorité monarchique se battent à coups d'arrêts et d'édits, la bourgeoisie contemple leur duel, pressentant peut-être l'avantage qu'elle retirera de ces dissensions, et s'essaie à formuler ses propres doctrines. Son esprit particu-

(1) ms. 1227, p. 169.

(2) ms. 845. Idées de Minos. sur la royauté, p. 697.

lier inspire des « *Remontrances aux uns et aux autres* » (1) dans lesquelles elle avertit les combattants aveuglés par la fureur et l'intérêt : « Le premier maître des hommes est la vérité, leur première règle est la justice, et la première autorité qui a droit de les subjuguier est celle de la raison. Celui-là est véritablement le maître des hommes qui sait réunir les trois pouvoirs ». Il n'est plus question de traditions ni du respect dû aux coutumes séculaires; c'est la raison qui doit régner, la raison dont le peuple est dépositaire comme le Parlement l'est des privilèges : « Avez-vous remarqué que si le peuple, prompt à s'enflammer, est aussi presque toujours le premier qui cède à la lumière de l'Evidence, des préjugés des corps peuvent être éternels ? Le fanatisme d'une nation n'a qu'un moment où c'est la faute du gouvernement, *si forte virum quem conspexere silent*. Rois, ministres, magistrats, pères de famille, et vous tous qui exercez dans quelque degré que ce soit une portion d'autorité, voulez-vous qu'elle soit toujours respectée ? Voulez-vous même augmenter votre pouvoir ou diminuer celui de vos rivaux ? Ayez toujours devant les yeux cette première de toutes les forces à laquelle rien ne résiste. Joignez au sceptre dont les Institutions humaines ont armé votre main celui auquel tous les hommes furent soumis par l'auteur de leur être. Il existe donc, le pouvoir antérieur et supérieur à tout. Je n'ai pas besoin de le définir. Vous le connaissez. Je ne l'indiquerai point hors de vous, il n'est point au-dessus de vos têtes ; vous le sentez au fond de votre âme, il vous juge et vous souscrivez à ce qu'il prononce ». Il n'est même plus question des lois fondamentales du royaume, ni des libertés dont a toujours joui la nation ; la plèbe n'est point assez initiée à la science des lois pour se fonder sur elle ; elle adopte pour règles de gouvernement celles de la raison qui sont communes à tous les hommes, et pour lois fondamentales celles qui sont gravées dans le fond des consciences. C'est avec les lumières naturelles qu'elle veut éclairer les différends : « Dans toutes ces querelles fameuses qui divisent les Etats et troublent la paix des citoyens, au milieu de ces fermentations orageuses qui prouvent que le corps politique est malade, mais qui pour notre consolation prouvent également qu'il vit encore, j'observe avec soin quelles sont les vérités chères à l'un et l'autre parti »... « Depuis quinze ans, on élève en France des questions terribles. Il semble

(1) ms. 1189, p. 114 sqq.

qu'on ait voulu soumettre au calcul l'action et la réaction perpétuelles et de l'autorité du souverain et de la liberté des peuples ; où en serions-nous si l'un des deux ressorts était détruit ? De l'anéantissement de l'un ou de l'autre résultent les deux plus effroyables plaies que l'humanité peut recevoir, le despotisme qui successivement écrase tout et l'anarchie qui renverse tout à la fois. Quand je compare ces deux fléaux du genre humain, j'avoue que le second me paraît infiniment plus redoutable que le premier, car comme ni l'un ni l'autre n'admet la force morale des lois, tout s'y fait par le pouvoir physique de la violence. Or qu'est-ce que la violence d'un seul contre tous ? Elle est terrible mais elle ne frappe que sur un point. L'orage passe et les fleurs se relèvent. La licence au contraire est l'effort terrible de tous contre tous ; elle bouleverse, elle détruit tout en même temps. Le despotisme ne nous ôte que les avantages de la société civile, il est trop faible pour aller au delà. L'anarchie nous ôte même la sécurité du gouvernement domestique, le premier des liens que nous devons à la société naturelle ». Par dessus tout, on craint le désordre, mais après lui on craint la tyrannie, « au milieu de ces deux extrêmes se trouve le gouvernement ; la monarchie en est un, donc les hommes y sont libres. »

La robe a réussi à faire prédominer ses théories, mais c'est aux dépens de son prestige ; on approuve sa conduite dans les circonstances présentes, mais on lui dénie le droit de représenter la nation. « Quelle est en France cette force tempérante (1) qui puisse assurer la liberté contre l'abus du pouvoir qui par la nature même du gouvernement doit être absolu ? Pour répondre à cette question, il n'est pas nécessaire d'aller chercher dans les fastes de la monarchie ; peut être y trouverait-on des époques plus fâcheuses que celle que nous vivons, et sans doute qu'il serait dangereux de recourir à ces temps où les Parlements n'étaient que des juges mais où tous les seigneurs étaient des tyrans. Si j'étais magistrat, je conviendrais facilement que les Parlements d'aujourd'hui ne sont ni les Champs de Mars de la première race, ni les assemblées que convoquait Charlemagne. J'avouerais que le Parlement est la cour de justice du souverain, composée d'officiers qu'il nomme et auxquels il ne confie qu'un pouvoir de judicature ; car enfin on ne peut tenir contre des faits, et tout système contraire à celui-ci sera toujours démenti par les monuments

(1) Ibid., p. 115.

les plus authentiques. » Ce qui est vrai, c'est qu'à la destruction de la féodalité les cours de justice seules étaient capables de défendre les libertés de la nation. « L'organe de la liberté vint donc tout naturellement se placer au milieu d'elles ». Et dans la querelle qui divise les ministres du roi et les Parlements on peut dire aux premiers qu'ils ont fait la puissance de leurs ennemis en laissant de leur côté la justice et la raison ; aux seconds qu'ils tiennent du roi toute leur autorité et que rien ne justifie leurs prétentions à représenter un pouvoir de l'Etat. La bourgeoisie approuvait les résistances des Cours Souveraines, mais n'acceptait pas les Parlements comme ses chefs légitimes. Leur intervention semblait un pis aller, leurs refus d'obéissance un rempart de fortune, mais la nation semblait leur dire que s'ils combattaient pour elle, ils ne la représentaient pas. Et dans les projets d'accommodement auxquels on se ralliait, on demandait d'abord que l'anarchie finît et que les juges recommençassent à siéger dans les tribunaux. Le patriciat avait fait l'éducation politique de la bourgeoisie mais il n'en profitait pas, car au lieu d'accepter les doctrines qu'on lui présentait, la bourgeoisie réfléchissait et se formait les siennes. Avant même de discuter l'autorité monarchique, elle renversait celle des Corps privilégiés, et tout en convenant que la nation avait besoin d'un organe pour exprimer ses volontés, elle ne croyait pas trouver cet organe dans les Parlements. Ce sera la robe qui lui rappellera l'existence des Etats Généraux.

Comment le public ne se serait-il pas intéressé aux affaires politiques ? Outre qu'il était question de son argent, outre qu'il y avait une relation évidente entre les saignées que l'on faisait au trésor royal et celles que l'on faisait à la bourse des contribuables, rien n'était négligé pour émouvoir les citoyens. Dans la classe instruite on répandait des remontrances, des épigrammes indignées ou le plus souvent plaisantes. A l'insatiabilité du Contrôleur Général on proposait sous le nom de pierre philosophale, des taxes sur des objets inépuisables, sur la coquetterie des femmes ou sur les maris trompés. Mais l'agitation pénétrait jusqu'au peuple ignorant. Quand après une victoire remportée sur le despote les magistrats se rendaient à la messe rouge, quand ils défilaient en procession, que pour entretenir l'enthousiasme ils jetaient de l'argent à la foule, ou quand ils laissaient en suspens les procès des plaideurs, ces pompes qui frappaient l'imagination, ces cris et ces fêtes qui remuaient la ville, ou ce désordre qui troublait

les affaires, tant de bruits et de mouvements faisaient savoir au dernier des dijonnais qu'on pouvait lutter contre le roi, lui désobéir avec succès et que tout n'allait pas le moins mal possible dans le royaume de France. Chose curieuse, on assiste à une résurrection de la littérature bourguignonne depuis si longtemps morte et enterrée. Au retour du Parlement rétabli par Louis XVI, une prétendue *chanson du vacher de Talant* célèbre la rentrée des magistrats exilés

Aujodeu dé pu belle
 Aimin requemanson
 . nò chanson (1).
 Note bon roi raipelle
 to de long
 Nos bon juges ai Dijon.

Les bons juges, ce sont les exilés, car Maupeou en avait installé d'autres mais qui faisaient piètre figure :

J'en aivein dé postiches.
 Ma el étein si neu
 et si gueu,
 Quoiqu'é fisseint lé riches,
 Qu'en tretignant ai pié
 To brouillé
 Ai no faisan pidié.

Eh quoi ! c'est un vacher qui va mépriser les magistrats trotinant dans la crotte ; c'est un pauvre qui va leur reprocher leur pauvreté ? C'est un homme du peuple qui va regretter les fiers patriciens qui certes ne se brouillaient pas mais l'éclaboussaient en passant ? Aucun écho de l'âme populaire ne vibre dans ces vers ; ils sonnent faux, de même que ce patois n'est qu'une caricature de la langue bourguignonne. Ceux-là seuls parmi les sénateurs avaient joué les Catons à qui leur fortune permettait de perdre les revenus de leur office ; les autres s'étaient soumis et ce que les irréductibles dédaignaient en eux c'était moins leur trahison que la pauvreté qui l'avait conseillée. Mais ce sont là dédains de hauts seigneurs et que le peuple ne connaît point. Que la populace ait accueilli avec transports le rétablissement du sénat dont le luxe la faisait vivre, que la bourgeoisie l'ait salué comme une défaite de la tyrannie, comme un triomphe de la liberté,

(1) Bib div. ms. 1227, p. 152.

la chose est possible. Mais ce jargon artificiel et sans vie, ce langage populaire exprimant des préjugés aristocratiques, tout dans cette poésie, le style comme l'inspiration trahit les sentiments d'un ami des Parlements, tout nous révèle que la robe s'employait à chauffer l'enthousiasme de la foule, qu'elle mettait tout en œuvre pour le provoquer ou pour le simuler. Elle excitait le lion populaire à rugir, et quelquefois elle imitait ses rugissements ; peut être se donnait elle la comédie à elle même comme elle la donnait aux autres pour se persuader qu'elle avait enchaîné à sa suite l'opinion publique.

Elle ne fut pas longue à se voir détrompée, car le zèle bruyant dont elle défendait ses intérêts en prétendant lutter pour la propriété et la liberté des citoyens ne couvrait point les murmures que provoquait son égoïsme. Le mal qu'elle avait fait à la monarchie, la monarchie le lui avait rendu avec usure : des hommes comme Maupeou et Terray ne s'étaient point laissés discréditer sans répondre, en sorte qu'autant il courait de pamphlets et de chansons pour flétrir Louis XV et ses ministres, autant il en courait qui dénonçaient les vices de la magistrature. « Il court, écrivait en 1771 l'auteur du *Mercurie dijonnais*, une infinité de brochures sous différents titres pour servir de réponse aux remontrances et arrêtés des Parlements, où ces Messieurs sont très peu ménagés et où on met tous leurs torts dans un grand jour » (1). Leurs torts depuis longtemps éprouvés par tous les justiciables, depuis longtemps dénoncés par les philosophes, Maupeou les avait publiés et s'en était servi comme d'un prétexte pour justifier sa politique. C'étaient la vénalité des charges avec tous les abus qu'elle entraînait à sa suite, les épices arrachées aux plaideurs, la longueur des procès, l'excès de la procédure, l'incapacité des juges. C'étaient aussi le secret des instructions, l'arbitraire de la sentence, toutes les voies ouvertes à la partialité et à la violence. Les Parlements eux-mêmes avaient dû reconnaître le bien fondé de ces reproches tout en protestant contre la chirurgie radicale du chancelier qui supprimait les Corps judiciaires pour en corriger les défauts. Même après la querelle apaisée, et les magistrats rétablis dans leurs privilèges anciens, un vieux levain fermentait dans les cœurs, et les satires des philosophes contre la magistrature, éclairées par les faits, et pour ainsi dire multipliées par de longues discordes, venaient enfin rejoindre les rancunes vio-

(1) *Mercurie dijonnais*, p. 232.

lentes mais inexprimées qui depuis des siècles hantaient l'âme obscure des foules.

La bourgeoisie avait accepté les services de la robe contre l'avidité du fisc sans pour autant se laisser entraîner à la remorque du patriciat. Même l'indignité de Louis XV avait assoupi plutôt qu'éteint la foi monarchique dans les cœurs. Il suffit pour la réveiller des espérances suscitées par un nouveau règne, de la bonne volonté évidente de Louis XVI, de l'amour qu'on lui prêtait pour les humbles, de sa douceur et de ses vertus. On chérissait en lui un souverain qui était un honnête homme, et si quelques mécontents continuèrent à médire de lui comme ils avaient fait de son prédécesseur, l'enthousiasme du plus grand nombre nous a laissé des témoignages tels que celui-ci :

Or écoutez, petits et grands,
L'histoire d'un roi de vingt ans,
Qui va nous ramener en France,
Les bonnes mœurs et la décence.
Après cela que deviendront
Tant de catins et de fripons ? (1)

S'il veut de l'honneur et des mœurs
Que feront nos jeunes seigneurs ?
S'il aime les honnêtes femmes
Que feront tant de belles dames ?
S'il bannit les gens déréglés
Que feront nos riches abbés ?

S'il dédaigne un frivole encens,
Que deviendront les courtisans ?
Qui seront les amis du Prince,
Qu'on nomme autrement en province ?
Que deviendront les partisans
Si ses sujets sont ses enfants ?

S'il veut qu'un prélat soit chrétien,
Un magistrat homme de bien,
Que d'évêques, de grands vicaires
Combien de juges mercenaires
Vont changer de conduite. Amen
Domine salvum fac regem.

(1) ms. 4227, p. 194.

Et le jeune roi faisait appel à l'opinion publique; on colportait de lui des paroles humaines, le gouvernement expliquait au peuple les raisons de ses actes, lançait des proclamations à la France avant de commencer la guerre d'Amérique. Il défendait l'honneur national contre l'étranger, protégeait la liberté, et au-dedans du royaume travaillait avec résolution au bien-être des citoyens. Sa sollicitude se multiplie pour assurer leur prospérité; on creuse des canaux, on s'efforce d'instruire les paysans, on introduit en foule et des industries nouvelles, et des reproducteurs pour les troupeaux et des cultures nouvelles. Les efforts déjà commencés depuis longtemps s'accroissent, soutenus par la faveur publique, parmi les encouragements des économistes qui voient les préludes d'un règne selon leur cœur. C'est en essayant ses réformes que sans le vouloir peut-être, ce gouvernement humain porta à la robe les coups les plus rudes. Celles de Turgot furent accueillies avec espoir et reconnaissance par une bonne partie de la bourgeoisie et par le peuple même, elles furent combattues par la robe. Le même sort advint à celles que tenta ou qu'exécuta Necker. Et l'on savait par des mémoires répandus partout que Turgot et Necker avaient les Parlements pour principaux ennemis (1). Une seule réforme avait été jadis soutenue par les magistrats, celle qui permettait d'exporter les grains, mais on croyait qu'ils l'avaient favorisée par intérêt, afin de vendre plus cher leurs récoltes, et on les accusait d'affamer la province. Mais quand le prince affranchissait ses mainmortables, et qu'ils maintenaient les leurs dans la servitude, quand ils s'opposaient à l'abolition des corvées, on comprenait que les prétendus défenseurs du peuple n'avaient jamais défendu qu'eux-mêmes, que ce qu'ils appelaient liberté et propriété c'était l'usage de leurs privilèges, que tout en affectant de se placer à l'avant-garde de l'opinion, d'orner leurs remontrances avec des discours empruntés aux philosophes, ils ne s'ingéniaient qu'à faire obstacle au progrès. La victoire qu'ils remportaient en faisant renvoyer Turgot leur coûta plus cher que la défaite infligée par Maupeou. On en peut juger par cette satire et par d'autres du même tonneau :

Deux gens de bien (2) habitaient à Versailles
Deux à la fois, c'était grande trouvaille,

(1) Ms. 4246.

(2) TURGOT ET MALESHERBES.

Aussi chacun était émerveillé.
Mais tout fripon craint d'être surveillé :
Des Parlements la vénale canaille,
Des financiers l'avidie valetaille,
D'Oigny, Sartine et la fourbe prêtretraille
Ont si bien fait que l'on a renvoyé
Deux gens de bien.
Sots et fripons, ça, faites bien ripaille
La Cour sera votre champ de bataille,
Pour vous exprès tout y sera trié :
Ministres, ducs, tout est appareillé,
Et grâce à vous il n'est plus à Versailles
Deux gens de bien (1).

A Dijon même, rien ne déconsidéra le Parlement comme le procès de Lally Tollendal. L'affaire déjà jugée à Paris avait été renvoyée en appel à Dijon (2). Contraint par l'étroite solidarité des Cours souveraines, par les liens d'amitié et de parenté qui rattachaient d'une ville à l'autre les familles patriciennes, le sénat bourguignon se trouvait entraîné à rendre un jugement de classe, non de justice, et à confirmer la sentence du sénat parisien. Peut-être aussi qu'à l'instar du Président de Brosses plusieurs de ses membres avaient souscrit aux actions de la Compagnie : ceux-là appréciaient en financiers la conduite d'un soldat et prenaient en considération les intérêts des commanditaires beaucoup plus que l'intérêt et l'honneur de la France. La mémoire de Lally fut flétrie à nouveau après des débats retentissants. Mais quand tout le royaume et toute l'Europe tournaient leurs regards vers Dijon, si le public avait pu se faire illusion sur l'égoïsme et la partialité de la magistrature, la voix des philosophes et la réprobation unanime de toute la nation l'auraient éclairé. Une critique attentive mettait au grand jour les moindres vices de la procédure, les prévarications des juges, on s'indignait que les actes d'un homme de guerre fussent déférés à la sentence de rotins qui n'avaient jamais vu ni une armée ni une colonie. On s'indignait qu'une cause fut jugée avant d'avoir été entendue, que de parti pris et par solidarité de classe un tribunal se fit complice des injustices d'une autre cour, que Joly de

(2) Ms. 1227, p. 157.

(3) *De La Cuisine* III 324. Il s'agit du procès intenté par le fils de Lally pour réhabiliter la mémoire de son père.

Bévy avec cinq ou six magistrats intrigants eût forcé la mollesse des autres et celle même du Premier Président. On mettait dans la bouche des juges des couplets comme celui-ci :

Vous saurez donc que M. de Lally
N'a jamais volé ni trahi
Comme on l'accuse ici.
Ce serait au militaire
A juger des faits de guerre,
J'en serais d'avis.
Mais que dirait le Sénat de Paris
Si son arrêt ici
N'était point accueilli !
Ma foi, pour le défunt tant pis !
Faisons-nous des amis (1).

On avançait même que les parlementaires dijonnais n'avaient poursuivi que la seule satisfaction de braver l'opinion.

Moi, dit La Loge, aux risques du bâton
Je veux narguer la nation
Qui prend un si haut ton.

On accusait les sénateurs de vouloir prouver qu'ils étaient seuls maîtres et que de même qu'ils désobéissaient au roi, ils résistaient à toute la France appuyée par le roi et par son conseil. En tous cas, les accents touchants du jeune Lally ni ses cris d'indignation ne balancèrent dans l'esprit des juges le réquisitoire de Duval d'Espréménil, son éloquent adversaire. Cédant à la complaisance, à l'orgueil de caste ou aux scrupules de leur conscience, ils confirmèrent la première sentence et commirent pis qu'une injustice, une maladresse. Moins bons ménagers de leur influence que de leur fortune, cette popularité éphémère qu'ils avaient si laborieusement amassée, ils la dissipaient en un jour.

Depuis longtemps du reste les tempêtes qu'ils avaient soulevées dans l'opinion menaçaient leur puissance et leurs privilèges. La bourgeoisie enviait leurs offices patrimoniaux elle réprouvait l'arbitraire, la dureté de leurs arrêts, la lenteur des procédures, la barbarie des lois et les cruautés des tortu-

(1) Ms. 1232, p. 125.

res. Ce n'était pas d'hier qu'on remarquait en plaisantant qu'en France par une sorte de magie le fils d'un juge héritait des capacités paternelles mais que cette magie ne pouvait rendre éloquent le fils d'un avocat (1). Mais on discute autour du discours de M. Servan sur la justice criminelle, on répète après lui « Gardons-nous de penser qu'un magistrat ait le malheureux pouvoir de disposer à son gré du châtimement d'un coupable » (2), on approuve Legrand de Laleu critiquant les institutions établies, exposant au public les « réformes dont la procédure judiciaire paraît dès à présent susceptible », s'élevant contre la barbarie de la question que pourtant les juges appliquaient sans scrupules, demandant une protection efficace pour les pauvres, les veuves et les orphelins, trop souvent abandonnés à la dureté ou à l'iniquité des magistrats. La domination du sol elle-même, le tronc solide d'où est sortie la puissance patricienne et qui la soutient, cette domination semble à présent menacée. Les projets agraires de Varenne sont repris par les Etats, et la presse elle-même, dès qu'il en naît une, souhaite le partage des biens communaux (3), invite les seigneurs à renoncer aux mainmortes. A force de se réclamer des idées philosophiques, la robe a dépassé son but, elle a favorisé la naissance d'une bourgeoisie philosophe. En discutant les institutions par dépit contre le prince, elle a ébranlé tous les respects, elle a crevé les digues de l'esprit novateur, et l'inondation ne s'arrête pas au gré de ceux qui l'ont provoquée. Elle se répand, couvrant ici un temple et là déferlant contre une basilique, les aspirations égalitaires viennent battre d'un flot renouvelé les privilèges politiques du patriciat, et une vague de fond surgie de l'abîme ignoré des classes misérables menace jusqu'aux richesses excessives des possesseurs de latifundia. On a prêché Montesquieu aux bourgeois, mais Rousseau est entré à sa suite dans les âmes, il y devient l'objet d'un culte et l'on parle désormais de bonheur universel, d'égalité civile et d'égalité dans les fortunes, on célèbre l'état de nature et la bonté originelle de l'homme, et les patriciens affectent de redouter, peut être sans y croire, une révolution anarchique qui nivèlera les fortunes et les conditions, qui renversera les institutions politiques et religieuses. Car si la robe jadis pour faire pièce au prince feignait d'appeler des

(1) Ms. 537. *La magie démontrée*.

(2) Ms. 1227, p. 220.

(3) *Affiches dijonnaises*. Année 1778 n° 26.

nouveautés, elle entre en fureur maintenant que le roi lui-même promet de réformer les abus, elle raille l'esprit novateur de la nation et du souverain en des couplets tels que cette prédiction contemporaine de Turgot.

Vivent tous nos beaux esprits
Encyclopédistes,
Du bonheur français épris,
Grands économistes.
Par leurs soins au temps d'Adam
Nous reviendrons ; c'est leur plan
Momus les assiste ô gué.... (1)

On verra tous les états
Entre eux se confondre,
Les pauvres sur leurs grabats
Ne plus se morfondre ;
Des biens on fera des lots
Qui rendront les gens égaux.
Le bel œuf à pondre ô gué !

Du même pas marcheront
Noblesse et roture,
Les Français retourneront
Au droit de nature ;
Adieu Parlements et lois,
Ducs et pairs princes et rois !
La bonne aventure ô gué !

Puis devenus vertueux
Par philosophie,
Les Français auront des dieux
A leur fantaisie.
Nous reverrons un oignon
A Jésus damer le pion.
Ah quelle harmonie...

A qui devons nous le plus ?
C'est à notre maître
Qui se croyant un abus
Ne voudra plus l'être.
Ah qu'il faut aimer le bien
Pour de roi n'être plus rien ;
J'enverrais tout paître.

(1) Bib div. ms. 1079, p. 3.

De progrès, de réformes et de philosophie, le patriciat ne voulait plus entendre parler dès qu'il s'agissait de passer aux actes. Tandis que la monarchie hésitait sur ses voies et, somme toute, malgré bien des retours et bien des faiblesses, désirait répondre aux vœux de la nation, lui, à l'épreuve il se révélait obstiné à maintenir les choses dans une immobilité séculaire. Les doctrines qu'il affichait dans ses discours semblaient hypocrisie ou concession opportune à la mode ; philosophe quand il combattait l'absolutisme, il n'hésitait pas à précipiter les philosophes du pouvoir. Il démontrait fort clairement à la bourgeoisie que tout en se servant d'elle à l'occasion, il n'entendait pas la servir, qu'il prétendait conserver les abus du passé, les privilèges héréditaires, la distinction des classes, les mêmes offices possédés éternellement par les mêmes familles, et jusqu'à l'existence d'une religion d'état protégée par l'intolérance. Ayant ainsi mérité avec persévérance l'hostilité de la bourgeoisie, faut-il s'étonner s'il l'expérimenta en 1789. Sans vouloir raconter une fois de plus la fin des Parlements, rien ne nous paraît plus édifiant que les démêlés des magistrats avec le barreau, à l'aube même de la Révolution. Si quelques avocats épousent la cause des patriciens, aux autres Volfius adressait le 3 décembre 1788 des paroles qui furent entendues. « Sont-ce, leur disait-il, des communautés villageoises qui rallumeront en nous (Tièrs Etat) le sentiment de notre propre importance ? (1) Sont-ce les communautés d'artisans dans les villes ? tous incapables et sentant plus leur propre infortune qu'ils ne peuvent l'exprimer ? C'est donc à vous, Messieurs, à prendre la défense commune ; comptables à la patrie, à la postérité, de vos talents, de vos lumières, qui mieux que vous saura défendre la véritable nation des coups que des hommes nouveaux (2) bien plus que les véritables grands veulent lui porter ? Qui mieux que vous, puisqu'heureusement ce n'est pas par les armes mais par la raison que le grand procès doit se vider, saura le faire parler et montrera avec le plus de force l'injustice et l'absurdité de ces raisonnements qui tirent toutes leurs preuves de l'anarchie féodale, suite funeste, à jamais mémorable, de la faiblesse du trône et dont nous ne devons jamais perdre de vue que nos Souverains nous ont tirés, en brisant les chaînes

(1) Ms. 4415, p. 87.

(2) C'est-à-dire les parlementaires.

où nous retenaient les seigneurs. » Le peuple et le roi (1) font seuls la loi, *Lex consensu populi fit et constitutione regis* ; c'est là la maxime primitive des français, peu importe « si depuis il s'est formé des ordres, des corps qui étaient inconnus dans notre ancien gouvernement, si par des privilèges qui ont leur source dans des abus et dans les malheurs de l'Etat, il se trouve qu'ils ont des intérêts opposés à ceux des communes ». Le premier vœu de la classe éclairée, c'est l'abolition de tous « ces réglemens qui ferment à la classe roturière l'entrée de tous les honneurs et de toutes les distinctions soit de l'Eglise, soit de l'épée, soit de la robe. »

Mais les patriciens conscients de leurs intérêts et de leurs buts, conservateurs par instinct et par nécessité, persévèrent dans leur politique sans la fonder sur une doctrine. Ayant rompu avec les traditions du passé, ils ont rencontré dans les idées philosophiques un soutien éphémère en même temps qu'un ennemi durable ; si grâce à elles ils ont justifié leurs résistances à l'absolutisme, les ruines de leur propre puissance apparaissent plus visibles que celles de la puissance royale. La contradiction éclate entre leurs desseins égoïstes et les prétextes dont ils les colorent ; jaloux et menacés par la haine séculaire du peuple, par l'esprit égalitaire de la bourgeoisie, ils suivent, ils affectent même de conduire le mouvement d'opinion qui tend à les renverser. De même qu'ils ont délaissé leur propre culture pour adopter celle de la plèbe, ils s'emploient plus que quiconque à saper le régime dont la conservation leur importe. Ils l'ébranlent en le discréditant par leurs remontrances et par leurs arrêts, ils en minent les assises en contribuant à répandre les doctrines qui lui sont opposées. La franc-maçonnerie recrute au Parlement ou à la Chambre des Comptes un grand nombre de ses adeptes, les catéchismes ou les formulaires maçonniques, les comptes rendus des séances de réception nous sont demeurés en grand nombre (2), et, à en juger par ces témoignages, la loge de la Concorde fleurissait par la multitude comme par la

(1) On est attaché au régime monarchique : « La nation a ses droits, et le monarque a aussi les siens ; ces deux pouvoirs sont faits pour être unis, pour s'accorder, et non pour se choquer. Si la raison semble d'abord se révolter contre l'idée d'un homme seul investi de la puissance souveraine, et de la soumission de plusieurs millions d'hommes à un seul, cette même raison, éclairée par l'expérience de tous les temps et de tous les âges, démontre à tous les bons esprits le bonheur et l'avantage général découlant de cet établissement qui paraît au premier coup d'œil si étrange ». (Ms. 1.415, p. 88).

(2) Ms. 1.415 : Loge de la maçonnerie des femmes à Dijon.

qualité de ses membres (1). Les bourgeois et les grands seigneurs qui siégeaient côte à côte à l'Académie, qui s'adonnaient en commun à la chimie et à l'histoire naturelle, se retrouvaient là côte à côte et fraternisaient dans le culte de l'égalité ; si malgré tout ils souhaitaient encore la conservation de leurs privilèges, si même ils la croyaient juste, du moins ils s'appliquaient à briser tous les arguments par lesquels ils auraient pu les défendre. Les futurs émigrés de Coblenz, les futurs guillotins de la Terreur loin de s'accrocher aux rives pour n'être pas entraînés par le courant du siècle précipitent leur esquif sur le flot qui doit les porter à l'abîme.

Il nous est au reste facile de découvrir les tendances de l'opinion, puisqu'il existe une presse, une littérature à l'usage du plus grand nombre, qui s'inspire des goûts de la foule, et d'autant plus précieuse à l'historien qu'elle n'est point l'œuvre de rédacteurs réguliers, que les lecteurs collaborent à remplir les colonnes du journal en y faisant à tour de rôle insérer leurs réflexions. Nous l'avons dit, le caractère essentiel de la bourgeoisie, c'est l'amour des sciences pratiques, son premier souci, c'est la recherche du progrès matériel et les expériences de chimie, les dissertations sur l'emploi des paratonnerres ou sur la conduite des aérostats, les discussions sur les méthodes de culture tiennent et de beaucoup la première place dans les préoccupations générales. Cependant on voit aussi se manifester des sentiments, des jugements sur les mœurs ou sur la politique, des aspirations moins utilitaires et en un mot l'âme de la bourgeoisie dijonnaise. On approche ainsi les bourguignons de ce temps et l'on converse avec eux, mais quel entretien fut jamais plus austère ? Cette génération se montre effroyablement sérieuse, persuadée de sa mission, de son importance, de ses devoirs, toujours tendue vers son but. Certes les Lantin, les La Monnoye et même les Bouhier ne traitaient pas l'érudition comme affaire de mince intérêt, mais ils ne professaient de religion ni pour les hommes ni pour les choses, ils savaient rire de ce qui était plaisant, se moquer de ce qui était ridicule. On dirait à présent que la gaieté et l'esprit se sont envolés avec eux, avec le Président de Brosses, le dernier de leur lignée ; on ne sait plus qu'admirer et pleurer. C'est par seaux que les lecteurs des *Affiches dijon-*

(1) C'est pour la loge de la Concorde que le conseiller Devoyo traduit Erasme.

naïses répandent les larmes que leur arrache leur sensibilité, c'est par centaines qu'ils produisent les sermons édifiants sur le bonheur et sur la vertu. Portés par leur vocation à prêcher ou à assister au prêche, incapables non seulement de scepticisme mais de critique, ils servent avec une passion, avec une conviction jamais démenties les idées auxquelles ils se sont donnés.

Ils aiment la patrie avec fougue, et à l'époque de la guerre d'Amérique, nous assisterons à une véritable explosion du sentiment national contre l'Angleterre, de toutes parts, on veut

Briser le sceptre maritime
Qui tient le commerce enchainé
D'un esclavage illégitime. (1)

et chacun suit les péripéties de la guerre avec attention, se fait envoyer le récit des batailles livrées ou possède dans ses papiers l'ordre de bataille de la marine française ; les Etats multiplient les sacrifices pour développer l'agriculture et les arts, la gloire et la prospérité du royaume sollicitent tous les cœurs. La robe n'est pas arrivée à diminuer l'affection des français pour le monarque, tout au contraire, jamais prince n'a obtenu une si large popularité que Louis XVI à ses débuts, jamais tant de volonté n'a secondé les efforts du gouvernement, jamais tant d'applaudissements et de vœux ne les ont accompagnés. La grande nouveauté, le résultat que les parlementaires ont obtenu par leurs critiques répétées, c'est qu'au lieu de subir l'autorité, on raisonne l'obéissance, c'est qu'on aime le prince non par habitude mais après examen et parce qu'on le juge digne d'être aimé, c'est qu'au lieu de commander à des sujets, il est approuvé et suivi par des citoyens.

Jusqu'où pénètrent ces idées ? encore qu'il soit difficile de le mesurer, on ne saurait douter que l'esprit de prosélytisme de la bourgeoisie les ait portées jusque dans les profondeurs du peuple. Inaugurant une nitrière artificielle construite par ses soins, Sa Majesté ayant proposé « à tous ses sujets l'établissement de nitrières artificielles pour leur épargner les désagréments qu'entraînent les fouilles de salpêtriers », M. Guenot, curé de Chevannay, fait à ses paroissiens un cours d'éducation civique : « Aimer sa patrie, s'intéresser sincèrement à son bonheur et à sa gloire, est un sentiment que l'auteur de la nature a gravé profondément dans le cœur de tous

(1) Ms. 1227, p. 205.

les hommes. Mais aimer sa patrie jusqu'à s'oublier pour elle, jusqu'à lui sacrifier ses talents, son repos, son bien être, sa vie même quand les circonstances l'exigent, c'est de tous les sentiments le plus sublime, le plus puissant effort des âmes nobles et généreuses.... Messieurs et bons amis, ce qui fait le bonheur et la félicité d'un empire, c'est la paix ; mais pour l'avoir sûrement cette paix, il faut être toujours prêt à faire la guerre. Quelle nation voisine, croyez vous, serait assez téméraire pour nous attaquer, si l'on venait un jour à apprendre que chacune de nos bourgades est un arsenal (1) ? » Conduite à réfléchir par les sollicitations du patriciat, la bourgeoisie s'est formé un idéal de la monarchie, rêve d'un monarque gouvernant au nom de ses peuples, selon leur vœu, et pour ainsi dire avec leur concours, d'un souverain absolu mais qui commanderait en obéissant à l'opinion publique. Cet accord du magistrat et des citoyens, non seulement on le croit possible, mais on se persuade qu'il existe, et l'on publie ce compte rendu de l'établissement d'une administration provinciale en Quercy : « Ce qui a le plus frappé Mgr l'évêque de Rodez et les autres Prélats et Seigneurs qui sont membres de l'administration, c'est que l'enthousiasme qu'elle a excité ne porte point sur des opinions populaires et chimériques. On ne s'attend point à une diminution d'impôts ; on compte seulement sur une égalité plus sensible dans la répartition et dans un emploi plus avantageux des fonds consacrés au bien de la province. Cette partie du peuple que la misère accoutume à se plaindre sans cesse, paraît sentir comme les citoyens les plus éclairés la sagesse suprême du gouvernement qui étonne moins l'Europe par la réunion et la grandeur de ses forces que par l'économie qui fournit à tant de dépenses sans le secours de nouveaux impôts. Il semble que l'esprit de discussion descende jusqu'au peuple ; il raisonne sa reconnaissance pour le souverain, et l'exprime avec beaucoup de chaleur. L'esprit de patriotisme que nous avons si longtemps envié à nos rivaux commence ici dès ce moment et nous promet les suites les plus heureuses » (2).

Ce texte nous fait assez comprendre ce qu'on attendait des heureux soins du monarque : l'égalité entre les citoyens et l'abolition des privilèges. Assurément il ne faut point chercher dans un journal et dans un journal soumis à la censure

(1) *Affiches dijonnaises*, 5 mai 1778.

(2) *Affiches dijonnaises*, 20 septembre 1779.

un programme de réformes précises et définies, mais la bourgeoisie fière de ses mœurs, de sa sensibilité et de sa vertu, manifeste à chaque pas les sentiments dont elle est animée. Tandis qu'elle prend avec chaleur la défense de Rousseau contre ses détracteurs (1), elle méprise le luxe des grands (2) et déteste la dureté de leur cœur. « On est, écrit l'un, porté à médire des riches, et il faut avouer que la plupart font tout leur possible pour justifier l'espèce de haine qu'ils excitent et qu'ils méritent » (3). Et un autre : « Voulez-vous des exemples touchants de sensibilité ? Gardez-vous bien d'aller les chercher parmi les riches, c'est chez le malheureux, le pauvre, que ces exemples vous frappent. Serait-il donc nécessaire d'être infortuné pour être heureux, et devrait-on regarder les plaisirs du sentiment comme le dédommagement du malheur ? » (4). Par contre, quelle sollicitude, quel amour, quelle admiration à l'égard des humbles ! Tandis que les journaux étalent les vertus naïves du peuple, les particuliers fraternisent avec les paysans. Des parlementaires invitent leurs vassaux à des fêtes champêtres où le seigneur s'offre aux témoignages d'affection de ses tenanciers ; émule de Saint-Médard, M. Fyot de la Marche fonde en 1768 un prix de vertu et de travail alternativement décerné aux filles et aux garçons de ses terres de Neuilly et de Sennecey (5). A Chevannay, le curé Guenot se charge de payer la taille de ceux de ses paroissiens qui auront le mieux « meublé et travaillé » leurs terres, il institue en leur honneur une fête céréale égayée d'un banquet et d'un Te deum (6), et de hauts personnages assistent à ces solennités : M. l'Intendant et Madame Fardel de Daix n'y peuvent retenir leurs larmes (7). Et loin qu'on se bornât à aimer tous les hommes, la pitié et la fraternité s'étendaient à toute l'échelle des êtres ; on plaint les femmes et l'on conteste à leurs maris le droit de les battre ; (8) on s'élève

(1) Ibid. mai 1779.

(2) Ibid. 2 juin 1778.

(3) Ibid. 27 avril 1779.

(4) Ibid. 6 avril 1779.

(5) Ibid. 25 juin 1776.

(6) Ibid. 1^{er} septembre 1778.

(7) Ibid. 9 juillet, 20 août 1776.

(8) Ibid. 2 janvier 1776 : « Le mariage, ce lien si doux quand le rapport des humeurs et des caractères en resserre les nœuds devient trop souvent la plus horrible des choses par le défaut de ces mêmes convenances que l'intérêt qui forme aujourd'hui presque toutes les unions oublie toujours dans ses calculs. Mais celui des deux sexes qui en sent le plus la pesanteur est d'ordinaire le plus faible, et l'on ne

même contre les brutalités exercées sur des animaux (1).

Ce ne sont pas là de vains discours, pas plus que ce n'est un caprice sans importance qui fait recueillir et conserver des maximes comme cette réponse d'Iphicrate à un noble : « Je serai le premier de ma race, et toi le dernier de la tienne », (2) On proteste en termes exprès contre l'incapacité civile des protestants, et l'on souhaite en leur faveur cette réhabilitation que Louis XV n'avait pu obtenir du Parlement (3). On applaudit quand en 1778 le roi se propose de rapprocher la justice des justiciables (4), quand en 1787, il promet aux Notables l'égalité de la contribution, la suppression des corvées en nature, l'allègement des traites et des gabelles (5); on osera même accuser les Parlements d'avoir causé le désordre des finances (6). Quand une feuille hebdomadaire destinée en principe à publier des annonces commerciales s'inspirait de telles idées, on imagine sans peine avec quelle chaleur s'épanchait la sensibilité, avec quelle véhémence on s'emportait contre les inégalités dans les disputes philosophiques ou dans les réunions maçonniques. « Tous les hommes sont égaux, proclame un frère devant la loge de la Concorde assemblée, ils ont la même origine ; l'oubli de cette vérité a été la cause de leurs malheurs, et ce n'est qu'en la leur rappelant qu'on peut les conduire au bonheur.... Les hommes ont vécu heureux et en paix tant que l'équilibre que la raison établissait a subsisté, mais lorsqu'ils eurent prêté l'oreille aux sollicitations trompeuses de l'amour-propre, la raison s'affaiblit en proportion, l'orgueil en prit la place et les livra à toute la fougue et le dérèglement des passions. Celui qui avait la force en partage méprisa les lois de la nature, de la pudeur, de l'honneur, se crut d'une nature bien supérieure à ses frères, les subjuga

voit que trop de femmes victimes de la brutalité d'époux ou avides ou féroces, forcées de dévorer en secret des outrages auxquels les lois ne leur permettent pas de se soustraire. On sait que depuis que la violence, dans le régime absurde de la féodalité, consacra ces barbares maximes qui permettaient aux maris de battre leurs femmes à loisir, comme dit Beaumanoir, pourvu qu'ils adressassent assez sagement leurs coups pour ne les point estropier ou mutiler, il faut encore aujourd'hui les sévices les plus marqués et les plus scandaleux pour faire admettre une requête en séparation ».

(1) Ibid. 28 octobre 1777.

(2) Ms. 1227, f. 120.

(3) *Affiches dijonnaises*, 14 avril 1778.

(4) Ibid. 19 août 1788.

(5) Ibid. Supplément au N° du 5 juin 1787.

(6) Ibid. 26 août 1788.

sans pitié et envahit leur patrimoine » (1). Admise à la même loge, Madame la Présidente Fardel de Daix félicitait ses frères de rappeler les hommes « à cette première liberté de la nature, à cette heureuse égalité qui n'a dû cesser que parce qu'ils n'étaient pas assez parfaits pour elle ». Elle disait aux femmes : « O mes sœurs..., jouissons d'un bonheur qui venge notre sexe des injures multipliées qu'on lui a faites si longtemps. Applaudissons nous d'avoir trouvé des hommes justes qui, au lieu de nous offrir cette condescendance, cette soumission apparente, gages trop certains de l'orgueil et de la supériorité, nous présentent une association, un partage, signes précieux de l'estime et de l'égalité ; justifions leurs jugements, faisons voir que nous ne sommes pas condamnées aux seuls égards que la bonté accorde à la faiblesse, aux seuls hommages que la distraction prodigue à la frivolité, ou que la séduction prépare à la vanité. » (2) Ainsi les idées de Rousseau et des sentiments jadis inconnus s'étaient propagés dans l'élite instruite, et la plèbe obscure des campagnes reçoit en ses profondeurs comme un ébranlement de cette agitation qui émeut à la surface les classes éclairées de la population. A force de fêtes céréales, de tentatives de réforme agraire, d'éloges et de prix décernés à l'agriculture, nul doute qu'on ne commençât à lui inspirer le sentiment de son importance ; si les soins dont elle est l'objet ne soulagent pas beaucoup sa misère, n'apaisent pas ses haines tenaces mûries depuis tant de siècles, ils lui apprennent du moins qu'elle fait partie de l'humanité et qu'elle compte pour quelque chose dans l'Etat.

Assurément ni Madame de Daix ni personne de sa caste ne pouvait prévoir que cette philosophie dont ils nourrissaient leurs déclamations passerait un jour dans les mœurs et dans les institutions. Mais il n'en est pas moins vrai que dans la politique comme dans l'intelligence le patriciat a perdu son individualité. Si dans le fond du cœur il tient à ses richesses, à sa puissance, à ses privilèges, si malgré quelques exceptions et quelques bienfaisances de parade il continue à se rendre odieux par son orgueil et par une domination tyrannique, s'il profite autant et plus que jamais des iniquités féodales, il ne peut plus invoquer aucun principe qui les justifie soit

(1) Ms. 1263 XIV.

(2) Ibid, N° XVII.

aux yeux des autres, soit même à ses propres yeux. On peut répéter de lui ce qu'il dit de Louis XVI, qu'il se considère comme un abus et qu'il s'avoue tel, à cela près que cet abus ne songe nullement au suicide. C'est au contraire pour durer, pour résister au prince que les parlementaires ont renoncé à s'abriter derrière les coutumes antiques, mais en renversant le respect du passé, en examinant non pas seulement ce qui avait toujours été, mais ce qui devait être, ils ont abattu le solide rempart qui les protégeait. S'étant au début du siècle séparés de la bourgeoisie, quand ils ont eu besoin d'elle, qu'ils l'ont appelée à leurs secours contre le despotisme, ils l'ont retrouvée non pas telle qu'ils l'avaient laissée, non pas telle qu'elle devait être plus tard, mais poussée par des tendances à demi conscientes plutôt que par des doctrines systématiques, prêtant déjà l'oreille aux théories des philosophes, mais hésitant encore à les suivre, en tous cas n'ayant de rancunes et de haines que contre la robe, attachée à son roi et peu soucieuse de liberté. Pour la flatter, pour acheter son alliance, pour reconquérir le rôle de maîtres spirituels qu'ils remplissaient sous Louis XIV, ils ont professé les opinions de la philosophie avec plus de décision qu'elle ne faisait, ils ont pour ainsi dire mis en pratique, fait entrer dans le domaine des réalités les réflexions de Montesquieu et de Rousseau ; pour faire oublier les inégalités des conditions, ils ont parlé de liberté, de propriété, de droits des citoyens, de droits de la nation, ils ont entraîné l'opinion ou à tout le moins, ils ont accéléré sa marche. Mais ce faisant, s'ils ont blessé le pouvoir absolu, ils se sont tués eux-mêmes, ils ont arraché leur puissance de sa base séculaire sans l'asseoir sur un principe nouveau. Ils restent des privilégiés, sans pouvoir justifier les privilèges ; ils oppriment les citoyens dont ils proclament les droits ; ils conviennent de la nécessité des réformes et ils s'opposent à ce qu'on en fasse ; ils invoquent les droits de la nation, qu'ils ne représentent pas ; ayant en somme composé leur puissance politique avec les débris des prérogatives des Etats Généraux, ils demandent même qu'on les convoque. Ils se font les fourriers de la Révolution qu'ils combattront plus tard ; ils déchainent l'opinion et ils lui ouvrent les digues mais l'opinion emporte leur pensée. Ils forment désormais une aristocratie sans traditions et sans doctrines aristocratiques, un corps de privilégiés sans âme et sans vie. Durant tout le règne de Louis XVI la robe expire par les blessures qu'elle a reçues de la monarchie et par celles même qu'elle

lui a portées ; ce monde autrefois si robuste et si fort s'achève en une coterie de grands seigneurs attachés à leur fortune mais doutant de la justice de leur cause. Le premier rôle désormais appartient à la bourgeoisie, à cette bourgeoisie qu'ils ont accompagnée puis devancée dans sa marche vers des idées nouvelles mais qui s'est détournée d'eux quand elle a senti que ces droits dont on voulait lui donner tant d'amour elle ne les recevrait jamais de leurs mains.

CONCLUSION

Bien avant 1789, rien ne restait debout de cet édifice solide du patriciat. Rien ne germait plus, rien ne pouvait plus germer de cette aristocratie qu'aucun sang nouveau ne venait rajeunir, de ce sol appauvri et desséché par l'égoïsme. Jadis quand la Bourgogne entière lui apportait toute son élite, quand les familles nouvellement élevées aboutissaient en lui avec toute leur vigueur rustique, quand les autres touchaient encore assez à leurs origines pour en conserver les vertus, alors ce monde avait nourri une pensée vivante et originale. Il se dressait comme un de ces chênes immenses, si larges de feuillage que rien ne peut croître à leur ombre, si larges de racines que nulle autre plante ne trouve sa nourriture auprès d'eux. Tyrannisant les humbles et s'adjoignant tout ce qui s'enrichissait, tout ce qui possédait le savoir ou pouvait l'acquérir, les patriciens régnaient sur la ville et sur la province, imposant à tous leurs goûts, leurs curiosités, leurs préjugés et leurs ambitions. Confiants dans leur force et comme le géant de la fable recevant leur vigueur parce qu'ils touchaient à la terre natale, ils dédaignaient les modes du dehors, ils repoussaient les attaques de l'absolutisme, ils éprouvaient l'audace et la volonté d'être eux-mêmes. Impénétrables aux séductions de la littérature parisienne, sans respect pour le monarque, sans souci du royaume, ils se retiraient dans leur province pour y penser et pour y vivre entre eux. Ils perpétuaient ses traditions comme ils conservaient ses coutumes, et toute la bourgeoisie les reconnaissait pour ses chefs et se rassemblait à leurs côtés. Ou plutôt, il n'existait pas de bourgeoisie, mais une seule élite qui détenait à la fois l'instruction, les richesses et la puissance. L'orgueil nobiliaire n'insultait point encore aux fortunes médiocres, l'élévation des uns éveillait non pas le désespoir mais l'émulation des autres et les sénateurs régnaient sur l'opinion par leur prestige comme ils régnaient sur le peuple par leurs privilèges. La solidité de la société enfantait la solidité des intelligences, et la Bourgogne rassemblait toute sa substance pour nourrir une aristocratie bien à elle et où s'épanouissaient toutes les vertus de la race.

Le divorce des satisfaits et de ceux qui ne l'étaient pas fit crouler ce bel édifice. Cessant de s'alimenter dans l'élite de la province, la robe languit et se dessèche. Du jour où elle devient la citadelle de quelques familles, elle n'est plus qu'une noblesse privilégiée, elle cesse d'être un monde et pour ainsi dire la tête du pays. Les racines meurent que l'arbre poussait dans le sol ; le tronc reste debout, mais c'est un tronc mort qui ne porte plus de fruits, qui ne produit plus ni vigueur ni pensée. La possession héréditaire des plus hauts offices isole le patriciat, l'environne de haines et de jalousies. En face de cette classe, stérile désormais et détestée, s'établit une bourgeoisie, c'est-à-dire une société où s'agglomèrent peu à peu et ceux qui n'ont pu entrer dans le paradis patricien et tous ceux qui chaque jour émergent de la plèbe obscure. Tous ces candidats exclus des hautes charges ont parfois pour eux la richesse, ils acquièrent des fiefs et des terres ou bien ils trafiquent et accumulent en leurs coffres les revenus du négoce et de l'industrie. Souvent il leur manque les loisirs de l'érudition, mais ils ont pour eux l'avantage des talents; ils ont surtout la force du nombre, celle de toucher au peuple, de l'émouvoir parfois, en tous cas de le représenter et de parler en son nom puisqu'ils n'en sont sortis que d'hier et qu'ils sont comme lui déshérités de privilèges.

Cette classe neuve et sans traditions ne résistera guère aux influences du dehors. Volontiers croyante et respectueuse de l'ordre établi, soucieuse avec cela de progrès matériel, elle rêve de vertu et s'occupe de sciences pratiques. Elle cède aux impulsions de la philosophie, d'une philosophie assagie il est vrai et peu encline aux révolutions violentes. Mais elle dispose de l'opinion publique, mais elle est la foule; et la robe, exilée à l'écart de la province, suspecte à la classe moyenne, s'évertue à reconquérir sa prééminence perdue. Elle s'élance plus loin que la bourgeoisie dans la voie ouverte par les encyclopédistes; contrainte par ses luttes contre le roi à recruter des alliés ou à périr, elle prêche les maximes les plus subversives; elle entraîne la plèbe plus loin et surtout plus vite qu'elle n'aurait marché seule, mais ce faisant le patriciat ne remportait que des applaudissements éphémères. On se méfiait de son égoïsme et l'abdication de son originalité ne servait qu'à l'abaisser davantage. Bien avant la révolution politique une révolution sociale et intellectuelle s'est produite qui ruine le prestige propre des Corps aristocratiques, qui forme dans la

province et qui éduque cette classe moyenne qui présidera aux destinées de la Constituante.

N'ayant pas suivi l'évolution de cette élite plébéienne jusqu'en 1789, il ne nous appartient qu'à demi de rappeler avec quels sentiments elle aborde la réforme des institutions. Cependant presque toujours nous l'avons vue dévouée au régime, obéissant au roi non seulement par habitude mais par amour. Les colères de la robe ont semé l'irrespect, mais c'est une plante qui ne germe que mal et avec lenteur. Pour une épigramme attentatoire à la majesté royale, combien de louanges, combien d'écrits inspirés par la fidélité au monarque ! Il suffit que Louis XVI laisse naître plutôt qu'il ne fait naître l'espoir d'un avenir meilleur, et l'on se rappelle Henri IV et l'on oublie toutes les rancunes contre le prince. On ne lui en veut que de demander tant d'argent pour l'employer si mal, et l'on souhaite ou qu'il réforme ses finances, ou que la nation intervienne pour remédier à ces désordres invétérés. L'esprit positif de la bourgeoisie critique moins le principe de la monarchie que les méthodes du gouvernement. En toute matière on se règle sur la raison, et l'on souhaite au moins que le despotisme s'éclaire. On rêve de grands travaux pour l'utilité publique, d'unification des coutumes, d'adoucissements dans les rigueurs des lois, de protection des humbles, en un mot de toutes les grandes réformes pratiques et utiles que la Révolution accomplira plus tard. Mais ces réformes on ne les attend encore que de la monarchie, et ils sont peu nombreux ceux qui souhaitent un renversement du système politique ou le croient possible. Au prix de quelques concessions la royauté ne devait rien craindre.

Mais une révolution sociale était inévitable. Du moment que les offices de la robe par les privilèges dont ils s'accompagnaient semblaient la plus belle récompense du talent et de la fortune, du moment que c'était une habitude et presque une nécessité pour l'élite d'aspirer aux fonctions publiques, l'équilibre social exigeait que les places fussent aussi nombreuses que les postulants. Mais depuis que les Cours Souveraines s'étaient fermées aux nouveaux arrivants, que quelques familles suffisaient à les remplir, que non seulement en exigeant la noblesse on écartait tous les hommes nouveaux, mais que tous les gentilshommes n'accédaient plus guère aux charges publiques devenues patrimoniales à quelques maisons, depuis que la robe, de bourgeoisie qu'elle était, s'était muée en un patriciat fermé, elle devait s'étioler pour

ainsi dire étouffée par ses privilèges, il devait s'élever en face d'elle une société plébéienne hostile aux Corps aristocratiques parce qu'elle n'avait pas pu y entrer. Le patriciat devait tomber par l'excès même de ses avantages, par l'envie qu'excitait sa fortune, il devait tomber parce que le cadre social, trop étroit ne pouvait contenir qu'un nombre limité de magistrats inutiles, et que plus l'aisance se répandait dans le peuple, plus s'accroissait la foule des mécontents. En tant que classe privilégiée, le patriciat dura jusqu'à 1789, mais depuis longtemps il était mort en esprit, depuis longtemps il ne se survivait plus à lui-même que comme un grand corps sans âme et sans vie. Il ne comptait plus dans les destinées de la province depuis que dans la pratique aussi bien que dans l'intelligence il flattait les goûts et les aspirations de la plèbe.

Son rôle était fini, mais il avait tenu dans la province un grand rôle. Grâce à lui, jusqu'à la veille de la Révolution, la Bourgogne avait sauvé son indépendance spirituelle et la conscience de sa vie propre. Il avait maintenu le respect des traditions et des coutumes, la connaissance et le culte de l'histoire particulière du pays, il avait conservé solide la chaîne qui relie le passé au présent, et la solidarité des générations. Par égoïsme sans doute, mais l'effet importe et non pas la cause, il avait conservé une âme au patriotisme local, il avait gardé à la Bourgogne le caractère non pas d'une simple division du royaume, mais d'un être complet et vivant et d'une véritable nation. Peut-être ainsi avait-il mieux servi non seulement la Bourgogne mais la France que s'il s'était confondu parmi les honnêtes gens du royaume et surtout de la capitale. Au lieu de se modeler sur le goût de la Cour, il avait développé sur la terre natale les vertus et les défauts d'une race vigoureuse. Ce n'était pas en vain qu'au siècle des Racine et des Boileau comme plus tard au siècle des Montesquieu et des Voltaire avaient persisté les fortes études de l'humanisme; ce n'étaient pas des peines gaspillées que les patients labeurs de l'érudition, et la Bourgogne fournit à la pensée française non ses productions les plus brillantes mais des travaux utiles et nécessaires. Elle remplissait le rôle obscur du paysan qui de son blé nourrit l'état; elle nourrissait les intelligences de ses recherches, de ses découvertes minutieuses et solides, et jusque dans le siècle le plus frivole et le plus léger de notre histoire, elle entretenait le goût des choses fortes et achevées. Et fécondée par l'esprit philoso-

phique, quand à la science des faits et à la connaissance des détails elle unit la réflexion et l'amour des idées générales; elle éleva quelques-uns des monuments solides de l'esprit humain. Même à côté d'un Voltaire ou d'un Diderot, la gloire d'un de Brosses mérite de durer encore aujourd'hui, car si depuis longtemps *l'Essai sur les Mœurs* semble dater d'un âge révolu, c'est une pensée toute moderne et soutenue par des faits certains qui rédigea la *Mécanique du langage* et le *Culte des dieux fétiches*. Et quand le patriciat n'aurait fait que recevoir l'esprit d'indépendance du seizième siècle pour le conserver intact jusqu'à la Révolution, quand la vigueur avec laquelle il défendit ses privilèges n'aurait servi qu'à ruiner le despotisme, quand ses passions égoïstes auraient seulement éveillé la liberté, il faut convenir que même contre son gré il a tenu un grand rôle et même le rôle principal dans la vie de l'ancienne France, que conservateur et immobile par ses traditions, il a accéléré, il a provoqué cependant le mouvement du siècle, que non seulement l'histoire de la pensée française serait incomplète, mais que l'histoire des événements deviendrait inintelligible, si l'on négligeait de considérer moins encore l'action politique de la robe que son influence sur les esprits.

Vu le 20 novembre 1928 :

Le Doyen
de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,
H. DELACROIX.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur
de l'Académie de Paris,
S. CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

des ouvrages cités (1)

Article I. -- LES INSTITUTIONS ET LES ÉVÉNEMENTS

I. -- Documents généraux

a) Manuscrits :

1. — Les Institutions

- 290 (2)..... Notes sur les ordonnances de 1667, 1669, 1670, 1673 et sur l'édit des épices de 1673, par Melenet.
- 308 (3)..... Mémoires et observations des choses les plus mémorables et arrests de la Cour du Parlement de Dijon, par le sieur Griquette, greffier. XVII^e.
- 311 Arrêts du Parlement recueillis par Melenet. XVIII^e siècle.
-

(1) Nous indiquons sur cette liste seulement les documents que nous avons utilisés; ceux que l'on peut consulter ont été dénombrés soit dans la *Galerie bourguignonne* de Muteau et Garnier, soit dans la *Bibliographie bourguignonne* de Milsand, à la vérité mal commode à manier, mais assez complète.

La principale source de notre information, nous l'avons puisée dans les manuscrits de la Bibliothèque publique de Dijon; mais il nous a été impossible d'établir une classification claire et complète de ces recueils composés de pièces de différentes époques et de toute espèce, les unes ayant trait aux institutions, les autres aux événements, celles-ci relevant de la littérature, celles-là des sciences ou de la jurisprudence. Ne pouvant en quelques pages analyser ces recueils, ni dresser un inventaire méthodique de leur contenu, nous nous excusons de ne donner ici que des indications grossières et abrégées et de ne pas rendre sensible aux yeux du lecteur l'abondance et la diversité des documents que nous avons utilisés. Il nous a d'autre part semblé superflu d'énumérer, même quand elles nous ont servi, soit les études historiques qui ne concernent pas spécialement la Bourgogne, soit les œuvres des écrivains étrangers à la province. En rédigeant cet index nous ne nous sommes proposé d'autre but que de justifier l'étude que nous avons tentée de l'ancienne Bourgogne.

(2) Les numéros que nous indiquons sont ceux du catalogue des manuscrits de la Bibliothèque publique de Dijon.

(3) Cf. également mss. 1.381, 1.403, 1.404.

- 312 Recueil d'arrêts par M Seguenot (1655 à 1666).
- 313 Arrêts du Parlement de Dijon (donations, testaments, etc.) XVIII^e siècle.
- 314 Arrêts du Parlement rendus à l'audience publique de 1665 à 1697.
- 755 Le Parlement de Bourgogné. Liste des Présidents, des Conseillers, etc., avec des notes généalogiques. Tableau des offices de la Chambre des Comptes et état des finances, gages, ... attribués auxdits offices. XVIII^e siècle.
- 759 à 761 Table des édits, déclarations du roi, lettres d'offices, enregistrés au Parlement de Dijon de 1476 à 1771.
- 772 à 776 Extraits des registres du Parlement de Dijon, rangés par ordre de matières. Tome I : Cérémonies. — Tome II : Règlements intérieurs, personnel de la Cour, privilèges. — Tome III : Guerre et paix, police, ressort, sel, officiers municipaux, religion protestante, Etats de Bourgogne. — Tome IV : Affaires diverses, domaine. — Tome V : Table générale.
- 783 Recueil de pièces concernant la neutralité entre les Duché et Comté de Bourgogne, tirées des archives de la Chambre des Comptes de Dijon.
- 912 Précis des contestations nées et à naître entre le Parlement et les Elus, XVIII^e siècle.
- 944 et 945 Arrêts notables du Parlement, recueillis par M. Perrier, avocat. XVIII^e siècle.
- 1.109 et 1.110 Recueils d'arrêts criminels.
- 1.304 à 1.310 Recueils d'arrêts du Parlement de Dijon. XVIII^e siècle.
- 1.372 à 1.375 Recueil des choses les plus importantes, tirées des registres du Parlement. XVII^e siècle.
- 1.376 à 1.378 Juridiction du Parlement, extraite de ses registres, XVIII^e siècle.
- 1.380 Recueil des choses les plus importantes tirées des registres du Parlement, XVIII^e siècle.
- 1.498 à 1.501 Extraits des registres du Parlement de Dijon, XVIII^e siècle.

2. — Les Evénements

- 766 à 771..... Registres du Parlement de Dijon. Délibérations de la Grand Chambre. Tome I : 1641 à 1651. — Tome II : 1652 à 1665. — Tome III : 1666 à 1689. — Tome IV : 1690 à 1710. — Tome V : 1711 à 1722. — Tome VI : 1723 à 1747.
- 777 Suite de la continuation de l'histoire du Parlement de Bourgogne jusqu'à sa suppression par la Révolution.
- 779 Mémoires sur Dijon : affaires du Parlement. Différend entre le Parlement et le duc de Bourbon en 1706. Cérémonial du Parlement. Préséances avec la Chambre des Comptes.
- 840 Pièces recueillies par Bouhier. — Description de Dijon. — Sur l'académie Pouffier. Documents historiques (sur les ducs de Bourgogne, le vœu du faisan). Mémoires sur la tenue des Etats, sur le Parlement.
- 1.059 Boullemier. Succession chronologique de tous les offices du Parlement de Dijon.
- 1.322-1.323 Extraits des décrets des Etats de Bourgogne de 1653 à 1768.
- 1.411 à 1.421..... Recueil de pièces sur divers sujets (Clergé de Dijon, collège des Godrans, académie, Cours souveraines, Etats, Loge maçonnique, Etats généraux).
- 1.987 Otia parva Petri.

b) Archives départementales de la Côte-d'Or :

- Série B..... Archives du Parlement et de la Chambre des Comptes.
- Série C..... Archives de l'Intendance.
Registres d'Imposition.
Registres des délibérations des Etats, registres des délibérations des commissaires alcades, registres de la Chambre des Elus.

c) Ouvrages imprimés :

- Ph. MILSAND..... *Bibliographie bourguignonne*. Dijon, Lamarque 1885.
- Ph. MILSAND..... *Supplément à la bibliographie bourguignonne*. Ibid. 1888.
- KLEINCLAUSZ *Histoire de Bourgogne*, Paris, 1909.
- GIRAULT *Essais sur Dijon*. Dijon, Lagier, 1814.
- DE LA CUISINE..... *Le Parlement de Bourgogne*. Dijon, Rabutot, 1864.

- P. PALLIOT..... *Le Parlement de Bourgogne*. Dijon, 1649.
- PETITOT *Continuation de l'histoire du Parlement de Bourgogne de 1649 jusqu'en 1733*. Dijon, 1733.
Les deux Bourgognes.
Revue bourguignonne.
Almanach de Dijon.
- Abbé RICHARD..... *Tablettes historiques, topographiques et physiques de Bourgogne.*

II. -- Le règne de Louis XIV

a) Manuscrits :

1) Avant 1660

- 328 à 330..... Divers recueils concernant le procès du Président Giroux.
- 748, 1.158..... Journal et notes de Gaudalet (1650-1669).
- 736, 838, 1.021..... Mémoires de Millotet concernant la première et la deuxième guerre civile en Bourgogne.
- 747 Cl. Malteste : Anecdotes du Parlement de Dijon (1650-1652).
- 764 Journal de ce qui s'est passé au Parlement au sujet de son interdiction aux années 1658 et 1659, par G. Joly, président à mortier. Copié par le conseiller Bouhier, qui y a ajouté différentes choses concernant N. Brulart.
- 1.407 Mémoires de Millotet. Histoire du Président Giroux.

2) De 1660 à 1715

- 309 Recueil d'arrêts du Parlement concernant l'élection des maires, échevins et autres officiers municipaux des villes de son ressort..
- 540 à 542..... Correspondance officielle du Président Brulart.
- 724 et 725-726..... Mémoire concernant la généralité de Dijon, composé par M. Ferrand, intendant de ladite généralité, 1700.
- 758 Recueil relatif à la fausse alarme de Dijon en 1673.
- 911 Mémoires historiques sur la Bourgogne. Mère folle. Sédition de 1630. Possession des religieuses d'Auxonne en 1661).

- 1.011 Journal de Genreau, procureur au Parlement
XVII^e siècle.
1.330 Recueil concernant le Parlement. A la suite :
le *Parlement à l'étable*.
3) Affaires du quiétisme
332 Pièces relatives au quiétisme.
333 à 335 Affaires du quiétisme en Bourgogne.
976 Histoire du procès des prétendus quiétistes.

b) **Ouvrages imprimés :**

- A. THOMAS *Une province sous Louis XIV*. Paris, 1844.
G. ROUPNEL *Les populations de la ville et de la campagne dijonnaises au XVII^e siècle*. Paris, 1922.
DE LA CUISINE *Choix de lettres écrites par N. Brulart, de 1657 à 1692*. Dijon, 1859, 2 vol.
Histoire du Quillotisme. Zell, 1703.
Analecta divionensia.
H. CHÉROT (le P.) *Le quiétisme en Bourgogne et à Paris en 1698*. Paris, 1901.
I. DE RÉCALDE Le confessorat du P. Le Tellier.

III. -- Le dix-huitième siècle

a) **Manuscrits :**

- 735 Remarques des Commissaires alcades des
Etats de Bourgogne en 1781.
742 *Mercur dijonnais* pour l'année 1748 jus-
qu'en 1788.
778 (1) Le Parlement outragé, copie du factum de
M. de Bévy.
917 Recueil de pièces concernant les affaires de
Bourgogne.
1.195 Querelles suscitées par la bulle Unigenitus.
Suppression des Jésuites, Mémoire pour
l'établissement des nouveaux collèges.
1.233 Courtépée. Chute de l'ancien parlement
(1771).
1.279 Catéchisme à l'usage des apprentis et com-
pagnons francs maçons

(1) Cf. aussi ms. 1.424.

- 1.311 à 1.313..... Registre des remontrances et lettres du
Parlement de Dijon au roi et aux minis-
tres, 1761-1782.
- 1.502 Délibérations secrètes du Parlement au
XVIII^e siècle.

b) **Ouvrages imprimés :**

- Affiches, annonces et avis divers de Bour-
gogne, Bresse, Bugey et Pays de Gex*
(hebdomadaire).
- 1) Année 1770.
2) Années 1776 à 1779.
3) Années 1783 à 1791.
- G. DUMAY *Le Mercure dijonnais ou journal des évé-
nements qui se sont passés de 1742 à
1789...* Dijon, Darantière, 1887.
- Comptes rendus des établissements de l'ins-
titut et de la doctrine des soi-disant jésui-
tes par les conseillers commissaires, du
Parlement...* 1763.
- DES MARCHES..... *Histoire du Parlement de Bourgogne, de
1733 à 1790.* Chalon-sur-Saône, 1851.
- Mémoire pour Jacques Varenne, écuyer,
avocat à la Cour, contre messire Philibert
Bernard, Gagne de Perigny...* Dijon, Sirot,
s. d.
- Consultations pour Jacques Varenne, avocat,
contre M. le Président Gagne de Perigny.*
Dijon, Sirot, 1744.
- VARENNE *Mémoire pour les Elus Généraux des Etats
du duché de Bourgogne.*
- VARENNE *Mémoire pour les Elus Généraux des Etats
du duché de Bourgogne contre le Parle-
ment Cour des Aides de Dijon, 2^e éd.*
Paris, 1762.
- GUENICHOT DE NOGENT.. *Mémoire sur les démêlés du Parlement de
Dijon avec les Elus Généraux.*
- FÉVRET DE FONTETTE ET
BIGOT DE S^{te}-CROIX.. *Très humbles et très respectueuses remon-
trances du Parlement séant à Dijon (16
mars 1762).*
- LEBAULT *Arrêt de la Cour du Parlement du 7 juin
1762. Examen du livre intitulé : Mémoire
pour les Elus Généraux..*
- DE BROSSES et MALTESTE
DE VILLEY *Nouvelles remontrances du Parlement de
Bourgogne au Roi (7 juillet 1762).*
*Arrêt de la Cour du Parlement dans l'affaire
Lally. Dijon, Causse, 1783 (1).*

(1) La bibliographie complète concernant cette affaire a été donnée
par Milsand, p. 18 de son Supplément.

- Récit de ce qui s'est passé entre MM. les gentilhommes Assemblés à Dijon et l'ordre des avocats de la même ville, du 27 décembre 1788 au 5 janvier 1789.* Dijon, 1789.
- Discours de M. V., avocat au Parlement de Dijon, à son ordre assemblé le 3 décembre 1788.* S. l n. d.
- Dialogue entre un artisan de Dijon et son fils, avocat, 1788.*
- CARRÉ *La fin des Parlements.* Paris, Hachette, 1912.
- AUBERTIN *L'esprit public au XVIII^e siècle.* Paris, Didier 1873.
- D'ARGENSON *Mémoires.* Paris, Jannet, 1857, 5 vol.
- ROCQUAIN *L'esprit révolutionnaire avant la Révolution* Paris, Plon, 1878.
- MARION *Histoire financière de la France.* Paris, Rousseau, 1914.
- E. et J. DE GONCOURT.. *Portraits intimes du XVIII^e siècle.*

Article II. -- L'INFORMATION ET LES IDÉES

I. -- Les écoles

a) Manuscrits :

Collèges

- 821 *Essai historique sur les écoles et collèges de Dijon, depuis le XII^e siècle jusqu'en 1760.*
- 947 *Essai sur les collèges de Dijon, par l'abbé Boullemier.*
- 977 *Histoire chronologique de l'ancien collège de Dijon et du collège des Godrans.*
- 1.195 *Mémoire sur l'établissement des nouveaux collèges (1763).*

Enseignement

- 255 *Cahiers de cours : metaphisica Jacobi Berthier, yoracensis ; phisica particularis a Rev. Patre Dutramblay dictata ; ethica.*
- 492 *Rethorica data a R. P. Duparc, anno 1741 ; exercices d'écoliers.*

Divertissements

- 1.117 Programmes imprimés de morceaux latins et français récités en public par des élèves des Godrans.

b) Imprimés :

- Ratio studiorum.*
 DE JOUVENCY..... *De arte discendi atque docendi*
 DE LA SERVIÈRE..... *Le P. Charles Porée.* Paris, 1899.
 MUTEAU *Les écoles et collèges en province jusqu'en 1789.* Dijon, Darantière, 1882.
 BIMBENET *L'université de lois d'Orléans.* Paris, Dumoulin, 1853.

c) Pièces récitées ou jouées aux Godrans :

- Alcidalis in Delphio redivivus.* Divione, Palliot, 1671.
Serenissimo principi Ludovico Condæo.. pæana canent selecti Musurum alumni. Dijon, Ressayre, s. d.
Serenissimo principi Ludovico Condæo... Parnassi obsequia deferunt selecti musarum alumni... Slnd.
Henrici Julii Borbonii laudes... Dijon, Ressayre, 1700.
Henrici Julii Borbonii... laudatio funebris dicta... a Fr Oudin. Divione, 1710.
Pax, carmèn, auctore B. Bauyn. Dijon, Defay, 1714.
Ill^mo domino D Germano Benigno Legouz dum theses philosophicas propugnaret.... 1701. Slnd.
Le génie de la Bourgogne, cantate. Dijon, 1724.
Idylle chantée le 6 mai 1730.
Ill^mo Burgundici senatus præsidi. J. Berbisio gratulatio. Dijon, Augé, 1739.
La Reconnaissance du Parnasse. Dijon, Augé, 1740.
Idylle héroïque. Dijon, Augé, 1742.
Plaidoyer par les rhétoriciens du collège, le 17 juillet 1759. Dijon de Saint.

II. -- Les bibliothèques

a) Manuscrits :

- 788 Extrait du catalogue de la bibliothèque de M. Bouhier de Chevigny, par M. de Bourbonne.
- 938 Boullemier. Bibliothèque publique du collège de Dijon.
- 987 Michault. Recherches sur les principales bibliothèques de Dijon.
- 1.035 Notes sur des livres de la bibliothèque de Richard de Ruffey.
- 1.053 Inventaire des manuscrits de M. Févret de Fontette.
- 1.148 Boullemier. Catalogue de la bibliothèque publique de Dijon.
- 1.657, 1.658, 1.659.... Boullemier. Catalogue des livres et des mss. de la bibliothèque publique.

b) Imprimés :

Bibliotheca Petri Fevreti senatoris, slnd.

III. -- Les Voyages

a) Manuscrits :

- 552 LEBLANC. Histoire de la Révolution du royaume de Siam et de l'état présent des Indes.
- 553 Relation d'un voyage en Orient dans les années 1626 et 1627.
- 554 Voyage de Lyon à Rome (XVIII^e siècle).
- 559 Etude topographique et archéologique sur la campagne de Rome (XVII^e siècle).
- 982 FLEUTELLOT. Voyage en Provence (XVIII^e siècle).
- 1.238 Voyage en Terre sainte par le R. P. Bouvattier, Franciscain, 1760.
-

IV. -- Documents sur l'histoire du passé

Manuscrits :

- 323 Recueil de procès (Biron, Ravallac, etc.).
 324 Procès de messire, G. Poyet, chancelier de France.
 325 à 327..... Recueils concernant le procès du maréchal de Marillac.
 841, 951, 956, 957, 958,
 965, 971, 980, 990,
 1.070, 1.150, 1.154 et
 1.171 Recueils de documents et de dissertations historiques sur divers sujets.

V. -- L'information actuelle et les opinions

Manuscrits :

- 239 Réflexions sur deux écrits jansénistes (XVIII^e siècle).
 241 Journal historique et théologique de l'œuvre de jurisprudence et d'amour (XVIII^e siècle).
 242 Traité de l'oraison (XVIII^e siècle).
 243 Recueil de pièces édifiantes et jansénistes (XVIII^e siècle).
 338 Remarques sur le concile de Trente.
 691 Nouvelles de Paris politiques et littéraires par l'abbé de La Roquette.
 692 Relation de la campagne de 1741 par un officier des troupes du roi.
 707, 708..... Lettres et mémoires du Cardinal Mazarin.
 827 Les amours de Henri IV par Louise de Lorraine; les amours de Louis XIV et de Mlle de La Vallière ; les amours de Madame; les amours de Madame de Longueville.
 828 Les amours de Messaline ci-devant reine d'Albion. XVII^e siècle.
 829 La France devenue italienne avec les autres désordres de la Cour. XVII^e siècle.
 839 Mémoires de Ph. de La Mare.
 1.034 Recueil de pièces sur la mort de J.-J. Rousseau.

- 1.040 Mélanges historiques (Les sept matinées du roi de Prusse, etc.).
- 1.165 Recueil de pensées sur la religion (XVII^e siècle).
- 1.207 Observations sur diverses matières de religion (XVIII^e siècle).
- 1.229 à 1.231..... Recueil de pièces et extraits de morceaux philosophiques (XVIII^e siècle).
- 1.232 Recueil historique (amours de Christine de France, matinées du roi de Prusse, procès de Lally, affaire du collier, etc.).
- 1.240 Recueil de diverses pièces de littérature.
- 1.241 Règles sur la discipline des moines (XVIII^e siècle).
- 1.247 Mélanges, bons mots, anecdotes (XVIII^e siècle).
- 1.248 Recueil d'oraisons funèbres et de sermons (XVIII^e siècle).
- 1.251, 1.252..... Recueil de pièces concernant la religion (XVIII^e siècle).
- 1.259 Recueil de pièces sur l'état de nature, l'origine et les lois de la société (XVIII^e siècle).
- 1.261 Legrand de Laleu. Modifications dont l'ordonnance criminelle paraît dès à présent susceptible.
- 1.326 Instruction pastorale de l'archevêque de Sens sur les faux miracles du diacre Pâris.

Imprimés (Périodiques) Recueils. (1)

- COLOMIÈS *Mercur de France.*
Bibliothèque Choisie. La Rochelle, Savouret, 1682.
Journal des sçavans.
Mémoires de Trévoux.
- BAYLE *Nouvelles de la République des Lettres.*
Mémoires de Sallengre.
Continuation aux mémoires de Sallengre.

(1) Nous avons volontairement omis de cette bibliographie des documents qui cependant nous ont parfois beaucoup servi, telles par exemple les œuvres de Huet, de Saumaise, de Ménage, etc., et les études critiques qui s'y rapportent. Mais dresser le catalogue de toutes les choses et de tous les hommes auxquels les Bourguignons se sont intéressés nous aurait entraîné à produire une bibliographie quasi universelle.

VI. -- Satires, chansons, etc., recueillies par les dijonnais

Manuscrits :

535, 536, 537.....	Recueils de pièces historiques et satiriques.
845, 846.....	Recueils de pièces historiques et satiriques.
847 à 852.....	Chansons critiques et historiques.
853	Mélanges de prose et de vers.
854	Recueil de pièces littéraires, satiriques et historiques.
1.077 à 1.079.....	Recueil de pièces satiriques et historiques.
1.125	Recueil sur le P. Girard et Mlle de La Cadière.
1.189, 1.190.....	Recueils historiques et satiriques.
1.222, 1.223.....	Recueils de satires, poésies, épigrammes, épitres.
1.227	Recueil d'anecdotes et de satires en prose et en vers.
1.234	Recueil historique et satirique.
1.197, 1.216.....	Recueils historiques (dernières années du siècle).
1.257	Sermons, satires, le P. Girard.
1.269, 1.270.....	Recueil de pièces en prose et en vers.
1.280	Poésies satiriques (XVIII ^e siècle).
1.285	Recueil historique et satirique sur les affaires du siècle.

Article III. -- LES ŒUVRES

I. -- Histoire littéraire

MUTEAU et GARNIER....	<i>Galerie Bourguignonne.</i> Dijon, Picard, 1859.
JACQUET	<i>La vie littéraire dans une ville de province, sous Louis XIV</i> Paris, Garnier, 1886.
DEBERRE	<i>La vie littéraire à Dijon au XVIII^e siècle.</i> Paris, 1902.
DURANDEAU	<i>Aimé Piron ou la Vie littéraire à Dijon.</i> Dijon, Librairie Nouvelle, 1888.

(1) Nous ne saurions trop insister sur l'importance de ces recueils auxquels nous avons emprunté un très grand nombre de nos citations. Nous ne citons pas ici les recueils imprimés comme celui de Marteau, etc., encore qu'ils fussent en abondance entre les mains des dijonnais.

II. -- L'Académie et les travaux académiques

a) Manuscrits :

- 919 Notices biographiques sur les membres de l'académie de Dijon (XVIII^e siècle).
- 914 Mémoires rapports et comptes rendus concernant l'académie de Dijon (XVIII^e siècle).
- 995 Sujets de prix proposés par diverses académies de France au XVIII^e siècle.
- 1.597 Œuvres de la Société littéraire (Richard de Ruffey).
- 1.598 Œuvres de la Société littéraire.
- 1.625, 1626 Histoire et histoire secrète de l'académie de Dijon.
- 1.627 Académie de Dijon. Correspondance.
- 1.628 Registre de la Société littéraire (Richard de Ruffey).

b) Imprimés :

- Statuts et règlements de l'Académie.* Dijon, Sirot, 1740.
- Testament de Messire Hector Bernard Pouffier.* Dijon, Sirot, 1736.
- MILSAND *Notes et documents pour servir à l'histoire de l'académie.*
- LANGE *Histoire secrète de l'académie de Dijon.* Paris, Hachette, 1909.
- *Mémoires de l'Académie de Dijon.*
- *Mémoires de l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres.*

III. -- Recueils divers

Ouvrages manuscrits :

1) Jurisprudence

- 280 Institutes coutumières avec un commentaire de M. Davot.
- 295 Notes sur la Coutume de Bourgogne (XVIII^e siècle).
- 296 Commentaire en français sur une partie de la coutume de Bourgogne par le conseiller Jacquotot (XVII^e siècle).

- 297 et 298..... Institutes au droit coutumier de Bourgogne par Melenet.
 304 Lettres pour prouver que la Bourgogne est pays de droit coutumier (XVIII^e siècle).
 320 Recueil des causes plaidées par M. l'avocat général Genreau.

2) Littérature

- 476 Grammaire polonaise (XVIII^e siècle).
 522 et 530..... Poésies turques (XVII^e siècle).
 666 Mélanges archéologiques (XVIII^e siècle).
 667 et 668..... Antiquités de la ville de Rome (XVII^e siècle).
 678 Inventaire du cabinet de M. de Peiresc. Description d'un trépied antique par M. de Peiresc.
 962 Mémoires de littérature par Ph. DE LA MARE — Supplément au Menagiana, par P. LEGOUZ. — Lantianiana. — Chevanaeana. — Borboniana.
 1.022..... Mémoires concernant la Mère Folle.
 1.025 Remarques sur la vie de Saumaise.
 1.029 Traduction des Vindiciae contra Tyrannos d'Hubert Languet.
 1.036 et 1.037..... Recueil de poésies en grande partie composées par des bourguignons (Cocquart, Michault, Bouhier, etc.).
 1.131 Faits principaux de l'histoire jusqu'à Jésus-Christ (XVII^e siècle).
 1.152 Abrégé de la milice des Romains, copie du manuscrit de Saumaise (XVII^e siècle).
 1.253 Traductions de plusieurs pièces du théâtre anglais (XVIII^e siècle).
 1.263 Recueil de discours prononcés à Dijon, aux Etats, au Parlement et à la loge maçonnique.
 1.264 Le Pater traduit en 145 langues.
 1.426 Recueil de harangues prononcées en différentes occasions.
 1.599 Cl^u Salmasii vita.

3) Sciences

- 355 Peter John Faber. his chymicall secrets, a compendium of chymicall secrets; XVIII^e siècle).
 356 Lettres sur la pyrotechnie, adressées à M. Fabarel, grand chantre de la cathédrale de Dijon, par Monniotte de Besançon (1777-1780).

- 364 Explication des vertus des plantes, par M. de Jussieu (1755).
- 385 Recueil d'expériences sur l'ayman. Secret pour l'écriture occulte. Recette pour faire de la poudre fulminante (à M. Févret).
- 387 Botanique chinoise, traduite du Chinois en latin.
- 423 Ouvrages de médecine et de chirurgie traduits de l'anglais, par Chaussier.
- 438 Commentaire en vers français sur l'école de Salerne. Commencé en 1696.
- 452 Observatoire de Dijon. Lettres adressées à M. Fabarel, grand chantre de la cathédrale de Dijon, par MM. Jeurat, Cassini, Lepeaute, etc., 1783-1786.
- 455 Remarques sur la cultures des vignes de Beaune, par M. l'abbé Tainturier (rédigées par Barberet).
- 456 Recueil de manuscrits et d'imprimés sur les vers à soie et les mûriers.
- 723 Histoire chronologique, topographique et physique de Bourgogne, par le P. François de la Vie. — Etat des forges et fourneaux en Bourgogne. — Mémoire sur les carrières de Bourgogne, par M. Varenne de Béost.
- 1.031 Traité sur les différents procédés de la peinture et de la préparation de couleurs.
- 1.262 Table alphabétique des matières contenues dans les trois volumes de chimie pour servir aux cours de l'académie de Dijon.

IV. -- Les auteurs et les œuvres

- AUGÉ (le P.)..... *Hydrologie ou traité des eaux minérales trouvées.. entre Priscey et Premeaux...* Dijon, Palliot, 1661.
- BACIUS (le P.)..... *Ill^{mi} ducis Bellegardii... laudatio...* Dijon, Palliot, 1647.
- BAZIN (J.-B.)..... Ms. 1.114 et 1.115 : Notes littéraires et extraits divers.

- BÉGUILLET (E.)..... *De principiis vegetationis et agriculturae et de causis triplicis culturae in Burgundia, disquisitio.* Divione, Frantin, 1768.
Traité de la connaissance générale des grains et de la mouture par économie. Dijon, Frantin, 1778, 4 volumes.
Ocnologie ou discours sur la meilleure méthode de faire le vin et de cultiver la vigne. Dijon, Defay, 1770.
Précis analytique du Traité général des grains et de la mouture par économie. Paris, Prault, 1779.
Précis analytique du premier volume de l'Histoire de M Mille. Dijon, Causse. 1771.
Histoire des guerres des Deux Bourgognes. Dijon, Defay, 1772.
- BOUHIER (Jean)..... Ms. 664. Remarques sur Hérodote, par le Président Bouhier avec une épitaphe de l'auteur.
 Ms. 844. Mélanges poétiques adressés au Président Bouhier. Notes pour des traductions de Virgile, d'Horace, d'Ovide, d'Homère, etc.
Lettres pour et contre sur la fameuse question, si les solitaires appelés Thérapeutes, dont a parlé Philon le Juif, étaient chrétiens. Paris, Etienne, 1712.
Entretiens de Cicéron sur la nature des dieux, traduits en français par M l'abbé d'Olivet avec des remarques de M. le Président Bouhier. Paris, Etienne, 1721.
Recueils d'Edits concernant la Chambre des Comptes. Paris, 1724.
Traité de la succession des mères. Dijon, de Fay, 1720.
Sur les donations des fils de famille. Dijon, de Fay, 1728.
Explication de quelques marbres antiques qui sont dans le cabinet de M. Le Bret. Aix, David, 1733.
Traité de la dissolution du mariage pour cause d'impuissance. Luxembourg, Van der Kragt, 1735.
Poème de Pétrone sur la guerre civile... avec des remarques et des conjectures sur le poème appelé Pervigilium Veneris. Amsterdam, 1737.

(1) Nous ne citons par ici les ouvrages de Bouhier qui ont été publiés dans des recueils divers (Mémoires de l'Académie des Inscriptions, Mémoires de Sallengre, etc.).

- BOUHIER (Jean)..... *Tusculanes de Cicéron traduites par MM. Bouhier et d'Olivet, avec des remarques sur le texte latin de Cicéron et une dissertation sur Sardanapale par M. Bouhier.* Paris, Gandouin, 1737.
- Dissertation sur le grand pontificat des empereurs romains,* 1742.
- Lettre à M. Le B. D. L. B. au sujet de la fameuse médaille de Vaballathus.*
- Essais de Michel de Montaigne.* Londres, 1739.
- Les amours d'Enée et de Didon et autres poésies.* 1742.
- Recherches et dissertations sur Hérodote avec des mémoires du P. Oudin sur la vie de l'auteur.* Dijon, De Saint, 1746.
- Coutumes générales du duché de Bourgogne avec des observations nouvelles et la vie des précédents commentateurs,* 1742, 2 vol.
- Œuvres de jurisprudence de M. le Président Bouhier, recueillies par M. Joly de Bévy.* Dijon, 1787-1788.
- Souvenirs du Président Bouhier.* Slncl.
- Lettres de Bouhier à l'abbé Leblanc.* Paris, Didot, sd.

• QUERELLES LITTÉRAIRES :

FROMAGEOT et BOUHIER :

- Consultation pour l'abbé de..., vice-gérant de l'officialité de..., sur le traité de la Dissolution du mariage.* Dijon, 1726.
- Remarques d'un anonyme, mises en marge d'une consultation par M. l'abbé de...*
- Eponge des notes, pour servir de réponse aux remarques d'un anonyme*

• ÉTUDES CRITIQUES :

Emm. DE BROGLIE :

- Les Portefeuilles du Président Bouhier.* Paris, Hachette, 1896.

Ch. DES GUERROIS :

- Le Président Bouhier, sa vie, ses ouvrages et sa bibliothèque.* Paris, Ledoyen, 1855.

VOLTAIRE :

- Discours de réception à l'académie française.*

PETIT (Ernest) :

- Correspondance de l'abbé Lebœuf et du Président Bouhier.* Paris, Champion, 1885.

- BOULLEMIER Ms. 958. Œuvres historiques et archéologiques.
 Ms. 959. Notes historiques.
 Ms. 940. Œuvres.
 Ms. 981. Mémoires historiques.
- DE BROSSES (1)..... Ms. 665. Discours historique lu à l'académie des Inscriptions le 2 juin 1747.
Histoire des navigations aux terres australes, 2 vol., 1756.
Traité de la formation mécanique des langues et des principes physiques de l'étymologie. Paris, Saillant, 1765, 2 vol.
Dissertation sur le culte des dieux fétiches. 1760.
Histoire du VII^e siècle de la république romaine. Dijon, 1777, 3 vol.
L'Italie il y a cent ans ou Lettres écrites d'Italie à quelques amis en 1739 et 1740 publiées par R. Colomb. Paris, Levasseur, 1836.

ÉTUDES CRITIQUES :

FOISSET :

Le Président de Bosses. Paris, Olivier Fulgence, 1842.

MAMET :

Le Président de Bosses, sa vie, ses ouvrages. Lille, Massart, 1874.

Y. BEZARD :

Comment le Président de Bosses a écrit ses Lettres d'Italie. Paris, Leroux.

FOISSET :

Correspondance inédite de Voltaire avec Frédéric II, le Président de Bosses. Paris, Levasseur, 1836.

Y. BEZARD :

Le Président de Bosses d'après une correspondance inédite. (Revue d'histoire littéraire de la France, juillet-septembre 1923).

BRULART (N.)..... Ms. 319 : Discours et harangues.

BUFFON *Histoire naturelle*, Paris, Imprimerie Royale, 1749.

(1) Nous avons indiqué dans notre étude les mémoires que de Bosses a publiés dans différents recueils (Mémoires de l'Académie des Inscriptions, de l'Académie de Dijon).

ÉTUDE CRITIQUE : NADAULT DE BUFFON

Correspondance inédite de Buffon. Paris, Hachette, 1860, 2 vol.

CARRELET (L.)..... *La gloire de Louis XV dans la guerre et dans la paix.* Soissons. Courtois, 1736.

CENAMY (le P.)..... *Oraison funèbre de N Brulart.* Lyon, 1693.

COCQUART *Poésies diverses.* Dijon, 1754, 2 vol.

COLLET (Ph.)..... Ms. 738 et ms. 1.277 : Discours sur l'histoire de Bresse des Deux Guichenon.

Ms. 1.013 : Remarques historiques sur la Bresse.

Ms. 1.151 : Les Entretiens de table dans la serre du jardin de M. Le Loup, président en l'élection de Bresse.

Explication des statuts, coutumes et usages observés dans la province de Bresse. Lyon, Carteron, 1698.

Lettres sur la botanique. Paris, 1695.

Entretiens sur la clôture religieuse. Dijon, Michard, 1697.

Entretiens sur les dîmes, aumônes et autres libéralités faites à l'Eglise, 1693.

Traité de l'usure (1). Paris, Guignard, 1693.

Traité des excommunications. Dijon, 1683.

Historia rationis, auctore D. P. D. J. U. D. 1695.

Plantes de Dijon.

COMBES (abbé)..... *Eloge de Pierre du Terrail chevalier de Bayard.* Dijon, Causse, 1769.

COURTÉPÉE (abbé)..... Ms. 996. Notes sur la Bourgogne.

Ms. 1.041. Notes diverses.

Ms. 1.168. Notes sur la Bourgogne.

Description générale et particulière du Duché de Bourgogne. Dijon, Causse, 1785, 7 vol.

DAUBENTON (le P.)..... *Oraison funèbre du Prince de Condé.* Dijon, Ressayre, 1687.

DEVOYO Ms. 256. Traduction de l'ouvrage d'Erasmus sur le mépris du monde.

DUMAY (P.)..... Ms. 1.062 et ms. 494. Virgile virai.

DUPRÉ *Réponse à l'écrit du sieur de Salins sur la maladie de Madame Cœurderoy.* Dijon, Ressayre, 1698.

FÉVRET DE FONTETTE.. *Bibliothèque historique de la France.* Paris, Hérisant, 1768-1778.

(1) Imprimé d'abord à Lyon en 1690 sous le titre : *Traité des usures ou explication des prêts et des intérêts par les lois qui ont été faites en tous les siècles.*

- FÉVRET (Ch.)..... *Harangue faite le 11 mars 1647 à la présentation des lettres du gouvernement de Bourgogne en faveur de Louis de Condé.* Dijon, Palliot, 1647.
Autre sur le même sujet. Dijon, Palliot, 1660.
De claris fori Burgundici oratoribus dialogus. Dijon, Palliot, 1654.
Traité de l'abus Dijon, Palliot, 1653.
- FOUCHER (S.) (1) OEuvres (1).
ETUDE CRITIQUE : RABBE
L'abbé Simon Foucher. Paris, Didier, 1867.
- GILBERT (Cl.)..... Ms. 975. *Calejava ou l'île des hommes raisonnables.*
- GODRAN DE CHASANS... Ms. 627 : *Eloges et blasons des Chevaliers de la Toison d'Or.*
Ms. 1.024. *Index alphabeticus...*
Ms. 1.140. *Mémoires sur les quatre derniers ducs de Bourgogne et sur la Toison d'Or.*
- GRISEL (le P.)..... *Discours funèbre prononcé aux obsèques de feu Mgr Roger de Bellegarde..* Dijon, Palliot, 1647.
- GUIBAUDET (François).. *Réponse au sieur de Salins sur la maladie de Mme Cœurderoy.* Dijon, Grangier, 1698.
- HOIN *Discours sur l'utilité des passions par rapport à la santé et l'art de conserver sa santé réduit à un seul principe.* Dijon, 1752.
- HUISSIER D'ARGENCOUR. Ms. 363. *Catalogue des plantes qui naissent aux environs de Dijon.*
- JEHANNIN Ms. 531. *Avis à un auteur ou traité sur le soliloque traduit de l'anglais de mylord comte de Shaftesbury.*
- JOLY (Philippe-Louis). *Remarques critiques sur le dictionnaire de Bayle.* Paris, Guérin, 1748.
Ms. 1.174. *Observations d'histoire naturelle.*
Ms. 1.265. *Extraits curieux du dictionnaire de Bayle.*
Mss. 975, 1.038, 1.039, 1.042, 1.119, 1.120, 1.149, 1.156, 1.163, 1.165, 1.173. *Mémoires historiques de l'abbé Joly.*
- LACURNE DE S^{te}-PALAYE
(J.-B.) *Mémoires sur l'ancienne chevalerie.* Paris, Duchesne, 1781.
Glossaire de l'ancienne langue française. Paris, Champion, 1875.
Histoire littéraire des Troubadours. Paris, Durand, 1774.

(1) Cf. la bibliographie de ses œuvres, p. 152.

- LA MARE (Philibert de). Ms. 839. Mémoires de littérature (1670-1682).
 Ms. 1.026. Cl. Salmasii vita.
 Ms. 1.040. Dissertations historiques.
 Ms. 1.138. Syllabus librorum quibus non sunt adscripta authorum nomina.
 Ms. 825. Huberti Langueti vita.
Commentarius de bello burgundico, 1636.
Historicorum Burgundiae Conspectus. — Divione, Ressayre, 1689.
- LA MONNOYE Ms. 869 à 876. Recueil alphabétique d'extraits d'auteurs anciens et modernes sur divers sujets.
 Ms. 1.176. Lettres sur divers sujets.
 Ms. 1747. Lettres sur divers sujets.
Œuvres publiées par Rigoley de Juvigny. Dijon, Desventes, 1770.
Poetarum in Academia gallica carmina Paris, Boudet, 1738.
Mon odyssée ou le journal de mon retour de Saintonge, poème à Chloé. La Haye, 1760.
Noël de Gui Barôzai, setième edicion. Dijon, Defay, 1792.
Menagiana. Paris, Delaulne, 1727, 4 vol.
 Ménage. *Anti Baillet avec les observations de M. de La Monnoye*. Paris, Charpentier, 1730.
- LANTIN *Discours sur la tolérance*. Dijon, Pirot, 1756.
- LÉAUTÉ (abbé)..... Ms. 90 à 98. Dissertations sur la Bible, les psaumes; notes de grammaire hébraïque, chaldaïque, syriaque, arabe.
- LEBLANC (abbé)..... *Elégies de M. L. B. C.* Paris, Chaubert, 1731.
- LEBOEUF (abbé)..... *Variétés historiques, physiques et littéraires*. Paris, Nyon, 1753, 3 vol.
- LE CAT..... *Réfutation du discours du Citoyen de Genève qui a obtenu le prix à l'académie de Dijon en 1756, par un académicien de la même ville*. Londres, 1751.
Observations sur le désaveu de l'académie de Dijon.¹ Rouen, 1752.
- LEGOUZ (Pierre)..... Ms. 245. Traduction de l'*Apologie* d'Apulée.
 Ms. 267. Caractères Véritables ou Recherche de la vérité dans les mœurs des hommes.
 Ms. 491. Traduction du *Dialogue des Orateurs*
 Ms. 496. Odes d'Horace, traduites en vers français.
 Ms. 511. Sonnets.
 Mss. divers appartenant à MM. de Saint-Seine (Ouvrages juridiques, Miscellanea).
Funus santolianum. Dijon, 1698.

- MARCHANT *De febre purpurata hoc anno 1666 per Burgundiam grassante* Divione, 1666.
Méthode nouvelle pour guérir la fièvre maligne et pourprée appelée autrement la fièvre des armées. Dijon, 1674.
- MARIOTTE (abbé)..... *Œuvres.* La Haye, Neaulme, 2 vol.
- MICHAULT Ms. 1.050. Explication des dessins des tombeaux des ducs de Bourgogne.
Réflexions critiques sur l'élogie. Dijon, 1734.
*Lettre à M. B*** sur la situation de la Bourgogne par rapport à la botanique* Dijon, Marteret, 1738.
Dissertation historique sur le vent de Galerne. Bâle, 1740.
Mélanges historiques et philologiques. Paris, 1754, 2 vol.
- MILLOT (le P.)..... *Discours qui a remporté le prix au jugement de l'académie de Dijon.* Lyon, 1757.
- MOREAU (Etienne)..... *Discours prononcé à la présentation des lettres de provision de M. le marquis d'Uxelles.* Dijon, Grangier, 1677.
Discours de l'établissement d'une académie. Dijon, Michard, 1693.
- MOREAU DE MAUTOUR... Ms. 1.126-1.127 : Dissertations historiques et archéologiques.
- MORISOT *Alitophili veritatis lacrimae.* Genève, Aubert, 1724.
- NARDOT (le P.)..... *Discours d'honneur à la mémoire d'..André Fremiot, patriache archevêque de Bourges.* Dijon, Palliot, 1641.
- NICAISE (Cl.)..... Ms. 673. De Nummo Pantheo Hadriani imperatoris.
 Ms. 674. Monumentum divionense commentariis illustratum.
 Ms. 675 : Dissertations sur une médaille de Midas, sur la reine Pédocle, etc.
 Ms. 677. Dissertatio de Minerva Arnalia.
Les sirènes ou discours sur leur forme et figure. Paris, 1691.
- NICÉRON (le P.)..... *Mémoires pour servir à l'histoire des hommes illustres de la république des lettres, avec des notes du P. Oudin et de Michault.* Paris, Briasson, 1745.
- NICOLAS (le P.)..... *Sermons du R. P. Nicolas.* Lyon, 1695.
Sermons pour les Quarante heures, contre le mauvais usage du sacrement de pénitence. Lyon, 1691.

- OUDIN (F.)..... Ms. 1.157. Glossaire celtique et extraits de divers auteurs.
Commentarius de vita et scriptis Joannis Buherii, scribente F. Oudin. Dijon, de Saint, 1746.
- PAPILLON *Bibliothèque des auteurs de Bourgogne.* Dijon, Marteret, 1742.
- PETIT (abbé)..... Ms. 502. Poésies latines et françaises.
- PIRON (Aimé)..... *Les trois derniers poèmes d'A. Piron*, publiés par J. Durandea. Dijon, 1886.
L'Enigme de rhétorique. préface par J. Durandea. Dijon, 1886.
Le Mausolée de Monseigneur le Dauphin, préface par J. Durandea. Dijon, 1886.
Lai Bregongne resegrisée et le réjouysseman sur la poy, publié par J. Durandea. Dijon, 1886.
Poèmes bourguignons d'A. Piron, avant propos par J. Durandea, préface par L. Crouslé. Dijon, 1886.
Le porvileige egarai, préface par J. Durandea. Dijon, 1886.
- PIRON (Alexis)..... *Voyage à Beaune.* Dijon, Brügnot, 1831.
- QUARRÉ D'ALIGNY (Gaspard) *Plaidoyers et harangues de M. Quarrré.* Paris, Chrestien, 1658.
- RICHARD DE RUFFEY... Ms. 1.734 à 1.736. Poésies de Richard de Ruffey.
 Ms. 1.737. Voyage de Ruffey.
 Ms. 1.738. Correspondance de Richard de Ruffey.
 Ms. 1.756. Lettres de la Comtesse de Rochechouart à Richard de Ruffey.
- RICHARD DE GRAMMONT. Ms. 1.751. Lucrèce traduit en vers français.
Discours sur les révolutions présentes et sur le changement des temps et des saisons. Dijon, Grangier. 1698.
- ROGER Ms. 507. Lai Henriade an var borguignon, tirée su cetei de Monsieu de Voltaire.
- DE SALINS (Hugues) *Lettre sur Bibracte* Dijon, Defay, 1708.
Récit de ce qui s'est passé dans la maladie de Madame Cœurderoy. Slnd.
- DE SALINS (J.-B.)..... *Défense du vin de Bourgogne.* Dijon, Res-sayré, 1701.
- SOYROT Ms. 529. Cours de galanterie.
- TAISAND (Pierre)• Ms. 275. Traduction de trois livres des Lois de Cicéron.

- TAISAND (Pierre)..... Ms. 305. Observations sur le droit romain, coutumier et français qui servent d'éclaircissements à divers articles de la Coutume de Bourgogne.
 Ms. 318. Traité des criées et décrets.
 Ms. 352. Les vies des principaux jurisconsultes français.
 Ms. 533 et 534. Mélanges en prose et en vers.
 Ms. 538. Mélanges.
 Ms. 543 à 545. Lettres de Taisand.
Coutume générale des pays et duché de Bourgogne avec le commentaire de M. Taisand. Dijon, Ressayre, 1698.
- TALBERT (abbé)..... *Discours qui a remporté le prix de l'académie de Dijon en l'année 1754.* Slncl.
- DU TILLIOT..... Ms. 361. *Animalia rara notis illustrata.*
 Ms. 670. Remarques historiques sur plusieurs pierres gravées du cabinet de M. du Tilliot.
 Ms. 671. Recueil analogue au précédent.
 Ms. 672. Remarques sur Salomon, roi d'Israël.
 Ms. 915. Mémoires et dissertations.
Mémoire pour servir à l'histoire de la fête des fous. Lausanne, 1741.

V. -- Littérature en patois

- Ms. 1.286 à 1.301: Fonds Duxin.
Théâtre de l'Infanterie dijonnaise, Les Noces de Bontemps avec la Bourgogne en 1636, préface de J. DURANDEAU. Dijon, Darantière, 1887.
Le Réveil de Bontemps, préface par J. DURANDEAU. Dijon, 1887.
Le Retour de Bontemps, avec notes par J. DURANDEAU. Dijon, Darantière, 1887.
Le chariot des Dcités, par Et. BRÉCHILLET, 1632.
Dialogue entre Silène Nasillon et Groindor sur la venue de Mgr le prince d'Anguien à Dijon, 1636.

Etudes :

- DURANDEAU *Théâtre de l'Infanterie dijonnaise.* Dijon, Librairie Nouvelle, 1888.
 DURANDEAU *Histoire de la Mère Folle laïque de Dijon.* Dijon, 1911.



INDEX ALPHABÉTIQUE

A

D'ABLANCOURT : 162, 190.
ADDISON : 663.
AENEAS SYLVIUS : 355.
D'AGUESSEAU : 406, 896.
ALCIPHON : 443.
D'ALEMBERT : 402, 403, 591.
D'AIGUILLON : 892, 903.
D'ALIGRE : 119, 397.
AMALTHÉE (Jérôme) : 353.
AMELOT DE CHAILLOU : 47.
AMIOT : 605.
ANACRÉON : 367, 439, 442.
ANGEMOT (le P.) : 72.
ANSON : 678.
ANTHELME (le P.) : 171.
APCHON (Mgr d') : 544, 782, 803, 804, 805, 863.
APULÉE : 144, 223, 261, 381.
ARBUTHNOT : 663.
ARÉTIN (Léonard) : 222.

ARÉTIN (Pierre) : 144, 353, 369, 471.
D'ARGENSON : 619, 652, 672, 902, 903..
D'ARGENT : 791.
D'ARGOUGES : 47.
ARIOSTE : 662.
ARISTÉNÈTE : 667.
ARISTOPHANE : 108, 123, 216, 240.
ARISTOTE : 131, 161, 163, 169, 241, 267, 268, 364, 476, 676.
ARNAULD : 175, 253, 495.
ATHÉNÉE : 220, 758.
AUBLANC : 566.
AUBRY (dom) : 410.
AUGÉ (le P.) : 170.
AUSONE : 447.
AUSOUT : 163, 189, 200, 215.
AUXILLY (Mme d') : 380.
AYMEN : 602.

B

BACIUS (le P.) : 115.
BACON : 208, 217.
BACOT DE LA BRETONNIÈRE : 170.
BAILLET : 185, 226, 360, 364, 365, 366, 467.
BALBOA : 678.
BALTUS (le P.) : 70, 398, 428.
BALUZE : 185.
BALZAC : 88, 123, 189, 192, 346.
BARBERET : 604, 636, 643, 764.
BARDONNANCHE (le P.) : 765.
DE LA BARRE : 717.
DU BARRY (Mme) : 901.
BARTHÉLEMY (abbé) : 631.
BASNAGE : 185, 190, 225.
BASTIE (Baron de La) : 407, 410.
BAUDOT : 151, 175, 194, 222, 391, 410, 450.
BAUYN : 72.

BAYLE : 94, 126, 175, 176, 183, 184, 185, 186, 189, 204, 208, 226, 242, 251, 335, 364, 365, 366, 396, 399, 466, 471, 481, 482, 518, 519, 569, 641.
BAZIN : 408, 447.
BÉGAT : 4.
BÉGUILLET : 207, 219, 225, 685, 689, 690, 745 à 763, 764, 772, 773, 817, 823.
BELLEGARDE (le duc de) : 115.
BELLOSI : 185.
BENSERADE : 353.
BENTLEY : 478.
BERBIS : 34.
BERBISEY : 67, 68, 302, 490, 648, 830.
BERNARD : 254.
BÉROSE : 668.

- BERTHET (le P.) : 168, 171.
 BERTIN : 744, 762, 823, 844.
 BIGNON : 175.
 BIGOT DE SAINTE CROIX : 868.
 BION : 353, 439, 447.
 DE BLANCEY : 842.
 BLANDIN (le P.) : 70.
 BOCCACE : 341, 355, 471, 580.
 BOCHARD : 449.
 BOCHAT : 398.
 BODIN : 566.
 BOILEAU : 90, 111, 122, 123, 124, 125, 126, 142, 143, 223, 277, 335, 345, 347, 348, 350, 353, 368, 405, 421, 422, 424, 425, 477, 518, 520, 566, 932.
 BOISOT (abbé) : 91, 348.
 BOIVIN : 175, 185, 324, 335, 348, 398.
 BONARDI : 470.
 BOSSUET : 13, 15, 66, 72, 77, 85, 88, 89, 91, 97, 99, 120, 122, 123, 143, 175, 188, 196, 254, 256, 266, 273, 302, 305, 332, 335, 348, 406, 414, 423, 450, 463, 896.
 BOSSUET (Mme) : 62.
 BOUCHU : 45, 46, 47, 106, 187, 378.
 BOUGAINVILLE : 661, 676, 731. — Autre : 694.
 BOUHIER (Jean) : 148, 374, 375.
 BOUHIER (Bénigne) : 86, 135, 175, 300, 374.
 BOUHIER (le Président) : 24, 37, 62, 63, 66, 67, 70, 73, 88, 95, 99, 148, 151, 171, 175, 186, 187, 195, 198, 225, 255, 267, 302, 312, 318, 326, 328, 334, 348, 352, 353, 370, 372, 373 à 527, 542, 543, 562, 563, 564, 565, 566, 569, 570, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 585, 586, 588, 589, 593, 596, 597, 600, 601, 612, 625, 626, 627, 628, 632, 635, 636, 637, 640, 641, 648, 650, 655, 656, 657, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 671, 673, 674, 675, 676, 697, 699, 720, 724, 729, 731, 733, 774, 787, 804.
 BOUHIER (Mgr) : 541, 803.
 BOUHIER DE VERSALIEU : 311, 374.
 BOUHIN : 170, 215.
 BOUILLET : 566, 667.
 BOULLEMIER : 68, 69, 579, 581.
 BOURBONNE (le Président de) : 80, 651, 653.
 BOURDELOT : 91.
 BOURDOISE (le P.) : 378.
 BOURGEOIS DE BOYNES : 833.
 BOURGUET : 398, 428, 430.
 BOUVET : 678.
 BOXHORN : 449.
 BOYLE : 266.
 BOZE : 452.
 BRÉCHILLET : 101.
 BRANTOME : 144, 387, 425.
 BREINTINGER : 398.
 BRET : 610.
 BRETON : 448.
 BRIFFE (de La) : 47, 628.
 BRIOIS : 607, 619.
 DE BROSSES (le Président) : 16, 66, 99, 159, 161, 207, 332, 411, 419, 452, 534, 540, 543, 561, 566, 589, 590, 635, 640, 641, 647, 648 à 735, 737, 738, 741, 774, 775, 780, 787, 794, 795, 801, 802, 803, 813, 817, 827, 830, 831, 832, 833, 835, 836, 837, 861, 863, 867, 869, 873, 874, 876, 881, 884, 885, 889, 892, 897, 898, 914, 933.
 BROSSETTE : 368, 398.
 BRULART : 15, 16, 23, 34, 37, 63, 66, 88, 90, 116, 136, 139, 183, 221, 300, 302, 304, 305, 306, 307, 309, 374, 607.
 BUACHE : 677.
 BUCKLEY : 678.
 BUCHANAN : 353.
 BUFFON : 66, 159, 164, 398, 400, 411, 432, 434, 435, 464, 476, 543, 562, 566, 581, 584, 589, 601, 631, 632, 636, 641, 642, 645, 646, 648, 652, 664, 674, 675, 676, 679, 680, 682, 683, 684, 685, 686, 695, 700, 701, 702, 703, 704, 708, 714, 715, 716, 727, 728, 729, 730, 732, 735, 737, 738, 743, 746, 752, 754, 755, 766, 801, 841, 844.
 BURMAN : 371, 398, 410, 443.
 BUSSY-RABUTIN : 63, 278, 406.

C

- CADIÈRE (Mlle La) : 790, 792.
 CAILLET : 129.
 CALMET (dom) : 467.
 CALON : 5.
 DU CANGE : 175, 696.
 CARNÉADE : 217, 428.
 CASAUBON : 181, 195, 209, 341, 449, 696.
 CASSINI : 163, 164.
 CATULLE : 131, 143, 215, 223, 353, 417, 439.
 CAYET : 471.
 CENAMY (le P.) : 116.
 CHAINGENET : 97.
 CHAMBERLAYN : 699.
 CHAPELAIN : 89, 123, 477.
 CHAPELLE : 335.
 CHARDIN : 433.
 CHARPENTIER : 175.
 CHASSENREUZ : 310.
 CHAUSSIER : 566, 567, 803, 843.
 CHEVANES (N. de) : 113.
 CHEVANES (J.-A. de) : 91, 144, 171, 175, 189, 193, 194, 233, 311, 348, 618, 664.
 CHINDONAX : 151, 467.
 CHRISTINE (la reine) : 62, 91, 174.
 CICÉRON : 45, 77, 78, 80, 82, 113, 114, 115, 144, 161, 186, 222, 261, 268, 387, 425, 440, 441, 442, 443, 444, 446, 447, 455, 609, 662, 671, 672, 673, 746, 752.
 CLAUDIEN : 215, 222, 416.
 CLUGNY (de) : 171. — Autre : 374.
 COCCAIE (Merlin) : 341.
 COCQUART : 408, 410, 415, 419, 447, 466, 628, 630, 636, 667, 718, 719.
 COEURDEROY (Mme) : 169, 170, 201, 584.
 COEURDEROY : 636, 644.
 COLBERT : 19, 20, 46, 171, 275, 280, 284, 295, 305, 313, 338, 339, 350, 506, 545, 691, 743, 841, 843.
 COLLET : 91, 151, 157, 158, 159, 160, 161, 168, 171, 177, 206, 207, 217, 218, 219, 222, 224, 233, 265 à 272, 288, 431, 433, 434, 435, 448, 473, 640, 659, 685, 701, 758.
 COLLETET : 356.
 COLOMIÈS : 185, 225.
 COLUMELLE : 746, 754.
 COMBES (le P.) : 775.
 CONDÉS (les) : 71, 100, 110, 121, 413.
 CONDÉ (le Grand) : 5, 7, 43, 46, 71, 72, 75, 97, 98, 99, 100, 106, 118, 127, 182, 276, 293, 304, 489.
 CONDÉ (H. j.) : 70.
 CONDÉ (XVIII^e siècle) : 589, 628, 740, 852, 855, 877.
 CONGREVE : 421, 663.
 CONRART : 89, 194.
 COOK : 694.
 CORNEILLE : 89, 122, 124, 126, 223, 406.
 CORTOIS (Mme) : 651, 802.
 COTTON (le P.) : 140, 240.
 COURTÉPÉE : 579, 771, 773.
 COURTIVRON : 543, 636, 640.
 COURTOIS (le P.) : 70, 73, 617.
 COYER : 590.
 GRAUNN : 561.
 CRÉBILLON : 66, 124, 413, 414, 636.
 CRÉBILLON (le fils) : 425.
 CRÈVECOEUR (Marquis de) : 651, 680.
 CROMWELL : 287, 289.
 CTÉSIAS : 456, 459, 661, 663, 668.
 GUENTZ : 398, 430.

D

- DACHÉ : 602.
 DACIER : 324, 405.
 DAIX (de) : 534, 923, 925.
 DAMPIERRE : 678.
 DANTE : 142, 189, 662.
 DAUBENTON : 435, 631, 636, 643, 744.
 DAUBENTON (le P.) : 69, 72.
 DAVIES : 410, 445, 449, 478.
 DELALANDE : 81.
 DÉMOSTHÈNE : 186, 259.
 DEREPAIS : 566, 567, 607, 608, 618.
 DESBARRES : 105.

- DESCARTES : 152, 153, 154, 156, 161, 162, 166, 168, 173, 190, 205, 210, 215, 216, 217, 366, 430.
 DESGRANGES : 553.
 DESMARETS : 284.
 DESMOLETS (le P.) : 440.
 DEVOYO : 920.
 DIDEROT : 269, 652, 675, 713, 729, 734, 831, 933.
 DIDIER : 602.
 DIODÔRE DE SICILE : 456, 460, 668, 718, 722.
 DIOGÈNE LAERCE : 217, 367.
 DODWELL : 456.
 DUMAY (Paul) : 182, 195.
 DUMAY (Pierre) : 111, 129, 147, 183, 189, 195, 217, 223, 323, 329, 335, 345, 354, 356, 358, 363, 383, 405, 410.
 DUPARC (le P.) : 77.
 DUPIN (Mme) : 652.
 DUPLÉIX : 815.
 DUPRÉ : 169, 170, 584.
 DURAND (le P.) : 70, 255.
 DURAND (P.) : 127.
 DURAND (J.) : 311.
 DURAND DE SAINT-EUGÈNE : 627.
 DURANDE : 767, 768.
 DUVAL D'ESPRÉMÉNIL : 915.

E

- EPICURE : 217, 265, 268, 340.
 ERASME : 20, 284, 448, 920.
 ESPIARD DE LA BORDE : 636.
 ESPIARD DE LA COUR : 560, 566, 636, 669.
 ESTRÉES (abbé d') : 333, 363.
 EUGÈNE (le Prince) : 398.
 EVHÉMÈRE : 465, 721.

F

- FABAREL : 566, 567, 766, 783.
 FALCONET : 696.
 FAURAS : 68, 127.
 FÉNELON : 155.
 FERRAND : 47.
 FÉVRET (Charles) : 4, 35, 36, 81, 91, 113 à 119, 129, 181, 260, 261, 262, 263, 266, 311, 555.
 FÉVRET (Pierre) : 67, 94, 168.
 FÉVRET DE FONTETTE : 411, 579, 580, 581, 636, 651, 738, 832, 833, 868.
 FILSJEAN : 255.
 FILSJEAN DE SAINTE-COLOMBE : 550, 619, 822.
 FLEUTÉLOT : 91.
 FLORENT : 81, 113.
 FLORY : 104.
 FONTENELLE : 70, 122, 215, 406.
 FORETS (des) : 447, 467.
 FOUCHER (Simon) : 37, 152, 153, 162, 163, 174, 185, 187, 188, 189, 200, 216, 217, 367, 428.
 FOUCHER : 717.
 FOULON DE LA CHAUME : 356.
 FOUQUET : 280.
 FOUQUET (le P.) : 699.
 FOURCROY (M. de) : 35.
 FOURNIER : 567, 602, 603, 604.
 FRAGUIER : 185, 324, 398.
 FRAZANS (de) : 618.
 FROBISHER : 678.
 FRÉDÉRIC II : 824, 905.
 FREINSHEIMIUS : 670, 672.
 FRÉMONT (de) : 241.
 FRÉRET : 455, 696, 700, 717.
 FROMAGEOT (le père) : 578.
 FROMAGEOT (le fils) : 566, 607, 609, 788.
 FUENTES : 677.
 FURETIÈRE : 175, 341.
 FYOT DE LA MARCHE : 121.— Autre : 66, 411, 648, 651, 812, 830, 923.

G

GAGNE DE PERRIGNY : 560, 812.
 GAILLARD (le P.) : 789, 790.
 GALIEN : 169, 220, 584.
 GALILÉE : 166.
 GARREAU : 771.
 GASSENDI : 162, 163, 190, 192, 193,
 195, 216, 222.
 GAUTHIER (le P.) : 795.
 GEDOYN (abbé) : 398, 661, 731.
 GEINOZ (abbé) : 661.
 GELOT : 560, 567, 607, 608, 613, 618.
 GENREAU : 36, 116.
 GERBILLON (le P.) : 433.
 GERMAIN (abbé) : 467, 667.
 GILBERT : 143, 153, 154, 155, 156,
 157, 160, 161, 177, 205, 241, 288.
 GIRARD (le P.) : 789, 790, 791, 792,
 793, 795.
 GIROUX : 42, 90.
 GODRAN : 67.

GODRAN DE CHASANS : 34, 45, 104,
 106, 127, 148, 223, 237.
 GOMBERVILLE : 190.
 GOUJET (abbé) : 398, 470, 636.
 GRAVIER : 602.
 GRIFFET (le P.) : 627, 794.
 GRIGUETTE : 124.
 GRISEL (le P.) : 116.
 GROSBOS (le Président de) : 45.
 GUEDAN : 791.
 GUENEBALD : 151, 169.
 GUÉNICHOT DE NOGENT : 858.
 GUENOT : 770, 844, 921, 923.
 GUÉRIN (le P.) : 353.
 GUIBAUDET : 169.
 GUYET : 470.
 GUYON (Mme) : 254, 255, 256, 378.
 GUYOT : 608, 618.
 GUYTON DE MORVEAU : 540, 761, 764,
 766, 767, 769, 774.

H

HALLER : 667, 630.
 HAMILTON : 405.
 HARBET : 223.
 HARCOURT (duc d') : 106.
 HARDY : 225.
 HARLAY (de) : 47, 896.
 HEINSIUS : 181, 446, 449.
 HELVÉTIUS : 411, 801.
 HÉNAULT : 504, 520.
 HENNIN (le P.) : 408.
 HÉRISANT : 434, 581.
 HÉRODOTE : 455 à 466, 661, 663, 668,
 673, 674, 729, 731.
 HÉSIODE : 717, 718.
 LA HIRE : 163.

HOBBS : 162, 189, 190, 192, 200,
 205, 222, 242, 288, 334, 663.
 HOIN : 566, 610, 612.
 HOMÈRE : 215, 717.
 HONORÉ (le P.) : 253.
 HORACE : 122, 126, 140, 143, 162,
 215, 223, 353, 381, 416, 417, 419,
 439, 442, 443, 444, 446, 447, 448,
 469, 568.
 HUET : 70, 175, 185, 186, 215, 216,
 225, 321, 335, 348, 410, 428, 471,
 475.
 HUISSIER D'ARGENCOUR : 171, 195,
 334, 366, 410, 431, 640, 746.
 HUYGHENS : 163.

I

ISELIN : 398, 479.

ISLE (de l') : 677, 679.

J

JACOB : 129. — Autre : 34.
 JACQUOTOT : 91.

JALLABERT : 677.
 JANSÉNIUS : 252, 253, 263, 495.

JAUCOURT (de) : 591.

JEHANNIN DE CHAMBLANC : 447, 636, 667.

JOHNSON : 715.

JOLY DE BÉVY : 534, 871, 873, 875, 877, 878, 893, 915.

JOLY (Claude) : 170, 171. (Bénigne) 233. Autre : 88. Autre : 304.

JOLY (Philippe) : 411, 427, 323, 420, 471.

JOLY (abbé) : 92, 388, 408, 410, 433, 434, 471, 481, 482, 566, 570, 580, 636, 640, 667, 678, 782.

JOSÈPHE : 453.

JURAIN : 566, 636.

JUSSIEU (de) : 431.

JUSTEL : 89.

JUVÉNAL : 122, 126, 381, 443, 446, 568.

K

KINGSTOWN (duc de) : 400, 411, 434.

L

LA BRUYÈRE : 32, 98, 100, 122, 123, 126, 136, 405, 406.

LA CHAISE (le P. de) : 175, 266, 339.

LACOMBE (le P.) : 254.

LA FAYETTE (Mme de) : 471.

LA FONTAINE : 32, 122, 130, 144, 187, 205, 210, 291, 339, 347, 352, 353, 361, 559.

LA HONTAN : 678, 699.

LALLY TOLLENDAL : 914, 915.

LA MARE (avocat Ph. de) : 311.

LA MARE (Ph. de) : 7, 11, 66, 95, 97, 144, 148, 150, 163, 171, 175, 181, 183, 190, 193, 194, 206, 209, 217, 224, 225, 226, 250, 278, 280, 288, 324, 329, 368, 374, 382, 387, 450, 465, 468, 470, 481, 695, 696, 746, 749, 750, 77.

LAMBERT (Mme de) : 397, 480, 519.

LAMOIGNON : 88, 89, 397.

LA MONNOYE : 35, 87, 88, 93, 94, 97, 111, 122, 125, 129, 136, 144, 147, 171, 175, 176, 180, 184, 188, 194, 195, 196, 199, 200, 204, 205, 209, 210, 215, 222, 223, 225, 226, 235, 256, 281, 283, 326, 327, 328, 329 à 372, 383, 389, 390, 391, 395, 398, 403, 405, 409, 410, 413, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 439, 441, 443, 447, 449, 453, 471, 627, 628, 629, 630, 631, 696, 697, 714, 733, 797, 920.

LA MOTTE : 477.

LANTENAY (Bouhier de) : 60, 378.

LANTIN (J.-B.) : 36, 37, 66, 87, 90, 91, 97, 122, 123, 129, 142, 144, 147, 152, 162, 163, 164, 168, 171, 181, 182, 183, 186 à 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 204, 205, 206, 209, 210, 216, 217, 222, 224, 231, 237, 242, 251, 252, 253, 279, 287, 288, 289, 323, 324, 325, 326, 328, 329, 330, 332, 335, 337, 341, 345, 348, 350, 352, 365, 366, 367, 368, 370, 371, 372, 374, 379, 380, 381, 382, 383, 385, 387, 388, 389, 390, 393, 396, 403, 404, 405, 406, 411, 415, 423, 426, 428, 430, 431, 434, 435, 439, 443, 448, 450, 465, 470, 471, 473, 474, 476, 481, 483, 486, 489, 556, 588, 589, 596, 626, 635, 640, 657, 662, 695, 818, 920.

LANTIN DE DAMEREY : 411, 471, 564, 566, 567, 568, 593, 607, 610, 614, 618, 619.

LA PÉROUSE (le P. de) : 254.

LARDILLION : 642.

LA ROCHEFOUCAULD : 136.

LA SANTÉ (le P.) : 627.

*LA TOISON (de) : 195, 374, 377.

LAW : 333, 487, 492.

LÉAUTÉ (abbé) : 408, 410, 449, 560, 618, 636, 696, 717, 718, 719, 720, 766.

- LEBAULT : 870.
 LEBLANC (le P.) : 69.
 LEBLANC (abbé) : 389, 399, 407, 408, 410, 413, 421, 422, 423, 435, 476, 479, 481, 542, 589, 596, 636.
 LE BOEUF (abbé) : 398, 448, 636, 661, 667, 696, 706, 708, 714.
 LE BRET : 452, 453.
 LE CAMUS : 175, 268, 406.
 LE CAT : 614, 615, 616, 617.
 LECCARY (le P.) : 492.
 LECLERC (abbé) : 481.
 LEFÈVRE (Mlle) : 347.
 LEFRANC DE POMPIGNAN : 906.
 LEGOUZ (Bénigne) : 34. Germain Bénigne : 129. Autre : 543.
 LEGOUZ (Pierre) : 34, 87, 91, 122, 129, 135, 136, 175, 180, 191, 195, 221, 222, 223, 226, 300, 301, 323, 329, 332, 345, 364, 374, 380, 381, 439, 443, 447, 648, 695, 818.
 LEGOUZ DE GERLAND : 411, 801.
 LEGOUZ (abbé) : 636.
 LEGOUZ DE VELLEPESE : 104.
 LEGRAND DE LALEU : 916.
 LEIBNITZ : 152, 153, 162, 175, 187, 188, 189, 190, 192, 193, 200, 217, 242, 428, 429, 430, 448, 699, 700, 701, 706, 713, 714, 715, 731.
 LEJAY (le P.) : 66.
 LELONG (le P.) : 579.
 LE LOUP : 217, 218, 219, 220.
 LEMPEREUR (le P.) : 469.
 LEMULIER DE BRESSEY : 544.
 LE PELLETIER : 397.
 L'ESCALOPIER (le P.) : 70.
 LÉVY (duc de) : 628.
 LIÉBAULT : 542, 566, 567, 575, 605, 783.
 LIGNAC (abbé de) : 645.
 LINIÈRE : 180.
 LOCKE : 162, 190, 430, 699, 700, 701, 705, 709, 715, 729.
 LOPPIN : 566, 639, 656.
 LUCAIN : 133, 301, 481.
 LUCRÈCE : 160, 171, 261, 649, 746.
 LUYNES (de) : 821.
 LYCURGUE : 268, 462.

M

- MABILLON : 175.
 MACHAULT : 813.
 MAILLY (Mme de) : 814.
 MAFFEI : 398, 452.
 MAINTENON (Mme de) : 234, 282, 283.
 MAIRETET : 533.
 MALEBRANCHE : 153, 161, 168.
 MALESHERBES : 649, 876, 877, 913.
 MALÉZIEU : 405.
 MALHERBE : 105, 122, 346, 347.
 MALPOY : 104.
 MALTESTE (Claude) : 34, 97, 135, 175. Etienne : 91.
 MALTESTE (Louis) : 379, 386, 411, 543, 801, 868, 873, 874, 877.
 MANDAJORS : 151.
 MANETHON : 456.
 MANTOUX : 148.
 MARAIS : 397, 399, 466, 477, 481, 482, 489.
 MARCHANT : 469, 584.
 MARET : 593, 656, 739, 765, 844.
 MARGON (abbé de) : 339.
 MARILLAC : 181.
 MARIOTTE (abbé) : 37, 163 à 174, 177, 189, 196, 200, 210, 431, 585, 640.
 MAROT : 130, 341, 355.
 MARSILLY (Mme de) : 653.
 MARTEAU : 94.
 MARTIAL : 122, 223, 353, 356, 359, 630.
 MARTIN : 67.
 MASSILLON : 896.
 MAUCROIX : 341.
 MAUPARTY (le P.) : 256.
 MAUPEOU : 820, 892, 897, 910, 911, 913.
 MAUPERTUIS : 668, 677, 678, 686.
 MAXIME DE TYR : 718.
 MAZARIN : 182, 191, 250, 276.
 MELENET : 311, 417.
 MELOT : 566, 567, 603, 605. Autre : 662, 669, 674.

MÉNAGE : 68, 89, 120, 122, 124, 142, 175, 176, 179, 180, 183, 185, 189, 190, 192, 194, 197, 217, 222, 223, 224, 226, 279, 331, 335, 341, 348, 364, 365, 366, 383, 406, 443, 448, 471, 695, 696, 697, 713, 714.
 MESMES (de) : 348.
 MÉTASTASE : 662, 667.
 MEUNIER (le P.) : 70, 253.
 MICAUT : 821, 833, 872.
 MICHAULT : 94, 95, 151, 207, 388, 399, 406, 408, 409, 415, 418, 419, 421, 422, 431, 471, 475, 566, 570, 580, 581, 582, 630, 636, 640, 643, 666, 667, 685, 697, 771.
 MIGIEU (de) : 490, 651.
 MILHON D'ANGERS : 356.
 MILLE : 748.
 MILLETOT : 113.
 MILLOT (le P.) : 775.
 MILLOTET : 5, 135.
 MIMEURE (Valon de) : 97.
 MINUCIUS FELIX : 261.
 MIRABEAU : 632, 650.
 MOLÉ : 397.
 MIREPOIX (de) : 903.
 MOLIÈRE : 75, 88, 105, 121, 123, 124, 179, 324, 423.

MOLINOS : 254.
 MONCLAR : 795.
 MONNIER (de) : 632.
 MONTAIGNE : 288, 369, 471.
 MONTESQUIEU : 288, 387, 395, 463, 480, 520, 521, 588, 590, 665, 670, 672, 674, 688, 746, 748, 828, 831, 834, 855, 871, 875, 878, 888, 889, 916, 926, 932.
 MONTFAUCON (le P.) : 398, 399, 453, 454, 661.
 MONTOT (Mme de) : 653.
 MOREAU (le P. de) : 69, 225.
 MOREAU (Etienne) : 62, 111, 130, 131, 140, 194, 195, 196, 197, 198, 223, 323, 332, 343, 564, 596.
 MOREAU DE MAUFOUR : 151, 152, 194, 196, 223, 450, 452, 467.
 MOREL (Andoche) : 69.
 MORISOT : 62, 143, 223, 240.
 MOSCHUS : 447.
 MORUS (Henrik) : 210. (Thomas) : 155.
 MOTTE (Maréchale de La) : 405.
 MOUSSE : 844.
 MUCIE (de) : 311.
 MURATORI : 398.

N

NAGUÈRE : 550.
 NARBOROUGH : 678.
 NAUDÉ : 129.
 NAUZE (de La) : 661, 731.
 NECKER : 913.
 NEWTON : 166, 585, 766.

NICAISE : 66, 91, 94, 151, 152, 174, 175, 176, 185, 189, 190, 199, 215, 224, 242, 253, 323, 334, 350, 364, 385, 396, 399, 403, 410, 411, 450, 452, 454, 461.
 NICOLAS (Jean) : 404, 427, 432.
 NICOLAS (le P.) : 115, 254.
 NONIUS MARCELLUS : 144.
 NORGES (de) : 61.

O

ODEBERT : 67, 76.
 OLIVET (l'abbé d') : 70, 325, 367, 389, 395, 398, 400, 410, 422, 425, 428, 440, 441, 442, 443, 447, 448, 451, 454, 482, 631, 674.
 ORGEUX (d') : 894.
 ORIGÈNE : 118.
 ORVILLE (d') : 398.
 OSBORN : 190, 192.

OUDENDORF : 398.
 OUDIN (le P.) : 66, 70, 72, 73, 78, 80, 81, 82, 127, 147, 151, 222, 331, 334, 348, 354, 372, 391, 406, 408, 409, 410, 414, 415, 428, 447, 448, 449, 455, 467, 470, 471, 476, 477, 479, 627, 649, 667, 696, 697, 714.
 OVIDE : 116, 131, 143, 222, 223, 312, 353, 381, 439, 442, 443, 447, 469.
 OWEN : 353, 447.

P

- PALISSOT : 396.
 PALLIOT : 13, 113.
 PALLU : 662.
 PANSIOT : 560.
 PAPILLON : 153, 189, 195, 408, 410, 431, 469, 470, 772.
 PAPPUS D'ALEXANDRIE : 215.
 PARACELSE : 215.
 PARIS : 495, 788, 791, 792.
 PARMENTIER : 770.
 PASCAL : 156, 239, 240, 253, 288, 307, 339, 340, 430, 495.
 PASQUIER : 896.
 PASSIONEI : 398, 411.
 PATISSIER : 550.
 PATRU : 119.
 PAULMY (marquis de) : 652.
 PECQUET : 163.
 PEIRESC : 181, 138, 195, 470, 471.
 PELLETIER : 338. Autre : 697.
 PÉRARD : 104.
 PÉRIERS (B. des) : 144, 368, 423.
 PERIZONIUS : 456, 460, 463.
 PERRAULT : 163, 405.
 PERROT : 92, 341, 433.
 PERRY : 68, 70, 127.
 PERSE : 443.
 PÉTAU (le P.) : 387, 456, 463, 475.
 PETIT (abbé) : 111, 323, 348, 383, 415, 416, 417, 439.
 PETIT : 175, 224, 364. Autre : 603.
 PÉTRARQUE : 142, 144.
 PÉTRONE : 439, 442, 443, 672.
 PHÈDRE : 122.
 PHILON LE JUIF : 453, 454.
 PIBRAC : 223.
 PICARD : 163.
 PICARDET : 822.
 PINOT : 602.
 PIORET : 560, 561.
 PIRON (Aimé) : 98, 109, 110, 111, 250, 356.
 PIRON (Alexis) : 37, 61, 66, 124, 130, 379, 413, 414, 419, 422, 485, 815.
 PISISTRATE : 455.
 PLANCHER (dom) : 150, 748, 750.
 PLATON : 155, 161, 218, 268, 444.
 PLAUTE : 448, 518.
 PLINE : 169, 215, 220, 261, 476, 676, 752.
 PLUCHE : 715.
 PLUTARQUE : 287, 387.
 POISSONNIER : 605
 POGGE (Le) : 144, 331, 369.
 POLITIEN : 370.
 POMPADOUR (Mme de) : 814, 815, 824, 901, 902, 903.
 PONCET DE LA RIVIÈRE : 560, 740.
 PONTCHARTRAIN : 22.
 POPE : 400, 421.
 PORÉE (le P.) : 66, 627. (Michel) : 356.
 PORPHYRE : 443.
 POUFFIER : 411, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 570, 593, 596, 597, 599, 600, 601, 602, 607, 623, 624, 635, 641, 735, 738, 739.
 POSTEL : 471.
 PROCOPE : 144.
 PROUSTEAU : 81.
 PROVIN : 270.
 PYRRHON : 367.
 PYTHAGORE : 718.

Q

- QUARRÉ D'ALIGNY (Gaspard) : 14, 37, 119.
 QUARRÉ D'ALIGNY (François) : 194, 224, 240, 332, 391, 450.
 QUARRÉ DE QUINTIN : 411, 479, 651, 793.
 QUARRÉ (Pierre) : 170.
 QUILLOT : 254, 255, 256, 331, 378, 489.
 QUINCY (Pinon de) : 47.
 QUINTE CURGE : 670, 672.
 QUINTILIEN : 183, 222, 447, 448.

R

- RABELAIS : 95, 144, 218, 339, 341, 353, 355, 357, 359, 369, 423, 471, 488, 802.
- RAGAN : 122, 124, 190, 192.
- RACINE : 118, 122, 123, 124, 125, 126, 134, 324, 347, 352, 423, 425, 932.
- RAMEAU : 66, 640.
- RAUDOT : 566, 567, 603, 604, 005.
- RAVIOT : 418, 480.
- RAY : 171, 206.
- RAYMOND : 603.
- REGNIER DESMARAIS : 333, 367.
- RIBADENEIRA (le P.) : 68.
- RICCI (Cardinal) : 189.
- RICHARD (abbé) : 618 — (Jean) : 104.
- RICHARD DE GRAMMONT : 127, 171, 175, 222.
- RICHARD DE RUFFEY : 66, 380, 406, 415, 560, 566, 567, 589, 599, 604, 608, 625 à 637, 639, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 650, 651, 654, 662, 665, 666, 667, 668, 669, 674, 677, 678, 679, 686, 695, 696, 697, 700, 717, 719, 730, 732, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 765, 774, 775, 776, 782, 783, 801, 827, 842.
- RIPERT : 791.
- ROBERT (Philibert) : 254, 255 — Autre : 148.
- ROBERVAL : 190.
- ROGER : 420.
- ROGGEWIN : 678.
- ROHAULT : 153.
- RONARD : 143.
- ROQUETTE (abbé de La) : 400.
- ROUSSEAU (J.-B.) : 341, 399, 421.
- ROUSSEAU (J.-J.) : 72, 589, 609, 610, 612, 613, 614, 617, 618, 619, 620, 621, 624, 634, 647, 652, 667, 688, 693, 700, 719, 735, 747, 763, 764, 774, 799, 825, 831, 861, 863, 878, 916, 925, 926.
- ROUVRE (Brulart de) : 16.

S

- SABATIER : 764.
- SABBATIER (le P.) : 791.
- SAINT AMANT : 123.
- SAINT AUGUSTIN : 115, 718.
- SAINT BERNARD : 353.
- SAINT CONTEST (de) : 47.
- SAINT EVREMOND : 281.
- SAINT FLORENTIN (de) : 737, 876.
- SAINT FRANÇOIS DE SALES : 174.
- SAINT GELAIS (Melin de) : 341.
- SAINT HIÉROME : 268.
- SAINT JEAN CHYSOSTOME : 202, 447.
- SAINT PAUL : 261.
- SAINT PIERRE : 651.
- SAINT PORT (de) : 333.
- SAINT SIMON (de) : 274.
- SAINT SEINE (Legouz de) : 534, 543.
- SAINT THOMAS : 268.
- SAINTE PALAYE (Lacune de) : 471, 543, 631, 656, 660, 661, 662, 667, 733, 734.
- SALINS (Hugues de) : 13, 151, 169, 353, 556, 584 — (Claude de) : 222.
- SALLIER (abbé) : 410.
- SALLUSTE : 656, 661, 662, 664, 666, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 676, 731.
- SANCHEZ : 253, 790.
- SANNAZAR : 353.
- SANTEUL : 98, 99, 100, 110, 125, 129, 171, 209, 222, 347, 348, 363, 415, 629.
- SARRAZIN : 353.
- SAUMAISE : 66, 143, 175, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 190, 191, 192, 193, 195, 199, 200, 209, 216, 222, 224, 225, 242, 251, 268, 270, 302, 325, 334, 352, 353, 366, 382, 383, 386, 391, 394, 409, 410, 439, 443, 447, 448, 449, 450, 453, 455, 456, 461, 463, 471, 475, 481, 569, 656, 695, 696, 699, 731, 765.

SCALIGER : 181, 183, 195, 386, 446,
475, 569, 663.
SCARRON : 111, 282.
SCHOEFLIN : 631.
SCUDÉRY : 422 --- (Mlle de) : 89, 122,
126, 190.
SEGRAIS : 89, 122, 124, 471.
SÉNÈQUE : 77, 116, 136, 221, 301, 305,
306, 386, 609.
SERVAN : 916.
SÉVÈRE (Corneille) : 447.
SÉVIGNÉ (Mme de) : 397.
SEVIN : 455.
SHAFTESBURY : 667.

SHAKESPEARE : 400, 422, 481, 663.
SIDNEY : 90, 190, 192, 287, 334, 588.
SILHOUETTE : 780, 823.
SIMONY (de) : 15.
SOCRATE : 218, 268, 307.
SOLON : 268.
SOYROT : 15, 131, 132, 256, 631.
SPANHEIM : 175, 225, 453.
SPINOZA : 162, 663.
SPON : 175, 242, 453.
STANISLAS (le roi) : 614.
STRABON : 676.
STRAPAROLE : 341, 368.
SUÉTONE : 662.

T

TABOUROT : 580.
TACITE : 85, 114, 225, 261, 300, 488.
TAISAND : 33, 63, 66, 81, 85, 86, 87,
89, 94, 116, 117, 119, 121, 122,
129, 131, 132, 194, 195, 217, 222,
223, 224, 227, 234, 236, 240, 241,
253, 283, 311, 312, 329, 332, 348,
354, 367, 439, 443, 502, 505, 511,
555, 629.
TALBERT (abbé) : 613, 619, 620.
TALON : 119, 253, 267, 896.
TAPHINON : 566, 567, 607.
TASSE (Le) : 142.
TASSINOT : 15, 114, 195, 323, 383.
TAVANNES (de) : 302, 495, 542, 551.
TAVERNIER : 220, 433.
TELLIER (Le) : 20.
TENCIN : 815.
TERCIER : 696.
TÉRENCE : 448.
TERRAY (abbé) : 903, 911.

THÉOCRITE : 352, 360.
THÉOPHRASTE : 123.
THÉSUT (de) : 91, 657. Autre : 636.
THIROUX (le P.) : 69.
THOMASSIN : 467.
THOU (de) : 181.
THUCYDIDE : 162, 488.
THYARD (Pontus de) : 376.
TIBULLE : 312.
TILLIOT (du) : 103, 388, 410, 432,
433, 468, 469, 470, 640, 678.
TITE LIVE : 443, 649, 669, 670, 672,
673.
TOURNAY (de) : 636, 643.
TOURNEFORT : 171, 206, 207, 434,
754.
TOURNEMINE (le P.) : 398, 463, 661.
TRAPPE (abbé de La) : 174, 175, 176,
253.
TRUDAINE (de) : 47.
TURGOT : 652, 729, 744, 835, 913.

V

VALINCOURT : 398, 405.
VALLIÈRE (Mlle de La) : 278.
VALLON : 69.
VALLOT : 86.
VARENNE : 29, 30, 544, 560, 643, 752,
812, 818, 819, 840, 847, 855 à 877,
878, 880, 882, 887, 906.

VARENNE DE BÉOST (le fils) : 764,
845, 847, 848, 852, 853.
VARENNE DE FENILLE : 560.
VARILLAS : 197.
VAUDREY : 560, 843.
VAUGONDY (de) : 679.
VAYER (Le) : 284, 340, 680.

VERGENNES (de) : 842.

Vienne (Comte de) : 544, 838, 842,
855, 863, 876.

VIENNOIS : 575.

VIGNOLLES (des) : 456, 463.

VILLARS (Maréchal de) : 551.

VILLEDIEU DE TORCY : 534.

VILLENEUVE (de) : 47.

VILLEROY (de) : 333.

VILLON : 355, 357.

VINTIMILLE (Mgr de) : 793.

VIRGILE : 78, 80, 104, 105, 111, 112,
124, 133, 144, 215, 352, 409, 418,
420, 439, 441, 469, 515, 518, 746,
754.

VOGUE (Mgr de) : 804.

VOITURE : 122, 137, 353.

VOLFUS : 918.

VOLTAIRE : 66, 125, 156, 184, 236,

237, 238, 252, 269, 331, 341, 359,

387, 395, 396, 397, 398, 399, 400,

402, 403, 414, 420, 422, 423, 435,

454, 463, 464, 477, 478, 480, 481,

485, 520, 534, 585, 588, 590, 631,

632, 648, 651, 652, 657, 659, 660,

663, 665, 687, 693, 695, 729, 738,

740, 748, 750, 775, 779, 787, 801,

812, 818, 825, 826, 906, 932, 933.

VRILLIÈRE (de La) : 493.

W. X. Y. Z.

WALL : 843.

WILLIS : 266.

XAINTONGE (Pierre de) : 104.

XÉNOPHON : 191, 444, 456.

ZÉNON : 268, 444, 718.

TABLE DES MATIÈRES

LIVRE I

LE DIX-SEPTIÈME SIÈCLE

PREMIERE PARTIE

La société dijonnaise à la fin du dix-septième siècle

	Pages
INTRODUCTION	3
CHAPITRE I. — La classe bourgeoise.....	11
CHAPITRE II. — La bourgeoisie dans la cité.....	39
CHAPITRE III. — L'esprit bourgeois.....	51

DEUXIEME PARTIE

L'originalité intellectuelle

SECTION I. — Les influences extérieures.

CHAPITRE IV. — L'éducation scolaire.....	65
CHAPITRE V. — Le Bourguignon à l'étranger.....	85
CHAPITRE VI. — L'étranger en Bourgogne.....	93

SECTION II. — L'humanisme.

CHAPITRE VII. — L'impuissance littéraire.....	103
CHAPITRE VIII. — L'humanisme.....	139
CHAPITRE IX. — Les humanistes.....	179

SECTION III. — Les œuvres de l'humanisme.

CHAPITRE X. — Les insuffisances.....	199
CHAPITRE XI. — L'abus de l'érudition.....	213
CHAPITRE XII. — L'œuvre de l'humanisme.....	221

TROISIEME PARTIE

L'opposition politique

SECTION I. — La religion.	Pages
CHAPITRE XIII. — La vie religieuse.....	229
CHAPITRE XIV. — L'opposition religieuse.....	245
CHAPITRE XV. — Les idées laïques.....	259
SECTION II. — La politique.	
CHAPITRE XVI. — L'irrespect.....	273
CHAPITRE XVII. — L'opposition politique.....	291
CHAPITRE XVIII. — Les théories de l'opposition.....	297
Conclusion	315

LIVRE II

L'ÉRUDITION AU DIX-HUITIÈME SIÈCLE

PREMIERE PARTIE

L'érudition et les érudits

<i>INTRODUCTION</i>	323
SECTION I. — Bernard de La Monnoye.	
CHAPITRE I. — La Monnoye. L'homme.....	329
CHAPITRE II. — La Monnoye. — Le poète.....	345
CHAPITRE III. — La Monnoye. L'érudit.....	363
SECTION II. — La société Bouhier.	
CHAPITRE IV. — Le Président Bouhier.....	373
CHAPITRE V. — L'humanisme de Bouhier.....	385
CHAPITRE VI. — La société Bouhier.....	395
SECTION III. — Les œuvres de l'érudition.	
CHAPITRE VII. — Les renoncements de l'humanisme..	413
CHAPITRE VIII. — Les œuvres de l'érudition.....	437

DEUXIEME PARTIE

La politique

	Pages
CHAPITRE IX. — Les opinions et les affaires.....	485
CHAPITRE X. — La jurisprudence.....	501
Conclusion	523

LIVRE III

L'ESPRIT NOUVEAU

PREMIERE PARTIE

La société nouvelleSECTION I. — **L'Etat social.**

CHAPITRE I. — La haute bourgeoisie.....	531
CHAPITRE II. — Les rivaux de la haute robe.....	541
CHAPITRE III. — A la recherche du Mont Sacré.....	559

SECTION II. — **La formation de l'esprit nouveau.**

CHAPITRE IV. — L'abandon des anciens modèles.....	575
CHAPITRE V. — Les voies nouvelles.....	583

DEUXIEME PARTIE

L'intelligenceSECTION I. — **L'académie.**

CHAPITRE VI. — Les travaux scientifiques.....	595
CHAPITRE VII. — La morale.....	607

SECTION II. — La haute robe.	Pages
CHAPITRE VIII. — La société Richard de Ruffey.....	623
CHAPITRE IX. — Les travaux de la robe.....	639
SECTION III. — Le monde nouveau.	
CHAPITRE X. — L'académie réformée.....	737
CHAPITRE XI. — Les sciences positives.....	743

TROISIEME PARTIE

L'action

SECTION I. — La religion.	
CHAPITRE XII. — Les affaires religieuses.....	777
CHAPITRE XIII. — La politique religieuse.....	781
CHAPITRE XIV. — Les opinions religieuses.....	797
SECTION II. — La politique.	
CHAPITRE XV. — Les opinions.....	809
CHAPITRE XVI. — La politique.....	829
CHAPITRE XVII. — L'esprit public à la veille de la Révolution	901
Conclusion	929

